

NATIONS UNIES

# **RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE**

*sur*

*sa quatrième session extraordinaire  
et ses dixième et onzième sessions*

**18 décembre 1951 - 24 juillet 1952**



**ASSEMBLEE GENERALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS: SEPTIEME SESSION**

**SUPPLEMENT No 4 (A/2150)**

*New-York, 1952*

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.



# TABLE DES MATIERES

## *Première partie*

### Organisation et activité du Conseil

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
<b>I. — ORGANISATION DU CONSEIL</b>	
1. Composition .....	1
2. Bureau .....	1
3. Sessions et séances .....	1
4. Règlement intérieur .....	2
5. Revision du Questionnaire provisoire .....	2
6. Relations avec le Conseil économique et social et les institutions spécialisées .....	2
<b>II. — EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS</b>	
1. Introduction .....	3
2. Tanganyika .....	3
3. Ruanda-Urundi .....	3
4. Somalie sous administration italienne .....	3
5. Cameroun sous administration britannique .....	4
6. Cameroun sous administration française .....	4
7. Togo sous administration britannique .....	4
8. Togo sous administration française .....	4
9. Samoa-Occidental .....	4
10. Nauru .....	5
11. Nouvelle-Guinée .....	5
12. Iles du Pacifique .....	5
<b>III. — EXAMEN DES PÉTITIONS</b>	
1. Introduction .....	6
2. Pétitions concernant le Tanganyika .....	6
3. Pétitions concernant le Ruanda-Urundi .....	8
4. Pétitions concernant la Somalie sous administration italienne .....	9
5. Pétitions concernant le Cameroun sous administration britannique ..	14
6. Pétitions concernant le Cameroun sous administration française ...	14
7. Pétitions concernant le Cameroun sous administration britannique et le Cameroun sous administration française .....	15
8. Pétitions concernant le Togo sous administration britannique .....	16
9. Pétitions concernant le Togo sous administration française .....	17
10. Pétitions concernant le Togo sous administration britannique et le Togo sous administration française .....	17
11. Pétitions concernant le Samoa-Occidental .....	17
12. Pétitions concernant Nauru .....	17
13. Pétitions concernant la Nouvelle-Guinée .....	17
14. Pétitions concernant le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique ..	17
<b>IV. — VISITES AUX TERRITOIRES SOUS TUTELLE</b>	
1. Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale (1951) .....	18
2. Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1952) .....	19

## V. — QUESTIONS RENVOYÉES AU CONSEIL PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

1. Unions administratives concernant les Territoires sous tutelle.....	20
2. Progrès social dans les Territoires sous tutelle.....	20
3. Développement de l'économie rurale dans les Territoires sous tutelle..	22
4. La question des Ewés et de l'unification du Togo.....	22
5. Méthodes de travail du Conseil de tutelle.....	23
6. Examen des pétitions.....	24
7. Organisation et méthodes de fonctionnement des missions de visite...	25
8. Participation des autochtones des Territoires sous tutelle aux travaux du Conseil de tutelle.....	26
9. Diffusion dans les Territoires sous tutelle d'informations sur l'Organi- sation des Nations Unies et le régime international de tutelle.....	26
10. Développement de l'instruction dans les Territoires sous tutelle.....	26
11. Rapport du Conseil de tutelle.....	28
12. Renseignements relatifs à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale concernant les Territoires sous tutelle.....	28

*Deuxième partie***La situation dans les Territoires sous tutelle**

## I. — TANGANYIKA

1. Généralités.....	29
2. Progrès politique.....	30
3. Progrès économique.....	41
4. Progrès social.....	59
5. Progrès de l'enseignement.....	72

## II. — RUANDA-URUNDI

1. Généralités.....	79
2. Progrès politique.....	81
3. Progrès économique.....	92
4. Progrès social.....	100
5. Progrès de l'enseignement.....	107

## III. — SOMALIE SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE

1. Généralités.....	114
2. Progrès politique.....	119
3. Progrès économique.....	130
4. Progrès social.....	139
5. Progrès de l'enseignement.....	145

## IV. — CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

1. Généralités.....	150
2. Progrès politique.....	152
3. Progrès économique.....	157
4. Progrès social.....	166
5. Progrès de l'enseignement.....	171

## V. — CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

1. Généralités.....	177
2. Progrès politique.....	178

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
3. Progrès économique .....	186
4. Progrès social .....	193
5. Progrès de l'enseignement .....	199
 VI. — TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE	
1. Généralités .....	203
2. Progrès politique .....	204
3. Progrès économique .....	212
4. Progrès social .....	220
5. Progrès de l'enseignement .....	225
 VII. — TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE	
1. Généralités .....	231
2. Progrès politique .....	231
3. Progrès économique .....	241
4. Progrès social .....	247
5. Progrès de l'enseignement .....	251
 VIII. — SAMOA-OCCIDENTAL	
1. Généralités .....	255
2. Progrès politique .....	256
3. Progrès économique .....	262
4. Progrès social .....	266
5. Progrès de l'enseignement .....	270
 IX. — NAURU	
1. Généralités .....	274
2. Progrès politique .....	274
3. Progrès économique .....	276
4. Progrès social .....	280
5. Progrès de l'enseignement .....	284
 X. — NOUVELLE-GUINÉE	
1. Généralités .....	286
2. Progrès politique .....	287
3. Progrès économique .....	294
4. Progrès social .....	299
5. Progrès de l'enseignement .....	305

### Liste des cartes

1. Territoires sous tutelle .....	309
2. Territoire sous tutelle du Tanganyika (sous administration britannique)....	310
3. Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi (sous administration belge)....	311
4. Territoire sous tutelle de la Somalie (sous administration italienne).....	312
5. Territoires sous tutelle du Cameroun (sous administration britannique et sous administration française) .....	313
6. Territoires sous tutelle du Togo (sous administration britannique et sous administration française) .....	314
7. Territoire sous tutelle des îles du Pacifique (sous administration des États-Unis) .....	315
8. Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental (sous administration néo-zélandaise) .....	316
9. Territoire sous tutelle de Nauru (sous administration australienne, au nom de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni).....	317
10. Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée (sous administration australienne) .....	318

# Première partie

## ORGANISATION ET ACTIVITE DU CONSEIL

### Chapitre premier

#### ORGANISATION DU CONSEIL

##### I. — Composition

Au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport, le siège d'un membre élu du Conseil est devenu vacant : à sa sixième session, l'Assemblée générale a élu le Salvador en remplacement de l'Argentine dont la démission prenait effet à compter du 1er janvier 1952. En conséquence, la composition du Conseil au cours de ses dixième et onzième sessions a été la suivante :

*Etats Membres chargés de l'administration de Territoires sous tutelle :*

Australie,  
Belgique,  
Etats-Unis d'Amérique,  
France,  
Nouvelle-Zélande,  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

*Etats Membres nommément désignés à l'Article 23 de la Charte et n'administrant aucun Territoire sous tutelle :*

Chine,  
Union des Républiques socialistes soviétiques.

*Etats Membres élus par l'Assemblée générale :*

*Date d'expiration  
du mandat*

Irak .....	31 décembre 1952
République Dominicaine .....	31 décembre 1953
Salvador .....	31 décembre 1952
Thaïlande .....	31 décembre 1953

L'Italie, en tant qu'Autorité chargée de l'administration de la Somalie sous administration italienne, a été représentée aux dixième et onzième sessions du Conseil. La Colombie, l'Egypte et les Philippines, en tant que membres du Conseil consultatif pour la Somalie, ont été représentées aux séances de la onzième session consacrées à l'examen de la situation de ce Territoire.

Des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de l'Organisation mondiale de la santé ont participé aux travaux du Conseil toutes les fois que cela a été nécessaire.

Aux séances d'ouverture des dixième et onzième sessions, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté une proposition tendant à exclure du Conseil le représentant de la Chine et à inviter un représentant de la République populaire de Chine, désigné par le Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine, à participer aux travaux du Conseil. Dans les deux cas, le Conseil, par 11 voix contre une, a décidé d'ajourner sine die l'examen de la proposition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

##### 2. — Bureau

Sir Alan Burns (Royaume-Uni) et M. Awni Khalidy (Irak), élus respectivement Président et Vice-Président au début de la neuvième session, ont continué à remplir ces fonctions jusqu'à la séance d'ouverture de la onzième session, le 3 juillet 1952. Au cours de cette séance, M. Awni Khalidy et M. W. D. Forsyth (Australie) ont été élus respectivement Président et Vice-Président.

##### 3. — Sessions et séances

Pendant la période qui fait l'objet du présent rapport, le Conseil et ses organes subsidiaires ont tenu les sessions et les séances énumérées ci-après :

###### CONSEIL DE TUTELLE

Quatrième session extraordinaire (385ème séance), tenue à Paris le 18 décembre 1951.

Dixième session (386ème à 411ème séances), tenue au siège, à New-York, du 27 février au 1er avril 1952.

Onzième session (412ème à 455ème séances), tenue au siège, à New-York, du 3 juin au 24 juillet 1952.

###### COMITÉ PERMANENT DES UNIONS ADMINISTRATIVES

9ème à 42ème séances, tenues au siège, à New-York, du 5 mars au 16 juillet 1952.

###### COMITÉ PERMANENT DES PÉTITIONS

1ère à 40ème séances, tenues au siège, à New-York, du 18 mars au 18 juillet 1952.

###### COMITÉ DE RÉDACTION DU QUESTIONNAIRE

Dixième session (3ème à 5ème séances), tenue au siège, à New-York, du 28 février au 14 mars 1952.

COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE RURALE  
DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

7ème à 11ème séances, tenues au siège, à New-York,  
du 31 juillet 1951 au 2 juin 1952.

COMITÉ DES MÉTHODES DE TRAVAIL DU CONSEIL DE  
TUTELLE

1ère à 7ème séances, tenues au siège, à New-York,  
du 1er avril au 26 mai 1952.

COMITÉ DE L'EXAMEN DES PÉTITIONS

Dixième session (1ère à 3ème séances), tenue au  
siège, à New-York, du 29 février au 7 mars 1952.

COMITÉ DE L'ORGANISATION ET DES MÉTHODES DE  
FONCTIONNEMENT DES MISSIONS DE VISITE

Dixième session (1ère à 4ème séances), tenue au  
siège, à New-York, du 4 au 25 mars 1952.

COMITÉ CHARGÉ D'ÉTUDIER LA QUESTION DE LA PARTI-  
CIPATION DES HABITANTS AUTOCHTONES DES TERRI-  
TOIRES SOUS TUTELLE AUX TRAVAUX DU CONSEIL DE  
TUTELLE

Onzième session (1ère à 3ème séances), tenue au  
siège, à New-York, du 13 juin au 15 juillet 1952.

#### 4. — Règlement intérieur

Après avoir examiné les rapports que lui ont soumis  
le Comité de l'examen des pétitions<sup>1</sup> (dixième session)  
et le Comité des méthodes de travail<sup>2</sup> (onzième  
session), le Conseil a adopté un certain nombre d'amende-  
ments relatifs à divers articles de son règlement  
intérieur. Ces modifications sont exposées de façon  
plus complète au chapitre V, sections 5 et 6.

#### 5. — Revision du Questionnaire provisoire

Le Comité de rédaction du Questionnaire, constitué  
par le Conseil de tutelle lors de sa septième session, a  
terminé ses travaux au cours de la dixième session du  
Conseil. Il a soumis un Questionnaire révisé dans son  
rapport au Conseil<sup>3</sup>. A sa 408ème séance, le Conseil  
a examiné ce rapport; il a remis à plus tard toute  
décision sur le rapport et sur le questionnaire joint en  
annexe, et il a invité le Secrétaire général à les trans-  
mettre aux membres du Conseil en les priant de lui  
faire parvenir leurs observations.

Aucune observation n'étant parvenue à la date d'ou-  
verture de la onzième session, le Conseil a repris l'exa-  
men de la question à sa 413ème séance. Le représentant  
de la République Dominicaine a soumis des amende-  
ments à certaines questions du Questionnaire révisé  
relatives à la condition de la femme<sup>4</sup>.

A sa 414ème séance, le Conseil a adopté ces amende-  
ments. Certains membres du Conseil ont formulé des  
réserves au sujet du Questionnaire révisé.

Au cours de la même séance, le Conseil a adopté une  
résolution<sup>5</sup> par laquelle il approuvait le Questionnaire  
modifié, tout en notant que les procès-verbaux officiels  
du Conseil font mention des réserves formulées à cet  
égard par des membres du Conseil.

#### 6. — Relations avec le Conseil économique et social et les institutions spécialisées

Par sa résolution 385 E (XIII) du 27 août 1951, le  
Conseil économique et social, considérant qu'il serait  
souhaitable, pour améliorer la condition de la femme  
dans les Territoires sous tutelle, que des femmes parti-  
cipient aux travaux des missions de visite, a invité les  
Etats Membres à proposer, et le Conseil de tutelle à  
envisager, la possibilité de désigner des femmes comme  
membres des missions de visite. On trouvera ci-après,  
au chapitre V, section 7, un aperçu des mesures que le  
Conseil de tutelle a prises à la suite de cette résolution.

L'UNESCO a présenté au Conseil ses observations  
concernant les parties des rapports annuels des Auto-  
rités administrantes qui touchent des questions relevant  
de la compétence de cette organisation. L'UNESCO  
a fait parvenir au Conseil des exemplaires de son  
ouvrage "Etudes à l'étranger" (*Study Abroad*) ainsi  
qu'un memorandum indiquant quelles bourses de per-  
fectionnement et d'études énumérées dans cet ouvrage  
peuvent être postulées par les étudiants des Territoires  
sous tutelle. L'UNESCO a également entrepris d'aider  
le Secrétaire général à donner de la publicité aux offres  
de bourses de perfectionnement et d'études faites à des  
étudiants des Territoires sous tutelle conformément à  
la résolution 557 (VI) de l'Assemblée générale. A sa  
455ème séance, le Conseil a adopté une résolution<sup>6</sup>  
dans laquelle il remerciait l'UNESCO d'avoir pleine-  
ment mis en œuvre la résolution 47 (IV) du Conseil  
relative à la collaboration avec les institutions spécia-  
lisées, et exprimait l'espoir que cette précieuse collabo-  
ration se poursuivrait à l'avenir.

L'Organisation internationale du Travail a fourni au  
Conseil, sur sa demande, des renseignements au sujet  
de son étude sur les problèmes de la main-d'œuvre  
migrante et des sanctions pénales infligées aux travail-  
leurs autochtones pour inexécution de contrats de tra-  
vail<sup>7</sup>. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimen-  
tation et l'agriculture a aidé le Comité du développe-  
ment de l'économie rurale à entreprendre une étude des  
principes directeurs, de la législation et de la pratique  
en ce qui concerne la terre, son utilisation et son aliéna-  
tion, notamment en mettant à la disposition du Comité  
un fonctionnaire spécialiste des problèmes fonciers  
chargé d'aider le Comité à rédiger son rapport<sup>8</sup>.

<sup>1</sup> T/L.243.

<sup>2</sup> T/L.265.

<sup>3</sup> T/L.246 et Corr.1.

<sup>4</sup> T/L.272.

<sup>5</sup> Résolution 463 (XI).

<sup>6</sup> Résolution 641 (XI).

<sup>7</sup> Voir le chapitre V, section 2.

<sup>8</sup> Voir le chapitre V, section 3.

## Chapitre II

### EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS

#### 1. — Introduction

Les décisions que le Conseil de tutelle a prises au cours de la période étudiée ici, à la suite de l'examen des rapports annuels, sont indiquées dans les chapitres de la deuxième partie qui concernent les différents Territoires. On trouvera également dans ces chapitres les décisions que le Conseil a prises au sujet des questions générales soulevées dans les pétitions et, le cas échéant, les observations et conclusions des missions de visite. Le Conseil a décidé d'insérer les observations individuelles de ses membres à la suite des sections auxquelles elles se rapportent.

A sa 411ème séance, le Conseil a décidé qu'aucune observation générale sur la situation d'un Territoire sous tutelle ne figurera au début du chapitre relatif à ce Territoire.

#### 2. — Tanganyika

Le rapport du Gouvernement du Royaume-Uni sur l'administration du Tanganyika pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 1951<sup>9</sup> est parvenu au Secrétaire général le 13 mai 1952. L'examen du rapport, ainsi que celui de la Mission de visite qui s'est rendue dans le Territoire en 1951<sup>10</sup>, a commencé à la 425ème séance du Conseil par un exposé préliminaire de Sir Edward Twining, Gouverneur du Territoire. Sir John Lamb, représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration, a ensuite répondu aux questions des membres du Conseil, de la 425ème à la 427ème séance. A la 428ème séance, le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire: cette discussion s'est terminée à la 429ème séance. A la 428ème séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de la Belgique, de la France, du Salvador et de la Thaïlande, de préparer un projet de chapitre sur ce Territoire. Les recommandations contenues dans le rapport du comité de rédaction<sup>11</sup> ont été approuvées, avec certaines modifications, à la 442ème séance du Conseil. Le texte définitif du rapport, tel qu'il a été adopté à la 455ème séance, forme le chapitre premier de la deuxième partie.

#### 3. — Ruanda-Urundi

Le rapport du Gouvernement de la Belgique sur l'administration du Ruanda-Urundi pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 1951<sup>12</sup> est parvenu au Secrétaire général le 21 mai 1952. L'examen de ce rapport, ainsi que du rapport de la Mission de visite

qui s'est rendue dans le Territoire en 1951<sup>13</sup>, a commencé à la 421ème séance du Conseil. Au cours de cette séance M. Pierre Leroy, représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration, a fait une déclaration. Le représentant spécial a ensuite répondu aux questions des membres du Conseil, de la 421ème à la 424ème séance, ainsi qu'à la 427ème séance. Au cours de la 429ème séance, le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire; cette discussion s'est terminée à la 430ème séance par une déclaration du représentant spécial. A la 428ème séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de l'Australie, de la Chine, de la République Dominicaine et du Royaume-Uni, de préparer un projet de chapitre sur ce Territoire. Les recommandations contenues dans le rapport du comité de rédaction<sup>14</sup> ont été approuvées par le Conseil à la 442ème séance. Le texte définitif du rapport, tel qu'il a été adopté à la 450ème séance, forme le chapitre II de la deuxième partie.

#### 4. — Somalie sous administration italienne

Le rapport du Gouvernement italien sur l'administration de la Somalie pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 1951<sup>15</sup> est parvenu au Secrétaire général le 17 mai 1952. A sa 415ème séance, le Conseil a commencé à examiner ce rapport, ainsi que le rapport de la Mission de visite qui s'était rendue dans le Territoire en 1951<sup>16</sup> et le rapport du Conseil consultatif pour la Somalie pour l'année qui a pris fin le 31 mars 1952<sup>17</sup>. Au cours de cette même séance, des déclarations ont été faites par le représentant de l'Italie, par M. P. P. Spinelli, représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration, et par les représentants de la Colombie, de l'Egypte et des Philippines, en leur qualité de membres du Conseil consultatif pour la Somalie. Le représentant spécial a ensuite répondu aux questions des membres du Conseil, de la 416ème à la 419ème séance. Au cours de la 420ème séance, le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire; cette discussion s'est terminée à la 422ème séance par des déclarations du représentant de l'Italie et du représentant spécial. A sa 420ème séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la Nouvelle-Zélande et de la République Dominicaine, de préparer un projet de chapitre sur ce Territoire. Les recommandations contenues dans le

<sup>9</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/989.

<sup>10</sup> T/946.

<sup>11</sup> T/L.291, T/L.276, T/L.276/Corr.1.

<sup>12</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/998.

<sup>13</sup> T/548.

<sup>14</sup> T/L.293, T/L.267, T/L.267/Corr.1.

<sup>15</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/993.

<sup>16</sup> T/947, T/947/Corr.1.

<sup>17</sup> T/979.

rapport du comité de rédaction<sup>18</sup> ont été approuvées par le Conseil au cours de sa 440ème séance. Le texte définitif du rapport, tel qu'il a été adopté à la 453ème séance, forme le chapitre III de la deuxième partie.

#### **5. — Cameroun sous administration britannique**

Le rapport du Gouvernement du Royaume-Uni sur l'administration du Cameroun pour l'année qui a pris fin le 31 décembre 1951<sup>19</sup> est parvenu au Secrétaire général le 14 mai 1952. L'examen du rapport a commencé à la 443ème séance par un exposé préliminaire de M. E. J. Gibbons, représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration. Les membres du Conseil ont ensuite posé des questions au représentant spécial, de la 443ème à la 445ème séance. Au cours de la 445ème séance, le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire; cette discussion s'est terminée à la 448ème séance. A sa 445ème séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de la Belgique, de la France, de la République Dominicaine et du Salvador, de préparer un projet de chapitre sur ce Territoire. Les recommandations contenues dans le rapport du comité de rédaction<sup>20</sup> ont été approuvées par le Conseil à sa 453ème séance. Le texte définitif du rapport, tel qu'il a été adopté par le Conseil à sa 453ème séance, forme le chapitre IV de la deuxième partie.

#### **6. — Cameroun sous administration française**

Le rapport du Gouvernement français sur l'administration du Cameroun pour l'année qui a pris fin le 31 décembre 1951<sup>21</sup> est parvenu au Secrétaire général le 16 mai 1952. L'examen du rapport a commencé à la 446ème séance par un exposé préliminaire de M. Watier, représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration. Les membres du Conseil ont ensuite posé des questions au représentant spécial de la 446ème à la 449ème séance. Au cours de la 449ème séance, le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire; cette discussion s'est terminée à la 451ème séance. A sa 449ème séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la République Dominicaine et du Royaume-Uni, de préparer un projet de chapitre sur ce Territoire. Les recommandations contenues dans le rapport du comité de rédaction<sup>22</sup> ont été approuvées par le Conseil à sa 455ème séance. Le texte définitif du rapport, tel qu'il a été adopté par le Conseil à sa 455ème séance, forme le chapitre V de la deuxième partie.

#### **7. — Togo sous administration britannique**

Le rapport du Gouvernement du Royaume-Uni sur l'administration du Togo pour l'année qui a pris fin le 31 décembre 1951<sup>23</sup> est parvenu au Secrétaire général le 13 mai 1952. L'examen du rapport a commencé à la 430ème séance par un exposé préliminaire de M. M. de N. Ensor, représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration. Les membres du Conseil ont ensuite posé des questions au représentant spécial de la 430ème

à la 434ème séance. A sa 435ème séance, le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire. A sa 434ème séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de l'Australie, de la Belgique, de la Chine et du Salvador, de préparer un projet de chapitre sur ce Territoire. Les recommandations contenues dans le rapport du comité de rédaction<sup>24</sup> ont été approuvées par le Conseil à sa 450ème séance. Le texte définitif du rapport, tel qu'il a été adopté par le Conseil à sa 454ème séance, forme le chapitre VI de la deuxième partie.

#### **8. — Togo sous administration française**

Le rapport du Gouvernement français sur l'administration du Togo pour l'année qui a pris fin le 31 décembre 1951<sup>25</sup> est parvenu au Secrétaire général le 16 mai 1952. L'examen du rapport a commencé à la 436ème séance par un exposé préliminaire de M. Doise, représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration. Les membres du Conseil ont ensuite posé des questions au représentant spécial de la 436ème à la 438ème séance. A sa 439ème séance, le Conseil a commencé la discussion générale sur la situation dans le Territoire; cette discussion s'est terminée à la 441ème séance. A sa 439ème séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la Nouvelle-Zélande, de la République Dominicaine et du Salvador, de préparer un projet de chapitre sur ce Territoire. Les recommandations contenues dans le rapport du comité de rédaction<sup>26</sup> ont été approuvées par le Conseil à sa 453ème séance. Le texte définitif du rapport, tel qu'il a été adopté par le Conseil à sa 455ème séance, forme le chapitre VII de la deuxième partie.

#### **9. — Samoa-Occidental**

Le rapport du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande sur l'administration du Samoa-Occidental pendant la période de neuf mois allant du 1er avril 1950 au 31 décembre 1950<sup>27</sup> est parvenu au Secrétaire général le 22 octobre 1951. Le Conseil a commencé l'examen de ce rapport à sa 390ème séance. Au cours de cette séance, M. Wright, représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration, a fait un exposé préliminaire et a répondu aux questions posées par les membres du Conseil au sujet de la situation dans le Territoire. Dans son exposé, le représentant spécial a expliqué que le rapport ne porte que sur une période de neuf mois, car le gouvernement a modifié l'exercice financier pour le faire coïncider avec l'année civile. Le représentant spécial a continué de répondre aux questions des membres du Conseil jusqu'à la 393ème séance, au cours de laquelle le Conseil a abordé la discussion sur la situation dans le Territoire; cette discussion s'est poursuivie jusqu'à la 395ème séance. A sa 391ème séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la République Dominicaine et du Royaume-Uni, de préparer un projet de chapitre sur ce Territoire. Les recommandations contenues dans le rapport du Comité de rédaction<sup>28</sup> ont

<sup>18</sup> T/L.285, T/L.266, T/L.266/Corr.1.

<sup>19</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/992.

<sup>20</sup> T/L.314, T/L.290, T/L.290/Corr.1.

<sup>21</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/995.

<sup>22</sup> T/L.321, T/L.294, T/L.294/Corr.1.

<sup>23</sup> T/990.

<sup>24</sup> T/L.298, T/L.281, T/L.281/Corr.1.

<sup>25</sup> T/994.

<sup>26</sup> T/L.311, T/L.280, T/L.280/Corr.1.

<sup>27</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/942.

<sup>28</sup> T/L.231, T/L.231/Corr.1, T/L.248, T/L.261.

été approuvées au cours de la 408ème séance du Conseil. Le texte définitif du rapport, tel qu'il a été adopté à la 411ème séance, constitue le chapitre VIII de la deuxième partie.

### 10. — Nauru

Le rapport du Gouvernement australien sur l'administration de Nauru pendant l'exercice qui a pris fin le 30 juin 1951<sup>20</sup> est parvenu au Secrétaire général le 23 janvier 1952. Le Conseil a commencé l'examen du rapport à sa 400ème séance, au cours de laquelle M. Halligan, représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration, a fait un exposé préliminaire. Des questions lui ont ensuite été posées, de la 400ème à la 402ème séance. Au cours de la 402ème séance, le Conseil a procédé à une discussion générale sur la situation dans le Territoire et a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France et de la Thaïlande, de préparer un projet de chapitre sur ce Territoire. Les recommandations contenues dans le rapport du comité de rédaction<sup>20</sup> ont été approuvées, avec certaines modifications, aux 409ème et 411ème séances du Conseil. Le texte définitif du rapport, tel qu'il a été adopté à la 411ème séance, constitue le chapitre IX de la deuxième partie.

### 11. — Nouvelle-Guinée

Le rapport du Gouvernement de l'Australie sur l'administration de la Nouvelle-Guinée pendant l'exercice qui a pris fin le 30 juin 1951<sup>21</sup> est parvenu au Secrétaire général le 5 février 1952. L'examen du

<sup>20</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/956.

<sup>20</sup> T/L.244, T/L.244/Corr.1, T/L.250, T/L.262.

<sup>21</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/958.

rapport a commencé à la 394ème séance, au cours de laquelle M. Halligan, représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration, a fait un exposé préliminaire. Des questions relatives à la situation dans le Territoire lui ont été ensuite posées de la 394ème à la 399ème séance. La discussion générale sur la situation dans le Territoire a commencé au cours de la 399ème séance et s'est terminée à la 400ème séance. A la 401ème séance, le représentant de l'Australie et le représentant spécial ont fait des déclarations. A la 394ème séance, le Conseil a chargé un comité de rédaction, composé des représentants de la Belgique, de la France, du Salvador et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de préparer un projet de chapitre sur ce Territoire. A sa 410ème séance, le Conseil a approuvé, avec certaines modifications, les recommandations contenues dans le rapport du comité de rédaction<sup>22</sup>. Le texte définitif du rapport, tel qu'il a été adopté à la 411ème séance, constitue le chapitre X de la deuxième partie.

### 12. — Iles du Pacifique

Conformément à l'Article 83 de la Charte, à la résolution adoptée par le Conseil de sécurité à sa 415ème séance, le 8 mars 1949, et à sa propre résolution 45 (IV) du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a examiné, au cours de sa dixième session, le rapport annuel du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique pendant l'exercice qui a pris fin le 30 juin 1951<sup>23</sup>. Il a adopté et transmis au Conseil de sécurité un rapport<sup>24</sup> sur l'exercice de ses fonctions relatives à cette zone stratégique.

<sup>22</sup> T/L.242, T/L.242/Corr.1, T/L.252, T/L.263.

<sup>23</sup> Transmis aux membres du Conseil sous la cote T/950.

<sup>24</sup> T/L.253, T/L.254, T/L.264.



## Chapitre III

### EXAMEN DES PETITIONS

#### I. — Introduction

A l'ordre du jour de la dixième session du Conseil de tutelle figuraient 302 pétitions. Toutes les pétitions ont été renvoyées pour examen préliminaire au Comité permanent des pétitions, que le Conseil a créé à sa 397<sup>ème</sup> séance (dixième session) et qui comprenait les représentants de l'Australie (Président), de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la Nouvelle-Zélande, du Salvador et de l'URSS. Le Comité permanent a tenu huit séances, au cours desquelles il a examiné trente-cinq pétitions ainsi qu'une demande tendant à présenter un exposé oral; il a soumis au Conseil de tutelle sept rapports accompagnés de recommandations sur les décisions à prendre par le Conseil. Le Conseil a examiné ces rapports à ses 406<sup>ème</sup>, 408<sup>ème</sup>, 410<sup>ème</sup> et 411<sup>ème</sup> séances; il a adopté des résolutions relatives à trente-cinq pétitions et a approuvé un certain nombre d'autres recommandations formulées par le Comité.

Les pétitions sur lesquelles le Comité n'a pas fait rapport ont été renvoyées à la onzième session.

A l'ordre du jour de la onzième session du Conseil de tutelle figuraient 356 pétitions. Au cours de la session, deux nouvelles pétitions ont été inscrites à l'ordre du jour.

Au cours de ses 14<sup>ème</sup>, 16<sup>ème</sup>, 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> séances, le Comité permanent des pétitions, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 9 du rapport du Comité de l'examen des pétitions<sup>85</sup>, a discuté la procédure à appliquer pour l'examen de 131 des pétitions énumérées dans l'ordre du jour, qui, à son avis, portaient uniquement sur des questions d'ordre général dont le Conseil de tutelle avait déjà été saisi et au sujet desquelles il avait déjà pris des décisions ou formulé des recommandations.

Le Comité permanent a estimé qu'il avait certes le droit d'étudier des questions d'ordre général (il avait, d'ailleurs, étudié beaucoup de questions de ce genre), mais que l'organe le plus qualifié pour examiner ces questions était le Conseil siégeant en séance plénière pour étudier les rapports annuels sur les Territoires intéressés. En conséquence, le Comité a déclaré dans son huitième rapport<sup>86</sup> qu'il avait décidé de ne pas appliquer à ces 131 pétitions la procédure établie pour l'examen des pétitions. Au lieu de cela, et pour permettre aux membres du Conseil de se reporter plus facilement aux questions d'ordre général que posaient ces pétitions, le Comité a présenté au Conseil, pour information, en annexe au rapport, un répertoire par sujets qui énumérait, pour chaque Territoire sous tutelle, les questions d'ordre général soulevées par les

pétitionnaires, dans l'ordre adopté généralement par le Conseil lors de l'examen des rapports annuels; pour chaque question, il indiquait la cote des documents appropriés ainsi que les observations pertinentes formulées par l'Autorité chargée de l'administration.

Le Comité a recommandé d'inviter le Secrétaire général à faire savoir à chacun des pétitionnaires que les questions d'ordre général soulevées dans les pétitions avaient été portées à l'attention du Conseil afin que ses membres puissent les étudier lors de l'examen de la situation dans les Territoires sous tutelle intéressés. Le Secrétaire général devait également informer les pétitionnaires des décisions que le Conseil aurait prises, le cas échéant, au sujet de ces questions.

Le Conseil a approuvé ce rapport à sa 414<sup>ème</sup> séance.

Sur les 227 pétitions restantes, dix-huit n'ont pas été examinées car elles sont parvenues à l'Autorité chargée de l'administration après l'expiration du délai de deux mois prévu à l'article 86 du règlement intérieur du Conseil.

Deux des 209 pétitions qui ont fait l'objet d'un examen ont été étudiées par le Conseil en séance plénière, puis renvoyées au Comité permanent; toutes les autres pétitions ont été examinées en premier lieu par par le Comité permanent.

Le Comité permanent a tenu au total trente-deux séances avant et pendant la onzième session du Conseil; pendant cette session, il a présenté quinze rapports au Conseil. Le Conseil a examiné ces rapports à ses 413<sup>ème</sup>, 414<sup>ème</sup>, 440<sup>ème</sup>, 441<sup>ème</sup>, 442<sup>ème</sup>, 450<sup>ème</sup>, 451<sup>ème</sup>, 452<sup>ème</sup> et 453<sup>ème</sup> séances. Il a adopté 173 résolutions portant sur 209 pétitions.

A sa 455<sup>ème</sup> séance, le Conseil a décidé que le Comité permanent des pétitions serait composé des représentants de la Belgique, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la Nouvelle-Zélande, du Salvador et de l'URSS. A l'exception de la Chine, tous ces représentants devaient siéger au Comité permanent jusqu'à la fin de la douzième session ordinaire du Conseil. La Chine devrait être remplacée par la République Dominicaine au début de la douzième session.

#### 2. — Pétitions concernant le Tanganyika

##### a) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA DIXIÈME SESSION

A sa dixième session, le Conseil a pris des décisions sur les dix pétitions suivantes, relatives au Tanganyika<sup>87</sup>:

<sup>87</sup> Le compte rendu détaillé de l'examen de ces pétitions figure dans le deuxième rapport du Comité permanent des pétitions (T/L.255).

<sup>85</sup> T/L.243, T/L.243/Corr.1.

<sup>86</sup> T/L.268.

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des pétitions</i>	<i>Résolutions</i>
M. S. A. Athman	T/Pet.2/100	429 (X)
M. Paul Wamba Kudililwa	T/Pet.2/109	430 (X)
Waluguru de Kibungo-Matombo	T/Pet.2/117	431 (X)
M. Hajivyanis Galinos	T/Pet.2/126	432 (X)
M. J. A. Valiani	T/Pet.2/129	433 (X)
M. Philip Mosesi	T/Pet.2/133	434 (X)
MM. Samvua Kamwe et Salim Losndilo	T/Pet.2/136	435 (X)
Communauté de Shariff Is-Hak, section d'Arusha	T/Pet.2/139	436 (X)
M. et Mme Sem Nicodemus	T/Pet.2/141	437 (X)
M. Petro Ndarboi	T/Pet.2/145	438 (X)

Toutes ces pétitions portaient sur des questions personnelles: demandes de versements d'arriérés de traitement, indemnité de chômage, dommages matériels, etc. En ce qui concerne sept pétitions<sup>38</sup>, le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration et a décidé que ces pétitions n'appelaient aucune autre mesure de sa part. Deux pétitions<sup>39</sup> soulevaient des questions qui avaient fait l'objet de pétitions déjà examinées par le Conseil; le Conseil a confirmé sa décision antérieure et a décidé que ces pétitions n'appelaient aucune nouvelle mesure de sa part. L'auteur d'une des pétitions<sup>40</sup> sollicitait l'autorisation, qui lui avait été refusée par l'administration locale, de disposer d'un terrain pour la construction d'une église; le Conseil a exprimé l'espoir que la proposition de l'administration locale tendant à faire bâtir une église sur un terrain appartenant aux missions donnerait satisfaction aux pétitionnaires.

#### b) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA ONZIÈME SESSION

A sa onzième session, le Conseil a réglé cinquante et une pétitions concernant le Tanganyika. Sur celles-ci, trois étaient des pétitions anonymes et vingt-trois soulevaient uniquement des questions d'ordre général dont le Conseil avait déjà été saisi et au sujet desquelles il avait pris des décisions ou formulé des recommandations. Ces pétitions, que le Conseil a étudiées lors de son examen du rapport annuel relatif au Territoire, étaient les suivantes:

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des pétitions</i>
MM. Mhandeni Mwigwa et Msangazi Mwekonje	T/Pet.2/101
Association des fonctionnaires du gouvernement	T/Pet.2/102
Association africaine du Tanganyika, section de Mwanza	T/Pet.2/103
Chefs et population de Maswa	T/Pet.2/106
Chefs du district de Shinyanga	T/Pet.2/110
Association africaine du Tanganyika, section de Dodoma	T/Pet.2/111
Association africaine du Tanganyika, section de Mpwapwa	T/Pet.2/112
Conseil africain rural de Pakati	T/Pet.2/113
Association africaine de Mikindani	T/Pet.2/114
M. Joseph K. N. M. Petro	T/Pet.2/118
Association africaine du Tanganyika, Dar-es-Salam	T/Pet.2/120
MM. Stanley Numaku, Elias Obed, Hamed Waziri	T/Pet.2/123

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des pétitions</i>
M. I. R. N. Cormack	T/Pet.2/124
Association des fonctionnaires africains du Gouvernement du Tanganyika	T/Pet.2/125
Association africaine, section de Tanga	T/Pet.2/130 et Add.1
Association musulmane du Tanganyika, section de Tanga	T/Pet.2/132
M. A. P. M. Njau	T/Pet.2/138
Upare Native Administration	T/Pet.2/140
Chef et anciens de Meru	T/Pet.2/142
Kilimanjaro Union	T/Pet.2/147
M. A. P. Mdoe	T/Pet.2/149
Usagari Federation	T/Pet.2/151
M. A. P. M. Njau	T/Pet.2/153
Anonymes (trois)	T/Pet.2/R.2, R.3 et R.4

Les principales questions soulevées dans les pétitions sont traitées sous les rubriques appropriées au chapitre premier de la deuxième partie du présent rapport.

Le Comité permanent des pétitions et le Conseil ont examiné chacune des vingt-cinq pétitions suivantes<sup>41</sup>:

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des pétitions</i>	<i>Résolutions</i>
Représentants de la tribu Wa-Meru	T/Pet.2/99 et Add.1-7	468 (XI)
Bahaya Union, section de Bukoba <sup>42</sup>	T/Pet.2/104	469 (XI)
Bahaya Union, section de Geita	T/Pet.2/105	469 (XI)
Chefs et population du district de Kwimba	T/Pet.2/107	470 (XI)
Association africaine, Ngudu <sup>42</sup>	T/Pet.2/108	471 (XI)
Liwalis du district de Mikindani <sup>42</sup>	T/Pet.2/115	472 (XI)
Indian Association, Iringa <sup>42</sup>	T/Pet.2/116	473 (XI)
M. Abdul-Bary Muhammed Diwan et diverses personnes <sup>42</sup>	T/Pet.2/119	474 (XI)
Association des cuisiniers, laveurs et domestiques africains <sup>42</sup>	T/Pet.2/121	475 (XI)
Bahaya Union, section de Dar-es-Salam <sup>42</sup>	T/Pet.2/122	476 (XI)
M. Athumani Chakusaga <sup>42</sup>	T/Pet.2/127	477 (XI)
M. B. L. Vadgama	T/Pet.2/128	478 (XI)
Association Ishakia	T/Pet.2/131	479 (XI)
Chagga Cultural Association, Moshi <sup>42</sup>	T/Pet.2/134	480 (XI)
M. G. A. Papadopoulos	T/Pet.2/135	481 (XI)
Chagga Council <sup>42</sup>	T/Pet.2/137	482 (XI)
M. Gamaliell Sablak	T/Pet.2/143	468 (XI)
Représentants des Wa-Arusha <sup>42</sup>	T/Pet.2/144	483 (XI)
Arusha Citizen Union	T/Pet.2/146	484 (XI)
M. Joseph Byebaliro <sup>42</sup>	T/Pet.2/148	485 (XI)
M. Remi Tengo	T/Pet.2/150	486 (XI)
M. R. M. Mauchauffee	T/Pet.2/152	487 (XI)
Buhaya (Bukoba) Council <sup>42</sup>	T/Pet.2/154	488 (XI)
M. Hassani Semboja et quatorze autres personnes	T/Pet.2/155	489 (XI)
M. Abdalahamani Kaponta <sup>42</sup>	T/Pet.2/156	490 (XI)

<sup>41</sup> Pour plus de détails, voir les quatorzième et seizième rapports du Comité permanent (T/L.288 et T/L.295).

<sup>42</sup> Ces pétitions concernent en partie des questions d'ordre général dont le Conseil avait déjà été saisi et au sujet desquelles il avait pris des décisions ou formulé des recommandations; le Conseil les a étudiées lors de son examen du rapport annuel sur le Territoire.

<sup>38</sup> T/Pet.2/100, 126, 129, 133, 139, 141, 145.

<sup>39</sup> T/Pet.2/109, 136.

<sup>40</sup> T/Pet.2/117.

Au sujet de seize de ces pétitions<sup>48</sup>, le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires soit sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration, soit sur le fait que les questions d'ordre général soulevées dans leurs pétitions ont été et continueront d'être étudiées par le Conseil lors de son examen annuel de la situation dans le Territoire. Dans ces conditions, le Conseil a estimé que ces pétitions n'appelaient aucune recommandation particulière de sa part, ou adopté des recommandations au sujet desquelles il ne demandait pas de renseignements spéciaux à l'Autorité chargée de l'administration.

Au sujet de cinq pétitions concernant la situation sociale dans le district de Bukoba<sup>49</sup>, le Conseil a demandé à l'Autorité chargée de l'administration des renseignements spéciaux sur les mesures prises pour résoudre le problème de la prostitution, et il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration ferait comprendre aux pétitionnaires les aspects sociaux plus larges de ce problème.

Au sujet d'une pétition dont les auteurs demandaient l'établissement d'une léproserie<sup>50</sup>, le Conseil a invité instamment les pétitionnaires à avoir recours aux services des missions en attendant l'achèvement de la léproserie du gouvernement, au sujet de laquelle il a demandé des renseignements complémentaires.

En ce qui concerne une pétition émanant d'Africains qui demandaient à recevoir des titres de propriété individuels dans la région de Dar-es-Salam<sup>51</sup>, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Administration effectuerait rapidement le relevé cadastral des terres revendiquées par les pétitionnaires et il a demandé à l'Autorité chargée de l'administration des renseignements spéciaux à ce sujet.

Les deux pétitions des représentants des Wa-Meru<sup>47</sup> ont soulevé la question de l'expulsion d'une partie des Meru qui ont été obligés de quitter les terres qu'ils occupaient pour permettre d'incorporer cette région dans une zone d'élevage homogène.

Le Conseil a examiné ces pétitions et a accordé audience aux représentants des pétitionnaires; il a ainsi entendu M. Earle Seaton le 30 juin 1952, au cours des 431<sup>ème</sup> et 432<sup>ème</sup> séances du Conseil, et M. Japhet Kirilo les 21 et 22 juillet 1952, au cours des 451<sup>ème</sup> et 452<sup>ème</sup> séances. Le Comité permanent des pétitions a également examiné ces pétitions et a entendu de nouvelles déclarations de M. Seaton les 2, 7 et 9 juillet 1952 au cours de ses 33<sup>ème</sup>, 35<sup>ème</sup> et 36<sup>ème</sup> séances.

On trouvera, dans l'exposé de la situation dans le Territoire, au chapitre premier de la deuxième partie du présent rapport, un compte rendu des questions traitées dans ces pétitions, des déclarations verbales des pétitionnaires et des mesures prises par le Conseil.

### 3. — Pétitions concernant le Ruanda-Urundi

#### a) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA DIXIÈME SESSION

<sup>48</sup> T/Pet.2/107, 108, 116, 121, 127, 128, 131, 134, 135, 137, 144, 146, 150, 152, 155, 156.

<sup>49</sup> T/Pet.2/104, 105, 122, 148 et 154.

<sup>50</sup> T/Pet.2/115.

<sup>51</sup> T/Pet.2/119.

<sup>47</sup> T/Pet.2/99 et Add.1 à 7, T/Pet.2/143.

A sa dixième session, le Conseil a pris des décisions sur les dix pétitions ci-après, concernant le Ruanda-Urundi<sup>48</sup>.

Pétitionnaires	Cotes des pétitions	Résolutions
M. Chaka Selemani	T/Pet.3/40 et Add.1-3	439 (X)
M. Bigiraneza	T/Pet.3/41	440 (X)
Ex-chef Ntunguka	T/Pet.3/42 et Add.1	441 (X)
M. Joseph Marie Ngwela	T/Pet.3/43 et Add.1	442 (X)
M. Ch. D'Adesky	T/Pet.3/45	443 (X)
M. Kabondo	T/Pet.3/46	444 (X)
M. Jean Kangabo	T/Pet.3/47	445 (X)
M. Petro Bikirobe	T/Pet.3/49	446 (X)
M. Jean Sebekuavu	T/Pet.3/52	447 (X)
Mme Madeleine Cebengwe	T/Pet.3/54	448 (X)

Toutes ces pétitions soulevaient des questions d'ordre personnel: emprisonnement injuste, dommages matériels, longueur des périodes de détention avant jugement, insuffisance des salaires, etc. Le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration; il a décidé que les pétitions qui étaient dirigées contre les jugements rendus par les tribunaux compétents de l'Autorité chargée de l'administration ou qui soulevaient des questions susceptibles d'être soumises aux tribunaux<sup>49</sup> n'appelaient aucune mesure de sa part; il a attiré l'attention des pétitionnaires sur les recommandations pertinentes adoptées par le Conseil et sur le fait que les questions d'ordre général soulevées dans leurs pétitions avaient été et continueraient d'être étudiées par le Conseil lors de son examen annuel de la situation dans le Territoire sous tutelle. En ce qui concerne la décision prise par le Conseil au sujet des pétitions qui soulèvent la question de la durée de la détention préventive<sup>50</sup>, on consultera le chapitre II de la deuxième partie du présent rapport<sup>51</sup>.

#### b) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA ONZIÈME SESSION

A sa onzième session, le Conseil a examiné treize pétitions concernant le Ruanda-Urundi. Sept de ces pétitions étaient anonymes ou traitaient uniquement de questions d'ordre général dont le Conseil avait déjà été saisi et au sujet desquelles il avait pris des décisions ou formulé des recommandations. Ces pétitions, que le Conseil a étudiées lors de son examen du rapport annuel sur le Territoire, étaient les suivantes:

Pétitionnaires	Cotes des pétitions
M. François Rukeba	T/Pet.3/48
M. Telesplore Karekezi et quatre autres détenus, Usumbura	T/Pet.3/50
M. Fr. X. Buzingo	T/Pet.3/51
M. C. B. Mugutu	T/Pet.3/53
Anonymes (trois)	T/Pet.3/R.1, R.2 et R.3

Un aperçu de certaines des questions soulevées dans ces pétitions figure au chapitre II de la deuxième partie du présent rapport.

<sup>48</sup> Pour plus de détails concernant cet examen, voir le troisième rapport du Comité permanent (T/L.256).

<sup>49</sup> T/Pet.3/40, 41, 42, 46, 49 et 52.

<sup>50</sup> T/Pet.3/40 et Add.1-3, T/Pet.3/43 et Add.1.

<sup>51</sup> T/L.267, p. 15.

Les cinq pétitions ci-après ont été examinées séparément par le Comité permanent des pétitions et le Conseil <sup>52</sup> :

Pétitionnaires	Cotes des pétitions	Résolutions
Union des colons du Ruanda-Urundi (deux) <sup>53</sup>	T/Pet.3/39 et T/Pet.3/55	491 (XI)
M. Nzamwita Gaston Jovite <sup>53</sup>	T/Pet.3/44 et Add.1	491 (XI)
M. R. Van Saceghem	T/Pet.3/57	492 (XI)
M. P. J. Wilkinson	T/Pet.3/58	493 (XI)
		494 (XI)

Le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration et sur les recommandations formulées par le Conseil au sujet des questions soulevées; il a informé les pétitionnaires que les questions d'ordre général soulevées dans leurs pétitions avaient été et continueraient d'être étudiées par le Conseil lors de son examen annuel de la situation du Territoire. Dans ces conditions, le Conseil a estimé que ces pétitions n'appelaient aucune recommandation particulière de sa part, ou adopté des recommandations au sujet desquelles il ne demandait pas de renseignements spéciaux à l'Autorité chargée de l'administration.

Une pétition émanant de M. Chaka Selemani <sup>54</sup> a été déclarée irrecevable, car elle ne concernait pas les affaires d'un Territoire sous tutelle.

#### 4. — Pétitions concernant la Somalie sous administration italienne

##### a) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA DIXIÈME SESSION

A sa dixième session, le Conseil a pris des décisions sur les six pétitions suivantes, concernant la Somalie sous administration italienne <sup>55</sup> :

Pétitionnaires	Cotes des pétitions	Résolutions
M. Ali Nur Abdi	T/Pet.11/36	449 (X)
Anciens soldats italiens	T/Pet.11/37	450 (X)
M. Kulmie Aden Ahmed	T/Pet.11/38 et Add.1	451 (X)
M. Hashi Arab Mohamed	T/Pet.11/48	452 (X)
Chef Giumale Barre et diverses personnes	T/Pet.11/58	453 (X)
M. Somou Islao Nur	T/Pet.11/61	454 (X)

Toutes ces pétitions soulevaient des questions d'ordre personnel: demandes d'indemnités pour blessures ou dommages matériels, demandes de versements d'arriérés de traitement, litiges fonciers, etc. Le Conseil a ajourné à sa onzième session l'examen de deux pétitions <sup>56</sup> en attendant d'avoir reçu des renseignements complémentaires de l'Autorité chargée de l'administration. Dans un autre cas <sup>57</sup>, le Conseil a fait savoir aux pétitionnaires que, s'ils le désiraient, ils pouvaient demander réparation aux tribunaux locaux. En ce qui concerne les autres pétitions, le Conseil a

attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration et a décidé que ces pétitions n'appelaient aucune mesure de sa part.

##### b) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA ONZIÈME SESSION

Au cours de sa onzième session, le Conseil a examiné 209 pétitions relatives à la Somalie sous administration italienne. Quatre-vingt-une d'entre elles concernaient uniquement des questions d'ordre général dont le Conseil avait déjà été saisi et au sujet desquelles il avait pris des décisions ou formulé des recommandations; une pétition était anonyme. Ces pétitions, que le Conseil a étudiées lors de son examen du rapport annuel sur le Territoire, étaient les suivantes :

Pétitionnaires	Cotes des pétitions
Hisbia Dighil et Mirifle, section de Bardera	T/Pet.11/34
Abdul Ghami Cheikh Ahmed Bor	T/Pet.11/35
Ligue de la jeunesse somalie, Comité central	T/Pet.11/40
Club de la jeunesse hamar, Mogadiscio	T/Pet.11/42 et Corr.1
Ligue musulmane, Mogadiscio	T/Pet.11/43 et Corr.1
International Ethiopian Council for Study and Report	T/Pet.11/66
M. Tom Groves	T/Pet.11/67
Ligue de la jeunesse somalie, section de Gelib	T/Pet.11/69
Représentants des tribus de l'Ogaden	T/Pet.11/73
Somalia Conference Meeting	T/Pet.11/74
Unione Africani-Somalia, Mogadiscio	T/Pet.11/75
Unione patriottica Bimalia et Hisbia Dighil et Mirifle	T/Pet.11/76
Unione Africani-Somalia, section d'Afgoi	T/Pet.11/78
Chefs et notables de Merca	T/Pet.11/79
Ligue de la jeunesse somalie, section de Merca	T/Pet.11/80
Associazione Gioventù Benadir	T/Pet.11/81
Mme Mullah Hassan et diverses personnes	T/Pet.11/86
Merchants of Somalia	T/Pet.11/87
Unione Africani-Somalia, section de Belet Uen	T/Pet.11/91
Unione Africani-Somalia, section de Bullo Burti	T/Pet.11/93
Unione Africani-Somalia, section de Baidoa	T/Pet.11/94
Unione Africani-Somalia, section de Balad	T/Pet.11/95
Unione Africani-Somalia, section de Bur Acaba	T/Pet.11/96
Società Anonima Cooperativa Agricola, Mille Braccia, Somalia	T/Pet.11/98
M. Hassan Mohamed Hindi et diverses personnes	T/Pet.11/101
M. Ismail Mahamud et diverses personnes	T/Pet.11/102
M. Jama Gurri et diverses personnes	T/Pet.11/103
Artigianato Somalo	T/Pet.11/104
Unione Difesa della Somalia, Mogadiscio	T/Pet.11/105
Hisbia Dighil et Mirifle, Mogadiscio	T/Pet.11/110
Associazione Maniferro Somalia	T/Pet.11/111
Représentants de 643 orphelins somalis	T/Pet.11/116
M. Hussien Ozman	T/Pet.11/117
Anciens et cheikhs d'Ischia Baidoa	T/Pet.11/119
Unione Giovani Benadir	T/Pet.11/121
M. Abucar Mahamud Ahmed	T/Pet.11/141
M. Hagi Mohamed Musa Amr	T/Pet.11/143
Ligue de la jeunesse somalie, section d'Alula	T/Pet.11/146

<sup>52</sup> Pour plus de détails, voir les quinzième et vingt-deuxième rapports du Comité permanent des pétitions (T/L.289 et T/L.306).

<sup>53</sup> Ces pétitions concernent en partie des questions d'ordre général dont le Conseil avait déjà été saisi et au sujet desquelles il avait pris des décisions ou formulé des recommandations; le Conseil les a étudiées lors de son examen du rapport annuel sur le Territoire.

<sup>54</sup> T/Pet./56.

<sup>55</sup> Pour plus de détails, voir le quatrième rapport du Comité permanent des pétitions (T/L.257).

<sup>56</sup> T/Pet.11/36 et 58.

<sup>57</sup> T/Pet.11/38 et Add.1.

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des pétitions</i>	<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des pétitions</i>
M. Hassan Mohamed Hassan	T/Pet.11/152	Secrétaire de l'Unione Africana, Bulu Burti	T/Pet.11/197
Lega Progressista Somala, Bender Cassim	T/Pet.11/153	Abdullahi Scek Mohamud et douze autres personnes	T/Pet.11/199
M. Farah Isshak Farah et diverses personnes	T/Pet.11/155	M. Khalifa Hagi Mussa et trois autres personnes	T/Pet.11/200
Chefs et notables du groupe Irir Samal	T/Pet.11/161	MM. Hagi Ahmed Ismael et Hagi Ismael Yusuf	T/Pet.11/201
Chefs des tribus Dighil et Mirifle	T/Pet.11/163	Chef Ali Fara	T/Pet.11/204
Ligue de la jeunesse somalie, section de Kismayou	T/Pet.11/167	Ligue de la jeunesse somalie, section de Baidoa	T/Pet.11/205
Ligue de la jeunesse somalie, section de Jamama	T/Pet.11/169	M. Issa Yusuf Mead et cinq autres personnes	T/Pet.11/207
M. Eid ibn Othman et quatorze autres personnes	T/Pet.11/170	Ligue de la jeunesse somalie, section de Bender Beila	T/Pet.11/208
Cheikh Hagi Muallim Omar de Baidoa	T/Pet.11/172	Lega Musulmana	T/Pet.11/209
Ligue de la jeunesse somalie, section d'Afgoi	T/Pet.11/173	Sultans, dirigeants et cheikhs de la tribu Olhan	T/Pet.11/210
Ligue de la jeunesse somalie, section de Dafet	T/Pet.11/175	Cheikh Mukhtar Mohamed et cinq autres personnes	T/Pet.11/212
Ligue de la jeunesse somalie, section de Bardera	T/Pet.11/176	Ligue de la jeunesse somalie, section d'Oddur	T/Pet.11/213
M. Farah Barre Mussa	T/Pet.11/177	Ligue de la jeunesse somalie, section de Gardo	T/Pet.11/215
Cheikh Kassim ibn Moallim	T/Pet.11/178	Femmes somalies de Bender Cassim	T/Pet.11/216
Elèves de l'école primaire de Gardo	T/Pet.11/180	Habitants de la région du Mudugh (vingt-trois pétitions identiques reçues de cette région)	T/Pet.11/217
Ligue de la jeunesse somalie, section de Gardo	T/Pet.11/184	Société pour la langue et la culture somalies	T/Pet.11/221
Cheikh Aissa Mussa Yusuf	T/Pet.11/185	Chefs et notables de la province du Mudugh et des tribus Darot et Averghidir	T/Pet.11/243
Ligue de la jeunesse somalie, section de Bender Cassim	T/Pet.11/186	Pétition anonyme — signée "un Somali malheureux"	T/Pet.11/R.1
Chefs et dirigeants du Mudugh	T/Pet.11/187		
Représentants de la population d'Alula	T/Pet.11/188		
Cheikh Mohamed Yahya et huit autres personnes	T/Pet.11/189		
Ligue de la jeunesse somalie, section de Bender Cassim	T/Pet.11/190		
Islao Omar Ali et 22 autres personnes du rer Hamar	T/Pet.11/192		
Lega Progressista Somala, section de Galcaio	T/Pet.11/193		
M. Aden Scire et onze autres personnes	T/Pet.11/194		
Sultan Ali Yassin et quatorze autres personnes	T/Pet.11/195		

Un aperçu des principales questions soulevées dans ces pétitions figure dans les sections appropriées du chapitre III de la deuxième partie du présent rapport.

Le Comité permanent des pétitions et le Conseil ont examiné chacune des 127 pétitions suivantes:

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des pétitions</i>	<i>Cotes des rapports du Comité permanent</i>	<i>Résolutions</i>
Ligue de la jeunesse somalie, section de Bardera	T/Pet.11/33	T/L.273	495 (XI)
M. Idris Omar Gude et d'autres personnes, Goluen	T/Pet.11/39	T/L.273	496 (XI)
Hamar Youth Club	T/Pet.11/41	T/L.282	497 (XI)
Unione Difesa della Somalia	T/Pet.11/44	T/L.273	498 (XI)
Représentants des tribus Disso, Emit et Wanghel	T/Pet.11/45		
	et Add.1	T/L.269	499 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Bardera	T/Pet.11/46	T/L.269	500 (XI)
Hisbia Dighil et Mirifle, section de Bardera	T/Pet.11/47	T/L.269	500 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Dolo	T/Pet.11/49	T/L.273	501 (XI)
M. Hussien id Barre Samantar et d'autres personnes	T/Pet.11/50	T/L.269	502 (XI)
MM. Haji Hassan, Iusuf Haji Hassan et d'autres personnes	T/Pet.11/51	T/L.269	503 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, district de Galcaio	T/Pet.11/52		
	et Add.1	T/L.269	504 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Dusamareb	T/Pet.11/53	T/L.273	505 (XI)
M. Yusuf Mussa Abucar	T/Pet.11/55		
	et Add.1 et 2	T/L.273	506 (XI)
Plusieurs marchands de Mogadiscio	T/Pet.11/56	T/L.273	507 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Merca	T/Pet.11/57	T/L.273	508 (XI)
Chef Giumale Barre et d'autres personnes	T/Pet.11/58	T/L.282	509 (XI)
M. Darman Hassan et d'autres personnes	T/Pet.11/59		
	et Add.1	T/L.273	510 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Lugh Ferrandi	T/Pet.11/60		
	et Add.1	T/L.269	511 (XI)
MM. Haji Hassan Giama, Haji Assan Egal et d'autres personnes	T/Pet.11/62	T/L.269	503 (XI)
M. Haji Mohamed Yusuf Alim	T/Pet.11/63	T/L.273	512 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Dusamareb	T/Pet.11/64	T/L.273	513 (XI)

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des pétitions</i>	<i>Cotes des rapports du Comité permanent</i>	<i>Résolutions</i>
M. Nur Allakal et d'autres personnes	T/Pet.11/65 et Add.1 à 3	T/L.273	514 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section d'Afmadu	T/Pet.11/68	T/L.273	515 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Brava	T/Pet.11/70	T/L.273	516 (XI)
M. Hussen Gassim Mahamud	T/Pet.11/71	T/L.269	517 (XI)
M. Mohamed Mahamud et d'autres personnes	T/Pet.11/72	T/L.269	518 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Brava	T/Pet.11/77	T/L.282	519 (XI)
M. Salah Mohamed Abocar	T/Pet.11/82	T/L.273	520 (XI)
MM. Saleh Mohamed et Ahamed Mohamed	T/Pet.11/83	T/L.269	521 (XI)
Employés de l'Autoparco Civile	T/Pet.11/84	T/L.273	522 (XI)
M. Dirie Warsama Ahmed	T/Pet.11/85	T/L.282	523 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Kismayou	T/Pet.11/88	T/L.282	524 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Bulo Burti	T/Pet.11/89	T/L.282	525 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Gardo	T/Pet.11/90	T/L.273	526 (XI)
Comitato Centrale dei Commerciali, Mogadiscio	T/Pet.11/92	T/L.278	527 (XI)
M. Mohamed Sheikh Nur	T/Pet.11/97	T/L.278	528 (XI)
Elèves de la Scuola Preparazione Politico Amministrativa	T/Pet.11/99	T/L.278	529 (XI)
Guardie Carcerarie Somale	T/Pet.11/100	T/L.278	530 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section d'Afgoi	T/Pet.11/106	T/L.278	531 (XI)
M. Farah Mohamed Usman et d'autres personnes	T/Pet.11/107	T/L.278	532 (XI)
Sindacato Personale Autoctono, Mogadiscio	T/Pet.11/108	T/L.282	533 (XI)
Comité provisoire et membres de l'Hisbia Dighil et Mirifle, Mogadiscio	T/Pet.11/109	T/L.278	534 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Galcaio	T/Pet.11/112 et Add.1-2	T/L.282	535 (XI)
Propriétaires somalis de camions	T/Pet.11/113	T/L.278	536 (XI)
Cheikhs, chefs et notables de la province de Midjourtine	T/Pet.11/114	T/L.282	537 (XI)
M. Ibrahim Moallim Ali et d'autres personnes	T/Pet.11/115	T/L.278	538 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section d'Alula	T/Pet.11/118	T/L.278	539 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, Mogadiscio	T/Pet.11/120	T/L.282	540 (XI)
M. Ismail Adan Mumih	T/Pet.11/122	T/L.269	541 (XI)
M. Salah Abdi Mohamed Musse	T/Pet.11/123	T/L.269	542 (XI)
M. Ismail Fara Issa	T/Pet.11/124	T/L.269	543 (XI)
MM. Farah Mohamed, Mohamed Ali et Jama Adeh	T/Pet.11/125	T/L.278	544 (XI)
M. Ahamed Mohamed Ulo	T/Pet.11/126	T/L.269	545 (XI)
MM. Haji Mohamed Hassono et Haji Iman	T/Pet.11/127	T/L.273	546 (XI)
M. Ismail Nur Shirmarke	T/Pet.11/128	T/L.269	547 (XI)
M. Issa Yusuf Mead	T/Pet.11/129 et Add.1-2	T/L.269	548 (XI)
M. Osman Mussa Arrale	T/Pet.11/130	T/L.269	549 (XI)
M. Yusuf Ali	T/Pet.11/131	T/L.269	550 (XI)
M. Hassan Gulen et quatre autres anciens soldats	T/Pet.11/132	T/L.269	551 (XI)
M. Mohamed Awod Daar	T/Pet.11/133	T/L.278	552 (XI)
M. Yusuf Farah Abdi et d'autres personnes	T/Pet.11/134	T/L.278	553 (XI)
M. Haji Abo' Imanchio	T/Pet.11/135	T/L.278	554 (XI)
M. Mohamed Hirabe et trente-six autres anciens soldats	T/Pet.11/136	T/L.278	555 (XI)
M. Nur Ahamed Hassan	T/Pet.11/137	T/L.278	556 (XI)
M. Carashe Ibrahim Ali et deux autres anciens soldats	T/Pet.11/138	T/L.278	557 (XI)
M. Issa Omar Ghodi	T/Pet.11/139	T/L.278	558 (XI)
M. Mohamed Ali Ahmed et d'autres personnes	T/Pet.11/140	T/L.269	559 (XI)
M. Abdi Ade et six autres personnes	T/Pet.11/142	T/L.278	560 (XI)
MM. Salah Musse Hassan et Abdi Nur Uarsame	T/Pet.11/144	T/L.278	561 (XI)
M. Giama Ali Mattan	T/Pet.11/145	T/L.278	562 (XI)
M. Nohou Mohamed Abiker et d'autres personnes	T/Pet.11/147	T/L.278	563 (XI)
M. Scerif Abubakar	T/Pet.11/148	T/L.269	564 (XI)
M. Ali Auale Ghere	T/Pet.11/149	T/L.282	565 (XI)
Représentants de la tribu Abgal-Yusuf	T/Pet.11/150	T/L.278	566 (XI)
M. Mohamed Amir	T/Pet.11/151	T/L.278	567 (XI)
M. Haji Ibrahim et d'autres personnes	T/Pet.11/154	T/L.269	568 (XI)
M. Scerif Ahmed Abdalla	T/Pet.11/156	T/L.278	569 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Belet Uen	T/Pet.11/157	T/L.282	570 (XI)
Représentants de la tribu Wak-Bio	T/Pet.11/158	T/L.278	563 (XI)
MM. Abdulkadir Yerow Issack et Mohamed Cheikh Ahmed	T/Pet.11/159	T/L.278	571 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section d'Alula	T/Pet.11/160 et Add.1	T/L.278	572 (XI)
M. Abdullahi Ali Hassan	T/Pet.11/162	T/L.269	573 (XI)
M. Ahmed Mohamed Hussen Mohamed	T/Pet.11/164	T/L.278	574 (XI)
Membres du Comité de la Società Anonima Cooperativa Agricola, Mille Braccia, Somalia	T/Pet.11/165	T/L.269	575 (XI)

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des pétitions</i>	<i>Cotes des rapports du Comité permanent</i>	<i>Résolutions</i>
Unione Patriottica Bimalia et Hisbia Dighil et Mirifle, Merca	T/Pet.11/166	T/L.269	576 (XI)
M. Hagi Mohamed Yusuf Alim	T/Pet.11/168	T/L.273	512 (XI)
Elèves de l'école du soir de Merca	T/Pet.11/171	T/L.278	577 (XI)
Communauté arabe de Kismayou	T/Pet.11/174	T/L.278	578 (XI)
Femmes somalies de Gardo	T/Pet.11/179	T/L.269	579 (XI)
M. Hassan Ibrahim Mohamed et treize autres personnes	T/Pet.11/181	T/L.278	580 (XI)
Cheikh Mohamed Hagi Aid Abd el Rahman	T/Pet.11/182	T/L.282	581 (XI)
Hassan Yusuf et quatre autres personnes	T/Pet.11/183	T/L.278	582 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Gardo	T/Pet.11/191	T/L.273	526 (XI)
M. Mohamed Bother et cinq autres personnes	T/Pet.11/196	T/L.282	583 (XI)
M. Sama Aliu Abudrrasman	T/Pet.11/198	T/L.282	584 (XI)
M. Ahmed Ali Isse	T/Pet.11/202	T/L.269	585 (XI)
M. Mohamed Ali Uene	T/Pet.11/203	T/L.269	586 (XI)
M. Demo Hasci et trois autres personnes	T/Pet.11/206	T/L.282	587 (XI)
Représentants de la tribu Merehan	T/Pet.11/211	T/L.278	588 (XI)
MM. Salah Ibrahim, Mohamed Hussien et quinze autres personnes	T/Pet.11/214	T/L.278	589 (XI)
Chef Malim Aden Merehan	T/Pet.11/219	T/L.278	590 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Kismayou	T/Pet.11/220	T/L.282	591 (XI)
M. Ahmed Shire Lawaha	T/Pet.11/222 et Add.1	T/L.282	592 (XI)
<b>M. Mohamed Scek Osman, Secrétaire général de l'Unione Africani-Somali</b>	T/Pet.11/223	T/L.282	593 (XI)
Ligue de la jeunesse somalie, section de Dolo	T/Pet.11/224	T/L.282	594 (XI)
Représentants de la tribu Abgal Waesle, rer Ali Gaff	T/Pet.11/226	T/L.282	595 (XI)
Chef Moalim Adan Ali	T/Pet.11/227	T/L.282	596 (XI)
M. Abdullahi Mahmud Hassan Mohamed	T/Pet.11/228	T/L.282	597 (XI)
M. C. A. Koumarios	T/Pet.11/229 et Add.1	T/L.282	598 (XI)
Chefs de la tribu Aulihan	T/Pet.11/230	T/L.282	599 (XI)
Ugaz Ghedi Dahor	T/Pet.11/231	T/L.282	599 (XI)
Mlle E. Sylvia Pankhurst	T/Pet.11/232	T/L.282	600 (XI)
M. Barud Ismail Raghe	T/Pet.11/233	T/L.282	601 (XI)
Rappresentanza Caporali e Capi Squadra già Servizio Locust Control	T/Pet.11/234	T/L.282	602 (XI)
M. Mohamed Scek Abdurrahman et d'autres personnes	T/Pet.11/235	T/L.282	603 (XI)
Cheikh Ali Haji Abdalla	T/Pet.11/236	T/L.282	604 (XI)
M. Jama Hassan Ibrahim Hussien	T/Pet.11/237	T/L.286	605 (XI)
M. Scire Dirie Abdille Coscin et six autres personnes	T/Pet.11/238	T/L.286	606 (XI)
M. Abdullahi Sugulle Hussien	T/Pet.11/239	T/L.282	607 (XI)
M. Abdiraman Hersi Ali	T/Pet.11/240	T/L.282	608 (XI)
M. Isse Abdi Hassan et deux autres personnes	T/Pet.11/241	T/L.286	609 (XI)
Représentants de la tribu Shiddle Sagalo	T/Pet.11/242	T/L.282	610 (XI)
Chef Haji Ali Scirua	T/Pet.11/244	T/L.282	591 (XI)
Trente-neuf personnes de Dusamareb	T/Pet.11/251	T/L.282	611 (XI)
Mme Anot Warsama	T/Pet.11/252	T/L.282	612 (XI)
M. Omar Jumale Ali	T/Pet.11/253	T/L.282	613 (XI)
M. Kalif Igou Osman et d'autres représentants des paysans Shiddle	T/Pet.11/254	T/L.282	614 (XI)

Dans le cas de cinquante et une de ces pétitions<sup>58</sup>, le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires soit sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration, soit sur les recommandations pertinentes du Conseil de tutelle, et a décidé que les pétitions n'appelaient aucune autre mesure de sa part. Aucune mesure n'a été prise au sujet d'une pétition<sup>59</sup> relative à un meurtre, faute de renseignements plus précis. Le Conseil n'a pris aucune mesure en ce qui concerne dix pétitions<sup>60</sup>, parce qu'elles avaient trait à des diffé-

rends soumis aux tribunaux locaux ou relevant de la compétence de ces tribunaux. Le Conseil n'a pris aucune mesure au sujet de onze pétitions<sup>61</sup>, parce qu'il a estimé que le différend avait été réglé de façon satisfaisante ou que la demande des pétitionnaires avait reçu satisfaction.

En ce qui concerne les cinquante-quatre autres pétitions<sup>62</sup>, le Conseil a adopté des résolutions contenant diverses recommandations précises.

Voici un aperçu des pétitions les plus importantes et des mesures prises à leur sujet :

<sup>58</sup> T/Pet.11/44, 45, 46, 47, 56, 58, 60, 63, 68, 71, 72, 84, 85, 97, 107, 108, 112, 120, 122, 123, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 140, 145, 149, 157, 165, 166, 168, 179, 183, 196, 198, 202, 203, 206, 220, 223, 228, 230, 231, 233, 237, 240, 244, 251, 254.

<sup>59</sup> T/Pet.11/211 et Corr.1.

<sup>60</sup> T/Pet.11/39, 127, 148, 151, 156, 162, 164, 174, 236, 239.

<sup>61</sup> T/Pet.11/51, 62, 109, 147, 158, 159, 171, 229, 232, 234, 235.

<sup>62</sup> T/Pet.11/33, 41, 49, 50, 52, 53, 55, 57, 59, 64, 65, 70, 77, 82, 83, 88, 89, 90, 92, 99, 100, 106, 113, 114, 115, 118, 124, 125, 126, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 142, 144, 150, 154, 160, 181, 182, 191, 214, 219, 222, 224, 226, 227, 238, 241, 242, 252, 253.

Quatre pétitions<sup>68</sup> demandaient le paiement d'arriérés de salaire. Le Conseil a exprimé l'espoir soit que les autorités compétentes prendront rapidement une décision, soit que l'Autorité chargée de l'administration étudiera la possibilité de verser un rappel de salaire aux pétitionnaires ainsi qu'à ceux qui se trouveraient dans le même cas. Le Conseil a demandé des renseignements spéciaux sur la mise en œuvre de la première de ces résolutions par l'Autorité administrante.

Trois pétitions<sup>64</sup> sollicitaient l'aide des Nations Unies en vue de faire obtenir aux pétitionnaires une indemnité pour les dommages subis au cours des incidents de Baidoa, en avril 1950. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration envisagerait la possibilité d'examiner les demandes d'indemnités qui n'ont pas été soumises jusqu'à présent à la commission compétente à Baidoa. Le Conseil a demandé des renseignements spéciaux à l'Autorité chargée de l'administration sur les mesures prises à la suite de ces résolutions.

Un pétitionnaire<sup>65</sup> s'est plaint d'avoir été licencié arbitrairement par les services de l'Administration. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration envisagera favorablement la réintégration du pétitionnaire, après son retour d'Egypte. Il a demandé des renseignements spéciaux à l'Autorité administrante sur la mise en œuvre de cette résolution.

Dix pétitions<sup>66</sup> ont fait état, notamment, de mesures discriminatoires contre des membres de la Ligue de la jeunesse somalie. Le Conseil a recommandé que l'Autorité chargée de l'administration continue à agir de manière à dissiper l'impression qu'éprouve la Ligue de la jeunesse somalie d'être l'objet de mesures discriminatoires.

Dans une pétition<sup>67</sup>, un parti politique s'est plaint d'avoir été injustement exclu du Conseil territorial. Le Conseil de tutelle a attiré l'attention des pétitionnaires sur la déclaration de l'Autorité chargée de l'administration selon laquelle ce parti aura le droit d'être représenté au Conseil territorial dès qu'il possèdera à l'intérieur du Territoire au moins cinq sections reconnues; d'autre part, le Conseil a estimé que l'on possédait maintenant les éléments d'un règlement satisfaisant de l'affaire. Il a demandé à l'Autorité chargée de l'administration des renseignements particuliers sur les mesures prises à la suite de sa résolution.

Deux pétitionnaires<sup>68</sup> se sont plaints que l'Administration ait infligé ou ait menacé d'infliger à leurs tribus des amendes collectives payables en têtes de bétail. Le Conseil a constaté que l'Autorité chargée de l'administration avait conscience des injustices que peut provoquer un système de sanctions collectives et a exprimé l'espoir qu'elle poursuivrait avec fermeté sa politique actuelle, qui vise à supprimer ce système; mais il a considéré que, jusqu'à ce qu'un nouveau

système soit instauré, l'imposition de sanctions collectives est conforme à la législation en vigueur.

Quatre pétitions<sup>69</sup> protestaient contre les campagnes antiacridiennes entreprises par l'Administration. Le Conseil a recommandé que l'Autorité chargée de l'administration continue à expliquer à l'avance aux populations intéressées la nature et les objectifs des campagnes antiacridiennes qu'elle se propose d'entreprendre et a prié instamment les populations d'apporter leur collaboration à l'Administration.

Un pétitionnaire<sup>70</sup> s'est plaint des frais qu'entraîne pour les Somalis la location de machines agricoles mises à leur disposition par l'Administration. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration mettra en œuvre le plus tôt possible son programme tendant à louer, à bas prix, de l'outillage agricole aux cultivateurs somalis.

Un pétitionnaire<sup>71</sup> s'est plaint de ce que l'Administration lève des impôts en invoquant des ordonnances d'avant-guerre. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration mettra en œuvre sans retard le plan qu'elle a élaboré pour la modification et la réforme du système fiscal du Territoire.

Selon une autre pétition<sup>72</sup>, l'Administration n'aide pas les pétitionnaires à former des coopératives agricoles; l'Administration aurait d'autre part occupé un terrain tribal pour y installer un centre expérimental. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuera d'encourager la constitution de coopératives agricoles somalies et prendra toutes les mesures voulues pour faire comprendre à la population intéressée le caractère temporaire et la raison d'être du centre expérimental; le Conseil a prié instamment l'Autorité chargée de l'administration de faire preuve de la plus grande prudence en ce qui concerne les concessions de terrains, en attendant la promulgation d'une nouvelle législation foncière.

Une autre pétition<sup>73</sup> avait trait à un litige foncier. Le Conseil a exprimé l'espoir qu'un accord donnant satisfaction à la population interviendrait prochainement et a demandé à l'Autorité chargée de l'administration des renseignements particuliers sur les mesures prises à la suite de cette résolution.

Un pétitionnaire<sup>74</sup> a déclaré que des Italiens avaient pris arbitrairement possession de certaines terres dans le district. Le Conseil a noté avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration envisage de promulguer une nouvelle législation foncière pour le Territoire et a demandé instamment à l'Autorité chargée de l'administration d'user de la plus grande prudence en ce qui concerne les baux fonciers, en attendant la promulgation de la nouvelle législation.

Les auteurs d'une pétition<sup>75</sup> se sont plaints des conditions de travail. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration prendrait

<sup>63</sup> T/Pet.11/55, 82, 136, 138.

<sup>64</sup> T/Pet.11/142, 238, 241.

<sup>65</sup> T/Pet.11/222.

<sup>66</sup> T/Pet.11/33, 49, 53, 57, 64, 90, 125, 144, 199, 224.

<sup>67</sup> T/Pet.11/41.

<sup>68</sup> T/Pet.11/150, 226.

<sup>69</sup> T/Pet.11/50, 52, 182, 252.

<sup>70</sup> T/Pet.11/154.

<sup>71</sup> T/Pet.11/92.

<sup>72</sup> T/Pet.11/115.

<sup>73</sup> T/Pet.11/242.

<sup>74</sup> T/Pet.11/106.

<sup>75</sup> T/Pet.11/59.



toutes les mesures nécessaires pour promulguer prochainement un code du travail applicable dans le Territoire.

Les auteurs d'une pétition<sup>76</sup> se sont plaints de ce que l'Administration favorise les Italiens dans l'adjudication des travaux de transport. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Administration prendra toutes les mesures voulues pour que le syndicat qui répartit le travail ne fasse pas preuve de discrimination lorsqu'il répartit le travail entre ses membres; le Conseil a décidé également de faire savoir aux pétitionnaires qu'ils peuvent former un recours auprès de l'Administration s'ils estiment que le syndicat se livre à des pratiques discriminatoires.

Cinq pétitions<sup>77</sup> protestaient contre la détention sans jugement de certaines personnes. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration ne négligerait aucun effort pour traduire les délinquants devant les tribunaux dans le plus bref délai possible.

Dans le cas de cinq pétitions<sup>78</sup> dont les auteurs se plaignaient de l'insuffisance des moyens d'instruction et des services médicaux dans diverses régions, le Conseil a soit recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre toutes les mesures possibles pour améliorer cette situation, soit exprimé l'espoir qu'elle mettra en œuvre les projets qu'elle a élaborés à cet effet. A propos d'une de ces pétitions<sup>79</sup> le Conseil a recommandé en outre à l'Autorité administrante de favoriser la création de comités locaux scolaires, sanitaires et autres, afin d'encourager la population locale à faire preuve d'initiative et à participer au développement de la région.

Une pétition<sup>80</sup> formulait des critiques à l'adresse de l'école d'administration politique. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration étendra et améliorera progressivement la formation des étudiants autochtones dans tous les domaines de l'administration politique et a invité instamment la population à utiliser au maximum les facilités qui lui sont offertes.

Un pétitionnaire<sup>81</sup> s'est plaint de l'insuffisance des moyens d'enseignement. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration appliquera sans délai son plan visant à améliorer les moyens d'enseignement et que l'UNESCO apportera tout son concours à l'Autorité chargée de l'administration en vue d'instituer un programme d'enseignement de base pour la population nomade.

## 5. — Pétitions concernant le Cameroun sous administration britannique

### a) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA DIXIÈME SESSION

A sa dixième session, le Conseil a pris des décisions sur les quatre pétitions suivantes, concernant le Cameroun sous administration britannique<sup>82</sup>:

Pétitionnaires	Cotes des pétitions	Résolutions
M. Philip F. Dinka	T/Pet.4/73	455 (X)
Ex-Servicemen's Union	T/Pet.4/74	456 (X)
M. John Kulle Birmingham	T/Pet.4/75	457 (X)
M. Jacob Mbwanje et diverses personnes	T/Pet.4/77	458 (X)

Ces pétitions concernaient des questions d'ordre personnel, telles que demandes de prêts, réclamations touchant des pensions insuffisantes, etc. Le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration et a décidé que les pétitions n'appelaient aucune mesure de sa part.

### b) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA ONZIÈME SESSION

A sa onzième session, le Conseil a pris des décisions sur six pétitions concernant le Cameroun sous administration britannique. Toutes ces pétitions ont été examinées séparément par le Comité permanent des pétitions et par le Conseil<sup>83</sup>.

Pétitionnaires	Cotes des pétitions	Résolutions
M. Joseph Ngu	T/Pet.4/70 et Add.1	615 (XI)
French Cameroons Welfare Union	T/Pet.4/71 et Add. 1 à 5	615 (XI)
French Cameroons Welfare Union	T/Pet.4/72	615 (XI)
Bakweri Land Committee	T/Pet.4/76 et Add.1	616 (XI)
A. K. Ikomi	T/Pet.4/78	617 (XI)
Josue Noubissie	T/Pet.4/80	618 (XI)
Bwina Native Community	T/Pet.4/81	619 (XI)
M. Martin Asongwed et d'autres personnes, Bamenda Improvement Association	T/Pet.4/82	620 (XI)

En ce qui concerne deux de ces pétitions<sup>84</sup>, le Conseil a appelé l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration et a estimé que les pétitions n'appelaient aucune mesure de sa part. La première de ces pétitions avait trait à un litige foncier. Dans la seconde, le pétitionnaire se plaignait de ce que l'on avait saisi à la frontière le cacao qu'il introduisait au Cameroun sous administration britannique.

D'autres pétitions concernant le Cameroun sous administration britannique sont mentionnées dans l'aperçu de la situation dans le Territoire au chapitre IV de la deuxième partie du présent rapport.

## 6. — Pétitions concernant le Cameroun sous administration française

### a) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA DIXIÈME SESSION

A sa dixième session, le Conseil a pris des décisions sur les trois pétitions suivantes concernant le Cameroun sous administration française<sup>85</sup>:

Pétitionnaires	Cotes des pétitions	Résolutions
M. Constantin Alega Amougou	T/Pet.5/98	459 (X)
M. Jean Nguea Nyoungou	T/Pet.5/100	460 (X)
Union des populations du Cameroun, Nkongsamba	T/Pet.5/102 et Add.1	461 (X)

Ces trois pétitions concernaient des litiges fonciers. Le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur

<sup>76</sup> T/Pet.11/113.

<sup>77</sup> T/Pet.11/114, 118, 160, 181, 227.

<sup>78</sup> T/Pet.11/33, 70, 77, 106, 160.

<sup>79</sup> T/Pet.11/70.

<sup>80</sup> T/Pet.11/99.

<sup>81</sup> T/Pet.11/106.

<sup>82</sup> Pour plus de détails, voir le cinquième rapport du Comité permanent des pétitions (T/L.258).

<sup>83</sup> Pour plus de détails, voir le vingtième rapport du Comité permanent des pétitions (T/L.308).

<sup>84</sup> T/Pet.4/78, T/Pet.4/80.

<sup>85</sup> Pour plus de détails, voir le septième rapport du Comité permanent des pétitions (T/L.260).

les observations de l'Autorité chargée de l'administration et, en ce qui concerne la première pétition, sur les recommandations adoptées par le Conseil à ce sujet.

#### b) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA ONZIÈME SESSION

A sa onzième session, le Conseil a pris des décisions sur huit pétitions concernant le Cameroun sous administration française. L'une d'elles, émanant des "Ressortissants camerounais de Paris"<sup>86</sup> soulevait uniquement des questions d'ordre général dont le Conseil avait déjà été saisi et au sujet desquelles il avait pris des dispositions ou formulé des recommandations. Le Conseil a étudié cette pétition lors de son examen du rapport annuel sur le Territoire. On trouvera sous les rubriques correspondantes, au chapitre V de la deuxième partie du présent rapport, un aperçu des principales questions soulevées dans la pétition.

Sept pétitions ont été examinées séparément par le Comité permanent des pétitions et par le Conseil<sup>87</sup>. Il s'agit des pétitions suivantes :

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des pétitions</i>	<i>Résolutions</i>
Union des populations du Cameroun <sup>88</sup>	T/Pet.5/97	622 (XI)
Union des populations du Cameroun <sup>88</sup> , bureau principal de M'Balmayo	T/Pet.5/99	623 (XI)
Union des populations du Cameroun, Comité régional de Foumban	T/Pet.5/101	624 (XI)
M. Ernest Mayer	T/Pet.5/103	625 (XI)
M. Ernest Mpoumpiel	T/Pet.5/106 et Add.1	626 (XI)
M. Valère Eddy Mengack	T/Pet.5/107	627 (XI)
Président du Comité régional de l'Union des populations du Cameroun, à Foumban	T/Pet.5/108	628 (XI)

En ce qui concerne l'une de ces pétitions<sup>89</sup>, le Conseil a décidé qu'elle était irrecevable, aux termes de l'article 81 de son règlement intérieur, parce qu'elle se rapportait à un différend dont les tribunaux compétents du Territoire avaient été saisis.

Au sujet d'une pétition<sup>90</sup> dont les auteurs se plaignaient de discrimination raciale dans l'exercice de la justice, le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration et a noté avec satisfaction que les questions soulevées dans la pétition ont été réglées ou sont en voie d'être réglées de façon satisfaisante.

Au sujet d'une pétition<sup>91</sup> d'un ressortissant autrichien qui se plaignait de ce que l'Administration refusait de lui permettre de retourner dans le Territoire et d'y résider, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité chargée

de l'administration et a estimé que la pétition n'appelait aucune recommandation de sa part.

Au sujet d'une pétition<sup>92</sup> dont l'auteur demandait à être réintégré dans ses droits civils à la suite d'une condamnation, le Conseil a attiré l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration, concernant en particulier les dispositions qui prévoient l'introduction d'un nouveau recours après un délai de deux ans ; le Conseil a décidé que la pétition n'appelait aucune recommandation de sa part.

D'autres pétitions concernant le Cameroun sous administration française sont mentionnées dans l'aperçu de la situation dans le Territoire sous tutelle, au chapitre V de la deuxième partie du présent rapport.

#### 7. — Pétitions concernant le Cameroun sous administration britannique et le Cameroun sous administration française

##### a) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA DIXIÈME SESSION

A sa dixième session, le Conseil n'a examiné aucune pétition concernant ces deux Territoires à la fois.

##### b) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA ONZIÈME SESSION

A sa onzième session, le Conseil a pris des décisions sur deux pétitions concernant le Cameroun sous administration britannique et le Cameroun sous administration française. Ces pétitions, qui ont été examinées séparément par le Comité permanent des pétitions et par le Conseil<sup>93</sup>, sont les suivantes :

<i>Pétitionnaire</i>	<i>Cotes des pétitions</i>	<i>Résolution</i>
Kamerun United National Congress (deux pétitions) <sup>94</sup>	T/Pet.4/79-5/ 105 et Add.1 T/Pet.4/83	621 (XI) 621 (XI)

On trouvera dans l'aperçu de la situation relatif à chacun de ces Territoires sous tutelle, aux chapitres IV et V de la deuxième partie du présent rapport, un compte rendu de ces pétitions et des mesures que le Conseil a prises à leur sujet.

#### 8. — Pétitions concernant le Togo sous administration britannique

##### a) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA DIXIÈME SESSION

A sa dixième session, le Conseil n'a examiné aucune pétition concernant le Togo sous administration britannique.

##### b) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA ONZIÈME SESSION

A sa onzième session, le Conseil a pris des décisions sur quatre pétitions concernant le Togo sous administration britannique. Une de ces pétitions, émanant de la Togoland National Farmers' Union<sup>95</sup>, avait uniquement trait à des questions d'ordre général dont le Conseil avait déjà été saisi et au sujet desquelles il avait pris des décisions ou formulé des recommandations. Le Conseil a étudié cette pétition

<sup>86</sup> T/Pet.5/104.

<sup>87</sup> Pour plus de détails, voir le dix-neuvième rapport du Comité permanent des pétitions (T/L.130).

<sup>88</sup> Ces pétitions concernent en partie des questions d'ordre général dont le Conseil avait déjà été saisi et au sujet desquelles il avait pris des décisions ou formulé des recommandations ; le Conseil les a étudiées lors de son examen du rapport annuel sur le Territoire.

<sup>89</sup> T/Pet.5/106.

<sup>90</sup> T/Pet.5/101.

<sup>91</sup> T/Pet.5/103.

<sup>92</sup> T/Pet.5/107.

<sup>93</sup> Pour plus de détails, voir le vingt et unième rapport du Comité permanent des pétitions (T/L.309).

<sup>94</sup> Ces pétitions concernent en partie des questions d'ordre général dont le Conseil avait déjà été saisi et au sujet desquelles il avait pris des décisions ou formulé des recommandations ; le Conseil les a étudiées lors de son examen du rapport annuel sur le Territoire.

<sup>95</sup> T/Pet.6/305.

lors de son examen du rapport annuel sur le Territoire.

Trois pétitions ont été examinées séparément par le Comité permanent des pétitions et par le Conseil<sup>90</sup>. Il s'agit des pétitions suivantes :

Pétitionnaires	Cotes des pétitions	Résolutions
Togoland Congress	T/Pet.6/314	629 (XI)
Nana Atorsah Agyeman, chef supérieur des Nawuris	T/Pet.6/315	630 (XI)
Président du Togoland Congress	T/Pet.6/316	631 (XI)

Une de ces pétitions<sup>97</sup> protestait contre l'incorporation administrative du Togo à la Côte-de-l'Or et demandait la mise en œuvre de la résolution 555 (VI) de l'Assemblée générale. Le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration et sur les recommandations du Conseil au sujet des dispositions administratives concernant le Togo et la Côte-de-l'Or; il a estimé que l'on était en train de faire droit à la demande des pétitionnaires concernant la mise en œuvre de la résolution 555 (VI) et a informé les pétitionnaires que la Mission de visite allait prochainement se rendre dans le Territoire.

Au sujet d'une pétition<sup>98</sup> dont les auteurs protestaient contre leur exclusion de toute participation aux élections locales, le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration, selon lesquelles ils ne s'étaient pas fait inscrire sur les listes électorales; en outre, le Conseil a noté avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration avait décidé de donner aux habitants des deux circonscriptions électorales occupées par les tribus en question une nouvelle possibilité de participer aux élections et il a exprimé l'espoir que les autochtones collaboreraient avec l'Autorité chargée de l'administration.

Au sujet d'une pétition<sup>99</sup> qui demandait la suspension des inscriptions sur les listes électorales pour les élections locales dans le Territoire en attendant la constitution d'un Conseil mixte, le Conseil a noté qu'il avait été fait droit dans une grande mesure à la demande du pétitionnaire et a décidé que la pétition n'appelaient aucune recommandation de sa part.

## 9. — Pétitions concernant le Togo sous administration française

### a) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA DIXIÈME SESSION

A sa dixième session, le Conseil a pris une décision sur la pétition ci-après concernant le Togo sous administration française<sup>100</sup> :

Pétitionnaires	Cote de la pétition	Résolution
MM E. Attigboe, H. K. Apetor II et Franz Azuma	T/Pet.7/270	462 (X)

Cette pétition concernait une affaire judiciaire. Le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration

<sup>90</sup> Pour plus de détails, voir le dix-septième rapport du Comité permanent des pétitions (T/L.299).

<sup>97</sup> T/Pet.6/314.

<sup>98</sup> T/Pet.6/315.

<sup>99</sup> T/Pet.6/316.

<sup>100</sup> Voir également le septième rapport du Comité permanent des pétitions (T/L.260).

et a décidé que la pétition n'appelaient aucune mesure de sa part.

### b) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA ONZIÈME SESSION

A sa onzième session, le Conseil a pris des décisions sur trente-trois pétitions concernant le Togo sous administration française. Deux de ces pétitions avaient trait uniquement à des questions d'ordre général dont le Conseil avait déjà été saisi et au sujet desquelles il avait pris des décisions ou formulé des recommandations. Ces deux pétitions, que le Conseil a étudiées lors de son examen du rapport annuel du Territoire, sont les suivantes :

Pétitionnaire	Cotes des pétitions
M. Augustino de Souza, Président général du Comité de l'unité togolaise	T/Pet.7/259
M. Augustino de Souza	T/Pet.7/287

On trouvera, sous les rubriques pertinentes du chapitre VII de la deuxième partie du présent rapport, un aperçu des principales questions soulevées dans ces pétitions.

Les trente et une pétitions suivantes ont été examinées séparément par le Comité permanent des pétitions et par le Conseil<sup>101</sup> :

Pétitionnaires	Cotes des pétitions	Résolutions
M. Ferdinand Kalipe	T/Pet.7/264	632 (XI)
MM. Ata Quam Dessou Fia Aghano II et Sébastien D. Mlapa IV	T/Pet.7/265 et Add.1	632 (XI)
Joint Togoland Congress	T/Pet.7/266	632 (XI)
M. Augustino de Souza	T/Pet.7/267 et Add.1	632 (XI)
All-Ewe Conference	T/Pet.7/268	632 (XI)
M. John Amate Atayi, Président du Parti togolais du progrès	T/Pet.7/269	633 (XI)
Cent Ewés d'Oda	T/Pet.7/271	632 (XI)
Communauté éwée de Kumasi	T/Pet.7/272	632 (XI)
Autorité autochtone d'Akpini	T/Pet.7/273	632 (XI)
Président de la section d'Akim-baukwa de la All-Ewe Conference	T/Pet.7/274	632 (XI)
M. Togbe Kwadzo Dai	T/Pet.7/275	632 (XI)
M. Peter Edoh, secrétaire de la Notse Society	T/Pet.7/276	632 (XI)
Ewe Unions Association, Sekondi-Takoradi	T/Pet.7/277	632 (XI)
All-Ewe Conference, section de Keta	T/Pet.7/278	632 (XI)
M. John Amate Atayi, Président du Parti togolais du progrès	T/Pet.7/279	632 (XI)
Ewe Union, Asamankese	T/Pet.7/280	632 (XI)
All-Ewe Conference	T/Pet.7/281	632 (XI)
M. Amentor, Secrétaire de l'Ewe Union, Apesolubi	T/Pet.7/282	632 (XI)
All-Ewe Conference, section de Koforidua	T/Pet.7/283	632 (XI)
Pan-Ewe Union, Kadjebi, Buem	T/Pet.7/284	632 (XI)
Mouvement de la jeunesse togolaise <sup>102</sup>	T/Pet.7/292 et Add.1	634 (XI)

<sup>101</sup> Pour plus de détails, voir le dix-huitième rapport du Comité permanent (T/L.300).

<sup>102</sup> Ces pétitions concernent en partie des questions d'ordre général dont le Conseil avait déjà été saisi et au sujet desquelles il avait pris des décisions ou formulé des recommandations; le Conseil les a étudiées lors de son examen du rapport annuel sur le Territoire.

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des pétitions</i>	<i>Résolutions</i>
Association des Nations Unies du Togo <sup>103</sup>	T/Pet.7/293	635 (XI)
MM. Aku, Olympio et Antor	T/Pet.7/294	636 (XI)
M. Augustino de Souza	T/Pet.7/295 et Add.1	637 (XI)
M. Antor, Secrétaire général du Togoland Congress	T/Pet.7/296	636 (XI)
M. Augustino de Souza	T/Pet.7/297	637 (XI)
M. Augustino de Souza	T/Pet.7/298 et Add.1	638 (XI)
M. Sam Klu et le Dr Aku	T/Pet.7/299	639 (XI)
M. Augustino de Souza	T/Pet.7/300	639 (XI)
MM. Apaloo et Aihitson	T/Pet.7/301	639 (XI)
M. Augustino de Souza	T/Pet.7/302	640 (XI)

Dix-neuf de ces pétitions avaient trait aux désordres qui avaient eu lieu à Vogan le 23 août 1951, au cours desquels sept personnes avaient été tuées<sup>103</sup>. Deux pétitions<sup>104</sup> concernaient l'incident d'Agbétiko. On trouvera au chapitre VII de la deuxième partie du présent rapport un aperçu de ces incidents et des mesures prises par le Conseil.

Les onze autres pétitions avaient trait à des incidents politiques d'ordre local: différend concernant la succession d'un chef, restrictions apportées aux réunions publiques et aux démonstrations politiques, mesures de provocation que l'Administration aurait prises et fraudes électorales.

#### **10. — Pétitions concernant le Togo sous administration britannique et le Togo sous administration française**

##### **a) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA DIXIÈME SESSION**

A sa dixième session, le Conseil n'a examiné aucune pétition concernant à la fois le Togo sous administration britannique et le Togo sous administration française.

##### **b) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA ONZIÈME SESSION**

A sa onzième session, le Conseil a pris des décisions sur douze pétitions concernant le Togo sous administration britannique et le Togo sous administration française. Toutes ces pétitions avaient uniquement trait à des questions d'ordre général dont le Conseil avait déjà été saisi et au sujet desquelles il avait pris des décisions ou formulé des recommandations. Ces pétitions, que le Conseil a étudiées lors de l'examen du rapport annuel sur les Territoires en question, sont les suivantes:

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des pétitions</i>
M. S. G. Antor	T/Pet.6/299-T/Pet.7/257
The Togo Union	T/Pet.6/300-T/Pet.7/258
M. Hosi Komla	T/Pet.6/302-T/Pet.7/260
Togoland Congress	T/Pet.6/303-T/Pet.7/261
Togoland Youth Association	T/Pet.6/304-T/Pet.7/262

<sup>103</sup> T/Pet.7/264, 265, 266, 267, 268, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283 et 284.

<sup>104</sup> T/Pet.7/265 et Add.1, T/Pet.7/269.

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes des pétitions</i>
Togoland Youth Association, Jasikan-Buem	T/Pet.6/306-T/Pet.7/263
M. Augustino de Souza, Président général du Comité de l'unité togolaise	T/Pet.6/307-T/Pet.7/285
Togoland Congress	T/Pet.6/308-T/Pet.7/286
Mouvement de la jeunesse togolaise (Juvento)	T/Pet.6/310-T/Pet.7/288
Association des Nations Unies du Togo, Lomé	T/Pet.6/311-T/Pet.7/289
Unité togolaise, Lomé	T/Pet.6/312-T/Pet.7/290
MM. Augustino de Souza et Ata Quam	T/Pet.6/313-T/Pet.7/291

#### **11. — Pétitions concernant le Samoa-Occidental**

Le Conseil n'a examiné aucune pétition au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport.

#### **12. — Pétitions concernant Nauru**

Le Conseil n'a examiné aucune pétition au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport.

#### **13. — Pétitions concernant la Nouvelle-Guinée**

##### **a) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA DIXIÈME SESSION**

A sa dixième session, le Conseil a pris une décision sur la pétition ci-après concernant la Nouvelle-Guinée<sup>105</sup>:

<i>Pétitionnaires</i>	<i>Cotes de la pétition</i>	<i>Résolution</i>
New Guinea Union, Rabaul, et Overseas Chinese Association, Kavieng	T/Pet.8/4 et Add.1-2	428 (X)

A sa huitième session, le Conseil avait décidé de remettre à sa dixième session l'examen de cette pétition, étant donné que les questions soulevées dans ladite pétition faisaient alors l'objet d'un examen de la part de l'Administration territoriale et du Gouvernement australien et que des décisions devaient être prises à leur sujet dans les mois qui suivraient. Il s'agissait d'octroyer aux pétitionnaires un permis de séjour permanent. Les mesures que le Conseil a adoptées au sujet de cette pétition sont examinées au chapitre X de la deuxième partie du présent rapport.

##### **b) PÉTITIONS EXAMINÉES À LA ONZIÈME SESSION**

Le Conseil n'a examiné aucune pétition concernant la Nouvelle-Guinée à sa onzième session.

#### **14. — Pétitions concernant le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique**

Le Conseil n'a examiné aucune pétition pendant la période qui fait l'objet du présent rapport.

<sup>105</sup> Voir également le premier rapport du Comité permanent des pétitions (T/L.247).

## Chapitre IV

### VISITES AUX TERRITOIRES SOUS TUTELLE

#### 1. — Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale (1951)

Au cours de sa septième session (juin-juillet 1950), le Conseil de tutelle avait décidé que la prochaine mission de visite périodique qui serait désignée conformément à l'alinéa c de l'Article 87 de la Charte se rendrait en 1951 dans les Territoires sous tutelle du Ruanda-Urundi, du Tanganyika et de la Somalie sous administration italienne. Au cours de sa huitième session (janvier-mars 1951), le Conseil a pris les dispositions préalables nécessaires.

A sa 346<sup>ème</sup> séance (neuvième session), tenue le 5 juin 1951, le Conseil a définitivement arrêté la composition de la Mission de visite et a désigné les personnes suivantes :

M. Enrique de Marchena (République Dominicaine), Président; M. G. R. Laking (Nouvelle-Zélande), Mom Chao Dilokrit Kridakon (Thaïlande) et M. William I. Cargo (Etats-Unis d'Amérique).

Au cours de cette même séance, le Conseil a adopté une résolution qui fixait le mandat de la Mission<sup>106</sup>.

La Mission a quitté le siège de l'Organisation des Nations Unies le 17 juillet 1951 et s'est rendue, par Bruxelles et Léopoldville (Congo belge), à Usumbura, capitale du Ruanda-Urundi, où elle est arrivée le 24 juillet. Au cours d'un voyage de quatorze jours en automobile à travers l'ensemble du Territoire, la Mission a visité les principaux centres administratifs de l'Urundi et du Ruanda, puis est revenue à Usumbura, où elle a conféré avec le Gouverneur et d'autres fonctionnaires.

Le 13 août, la Mission s'est rendue par la voie des airs au Tanganyika et a atterri à Mwanza (province du Lac). Elle a eu des entretiens et tenu des réunions dans divers centres de la province du Lac, des provinces occidentale et centrale, de la province des Southern Highlands, des provinces méridionale et orientale, et elle est arrivée enfin à Dar-es-Salam, capitale du Territoire, le 1<sup>er</sup> septembre 1951. Après avoir tenu des réunions avec les représentants des différentes communautés du Territoire et avec des fonctionnaires supérieurs du gouvernement, la Mission a visité successivement la province de Tanga et la province du Nord et conféré à Arusha avec le Gouverneur. Ayant quitté le Tanganyika le 15 septembre, la Mission a passé quatre jours à Nairobi (Kenya), où elle a examiné le fonctionnement de l'Organisation interterritoriale avec le Président et les principaux fonctionnaires de la Haute Commission de l'Est-Africain.

Le 19 octobre, la Mission a gagné par avion Mogadiscio, capitale de la Somalie sous administration ita-

lienne et première étape d'une visite de trois semaines dans ce Territoire. Elle a eu des conversations avec l'Administrateur et d'autres fonctionnaires italiens, ainsi qu'avec les membres du Conseil consultatif de l'Organisation des Nations Unies et les représentants des organisations politiques somaliennes. Des membres de la Mission ont visité Merca et la vallée inférieure du Ouebi Chebeli, Kismayo et d'autres régions de la vallée du Djouba, Ischia Baidoa, Belet Uen, à la frontière de l'Ethiopie, et Bender Cassim, sur la côte de la mer Rouge.

Le 7 octobre, la Mission a regagné l'Europe, où elle a conféré avec des ministres et de hauts fonctionnaires des Autorités administrantes. Elle est rentrée à New-York le 17 octobre et a adopté, au cours du mois de décembre, les rapports sur les trois Territoires qu'elle avait visités<sup>107</sup>. Elle a également adopté un rapport spécial sur l'organisation des missions de visite<sup>108</sup>, que le Conseil a étudié lors de l'examen de ce point de son ordre du jour.

Les observations du Gouvernement du Royaume-Uni sur le rapport de la Mission de visite au Tanganyika<sup>109</sup> ont été présentées le 7 avril 1952. Celles du Gouvernement italien concernant le rapport sur la Somalie<sup>110</sup> ont été soumises le 5 juin 1952.

A sa onzième session, le Conseil a examiné les divers rapports de la Mission de visite en même temps que les rapports annuels correspondants des Autorités administrantes.

Dans une résolution<sup>111</sup> qu'il a adoptée à sa 453<sup>ème</sup> séance, le Conseil a pris acte des rapports, ainsi que des observations présentées par les Autorités administrantes; a exprimé sa satisfaction de l'œuvre accomplie en son nom par la Mission de visite; a signalé qu'à sa onzième session, en formulant ses propres conclusions et recommandations au sujet de la situation dans les Territoires en question, il a tenu compte des observations et des conclusions de la Mission de visite ainsi que des observations présentées à ce sujet par les Autorités administrantes; a décidé de continuer à tenir compte de ces observations et de ces conclusions quand il examinerait des questions relatives à ces Territoires sous tutelle; a invité les Autorités administrantes intéressées à tenir le plus grand compte des conclusions de la Mission de visite ainsi que des observations faites à ce sujet par les membres du Conseil de tutelle; enfin, a décidé, conformément à l'article 99 de son règlement intérieur, de faire imprimer dans le même document les rapports de la Mission de visite, les observations des Autorités

<sup>107</sup> T/946 et Corr.1 (Tanganyika), T/947 et Corr.1 (Somalie), T/948 (Ruanda-Urundi).

<sup>108</sup> T/951.

<sup>109</sup> T/977.

<sup>110</sup> T/1006.

<sup>111</sup> Résolution 464 (XI).

<sup>106</sup> Résolution 344 (IX).

administrantes intéressées et un exposé des mesures prises à ce sujet par le Conseil.

## **2. — Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1952)**

A sa 388ème séance, le Conseil a pris les premières dispositions pour envoyer en 1952 une ou plusieurs missions de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale. A sa 389ème séance, le Conseil, en réponse à une invitation de l'Assemblée générale, a adopté une résolution<sup>112</sup> aux termes de laquelle il a décidé que la prochaine mission de visite dans le Territoire sous tutelle du Togo sous administration britannique et du Togo sous administration française devrait également soumettre un rapport sur la question des Ewés et de l'unification du Togo. A sa 409ème séance, le Conseil a décidé qu'une mission visiterait les quatre Territoires sous tutelle d'Afrique occidentale et que la mission serait composée de personnes désignées par l'Australie, la Belgique, la Chine et le Salvador. A sa 410ème séance, il a approuvé une proposition en vertu de laquelle la mission devait quitter New-York le 20 août, passer un mois dans les deux Togos et rédiger pour le 15 octobre son rapport sur le problème de l'unification, puis se rendre dans les deux Camerouns où elle devait rester environ six semaines. Elle devait retourner ensuite au siège et rédiger ses rapports généraux sur les quatre Territoires.

A sa 427ème séance, le Conseil a approuvé la nomination des personnes suivantes comme membres de la Mission de visite :

M. Roy A. Peachey (Australie), Président; M. Robert Scheyven (Belgique), M. H. K. Yang (Chine) et M. Roberto E. Quiros (Salvador).

<sup>112</sup> Voir le chapitre V, section 4, ci-après.

A sa 453ème séance, le Conseil a adopté une résolution<sup>113</sup> relative au mandat de la Mission de visite. Le Conseil invitait la Mission de visite : à enquêter et à faire rapport aussi complètement que possible sur les mesures prises dans les quatre Territoires sous tutelle pour atteindre les objectifs visés à l'alinéa b de l'Article 76 de la Charte, en tenant compte des dispositions de la résolution 321 (IV) de l'Assemblée générale du 15 novembre 1949; à étudier, en s'inspirant le cas échéant des débats du Conseil et de l'Assemblée générale et des résolutions adoptées par ces organes, les questions évoquées dans les rapports annuels sur l'administration des quatre Territoires en question, dans les pétitions reçues par le Conseil au sujet de ces Territoires, dans les rapports de la première Mission périodique de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale et dans les observations faites au sujet de ces rapports par les Autorités administrantes; à accepter et à recevoir des pétitions, sans préjudice des décisions qu'elle pourrait prendre en vertu du règlement intérieur, et à enquêter sur place, après avoir consulté le représentant local de l'Autorité administrante intéressée, sur celles des pétitions reçues qui appellent, à son avis, une enquête spéciale; et à examiner, en consultant les Autorités administrantes, les mesures prises ou à prendre en vue de renseigner sur l'Organisation des Nations Unies la population des Territoires sous tutelle, conformément à la résolution 36 (III) adoptée par le Conseil le 8 juillet 1948, et à assumer les tâches énumérées dans la résolution 311 (VIII), adoptée par le Conseil le 7 février 1951 au sujet des mêmes questions. Enfin, il a prié la Mission de visite de communiquer au Conseil, le plus tôt possible après la fin de son voyage, un rapport sur chacun des Territoires visités, où elle consignerait ses constatations et formulerait ses observations, conclusions et recommandations.

<sup>113</sup> Résolution 465 (XI).

## Chapitre V

### QUESTIONS RENVOYÉES AU CONSEIL DE TUTELLE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

#### 1. — Unions administratives concernant les Territoires sous tutelle

Conformément à diverses résolutions de l'Assemblée générale<sup>114</sup>, le Conseil a étudié dans le passé la question des unions administratives et des autres formes d'association entre les Territoires sous tutelle, d'une part, et les territoires adjacents ou le territoire métropolitain de l'Autorité chargée de l'administration d'autre part. Un Comité permanent des unions administratives qui, pendant la période faisant l'objet du présent rapport, était composé de la Chine, des États-Unis d'Amérique, de la Nouvelle-Zélande et de la Thaïlande, examine régulièrement le fonctionnement de ces unions et présente au Conseil un rapport sur chaque Territoire à la session au cours de laquelle le Conseil examine la situation dans ce Territoire.

A sa 454<sup>ème</sup> séance, le Conseil a adopté les rapports réguliers du Comité permanent sur le fonctionnement des unions administratives intéressant les Territoires suivants : Nouvelle-Guinée<sup>115</sup>, Ruanda-Urundi<sup>116</sup>, Tanganyika<sup>117</sup>, Togo sous administration britannique<sup>118</sup> et Cameroun sous administration britannique<sup>119</sup>. Conformément à la résolution 563 (VI) de l'Assemblée, le Conseil a décidé d'inclure, dans son rapport spécial à l'Assemblée générale, les conclusions et les recommandations des rapports en question.

Par la résolution 563 (VI) de l'Assemblée générale, le Conseil a été invité, afin de permettre à l'Assemblée de parvenir à des conclusions relativement aux unions administratives concernant les Territoires sous tutelle, à soumettre à l'Assemblée générale, à sa septième session ordinaire, un rapport spécial contenant une étude complète de chacune des unions administratives dont un Territoire sous tutelle fait partie et du statut du Cameroun et du Togo sous administration française, tel qu'il résulte de leur appartenance à l'Union française, en portant particulièrement son attention sur : a) les considérations énoncées dans le paragraphe 1 de la résolution 326 (IV) de l'Assemblée générale; et b) la compatibilité des dispositions qui ont déjà été prises avec les stipulations de la Charte des Nations Unies et des Accords de tutelle en question.

A sa 387<sup>ème</sup> séance, tenue le 28 février 1952, le Conseil de tutelle a adopté une résolution par laquelle il priait le Comité permanent des unions administratives de préparer, en plus de ses rapports réguliers, un projet de rapport qui tiendrait particulièrement compte

des considérations énoncées dans la résolution 563 (VI) et qui étudierait la comptabilité des dispositions prises avec l'intérêt des habitants des Territoires en question.

A sa 454<sup>ème</sup> séance, le Conseil a adopté le projet de rapport élaboré par le Comité permanent. Il fait l'objet d'un rapport distinct à l'Assemblée générale<sup>120</sup>.

Le représentant de l'URSS a déclaré que les rapports du Comité permanent n'étaient aucunement satisfaisants, car ils avaient pour but de justifier la politique des Autorités administrantes, qui vise à renforcer le régime colonial dans les Territoires sous tutelle et à annexer ces Territoires sous le couvert de prétendues unions administratives entre ces Territoires et les colonies voisines. Le représentant de l'URSS a déclaré qu'il ne pouvait pas voter en faveur des rapports du Comité permanent et il a proposé au contraire que le Conseil adopte une résolution recommandant aux Autorités chargées de l'administration du Tanganyika, de la Nouvelle-Guinée, du Ruanda-Urundi, du Togo et du Cameroun sous administration britannique, et du Togo et du Cameroun sous administration française, de créer, dans les Territoires sous tutelle susmentionnés, des organes législatifs et administratifs qui ne soient subordonnés à aucun organe créé sur la base de l'union des Territoires sous tutelle avec des colonies, et, à cette fin, de prendre des mesures législatives et autres, qui garantiraient la participation des autochtones aux travaux des organes législatifs, exécutifs et judiciaires des Territoires sous tutelle.

A sa 454<sup>ème</sup> séance, par 7 voix contre une, avec 3 abstentions, le Conseil a rejeté la proposition du représentant de l'URSS.

#### 2. — Progrès social dans les Territoires sous tutelle

Par sa résolution 323 (IV) du 15 novembre 1949, l'Assemblée générale a recommandé notamment au Conseil de tutelle d'adopter des mesures pour résoudre dans un esprit d'humanité et de générosité des problèmes sociaux importants, tels que la question des travailleurs migrants et celle des sanctions pénales infligées aux autochtones pour inexécution de contrats de travail.

Par sa résolution 127 (VI) du 28 mars 1950, le Conseil de tutelle a chargé le Secrétaire général de signaler à l'attention de l'Organisation internationale du Travail l'intérêt que l'Assemblée générale porte à ces problèmes, et de solliciter l'avis de l'OIT sur ce sujet. Il a, en outre, décidé de laisser la question en suspens jusqu'à ce que cet avis ait été obtenu de l'OIT ou d'autres sources.

<sup>114</sup> Résolutions 224 (III), 326 (IV), 443 (V) et 563 (VI) de l'Assemblée générale.

<sup>115</sup> T/969, T/969/Corr.1.

<sup>116</sup> T/1011.

<sup>117</sup> T/1017, T/1017/Corr.1.

<sup>118</sup> T/1020, T/1020/Corr.1.

<sup>119</sup> T/1022, T/1022/Corr.1.

<sup>120</sup> A/2151, Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément n° 12.

Dans une lettre en date du 21 juin 1951<sup>121</sup>, le Directeur général du BIT a fait savoir au Conseil de tutelle que ces questions seraient transmises à la Commission d'experts de l'OIT pour la politique sociale dans les territoires non métropolitains. La Commission d'experts s'est réunie à Genève du 26 novembre au 8 décembre 1951. Le 3 avril 1952, le BIT a transmis au Secrétaire général les rapports de la Commission sur ces deux questions, ainsi que des notes résumant ces rapports et indiquant la suite que le Conseil d'administration de l'OIT leur avait donnée<sup>122</sup>.

Le rapport sur la main-d'œuvre migrante contient un certain nombre de conclusions; les gouvernements intéressés sont invités à intensifier les efforts qu'ils font actuellement pour améliorer la situation économique et sociale des régions rurales et, le cas échéant, à demander aux organisations régionales ou internationales, notamment l'OIT, d'apporter leur concours pour étudier ces problèmes, rechercher des solutions et les mettre en œuvre au moyen d'une assistance technique et financière. La Commission énumère ensuite un certain nombre de points qui devraient être pris en considération dans l'application de toute politique destinée à relever le niveau économique et social des milieux ruraux d'où les travailleurs migrants sont originaires.

En outre, la Commission a estimé qu'il importait de prendre des mesures supplémentaires pour assurer la protection des travailleurs migrants au cours de leur voyage et pendant leur période d'emploi. En conséquence, elle a adopté un certain nombre de conclusions qui invitent les gouvernements à étudier d'une manière intensive et continue, sur le plan régional, bilatéral et unilatéral, le problème de la main-d'œuvre migrante en vue d'élaborer une réglementation appropriée et de prendre des mesures nécessaires en faveur des travailleurs migrants et de leur famille, que ces travailleurs soient recrutés dans leur propre district, engagés aux termes d'un contrat, ou qu'ils se présentent de leur propre chef au lieu d'emploi. Il conviendrait notamment de prendre des mesures tendant à assurer le bien-être du travailleur migrant durant le voyage, de prévoir une visite médicale avant et après son engagement, de fixer des salaires et des conditions de travail satisfaisants, d'assurer le bien-être du travailleur, de faciliter l'envoi de fonds à sa famille et la constitution d'un pécule, et d'assurer le retour du travailleur à son foyer.

La Commission a estimé que la question particulière des migrations qui ne sont pas soumises à un contrôle ou qui ne sont pas contrôlables devrait faire l'objet de mesures unilatérales, bilatérales ou régionales destinées à limiter progressivement ces migrations, mais qu'en attendant les travailleurs intéressés devraient, dans la mesure du possible, recevoir une protection analogue à celle dont bénéficient les autres travailleurs migrants. De façon générale, l'objet de la politique à suivre serait de faire en sorte que, dans toute la mesure du possible, les travailleurs et leur famille soient établis de manière permanente au lieu de leur emploi ou près de ce lieu, à moins qu'il ne soit manifestement contraire à l'intérêt du travailleur, de sa famille ou de

l'économie des Territoires intéressés d'accorder au travailleur un emploi permanent. Les gouvernements devraient envisager la possibilité de prendre des mesures telles que les suivantes: mise en œuvre de programmes de logement et d'urbanisme; mesures destinées à fixer et à protéger les salaires; création, le cas échéant, de services publics de l'emploi; développement de la formation professionnelle et technique, notamment par des programmes d'apprentissage et par la formation en cours d'emploi; mesures tendant à permettre aux travailleurs autochtones d'accéder à des emplois qualifiés; octroi aux travailleurs autochtones de tous les droits syndicaux et du droit de se livrer librement à toutes les activités syndicales légitimes; mesures de prévoyance sociale à l'intention des travailleurs autochtones et de leur famille; développement des entreprises coopératives; premières mesures de sécurité sociale et mesures destinées à faciliter l'installation permanente des travailleurs.

La Commission a suggéré que le Conseil d'administration du Bureau international du Travail examine la possibilité de soumettre ses conclusions sur la protection des travailleurs migrants au cours de leur voyage et pendant leur période d'emploi à une prochaine session de la Conférence internationale du travail, en vue de faire adopter une recommandation à ce sujet.

A sa 118<sup>ème</sup> session, en mars 1952, le Conseil d'administration a examiné le rapport de la Commission d'experts et a pris les décisions ci-après: en ce qui concerne la première question (amélioration des conditions de vie dans les régions rurales), il a décidé d'autoriser le Directeur général à communiquer les textes des conclusions aux gouvernements des Etats Membres intéressés et aux organisations internationales appropriées; en ce qui concerne la deuxième question (protection des travailleurs migrants au cours de leur voyage et pendant leur période d'emploi), il a décidé que la question lui serait soumise à nouveau au moment de l'examen de l'ordre du jour de la trente-septième session de la Conférence internationale du travail (1954); en attendant, il a décidé d'autoriser la communication des conclusions de la Commission aux gouvernements des Etats Membres intéressés et au Conseil de tutelle.

Le rapport de la Commission d'experts sur la question des sanctions pénales infligées aux autochtones pour inexécution de contrats de travail expose l'état actuel de la législation et de la pratique dans les pays intéressés et formule, au sujet des mesures à adopter, des recommandations dont voici le résumé:

1) Que le Conseil d'administration adresse aux Etats Membres intéressés une communication attirant leur attention: a) sur les termes de la Convention de 1939 relative aux sanctions pénales, les pays qui ne l'ont pas ratifiée étant invités à examiner à nouveau s'ils ne pourraient pas le faire à une date prochaine; b) sur les progrès réalisés dans un grand nombre de Territoires depuis l'adoption de la Convention de 1939, qui démontrent que l'abolition des sanctions pénales est maintenant possible; enfin c) sur le fait que la Commission estime que ce serait une erreur d'appliquer des sanctions pénales à des fins de redressement moral, que ces sanctions sont inefficaces en pratique et que des raisons puissantes militent en faveur de leur abolition générale et immédiate;

<sup>121</sup> Distribuée sous la cote T/927.

<sup>122</sup> T/984 et Add.1, T/985.



2) Que le Conseil d'administration envisage la possibilité de compléter la Convention de 1939 par une recommandation prévoyant: a) l'abolition immédiate des sanctions d'un caractère pénal contre les femmes et certaines autres catégories et pour certains types de manquements aux contrats d'emploi; b) l'abolition de toutes les sanctions pénales à la date du 31 décembre 1955 au plus tard; et c) l'établissement de rapports périodiques et de statistiques qui seraient soumis au BIT et porteraient sur les progrès réalisés vers l'abolition de toute les sanctions pénales.

Le Conseil d'administration a étudié ces recommandations à sa cent dix-huitième séance et a autorisé le Directeur général à communiquer aux gouvernements des Etats Membres intéressés et au Conseil de tutelle les avis de la Commission d'experts et ses recommandations concernant les mesures à prendre. En outre, le Conseil d'administration a décidé que la question des sanctions pénales pour manquements aux contrats d'emploi par les travailleurs indigènes devrait être rappelée à son attention au moment de l'examen de l'ordre du jour de la trente-septième session de la Conférence internationale du travail.

A sa 450ème séance, le Conseil de tutelle a pris note des rapports de la Commission d'experts et a décidé de tenir compte des propositions qu'ils contiennent lors de l'examen des futurs rapports annuels. Il a également pris note de la déclaration du Directeur général adjoint de l'Organisation internationale du Travail, suivant laquelle la deuxième série de recommandations relative à la protection des travailleurs migrants sera inscrite à l'ordre du jour de la trente-septième session de la Conférence internationale du travail.

### **3. — Développement de l'économie rurale dans les Territoires sous tutelle**

Par sa résolution 438 (V) du 2 décembre 1950, l'Assemblée générale a recommandé au Conseil de tutelle de procéder à une étude des principes directeurs appliqués, de la législation et de la pratique dans les Territoires sous tutelle en ce qui concerne la terre, son utilisation et son aliénation, en tenant compte des besoins actuels et futurs de la population autochtone envisagés en fonction des fins essentielles du régime international de tutelle énoncées à l'Article 76 de la Charte, des besoins économiques futurs des Territoires, ainsi que des conséquences sociales et économiques de l'aliénation des terres au profit des habitants non autochtones. Par sa résolution 305 (VIII) du 2 février 1951, le Conseil a constitué un Comité de développement de l'économie rurale chargé de procéder à cette étude. A sa neuvième session, le Conseil a pris acte du premier rapport sur l'état d'avancement des travaux du Comité <sup>123</sup>.

Par sa résolution 561 (VI) du 18 janvier 1952, l'Assemblée générale a pris acte des mesures prises par le Conseil et a recommandé au Conseil d'envisager d'inviter les institutions spécialisées compétentes, notamment la FAO et l'OIT ainsi que, le cas échéant, d'autres experts, à l'aider dans son étude.

Par sa résolution 421 (X), le Conseil a autorisé le Comité du développement de l'économie rurale à inviter les institutions spécialisées ainsi que d'autres experts à contribuer ou à participer à cette étude.

Dans un deuxième rapport <sup>124</sup> sur l'état d'avancement de ces travaux, qu'il a présenté au Conseil à sa onzième session, le Comité a rendu compte des renseignements supplémentaires communiqués par les Autorités administrantes sur le régime foncier, l'aliénation des terres et les méthodes d'utilisation des terres ainsi que des mémoires préparés par le Secrétariat sur des questions générales.

Le Comité avait demandé au Secrétaire général d'inviter la FAO à charger un spécialiste des problèmes fonciers d'aider le Comité à rédiger son rapport final. Le Comité avait également prié le Secrétaire général d'inviter l'OIT, l'UNESCO et l'OMS à examiner la manière dont chacune de ces institutions pourrait aider le Comité. La FAO a détaché à New-York pour une période de deux mois un fonctionnaire de son personnel de Rome. Le Comité a chargé ce fonctionnaire de rédiger un projet de texte pour la première partie de son rapport, cette partie devant contenir une analyse des problèmes et aspects généraux du régime foncier, ainsi que des incidences du régime foncier sur l'usage et l'utilisation des terres. Selon un plan approuvé en principe par le Comité <sup>125</sup>, le reste du rapport final devrait comprendre une deuxième partie où serait décrite en détail la situation dans chacun des Territoires sous tutelle, et une troisième partie qui contiendrait les conclusions du Comité quant aux buts et principes généraux, ainsi que les conclusions et recommandations que le Comité jugerait nécessaire de formuler au sujet de chacun des Territoires.

En raison du grand nombre des séances de la onzième session du Conseil, le Comité n'a pas été en mesure de se réunir pour achever de rédiger une partie importante de son rapport.

A sa 413ème séance, le Conseil a pris acte du deuxième rapport du Comité sur l'état d'avancement de ses travaux.

### **4. — La question des Ewés et de l'unification du Togo**

La question des Ewés et de l'unification du Togo, constituée d'une part par les revendications d'unification administrative présentées par les populations ewées actuellement partagées entre le Togo sous administration française, le Togo sous administration britannique et une partie de la colonie voisine de la Côte-de-l'Or et, d'autre part, par les revendications présentées en vue de l'unification de l'ensemble des deux Territoires sous tutelle, a été examinée à plusieurs reprises par le Conseil, qui en a fait état dans ses précédents rapports à l'Assemblée générale.

Par sa résolution 555 (VI) du 18 janvier 1952, l'Assemblée générale, ayant pris acte des mesures adoptées par le Conseil à ses huitième et neuvième sessions, a notamment invité le Conseil à s'attacher davantage à l'étude de tous les aspects de la question qui intéressent les deux Territoires sous tutelle, et à prendre des dispositions soit pour envoyer une mission spéciale, soit pour que sa prochaine mission de visite dans ces deux Territoires consacre assez de temps à cette question pour en faire un examen approfondi, notamment en ce qui concerne le fonctionnement du conseil mixte envisagé, et pour soumettre un rapport

<sup>123</sup> T/926.

<sup>124</sup> T/1004.

<sup>125</sup> T/AC.36/L.46 et Corr.1.

détaillé et des recommandations précises qui tiendront pleinement compte des aspirations et des intérêts réels des populations en cause. L'Assemblée générale a également prié le Conseil de charger cette mission de présenter un rapport que le Conseil devrait examiner à sa onzième session; le Conseil devait en outre présenter à l'Assemblée générale, lors de sa septième session, un rapport spécial sur tous les aspects de la question.

La résolution de l'Assemblée générale a été inscrite à l'ordre du jour de la dixième session. A sa 388ème séance, le Conseil a décidé de l'examiner en même temps que les dispositions relatives à l'envoi d'une ou de plusieurs missions de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale en 1952. A la même séance, les représentants des Autorités administrantes intéressées ont indiqué au Conseil que le Conseil mixte des affaires togolaises ne pourrait entrer en fonction avant la fin du mois de juillet ou le début du mois d'août 1952. Se fondant sur ces indications et sur d'autres renseignements, le Conseil a adopté, à sa 389ème séance, une résolution aux termes de laquelle la prochaine mission de visite dans les Territoires sous tutelle du Togo sous administration britannique et du Togo sous administration française devrait quitter le siège au mois d'août pour arriver dans ces Territoires le 1er septembre 1952 au plus tard; la mission devrait faire dans les Territoires en question un séjour d'un mois au moins et soumettre son rapport sur la question des Ewés et de l'unification du Togo en temps voulu pour que le Conseil de tutelle puisse l'examiner à la deuxième partie de sa onzième session, qui doit s'ouvrir le 7 novembre 1952 au plus tard.

Le rapport spécial du Conseil sur la question des Ewés et de l'unification du Togo doit être adopté au cours de la deuxième partie de la onzième session, pour être soumis à l'Assemblée générale lors de sa septième session.

## 5. — Méthodes de travail du Conseil de tutelle

Dans sa résolution 432 (V) du 2 décembre 1950, l'Assemblée générale, constatant l'accroissement du travail et de la durée des sessions du Conseil de tutelle et considérant qu'il semble souhaitable de revoir les méthodes de travail actuelles du Conseil pour que cet organe puisse s'acquitter plus efficacement de sa tâche, a recommandé que le Conseil étudie ses méthodes de travail en tenant compte des observations et des suggestions faites pendant les débats de la cinquième session de l'Assemblée générale.

Les décisions prises par le Conseil au cours de ses huitième et neuvième sessions sont indiquées dans son dernier rapport<sup>126</sup>. A sa 387ème séance, le Conseil a décidé de renvoyer la question à son Comité des méthodes de travail et d'élargir la composition du Comité. A sa 388ème séance, il a désigné les représentants de la Chine et de la France comme membres du Comité, en plus des représentants de l'Irak et des Etats-Unis, nommés au cours de la neuvième session. A la 411ème séance, le Conseil a décidé de renvoyer l'examen de cette question à sa onzième session.

Le Conseil a examiné le rapport du Comité des méthodes de travail<sup>127</sup> à sa 413ème séance. Sur la recommandation du Comité, le Conseil a adopté des amendements aux articles 19 et 41 du règlement intérieur, afin de préciser que le vote au scrutin secret n'est obligatoire que pour l'élection du Président et du Vice-Président, ainsi qu'un amendement à l'article 39 qui stipule qu'en cas de vote par appel nominal, le vote commence par le membre dont le Président a tiré le nom au sort. Le Comité avait également recommandé des amendements aux articles 24, 84, 85, 86 et 90, afin de les mettre en harmonie avec les recommandations du Comité de l'examen des pétitions, que le Conseil avait acceptées au cours de sa 397ème séance<sup>128</sup>. Le Conseil a adopté sans aucune modification les amendements relatifs aux articles 24, 84 et 85; il a adopté, après de nouvelles modifications d'importance secondaire, les amendements proposés pour les articles 86 et 90.

En outre, le Comité des méthodes de travail a également examiné la question des dates auxquelles doivent être soumis les rapports annuels des Autorités administrantes, ainsi que la question de la répartition de l'examen des rapports entre les deux sessions ordinaires du Conseil.

Après avoir examiné ces questions à ses 413ème et 450ème séances, le Conseil a pris, à sa 453ème séance, des mesures tendant à diminuer le volume de travail du Conseil au cours de ses sessions d'été, à prolonger le délai dont disposent les Autorités administrantes pour présenter la plupart de leurs rapports, ainsi que la période de temps nécessaire pour que les membres du Conseil et leurs représentants puissent étudier ces rapports. Jusqu'en 1950, le Conseil examinait habituellement, au cours de sa session de janvier, les rapports annuels pour l'exercice prenant fin le 31 décembre de l'année antérieure à l'année écoulée; il examinait à sa session de juin les rapports annuels pour l'exercice prenant fin le 30 juin de l'année précédente. Cependant, afin de réduire le délai qui s'écoule entre la fin de la période qui fait l'objet du rapport annuel et l'examen de ce rapport par le Conseil, les Autorités administrantes ont été priées<sup>129</sup>, lors de la neuvième session du Conseil, de présenter leurs rapports annuels assez tôt pour que les rapports relatifs à l'exercice qui prend fin le 31 décembre puissent être examinés au cours de la session du mois de juin suivant, et pour que les rapports relatifs à l'exercice qui prend fin le 30 juin puissent être examinés à la session du mois de janvier suivant. De l'avis de la majorité des membres du Conseil, cette nouvelle procédure a eu pour effet de surcharger l'ordre du jour de la session d'été du Conseil, qui a dû examiner les rapports concernant tous les sept Territoires africains sous tutelle et de ne pas laisser suffisamment de temps aux Autorités administrantes pour élaborer leurs rapports annuels, et au Conseil pour les examiner. C'est pourquoi le Conseil a décidé qu'à l'exception de la Somalie sous administration italienne et du Samoa-Occidental, il reviendrait à sa procédure antérieure et examinerait les rapports annuels conformément au programme suivant:

*Session d'hiver:*

Togo sous administration britannique,

<sup>127</sup> T/L.265.

<sup>128</sup> Voir la section 6 du présent chapitre.

<sup>129</sup> Résolution 346 (IX).

<sup>126</sup> A/1856, Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément n° 4, p. 4.

Togo sous administration française,  
Cameroun sous administration britannique,  
Cameroun sous administration française,  
Tanganyika,  
Ruanda-Urundi;

#### *Session d'été:*

Territoire sous tutelle des îles du Pacifique,  
Samoa-Occidental,  
Nouvelle-Guinée,  
Nauru,  
Somalie sous administration italienne.

Conformément à cette décision, le Conseil a adopté un amendement au paragraphe 2 de l'article 72 de son règlement intérieur. Cet amendement, destiné à résoudre la question des rapports annuels sur la Somalie sous administration italienne et sur le Samoa-Occidental, permet d'examiner un rapport annuel au cours d'une session antérieure à la première session ordinaire qui doit avoir lieu après l'expiration du délai de six semaines à dater de la réception du rapport, si l'Autorité administrante intéressée y consent.

A sa 453<sup>ème</sup> séance, le Conseil a décidé de considérer comme provisoires tous les amendements à son règlement intérieur qu'il avait adoptés sur la recommandation du Comité des méthodes de travail, et de les examiner à nouveau lors de sa douzième session en fonction de l'expérience acquise. Le Conseil a également invité le Comité permanent des pétitions à faire rapport au Conseil, lors de sa douzième session, sur l'efficacité des nouveaux articles du règlement intérieur relatifs à la suite à donner aux pétitions, qui ont été adoptés à titre provisoire <sup>130</sup>.

### **6. — Examen des pétitions**

Par sa résolution 552 (VI) du 18 janvier 1952, l'Assemblée générale a rappelé sa résolution 435 (V) du 2 décembre 1950 aux termes de laquelle elle recommandait au Conseil de tutelle d'envisager divers moyens d'améliorer la procédure appliquée par lui pour l'examen des pétitions. Elle a considéré que, si le Conseil a modifié dans une certaine mesure, lors de ses huitième et neuvième sessions, sa procédure d'examen des pétitions, il n'avait pas encore mis au point une procédure qui corresponde pleinement à l'importance de cette tâche et aux intérêts des habitants des Territoires sous tutelle. Elle a fait observer également que le nombre des pétitions reçues ne cesse d'augmenter chaque année. En conséquence, l'Assemblée générale a recommandé que le Conseil de tutelle: a) crée un Comité permanent pour l'examen des pétitions, qui se réunira aussitôt que possible, chaque fois qu'il le faudra, entre les sessions du Conseil aussi bien que pendant ces sessions; b) mette au point une procédure suivant laquelle le comité permanent, d'une part, examinera chaque pétition à titre préliminaire, dans un délai déterminé à partir de la réception de la pétition par l'Autorité chargée de l'administration en relation avec les observations que, de sa propre initiative ou à la demande du Comité permanent, l'Autorité chargée de l'administration pourrait présenter à ce sujet, et des renseignements que le Comité permanent pourrait obtenir de toute autre source officielle ou autorisée à laquelle il aurait jugé bon de recourir, et, d'autre part, élaborera,

sur la base de cet examen préliminaire, des propositions concernant la suite que le Conseil devrait donner à chaque pétition. L'Assemblée générale demandait également aux Autorités administrantes de présenter chaque année au Conseil de tutelle, sauf s'il ne le juge pas nécessaire, des renseignements spéciaux sur la suite donnée aux recommandations du Conseil relatives à toutes les pétitions examinées.

A sa 387<sup>ème</sup> séance, le Conseil a décidé de charger un comité, composé des représentants de la Belgique, des Etats-Unis d'Amérique, de la République Dominicaine et de la Thaïlande, d'examiner les questions ci-dessus. Dans son rapport <sup>131</sup>, le Comité a exprimé l'opinion qu'étant donné les termes très larges dans lesquels est rédigé l'article 79 du règlement intérieur du Conseil, on était venu à assimiler à des pétitions un grand nombre de communications de nature très variée. Le Comité a reconnu que toutes les communications adressées au Secrétaire général et au Conseil de tutelle et qui concernent les affaires d'un ou plusieurs Territoires sous tutelle, le fonctionnement du régime international de tutelle, ou les activités du Conseil, intéressent le Conseil de tutelle et doivent être mises à la disposition de ses membres dans un délai aussi bref et sous une forme aussi complète que possible, à moins que ces communications ne soient manifestement déraisonnables. Cependant, l'expérience a montré qu'il n'est pas souhaitable d'appliquer indistinctement à tous ces documents la procédure assez longue que le Conseil de tutelle et son Comité *ad hoc* pour les pétitions ont suivie jusqu'à présent.

En conséquence, le Comité a estimé que toutes les communications où figurent des requêtes, des plaintes ou des griefs et qui demandent l'intervention du Conseil de tutelle devraient continuer d'être soumises à la procédure établie pour l'examen des pétitions. D'autre part, les communications relatives à des questions générales qui ont déjà été portées à l'attention du Conseil et au sujet desquelles le Conseil a déjà pris des décisions ou formulé des recommandations, de même que les communications anonymes, devraient être distribuées comme les autres communications, en attendant que le Comité permanent des pétitions décide si elles doivent être soumises à la procédure établie pour l'examen des pétitions.

Pour que les autres communications reçoivent du Conseil l'attention qu'elles méritent, le Comité a estimé qu'il conviendrait de les transmettre *in extenso* aux membres du Conseil, sauf si elles sont trop longues. Le Comité permanent trierait également ces communications et déciderait s'il y a lieu de les traiter comme des pétitions. Dans ce cas, on leur appliquerait la procédure normale suivie pour les pétitions. De plus, tout membre du Conseil pourrait proposer de considérer comme pétition telle ou telle autre communication.

Le Comité a ensuite étudié la question des communications reçues par les missions de visite. Il a fait observer que lorsqu'une mission de visite parcourt un Territoire, elle donne aux habitants, individuellement ou collectivement, la possibilité de faire connaître leurs vues, oralement ou par écrit, sur toutes questions concernant ce Territoire. Cette méthode est utile et

<sup>130</sup> Résolution 467 (XI).

<sup>131</sup> T/L.243.

efficace pour recueillir des renseignements, mais le Comité s'est demandé si toutes ces communications et tous ces mémorandums constituent proprement des pétitions au sens strict du terme. Les auteurs de ces communications veulent que la mission de visite tienne compte de leurs opinions lors de la rédaction de son rapport, et que le Conseil soit informé de leur point de vue, mais ils ne veulent pas nécessairement que chacune de leurs communications soit considérée comme une pétition et traitée comme telle. C'est pourquoi le Comité a proposé que les pétitions et, le cas échéant, les autres communications adressées aux missions de visite soient traitées de la manière qu'il a suggéré d'adopter pour les pétitions et communications adressées au Conseil de tutelle.

Le Comité a ensuite recommandé de créer un comité permanent des pétitions, composé de trois membres représentant des Autorités administrantes et de trois membres ne représentant pas des Autorités administrantes, qui seraient désignés par le Conseil à la fin de chaque session et exerceraient leurs fonctions jusqu'à la fin de la session suivante. Ce comité permanent devrait se réunir, non seulement pendant les sessions du Conseil, mais encore entre les sessions, chaque fois qu'il le jugerait nécessaire, et, en règle générale, environ un mois avant chaque session ordinaire du Conseil. Le comité permanent serait chargé des tâches suivantes : a) trier les diverses communications qui, à l'origine, n'auraient pas été distribuées comme des pétitions ; b) procéder, en consultation avec le représentant de l'Autorité administrante intéressée, à un examen préliminaire des pétitions au sujet desquelles il disposerait des observations écrites de l'Autorité chargée de l'administration, ou que l'Autorité chargée de l'administration aurait reçues au moins deux mois avant l'ouverture de la session ordinaire suivante du Conseil, et, en particulier, rédiger les questions à poser à l'Autorité chargée de l'administration ou à son représentant spécial, et charger le Secrétariat de procéder à certaines études, de préparer des documents de travail et d'effectuer les travaux préparatoires qu'il estimerait nécessaires, de manière à pouvoir, pendant la session du Conseil, terminer son examen des pétitions avec l'aide du représentant spécial, et soumettre au Conseil des recommandations concernant les mesures à prendre dans chaque cas ; c) achever, dans toute la mesure du possible, l'examen des pétitions que l'Autorité chargée de l'administration accepte de laisser examiner en l'absence du représentant spécial. Comme l'expérience seule montrera si cette façon de procéder constitue un progrès sensible, le Comité a proposé que le Conseil poursuive l'examen de cette question au cours d'une session ultérieure, en fonction de l'expérience acquise par le Comité permanent des pétitions.

A sa 397<sup>ème</sup> séance, le Conseil a examiné le rapport du Comité, approuvé ses conclusions et décidé de créer un comité permanent des pétitions. Il a désigné les représentants de l'Australie, de la Chine, des États-Unis d'Amérique, de la Nouvelle-Zélande, du Salvador et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques comme membres de ce comité jusqu'à la fin de la onzième session. Le Conseil a également décidé de renvoyer au Comité des méthodes de travail<sup>132</sup> la question de savoir quels amendements il serait néces-

saire d'apporter au règlement intérieur du Conseil du fait que le Conseil avait approuvé les recommandations du Comité de l'examen des pétitions. En attendant que ces amendements soient adoptés, le Conseil a décidé de suspendre l'application de l'article 90 relatif à l'examen des pétitions par un comité *ad hoc*.

## 7. — Organisation et méthodes de fonctionnement des missions de visite

Par sa résolution 553 (VI) du 18 janvier 1952, dans laquelle elle rappelait sa résolution 434 (V) du 2 décembre 1950 et prenait note de certains aspects du programme que le Conseil avait arrêté pour sa Mission de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale en 1951, l'Assemblée générale a recommandé au Conseil de tutelle de reprendre, en tenant compte des incidences financières, l'étude des méthodes qu'il utilise touchant l'organisation et le fonctionnement des missions de visite, afin de prolonger la durée de chaque visite dans chacun des Territoires sous tutelle, de réduire le nombre des Territoires sous tutelle que doit visiter chaque mission et d'atteindre ces objectifs sans diminuer la fréquence des visites dans les Territoires sous tutelle. En outre, l'Assemblée générale a affirmé à nouveau qu'il était opportun de choisir autant que possible les membres de chaque mission de visite parmi les représentants au Conseil de tutelle et elle a recommandé, toutes les fois qu'il serait nécessaire pour des raisons d'ordre pratique de nommer d'autres personnes que des représentants au Conseil de tutelle, d'envisager la possibilité d'inviter des Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres du Conseil de tutelle à présenter la candidature de personnes ayant les compétences requises pour faire partie des missions de visite.

Par sa résolution 385 E (XIII) du 27 août 1951, le Conseil économique et social, considérant qu'il serait souhaitable, pour améliorer la condition de la femme dans les Territoires sous tutelle, que des femmes participent aux travaux des missions de visite, a invité les États Membres à proposer, et le Conseil de tutelle à envisager la possibilité de désigner, des femmes comme membres des missions de visite. Outre les deux résolutions précitées, le Conseil de tutelle était également saisi du rapport spécial sur l'organisation et le fonctionnement des missions de visite<sup>133</sup> rédigé par la Mission de visite envoyée par les Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale en 1951. A sa 388<sup>ème</sup> séance, le Conseil a décidé de créer un comité, composé des représentants de l'Australie, de la République Dominicaine, du Royaume-Uni et de la Thaïlande, pour examiner toutes ces questions connexes.

Dans son rapport<sup>134</sup>, le Comité, qui avait invité un certain nombre d'anciens présidents, de membres des missions de visite et de fonctionnaires du personnel des missions à exposer leur point de vue sur l'organisation et le fonctionnement des missions de visite, est parvenu à la conclusion que la valeur de la visite n'était pas nécessairement fonction du temps passé dans un Territoire sous tutelle ; il a estimé qu'il était plus important d'utiliser de façon rationnelle le temps consacré à la visite. Il a insisté sur la nécessité d'organiser et de prévoir de la façon la plus minutieuse

<sup>132</sup> Voir la section 5 du présent chapitre.

<sup>133</sup> T/951.

<sup>134</sup> T/L.249.

possible l'itinéraire et le programme de travail des missions. Le Comité a été d'avis que le fait de scinder une mission en plusieurs groupes, quand les circonstances le permettent, constitue un moyen excellent d'accroître l'efficacité de la visite. En ce qui concerne la proposition tendant à réduire le nombre de Territoires que doit visiter chaque mission, le Comité a fait observer qu'il était de la plus haute utilité de pouvoir comparer les conditions qui règnent dans divers Territoires sous tutelle, les progrès accomplis et les méthodes suivies. Il a insisté sur le fait que les missions doivent être composées, autant que possible, de membres des délégations au Conseil de tutelle, mais il a été d'avis que, dans les cas exceptionnels où l'on ne pourrait trouver parmi les membres du Conseil le nombre de personnes nécessaires, il conviendrait d'envisager la solution suggérée par l'Assemblée générale. Le Comité a estimé qu'il n'y avait aucune raison de modifier le système qui prévoit une visite dans chaque Territoire tous les trois ans. En ce qui concerne la participation des femmes aux travaux des missions de visite, le Comité a noté que le Conseil pourra désigner des femmes comme membres des missions de visite lorsque leur nom aura été proposé par les gouvernements des Etats Membres; il a exprimé la conviction que les Etats Membres invités à présenter des candidatures tiendront compte de la résolution du Conseil économique et social. Le Comité a estimé que, dans toute la mesure du possible, la constitution d'une mission de visite devrait précéder l'examen, par le Conseil, des rapports annuels et des pétitions concernant les Territoires sous tutelle où doit se rendre la mission; de cette manière, la participation des membres de la mission aux débats du Conseil constituerait une première étape dans les travaux de la mission de visite.

A sa 409<sup>ème</sup> séance, le Conseil a approuvé le rapport du Comité et a décidé<sup>135</sup>, lorsqu'il organiserait des visites dans les Territoires sous tutelle, de tenir compte des principes énoncés dans la résolution 553 (VI) de l'Assemblée générale, dans la résolution 385 E (XIII) du Conseil économique et social, dans le rapport spécial de la Mission de visite de 1951 dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale et dans les observations présentées à ce sujet par le Comité.

#### **8. — Participation des autochtones des Territoires sous tutelle aux travaux du Conseil de tutelle**

Par sa résolution 554 (VI) du 18 janvier 1952, l'Assemblée générale, après avoir indiqué les raisons pour lesquelles il conviendrait de faire participer directement les autochtones des Territoires sous tutelle aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, a invité le Conseil de tutelle à étudier la possibilité d'associer plus étroitement les habitants des Territoires sous tutelle à ses travaux et à faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa septième session, sur le résultat de cette étude.

Après un examen préliminaire de la question à ses 389<sup>ème</sup> et 408<sup>ème</sup> séances, le Conseil a décidé de créer un comité de six membres chargé d'étudier la question et de faire rapport au Conseil lors de sa onzième session. A sa 409<sup>ème</sup> séance, le Conseil a désigné, comme membres du Comité, les représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Irak, du Royaume-Uni,

du Salvador et de la Thaïlande; à sa 414<sup>ème</sup> séance, le représentant de la République Dominicaine a été nommé en remplacement du représentant de l'Irak qui avait démissionné.

Dans son rapport<sup>136</sup> le Comité a recommandé que le Conseil de tutelle adopte une résolution aux termes de laquelle le Conseil de tutelle exprimerait l'espoir que les Autorités administrantes jugeront à propos d'associer des autochtones dûment qualifiés des Territoires sous tutelle aux travaux du Conseil, soit comme membres de leur délégation, soit de toute autre manière qu'elles estimeront souhaitable. A sa 454<sup>ème</sup> séance, le Conseil a adopté le projet de résolution proposé par le Comité<sup>137</sup>.

#### **9. — Diffusion dans les Territoires sous tutelle d'informations sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle**

Par sa résolution 556 (VI) du 18 janvier 1952, l'Assemblée générale a recommandé que les Autorités chargées de l'administration des Territoires sous tutelle prennent toutes les mesures propres à assurer la diffusion, parmi les populations et dans les écoles des Territoires sous tutelle, de renseignements relatifs à l'Organisation des Nations Unies et plus particulièrement au régime international de tutelle et qu'elles fassent parvenir au Secrétaire général des indications sur le détail de ces mesures.

Le Conseil a examiné cette résolution au cours de ses 387<sup>ème</sup>, 388<sup>ème</sup> et 389<sup>ème</sup> séances. A cette dernière séance, le Conseil a adopté une résolution<sup>138</sup> dans laquelle, après avoir réaffirmé sa résolution 36 (III) qui invitait le Secrétaire général et les Autorités chargées d'administration à collaborer en vue de s'assurer que les renseignements en question parviennent régulièrement aux habitants des Territoires sous tutelle, il a invité le Secrétaire général à collaborer avec les Autorités administrantes à la mise en œuvre de la résolution 556 (VI) de l'Assemblée générale en fournissant les renseignements voulus sur l'Organisation des Nations Unies et en particulier sur le régime international de tutelle, et en faisant de nouveaux efforts en vue d'assurer la diffusion de ces renseignements parmi les habitants et dans les écoles des Territoires sous tutelle.

A sa onzième session, le Conseil a été saisi d'un rapport<sup>139</sup> du Secrétaire général indiquant les mesures prises, conformément à la résolution 36 (III) du Conseil, par le Secrétaire général et par les diverses Autorités administrantes depuis la huitième session du Conseil. A sa 454<sup>ème</sup> séance, le Conseil a pris note de ce rapport.

#### **10. — Développement de l'instruction dans les Territoires sous tutelle**

Par sa résolution 557 (VI) du 18 janvier 1952, l'Assemblée générale a invité les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à mettre à la disposition des étudiants des Territoires sous tutelle ayant les aptitudes requises des bourses de perfectionnement, des bourses d'études et des bourses de stagiaires et à

<sup>136</sup> T/L.317.

<sup>137</sup> Résolution 466 (XI).

<sup>138</sup> Résolution 423 (X).

<sup>139</sup> T/1028.

<sup>135</sup> Résolution 427 (X).

signaler au Conseil de tutelle les bourses ainsi disponibles, qu'il s'agisse de bourses de perfectionnement, de bourses d'études ou de bourses de stagiaires dans les institutions publiques ou privées. L'Assemblée a invité d'autre part le Conseil à demander au Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires, compte tenu des modalités du programme élargi d'assistance technique et de l'organisation de l'Administration de l'assistance technique, pour que ces bourses fassent l'objet d'une bonne gestion administrative. L'Assemblée a demandé également au Conseil d'inviter les Autorités administrantes à utiliser les bourses de perfectionnement, d'études et de stagiaires selon des modalités à déterminer, et à donner, dans les Territoires sous tutelle qui relèvent d'elles, la plus grande publicité à ces bourses. L'Assemblée a enfin invité l'UNESCO à donner toute l'assistance qui convient en vue de la mise en œuvre de cette résolution.

A sa 388ème séance, le Conseil a demandé au Secrétaire général de lui présenter, au cours de la même session, un rapport contenant des propositions destinées à assurer la bonne gestion des bourses de perfectionnement, d'études et de stagiaires qui pourraient être offertes aux habitants des Territoires sous tutelle.

Dans son rapport<sup>140</sup>, le Secrétaire général a indiqué qu'il n'y aurait pas intérêt à fonder le nouveau programme dans les programmes existants, étant donné surtout que, dans les programmes existants, il s'agit de fournir les facilités nécessaires en matière d'instruction après avoir déterminé les besoins du Territoire et le nombre des candidats à aider, alors que dans le programme envisagé il s'agit plutôt de trouver des postes à faire occuper par des boursiers; d'autre part, un programme qui consiste à obtenir des offres de bourses et désigner leurs bénéficiaires exige une organisation administrative très différente de celle qui fonctionne dans le cadre des programmes existants, ainsi qu'un personnel administratif et des ressources supplémentaires. En conséquence, après avoir examiné les différents facteurs dont doit dépendre l'efficacité du programme proposé, le Secrétaire général a formulé les recommandations suivantes:

a) Il conviendrait de proposer à tous les Etats Membres que, s'ils projettent d'offrir des bourses en application de la résolution de l'Assemblée générale, ils envisagent avec bienveillance la possibilité de prendre à leur charge dans chaque cas les frais de voyage et de séjour des boursiers, de faciliter le choix de ces boursiers et de subvenir à leurs besoins pendant la période d'étude nécessaire;

b) L'Etat Membre donateur devra porter son offre à la connaissance du Secrétaire général, en y joignant tous les renseignements utiles; le Secrétaire général communiquera cette offre aux Autorités administrantes pour qu'elles l'examinent et y donnent suite; il la communiquera aussi au Conseil de tutelle, pour information;

c) Chaque Autorité administrante qui présentera des candidats fera parvenir au Secrétaire général tous les renseignements nécessaires à leur sujet et fera connaître, le cas échéant, l'importance de l'aide financière supplémentaire qu'elle est disposée à

accorder; le Secrétaire général communiquera ces renseignements à l'Etat Membre donateur et au Conseil de tutelle;

d) L'Etat Membre donateur fera un choix parmi les candidatures soumises, mettra au point les dispositions à prendre avec la ou les Autorités administrantes et en avisera le Secrétaire général qui transmettra ces renseignements au Conseil de tutelle.

Le Secrétaire général a proposé en outre de demander à l'UNESCO d'insérer dans sa publication "Etudes à l'étranger" des renseignements sur les bourses offertes en application de la résolution précitée de l'Assemblée générale.

A sa 410ème séance, le Conseil a approuvé le rapport du Secrétaire général et, le 17 avril 1952, le Secrétaire général l'a communiqué à tous les Etats Membres.

Ultérieurement, le Secrétaire général a soumis au Conseil de tutelle un rapport<sup>141</sup> dans lequel il signalait qu'il avait reçu deux offres de bourses de perfectionnement et de bourses d'études: l'une du Gouvernement de la Yougoslavie, l'autre du Gouvernement de l'Inde. Le Secrétaire général a communiqué ces deux offres aux Autorités administrantes.

Le Gouvernement yougoslave offre cinq bourses de perfectionnement et cinq bourses d'études à des étudiants de Territoires sous tutelle africains. Les titulaires des bourses d'études suivront les cours réguliers de médecine, de pharmacie, de physique, de chimie et de lettres, dans les Universités de Belgrade, de Zagreb et de Ljubljana, et les cours de géologie et d'exploitation des mines à l'Université de Belgrade. Les bourses de perfectionnement sont destinées à donner une formation spécialisée dans le domaine de la médecine sociale, de l'hygiène, de la sylviculture, du logement, des mines et de la sidérurgie; elles seront octroyées à des personnes qui ont fait des études dans une université ou dans une école technique et seront accordées pour la période de temps nécessaire à des études spécialisées, c'est-à-dire normalement pour six mois à un an. Le Gouvernement yougoslave prendra à sa charge les frais de voyage des titulaires depuis Le Caire, Alexandrie ou Casablanca jusqu'à Belgrade, Zagreb, Ljubljana, et retour.

De son côté, le Gouvernement de l'Inde offre quatre bourses d'études, dont une destinée à un Africain du Tanganyika, une deuxième à un Africain du Ruanda-Urundi et une troisième de préférence à un étudiant originaire de la Somalie sous administration italienne. Ces bourses sont accordées dans les mêmes conditions que celles qui sont attribuées dans le cadre de l'Indian Cultural Scholarships Scheme à des étudiants des autres pays d'Asie et d'Afrique (les boursiers reçoivent 200 roupies par mois et bénéficient de l'exemption de la taxe spéciale, des frais d'inscription et des frais d'examen). Par la suite, le Secrétaire général a été informé que le Gouvernement de l'Inde avait reçu du Joint Togoland Congress une communication demandant que la quatrième bourse d'études soit octroyée à un étudiant du Togo sous administration britannique. Le Secrétaire général a porté cette demande à la connaissance de l'Autorité chargée de l'administration de ce Territoire sous tutelle.

## **11. — Rapport du Conseil de tutelle**

Par sa résolution 559 (VI) du 18 janvier 1952, l'Assemblée générale a pris acte du rapport du Conseil de tutelle sur sa troisième session extraordinaire et ses huitième et neuvième sessions et a recommandé que le Conseil de tutelle étudie à ses prochaines sessions les observations et suggestions qui ont été formulées au cours des débats de la sixième session de l'Assemblée générale, et notamment au cours des débats qui ont eu lieu à la Quatrième Commission sur divers problèmes déterminés du régime de tutelle, en vue de donner à ces problèmes une prompt solution.

A sa 388ème séance, le Conseil a pris acte de la résolution précitée et a décidé que, lorsqu'il examinerait ces problèmes, il prendrait en considération les observations et suggestions formulées au cours des débats de l'Assemblée générale.

## **12. — Renseignements relatifs à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale concernant les Territoires sous tutelle**

Par sa résolution 560 (VI) du 18 janvier 1952, l'Assemblée générale a constaté que, dans certains cas, toutes les recommandations et résolutions du Conseil

de tutelle et de l'Assemblée générale applicables aux Territoires sous tutelle n'avaient pas encore été mises en œuvre et que les mesures prises par le Conseil ne répondaient pas jusqu'à présent au vœu exprimé par l'Assemblée générale dans l'alinéa *d* du paragraphe 1 de la résolution 433 (V). En conséquence, l'Assemblée générale a exprimé l'espoir que les Autorités chargées d'administration qui n'avaient pas encore appliqué toutes ces recommandations et résolutions les mettraient en œuvre aussitôt que possible et porteraient à la connaissance du Conseil les mesures qui avaient déjà été prises ou qui étaient envisagées. L'Assemblée a également prié le Conseil de tutelle de faire figurer, pour chaque cas, dans son rapport à l'Assemblée générale, les conclusions qu'il pourrait juger nécessaires sur la suite donnée par les Autorités administrantes et sur les mesures qu'à la lumière desdites conclusions il estimait devoir être adoptées.

A sa 388ème séance, le Conseil a décidé<sup>142</sup> de faire figurer ces conclusions dans son rapport à l'Assemblée générale et de prier les comités chargés de la rédaction des rapports annuels de tenir compte de cette décision lorsqu'ils rédigeront les projets de rapports destinés au Conseil.

<sup>142</sup> Résolution 422 (X).



# Deuxième partie

## LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

### Chapitre premier

#### TANGANYIKA

##### 1. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Géographie et population

S'étendant juste au sud de l'équateur entre les grands lacs d'Afrique centrale et l'océan Indien, le Tanganyika couvre une superficie d'environ 362.688 milles carrés, sur lesquels 20.000 milles carrés sont occupés par des étendues d'eau. La plus grande partie du Territoire est peu peuplée parce que de vastes régions manquent d'eau ou sont infestées par la mouche tsé-tsé.

Dans la plus grande partie de la région centrale, il y a une longue saison sèche qui dure de mai à octobre; cette période de sécheresse, ainsi que le caractère faible et irrégulier des précipitations totales, gênent considérablement le développement de l'agriculture.

L'Autorité chargée de l'administration estime que le chiffre minimum de la population à la fin de 1951 s'élevait à 7.700.000 Africains, 71.000 Asiatiques et 16.000 Européens; le dernier recensement effectué en 1948 avait donné les chiffres suivants: 7.332.539 Africains, 59.512 Asiatiques et 16.045 Européens. La déclaration des naissances et des décès n'est obligatoire que pour les non-autochtones.

##### Considérations d'ordre général

La Mission de visite qui s'est rendue dans le Territoire en août et septembre 1951 a signalé que la réalisation des plans de mise en valeur avait progressé rapidement depuis la visite de la mission précédente en 1948. Tout en prenant acte des résultats importants obtenus dans de nombreux domaines, la Mission a fait observer que le rythme et l'étendue des progrès réalisés variaient considérablement d'un domaine à l'autre.

##### Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle

##### Considérations d'ordre général

Les représentants de la Belgique, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Iraq, de la Nouvelle-Zélande, de la République Dominicaine et du Salvador ont remercié le Gouverneur du Tanganyika

de sa déclaration et du fait qu'il était venu assister aux travaux du Conseil.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a considéré qu'il était évident que des progrès constants avaient été effectués dans de nombreux domaines au cours de l'année en question et il a félicité l'Autorité chargée de l'administration des résultats obtenus jusqu'ici dans la tâche très lourde mais d'importance primordiale qu'elle a assumée en se chargeant de favoriser le progrès du Tanganyika vers l'objet final envisagé dans le régime de tutelle.

Le représentant de la France a constaté qu'une grande activité régnait dans tous les domaines; d'importantes expériences étaient en cours, d'autres étaient annoncées et allaient être mises en œuvre à bref délai.

Le représentant de la Belgique a constaté avec une grande satisfaction que le petit nombre d'Européens qui se trouvaient dans le Territoire contribuait grandement à l'élévation du niveau intellectuel des Africains, à l'essor économique du Territoire et à l'évolution de la structure politique de la société africaine.

Le représentant du Salvador a estimé que le Territoire s'était sensiblement rapproché de son objectif final: l'autonomie.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la conclusion à tirer de l'analyse des renseignements contenus dans le rapport annuel de l'Autorité chargée de l'administration et dans celui de la Mission de visite était que l'Autorité chargée de l'administration ne remplissait pas les obligations qu'elle avait assumées en vertu de la Charte et de l'Accord de tutelle et qu'elle n'avait pas pris les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs fondamentaux du régime international de tutelle.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a constaté que tous les membres du Conseil, à l'exception d'un seul, avaient reconnu les progrès effectués dans tous les domaines d'activité ainsi que les difficultés qui restaient à surmonter.

##### Rapport de la Mission de visite

Le représentant de la Chine a approuvé sans réserve les observations et conclusions du rapport de la Mission de visite<sup>143</sup>, qu'il a qualifié d'excellent et dont il a

<sup>143</sup> T/946.



recommandé l'adoption, dans son ensemble, par le Conseil de tutelle.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que le rapport de la Mission de visite était excellent et contenait une étude complète des principales caractéristiques du Territoire et des problèmes qui s'y posent, ainsi que de nombreuses suggestions utiles relatives à son développement et au bien-être de la population. Il a invité le Conseil à prendre note, en les approuvant, des recommandations et observations de la Mission.

Le représentant du Salvador a félicité la Mission de son excellent rapport, qui constituait un précieux document de travail, en raison des renseignements utiles et complets qu'il contenait aussi bien que de sa très bonne présentation.

## 2. — PROGRES POLITIQUE

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### Situation générale

L'Autorité chargée de l'administration déclare que, en ce qui concerne le progrès politique du Territoire, la tâche principale est de stimuler et de guider la conscience politique qui s'éveille lentement dans la masse de la population; elle s'est donc efforcée surtout d'instaurer un système judiciaire, efficace et démocratique de gouvernement local.

Au cours de l'année qui fait l'objet du rapport, la Commission de l'organisation constitutionnelle, qui est composée de deux membres fonctionnaires et de tous les membres non fonctionnaires du Conseil législatif, a adopté à l'unanimité un rapport dans lequel elle propose des changements constitutionnels importants, à l'échelon central, régional et local. Ce rapport, de même que les observations du Gouverneur et du Secrétaire d'Etat aux colonies qui y ont trait, a été publié en août 1951.

Dans son rapport, la Mission de visite de 1951 a noté que le Secrétaire d'Etat aux colonies avait réservé, pour le moment, son attitude à propos des recommandations de la Commission et que, même si elles étaient adoptées, la mise en œuvre d'un grand nombre d'entre elles dépendrait du résultat d'une enquête ultérieure que devait effectuer un commissaire choisi en dehors du Territoire. Par la suite, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que ce commissaire avait été désigné et que la première tâche qu'il a entreprise consistait à étudier les propositions concernant l'échelon local de l'administration.

On trouvera plus loin un exposé détaillé des recommandations de la Commission et des autres événements survenus dans le domaine politique.

En ce qui concerne le progrès politique en général, la Mission de visite de 1951 a déclaré qu'il restait encore beaucoup à faire avant d'atteindre l'autonomie ou l'indépendance, qui est l'objectif final, et que la mesure la plus importante peut-être que l'on devait prendre dans ce sens consistait à développer le sentiment de l'unité territoriale dans la population du Tanganyika. A cette fin, la Mission a exprimé l'avis que l'Autorité chargée de l'administration devait encourager les associations politiques africaines, notamment celles qui exercent leur activité dans les zones tribales, et qu'elle devait s'efforcer de stimuler l'éveil d'un sentiment d'unité

territoriale dépassant les limites des intérêts de la communauté locale.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'on s'efforçait constamment d'élargir l'horizon de la population et que les mesures prises pour favoriser les amalgamations et les fédérations de tribus représentaient un progrès important dans cette direction.

Certains Africains instruits se sont plaints de ce que les communautés d'immigrants revendiquaient tous les privilèges des habitants du Territoire tout en conservant leur nationalité et d'autres avantages de leur pays d'origine. La Mission a estimé que l'on pourrait remédier à cette situation en créant, dans le cadre du droit applicable au Territoire, un statut de citoyen du Tanganyika qui s'appliquerait à toutes les personnes, quelle que soit leur origine ou leur nationalité, qui avaient leur domicile au Tanganyika. La Mission a exprimé la conviction que le moment était venu où le gouvernement du Territoire et les diverses communautés devaient prendre des mesures préliminaires pour éliminer le système actuel de développement s'effectuant strictement sur le plan communal.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle examinait la proposition relative à la citoyenneté. Elle partage l'opinion de la Mission selon laquelle toutes les personnes réellement domiciliées dans le Territoire doivent être considérées comme des habitants au sens que la Charte donne à ce terme, mais l'Autorité chargée de l'administration doit accorder une importance primordiale et, en cas de nécessité, une protection spéciale aux intérêts de la population africaine.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Considérant qu'il est nécessaire de développer, chez tous les groupes de la population, le sentiment de l'unité territoriale, le Conseil prend acte avec satisfaction des efforts que l'Autorité chargée de l'administration a déployés pour amalgamer et fédérer les groupes tribaux et fait sienne l'idée de la Mission de visite que l'Autorité chargée de l'administration devrait envisager de créer, dans le cadre du droit applicable au Territoire, un statut de citoyen du Tanganyika, qui s'appliquerait à toutes les personnes, quelle que soit leur origine ou leur nationalité, qui ont leur domicile dans ce Territoire.*

#### Organes exécutifs et législatifs

Le pouvoir exécutif appartient au Gouverneur, qui est le représentant de la Couronne et se trouve placé, en matière de politique générale, sous la direction du Secrétaire d'Etat aux colonies. Le Gouverneur est assisté d'un Conseil exécutif qui lui donne des avis sur toutes les questions qui, aux termes de la loi, doivent être examinées par le Gouverneur siégeant en Conseil et sur toutes autres questions qu'il juge bon de soumettre au Conseil. Il légifère "après avis et consentement" d'un Conseil législatif nommé. Il approuve ou rejette les lois adoptées par le Conseil législatif ou les soumet à l'approbation de Sa Majesté. Les ordonnances peuvent être rejetées en totalité ou en partie sur l'avis du Secrétaire d'Etat.

Au début de la période qui fait l'objet du rapport, le Conseil exécutif était composé de huit fonctionnaires supérieurs et de quatre membres non fonctionnaires désignés, dont trois Européens et un Indien.

Le Conseil législatif se compose du Gouverneur, qui préside, de quinze membres fonctionnaires nommés, et de quatorze membres non fonctionnaires nommés, dont quatre Africains, trois Asiatiques et sept Européens.

Le Conseil de tutelle a exprimé l'intérêt qu'il continue à porter à une participation des habitants autochtones aux travaux des organes législatifs et exécutifs du Territoire et à la création d'un système électif. Cette opinion avait été également exposée par la Mission de visite de 1948.

Le rapport de la Commission de l'organisation constitutionnelle contient des propositions relatives à la composition du Conseil exécutif et du Conseil législatif. En ce qui concerne le Conseil exécutif, la Commission recommande que l'on examine la question de la nomination d'un membre africain à ce Conseil. Le Gouverneur a accepté cette recommandation et, en 1951, le nombre des membres non fonctionnaires a été augmenté de deux personnes, dont un Africain. A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a pris acte avec satisfaction du fait que, pour la première fois, un Africain avait été nommé au Conseil exécutif, et a exprimé l'espoir que les réformes entreprises conformément au rapport de la Commission donneraient lieu à une nouvelle extension de la participation des Africains.

La Mission de visite de 1951 a également exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration tiendrait compte de l'intérêt que présente la nomination d'autres membres africains au Conseil exécutif.

A ce sujet, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la formation des Africains aux responsabilités politiques doit se faire tout d'abord par leur participation à l'administration locale et aux conseils législatifs centraux; la nomination des membres du Conseil exécutif dépend essentiellement des connaissances et de l'expérience des candidats.

Les principales recommandations de la Commission de l'organisation constitutionnelle concernant le Conseil législatif tendent à accroître d'une façon considérable le nombre des membres de ce Conseil, à maintenir une majorité de membres fonctionnaires jusqu'à ce que le Conseil élargi ait acquis de l'expérience, et à adopter, pour les membres non fonctionnaires, le principe d'un partage égal des sièges entre les trois races principales. La Commission a proposé que le Conseil soit composé du Gouverneur, de vingt et un membres fonctionnaires et de vingt et un membres non fonctionnaires (sept Africains, sept Asiatiques et sept Européens). En expliquant sa proposition, la Commission a indiqué qu'elle a été "dans l'impossibilité absolue de juger, en se fondant sur les chiffres, sur les intérêts financiers ou sur le degré de maturité politique, la valeur des demandes de représentation présentées respectivement par les trois races" et qu'elle s'est fondée, pour formuler ses recommandations relatives à l'égalité de représentation "sur le besoin d'éviter tout sentiment de méfiance et tout manque de confiance et sur le besoin de jeter des bases saines pour le développement futur du Territoire".

La Commission a accepté le principe de l'élection des membres du Conseil législatif, mais n'a formulé aucune suggestion précise quant à l'application de ce principe. Elle a estimé que la réforme instituant l'élection des membres du Conseil législatif devrait être introduite dans les trois ans qui suivraient la création des nouvelles

institutions locales. Elle a proposé qu'une commission spéciale étudie les détails de l'application de ses recommandations relatives au Conseil législatif, y compris la question de l'élaboration d'un système électif. Le Gouverneur a fait savoir à la Mission de visite qu'à son avis cette étude devrait également être effectuée par le commissaire dont il a été question plus haut.

Le Gouverneur et le Secrétaire d'Etat aux colonies ont reconnu que l'on devrait se fixer pour objectif de créer le nouveau Conseil dans les cinq ans qui suivront la date de l'approbation de principe des recommandations de la Commission.

La Mission de visite, qui se trouvait au Tanganyika au moment où le rapport a été publié, a reçu une pétition<sup>144</sup> de la communauté asiatique et a tenu plusieurs réunions avec ses représentants; cette communauté s'est nettement prononcée en faveur des propositions de la Commission, propositions dont elle est, de l'avis des autres communautés, la principale bénéficiaire. L'Association asiatique a également préconisé l'établissement immédiat d'une "liste commune" pour les groupes de population non africain et son extension ultérieure à tous les groupes de la population.

La Mission a reçu douze pétitions d'origine africaine<sup>145</sup> demandant notamment une plus large représentation africaine au Conseil législatif et aux autres organes de l'administration et soulignant, dans certains cas, la nécessité de choisir les représentants par voie d'élection. La Mission a déclaré que les propositions de la Commission ont suscité peu de commentaires de la part des Africains vivant sous le régime tribal, mais elle a reçu plusieurs pétitions et entendu des représentants venus du siège et de diverses sections de l'Association africaine du Tanganyika qui représente à son avis l'opinion des Africains instruits. Les représentants de l'Association ont déclaré que, dans l'avenir immédiat, le Conseil législatif devrait être composé du Gouverneur, de 18 membres fonctionnaires, de 16 membres non fonctionnaires, dont 9 Africains et 7 non-Africains élus dans les provinces et de 2 représentants élus sur une base non raciale à Dar-es-Salam et à Tanga. Bien qu'ils ne se soient pas montrés satisfaits de la proportion des sièges que la Commission envisageait d'attribuer aux membres africains non fonctionnaires, ces représentants n'ont pas entièrement exclu la possibilité d'accepter les propositions de la Commission, à condition qu'il soit bien entendu que le partage égal des sièges ne serait qu'une mesure provisoire.

La Mission a constaté que ce sont les membres du groupe européen qui ont, de la façon la plus active, exprimé leurs vues sur le rapport; à quelques exceptions près, ces vues n'étaient pas favorables. Les membres du bureau du Conseil européen du Tanganyika, qui prétend représenter tous les Européens non fonctionnaires du Territoire, ont déclaré à la Mission qu'ils désapprouvaient résolument les propositions de la Commission, à l'exception de celles qui visent à instaurer un système électif pour la désignation des représentants européens et asiatiques non fonctionnaires.

Tout en reconnaissant que la discussion publique du rapport a porté presque exclusivement sur la proposition relative à une représentation égale des trois prin-

<sup>144</sup> T/Pet.2/116.

<sup>145</sup> T/Pet.2/103, 106, 108, 116, 127, 130, 134, 138, 140, 143, 149, 154.

cipaux groupes de population, la Mission a estimé que la question du maintien d'une majorité de membres fonctionnaires revêtait, elle aussi, une grande importance et que ces deux questions devaient être examinées en fonction l'une de l'autre. La mesure extrêmement importante qui consisterait à remplacer la majorité actuelle des membres fonctionnaires par une majorité de membres non fonctionnaires ne devrait être prise que lorsque la maturité politique de la population africaine se serait développée de façon à correspondre plus exactement à la place que cette population occupe dans l'ensemble de la population du Territoire, et l'Autorité chargée de l'administration devrait continuer à exercer son pouvoir législatif direct jusqu'à ce que l'organe législatif puisse être établi sur une base plus représentative qu'il n'est possible actuellement. Dans ces conditions, la Mission a estimé que la question du nombre des représentants de chaque groupe au Conseil législatif dans le proche avenir n'est plus aussi urgente. Dans l'espoir que l'on pourra voir les groupements politiques se constituer d'après les opinions concernant les questions sociales et économiques plutôt que d'après l'origine raciale des habitants, et tenant compte du fait que la Commission d'organisation constitutionnelle a approuvé à l'unanimité le principe de l'égalité dans la représentation, la Mission a estimé que la proposition de la Commission relative à l'égalité de représentation des trois races principales au Conseil législatif est utile en tant que mesure provisoire. Cependant, elle n'est pas d'avis que le principe de l'égalité de représentation offre une solution satisfaisante à longue échéance.

La Mission a exprimé l'espoir que le fonctionnement du nouveau Conseil législatif envisagé permettra un jour prochain de s'écarter du principe de la représentation des groupes de population. Elle a pensé que l'utilisation d'une liste électorale commune comportant les réserves utiles pourrait permettre de passer du système en question à un système plus représentatif. Des éléments importants de tous les groupes appuient déjà ce point de vue.

La Mission a douté qu'il soit sage ou rationnel de ne mettre en œuvre les réformes envisagées que cinq ans après le moment où la décision sur la question de principe aura été prise et rendue publique. A son avis, il devrait être possible de procéder presque immédiatement à l'élection des membres européens et asiatiques du Conseil législatif et de continuer à désigner les membres africains pendant la période nécessaire à l'instauration d'un système électif pour cette partie de la population. Un arrangement de cette nature serait préférable à un long délai dans la mise en œuvre de l'une quelconque des propositions.

La Mission a également formulé des observations au sujet de l'emploi du souahéli au Conseil législatif, comme l'avait fait la Mission de visite de 1948, et elle a exprimé des doutes quant à l'opportunité de la proposition visant à désigner des personnes privées comme membres fonctionnaires du Conseil.

L'Autorité chargée de l'administration s'est déclarée d'une manière générale d'accord avec la Mission en ce qui concerne la composition du Conseil législatif et, notamment la question des membres non fonctionnaires de ce Conseil.

Pour ce qui est de l'emploi du souahéli, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il y avait des

objections sérieuses à son adoption comme langue officielle du Conseil législatif, mais elle a exprimé l'espoir qu'on trouverait un moyen d'y autoriser son emploi, tout au moins à titre provisoire, s'il en était besoin.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir au Conseil, lors de sa onzième session, que le Gouvernement de Sa Majesté avait accepté la recommandation de la Commission de l'organisation constitutionnelle tendant à ce que les sièges détenus au Conseil législatif par des personnes qui ne sont pas fonctionnaires soient divisés également entre les trois groupes raciaux principaux. Les membres asiatiques devraient, si possible, représenter toutes les fractions et tous les intérêts de ce groupe racial qui comprend plusieurs communautés différentes, mais on devra, pour décider quelles seront les modalités d'application de cette mesure, attendre le rapport du Commissaire spécial qui étudie actuellement les modalités de mise en œuvre des propositions de la Commission. Le Gouvernement de Sa Majesté a également accepté la recommandation de la Commission tendant au maintien d'une majorité de fonctionnaires au sein du Conseil législatif.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil, considérant que, dans le cadre du développement politique du Territoire, les intérêts des communautés doivent être subordonnés à l'intérêt du Territoire dans son ensemble: a) est d'avis que, si la proposition de la Commission de l'organisation constitutionnelle relative à l'égalité de représentation des trois races au Conseil législatif est utile en tant que mesure provisoire, elle ne représente pas une solution durable satisfaisante; b) considérant que la Mission de visite a douté qu'il fût sage ou rationnel de différer de cinq ans la mise en œuvre des réformes législatives, exprime l'espoir que la création générale de nouvelles institutions politiques progressera assez rapidement pour permettre d'abréger cette période, et conseille à l'Autorité chargée de l'administration d'envisager l'utilisation d'une liste électorale commune, avec toutes les réserves utiles, comme l'un des moyens de passer du système de représentation des groupes de population qu'elle envisage actuellement à un système plus représentatif.*

*Le Conseil, constatant avec satisfaction que le Gouvernement a accepté la recommandation de la Commission d'organisation constitutionnelle au sujet de la participation des Africains au Conseil exécutif, exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration envisagera d'élargir à nouveau, dès que possible, la participation des Africains.*

### **Administration provinciale et locale**

Du point de vue administratif, le Territoire est divisé en huit provinces, dont chacune est administrée par un commissaire de province, responsable envers le Gouverneur de l'administration générale de sa province. Les provinces sont divisées en 55 districts, contre 54 en 1950, à la tête desquels se trouvent des commissaires de district, qui sont responsables devant les commissaires de province.

En 1949, un Conseil provincial a été créé dans la province du Lac; c'est le premier d'une série de conseils analogues qui seront établis dans tout le Territoire. Le Conseil se compose du Commissaire de province, qui

préside, de neuf membres fonctionnaires et de huit membres non fonctionnaires, dont cinq Africains, deux Asiatiques et deux Européens. Le Conseil exerce surtout des fonctions consultatives et délibératives, mais il a la responsabilité de la répartition des crédits de la province pour l'agriculture, l'exploitation forestière, l'administration provinciale, la lutte contre la mouche tsé-tsé, les services vétérinaires ainsi que les plans de développement provinciaux. Un conseil analogue jouissant de fonctions uniquement consultatives et délibératives a été établi en 1950 dans la province des Hauts Plateaux du Sud.

Le Conseil de tutelle avait noté avec satisfaction la création des conseils provinciaux et avait recommandé que le nombre des membres africains siégeant dans ces conseils soit progressivement augmenté comme l'avait suggéré la Mission de visite de 1948. A sa neuvième session, le Conseil a appris que la création de nouveaux conseils avait été différée en attendant l'approbation des recommandations que pourrait formuler la Commission de l'organisation constitutionnelle sur la forme d'organisation régionale la plus souhaitable. En conséquence, le Conseil a exprimé l'espoir que les bases de la répartition géographique des conseils régionaux seraient déterminées et que de nouveaux conseils seraient créés aussitôt que possible.

Dans son rapport, la Commission a proposé que soient décentralisés bon nombre des services d'administration et d'exécution du gouvernement central par la création d'administrations régionales, mais a affirmé que les provinces actuelles n'étaient pas assez étendues pour supporter la charge qui résulterait d'un tel transfert des pouvoirs, du point de vue personnel et des ressources budgétaires. Elle a recommandé que la question de la division du Territoire en régions et celle des pouvoirs précis à déléguer aux autorités régionales fassent l'objet d'une étude ultérieure.

La Commission a recommandé en outre que les organes d'administration régionaux s'appuient sur des conseils régionaux de caractère interracial, qui contrôlèrent les finances en votant les budgets régionaux, dirigeraient la politique régionale et seraient dotés de pouvoirs généraux leur permettant de poser des questions et de formuler des critiques. Pendant une période limitée, la majorité des membres de ces conseils se composerait de fonctionnaires, et les membres non fonctionnaires seraient recrutés dans les subdivisions administratives des régions, par voie de nomination d'abord et ensuite par voie d'élection. Les bases de la répartition raciale seraient variables selon les régions, mais on pourrait les établir suivant la même méthode que pour les conseils provinciaux, en les adaptant aux besoins de chacune des régions.

La Commission a recommandé que les districts qui constituent actuellement les subdivisions administratives des régions soient remplacés par des circonscriptions plus vastes et disposant d'un personnel administratif plus nombreux et mieux composé; ces circonscriptions pourraient être appelées des "comtés".

La Mission de visite de 1951 a noté que, dans leurs observations, le Gouverneur et le Secrétaire d'Etat aux colonies avaient exprimé des doutes sur l'opportunité de mettre en œuvre les propositions de la Commission sans examiner auparavant la question de très près.

En ce qui concerne l'organisation régionale, la Mission a estimé que l'on ne pouvait accepter que rien ne soit changé pendant que l'on procéderait à des enquêtes de longue durée, qu'il faudrait au contraire prendre des mesures spéciales afin d'améliorer la situation et que l'Autorité chargée de l'administration devait fixer le plus rapidement possible la politique qu'elle entendait suivre en ce qui concerne l'établissement des rouages de l'administration à l'échelon intermédiaire entre l'échelon local et celui de l'administration de l'ensemble du Territoire.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré par la suite que le Commissaire désigné commencerait son enquête dès le début de 1952 et que tous les efforts seraient faits pour aboutir aussitôt que possible à des conclusions définitives au sujet de la politique à suivre à cet égard.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, considérant qu'il convient d'appliquer avec toute la célérité possible le système adopté par l'Autorité chargée de l'administration, consistant à créer un échelon administratif intermédiaire qui viendrait s'insérer entre les services administratifs locaux et les services administratifs dont l'action s'étend à l'ensemble du Territoire, et tenant compte de la déclaration du Gouverneur selon laquelle diverses propositions de décentralisation sont à l'étude, bien que la création d'administrations régionales puisse être retardée, invite l'Autorité chargée de l'administration à faire figurer dans son prochain rapport annuel des renseignements détaillés sur le résultat de ses délibérations.*

#### Administration locale

Il existe deux catégories d'organes d'administration locale dans le Territoire, à savoir les organes urbains appelés "administrations urbaines" et les organes ruraux appelés "autorités indigènes". Il existe dans le Territoire trente administrations urbaines et un conseil municipal, celui de Dar-es-Salam. Leur composition est variable, mais elles comprennent d'ordinaire le Commissaire de district, qui en est le Président, une majorité de membres fonctionnaires et un certain nombre de membres non fonctionnaires désignés. Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que le nombre des membres non fonctionnaires d'origine africaine était sans cesse augmenté. D'autre part, dans un certain nombre de villes, les Africains participent à l'administration urbaine par l'intermédiaire de conseils de circonscription. La grande majorité des membres du Conseil municipal de Dar-es-Salam et de l'administration urbaine de Tanga sont des non-fonctionnaires, et les trois races principales y ont un nombre égal de représentants. Une pétition adressée à la Mission de visite de 1951<sup>146</sup> a demandé que le nombre des membres africains soit élargi au sein des municipalités. La municipalité de Dar-es-Salam mise à part, la totalité des dépenses des administrations urbaines est financée par des subventions du gouvernement central.

En ce qui concerne l'administration locale dans les centres urbains, la Commission de l'organisation constitutionnelle a recommandé que les conseils des centres urbains les plus importants soient dotés de la person-

<sup>146</sup> T/Pet.2/130.

nalité juridique, habilités à promulguer des règlements administratifs et dotés de l'autonomie financière. Dans tous les conseils municipaux, le nombre des membres fonctionnaires devait être graduellement réduit et il convenait d'instaurer un système de représentation par élections, sans distinction de race, ayant pour base la circonscription. La Mission a approuvé ces recommandations.

Au cours de sa neuvième session, le Conseil avait adopté une recommandation dans laquelle il exprimait l'espoir de voir créer d'autres conseils municipaux, leur création étant propre à favoriser l'institution d'une forme de gouvernement plus représentative. Au sujet de cette recommandation, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré dans son rapport annuel pour 1951 qu'elle attachait de l'importance à la création de conseils municipaux et d'autres organes autonomes d'administration locale, que Tanga était sur le point de devenir une municipalité dotée de toutes les attributions nécessaires et que l'Autorité chargée de l'administration examinait activement la question de l'octroi de l'autonomie à d'autres centres urbains importants.

Le système d'administration africaine locale, qui repose sur les autorités indigènes, fait l'objet de la sous-section suivante.

La Commission de l'organisation constitutionnelle a proposé de créer dans l'ensemble du Territoire des conseils de comté qui constitueraient le rouage le plus important de l'administration locale. Au début, l'autorité de ces conseils s'étendrait uniquement aux questions qui intéressent toutes les races, telles que l'entretien des routes, des bacs et des ponts, la création et le contrôle des marchés, la conservation des ressources naturelles et les services de santé. D'autres questions d'intérêt local seraient également discutées dans ces conseils.

La Commission a recommandé que les recettes de ces conseils soient assurées par des subventions du gouvernement central, des contributions imposées aux administrations urbaines et aux autorités indigènes, et des taxes locales payées par les habitants non autochtones des régions rurales. En général, les membres non fonctionnaires devraient être en majorité dans ces conseils, qui devraient comprendre des représentants de toutes les races. Au début, les membres de ces conseils seraient nommés, mais il devrait être possible de remplacer, dès la deuxième année, un tiers de ces membres par voie d'élections, en faisant choisir une partie des candidats dans les subdivisions géographiques et l'autre partie par les autorités indigènes et les administrations urbaines. Cependant, la Commission a recommandé que ces derniers soient responsables, comme par le passé, devant le gouvernement central, et non devant les conseils de comtés, sauf dans les cas où le gouvernement central déléguerait ses fonctions aux conseils de comté.

La Commission a estimé que la mise en œuvre des réformes proposées devait commencer par la création de ces conseils. Le Gouverneur a approuvé cette proposition en principe; il a déclaré à la Mission qu'elle serait mise en œuvre avec toute la diligence possible et qu'on espérait que les conseils fonctionneraient d'ici un an.

De l'avis de la Mission, les conseils de comté que l'on se propose de créer n'auront nullement des fonctions étendues, si l'on en juge du moins d'après les exemples que donne le rapport. Pour ce qui est de la

question de la représentation dans ces conseils, la Mission a présumé que la majorité des membres non fonctionnaires seront des Africains, sauf peut-être dans quelques régions où les colons non africains sont en nombre particulièrement élevé, et a pensé que, même dans ce cas, la représentation africaine sera au moins égale à celle accordée à un groupe non africain.

Dans les observations qu'elle a formulées au sujet du rapport de la Mission de visite, l'Autorité chargée de l'administration a confirmé que ces recommandations seraient mises en œuvre aussitôt qu'il serait possible.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil prend acte avec intérêt du fait que la politique de l'Administration en ce qui concerne les organes administratifs locaux comporte les traits suivants: a) des conseils interraciaux de comté doivent être constitués dès que possible et, d'une façon générale, les membres non fonctionnaires y seront en majorité; b) l'Administration attache de l'importance à la mise sur pied d'organes locaux urbains qui seront également interraciaux; c) en ce qui concerne les conseils de comté et tous les autres organes locaux urbains, un système électif doit être instauré dès que possible.*

### **Organes africains d'administration locale**

La grande majorité de la population du Territoire relève du système dit "d'administration indirecte" qui consiste à laisser la gestion des affaires de la population africaine aux autorités indigènes. A l'exception de quelques régions, ces autorités sont des chefs héréditaires ou partiellement héréditaires, qui exercent leur pouvoir en vertu de règles tribales traditionnelles. Un exposé des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire de ces autorités, ainsi que leur composition, figure dans le précédent rapport du Conseil de tutelle. Les autorités indigènes sont soumises au contrôle du gouvernement central qui exerce ses pouvoirs par l'intermédiaire de l'administration provinciale.

Les 435 autorités indigènes du Territoire sont groupées, pour les questions financières, en 57 caisses du Trésor indigènes. Le montant total des recettes était évalué, en 1951, à 832.724 livres sterling et le montant total des dépenses à 949.841 livres sterling. La somme de 443.083 livres a été dépensée pour l'administration tribale, 108.804 livres pour les services de santé, 153.993 livres pour l'éducation, 87.730 livres pour l'agriculture et les services vétérinaires, 45.028 livres pour l'approvisionnement en eau, et le reste pour les forêts, les routes et les ponts, la lutte contre la mouche tsé-tsé et divers autres services.

A la fin de 1951, l'encaisse totale de ces caisses du Trésor était évaluée à 648.120 livres sterling. On est en train d'établir, pour les autorités indigènes, des budgets spéciaux de développement; une partie des dépenses prévues par ces budgets sera financée par le Local Authorities Loan Fund qui a été créé récemment.

La politique déclarée de l'Autorité chargée de l'administration tend à transformer le système tribal traditionnel afin de le rendre plus conforme aux conceptions modernes d'administration locale. Le fait principal de cette évolution est la création, depuis 1945, d'un système de conseils à l'échelon du district et de toute une série de conseils subordonnés, tels que les conseils de division, les conseils de zone et les conseils de chefferie

dans les régions qui relèvent d'autorités indigènes. La création de conseils de district (au Sukumaland, un seul conseil a été créé pour cinq districts ayant une population d'un million d'habitants) se fait, dans bien des cas, par la réunion ou l'amalgame de plusieurs unités tribales qui étaient auparavant dispersées.

L'Autorité chargée de l'administration déclare que l'institution de ces conseils, leur composition et leurs pouvoirs ont dépendu du niveau du développement très variable atteint par les différentes communautés tribales. Les conseils n'ont donc pas une structure uniforme. Un conseil type se composerait de l'autorité indigène — ou, dans le cas d'un district, des autorités indigènes — des sous-chefs de subdivision de la région, d'un certain nombre de membres élus ou choisis parmi la population au cours d'une réunion publique, soit par acclamation, soit à la suite d'une discussion générale, et d'un certain nombre de membres nommés (pendant l'année considérée, on a commencé à remplacer la nomination par la cooptation et la tribu Chagga a procédé à des élections).

Dans les régions les plus arriérées, ces conseils peuvent avoir des fonctions purement consultatives. Dans les régions plus évoluées, ils se sont substitués à l'autorité indigène pour légiférer à l'échelon local et ils ont commencé à exercer leurs pouvoirs sur les services les plus récemment créés, tels que les services sociaux et les services économiques. En même temps, l'Autorité chargée de l'administration s'efforce de transférer à des magistrats rémunérés les pouvoirs judiciaires des autorités indigènes.

Le Conseil de tutelle s'est constamment intéressé à l'institution d'une forme démocratique et moderne d'administration locale. A sa neuvième session, tout en prenant note avec satisfaction des principes généraux adoptés, le Conseil a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'accélérer la démocratisation des institutions tribales indigènes et, notamment, d'intensifier ses efforts dans les tribus les moins évoluées. Il a invité instamment l'Autorité chargée de l'administration à créer, aussitôt que possible pour les autochtones des moyens de formation aux méthodes d'administration locale.

En 1951, la Mission de visite a été saisie de quatre pétitions<sup>147</sup> émanant d'Africains, relatives à l'administration locale. Deux pétitionnaires ont demandé que les conseils élus assument les pouvoirs détenus par les chefs et deux se sont plaints de ce que les chefs ont été réduits au rôle de simples fonctionnaires.

La Mission a donné des détails sur l'active évolution politique qui était en cours au moment de son passage dans le district de Bukoba, le Sukumaland et la région des Chagga, et a signalé notamment la création d'une pyramide de conseils dans les régions intéressées ainsi que la participation accrue de la population. Tout en constatant que la valeur des administrations locales africaines était très inégale et que, dans certaines régions, les conseils faisaient complètement défaut, et tout en soulignant que même les conseils et autorités indigènes les plus avancés paraissent travailler sous la direction étroite du commissaire de district local, dont

les avis leur sont indispensables, la Mission a déclaré qu'elle avait été favorablement impressionnée par les efforts de l'Autorité chargée de l'administration dans ce domaine et qu'en général l'évolution s'accomplissait selon des principes sains. Elle a considéré toutefois que le moment était venu où l'on pourrait procéder à une refonte générale de la législation qui régit l'activité des autorités indigènes et des conseils de district. On devrait pouvoir décider du type d'administration locale africaine à adopter pour le Territoire, même s'il n'était possible de l'instaurer pour le moment que dans un petit nombre de districts.

La Mission a insisté sur la nécessité d'attirer vers l'administration locale un plus grand nombre d'Africains instruits et, par conséquent, de relever les traitements et d'améliorer les autres conditions de travail des employés principaux des autorités indigènes et d'étudier notamment la possibilité de créer un jour un cadre de fonctionnaires de l'administration locale.

Dans son dernier rapport annuel et dans les observations qu'elle a présentées au sujet du rapport de la Mission, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'un certain manque d'uniformité dans la structure de l'administration locale était inévitable en raison de la grande variété des conditions, mais que le sens que devait suivre l'évolution générale n'était pas douteux et qu'au cours de l'année considérée, des progrès sensibles avaient été effectués dans l'uniformité.

A propos de la suggestion de la Mission selon laquelle l'Administration devrait exercer une action plus directe dans les régions les plus arriérées, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les mesures prises jusqu'à présent dans presque toutes les régions sont allées beaucoup plus loin que la population ne le demandait. L'Administration continuera à encourager de nouveaux progrès chaque fois qu'elle le pourra, mais la méthode la plus sûre et la plus efficace pour obtenir ce résultat consiste à user de persuasion et non de coercition.

L'Autorité chargée de l'administration a également déclaré qu'on avait choisi l'emplacement d'un centre de formation destiné aux fonctionnaires de l'administration locale et qu'on espérait créer ce centre en 1952.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil constate que, dans l'ensemble, l'évolution de l'administration africaine locale s'effectue suivant des principes rationnels; il approuve la politique générale qu'a adoptée l'Autorité chargée de l'administration et les efforts qu'elle déploie pour modifier et développer la structure tribale traditionnelle de façon à la mettre en harmonie avec les conceptions modernes d'administration locale; il fait sienne l'opinion de la Mission de visite selon laquelle le moment est venu où l'Autorité chargée de l'administration doit étudier avec attention une refonte générale de la législation qui régit l'activité des autorités indigènes et des conseils de district, afin d'établir, pour tout le Territoire, un type d'administration africaine locale plus uniforme.*

## Fonction publique

L'Administration du Territoire comprend 35 services gouvernementaux, sans compter l'administration des douanes et de l'accise de l'Est-Africain, l'administration des contributions directes, l'administration des postes

<sup>147</sup> T/Pet.2/104, 122, 138 et 148. On trouvera dans les résolutions 469 (XI), 476 (XI) et 485 (XI) les décisions adoptées par le Conseil de tutelle sur les pétitions T/Pet.2/104, 122 et 148.



et télégraphes, l'administration des chemins de fer et des ports, et les autres services qui relèvent du Haut-Commissariat. En ce qui concerne leur appartenance raciale, les fonctionnaires des divers services se répartissent de la manière suivante (les chiffres de 1950 sont indiqués entre parenthèses) :

<i>Européens</i>	<i>Asiatiques</i>	<i>Africains</i>
2.599 (2.207)	1.259 (1.040)	12.381 (11.355)

Les fonctionnaires qui occupent des postes comportant des responsabilités ou qui possèdent des compétences techniques constituent le cadre supérieur ; les autres fonctionnaires qui ont passé les examens d'admission requis forment le cadre subalterne. On va instituer un service des agents afin d'améliorer les conditions d'emploi des ouvriers spécialisés employés régulièrement et d'autres ouvriers qui, faute de remplir les conditions requises, ne peuvent faire partie du cadre des fonctionnaires subalternes ; le règlement prévu à cet effet doit entrer en vigueur au début de 1952.

A sa neuvième session, le Conseil a constaté qu'un très petit nombre seulement de postes des échelons supérieurs de l'administration étaient occupés par des Africains et qu'il entraînait dans les intentions des autorités de donner aux fonctionnaires du cadre subalterne la formation nécessaire pour leur permettre d'accéder à des fonctions du cadre supérieur. Il a recommandé que de plus grandes possibilités soient offertes dans ce domaine aux fonctionnaires africains du cadre subalterne et que l'Autorité chargée de l'administration envisage l'élaboration d'un programme complet de formation spécialisée, soit par la méthode de la formation en cours d'emploi, soit par l'envoi d'un plus grand nombre d'éléments doués dans les établissements d'enseignement supérieur du Royaume-Uni, de l'Est-Africain ou d'autres régions, où ils pourraient perfectionner leurs connaissances.

La Mission de visite de 1951 a signalé certaines plaintes contenues dans cinq pétitions<sup>148</sup> qui émanaient d'associations de fonctionnaires africains et d'autres groupements. Suivant les auteurs de ces pétitions, les fonctionnaires africains reçoivent des traitements trop bas pour pouvoir vivre décemment. Un Européen est automatiquement promu à un poste du cadre supérieur, même s'il effectue un travail qui n'exige pas de connaissances spéciales, alors qu'il existe dans le cadre subalterne de nombreux Africains qui, pour un traitement inférieur, exercent des fonctions analogues à celles des Européens du cadre supérieur et possèdent les mêmes diplômes ou les mêmes titres qu'eux. Sans contester la nécessité d'accorder une indemnité d'expatriation à des Européens ou à des personnes originaires d'autres pays pour les inciter à venir travailler dans l'Est-Africain, les représentants de ces associations ont protesté contre le fait que des Européens qui ont leur résidence normale dans l'Est-Africain reçoivent le même traitement que les fonctionnaires recrutés dans des pays d'outre-mer, et que les Asiatiques et les Africains promus au cadre supérieur ne reçoivent que les trois cinquièmes du traitement accordé aux Européens qui occupent les mêmes postes. La Mission a également recueilli les doléances de certains Africains selon les-

quelles du personnel de bureau d'origine asiatique serait admis dans le cadre subalterne à un traitement de début supérieur à celui que l'on accorde aux Africains ayant des titres égaux.

Des porte-parole de la population asiatique ont formulé des plaintes analogues en ce qui concerne l'accès des Asiatiques au cadre supérieur.

La Mission a constaté qu'un Africain et un certain nombre d'Asiatiques ayant de longues années de service avaient été récemment promus au cadre supérieur. Elle n'a pas été à même de porter un jugement précis sur la valeur des fonctionnaires africains du cadre subalterne, mais elle a constaté au cours de ses entretiens avec certains porte-parole des associations de fonctionnaires africains qu'ils avaient présenté leur thèse de la façon la plus habile et la plus convaincante.

En ce qui concerne la discrimination qui existerait dans les traitements, la Mission est convaincue que le Gouvernement du Tanganyika devrait établir un barème de traitements uniforme, sans distinction de race, pour tous les postes, aussi bien ceux du cadre supérieur que ceux du cadre subalterne, et compléter ce barème par un système d'indemnités d'expatriation destinées au personnel qui n'a pas été recruté dans l'Est-Africain et, le cas échéant, par des primes de rendement.

Pour ce qui est des plaintes relatives à l'insuffisance des traitements, la Mission a estimé que, dans les agglomérations importantes, la situation d'un employé de l'administration ayant un traitement peu élevé est incontestablement très difficile. Elle a pris acte du fait qu'à la suite du rapport du Comité d'études des prix, l'Administration avait augmenté les traitements de 15, puis de 20 pour 100, et elle a estimé qu'il convenait d'ouvrir immédiatement une nouvelle enquête en se fondant sur le rapport en question.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission et sur les pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle avait institué le cadre supérieur et le cadre subalterne dans l'intention expresse de créer un cadre administratif fondé sur des principes indépendants du facteur racial ; les perspectives d'avancement du cadre subalterne au cadre supérieur dépendent des qualités personnelles des intéressés, quelle que soit leur race. L'Autorité chargée de l'administration regrette que le nombre des fonctionnaires qui ont rempli jusqu'ici les conditions requises pour être promus ait été aussi faible, mais plusieurs cas individuels font actuellement l'objet d'un examen spécial. D'autre part, il est très douteux qu'on puisse assouplir, comme le propose la Mission, les règles concernant les promotions sans nuire en fin de compte à l'ensemble des fonctionnaires. En promouvant au cadre supérieur des fonctionnaires insuffisamment instruits qui devraient ensuite être classés comme "incapables", on porterait préjudice aux intérêts généraux des fonctionnaires africains, au lieu de les servir. En ce qui concerne les titres universitaires requis pour accéder aux postes supérieurs de l'Administration, les facilités offertes actuellement par le collège de Makéréra aux étudiants ont sensiblement amélioré la situation.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, s'il était nécessaire de recruter des candidats venant de l'Inde pour le cadre subalterne, c'était parce qu'il manquait de candidats africains qualifiés. On leur accorde un traitement de début plus élevé pour les

<sup>148</sup> T/Pet.2/103, 120, 125, 127 et 130. On trouvera dans la résolution 477 (XI) la décision adoptée par le Conseil de tutelle sur la pétition T/Pet.2/127.

encourager à accepter l'emploi offert, mais on veille à ce qu'ils possèdent les titres voulus.

L'Autorité chargée de l'administration a fait observer également que les revisions de traitements de 1948 ont été relativement plus avantageuses pour les Africains que pour les Asiatiques ou les Européens. Il est exact que, dans certains cas, des Africains occupent les mêmes postes que des fonctionnaires d'autres races, mais, à quelques exceptions près, les fonctionnaires africains ont encore un rendement inférieur.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration de fixer, pour le traitement de base des fonctionnaires, un barème uniforme sans distinction d'origine pour tous les postes, aussi bien ceux du cadre supérieur que ceux du cadre subalterne, et de compléter ce barème par un système d'indemnités d'expatriation destinées au personnel non originaire de l'Est-Africain, et, le cas échéant, par des primes de rendement. Le Conseil est également d'avis que l'Administration devrait faciliter l'accès aux établissements d'enseignement qui permettent d'obtenir les titres requis pour l'admission directe dans le cadre supérieur, et espère que, le collège de Makérére ayant été élevé au rang de collège universitaire, les diplômes de ce collège seront reconnus comme constituant de tels titres.*

### Organisation judiciaire

Les tribunaux ordinaires du Territoire sont la Haute Cour et les *Subordinate Courts* (tribunaux de première instance). La majorité des affaires portées devant les tribunaux de première instance sont jugées par des fonctionnaires de l'administration qui ont également des pouvoirs de magistrats, mais, de 1950 à 1951, le nombre de magistrats résidents qui ne possèdent que des pouvoirs judiciaires est passé de 18 à 20. Il existe des magistrats résidents dans toutes les grandes villes. Pendant l'année considérée, trois auxiliaires africains qui avaient passé les examens de droit requis se sont vu confier les attributions de magistrats de troisième classe.

La Mission de visite de 1951 a exprimé l'espoir que le nombre des magistrats résidents serait progressivement augmenté.

Les tribunaux indigènes, que l'on désigne sous le nom de tribunaux locaux depuis l'entrée en vigueur de la *Local Courts Ordinance* de 1951, jugent les contraventions, notamment les infractions aux règlements et arrêts des autorités indigènes; ils ont également à connaître des affaires qui concernent le statut personnel ou la propriété et qui relèvent du droit ou de la coutume indigènes ou du droit coranique. La nouvelle ordonnance n'a pas modifié radicalement le caractère de ces tribunaux et leur juridiction, mais elle a simplifié les voies de recours.

La Mission de visite a signalé que l'Administration avait favorisé le développement de diverses formes de droit coutumier et la séparation des fonctions judiciaires des fonctions traditionnelles des autorités autochtones, notamment grâce à la nouvelle constitution des Chaggas. La Mission a exprimé l'avis que la réforme de l'organisation judiciaire du Territoire entreprise par l'Autorité chargée de l'administration s'inspire de principes rationnels.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil prend acte avec satisfaction du fait que l'Administration a pour politique de favoriser le développement de diverses formes de droit coutumier et la séparation des fonctions judiciaires des fonctions traditionnelles des autorités autochtones, et que cette politique s'est notamment manifestée dans la nouvelle constitution des Chaggas; il exprime l'espoir que le nombre des magistrats résidents sera progressivement augmenté.*

### Organisation interterritoriale

En vertu de dispositions qui remontent à plusieurs années, le Territoire possède un certain nombre de services (à savoir, les services de la défense, de la planification industrielle, des chemins de fer et des ports, des transports aériens, de la perception des droits de douane et de l'impôt sur le revenu, des postes, télégraphes et radiocommunications, des recherches, de la météorologie et de la statistique) qu'il partage avec les territoires britanniques contigus du Kenya et de l'Ouganda; ces services relèvent de la Haute Commission de l'Est-Africain et sont soumis au contrôle législatif de l'Assemblée législative centrale de l'Est-Africain. Les dispositions en question sont exposées dans le rapport spécial du Conseil de tutelle sur les unions administratives intéressant les territoires sous tutelle<sup>149</sup>.

### Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle

#### Considérations d'ordre général

Le représentant de la Chine a noté avec intérêt que le rapport de la Commission de l'organisation constitutionnelle avait été publié et avait donné lieu à des discussions animées au Conseil législatif aussi bien que de la part du public; il y a vu un indice encourageant du vif intérêt que portent les habitants du Territoire à leur progrès politique. Il a déclaré qu'il attendait pour présenter des commentaires que le Conseil de tutelle possède des renseignements supplémentaires sur les recommandations de la Commission et sur les résultats d'une nouvelle enquête.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé qu'il ne faisait aucun doute que les progrès, réalisés dans le domaine politique, vers l'autonomie ou l'indépendance, devaient nécessairement être assez lents. Etant donné que le sentiment de l'unité territoriale semblait faire défaut dans la population autochtone, il a été heureux de noter que l'Autorité chargée de l'administration avait déclaré qu'elle ne négligeait aucun effort pour élargir l'horizon de la population, et il a estimé que les mesures prises pour favoriser les amalgamations et fédérations des tribus constituaient un progrès important dans cette direction. Il a invité l'Autorité chargée de l'administration à étudier très attentivement la suggestion de la Mission de visite tendant à la création d'un statut de citoyen du Territoire pour faciliter l'éclosion du sentiment d'unité territoriale.

Le représentant de la France a estimé qu'il convenait d'attendre les décisions du Gouvernement du Royaume-Uni sur les recommandations de la Commission d'orga-

<sup>149</sup> Voir A/2151, *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément n° 12.*



nisation constitutionnelle avant d'entreprendre une discussion détaillée de ces propositions.

Le représentant de la Belgique a déclaré qu'il avait été très intéressé par les conclusions de la Commission de l'organisation constitutionnelle. Ces conclusions permettaient de bien augurer de l'avenir politique du Territoire. Il a noté que l'Autorité chargée de l'administration entendait introduire des réformes constitutionnelles avec prudence et sans hâte, ce dont il y avait lieu de se féliciter. Agir autrement serait provoquer un échec et contrarier l'évolution de la vie des Africains; il est très important de ne pas bouleverser les coutumes et les traditions.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration n'avait pris aucune mesure, législative ou autre, de nature à assurer la représentation de la population autochtone aux organes législatifs, exécutifs et judiciaires du Territoire sous tutelle, et n'avait pas encouragé la création d'organes locaux de gouvernement autonome reposant sur des principes démocratiques. Cette négligence faisait obstacle au développement politique du Territoire sous tutelle et constituait une violation des principes et objectifs de système de tutelle énoncés dans la Charte.

Le représentant du Salvador a noté avec satisfaction que les réformes proposées par la Commission de l'organisation constitutionnelle étaient déjà mises en pratique et que l'Autorité chargée de l'administration avait étudié avec attention la suggestion de la Mission de visite tendant à la création d'un statut de citoyen du Tanganyika. Il a exprimé l'espoir que l'on entreprendrait aussitôt que possible les études nécessaires sur la question et qu'en attendant, à titre de mesure pratique, on continuerait à s'efforcer de développer le sentiment de l'unité territoriale qui devait être à la base du statut suggéré.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a relevé qu'en traitant de la situation politique du Territoire, le représentant de l'URSS avait déclaré que les Africains ne pouvaient participer en aucune manière à l'administration du Territoire. C'était là une assertion surprenante. Seul, apparemment, de tous les membres du Conseil de tutelle, le représentant de l'URSS ne voyait rien à approuver dans les recommandations de la Commission d'organisation constitutionnelle.

### **Organes exécutifs et législatifs**

Le représentant de la Chine a noté avec un intérêt tout particulier que l'on se proposait d'instituer un système paritaire de représentation interr raciale au Conseil législatif; il a noté également avec intérêt la déclaration du représentant spécial selon laquelle la représentation de la population non autochtone, y compris celle des minorités non européennes, était fondée sur leur contribution au développement du Territoire. Cette politique constituait un exemple à suivre dans d'autres territoires qui ne prenaient pas en considération d'une manière égale le rôle joué par les minorités non autochtones autres qu'européennes. Toutefois, étant donné que les habitants autochtones, qui étaient de loin la majorité, avaient de toute évidence droit à une représentation en rapport avec leur nombre, le représentant de la Chine estimait, comme la Mission

de visite, que si une représentation paritaire pouvait être considérée comme une mesure transitoire utile, elle ne constituait cependant pas une solution satisfaisante à long terme.

A propos du Conseil exécutif, le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que l'Administration envisagerait une nouvelle augmentation de la représentation africaine au Conseil et que, pour le moins, le plan de l'Administration, annoncé lors de la troisième session du Conseil de tutelle et tendant à porter de quatre à huit le nombre des membres non fonctionnaires, serait appliqué dans un proche avenir.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a approuvé la mise en application rapide par l'Autorité chargée de l'administration de la recommandation de la Commission d'organisation constitutionnelle relative à la nomination d'un membre africain au Conseil exécutif. Il a dit qu'il attendait avec intérêt la décision finale qui serait prise sur la recommandation de la Commission relative à la composition du Conseil législatif, mais qu'il lui était difficile de faire d'autres observations sur le progrès politique du Territoire, vu l'incertitude où il était concernant cette décision. Il a déclaré que, comme la Mission de visite, il doutait qu'il fût sage ou rationnel de retarder de cinq années peut-être, comme le permettait la date limite fixée pour le moment, la création du nouveau Conseil législatif et il a invité l'Autorité chargée de l'administration à étudier très attentivement les propositions de la Mission de visite tendant à la mise en application rapide des recommandations de la Commission. Il s'est déclaré convaincu que l'Autorité chargée de l'administration étudierait très attentivement, lorsqu'elle arrêterait les plans futurs relatifs à l'avenir politique du Territoire, la suggestion de la Mission concernant l'établissement d'une liste électorale commune, qui était proposé comme moyen permettant de passer d'un système de représentation des groupes à un système plus représentatif que tous les membres du Conseil législatif considéreraient sans doute comme souhaitable.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, même dans des organes tels que le Conseil législatif et le Conseil exécutif, qui ne jouissent d'aucun pouvoir véritable, la population autochtone n'était pas représentée d'une manière équitable. Il n'y avait, au Conseil exécutif, qu'un seul Africain, un chef de tribu qui avait été désigné au Conseil par le Gouverneur. Au Conseil législatif, qui était composé de trente membres, il n'y avait que quatre Africains. Le représentant de l'URSS a déclaré à ce propos que les recommandations de la Commission de l'organisation constitutionnelle ne prévoyaient pas la participation active de la population autochtone au gouvernement du Territoire. Sous prétexte d'instituer au Conseil législatif une "représentation égale" pour les trois races principales, la Commission avait recommandé que les sièges des membres non fonctionnaires soient occupés par sept Africains, sept Asiatiques et sept Européens. Ainsi, pour 7.700.000 Africains, il y aurait un représentant pour 1.100.000 personnes, tandis que pour les 16.000 Européens il y aurait un représentant pour 2.280 personnes.

Le représentant de l'URSS a ajouté que l'Autorité chargée de l'administration n'avait fait que suivre sa politique de discrimination raciale et de violation gros-

sière des droits et intérêts de la population autochtone en rejetant la demande présentée par l'Association africaine en vue de l'adoption de la langue de la population autochtone, le souahéli, comme deuxième langue officielle du Conseil législatif.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que, contrairement aux autres membres du Conseil, le représentant de l'URSS n'avait vu dans l'introduction du principe de l'association au Conseil législatif qu'un exemple "grossier" de discrimination raciale. La proposition concernant la représentation de chacune des trois collectivités principales du Tanganyika au Conseil législatif par sept membres non fonctionnaires constituait une tentative d'introduction du principe de l'association dans cette assemblée. Dire que l'on pratiquait la discrimination raciale en accordant, au Conseil législatif, un même nombre de sièges aux Africains, aux Européens et aux Asiatiques, parce qu'il se trouvait y avoir 7 millions d'Africains dans le Territoire, était considérer la situation sous un angle différent de celui de l'Autorité chargée de l'administration. Le concours d'un seul membre d'une collectivité pouvait être plus précieux que celui de mille membres d'une autre collectivité. On ne pouvait pas encore, raisonnablement, ne tenir compte que du nombre de la population. Chacune des collectivités avait son rôle à jouer et, pour le moment, le développement économique du Territoire dépendait dans une très large mesure de l'activité et des intérêts de la population non autochtone, qui avait par conséquent, le droit de participer au gouvernement du pays. La représentation paritaire constituait, de l'avis de la Commission de l'organisation constitutionnelle, une première mesure tout à fait indiquée qui mettrait en application le principe de la communauté des intérêts communs des trois races principales qui habitent le Territoire.

### **Organisation provinciale et régionale**

Le représentant de la Chine a déclaré qu'il ressortait de la déclaration du Gouverneur qu'un certain progrès avait été enregistré dans la création d'organes d'administration locale au cours de l'année considérée, mais il a estimé que les efforts en cette matière devraient être plus soutenus et plus marqués.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a pris note avec intérêt du passage de la déclaration du Gouverneur où ce dernier a indiqué que la proposition de la Commission de l'organisation constitutionnelle tendant à la création d'administrations régionales n'avait pas reçu un appui très considérable dans le Territoire et que les difficultés de communications pourraient empêcher leur création pendant un certain temps encore, mais que l'on étudiait actuellement diverses mesures de décentralisation administrative. Il a estimé que le Conseil serait heureux de recevoir l'année prochaine des renseignements complets sur les conclusions auxquelles aurait abouti l'Autorité chargée de l'administration sur cette question.

Le représentant de la République Dominicaine s'est déclaré satisfait des progrès réalisés par l'Autorité chargée de l'administration en matière de décentralisation, et notamment de l'expérience du Sukumaland, qui constituait un progrès considérable dans le développement politique du Territoire et représentait une expé-

rience très intéressante d'administration régionale. Le Conseil devait suivre de près cette expérience, ainsi que toutes les autres expériences tendant à développer le sentiment de l'unité territoriale.

### **Organes d'administration locale**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré qu'en matière d'administration locale, on semblait enregistrer des progrès réguliers. Il a constaté que la Mission de visite avait estimé que cette évolution s'effectuait dans l'ensemble suivant des principes rationnels. Il a noté avec satisfaction que des conseils de comtés, qui seraient les organes administratifs locaux les plus importants, devaient être créés aussitôt que possible, qu'ils auraient un caractère interracial et, d'une manière générale, une majorité de membres non fonctionnaires. Il a noté également que l'on attachait de l'importance à la création, dans les régions urbaines, d'organes locaux autonomes, qui devaient également être interraciaux, et que l'on devait instituer aussitôt que possible un système d'élection des membres des conseils de comté et des autres organes locaux.

### **Administration locale africaine**

Le représentant de la Chine a noté que l'on avait réalisé quelques progrès dans la création d'administrations locales au cours de l'année considérée, mais il a ajouté que les efforts devraient être plus soutenus et plus marqués.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté que, dans sa déclaration, le Gouverneur avait donné l'assurance que l'on déployait de sincères efforts pour moderniser l'institution des autorités indigènes et pour les renforcer en créant des conseils indigènes à différents échelons. Il a noté également que la Mission de visite avait été favorablement impressionnée par les efforts tentés pour transformer, le plus tôt possible, ces organes en organes modèles d'administration locale africaine, et il a estimé que c'était là une question des plus importantes du point de vue de l'évolution politique de la population africaine. Il a noté avec satisfaction que le problème de la répartition des charges financières entre l'administration centrale et l'administration indigène recevait une attention toute particulière. Tout en reconnaissant qu'il subsisterait forcément pendant un certain temps des différences considérables de structure dans les organes d'administration locale africaine, en raison de la diversité des conditions, selon les régions considérées, il a suggéré que la proposition de la Mission tendant à une refonte de la législation relative aux pouvoirs des autorités indigènes et des conseils de district soit l'une des préoccupations constantes de l'Administration.

Le représentant de la France a été heureux de constater que l'expérience de rénovation des institutions autochtones par la création de conseils indigènes se poursuivait dans de bonnes conditions dans les provinces qui avaient été choisies pour ces expériences. Les difficultés considérables qui s'opposaient à l'extension de ces expériences n'étaient pas surprenantes, mais avec de la persévérance, de la patience et du tact, elles pouvaient être surmontées.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration continuait à encourager le régime tribal

et ne prenait aucune mesure pour assurer le passage de ce système à un régime d'autonomie fondé sur des principes démocratiques. Cela ressortait clairement de la déclaration contenue dans le rapport annuel de 1950, selon laquelle le système tribal constituait la seule base solide du développement social et politique de la population. Etant donné que l'Autorité chargée de l'administration maintenait dans le Territoire un régime tribal qui était incompatible avec le développement politique du Territoire sous tutelle et son évolution vers l'autonomie ou l'indépendance, le Conseil devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures propres à assurer le passage du régime tribal à un régime de gouvernement autonome fondé sur des principes démocratiques.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que le progrès des institutions dépendrait entièrement des résultats que permettrait d'obtenir la création d'organes d'administration locale. Les progrès enregistrés dans ce domaine avaient été décrits dans le rapport annuel sur le Territoire et, grâce aux rapports annuels successifs, le Conseil serait en mesure d'apprécier l'accélération du rythme de développement de l'administration locale au Tanganyika. Le représentant de l'URSS avait répété, cette année encore, les mêmes arguments à propos de ce qu'il appelait le maintien du régime tribal et s'était obstinément refusé à tenir compte de tous les renseignements à sa disposition, qui montraient comment on s'efforçait de moderniser les institutions tribales pour les adapter aux conceptions modernes d'administration locale. Au Tanganyika, l'Administration ne procédait pas à une révolution, mais favorisait une évolution.

### **Fonction publique**

Le représentant de la Chine a été entièrement d'accord avec la Mission de visite pour estimer que l'Autorité chargée de l'administration devait prendre certaines mesures pour éliminer les difficultés considérables rencontrées par les fonctionnaires africains. Il s'agissait essentiellement de relever le niveau de formation professionnelle et d'améliorer les conditions de vie de ces fonctionnaires; la possibilité d'une augmentation générale des traitements devait, en particulier, retenir l'attention de l'Administration.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que tout le pouvoir législatif et exécutif dans le Territoire était exercé par le Gouverneur et ses adjoints qui sont tous Européens. Tous les postes importants de l'administration étaient tenus par des Européens, la population autochtone n'occupant qu'un petit nombre de postes très subalternes. L'Autorité chargée de l'administration avait elle-même déclaré qu'aucune modification importante n'avait été apportée à la composition des cadres administratifs du Territoire. Tous ces faits montraient que l'Autorité chargée de l'administration ne remplissait pas les engagements qu'elle avait assumés en vertu de l'article 6 de l'Accord de tutelle, qui prévoyait que l'Autorité chargée de l'administration devait assurer aux habitants du Tanganyika une part progressivement croissante dans les services administratifs et autres du Territoire. L'Administration avait réparti les postes administratifs en deux cadres dits supérieur et subalterne, et avait délibérément refusé de nommer des autochtones à des postes du cadre supérieur.

La politique de discrimination raciale poursuivie par l'Autorité chargée de l'administration était démontrée par le fait qu'elle avait approuvé et appliquait une recommandation de la Commission de la fonction publique stipulant que les traitements des Africains ne devaient pas dépasser les trois cinquièmes des traitements des Européens. Le représentant de l'URSS a fait allusion à ce propos aux memorandums reçus par la Mission de visite, qui montraient que l'on exigeait des Africains des titres et une compétence très élevée pour les promouvoir au cadre supérieur, alors que n'importe quel Européen y était promu automatiquement.

Le représentant de la République Dominicaine a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration poursuivrait sa politique encourageante tendant à éliminer les causes de frictions entre fonctionnaires qui résultent du travail en commun des autochtones et des membres d'autres collectivités. Il a également exprimé l'espoir que le Conseil formulerait des recommandations appropriées en ce qui concerne la situation des Asiatiques dans les cadres supérieurs de l'administration et d'autres problèmes connexes sur lesquels la Mission a attiré son attention. Le Conseil répondrait, ce faisant, aux espoirs et aux aspirations de la population asiatique aussi bien que de la population autochtone du Territoire. Il a exprimé l'espoir que l'Administration continuerait d'étudier le problème de l'accès des autochtones aux fonctions administratives en général.

Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a relevé que le représentant de l'URSS avait déclaré que la création d'un cadre supérieur et d'un cadre subalterne dans l'administration constituait une preuve de l'application d'une politique de discrimination. Il a affirmé que si l'on avait appliqué ce système dans le Territoire, c'était expressément pour constituer un cadre de fonctionnaires sans aucune distinction de race.

### **Organisation judiciaire**

Le représentant de la France s'est félicité des progrès réalisés dans l'organisation judiciaire qu'avait indiqués la Mission de visite.

### **Organisation interterritoriale**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la création de l'Organisation interterritoriale de l'Est-Africain était un exemple de la politique que suivait l'Autorité chargée de l'administration; cette politique avait pour objet de renforcer le système colonial africain et d'assurer les meilleures conditions possibles pour l'exploitation des ressources naturelles et humaines du Territoire. L'Organisation interterritoriale avait conduit à la fusion administrative, économique et politique du Territoire sous tutelle avec le protectorat britannique voisin de l'Ouganda et la colonie britannique du Kenya. Cette fusion était déjà très avancée avant la fin de la deuxième guerre mondiale, comme l'indiquait le rapport annuel de 1951, et avait rendu impossible l'évolution vers l'indépendance du Tanganyika, en tant qu'entité indépendante, comme le prescrivaient la Charte et l'Accord de tutelle.

Le rapport de la Mission de visite montrait que, dans le cadre de cette union, les intérêts du Territoire étaient sacrifiés. C'est ainsi qu'en matière d'outillage pour les télécommunications le Territoire avait reçu des quantités inférieures à celles reçues par le Kenya et l'Ouganda. Comme le montrait un passage du rapport de la Mission de visite que le représentant de l'URSS a cité, l'un des domaines dans lequel l'Administration du Tanganyika avait abandonné une partie des pouvoirs qu'elle exerçait sur le Territoire en matière économique était celui des permis industriels : le pouvoir de réglementer la création de certaines industries dans le Territoire avait été conféré au Conseil industriel de l'Est-Africain par une ordonnance promulguée au Tanganyika. Le Conseil de tutelle devait recommander la création, dans le Territoire sous tutelle, d'organes législatifs et exécutifs qui ne seraient pas subordonnés à d'autres organes établis en vertu de l'union administrative entre le Territoire sous tutelle et les colonies limitrophes et devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre à cette fin, les mesures législatives et autres propres à assurer la représentation de la population autochtone dans les organes législatifs et judiciaires du Territoire.

Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il n'y avait aucun élément de vérité dans la déclaration du représentant de l'URSS. L'alinéa b de l'article 5 de l'Accord de tutelle stipulait que l'Autorité chargée de l'administration serait autorisée à faire entrer le Tanganyika dans une union ou fédération douanière, fiscale ou administrative, constituée avec les territoires adjacents placés sous sa souveraineté ou sa régie et à établir des services administratifs communs à ces territoires et au Tanganyika quand ces mesures seraient compatibles avec les fins essentielles du régime international de tutelle et avec les termes de l'Accord de tutelle.

L'Autorité chargée de l'administration estimait que les mesures prises conformément à cet article n'étaient incompatibles ni avec les fins essentielles du régime international de tutelle, ni avec les termes de l'Accord de tutelle ; ce point de vue avait été confirmé par l'opinion de la Mission de visite et par les travaux récents du Comité permanent chargé des unions administratives<sup>150</sup>.

A propos des observations faites par le représentant de l'URSS sur l'octroi des licences industrielles, le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a rappelé les observations que l'Autorité chargée de l'administration avait faites sur le rapport de la Mission de visite et dans lesquelles elle avait déclaré que le système d'octroi des licences industrielles n'avait eu aucune influence sur le développement économique du Tanganyika et que, pour le moment, il ne semblait pas devoir l'affecter.

A propos de l'observation du représentant de l'URSS selon laquelle l'unification de l'administration des chemins de fer et des ports avait porté préjudice au Territoire, le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que la Mission de visite de 1951 avait déclaré que l'unification des chemins de fer du Tanganyika et des chemins de fer du Kenya et

de l'Ouganda avait apporté des avantages très considérables au Tanganyika.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a rappelé que le représentant de l'URSS avait cité des passages du rapport annuel traitant des services communs et du rôle de la Haute Commission dans l'administration de ces services et qu'il avait formulé à ce propos une accusation stupéfiante en disant qu'il s'agissait là d'une fusion politique. Il avait été pourtant bien précisé que cette organisation ne constituait en aucune façon une fusion politique. Le représentant de l'URSS avait également prétendu que le seul résultat auquel aboutissait cette organisation était de retarder le progrès du Tanganyika. Le représentant spécial a estimé que le rapport de la Mission de visite répondait de façon suffisante à cette allégation.

### 3. — PROGRES ECONOMIQUE

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Situation générale

Le Tanganyika est un pays essentiellement agricole. Bien qu'il possède de grandes richesses minérales, on n'y trouve que peu d'industries. La Mission de visite de 1951 a constaté que le développement économique se poursuivait à une allure rapide qui est sans précédent et a félicité l'Autorité chargée de l'administration du rôle qu'elle a joué dans ce développement.

La grande majorité des autochtones sont des paysans qui produisent des denrées alimentaires pour leur propre consommation. Toutefois, la production locale ne suffit pas à satisfaire la totalité des besoins du Territoire et de mauvaises récoltes, dues à la sécheresse, causent périodiquement de graves pénuries de vivres. La politique visant à rendre le Territoire capable de couvrir ses propres besoins en denrées alimentaires de base prévoit notamment la constitution de stocks de réserve. En 1950, un Service des approvisionnements en céréales a été créé pour assurer la commercialisation, l'entreposage et la répartition des principaux produits alimentaires africains de base. En 1951, 60.350 tonnes de céréales ont été entreposées en divers points bien choisis du Territoire. La Mission de visite de 1951 a exprimé l'espoir que l'Administration accélérerait la préparation des plans visant à rendre le Territoire capable de subvenir à ses propres besoins en denrées alimentaires de base.

Les autochtones consomment la plus grande partie de leurs produits, mais pratiquent certaines récoltes et produisent certaines denrées pour l'exportation. D'autre part, pour se procurer de l'argent liquide, de nombreux Africains des régions rurales prennent des emplois rémunérés. Le recensement de la main-d'œuvre effectué en 1951 a montré qu'outre les 74.350 personnes qui s'engageaient de temps en temps à la journée, 381.048 personnes occupaient des emplois réguliers.

En 1951, les principaux produits d'exportation du Territoire ont été des textiles, des fibres végétales et du coton en laine (65 pour 100), ainsi que des produits alimentaires, des boissons et du tabac (18 pour 100).

Le sisal constitue la récolte marchande la plus importante du Territoire et celle qui lui fournit le revenu le plus élevé. En 1950, les exportations de fibres et de bourres de sisal ont été de 118.909 tonnes, représentant

<sup>150</sup> A/2151, Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément n° 12.

une valeur de 11.846.057 livres sterling, alors que la valeur totale des exportations du Territoire était de 25.950.074 livres sterling. On estime qu'en 1951 la production de sisal a augmenté d'environ 20 pour 100. Cette culture, qui se trouve presque entièrement entre les mains de producteurs non autochtones, emploie la plus grande partie de la main-d'œuvre africaine; en 1950, on a estimé qu'environ 126.723 Africains travaillaient dans les 180 plantations de sisal.

La production de café et celle de coton ont été évaluées, en 1950, à 3.471.069 et à 1.443.401 livres respectivement. Les cultivateurs africains récoltent environ les deux tiers du café et la plus grande partie du coton produits. De même, la production des peaux dont la valeur a été estimée en 1951 à 805.010 livres, est surtout entre les mains des Africains.

La valeur des exportations d'or et de diamants, les deux minerais les plus importants que l'on exploite à l'heure actuelle dans le Territoire, a été, en 1950, de 824.047 et 746.370 livres respectivement. L'extraction de l'or et des diamants est effectuée presque exclusivement par des entreprises privées non autochtones.

Bien qu'il soit impossible d'évaluer exactement le revenu national, l'Autorité chargée de l'administration a fourni un certain nombre de chiffres relatifs au budget du Territoire, à ses importations et exportations, ainsi qu'à sa production brute. En 1950, le revenu total provenant des comptes du Territoire et de la mise en valeur s'est élevé à 13.323.763 livres et les dépenses totales à 13.560.957 livres. En 1951, le volume des importations a atteint 31.642.508 livres, et celui des exportations 41.497.471 livres, c'est-à-dire des chiffres presque trois fois supérieurs à ceux de 1947. En 1951, la valeur totale de la production agricole a été de 58.487.700 livres; la valeur des minerais extraits de 1.568.979 livres (chiffre provisoire) et celle des produits forestiers exportés de 433.000 livres.

Les autochtones ne participent directement ni aux grandes entreprises commerciales du Territoire, ni au commerce de gros; cependant, l'Autorité chargée de l'administration a fait observer qu'ils s'intéressent de plus en plus au commerce de détail. Elle a signalé en 1951 qu'elle étudiait la possibilité d'accorder aux Africains une aide financière pour des entreprises commerciales ou industrielles.

Les autochtones prennent donc part à l'activité économique du Territoire, d'abord en tant que producteurs de produits de base, ensuite en tant que main-d'œuvre.

L'Assemblée générale et le Conseil de tutelle ont approuvé sans réserve toutes les mesures prises pour aboutir à une plus grande participation des autochtones à la gestion et aux profits des entreprises publiques ou privées qui s'occupent de l'exploitation des ressources naturelles, minérales ou autres, ou de la production ou du commerce des matières premières et de produits d'une importance primordiale pour l'économie du Territoire. Les missions de visite de 1948 et de 1951 se sont toutes deux prononcées sur cette question; la Mission de 1951 a déclaré qu'il faut éviter que les Africains se bornent, comme c'est le cas actuellement, à pratiquer une "économie de subsistance" et à fournir une main-d'œuvre non qualifiée, et qu'il faut trouver le moyen de les associer plus largement à la vie économique du Territoire.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que ces vues correspondaient exactement à sa propre politique. A l'heure actuelle, la plupart des autochtones s'occupent uniquement de la production des produits agricoles de base et d'élevage. On s'efforce de plus en plus d'organiser ces activités sur une base coopérative. Les projets de mécanisation de la culture et les autres projets de développement agricole visent à accroître la participation des autochtones à la production agricole. En ce qui concerne l'exploitation des ressources minérales, les autochtones n'ont pas encore acquis les connaissances techniques et l'expérience nécessaires pour occuper des postes de direction dans les grandes entreprises minières. Il faudra pour cela, selon l'Autorité chargée de l'administration, développer l'enseignement technique et professionnel.

Afin de permettre aux Africains d'entrer dans les branches les plus importantes du commerce extérieur, et de participer à la gestion ou de posséder des entreprises agricoles modernes, la Mission de visite de 1948 a recommandé que les plantations de sisal, de café et de thé ayant appartenu à des ressortissants ennemis soient remises à des Africains, de préférence par la création de coopératives. Le Conseil a également recommandé que l'Autorité chargée de l'administration envisage la possibilité de créer une entreprise publique ou de prendre toute autre mesure appropriée pour assurer l'exploitation des domaines ayant appartenu aux citoyens ex-ennemis dans l'intérêt de tous les habitants du Territoire, et leur transfert éventuel aux autochtones, par exemple, sous forme d'entreprises coopératives.

En réponse, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il lui était impossible de mettre en œuvre la recommandation du Conseil relative aux domaines ayant appartenu aux citoyens ex-ennemis. Ces domaines sont en effet très dispersés et de nature diverse. L'Administration a estimé que, même s'il était possible d'acquiescer tous ces domaines et de les placer sous le contrôle d'une entreprise publique, on n'en retirerait aucun avantage, car une telle société devrait, pour les exploiter, suivre la procédure actuelle, c'est-à-dire les affermer à des particuliers. Le meilleur moyen de servir les intérêts des habitants est de maintenir à son maximum la production de ces propriétés agricoles. Il sera peut-être possible un jour, c'est-à-dire après expiration des droits d'occupation actuellement en vigueur, de remettre ces domaines aux autochtones, probablement sous forme d'entreprises coopératives, mais il est impossible de le faire pour le moment. Les autochtones ne comprennent pas encore assez bien les principes coopératifs et n'en reconnaissent pas encore suffisamment la valeur pour les appliquer à la propriété et à la direction des plantations.

La Mission de visite de 1951 a déclaré que le meilleur moyen d'élargir le rôle que jouent les Africains dans l'économie du pays consisterait à les encourager à produire et à vendre des denrées marchandes, et elle a constaté avec satisfaction que, grâce aux efforts de l'Autorité chargée de l'administration, il y avait déjà une production considérable de denrées destinées à l'exportation. De nombreux indices montrent que, lorsque les circonstances leur sont favorables, les Africains sont capables d'améliorer par eux-mêmes leur économie. La Mission a estimé que l'Autorité chargée

de l'administration devait encourager cette évolution d'une façon aussi énergique que possible.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission de visite, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle poursuivrait ses efforts en vue d'associer plus largement les Africains à la vie économique du Territoire.

A sa neuvième session, le Conseil avait noté que la concession dont font l'objet les forêts de la région du plateau de Rondo présentait le caractère d'un contrat d'association passé entre le Territoire et les concessionnaires et il avait recommandé que l'on étudie la possibilité d'utiliser des contrats de ce genre pour l'exploitation des ressources naturelles du Territoire. Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir qu'elle tiendrait compte de cette possibilité.

Les signataires d'une pétition<sup>151</sup> dont le Conseil a été saisi lors de sa onzième session ont affirmé que le progrès économique des Africains était retardé par leur manque de capitaux ainsi que par le nombre croissant des immigrants. Ils ont demandé que la réglementation relative aux prêts soit assouplie pour permettre aux Africains d'emprunter de l'argent et qu'une partie des bénéfices réalisés par les exploitations minières, les plantations de sisal et d'autres entreprises économiques soient versés à la Trésorerie indigène. Ils ont demandé également que le Conseil de tutelle accorde une aide financière directe destinée à faciliter le développement du Territoire dans le domaine de l'enseignement et en matière économique. Une deuxième pétition<sup>152</sup> a demandé que le Local Development Loans Fund (Fonds de financement du développement local) accorde des prêts aux Africains.

Selon une autre pétition<sup>153</sup>, l'Autorité chargée de l'administration décourage l'entreprise privée et l'investissement de capitaux privés, car le développement industriel rapide qui en résulterait priverait le Royaume-Uni d'un débouché pour ses produits manufacturés. L'Autorité chargée de l'administration préfère donc pratiquer la nationalisation et ne développer que les activités économiques d'où elle tire un avantage.

Dans ses observations sur les deux premières pétitions<sup>154</sup>, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle encourage la création de coopératives qui font des progrès constants. Les Africains peuvent obtenir des prêts du Local Development Loans Fund ou grâce aux facilités normales de crédit qu'accordent les banques; aucune loi n'interdit aux Africains d'emprunter à des non-Africains mais, dans l'intérêt de ces derniers, ces emprunts sont soumis à un contrôle. Les rentrées d'impôts provenant de l'industrie et du commerce constituent une partie des recettes générales du Territoire et, à ce titre, elles sont employées dans l'intérêt général des habitants. Tous les ans, des sommes importantes prélevées sur les recettes du Territoire sont versées aux trésoreries des administrations autochtones et il n'existe aucune restriction discriminatoire en matière commerciale.

Au sujet de la troisième pétition<sup>155</sup>, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle encourage par tous les moyens possibles le développement du Territoire par l'entreprise privée, et qu'on ne recourt à la nationalisation que lorsque les capitaux privés font défaut ou lorsqu'il s'agit de programmes spéciaux ou de grande envergure qui ne conviennent pas à des entreprises privées ou dépassent leurs possibilités.

Plusieurs pétitions<sup>156</sup> ont demandé l'abolition des restrictions commerciales qui entravent les échanges entre le Tanganyika et le Ruanda-Urundi ainsi que d'autres territoires limitrophes et la possibilité pour le Tanganyika de commercer librement avec tous les pays. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré<sup>157</sup> que le commerce avec le Ruanda-Urundi n'est pas interdit, mais que des différences de change entraînent certaines difficultés. Le commerce du bétail, auquel s'intéressent particulièrement les pétitionnaires, est soumis à des restrictions en raison de la nécessité de lutter contre la peste bovine.

La Mission de visite de 1951 a fait observer que la mise en valeur du Territoire est entreprise par des organismes assez nombreux qui comprennent l'Administration du Tanganyika, des sociétés dépendant du Gouvernement du Royaume-Uni et certaines firmes privées. En ce qui concerne les opérations entreprises par des organismes autres que l'Administration du Tanganyika, la Mission espère que l'Administration prendra les mesures appropriées pour exercer un contrôle suffisant sur ces organismes et défendre les intérêts des habitants du Territoire.

Le Secrétaire d'Etat aux colonies a fait savoir à la Mission que le Gouvernement du Royaume-Uni avait l'intention de confier à l'Administration du Tanganyika le contrôle de l'Overseas Food Corporation et qu'on avait déjà pris les mesures nécessaires pour assurer la représentation de cette Administration du Tanganyika au Conseil d'administration de la société. On n'avait pas encore arrêté les dispositions qu'il conviendrait de prendre lorsque l'exécution des programmes de la Colonial Development Corporation aurait dépassé la période d'essai. La Mission a estimé que, dans ce cas également, il faudrait appliquer le principe du transfert du contrôle de l'entreprise à un organe territorial.

D'autre part, il était indispensable que l'Administration pût surveiller l'exécution de certains projets de développement de grande envergure dus à l'initiative privée. La Mission a constaté avec satisfaction que des garanties existaient en ce qui concernait l'industrie du diamant et la concession des bois du plateau de Rondo et elle a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuerait à faire preuve de vigilance à l'égard des concessions privées.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission de visite, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle tiendrait compte des vues exprimées par la Mission au sujet des dispositions qu'il convenait de prendre à l'avenir en ce qui concernait les projets mis en route par la Colonial Development Corporation,

<sup>151</sup> T/Pet.2/103.

<sup>152</sup> T/Pet.2/108. On trouvera dans la résolution 471 (XI) la suite donnée par le Conseil à cette pétition.

<sup>153</sup> T/Pet.2/124.

<sup>154</sup> T/953/Add.4.

<sup>155</sup> T/953/Add.2.

<sup>156</sup> T/Pet.2/103, 104, 148, 150, 154, T/Pet.2/R.2. On trouvera dans les résolutions 469 (XI), 485 (XI), 486 (XI) et 488 (XI) respectivement, la suite donnée par le Conseil de tutelle aux pétitions T/Pet.2/104, 148, 150 et 154.

<sup>157</sup> T/953/Add.3 et 4.



ainsi que de la nécessité d'une vigilance continue à l'égard des concessions privées.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandation suivantes :

*Le Conseil note avec satisfaction le rythme rapide du développement économique du Territoire et les assurances de l'Autorité chargée de l'administration en ce qui concerne la nécessité, pour l'Administration, de se réserver un droit de regard suffisant sur les programmes privés de développement afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la population autochtone.*

*Le Conseil, constatant qu'il n'existe pas de programmes locaux de développement pour de nombreuses régions, exprime l'espoir que le succès des programmes de développement du Sukumaland et du Mbulu entraînera la mise en œuvre de programmes analogues dans les autres parties du Territoire.*

## Plan de développement

L'Autorité chargée de l'administration a approuvé en 1946 un plan décennal de développement et de protection sociale. La mise en œuvre du plan tel qu'il avait été conçu tout d'abord devait entraîner une dépense de 19.186.000 livres. Sur ce total, 6.775.000 livres devaient être fournies par le Fonds colonial pour le développement et la protection sociale, et le Conseil, à sa sixième session, a noté avec satisfaction l'importance de cette subvention.

Depuis la mise à exécution de ce plan en 1948, les crédits qui lui ont été consacrés ont été augmentés chaque année. Une somme de 6.614.000 livres est prévue à ce titre au budget de 1952.

La hausse des prix, les modifications apportées à l'ordre des priorités, ainsi que de nouveaux besoins ont provoqué une révision du plan en 1950 et on envisage d'y affecter 24 millions de livres au cours des années 1950 à 1956. Un plan de mise en valeur plus complet est en préparation; l'Autorité chargée de l'administration espère qu'il sera prêt en 1952.

A sa neuvième session, le Conseil avait noté avec satisfaction l'important accroissement des crédits consacrés au plan révisé et avait estimé qu'on était bien inspiré de s'attacher tout particulièrement à résoudre des problèmes fondamentaux comme ceux des communications, de l'approvisionnement en eau et des ressources naturelles. Il avait exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuerait à consacrer une attention spéciale aux projets présentant un avantage direct pour les populations autochtones. Il avait recommandé en outre à l'Autorité chargée de l'administration d'étudier la possibilité de mettre sur pied des programmes de production d'énergie hydro-électrique à bon marché.

Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a répondu en mentionnant le nouveau plan et en déclarant qu'elle resterait fidèle à sa politique tendant à sauvegarder et à favoriser les intérêts de la population autochtone dans le développement économique du Territoire.

Elle a signalé qu'au cours de l'année 1951, elle avait entrepris la mise en œuvre de plusieurs programmes limités de production d'énergie électrique et déclaré qu'elle continuerait à étudier la possibilité de mettre sur pied de nouveaux programmes. Il convient de noter,

toutefois, que les ressources hydrauliques naturelles permanentes du Territoire sont limitées et qu'il est difficile pour cette raison de créer des installations hydro-électriques importantes. Tout en reconnaissant que les possibilités d'accroissement des ressources en énergie hydro-électrique au Tanganyika sont réduites, la Mission de visite de 1951 a estimé que le Gouvernement devait poursuivre ses recherches dans ce domaine.

La Mission de visite a pris note avec satisfaction du fait qu'un plan de développement plus complet que le précédent était en préparation et a exprimé l'espoir qu'on mettrait le plus possible l'accent, dans ce nouveau plan, sur la participation africaine à la vie économique du Territoire et le développement des services sociaux destinés aux Africains.

## Communications

Dans le plan de développement révisé, l'amélioration des voies de communications du Territoire vient en deuxième lieu dans l'ordre des priorités, mais elle représente le poste du budget le plus important. On se propose de consacrer environ 5 millions de livres sterling à la construction et à l'amélioration des routes principales et 800.000 livres à l'aménagement des aérodromes. La Mission de visite de 1951 a estimé que la mise en valeur du Tanganyika exige avant tout l'amélioration de ses voies de communication.

Une pétition<sup>158</sup> a déclaré que le Territoire avait un besoin urgent de meilleures voies de communications et deux autres pétitions<sup>159</sup> ont demandé que l'on construise une ligne de chemin de fer reliant la province du Nord à celle du Lac et que l'on augmente le nombre de wagons de voyageurs par train.

Dans les observations<sup>160</sup> qu'elle a faites sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'amélioration des voies de communication était considérée comme très urgente dans les plans de développement du Territoire; elle a reconnu qu'il y avait lieu de développer le nombre de places mises à la disposition des voyageurs dans les trains et a déclaré qu'elle s'efforçait d'augmenter la quantité de matériel roulant aussi rapidement que les crédits et les disponibilités en matériel le permettaient. Toutefois, il n'avait pas été possible, pour des raisons d'ordre économique, de prévoir dans les plans de développement établis la construction d'une ligne reliant la province du Nord à celle du Lac.

À sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, notant avec satisfaction le programme de développement du réseau routier dressé par l'Autorité chargée de l'administration et les mesures prises pour la mise en œuvre de ce programme, ainsi que les plans établis pour le développement des communications ferroviaires, exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuera à mettre l'accent sur cet important aspect du développement économique.*

## Assistance technique

A sa cinquième session, l'Assemblée générale avait attiré l'attention des Autorités chargées d'administra-

<sup>158</sup> T/Pet.2/110.

<sup>159</sup> T/Pet.2/106, T/Pet.2/108. Voir dans la résolution 471 (XI) la suite donnée par le Conseil de tutelle à cette pétition.

<sup>160</sup> T/953/Add.2 et 4.

tion sur les services dont elles pouvaient faire usage pour obtenir l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, et elle leur avait recommandé d'utiliser pleinement ces possibilités d'assistance pour faciliter l'expansion économique et toutes les autres formes de développement. Elle avait demandé aux Autorités chargées d'administration de tenir le Conseil au courant des demandes d'assistance formulées et de la manière dont cette assistance aurait été intégrée dans les programmes à long terme pour le développement des Territoires sous tutelle.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir au Conseil, lors de sa onzième session, que le Gouverneur du Tanganyika se proposait de se rendre au siège des diverses institutions spécialisées des Nations Unies afin de se rendre compte par lui-même de la mesure dans laquelle il est possible de faire appel aux ressources de ces institutions pour compléter les efforts que déploient l'Administration du Tanganyika et l'Autorité chargée de l'administration. Pendant son séjour à New-York, le Gouverneur a rendu visite au Directeur de l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies et a examiné avec lui la possibilité de recevoir au Tanganyika un représentant de cette administration, qui serait chargé de déterminer avec les fonctionnaires du Territoire quelles entreprises, soit en cours, soit envisagées, pourraient être facilitées par une assistance technique accordée dans le cadre du programme des Nations Unies.

### Impôts

Les impôts directs et indirects constituent la source principale des recettes du Territoire; en 1950, ces impôts ont fourni 73,5 pour 100 de l'ensemble des recettes. Trois cinquièmes de ce pourcentage provenaient des impôts indirects, notamment des droits de douane et des contributions indirectes et deux cinquièmes provenaient des impôts directs, c'est-à-dire l'impôt sur le revenu, l'impôt personnel et l'impôt pour l'enseignement payés l'un et l'autre par les non-autochtones, l'impôt de capitation et la taxe sur l'habitation auxquels sont assujettis les autochtones.

La taxe sur l'habitation doit être payée pour toute habitation appartenant à un autochtone, alors que l'impôt de capitation frappe tous les autochtones du sexe masculin et valides qui ont dépassé l'âge de 18 ans et qui ne paient pas de taxe sur l'habitation. Le taux annuel de l'impôt de capitation et de la taxe sur l'habitation a varié, au cours de l'année 1951, de 9 à 20 shillings.

Toute personne du sexe masculin qui n'est assujettie à aucun des impôts prévus par les règlements fiscaux indigènes doit payer l'impôt personnel prévu pour les non-autochtones. Cet impôt est progressif et son taux est fixé en fonction du revenu. L'impôt pour l'enseignement payé par les non-autochtones frappe tous les non-autochtones du sexe masculin âgés de plus de 18 ans et résidant dans le Territoire.

L'impôt sur le revenu est payé en principe par tous les habitants du Territoire, mais ce sont les non-autochtones qui en paient la presque totalité. Son taux est de 1 shilling 6 pence par livre pour les 400 premières livres de revenu imposable et atteint un maximum de 5 shillings par livre. Une surtaxe est imposée sur les

revenus dépassant 2.000 livres; elle atteint un taux maximum de 9 shillings par livre sterling.

Au cours de sa troisième session, le Conseil avait suggéré que l'Autorité chargée de l'administration étudie la question de savoir si le régime fiscal appliqué aux autochtones était satisfaisant et s'il était fondé sur la capacité de paiement du contribuable. Il avait, d'autre part, suggéré que l'Autorité chargée de l'administration étudie la création de tribunaux, à l'échelon local et à l'échelon territorial, auxquels la population pourrait faire appel en matière de répartition de l'impôt.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les efforts qu'elle avait faits pour établir un système progressif pour la taxe sur l'habitation et l'impôt de capitation indigènes avaient jusqu'à présent abouti à un échec et qu'elle avait par conséquent dû maintenir en vigueur le système de l'impôt forfaitaire. Le montant de ces impôts, qui est fixé annuellement, varie d'une localité à l'autre suivant les conditions économiques locales et la capacité de paiement des contribuables. Les autorités indigènes sont toujours consultées lorsqu'il s'agit d'apporter des changements aux taux. Il existe des dispositions qui permettent d'exempter de l'impôt les autochtones indigents, mais, étant donné que l'impôt n'est pas fixé individuellement, il n'est pas possible de prévoir des appels individuels contre sa répartition. Pour que le droit d'appel qui existe déjà pour les autres formes d'imposition directe puisse être accordé dans ce domaine, il faudra qu'ait été mis en vigueur un système d'impôt progressif et de répartition individuelle.

Les signataires d'une pétition<sup>161</sup> se sont plaints qu'une augmentation d'impôts soit intervenue sans qu'ils en aient été préalablement avertis. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré, dans ses observations relatives à cette pétition, que les taux de l'impôt ne sont pas modifiés sans que les contribuables intéressés en soient avertis<sup>162</sup>.

La Mission de visite de 1951 avait estimé que la culture du sisal, qui a fourni en 1949 plus de la moitié de la valeur des exportations du Territoire, pourrait représenter une source de recettes beaucoup plus importante que le modeste droit à l'exportation actuel de 5 pour 100 *ad valorem*.

L'Autorité chargée de l'administration a répondu qu'après avoir examiné la question avec soin, elle avait décidé que, pour le moment du moins, le taux de ce droit ne serait pas relevé. Elle a fait observer que l'industrie du sisal avait traversé une période difficile caractérisée par des prix peu élevés et que les prix élevés atteints au cours des dernières années lui avaient permis de renouveler les machines, les installations et l'équipement dont elle avait un besoin urgent et d'affecter, en outre, des capitaux aux nouvelles installations nécessaires. D'autre part, il n'est pas certain que les prix élevés qu'atteint actuellement le sisal se maintiendront.

### Programme de culture des arachides

Dans le cadre du programme de culture des arachides, l'Overseas Food Corporation s'était tout d'abord proposé de mettre en culture environ 960.000 hectares

<sup>161</sup> T/Pet.2/121. Voir dans la résolution 475 (XI) la suite donnée par le Conseil de tutelle à cette pétition.

<sup>162</sup> T/953/Add.2.



de terres dans des parties improductives et presque inhabitées du Territoire. Les grands espoirs que l'on avait placés dans ce programme ne se sont pas réalisés. Il a été décidé, en 1949, de reviser les plans et de ramener les superficies à cultiver à 240.000 hectares. Le défrichement et les récoltes ayant donné des résultats décevants en 1950, il a fallu procéder à une nouvelle révision et à une nouvelle modification du plan. Le plan révisé porte sur une période de sept ans. Il prévoit qu'au lieu de créer des fermes de 12.000 hectares, comme l'envisageait le plan initial, on créera des fermes de 600 à 2.400 hectares.

L'Autorité chargée de l'administration estime que l'exécution de ce programme modifié permettra l'élaboration de méthodes de développement agricole dont on pourra s'inspirer à l'avenir pour réaliser la mise en valeur des régions jusqu'ici inhabitées et improductives et pour y produire notamment des denrées alimentaires. L'objectif final, qui est d'intégrer les régions nouvellement développées dans l'économie du Territoire et de remettre en fin de compte les nouvelles terres à la population autochtone reste inchangé.

La Mission de visite de 1951 a fait observer que, bien que l'on ait dû inscrire au bilan la perte de 32 millions de livres avancées à l'Overseas Food Corporation, le fait qu'une grande partie de cette somme avait été dépensée au Tanganyika avait eu pour effet de stimuler le développement économique général du Territoire. Les efforts faits par la société pour former de la main-d'œuvre africaine qualifiée se soldent par des résultats assez satisfaisants. En outre, on a mis au point des méthodes de défrichage et de mise en culture des terres nouvelles par des procédés mécaniques. Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré de son côté que les efforts déployés dans l'exécution du programme de culture des arachides s'étaient traduits par des réalisations immédiates importantes, comme par exemple les nouvelles installations portuaires de Mtwara, les voies ferrées reliant la côte et les régions nouvellement mises en valeur, ainsi que les services auxiliaires dont ont été pourvues de nombreuses régions de culture des arachides, parmi lesquels on compte des aérodromes, des routes, des installations d'approvisionnement en eau, des installations d'énergie électrique, des ateliers, des hôpitaux, des écoles et de nouvelles agglomérations. Néanmoins, les modifications fondamentales qu'il a fallu apporter au plan d'ensemble et le fait qu'il a fallu réduire l'ampleur du programme ont malheureusement empêché la réalisation de certains aspects sociaux du programme, notamment l'organisation des activités sociales communautaires. La Mission de visite de 1951 a également exprimé sa déception de constater que peu de progrès avaient été réalisés dans l'élaboration du barème de salaires type et dans la construction des villages modèles, envisagés dans le programme antérieur. Cependant, comme première réalisation, un hôpital moderne bien équipé avait pu être aménagé.

## Agriculture et élevage

Sur une superficie totale qui est approximativement de 80 millions d'hectares, environ 50 millions d'hectares sont actuellement ou peuvent être mis en valeur. Il faudra cependant amender une grande partie des terres qui peuvent être cultivées avant de les exploiter. On

estime que la superficie des terres utilisées chaque année par les autochtones pour l'élevage est de 16 millions d'hectares et que la superficie des terres réservées aux cultures est de 1.700.000 hectares. La superficie mise en culture chaque année par les non-autochtones est d'environ 700.000 hectares.

La majorité des paysans africains pratiquent soit l'agriculture, soit l'élevage. La divagation des cultures caractérise encore l'agriculture autochtone dans une grande partie du Territoire et la houe demeure le principal outil agricole.

L'insuffisance des ressources en eau et les ravages de la mouche tsé-tsé dans une grande partie du Territoire ont provoqué le surpeuplement et une multiplication excessive des troupeaux dans d'autres régions, notamment dans les districts de Mbulu et du Sukumaland. La situation est également sérieuse à cet égard dans les régions du Kilimandjaro et du Mèrou et les montagnes de l'Usumbura occidentale, où elle a été aggravée par les aliénations de terres excessives pratiquées autrefois.

Comme elle l'a déclaré, l'Autorité chargée de l'administration s'efforce de résoudre ces problèmes, d'améliorer et de moderniser l'agriculture et l'élevage et d'accroître la production des denrées alimentaires.

En 1951, le Service de la conservation du sol a atteint son plein développement. Indépendamment de l'activité déployée par ce service, de nombreuses administrations autochtones de diverses régions ont adopté une réglementation relative à l'utilisation des terres.

Quatre des pétitions<sup>163</sup> dont le Conseil a été saisi à sa onzième session ont soulevé la question de l'érosion du sol. Deux des pétitionnaires ont affirmé que l'Administration ne luttait pas contre l'érosion avec assez d'énergie. Les deux autres pétitions montraient que les autochtones avaient accueilli avec un certain manque de compréhension et un mécontentement évident les règlements qui les obligent à appliquer la méthode des rigoles de niveau et la culture en terrasses sur les terrains situés à flanc de coteaux.

Dans ses observations concernant ces pétitions<sup>164</sup>, l'Autorité chargée de l'administration a affirmé qu'elle avait pris ces dernières années de nombreuses mesures pour lutter contre l'érosion du sol, mais que dans certaines régions, ces mesures avaient rencontré l'opposition active de la population autochtone.

Le Conseil a adopté une résolution<sup>165</sup> relative à la pétition de l'Union des citoyens d'Arusha<sup>166</sup> dans laquelle il recommande à l'Autorité chargée de l'administration de poursuivre sa campagne de propagande exposant les dangers que présente l'érosion du sol et les moyens employés pour y remédier.

Deux autres pétitions<sup>167</sup> contenaient des plaintes contre les mesures qui obligent les agriculteurs autochtones à sauvegarder la fertilité de leurs terres, à introduire certaines cultures vivrières pour se prémunir contre une mauvaise récolte dans d'autres cultures, à

<sup>163</sup> T/Pet.2/124, 146, 156, T/Pet.2/R.4. Voir dans la résolution 490 (XI) la suite donnée par le Conseil de tutelle à la pétition T/Pet.2/156.

<sup>164</sup> T/953/Add.2.

<sup>165</sup> Résolution 484 (XI).

<sup>166</sup> T/Pet.2/146.

<sup>167</sup> T/Pet.2/146, T/Pet.2/156. Voir dans la résolution 490 (XI) la suite donnée par le Conseil de tutelle T/Pet.2/156.

faire vacciner leur bétail ou à le traiter dans un bain parasiticide et à restreindre l'abattage des arbres dans certaines régions.

L'Autorité chargée de l'administration a fait observer<sup>168</sup> que ces mesures étaient prises dans l'intérêt de la population elle-même. Certaines d'entre elles marquent une rupture avec les méthodes de culture traditionnelles; de nombreux autochtones en reconnaissent la valeur et les appliquent de plein gré, pour d'autres ce ne sont que des innovations impopulaires. Par des méthodes de vulgarisation, d'éducation et de démonstration, l'Administration s'efforce sans relâche de convaincre les agriculteurs de la nécessité d'améliorer les pratiques culturelles et de conserver au sol sa fertilité.

Le Conseil a adopté une résolution<sup>169</sup> relative à la pétition de l'Union des citoyens d'Arusha, dans laquelle il a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'entreprendre, en se fondant sur l'expérience acquise dans le district de Mbulu, une campagne de propagande en faveur de la réduction par sélection du nombre de têtes de bétail dans le district d'Arusha, et dans laquelle il a invité instamment les pétitionnaires, en ce qui concerne la question des ressources forestières, à collaborer avec l'Autorité chargée de l'administration pour la mise en œuvre de son programme de reboisement.

En 1949, on a créé une Commission des ressources naturelles chargée notamment d'assurer d'une manière générale la conservation des ressources naturelles, d'étudier les projets de conservation et d'amélioration des ressources hydrauliques et du sol, de formuler des recommandations concernant les réserves forestières, ainsi que la réduction et la limitation du cheptel. Le Conseil a pris avec satisfaction de la promulgation d'une ordonnance sur les ressources naturelles et de la création du Service de la conservation du sol.

Deux des projets de mise en valeur les plus importants sont les projets de développement du Sukumaland et du Mbulu. Dans ces deux régions, un surpeuplement grave a été provoqué par l'augmentation de la population et du cheptel, la mauvaise utilisation des terres, l'appauvrissement du sol par de mauvaises méthodes d'agriculture et d'élevage et les ravages de la mouche tsé-tsé. Le projet du Sukumaland, qui porte sur une superficie d'environ 20.000 milles carrés, intéresse près d'un million d'habitants. Son objet est de redistribuer de façon méthodique la population et les troupeaux et d'améliorer les méthodes d'agriculture et d'élevage dans des régions ouvertes récemment à la culture, débarrassées de la mouche tsé-tsé et irriguées. La Mission de visite de 1951 a signalé que, sur les 9.000 milles carrés (23.400 kilomètres carrés) du Sukumaland, qui étaient jusqu'ici inhabités, 2.500 milles (6.475 kilomètres carrés) sont maintenant approvisionnés en eau. Suivant les renseignements recueillis par la Mission, l'un des sujets d'inquiétude est que l'on ne connaît pas l'attitude adoptée à l'égard du projet par la population du Sukumaland; la Mission a noté avec intérêt qu'un fonctionnaire chargé du développement social devait étudier ce problème.

La Mission de visite a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuerait à appliquer énergiquement le plan de développement du Sukumaland et qu'elle trouverait les ressources nécessaires à cet effet.

Le projet du Mbulu a permis d'ouvrir à la culture en 1950 environ 1.500.000 kilomètres carrés de terres nouvelles, grâce au défrichement et à l'irrigation. En 1951, la Mission de visite a souligné que le succès dont ce plan avait été couronné jusqu'ici montrait qu'il était souhaitable de s'assurer la collaboration active de la population et de considérer les subventions comme un moyen de compléter son effort plutôt que comme le moyen principal de mise en œuvre. La Mission a exprimé l'espoir que l'Administration étudierait avec soin les méthodes qui ont été employées dans ce district afin de déterminer s'il est possible de les appliquer avec succès dans d'autres districts.

Parmi les autres projets qui en sont encore à un stade préliminaire, on peut citer le programme d'utilisation des terres dans la région de l'Uluguru, où près de 800 hectares de terres aliénées ont été rendus aux Africains; le programme de développement foncier en faveur des populations chaggas, qui mettra à disposition de ces dernières près de 9.200 hectares de terres antérieurement aliénées, tout en ouvrant de nouvelles terres à la culture; le projet d'irrigation et de défrichement d'une région du Masailand, qui est infestée par la mouche tsé-tsé; la lutte contre l'érosion dans les montagnes d'Usumbura et l'augmentation de la production agricole dans la province du Sud par l'introduction de méthodes plus modernes et la création de nouvelles voies de communications. A sa neuvième session, le Conseil a félicité l'Autorité chargée de l'administration des efforts accomplis pour alléger la pression démographique en ouvrant à la culture des régions restées en friche jusqu'ici. En ce qui concerne le projet de la région d'Uluguru, la Mission de visite de 1951 a estimé qu'il ne serait peut-être pas possible de maintenir la majorité de la tribu Luguru dans les montagnes et qu'il faudra, par conséquent, faire preuve d'une extrême prudence si l'on procède à de nouvelles aliénations de terres dans les vallées du district de Morogoro.

La Mission a estimé que, dans le district de Chagga, l'on aurait dû prélever depuis longtemps la taxe actuellement en vigueur de 10 cents par livre de café qui doit contribuer au financement du plan de cinq ans.

Dans le district de Bukoba, plus d'un demi-million de livres prélevées sur les réserves de l'Office indigène du café ont été affectées à la mise en valeur de la région. Etant donné que la plupart des terres de ce district sont peu fertiles, que les plantations de bananiers sont atteintes de diverses maladies et qu'un malaise social règne parmi les populations Hayas, la Mission a estimé qu'il conviendrait d'adopter sans délai un plan général de mise en valeur de cette région.

Le Gouverneur du Tanganyika a fait savoir au Conseil, lors de sa onzième session, que l'on avait commencé à mettre à exécution un plan de mise en valeur de la région.

On procède dans plusieurs régions à des expériences de culture mécanisée. La Mission de visite a fait

<sup>168</sup> T/953/Add.2.

<sup>169</sup> Résolution 484 (XI).

remarquer qu'il ne s'agissait là que d'entreprises pilotes et que l'Administration devait faire le nécessaire pour encourager par tous les moyens l'extension de la mécanisation agricole dès que des méthodes de travail satisfaisantes auraient été élaborées.

Un autre projet qui doit contribuer à améliorer l'agriculture indigène vise à accroître le nombre des moniteurs agricoles qui seront formés à l'école d'agriculture d'Ukiriguru et dans la nouvelle école d'agriculture et des ressources naturelles actuellement en construction à Tengéru.

En dehors des projets d'amendement des terres qui doivent permettre de remédier au surpeuplement animal et à l'appauvrissement des pacages dans certaines régions, les principaux efforts du Service vétérinaire et de l'élevage tendent à mettre sur pied des programmes judicieux d'écoulement des produits de l'élevage et à améliorer les races de bétail et leur alimentation. On a créé des fermes expérimentales pour démontrer la valeur des méthodes modernes d'élevage et de gestion des fermes et pour améliorer le bétail de la région par des croisements et par la vente d'éléments reproducteurs. L'école vétérinaire de Mpwapwa forme des moniteurs et l'école d'agriculture et des ressources naturelles, qui est en construction à Tengéru, fournira d'autres moyens de formation. Divers projets de recherche et programmes expérimentaux sont en cours.

La Mission a estimé que le nombre des plans de développement était une excellente indication, mais a fait remarquer que, pour de nombreuses régions, aucun plan n'avait encore été mis sur pied. Dans la plupart des secteurs où des plans sont appliqués, les Africains n'apportent pas un concours très actif et les fonctionnaires européens sont obligés de surveiller les opérations de très près. L'ampleur du problème est très grande et il est évident qu'il sera nécessaire d'effectuer des investissements beaucoup plus importants pour mettre en culture les vastes régions qui sont actuellement infestées de mouches tsé-tsé et insuffisamment irriguées et utiliser pleinement les possibilités offertes par la mécanisation. La Mission de visite avait fait une observation analogue en 1948 en soulignant que l'Administration devrait mettre à la disposition du Territoire des techniciens et des services plus nombreux pour amplifier et intensifier son développement agricole.

A sa neuvième session, le Conseil avait exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration renforcerait encore ses services agricoles, en particulier ceux grâce auxquels le cultivateur bénéficie directement des avantages découlant de l'expérimentation scientifique et de l'application de méthodes agricoles perfectionnées.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré dans son rapport pour 1951 qu'elle reconnaissait pleinement la nécessité d'améliorer les méthodes agricoles des autochtones, comme le montraient les renseignements relatifs au perfectionnement des méthodes de culture qui figuraient dans le rapport annuel. Elle s'attachait sans relâche à développer les services agricoles du Territoire, ainsi que l'expérimentation et la recherche scientifique.

La Mission de visite de 1951 a estimé que l'Autorité chargée de l'administration avait fait des efforts dignes d'éloges pour améliorer l'agriculture et l'élevage africains. Elle s'est déclarée convaincue que le meilleur moyen de résoudre le problème consistait à appliquer des plans de développement général dans chacune des régions. Sauf dans les régions où les mauvaises méthodes d'utilisation des terres et l'érosion avaient eu des effets très graves, la mise en œuvre de ces plans ne semblait pas exiger des crédits de développement très importants. La meilleure façon de s'assurer le concours de la population africaine consistait, semblait-il, à ouvrir des crédits aux autorités des districts pour appuyer leur propre action. Le district où la Mission avait constaté le plus de progrès était, à bien des égards, celui de Paré; or il n'existait pour ce district aucun véritable plan de mise en valeur et les subventions accordées étaient très faibles. La présence de quelques fonctionnaires vivement préoccupés de l'évolution sociale de la tribu et la campagne menée pour apprendre à la masse de la population à lire et à écrire avaient eu pour effet d'intéresser la population locale aux méthodes modernes d'utilisation des terres. La Mission a exprimé l'avis que l'affectation à cette région de personnel et de crédits supplémentaires donnerait d'excellents résultats.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité chargée de l'administration s'est associée pleinement aux vues exprimées par la Mission; elle a reconnu qu'il importait de s'assurer le concours actif de la population et que les subventions du gouvernement ne devaient pas être le principal moyen d'action, mais plutôt servir à soutenir les efforts de la population. Comme la Mission, elle pense que le meilleur moyen d'améliorer les méthodes d'agriculture et d'élevage des Africains est d'appliquer des plans de développement général dans les régions considérées. L'Autorité chargée de l'administration examinera la suggestion de la Mission relative à l'octroi de crédits plus importants pour les projets intéressant le district de Paré.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil estime que c'est à juste titre que l'Autorité chargée de l'administration insiste sur la nécessité pour le Territoire de se suffire à lui-même en matière alimentaire; suit avec intérêt les expériences de culture mécanisée qui sont effectuées dans diverses régions et les progrès réalisés dans la culture mécanisée du riz; recommande à l'Administration d'encourager par tous les moyens l'extension de la mécanisation agricole dès qu'auront été élaborées des méthodes de travail satisfaisantes, et de continuer à intensifier ses efforts pour améliorer les méthodes d'agriculture et d'élevage des Africains.*

### **Crédit agricole**

Il existe deux sources de crédit agricole. Au cours de sa sixième session, le Conseil de tutelle a pris acte avec satisfaction de la création de la Land Bank en 1949. Quant au Local Development Loan Fund (Fonds de financement du développement local), il a

été établi avec un capital initial de 50.000 livres; il est destiné à financer le développement de la production agricole paysanne des Africains et des Arabes. Normalement, les emprunts sont consentis aux autorités indigènes, mais ils peuvent être accordés, dans certains cas, aux cultivateurs africains eux-mêmes. La Mission de visite de 1951 a cependant constaté que les Africains éprouvaient des difficultés à obtenir des crédits. Rares sont ceux d'entre eux — à supposer même qu'il s'en trouve — qui sont assez assurés de rester sur les terres qu'ils occupent pour pouvoir demander des crédits à la Land Bank; d'autre part, les Africains ne peuvent obtenir des crédits du Fonds de financement sans une garantie des autorités indigènes locales, laquelle est rarement donnée. La Mission estime qu'il est urgent de remédier à cette situation. Le meilleur moyen d'y parvenir serait, semble-t-il, une réforme du régime foncier des Africains; c'est là l'une des tâches confiées au Comité pour l'utilisation des terres (Land Utilization Board). La Mission estime, néanmoins, que l'Administration devrait rechercher d'autres moyens d'améliorer les facilités de crédit mis à la disposition des cultivateurs africains. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle examinerait soigneusement cette suggestion.

Deux pétitions dont le Conseil était saisi à sa onzième session<sup>170</sup> faisaient également état des difficultés que les paysans africains éprouvaient à obtenir des prêts en capital pour augmenter leur production, du fait qu'ils ne pouvaient pas donner de garantie. Un pétitionnaire a proposé d'utiliser les réserves de la Trésorerie indigène pour l'achat de machines agricoles que les Africains pourraient louer pour améliorer le rendement de leurs cultures. Il a suggéré, si l'on ne pouvait avoir recours à ce système, d'utiliser provisoirement pour ces achats une partie du produit de l'impôt de capitation.

Dans ses observations concernant ces pétitions<sup>171</sup> l'Autorité chargée de l'administration a indiqué comment les Africains pouvaient obtenir des crédits. Elle s'est déclarée certaine que de nombreux Africains accueilleraient avec faveur une extension considérable du système des prêts, mais les fonds disponibles sont limités et, pour prêter des fonds publics aux fins susmentionnées, il est indispensable de s'entourer de précautions et de garanties adéquates. Tout système de crédit bien conçu comporte nécessairement une garantie sous une forme ou une autre; cette garantie pourrait être fournie, soit par les agriculteurs eux-mêmes, soit par les autorités indigènes de leur district.

### **Écoulement des produits agricoles; coopératives**

En 1951, sur 138 sociétés coopératives déclarées, ayant au total 105.762 membres, 126 se consacraient surtout à l'écoulement de la production agricole, à l'approvisionnement des agriculteurs, à l'entreposage des produits et, dans une moindre mesure, à leur transformation.

<sup>170</sup> T/Pet.2/120, T/Pet.2/150. Voir dans la résolution 486 (XI) la suite donnée par le Conseil de tutelle à la pétition T/Pet.2/50.

<sup>171</sup> T/953/Add.4.

Tout le café produit dans le district de Moshi est vendu au Ministère du ravitaillement, à un prix moyen de 297 livres sterling par tonne; la Mission de visite de 1951 a fait observer que ce prix était très inférieur au prix mondial (environ 450 livres par tonne). Sur la récolte de café du district de Bukoba, 4.700 tonnes avaient été vendues au Ministère du ravitaillement et le reste vendu aux enchères sur le marché de Mombasa. En 1950, la récolte du district de Bukoba s'est élevée à 8.045 tonnes et sa valeur a été estimée à 1.580.000 livres. La Mission fait remarquer que les producteurs du district de Bukoba avaient ainsi profité davantage de la hausse subite du prix du café. Néanmoins, le prix payé a été inférieur à celui qui a été pratiqué dans le Ruanda-Urundi, par exemple, et les Hayas ont éprouvé un vif mécontentement à ce sujet. La Mission a déclaré que ce mécontentement a été d'autant plus marqué que les premiers versements effectués aux producteurs avaient été inférieurs à ceux qu'aurait justifiés le prix de vente final et qu'il n'existait, avant la création de l'Union coopérative, aucune disposition prévoyant un deuxième versement. Des soldes excédentaires étaient apparus; jusqu'à la campagne 1947-1948, ils avaient été versés au Fonds général de développement agricole du Territoire. Depuis lors, ces soldes s'étaient accrus à un rythme accéléré; au moment de la visite de la Mission, leur montant était évalué à un million de livres. Il avait été récemment décidé d'en verser la moitié à un fonds de stabilisation et de consacrer l'autre moitié aux entreprises de mise en valeur. La Mission a été avisée que ces fonds n'étaient pas assez importants pour constituer un véritable fonds de stabilisation, et qu'aucune mesure d'ordre permanent n'avait encore été prise pour les constituer. À l'avenir, les versements faits aux planteurs seraient plus élevés, mais on prélèverait, au profit de la Trésorerie indigène, une taxe sur le café allant de 7,5 pour 100, pour le prix actuel, à zéro, si le prix vient à tomber audessous d'un certain niveau.

La Mission a approuvé en principe la méthode qui consistait à mettre en réserve une partie raisonnable du produit de la vente des récoltes marchandes afin de constituer un fonds de stabilisation et de favoriser la mise en valeur. Elle a estimé cependant que les producteurs de café du district de Bukoba avaient lieu de se plaindre du retard avec lequel avait été prise la décision relative à l'utilisation des soldes excédentaires du Comptoir. En ce qui concernait les contrats passés entre les différents organismes de vente des produits d'exportation africains et le Ministère du ravitaillement, la Mission a constaté que ces organismes étaient indépendants, mais que, dans certains cas, leur décision d'accepter la sécurité que leur garantissaient les contrats de longue durée offerts par le Ministère du ravitaillement les avait empêchés de profiter pleinement de la hausse des prix mondiaux, bien que le Ministère ait consenti dans plusieurs cas à relever les prix fixés par les contrats.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'on avait étudié de nouveau la question de l'emploi des soldes excédentaires du Bukoba Native Coffee Board et qu'il avait été provisoirement décidé qu'ils seraient

affectés en fractions approximativement égales, aux sociétés coopératives, à l'Administration indigène pour le plan de mise en valeur du district, et à un fonds de soutien des prix. Les détails de cette répartition faisaient l'objet d'une discussion avec les intéressés. L'Autorité chargée de l'administration a reconnu que les producteurs avaient eu quelque raison de se plaindre du retard qu'avait subi la répartition définitive des soldes excédentaires, mais étant donné les dispositions que l'on venait de prendre, aucune autre difficulté de cet ordre ne devrait plus surgir.

En ce qui concernait la question générale de la fixation des prix dans les contrats à long terme, le Ministère du ravitaillement avait non seulement consenti à relever les prix fixés par contrat pour les ventes futures, mais avait versé une prime rétroactive sur les ventes effectuées.

Trois pétitions<sup>172</sup> émanant de la région de Bukoba et dont le Conseil était saisi à sa onzième session protestaient contre l'insuffisance des prix payés pour le café aux agriculteurs africains, la monopolisation du commerce de ce produit par des non-Africains, notamment des Indiens, qui recevaient une commission plus élevée que les négociants africains, et le fait que les producteurs africains n'étaient pas autorisés à vendre leurs produits librement, au plus offrant, par l'intermédiaire de leurs propres sociétés coopératives. Les pétitionnaires déclaraient, en particulier, que les sociétés coopératives africaines n'étaient pas autorisées à vendre leur café dans le Ruanda-Urundi et l'Ouganda, où les prix étaient relativement élevés, et que, par suite, l'introduction, en contrebande, de café du Tanganyika dans ces Territoires était une opération fructueuse.

Dans ses observations sur ces pétitions<sup>173</sup>, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le Bukoba Native Coffee Board revend le café par l'intermédiaire des sociétés coopératives et des agences autorisées. Il était exact que la contrebande et le "marché noir" sévissaient dans le district, mais on espérait que l'augmentation des prix officiels actuellement pratiqués réduirait la tentation de vendre du café à des sociétés coopératives et des organismes autorisés plutôt qu'à d'autres intermédiaires. Comme les sociétés coopératives écoulait une partie de plus en plus importante de la récolte, on pouvait prévoir que le nombre élevé des négociants patentés tendrait à diminuer. En tout cas, le fait que sur un total de 600 négociants patentés, il y avait 400 Africains, montrait qu'il était faux de prétendre que les autochtones étaient tenus à l'écart du commerce des produits de leur pays.

A sa neuvième session, le Conseil de tulle avait noté avec satisfaction que le nombre des sociétés coopératives s'était accru et que des crédits étaient prévus pour le projet relatif au Centre interterritorial de formation du personnel des coopératives, et avait exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration poursuivrait son action en ce sens, notamment en développant les moyens permettant aux Africains de s'initier aux principes et au fonctionnement des coopératives.

<sup>172</sup> T/Pet.2/148, T/Pet.2/154, T/Pet.2/R.2. Voir dans les résolutions 485 (XI) et 488 (XI) la suite donnée par le Conseil de tutelle aux pétitions T/Pet.2/148 et 154.

<sup>173</sup> T/953/Add.4.

L'Autorité chargée de l'administration a fait savoir que le mouvement coopératif continuait à s'étendre et à se développer et qu'elle considérait comme important d'encourager ce mouvement et d'initier les Africains au fonctionnement des coopératives. Le Centre de formation du personnel des coopératives commencerait à fonctionner au début de 1952.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil, constatant le succès des coopératives et notamment celui de la Kilimanjaro Native Co-operative Union Ltd., et considérant que les coopératives constituent le meilleur moyen dont les Africains disposent actuellement pour exercer une activité commerciale, exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuera à encourager le mouvement coopératif et à étendre le rôle des coopératives dans l'économie générale du Territoire.*

*Le Conseil, notant que, de l'avis de la Mission de visite, les producteurs autochtones de produits d'exportation devraient profiter pleinement de la hausse des prix sur le marché mondial, recommande de soumettre à un examen constant les contrats de longue durée entre les coopératives de vente et le Ministère du ravitaillement.*

### Régime foncier et aliénation des terres

Etant donné la divagation des cultures, il n'est pas possible d'évaluer avec précision la superficie totale des terres utilisées par les autochtones. En 1951, la superficie totale des terres aliénées au profit de non-Africains s'élevait à 3.569 milles carrés. Sur cette superficie totale, 1.486 milles carrés étaient occupés en toute propriété et 2.083 milles carrés loués à bail; le droit d'occupation était, dans la plupart des cas, de quatre-vingt-dix-neuf ans. Ce total représentait environ 1 pour 100 de la superficie totale du Territoire. L'Autorité chargée de l'administration a informé la Mission de visite de 1951 qu'il était extrêmement douteux que ce pourcentage atteigne jamais 10 pour 100. On a estimé qu'au cours des prochaines années, on ne pourrait fournir de terres qu'à environ 500 nouveaux agriculteurs non africains. La Mission de visite de 1948 avait fait observer que l'importance relative des aliénations de terre au profit de non-autochtones était accrue par le fait que les terres improductives occupaient une superficie très étendue. En 1951, la superficie totale du Territoire se répartissait approximativement comme suit :

	Milles carrés
Terres arables cultivées .....	9.800
Forêts, savanes, palétuviers, etc. ....	150.000
Pâturages (superficie des pâturages utilisés) .....	67.000
Exploitations minières .....	3.276
Superficies désertes et non mises en valeur en raison de la présence de la mouche tsé-tsé ou du manque d'eau, superficies occupées par les villes, agglomérations secondaires, villages, etc. ....	113.736

L'Autorité chargée de l'administration avait fait remarquer que les 99 pour 100 des terres qui n'avaient pas été aliénées au profit de non-autochtones pourraient fournir l'espace nécessaire à la population africaine actuelle, à une densité moyenne ne dépassant pas 36 habitants au mille carré, même si l'on tenait compte des zones montagneuses, des réserves fores-

tières et des autres terres qui ne peuvent pas être peuplées. Sa conclusion était que l'aliénation des terres n'atteignait nullement des proportions telles qu'elle pouvait porter préjudice à l'ensemble de la population autochtone.

En examinant la politique de l'Autorité chargée de l'administration en matière d'aliénation des terres en faveur de non-autochtones, la Mission de visite de 1948 a exprimé l'opinion que l'on devrait restreindre la colonisation et exercer le contrôle le plus strict pour la maintenir au niveau minimum compatible avec la mise en valeur du Territoire et les besoins et intérêts immédiats et lointains des habitants africains. L'Autorité chargée de l'administration a répondu que les intérêts présents et futurs des Africains seraient entièrement préservés et protégés, mais que de vastes régions du Territoire ne pouvaient être mises en valeur dans un avenir relativement proche que par des non-autochtones. L'agriculture non autochtone avait contribué jusque-là dans une très large mesure à la richesse et à la capacité de production du Territoire et devait continuer à jouer un rôle important pendant encore un grand nombre d'années.

La Mission de visite de 1951 a constaté que, si l'Autorité chargée de l'administration poursuivait sa politique d'aliénation des terres, elle en avait cependant sensiblement modifié la portée et l'orientation depuis la visite de la Mission de 1948. Les fonctionnaires de l'Administration ont informé la Mission qu'à l'heure actuelle, ce n'était plus à la colonisation que s'intéressait principalement l'Administration, mais à l'utilisation des terres, en cherchant à en tirer le meilleur parti possible et à accroître la production des denrées alimentaires. L'Administration jouait un rôle beaucoup plus actif que par le passé en ce qui concernait l'étude des ressources agricoles du Territoire et la détermination des terres qu'il convenait de considérer comme non nécessaires aux tribus africaines. Les terres qui pouvaient servir à l'agriculture ou à l'élevage n'étaient plus vendues aux enchères; on les cédait maintenant à des particuliers ou à des sociétés, après un choix judicieux. Ces terres étaient concédées par une période maximum de quatre-vingt-dix-neuf ans et le concessionnaire était tenu de les mettre en valeur en respectant certaines conditions.

Le Land Utilization Board avait remplacé l'ancien Land Settlement Board et l'on avait créé des comités locaux pour l'utilisation des terres, diversement constitués, et chargés de conseiller cet office.

La Mission a jugé que les plaintes qui lui avaient été soumises selon lesquelles les Africains n'étaient pas représentés en nombre suffisant à l'Office et dans les comités provinciaux, n'étaient pas sans fondement. Dans ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'on envisageait la possibilité d'augmenter le nombre des Africains siégeant dans ces organes.

L'Office est habilité notamment à formuler des recommandations permettant d'améliorer les conditions de tenure des terres par les Africains et de leur donner un caractère stable. Il semble que, jusqu'ici, le rôle principal de l'Office ait été de déterminer les régions du Territoire à réserver pour la concession de droits d'occupation et de choisir les postulants désireux de

mettre ces terres en valeur. Ces postulants ne doivent pas obligatoirement être des non-Africains, mais la Mission a appris que, jusqu'ici, on n'avait octroyé de droits d'occupation qu'à un ou deux Africains, dans le district d'Iringa.

La Mission a remarqué que presque tous les anciens domaines ennemis qui devaient faire l'objet d'une nouvelle aliénation avaient été répartis. La superficie des nouvelles terres pour lesquelles on avait concédé des droits d'occupation s'était élevée en 1948 à 42.975 acres (17.391 hectares), en 1949 à 71.959 acres (29.121 hectares) et en 1950 à 124.368 acres (50.330 hectares). Ce dernier chiffre comprenait une superficie de 44.000 acres (17.806 hectares) concédée en vertu du plan de plantation d'acacias de la Colonial Development Corporation; toutefois, aucun de ces chiffres ne tenait compte des terres attribuées à l'Overseas Food Corporation.

Les exemples les plus frappants d'insuffisance de terres cultivables étaient fournis par les régions voisines du mont Kilimandjaro et du mont Mérou. C'est là que le problème avait commencé à se poser surtout à la suite des aliénations excessives effectuées sous le régime allemand, puis des nouvelles aliénations auxquelles on avait procédé sous le régime du Mandat.

Une commission, désignée en 1946 pour étudier le problème foncier dans ces régions, avait estimé qu'il n'était pas possible d'effectuer une redistribution générale des terres tribales et des terres aliénées, mais elle avait recommandé, à titre de solution immédiate, que certaines terres ayant appartenu à l'ennemi ou appartenant aux missions, ainsi que certaines autres terres aliénées, soient rétrocédées aux habitants autochtones des régions surpeuplées. La solution à longue échéance proposée consistait à mettre en valeur les terres basses des régions limitrophes.

Les Chaggas, qui avaient antérieurement adressé une pétition au Conseil de tutelle, se sont montrés assez satisfaits de ce dernier règlement, sous sa forme définitive; toutefois, dans une autre pétition<sup>174</sup>, le Conseil des Chaggas a déclaré qu'il fallait donner la priorité aux besoins des Africains; à la suite de leur pétition antérieure, certaines des terres aliénées avaient été rendues aux Chaggas, mais on n'avait pour ainsi dire rien fait pour mettre en valeur les terres basses, et la tribu avait demandé que l'Administration intensifie ses efforts pour fournir aux habitants des moyens d'approvisionnement en eau, des routes, des dispensaires, des écoles et d'autres services indispensables, et pour éliminer la mouche tsé-tsé.

Dans ses observations sur la pétition des Chaggas<sup>175</sup>, l'Autorité chargée de l'administration a fait remarquer que la mise en valeur avait été retardée par les difficultés d'approvisionnement en eau. L'Administration est désireuse, elle aussi, d'assurer aussitôt que possible la mise en valeur des basses terres.

L'une des recommandations de la Commission envisageait l'aliénation d'une région occupée par des Africains au nord du mont Mérou et son incorporation dans une zone homogène de terres concédées à des non-Africains. La Commission avait proposé que les mem-

<sup>174</sup> T/Pet.2/137. Voir dans la résolution 482 (XI) la suite donnée par le Conseil de tutelle à la pétition T/Pet.2/137.

<sup>175</sup> T/953/Add.2.



bres de la tribu Meru qui étaient établis dans cette région soient dédommagés de la perte de leurs terres par le paiement d'une somme d'argent, par la restitution de certains domaines aliénés ou leur installation dans d'autres régions qui seraient mises en valeur. Certains anciens domaines ennemis, autres que ceux qui seraient cédés à la population autochtone, devaient faire l'objet d'une nouvelle aliénation.

La Mission a estimé que les tribus du district d'Arusha semblaient moins satisfaites que les Chaggas des dispositions prises dans leur district. La tribu Meru devait recevoir une superficie d'environ 10.900 acres (4.411 hectares). On se proposait également d'évacuer quelque 360 familles de deux régions qui devaient faire partie d'une zone homogène non autochtone, en vue de constituer un territoire consacré à l'élevage et où le bétail serait protégé de toute infection par la pratique obligatoire des bains parasitocides. Toutefois, le transfert de la population ne devait avoir lieu que lorsque les nouvelles régions auraient été mises en valeur.

A Arusha, la Mission a été informée que l'évaluation de l'indemnité à payer aux Africains qui seraient évacués avait présenté certaines difficultés, étant donné l'attitude peu conciliante des intéressés. La région où les Meru devaient être réinstallés étant située à une distance de moins de 35 milles (56 kilomètres); des dispositions étaient prises pour le transport des ustensiles de ménage et des réserves alimentaires pesantes, ainsi que pour loger les familles en question jusqu'à ce qu'elles aient bâti leurs nouvelles cases.

Pendant son séjour à Arusha, la Mission a tenu une réunion avec des membres de la tribu Meru. Dans une pétition <sup>176</sup>, les anciens de la tribu demandaient qu'on agrandisse leurs terres par l'adjonction de parcelles qui n'avaient pas encore été aliénées et qu'à l'avenir on ne procède à aucun nouveau transfert pour éviter que leurs enfants ne soient privés de toute terre. D'autres membres de la tribu ont présenté deux pétitions <sup>177</sup> dans lesquelles ils déclaraient qu'ils parlaient au nom des 3.000 familles Meru de la région et se plaignaient du projet tendant à éloigner les Meru de la région de Ngaré-Nanyuki. La Mission a reconnu que les recommandations tendant à évacuer ces personnes pouvaient se justifier du point de vue pratique, mais elle a déclaré qu'elle ne croyait pas qu'il fût sage d'enlever aux Africains des terres dans cette région surpeuplée: cette question méritait de retenir particulièrement l'attention du Conseil de tutelle, surtout si des moyens de pression étaient effectivement utilisés. A ce propos, la Mission a rappelé que l'Administration avait expliqué à la Mission précédente, ainsi qu'au Conseil de tutelle, que si l'on décidait d'aliéner certaines terres, leurs occupants africains auraient la faculté de décider soit d'y rester, soit d'être transférés dans une autre région de leur choix.

Dans les observations qu'elle a formulées sur ces pétitions <sup>178</sup>, l'Autorité chargée de l'administration a signalé que les pétitionnaires ne représentaient pas la tribu Wa-Meru et qu'ils pouvaient tout au plus prétendre exprimer les vues de 312 contribuables du district de

Ngaré-Nanyuki. Aucune protestation contre le transfert des familles de ce district n'avait été formulée jusqu'à une date récente. Dans l'intervalle, les autres parties du plan ont été mises en application; des terres nouvelles avaient été acquises et mises en valeur. Les membres de la tribu Wa-Meru se verraient rembourser intégralement les sommes qu'ils avaient versées pour l'achat des deux anciennes exploitations allemandes en question; de plus, ils recevraient leurs nouvelles terres à titre gratuit; les familles déplacées percevraient une indemnité pour les inconvénients qu'elles auraient subis, elles seraient transportées gratuitement et bénéficieraient d'une aide pour leur installation sur les nouvelles terres.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que le transfert s'était effectué sans incident particulier. Elle a déploré de s'être trouvée dans la nécessité d'user de la contrainte, mais étant donné les circonstances, il était hors de doute que son emploi était justifié. Indépendamment des raisons d'ordre pratique, il convenait de signaler que les familles en question n'avaient pas quitté des terres ancestrales. Jusqu'à une date récente, aucun autochtone n'était installé dans cette partie du district; c'était vers d'anciennes exploitations agricoles allemandes rachetées en 1925 et en 1931 que la migration des Africains avait eu lieu. Les "explications" dont faisait état la Mission se rapportaient à la politique suivie par l'Administration au sujet des demandes d'aliénation de terres occupées traditionnellement par les tribus.

Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les terres que les pétitionnaires avaient dû quitter, et qui devaient servir à la création de fermes d'élevage avaient déjà été attribuées à treize candidats et que ces attributions avaient été faites avant que le Comité permanent des pétitions n'ait demandé de renseignements à ce sujet.

Les représentants des pétitionnaires, qui ont présenté verbalement la cause de ces derniers devant le Conseil, ont déclaré que l'Autorité chargée de l'administration avait établi un plan d'aliénation des terres tribales de la "réserve septentrionale des Meru" en faveur de colons non autochtones. Les 3.000 Wa-Meru qui vivaient sur ces terres ont été contraints par la force à les abandonner; au cours de leur expulsion, des maisons, des réserves alimentaires et du bétail ont été détruits et 20 personnes arrêtées et emprisonnées. Bien que des pétitions eussent été adressées au Conseil de tutelle et que le Conseil eût annoncé son intention d'examiner la question, l'Autorité chargée de l'administration avait mis à exécution son plan d'aliénation des terres tribales sans attendre la décision du Conseil: le 15 juin 1952, deux des treize parcelles en lesquelles la région devait être divisée suivant le nouveau plan avaient été concédées à des candidats qui en avaient fait la demande.

Les représentants des pétitionnaires ont déclaré, à propos de la question du remboursement des sommes payées pour l'achat des deux fermes, que le prix qui avait été payé pour ces exploitations entre 1925 et 1939 était très inférieur à la valeur des terres en question en 1952 ou au prix que les Wa-Meru pourraient en obtenir si elles étaient vendues sur le marché. Les terres de la région où l'on proposait de réinstaller les Wa-Meru

<sup>176</sup> T/Pet.2/142.

<sup>177</sup> T/Pet.2/99/Add.1-6, T/Pet.2/143.

<sup>178</sup> T/953.

expulsés ne seraient probablement jamais fertiles et il était douteux que les Wa-Meru puissent y vivre sans modifier complètement leur système économique; si la tribu ne s'y était pas installée, c'est parce que l'on s'était aperçu, au cours de tentatives d'installation antérieures, que la région était infestée de mouches tsé-tsé.

Ce qui intéressait surtout les Wa-Meru, ce n'était pas l'indemnité qu'on leur verserait, mais leur droit de rester sur des terres auxquelles ils étaient attachés par des liens d'ordre religieux, traditionnel et sentimental. Les Wa-Meru ne refuseraient pas de collaborer à la mise en œuvre d'un plan visant réellement à remédier au surpeuplement des régions habitées par les autochtones ou à mettre en valeur les ressources du Territoire dans l'intérêt de tous ses habitants, mais ils n'étaient pas convaincus de la valeur de ce plan de redistribution des terres et les méthodes employées pour son exécution et le moment choisi pour sa mise en œuvre avaient provoqué un mécontentement très vif qui risquait d'être durable.

Dans la résolution <sup>179</sup> qu'il a adoptée à propos de ces pétitions, le Conseil a regretté que l'Autorité chargée de l'administration ait jugé nécessaire d'expulser des membres de la tribu Meru de terres sur lesquelles ils étaient établis et de recourir à une expulsion par la force au cours de laquelle des membres de la population Meru ont subi des dommages et des pertes. Tout en reconnaissant que le transfert en question faisait partie d'un plan d'ensemble qui se trouvait déjà à un stade avancé d'exécution et qui était à l'avantage de la majorité des habitants autochtones de la région d'Arusha-Moshi, car il avait déjà permis aux tribus d'occuper une superficie étendue de terres antérieurement aliénées et ouvrirait à l'expansion tribale d'autres terres non encore mises en valeur, le Conseil a estimé néanmoins que l'Autorité chargée de l'administration devrait, dans ses plans futurs, s'inspirer du principe selon lequel les collectivités africaines établies sur les terres ne doivent pas être transférées dans d'autres régions, à moins qu'elles n'aient clairement exprimé leur consentement.

Le Conseil a invité instamment l'Autorité chargée de l'administration: a) à ne ménager aucun effort pour porter remède aux maux qu'avaient subis les familles Meru qui avaient été obligées de quitter la région en question; b) à octroyer des dédommagements généreux aux familles intéressées, pour la perte de leurs terres, de leurs cases et de tout autre bien, ainsi que pour tout inconvénient qu'elles auraient subi, afin de dissiper le mécontentement qu'éprouvaient ces familles; c) à continuer d'aider les familles intéressées à se réinstaller dans la nouvelle région, en particulier en leur facilitant la construction de nouvelles cases et en déployant de nouveaux efforts dans la lutte contre la mouche tsé-tsé. Le Conseil a d'autre part recommandé à l'Autorité chargée de l'administration: a) d'intensifier son effort éducatif pour convaincre la population Meru de l'opportunité de remédier au surpeuplement de la région tribale par des transferts vers de nouvelles régions de peuplement; b) et afin d'orienter l'activité de la population Meru dans des directions constructives, d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de développement et de bien-être pour la collectivité. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administra-

tion continuerait de prendre toutes les mesures possibles pour faire face à l'accroissement de la population de la tribu Wa-Meru et, pour réduire le surpeuplement des terres occupées par les tribus en ouvrant de nouvelles terres à la culture et à l'élevage, et a invité l'Autorité chargée de l'administration à informer le Conseil de tutelle de tous événements nouveaux concernant la réinstallation dans le district d'Arusha.

En ce qui concerne la tribu Arusha, la Mission a indiqué que l'on n'avait pas envisagé de mettre à la disposition de cette tribu d'anciens domaines ennemis ou d'autres terres aliénées; on s'était uniquement proposé de faciliter son accès aux terres basses disponibles. Dans les pétitions qu'ils ont adressées à la Mission <sup>180</sup>, des représentants de la tribu Arusha ont fait valoir que l'étendue des terres mises à la disposition de la tribu avait déjà été réduite à plusieurs reprises à la suite de l'expansion incessante de la commune d'Arusha. La tribu est entourée d'une ceinture de colonies européennes et les terres qui sont situées à l'extérieur de cette ceinture sont trop arides pour une tribu d'agriculteurs tels que les Arusha.

Dans ses observations sur ces pétitions <sup>181</sup>, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que la superficie de la commune d'Arusha avait été réduite au quart de ce qu'elle était à l'origine et qu'aucun nouvel agrandissement n'était prévu tant que la superficie dont on disposait à l'intérieur de la commune n'aurait pas été utilisée au maximum. Il était exact que des Africains avaient été évacués en 1930, mais ils n'en avaient aucunement souffert; ils avaient tous reçu des indemnités ou dédommagements pour le préjudice qui leur avait été causé. Ils avaient tous reçu de nouvelles terres.

De l'avis de la Mission, le problème foncier, tel qu'il se pose dans cette région et dans les districts limitrophes de Paré et de Lushoto, est extrêmement complexe. Le Gouverneur a déclaré à la Mission qu'on estimait le taux d'augmentation annuelle de la population de ces régions montagneuses à 2,5 pour 100. Il a fait observer que, même si toutes les terres qui avaient été aliénées dans cette région étaient rendues aux Africains, ce ne serait là tout au plus qu'un palliatif; au fur et à mesure que le Tanganyika va se développer, beaucoup d'Africains chercheront certainement des emplois stables dans l'administration et dans l'industrie. L'Administration a déjà dépensé ou est sur le point de dépenser environ 43.000 livres sterling pour l'achat de domaines destinés aux Africains, et a déboursé 22.000 livres pour ouvrir à la colonisation une superficie de 18.616 hectares qui peut d'ores et déjà être mise à la disposition des Africains. Néanmoins, on estime à 7.000 le nombre des Chaggas sans terre; mais de nombreux membres de cette tribu possèdent, pensent-on, des domaines importants. On devra faire un plus grand effort pour mettre en valeur les terres situées dans les vallées. A cet effet, l'Administration procède actuellement à une étude détaillée du bassin du Pangani qui draine toute la région en question.

La Mission a reconnu que le problème que pose le surpeuplement dans la région d'Arusha-Moshi ne peut être résolu à la longue par la seule modification du ré-

<sup>180</sup> T/Pet.2/144, T/Pet.2/146. Voir dans les résolutions 483 (XI) et 484 (XI) respectivement la suite donnée par le Conseil de tutelle à ces pétitions.

<sup>181</sup> T/953/Add.2.

<sup>179</sup> Résolution 468 (XI).



gime foncier; le rachat de toutes les terres aliénées qui se trouvent dans le voisinage et leur redistribution aux Africains aurait pour résultat une diminution de la production dans toute une région et ne constituerait pas une solution durable. Néanmoins, la Mission a estimé que l'Autorité chargée de l'administration devrait pousser énergiquement l'exécution de son plan relatif au développement des régions d'expansion et faire preuve de la plus grande prudence en ce qui concerne toute nouvelle aliénation de terres dans cette région en faveur de non-Africains. Peut-être même devrait-elle interdire toute aliénation.

En ce qui concerne le district de Rungwe, le Conseil rural africain de Pakati s'est plaint, dans une pétition <sup>182</sup>, de ce que, malgré le surpeuplement de ce district et le fait que des milliers d'habitants ont été obligés de chercher ailleurs des emplois temporaires, le Gouvernement autorisait toujours les aliénations de terres et que les terres que le Gouvernement allemand avait cédées à des missions religieuses étaient revendues à des colons. La Mission a constaté que ces plaintes ne reposaient sur aucun fondement sérieux. Il existe un grave danger d'érosion dans ce district très peuplé et, par suite des longues distances et des communications peu satisfaisantes, il est difficile aux Africains de s'y livrer à des cultures qui conviennent. Toutefois, il n'y a eu aucun nouveau transfert de terres depuis vingt ans; les terrains qui avaient précédemment fait l'objet d'aliénation ne couvraient qu'une superficie de 33 kilomètres carrés, sur un total de 4.662 kilomètres carrés; des plantations de thé d'une étendue de 405 hectares ont néanmoins été aliénées de nouveau en faveur de la Tanganyika Tea Company, en 1949. La mission morave locale met actuellement une superficie de 607 hectares à la disposition des Africains; elle surveillera leurs travaux de manière à s'assurer qu'ils utilisent des méthodes agricoles appropriées. Ce dont le district a le plus grand besoin est un programme général. L'Autorité chargée de l'administration a indiqué, dans ses observations <sup>183</sup>, que 2.700 hectares, occupés autrefois par les missions allemandes, étaient revenus à l'Administration et que la question du sort définitif de ces terres était à l'étude.

En ce qui concerne les aspects plus généraux de la politique foncière de l'Administration, la Mission a reçu un grand nombre de plaintes <sup>184</sup> et diverses réclamations émanant d'Africains. Il en ressort qu'il règne parmi les Africains beaucoup de méfiance et d'inquiétude au sujet de ces questions. Les pétitionnaires demandaient que l'aliénation des terres soit limitée et que la priorité soit donnée aux besoins présents et futurs des Africains. Ils se plaignaient que la législation foncière en vigueur dans le Territoire ne précisait que les droits afférents aux terres acquises en pleine propriété et aux terres cédées à bail, tandis que le reste du territoire était constitué par des terres du domaine public qui, du point de vue juridique, étaient administrées par le Gouverneur pour le compte de la population africaine du Territoire. L'Association africaine et certains au-

tres pétitionnaires se plaignaient que les Africains soient privés de leurs terres sans indemnité suffisante. Ils jugeaient trop longue la période maximum pour laquelle le droit d'occupation pouvait être accordé à des colons non africains, en égard surtout au fait que cette période avait été portée, en 1949, de 33 à 99 ans; ils affirmaient en outre que des baux à long terme étaient accordés aux colons sans qu'il soit tenu compte comme il convenait des intérêts de la population autochtone. Ils comparaient la faible compensation qu'ils avaient touchée au moment où les autorités avaient acquis leurs terres, avec les sommes très élevées payées à des Européens, dont les domaines, situés dans des régions très peuplées, avaient récemment fait l'objet d'une expropriation. Un certain nombre d'Arabes et d'Africains se sont plaints dans une pétition <sup>185</sup> que les terres qui, depuis de nombreuses générations, avaient appartenu à leur famille, leur aient été enlevées par l'Administration pour la construction de logements; ils n'avaient reçu d'indemnité que pour les arbres qui se trouvaient sur ces terres.

Le Land Utilization Board a notamment pour attribution d'encourager l'établissement d'un régime foncier approprié pour les Africains. La Mission a estimé que le Comité devait poursuivre sans tarder cette partie de ses travaux.

Dans ses observations sur les pétitions <sup>186</sup>, l'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'on proposait la conversion des droits individuels que les Africains possèdent sur leurs terres en vertu du régime foncier autochtone en un droit de pleine propriété, les pétitionnaires ne semblaient pas se rendre parfaitement compte des conséquences de leur proposition. Rien n'empêchait les Africains de prendre une terre à bail pour une longue durée, si ce n'est peut-être les difficultés dues aux différents régimes fonciers reconnus par la tradition. Cependant, peu d'Africains s'étaient montrés désireux d'obtenir un droit d'occupation. D'une façon générale, les Africains avaient très rarement avantage à le faire, attendu que leurs droits, leurs titres et leurs intérêts étaient suffisamment protégés par la loi tribale. Ils n'avaient pas à payer de loyer, ni à respecter les autres conditions qui peuvent être imposées au bénéficiaire d'un droit d'occupation. Cependant, tous les Africains étaient vivement encouragés à donner à leurs exploitations agricoles un caractère plus permanent, et l'Administration offrait, aux conditions d'occupation normales prévues par l'ordonnance sur le régime foncier, un certain nombre de "fermes" qui, par leur dimension (20 hectares), auraient dû plaire aux agriculteurs africains évolués.

Dans une certaine mesure, l'atmosphère de méfiance et d'inquiétude dont se plaignaient les pétitionnaires semblait due à la crainte que l'établissement dans le Territoire d'un nombre considérable d'Européens ne permette aux colons européens d'acquérir une influence politique prédominante <sup>187</sup>. La Mission a estimé que, si les nouveaux projets constitutionnels étaient adoptés, cette crainte disparaîtrait peut-être et que les Africains pourraient alors se montrer plus disposés à juger les plans de colonisation selon leur valeur pro-

<sup>182</sup> T/Pet.2/113.

<sup>183</sup> T/953/Add.2.

<sup>184</sup> T/Pet.2/103, 111, 113, 119, 120, 123, 137, 142, 143, 144, 147, 148, 154, 156. Voir dans les résolutions 474 (XI), 482 (XI), 483 (XI), 485 (XI), 488 (XI) et 490 (XI) respectivement, la suite donnée par le Conseil de tutelle aux pétitions T/Pet.2/119, 137, 144, 148, 154, et 156.

<sup>185</sup> T/Pet.2/119.

<sup>186</sup> T/953/Add.4.

<sup>187</sup> T/Pet.2/123, T/Pet.2/103.

pre. La Mission a reconnu qu'il était nécessaire de prendre, dans le plus bref délai possible, des mesures appropriées en vue du développement économique et que, dans les conditions actuelles, il était nécessaire d'attirer des capitaux privés d'un montant assez considérable. D'autre part, elle a reconnu qu'il n'existait pas, d'une manière générale, dans le Territoire, d'insuffisance de terres cultivables. Néanmoins, elle a été frappée par le fait que la plupart des terres aliénées qu'elle avait vues étaient de bonne qualité et se trouvaient dans des régions où le climat était bon et les pluies abondantes; on lui a déclaré que, d'une manière générale, ces conditions étaient indispensables au succès de l'établissement des cultivateurs d'origine non africaine. L'étendue des terres de cette nature encore disponibles est limitée; du point de vue des besoins actuels de la population africaine, une partie importante de ces terres peut sans doute être considérée comme excédentaire, mais il faut néanmoins envisager avec la plus grande prudence les propositions tendant à aliéner ces terres pour une période allant jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf ans, car il faut tenir compte non seulement de l'accroissement prévu de la population africaine, mais aussi d'une amélioration éventuelle des méthodes de culture appliquées par les Africains. Aussi la Mission a-t-elle estimé que l'Autorité chargée de l'administration et le Conseil de tutelle devaient suivre de très près l'évolution de la situation dans ce domaine.

De l'avis de la Mission, il est probable qu'à mesure que se réalisera le développement du Tanganyika, l'économie de ce Territoire se diversifiera et que les Africains y participeront plus activement. Le fait que cette évolution a déjà commencé et qu'elle ira probablement en s'accroissant ne signifie pas, cependant, que l'on puisse négliger les problèmes fonciers intéressant les autochtones ou les mesures à prendre pour améliorer leurs méthodes de culture.

Dans ses observations<sup>188</sup> sur les pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que l'affirmation selon laquelle des aliénations avaient eu lieu et se produisaient encore au point d'être préjudiciables aux droits et aux intérêts des Africains était non seulement inexacte, mais en contradiction directe avec la politique générale proclamée et pratiquée par l'Administration. Les terres n'étaient aliénées que lorsque l'opération ne risquait pas de léser les droits et les intérêts, présents ou éventuels, des populations autochtones et là où l'utilisation d'un sol pour le moment inoccupé ou non exploité pouvait contribuer au progrès économique du Territoire. La redistribution des terres s'effectuait conformément aux recommandations de la Commission agraire d'Arusha-Moshi, mais elle procurait des avantages considérables à la population autochtone, qui se voyait octroyer de meilleures terres et recevait toute l'aide nécessaire pour son installation sur ces terres. Le montant de l'indemnité dépendait de la nature des droits que l'occupant possédait sur les terres aliénées. Lorsqu'il s'agissait de terres qu'il détenait en pleine propriété, le propriétaire pouvait exiger un montant correspondant à la valeur de la propriété. En revanche, dans le cas de terres tribales, l'occupant n'était indemnisé que pour la perte de ses droits d'occupation et d'usufruit, pour le préjudice

qu'il avait subi et pour les améliorations qu'il avait apportées à ces terres.

Le Conseil a adopté une résolution<sup>189</sup> relative à la pétition de M. Abdul-Bary Muhammed Diwan et autres personnes<sup>190</sup>, dans laquelle il a exprimé l'espoir que l'on effectuerait rapidement le relevé cadastral des terres revendiquées par les pétitionnaires. Dans une résolution<sup>191</sup> relative à la pétition des Wa-Arusha<sup>192</sup>, le Conseil a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de faire en sorte que la population locale soit informée des buts de toute opération ultérieure d'arpentage des terres et des raisons pour lesquelles on installerait des bornes.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité chargée de l'administration a reconnu pleinement qu'elle devait prendre tous les précautions nécessaires lors de l'examen de projets d'aliénation à long terme; elle a déclaré qu'elle étudiait avec le plus grand soin les problèmes agraires des Africains et tenait compte de la nécessité d'améliorer leurs méthodes de culture.

Dans une pétition adressée à la Mission<sup>188</sup>, des Asiatiques se sont plaints que les Européens bénéficiaient d'un traitement préférentiel lors de l'attribution des domaines ex-ennemis et des autres terres cédées à bail. Un pétitionnaire a soumis à la Mission un rapport détaillé<sup>194</sup> sur l'attribution, en 1950 et en 1951, de certaines plantations de sisal; cette opération avait été effectuée par l'Office de colonisation (devenu plus tard l'Office de l'utilisation des terres), sur la base d'un choix individuel des candidats, plutôt qu'à la suite d'enchères. La Mission a fait observer qu'elle n'avait aucune raison de penser que les décisions relatives à l'attribution de ces terres n'étaient pas fondées sur des raisons objectives.

La Mission a signalé que le gouvernement a pris des dispositions à Morogoro et à Kilosa pour établir sur des terres, en tant que fermiers indépendants, un certain nombre d'Asiatiques.

Dans ses observations sur les pétitions<sup>195</sup>, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué qu'aucune mesure discriminatoire n'avait été prise dans ce domaine et qu'en général, les Asiatiques ne s'intéressaient pas beaucoup à l'agriculture.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil note avec approbation l'intention de l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter le nombre des membres africains du Land Utilization Board et exprime l'espoir qu'elle donnera suite à cette intention de manière libérale. Le Conseil, considérant l'opinion de la Mission de visite, recommande que le Land Utilization Board s'attache sans retard à formuler des recommandations qui viseront à encourager l'instauration d'un régime foncier approprié et*

<sup>189</sup> Résolution 474 (XI).

<sup>190</sup> T/Pet.2/119.

<sup>191</sup> Résolution 483 (XI).

<sup>192</sup> T/Pet.2/144.

<sup>193</sup> T/Pet.2/116. Voir dans la résolution 473 (XI) la suite donnée par le Conseil de tutelle à cette pétition.

<sup>194</sup> T/Pet.2/128. Voir dans la résolution 478 (XI) la suite donnée par le Conseil de tutelle à cette pétition.

<sup>195</sup> T/953/Add.2.

<sup>188</sup> T/953/Add.1, Add.2, Add.3, Add.4.

*stable pour les Africains, en tenant compte des recommandations éventuelles du Comité de développement de l'économie rurale créé par le Conseil.*

## **Forêts**

La demande extérieure et l'importante demande locale de bois d'œuvre ont stimulé l'exploitation forestière dans le Territoire. A la fin de 1951, trente-neuf concessions forestières étaient en exploitation; elles couvraient une superficie totale d'environ 1.144.780 hectares.

Le plateau de Rondo renferme l'une des réserves les plus précieuses du Territoire en bois d'œuvre. En 1949, le gouvernement a accordé une concession dans cette région en stipulant que les concessionnaires lui verseraient, au lieu de redevances, une somme correspondant à 50 pour 100 des bénéfices nets qu'ils retireraient de l'exploitation du bois d'œuvre et des autres produits forestiers.

Les travaux de boisement entrepris à Njombé par la Colonial Development Corporation s'étendent sur une superficie de 17.200 hectares, que cette société a été autorisée à occuper. Elle se propose de planter environ 12.000 hectares en acacias avant 1955, et de construire une usine pour l'extraction du tanin de l'écorce d'acacia. A la fin de 1951, 5.200 hectares avaient été défrichés et 2.000 hectares environ plantés en acacias. L'Autorité chargée de l'administration déclare que ce plan offre à la main-d'œuvre locale des possibilités d'emploi dans de bonnes conditions de travail et répond ainsi à un besoin qui se faisait sentir depuis longtemps; ce plan offre également aux Africains la possibilité de participer à des travaux de boisement en plantant des acacias pour leur propre compte.

## **Industries manufacturières et commerce**

Le développement industriel du Territoire n'est encore qu'à son tout premier stade; la plupart des industries s'occupent du traitement des matières premières: décortication du sisal, égrenage du coton, mouture du riz et des autres céréales, raffinage du sucre, sciage du bois. Outre une fabrique de conserves de viande dans laquelle l'Administration détient 51 pour 100 des actions, une fabrique de peinture, une usine de boîtes de conserves, une seconde brasserie à Dar-es-Salam et une grande cimenterie existent déjà ou vont être installées. Dans la région de Moshi se trouvent une tannerie et une fabrique d'articles de cuir, ainsi qu'une usine pour la teinture et l'impression des textiles. Le Territoire fabrique une certaine quantité de savon, d'objets en cuir, de briques, de tuiles, de chaussures et de meubles, mais le marché local absorbe à peu près toute la production.

L'activité industrielle des autochtones se limite au traitement et à la vente des produits de base, surtout par le moyen de coopératives.

A ses sessions antérieures, le Conseil avait présenté des observations sur la nécessité de créer dans le Territoire des industries secondaires. La Mission de visite de 1951 a fait remarquer que le choix des marchandises offertes dans les centres commerciaux ruraux était extrêmement restreint; elle a rappelé les recommandations formulées par la Mission de 1948, selon lesquelles des industries secondaires pouvaient être créées dans

le Territoire pour produire des biens de consommation. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que sa politique était bien de créer au Tanganyika des industries utilisant les ressources locales pour produire des biens de consommation destinés à la population et qu'elle avait encouragé la création d'industries secondaires par les dispositions de l'ordonnance sur l'impôt sur le revenu et en autorisant l'entrée en franchise de l'outillage ainsi que des articles nécessaires à la construction.

A l'exception de quelques régions, le commerce de détail se trouve presque exclusivement entre les mains des Asiatiques; la Mission de visite a été saisie de nombreuses plaintes émanant d'Africains qui affirmaient ne pas être traités toujours de façon convenable par ces commerçants, notamment par ceux qui leur achetaient les produits, en outre, les Africains qui désiraient s'établir dans le commerce n'arrivaient pas à se procurer les fonds nécessaires. La Mission a ajouté que les Africains n'étaient pas encore en mesure de concurrencer les commerçants asiatiques, qui possèdent plus d'expérience et ont le sens des affaires. La Mission a estimé que l'Autorité chargée de l'administration devait continuer à étudier cette question afin de rechercher s'il était possible d'élaborer de meilleures méthodes pour fournir des crédits aux Africains et les aider à créer des entreprises commerciales.

Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué qu'elle étudiait la possibilité d'apporter une aide aux Africains pour leur permettre de se livrer à une activité commerciale ou industrielle.

## **Ressources minérales**

L'exploitation des mines est l'activité économique la plus importante du Territoire après l'agriculture et l'élevage. Les principales substances minérales exploitées actuellement sont les diamants, l'or, le minerai d'étain, le sel gemme et le mica; de nombreuses autres substances minérales sont exploitées à une moins grande échelle. Parmi les substances qui ne sont pas encore exploitées, mais dont on connaît des gisements importants, se trouvent le plomb, le minerai de magnétite titanifère, le minerai de fer, le charbon et le tungstène.

A l'heure actuelle, c'est l'exploitation des mines de diamants situées près de Shinyanga qui constitue la plus grande source de profit, mais les exportations ont été fortement restreintes en raison du conflit entre la principale compagnie minière, Williamson's Diamonds Limited, et les acheteurs étrangers. Les exportations représentaient en 1949 une valeur de 1.010.000 livres; elles étaient tombées en 1951 à 86.749 livres environ. La production de l'or a rapporté, en 1950 et en 1951, beaucoup plus que l'exploitation de toute autre substance minérale; en effet, les exportations pour ces deux années représentaient une valeur de 824.047 livres et 847.832 livres respectivement (chiffres provisoires); néanmoins, la Mission de visite de 1951 a appris que les frais d'exploitation de ces mines étaient de plus en plus élevés, et que la marge de bénéfices était très petite et en diminution.

La Colonial Development Corporation étudie actuellement les dépôts de charbon du district de Ruhuhu; en 1951, l'Autorité chargée de l'administration a signalé que ces dépôts renfermaient du charbon de bonne qualité en quantités suffisantes pour satisfaire l'ensemble

des besoins de l'Est-Africain pendant de nombreuses années et permettre d'exploiter les importants gisements de minerai de fer de Liganza par un procédé spécial utilisable au Tanganyika. La question des communications ferroviaires et routières, qui ne manquerait pas de se poser si ces gisements étaient mis en exploitation, était à l'étude.

En 1951, on comptait 2.134 concessions enregistrées en vertu de l'ordonnance de 1929 sur l'exploitation minière; la prospection ou l'exploitation était autorisée sur une superficie totale d'environ 8.400 hectares.

La Mission de visite de 1948 avait souligné la nécessité d'assurer au Territoire un revenu convenable par l'exploitation de ses ressources minérales. A sa sixième session, le Conseil avait invité l'Autorité chargée de l'administration à lui transmettre des renseignements statistiques détaillés sur les revenus directs et indirects de toute nature que fournissaient au budget du Territoire les principaux minerais exploités.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle se rendait parfaitement compte qu'il importait d'assurer au Territoire et à ses habitants une part équitable du revenu de l'exploitation de ses ressources minérales, et qu'à sa connaissance, le Territoire bénéficiait, à cet égard, d'un revenu raisonnable. Elle a signalé toutefois qu'il était difficile d'évaluer de façon satisfaisante les recettes que les opérations minières fournissent indirectement au budget du Territoire.

Eu égard à l'intérêt que le Conseil de tutelle porte à cette question, la Mission de 1951 s'est renseignée sur les redevances perçues par l'Administration du Tanganyika sur les opérations minières, ainsi que les mesures prises par l'Administration pour s'assurer que ces opérations servaient les intérêts du Territoire. On lui a fourni des chiffres montrant que des redevances d'un montant de 140.000 livres sterling avaient été perçues en 1950. Elles provenaient pour la plus grande partie de l'exploitation des mines de diamants. Si l'on ajoutait à ces redevances l'impôt sur les revenus payé par la Williamson's Diamonds Limited, le total des impôts payés par cette société s'élevait à 14 shillings pour chaque livre de bénéfice. La Mission a été informée que le gouvernement avait conclu avec cette compagnie un accord aux termes duquel la propriété de la majorité des actions ne pouvait être transférée sans le consentement de l'Administration du Tanganyika.

L'une des pétitions dont le Conseil a été saisi au cours de sa onzième session <sup>196</sup> déclarait que la richesse minière du Territoire devrait être exploitée par les Africains au profit de leur pays et ne devrait pas se trouver aux mains d'étrangers. Une autre pétition <sup>197</sup> demandait que les personnes de toute race soient autorisées à se livrer à la prospection de l'or et des diamants.

Dans ses observations <sup>198</sup> sur les pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que seule la prospection du diamant était soumise à un contrôle rigoureux et que toute personne qui était capable de comprendre les lois et règlements miniers et de s'y conformer pouvait obtenir un permis de prospection et

d'exploitation minière pour toutes les autres substances minérales, y compris l'or. Les lois et règlements miniers avaient été traduits en souahéli à l'usage des Africains. Un certain nombre d'autochtones se livraient pour leur compte à l'exploitation de mines, notamment à l'extraction de l'or alluvionnaire, et il convenait de signaler qu'un Africain dirigeait une importante affaire d'extraction de mica. Cependant, les Africains n'avaient encore, d'une façon générale, ni l'expérience ni les ressources nécessaires pour gérer des exploitations minières importantes et, si l'on réservait aux autochtones le droit d'exploiter les minerais, la prospérité du Territoire n'en serait certainement pas favorisée.

### Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle

#### Situation générale

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration partageait l'avis de la Mission de visite au sujet de la nécessité d'une plus large participation des Africains à la vie économique du Territoire. Il a considéré comme particulièrement significatifs et caractéristiques le progrès général en matière économique et l'activité considérable qui règne dans le Territoire et qui permet les plus grands espoirs. Le fait souligné par le Gouverneur dans sa déclaration, que des milliers d'Africains, qui ne connaissaient jadis qu'une économie de subsistance, où le troc était la seule forme de commerce, sont aujourd'hui presque parvenus au stade de l'économie monétaire, montrait les progrès très prometteurs qu'a faits le Territoire et le développement considérable qu'y a pris l'activité économique.

Le représentant de la France s'est tout particulièrement intéressé aux plans de développement du Territoire. Ces plans, par leur caractère très général et très complet, portaient, a-t-il dit, sur tous les secteurs d'activité du Territoire et faisaient un large appel à l'esprit d'initiative et au sens des responsabilités de la population.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration ne prenait pas les mesures nécessaires au progrès économique de la population autochtone. Elle ne faisait rien pour développer l'industrie du Territoire sous tutelle, qu'elle avait réduit à l'état de dépendance agricole où la métropole se procurait des matières premières et de la main-d'œuvre à bon marché.

Le représentant du Salvador a constaté que la situation économique du Territoire était d'une manière générale satisfaisante, sa balance commerciale favorable et ses recettes fiscales en augmentation. Il a exprimé l'espoir que l'Administration poursuivrait l'exécution de son programme administratif.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a relevé que, pour le représentant de l'URSS, rien n'était fait pour favoriser le développement industriel du Territoire et que les sincères efforts déployés par l'Administration pour améliorer les méthodes agricoles et pour permettre au Territoire de se suffire à lui-même en matière d'alimentation n'avaient pour but, selon lui, que de faire du Tanganyika une dépendance agricole de la métropole. Le représentant

<sup>196</sup> T/Pet.2/144. Voir dans la résolution 483 (XI) la suite donnée par le Conseil de tutelle à cette pétition.

<sup>197</sup> T/Pet.2/150. Voir dans la résolution 486 (XI) la suite donnée par le Conseil de tutelle à cette pétition.

<sup>198</sup> T/953/Add.2 et 4.

spécial s'est demandé quelle réponse il était possible de faire à des déclarations aussi erronées, que démentaient totalement les renseignements contenus dans le rapport annuel.

## **Impôts**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le Conseil devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures en vue de remplacer la capitation, sinon par un impôt progressif sur le revenu, tout au moins par un impôt pur et simple sur le revenu qui tiendrait compte de la situation de fortune et de la capacité de paiement des habitants.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a relevé que l'on avait prétendu qu'aucun Africain n'était en mesure de payer la taxe d'habitation et la capitation. Le représentant de l'URSS recommandait cependant sans cesse que l'Administration affecte des crédits plus élevés aux services sociaux et autres. Proposait-il donc que l'on fasse peser sur la population non africaine, dont le développement du Territoire dépendait encore dans une si large mesure et au risque de la ruiner, tout le poids de l'impôt? Dans ce cas, où faudrait-il puiser les sommes supplémentaires nécessaires à l'établissement de services sociaux dont le Territoire a un si grand besoin? Tous les secteurs de la population devaient participer au développement du Territoire, que ce soit dans le domaine social ou dans d'autres domaines.

## **Agriculture**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration reconnaissait la nécessité d'améliorer les méthodes agricoles des Africains et qu'elle étudiait activement la question.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la population autochtone continuait à pratiquer une agriculture primitive qui lui permettait à peine de subvenir à ses propres besoins. Il a rappelé le passage du rapport de la Mission de visite dans lequel cette dernière a déclaré que l'agriculteur africain produisait à grand peine, avec des moyens primitifs, des quantités de denrées alimentaires à peine suffisantes pour sa propre consommation. La population autochtone du Territoire souffrait cruellement de disettes périodiques dues à la sécheresse.

## **Ecoulement des produits agricoles; coopératives**

Parlant des dispositions prises pour la mise en vente des produits d'exportation africains, le représentant de la Chine a estimé, comme la Mission de visite, que, s'il était souhaitable de mettre de côté une partie du produit des ventes, pour constituer un fonds de stabilisation, il fallait cependant éviter que les producteurs ne perdent tout le bénéfice de l'augmentation des cours mondiaux par suite de la conclusion de contrats à long terme entre le Ministère britannique du ravitaillement et les différentes agences de vente des produits africains. Il a considéré qu'il incombait à l'Autorité chargée de l'administration de veiller à ce qu'une révision du prix des produits de base à l'exportation puisse intervenir chaque fois que les prix mondiaux accusaient une hausse ou une tendance à la hausse.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a noté que plusieurs membres du Conseil avaient fait allusion au progrès des coopératives, dont la Kilimanjaro Native Co-operative Union offrait un exemple si remarquable. Il avait apporté au Conseil des publications illustrées montrant l'essor extraordinaire de cette coopérative depuis sa création en 1932. On pouvait la considérer comme un exemple remarquable de la participation africaine au progrès économique du Territoire et de ce que pouvait réaliser l'esprit d'initiative africain.

## **Régime foncier et aliénation de terres**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a pris acte avec satisfaction du fait que l'Autorité chargée de l'administration reconnaissait pleinement la nécessité de faire preuve de la plus grande prudence dans l'étude des projets d'aliénation de terres à long terme, et a noté que les problèmes agraires des Africains recevaient une attention toute particulière.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration poursuivait sa politique d'aliénation des terres des habitants autochtones d'une manière méthodique et lui donnait sans cesse plus d'ampleur. De 1949 à 1950, les aliénations avaient porté sur 389 milles carrés de terre et, de 1950 à 1951, sur 448 milles carrés. En 1951, la superficie totale des terres aliénées s'élevait à 3.569 milles carrés, soit plus d'un tiers de la surface totale des terres cultivées dans le Territoire. Il a constaté que la population autochtone avait adressé au Conseil de nombreuses pétitions demandant que lui soient restituées les terres qui avaient été aliénées. Il a constaté d'autre part que l'une des méthodes utilisées pour aliéner les terres de la population autochtone consistait à les classer comme réserves forestières. En 1951, la superficie totale des terres ainsi classées était de 8.860 milles carrés, dont 487 avaient été aliénés au cours de la seule année 1951. Selon le rapport de la Mission de visite, la superficie des réserves forestières allait être portée à 20.000 milles carrés. Une autre forme d'aliénation des terres appartenant à la population autochtone consistait en l'octroi de concessions forestières à des Européens. La superficie de ces concessions s'élevait en 1951, à 32.500 milles carrés. Le Conseil devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de restituer à la population autochtone les terres qui lui avaient été enlevées d'une manière ou d'une autre et d'interdire à l'avenir l'aliénation de toute terre appartenant à la population autochtone.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, pour juger de la valeur des observations du représentant de l'URSS, il suffisait de se reporter aux renseignements qu'il avait donnés sur les réserves forestières. Si le représentant de l'URSS croyait vraiment que la mise en réserve et la protection des zones forestières dans un pays tel que le Tanganyika, avec tous les avantages que ces mesures présentaient pour la population du Territoire, n'était qu'une aliénation scandaleuse des terres des autochtones, le représentant spécial renonçait à répondre. Le représentant de l'URSS avait, de toute évidence, une idée erronée de ce que l'on appelait concession forestière. Ces concessions comportaient le droit d'exploiter les forêts, c'est-à-dire d'abattre des arbres ou de recueillir d'autres produits forestiers, mais ne constituaient nulle-

ment des aliénations de terres. Le représentant spécial a relevé d'autre part que le représentant de l'URSS avait déclaré que plus d'un tiers de la superficie totale des terres cultivées dans le Territoire avaient été enlevées à la population africaine. Pour arriver à ce chiffre, il s'était basé sur la superficie des terres cultivées par les non Africains et celle des terres cultivées par la population paysanne africaine. Il n'avait tenu aucun compte du fait que le paysan africain, qui utilise encore à peu près uniquement la houe, ne peut cultiver qu'une très petite superficie, alors que les grandes entreprises agricoles, qui se créent dans le Territoire et qui utilisent un outillage mécanisé, peuvent cultiver de grandes étendues de terre. Le représentant de l'URSS n'avait tenu aucun compte non plus du fait qu'une bonne partie des terres actuellement exploitées par des entreprises non africaines n'avait jamais été occupée par des Africains, ni par qui que se soit, mais seulement par les mouches tsé-tsé et les bêtes sauvages, et ne pouvait être occupée par aucun être humain jusqu'au moment où les non Africains, grâce à leur esprit d'entreprise et à leurs capitaux avaient réussi à les défricher et à les rendre productives dans l'intérêt même du Territoire et de sa population.

#### 4. — PROGRES SOCIAL

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Généralités

A la suite d'une étude faite par un comité spécial sur les travaux du Service de la prévoyance sociale, on a créé un nouveau service dit du progrès social. En 1951, le Territoire a reçu la visite du Conseiller du Secrétaire d'Etat en matière de prévoyance sociale et les recommandations que contient son rapport en ce qui concerne l'avenir du Service du progrès social sont en cours d'examen. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle avait déjà beaucoup fait pour donner effet à certaines de ses suggestions et qu'elle prenait des mesures pour renforcer encore la structure de ce service.

Afin d'encourager et de stimuler les efforts de la collectivité en vue de son progrès social, l'Autorité chargée de l'administration a prévu un crédit de 20.000 livres, qui constituera la première fraction d'une subvention de 100.000 livres qui sera consacrée, pendant une période de cinq ans, au programme de développement social rural. L'objet principal de ce programme est de faciliter l'exécution, par les villages et par d'autres collectivités, de plans subsidiaires de développement social pour lesquels les autochtones seraient disposés à accomplir des travaux à titre bénévole.

##### Condition de la femme

La législation du Territoire ne contient aucune mesure discriminatoire contre la femme, de quelque race qu'elle soit. La condition sociale de la femme africaine diffère beaucoup d'une tribu à l'autre, mais, d'une façon générale, la coutume indigène considère la femme comme inférieure à l'homme. La polygamie et l'achat de l'épouse sont encore en usage et, comme l'a constaté la Mission de visite de 1951, c'est sur la femme que pèse le fardeau d'une grande partie des besognes pénibles de la vie rurale. Par tradition, les femmes sont exclues de la vie politique et leurs possibilités de s'in-

truire restent bien en deçà de celles dont disposent les hommes. Cependant, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'au cours des dernières années, on a vu apparaître les signes précurseurs d'une évolution et que, dans quelques régions, les femmes prennent maintenant part à l'élection des représentants populaires aux conseils locaux, et que, dans d'autres, elles sont éligibles. Il s'est constitué un Conseil de femmes du Tanganyika dont les membres appartiennent à toutes les races et l'Administration a déclaré que, grâce à l'activité d'organisations telles que les clubs féminins, les éclaireuses et la Women's Service League et grâce à l'enseignement pour adultes, l'intérêt que les femmes africaines portent aux affaires du pays se développe peu à peu.

Le Conseil de tutelle, ainsi que la Mission de visite de 1951, ont instamment invité l'Autorité chargée de l'administration à continuer de prendre toutes les mesures possibles, en particulier dans le domaine de l'instruction, pour améliorer la condition de la femme.

Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle sait combien il importe d'améliorer la condition de la femme et elle a signalé les dispositions supplémentaires qu'elle a prises pour développer l'enseignement féminin.

La Mission de visite a attiré l'attention sur la condition de la femme dans le district de Bukoba. Au cours des dernières années, les femmes haya quittaient le district pour chercher un emploi et, dans certains cas, pour se livrer à la prostitution. Les hommes haya ont donc essayé d'empêcher les femmes de quitter la région. L'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'après enquête, elle avait conclu que la cause profonde de ce phénomène était la situation sociale peu satisfaisante qui régnait dans le district de Bukoba et elle a annoncé qu'elle prenait des mesures spéciales, notamment qu'elle nommait dans le district une assistante sociale chargée de s'attacher à résoudre le problème en améliorant la condition de la femme haya.

Le Gouverneur du Tanganyika a fait savoir au Conseil, lors de sa onzième session, qu'il considérerait le problème de l'amélioration de la condition de la femme comme le plus important peut-être de tous les problèmes auxquels l'Administration devait faire face dans le domaine social. Les femmes africaines étaient la clef de l'avenir du Tanganyika. Elles avaient souvent exercé une pression sur les hommes pour leur faire accepter des méthodes de progrès comme les plans de culture et elles s'efforçaient également d'améliorer leur propre sort. Le Gouverneur a déclaré qu'il avait pris des dispositions pour faire effectuer une enquête destinée à établir quels étaient les biens de consommation que l'on pourrait importer dans le Territoire pour améliorer le sort de la ménagère africaine. Tout en faisant observer que l'Administration prenait déjà des mesures en matière d'enseignement et de service social, il estimait, a-t-il dit, qu'elle se devait de prendre des dispositions plus énergiques encore pour améliorer la condition de la femme et que, pour faciliter l'application de ces dispositions, il faudrait persuader une tribu de donner l'exemple en traitant convenablement ses femmes; il a annoncé son intention de faire appel aux Waparé à cet effet.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:



*Le Conseil reconnaît l'importance de l'émancipation des femmes africaines et l'influence qu'elles exercent sur le progrès de la société indigène; il se félicite de la déclaration du Gouverneur sur ce point et espère que l'Autorité chargée de l'administration continuera de s'attacher à améliorer la condition de la femme.*

## Immigration

Trois pétitions dont le Conseil était saisi lors de sa onzième session posaient la question de l'immigration dans le Territoire. Les auteurs de l'une de ces pétitions<sup>199</sup> déclaraient qu'ils étaient opposés à toute nouvelle immigration jusqu'au moment où le Territoire aurait obtenu son indépendance et que les ouvriers étrangers employés dans le Tanganyika ne devraient pas être autorisés à y demeurer après expiration de leur contrat.

Les auteurs de la deuxième pétition<sup>200</sup> se sont plaints que les règlements d'immigration contenaient des mesures d'exception dirigées contre les Asiatiques en faveur des Européens, même en ce qui concernait les permis d'entrée délivrés aux techniciens et aux artisans, tandis que l'auteur de la troisième pétition<sup>201</sup> déclarait que le gouvernement décourageait toute immigration européenne et asiatique.

Dans ses observations sur ces pétitions<sup>202</sup> l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le contrôle de l'immigration avait pour but de protéger les intérêts de l'ensemble des habitants du Territoire et qu'il ne reposait pas sur des considérations de race. Pour les techniciens et les artisans, la loi contenait des dispositions précises: des permis provisoires de travail pouvaient être accordés pour une durée maximum de quatre ans, à condition: a) que l'intéressé réunisse les aptitudes requises pour exercer le commerce, la profession ou le métier envisagé; b) qu'il n'y ait pas déjà de chômage parmi les personnes ayant la même spécialité; c) qu'en occupant cet emploi l'intéressé ne porte pas préjudice, de façon générale, aux habitants du Territoire.

Quant aux craintes exprimées par les Africains, la Mission de visite a déclaré qu'elles accompagnaient d'ordinaire des plaintes contre la politique agraire du gouvernement. En ce qui concernait la discrimination qui existerait à l'égard des Asiatiques, la Mission a estimé que l'Autorité chargée de l'administration avait une politique d'immigration prudente et exempte de discrimination et elle a exprimé l'espoir que cette politique serait poursuivie.

## Discrimination raciale

A diverses reprises, l'Assemblée générale et le Conseil de tutelle avaient formulé des recommandations sur la nécessité d'éliminer la discrimination raciale dans le Territoire en adoptant des dispositions législatives appropriées ou des mesures d'un autre ordre.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle suivait une politique consistant à ne tolérer aucune discrimination raciale et à accorder à tous des possibilités égales. Elle a fait observer que les différences qui existaient dans les conditions d'emploi et

dans les traitements et salaires n'étaient pas dues à des mesures discriminatoires, mais à l'expérience et aux aptitudes de chacun. Elle a ajouté qu'il n'existait aucune discrimination d'ordre juridique, si ce n'était en faveur des autochtones. Quant aux préjugés raciaux de caractère individuel ou personnel, elle ne négligerait rien pour s'y opposer et pour en hâter la disparition. Cependant, toute tentative de combattre par des méthodes législatives directes les préjugés de race non seulement n'atteindrait pas son but, mais risquerait d'aggraver encore les préjugés dans certains milieux et de retarder l'harmonisation des rapports entre les races.

Les auteurs de trois pétitions dont le Conseil était saisi lors de sa onzième session<sup>203</sup> affirmaient que la discrimination raciale gagnait du terrain au Tanganyika et qu'il n'existait aucune mesure législative pour la combattre. Ils demandaient que des dispositions soient prises pour la faire disparaître. L'un des pétitionnaires<sup>204</sup> déplorait qu'il n'existe pas de système favorisant l'entente et la coopération entre les races. Les auteurs de deux pétitions<sup>205</sup> se sont plaints que les Africains se voient refuser l'entrée des clubs européens et asiatiques. Ils affirmaient également que les Africains n'avaient pas droit à certains services médicaux et sanitaires et que les quartiers africains de certaines villes n'étaient pas pourvus des services publics nécessaires. Les observations de l'Autorité chargée de l'administration<sup>206</sup> relatives à ces pétitions ont été du même ordre que les observations citées plus haut. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré également qu'il était tout à fait inexact que les services publics et médicaux soient organisés selon des principes de discrimination.

La Mission de visite de 1951, comme celle de 1948, a signalé que des Africains instruits et des associations asiatiques lui avaient affirmé que la discrimination raciale sévissait dans le Territoire. Les accusations précises de traitement discriminatoire avaient trait surtout à l'entrée dans les hôtels et dans les clubs. La Mission de 1951 a reconnu, comme l'Autorité chargée de l'administration, qu'en ce domaine il y avait des limites à l'efficacité de l'action gouvernementale. Il ne dépendait pas des pouvoirs publics de fixer les conditions d'admission à un club et, bien qu'il existe quelques associations dont le caractère fermé était apparemment d'origine raciale, la Mission a constaté avec satisfaction qu'un nombre croissant d'organisations sociales recrutaient leurs membres parmi toutes les races. La Mission a estimé toutefois que la question de l'entrée dans les hôtels était d'un ordre différent. La Compagnie des chemins de fer de l'Est-Africain exploitait un certain nombre d'hôtels dans lesquels, comme dans les trains, d'après ce qui a été dit à la Mission, les mesures discriminatoires étaient interdites. La Mission a estimé que l'Autorité chargée de l'administration devait prendre les dispositions nécessaires pour appliquer le même principe dans les autres hôtels destinés au public lorsqu'elle leur accordait l'autorisation légale.

Dans ses observations relatives au rapport de la Mission, l'Autorité chargée de l'administration s'est

<sup>199</sup> T/Pet.2/130.

<sup>200</sup> T/Pet.2/116. Pour la suite que le Conseil de tutelle a donnée à cette pétition, voir résolution 473 (XI).

<sup>201</sup> T/Pet.2/124.

<sup>202</sup> T/953/Add.2 et 4.

<sup>203</sup> T/Pet.2/134, T/Pet.2/137, T/Pet.2/138. Pour la suite que le Conseil de tutelle a donnée aux pétitions T/Pet.2/134 et T/Pet.2/137, voir les résolutions 480 (XI) et 482 (XI) respectivement.

<sup>204</sup> T/Pet.2/138.

<sup>205</sup> T/Pet.2/114, T/Pet.2/130.

<sup>206</sup> T/953/Add.2 et 4.

déclarée convaincue que la Mission, par sa propre expérience dans le Territoire, s'était rendu compte qu'il n'existait pas véritablement de discrimination sur le plan social. Elle a approuvé les observations de la Mission au sujet de l'admission dans les clubs. En ce qui concerne les hôtels gérés par des particuliers, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré demeurer persuadée que l'action directe ne constituait pas la solution du problème et que toute tentative pour combattre par des méthodes directes les préjugés de race qui existaient encore, non seulement n'atteindrait pas son but, mais risquerait d'aggraver encore les préjugés dans certains milieux et, partant, de retarder plutôt que de favoriser l'harmonisation des rapports entre les races. L'Administration ne négligerait cependant aucun effort, tant par l'exhortation que par l'exemple, pour faire disparaître le plus rapidement possible les préjugés de race, dont l'acuité ne cessait d'ailleurs de diminuer.

### **Liberté de la presse**

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les journaux, au sens propre du terme, sont encore peu nombreux. L'ordonnance sur la presse prévoit que toute personne désireuse de publier un journal peut être obligée, sur arrêté du Gouverneur siégeant en Conseil, à déposer une caution allant jusqu'à 3.000 shillings au maximum. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la nécessité de déposer une caution ne restreignait nullement la liberté de la presse. Il s'agissait là d'une simple mesure de précaution permettant de veiller à ce qu'un journal mis en cause dans un procès en diffamation soit en mesure de payer les dommages et intérêts fixés par le tribunal.

Deux journaux appartenant à des particuliers sont publiés à Dar-es-Salam et le Service de l'information publie trois journaux en langue souahélie. Au début de 1951, il y avait à Dar-es-Salam deux journaux qui appartenaient à des Africains et avaient des éditions quotidiennes; mais tous deux ont cessé de paraître au milieu de l'année.

En 1951, il existait, dans tout le Territoire, quatorze "journaux de district" tirant de 500 à plus de 3.000 exemplaires. Ils paraissaient mensuellement, s'occupaient surtout des questions locales et étaient presque tous rédigés par des Africains, avec les conseils et l'appui des autorités indigènes ou des commissaires de district.

La Mission de visite de 1951 a signalé que beaucoup de personnes dans les différents groupes de la population avaient déjà envisagé la possibilité de fonder dans le Territoire un journal dont les opinions auraient une portée plus grande et dont les propriétaires et les directeurs appartiendraient aux différentes races. La Mission a estimé que la fondation d'un tel journal aurait les conséquences les plus heureuses pour le progrès futur du Territoire.

### **Niveau de vie**

La Mission de visite de 1951, comme celle de 1948, a exprimé l'opinion que le niveau de vie était peu élevé dans de nombreuses parties du Territoire. Elle a fait observer qu'il se produisait indéniablement un déplacement de la population africaine des régions rurales vers les centres urbains et que le niveau de vie de la

population et d'autres aspects de sa vie sociale étaient des questions qui revêtaient une importance croissante.

En 1951, un comité des prix s'était livré à une enquête sur certains aspects de ce problème. La Mission de visite a déclaré que le champ de l'enquête était trop limité pour qu'on pût tirer de cette dernière des conclusions nettes, mais qu'elle permettait de penser que les conditions d'existence étaient difficiles pour les Africains les plus mal payés qui vivaient dans les villes. La Mission a estimé que le Gouvernement du Tanganyika devait entreprendre des recherches plus précises sur ces conditions d'existence, pour garantir un salaire minimum raisonnable.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité chargée de l'administration a reconnu que, par comparaison avec les normes des pays plus avancés, le niveau général de vie de la population africaine du Territoire était peu élevé, mais a fait remarquer qu'il s'était constamment amélioré au cours des dernières années. La population rurale, qui produit elle-même une grande partie de ce qui lui est nécessaire et qui a bénéficié des prix élevés des récoltes marchandes, avait été beaucoup moins touchée par les effets de la hausse du coût de la vie que la population des villes. Il ne faisait aucun doute que les conditions de vie étaient difficiles pour les Africains les moins bien payés qui vivaient dans les villes. L'Autorité chargée de l'administration se rendait compte que cette situation exigeait des études plus poussées et elle s'occupait de la question.

Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'au cours de l'année 1951 le coût de la vie avait continué à augmenter. Les salariés et les personnes à revenu fixe, surtout dans les régions urbaines, en avaient particulièrement souffert. Dans l'ensemble, on avait constaté au cours de l'année une insuffisance de numéraire dans les villes et une insuffisance de marchandises dans les régions rurales.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil prend acte avec inquiétude de la déclaration de la Mission de visite sur le niveau de vie peu élevé qu'on observe dans une grande partie du Territoire; il fait sienne la recommandation formulée par la Mission, selon laquelle l'Autorité chargée de l'administration devrait entreprendre des recherches plus précises sur le coût de la vie et le niveau de vie, en vue de porter à un niveau raisonnable les salaires minimums; il exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration adoptera de nouvelles mesures pour rendre moins pénibles les conditions d'existence des Africains les moins bien payés, notamment dans les villes.*

### **Logements urbains**

A sa neuvième session, le Conseil, tout en notant avec satisfaction que le plan décennal révisé prévoyait pour les logements urbains des crédits sensiblement plus importants que ceux qui avaient été envisagés tout d'abord, s'était inquiété de la crise de l'habitation urbaine en Afrique et avait invité instamment l'Autorité chargée de l'administration à accélérer l'exécution du plan en question. L'Autorité chargée de l'administration a répondu qu'elle était pleinement consciente de la gravité du problème et qu'elle faisait tous ses efforts pour accélérer l'exécution du programme.



En 1951, l'Autorité chargée de l'administration a signalé que le Service des travaux publics avait renforcé le personnel de ses services d'architecture et que le nombre des architectes et entrepreneurs privés augmentait. A la suite de l'affectation d'un crédit de 1.230.000 livres pour le logement, on avait pris des mesures pour atténuer la crise du logement. Depuis lors, a déclaré l'Autorité chargée de l'administration, il était devenu de plus en plus évident qu'il était nécessaire d'adopter un plan beaucoup plus vaste. D'après le plan adopté, elle dépenserait annuellement jusqu'à 250.000 livres pour construire des maisons à Dar-es-Salam et dans les autres centres urbains, créer de nouvelles zones d'habitation, améliorer celles qui existaient et aider les Africains à construire leurs propres habitations. L'objectif était de construire 800 nouvelles maisons par an. A Dar-es-Salam, 300 maisons semi-permanentes et 80 maisons de type temporaire étaient déjà terminées et 300 en cours de construction. La construction de 300 autres maisons allait commencer dans d'autres centres.

La Mission de visite de 1951 a exprimé l'espoir que le gouvernement poursuivrait activement la réalisation de ses plans de logement et qu'il encouragerait la construction d'habitations convenables par les particuliers. La Mission a été d'avis qu'il y avait lieu notamment d'examiner de plus près les revendications des fonctionnaires africains qui réclamaient de meilleures conditions de logement, un grand nombre d'entre eux ayant sans doute autant de mal à se procurer un logis que les fonctionnaires venus de l'étranger.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle faisait tous ses efforts pour accélérer l'exécution du programme de logement et que les besoins des fonctionnaires africains et asiatiques seraient l'objet d'une attention particulière.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil prend note de l'assurance donnée par l'Autorité chargée de l'administration qu'elle s'efforce par tous les moyens d'améliorer les programmes de logement; il exprime l'espoir que l'Administration hâtera l'exécution de ces programmes et encouragera les particuliers à faire construire des immeubles convenables; il estime en outre, comme la Mission de visite, qu'il faudrait, en particulier, examiner de plus près les revendications des fonctionnaires africains qui réclament de meilleures conditions de logement.*

## Nutrition

A sa septième session, le Conseil avait invité les Autorités chargées de l'administration à continuer à étudier, en coopération avec les institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies et les organismes scientifiques compétents, s'il était possible d'utiliser et de généraliser les méthodes scientifiques les plus modernes pour améliorer le régime alimentaire.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle n'avait fait procéder en 1951 à aucune étude systématique de la nutrition, mais qu'elle avait nommé au cours de l'année un diététicien et l'avait détaché auprès du Groupe d'études médicales et de recherches sur la filariose d'Afrique orientale pour étudier le régime alimentaire dans l'île d'Ukara (lac Victoria).

Un grand nombre de constatations montrent que, d'une manière générale, le niveau alimentaire d'une partie importante de la population africaine est peu satisfaisant. Des dispositions législatives régulent l'alimentation de la main-d'œuvre. La distribution de suppléments alimentaires aux écoliers est encore limitée, mais un petit nombre d'écoles distribuent du lait fourni par les troupes de l'école.

## Main-d'œuvre

### GÉNÉRALITÉS

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le Tanganyika manquait de main-d'œuvre et que l'expansion rapide du développement économique du Territoire avait accentué l'urgence de quelques-uns des problèmes que pose la main-d'œuvre. Il était évident, a-t-elle déclaré, que, si l'on voulait que le développement du Territoire se poursuive sans entraves, il fallait organiser rationnellement le potentiel de main-d'œuvre du Territoire et l'utiliser intégralement en augmentant la stabilité, l'efficacité et la productivité de la main-d'œuvre. On avait entrepris, en 1951, une enquête pour étudier ces problèmes et un rapport avait paru sous le titre *A Preliminary Investigation of the Manpower Position, 1951*. Cette enquête avait constitué la base des travaux d'un comité dont le gouvernement du Territoire étudiait les recommandations. On trouvera dans les paragraphes correspondants du présent chapitre les observations que la Mission de visite a faites sur ces recommandations.

Le recensement de la main-d'œuvre entrepris en 1951 a montré que le nombre des Africains pourvus d'un emploi salarié s'élevait à 455.398, soit, à près de 19.000 de moins qu'en 1949, année où, en raison de mauvaises récoltes et d'une pénurie de denrées alimentaires, un nombre anormal d'Africains cherchaient du travail.

Les principaux domaines où s'employait la main-d'œuvre ont été, en 1951, l'agriculture (232.481), la construction (45.034), l'industrie manufacturière, y compris l'électricité (26.022), les transports (24.120), le commerce de gros et de détail (19.949), l'extraction minière et l'exploitation des carrières (18.329), les services du gouvernement, surtout les services administratifs (17.415), et ceux des autorités locales (13.797). En outre, 51.484 personnes étaient classées comme travaillant dans des "services divers".

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration de continuer à prêter une grande attention au double problème de la stabilisation de l'effectif de la main-d'œuvre et de l'augmentation de sa productivité, et lui recommande d'envisager à ce propos l'adoption de mesures propres à amener une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de logement et des conditions de travail.*

### MIGRATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Bien que l'on ne dispose pas de chiffres précis, l'Autorité chargée de l'administration a estimé que le nombre des travailleurs absents du Territoire n'a jamais été inférieur à 12.000. La migration se dirige surtout vers les territoires de l'Afrique centrale et vers l'Union Sud-Africaine.

A sa neuvième session, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'étudier tout particulièrement la question des salaires et des conditions de travail des habitants du Tanganyika employés hors du Territoire et de prendre les dispositions propres à protéger leurs intérêts, en étudiant notamment la possibilité de créer un service consultatif de la main-d'œuvre, chargé de fournir à celle-ci assistance et conseils en matière de contrats de travail et de conditions d'emploi.

Les auteurs de la *Preliminary Investigation* ont proposé que, sans chercher à empêcher les déplacements de main-d'œuvre, on étudie le moyen de les restreindre ou de les surveiller.

La Mission de visite de 1951 a estimé souhaitable d'encourager la main-d'œuvre du Tanganyika à demeurer sur place et de la faire contribuer ainsi, dans la plus large mesure, au progrès du Territoire. La Mission a estimé que le Gouvernement du Tanganyika devrait jouer un rôle plus actif dans ce domaine et qu'en particulier il devrait entrer en rapports avec le gouvernement des Territoires vers lesquels se dirigent les courants migratoires, afin d'obtenir des renseignements précis sur les salaires et les conditions de travail de la main-d'œuvre migrante. La Mission a, de plus, estimé que le moyen le plus sûr de limiter les sorties de main-d'œuvre hors du Territoire serait que les employeurs du Tanganyika lui assurent des salaires et des conditions de travail semblables à ceux qui semblent exister dans les Territoires vers lesquels se produisent les migrations.

L'Autorité chargée de l'administration a répondu au Conseil de tutelle et à la Mission que ces migrations étaient entièrement spontanées, représentaient une pratique très ancienne et qu'il n'était pas possible de les interdire. D'un autre côté, il n'y avait pas lieu de les encourager, car, du fait de la demande croissante de main-d'œuvre, il était souhaitable de voir les travailleurs ne pas quitter le Territoire. L'Administration disposait de renseignements complets au sujet des salaires et des conditions de travail dans les régions où les travailleurs du Tanganyika avaient l'habitude de se rendre et s'était assurée que leurs intérêts étaient bien protégés. Tout travailleur qui le désirait pouvait recevoir des renseignements et des conseils, mais, en fait, étant donné l'ancienneté de ces migrations, les travailleurs qui quittaient le Tanganyika étaient parfaitement au courant de la situation qui régnait dans les régions où ils se rendaient. Le personnel du Service de la main-d'œuvre aidait et conseillait les travailleurs, et les centres de transit de la main-d'œuvre faisaient œuvre utile. L'Autorité chargée de l'administration continuerait à se préoccuper de la possibilité d'améliorer la situation, mais il était douteux que la création d'un service consultatif spécial soit pour le moment nécessaire ou souhaitable. A moins de se voir offrir des conditions séduisantes, les travailleurs n'iraient pas chercher du travail hors du Territoire où les possibilités d'emploi étaient suffisantes. En prenant des dispositions spéciales pour faire connaître aux travailleurs qu'ils pouvaient obtenir un salaire plus élevé dans les industries extractives très développées de l'Union Sud-Africaine et de la Rhodésie, on encouragerait la migration vers ces régions et ce ne serait pas dans l'intérêt du Territoire.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil rappelle la recommandation qu'il a faite à sa neuvième session au sujet de la main-d'œuvre migrante; il recommande à l'Autorité chargée de l'administration d'envisager la possibilité d'adopter, en coopération avec les autres gouvernements intéressés, des mesures propres à assurer, autant que possible, à la main-d'œuvre du Tanganyika qui travaille hors du Territoire, des conditions d'emploi satisfaisantes.*

#### ORGANISATION ET RECRUTEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

L'embauche est, dans le Territoire, l'œuvre de recruteurs privés et professionnels; le Service de la main-d'œuvre contrôle la délivrance des permis et impose, s'il y a lieu, un système de contingentement.

Les auteurs de la *Preliminary Investigation* ont fait observer que, bien que le problème du recrutement soit appelé à perdre de son importance, ils pensaient qu'il serait souhaitable d'organiser ce recrutement de façon plus efficace et en même temps de veiller à la stricte observation des règlements. La façon la plus sûre d'y parvenir serait de créer un organisme unique, sans caractère juridique ou officiel, où seraient représentés tous les employeurs intéressés au problème du recrutement. Les enquêteurs doutaient que l'on pût adopter un système autoritaire de répartition proportionnelle des ouvriers entre les employeurs. Le gouvernement ne pouvait envisager d'imposer le travail dirigé qu'en cas de proclamation de l'état de crise et les ouvriers devaient conserver le droit de travailler pour l'employeur de leur choix.

La Mission de visite de 1951 a noté qu'un système de rationalisation du recrutement de la main-d'œuvre, analogue au système proposé, fonctionnait sous le contrôle du Northern Province Labour Utilization Board (Office d'utilisation de la main-d'œuvre de la province du Nord). La Mission avait eu l'impression que l'office n'avait pas la sympathie d'un grand nombre des employeurs parmi les plus actifs. La proportion des abandons de travail était élevée dans la province du Nord.

La thèse selon laquelle un organisme du même genre exerçant ses attributions dans tout le Territoire permettrait aux employeurs de fixer un barème commun des salaires n'a pas semblé très heureuse à la Mission; les syndicats du Territoire sont encore, en effet, à un stade rudimentaire d'organisation et, à l'exception d'un seul, les syndicats, d'ailleurs peu nombreux, qui existaient à l'époque de la Mission précédente, avaient été incapables de diriger leurs affaires de façon convenable et de tenir une comptabilité régulière, si bien qu'ils ont été dissous. En raison de la disproportion des forces qui s'affronteraient au cours des négociations entre patrons et ouvriers, la Mission a été d'avis que le gouvernement devait surveiller de très près toute action qui aurait pour objet de réglementer les salaires. Si le gouvernement soutenait une association unique d'employeurs, il courrait le risque de protéger l'employeur un peu routinier et de freiner l'amélioration de la productivité et par conséquent celle de la rémunération et des conditions de travail.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'aucune décision n'avait été prise au sujet de la création d'un organisme sans caractère juridique chargé d'en-

courager la rationalisation de l'emploi et de la répartition de la main-d'œuvre disponible. Le Comité de la main-d'œuvre n'avait pas recommandé de promulguer des lois dont l'objet serait l'organisation de la main-d'œuvre, et toute la question exigeait un examen très attentif. Le Northern Province Labour Utilization Board, dont la Mission avait parlé, avait été très critiqué dans cette province. Les employeurs de la province discutaient l'ensemble de la situation et le gouvernement attendait leurs conclusions.

Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le régime sous lequel les industries ou les employeurs prenaient eux-mêmes leurs dispositions pour parer à leurs besoins de main-d'œuvre restait en vigueur, mais que les circonstances avaient renforcé les doutes que l'on pouvait avoir sur la possibilité d'utiliser longtemps encore ce système pour faire face à la situation. Il convenait de rationaliser et coordonner d'urgence le recrutement de la main-d'œuvre; l'Autorité chargée de l'administration étudiait attentivement ce problème ainsi que la nécessité d'augmenter la productivité des travailleurs et d'éviter le gaspillage et le mauvais rendement dans l'utilisation de la main-d'œuvre disponible.

Les auteurs d'une pétition<sup>207</sup> dont le Conseil était saisi à sa onzième session protestaient contre le fonctionnement du Northern Province Labour Utilization Board, en affirmant que cet office recrutait des Africains pour les faire travailler loin de chez eux, que les travailleurs étaient maltraités et que le gouvernement prélevait une redevance sur chaque travailleur recruté. Les auteurs de la pétition déclaraient que les opérations de l'office avaient fait l'objet d'un grand nombre de plaintes et ils demandaient son abolition.

L'Autorité chargée de l'administration<sup>208</sup> a précisé que l'office était un organisme légal dont l'objet principal était d'assurer l'utilisation rationnelle de la main-d'œuvre disponible. Le recrutement était volontaire et respectait rigoureusement les dispositions de la Convention sur le recrutement des travailleurs autochtones. La plupart des travailleurs recrutés étaient originaires d'une région relativement peu éloignée et ils disposaient de moyens de transport et de camps de repos; la Mission de visite de 1951 avait inspecté ces camps et en avait fait l'éloge. Il était inexact que le gouvernement prélève une redevance sur les travailleurs recrutés; seul l'employeur à qui la main-d'œuvre était destinée devait verser une certaine somme destinée à couvrir les frais de l'office. Les critiques adressées à l'office étaient le fait d'employeurs mécontents. Le fonctionnement de l'office ferait prochainement l'objet d'une étude et la question de son maintien viendrait certainement en discussion à ce moment-là.

#### SYSTÈME D'IDENTIFICATION

Les auteurs de la *Preliminary Investigation* avaient suggéré d'envisager sérieusement l'institution d'un système d'identification des employés. Ces derniers seraient tenus d'être porteurs de cartes d'identité, sur lesquelles figureraient leurs empreintes digitales et leur photographie, et de présenter ces cartes à la demande des fonctionnaires autorisés. L'Administration a informé

la Mission qu'il ne fallait pas considérer cet enregistrement du seul point de vue du recrutement de la main-d'œuvre ou essentiellement comme un moyen d'empêcher les abandons de travail; il présenterait une grande utilité pour le bon fonctionnement des services sociaux de tout ordre. La Mission a signalé que l'idée d'un tel enregistrement avait provoqué une vive opposition de l'Association africaine du Tanganyika, qui l'avait considérée comme constituant une concession faite aux colons. Un enregistrement des personnes pouvait être utile à des fins sociales précises, mais il n'était pas certain qu'il fût souhaitable d'organiser dans le Territoire un enregistrement général de la main-d'œuvre du genre de celui qui était envisagé, étant donné notamment l'opposition à laquelle on pouvait s'attendre de la part des Africains.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission de visite, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'avantage qu'il y aurait à instituer un système d'enregistrement, non seulement pour le recrutement de la main-d'œuvre, mais dans l'intérêt du développement du Territoire et en particulier de l'administration des services sociaux, devenait de plus en plus évident. On examinait la proposition qui avait été faite d'instituer, dans tout le Territoire et en faisant abstraction de toute considération d'ordre racial, un système d'enregistrement qui embrasserait non seulement la main-d'œuvre industrielle mais toute la population adulte mâle. L'institution d'un tel système représenterait évidemment une entreprise considérable, mais il était peu probable que l'on pût créer un système d'enregistrement fonctionnant de façon satisfaisante en partant d'un autre principe.

A sa onzième session, le Conseil a examiné une pétition<sup>209</sup> dont les auteurs affirmaient qu'ils étaient opposés à tout système d'enregistrement ou de contrôle de la main-d'œuvre, un tel système risquant de porter atteinte à la liberté des travailleurs.

Dans ses observations<sup>210</sup> l'Autorité chargée de l'administration a fait remarquer qu'elle n'envisageait l'institution d'aucun système d'enregistrement ou d'identification qui porterait atteinte à la liberté individuelle et qu'il n'était pas question de contrôle de la main-d'œuvre.

#### TAUX DES SALAIRES, CONDITIONS DE TRAVAIL

A ses sessions antérieures, le Conseil de tutelle avait noté que les salaires dans le Territoire étaient bas et il avait suggéré d'en relever le taux afin d'améliorer le niveau de vie de la population. La Mission de visite de 1948 avait fait une observation analogue.

Les auteurs de la *Preliminary Investigation* ont souligné la nécessité d'accroître le rendement et la productivité; ils ont estimé que la sous-alimentation et la maladie qui sévissaient parmi les Africains des tribus étaient parmi les causes de l'insuffisance actuelle de la production et ont insisté sur la nécessité d'améliorer les rations alimentaires fournies aux ouvriers africains. Une autre des causes qui, d'après l'enquête, expliquait la faible productivité était la grande instabilité de la main-d'œuvre non spécialisée. Il convenait de s'efforcer de stabiliser la main-d'œuvre en fournissant aux ouvriers des logements attrayants et d'autres avantages;

<sup>207</sup> T/Pet.2/134. Pour la suite que le Conseil de tutelle a donnée à cette pétition, voir la résolution 480 (XI).

<sup>208</sup> T/953/Add.2.

<sup>209</sup> T/Pet.2/123.

<sup>210</sup> T/953/Add.1.

on d'tournerait ainsi de nombreux Africains de la petite exploitation sur des terres dont le rendement est insuffisant pour les orienter vers des activités salariées à caractère permanent. Des salaires relativement élevés étaient un stimulant, mais il serait fâcheux de se disputer une main-d'œuvre improductive en se livrant à la surenchère. On pourrait encore, pour pousser les Africains à travailler, envisager d'augmenter les impôts lorsqu'il subsistait une marge impossible. Il convenait de mettre à la disposition des ouvriers des biens de consommation plus intéressants et d'accorder des congés payés sous certaines conditions.

La Mission de visite de 1951 a estimé, elle aussi, qu'il convenait d'accroître le rendement de la main-d'œuvre africaine et que le plus sûr moyen d'y parvenir était de la rendre plus stable. Il fallait utiliser les stimulants nécessaires; mais il était douteux que le résultat puisse être atteint sans un relèvement sensible des salaires et une amélioration des conditions de travail de la main-d'œuvre africaine.

Le problème du logement était sans doute le plus important, mais pour que le logement joue son rôle stabilisateur, il fallait l'assurer à la famille du travailleur aussi bien qu'au travailleur lui-même. Par ailleurs, il a semblé à la Mission que l'importance des salaires avait été sous-estimée par les auteurs de la *Preliminary Investigation* et qu'on n'avait pas envisagé sans une certaine inquiétude la possibilité d'un relèvement considérable des salaires payés aux Africains. La Mission a signalé que la faiblesse des taux actuels ne semblait guère propre à encourager les employeurs à augmenter la productivité de leurs employés. En outre, il a semblé à la Mission que le rythme de progression des salaires, malgré une augmentation récente, n'avait pas été en rapport avec la hausse des prix auxquels se vendaient les produits du Territoire.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle partageait, dans l'ensemble, l'avis exprimé par la Mission. Il était incontestable qu'il importait avant tout de stabiliser la main-d'œuvre; cette stabilisation dépendait surtout de l'amélioration des conditions de travail. Une amélioration marquée s'était produite au cours des dernières années et cette amélioration continuait. On s'efforçait de plus en plus d'assurer aux travailleurs mariés des conditions satisfaisantes de logement. De nouvelles mesures législatives devaient être proposées prochainement. Lorsqu'elles auraient été adoptées, les travailleurs accompagnés de leurs familles pourraient signer des contrats de travail d'une durée allant jusqu'à trois ans et spécifiant que l'employeur serait tenu de fournir aux familles des rations alimentaires conformes à un barème fixé.

En ce qui concerne le taux des salaires, l'Autorité chargée de l'administration a dit qu'elle pensait, comme la Mission, que des améliorations étaient nécessaires, mais elle a estimé que, du point de vue économique, il convenait de maintenir un rapport rationnel entre les salaires et la productivité. Pour la solution de ce problème, que l'on était en train d'étudier avec le plus grand soin, on devait tenir compte d'un ensemble d'éléments importants qui comprenait l'élévation du niveau général de la santé et de l'instruction, le développement des moyens de formation professionnelle et l'établissement d'un système de contrôle satis-

faisant. Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'ordonnance portant réglementation des salaires et des conditions d'emploi (*Regulation of Wages and Terms of Employment Ordinance No. 15, 1951*) contenait des dispositions qui prévoyaient la création de services chargés de fixer les salaires minimums (*wage boards*) et de commissions de salaires (*wage councils*) chargés de fixer la rémunération et les normes de travail dans certaines entreprises.

Au cours de sa neuvième session, le Conseil avait instamment invité l'Autorité chargée de l'administration à étudier tout particulièrement les dispositions relatives à la protection sociale et aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre africaine, afin que le développement industriel du Tanganyika soit pour la population une source d'avantages et non de difficultés.

L'Autorité chargée de l'administration a répondu que les renseignements qu'elle donnait dans son rapport annuel pour 1951 montreraient sans aucun doute l'importance extrême qu'elle attachait à ces questions.

Les salaires moyens payés en 1947, 1950 et 1951 ont été les suivants:

	1947 (Salaires mensuels moyens)	1950 (Pour 30 tâches)	1951 (Pour 30 tâches)
Catégories professionnelles	Shillings	Shillings	Shillings
<i>Agriculture</i>			
Ouvriers non spécialisés ...	8 à 30	15 à 30	18 à 40
Ouvriers semi-spécialisés ...	15 à 65	30 à 50	30 à 60
Ouvriers spécialisés .....	21 à 100	50 à 150	60 à 200
<i>Etablissements commerciaux, entreprises de transport, établissements industriels</i>			
Ouvriers non spécialisés ....	8 à 30	30 à 60	30 à 60
Ouvriers semi-spécialisés ...	15 à 80	60 à 90	60 à 90
Ouvriers spécialisés .....	21 à 100	75 à 200	75 à 300
<i>Mines</i>			
Ouvriers non spécialisés ....	8 à 30	15 à 30	12 à 30
Ouvriers semi-spécialisés ...	15 à 80	20 à 65	30 à 50
Ouvriers spécialisés .....	21 à 100	50 à 160	50 à 200

Les travailleurs agricoles et les mineurs reçoivent également des rations alimentaires. Certains reçoivent aussi des primes.

Les auteurs de sept pétitions<sup>211</sup> que le Conseil a examinées à sa onzième session, se sont plaints de l'insuffisance des salaires payés aux Africains en regard de l'augmentation du coût de la vie. Ils ont déclaré que le salaire des travailleurs manuels, en particulier, est insuffisante pour assurer un niveau de vie convenable et que, par suite, un grand nombre d'habitants du Tanganyika sont sous-alimentés et d'une santé fragile. Ils ont en outre affirmé qu'il existait dans le paiement des salaires une discrimination raciale et que les Européens et les Asiatiques étaient mieux rémunérés que les Africains qui possédaient les mêmes titres. Les pétitionnaires ont demandé une augmentation générale des salaires correspondant à l'augmentation du coût de la vie et l'adoption du principe du salaire égal pour un travail égal.

<sup>211</sup> T/Pet.2/108, 115, 122, 123, 127, 149, 156. Pour la suite que le Conseil de tutelle a donnée aux pétitions T/Pet.2/108, 115, 122, 127 et 156, voir les résolutions 471 (XI), 472 (XI), 476 (XI), 477 (XI) et 490 (XI) respectivement.

Dans ses observations <sup>212</sup> sur les pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, d'une façon générale, les traitements et salaires des Africains étaient peu élevés en comparaison de ceux que touchaient les ouvriers des autres races. Le fait était, cependant, que la main-d'œuvre africaine ne pouvait pas être considérée comme main-d'œuvre peu coûteuse. On admettait généralement la nécessité d'élever les taux de salaires et ces taux s'étaient accrues au cours des dernières années suivant une courbe régulière et continue, mais il n'en restait pas moins que, dans toutes les branches d'activité qui employaient de la main-d'œuvre, ce taux dépendait de nécessités économiques rigoureuses. On ne pouvait pas ne pas établir une relation entre les dépenses représentées par le paiement des traitements et salaires et le volume de la production. Les différences qui existaient entre les taux de rémunération n'étaient pas dues à une discrimination d'ordre racial: elles étaient la conséquence inévitable de différences de niveaux en matière d'instruction, d'expérience professionnelle, de compétence et de qualités telles que le sens des responsabilités. Il y avait lieu d'espérer que la productivité de l'ouvrier africain augmenterait grâce aux progrès de l'hygiène et de l'instruction et à la création de plus grandes possibilités d'apprentissage pour les Africains; les plans conçus par l'Administration pour la mise en valeur du Territoire tenaient compte de toutes ces nécessités. Lorsque des Africains employés dans des entreprises privées cherchaient à obtenir un relèvement de leurs salaires par des négociations avec les employeurs, ils pouvaient s'adresser aux commissions de salaires que l'Administration avait constituées en application de la récente ordonnance portant réglementation des salaires et des conditions d'emploi.

Les auteurs d'une autre pétition <sup>213</sup> ont affirmé que le manque de main-d'œuvre était dû en partie aux conditions de travail peu satisfaisantes. Ils faisaient observer que l'Administration ne devrait pas se désintéresser des infractions commises par les employeurs. Ils se déclaraient opposés à l'institution de tout système d'enregistrement de la main-d'œuvre.

Dans ses observations <sup>214</sup> sur la pétition, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la pénurie périodique de main-d'œuvre était due non à un mécontentement créé par les conditions de travail, mais au fait que l'offre de main-d'œuvre subissait le contre-coup des fluctuations dans le rendement des récoltes. Les infractions commises par les employeurs ne passaient pas inaperçues, bien au contraire; les statistiques officielles montraient qu'elles étaient traitées avec plus de rigueur que les infractions commises par les employés.

Dans une pétition <sup>215</sup>, l'Association des cuisiniers, laveurs et domestiques africains s'est plainte que les domestiques n'avaient pas de congés, n'étaient ni logés ni nourris et pouvaient être renvoyés sans préavis même après une longue période de service dans la même maison. L'Association se plaignait que son enregistrement en tant que syndicat ait été annulé.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré <sup>216</sup> qu'il n'existait pas de règlement fixant les conditions d'emploi du personnel de maison. Ces conditions étaient fixées d'un commun accord entre employeurs et employés. Les employeurs honorables accordaient à leurs domestiques des congés et beaucoup de domestiques étaient logés. D'autres recevaient des rations alimentaires ainsi que des vêtements. Dans d'autres cas, on considérait que les gages étaient assez élevés pour permettre au domestique de subvenir lui-même à ces besoins. Au cours des dernières années, les salaires du personnel domestique avaient, en général, très fortement augmenté. Les fonctionnaires du Service du travail étaient prêts à venir en aide aux domestiques, lorsque leur patron n'observait pas les stipulations du contrat de travail ou lorsqu'ils se trouvaient dans une situation réellement difficile; les domestiques cherchant un emploi pouvaient en outre s'adresser aux bureaux de placement.

Quant à l'annulation de l'enregistrement de l'Association en tant que syndicat, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il était devenu évident que l'Association ne comprenait guère qu'un petit groupe de dirigeants intéressés qui faisaient preuve d'une intégrité très contestable, surtout dans la gestion des fonds de l'Association. Cette situation avait abouti à l'annulation de l'enregistrement de l'Association en tant que syndicat et, après avoir attentivement étudié une pétition et d'autres représentations faites par le Comité directeur de l'Association, l'Administration avait maintenu sa décision.

#### ACCIDENTS DU TRAVAIL

Il y a eu 1.613 accidents du travail en 1951, 91 ont entraîné la mort, un a entraîné une invalidité permanente, 483 une invalidité partielle et 1.938 une invalidité temporaire. Il y a eu également 8 cas d'anthrax. En 1950, il y avait eu 836 accidents du travail, dont 57 avaient entraîné la mort.

L'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'elle se proposait de mettre en vigueur en avril 1952 l'ordonnance sur les accidents du travail promulguée en décembre 1950. Cette ordonnance rend obligatoire l'enregistrement de toutes les usines existantes et à créer, et renferme des dispositions détaillées définissant les mesures de sécurité à prendre pour l'utilisation des machines monte-charges, ascenseurs, etc. Elle contient des dispositions spéciales concernant les mesures d'hygiène et de sécurité à prendre quand les processus de fabrication comportent des dangers.

#### SYNDICATS, RELATIONS PROFESSIONNELLES

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les syndicats continuaient à ne susciter qu'un intérêt très faible. Les Africains ne semblaient guère disposés à former des syndicats. En 1949, il y avait dans le Territoire sept syndicats enregistrés, dont cinq africains. A la fin de 1951, il n'existait plus qu'un seul syndicat (asiatique). L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle poursuivait ses efforts en vue d'enseigner aux autochtones les principes fondamentaux du syndicalisme, mais qu'il reste beaucoup à faire avant que ces principes soient parfaitement compris et puissent recevoir une application générale.

<sup>212</sup> T/953/Add.1.

<sup>213</sup> T/Pet.2/123.

<sup>214</sup> T/953/Add.1.

<sup>215</sup> T/Pet.2/121. Pour la suite que le Conseil de tutelle a donnée à cette pétition, voir la résolution 475 (XI).

<sup>216</sup> T/953/Add.2.

L'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'il y avait eu en 1951, 73 conflits du travail qui avaient mis en cause 7.851 ouvriers et fait perdre 12.775 journées de travail. Ces conflits avaient duré de un à quatre jours.

#### DÉLITS DU TRAVAIL

En 1951, 107 employeurs ont été condamnés pour infraction aux lois du travail en vigueur dans le Territoire. Cent deux ont été punis d'amende, huit ont fait l'objet d'avertissements et deux ont été emprisonnés. Les principaux délits avaient trait au non-paiement des salaires et au travail des enfants. Le nombre des travailleurs jugés au cours de l'année a été de 339; 76 ont été punis d'amende, 256 condamnés à des peines de prison et 7 ont reçu des avertissements.

A sa sixième session, le Conseil avait recommandé que l'Autorité chargée de l'administration envisage la possibilité de supprimer les sanctions pénales, dans tous les cas où elles étaient encore appliquées, lorsqu'il s'agit de rupture d'un contrat de travail.

L'Autorité chargée de l'administration a fait ressortir que la seule réserve restant en vigueur en ce qui concerne l'application de la Convention de 1939 relative aux sanctions pénales (travailleurs indigènes) est celle qui a trait aux domestiques qui quittent illégalement le service de leur patron, avec l'intention de ne pas le reprendre. L'abandon illégal du travail constitue un problème particulièrement délicat dans un pays où les ouvriers recrutés sous contrat sont souvent transportés très loin et à grands frais. L'Administration estime que l'ouvrier qui a reçu gratuitement des couvertures et d'autres effets, a été transporté gratuitement et a bénéficié d'autres avantages, est moralement obligé de se conformer aux termes de son contrat. Tout en étudiant de près la possibilité de renoncer à cette réserve, l'Autorité chargée de l'administration estime que les conditions n'ont pas encore suffisamment changé pour justifier la suppression de toute sanction.

#### TRAVAIL DES ENFANTS

En 1950, il y avait 20.523 mineurs du sexe masculin employés, le plus grand nombre d'entre eux, dans des entreprises agricoles. En 1950, comme l'a signalé l'Autorité chargée de l'administration, les revenus mensuels de 21.588 mineurs ainsi employés variaient entre 5 et 15 shillings. Deux mineurs gagnaient entre 100 et 200 shillings par mois. Outre les salaires en espèces, un grand nombre d'entre eux bénéficiaient d'allocations en aliments.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'aucun mineur ne pouvait être employé autrement que contre paiement d'un salaire journalier, au jour le jour, et à condition que l'enfant retourne chaque soir au lieu de résidence de ses parents ou de son tuteur.

A sa troisième session, le Conseil avait estimé qu'il conviendrait d'interdire le travail des enfants, de limiter l'emploi des mineurs dans les plantations et les entreprises industrielles et de fixer des conditions de travail qui assurent la protection des mineurs.

L'Autorité chargée de l'administration a fait observer en réponse que les règlements régissant l'emploi des enfants et des jeunes gens étaient extrêmement précis. On ne considérerait comme possible encore d'abolir complètement cette forme de travail. Cependant, le

travail régulier des enfants avait été réduit à un minimum et la politique de l'Administration tendait à supprimer en fin de compte cette forme de travail.

#### Châtiments corporels

Trente-trois catégories de délits entraînent une peine de châtiment corporel, qui est prononcée par les tribunaux; les châtiments corporels peuvent être également infligés dans les prisons à titre de mesure disciplinaire. Le nombre maximum de coups qui peuvent être infligés est de douze pour un mineur et de vingt-quatre pour un adulte. En 1951, la Cour suprême a condamné une personne et les tribunaux de première instance ont condamné 585 personnes à une peine de châtiment corporel. Dans seize cas, les jugements ont été cassés et, dans un cas, pour des raisons de santé, la sentence n'a pas été appliquée. Quatre cent vingt-trois de ces jugements ont été prononcés contre des mineurs. En 1950, les tribunaux indigènes ont condamné 736 personnes à la peine du fouet. En 1951, une personne a subi une peine de châtiment corporel pour avoir violé le règlement pénitentiaire.

Le Conseil et l'Assemblée générale avaient antérieurement recommandé d'abolir les châtiments corporels aussi rapidement que possible. En 1948, la Mission de visite avait formulé une recommandation analogue.

A sa sixième session, l'Assemblée générale a pris acte des arguments mis en avant pour expliquer pourquoi cette peine n'avait pas encore été complètement abolie, mais on a estimé que ces considérations ne devraient pas empêcher l'abolition complète des châtiments corporels; elle a insisté pour que les châtiments corporels soient complètement abolis comme mesure disciplinaire dans toutes les prisons; elle a recommandé l'adoption immédiate d'une législation prévoyant le remplacement, dans tous les cas, des châtiments corporels par les méthodes de la pénologie moderne; elle a réitéré ses recommandations antérieures et elle a insisté pour qu'elles soient observées sans délai.

Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que sa politique tendait à mettre la législation du Territoire en harmonie avec celle du Royaume-Uni et à supprimer les châtiments corporels en tant que peine prononcée par les tribunaux. Elle avait insisté auprès de l'Administration du Territoire pour qu'il s'efforce d'atteindre cet objectif le plus tôt possible. Toutefois, il était impossible de supprimer immédiatement cette forme de châtiment, en raison de l'opposition de l'opinion publique et du fait qu'on ne pouvait pas encore recourir aux méthodes de la pénologie moderne. Pendant l'année considérée, l'Administration s'étant efforcée de mettre en vigueur des mesures visant à réduire le nombre des délits entraînant un châtiment corporel. Elle avait présenté au Conseil législatif un projet de loi à cet effet. Le Conseil n'avait pas adopté ce projet de loi car, seul un des membres non fonctionnaires — un Européen — l'avait appuyé; tous les autres membres non fonctionnaires, sans distinction de race, avaient jugé la mesure prématurée. Etant donné la vigueur de l'opposition et la solidarité dont avaient fait preuve les membres qui étaient hostiles au projet de loi présenté au Conseil, le Gouverneur n'avait pas cru devoir recourir à la procédure antidémocratique qui aurait consisté à utiliser la majorité des membres fonction-

naires pour imposer une décision de ce genre. L'Administration avait donc retiré, bien qu'à regret, le projet de loi. Elle poursuivait cependant l'examen de la question et se proposait de réaliser l'abolition de châtimens corporels aussi rapidement qu'il serait possible de le faire sans que la grande majorité des citoyens respectueux de la loi s'en offusque.

A sa onzième session, le Conseil a examiné trois pétitions<sup>217</sup> dont les auteurs réclamaient l'abolition des châtimens corporels ou demandaient tout au moins que ces châtimens soient appliqués sans discrimination d'ordre racial.

Dans les observations<sup>218</sup> qu'elle a présentées sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le Conseil n'ignorait pas quelle était sa politique en matière de châtimens corporels et était au courant des mesures qu'elle avait adoptées pour parvenir à l'abolition de cette peine. Elle ajoutait que les châtimens corporels n'étaient pas infligés uniquement aux Africains.

### Régime pénitentiaire

De même que la Mission de visite de 1948, la Mission de visite de 1951 a signalé que les prisons et établissements pénitentiaires qu'elle avait pu visiter lui avaient fait une impression favorable. Elle a constaté qu'un vaste programme de construction, intéressant toutes les régions du Territoire, avait été presque entièrement exécuté. La plupart des prisons importantes du Tanganyika étaient maintenant des bâtimens modernes et bien construits. La Mission a constaté que les prisons n'étaient pas surpeuplées et que les prisonniers autochtones recevaient une nourriture suffisante. On prenait des mesures judicieuses pour séparer les délinquants primaires des récidivistes. La Mission a été particulièrement impressionnée par la prison de Kingolwira, véritable "prison sans barreaux".

A sa onzième session, le Conseil a été saisi d'une pétition<sup>219</sup> dont les auteurs se plaignaient de ce que l'Autorité chargée de l'administration ne prenait pas toutes les mesures appropriées pour assurer le redressement des prisonniers et pour séparer les délinquants primaires des récidivistes. Ils demandaient que le gouvernement réforme le système en vigueur dans les prisons ou construise des prisons plus modernes analogues à celles de Kingolwira.

Dans les observations<sup>220</sup> qu'elle a présentées sur cette pétition, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le problème essentiel est le manque de locaux, mais que la situation s'améliorait rapidement. La politique de l'Administration consistait à répartir les prisonniers selon la catégorie à laquelle ils appartenaient. Le programme de construction en cours visait avant tout à remplacer les vieux bâtimens par des édifices modernes spacieux, situés à la campagne.

La Mission de visite a signalé qu'en raison de l'augmentation rapide de la population urbaine, la délinquance juvénile avait pris une ampleur inquiétante. L'Administration projetait la création d'un établissement de redressement réservé aux jeunes délin-

quans. Elle avait institué le régime de la probation à Dar-es-Salam, avec des résultats satisfaisants et comptait en étendre l'application.

Les auteurs d'une pétition<sup>221</sup> ont déclaré qu'en raison de l'afflux des jeunes gens dans les villes, la délinquance juvénile faisait de rapides progrès. Ils ont souligné qu'il convenait de développer l'instruction et d'organiser les loisirs pour lutter contre cet état de choses.

Dans ses observations<sup>222</sup> sur cette pétition, l'Autorité chargée de l'administration reconnaissait que les mesures de lutte contre la délinquance juvénile s'imposaient et se déclarait convaincue que le remède le plus efficace était le système de probation, qu'elle se proposait de développer considérablement.

### Services médicaux et sanitaires

En 1949, 1950 et 1951, les effectifs du personnel médical du Territoire étaient les suivants:

	1949	1950	1951
<i>Médecins diplômés et médecins autorisés</i>			
Fonctionnaires .....	127	135	155
Non fonctionnaires .....	139	166	153
<i>Infirmières diplômées</i>			
Fonctionnaires .....	128	142	205
Non fonctionnaires .....	140	191	217
<i>Dentistes</i>			
Fonctionnaires .....	3	4	5
Non fonctionnaires .....	10	12	9

Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les médecins auxiliaires, les assistants de laboratoires, les inspecteurs des services médicaux et les agents des services sanitaires.

Par comparaison avec 1949 et 1950, le nombre des hôpitaux et des dispensaires en 1951, était le suivant:

	1949	1950	1951
<i>Hôpitaux et centres médicaux traitant des malades hospitalisés</i>			
Hôpitaux de l'Administration ..	74	74	74
Hôpitaux des missions, hôpitaux privés et hôpitaux des entreprises .....	90	93	93
<i>Dispensaires et centres médicaux ruraux</i>			
Dispensaires de l'Administration	21	15	21 <sup>a</sup>
Dispensaires des missions, dispensaires privés et dispensaires des entreprises ..	345	363	362
Dispensaires de l'autorité indigène .....	401	418	414
<i>Maternités et cliniques pédiatriques</i>			
De l'Administration .....	12	12	14
Des missions .....	52	52	59
De l'autorité indigène .....	20	15	31

<sup>a</sup> 10 dispensaires de médecine générale, 11 dispensaires pour le traitement de la maladie du sommeil.

Dans les budgets de 1949, 1950 et 1951, les crédits alloués aux services de santé étaient les suivants:

<sup>217</sup> T/Pet.2/111, T/Pet.2/130, T/Pet.2/149.

<sup>218</sup> T/953/Add.4.

<sup>219</sup> T/Pet.2/130.

<sup>220</sup> T/953/Add.4.

<sup>221</sup> T/Pet.2/130.

<sup>222</sup> T/953/Add.4.



	Crédits budgétaires alloués au service médical (Livres)	Fonds de dé- veloppement (Livres)	Trésoreries indigènes (Livres)	Total (Livres)
1949....	593.400	75.185	77.430	746.015
1950....	689.990	98.730	82.369	871.089
1951....	853.295	182.826	108.804	1.144.925

De même que la Mission de visite de 1948, le Conseil avait souligné à plusieurs reprises la nécessité d'augmenter rapidement et dans de fortes proportions le personnel et les services médicaux et sanitaires.

L'Autorité chargée de l'administration avait déclaré qu'elle déployait tous ses efforts pour mettre en œuvre les plans de développement des services médicaux et sanitaires du Territoire.

A sa neuvième session, le Conseil avait constaté avec satisfaction l'accroissement important des crédits consacrés aux services médicaux, mais il avait exprimé l'espoir que ces crédits seraient accrus d'une façon qui permette l'extension de tous les services médicaux et que des crédits plus importants seraient prévus pour la formation d'un personnel médical autochtone.

Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a souligné l'augmentation des crédits affectés aux services médicaux au cours des dernières années. Elle a signalé que les crédits ouverts par les trésoreries indigènes seraient, en 1952, très supérieurs à ceux de 1951. Les crédits budgétaires seraient de 940.714 livres sterling, en 1952, contre 853.295 livres, en 1951, tandis que les subventions du fonds de développement passeraient de 182.826 livres en 1951 (prévisions originales) à 271.720 livres en 1952 (prévisions approuvées).

La Mission de visite de 1951 a constaté que le nombre des hôpitaux était trop faible pour répondre aux immenses besoins du Territoire en matière de services médicaux. Elle a également déclaré que les hôpitaux existants étaient, d'une manière générale, moins bien construits que les autres bâtiments publics tels que les écoles et les prisons, et que l'Administration faisait moins construire d'hôpitaux que de bâtiments de ce dernier type.

La Mission a remarqué que la qualité des installations variait d'un hôpital à l'autre, ou même d'une salle à l'autre dans un même hôpital. Il semblait que les distinctions étaient exclusivement d'origine raciale, certains hôpitaux ou certaines salles étant réservées soit aux Européens, soit aux Asiatiques, soit aux Africains. Elle a trouvé naturel que certaines différences de culture et de coutumes obligent à faire des distinctions entre malades, mais l'Autorité chargée de l'administration devrait s'assurer que ces distinctions ne soient pas fondées sur des considérations raciales.

La Mission a reconnu que toute extension importante des services médicaux du Tanganyika, notamment insuffisants à l'heure actuelle, se heurterait à de nombreuses difficultés; dans l'intérêt immédiat, le problème essentiel était de recruter le personnel nécessaire. Cependant elle n'a pas été persuadée que l'Administration ait fait dans ce domaine tout ce qu'il était possible de faire. La politique, semble-t-il, n'a pas toujours été cohérente à cet égard et la Mission a pu constater que, même actuellement, certains fonctionnaires du gouvernement semblent juger l'état des services médicaux avec un optimisme excessif. La

Mission a appris avec satisfaction que le personnel médical africain pourvu de diplômes de divers établissements s'était considérablement accru, mais le rythme de cette augmentation est loin d'être suffisant pour permettre d'étendre le réseau des dispensaires à toutes les régions du Territoire et de le rendre plus efficace. Ne serait-ce que pour des raisons d'économie, il semble qu'à longue échéance la tâche essentielle doive être de former beaucoup plus de médecins autochtones; jusqu'ici en effet le collège de Makérére n'en a formé qu'un tout petit nombre. Il est évident que l'effectif du corps médical africain ne pourra s'accroître sensiblement tant qu'il n'y aura pas d'augmentation marquée du nombre des autochtones diplômés des écoles secondaires.

Enfin, la Mission a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuerait à accorder des crédits suffisants pour le développement des services médicaux et qu'elle offrirait des traitements permettant d'attirer le personnel nécessaire. Elle s'est demandé si ce programme d'expansion avait un caractère suffisamment concret et elle a estimé que le nouveau plan révisé de développement devrait comprendre une extension plus systématique des services médicaux.

Dans les observations qu'elle a présentées au sujet du rapport de la Mission, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'en ce qui concernait les constructions, le rythme des travaux avait dépendu de la mesure dans laquelle le Service des travaux publics et les entrepreneurs avaient pu faire face à leurs nombreuses tâches; des progrès avaient cependant été réalisés, certains d'entre eux dans des régions que la Mission n'avait pas été à même de visiter. On avait élaboré avec soin un programme de construction échelonné et adopté un plan d'hôpital type.

Outre les travaux de construction considérables de Kibongoto et divers travaux d'agrandissements des hôpitaux existants, de nouveaux hôpitaux avaient été construits à Korogwé et à Iringa et l'on était en train de construire un hôpital à Nzéga. Dans l'immédiat, on prévoyait la construction de cinq nouveaux hôpitaux; deux autres hôpitaux viendraient ensuite; les travaux seraient entrepris aussitôt que possible. On avait terminé une grande partie des travaux qui devaient précéder la reconstruction de l'hôpital de Tanga, qui constituerait un groupe hospitalier comprenant des logements pour les infirmiers et un foyer pour les infirmières africaines. Un nouvel hôpital devait être construit à Dar-es-Salam et on commencerait bientôt la construction de centres de visites situés aux endroits les plus commodes pour la population africaine.

Dans le plan général d'extension des services médicaux et sanitaires, la création de centres de formation professionnelle occupait une place prioritaire. Un nouveau centre, qui assurerait notamment la formation en vue du service social maternel et infantile, devait être construit à Tabora en 1952. Le centre de formation de l'administration indigène à Tukuyu allait passer entre les mains de l'Autorité chargée de l'administration et serait agrandi et modernisé.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le fait de décrire les hôpitaux comme "européens", "asiatiques" ou "africains" risquait d'induire en erreur. L'hôpital "européen" de Dar-es-Salam, par exemple, admettait des malades de toutes les races. En règle générale, les malades désiraient conserver leurs habitudes pendant qu'ils étaient à l'hôpital; leur alimentation



posait donc un problème spécial. Il était inutile de s'étendre sur les complications que cela engendrait et sur l'impossibilité, dans ces conditions, de créer des services mixtes. En fait, alors que la population réclamait des groupes hospitaliers, elle ne demandait pas de services mixtes. L'Autorité chargée de l'administration se rendait compte cependant que des différences de culture et de coutumes existaient non seulement entre les différents groupes ethniques, mais encore au sein de chaque groupe et, pour résoudre ces difficultés, elle allait créer des salles réservées aux malades payants.

Dans le passé, les difficultés de recrutement du personnel avaient fait obstacle au progrès dans le domaine médical, mais la situation s'était considérablement modifiée. La question des traitements avait cessé d'être un problème et, pour l'ensemble de l'année, le recrutement avait été très satisfaisant. Au cours de l'année, vingt nouveaux médecins étaient arrivés dans le Territoire et dix autres avaient accepté un engagement ou avaient reçu des offres d'engagement. A la fin de l'année, en plus de cinq médecins principaux et de huit spécialistes, le Territoire comptait soixante-sept médecins de l'Administration, une soixantaine de médecins asiatiques et neuf médecins africains. De nouveaux médecins avaient été affectés à un certain nombre de centres; dans plusieurs cas, des affectations avaient été faites dans des districts où il n'y avait précédemment aucun médecin de l'Administration.

L'objectif était toujours de porter le nombre des médecins à 120, qui était le chiffre que le Dr Pridie, Directeur du service médical du Ministère des colonies, avait recommandé à la suite de sa tournée d'inspection, mais pour employer utilement un tel effectif, il faudrait que l'exécution du programme général d'extension des services médicaux soit beaucoup plus avancée et qu'on dispose d'un plus grand nombre d'hôpitaux de district et autres établissements. En attendant, il était malheureusement nécessaire de réduire quelque peu le recrutement.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré se rendre pleinement compte que les services médicaux actuels étaient insuffisants et qu'il restait beaucoup à faire. Il n'y avait pas lieu de juger la situation avec trop d'optimisme et elle regrettait que certains fonctionnaires aient pu donner cette impression à la Mission de visite. Cette attitude n'était nullement celle de l'Autorité chargée de l'administration ni celle de l'Administration du Tanganyika.

A sa onzième session, le Conseil a examiné deux pétitions<sup>223</sup> dont les auteurs se plaignaient de l'insuffisance des services médicaux et demandaient que l'on augmente l'effectif du personnel médical et le nombre des hôpitaux. Ils suggéraient des moyens d'accroître les crédits destinés aux services médicaux.

Dans ses observations<sup>224</sup> sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'extension et l'amélioration des services médicaux constituaient l'un des faits saillants des plans de développement du Territoire. L'Administration étudiait constamment les moyens d'augmenter les crédits disponibles à cet effet. Dans le district en question, le développement des

services médicaux locaux était limité par le manque de personnel plutôt que par l'insuffisance des crédits.

Les auteurs d'une pétition<sup>225</sup> reçue du district de Bukoba ont proposé, pour lutter contre la propagation des maladies vénériennes, de créer des centres qui utiliseraient des films et des affiches et organiseraient des conférences.

L'Autorité chargée de l'administration a fait savoir<sup>226</sup> qu'elle étudiait de très près le problème que posait les maladies vénériennes dans le district de Bukoba. Elle examinait à ce moment-là une proposition tendant à confier la lutte antivénérienne à l'East African Medical Survey. Un médecin de plus avait été affecté au district et un auxiliaire médical haya y serait également envoyé. On espérait pouvoir augmenter le nombre des infirmières visiteuses affectées d'une manière permanente au district. Le problème était dans une large mesure un problème social et l'on entreprendrait, à cet égard, une campagne spéciale de propagande.

Dans une résolution<sup>227</sup> qu'il a adoptée au sujet de cette pétition, le Conseil a estimé que l'attitude de l'Administration sur la question de la prostitution et des maladies vénériennes, qui reconnaît la nécessité de réformes sociales, devrait contribuer à résoudre ces problèmes; il a exprimé l'espoir qu'il serait possible de faire comprendre aux hommes haya les aspects sociaux du problème, de les amener à reconnaître leurs responsabilités et à coopérer aux efforts visant à améliorer les conditions sociales dans le district de Bukoba.

Les auteurs d'une autre pétition<sup>228</sup> ont soutenu que l'octroi des soins médicaux donnait lieu à une discrimination d'ordre racial et que des Africains souffrant de paludisme s'étaient vu, pour des raisons d'ordre expérimental, refuser des injections de quinine. Les auteurs de la pétition étaient hostiles au recrutement de médecins asiatiques, ces derniers, d'après eux, ne s'intéressant qu'à leur clientèle privée et ne manifestant aucun intérêt pour les malades africains.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré<sup>229</sup> que les allégations relatives aux services médicaux étaient complètement fausses; et qu'il en était de même de l'allégation concernant le traitement contre le paludisme. L'accusation portée contre les médecins asiatiques n'était rien moins qu'une calomnie grossière.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil constate avec satisfaction que l'effectif du personnel médical a quelque peu augmenté pendant l'année qui fait l'objet du rapport, mais il estime, comme la Mission de visite et l'Autorité chargée de l'administration que les services médicaux et services d'hygiène actuels ne sont pas en rapport avec les besoins du Territoire. Le Conseil note, d'autre part, avec inquiétude la déclaration faite par la Mission de visite au sujet de la formation du personnel médical et du type de bâtiments que constituent les hôpitaux; il recommande à l'Autorité chargée de l'administration de ne ménager aucun effort pour atteindre, dans le plus bref délai possible, les objectifs visés dans son plan d'extension des services médicaux.*

<sup>225</sup> T/Pet.2/104.

<sup>226</sup> T/953/Add.3.

<sup>227</sup> Résolution 469 (XI).

<sup>228</sup> T/Pet.2/130.

<sup>229</sup> T/953/Add.4.

<sup>223</sup> T/Pet.2/104, T/Pet.2/111. Pour la suite que le Conseil de tutelle a donnée à la pétition T/Pet.2/104, voir la résolution 469 (XI).

<sup>224</sup> T/953/Add.3, Add.4.

## **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

### **Condition de la femme**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a félicité l'Autorité chargée de l'administration de la politique judiciaire qu'elle suivait en s'efforçant d'améliorer, ainsi qu'il ressort de l'exposé du Gouverneur, la condition de la femme africaine dans le Territoire.

Le représentant de la France a été satisfait d'apprendre du Gouverneur du Territoire l'importance qu'il attachait à l'émancipation de la femme africaine. Les expériences faites en d'autres parties de l'Afrique ont démontré que la femme était un facteur d'évolution capital.

Le représentant du Salvador a déclaré qu'il y avait lieu de se féliciter des progrès réalisés en ce qui concernait la condition de la femme et a exprimé l'espoir que ces progrès se poursuivraient sans interruption.

### **Droits de l'homme et libertés fondamentales**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est référé au Code pénal du Tanganyika. Conformément aux articles 27 et 28 dudit code, un agent de police peut, sans mandat d'arrestation, arrêter : 1) tout individu sous prétexte qu'il trouble l'ordre public en sa présence; 2) toute personne qu'il rencontre la nuit sur la voie publique ou en tout autre lieu et qui, à son avis, a commis ou a l'intention de commettre un délit; et 3) tout individu contre qui il a de bonnes raisons de croire que la police a déjà lancé un mandat d'arrêt. D'autre part, toute personne peut arrêter un individu qui, à son avis, a commis un acte délictueux ou qu'elle a de bonnes raisons de soupçonner d'avoir commis un tel acte. Il est évident que les dispositions du code pénal sont dirigées contre les autochtones et que ces derniers ne sont pas protégés contre les actes arbitraires de la police ou des colons européens. Le Conseil devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de mettre un terme à sa politique qui porte grossièrement atteinte aux droits et aux intérêts des autochtones.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a relevé les observations faites au sujet de la liberté de parole dans le Territoire. Le Conseil n'aura pas manqué, a-t-il dit, de prendre note des observations contenues dans le rapport de la Mission de visite de 1951, observations qui confirment entièrement l'opinion exprimée par la première Mission de visite. Un témoignage aussi impartial et objectif constituant une réfutation complète de toute allégation contraire.

Le représentant spécial a ajouté que les dispositions relatives à l'arrestation n'étaient pas différentes de celles qui existent dans d'autres pays civilisés. Elles n'avaient pas un caractère de discrimination raciale; elles constituaient des dispositions normales qui n'étaient dirigées contre aucune fraction déterminée de la population. En citant ces dispositions, le représentant de l'URSS avait omis de citer celle qui stipulait que toutes les personnes arrêtées devaient comparaître devant un magistrat.

## **Discrimination raciale**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les dispositions du code pénal du Territoire, la pratique du châtiment corporel, l'inégalité des crédits budgétaires destinés à l'enseignement des Européens et des Africains et l'inégalité des salaires versés aux professeurs européens et africains montraient que l'Administration pratiquait une politique de discrimination raciale à l'égard de la population autochtone. Le Conseil devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de mettre fin à la politique antidémocratique qu'elle suivait à l'égard de la population autochtone, politique caractérisée par la discrimination raciale et de graves atteintes aux droits et aux intérêts de la population autochtone du Territoire.

### **Niveau de vie**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration pourrait prendre certaines mesures pour rendre moins pénibles les conditions d'existence des Africains les moins bien rétribués, notamment dans les villes.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la Mission de visite avait mis en évidence l'insuffisance du niveau de vie des autochtones du Territoire. Elle avait indiqué dans son rapport que le revenu moyen d'une famille, dans le Sukumaland, était de 140 shillings par an. Avec un revenu aussi bas, une telle famille ne pouvait connaître que la disette. Puisque, comme l'indiquait le paragraphe 344 du rapport de la Mission de visite, les droits de scolarité étaient d'environ 200 shillings par an et par élève dans une école secondaire et de 800 shillings au collège de Makéréré, il était impossible également à cette famille d'assurer à ses enfants un minimum d'instruction.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, dans ses observations, le représentant de l'URSS n'avait pas parlé de la gratuité de l'enseignement primaire. Il s'était borné à faire allusion aux frais de scolarité dans l'enseignement secondaire et au collège de Makéréré et avait omis d'indiquer que des exemptions de droits étaient prévues et que, dans de nombreux cas ce n'était pas l'étudiant ou sa famille, mais l'Administration du Territoire qui se chargeait de ces frais, notamment au collège de Makéréré. D'autre part, le chiffre donné comme représentant le revenu moyen d'une famille du Sukumaland ne concernait que le revenu en espèces. Le revenu en question servait à couvrir les achats pour lesquels de l'argent liquide était nécessaire et non à assurer la subsistance, que l'agriculteur africain tire d'ordinaire de ses champs et de ses troupeaux.

### **Habitation dans les villes**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a pris acte de l'assurance donnée par l'Autorité chargée de l'administration qu'elle ne ménageait aucun effort pour améliorer les programmes de logement. Il a exprimé l'espoir qu'elle pourrait prendre les mesures qui s'imposent pour instaurer de meilleures conditions de logement.

## Châtiments corporels

Le représentant de la Chine s'est déclaré déçu de constater que l'Administration n'avait pris aucune autre mesure pour mettre en œuvre les recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil de tutelle, et qu'elle avait même retiré un projet de loi qui tendait à réduire le nombre des délits pouvant entraîner une peine de châtiment corporel; même s'il avait été adopté, ce projet de loi n'aurait d'ailleurs constitué qu'une demi-mesure, car c'est l'abolition immédiate des châtiments corporels que l'Assemblée générale et le Conseil de tutelle avaient demandée. Le représentant de la Chine a déclaré que le nombre des pétitions reçues par la Mission de visite témoignait de l'acuité du problème. L'Autorité chargée de l'administration soutenait que ces pétitions ne reflétaient pas l'opinion générale de la population du Territoire, mais il était impossible de considérer le Conseil législatif, étant donné sa composition en majorité non autochtone, et la manière dont ses membres africains étaient choisis, comme représentant l'opinion de la majorité de la population. Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration réexaminerait attentivement cette question à laquelle l'Assemblée générale et le Conseil attachaient la plus grande importance. Il a ajouté qu'il avait été heureux d'apprendre par la délégation du Gouverneur que ce dernier avait désigné un comité chargé d'étudier l'ensemble de la question et, en particulier, l'opinion de la population africaine à ce sujet; il attendait des renseignements sur les résultats de cette étude et espérait que l'Autorité chargée de l'administration déciderait enfin de régler la question de manière à donner satisfaction à tous les intéressés.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté que les châtiments corporels existaient encore dans le Territoire et que l'Autorité chargée de l'administration ne s'était pas conformée aux dispositions de la résolution de l'Assemblée générale qui prévoyait leur abolition immédiate.

## Services médicaux et santé publique

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation restait peu satisfaisante dans le domaine sanitaire et que l'Administration ne prenait aucune mesure pour remédier à cet état de choses. De nombreuses maladies avaient une forte incidence et, au cours de la période examinée, il y avait eu une grave épidémie de variole et de peste. D'après le rapport de la Mission de visite, il y avait dans le Territoire 100.000 lépreux, dont 5.000 seulement étaient traités dans des léproseries. Le Territoire, pour une population totale de près de huit millions d'âmes, ne comptait que cinquante médecins, soit un par 160.000 habitants. Le nombre des hôpitaux et des centres médicaux subventionnés par l'Administration n'avait pas augmenté depuis 1948. Le nombre des médecins africains diplômés était tombé de neuf à sept entre 1950 et 1951, et le nombre des lits d'hôpital, qui était de 4.465, était tombé à 4.436 en 1951. Au paragraphe 302 de son rapport, la Mission de visite avait constaté que le nombre des hôpitaux était trop faible pour répondre aux immenses besoins du Territoire en matière de services médicaux et que les hôpitaux étaient moins bien construits que d'autres bâtiments officiels comme les prisons. En dépit de la pénurie aiguë de personnel

médical, aucune école de médecine n'existait dans le Territoire. Le Conseil devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de relever les crédits budgétaires afférents à la santé publique.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'en ce qui concernait les besoins médicaux, l'Autorité chargée de l'administration avait reconnu qu'il était souhaitable d'augmenter le nombre des hôpitaux et qu'il lui fallait développer les services de formation de personnel médical autochtone. Le rapport annuel exposait en détail l'œuvre en cours dans ce domaine.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a ajouté que les observations du représentant de l'URSS étaient pleines d'inexactitudes. Le représentant de l'URSS avait dit, par exemple, qu'il n'y avait que cinquante médecins dans le Territoire. Or, le rapport annuel montrait qu'il y avait dans le Territoire 109 médecins fonctionnaires diplômés et 140 médecins non fonctionnaires diplômés, 46 médecins fonctionnaires autorisés et 13 médecins non fonctionnaires autorisés. Quant à la diminution du nombre des médecins fonctionnaires diplômés africains en 1951, le représentant spécial avait indiqué les circonstances qui avaient amené cette diminution temporaire, en expliquant notamment qu'un membre éminent du personnel médical africain s'était noyé accidentellement. C'est pourquoi, bien que de nouveaux étudiants aient achevé leurs études de médecine, le nombre des médecins qui sont au service de l'Administration avait effectivement diminué de façon regrettable. En ce qui concernait la lèpre, il avait été allégué que 5.000 malades seulement étaient traités. Le chiffre indiqué ne concernait que les malades qui se trouvaient de façon permanente en traitement dans les léproseries et le représentant de l'URSS avait passé sous silence les renseignements fournis au sujet des dispensaires et des cliniques, dans lesquels les lépreux étaient également traités. Il fallait certes reconnaître qu'un plus grand nombre d'hôpitaux et une extension des services médicaux étaient indispensables, mais il était très surprenant d'entendre affirmer que les hôpitaux du Tanganyika étaient pires que des prisons.

## 5. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### Situation générale

Les établissements d'enseignement pour les Africains, les Asiatiques et les Européens sont distincts. Bien qu'il existe un certain nombre d'écoles publiques pour chaque groupe, ce sont des institutions privées subventionnées par l'Administration qui contribuent pour la plus grande part à l'œuvre d'enseignement. La plupart des écoles pour Africains sont des écoles de missions religieuses. Elles ne peuvent recevoir des subventions que si elles se conforment à des normes fixées, observent les programmes d'études établis par le Service de l'enseignement et acceptent d'être inspectées par des inspecteurs de l'Administration. L'Organisation de l'enseignement pour les Africains dépend du Service de l'enseignement, tandis que les autorités scolaires européennes et indiennes, créées en 1949 et composées en majorité de personnalités non fonctionnaires, sont chargées d'organiser l'enseignement et de répartir les fonds dont dispose chacune de ces autorités.

Le tableau ci-après montre de quelle manière les montants (provenant des recettes générales du Territoire, du fonds de développement, du produit de l'impôt scolaire non autochtone et des caisses indigènes) se répartissaient entre les écoles pour Africains, pour Asiatiques et pour Européens, en 1947, 1950, 1951 et 1952. Ce tableau indique également le nombre des élèves en 1947, 1950 et 1951:

	<i>Ecoles africaines (Lièvres)</i>	<i>Ecoles asiatiques (Lièvres)</i>	<i>Ecoles européennes (Lièvres)</i>	<i>Total (Lièvres)</i>
Dépenses				
1947 .....	382.209	57.013	46.838	486.060
1950 .....	868.393	372.387 <sup>b</sup>	262.725 <sup>b</sup>	1.503.505
1951 (estimations) ..	1.114.986	601.241 <sup>b</sup>	359.049 <sup>b</sup>	2.075.276
1952 (estimations) ..	(les chiffres n'ont pas été communiqués)			2.397.971
Nombre d'élèves				
1947 .....	119.262	10.499	884	130.645
1950 .....	182.942	13.286	1.417	197.645
1951 .....	210.949	14.445	1.655	227.049

<sup>a</sup> Y compris les dépenses pour les écoles asiatiques qui ne dépendent pas des autorités scolaires indiennes.

<sup>b</sup> Y compris les prêts pour la construction d'écoles et le produit de l'impôt scolaire non autochtone. Le taux de cet impôt a été majoré au cours de l'année considérée.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la constitution d'une collectivité en mesure d'assumer toutes les responsabilités dans les domaines social, économique et politique dépend du progrès qui sera réalisé en matière d'instruction parmi les populations les plus arriérées. Un plan décennal révisé relatif à l'enseignement africain, qui vise à accroître les efforts dans ce domaine, a été adopté en 1951.

Les tableaux ci-après indiquent le nombre des écoles primaires, intermédiaires et secondaires pour les enfants africains en 1947, 1950 et 1951, le nombre des élèves inscrits dans ces écoles pendant ces années et le nombre des inscriptions prévues en 1956, dernière année d'application du plan.

#### ECOLES PRIMAIRES (classes I à VI)

	<i>Ecoles publiques et écoles des autorités indigènes</i>	<i>Institutions privées</i>	<i>Total</i>
Ecoles			
1947 .....	267	823	1.090
1950 .....	354	1.024	1.378
1951 .....	388	1.079	1.467
Elèves			
1947 .....	30.830	92.301	123.131
1950 .....	44.591	132.050	176.641
1951 .....	50.822	149.229	200.051
1956 (prévision) ..	(les chiffres n'ont pas été communiqués)		310.000

#### ECOLES INTERMÉDIAIRES (classes V à VIII)

(Ces écoles ont été créées dans le cadre du plan révisé pour remplacer les écoles primaires de district [classes V et VI])

	<i>Ecoles publiques et écoles des autorités indigènes</i>	<i>Institutions privées</i>	<i>Total</i>
Ecoles			
1951 .....	20	57	77
Elèves			
1951 .....	1.720	4.218	5.938
1956 (prévision) ..	(les chiffres n'ont pas été communiqués)		32.100

#### ECOLES SECONDAIRES (classes VII à XII)

	<i>Ecoles publiques et écoles des autorités indigènes</i>	<i>Institutions privées</i>	<i>Total</i>
Ecoles			
1947 .....	10	13	23
1950 .....	10	17	27
1951 .....	11	17	28
Elèves			
1947 .....	768	762	1.530
1950 .....	1.186	1.219	2.405
1951 .....	1.360	1.365	2.725
1956 (prévision) ..	(les chiffres n'ont pas été communiqués)		3.720

La situation actuelle et les objectifs à atteindre dans le cadre du plan adopté en ce qui concerne l'enseignement technique et professionnel, la formation du corps enseignant, l'enseignement supérieur et l'enseignement féminin, sont traités plus loin.

L'Assemblée générale, le Conseil de tutelle et la Mission de visite de 1948 ont souligné la nécessité de développer à tous les niveaux l'enseignement destiné aux Africains et ont, en même temps, noté les différences qui existent entre les divers groupes ethniques en ce qui concerne le nombre des écoles et les dépenses faites au titre de l'enseignement. Ils ont recommandé de créer un enseignement primaire et secondaire sans aucune distinction raciale toutes les fois que les circonstances le permettront.

A sa neuvième session, le Conseil a pris acte avec satisfaction de la politique et des objectifs énoncés dans le plan décennal révisé; il a constaté que des crédits accrus y étaient prévus et a exprimé l'espoir que le programme révisé serait mis en œuvre, si possible, avant la date prévue.

La Mission de visite de 1951 a estimé que le niveau des établissements d'enseignement du Territoire était élevé, que leur administration était efficace et que les autorités s'attaquaient avec énergie à la mise en œuvre du plan décennal. La Mission a noté cependant que les dix-huit pétitions <sup>230</sup> et de nombreuses autres communications qui lui avaient été remises par des Africains témoignaient d'un vif désir de voir accroître le nombre des établissements d'enseignement de toutes catégories.

Tout en reconnaissant qu'un progrès considérable aura été accompli, en 1956, si la fréquentation scolaire est de 36 pour 100 dans les écoles primaires, la Mission espère cependant que le développement général du Territoire permettra d'aller au-delà de cet objectif.

L'une des doléances les plus fréquentes des Africains est que le plan ne fournira qu'à un élève sur cinq, au sortir de la classe IV, la possibilité de poursuivre ses études. Beaucoup de pétitions réclament la création d'un plus grand nombre d'écoles postprimaires. A cet égard, la Mission a estimé que les objectifs prévus pour l'enseignement postprimaire dans le cadre du plan décennal n'étaient pas suffisants. Elle se rend compte qu'il serait difficile de fournir les crédits élevés dont il faudrait disposer pour développer l'enseignement postprimaire plus qu'il n'est prévu, mais elle n'est pas convaincue que, dans la répartition des crédits

<sup>230</sup> T/Pet.2/103, 104, 106, 110, 111, 120, 127, 130, 132, 134, 137, 140, 143, 144, 148, 151, 153, 154. Pour la suite que le Conseil de tutelle a donnée aux pétitions T/Pet.2/104, 127, 144, 148 et 154, voir les résolutions 469 (XI), 477 (XI), 483 (XI), 485 (XI) et 488 (XI) respectivement.

alloués pour le développement du Territoire, l'enseignement ait reçu toute la part qu'il mérite.

Une autre doléance fréquemment exprimée est que le plan limite le développement de l'enseignement dans les districts les plus évolués. La Mission a fait remarquer que l'Administration estimait que l'effort principal, dans le cadre du plan, devrait consister à développer les services scolaires des régions les plus arriérées, mais qu'elle avait décidé de développer sensiblement ces services dans les districts évolués. La Mission a estimé que le gouvernement devrait accorder une aide accrue aux Chaggas et aux autres tribus des districts évolués, en échange d'une contribution financière plus importante de la part de ces tribus. Elle a cependant noté que l'Administration considérait que la principale difficulté résidait dans la pénurie de personnel enseignant.

Dans une résolution<sup>231</sup> relative à la pétition du Conseil chagga, le Conseil a pris acte avec satisfaction du désir des pétitionnaires de contribuer au développement rapide de l'enseignement dans le district de Moshi, et exprimé sa conviction que les Chaggas continueraient de collaborer dans la plus grande mesure avec la Commission scolaire du district, et que cette dernière continuerait à tenir dûment compte des besoins des écoles relevant de l'autorité indigène des Chaggas.

Tout en rendant hommage au rôle fort utile des missions religieuses dans le domaine de l'enseignement, la Mission de visite a estimé que, dans le cadre du plan décennal, il conviendrait de créer un plus grand nombre d'écoles publiques et d'écoles des autorités indigènes, surtout dans les villes et dans les régions côtières où la population est surtout musulmane.

La Mission a reçu trois pétitions<sup>232</sup> et plusieurs autres demandes émanant d'Africains et d'Asiatiques et tendant à la création d'un enseignement interracial, tout au moins dans les écoles secondaires. La Mission a constaté que l'Autorité chargée de l'administration estimait qu'à cause des difficultés linguistiques il était impossible, pour le moment du moins, d'organiser un enseignement primaire commun à toutes les races et qu'un tel enseignement ne pourrait être envisagé que lorsqu'il existerait dans le Territoire des établissements d'enseignement supérieur et que la langue anglaise serait comprise par un grand nombre de personnes. A cet égard, la Mission a noté que six Asiatiques de l'Est-Africain devaient être admis en 1952 au collège de Makérére. La Mission s'est déclarée convaincue que le problème de l'uniformisation de l'enseignement au Tanganyika devait être résolu par étapes, mais a estimé qu'il n'était pas certain que la transformation graduelle qu'envisageait l'Autorité chargée de l'administration soit une méthode suffisamment positive; il était urgent, en effet, de favoriser l'harmonie interraciale et de supprimer les causes de friction résultant des différences de race.

Etant donné la connaissance pratique de l'anglais qu'ont les élèves des classes supérieures des écoles secondaires asiatiques et africaines du Tanganyika, la Mission s'est déclarée convaincue que le gouvernement devrait examiner attentivement la possibilité de créer un établissement d'enseignement secondaire dont les

classes supérieures seraient accessibles aux élèves de les groupes ethniques.

Dans son rapport annuel pour 1951, ainsi que dans ses observations sur le rapport de la Mission de visite et sur les pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que certains des objectifs du plan décennal seraient atteints avant 1956, mais que ce plan dans son ensemble reposait sur ce que l'Administration croyait être un jugement réaliste de la situation et de la capacité du Territoire à fournir les crédits nécessaires à une extension de ses services d'enseignement. L'Administration a reconnu cependant que le plan ne résolvait pas complètement le problème et que, à mesure que l'on disposerait de plus de personnel et de moyens financiers et matériels plus importants, le rythme d'exécution du programme devrait être accéléré et la portée du programme accrue.

La question de savoir si un enseignement primaire de quatre ans était suffisant retenait tout spécialement l'attention d'une mission d'éducation qui avait récemment visité le Territoire sous les auspices de la Fondation Nuffield. Pour l'instant, on s'efforçait par tous les moyens d'intensifier la diffusion d'ouvrages instructifs à l'intention des élèves qui avaient terminé leurs classes.

L'Autorité chargée de l'administration s'est déclarée persuadée, comme la Mission de visite, qu'il était nécessaire d'augmenter le nombre des Africains recevant une instruction supérieure et a dit qu'elle ferait son possible pour développer au maximum l'enseignement post-primaire.

En ce qui concerne la question des crédits affectés à l'enseignement, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré ne pouvoir accepter l'observation de la Mission selon laquelle, dans la répartition des crédits destinés au développement du Territoire, on n'avait pas accordé à l'enseignement toute la part qui aurait dû lui revenir; cependant, elle garderait constamment présente à l'esprit la nécessité d'augmenter les crédits dans toute la mesure du possible. Si certains districts étaient en mesure d'aller au delà de leurs objectifs actuels, on les encouragerait à le faire; ils bénéficieraient d'une aide directe et pourraient également utiliser leurs propres ressources financières. Néanmoins, la différence marquée que l'on constate, en matière d'enseignement, entre les diverses régions constituait un problème grave.

Au sujet d'un enseignement commun à toutes les races, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle se demandait s'il serait judicieux d'instituer un enseignement de cet ordre dans le Territoire avant d'avoir mis ce système en pratique au collège de Makérére.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes:

#### *Le Conseil,*

a) *Constata avec satisfaction que le plan décennal révisé pour le développement de l'enseignement des Africains marque un progrès considérable par rapport au plan primitif, notamment en ce qui concerne l'enseignement primaire et que l'exécution de ce plan se poursuit de façon énergique;*

b) *Estime, comme la Mission, que les objectifs prévus pour l'enseignement postprimaire dans le cadre du plan décennal ne sont pas suffisants et espère que*

<sup>231</sup> Résolution 482 (XI).

<sup>232</sup> T/Pet.2/112, 116 et 120. Pour la suite que le Conseil de tutelle a donnée à la pétition T/Pet.2/116, voir la résolution 473 (XI).

*L'Autorité chargée de l'administration remettra à l'étude les dispositions du plan qui concernent l'enseignement postprimaire et développera cette partie du programme;*

*c) Constate avec satisfaction que le nombre des étudiants du Tanganyika a augmenté, au collège universitaire de Makéréré aussi bien qu'au Royaume-Uni, et, étant donné qu'il faudra un jour fonder une université dans le Territoire, est heureux d'apprendre que l'Autorité chargée de l'administration étudie de très près la création d'un collège universitaire au Tanganyika;*

*d) Constate avec satisfaction que les possibilités d'enseignement professionnel et technique se multiplient dans le Territoire et, étant donné le grand besoin que ressent le Territoire de techniciens africains, espère que l'Autorité chargée de l'administration poursuivra ses efforts dans cette importante branche de l'enseignement.*

**Enseignement technique et professionnel**

Le tableau ci-après indique le nombre des écoles techniques et professionnelles pendant les années 1947, 1950 et 1951, ainsi que le nombre des élèves inscrits :

Ecoles	Ecoles publiques	Institutions privées	Total
1947 .....	6	7	13
1950 .....	7	18	25
1951 .....	8	14	22

Elèves	Ecoles publiques	Institutions privées	Total
1947 .....	265	187	452
1950 .....	262	524	786
1951 .....	535	556	1.091

Le Conseil et ses missions de visite se sont toujours intéressés à la création d'écoles techniques et professionnelles. A sa neuvième session, le Conseil a félicité l'Autorité chargée de l'administration de son projet de création d'une école des ressources naturelles et a exprimé l'espoir que la recommandation figurant dans le texte révisé du plan décennal touchant la création de deux ou trois écoles commerciales analogues à celle d'Ikunda serait adoptée : que l'on tiendrait tout particulièrement compte de la nécessité de développer les facilités offertes aux Africains pour les préparer à occuper des postes dans les services administratifs et techniques.

Onze des pétitions <sup>233</sup> reçues par la Mission de visite avaient trait à l'augmentation du nombre des établissements commerciaux, industriels et techniques.

Dans le dernier rapport annuel et dans les observations qu'elle a faites au sujet de ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle reconnaissait pleinement qu'il était important d'augmenter le nombre des écoles techniques destinées aux Africains. La recommandation figurant dans le plan décennal révisé relative à la création de deux ou trois écoles commerciales, en plus de celle que l'on construisait à Ikunda, avait été adoptée. La construction de l'école des ressources naturelles avait commencé. L'Administration allait également créer un institut d'enseignement technique et commercial supérieur. Elle avait nommé un directeur de l'enseignement technique.

<sup>233</sup> T/Pet.2/103, 111, 112, 113, 130, 134, 137, 140, 144, 149 et 151. Pour la suite que le Conseil de tutelle a donnée aux pétitions T/Pet.2/134, 137 et 144, voir les résolutions 481 (XI), 483 (XI) et 484 (XI).

**Corps enseignant et écoles normales**

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le manque de professeurs constituait l'un des plus grands obstacles au progrès de l'enseignement.

Le tableau ci-après indique le nombre de maîtres de toutes catégories qui ont fait partie du personnel enseignant africain en 1947, 1950, 1951, ainsi que le chiffre prévu pour 1956 :

	Ecoles publiques et écoles des autorités indigènes	Institutions privées	Total
1947 .....	(les chiffres n'ont pas été communiqués)		3.910
1950 .....	1.411	3.244	4.645
1951 .....	1.410	3.439	4.849
1956 (prévision)	(les chiffres n'ont pas été communiqués)		Environ 8.500

En 1951, 278 des maîtres étaient européens, les autres africains.

Les maîtres africains diplômés sont classés en deux catégories. Ceux de la première catégorie, qui ont suivi pendant deux années des cours de formation professionnelle après avoir quitté l'école secondaire au sortir de la classe X sont autorisés à enseigner dans les écoles secondaires et dans les centres de formation des instituteurs; ils peuvent enseigner l'anglais. Ceux de la deuxième catégorie, qui ont quitté l'école après la classe VIII et suivi pendant deux ans des cours de formation professionnelle, sont autorisés à enseigner dans les écoles primaires dans la langue vernaculaire. Les institutrices africaines diplômées doivent avoir reçu au moins un an de formation professionnelle au terme de leurs sept années d'école.

En 1951, le nombre des élèves inscrits dans les 35 écoles normales était de 1.144; 273 d'entre eux suivaient les cours de 6 écoles normales publiques et 871 ceux des 29 écoles normales privées. On ne dispose pas des chiffres correspondants pour les années précédentes. Pendant l'année considérée, 39 nouveaux professeurs ont reçu le diplôme de la première catégorie et 481, celui de la deuxième. De plus, 26 professeurs qui exerçaient sans posséder de diplôme ont reçu des diplômes de la deuxième catégorie. Trente-sept étudiants ont reçu le diplôme de la deuxième catégorie et 7 ont été reçues à l'examen donnant droit au diplôme d'institutrice du premier degré. Le plan prévoit que, de 1951 à 1956, il y aura chaque année 60 nouveaux maîtres de la première catégorie, 77 nouveaux maîtres de cette catégorie pourvus d'un diplôme d'agriculture, 750 nouveaux maîtres et 375 nouvelles maitresses de la deuxième catégorie.

L'Assemblée générale, le Conseil de tutelle et ses missions de visite ont souligné l'importance des écoles normales et ont témoigné d'un intérêt constant pour leur développement.

Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle ferait tous les efforts possibles afin d'accélérer le développement des écoles normales dans le cadre du plan décennal révisé.

**Enseignement supérieur**

Il n'existe pas d'établissement d'enseignement supérieur dans le Territoire, mais les étudiants qui subissent avec succès l'examen d'entrée au collège de Makéréré, dans l'Ouganda, peuvent recevoir des bourses d'Etat qui couvrent la totalité de leurs frais pendant leur séjour au collège. Une aide est également accordée aux étu-

dants qualifiés qui désirent faire leurs études au Royaume-Uni. En 1951, 49 étudiants africains suivaient les cours du collège de Makérére et 22 faisaient leurs études outre-mer. En 1950, 42 avaient suivi les cours du collège de Makérére et 14 avaient fait des études à l'étranger.

On espère que, grâce au plan décennal, 200 étudiants du Tanganyika pourront suivre les cours du collège de Makérére en 1956, et l'Administration déclare que, si les installations du collège de Makérére et les disponibilités budgétaires le permettent, il ne semble pas y avoir de raison pour que ces chiffres ne soient pas atteints, voire dépassés.

L'Assemblée générale, le Conseil de tutelle et la Mission de visite de 1948 avaient recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'envisager la possibilité de créer un établissement d'enseignement supérieur dans le Tanganyika même et d'accorder un plus grand nombre de bourses d'études pour permettre aux étudiants de s'inscrire dans des universités d'outre-mer. A sa neuvième session, le Conseil avait estimé que le nombre des étudiants fréquentant le collège de Makérére n'était pas encore suffisant pour répondre aux besoins du Territoire et il avait invité instamment l'Autorité chargée de l'administration à ne négliger aucun effort pour augmenter le nombre des étudiants aptes à faire des études supérieures.

Les auteurs de quatre pétitions<sup>234</sup> remises à la Mission de visite de 1951 ont demandé qu'il leur soit offert de plus grandes facilités pour faire des études dans les universités d'outre-mer et que ces universités ne soient pas nécessairement celles du Royaume-Uni. L'Association africaine a demandé que l'Organisation des Nations Unies octroie des bourses d'études à cet effet. Neuf pétitions<sup>235</sup> demandaient la création d'un établissement d'enseignement supérieur dans le Territoire.

La Mission a pris acte du fait que trois Africains avaient reçu en 1951 des bourses d'Etat pour faire des études outre-mer. Elle a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration ferait de plus grands efforts dans ce sens à l'avenir.

L'Autorité chargée de l'administration a fait savoir à la Mission de visite que bien que les facilités offertes par le collège de Makérére et les universités d'outre-mer soient suffisantes pour le moment, elle envisageait la possibilité de créer, un jour, un établissement d'enseignement supérieur au Tanganyika. La Mission a estimé que l'Autorité chargée de l'administration devrait examiner cette question en détail assez prochainement. Elle a exprimé l'espoir que l'on trouverait le moyen d'assurer aux Africains une formation juridique, soit en créant une école de droit dans l'Est-Africain, soit en permettant aux intéressés de faire des études sous la direction d'avocats et d'obtenir ainsi les titres requis pour l'exercice des professions juridiques.

Dans les observations qu'elle a présentées sur le rapport de la Mission de visite, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué qu'elle avait bon espoir de voir s'accroître le nombre des étudiants qui remplissent

les conditions requises pour l'octroi de bourses d'études, mais que, malheureusement, dans le passé, l'envoi d'étudiants outre-mer n'avait pas toujours donné des résultats très satisfaisants. Le collège de Makérére dispensant maintenant un enseignement universitaire complet, il n'était plus nécessaire que les étudiants aillent outre-mer pour obtenir des diplômes. Exception faite des sujets particulièrement brillants qui pouvaient suivre immédiatement des cours de spécialisation, les étudiants avaient tout intérêt à passer leurs examens au collège de Makérére, puis, après avoir acquis une certaine expérience dans la profession qu'ils auraient choisie, à se rendre outre-mer pour y suivre des cours plus avancés.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la question de la création d'un collège universitaire au Tanganyika faisait déjà l'objet d'une étude attentive. Il faudrait naturellement procéder par étapes. La première étape devrait être de créer des cours correspondant au programme des deux premières années du collège de Makérére, on pourrait ensuite aller de l'avant et créer, peu à peu, une véritable université.

### Enseignement féminin

L'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'il existait une certaine opposition, surtout de la part des populations des régions rurales du pays, à l'enseignement féminin et notamment à l'instruction des filles au-delà des classes élémentaires. A sa sixième session, le Conseil avait recommandé que l'Autorité chargée de l'administration accorde une attention particulière à cette question.

Le nombre des filles dans les écoles primaires — dont la plupart sont mixtes — est passé de 27.846 en 1947 à 55.143 en 1951. En outre, en 1951, 2.328 filles fréquentaient des écoles intermédiaires et 141 des écoles secondaires. Il y avait en 1947, 380 filles dans les écoles postprimaires. La Mission de visite de 1951 a été particulièrement frappée par l'enthousiasme des professeurs et des élèves des écoles secondaires et intermédiaires pour jeunes filles.

### Droits de scolarité

L'enseignement primaire est gratuit dans les écoles publiques. Dans les écoles secondaires, les élèves payent une pension de 100 shillings par an (200 shillings à l'école supérieure de Tabora). Les droits de scolarité pour les élèves du collège de Makérére sont de 800 shillings par an. Certaines écoles de l'administration indigène perçoivent des droits de scolarité; de même, la plupart des institutions privées perçoivent, dans leurs écoles, des droits de scolarité d'ordre variable. Les écoles indiennes et européennes perçoivent généralement aussi des droits de scolarité.

L'Assemblée générale et le Conseil de tutelle avaient déclaré que l'enseignement primaire devait être gratuit et que l'accès aux classes supérieures de l'enseignement ne devait pas dépendre des ressources des intéressés. La Mission de visite de 1951 a reçu deux pétitions<sup>236</sup> et un certain nombre de représentations au sujet de la pratique qui consiste à faire payer dans certains cas des droits de scolarité. Les pétitionnaires affirmaient que les droits exigés dans les écoles secondaires et supé-

<sup>234</sup> T/Pet.2/103, 112, 120, 130.

<sup>235</sup> T/Pet.2/106, 108, 111, 113, 120, 130, 134, 140, 144. Pour la suite que le Conseil de tutelle a donnée aux pétitions T/Pet.2/108, 134 et 144, voir les résolutions 469 (XI), 480 (XI) et 484 (XI).

<sup>236</sup> T/Pet.2/142, 148. Pour la suite que le Conseil de tutelle a donnée à la pétition T/Pet.2/148, voir la résolution 485 (XI).



rieures constituaient une charge très lourde pour les Africains. La Mission a appris que des exemptions de droits partielles ou totales pouvaient être accordées en faveur des élèves nécessiteux, que ces exemptions étaient fréquentes et que bien peu d'étudiants africains du collège de Makérére payaient des droits de scolarité.

La Mission avait reçu à Bukoba des plaintes relatives à la proposition tendant à imposer un droit de scolarité de l'ordre de 5 à 10 shillings par an dans les écoles des autorités indigènes de ce district. Elle a noté que l'on avait soutenu que, dans certaines régions, il était bon d'exiger le paiement de certains droits pour l'enseignement comme pour les autres services sociaux, car la valeur des services rendus était ainsi mieux appréciée. La Mission a néanmoins estimé que l'enseignement primaire devait être gratuit et que, dans le district de Bukoba en particulier, il devait y avoir d'autres méthodes de réunir les fonds nécessaires pour l'enseignement.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission de visite et sur la pétition en question, l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que la décision de percevoir un droit avait été prise par le Comité scolaire local après que la question eut été examinée à fond par le Conseil de tribu et qu'il eut été précisé que des exemptions seraient accordées aux enfants nécessiteux. L'Autorité chargée de l'administration avait estimé qu'il était bon de laisser se poursuivre cette expérience dans le district de Bukoba.

#### **Instruction des adultes et instruction des masses**

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'instruction des masses relevait à proprement parler du développement communautaire du Territoire; elle était donc prévue dans le plan général de développement. Le Service du progrès social, par l'intermédiaire des centres de prévoyance sociale locaux, avait commencé à établir des programmes particuliers.

L'Autorité chargée de l'administration a indiqué que, dans diverses régions, étaient nés des mouvements d'opinion en faveur de l'instruction des masses; ces mouvements avaient été encouragés par les administrateurs et les missionnaires. Une campagne type de lutte contre l'analphabétisme, entreprise dans le district de Paré, qui fait partie de la province de Tanga, a connu le plus grand succès et la Mission de visite de 1951, en rappelant le grand enthousiasme qu'a soulevé cette campagne, a exprimé l'espoir que l'on tirerait parti dans d'autres régions du Territoire de l'expérience acquise dans cette région et a estimé qu'une telle campagne constituerait un complément précieux de tout programme de développement général.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle avait pris note avec intérêt de l'existence de plans relatifs à la création d'une installation de radiodiffusion à Dar-es-Salam. Dans son dernier rapport annuel, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que ces services de radiodiffusion ont été installés au cours de l'année et qu'elle espérait pouvoir leur donner prochainement une extension considérable.

#### **Diffusion de renseignements relatifs à l'Organisation des Nations Unies**

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil constate que ses résolutions relatives aux renseignements à porter à la connaissance des populations au sujet du régime international de tutelle et de l'Organisation des Nations Unies ont été appliquées avec un certain succès; il fait siennes les recommandations concrètes de la Mission de visite et de l'Autorité chargée de l'administration, notamment en ce qui concerne l'intérêt qu'il y aurait à traduire ces renseignements en souahéli pour en faciliter la diffusion dans des fractions étendues de la population du Tanganyika.*

#### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

##### **Situation générale**

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a marqué son intérêt pour les études relatives à la politique en matière d'enseignement qui avaient été entreprises peu de temps auparavant dans le Territoire sous les auspices du Ministère des colonies et de la Fondation Nuffield. Il a exprimé l'espoir que les conclusions auxquelles aurait conduit cette étude seraient examinées dans le prochain rapport annuel.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré qu'il restait beaucoup à faire dans le domaine de l'enseignement; tout en comprenant parfaitement les difficultés auxquelles l'Autorité chargée de l'administration se heurtait et qu'elle avait signalées dans ses observations relatives au rapport de la Mission de visite, il était persuadé que cette autorité ne cesserait de déployer tous ses efforts pour les surmonter.

Le représentant de la France s'est félicité de l'importance que le Gouverneur du Territoire attachait à l'enseignement.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'en ce qui concernait l'enseignement, la situation restait fort peu satisfaisante; bien que l'analphabétisme fût presque total, l'Autorité chargée de l'administration ne prenait aucune mesure pour permettre aux autochtones de recevoir une instruction. Même si le plan décennal était mis en application dans son intégralité, 36 pour 100 seulement des enfants d'âge scolaire feraient alors quatre années d'études primaires. Sur cinq élèves africains au sortir de la classe IV, un seul pourrait continuer ses études.

Le représentant de l'URSS a ajouté qu'une discrimination marquée était pratiquée à l'égard des autochtones en ce qui concernait les dépenses de l'enseignement. Les chiffres cités dans le rapport de la Mission de visite montraient que l'Administration dépensait trente-neuf fois moins pour un élève africain que pour un élève européen; le Conseil devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de relever les crédits budgétaires relatifs à l'instruction publique et aux autres services culturels.

Le représentant du Salvador a estimé que des progrès considérables avaient été accomplis dans le domaine de l'instruction.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les observations du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques étaient pleines d'inexactitudes. Ce représentant avait prétendu que rien n'avait été fait, il n'avait attaché aucun intérêt au plan de développement et avait formulé



ses observations habituelles sur la différence faite entre les divers groupes ethniques, en citant le montant par habitant des crédits prévus. Cette question avait été traitée au cours des séances consacrées aux questions orales et le représentant spécial avait expliqué qu'en vertu des présentes dispositions, les groupes ethniques non africains étaient tenus de contribuer à couvrir pour une très large part les frais d'instruction de leurs enfants. Ces groupes ethniques fournissaient les fonds et c'étaient leurs fonctionnaires qui en contrôlaient l'emploi. Le représentant de l'URSS avait cité le montant total des crédits consacrés à l'enseignement des divers groupes ethniques, mais avait négligé de montrer d'où provenaient les fonds.

### **Corps enseignant et écoles normales**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les traitements versés aux instituteurs africains et européens prouvaient qu'il existait une discrimination à l'égard des autochtones. Le traitement minimum de l'instituteur africain est près de dix fois moins élevé que celui de l'instituteur européen.

### **Enseignement supérieur**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté que, dans un Territoire peuplé de près de 8 millions d'habitants, il n'existait aucun établissement d'enseignement supérieur.

Le représentant du Salvador a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration redoublerait d'efforts afin de créer un établissement d'enseignement supérieur pour la population autochtone; sans se dissimuler les difficultés que comportait cette entreprise, il estimait qu'avec de la bonne volonté, des résultats favorables pourraient être obtenus assez rapidement.

### **Diffusion des renseignements relatifs à l'Organisation des Nations Unies**

Le représentant de la Chine a estimé qu'il y avait lieu de féliciter l'Autorité chargée de l'administration des efforts qu'elle avait accomplis pour diffuser dans le Territoire des renseignements relatifs à l'Organisation des Nations Unies et que, pour compléter cette œuvre, le Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies devrait fournir à l'Autorité chargée de l'administration la documentation supplémentaire qui pourrait lui être nécessaire.

Le représentant de la République Dominicaine a pris note des efforts accomplis pour diffuser des renseignements relatifs à l'Organisation des Nations Unies; il a estimé qu'il était souhaitable d'établir des liens plus étroits entre la population et les Nations Unies et a exprimé l'espoir que des mesures énergiques seraient prises pour faire connaître le Conseil de tutelle en diffusant dans le Territoire des renseignements relatifs à l'œuvre qu'il accomplit, notamment en ce qui concerne le Tanganyika.

## Chapitre II

### RUANDA-URUNDI

#### 1. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Géographie et population

Le Ruanda-Urundi est situé en Afrique centrale et s'étend entre 1°04'30" et 4°28'30" de latitude sud et 28°50' et 30°53'30" de longitude est de Greenwich, sur une superficie totale de 54.172 km<sup>2</sup>. Le Territoire sous tutelle est borné au nord par l'Ouganda, à l'est et au sud par le Territoire sous tutelle du Tanganyika, et à l'ouest par le Congo belge.

Le pays est montagneux, avec des sommets dépassant 2.500 mètres. La majeure partie du Territoire est constituée par un haut plateau, où l'altitude varie de 1.200 à 2.000 mètres et où le climat est tempéré. La capitale, Usumbura, est situé sur le lac Tanganyika, à 700 mètres d'altitude. Le climat est tropical.

Les pluies varient suivant les régions. Elles sont excessivement irrégulières tant par la masse des précipitations que par leur répartition.

La population non autochtone s'élevait au 3 janvier 1952 à 4.325 Européens (3.733 en 1950), 1.498 Asiatiques (1.895 en 1950), 100 Africains non autochtones (68 en 1950) et 1.370 métis (1.207 en 1950). Quant à la population autochtone, elle était évaluée en 1950 à 3.904.779 habitants soumis au régime des chefferies. Il y avait de plus, en 1951, 62.261 autochtones vivant dans des milieux non coutumiers, qui n'étaient pas soumis au régime des chefferies (53.015 en 1950). Il semble que la population du Ruanda-Urundi soit, dans des circonstances normales, susceptible d'augmenter annuellement de 100.000 âmes; à cette cadence elle doublerait en moins de 40 ans.

La population autochtone est composée d'une majorité bantoue, dépassant 90 pour 100 (les Bahutu); d'une minorité hamitique (les Batutsi), qui constitue l'aristocratie dominante et donne au Ruanda et à l'Urundi leurs familles régnantes et leur noblesse de pasteurs; et de quelques milliers de pygmées (Batwa). A la tête de chaque pays (Ruanda et Urundi) se trouve un roi (*Mwami*; pluriel: *Bami*).

La capitale administrative du Territoire est Usumbura, qui comptait en 1951 une population de 1.868 Européens, 971 Asiatiques et 20.450 indigènes.

Le Ruanda-Urundi constituait une partie de l'ancienne Afrique-Orientale allemande; ce Territoire fut placé sous mandat de la Belgique par une décision de la Société des Nations en date du 31 août 1923. Le 13 décembre 1946, l'Assemblée générale des Nations Unies approuva l'Accord de tutelle pour le Ruanda-Urundi et cet accord a été à son tour approuvé en Belgique par la loi du 25 avril 1949.

En 1948, une première mission de visite du Conseil de tutelle parcourut le Ruanda-Urundi. Une seconde mission a visité le Territoire du 24 juillet au 13 août 1951. Cette dernière a constaté que de nombreux et importants progrès avaient été réalisés depuis la première visite.

##### Plan décennal

Un plan décennal pour le développement économique et social du Ruanda-Urundi, élaboré en 1949-1950, a été approuvé et publié en 1951 par le Ministère des colonies. Ce plan n'a pas la rigueur d'une disposition légale et n'est pas de caractère contraignant. L'exécution du plan débutera en 1952 avec l'appui du budget extraordinaire qui sera voté par les assemblées législatives belges. Un exposé synthétique du plan décennal a été annexé au rapport annuel du Gouvernement belge sur l'administration du Ruanda-Urundi pendant l'année 1951, mais l'Autorité chargée de l'administration a souligné qu'en faisant cette communication le gouvernement n'avait pas en vue la discussion du plan par le Conseil de tutelle à l'occasion de l'examen du rapport annuel. Elle a ajouté que les rapports annuels à venir permettraient au Conseil de tutelle d'en suivre les réalisations et de les apprécier.

Les points essentiels du plan décennal sont brièvement résumés dans les différentes sections du présent chapitre, sous les différentes rubriques auxquelles ils se rapportent et sont suivis des commentaires de la Mission de visite de 1951.

La Mission de visite a souligné que sans la collaboration des autochtones le plan décennal ne saurait atteindre son but; elle a été heureuse de constater que l'importance de ce facteur a été reconnue par l'Autorité chargée de l'administration. La préface du plan contient en effet les mots suivants: "Il faut se convaincre que sans les indigènes, en dehors d'eux, tout serait, a priori, irréalisable et que rien ne vaudrait même d'être tenté".

A sa onzième session, le Conseil de tutelle a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil prend acte des progrès considérables réalisés dans le Territoire sous tutelle pendant la période étudiée; il se félicite de l'aide que le remarquable rapport de la Mission de visite de 1951 lui a apportée dans l'examen du rapport annuel; il prend acte avec un intérêt tout particulier de la publication du plan décennal pour le développement économique et social et des importantes réformes qui doivent prochainement être apportées dans la structure politique indigène.*

## **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

### **Rapport de la Mission de visite**

Le représentant de la Thaïlande a souscrit aux observations et aux recommandations de la Mission de visite, qui n'a formulé dans son rapport que des conclusions qu'elle jugeait, en toute conscience, solidement fondées.

Le représentant de la Chine a félicité la Mission de visite de son excellent rapport et a souscrit à toutes ses observations et conclusions.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que le Conseil de tutelle voudra sans doute approuver les recommandations et observations formulées par la Mission de visite dans son rapport.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que sa délégation souscrivait dans l'ensemble aux conclusions et recommandations de la Mission de visite.

### **Considérations générales**

Le représentant de la Thaïlande a déclaré que dans les domaines économique et social l'Administration a obtenu des résultats très satisfaisants et mérite d'être félicitée du travail accompli pour le bien-être des habitants. Il a souligné particulièrement la générosité avec laquelle le Gouvernement et le peuple belges avaient contribué au bien-être du Territoire en subventionnant le Fonds du bien-être indigène.

Le représentant de la France a estimé que des progrès avaient été réalisés dans l'ensemble du Territoire en vue d'atteindre les fins énumérées à l'Article 76 de la Charte; ces progrès étaient particulièrement sensibles dans le domaine économique. La lecture du rapport annuel ne lui donnait aucune inquiétude quant à l'avenir du Territoire. Les problèmes avaient été correctement explorés et analysés et on leur avait appliqué des solutions appropriées. De plus, il a estimé que l'Autorité chargée de l'administration avait exploré et analysé d'une manière satisfaisante le problème essentiel — celui de la surpopulation — et s'était employée avec un esprit de méthode et de réalisme, mais aussi avec largeur de vues et générosité, à rechercher et à mettre en œuvre des solutions efficaces.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que l'Autorité chargée de l'administration méritait d'être félicitée du travail accompli dans les domaines économique et social. Le bilan de ces réalisations est extrêmement favorable et l'Autorité chargée de l'administration semble assumer sa tâche immense avec beaucoup d'énergie. En période de sécheresse, la grande densité de la population, aggravée par la très grande inégalité de fertilité des terres, risque de poser le problème capital de la pénurie de denrées alimentaires. C'est sans doute pour cette raison que l'Autorité chargée de l'administration a fait porter ses efforts davantage sur l'amélioration du bien-être économique et social de la population que sur son évolution politique.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que sa délégation estimait que l'Autorité chargée de l'administration avait réalisé des progrès très satisfaisants, surtout dans les domaines économique et social. Dans le domaine politique, les progrès sont moins sensibles, mais les symptômes de développement sont

cependant encourageants. En général, le Conseil peut conclure à juste titre que l'Autorité chargée de l'administration s'attaque avec beaucoup de conscience et d'énergie aux problèmes très délicats auxquels elle doit faire face. Le rapport de la Mission de visite confirme dans l'ensemble cette impression favorable.

Le représentant du Royaume-Uni s'est déclaré convaincu que des progrès réguliers étaient réalisés en vue d'atteindre les fins du régime international de tutelle. L'Autorité chargée de l'administration poursuit avec succès sa politique qui tend à transformer progressivement en une organisation sociale plus moderne des institutions qui sont profondément enracinées dans la coutume.

Le représentant de la République Dominicaine a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration n'avait formulé que peu d'observations en réponse aux conclusions de la Mission de visite. Celles qu'elle a présentées semblent mettre en relief la profonde divergence de vues qui existe au sujet de l'administration du Territoire entre l'Autorité chargée de l'administration, d'une part, et le Conseil et l'Assemblée générale, d'autre part. Dans l'ensemble, on peut dire que l'Administration belge a réalisé dans le Territoire des progrès matériels concrets. Des progrès ont été accomplis dans les domaines économique et agricole et vers la solution des problèmes inhérents à un pays qui subit notamment, de temps à autre, de longues périodes de sécheresse. Certains progrès ont aussi été accomplis dans le domaine social — mais pas uniformément — et dans celui de l'enseignement primaire, particulièrement en ce qui concerne la remarquable groupe scolaire d'Astrida. Il existe néanmoins des lacunes importantes qu'il conviendrait de combler rapidement et franchement. Il conviendrait de reviser la législation qui régit l'ensemble du système politique du Territoire, son statut et celui de ses habitants et d'appliquer effectivement les lois qui assurent la liberté d'expression et qui jusqu'à présent sont restées lettre morte. Il ne faut pas donner l'impression qu'on envisage de maintenir le Ruanda-Urundi sous tutelle pendant cinquante ou cent ans. En chassant du Territoire le spectre du colonialisme, on aboutirait à deux résultats importants: d'une part, les indigènes pourraient participer au gouvernement à côté des Européens; d'autre part, le droit de pétition pourrait s'exercer plus facilement et serait plus efficacement protégé. Ni la délégation de la République Dominicaine, ni la Mission de visite ne demandent des mesures radicales; mais il y a dans le Territoire de nombreux éléments évolués qui savent où ils vont et qui ont conscience des domaines dans lesquels on limite leurs aspirations et leurs possibilités. La délégation de la République Dominicaine rend hommage à tous les fonctionnaires belges du Territoire qui interprètent très sagement les principes du régime de tutelle. Elle reconnaît la valeur du travail effectué par l'Autorité chargée de l'administration et l'importance des efforts accomplis dans bien des domaines; elle n'a jamais eu l'intention de les minimiser. Elle estime que le plan décennal et certaines institutions comme le Fonds du bien-être indigène prouvent la sincérité des efforts de l'Autorité chargée de l'administration. Les problèmes à résoudre sont importants, mais l'Autorité administrante a à son actif un passé glorieux et nul n'ignore ce qu'elle a fait pour la civilisation mondiale.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé que la politique de l'Autorité administrante était responsable de ce que les habitants vivaient dans des conditions très précaires. Bien qu'insuffisants, les renseignements contenus dans le rapport, ainsi que les faits cités dans les pétitions et dans le rapport de la Mission de visite, permettent de conclure que le Gouvernement belge ne se conforme pas aux dispositions de la Charte des Nations Unies et ne favorise pas le progrès politique, économique et social de la population indigène, ni le développement de son instruction.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a expliqué que l'Administration visait à atteindre les mêmes buts que le Conseil et qu'elle était plus directement aux prises avec les difficultés de certaines réalisations. Elle étudiera les recommandations du Conseil avec une attention vigilante et en tiendra compte dans toute la mesure du possible. Elle s'inspirera également des recommandations contenues dans le rapport de la Mission de visite. La Mission de visite et plusieurs délégations ont conclu que des progrès avaient été réalisés, mais que ces progrès ont été trop lents dans le domaine politique. L'Administration estime qu'un minimum de sécurité économique doit être assuré à la population. Sans doute, le progrès politique et social doit-il accompagner le développement économique, mais l'expérience prouve que le progrès économique conditionne les autres progrès. Ainsi qu'on l'a souligné dans le plan décennal, avant d'accéder à l'autonomie, il faut que les populations édifient leur économie sur des bases solides et définitives, qu'elles adaptent leur structure sociale aux principes démocratiques; il faut qu'en s'instruisant et en s'éduquant elles acquièrent une formation politique suffisante.

### **Plan décennal**

Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir de voir l'Autorité chargée de l'administration faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre en œuvre son programme dans les limites de temps prévues. En matière d'enseignement, le plan paraît satisfaisant à maints égards. Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que les dispositions du plan en matière d'enseignement secondaire et supérieur, ainsi que dans d'autres branches du vaste domaine de l'instruction, seraient mises en application le plus rapidement possible.

Le représentant de la France a estimé que le plan prouvait d'une manière particulièrement convaincante que l'Autorité chargée de l'administration avait exploré et analysé, avec esprit de méthode et réalisme mais aussi avec largeur de vues et générosité, les problèmes auxquels elle doit faire face dans le Territoire.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a accueilli avec satisfaction ce plan à long terme si détaillé et a reconnu qu'il serait très important pour le Territoire. Il a estimé que l'Autorité chargée de l'administration méritait de recevoir les félicitations du Conseil pour l'esprit de prévoyance et le soin qu'elle avait apportés à l'élaboration du plan. Il a exprimé l'espoir de voir le plan mis en œuvre avec énergie et il a ajouté qu'il attendait avec impatience les renseignements que les prochains rapports annuels donneraient à son sujet.

Le représentant du Royaume-Uni a estimé que l'établissement du plan avait été le fait le plus marquant de

la période considérée. Il ressortait des prévisions de dépenses que 68 pour 100 des crédits seraient consacrés au développement économique, 8 pour 100 aux recherches, principalement dans le domaine économique, et 24 pour 100 seulement aux services sociaux. Le plan met bien plus l'accent sur la production que ne le font généralement les plans établis pour les territoires africains sous administration britannique. Beaucoup de ces derniers ont dû être modifiés récemment, et l'on s'est préoccupé davantage de réaliser des programmes susceptibles d'augmenter les revenus futurs du gouvernement et de lui permettre ainsi d'étendre ses services sociaux. Il est donc fort possible que la façon réaliste d'envisager les choses soit celle de l'Administration belge, encore que le développement économique d'un territoire ne soit pleinement satisfaisant que lorsqu'il se traduit par une amélioration du niveau de vie, des services d'hygiène et des moyens d'instruction.

## **2. — PROGRES POLITIQUE**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

#### **Généralités**

Dans son rapport annuel de 1949, l'Autorité chargée de l'administration a souligné qu'il ne fallait pas perdre de vue que la pleine capacité politique était, chronologiquement, le but dernier à atteindre et qu'il impliquait une maturité suffisante des populations autochtones dans les domaines économique, social et de l'éducation.

L'Autorité chargée de l'administration a signalé par ailleurs que la population autochtone — hormis quelques rares évolués — cesse de s'intéresser aux efforts faits en sa faveur dans l'ordre politique, et même dans l'ordre économique, dès qu'ils dépassent ses intérêts immédiats.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a constaté que parmi les problèmes fondamentaux qui se posent dans le Territoire se trouvent la constitution progressive à l'échelon local d'un corps électoral organisé et d'institutions politiques représentatives, ainsi que la constitution d'un organe législatif central représentatif, doté de pouvoirs réels et chargé de fonctions réelles.

La Mission de visite de 1951 a noté que l'Administration s'était jusqu'à présent tenue pour obligée de donner la priorité au développement économique, social et de l'enseignement, et que l'évolution politique dénotait du retard. Elle a estimé que la participation des autochtones à la réalisation du plan décennal devait avoir pour corollaire une plus grande participation des autochtones à l'administration des affaires du Territoire et a noté que l'Autorité chargée de l'administration se proposait d'adopter un plan de réforme politique.

### **Union administrative avec le Congo belge**

La loi du 25 août 1925 unit administrativement le Territoire du Ruanda-Urundi à la colonie du Congo belge <sup>237</sup>.

<sup>237</sup> En ce qui concerne les résultats de l'étude faite par le Conseil au sujet des arrangements administratifs intervenus entre le Ruanda-Urundi et le Congo belge, voir le rapport spécial du Comité chargé des unions administratives relatives aux Territoires sous tutelle, A/2151, *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément n° 12*.

## Statut des habitants du Territoire

Les autochtones du Territoire sont dits "indigènes du Ruanda-Urundi". Leur statut juridique a été précisé par la loi du 21 août 1925, qui dispose en son article 5 que les droits reconnus aux Congolais par les lois du Congo belge appartiennent, suivant les distinctions qu'elles établissent, aux ressortissants du Ruanda-Urundi.

Les termes "indigènes du Ruanda-Urundi" n'ont pas été définis par la loi. Chaque difficulté fait l'objet soit d'un examen administratif, soit d'une décision judiciaire, qui peu à peu font doctrine et jurisprudence.

Etant donné le statut particulier du Territoire sous tutelle, la Mission de visite de 1951 a cru qu'il serait utile que l'Administration s'attache à définir d'une façon plus précise le statut des habitants du Ruanda-Urundi et a estimé que les droits des autochtones du Ruanda-Urundi devraient être définis en fonction du statut juridique propre au Territoire et non en fonction des droits reconnus aux Congolais.

## Pouvoirs législatif et exécutif

Le Parlement belge exerce le pouvoir législatif supérieur; ses actes sont appelés lois. Le Roi exerce le pouvoir législatif ordinaire par voie de décrets, qui, sauf en cas d'urgence, sont soumis au Conseil colonial (Conseil consultatif siégeant en Belgique). Le Gouverneur général du Congo belge peut, s'il y a urgence, rendre des ordonnances législatives. Les décrets et les ordonnances législatives ne sont applicables au Ruanda-Urundi que s'ils contiennent une stipulation expresse à cet effet, ou si le Gouverneur du Ruanda-Urundi les a rendus exécutoires.

Le Gouverneur peut, en cas d'urgence, suspendre temporairement l'exécution des décrets et signer des ordonnances ayant forme de loi.

Le pouvoir exécutif est délégué par la loi au Gouverneur, qui l'exerce par voie d'ordonnances.

Il existe depuis 1947 un Conseil de Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi, organe exclusivement consultatif qui se réunit pendant quelques jours chaque année et examine les propositions budgétaires, délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Gouverneur et est autorisé à adresser des vœux au gouvernement. A l'origine, ce conseil était composé de 22 membres, dont 7 membres de droit et 15 membres nommés, tous Européens, dont 5 représentaient plus spécialement les indigènes.

A sa troisième session, le Conseil de tutelle avait jugé que l'Autorité chargée de l'administration pourrait assurer à la population indigène une représentation directe à ce conseil. La première mission de visite avait recommandé en 1948 que les deux *Bami* et trois ou quatre notables ou chefs du Ruanda d'une part et de l'Urundi d'autre part, soient nommés membres de ce conseil et que ce conseil soit transformé, dans un avenir prochain, en organe législatif.

En 1949, l'Autorité chargée de l'administration a nommé les deux *Bami* membres de droit du Conseil et a désigné des notables autochtones comme leurs suppléants. En 1950, un prêtre indigène et trois chefs importants ont été invités à assister aux séances; en 1951, lors du renouvellement du mandat des membres du Conseil de Vice-Gouvernement général, le même

prêtre indigène a été désigné comme membre effectif du Conseil et un chef a été nommé comme membre suppléant. Les deux autres représentants de la population autochtone sont des Européens, à savoir le vicaire apostolique de l'Urundi et le représentant légal de l'Alliance des missions protestantes du Ruanda-Urundi. Cinq chefs ont été invités à assister aux séances du Conseil en avril 1951.

Tenant compte du caractère consultatif actuel du Conseil de Vice-Gouvernement général, et du fait qu'il pouvait devenir un moyen précieux d'éducation politique, le Conseil de tutelle, à sa neuvième session, a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de continuer à rechercher la possibilité de donner plus d'importance à cet organe de gouvernement et a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration serait prochainement en mesure de reviser les fonctions attribuées audit organe, en vue de lui déléguer certains pouvoirs législatifs. Il a également recommandé d'augmenter encore le nombre des membres africains de ce conseil.

La Mission de visite de 1951 a été d'avis que le Conseil de Vice-Gouvernement général, sous sa forme actuelle, ne jouait qu'un rôle politique extrêmement restreint, qu'il n'était pas représentatif de l'ensemble de la population, et que dans sa composition il n'était pas fait cas des institutions des deux pays. Elle a estimé que ce conseil ne pouvait pas exercer d'une façon satisfaisante des attributions législatives pour l'ensemble du Territoire sans qu'il y eût au préalable une modification substantielle de sa composition actuelle entraînant l'établissement de rapports bien définis dans les institutions politiques des deux pays. En attendant une évolution plus avancée des institutions politiques autochtones et une étude approfondie des rapports à établir entre elles et un organe législatif central, le Conseil de Vice-Gouvernement général, avec une représentation autochtone accrue, pourrait utilement servir d'organe consultatif et en même temps fournir aux autochtones le moyen d'acquérir de l'expérience dans l'art de gouverner.

A la onzième session du Conseil de tutelle, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration avait étudié la composition du Conseil de Vice-Gouvernement général en vue d'y faire prédominer les intérêts des autochtones. A cet effet, neuf seulement des vingt-deux membres que comprend le Conseil pourraient défendre des intérêts opposés à ceux des autochtones. Encore cela est-il assez théorique, car les représentants des chambres de commerce, des associations de colons, des patrons et des employés, choisis en raison de leur connaissance des choses africaines et représentant quelque centaines de non-autochtones, savent parfaitement apprécier à quel point la collaboration entre autochtones et non-autochtones est indispensable et à quel degré leurs intérêts sont liés. Les intérêts des autochtones sont défendus beaucoup plus efficacement par les fonctionnaires, les magistrats et les missionnaires que par eux-mêmes. A l'heure actuelle, peu d'Africains sont aptes à siéger utilement au Conseil de Vice-Gouvernement général. Leur nombre s'accroîtra progressivement, selon les possibilités; mais remplacer par des Africains certains membres du Conseil serait actuellement une grave faute. Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration n'approuve pas la Mission

de visite quand elle déclare que, dans la composition du Conseil, il n'est pas fait cas des institutions des deux pays. Les deux pays sont représentés au Conseil. Les deux *Bami* et les deux résidents en sont membres de droit et les autorités religieuses en sont membres de fait. On ne voit pas comment les institutions des deux pays pourraient être mieux prises en considération.

A sa onzième session, le Conseil de tutelle a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil constate avec intérêt la valeur que le Conseil de Vice-Gouvernement général présente en tant que moyen de permettre aux habitants autochtones d'acquérir l'expérience du gouvernement et recommande à l'Autorité chargée de l'administration d'envisager d'élargir la composition du Conseil afin d'assurer la représentation et la participation de tous les intérêts autochtones importants.*

## Administration

L'administration du Territoire est placée sous l'autorité d'un gouverneur qui est assisté par un commissaire provincial et par un corps de fonctionnaires préposés aux différents services de l'administration. Les services généraux comptent 120 fonctionnaires européens, contre 131 en 1950. Le Territoire est divisé en deux résidences, le Ruanda et l'Urundi, divisées respectivement en huit et neuf territoires. Le personnel européen des services de l'intérieur est passé au Ruanda de 127 en 1950 à 156 en 1951, et dans l'Urundi, de 146 à 201.

Les cadres administratifs comptaient, en 1951, 493 autochtones lettrés en service permanent, employés dans des positions subalternes en qualité de commis, clerks, greffiers, etc. L'Administration emploie également un corps de 298 policiers autochtones, et de nombreux autres autochtones utilisés comme aide-infirmiers, manœuvres, etc. En 1950, les chiffres étaient respectivement de 451 et 282.

A ses troisième et neuvième sessions, le Conseil de tutelle avait souligné l'importance d'une participation accrue des autochtones aux responsabilités de l'administration, et à la neuvième session notamment, il avait recommandé d'étendre les possibilités données aux Africains qualifiés d'accéder aux postes supérieurs du service administratif européen et d'envisager à cette fin la création d'un programme de formation destiné au personnel africain et notamment la possibilité pour ce personnel d'acquérir à l'étranger une formation spécialisée.

La Mission de visite de 1951 a estimé d'une part que des autochtones ne pouvaient occuper des postes importants que si on leur fournissait les moyens d'acquérir la compétence nécessaire, mais que d'autre part les possibilités à cet égard étaient très limitées à l'heure actuelle, bien que l'Administration projetât de développer l'enseignement secondaire et supérieur. La Mission a estimé que si les diplômés de certaines sections du groupe scolaire d'Astrida pouvaient recevoir une formation plus poussée en Afrique ou à l'étranger, ils seraient en mesure de rendre de plus grands services et d'occuper éventuellement des postes importants. La Mission a conclu en estimant que l'Administration devrait tâcher d'offrir des bourses à certains autochtones du Territoire afin de leur permettre de faire des études à l'étranger. Elle a été d'avis que des consultations avec l'UNESCO et l'Administration de l'assis-

tance technique des Nations Unies seraient utiles à cet égard.

La Mission de visite a également signalé qu'elle avait reçu des doléances de la part de certains autochtones au service de l'Administration centrale, qui estimaient que leurs traitements étaient insuffisants.

A la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la Mission de visite n'avait pas examiné comme il convenait la question de l'accèsion des Africains aux postes importants de l'Administration. Le Ruanda-Urundi est confié à l'Administration belge. Le cadre administratif est donc naturellement belge et il est normal que les autochtones n'y aient, tant que dure la tutelle, que des emplois modestes. Mais, à côté de cette Administration, et parallèlement à elle, existe une puissante organisation indigène, allant du sous-chef au *Mwami*. Si l'on envisage l'indépendance future du Territoire, il semble qu'elle doive se réaliser par la transmission progressive des pouvoirs des autorités non-autochtones aux autorités autochtones et non par l'introduction d'autochtones dans l'Administration belge, ce qui aurait pour conséquence finale de perpétuer la coexistence des deux administrations et de diviser — peut-être d'opposer de part et d'autre — les fonctionnaires autochtones. Au surplus, il n'est pas exact de dire, comme le fait la Mission, que ce n'est que dans l'Administration centrale que la majorité des Africains peut, à l'heure actuelle, espérer occuper un jour des postes importants. Il n'y a, au Ruanda-Urundi, que 404 agents non indigènes, alors qu'il existe, entre les deux pays, 87 chefferies et 1.118 sous-chefferies. Les fonctions importantes sont donc beaucoup plus nombreuses dans l'administration indigène que dans l'Administration centrale et il n'est pas exceptionnel de voir tel commis déjà bien placé dans l'administration centrale abandonner ses fonctions pour celles, plus intéressantes, de chef ou de sous-chef.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil, rappelant qu'à ses troisième et neuvième sessions il avait souligné qu'il importait d'élargir les responsabilités administratives confiées aux autorités autochtones, appelle l'attention de l'Autorité chargée de l'administration sur les opinions exprimées par des membres du Conseil, lors de sa onzième session, sur la dualité actuelle de la structure administrative et les difficultés qu'elle semble opposer à la réalisation d'un gouvernement territorial auquel des habitants autochtones puissent pleinement participer; le Conseil invite l'Autorité chargée de l'administration à faire figurer dans son prochain rapport annuel un exposé détaillé de sa politique en la matière et des moyens de résoudre les difficultés que comporte ce problème.*

*Le Conseil, rappelant ses recommandations précédentes à ce sujet, et constatant l'augmentation du nombre des habitants autochtones employés dans l'administration, ainsi que des moyens de formation mis à leur disposition, recommande à l'Autorité chargée de l'administration de continuer d'élargir par diverses mesures les possibilités offertes aux habitants autochtones en ce qui concerne l'accès aux fonctions publiques; parmi ces mesures, elle pourrait envisager l'octroi de bourses d'études et de formation à l'étranger, afin notamment de donner aux habitants autochtones la*

formation qui leur permettra d'occuper dans l'administration des postes supérieurs. A cet égard, le Conseil invite l'Autorité chargée de l'administration à entreprendre une étude du barème des traitements et salaires des fonctionnaires, en vue de déterminer si ces traitements et salaires sont suffisants, compte tenu à la fois du coût actuel de la vie et de l'utilité qu'il y aurait à encourager les candidats les plus qualifiés à assumer des fonctions publiques; le Conseil invite l'Autorité chargée de l'administration à donner dans son prochain rapport annuel des renseignements à ce sujet.

### Structure politique indigène

Le Territoire est divisé en deux Etats indigènes, dit pays, le Ruanda et l'Urundi, ayant chacun à sa tête un *Mwami* désigné par la coutume et investi par le Gouverneur. La chefferie est l'élément fondamental de l'organisation politique, basée sur le principe de l'administration indirecte. Chaque pays est divisé en chefferies, dont le commandement est remis à un chef nommé par le *Mwami* conformément à la coutume et investi par le Gouverneur. Il y a cinquante-et-un chefs au Ruanda et trente-six en Urundi. Chaque chefferie est divisée en sous-chefferies dont le titulaire est nommé par le *Mwami* et investi par le Résident. Il y a 628 sous-chefs au Ruanda et 499 en Urundi.

Il existe des conseils de pays et des conseils de chefferie qui assistent les *Bami* et les chefs et qui doivent être obligatoirement consultés dans certains cas.

Les pays et les chefferies ont des budgets et des caisses autonomes, dont la gestion est en principe confiée aux autorités indigènes, mais transitoirement, et pour autant que l'inexpérience de celles-ci les en empêche, la gestion des caisses des pays est assumée par les résidents, et celle des caisses de chefferie par les administrateurs territoriaux, avec la collaboration des autorités indigènes. En 1951, un règlement de comptabilité a été élaboré et appliqué, qui réservait aux autorités autochtones une part très importante dans la gestion des finances de leurs circonscriptions. Les avoirs des caisses administratives furent répartis, et une comptabilité distincte tenue pour chaque circonscription. L'Autorité chargée de l'administration considère que l'expérience s'est avérée décevante. Les comptables indigènes se sont révélés incapables de tenir une comptabilité élémentaire, et il y a eu de nombreux cas de malversations. Une meilleure formule devra être recherchée.

Les *Bami*, chefs et sous-chefs sont chargés de l'administration indigène et ont de nombreux devoirs établis par la législation. Ils doivent par exemple faire connaître aux membres de leurs circonscriptions les règlements et décisions des autorités supérieures et transmettre à ces autorités les desiderata de leurs administrés; ils doivent collaborer à la perception des impôts, aviser les autorités judiciaires des infractions commises, assurer l'exécution des travaux imposés aux circonscriptions indigènes, etc. En matière traditionnelle, l'action des *Bami*, des chefs et sous-chefs, s'exerce dans la mesure et de la manière fixées par la coutume, sous réserve de dispositions législatives spéciales ou contraires, et pour autant que la coutume ne soit pas contraire à l'ordre public. L'action des autorités européennes sur les autorités indigènes s'exerce par voie de conseil ou de veto.

La Mission de visite de 1951 a estimé que si d'ordinaire l'administration européenne consultait les *Bami* et certains chefs au sujet de mesures qui doivent affecter les autochtones, les autorités indigènes étaient en général confinées dans un champ d'action très limité et, si l'on excepte les fonctions judiciaires, occupaient une position subalterne.

La chefferie est décrite dans les rapports annuels comme l'élément fondamental de l'organisation politique basée sur le principe de l'administration indirecte. Elle est administrée par un chef assisté d'un secrétaire et secondé par des policiers de chefferie et des porteurs de communications.

La Mission de visite de 1951, estimant que l'importance des fonctions dans l'organisation traditionnelle autochtone dépendait du degré de développement du gouvernement local, a conclu que le développement politique du Territoire aurait pour conséquence d'élargir les attributions du gouvernement local, qui devrait alors avoir recours aux services de fonctionnaires plus compétents. Il importait donc que le gouvernement local fit appel aux services d'Africains plus instruits. La Mission n'a obtenu que peu de renseignements sur la rémunération et les autres conditions d'emploi des Africains employés par les organisations autochtones, mais elle a estimé que l'Administration devrait s'occuper de fixer officiellement leur statut, en vue d'accroître leur rémunération et de rendre plus régulières les autres conditions d'emploi. Ces mesures pourraient à la longue contribuer à unifier le corps des fonctionnaires du gouvernement local, ce qui permettrait un échange de personnel entre ses différents organes.

Auparavant, les autochtones devaient de nombreuses prestations ou tributs en nature ou en travail au profit des *Bami*, chefs et sous-chefs. Ces prestations ont été progressivement réduites par l'Administration belge. En 1947, toutes les redevances en nature avaient été obligatoirement rachetées et remplacées par un paiement en argent aux *Bami* et aux chefs. En 1948, le rachat des prestations en travail a été également rendu obligatoire, de telle sorte que toutes les prestations coutumières sont actuellement remplacées par des contributions en argent.

### Réforme politique

A sa troisième session, le Conseil de tutelle avait invité l'Autorité chargée de l'administration à étudier l'opportunité et la possibilité d'instituer, par étapes successives, un système de gouvernement auquel participeraient à la fois les Européens et les autochtones et dans lequel les habitants autochtones finiraient par assumer les principales fonctions et responsabilités.

La première Mission de visite, en 1948, a estimé que le cadre politique coutumier qui avait été conservé à la société indigène n'était plus un obstacle au progrès politique dans le sens de la Charte des Nations Unies, la société indigène actuelle contenant déjà en germe toutes les possibilités nécessaires pour l'établissement d'une organisation démocratique nouvelle, où les populations du Territoire se gouverneraient elles-mêmes. Elle a estimé, en conséquence, qu'il faudrait assurer progressivement une plus grande participation des autorités indigènes à la direction des affaires du Territoire. La Mission a suggéré que les autorités indigènes fussent progressivement et de manière toujours crois-



sante consultées dans des domaines qui dépassent ceux des petits intérêts locaux, qu'elles abordassent des questions qui concernent le pays sans toucher exclusivement les indigènes, et qu'elles fussent associées aux problèmes d'administration et de politique générale, tels qu'ils se posent à l'échelon supérieur de l'administration locale.

La Mission de visite a exprimé également l'avis que l'attitude générale de paternalisme de l'administration européenne à l'égard des autorités indigènes pourrait être revue à certains égards et que l'on devrait, de plus en plus, faire comprendre aux autorités indigènes qu'il leur était possible de participer avec l'Administration, sur un pied d'égalité, à la direction des affaires politiques.

Dans son rapport annuel pour l'année 1948, l'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'une réforme très importante, qui serait appliquée vraisemblablement en 1949, était à l'étude.

Dans le rapport annuel pour l'année 1951, l'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'un projet de réforme profonde de l'organisation politique a été soumis en 1950 par le Gouverneur du Ruanda-Urundi au Gouverneur général du Congo belge, et introduit en 1951 devant le Conseil colonial.

D'après ce projet de décret, le Territoire du Ruanda-Urundi resterait divisé, suivant la tradition, en deux pays, en chefferies et sous-chefferies.

Pour chacune de ces six divisions de l'administration indigène serait organisé un conseil dont la composition serait minutieusement réglée suivant un système représentatif adopté au degré d'évolution de la population et à la mentalité indigène. A l'échelon du Territoire serait organisé en outre un conseil pour toutes les questions communes aux circonscriptions de ce ressort administratif.

Le conseil de sous-chefferies serait présidé par le sous-chef et serait composé de cinq à neuf notables choisis par leurs pairs parmi les notables de la sous-chefferie.

Le conseil de chefferie serait présidé par le chef et composé de cinq à neuf sous-chefs élus par leurs pairs et de cinq à neuf autres notables élus par un collège électoral composé de trois notables par sous-chefferie, désignés par le conseil de la sous-chefferie.

Le conseil de territoire serait présidé par un chef élu par le conseil parmi ses membres; il serait composé de tous les autres chefs du Territoire; d'un nombre égal de sous-chefs élus par leurs pairs et d'un nombre de notables égal au total du nombre des chefs et sous-chefs, élus par un collège électoral composé de trois notables par chefferie, désignés par le conseil de la chefferie.

Enfin, le conseil du pays serait présidé par le *Mwami*, et composé de tous les présidents des conseils de territoire, d'un nombre égal de notables, élus par le conseil de territoire, de quatre personnes choisies en raison de leur connaissance des problèmes sociaux du pays et des aspirations religieuses des habitants, et de trois représentants des indigènes, porteurs de la carte du mérite civique, ces sept derniers représentants étant comptés par l'assemblée des autres membres.

Ces différents conseils devraient être obligatoirement consultés pour toutes les questions intéressant les cir-

conscriptions; en ce qui concerne les conseils du pays et des chefferies, leur avis conforme serait requis, en de nombreux cas, pour donner validité à la décision du *Mwami* ou des chefs agissant dans le cadre de leurs pouvoirs tels que reconnus par le décret.

En contrepartie du contrôle qui serait exercé par ces assemblées sur les actes des autorités indigènes, le projet envisage une extension de leurs pouvoirs, notamment dans certains domaines jusqu'à présent réservés à l'autorité européenne: la détermination des limites des chefferies et sous-chefferies, l'interdiction de résider dans certaines zones, la fixation du nombre et des traitements des policiers, la détermination du programme agricole et de travaux d'ordre individuel, le rachat des prestations coutumières, l'imposition des centimes additionnels, l'approbation des dépenses, etc.

Au sein du conseil du pays, une députation permanente assurerait la surveillance des conseils de chefferies et de sous-chefferies et veillerait à l'exécution des décisions et règlements pris par le *Mwami* sur avis conforme du conseil du pays.

La Mission de visite de 1951 n'a pas été en mesure de commenter de manière détaillée ce projet, n'ayant pas eu connaissance de son texte intégral. Elle a cependant attiré l'attention sur le fait qu'elle avait l'impression qu'il n'y avait guère de rapports à l'heure actuelle entre les autorités autochtones du Ruanda et celles de l'Urundi; d'après les renseignements dont elle disposait, le projet de réforme politique ne contiendrait aucune disposition relative aux rapports à établir entre ces deux pays. Aussi a-t-elle estimé qu'on ne saurait commencer trop tôt à favoriser une collaboration et des rapports étroits entre les habitants et les institutions des deux pays, afin de faciliter une évolution vers une structure commune. D'autre part, la Mission a été portée à croire que l'importance que le projet de réforme politique attache au développement de la structure politique autochtone pourrait être contrebalancée par une égale importance accordée au développement d'un organe législatif central, dont la compétence serait nécessairement limitée au début.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil applaudit aux réformes proposées par l'Autorité chargée de l'administration en ce qui concerne la structure de la vie politique des autochtones et attend avec intérêt de nouveaux rapports sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ces réformes.*

### **Représentation populaire et système électoral**

La population indigène ne participe pas directement à l'exercice du pouvoir législatif et il n'y a au Ruanda-Urundi ni représentation populaire ni corps électoral. L'Autorité chargée de l'administration explique cette situation par le degré d'évolution de la population.

A sa troisième session, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'instituer, ne fût-ce qu'à titre préliminaire, un système électoral sous une forme quelconque. En 1949, une tentative a été faite au centre extra-coutumier d'Usumbura; on a fait désigner par la voie électoral plusieurs membres du Conseil. Le résultat de cette expérience a été jugé plutôt décevant par l'Autorité chargée de l'administration parce que les indigènes n'avaient pris aucun intérêt à ces élections, qu'ils avaient considérées comme une



corvée. Le Conseil de tutelle, à sa sixième session, avait exprimé l'espoir qu'une éducation appropriée permettrait ultérieurement d'assurer à ces tentatives un succès plus grand.

Un nouvel essai de désignation de conseillers par élection a été fait en 1950 à Rumonge. Malheureusement, ajoutait le rapport pour 1950, le fait que de nombreux électeurs étaient illettrés n'avait pas permis d'assurer pleinement le secret du vote, et cette circonstance avait entraîné la défection des électeurs.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a constaté avec regret l'échec des expériences électorales effectuées à Usumbura et à Rumonge, mais il a noté avec satisfaction les préparatifs détaillés et minutieux de l'Autorité chargée de l'administration pour les élections de 1951, dans les centres extra-coutumiers d'un bout à l'autre du Territoire.

Le rapport annuel pour 1951 décrit en détail les préparatifs faits par l'administration locale pour organiser l'élection de six conseillers dont le mandat venait à expiration en septembre 1951 dans les centres extra-coutumiers d'Usumbura. Malgré la propagande faite, un seul candidat s'était présenté spontanément et l'Administration dut en désigner elle-même dix-sept autres. Huit jours avant les élections, seuls vingt-cinq habitants avaient retiré leur carte d'électeur, sur un total de 6.000 recensés. Le système du retrait spontané des cartes d'électeurs n'ayant donné aucun résultat, il fut décidé de convoquer individuellement les habitants qui réunissaient les conditions de séjour requises pour être électeurs : 5.690 convocations furent lancées ; 2.971 électeurs se présentèrent pour retirer leur carte, parmi lesquels 2.559 furent recensés au bureau de vote.

D'après des documents reçus, l'Administration estime que le sentiment de la majorité de la population était que les habitants des centres n'avaient pas atteint une maturité suffisante pour participer à des élections, et que les conseillers devaient être désignés purement et simplement par l'Administration. Elle conclut qu'il est prématuré d'espérer intéresser dès à présent la majorité des autochtones, même évolués, à la vie politique du Territoire.

La Mission de visite de 1951 s'est parfaitement rendu compte des difficultés que présentait l'institution d'un système électoral et elle a considéré qu'il convenait de féliciter l'Administration des premiers efforts qu'elle avait tentés pour introduire ce système dans les centres extra-coutumiers. Elle a ajouté qu'évidemment la représentation populaire que l'on visait à réaliser ne saurait l'être par une mesure isolée, mais bien par une action combinée comprenant une série de mesures visant à éliminer les obstacles qui s'opposent encore à l'évolution politique de ceux qui vivent dans les centres extra-coutumiers, mesures dont l'application serait ensuite étendue à ceux qui vivent sous le régime coutumier.

A la onzième session du Conseil de tutelle, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'Administration avait l'intention de poursuivre ses efforts et que la réorganisation politique des chefferies permettrait d'accoutumer les indigènes à un mode démocratique de désignation des membres des conseils. Ce n'est pas l'organisation des élections qui est malaisée, mais la formation de la conscience politique de l'autochtone.

A sa onzième session, le Conseil de tutelle a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, constatant avec regret que les nouveaux efforts faits en vue d'introduire le principe électoral dans la création du Conseil du centre extra-coutumier d'Usumbura n'ont pas été accueillis avec suffisamment d'intérêt ou d'enthousiasme par les autochtones intéressés, appelle l'attention de l'Autorité chargée de l'administration sur les opinions exprimées par la Mission de visite en ce qui concerne le problème général de l'institution de méthodes électorales, et l'invite à examiner les mesures qu'elle pourrait prendre pour susciter un mouvement d'opinion favorable aux expériences électorales effectuées sur une échelle de plus en plus grande.*

### Organisation judiciaire

Il existe des tribunaux répressifs et civils non indigènes. Il existe, d'autre part, des tribunaux indigènes qui sont compétents pour les affaires civiles et coutumières des autochtones et qui ont aussi une compétence pénale restreinte.

Depuis le 18 décembre 1951, les tribunaux indigènes ne sont plus autorisés à prononcer de peines du fouet. Le nombre de peines du fouet qui avaient été prononcées par les tribunaux indigènes en 1951 est de 2.600.

La coexistence de juridictions indigènes et de juridictions non indigènes est justifiée aux yeux de l'Autorité chargée de l'administration par le fait que les tribunaux non indigènes doivent juger selon le droit écrit, tandis que les tribunaux indigènes doivent trancher les litiges suivant les normes coutumières.

En ce qui concerne les tribunaux non indigènes, le décret du 5 juillet 1948, mis en application le 1er juillet 1949, a modifié considérablement l'organisation judiciaire en accentuant la séparation entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire ; le Gouverneur du Ruanda-Urundi n'est plus le chef du parquet et Président du Tribunal d'appel, mais est remplacé dans ces fonctions par des magistrats de carrière. La compétence des tribunaux de résidence présidés par des fonctionnaires a été réduite.

Le Conseil de tutelle, à sa neuvième session, a pris acte avec satisfaction de la séparation plus grande que le décret du 5 juillet 1948 institue entre le pouvoir politique et le pouvoir judiciaire.

En ce qui concerne les tribunaux indigènes, la première Mission de visite a relevé en 1948 un point délicat, relatif aux attributions judiciaires des chefs, notamment la question de la séparation des pouvoirs, conception encore étrangère à la mentalité bantoue.

Aucune modification n'est intervenue dans l'organisation et la composition des tribunaux indigènes depuis 1943, mais l'Autorité chargée de l'administration a indiqué dans son rapport pour 1948 qu'elle envisageait d'examiner une révision de cette organisation de manière à séparer le pouvoir judiciaire indigène des pouvoirs législatif et exécutif. Elle a estimé cependant préférable et de meilleure politique qu'en cette matière délicate les mesures propres à assurer un progrès très sensible soient arrêtées par les représentants du peuple.

La Mission de visite de 1951 a appris qu'en matière de séparation des pouvoirs des autorités indigènes, la pratique administrative était maintenant en avance sur

les textes en vigueur. Depuis 1950 par exemple, les chefs, qui sont de droit présidents des tribunaux de chefferie, se font de plus en plus remplacer par des suppléants; il en est de même du *Mwami* qui, en sa qualité de Président du tribunal du *Mwami*, est maintenant pourvu d'un suppléant qui préside régulièrement.

La Mission estime que ces mesures donnent bon espoir, bien qu'elles ne constituent qu'un premier pas vers le but à atteindre. L'Autorité chargée de l'administration devrait redoubler d'efforts afin d'opérer une véritable séparation des pouvoirs, qu'il s'agisse de juridictions indigènes ou européennes, et assurer l'indépendance du pouvoir judiciaire.

L'attention de la Mission de visite a été attirée sur la durée de la détention de personnes qui attendent de passer en jugement ou qui ont interjeté appel. L'Administration a expliqué, dans le cas de deux pétitions à ce sujet<sup>238</sup>, que le retard avait été causé par le délai d'une expertise en écriture ordonnée au Congo belge, et que des mesures avaient été prises pour éviter à l'avenir des détentions préventives de durée excessive. A sa dixième session, le Conseil de tutelle a, à propos des deux pétitions, exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration prendrait toutes mesures utiles pour limiter au strict minimum la durée des détentions préventives et pour faire en sorte que les résultats des expertises indispensables soient connus le plus rapidement possible<sup>239</sup>.

## Droit de pétition

Il a semblé à la Mission de visite de 1951 que la notion du droit de pétition n'était pas très répandue dans le Territoire; plusieurs autochtones qui avaient abordé la Mission lui ont dit qu'ils craignaient, s'ils exprimaient leurs points de vue ou leurs doléances, de s'exposer à des représailles sous une forme directe ou indirecte. La Mission de visite n'a pas cru que ces craintes fussent vraiment fondées, mais elle a estimé que l'Administration devrait s'efforcer de les dissiper en familiarisant les habitants du Territoire avec leur droit de pétition garanti par l'Accord de tutelle.

D'après le rapport annuel de 1951, le droit spécial de pétition auprès de l'Organisation des Nations Unies est bien connu des habitants du Ruanda-Urundi et ne souffre aucune restriction.

A la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que l'Administration s'était engagée à collaborer pleinement avec l'Assemblée générale et le Conseil de tutelle dans l'accomplissement de toutes leurs fonctions, notamment en ce qui concerne les pétitions. Quand l'Administration déclare considérer le droit de pétition comme un recours extraordinaire, elle ne veut pas dire — et n'a jamais voulu dire — que le pétitionnaire devrait, préalablement à son recours, s'adresser à l'Administration belge. L'Administration considère que tout autochtone a le droit de s'adresser directement au Conseil sans avoir, au préalable, épuisé les recours auprès de l'autorité locale ou auprès de l'Autorité chargée de l'administration: d'autre part, vu les engagements qu'elle a pris, l'Administration considère qu'elle a le devoir d'instruire les autochtones de l'existence du

droit de pétition comme elle les instruit des autres droits et obligations qui les concernent.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, préoccupé de ce que la Mission de visite ait eu l'impression que le droit de pétition n'est pas pleinement compris ou effectivement exercé dans le Territoire, se félicite d'avoir entendu l'Autorité chargée de l'administration l'assurer que les habitants autochtones ne rencontrent nul obstacle dans l'exercice de ce droit reconnu. Il invite instamment l'Autorité chargée de l'administration à prendre les mesures voulues pour faire en sorte que le rôle des pétitions dans le régime international de tutelle soit pleinement compris et lui recommande de lier ses efforts en ce sens à la diffusion de renseignements d'ordre général au sujet de l'Organisation des Nations Unies.*

## Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle

### Généralités

Le représentant de la Thaïlande a déclaré qu'à son avis le moment était venu où l'Administration pouvait se permettre de faire plus d'efforts dans le domaine politique. Il a invité instamment l'Administration à prendre cette question en considération.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est inquiété des progrès très lents que l'on constate dans l'éducation politique des autochtones. Il est possible que certains éléments de la population autochtone ne semblent avoir aucun désir d'améliorer leur sort, mais cela ne signifie pas qu'il ne faut pas faire des efforts dans ce sens. A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a noté que parmi les problèmes essentiels du Territoire figuraient la constitution progressive d'un électorat organisé et la création d'institutions politiques représentatives à l'échelon local, ainsi que la constitution d'un organe représentatif central doté de pouvoirs législatifs et de responsabilités réels. L'Administration a estimé qu'il fallait accorder la priorité aux questions d'ordre économique et social; mais bien qu'il reste manifestement beaucoup à faire dans ces domaines, il ne semble pas qu'il soit possible de maintenir des cloisons étanches et de dissocier de ces problèmes celui de l'évolution du Territoire vers l'autonomie ou l'indépendance. Les responsabilités politiques sont une source de vie dont l'influence se fait sentir dans tous les domaines de l'existence nationale. Il est très possible que la population du Territoire ne puisse pas développer au maximum ses possibilités économiques si on ne l'incite pas en même temps à participer dans une mesure sans cesse accrue à la direction des affaires politiques. Tout en déclarant qu'il ne perdait nullement de vue les obligations qui incombent à l'Autorité chargée de l'administration en ce qui concerne le respect des traditions et des coutumes de la population autochtone, le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que la Charte des Nations Unies et l'Accord de tutelle autorisent suffisamment l'Autorité chargée de l'administration à favoriser la création d'institutions politiques plus démocratiques dans le Territoire. Il a noté que l'on donnait des cours d'instruction politique dans une école d'Astrida et il a invité l'Administration à développer ce genre d'enseignement.

<sup>238</sup> T/Pet.3/40, T/Pet.3/43.

<sup>239</sup> Résolutions 439 (X) et 442 (X).

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la population autochtone était complètement exclue des organes législatifs, exécutifs et judiciaires; le rapport annuel lui-même indique que la population locale, en raison de son degré d'évolution, ne participe pas directement à l'exercice du pouvoir législatif et qu'il n'y a pas de représentation populaire ni de corps électoral. Tout le pouvoir est entre les mains du Vice-Gouverneur général qui est subordonné au Gouverneur de la colonie du Congo belge.

### **Union administrative avec le Congo belge; statut des habitants**

Le représentant de la Chine a fait observer que, selon le rapport de la Mission de visite, il n'existe dans le Territoire, en dehors de la loi du 21 août 1925, aucune loi organique. L'argument du représentant de la Belgique selon lequel la loi du 25 avril 1949, qui a approuvé l'Accord de tutelle, constitue la loi organique du Ruanda-Urundi, n'est pas convaincant. Cette loi n'a fait qu'approuver officiellement l'Accord de tutelle; le statut du Territoire ne peut pas reposer sur une loi aussi désuète. Il semble qu'il y ait là une lacune à combler. Ceci est tout à fait évident quand on songe que le statut des habitants du Territoire sous tutelle n'a pas été défini — et à ce sujet, le représentant de la Chine partage sans réserve le point de vue de la Mission de visite. Ce fait seul suffit à prouver la nécessité de promulguer une loi organique pour le Territoire qui soit plus explicite que la loi actuellement en vigueur.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a attiré l'attention de l'Autorité chargée de l'administration sur l'opinion de la Mission de visite selon laquelle il serait souhaitable que l'Administration étudie la possibilité de définir de façon plus précise le statut des habitants du Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la politique suivie par le Gouvernement belge au Ruanda-Urundi avait pour objectif de perpétuer le régime colonial dans le Territoire, au moyen de ce qu'on appelle l'union administrative du Territoire et de la colonie du Congo belge. Le Territoire est encore régi par une loi du 21 août 1925 et par un décret royal du 11 janvier 1926. Le rapport annuel indique qu'aucune modification n'a été apportée à ces textes, qui prévoient l'unification du Ruanda-Urundi et du Congo belge et la subordination du Territoire sous tutelle à la colonie. Le rapport annuel cite la disposition suivante de la loi de 1925: "Le Territoire du Ruanda-Urundi est uni administrativement à la colonie du Congo belge, dont il forme un vice-gouvernement général. Il est soumis aux lois du Congo belge...". Même dans le domaine budgétaire, le Territoire sous tutelle dépend du Congo belge; le rapport indique que le projet de budget du Territoire est établi par l'Administration et envoyé au Gouverneur général du Congo belge, qui le transmet au Ministre des colonies avec ses observations. Une fois voté par le Parlement belge, le budget est appliqué par le Gouverneur général du Congo belge, qui délègue à cette fin les pouvoirs nécessaires au Gouverneur du Ruanda-Urundi. D'autre part, le maintien de l'ordre public dans le Territoire est confié à un contingent de la force publique du Congo belge, qui se compose d'habitants du

Congo placés sous le commandement d'officiers belges; les crédits relatifs à ce contingent ont été augmentés de plus d'un million de francs belges entre 1950 et 1951. Ces faits montrent que l'Autorité chargée de l'administration consolide le régime colonial au Ruanda-Urundi en subordonnant le Territoire à la colonie voisine et en en faisant une de ses provinces. La Mission de visite de 1951 a déclaré à ce sujet que le Ruanda-Urundi est assimilé du point de vue administratif à une province du Congo belge.

Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de créer dans le Territoire sous tutelle des organes législatifs et administratifs qui ne soient subordonnés à aucun organe établi sur la base d'une union entre le Territoire sous tutelle et le Congo belge, et de prendre à cette fin des mesures, législatives et autres, assurant la représentation de la population autochtone dans les organes législatifs, exécutifs et judiciaires du Territoire sous tutelle.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le représentant de la Belgique avait déjà expliqué au Conseil que la loi de 1925 n'est en aucune façon incompatible avec les dispositions de l'Accord de tutelle. Cette loi est si souple qu'elle a permis une réforme complète de la structure judiciaire et de l'organisation politique du Territoire. Les dispositions de cette loi font d'ailleurs traditionnellement l'objet d'une interprétation très libérale. Néanmoins, les avis du Conseil de tutelle en la matière seront pris en sérieuse considération par l'Administration. D'autre part, l'union administrative avec le Congo belge est favorable au Ruanda-Urundi. Le Territoire sous tutelle n'est pas subordonné au Congo et il est faux de dire qu'il est soumis à un régime colonial, que le Congo lui-même ne connaît plus. Il est dit dans le plan décennal que ce plan doit être distinct de celui qui est établi pour le Congo, car le statut juridique des deux territoires est différent, que leurs budgets sont séparés et qu'enfin et surtout leurs problèmes sont profondément dissemblables. Les dépenses militaires s'élèvent à 10.500.000 francs belges, soit seulement 5 cents des Etats-Unis par habitant. La force publique compte 8 Européens et 649 Africains; par contre, les services médicaux comptent 189 Européens et 1.110 Africains.

### **Pouvoirs législatif et exécutif**

Le représentant de la Thaïlande, faisant allusion aux modifications que la Mission de visite avait recommandé d'apporter à la composition du Conseil du Vice-Gouvernement général, a fait observer que la réforme politique qui est sur le point d'être introduite instituera un système de conseils parallèles pour les deux pays, sans toutefois établir de lien entre les deux conseils autochtones ou une institution à qui serait confié le pouvoir législatif exercé actuellement par l'Autorité chargée de l'administration. Le Conseil de tutelle avait déjà recommandé l'élargissement des pouvoirs du Conseil du Vice-Gouvernement général, dans l'idée qu'en définitive cet organisme deviendrait l'Assemblée législative du Territoire. De même, la Mission de visite était parvenue à la conclusion que l'on ne pouvait attribuer à ce conseil de pouvoirs législatifs avant d'en modifier la composition actuelle. Lorsqu'elle a recommandé de procéder à cette modification, la Mission de visite n'a pas proposé de diminuer le nombre

des membres non autochtones du Conseil, mais simplement d'augmenter le nombre des membres africains, afin que ceux-ci acquièrent une expérience en matière administrative et gouvernementale.

Le représentant de la Chine a estimé, avec la Mission de visite, que le Conseil du Vice-Gouvernement général pourrait, avec une participation indigène plus importante, être utilement maintenu à titre d'organe consultatif et pourrait servir de centre où les autochtones seraient formés à la direction des affaires publiques.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait sienne la recommandation de la Mission de visite tendant à ce que les habitants autochtones aient la possibilité de participer dans une mesure plus grande à l'administration de leur pays. A son avis, l'accroissement de la représentation africaine au Conseil du Vice-Gouvernement général n'implique pas nécessairement le remplacement de certains membres de ce conseil par les Africains. On pourrait à coup sûr aboutir au résultat désiré en nommant de nouveaux membres africains. Certes, les intérêts des Africains sont, dans une certaine mesure déjà, représentés au sein du Conseil, mais d'une façon indirecte et non pas directe. L'Autorité chargée de l'administration devrait envisager de créer un organe politique central indigène. Cet organe pourra, le moment venu — et cela prendra probablement beaucoup de temps — être doté de pleins pouvoirs législatifs et exécutifs. La Mission de visite a estimé avec raison que le Conseil du Vice-Gouvernement général ne pourra pas exercer de façon satisfaisante des pouvoirs législatifs dans le Territoire si l'on ne modifie pas profondément sa composition.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que le Conseil du Vice-Gouvernement général n'avait aucun pouvoir réel. Sa composition témoigne de son caractère antidémocratique : sur ses vingt-deux membres, trois seulement sont Africains et aucun de ces trois Africains n'a été élu par la population autochtone. La Mission de visite a fait observer que le Conseil, tel qu'il est à présent constitué, n'est pas représentatif de l'ensemble de la population et ne pourrait pas exercer d'une façon satisfaisante des attributions législatives pour l'ensemble du Territoire sans qu'il y ait eu au préalable une modification profonde de sa composition.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il était hors de doute que l'activité des conseils partiellement électifs dont la création est envisagée dans le cadre de la future réforme politique aurait des répercussions sur celle du Conseil du Vice-Gouvernement général et probablement aussi sur sa composition. Les projets immédiats de l'Administration sont d'introduire plus d'autochtones dans le Conseil du Vice-Gouvernement général et de faire fonctionner de façon régulière les nouveaux conseils. Après quoi, et compte tenu des engagements qu'elle a assumés en vertu de l'Accord de tutelle, l'Administration adaptera sa politique aux nécessités de l'heure.

## Administration

Le représentant de la France a déclaré qu'il avait été tout particulièrement intéressé par les indications que le représentant spécial avait données sur les conceptions qui sont à la base de la politique belge dans

le Territoire, à savoir que "le progrès politique doit se réaliser par la transmission progressive des pouvoirs des autorités non autochtones et aux autorités autochtones et non par l'introduction d'autochtones dans l'Administration belge, ce qui aurait pour conséquence finale de perpétuer la coexistence des deux administrations et de diviser et peut-être d'opposer de part et d'autre les fonctionnaires autochtones". L'Administration belge a su s'appuyer sur les institutions traditionnelles existantes avec sagesse et habileté. La Belgique a eu beaucoup de chance de trouver au Ruanda-Urundi une structure sociale et politique à la fois forte, et, dans son ensemble, valable, étant donné l'esprit progressif dont ont fait preuve les échelons supérieurs de la hiérarchie autochtone. Mais il est certain d'autre part que l'Administration belge a tout fait pour mériter cette chance, par sa sagesse, son tact et son sens de l'opportunité. Le représentant de la France a approuvé sans réserve la voie que l'Autorité chargée de l'administration a choisie. Il a exprimé sa conviction que c'est dans le perfectionnement des institutions existantes, dans leur préparation et leur adaptation aux responsabilités du pouvoir, que réside le secret d'une évolution harmonieuse qui laisse la population à l'abri des troubles et des convulsions. Mais si cette voie apparaît la meilleure, à la fois sur le plan intellectuel et sur le plan moral, il ne faut pas se dissimuler qu'elle est aussi, peut-être, la plus ambitieuse et la plus difficile. Il faut, sans affaiblir l'autorité de la hiérarchie traditionnelle, la dépouiller progressivement de ce qu'elle conserve d'anachronique et d'inadapté, c'est-à-dire l'esprit féodal et tribal. Il y a certainement un équilibre très délicat à maintenir, un équilibre qui, à un moment donné, deviendra presque inéluctablement instable. Le plus difficile consistera sûrement à intervenir juste à temps, ni trop tôt ni trop tard, pour effectuer le transfert de pouvoir qui est envisagé. Toutefois, l'attrait et le prestige conservés par les fonctions traditionnelles doivent, dès à présent, fournir le moyen de diriger les meilleurs éléments africains, formés dans les cadres de l'Administration belge proprement dite, vers ces fonctions traditionnelles, ce qui préparerait les hommes en même temps que les institutions à ce grand tournant historique.

Le représentant de la Thaïlande a été heureux de constater que l'Autorité chargée de l'administration avait donné l'assurance qu'elle se proposait d'élever les autochtones compétents à des postes de responsabilité. Mais les autochtones ne peuvent acquérir cette compétence que par une formation professionnelle intensive en Afrique ou à l'étranger. L'Autorité chargée de l'administration préfère créer un enseignement supérieur dans le Territoire même, en invoquant que les bourses d'études à l'étranger entraînent de grosses dépenses et risquent de donner lieu à un certain déchet. Tout en reconnaissant la valeur de cet argument, le représentant de la Thaïlande a soutenu, en se fondant sur l'expérience de son propre pays, qu'il valait la peine, dans ce cas, de faire ces dépenses et de prendre ces risques. Si, avec le temps, l'Administration accorde aux indigènes toutes facilités pour acquérir une éducation supérieure et si les meilleurs étudiants sont envoyés à l'étranger en vue d'acquérir la formation nécessaire pour occuper, à leur retour, des postes importants dans l'Administration, les étudiants sortis des écoles secondaires du Territoire et qui occuperont à ce moment des postes

inférieurs dans l'Administration ne seront pas seulement dans l'impossibilité d'accéder à des postes supérieurs, mais souffriront en outre de voir tous les postes supérieurs occupés par des personnes beaucoup plus jeunes qu'eux. Une telle situation ne vaudrait rien pour la discipline et ne favoriserait pas le bon fonctionnement de l'Administration. C'est pourquoi le représentant de la Thaïlande a fait sienne la recommandation de la Mission de visite tendant à l'établissement d'un programme de formation intensive et à l'attribution de bourses d'études aux étudiants qualifiés. En ce qui concerne la possibilité pour les Africains d'aspirer à des postes importants dans l'administration, le représentant spécial a déclaré n'être pas d'accord avec la Mission de visite qui avait considéré que les Africains pouvaient plus facilement obtenir des emplois importants dans l'Administration centrale que dans l'administration indigène. La divergence d'opinions, dans le cas présent, est due à une différence d'interprétation. La Mission de visite pensait à la majorité des Africains. Si les postes de chef et de sous-chef sont théoriquement ouverts à tous, dans la pratique, et ce fait est expressément indiqué dans le rapport annuel de l'Autorité chargée de l'administration, ces postes sont exclusivement réservés à une certaine catégorie de personnes.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a rappelé que la Mission de visite avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'étudier sérieusement la possibilité d'augmenter le traitement des fonctionnaires indigènes.

Le représentant de la République Dominicaine a fait observer qu'il existait dans le Territoire une dualité d'administration — l'Administration belge et l'administration indigène — qui semble devoir interdire au Territoire de devenir une entité nationale et internationale indépendante. Il a regretté que, dans son discours d'introduction devant le Conseil, le représentant spécial ait parlé d'une manière aussi brutale de la question de la participation des habitants autochtones au gouvernement du Territoire. La structure de la société indigène et la politique de l'Administration tendant à perpétuer indéfiniment le type de société primitive qui existe encore dans les deux pays du Territoire. Il faudrait appliquer une large réforme administrative afin d'accorder une représentation adéquate aux habitants autochtones. On devrait faire comprendre à l'Administration que l'opinion exposée par le représentant spécial sur cette question n'est pas conforme aux principes de la Charte ni aux objectifs de l'Accord de tutelle.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a cité un passage du rapport annuel où il est indiqué que l'administration européenne et ce que l'on appelle les autorités indigènes n'emploient du personnel autochtone qu'à des postes sans aucune importance: commis, moniteurs, messagers, policiers, etc. La Mission de visite a également relevé qu'à l'heure actuelle les Africains n'occupent que les postes les plus bas et que la population indigène n'a pas la possibilité d'acquérir les connaissances nécessaires pour occuper des postes comportant des responsabilités. La Mission a également constaté que les possibilités de recevoir un enseignement secondaire dans le Territoire sont très

limitées; elles sont pratiquement inexistantes en ce qui concerne l'enseignement supérieur.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la façon assez concise dont il avait expliqué la politique de l'Administration à l'égard de l'accès des autochtones aux fonctions importantes avait pu créer une certaine inquiétude. Il a rappelé certaines déclarations qu'il avait faites antérieurement au Conseil, dans lesquelles il avait expliqué qu'à la tête de l'Administration, à côté des fonctionnaires vraiment administratifs tels que le Vice-Gouverneur général, les deux résidents et les dix-huit administrateurs territoriaux, il y a des fonctionnaires spécialisés qui jouent le rôle de conseillers du Gouverneur. Il ne verrait que des avantages à voir accéder des autochtones à ces fonctions, mais la structure administrative actuelle devra disparaître quand les pouvoirs passeront de l'autorité européenne à une autorité autochtone. Le Vice-Gouverneur général a expliqué ce point de vue à la Mission de visite lorsqu'il a déclaré qu'il y a deux façons d'envisager l'évolution politique: premièrement, par l'admission, dans les cadres de l'Administration, d'un nombre de plus en plus important de jeunes indigènes qui auront reçu une formation spéciale (vétérinaires, médecins, ingénieurs, etc.); deuxièmement, par l'accomplissement d'une réforme de caractère plus organique qui consisterait à transférer aux institutions et aux autorités coutumières des attributions de plus en plus étendues, dont l'Autorité chargée de l'administration se déchargerait progressivement. Le Gouverneur avait ajouté qu'à son avis il convenait d'avoir recours aux deux méthodes, mais il estimait que la deuxième permettrait une évolution plus harmonieuse et plus profonde. Ces conceptions sont toujours celles de l'Administration. Il était faux de dire que la population autochtone est maintenue dans des emplois subalternes. Les fonctions du *Mwami*, des chefs et des sous-chefs, ne sont pas des emplois médiocres mais des fonctions importantes, lourdes de responsabilités et bien rémunérées. Le défaut du régime n'est pas dû au fait que les autochtones ne peuvent pas occuper de fonctions importantes, mais au mode de désignation des titulaires de ces fonctions. L'Autorité chargée de l'administration s'efforce d'ailleurs de démocratiser ce système, et c'est pour cela qu'elle a introduit les réformes que le représentant de l'Union soviétique a condamnées sans en connaître le texte organique et sans les avoir jugées à l'épreuve.

### Structure politique indigène; réforme politique

Le représentant de la Chine a estimé, avec la Mission de visite, que le plan de développement politique du Territoire devrait comporter non seulement la réorganisation des différents conseils, mais surtout la création d'un organe législatif central qui assurerait la coordination entre toutes les autorités autochtones pour les questions d'intérêt commun. Il a exprimé le regret qu'après tant d'années d'administration belge, les deux pays du Ruanda et de l'Urundi soient encore tellement séparés l'un de l'autre. Néanmoins, grâce au lien que constitue l'Autorité chargée de l'administration, les relations entre ces deux pays se sont améliorées. De cette réconciliation progressive naîtra sans doute un jour une collaboration cordiale qui rendra possible la constitution d'un organe législatif central qui délibérera sur toutes les questions d'intérêt com-

mun pour l'ensemble du Territoire. Il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration s'occuperait tout particulièrement de cet aspect du problème et ferait tout en son pouvoir pour instituer les réformes envisagées par la Mission de visite. Le Conseil de tutelle pourrait peut-être faire une recommandation en ce sens.

### Réforme politique

Le représentant de la France a constaté avec beaucoup d'intérêt que le décret sur l'organisation politique du Territoire était prêt de voir le jour. Il a exprimé l'espoir que le Conseil de tutelle pourrait recevoir l'année prochaine quelques informations sur les premiers résultats de l'application de ce texte. Faisant allusion aux difficultés qui résultent de la dualité du Territoire, lequel est si nettement divisé dans son individualité constitutionnelle, il a fait observer que cette difficulté ne paraissait nullement insurmontable et il a ajouté que le représentant spécial l'avait située à son exacte importance.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté que l'Administration belge constitue le seul lien réel entre le Ruanda et l'Urundi, bien qu'une certaine collaboration existe déjà entre ces deux pays. Tout en comprenant fort bien les causes historiques de cette situation, il a estimé qu'il serait dans l'intérêt ultime non seulement des autochtones mais aussi de l'Administration de faire tous les efforts possibles pour supprimer les barrières qui séparent ces deux régions de façon à rendre plus étroite, à tous les échelons et dans tous les domaines, la collaboration dans les questions d'intérêt commun.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que sa délégation était heureuse de voir que la réforme que l'on se propose d'apporter à la structure politique indigène n'attendait plus que l'accord du Roi pour être mise en application. Il a exprimé l'espoir qu'il serait possible maintenant d'appliquer tous les aspects de cette réforme et qu'elle servirait de base à la création d'un organe législatif central plus largement représentatif, qui serait doté de pouvoirs accrus et dont les relations avec les conseils subalternes seraient clairement définies.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration continuait à encourager le régime tribal, bien qu'il soit incompatible avec l'évolution politique progressive de la population indigène vers l'autonomie et l'indépendance. L'Autorité chargée de l'administration n'envisage de prendre aucune mesure pour créer des organes de gouvernement autonome comprenant des représentants de la population autochtone. A y regarder de près, les nouveaux conseils dont on propose la création auront un caractère antidémocratique et ne comprendront que les chefs et la noblesse tribale. Il est manifeste que la création de ces organes renforcera considérablement le système actuel de la hiérarchie tribale. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures assurant le passage du régime tribal à un système de gouvernement autonome fondé sur des principes démocratiques.

### Droit de pétition

Le représentant de la Thaïlande a constaté avec regret que le représentant spécial avait donné une inter-

prétation extrême à la recommandation de la Mission de visite concernant le droit de pétition. Les membres de la Mission ont constaté que la plupart des pétitionnaires qui s'étaient adressés à elle craignaient des représailles de l'Administration; les assurances répétées données par la Mission, qui avait affirmé aux pétitionnaires qu'il ne leur serait rien fait parce qu'ils présentaient ces pétitions, n'ont pu calmer ces craintes. La Mission a été convaincue que si la population autochtone connaissait mieux son droit de pétition et était dûment informée de l'arrivée de la Mission de visite, cette attitude regrettable disparaîtrait. La Mission n'a jamais pensé que sa recommandation pourrait être interprétée comme signifiant que l'Autorité chargée de l'administration devait faire de la propagande pour encourager le recours au droit de pétition; elle souhaitait simplement que l'on fasse connaître à la population l'existence de ce droit.

Le représentant de la Chine a dit que les déclarations du représentant spécial et du représentant de la Belgique sur le droit de pétition lui avaient donné des inquiétudes. Il a rappelé que le droit de pétition est l'un des droits les plus importants du régime international de tutelle et n'est soumis à aucune restriction, sauf en ce qui concerne les pétitions qui s'élèvent contre des jugements prononcés par des tribunaux compétents. Il a dit qu'il ne voyait pas sur quoi pouvait se fonder l'Autorité chargée de l'administration pour prétendre qu'il faut fixer des limites au droit de pétition et qu'il faut indiquer nettement où finit le droit d'adresser une pétition à l'Administration ou au gouvernement de l'Autorité chargée de l'administration et où commence le droit d'adresser une pétition à l'Organisation des Nations Unies. On ne peut trouver de justification à cette distinction ni dans la Charte ni dans le règlement intérieur du Conseil de tutelle, ni dans l'Accord de tutelle. Il est évident que tous les habitants du Territoire ne sont pas encore parfaitement au courant de leur droit de pétition. Le représentant de la Chine a fait remarquer que la brochure de quatre pages concernant les Nations Unies qui a été distribuée dans les écoles ne fait mention nulle part du droit de pétition. Il a pris acte de l'engagement pris par le représentant spécial de faire procéder à une révision de la brochure afin de combler cette lacune.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a été d'accord avec la Mission de visite pour estimer que la crainte de représailles manifestée par les pétitionnaires n'était pas fondée. Il a également convenu avec le représentant spécial qu'il fallait épuiser tous les moyens de recours locaux avant de faire usage du droit de pétition. Ce n'est certainement pas le rôle du Conseil de tutelle d'encourager activement l'envoi de pétitions, mais c'est son devoir de veiller à ce que les habitants sachent que le droit de pétition existe. Il y a là une question de juste équilibre à maintenir: il faut s'assurer que les indigènes épuisent d'abord les possibilités et les droits qu'ils ont dans le Territoire et veiller en même temps à ce qu'ils puissent utiliser leur droit de pétition au Conseil avec modération. Dans la mesure où les indigènes éprouvent des craintes sans fondement, l'Administration devrait s'efforcer de dissiper ces craintes en les mettant au courant de leur droit de pétition.

Le représentant de la République Dominicaine, soulignant la nécessité de développer et de garantir l'exercice du droit de pétition, a déclaré qu'il était néces-



saire de créer dans le Territoire un certain nombre de centres d'information où seraient fournis des renseignements sur les Nations Unies. Dans le passé, la diffusion de ces renseignements a été négligée, non pas par les autorités supérieures du gouvernement, mais par les fonctionnaires subalternes, qui n'avaient peut-être pas une conception exacte des obligations internationales de l'Autorité administrante. Cette dernière doit faire en sorte que ces renseignements ne soient pas dissimulés sous prétexte que les Nations Unies interviennent dans les affaires intérieures du Territoire.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il était conforme aux habitudes des habitants autochtones de recourir dès l'abord à l'Autorité la plus haute; il serait fâcheux que le Conseil soit quotidiennement saisi de requêtes qu'un simple recours à l'autorité locale suffirait à satisfaire. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, appuyé en cela par plusieurs autres représentants, a très exactement apprécié la situation quand il a parlé d'un équilibre à atteindre dans l'exercice du droit de pétition.

### Organisation judiciaire

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a attiré l'attention sur les observations de la Mission de visite, selon lesquelles l'Autorité chargée de l'administration devrait veiller spécialement à ce que soit réduit au minimum le temps de détention des prévenus, qui doivent passer en jugement ainsi que des condamnés qui ont fait appel.

## 3. — PROGRES ECONOMIQUE

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### Généralités

La situation économique du Ruanda-Urundi en 1951 est décrite au rapport annuel comme très favorable. Le mouvement économique des dernières années a été caractérisé par un accroissement de plus en plus grand de la production, des exportations et des importations, ainsi que par un grand développement des moyens de communication et la croissance de nouvelles activités. Il en est résulté une amélioration notable du bien-être de la population.

La densité exceptionnelle de la population du Ruanda-Urundi (71,67 habitants au km<sup>2</sup>) et son augmentation constituent le problème démographique le plus angoissant de ce pays, où les terres sont surchargées et d'une productivité insuffisante sous l'influence de la dégradation des sols, des conditions climatiques défavorables et du manque d'eau. Le problème le plus urgent est d'ordre alimentaire et l'on peut dire qu'il domine le développement économique et social du pays. Ainsi la Mission de visite de 1951 a-t-elle pu écrire que, malgré la production élevée des denrées alimentaires, le pays vivait perpétuellement sous la menace de la disette ou de la famine. Néanmoins l'Autorité chargée de l'administration estime que l'augmentation de la production vivrière, conjuguée avec l'utilisation d'un réseau routier dense, a diminué considérablement le risque de disette. Ce risque est encore réduit par suite de l'installation de magasins de stockage de vivres à l'intérieur du pays.

Le rapport annuel pour 1951 signale que l'économie réserve de plus en plus de fonctions aux autochtones, qui, grâce à la formation acquise dans les écoles et par le contact avec les Européens, deviennent petit à petit capables de les remplir.

La Mission de visite de 1951 a été d'avis que les autochtones ne jouaient qu'un rôle insignifiant dans la vie économique du Territoire et elle a estimé qu'il était important d'accroître leur participation ou leurs responsabilités dans ce domaine. Elle a noté avec satisfaction une déclaration en ce sens contenue dans le plan décennal.

La Mission a cru comprendre que la politique de l'Administration est d'encourager la participation des autochtones à toutes les branches de l'activité économique. Elle a cependant attiré l'attention sur certaines considérations du plan décennal au sujet du rôle que doivent jouer les colons européens et les habitants autochtones. Le plan contient en effet le passage suivant, repris du plan décennal du Congo belge: "On contraindrait le développement du colonat en généralisant les coopératives indigènes d'usinage qui devraient d'ailleurs faire appel à l'aide de salariés européens. Dans les conditions actuelles, la meilleure formule, pour répartir équitablement les profits et utiliser au mieux les compétences, associe la coopérative indigène pour la production et le colon industriel pour l'usinage". La Mission n'a pas voulu tirer de conclusion définitive de ce passage isolé, qui semblerait assigner aux autochtones un rôle limité dans la vie économique du Territoire.

L'Autorité chargée de l'administration affirme qu'il n'est pas dans la politique économique du gouvernement de réserver des attributions aux non-autochtones. Si apparemment ces derniers semblent accaparer certaines attributions, c'est que seuls ils peuvent les exercer en raison soit de leur instruction, soit des moyens dont ils disposent. Par l'organisation et le développement de l'enseignement et en inculquant aux autochtones les principes de la morale individuelle et sociale, on les met progressivement à même de participer plus complètement à la vie économique du Territoire.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil constate certains indices d'une participation croissante des autochtones à la vie économique du Territoire, notamment l'accroissement du nombre des centres commerciaux autochtones et les mesures prises pour organiser des coopératives autochtones; il espère que ces mesures et d'autres mesures analogues se multiplieront et se renforceront et que l'Autorité chargée de l'administration aidera les habitants à jouer un rôle dans d'autres branches de l'économie, telles que le développement des industries secondaires, qui font partie des formes d'activité économique que stimule le plan décennal.*

#### Agriculture

Le Ruanda-Urundi est avant tout un pays agricole. Les terres cultivées ont été estimées en 1951 à 1.337.606 hectares, soit 24,7 pour 100 de la superficie du Territoire. Sur ce total, 1.299 hectares sont utilisés par les cultures vivrières indigènes, soit 7,2 pour 100 de la superficie totale cultivée.

Par rapport à 1950, il y a eu une légère augmentation de la superficie consacrée à l'ensemble des cultures vivrières (1,25 pour 100) et une progression très nette (36 pour 100) de la production globale.

Tout autochtone adulte et valide résidant dans une chefferie doit obligatoirement maintenir en culture 35 ares de cultures vivrières saisonnières et 25 ares de cultures vivrières non saisonnières. Le but de ces cultures obligatoires est de parer au danger de famine. L'Autorité chargée de l'administration souligne que ces cultures sont imposées dans l'intérêt exclusif des cultivateurs, qui disposent librement de leurs produits.

Les cultures industrielles, dont le gouvernement encourage l'extension, ne sont pas imposées, mais l'Autorité chargée de l'administration signale que malgré l'intérêt incontestable qu'elles présentent pour les populations, elles ne peuvent être maintenues que grâce à une inlassable propagande.

La production vivrière en 1951 (par ordre d'importance : manioc, patates, bananes, haricots) s'est élevée à 5.160.750 tonnes, contre 3.783.300 en 1950.

La production indigène du café *arabica* en parche a été de 17.500 tonnes contre 15.675 en 1950. Celle du coton-graines de 3.835 tonnes, contre 3.220; la production indigène d'huile de palme a atteint 1.265 tonnes, contre 550 tonnes en 1950, et celle du ricin 2.960 tonnes contre 2.390.

La production agricole des entreprises non indigènes n'a pas varié sensiblement depuis 1950: 129 tonnes de café *arabica*, 287 tonnes de café *robusta*, 934 tonnes de pyréthre, 173 tonnes de quinquina, 122 tonnes de sisal.

Les autochtones sont guidés dans leurs travaux par des spécialistes de l'Administration et reçoivent les semences sélectionnées dans les stations expérimentales. La gestion de ces stations expérimentales est assumée par l'Institut national pour l'étude agronomique du Congo belge.

Afin d'augmenter l'étendue des terres cultivables, l'Administration a mis en œuvre un programme dont les résultats sont les suivants:

1) 1.913 hectares de marais drainés en 1951, ce qui porte à 86.473 hectares la superficie des terres ainsi récupérées au profit de l'agriculture indigène;

2) Lors de la saison sèche, des cultures ont pu être faites sur 6.613 hectares de terres irriguées, soit un millier d'hectares de plus qu'en 1950;

3) Afin de lutter contre l'érosion, 27.900 kilomètres de fossés et de haies ont été établis en 1951 permettant la formation de terrasses sur 37.069 hectares, ce qui porte à 138.000 kilomètres la longueur des fossés et haies et à 180.000 hectares les surfaces protégées contre l'érosion.

Les Missions de visite de 1948 et de 1951 ont été vivement impressionnées par les efforts considérables que l'Administration belge a faits dans le domaine de l'agriculture en général et des cultures alimentaires en particulier.

Cependant, malgré tous ses efforts, l'Administration est la première à reconnaître que la menace de famine subsiste, due à l'irrégularité excessive du régime des pluies. Déjà, à sa troisième session, le Conseil de tutelle avait exprimé la crainte que des conditions de famine ne se reproduisent et avait déclaré qu'il faudrait

à l'avenir adopter toutes les mesures voulues pour empêcher un tel désastre.

Le Fonds du bien-être indigène a consacré une somme de 55.820.000 francs pour la lutte contre les famines, le programme a consisté dans l'érection de 30 hangars destinés à entreposer 12.000 tonnes de vivres.

En ce qui concerne les cultures industrielles, il existe pour le café et le coton une organisation destinée à mettre les producteurs indigènes à l'abri des fluctuations des cours mondiaux; par l'établissement de caisses de compensation dont les réserves permettent de normaliser le prix d'achat au producteur indigène. L'Office du café indigène du Ruanda-Urundi, dont le fonds d'égalisation s'élevait en 1951 à 176 millions de francs contre 97 millions en 1950, s'efforce également d'assurer un meilleur conditionnement des cafés et de standardiser la production. De son côté, la Caisse de réserve cotonnière (pour le Congo belge et le Ruanda-Urundi) distribue gratuitement aux planteurs de l'outillage agricole et finance l'entretien des routes d'intérêt cotonnier. Depuis 1950, une législation nouvelle réserve aux producteurs indigènes la totalité des bénéfices de la vente du coton et de ses sous-produits, et le rôle de la Société cotonnière se limite à usiner le coton pour le compte des producteurs et en assurer le transport et la vente par un organisme central. Il faut signaler enfin que la Compagnie de la Ruzizi distribue régulièrement et gratuitement aux indigènes des graines sélectionnées.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a félicité l'Autorité chargée de l'administration d'avoir décidé de faire participer deux planteurs de café autochtones à la gestion de l'Office du café indigène du Ruanda-Urundi, et a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration examinerait la possibilité de donner une représentation analogue aux producteurs de coton à l'Office du coton.

Le plan décennal pour le Ruanda-Urundi considère que le développement agricole, comme celui de l'élevage, est dominé par le problème de la surpopulation et de la surcharge pastorale. Selon le recensement estimatif de l'occupation des terres, la situation en fin 1949 était la suivante: 25,28 pour 100 des terres étaient impropres à l'agriculture et à l'élevage; 41,43 pour 100 des terres avaient une vocation pastorale, 3,99 pour 100 une vocation forestière. En estimant que chaque famille a besoin de 2 à 5 hectares de terre de culture et que chaque bovidé nécessite une moyenne de 3 hectares de pâturage, il y aurait au Ruanda-Urundi 145.000 familles de trop sur un total de 780.000 et un excédent de 440.000 têtes de bétail sur 970.000. Cet état de choses est considéré comme grave, et le plan décennal, dans le but de remédier à la surpopulation humaine et à l'*overstocking*, base le programme de développement sur les conceptions suivantes: préservation des terres, et adaptation de l'agriculture indigène, renforcement de la lutte contre les famines; création de zones complémentaires et organisations de productions massives et spécialisées; le plan établit aussi le principe que seuls peuvent être exportés les produits agricoles riches et susceptibles d'être valorisés sur place par incorporation d'une part aussi importante que possible de travail humain, la culture de ces produits devant procurer aux cultivateurs un pouvoir d'achat suffisant pour acquérir des quantités de vivres supérieures et plus va-



riées que celles qu'ils auraient pu récolter sur les terres affectées aux produits d'exportation. Les grandes lignes du programme décennal de l'agriculture peuvent donc se résumer ainsi: préserver le sol, puis en augmenter le rendement à l'hectare; créer des zones complémentaires, les unes où seront intensifiées les cultures vivrières, les autres destinées aux cultures industrielles ou à la mise en valeur industrielle; préparer pour le repeuplement les régions susceptibles de recevoir de nouveaux habitants; dégorger les zones surpeuplées impropres aux cultures d'exportation ou à l'industrialisation en provoquant l'exode d'une partie de leur population vers des régions moins occupées. Les résultats suivants sont escomptés au cours des dix années à venir: intensification de la culture indigène du café *arabica*, de manière à atteindre une production annuelle de 15.000 tonnes de café marchand; extension de la culture du coton, de manière à arriver à une production de 9.000 tonnes de coton-graines; amélioration et extension éventuelle de la culture du tabac; extension de la culture du riz de manière à arriver à produire 2.150 tonnes; extension de la culture du palmier elaeis de manière à arriver à 1.000.000 de plants produisant 3.000 tonnes d'huile et 1.200 tonnes de palmistes; extension et amélioration de la culture du froment dont la production pourrait passer à 38.000 tonnes; extension de la culture de l'orge; établissement de plantations de quinquina, de manière à produire 700 tonnes d'écorces; intensification ou extension des cultures oléagineuses; développement intensif des cultures vivrières dans les régions les plus propices à assurer le ravitaillement régulier des habitants d'autres régions; création de centres de paysannat indigène, regroupement progressif des populations, travaux d'irrigation, etc. Le programme prévoit également la possibilité de développer ou d'établir des industries locales pour l'usinage et le traitement du café, du coton, des huiles de palme et des noix palmistes, du froment, des fibres, etc.

Par la réalisation de ce programme décennal, la superficie des terres cultivées augmenterait de 10 pour 100, la production des cultures indigènes vivrières augmenterait de 31 pour 100, et celle des cultures indigènes d'exportation de 155 pour 100.

L'exécution de ce programme exigera un accroissement des effectifs européens. Quant au personnel agricole indigène, il passerait de 26 à 118 assistants agricoles indigènes et de 629 à 1.472 moniteurs. La réalisation du programme serait facilitée par le développement de la recherche scientifique, dirigée par l'Institut de la recherche scientifique en Afrique centrale et l'Institut national pour l'étude agronomique du Congo belge.

La Mission de visite de 1951 a estimé qu'il fallait louer l'Administration pour son utilisation très poussée de la recherche scientifique dans ses efforts pour améliorer la situation agricole du Territoire. Elle a qualifié de projet hardi le programme de regroupement de la population, notamment par la création de centres de paysannat indigène. La Mission avait été frappée par l'absence complète de villages au Ruanda-Urundi; les populations vivent en effet par groupes de quatre à cinq familles, dont les huttes sont dissimulées dans les plantations; cette dispersion constitue, selon l'Administration, l'obstacle le plus important et le plus insidieux à l'action civilisatrice; le programme de regrou-

pement aurait notamment une heureuse influence sur le développement agricole.

## Elevage

Le cheptel bovin s'élevait en 1951 à 972.090 têtes. Il est entièrement aux mains des autochtones et est considéré comme un signe de richesses. Les éleveurs possèdent en général de 1 à 5 têtes de bétail; 1 pour 100 seulement sont propriétaires de 50 têtes ou plus.

On compte également dans le Territoire 1.204.308 capridés, 384.808 ovidés et 31.327 porcs.

Le plan décennal qualifie le Ruanda-Urundi de pays que le bétail écrase. Chaque bovidé n'y dispose que de 1 ha. 63 de pâturage, alors qu'il faudrait normalement une moyenne de 3 hectares par tête. La valeur économique du cheptel, dans l'ensemble sous-alimenté et malade, s'en ressent lourdement, d'autant plus que l'indigène, considérant le bétail exclusivement comme un signe de richesse et de prestige social, s'oppose par tous les moyens à l'élimination des bêtes trop vieilles ou de mauvaise conformation. Le nombre de bêtes abattues ou vendues pour l'exportation reste sensiblement inférieur au croît normal du cheptel, ce qui aggrave rapidement l'*overstocking*. Le plan décennal estime qu'il faudrait éliminer environ 50.000 têtes de bétail par an, pendant 9 ans, en plus du croît annuel normal du cheptel qui est d'environ 120.000 bêtes.

L'élimination totale annuelle devrait donc atteindre 170.000 bovidés, alors que les prélèvements actuels pour l'abattage et l'exportation ne représentent que 100.000 têtes. Il faudrait donc augmenter les abattements et les ventes pour l'exportation.

L'Autorité chargée de l'administration espère qu'un des principaux moyens qui sera mis en œuvre pour réduire le cheptel, sera la suppression de l'*ubuhake*, institution coutumière en laquelle se concrétisent les liens qui, au cours des âges, se sont créés entre les indigènes sur le plan tant juridique que politique et social, à propos de la vache. La Mission de visite de 1951 a noté que la suppression de l'*ubuhake* a été proposée par les autorités coutumières elles-mêmes. Dans chaque pays, le *Mwami* annoncerait la suppression prochaine de l'*ubuhake* et inviterait tous les autochtones à y mettre fin. Il annoncerait simultanément le partage de son bétail entre lui et ses *abagaragu* (clients, ou serfs) immédiats. On s'attend à ce que les chefs et les sous-chefs en fassent de même et que, d'autre part, ce mouvement parti d'en haut ait sa contrepartie venue d'en bas: les *abagaragu* qui ont reçu du bétail en vertu du contrat d'*ubuhake* réclameraient la fin du contrat et le partage de ce bétail entre eux et leur *shebuja* (seigneur ou patron). On espère ainsi que l'importance sociale et politique du bétail ira en diminuant, et qu'à mesure que les bêtes seront retournées aux *shebuja* par suite du partage, le manque de pâturages et de domesticité obligera les propriétaires à vendre la partie la moins intéressante de leurs troupeaux.

La résorption du cheptel excédentaire se ferait par une organisation coopérative indigène, dont le principal objet serait d'acheter, de rassembler et d'acheminer les bêtes pour les livrer à une industrie de transformation de la viande, dont l'exploitation serait confiée à une firme européenne et dont les profits seraient partagés entre l'usiner et les coopérateurs. Le plan décennal prévoit en plus un programme de sélection et d'amélioration.

ration du cheptel, d'aménagement des pâturages, d'amendements des conditions de l'élevage, de lutte contre les maladies et les parasites, et d'organisation de l'économie animale, tant pour la viande que pour le lait et ses dérivés, et les peaux.

Au nombre des moyens qui seraient mis en œuvre pour réaliser ce programme décennal figure un important accroissement du personnel vétérinaire européen et de l'effectif des auxiliaires indigènes dont le nombre passerait de 44 à 122.

La Mission de visite de 1951 a considéré que le programme élaboré par l'Administration constituait une tentative ingénieuse pour résoudre le problème du bétail. Elle a estimé qu'aucun progrès n'était possible sans une solution heureuse de ce problème et a exprimé l'espoir que l'Administration, maintenant qu'elle avait un programme concret, mettrait la plus grande diligence pour aboutir à une solution. La Mission ne s'est pas dissimulé que cela n'aurait pas sans perturbations sociales, et que peut-être certains groupes de la population en souffriraient, mais elle a estimé qu'il convenait d'opposer aux objections qu'on pourrait élever à cet égard contre le plan décennal les bienfaits que le Territoire et l'ensemble de ses habitants retireraient sans aucun doute de son application.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil rappelle l'importance qu'il a précédemment attachée aux problèmes économiques et sociaux que provoque la possession de bétail par les autochtones; il constate avec intérêt qu'après une étude plus approfondie de ces problèmes, l'Autorité chargée de l'administration a adopté des mesures qui tendent à diminuer le chiffre du cheptel et à abolir l'ubuhaké, ou système du contrat de propriété commune, réduisant ainsi l'importance sociale et politique de la possession de bétail; il constate en outre que la mise en vigueur de ces mesures sera liée à la création d'une organisation coopérative autochtone pour l'achat de l'excédent de bétail et la transformation de la viande, ainsi qu'à un programme d'amélioration du bétail, à l'organisation de marchés de bestiaux, à la fixation des prix et à un projet d'augmentation du nombre des abattoirs; il prie instamment l'Autorité chargée de l'administration de mettre ces mesures à exécution sans délai.*

### Régime foncier et colonisation européenne

En vertu de la législation en vigueur, seule l'Administration du Territoire peut conclure avec les indigènes des contrats pour l'acquisition ou l'occupation d'une partie de leurs terres ou pour la cession de leurs droits sur des terres non domaniales.

Le rapport annuel pour 1951 signale que les autochtones possèdent environ 36.000 km<sup>2</sup> de terre. Le gouvernement possède 129 km<sup>2</sup> (postes et agglomérations urbaines, champs d'aviation, etc.)

Les habitants non autochtones occupent 218 km<sup>2</sup>, dont 92 km<sup>2</sup> en propriété et 126 km<sup>2</sup> en location. Dans ce total de 218 km<sup>2</sup>, les établissements d'enseignement ou de culte aux mains des missions religieuses interviennent pour 43 km<sup>2</sup>.

D'après les renseignements fournis dans le rapport annuel pour 1948, il y avait au Ruanda-Urundi 152 colons agricoles européens et 7 colons agricoles asia-

tiques, occupant 105 km<sup>2</sup>. Le rapport pour 1951 signale qu'au 28 février 1949, il y avait 67 colons agricoles sur un total de 399 colons (les autres étaient des colons commerçants, industriels, artisans, ou exerçant une profession libérale).

Au sujet de la colonisation européenne, la Mission de visite de 1948 a considéré que la politique déclarée de l'Administration, qui consistait à la décourager, paraissait être sage et s'imposait pour le bien-être des indigènes de ce pays surpeuplé.

La Mission a recommandé au Conseil de tutelle de faire preuve d'une vigilance permanente à cet égard et de soutenir l'Administration contre une pression toujours possible, due à la proximité immédiate, au Congo belge, d'un centre de colonisation européenne en pleine expansion.

A sa sixième session, le Conseil a considéré qu'il était d'importance primordiale de réserver en principe à la population indigène les terres inhabitées et incultes et a insisté auprès de l'Autorité chargée de l'administration pour qu'elle maintint les restrictions à la colonisation des terres agricoles par les non-indigènes. Dans son rapport pour 1948, l'Autorité chargée de l'administration a exposé sa politique en matière de colonisation européenne. Elle est défavorable à la grande colonisation agricole; elle admet la petite colonisation pour autant que celle-ci reste dans les limites compatibles avec les intérêts bien compris des autochtones, et elle est favorable à la colonisation commerciale, artisanale et industrielle. Dans son rapport pour 1949, l'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'en matière de concessions à destination agricole, elle avait décidé de n'accorder à l'avenir que des concessions d'une superficie maximum de 5 hectares à usage résidentiel. Dans son rapport pour 1950, elle a déclaré que, par décision ministérielle, l'octroi de concessions agricoles ou de boisement, même de superficie réduite, avait été provisoirement suspendu à l'exception de la conclusion de quelques contrats d'occupation de terres agricoles que le gouvernement s'était précédemment engagé à concéder.

A sa neuvième session, le Conseil a félicité l'Autorité chargée de l'administration d'avoir décidé de suspendre l'octroi de concessions agricoles à des colons non autochtones.

Le plan décennal considère que malgré les possibilités réduites, le colonnat agricole et d'élevage se justifie au Ruanda-Urundi, surtout par la tâche éducatrice qu'il peut assumer. Les grandes lignes du plan à cet égard sont les suivantes:

- 1) Possibilité d'octroi de petites concessions agricoles d'une superficie maximum de 50 hectares présentant un caractère éducatif pour les autochtones dans les régions peuplées, de superficie modérément plus large dans les régions peu peuplées et pouvant atteindre 200 hectares au maximum dans les régions non peuplées;
- 2) Concession de droits emphytéotiques pour une durée de trente ans sur les terrains à vocation forestière exclusive, destinés au boisement;
- 3) Etablissement de fermes pilotes d'une superficie maximum de 200 hectares à raison de deux fermes dans chacune des six grandes régions pastorales, pour l'éducation des indigènes en matière d'élevage de bétail;

4) Octroi de petites concessions d'un maximum de 5 hectares à usage de pépinière, cultures maraichères, horticultures, aviculture et petit élevage.

La Mission de visite de 1951 a reconnu la contribution que les colons ont apportée au développement économique et au progrès agricole du Territoire et l'influence éducative de leur présence au milieu des populations autochtones. Toutefois, étant donné la situation particulière de ce Territoire en ce qui concerne le surpeuplement, la situation aggravée par le problème du bétail, elle est parvenue aux trois conclusions suivantes :

1) En ce qui concerne les fermes pilotes d'élevage, la Mission a pensé qu'il conviendrait mieux que ce projet fût entrepris par l'Administration ou par l'INEAC — possibilité que d'ailleurs n'écartent pas les auteurs du plan décennal.

2) En ce qui concerne les travaux de boisement, il a semblé également à la Mission que c'est là un projet qu'il revient avant tout à l'Etat ou aux autorités locales d'entreprendre, afin que les autochtones soient les principaux bénéficiaires du reboisement. Toutefois, étant donné l'urgente nécessité de reboiser la plus grande étendue possible, il pourrait être avantageux, dans certains cas, de confier les travaux de plantation ou le contrôle de ces travaux à des colons déjà établis dans le pays, en échange de concessions d'exploitation forestière comportant certaines garanties destinées à protéger les intérêts et les droits futurs de la population autochtone. La Mission n'a pas pensé cependant que les problèmes posés par le développement des ressources forestières du Territoire justifiaient l'établissement de nouveaux colons européens.

3) En ce qui concerne l'octroi de nouvelles concessions de terres dans certaines régions peu peuplées, la Mission a estimé qu'on ne devrait considérer l'admission de nouveaux colons européens qu'après avoir soigneusement examiné toutes les autres possibilités de développer ces régions, par exemple l'organisation de coopératives indigènes, dirigées au besoin dans les débuts par des Européens, et l'installation d'autochtones ayant les capacités voulues dans des fermes organisées dans ces régions. Cependant, dans les régions où il est question d'établir une industrie sucrière, la Mission a pensé que l'octroi de concessions entourées des garanties nécessaires serait justifié.

A la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'en ce qui concerne la colonisation agricole par les non-autochtones, l'Administration belge juge utile d'insister sur l'intérêt que présentent, pour le Territoire, la présence de colons agissant comme un centre d'attraction et comme un levain dans des régions peu peuplées, l'organisation de quelques fermes-témoins, et l'octroi de concessions en vue de boisement. Il a rappelé que, sur les 54.172 km<sup>2</sup> du Territoire, les colons non-autochtones occupent 218 km<sup>2</sup>, ce qui représente moins de la trois centième partie du Territoire, c'est-à-dire une proportion vraiment insignifiante.

## Mines

Le Ruanda-Urundi n'a jamais été ouvert à la prospection publique; toute personne qui désire prospecter doit conclure une convention avec le Gouvernement du Ruanda-Urundi.

La législation et les conventions assurent à l'Administration un droit de contrôle et de surveillance sur les activités minières et de participation aux bénéfices, notamment par l'octroi d'un certain nombre d'actions des sociétés minières.

Depuis le 1er juin 1950, l'exercice du droit général de recherche minière, suspendu en 1941, a de nouveau pu être exercé et l'Autorité chargée de l'administration signale que le pays est entré dans une nouvelle phase de prospection intense.

Les productions (en tonnes) ont été les suivantes :

	1950	1951
Or .....	0,235	0,170
Cassitérite .....	2.340,287	2.610,838
Wolframite .....	164,631	277,494
Minerais mixtes .....	92,170	161,865

La valeur de la production a été de 180.600.650 francs en 1950, et de 270.097.670 francs en 1951.

Environ 15.000 travailleurs indigènes étaient employés dans les entreprises minières.

La plus grande partie de la production minière est assurée par des sociétés minières, mais il existe aussi des mines opérées par des colons. Une nouvelle société de recherche et d'exploitation minière a été créée en 1948, la Société de recherches et d'exploitations minières du Ruanda-Urundi (COREM), dans laquelle la participation du Territoire est plus importante.

La Mission de visite de 1951 n'a pas été en mesure, d'après les renseignements disponibles, d'apprécier le rôle que cette société était appelée à jouer dans le développement présent et futur des ressources minières du Territoire, et elle a estimé que le Conseil de tutelle devrait se tenir au courant de cette question.

Eu égard à la contribution appréciable que l'industrie minière apporte au budget du Territoire, le Conseil de tutelle, à sa neuvième session, a prié l'Autorité chargée de l'administration de donner dans ses futurs rapports annuels des renseignements plus complets sur la proportion du budget total que représente cette contribution des industries minières et sur la relation qui existe entre cette contribution et les bénéfices des compagnies minières.

L'Autorité chargée de l'administration signale que les sommes perçues ou à percevoir pour occupation des exploitations minières, comprennent les impôts personnels, les redevances minières pour prospection, les droits de recherche, d'exploitation et d'occupation de terres, et les impôts sur les revenus. En 1950, ces sommes se sont élevées à 24.140.745 francs 40 et en 1951 à 49.840.453 francs 05. Les chiffres pour 1951 ne sont pas définitifs et ne comportent pas les impôts sur les revenus des sociétés minières. Outre ces sommes, il y a lieu de tenir compte du revenu des valeurs de portefeuille. La Mission de visite de 1951 signale qu'elle n'a pas obtenu de renseignements en ce qui concerne la relation qui existe entre la contribution des sociétés minières au trésor public et leurs bénéfices.

Le plan décennal prévoit une intensification des recherches minières et des prospections. Des efforts seront faits pour améliorer le rendement de la main-d'œuvre indigène; une amélioration du réseau routier et la fourniture de courant électrique à bon marché, grâce au programme d'électrification, contribueront à

créer des conditions économiques plus favorables à l'exploitation minière.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

*Le Conseil rappelle qu'à sa neuvième session il avait invité l'Autorité chargée de l'administration à lui fournir à l'avenir, dans ses rapports annuels, des renseignements plus complets sur les bénéfices de l'industrie minière et la proportion du budget total qu'ils représentent; il est heureux d'apprendre que ces renseignements figureront dans le prochain rapport annuel.*

### **Communications et transports**

Il y a au Ruanda-Urundi 8.332 kilomètres de routes et 2.220 kilomètres de pistes motocyclables. Avec 144 mètres de route par km<sup>2</sup>, le Territoire a le réseau le plus dense d'Afrique centrale; malheureusement, aucune de ces routes n'a les caractéristiques des voies modernes et ne convient au trafic lourd. Le programme routier du plan décennal porte sur 1.421 kilomètres de routes modernes, dont 906 kilomètres de routes existantes à aménager et 515 kilomètres de routes nouvelles à construire. Il prévoit également l'amélioration et l'agrandissement du port d'Usumbura et l'aménagement et l'équipement des terrains d'aviation du Territoire.

Au cours de ses voyages à travers le pays, la Mission de 1951 a observé qu'à l'exception d'un chantier près d'Astrida, où un matériel routier moderne était en usage, seuls les outils les plus élémentaires semblaient être utilisés pour la construction des routes. Elle a exprimé l'espoir que le projet de l'Administration de réaliser le programme routier à l'aide de chantiers partiellement et entièrement mécanisés serait bientôt mis à exécution.

La Mission a également observé que, d'une façon générale, les autochtones faisaient peu ou ne faisaient pas usage de véhicules à roues pour le transport. La Mission a eu l'impression que la question du transport pour les autochtones n'a pas reçu jusqu'ici suffisamment d'attention et elle a estimé que l'Administration devrait en faire une étude plus approfondie.

La Mission a reçu certaines doléances au sujet du service postal à l'intérieur du Territoire, en particulier dans les localités situées en dehors des grandes routes et qui sont pour la plupart desservies par des porteurs.

### **Commerce extérieur**

Le Ruanda-Urundi est lié par une union douanière au Congo belge. Les tarifs des droits d'entrée et de sortie sont identiques pour les importations et exportations en provenance ou à destination de tous les pays étrangers à l'union douanière, y compris la Belgique.

Le commerce d'exportation et d'importation est laissé à l'initiative privée; en fait, il est encore presque exclusivement entre les mains des non-autochtones; il faut cependant noter des importations de poisson séché du Tanganyika, par des commerçants indigènes. Le contrôle exercé par le gouvernement sur le commerce de certains produits comme le café, le ricin, le piment et les peaux a pour but d'obtenir la certitude que les produits destinés à l'exportation sont de bonne qualité. Les importations en 1951 se sont élevées à 95.491 tonnes, d'une valeur estimée à 1.390 millions de francs, contre 79.771 tonnes d'une valeur estimée de 1.175 millions en 1950. Les exploitations en 1951 se sont

élevées à 82.086 tonnes d'une valeur estimée à 1.519 millions de francs, contre 70.440 tonnes d'une valeur estimée à 1.083 millions de francs en 1950.

Les principaux produits d'importation sont les tissus de coton, le ciment, l'essence, l'outillage, les machines agricoles et industrielles, les véhicules, etc. Les principaux produits d'exportation sont le café, le bétail, les peaux, la cassitérite, l'or et le coton.

En 1951, 34 pour 100 de la valeur des importations provenaient du Congo belge. Les autres principaux fournisseurs étaient la Belgique, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon, le Kenya et l'Ouganda. Vingt pour 100 de la valeur des exportations étaient destinés au Congo belge. Les autres principaux clients étaient les Etats-Unis, la Belgique, le Royaume-Uni, le Kenya, l'Ouganda, l'Allemagne et la France.

Un Office belge du commerce extérieur a ouvert, en 1950, à Léopoldville (Congo belge) un bureau pour le Congo belge et le Ruanda-Urundi, dont le but est d'encourager l'expansion commerciale.

### **Commerce intérieur**

L'activité du commerce intérieur est centrée sur l'achat des produits indigènes et la vente des marchandises de traite. Environ 22 pour 100 des magasins sont gérés par des Européens, dont la moitié de nationalité grecque. Les Asiatiques (Indiens et Arabes) en exploitent 41 pour 100. Les 37 pour 100 restants de ce commerce sont aux mains des indigènes.

Le rapport annuel pour 1951 signale l'importance croissante du nombre de commerçants indigènes indépendants. En 1948, ce nombre était de 21; en 1949, 50 établissements commerciaux indigènes avaient été recensés; en 1950, ce nombre est passé à 228, et en 1951 à 647.

L'augmentation progressive du nombre des commerçants indigènes et leur part de plus en plus importante dans le commerce de détail sont dues à l'augmentation des centres de négoce créés par l'Administration en vue d'assurer une plus grande dispersion du commerce à l'intérieur et de promouvoir le commerce indigène. Dans les centres de négoce, les magasins doivent obligatoirement être gérés par des indigènes opérant soit pour le compte de commerçants établis dans le centre commercial principal, soit pour leur propre compte.

En plus des commerçants proprement dits, un nombre croissant d'indigènes s'occupent d'autres activités, notamment d'entreprises de transport, de briqueteries, de menuiseries et de diverses activités artisanales.

En ce qui concerne le commerce du bétail, les commerçants indigènes se sont acquis une position d'intermédiaires extrêmement importante; ils réussissent à faire une concurrence serrée aux colons européens intéressés à ce commerce.

La Mission de visite de 1951 a reconnu que l'autochtone ne disposait pas d'assez d'argent pour se livrer à des entreprises commerciales d'une certaine importance et a exprimé l'opinion qu'il conviendrait de créer dans les centres de négoce, par le moyen d'institutions officielles ou semi-officielles, un système spécial de crédit adapté aux besoins du commerçant autochtone.

A la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré

qu'en 1951 il y avait eu un accroissement considérable du nombre des entreprises aux mains des autochtones: en décembre 1950, il existait 342 firmes africaines gérant 363 établissements; en décembre 1951, il existait 776 firmes gérant 819 établissements, ce qui représente une augmentation de 125 pour 100.

## Industrie

Il y avait, en 1951, 814 installations industrielles non indigènes se répartissant comme suit:

Industries extractives.....	84
Exploitation et industries agricoles.....	251
Industries mécaniques.....	23
Construction et bâtiment.....	271
Textiles, vêtements, chaussures.....	112
Industrie chimique.....	12
Electricité, eau, énergie.....	12
Industries alimentaires.....	55
Transports.....	64
Divers.....	30

Il y avait de plus 226 installations indigènes, dont 170 relatives à la construction et au bâtiment, qui sont exploitées en régie par les chefferies du Ruanda-Urundi, et 31 relatives aux transports.

Le plan décennal souligne l'importance de l'industrialisation pour le Ruanda-Urundi. L'Autorité chargée de l'administration considère qu'à l'instar de la Belgique — petit territoire densément peuplé et incapable de nourrir sa population — le Ruanda-Urundi, situé au centre de l'Afrique, pourrait se spécialiser dans l'importation et la transformation des matières premières des vastes territoires voisins où la main-d'œuvre manque. Il pourrait édifier sa richesse sur le travail de sa population, incorporé dans les produits manufacturés qu'il exporterait; ces exploitations lui procureraient les ressources nécessaires pour acquérir au-dehors l'indispensable complément de vivres ainsi que les biens nécessaires à son essor et à son bien-être.

Le plan décennal envisage la création d'un Office pour la valorisation des produits des cultures et élevages indigènes du Ruanda-Urundi, dont le but sera de promouvoir cette valorisation et de développer des débouchés intérieurs et extérieurs. Il envisage également la création de coopératives indigènes, notamment de coopératives d'éleveurs de gros bétail et de producteurs de coton et de café. Enfin, il compte sur l'électrification du Ruanda-Urundi, pour stimuler l'industrialisation; à cette fin, il envisage de mettre en valeur les ressources hydro-électriques de la Ruzizi, dont le potentiel est de près de 600.000 C.V. Une centrale, qui sera mise en usage en fin 1954 ou début 1955, d'une puissance moyenne de 18.840 kW, desservira le Territoire sous tutelle et une partie de la province du Kivu, au Congo belge. Toujours suivant le plan décennal, l'examen des facteurs économiques propres au Territoire fait apparaître l'intérêt de trois complexes industriels importants: une industrie du traitement de la viande et de ses sous-produits, une industrie des engrais et une industrie sucrière. Le plan mentionne aussi les industries auxquelles donnera normalement naissance le développement des cultures industrielles; il prévoit la création d'un certain nombre d'établissements artisanaux qui devront desservir le marché intérieur; il considère aussi qu'il faut s'attendre à ce que le développement économique amorcé par le plan suscite une

expansion importante dans la production de biens ou de matières d'équipement et de construction.

La Mission de visite de 1951 a indiqué qu'elle espérait que, dans l'exécution du plan décennal, l'Administration placerait les mesures destinées à favoriser l'industrialisation sur la liste des priorités. Elle a estimé que l'Administration devrait faire tout son possible pour encourager l'établissement d'une fabrique de tissus de coton dans le Territoire.

A la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, sans rejeter l'idée de l'installation d'une fabrique de tissus de coton, l'Administration jugeait cette idée prématurée. En 1948, une fabrique de tissus de coton, au capital de 88 millions de francs, s'est installée à Albertville, près du Ruanda-Urundi. En vertu de l'union douanière entre le Congo belge et le Ruanda-Urundi, aucun droit n'est perçu pour l'importation au Ruanda-Urundi des produits de cette usine, qui suffit actuellement aux besoins locaux. Quand l'accroissement de ces besoins l'exigera, l'Administration examinera de nouveau la situation.

A cette même session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil se déclare satisfait de la décision, prise par l'Autorité chargée de l'administration, de lui communiquer le texte complet de l'arrêté de création du Syndicat pour l'électrification du Kivu (Congo belge) et du Ruanda-Urundi; il constate que cette entreprise sera très profitable pour le Territoire.*

## Finances publiques

Les éléments dont dispose l'Administration ne lui permettent pas de déterminer de façon satisfaisante le revenu national.

Le budget du Ruanda-Urundi est préparé par les services administratifs du Ruanda-Urundi. Il est examiné par le Conseil du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi, puis envoyé au Gouverneur général du Congo belge qui le transmet, avec ses avis, au Ministre des colonies à Bruxelles. Le budget est alors voté par le Parlement belge, puis sanctionné et promulgué par le Roi.

Les recettes de 1951 ont été estimées à 321 millions de francs, contre 277 en 1950. En réalité, les recettes de 1950 ont été de 386 millions et les chiffres provisoires des recettes effectuées en 1951 sont de 490 millions de francs, dont 110 millions (22 pour 100) fournis par les impôts indigènes (capitation, polygamie, bétail) et 189 millions (38 pour 100) par les droits de douane.

Les dépenses de 1951 ont été estimées à 364 millions. Il avait été prévu un déficit de 43 millions au budget de 1951. Il est cependant certain que le budget ordinaire de 1951 se clôturera en boni. En 1950, le budget se clôtura par un boni de 50 millions, au lieu du déficit prévu de 48 millions.

L'Autorité chargée de l'administration estime qu'en 1950, 60,33 pour 100 des dépenses ordinaires et exceptionnelles ont été faites dans l'intérêt direct des indigènes; ce chiffre est de 44,22 pour 100 si on fait abstraction des sommes versées par le fonds d'égalisation des cafés indigènes, qui ne constituent pas une dépense à proprement parler. En 1949, ce chiffre était de 41,73 pour 100 et en 1948 de 46,34 pour 100.

Les budgets des caisses indigènes des pays et des chefferies ne sont pas compris dans ces données, ni les contributions du Fonds du bien-être indigène; ce dernier fournit une contribution de 56 millions de francs en 1948, 66 millions de francs en 1949 et 54 millions de francs en 1950. Le programme du Fonds pour 1951 est de 50 millions. Le total des recettes du Budget de 1951 des circonscriptions indigènes était de 60 millions de francs, le total des dépenses de 55 millions.

Le budget extraordinaire de 1951 prévoit 161 millions de francs de dépenses, qui seront principalement consacrées à des travaux routiers et portuaires et à des constructions diverses. Ces dépenses seront couvertes par une nouvelle avance de l'Etat belge au Ruanda-Urundi, récupérable mais non productive d'intérêt.

La dette publique du Ruanda-Urundi, qui s'élevait à 175 millions de francs en 1944, a été réduite à 20 millions en 1947. En 1950, la nouvelle avance de la Belgique l'a portée à 170 millions et en 1951 à 320 millions.

L'ensemble des dépenses d'investissement qui résulteront du plan décennal s'élèvera à 3.670 millions, dont 2.770 millions à la charge du Trésor. La charge des intérêts sera vraisemblablement supportée par la Belgique et l'amortissement, qui se fera en 25 ans, sera à la charge du Ruanda-Urundi à partir de 1959.

En 1951, a été ouverte à Usumbura une Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi, dont le siège est à Léopoldville. Au 31 décembre 1951, les dépôts des particuliers s'élevaient à 817 millions de francs, dont 2.600.000 francs déposés par 2.377 indigènes.

### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Généralités**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que, d'une manière générale, le développement économique du Territoire progressait de façon aussi satisfaisante que possible.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'en raison de la politique adoptée par l'Autorité chargée de l'administration, la population autochtone en était réduite à une économie agricole très primitive et ne pouvait prendre part activement à la vie économique du pays. Il ressortait du rapport de la Mission de visite qu'en dehors de l'élevage, des cultures vivrières et de certaines cultures marchandes, l'autochtone ne joue qu'un rôle mineur dans la vie économique du Territoire. Le rôle principal dans l'économie est joué par les compagnies européennes et par les Européens. Il y a, dans l'industrie minière notamment, 84 entreprises européennes, mais pas une seule entreprise africaine. Il ressort du rapport annuel que sur 97 organisations s'occupant de commerce, d'agriculture et d'industrie, une seule — une exploitation agricole — appartient à des autochtones. L'Autorité chargée de l'administration met un frein au développement de l'économie qui serait favorable à la population autochtone; elle a pour unique objet d'extraire du Territoire le maximum de matières premières. La Compagnie cotonnière de la Ruzizi a le monopole du traitement et de la vente du coton, lequel est traité

surtout en vue de son exportation. Comme l'a admis le représentant spécial à la neuvième session du Conseil de tutelle, l'Autorité chargée de l'administration n'envisage pas de créer dans le Territoire une industrie textile; ainsi tributaire du Congo belge en ce qui concerne les matières premières, le Territoire est obligé d'en importer des cotonnades au lieu de les fabriquer lui-même.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que l'autochtone, outre l'agriculture et l'élevage, s'oriente actuellement plutôt vers le commerce que vers l'industrie. Quant au freinage qu'exerce, dit-on, l'Administration, il trouve son expression dans le plan décennal, où il est déclaré que le développement harmonieux du pays exige impérieusement que l'élément autochtone soit imbriqué dans l'économie complète que suscitera la valorisation de la production. Il est possible que cette intégration ne se fasse qu'à un rythme relativement lent et l'Administration a ici un rôle fondamental à remplir.

#### **Agriculture**

Le représentant de la Chine a été heureux de constater que l'Administration prenait des mesures pour mettre en application un programme de regroupement qui permettrait aux populations dispersées de mener une vie communautaire au sein de villages. Des renseignements complémentaires sur la mise en œuvre de ce programme seraient de la plus grande utilité pour tous les membres du Conseil de tutelle.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a approuvé la recommandation de la Mission de visite, selon laquelle l'Administration devrait rompre l'isolement dans lequel vit la population autochtone. Il conviendrait de choisir des autochtones capables de leur donner une formation qui les préparerait à la vie en communauté, et au rôle de chef, en s'inspirant de la formation donnée à la Man-of-War Bay School, au Cameroun sous administration britannique.

#### **Elevage**

Le représentant de la Thaïlande a insisté sur le problème du bétail, dont la solution est de la plus grande importance au point de vue social comme aux points de vue économique et politique. Pour la première fois, l'Administration a proposé une solution. Le plan établi devrait être mis en application sans délai.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a appuyé la recommandation formulée par la Mission de visite, qui avait demandé à l'Administration d'agir aussi rapidement que possible pour résoudre le problème du bétail. Il a reconnu que, pour trouver une solution rapide à ce problème, il fallait surtout modifier les façons de penser de la population autochtone. Il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration ferait des efforts dans ce sens.

#### **Régime foncier et colonisation européenne**

Le représentant de l'Union des républiques socialistes soviétiques a déclaré que les rapports de l'Autorité chargée de l'administration et de la Mission de visite montraient clairement que l'Autorité chargée de l'administration s'obstinait dans sa politique d'aliénation des terres appartenant à la population autochtone. En vertu d'un décret du 5 février 1932, l'Autorité chargée

de l'administration a le droit d'aliéner des terres soi-disant dans l'intérêt commun du Territoire. En 1951, l'Administration a aliéné 292 hectares et 12 ares de terres appartenant à la population autochtone; elle possède ainsi 129 km<sup>2</sup> de terres au total. De leur côté, les habitants non autochtones possèdent 218 km<sup>2</sup> de terres. La Mission de visite signale en outre dans son rapport que le plan décennal élaboré par l'Administration prévoit de nouvelles aliénations de terres qui seront opérées sous divers prétextes. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de restituer les terres autochtones aliénées de quelque manière que ce soit et d'interdire à l'avenir l'aliénation des terres appartenant à la population autochtone.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a répondu qu'en parlant de rendre ou de restituer à la population autochtone les terres aliénées, on donnait à entendre qu'elles avaient été acquises illégalement. Il n'existe pas au Ruanda-Urundi de terres acquises de cette manière. Le représentant de l'URSS a cité des terres appartenant à l'Etat, c'est-à-dire aux autochtones qui en bénéficient au même titre que les autres habitants: des routes, des aérodromes, des ports, des bâtiments administratifs et des réserves forestières. Quant aux terres concédées à des particuliers non autochtones, elles sont acquises régulièrement, avec le consentement des intéressés, contre paiement et sous le contrôle du pouvoir judiciaire. Il serait aussi peu logique de les restituer que de restituer au Congo belge les terres ou les immeubles que des Africains auraient achetés à Bruxelles.

#### **Communications et transports**

Le représentant de la Chine a noté les observations formulées par la Mission de visite au sujet des transports, d'où il ressort que l'Autorité chargée de l'administration n'a peut-être pas examiné avec suffisamment d'attention la question des transports indigènes. Il a exprimé l'espoir que l'Administration ferait de nouveaux efforts pour obtenir davantage d'équipement mécanique pour la construction des routes et pour généraliser l'emploi de cet équipement et qu'elle accorderait une attention accrue à l'ensemble du problème des transports.

#### **Finances publiques**

Le représentant de la Chine a appris avec satisfaction que les personnes payant l'impôt sur le revenu n'étaient pas soumises à l'impôt de capitation. Il a estimé que le développement de l'impôt sur le revenu devait amener la suppression de l'impôt de capitation, considéré généralement comme peu désirable.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration continuait à lever l'impôt de capitation. Il n'existe pas d'impôt sur le revenu qui tiendrait compte de la capacité de paiement des autochtones. Les impôts sont levés sur tous les autochtones, même s'ils n'ont aucun revenu. Par contre, les chefs et les sous-chefs sont exempts d'impôts et reçoivent de l'administration un traitement allant de 7.000 à 225.000 francs par an. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'adopter des mesures pour supprimer l'impôt de capitation et le rem-

placer par un système d'impôt progressif sur le revenu ou tout au moins par un impôt qui tiendrait compte de la fortune et de la capacité de paiement des habitants.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a expliqué que l'exemption des chefs était jadis prévue parce qu'ils exerçaient de lourdes charges et que l'un des buts principaux de l'impôt de capitation était d'opérer peu à peu la transition entre une économie de subsistance et une économie moderne fondée sur l'argent et d'obliger les autochtones à gagner une certaine somme d'argent soit en vendant leurs produits soit en se livrant à un travail lucratif. Cette exemption est actuellement sans portée puisque, ayant des revenus annuels supérieurs à 9.000 francs, les chefs sont soumis à d'autres impôts. D'autre part, tous possèdent du bétail pour lequel ils sont imposés. Quant aux autres contribuables, le décret exempte expressément de l'impôt ceux qui peuvent avoir été, par suite de maladie, dans l'impossibilité de travailler pendant six mois. L'impôt de capitation ne frappe d'ailleurs pas les autochtones soumis à un autre impôt personnel; le taux en est fixé par région, d'après les ressources minima de la région, et il est augmenté, pour les possesseurs de bétail, d'un impôt proportionnel.

#### **4. PROGRES SOCIAL**

##### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

##### **Surpopulation; émigration; mouvement de la main-d'œuvre**

La densité exceptionnelle de la population du Ruanda-Urundi (la densité moyenne est de 71,57 habitants au km<sup>2</sup>, mais elle est en fait très inégale suivant les régions) et son augmentation numérique constituent un problème démographique angoissant. A ses sixième et neuvième sessions, le Conseil de tutelle a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration poursuivrait l'étude d'une migration éventuelle des habitants des régions surpeuplées du Territoire vers les zones moins peuplées du Ruanda-Urundi ou des territoires voisins.

Les migrations vers le Congo belge, commencées en 1947, ont remédié dans une modeste mesure à la sur-saturation du Territoire. Elles ont jusqu'à présent porté un déplacement de population de 24.000 âmes dans la région du Gishari (Congo belge). En 1950 et 1951, plus de 16.000 indigènes du Ruanda-Urundi ont émigré vers une autre région voisine du Congo belge. Les déplacements qui seront organisés au cours des dix prochaines années atteindront quelque 100.000 indigènes.

L'Administration pense toutefois que l'exécution des divers programmes d'émigration, dont l'étude a déjà été faite ou qui sont en cours d'examen, ne suffira pas pour remédier sérieusement à la situation. Il faudra, estime-t-elle, soit créer les conditions qui permettront d'augmenter considérablement la productivité du Territoire, soit organiser, à l'avenir, des mouvements de population sur une plus vaste échelle.

En ce qui concerne l'émigration des travailleurs, deux courants d'engagement continuent à se manifester: l'un vers le Congo belge, l'autre vers le Tanganyika et l'Ouganda (travailleurs saisonniers).



Le nombre de travailleurs émigrés vers le Congo belge a été de 18.452 en 1948, 14.371 en 1949, 11.294 en 1950 et 12.319 en 1951.

Vers le Tanganyika et l'Ouganda, les chiffres des travailleurs émigrés étaient de 41.387 en 1947, 31.621 en 1948, 27.596 en 1949, 24.229 en 1950, et 25.269 en 1951. Suivant l'Autorité chargée de l'administration, cette diminution est due notamment aux modifications apportées dans le Ruanda-Urundi, au régime des prestations coutumières, et en particulier à celui des prestations de travail, dont le rachat a été rendu obligatoire en 1949.

Les Gouvernements du Ruanda-Urundi, de l'Ouganda et du Tanganyika ont mis sur pied, en 1948, un système de conférences annuelles au cours desquelles sont discutées et mises au point les questions intéressant l'émigration saisonnière; tout est mis en œuvre de part et d'autre de la frontière pour assurer aux émigrants le maximum de garanties de sécurité, notamment le contrôle du recrutement, la construction de camps intermédiaires aux relais, et des facilités médicales.

La Mission de visite de 1951 a reconnu que les migrations saisonnières absorbaient une partie de la main-d'œuvre excédentaire du Ruanda-Urundi et apportaient un remède temporaire et partiel au surpeuplement; toutefois, en raison des dislocations sociales qu'elles entraînent, la Mission n'a pas cru que d'importantes migrations saisonnières de main-d'œuvre étaient souhaitables.

### Discrimination

Le rapport annuel signale que la jouissance des droits de l'homme et les libertés fondamentales sont garanties à tous les éléments de la population, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, par la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge, applicable au Ruanda-Urundi.

A ses quatrième et sixième sessions, le Conseil de tutelle, qui avait été saisi de diverses pétitions provenant d'Asiatiques du Ruanda-Urundi, avait recommandé que l'Autorité chargée de l'administration revise toute la législation du Ruanda-Urundi impliquant une discrimination raciale, notamment les lois sur la résidence, la possession des terres, les boissons alcooliques, les armes à feu, le régime pénitentiaire et l'immigration.

A la suite des informations données par l'Autorité chargée de l'administration, le Conseil de tutelle, à sa neuvième session, a constaté avec satisfaction qu'elle avait modifié la législation sur les armes à feu et lui avait enlevé tout caractère discriminatoire et qu'elle envisageait de reviser la législation relative au régime pénitentiaire et aux boissons alcooliques de façon à lui enlever tout caractère discriminatoire; il a cependant renouvelé sa recommandation de continuer la révision de toute la législation impliquant une discrimination, notamment celle relative à la résidence et à l'immigration.

En vertu de la législation de 1948 en vigueur en matière d'immigration, est indésirable et ne peut pénétrer au Ruanda-Urundi quiconque, n'étant ni Congolais ni indigène du Ruanda-Urundi, est, par manque d'instruction, incapable de lire et d'écrire d'une manière satisfaisante dans une langue européenne; cette disposition ne s'applique cependant pas à la femme mariée

accompagnant son mari, ou allant le rejoindre, ni aux enfants de 14 ans et moins.

En ce qui concerne la résidence, l'Autorité chargée de l'administration avait expliqué dans le rapport annuel pour 1948 que l'existence de quartiers séparés européens, asiatiques et indigènes dans les circonscriptions urbaines était rendue nécessaire à cause des différences d'habitudes de vie qui caractérisaient les divers groupements, et qu'il ne s'agissait nullement d'une interdiction unilatérale pour les Asiatiques d'habiter le quartier européen.

La réforme du régime pénitentiaire est en voie d'élaboration et celle relative aux boissons alcooliques est encore à l'étude.

La Mission de visite de 1951 a reçu certaines doléances au sujet de la liberté de déplacement à l'intérieur du Territoire et en particulier au sujet des restrictions qui empêchent les autochtones de circuler librement la nuit dans les circonscriptions urbaines.

En vertu de la réglementation en usage dans le Territoire, un indigène doit pour quitter pour une période continue de plus de trente jours la chefferie dont il fait partie, obtenir un passeport de mutation du chef ou de son délégué. Le passeport est également requis si l'indigène quitte sa résidence pour séjourner, pendant la même période continue de trente jours, dans une partie de sa chefferie qui est l'objet de droits privés de non-indigènes.

D'autre part, dans les circonscriptions urbaines, les centres européens ou les quartiers de circonscriptions urbaines ou de centres européens que désignent les commissaires de district, il est interdit aux indigènes, qui n'y sont pas astreints par leurs fonctions dans un service public de circuler entre 10 heures du soir et 4 heures et demie du matin.

Diverses raisons ont été données à la Mission pour justifier cette dernière mesure, notamment la nécessité de prendre des précautions contre le vol et autres méfaits. La Mission a estimé que l'on pourrait obtenir le résultat désiré par d'autres mesures, également efficaces, qui ne donneraient pas l'impression de discrimination raciale et ne restreindraient pas trop arbitrairement la liberté individuelle.

A la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les mesures relatives à la circulation nocturne des autochtones dans les circonscriptions urbaines n'étaient qu'une mesure de protection contre les malfaiteurs. Elle a si peu une origine discriminatoire que, dans les centres extra-coutumiers, où ne vivent que des autochtones, il a été nécessaire d'édicter les mêmes mesures. Le jour où l'Administration pourra réaliser dans les centres l'éclairage public, et où elle aura mis sur pied une police autochtone bien disciplinée et consciente de ses devoirs, ces règlements pourront disparaître sans inconvénient.

Parmi les pétitions reçues par la Mission de visite de 1951, il y en avait qui contenaient des plaintes au sujet de certaines discriminations contre les Africains en matière judiciaire et en ce qui concerne l'admission dans les hôtels et les restaurants<sup>240</sup>. Par contre, l'Union des colons du Ruanda-Urundi affirme que dans de nombreux domaines, il y a des discriminations raciales

<sup>240</sup> T/Pet.3/48, T/Pet.3/50, T/Pet.3/51, T/Pet.3/53.

contre les Blancs, notamment en matière judiciaire, en matière de législation sociale et de travail, en matière d'expulsion, et en matière électorale <sup>241</sup>.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil rappelle qu'à ses quatrième, sixième et neuvième sessions, il avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de passer en revue toutes les lois du Territoire sous tutelle qui impliquent des mesures discriminatoires fondées sur la race; il constate que certains règlements en vigueur dans le Territoire restreignent le mouvement des personnes; il prend acte de la déclaration de l'Autorité chargée de l'administration selon laquelle ces restrictions ont notamment pour objet d'éviter les vols et autres délits; il recommande néanmoins à cette Autorité d'étudier la possibilité d'adopter à une date rapprochée d'autres mesures qui ne paraîtraient pas impliquer une discrimination raciale et de remettre à l'étude l'ensemble des règlements, relatifs au mouvement des personnes, qui restreignent la liberté individuelle des habitants.*

### Travail et main-d'œuvre

Le nombre total des travailleurs indigènes occupés de manière permanente a passé de 51.948 en 1947 à 81.190 en 1951. En 1951, l'industrie a occupé 24.434 travailleurs; l'agriculture, 10.738; le commerce, 10.002; les missions, 15.195; l'administration, 14.344; et 6.477 étaient dispersés dans diverses activités.

En 1951, 46.266 travailleurs indigènes étaient occupés de manière non permanente, dont 15.216 par l'Administration, 10.323 par les missions religieuses et 20.727 par les particuliers.

La législation régissant la main-d'œuvre indigène est basée sur le décret du 16 mars 1922, qui énumère les droits et obligations du maître et de l'employé.

A sa sixième session, le Conseil de tutelle avait recommandé que les sanctions pénales que cette législation prévoit pour les infractions du contrat de travail fussent abolies dès que les circonstances le permettraient.

Le Conseil de tutelle a été informé au cours de sa neuvième session que dans le projet de refonte du décret sur le contrat de travail il serait prévu que les sanctions pénales pour non exécution d'un contrat de travail ne pourraient plus être prononcées à l'avenir contre les travailleurs de certaines catégories, les diplômés notamment, et contre les autres travailleurs qui auraient accompli trois années de service sans avoir été traduits en justice.

Le rapport annuel pour 1951 signale qu'en 1951, 1.246 travailleurs indigènes ont été condamnés à des peines de prison pour abandon de travail ou indiscipline au travail; 288 ont dû payer des amendes pour les mêmes motifs, et 3 ont été acquittés. En 1950, les chiffres étaient respectivement de 974, 206 et 87. En 1951, 13 employeurs ont dû payer des amendes pour diverses infractions relatives aux contrats de travail.

A la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'un projet de décret était à l'étude, qui réduirait les cas d'application des sanctions pénales en

ce qui concerne les obligations qui résultent du contrat de travail.

Il existe depuis 1949 une législation sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles des travailleurs autochtones.

En 1951 a été désigné un inspecteur de la main-d'œuvre chargé de vérifier la stricte observance des conditions de travail. Un second inspecteur sera désigné en 1952.

Il existe depuis 1946 une législation sur l'organisation professionnelle indigène, réglementant les syndicats professionnels indigènes, les comités locaux de travailleurs, les commissions du travail et du progrès social indigènes, les conflits collectifs du travail et la cessation collective du travail. Aucun syndicat professionnel indigène n'a encore demandé son agrégation au Ruanda-Urundi.

Deux commissions régionales pour le Ruanda et l'Urundi, et une Commission du travail et du progrès social indigène du Ruanda-Urundi ont été créées en 1949. Elles ont notamment pour but de développer parmi les travailleurs et leurs familles une meilleure connaissance de leurs intérêts et devoirs sociaux et le sentiment de la conscience professionnelle. Ces trois commissions ont tenu chacune deux réunions en 1951.

Etant donné le manque d'instruction et d'expérience syndicale des autochtones et leur nature généralement craintive, la Mission de visite de 1951 a considéré que c'était surtout aux représentants de l'Administration qu'incombait la protection des intérêts des travailleurs autochtones au sein des commissions du travail et du progrès social et que la représentation autochtone dans ces organismes était très importante du point de vue éducatif. Toutefois, la Mission a estimé qu'il conviendrait de pousser davantage au développement des activités syndicales et que l'Administration devrait encourager davantage les travailleurs à étudier les questions qui les intéressent directement.

En ce qui concerne les salaires des travailleurs indigènes, le Conseil, à ses sixième et neuvième sessions, avait constaté qu'ils étaient encore à un niveau très bas, et avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de poursuivre ses études sur les niveaux de vie et les salaires des autochtones, en vue d'améliorer la situation de la population à cet égard.

L'Autorité chargée de l'administration signale que l'étude des ressources de la population à laquelle les Administrateurs du Territoire se sont livrés en 1951 fait apparaître une élévation notable du niveau de vie, ce qui est corroboré par l'augmentation du volume des achats dans les factoreries.

D'après les statistiques, les taux moyens des salaires journaliers à Usumbura en 1951 étaient de 10 à 12 francs pour un manœuvre, et de 7 à 10 francs pour un ouvrier agricole; pour les travailleurs qualifiés ils atteignaient des niveaux plus élevés, par exemple de 40 à 100 francs pour un chauffeur et de 25 à 150 francs pour un dactylographe.

La Mission de visite de 1951 a constaté une amélioration des salaires depuis la visite de la première Mission en 1948, mais elle a estimé que leur niveau était encore bas par rapport à la productivité du Territoire et a considéré qu'une nouvelle augmentation du

<sup>241</sup> T/Pet.3/39, T/Pet.3/55. En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle, voir la résolution 491 (XI).

taux général des salaires était essentielle au progrès du Territoire et de ses habitants.

Elle a eu l'impression qu'il existait une tendance, tout au moins parmi certains employeurs, à vouloir maintenir une économie basée sur de bas salaires et à invoquer le faible rendement des travailleurs autochtones pour justifier le niveau actuel des salaires. Il est certain qu'une augmentation considérable du rendement de la main-d'œuvre s'impose. Mais il a semblé à la Mission que, si de nombreux employeurs contribuaient d'une façon notable à cette fin en améliorant le logement, les services médicaux, la nourriture et l'instruction fournis à leurs employés, ils négligeaient d'autres mesures qui pourraient à la longue donner de bons résultats. Aussi, la Mission a-t-elle estimé qu'il conviendrait de donner plus d'encouragements aux travailleurs afin de les inciter à se perfectionner et à devenir aptes à entreprendre des tâches plus importantes et mieux rétribuées.

Suivant le plan décennal, le niveau actuel de la main-d'œuvre est justifié économiquement, eu égard à la médiocre qualité de la majorité des travailleurs; mais socialement il ne l'est pas. La politique gouvernementale est de tendre par paliers vers le minimum vital et de le dépasser lorsque les diverses mesures qui seront mises en œuvre pour l'amélioration de la main-d'œuvre auront produit leur effet. Le salaire minimum vital est calculé périodiquement, et le calcul est examiné par la Commission régionale du travail et du progrès social du Ruanda-Urundi. En 1951, le salaire minimum légal atteignait 66 pour 100 du salaire minimum vital à Usumbura, et 64 pour 100 à l'intérieur. En 1952, ces chiffres atteindront respectivement 72 pour 100 et 71 pour 100. En pratique cependant, il faut noter que le salaire payé est généralement plus élevé que le salaire minimum légal.

Le plan décennal considère que le problème essentiel en ce qui concerne la main-d'œuvre est l'insuffisance de son rendement. Cet état de choses est dû, en premier lieu, à des obstacles d'ordre coutumier, en deuxième lieu à une déficience sanitaire et alimentaire et, en troisième lieu, à une carence de formation professionnelle et au défaut de qualification. Le plan décennal contient un programme d'action pour surmonter ces divers obstacles. En ce qui concerne plus particulièrement la formation professionnelle, le plan prévoit une orientation plus pratique de l'enseignement primaire et le développement de l'enseignement professionnel; on espère que l'organisation de "jurys de qualification" remédiera au défaut de qualification des travailleurs. A cet égard, la deuxième Mission de visite s'est demandée si en recourant à des jurys de qualification, on ne courrait pas le risque d'élaborer un système trop complexe qui pourrait retarder la constitution d'une main-d'œuvre plus productive. En tout état de cause, la Mission a noté avec satisfaction que la question de la main-d'œuvre a fait l'objet des préoccupations des auteurs du plan décennal et a conclu que le gouvernement devrait intervenir vigoureusement afin d'augmenter le rendement de la main-d'œuvre et d'élever le niveau actuel des salaires.

### Régime coopératif

La Mission de visite de 1948 et le Conseil de tutelle à sa neuvième session, avaient exprimé l'espoir que des

entreprises coopératives se créaient dans le Territoire.

Aux termes du décret du 16 août 1949, le Gouvernement peut agréer des coopératives indigènes et celles-ci peuvent obtenir des avances de fonds sans intérêts. Les coopératives sont gérées par un gérant, autochtone ou non, assisté d'un conseil de gestion, composé exclusivement d'autochtones. En outre, le Gouvernement du Ruanda-Urundi peut adjoindre un comité éducatif à chaque association agréée. Un délégué du Gouverneur, qui est entré en fonction en avril 1951, a pour rôle d'encourager la constitution et le développement de coopératives indigènes et d'en suivre le fonctionnement. Il a un droit de contrôle illimité, mais ne peut s'immiscer dans la gestion. L'Administration estime que cette organisation protège l'indigène contre son inexpérience, dans ce domaine tout nouveau pour lui; cette tutelle s'atténuera au fur et à mesure que l'indigène développera ses connaissances et son esprit d'initiative dans la gestion de telles associations.

Une coopérative de consommateurs s'est créée à Kigali, mais ne fonctionne pas encore. Une coopérative de consommateurs a été constituée à Usumbura et fonctionnera en 1952; une coopérative d'artisans et deux coopératives de producteurs de coton et de vivres sont sur le point d'être créées; une série d'autres projets sont à l'étude: associations de consommateurs, coopératives de planteurs de tabac et de maraichers, coopératives de construction d'habitation, laiterie coopérative, association de producteurs de café, etc.

Le plan décennal envisage l'établissement d'une association d'éleveurs de gros bétail, des coopératives de producteurs de coton et de café, des huileries coopératives, des pêcheries coopératives, des hôtels et des entreprises de transport en commun.

### Santé publique

Le total des crédits affectés à la santé publique dans le budget ordinaire de 1951 a été de 64.373.800 francs. La participation des caisses administratives indigènes et des caisses de pays a été de 8.283.314 francs. De plus, le Fonds du bien-être indigène est intervenu en 1951 pour 12.530.000 francs; les sociétés privées pour plus de 8 millions de francs. Au total, environ 93 millions de francs ont été consacrés au service médical en 1951, contre 90 millions en 1950, sans compter certaines constructions médicales à charge du budget du service des travaux publics.

Le Territoire disposait en 1951 d'un hôpital mixte pour Européens et Asiatiques et 35 hôpitaux pour autochtones. La capacité d'hospitalisation pour les autochtones, dans les différents hôpitaux du Ruanda-Urundi, était de 2.725 lits en 1951, en augmentation de 410 sur 1950. Le nouvel hôpital pour Africains a été inauguré en juillet 1951 à Usumbura. Sa capacité d'hospitalisation actuelle était déjà de 316 lits et atteindrait 460 en 1952. Il y avait de plus 89 dispensaires, 6 maternités et un lazaret pour trypanosés. Huit nouveaux dispensaires ruraux, 3 nouvelles maternités et un sanatorium étaient en voie d'achèvement et la construction d'un nouveau sanatorium avait été entreprise.

A la fin de 1951, le personnel européen du gouvernement comptait 36 médecins, un dentiste, 50 auxiliaires médicaux ou agents sanitaires. Il y avait au total dans le Territoire 63 médecins (54 en 1950),

3 pharmaciens (2 en 1950), 2 dentistes (2 en 1950), 19 sages-femmes accoucheuses (18 en 1950), 28 infirmières (30 en 1950), 14 assistantes-infirmières coloniales (12 en 1950), 60 auxiliaires médicaux et agents sanitaires (37 en 1950). A ce personnel européen s'ajoutaient 28 assistants-médicaux indigènes (17 en 1950), 40 infirmiers diplômés (47 en 1950), 482 aides-infirmiers (443 en 1950) et 78 aides-accoucheuses (67 en 1950).

Le total des consultations en 1951 a été de 7.884.663 pour les indigènes, 18.230 pour les Européens, 7.243 pour les Asiatiques, et 1.466 pour les Européens-Asiatiques.

La section médicale du groupe scolaire d'Astrida forme des assistants médicaux indigènes en quatre années de cours et deux années de stage. Une école gouvernementale d'infirmiers a été ouverte à Usumbura; une autre s'est ouverte à Kigali et une troisième s'ouvrira en 1952 à Ruhengeri. Il y a 4 écoles d'aides-infirmiers et 4 écoles d'aides-accoucheuses indigènes. Au cours de l'année 1951 des diplômés ont été conférés à 5 assistants médicaux indigènes, 29 aides-accoucheuses et 70 aides-infirmiers.

Le rapport pour 1951 signale encore diverses autres entreprises d'hygiène et de salubrité publique: continuation des travaux d'enseignement à Usumbura, amélioration du service d'enlèvement des immondices; continuation de la lutte contre la fièvre récurrente et contre la maladie du sommeil. Une mission anti-tuberculeuse du Centre d'études médicales de l'Université de Bruxelles, subventionnée par le Fonds du bien-être indigène, a examiné 130.000 indigènes et dépisté 2.423 cas de tuberculose pulmonaire; 45 consultations de nourrissons ont donné 800.237 consultations en 1951, contre 692.522 en 1950; l'hygiène a continué d'être enseignée dans les écoles, les foyers sociaux, les consultations prénatales et les consultations pour nourrissons.

Il existe à Astrida un laboratoire de diagnostic bactériologique et sérologique. L'Institut pour la recherche scientifique en Afrique centrale (IRSAC) a entrepris, en avril 1951, des recherches épidémiologiques sur les anophèles et le paludisme d'une part, et les glossines et la trypanosomiase d'autre part.

Le plan décennal prévoit un programme d'aménagement, d'extension et de multiplication des formations sanitaires, de manière à pourvoir les quatres principaux centres d'un hôpital pour indigènes et d'un hôpital pour Européens et Asiatiques; à installer 2 hôpitaux ruraux par pays (ce qui reviendrait à en construire 17 nouveaux, portant ainsi le total à 39); et à multiplier le nombre de dispensaires ruraux de façon qu'ils ne desservent plus qu'une région d'un maximum de 10 kilomètres de rayon (ce qui signifie la construction de 98 nouveaux dispensaires, portant ainsi le total à 182). Le plan décennal prévoit également l'intensification de l'action protectrice de la mère et de l'enfant; la construction de 2 sanatoriums pour tuberculeux, d'un asile d'aliénés et de 2 villages agricoles de lépreux; l'intensification de la lutte pour l'assainissement du pays; l'acquisition de 30 ambulances et la construction d'un nouveau laboratoire médical à Astrida, d'un laboratoire d'hygiène à Asumbura et d'un dépôt pharmaceutique. Il est prévu que le nombre des médecins euro-

péens passera de 38 à 81, celui des auxiliaires médicaux et agents sanitaires européens passera de 42 à 54; celui des assistants médicaux indigènes de 26 à 108, celui des infirmiers indigènes de 39 à 430, celui d'aides-infirmiers indigènes de 214 à 642, et celui d'aides-accoucheuses de 18 à 93.

La Mission de visite de 1951 a estimé que l'Administration belge avait accompli une œuvre considérable dans le domaine de la santé publique et a été favorablement impressionnée par les hôpitaux, dispensaires et maternités qu'elle a visités. Elle a toutefois été d'avis qu'il faudrait améliorer le service dentaire en augmentant le nombre des dentistes du gouvernement. La Mission a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration accordera une attention particulière à la possibilité de permettre aux autochtones de faire des études complètes de médecine.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil constate avec satisfaction que la Mission de visite a abouti à la conclusion que l'Autorité chargée de l'administration avait accompli une œuvre considérable dans le domaine de la santé publique. Elle prend note du concours précieux que prêtent aux services de santé des institutions privées et des sociétés savantes de la métropole; il félicite particulièrement l'Autorité chargée de l'administration des campagnes spéciales qu'elle a entreprises contre la tuberculose, le paludisme et d'autres maladies. Reconnaissant la nécessité d'élargir encore les services médicaux et les services de santé, il se félicite de la place qu'ils occupent dans le plan décennal et invite instamment l'Autorité chargée de l'administration à continuer de s'attacher au problème et à envisager la possibilité de faire à l'avenir une plus large place dans ses programmes à la formation de médecins autochtones.*

## **Habitation; alimentation; approvisionnement en eau**

Dans le milieu coutumier, la population indigène du Ruanda-Urundi a une organisation sociale limitée au groupe familial; elle est éparpillée sur les collines et il y a une absence complète de villages. La majorité de la population vit toujours dans des huttes de paille. En 1948, le gouvernement commença de bâtir des maisons salubres mises à la disposition des autochtones contre paiement à long terme, mais l'expérience ne suscita, sauf en de rares régions, aucun enthousiasme chez les intéressés. En fin 1951, il y avait 1.903 maisons achevées en dehors des circonscriptions urbaines. Ce programme de construction a été mis en veilleuse en attendant la mise au point des plans de regroupement de la population. Le programme de regroupement, échelonné sur plusieurs dizaines d'années, sera amorcé par un petit nombre d'expériences qui seront ensuite multipliées de façon à doter le pays d'un ensemble de villages susceptibles, par le rayonnement de l'exemple et avec l'aide d'une propagande intense, de faire tâche d'huile et de se multiplier ensuite à travers l'ensemble du Territoire. Dès maintenant, grâce à des conventions passées par le gouvernement avec les caisses du pays et grâce à l'intervention du Fonds de bien-être indigène, chaque pays dispose environ de 10

millions de francs pour la reprise du programme de construction.

Dans les centres extra-coutumiers et les circonscriptions urbaines, où il y a déjà 3.670 habitations, le problème se pose autrement. Il existe à Usumbura un office des centres dont le but est de résoudre les problèmes de logement et d'urbanisme. L'office des centres d'Usumbura a principalement consacré l'année 1951 à préparer les projets d'urbanisme et de construction. Le programme pour 1952 comporte la construction de 470 maisons et de six immeubles de douze logements pour célibataires. En ce qui concerne l'alimentation, le plan décennal rappelle que de tout temps le Ruanda-Urundi a été un pays de famines et de disettes périodiques. En plus des mesures contre les famines et du programme de développement agricole, l'Administration compte également améliorer qualitativement l'alimentation des autochtones, par la multiplication des sources d'approvisionnement en matières grasses et en protides animaux. La mise en œuvre du programme décennal permet d'espérer une amélioration progressive du bilan alimentaire, en dépit de l'accroissement de la population. Le laboratoire de l'Institut pour la recherche scientifique en Afrique centrale, à Astrida, a continué, en 1951, ses recherches en matière de nutrition.

La question de l'approvisionnement en eau a été également étudiée dans le plan décennal; en 1951 la mission hydrologique a effectué le captage de 1.500 sources en milieu rural ainsi que la construction d'une vingtaine d'abreuvoirs. Dans le cadre du plan décennal, le Fonds de bien-être indigène assumera toutes les dépenses prévues pour l'approvisionnement en eau des milieux coutumiers, soit une somme globale de 450 millions de francs. La mission hydrologique disposera en 1952 d'un crédit de 91 millions de francs pour réunir le gros matériel nécessaire.

### **Statut de la femme et œuvres sociales**

L'Autorité chargée de l'administration signale que deux décrets récents sont appelés à exercer une influence bienfaisante sur la condition de la femme: le décret du 5 juillet 1948, rendu applicable au Ruanda-Urundi en 1949, organisant la protection du mariage monogamique par l'inscription du mariage coutumier ou l'octroi du statut légal au mariage religieux; et le décret du 5 avril 1950, rendu applicable au Ruanda-Urundi en 1951, qui interdit la polygamie à partir du 1er mai 1952.

Les foyers sociaux poursuivent l'éducation ménagère et familiale des femmes mariées. De nouveaux locaux seront construits en 1952 pour les foyers sociaux d'Usumbura et d'Astrida.

Le plan décennal prévoit l'extension de l'action de l'assistance sociale aux quatre autres centres extra-coutumiers du Territoire.

### **Réforme pénitentiaire et châtiments corporels**

Une réforme du régime pénitentiaire est en voie d'élaboration. Les principes qui seront à la base de cette nouvelle organisation seront une ségrégation plus

poussée et plus effective des condamnés, leur claustration, une organisation plus systématique et plus rationnelle de leur travail, et la spécialisation du personnel appelé à assurer la direction et le service des établissements pénitentiaires.

Les condamnés, astreints à des travaux réguliers, continus et autant que possible absorbants, bénéficieront d'un pécule dont ils disposeront à l'expiration de leur peine ou qui sera remis à titre de secours à la famille. Les ateliers pénitentiaires seront généralisés et perfectionnés afin d'assurer le reclassement des condamnés par l'apprentissage d'un métier.

En ce qui concerne les enfants délinquants, un décret du 6 décembre 1950, qui repose que la conception fondamentale de l'irresponsabilité des mineurs de moins de 18 ans, a créé un tribunal pour enfants et substitué à la sanction pénale des mesures de garde, d'éducation et de reclassement social. Ce décret n'est pas encore entré en application parce que son exécution nécessite l'étude préliminaire de nombreuses questions ainsi que certaines réalisations d'ordre matériel. L'Administration ajoute que jusqu'à présent la délinquance juvénile est faible: au 1er novembre 1951, 29 mineurs de 15 à 18 ans et 28 de 12 à 14 ans, tous du sexe masculin, étaient détenus dans les prisons du Territoire.

En ce qui concerne la peine du fouet, l'Assemblée générale des Nations Unies à ses quatrième et sixième sessions, et le Conseil de tutelle à ses sixième et neuvième sessions, en avaient recommandé l'abolition complète et immédiate. Comme peine judiciaire, la peine du fouet ne pouvait être prononcée que par les tribunaux indigènes, mais depuis le 18 décembre 1951, les tribunaux indigènes ne sont plus autorisés à la prononcer.

Comme peine disciplinaire, elle avait déjà été abrogée en ce qui concernait les engagés au service des circonscriptions indigènes et en tant qu'elle était appliquée par les autorités indigènes à leurs administrés. Elle restait légale pour les soldats de deuxième classe, et dans les prisons, avec certaines restrictions. Dans les prisons, le fouet reste autorisé comme peine disciplinaire, mais son maximum a été réduit à 4 coups (au lieu de 8) depuis le 20 septembre 1951. En 1951, 4.380 peines disciplinaires de fouet ont été infligées dans les prisons du Territoire, variant de 1 à 8 coups. La Mission de visite de 1951 a visité la prison centrale d'Usumbura et la prison du district de Kitega. Elle a trouvé les locaux raisonnablement propres et bien tenus; la nourriture, le logement et les conditions sanitaires lui ont paru en général satisfaisantes. Plusieurs pétitions reçues par la Mission de visite contiennent des plaintes au sujet de la peine du fouet et du traitement infligé dans les prisons<sup>242</sup>.

A la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'Administration se proposait d'abolir complètement la peine du fouet, mais qu'elle voulait en conserver le principe en attendant que l'aménagement des prisons existantes permette de la remplacer par la mise au secret.

<sup>242</sup> T/Pet.3/44, T/Pet.3/50, T/Pet.3/51 et T/Pet.3/53. En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle au sujet de la pétition T/Pet.3/44, voir la résolution 492 (XI).

## Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle

### Discrimination

Le représentant de la Chine s'est élevé contre les règlements relatifs à la liberté de déplacement. Il a souscrit à l'opinion de la Mission de visite, selon laquelle on pourrait obtenir le résultat désiré par d'autres mesures, également efficaces, qui ne donneraient pas l'impression de discrimination raciale et ne restreindraient pas trop arbitrairement la liberté individuelle. Par ailleurs, il a remarqué que l'Administration ne s'était pas pleinement conformée à la recommandation du Conseil de tutelle qui lui demandait de modifier toutes les lois à caractère discriminatoire. Il a spécialement mentionné les dispositions discriminatoires de la loi de 1948 sur l'immigration, qui considère comme indésirable toute personne ne sachant pas lire et écrire correctement une langue européenne, et lui refuse l'accès du Territoire. Les explications données à ce sujet par le représentant spécial ne sont pas satisfaisantes car le critère du degré d'instruction ne devrait pas être limité à une langue ou à un groupe de langues.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Administration pratiquait une politique antidémocratique qui permettait la discrimination raciale et violait de façon flagrante les droits et les intérêts de la population indigène. Cette politique apparaissait dans la législation en vigueur dans le Territoire, comme l'avait fait remarquer le rapport de la Mission de visite de 1948. Des quartiers réservés aux Européens ont été créés dans les centres urbains, en vertu d'un décret du 11 septembre 1945 qui a divisé ces centres en quartiers européen, asiatique et africain. La législation locale prévoit également deux systèmes pénaux différents, l'un pour les Européens et l'autre pour les Africains. D'après le rapport de la deuxième Mission de visite, celle de 1951, d'autres dispositions législatives permettent de pratiquer une discrimination insultante à l'égard de la population indigène. Conformément à l'ordonnance 347/AIMO du 4 octobre 1943, aucun autochtone ne peut quitter sa chefferie pendant plus de trente jours consécutifs sans être muni d'un "passeport de déplacement", délivré par le chef ou par son adjoint. La Mission de visite avait également déclaré qu'en ce qui concerne les déplacements dans les régions urbaines, une ordonnance promulguée en 1937 et modifiée en 1942 et 1947 interdit aux indigènes de se déplacer entre 22 heures et 4 h. 30 dans les régions urbaines et les centres européens, tout moins dans certaines parties de ces régions et de ces centres, à moins d'avoir une autorisation délivrée par les autorités européennes ou par un employeur européen. Si un indigène obtient l'autorisation en question, l'article 2 dudit décret l'oblige à circuler avec une lampe. Les pétitions émanant des indigènes contiennent bon nombre de doléances au sujet de la politique de discrimination raciale pratiquée par l'Autorité chargée de l'administration. Par exemple, la pétition T/Pet.3/53 signale qu'une discrimination raciale flagrante est pratiquée devant les tribunaux: si un Africain est partie à un procès et si le juge est européen, celui-ci déclare que l'Africain n'est pas capable de dire la

vérité et l'injure de toutes les manières possibles. Il ressort des pétitions T/Pet.3/38, T/Pet.3/52, etc. que la population indigène n'a pas le droit de fréquenter les restaurants et hôtels ouverts aux blancs. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de mettre fin à cette politique antidémocratique à l'égard de la population indigène, politique fondée sur la discrimination raciale et la violation flagrante des droits et des intérêts de la population indigène du Ruanda-Urundi.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a répondu qu'il était inexact de soutenir que les tribunaux se prononçaient automatiquement en faveur des non-indigènes. Si un pétitionnaire s'en était plaint, l'Union des colons avait exprimé au contraire des doléances inverses. Le représentant spécial a dit qu'il espérait que le Conseil ne verrait pas d'inconvénients à ce qu'il utilisât les statistiques de la même manière que le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et il a fait remarquer qu'en 1951, sur les 7.293 habitants non autochtones, 27 avaient été incarcérés, soit une proportion de 2,7 pour 1.000, tandis que sur les 3.904.779 autochtones, 10.908 avaient été incarcérés, soit une proportion de 3,5 pour 1.000. Le représentant spécial a ajouté qu'il était faux d'affirmer que les indigènes ne pouvaient pas fréquenter les hôtels. Lui-même s'était plusieurs fois attablé avec des autochtones dans des hôtels situés à Usumbura, Astrida, Kigali et Kitega. Sans doute de tels cas étaient-ils rares, cependant un seul d'entre eux suffirait à prouver que ces discriminations n'étaient pas raciales, mais ressortissaient du domaine de l'éducation.

### Travail et main-d'œuvre

Le représentant de la Chine a estimé que l'Autorité chargée de l'administration devrait faire tout ce qui était en son pouvoir pour former et faire venir des travailleurs qualifiés.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le salaire payé dans le Territoire ne pouvait pas faire vivre un travailleur et sa famille, même à l'état de sous-alimentation chronique. Selon le rapport de la Mission de visite, le salaire d'un manoeuvre est de 5 à 8 francs par jour. Une telle somme ne suffit même pas à acheter une boîte d'allumettes, qui coûte de 7 francs à 7 fr. 50. Les pétitions reçues par le Conseil relatent même l'existence de salaires encore plus bas. Par exemple, selon la pétition T/Pet.3/44, en date du 27 juin 1951, le travailleur africain ordinaire au service du Gouvernement ne reçoit que 94 francs par mois. En raison des conditions d'existence impossibles qui leur sont faites, plus de 35.000 indigènes ont été contraints en 1950 d'émigrer au Tanganyika, au Congo belge et ailleurs. Les travailleurs sont manifestement très exploités. Au Congo belge, un travailleur dans une entreprise européenne ne gagne que 3 fr. 50 à 5 francs par jour, d'après le rapport de la Mission de visite.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a répondu qu'il avait déjà admis l'insuffisance des salaires. L'Administration pratique une politique constructive d'augmentation des salaires. La prétendue boîte d'allumettes de 5 francs est en

réalité un paquet de dix boîtes. D'ailleurs les indigènes se servent fort peu d'allumettes et avec 5 francs ils peuvent acheter une assez grande quantité de bois, s'ils ne veulent pas le couper eux-mêmes.

### Régime coopératif

Le représentant de la Chine a constaté avec satisfaction que le nombre des coopératives avait augmenté et que de nouveaux centres commerciaux avaient été créés. Il a félicité l'Autorité chargée de l'administration de ces mesures propres à intensifier la participation des indigènes au développement économique du Territoire. Il a exprimé l'espoir qu'aucun effort susceptible d'accélérer l'exécution de ces mesures ne serait épargné.

### Santé publique

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré qu'il espérait, comme la Mission de visite, que les programmes à venir de l'Autorité chargée de l'administration tiendraient particulièrement compte de la nécessité de former des médecins indigènes.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que sa délégation avait été satisfaite de constater que l'Autorité chargée de l'administration avait continué à développer les services sociaux en augmentant à cet effet les crédits du budget ordinaire, du Fonds du bien-être indigène et du plan décennal et qu'elle envisageait notamment un accroissement considérable des effectifs du personnel médical européen et indigène. La délégation des Etats-Unis espérait que l'Autorité chargée de l'administration continuerait à accorder toute son attention à la nécessité de former des médecins africains pleinement qualifiés et envisagerait d'aider, peut-être à titre expérimental un ou plusieurs auxiliaires médicaux de valeur, à poursuivre leurs études de médecine.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration ne semblait nullement s'inquiéter des besoins de la population indigène dans les domaines de la santé et de l'enseignement. Aucun des médecins du Territoire n'est d'origine indigène et la Mission de visite a fait remarquer qu'aucun autochtone ne faisait d'études de médecine, et que d'ailleurs le niveau actuel de l'instruction sur le Territoire ne permettait pas la formation de médecins indigènes. Les dépenses consacrées au service de santé en 1950 ont été négligeables, de l'ordre de 28 cents des Etats-Unis par habitant. Les renseignements statistiques relatifs aux maladies, contenus dans le rapport annuel de 1951, prouvent l'état déplorable de la santé publique. Ils signalent 39.795 cas de maladies épidémiques et 672.327 cas de maladies endémiques, dont 1.735 cas fatals. Le Conseil devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter les crédits affectés aux besoins sanitaires, afin que la population indigène puisse bénéficier de services médicaux et sanitaires appropriés.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait remarquer que, si 712.122 cas de maladies épidémiques et endémiques avaient pu être dépistés, c'est grâce à 7.900.000 consultations auxquelles avait procédé le service médical. Lorsque la mission de lutte contre la tuberculose aura terminé ses

travaux, le nombre des cas de tuberculose dépistés aura peut-être décuplé et le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne manquera pas d'en tirer argument pour critiquer le service médical. Le fait que 1.735 cas de maladies, soit une proportion de 2,43 pour 1.000 cas dépistés, aient été fatals, ne semble pas excessif pour un pays qu'on affirme si négligé. Quant aux dépenses effectuées pour la santé publique, le représentant spécial a fait remarquer que 41.500.000 francs avaient été dépensés à la date du 31 décembre 1951, alors que le total des dépenses prévues pour l'année budgétaire se terminant le 31 octobre 1952 est d'environ 65 millions. Par ailleurs, le représentant soviétique a perdu de vue 8 millions dépensés par les autorités indigènes, 2.500.000 francs dépensés par le Fonds du bien-être indigène, 8 millions dépensés par des organismes privés et enfin 17 millions affectés à la construction d'hôpitaux et de dispensaires. Le représentant soviétique a ainsi fondé ses calculs sur une somme globale de 41 millions de francs, au lieu de plus de 110 millions.

### Statut de la femme et œuvres sociales

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration avait promulgué une loi interdisant la polygamie.

### Réforme pénitentiaire et châtiments corporels

Le représentant de la Chine a déclaré que si le nombre des coups de fouet avait été réduit de moitié, il était cependant extrêmement déçu de constater que l'Administration n'avait pas encore pu se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale tendant à supprimer les châtiments corporels. La réforme du régime pénitentiaire s'imposait à bref délai, et il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration procéderait à cette réforme avec diligence et supprimerait sans délai les châtiments corporels.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a été satisfait d'apprendre les mesures prises en vue de supprimer progressivement les châtiments corporels et a exprimé l'espoir que l'Administration serait en mesure de les supprimer rapidement.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'un système de châtiments corporels de type médiéval existait encore sur le Territoire. Par exemple, selon le rapport de la Mission de visite de 1948, la peine du fouet est encore couramment infligée par les chefs et par leurs adjoints et même par certains fonctionnaires européens; elle est infligée notamment à des travailleurs agricoles et à la main-d'œuvre forcée que l'on utilise pour construire les routes. L'Autorité chargée de l'administration n'a pas encore donné suite aux relations de l'Assemblée générale et du Conseil de tutelle qui l'invitaient à abolir sans délai, les châtiments corporels.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il avait déjà expliqué la situation en ce qui concerne les châtiments corporels. Il est absolument faux de soutenir que les chefs, leurs adjoints et certains Européens continuent d'infliger des châtiments de ce genre. Tous ceux qui le feraient seraient tenus pour pénalement responsables.



## 5. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### Enseignement préparatoire à l'école primaire

L'école gardienne accueille les enfants trop jeunes pour être admis en classe primaire. Cette forme d'enseignement en est à ses débuts et est limitée aux grands centres. En 1951, il n'y avait qu'une vingtaine de classes préprimaires et le nombre d'élèves était de 1.867. En 1948, cet enseignement touchait quelque 45.000 enfants et comptait 830 classes. Le mauvais rendement de ces classes, la fréquentation irrégulière et la tendance des parents à ne pas inscrire leurs enfants dans une classe régulière dès le début de l'année scolaire ont justifié la disparition presque complète de ce genre d'enseignement.

#### Enseignement primaire

Le double objectif de l'enseignement primaire a été exposé dans le rapport annuel: a) préparer l'indigène de la masse à contribuer, dans son milieu, au progrès de la civilisation et le former à s'y servir utilement ses intérêts personnels et ceux de la communauté, et b) assurer la préparation adéquate des éléments doués qui constitueront la future élite intellectuelle et artisanale. L'initiation artisanale et agricole, l'hygiène théorique et pratique ainsi que l'éducation générale occupent une place de première importance dans cet enseignement primaire. La formation ménagère a été améliorée, grâce à la création de nouvelles sections ménagères dans les écoles primaires centrales pour filles. L'enseignement du français, comme deuxième langue, a été généralisé au deuxième degré des écoles primaires, mais le vernaculaire reste la langue de l'enseignement.

Il y a une école officielle pour indigènes, le groupe scolaire d'Astrida, qui compte une section d'enseignement primaire. L'effectif y est de 674 élèves. L'enseignement y est donné par 15 religieux européens et 15 moniteurs indigènes. Pour le reste, l'enseignement primaire est presque exclusivement assuré par les missions religieuses; mais les programmes suivis sont officiels, conformément aux dispositions des conventions passées entre le gouvernement d'une part et les missions chrétiennes d'autre part. L'inspection est assurée par un inspecteur de l'enseignement primaire et quatre missionnaires inspecteurs.

La nouvelle organisation de l'enseignement libre subsidie pour indigènes avec le concours des missions chrétiennes a été mise en application en janvier 1949. Elle implique un régime de subsides augmentés en faveur des associations missionnaires qui desservent les établissements scolaires; les missions sont ainsi à même de faire face aux obligations accrues que leur impose la convention nouvelle.

Comme dans l'organisation de 1938, l'enseignement de la religion est facultatif dans toutes les écoles subventionnées par le gouvernement.

Le nombre d'enfants touché par l'enseignement primaire libre est de 139.327, se répartissant comme suit:

	Missions catholiques		Missions protestantes	Total
	Garçons	Filles		
Ecoles succursales. . . .	67.734	10.996	1.177	79.907
Ecoles centrales. . . . .	32.013	18.989	4.471	55.473
2ème degré sélectionné. .	3.605	—	168	3.773
6ème préparatoire. . . . .	—	168	6	174
	103.352	30.153	5.822	139.327

(Ces renseignements ne sont pas complets en ce qui concerne les missions protestantes.)

(Les écoles centrales sont celles qui fonctionnent dans un poste de mission où réside en permanence au moins un missionnaire européen ou un ministre autochtone du culte; les écoles succursales sont celles qui dépendent d'un poste central et fonctionnent dans son orbite.)

Les écoles primaires comportent des classes du premier degré (première et deuxième années obligatoires et troisième année facultative), du deuxième degré ordinaire (troisième, quatrième et cinquième années d'études), du deuxième degré sélectionné (cinquième et sixième années d'études) et une classe de liaison facultative. En 1951, le premier degré totalisait 2.400 classes, le deuxième degré ordinaire plus de 700 et le deuxième degré sélectionné 103.

Les chapelles-écoles ou écoles de simple lecture ne sont pas subventionnées et échappent à l'inspection officielle; elle ne sont pas tenues de suivre les programmes officiels; leur organisation diffère profondément d'une association missionnaire à l'autre; leur objectif primordial est l'instruction religieuse et la préparation au baptême de personnes de tous âges. Cette instruction est doublée d'un enseignement élémentaire de la lecture, et parfois de l'écriture et du calcul.

Les missions ont affirmé que leurs chapelles-écoles et écoles de simple lecture étaient fréquentées par quelque 325.552 personnes (245.185 pour les missions catholiques et 80.367 pour les missions protestantes). Des statistiques peu précises permettent d'apprécier à 60 pour 100 de ce total le nombre de filles et femmes, à 10 pour 100 environ les enfants de 6 à 14 ans, 50 pour 100 les adolescents de 14 à 21 ans et 40 pour 100 les adultes.

Neuf cent quatre-vingt-huit enfants suivent les cours d'écoles musulmanes.

#### Enseignement postprimaire

L'enseignement postprimaire officiel pour indigènes est assuré par le groupe scolaire d'Astrida; en 1951, 286 garçons y ont reçu l'enseignement secondaire (humanités modernes scientifiques) et 136 suivent les cours des sections administrative, agricole, médicale et vétérinaire. L'enseignement y était donné par 15 religieux européens et 7 professeurs européens laïques (3 médecins, 2 vétérinaires, un agronome et un administrateur).

En attendant la construction de l'école secondaire latine, 60 ressortissants du Ruanda-Urundi fréquentent l'école secondaire latine du Kivu (Congo belge) à proximité des frontières du Territoire sous tutelle.

En ce qui concerne l'enseignement pédagogique, il est du type "congréganiste libre subsidie". En 1951, 277 garçons et 132 filles ont suivi les cours des écoles

catholiques de moniteurs et 96 garçons et 3 filles ont suivi ces cours dans les écoles protestantes. En ce qui concerne les écoles d'apprentissage pédagogique, les chiffres sont de 80 garçons et 62 filles pour les missions catholiques et 40 garçons et 22 filles pour les missions protestantes. Des dispositions ont été prises pour organiser en 1952, une école normale au groupe scolaire d'Astrida.

Sept écoles ménagères des missions catholiques avaient 140 élèves.

En matière d'enseignement professionnel, l'école officielle d'Usumbura, ouverte en 1951, comptait 44 élèves. Les écoles d'apprentissage artisanal et les écoles auxiliaires des missions catholiques comptaient 453 élèves.

Il y a un inspecteur chargé spécialement de l'organisation et de la surveillance de l'enseignement normal, et un autre pour l'enseignement technique et professionnel.

### **Enseignement supérieur**

L'enseignement supérieur ou postsecondaire est limité actuellement aux grands séminaires et aux sections du groupe scolaire d'Astrida. La création d'un centre universitaire est envisagée au cours des dix prochaines années.

Seize indigènes du Ruanda-Urundi ont suivi les cours du centre universitaire Lovanium, au Congo belge, et cinq autres ont fréquenté l'Ecole postale et de télécommunications de Léopoldville (Congo belge); les frais de transport des premiers, et tous les frais des seconds sont à charge du Territoire du Ruanda-Urundi. Un étudiant du Ruanda-Urundi a poursuivi des études supérieures en Belgique. Des prêtres catholiques indigènes ont poursuivi leurs études à Rome. Un pasteur protestant indigène a fréquenté un collège en Grande-Bretagne.

### **Généralités et remarques au sujet de l'enseignement pour les indigènes**

Le rapport annuel pour 1951 a signalé que les dépenses ordinaires et exceptionnelles pour 1950 s'élevaient à 32.100.000 francs, soit 9,58 pour 100 pour l'enseignement. Sur ce total 24.700.000 francs consistaient en subsides pour les missions. Les dépenses pour 1951 (chiffres incomplets) étaient de 27 millions de francs, dont 19.800.000 francs de subsides. Il faut y ajouter quelque 12 millions au budget extraordinaire de 1951, pour des constructions dont 5 millions de subsides aux missions. Le Fonds du bien-être a fourni une contribution de 23.300.000 francs pour les années 1950 et 1951, destinée aux constructions scolaires des missions.

De leur côté, pour l'ensemble du Territoire, en 1951, les associations missionnaires ont fait en plus 4.100.000 francs de dépenses d'investissement pour les constructions et 1.600.000 francs pour équipement en mobilier et matériel scolaire; elles ont supporté 15.500.000 francs de charges récurrentes pour leur personnel enseignant, l'entretien des élèves internes, etc. L'enseignement est gratuit à tous les degrés et, de plus, 75 pour 100 des élèves internes sont exemptés de toute participation aux frais d'internat.

La Mission de visite de 1948 et le Conseil de tutelle à ses troisième et sixième sessions avaient reconnu

l'ampleur de l'œuvre déjà accomplie au Ruanda-Urundi, mais avaient relevé que l'enseignement était un monopole de fait des missions religieuses, que l'intervention de l'Administration était presque exclusivement indirecte, que l'instruction primaire s'arrêtait encore à un niveau assez bas et que l'enseignement secondaire était pour ainsi dire inexistant, sauf pour une infime minorité.

A sa neuvième session, le Conseil a félicité l'Autorité chargée de l'administration d'avoir augmenté les crédits alloués à l'enseignement. Rappelant sa précédente recommandation en la matière, il a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de créer des écoles primaires publiques et laïques dont le cycle d'études serait de six ans et qui prépareraient les enfants à l'enseignement secondaire.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a également exprimé son inquiétude devant la faible proportion des élèves capables de suivre un enseignement plus élevé que l'enseignement primaire et a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'examiner plus avant la possibilité d'accorder des bourses d'étude pour l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur et de mettre les étudiants en mesure de faire des études à l'étranger. Il a également constaté que le programme de formation du personnel enseignant ne semblait pas encore entièrement satisfaisant, et a prié l'Autorité chargée de l'administration de donner tous les soins possibles à ce programme, non seulement dans le domaine de l'enseignement primaire, mais aussi dans les domaines de l'enseignement secondaire et de l'enseignement technique. Enfin, le Conseil a constaté avec intérêt que l'Autorité chargée de l'administration s'intéressait particulièrement à l'instruction des filles et a demandé des renseignements détaillés sur cette question.

La Mission de visite de 1951 a estimé que si l'enseignement avait fait des progrès marqués au Ruanda-Urundi, de grands efforts étaient encore nécessaires afin d'éliminer l'analphabétisme et d'établir un vaste réseau scolaire dans l'ensemble du Territoire. Au sujet de l'enseignement primaire, la Mission de visite a conclu qu'elle ne pouvait, en l'absence de statistiques complètes permettant de se faire une idée plus ou moins exacte de la répartition des élèves par année d'étude, porter un jugement sur la valeur et l'efficacité de l'enseignement reçu. Elle a par conséquent suggéré que l'Autorité chargée de l'administration fournisse des statistiques plus détaillées. D'autre part, la Mission de visite a estimé que dans beaucoup d'écoles qu'elle avait visitées, les méthodes d'enseignement étaient insuffisantes et elle a considéré qu'il était nécessaire de relever de manière appréciable le niveau des écoles existantes. Elle a recommandé l'extension graduelle de la durée des études primaires et a estimé qu'une attention particulière devait être accordée aux chapelles-écoles et écoles de simple lecture qui pourraient servir de base à l'établissement d'un système d'enseignement primaire élargi, si le gouvernement et les missions se mettaient d'accord pour élaborer un programme prévoyant le contrôle de ces écoles et l'amélioration de leur niveau et des méthodes d'enseignement.

En ce qui concerne l'enseignement normal, la Mission a été d'avis que le niveau de culture générale des élèves

qui sont admis aux écoles de moniteurs et de monitrices, et particulièrement au centre d'apprentissage pédagogique, était encore trop bas, et que l'on devrait exiger des candidats une préparation plus poussée, aussi rapidement qu'il sera possible de le faire.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, la Mission, a noté qu'aucun élève n'aurait terminé le cycle des études secondaires avant 1954-1955 et n'aurait la préparation suffisante pour être admis dans les universités ou écoles supérieures d'Europe et que d'autre part il n'y aurait probablement pas d'étudiants diplômés du futur centre universitaire avant 1960. La Mission a estimé qu'il serait souhaitable de prévoir en attendant un système approprié permettant à une élite de jeunes Africains particulièrement doués de recevoir une formation supérieure; à cet égard, elle a suggéré à l'Administration d'entrer en rapport avec l'UNESCO et avec l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies.

La Mission a noté certaines déclarations faites par des fonctionnaires, selon lesquelles il ne serait pas avisé d'envoyer des étudiants africains à l'étranger parce qu'ils se trouveraient dans un milieu qui ne leur conviendrait pas. La question a été estimée que cet argument n'était pas concluant. Il faudra s'attendre à des déceptions et presque inévitablement à de nombreux échecs, mais de l'avis de la Mission, ces facteurs ne peuvent pas contrebalancer la nécessité qui s'impose à tout pays aspirant à l'autonomie ou à l'indépendance d'établir le contact avec d'autres cultures et de familiariser ses futurs dirigeants avec les différentes méthodes de gouvernement.

La Mission a reconnu que l'œuvre accomplie par les missions, tant catholiques que protestantes, dans le domaine de l'enseignement, était considérable et que sa valeur ne saurait être trop appréciée. Elle a été favorablement impressionnée par la bonne tenue d'un grand nombre des écoles qu'elle a visitées et elle a pu constater le dévouement et la compétence des missionnaires. Sans le concours des missions religieuses, il aurait été impossible de créer autant d'écoles qu'en possède maintenant le Ruanda-Urundi.

Cependant, après une étude approfondie de la situation scolaire du Territoire, la Mission a estimé que l'Administration devrait jouer un rôle plus direct dans le domaine de l'enseignement, d'une part en créant des écoles publiques laïques, et d'autre part en exerçant un plus grand contrôle sur les écoles existantes. De plus, la Mission a estimé que, pour assurer le progrès de l'enseignement au Ruanda-Urundi, il était indispensable que l'Administration fit fonctionner sous sa direction immédiate, un certain nombre d'écoles où les autorités scolaires pourraient faire l'expérience de nouveaux programmes et méthodes d'enseignement, et fixer des normes à atteindre par les autres écoles du Territoire.

D'autre part, la Mission s'est particulièrement inquiétée de savoir à quel point la politique scolaire du Territoire sous tutelle était définie par les autorités du Congo belge et rendue conforme à la politique scolaire de ce territoire non autonome; elle a permis que l'organisation de l'enseignement définie dans la brochure *Organisation de l'enseignement libre subsidié pour indigènes avec le concours de sociétés de missions chré-*

*tiennes*, élaborée par le Gouvernement général du Congo belge en 1948, servait de base à l'organisation de l'enseignement au Ruanda-Urundi.

La Mission a appelé l'attention sur la situation provoquée par l'existence d'un système d'enseignement commun aux deux territoires; elle a estimé que l'Autorité chargée de l'administration d'un Territoire sous tutelle devait s'acquitter de ses responsabilités dans le domaine de l'enseignement en établissant des programmes spécialement adaptés aux besoins du Territoire, en tenant compte des conditions qui règnent dans le Territoire, et de son statut international.

Au sujet de certaines des questions soulevées par le Conseil de tutelle et les missions de visite, les informations suivantes ont été données par l'Autorité chargée de l'administration.

A la neuvième session du Conseil de tutelle, l'Autorité chargée de l'administration a expliqué que si elle n'avait pas créé jusqu'ici des écoles laïques officielles, c'est que nulle part elle n'en avait senti le besoin. Elle considère que l'indigène du Ruanda-Urundi est naturellement religieux et que les écoles existantes correspondent parfaitement à ses besoins. D'autre part, les missionnaires de toutes confessions qui se consacrent à l'enseignement le font parce qu'ils ont un idéal très élevé, qu'ils se contentent de maigres subsides et coûtent infiniment moins au Trésor que le personnel enseignant laïque qu'il faudrait engager pour ces écoles. L'Autorité chargée de l'administration se demande s'il n'est pas préférable d'employer les crédits dont elle dispose à étendre partout l'instruction plutôt que de créer des établissements coûteux, dont le besoin ne se fait pas encore sentir; le jour où se manifestera le besoin d'institutions nouvelles, elles ne manqueront pas d'être créées.

Au sujet de l'enseignement secondaire, le rapport annuel pour 1951 déclare qu'il est permis d'affirmer que les possibilités d'admission et le nombre de candidats capables d'y accéder sont actuellement équilibrés. Cet état de choses résulte en partie de la politique suivie: les moyens d'action dont l'enseignement dispose à l'heure actuelle font apparaître la nécessité de ne former au cours des toutes premières années à venir qu'un nombre d'éléments en rapport avec les besoins, avec les possibilités de débouché et avec l'ampleur même des moyens d'action. Cette politique restrictive sera remplacée par une politique plus large dès que les moyens et les conditions le permettront.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur ou post-secondaire, l'Autorité chargée de l'administration a souligné que malgré le désir sincère du gouvernement d'admettre un nombre plus élevé de candidats, l'admission était limitée par la capacité matérielle du groupe scolaire d'Astrida et réservée aux éléments dûment qualifiés. Il serait socialement dangereux et préjudiciable à l'avenir du Territoire de tolérer dans les cadres indigènes dirigeants certains membres insuffisamment qualifiés. D'autre part, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que malgré la préférence qu'elle donne à l'enseignement de la population dans le pays même, les études à l'étranger sont encouragées pour autant que les capacités et la formation antérieure des candidats le justifient.

Le plan décennal établit les programmes suivants en matière d'enseignement :

a) En ce qui concerne l'enseignement des garçons, il considère que l'effort réalisé dans le passé a visé à atteindre la masse indigène en lui inculquant une formation élémentaire et à doter le pays d'un embryon d'élite intellectuelle. La préoccupation de l'avenir est de créer progressivement une classe moyenne à élite artisanale. Les réalisations projetées sont 128 nouvelles classes pour les écoles de premier degré (ce qui porterait le total de 2.334 à 2.462) et 110 classes pour écoles de deuxième degré ordinaire, destinées aux élèves qui n'accèdent pas au degré de sélection (ce qui porterait le total de 549 à 654 classes) ; 102 nouvelles classes pour le degré primaire de sélection (portant le total de 24 à 126) ; 4 écoles nouvelles de moniteurs (portant le total de 2 à 6, ce qui permettrait de former 800 moniteurs en dix ans) ; 2 écoles moyennes (qui formeraient 150 clercs qualifiés en dix ans) ; une école secondaire scientifique, outre celle du groupe scolaire d'Astrida (ce qui permettrait de former près de 600 éléments en dix ans) ; une école secondaire latine au Ruanda et ultérieurement une autre en Urundi. Le plan prévoit aussi 5 centres d'apprentissage pédagogique (portant le total de 5 à 10), permettant de former plus de 2.400 moniteurs en dix ans, et 2 écoles d'auxiliaires, ainsi que de nouveaux centres de formation.

b) En ce qui concerne les filles, le programme vise principalement à résorber progressivement le retard considérable de l'enseignement des filles par rapport à celui des garçons. Il prévoit 80 nouvelles classes d'écoles primaires du premier degré (portant le total de 148 à 228) ; 120 nouvelles classes pour les écoles primaires du deuxième degré (portant le total de 160 à 280) ; 14 écoles préprimaires (portant le total de un à 16), 6 formations ménagères postprimaires et 6 centres d'apprentissage pédagogique (ce qui permettrait de former plus de 400 monitrices de complément). Le plan prévoit également 2 nouvelles écoles moyennes ménagères (portant le total de un à 3) et 2 écoles de monitrices (portant le total de 2 à 4, ce qui permettrait de former 650 monitrices).

c) En ce qui concerne l'enseignement professionnel, conçu comme moyen de satisfaire certains besoins économiques, encore extrêmement réduits au Ruanda-Urundi, le plan prévoit la création d'une école professionnelle à Usumbura, et d'une école professionnelle à Kigali, comprenant des sections d'apprentissage et des sections professionnelles (bois, fer, bâtiment, mines et travaux) ; de plus, il prévoit l'établissement d'une section professionnelle du bois à Kitega ; de 21 ateliers d'apprentissage de missions, de 4 chantiers routiers formant des cantonniers et chefs d'équipe ; d'ateliers de territoires, selon les nécessités locales, et d'un service d'orientation professionnelle à Usumbura.

La Mission de visite de 1951 a estimé qu'en ce qui concerne l'enseignement primaire, les mesures envisagées par le plan décennal étaient certes de nature à améliorer les écoles existantes ; cependant, la Mission a trouvé que ces mesures avaient une portée trop limitée, car elles négligeaient le problème de la durée des études dans les écoles primaires de premier degré, et l'amélioration des chapelles-écoles et des écoles de simple lecture. En ce qui concerne l'enseignement

postprimaire, elle a été d'avis que la mise en œuvre du programme envisagé permettrait d'améliorer notablement la situation actuelle, mais elle a estimé qu'il faudrait établir non pas deux écoles secondaires scientifiques, mais trois, dont une à Usumbura. En ce qui concerne l'enseignement pour les filles, la Mission s'est demandé si l'absence, dans le plan décennal, de toutes dispositions en vue de l'établissement d'écoles secondaires de filles plus ou moins analogues à celles qui sont prévues pour les garçons signifiait que les filles continueraient à recevoir l'instruction générale postprimaire dans les écoles moyennes ménagères et les écoles de monitrices, et s'il était à présumer qu'elles ne pourraient pas recevoir un enseignement secondaire en vue d'accéder à l'enseignement supérieur. Si une telle interprétation des mesures proposées dans le domaine de l'enseignement était correcte, l'Administration devrait reconsidérer ses plans afin d'établir dans le Territoire un système plus satisfaisant d'enseignement féminin.

A la onzième session du Conseil, le représentant de l'Autorité chargée de l'administration s'est déclaré d'accord avec la Mission de visite pour estimer que le niveau de culture générale des élèves admis aux écoles de moniteurs et de monitrices et aux centres d'apprentissage pédagogique était trop bas. Il a déclaré qu'à l'heure actuelle, exiger un niveau plus élevé de ces élèves rarifierait d'une façon désastreuse le nombre de moniteurs. L'Administration veut à la fois étendre l'enseignement et l'améliorer. C'est une œuvre de longue haleine et de réalisation patiente.

En ce qui concerne l'envoi d'étudiants autochtones dans les universités étrangères, l'Administration doit faire certaines réserves. Elle ne s'oppose pas formellement à ces voyages, mais elle désire relever quelques points de portée pratique. Le premier, c'est que, pour envoyer utilement des étudiants dans les universités étrangères, il faudrait que l'enseignement secondaire qu'ils ont reçu leur en permit l'accès d'emblée, c'est-à-dire qu'il faudrait, dans la situation actuelle, envoyer des étudiants, non dans les établissements d'enseignement supérieur, mais dans ceux d'enseignement secondaire, ce qui entraînerait des frais considérables et de grands risques de déchets. Un autre point, c'est que l'on ne peut songer à former à l'étranger toute l'élite dont le Territoire a besoin. L'Administration estime donc que la vraie solution du problème, c'est l'organisation sur place d'un enseignement secondaire et d'un enseignement supérieur qui puissent rivaliser avec les institutions similaires de l'étranger. Ce n'est qu'ensuite, et en faveur d'étudiants ayant achevé leurs études supérieures, que seraient créées des bourses destinées à permettre aux élites d'achever leur formation à l'étranger.

En ce qui concerne la création d'écoles publiques laïques, l'Administration, soucieuse d'étendre l'enseignement de la façon la plus large, hésite cependant à créer des écoles qui ne correspondent à aucun besoin actuel. Elle estime qu'elle devrait employer ses ressources à mettre l'enseignement à la disposition du plus grand nombre possible d'indigènes et non à créer, par principe, des établissements extrêmement coûteux dont le besoin ne se fait pas encore sentir. Le jour où ce besoin se manifesterait, ces écoles seront créées.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil reconnaît le rôle important des missions religieuses dans le domaine de l'enseignement; il considère néanmoins que l'Administration devrait intervenir plus directement dans l'éducation des habitants; il invite instamment l'Autorité chargée de l'administration à surveiller de plus près les écoles élémentaires des missions et, si la situation justifie cette mesure, à créer un plus grand nombre d'écoles officielles.*

*Le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration de multiplier et de développer les établissements d'enseignement secondaire et supérieur du Territoire et, pour élargir ce programme, d'accorder aux étudiants autochtones des bourses d'études à l'étranger. Le Conseil invite en outre l'Autorité chargée de l'administration à prendre les mesures voulues pour améliorer la formation des maîtres dans le Territoire.*

### **Ecoles pour non-indigènes**

Il existait en 1951, à Usumbura, une école primaire officielle pour Européens comptant 129 élèves et une école officielle pour Asiatiques comptant 213 élèves. Il existait 2 écoles primaires des missions pour enfants européens; celle d'Usumbura comptait 117 élèves et celle d'Astrida 114. Il y avait de plus des classes pour Asiatiques dans diverses autres localités; l'effectif scolaire était de 71 élèves.

L'école officielle pour Asiatiques à Usumbura, établie à la demande des communautés indiennes de la ville, a été ouverte dans des locaux provisoires. Une première aile des bâtiments définitifs a été érigée en 1951, au coût de 1.975.000 francs. Un deuxième crédit de 3.231.000 est retenu pour 1952, et dès à présent le grand succès de l'école fait apparaître la nécessité d'une dépense aussi importante en 1953. La langue de l'enseignement est le français, et le programme est le même que celui des écoles pour Européens. La Mission de visite de 1951 a signalé que l'instruction primaire des enfants asiatiques et mulâtres posait un problème qui réclamait une attention particulière. Selon certaines doléances adressées à la Mission, des Asiatiques habitant en dehors d'Usumbura éprouveraient souvent des difficultés à assurer l'instruction de leurs enfants; certaines écoles auraient refusé d'admettre des enfants asiatiques. En ce qui concerne les enfants mulâtres, ceux qui sont reconnus ou adoptés légalement par un Européen sont admis aux écoles pour Européens s'ils sont acceptés par une commission scolaire créée à cet effet. Ceux qui ne sont pas admis aux écoles pour Européens peuvent être admis dans les établissements scolaires ordinaires ou spéciaux des missions religieuses notamment à Save où il existe un home pour enfants mulâtres, dont l'Administration subventionne l'agrandissement par une somme de 500.000 francs inscrite au budget extraordinaire de 1951. La Mission de visite a conclu que la question de l'admission aux écoles des enfants asiatiques et mulâtres montrait la nécessité de créer un certain nombre d'écoles officielles non confessionnelles où pourraient être admis tous les enfants qui s'y présenteraient, sans considération de religion ou de race.

### **Lutte contre l'analphabétisme et éducation des adultes; emploi des loisirs**

L'Autorité chargée de l'administration signale qu'il n'existe pas de plan concerté de lutte contre l'analphabétisme, mais que l'intervention des missions chrétiennes, qui exigent de leurs fidèles que les enfants fréquentent régulièrement l'école, et n'admettent au baptême, à l'exception de personnes trop âgées, que ceux des catéchumènes qui ont appris à lire, constitue un précieux moyen de lutte. Certaines missions ont organisé des cours pour adultes, notamment pour illettrés et semi-illettrés. Le Ruanda-Urundi a pris part à la conférence de l'enseignement qui s'est tenue à Nairobi (Kénya) en août 1951, en présence d'un représentant de l'UNESCO; l'objet principal de cette conférence était de permettre aux territoires de l'Est et du Centre Africain de rechercher des moyens d'action concertée en matière d'éducation de base.

Un peu partout se sont formés des cercles d'études pour évolués. A Usumbura et Astrida, le Gouvernement a construit à ses frais des cercles pour évolués, comptant plusieurs salles: salles de réunion, bibliothèques, salles de cinéma, etc. Deux groupes mobiles de cinéma ont parcouru le Territoire en 1951 et ont donné 225 représentations, touchant quelque 196.000 spectateurs.

Il existe 18 bibliothèques publiques pour indigènes, dont une créée en 1951. Il y a aussi quelques bibliothèques constituées dans les missions. L'Autorité chargée de l'administration constate que bien que le choix des ouvrages soit aussi heureux que varié, les autochtones lisent peu actuellement et sont en général d'une paresse intellectuelle difficilement concevable pour des civilisés.

Une station de *public address* a été installée en 1951 à Usumbura et retransmet les programmes de Radio-Congo belge.

En fait de sports, le football surtout rencontre la faveur des populations. Par contre, le bassin de natation d'Usumbura n'a pas rencontré le succès escompté.

La deuxième Mission de visite a exprimé l'espoir qu'à l'avenir les plans de développement de l'instruction des adultes prévoient un plus grand usage de la radio, du cinéma, des films fixes et des bibliothèques ambulantes.

### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

### **Remarques générales sur les services d'enseignement mis à la disposition de la population indigène**

Le représentant de la Thaïlande a pris acte de la déclaration du représentant spécial, selon lequel l'Administration se préoccuperait de créer des écoles non confessionnelles lorsqu'elle le jugerait nécessaire. Il a estimé qu'il était exact que les écoles religieuses du Territoire n'étaient pas exclusivement catholiques, mais il a ajouté qu'il n'existait pas d'écoles différentes pour chaque confession dans tous les grands centres. De ce fait, les adeptes de certaines religions ne pouvaient pas envoyer leurs enfants à l'école de leur choix, parce qu'il n'en existait pas dans la localité et ils ne pouvaient pas

non plus, s'ils le désiraient, faire admettre leurs enfants dans les écoles des autres confessions.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que l'enseignement constituait l'une des obligations essentielles de l'Autorité chargée de l'administration. Tout en appréciant à sa juste valeur l'œuvre remarquable des missions en matière d'enseignement, il a dit qu'il souhaitait que l'Administration intervint plus directement dans ce domaine, soit par un contrôle plus étroit et une aide plus grande aux missions, soit, de préférence, en créant des écoles non professionnelles à côté des écoles des missions. Il a déclaré souscrire par conséquent à l'opinion de la Mission de visite, qui avait estimé que les écoles confessionnelles et les écoles de simple lecture devraient retenir spécialement l'attention des autorités de l'enseignement, car elles représentaient les fondements sur lesquels on pourrait édifier un vaste système d'enseignement primaire. Ceci obligerait l'Administration à procéder sérieusement et rapidement à la formation d'instituteurs.

Tout en prenant acte des progrès importants réalisés en 1951 dans le domaine de l'enseignement, le représentant de la Chine s'est inquiété de l'insuffisance générale de l'enseignement primaire dans le Territoire. Il a fait remarquer que non seulement le nombre des enfants qui fréquentent les écoles est très inférieur à celui des enfants d'âge scolaire, mais que 75 pour 100 de ceux qui vont à l'école fréquentent seulement les écoles confessionnelles ou les écoles de simple lecture. De plus, l'Administration n'exerce aucun contrôle sur ces institutions qui ne sont pas de véritables écoles primaires. Eu égard à cette situation, il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration tiendrait compte de la suggestion de la Mission de visite et prendrait, d'accord avec les missions, des mesures tenant à assurer le contrôle du gouvernement sur les écoles confessionnelles et les écoles de simple lecture et à améliorer leur niveau et leur équipement.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a estimé, avec la Mission de visite, que l'Administration devrait mettre davantage l'accent sur le développement de l'enseignement féminin.

Le représentant de la République Dominicaine a félicité l'Administration des progrès réalisés dans le domaine de l'enseignement primaire et de l'attention qu'elle portait aux langues indigènes. Les travaux philologiques approfondis effectués pour déterminer la valeur et la richesse des langues kiroundie, kinyarouanda et souahélie sont extrêmement intéressants. Il conviendrait également de féliciter l'Administration de la protection accordée à l'œuvre des missionnaires, sans distinction de religion; cependant, la délégation de la République Dominicaine partage l'opinion de la Mis-

sion de visite, d'après laquelle les écoles, aussi bien que les missions, devraient être placées sous le contrôle du Département de l'instruction publique.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'immense majorité des autochtones étaient encore illettrés. Les écoles sont presque toutes dirigées par les missions religieuses. Le rapport de la Mission de visite indique que la moitié seulement des enfants d'âge scolaire (dont le total est évalué approximativement à 800.000) vont à l'école; plus des trois quarts de ces enfants fréquentent les écoles confessionnelles et les écoles de simple lecture, où l'enseignement est très rudimentaire. On sait que cet enseignement est, en fait, caractérisé par l'absence de toute instruction véritable; la majorité des enfants qui sortent de ces écoles sont à peine capables d'écrire leur nom. Ces écoles religieuses ne reçoivent aucun subside de gouvernement. Elles dépendent exclusivement des missions intéressées et ne sont pas inspectées par le Département de l'instruction publique. Il ressort d'un document<sup>248</sup> soumis par l'UNESCO au Conseil de tutelle en 1951 que l'Autorité chargée de l'administration fait délibérément obstacle au développement de l'enseignement secondaire et ne veut pas créer d'établissement d'enseignement supérieur dans le Territoire. L'UNESCO avait expliqué que le souci de l'Administration de ne pas bouleverser l'ordre social en surchargeant le marché du travail d'un grand nombre de diplômés dont les services ne pourraient pas être utilisés limitait l'accès aux écoles secondaires des personnes moralement et intellectuellement qualifiées. En 1951, comme les années précédentes, un seul étudiant du Territoire sous tutelle a pu bénéficier d'une instruction supérieure à l'étranger. Les dépenses consacrées à l'enseignement en 1951 ne représentaient que 16 cents des Etats-Unis par habitant. Le Conseil devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'établir dans le Territoire sous tutelle un système laïque l'enseignement primaire, secondaire et supérieur et à cette fin, d'augmenter considérablement les sommes prévues au budget pour l'instruction publique et pour tous les autres besoins culturels.

Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a rappelé au Conseil qu'à sa neuvième session la délégation belge avait refusé de prendre sous sa responsabilité le passage cité du document de l'UNESCO. Quant aux dépenses effectuées en matière d'enseignement, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques avait oublié de prendre en considération les dépenses du budget extraordinaire (construction d'écoles) et celles du Fonds du bien-être indigène, soit un total de 19 millions de francs.

<sup>248</sup> T/903.

## Chapitre III

### SOMALIE SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE

#### I. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Géographie et population

La Somalie sous administration italienne est une bande de territoire qui s'étend sur 1.900 kilomètres à l'extrémité de la côte nord-est de l'Afrique. Sa superficie est d'environ 500.000 km<sup>2</sup>. Elle est bordée au nord, à l'est et au sud par l'océan Indien, à l'ouest par le Kenya, à l'ouest et au nord par l'Ethiopie et la Somalie britannique.

Au point de vue géographique, le Territoire peut se diviser en quatre régions principales. La partie nord, la Midjourtine, est un plateau extrêmement sec et aride dont l'altitude maximum est de 2.200 mètres. Ce plateau, couvert de buissons rabougris, est habité surtout par des pasteurs nomades. La région voisine, qui s'étend vers le sud et l'ouest jusqu'à l'Ouebi Chebeli, est moins élevée, mais elle ressemble à bien des égards à la région décrite ci-dessus; la majorité de ses habitants sont des nomades qui pratiquent l'élevage. La région qui se trouve entre l'Ouebi Chebeli et le Djouba est une plaine alluviale couverte d'acacias et d'euphorbes. Ce sont les terres qui se prêtent le mieux à l'agriculture; beaucoup d'habitants de cette région pratiquent à la fois l'agriculture et l'élevage. Enfin, la région située à l'est du Djouba et qui s'étend jusqu'à la frontière du Kenya possède une flore et une faune un peu plus riches que le reste du Territoire en raison des pluies plus abondantes.

Le climat est caractérisé principalement par les vents de mousson, qui soufflent pendant huit ou neuf mois de l'année. Les précipitations vont en augmentant du nord au sud, mais une grande partie du Territoire est aride et, dans certaines régions, les pluies ne dépassent pas 90 millimètres par an.

A la fin de 1951, on évaluait le total de la population autochtone à 1.242.199 personnes. La plupart des habitants sont des Somalis, nomades ou semi-nomades. Le long des deux fleuves du Territoire, le Ouebi Chebeli et le Djouba, vivent des populations non somaliennes qui se consacrent à l'agriculture.

La population non autochtone se compose d'environ 23.000 Arabes, 1.000 Indiens et Pakistanais et 4.744 résidents italiens (contre 4.235 en 1950).

La ville de Mogadiscio, située sur la côte, est le siège du gouvernement.

##### Considérations générales

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant sa résolution 310 (VIII) du 23 février 1951 sur la participation pleine et entière de l'Italie aux travaux du Conseil de tutelle et la conclusion qu'il a adoptée à ce sujet à sa neuvième session, rappelant également la résolution 550 (VI) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1951, prenant en considération les responsabilités que l'Italie a assumées en tant qu'Autorité chargée de l'administration du Territoire, exprime l'espoir que l'Assemblée générale continuera à étudier par quels moyens l'Italie pourrait participer de façon pleine et entière aux travaux du Conseil.*

##### Adoption et ratification de l'Accord de tutelle

Le Parlement italien a ratifié l'Accord de tutelle le 4 novembre 1951. En vertu de cette ratification, la Déclaration de principes constitutionnels, qui est jointe en annexe à l'Accord de tutelle, forme partie intégrante du droit italien, qui peut être considéré comme la base juridique de toutes mesures législatives ultérieures.

##### Conseil consultatif

Le Conseil consultatif des Nations Unies, créé conformément à l'article 8 de l'Accord de tutelle, comprend les représentants de la Colombie, de l'Egypte et des Philippines; son siège est à Mogadiscio. Le Conseil consultatif a soumis au Conseil de tutelle un rapport sur ses travaux du 1er avril 1951 au 31 mars 1952.

Le Conseil consultatif a déclaré qu'il s'est réuni cinquante-cinq fois au total entre le 1er avril 1950 et le 31 mars 1952. Les trois membres du Conseil consultatif n'ont été présents ensemble à Mogadiscio que pendant 123 jours; le quorum a été atteint pendant 354 jours, mais, suivant le rapport, le Conseil n'a pu fonctionner d'une manière satisfaisante avec deux membres présents seulement, car des divergences d'opinion sont apparues entre eux <sup>244</sup>.

Le Conseil consultatif a signalé qu'il a répondu aux demandes d'avis formulées par l'Administration sur les questions suivantes: création d'un conseil municipal à Mogadiscio et dans les principaux centres; réformes à apporter aux organes de gouvernement autonome; réglementation des mines; règlements relatifs à la création de nouvelles entreprises économiques; règlements concernant les droits de pêche; projet d'ordonnance soumettant à l'impôt sur le revenu les bénéfices des entreprises agricoles; règlements tendant à contrôler les compagnies d'assurance privées; création d'un Conseil économique pour le Territoire; création d'un Conseil central de l'hygiène; création d'offices du travail; établissement d'un service d'inspection du travail; assurance obligatoire contre les accidents du travail

<sup>244</sup> T/979, p. 4 et 5; p. 11 à 33.



dans l'industrie; rémunération des membres du corps enseignant recruté sur place; transfert du droit de grâce; versement de redevances au Sultan de Zanzibar <sup>244</sup>. Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle avait suivi la plupart des avis qui lui ont été donnés au cours de l'année. Le Conseil consultatif a signalé de plus qu'il s'était maintenu en contact avec la population grâce à des entrevues avec des individus, des groupements ou des organisations, à des programmes spéciaux organisés à l'occasion de la Journée des Nations Unies et de la Journée des droits de l'homme, et grâce à des déplacements à travers le pays. Le Conseil a reçu presque chaque jour des communications sur la situation du Territoire et les problèmes qui s'y posent.

En matière de procédure, le Conseil consultatif a signalé que ses membres n'avaient pu s'entendre sur la suite à donner aux communications qui lui sont directement adressées. Les représentants de la Colombie et de l'Egypte ont estimé que le Conseil consultatif devait s'occuper officiellement de ses communications dans la mesure où l'Autorité chargée de l'administration était disposée à examiner les plaintes qu'elles contiennent et à en discuter avec les membres du Conseil consultatif dans un esprit de coopération. Par contre, le représentant des Philippines a affirmé que la tâche du Conseil est d'aider et de conseiller l'Autorité administrante; si donc il reçoit des communications qui lui demandent, conformément à l'article 45 de son règlement intérieur, d'intervenir directement dans des questions relatives à la situation du Territoire ou aux problèmes qui s'y posent, le Conseil consultatif doit traiter officiellement avec l'Administration au sujet de ces communications <sup>245</sup>.

Dans son rapport, le Conseil consultatif a examiné également ses relations avec d'autres organes des Nations Unies et a conclu qu'il avait le droit de s'adresser directement à l'Assemblée générale lorsque se posent des questions qui, de l'avis du Conseil consultatif, exigent qu'il s'adresse à l'Assemblée <sup>246</sup>.

Le représentant des Philippines au Conseil consultatif a joint en annexe au rapport du Conseil une déclaration dans laquelle il exprime son opinion sur certains aspects de l'œuvre du Conseil et de la politique et des méthodes d'administration de l'Autorité administrante <sup>247</sup>. On trouvera les plus importantes de ses observations dans les chapitres pertinents du présent rapport.

Se fondant sur les observations et les constatations qu'elle a pu faire dans le Territoire, la Mission de visite de 1951 a estimé que certains facteurs ont jusqu'à maintenant limité l'efficacité de l'action du Conseil consultatif. La Mission a constaté qu'il régnait un désaccord assez profond entre les représentants des divers pays membres du Conseil. En outre, pendant de longues périodes, un ou plusieurs des Etats membres du Conseil n'ont pas été représentés à Mogadiscio. Au cours de deux périodes de six mois et demi au total, le quorum de deux membres n'a pu être constitué. Le fait que le Conseil consultatif n'a tenu qu'une quarantaine de séances pendant les dix-huit premiers mois de son existence est une preuve de ces difficultés. Enfin, la Mission a constaté que certains éléments de la popu-

lation autochtone se faisaient une fausse idée de la position du Conseil vis-à-vis de l'Administration et qu'en cas de mécontentement, ils s'adressaient directement au Conseil ou à l'un de ses membres pour lui demander d'intervenir auprès de l'Administration; ils espéraient manifestement obtenir satisfaction par ce moyen. La Mission a estimé que les difficultés et les dangers de cette situation étaient évidents et imposaient de lourdes responsabilités au Conseil consultatif. Certaines plaintes contre les membres du Conseil, qui ont été présentées à la Mission au cours de sa visite, lui ont paru être la conséquence directe de la conception erronée que la population autochtone se faisait du rôle du Conseil.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil, constatant que le rôle du Conseil consultatif pour la Somalie, tel qu'il est défini à l'article 2 de l'Accord de tutelle, est d'aider et de conseiller l'Autorité chargée de l'administration, exprime l'espoir que les trois membres du Conseil consultatif participeront pleinement à ses travaux et séjourneront dans le Territoire pendant des périodes suffisamment longues pour permettre à cet organe de s'acquitter de ses fonctions de la manière la plus efficace et la plus harmonieuse.*

### Question de la frontière avec l'Ethiopie

On s'est fréquemment plaint à la Mission de visite de 1951 de ce qu'une frontière définitive n'a pas encore été fixée entre le Territoire et l'Ethiopie. On a allégué notamment que la ligne administrative provisoire tracée peu après le transfert de l'administration à l'Italie interdisait à certaines tribus l'accès à leurs puits et pâturages traditionnels. La Mission a également entendu des plaintes concernant les vols de bétail et l'impossibilité de retrouver le bétail volé lorsqu'on lui a fait traverser la frontière. A sa onzième session, le Conseil était saisi de sept pétitions ayant trait à des incidents de ce genre <sup>248</sup>.

La Mission de visite a noté que la tension entre les tribus et la pression démographique qui caractérisent la région du nord étaient aggravées par le problème de la frontière, et il lui a paru qu'il importait de régler cette question d'urgence. Elle a exprimé l'espoir que la délimitation d'une frontière définitive pourrait être effectuée rapidement suivant les méthodes exposées dans la résolution 392 (V) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1950. Si l'on n'obtient pas de résultats par la méthode des négociations directes qui doit être employée en premier lieu, il faudrait passer sans trop de délai à l'étape suivante: celle de la médiation et de l'arbitrage. La Mission a considéré qu'en réglant la question de la frontière, les gouvernements intéressés devraient conclure des ententes très libérales en ce qui concerne le passage des personnes, des biens et des troupeaux de part et d'autre de la frontière et en ce qui concerne l'accès aux points d'eau dans les régions voisines de la frontière. La Mission a estimé qu'il serait regrettable que l'Etat indépendant prévu par l'Accord de tutelle héritât d'un problème de frontière demeuré en suspens.

L'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'en 1951, il y avait eu de nouveaux incidents san-

<sup>245</sup> T/979, p. 42 et 43.

<sup>246</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>247</sup> *Ibid.*, annexe I.

<sup>248</sup> T/Pet.11/73, 172, 193, 204, 212, 213, 243.

glants et des razzias entre les groupes des Darot et des Averghedir, dans la région du Mudugh. L'intervention rapide des forces de police et des fonctionnaires de l'Administration a amené la cessation des hostilités et, pour prévenir le retour de troubles semblables, la région du Mudugh a été constituée en commissariat distinct possédant ses propres forces de police. L'Autorité chargée de l'administration a indiqué que la tension entre ces groupes était due à l'insuffisance de puits et des pâturages dans la région du Mudugh, et que cette situation était aggravée par l'établissement de la ligne administrative provisoire séparant cette zone de l'Ethiopie. Elle a exprimé l'espoir que la construction de nouveaux puits aiderait, dans une certaine mesure, à redresser la situation.

Dans ses observations sur les pétitions soumises au Conseil, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les dissensions entre les populations vivant le long de la frontière font l'objet d'une attention particulière de la part des autorités politiques locales. La situation sera régularisée lorsque la frontière politique entre le Territoire et l'Ethiopie aura été fixée selon la méthode préconisée par l'Assemblée générale dans sa résolution 392 (V)<sup>240</sup>.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

*Le Conseil, constatant que la Mission de visite de 1951 a déclaré qu'il était urgent de régler la question de la frontière avec l'Ethiopie, constatant qu'il ressort de diverses pétitions reçues par le Conseil que l'indétermination de cette frontière donne lieu à un certain nombre de problèmes, constatant en outre que les membres du Conseil de tutelle ont exprimé leurs préoccupations à ce sujet, prenant acte enfin de la déclaration du représentant de l'Italie selon laquelle le Gouvernement italien et le Gouvernement de l'Ethiopie ont engagé des pourparlers en vue de trouver une solution à cette question, exprime l'espoir que ces pourparlers aboutiront à un règlement satisfaisant.*

### **Sécurité et ordre public**

Le corps de police somali comprend 2.000 policiers tous Somalis. Il y avait, en outre, dans le Territoire, à la fin de l'année étudiée, 363 carabiniers italiens. Dans chaque résidence, il existe une police locale dont les membres sont appelés *Ilalos* ; il y avait environ 1.500 *Ilalos* à la fin de 1951. Les forces militaires, connues sous le nom de corps de sécurité de la Somalie, comprennent actuellement 1.108 officiers, sous-officiers et soldats italiens et 3.220 sous-officiers et soldats somalis. A la fin de 1951, le corps de sécurité comptait 2.122 Italiens de moins qu'en décembre 1950.

### **Statut national des habitants**

L'article 2 de la Déclaration de principes constitutionnels qui figure en annexe à l'Accord de tutelle stipule que l'Autorité chargée de l'administration prendra les mesures nécessaires pour donner aux habitants du Territoire un statut de citoyenneté du Territoire et pour leur assurer la protection diplomatique et consulaire quand ils se trouveront en dehors des limites du Territoire sous tutelle et du Territoire de l'Autorité chargée de l'administration.

Le statut normal des habitants autochtones n'a pas encore été défini officiellement. Un projet de loi soumis en 1951 au Comité permanent du Conseil territorial prévoit la reconnaissance de la nationalité des personnes nées dans le Territoire et la possibilité d'acquérir la nationalité du Territoire pour celles qui ne sont pas ressortissantes d'un autre Etat et qui ont résidé dans le Territoire pendant une certaine période de temps. Pour l'instant, l'Autorité chargée de l'administration considère que toutes les personnes qui n'ont pas la nationalité d'un autre pays et qui sont nées et résident dans le Territoire ou qui y résident depuis 1940 appartiennent à la catégorie des personnes "originaires du Territoire de la Somalie sous administration italienne".

La Mission a estimé que ce statut devrait être défini juridiquement.

Dans les observations qu'elle a formulées au sujet du rapport de la Mission de visite, l'Autorité chargée de l'administration a fait remarquer que, lorsque la question du statut des habitants a été soumise au Comité permanent du Conseil territorial, les membres du Comité se sont déclarés perplexes et certains d'entre eux ont proposé d'ajourner la discussion de cette question jusqu'au moment où il y aurait une assemblée législative. L'Autorité chargée de l'administration se propose de demander l'avis du Conseil territorial avant de préparer, en consultation avec le Conseil consultatif, une loi sur la citoyenneté.

### **Développement général du Territoire**

Aux termes de la résolution 289 (IV) de l'Assemblée générale, le Territoire doit obtenir son indépendance dix ans après la date d'approbation de l'Accord de tutelle, qui a été signé le 2 décembre 1950. Etudiant les effets de cette clause sur le développement immédiat du Territoire, la Mission de visite de 1951 a fait remarquer que, d'une part, l'Administration doit s'efforcer d'établir des programmes détaillés et complets dans tous les domaines, ce qui nécessite en temps normal une longue période d'études approfondies, mais que, d'autre part, la durée limitée de la période de tutelle rend nécessaire la réalisation de progrès importants en un temps très court. La Mission a estimé que ce dilemme n'était pas facile à résoudre ; elle a exprimé l'avis que l'Administration devait continuer à prendre des mesures énergiques dans les domaines politique, économique, social et de l'enseignement, tout en s'efforçant d'intégrer ces mesures dans un plan d'ensemble.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'un plan à long terme serait prochainement mis en application dans le domaine de l'enseignement, qu'un programme de développement économique était en préparation et qu'un programme de santé serait prochainement mis à l'étude. Elle a souligné cependant les difficultés qui résultent d'une part, de l'importance des capitaux et du nombre de techniciens qui seront nécessaires pour mettre ces plans en œuvre et, d'autre part, de la nécessité de ne pas grever le budget de charges qui dépassent les moyens limités dont dispose le Territoire.

Dans une pétition soumise au Conseil de tutelle à sa onzième session, le Comité central de la Ligne de la jeunesse somalie a affirmé que le mécanisme créé par les Nations Unies pour surveiller le développement du Territoire n'était pas efficace. Il a demandé :

<sup>240</sup> T/988.

a) Qu'un questionnaire spécial soit établi pour la Somalie;

b) Qu'une procédure différente soit adoptée pour l'examen des rapports annuels et des pétitions concernant la Somalie;

c) Qu'une mission de visite spéciale soit envoyée par les Nations Unies tous les deux ans dans le Territoire et y séjourne pendant au moins soixante jours;

d) Que des pouvoirs plus étendus soient accordés au Conseil consultatif des Nations Unies, et

e) Que la Ligue de la jeunesse somalie soit admise à participer aux débats du Conseil de tutelle consacrés à la Somalie <sup>250</sup>.

### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Considérations générales**

Le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation appuyait entièrement les suggestions et recommandations de la Mission de visite de 1951.

Le représentant de la République Dominicaine, se référant à la résolution 550 (VI) de l'Assemblée générale relative à l'admission de l'Italie dans l'Organisation des Nations Unies, a exprimé l'espoir qu'il serait bientôt possible de sortir de l'impasse actuelle et d'admettre l'Italie à exercer tous les pouvoirs et toutes les attributions des membres du Conseil de tutelle.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé qu'il conviendrait de féliciter l'Autorité chargée de l'administration des efforts qu'elle déploie pour assurer le progrès du Territoire.

Le représentant de la Belgique a suggéré que le Conseil se déclare satisfait de la manière dont l'Italie s'était acquittée de la tâche qui lui incombe aux termes de l'Accord de tutelle. Il a fait observer que le Gouvernement italien administrait la Somalie avec un désintéressement total et qu'à aucun moment il n'avait pu avoir l'espoir de trouver en Somalie soit d'importantes ressources en matières premières, soit un vaste marché pour l'industrie italienne. La seule gloire que l'Italie pourrait tirer de son administration de la Somalie serait la fierté d'avoir réalisé une œuvre de civilisation dans le Territoire. Le rapport soumis au Conseil montrait que cette tâche avait été accomplie en toute loyauté.

Le représentant de la France a fait remarquer que la Somalie était un pays pauvre où, par suite d'une grande instabilité, le progrès politique, économique et social avait été retardé. Il a estimé qu'au cours des deux dernières années, le Gouvernement de l'Italie avait montré que son objectif était l'amélioration de la situation du Territoire. Le représentant de la France a constaté avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration avait entrepris cette tâche sans retard ni hâte excessive. Il a constaté avec regret que l'Italie, à qui a été reconnue la capacité pleine et entière d'Autorité chargée de l'administration et qui a déjà prouvé qu'elle était consciente de ses responsabilités, n'est pas encore Membre de l'Organisation des Nations Unies et

ne peut, de ce fait, participer pleinement aux travaux de l'Organisation.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, si le rapport de l'Autorité chargée de l'administration ne dépeignait pas fidèlement la condition très pénible de la population autochtone, le Conseil pouvait néanmoins conclure des nombreux faits dont il avait connaissance que l'Autorité chargée de l'administration avait poursuivi une politique antidémocratique à l'égard des autochtones et portait grossièrement atteinte à leurs droits et à leurs intérêts. De nombreux faits indiquent que la politique du Gouvernement italien visait à asseoir fermement un cruel régime colonial dans le Territoire sous tutelle.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le Gouvernement de l'Italie n'épargnerait aucun effort pour assurer le succès de son œuvre en Somalie.

#### **Présentation du rapport**

Le représentant du Royaume-Uni a félicité l'Autorité administrante de son rapport. Il a cependant estimé que, dans l'ensemble, le rapport était assez difficile à lire du fait qu'il se présente sous la forme de réponses distinctes aux diverses questions qui figurent dans le Questionnaire provisoire. Une telle présentation ne rend pas suffisamment justice aux résultats substantiels obtenus par l'Autorité chargée de l'administration au cours de la période considérée. Une présentation plus souple permettrait aux membres du Conseil de saisir plus clairement les principales caractéristiques et les principaux problèmes du Territoire sous tutelle.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le rapport de l'Autorité chargée de l'administration pour 1951 ne décrivait pas pleinement la situation réelle du Territoire.

#### **Procédure en matière de pétitions**

Le représentant de la République Dominicaine a été d'avis que le Conseil de tutelle est le seul organe habilité à prendre une décision en ce qui concerne l'étude des pétitions émanant du Territoire sous tutelle et la procédure qui doit leur être appliquée. Cependant, étant donné que la Somalie doit devenir indépendante dans un certain nombre d'années, il existe une différence politique et psychologique entre les pétitions provenant de ce Territoire et les pétitions émanant des autres Territoires sous tutelle. Le représentant de la République Dominicaine a estimé que, dans ces conditions, les pétitions ne devraient pas être examinées suivant une procédure routinière ni être simplement entérinées.

#### **Conseil consultatif des Nations Unies**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir qu'à l'avenir les membres du Conseil consultatif pourraient être tous présents aux réunions du Conseil et travailler en bonne harmonie. Le Conseil, établi par l'Assemblée générale, avait été chargé d'aider le Gouvernement italien; dans la mesure où il ne pouvait fournir cette assistance, il ne remplissait manifestement pas sa tâche et risquait uniquement de créer un malaise dans le Territoire.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que, de toute évidence, le Conseil consultatif n'avait pas encore réussi à s'adapter complètement au rôle qui lui a été

<sup>250</sup> T/Pet.11/120. En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle au sujet de cette pétition, voir la résolution 540 (XI).

dévolu dans la mise en œuvre de l'Accord de tutelle. Les articles 8 et 11 de cet accord définissent de façon très nette les fonctions et les pouvoirs du Conseil. Le Conseil ne saurait s'arroger des fonctions ou des pouvoirs qui ne sont pas prévus dans ces articles; s'il le faisait, il violerait les dispositions de l'Accord de tutelle. Par conséquent, le Conseil n'était pas habilité à s'occuper officiellement des pétitions ni à prendre des mesures définitives à leur sujet; ce qu'il pouvait faire dans le cadre de ses fonctions consultatives et d'assistance, c'était d'aider à régler, à la demande de l'Autorité administrante, les différends ou les problèmes soulevés dans les pétitions. Le Conseil consultatif n'occupait pas non plus une position spéciale par rapport à l'Assemblée générale; néanmoins, ses membres, en leur qualité de membres de l'Assemblée générale, pouvaient soulever devant cet organe des questions relatives aux fonctions qu'ils assument en Somalie. Il était fâcheux que, par suite de la situation politique qui existait dans le Territoire, les autochtones aient été amenés à penser que le Conseil consultatif pouvait assumer des fonctions exécutives dans le Territoire et jouer, en quelque sorte, le rôle d'une cour d'appel devant laquelle les décisions de l'Administration seraient susceptibles de recours. Pour illustrer cette conception erronée, le représentant du Royaume-Uni a cité une pétition de la Ligue de la jeunesse somalie où l'on constate une tendance à affirmer que l'Organisation des Nations Unies devrait intervenir de plus en plus comme une troisième force pour imposer à l'Administration les vues de tel ou tel groupement particulier. C'est là une conception fautive du rôle des Nations Unies dans le régime international de tutelle. Avant d'envisager l'extension des pouvoirs du Conseil consultatif, la délégation du Royaume-Uni voudrait être certaine que le Conseil consultatif a fonctionné efficacement et sans heurts dans la limite des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Accord de tutelle.

Le représentant du Royaume-Uni a ajouté qu'une grande partie du temps dont disposait le Conseil consultatif avait été consacré à des discussions de procédure. La meilleure façon d'assurer le bon fonctionnement du Conseil serait que les trois membres du Conseil se trouvent réunis à Mogadiscio pour des périodes de temps plus longues que dans le passé.

Le représentant de la Belgique a profondément regretté que certains désaccords survenus parmi les membres du Conseil consultatif soient parvenus à la connaissance du public. Il a déclaré que si certains doutes pouvaient subsister quant à la question de savoir si les membres du Conseil consultatif représentent leurs gouvernements ou l'Organisation des Nations Unies, il était par contre certain que les membres du Conseil n'étaient pas, à titre individuel, les conseillers de l'Administration italienne en Somalie. Le Conseil consultatif est un collège qui doit agir en tant que tel. Il serait regrettable que certains membres du Conseil s'identifient à des partis politiques car ce serait, de leur part, assumer des fonctions autres que les fonctions d'aide et d'assistance conférées au Conseil consultatif par l'Accord de tutelle et la résolution de l'Assemblée générale.

Le représentant du Salvador a déclaré que sa délégation partageait les points de vue exprimés par d'autres délégations à propos du Conseil consultatif. Les travaux du Conseil auraient pu être moins frag-

mentaires si tous les membres avaient été présents. En l'absence d'une étroite collaboration entre ses membres, l'action du Conseil consultatif serait inefficace et en contradiction totale avec les principes sur lesquels il a été établi. Le représentant du Salvador a estimé que le Conseil de tutelle est seul habilité à connaître des pétitions; le Conseil consultatif n'est pas compétent pour les examiner, sauf dans les cas tout à fait exceptionnels où, en raison de circonstances particulières, on peut faire appel à sa collaboration.

Le représentant de la France a précisé qu'il n'y avait pas de partage d'autorité entre l'Administration italienne et le Conseil consultatif. Il appartient au Conseil consultatif de donner des avis, mais les décisions doivent être prises par l'Administration qui entretient des rapports directs et officiels avec la population. Dans ses rapports avec l'Administration, le Conseil ne devrait agir qu'à titre collectif. En conséquence, aucun de ses membres ne possède de droits individuels. La présence des membres dans le Territoire est requise aussi fréquemment que possible. Le représentant de la France a ajouté que l'Accord de tutelle ne permettrait pas au Conseil consultatif d'examiner officiellement les pétitions. Ni le Conseil de tutelle ni l'Assemblée générale ne peuvent déléguer leur pouvoir d'examen des pétitions au Conseil consultatif. Ceci ne signifiait cependant pas que certaines questions soulevées dans les pétitions ne pouvaient être résolues grâce aux suggestions du Conseil consultatif à l'Autorité administrante.

Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'Administration italienne avait fait tout son possible pour assurer une coopération harmonieuse avec le Conseil consultatif et qu'elle continuerait à faire tous efforts dans ce sens dans l'avenir. L'Italie avait, aux termes de l'Accord de tutelle, assumé certaines obligations en ce qui concerne le fonctionnement du Conseil. Le Gouvernement italien était résolu à s'acquitter pleinement de ses obligations, mais il ne pouvait accepter que l'on s'écartât en aucune façon de l'esprit et de la lettre de l'Accord de tutelle.

### **Question de la frontière avec l'Ethiopie**

Le représentant de la République Dominicaine a déclaré que le problème très aigu que constitue la question de la frontière entre la Somalie et l'Ethiopie risquait de créer des difficultés considérables dans l'avenir. Le Conseil de tutelle pouvait à tout moment être appelé à fournir ses avis et son assistance pour créer un climat de bonne volonté et de compréhension dans cette affaire.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé qu'étant donné le caractère délicat de cette question, le Conseil de tutelle ne devait formuler aucune suggestion précise. Toutefois, le Conseil pourrait certainement prier l'Autorité chargée de l'administration de faire tout en son pouvoir pour favoriser le règlement de la question de manière à éliminer, dans toute la mesure du possible, les points de friction en ce qui concerne l'accès aux points d'eau et aux pâturages dans la région qui se trouve en bordure de la frontière provisoire actuelle. Il serait peut-être possible d'établir une zone conventionnelle.

Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'une des premières tâches confiées à l'ambassadeur italien, qui a tout récemment occupé

son poste à Addis-Abéba, était d'exprimer au Gouvernement de l'Ethiopie le désir sincère de l'Italie d'arriver aussitôt que possible à une solution satisfaisante du problème. L'ambassadeur avait transmis ce message. Les conversations n'en étaient guère encore qu'au stade préliminaire, mais le Gouvernement de l'Italie était résolu à n'épargner aucun effort pour arriver rapidement à une solution, soit par voie de négociations directes, soit en faisant appel à un médiateur des Nations Unies, comme le prévoit la résolution de l'Assemblée générale.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a été d'avis que huit ans et demi étaient une période de temps extrêmement courte pour arracher un pays comme la Somalie, dont la population est arriérée et dans une large mesure illettrée, à son passé d'inertie et de désespoir pour en faire une entité nationale indépendante et viable. Cette tâche pouvait paraître impossible à beaucoup; cependant, la décision avait été prise et le Conseil avait le devoir d'aider et d'encourager au maximum l'Autorité chargée de l'administration dans l'exécution d'une tâche particulièrement difficile dont elle semblait d'ailleurs s'acquitter très consciencieusement. De toute évidence, on ne saurait demander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre, au cours de la période limitée pendant laquelle le Territoire serait placé sous sa tutelle, toutes les dispositions souhaitables pour permettre à la Somalie de devenir un Etat indépendant, libéré des problèmes qui gênent nombre d'Etats récemment créés. Dans tous les domaines, tous les efforts possibles devaient être entrepris.

Le représentant du Royaume-Uni a exprimé l'espoir qu'en 1953, la version définitive des divers programmes actuellement en cours de préparation serait communiquée au Conseil. Il appartiendrait alors au Conseil de déterminer dans quelle mesure il est possible, au cours des dix années à venir, d'établir les institutions politiques, de créer les ressources économiques et de mettre sur pied l'organisation sociale et les services d'enseignement sans lesquels l'Etat somali indépendant irait inévitablement à sa perte.

## **2. — PROGRES POLITIQUE**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

#### **Situation générale; structure de l'administration**

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, dans le domaine politique, l'évolution avait été rapide. Les organes représentatifs ont assumé des fonctions de plus en plus importantes.

La qualité des débats au Conseil territorial (cet organe consultatif, nouvellement créé, est la principale assemblée à laquelle sont représentés les habitants du Territoire) et l'intérêt croissant que leur porte le public sont une source de satisfaction pour l'Autorité chargée de l'administration.

Des conseils municipaux ont été créés à Mogadiscio et dans trente-deux autres agglomérations réparties à travers le Territoire. Une nouvelle loi a modifié la composition des conseils de résidence et du Conseil territorial et accru la participation des partis politiques

et de la population en général aux travaux de ces organes. Aux termes de cette loi, le nombre des membres des conseils de résidence a été porté de 967 à 1.146 et le nombre des sièges attribués aux représentants des partis politiques est passé de 65 à 197. Le nombre des sièges au Conseil territorial a été porté de 35 à 45 et celui des sièges attribués à des Somalis est passé de 28 en 1951 à 37 en 1952.

Au cours de l'année, aucun changement notable n'a été apporté à la structure de l'Administration territoriale. A la tête se trouve l'Administrateur, qui représente l'Autorité administrante. L'Administrateur détient des pouvoirs législatifs et il est le chef du pouvoir exécutif dans le Territoire. Il est assisté d'un Secrétaire général auquel il peut déléguer ses pouvoirs et d'un personnel administratif réparti en seize services, à savoir: le cabinet de l'Administrateur, le bureau du Secrétaire général, le Commandement du corps de sécurité, les bureaux des affaires internationales, des affaires intérieures, du personnel et des affaires générales, des affaires financières, de l'agriculture et de la zootechnie, de l'industrie, du commerce intérieur et du travail, des devises et du commerce extérieur, des affaires judiciaires et législatives, de la santé et de l'instruction publique, des travaux publics et des communications, des études et de la statistique, de la presse et de la comptabilité.

Les six commissariats régionaux et les vingt-sept résidences sont administrés respectivement par des commissaires régionaux et des résidents désignés par l'Administrateur.

### **Organisations politiques**

Etant donné que la représentation des habitants dans les organes représentatifs du gouvernement — qui ont actuellement un caractère consultatif — repose largement sur l'importance reconnue aux partis politiques, il convient d'indiquer quelles sont les organisations politiques qui existent actuellement dans le Territoire.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a expliqué qu'il existe actuellement treize partis légalement reconnus, dont huit n'ont pas encore de caractère de véritables partis, trois parce qu'ils sont des associations à caractère tribal, trois parce qu'ils n'ont pas une existence de fait, et deux parce qu'ils bornent leur activité à deux ou trois agglomérations.

Il existe cinq partis politiques actifs. Ce sont: la Ligue de la jeunesse somalie, l'Hisbia Dighil et Mirifle, la Ligue progressiste somalie, l'Union des Africains de Somalie et l'Union nationale somalie. Selon l'Autorité chargée de l'administration le premier de ces partis, la Ligue de la jeunesse somalie, aurait environ 12.000 membres et préconiserait des transformations rapides et radicales, notamment l'abolition des institutions traditionnelles. Les quatre autres partis, qui constituaient le noyau du parti de la *Conferenza*, actuellement en voie de disparition, représentent, d'après l'Autorité administrante, la tendance progressiste modérée; ils demandent l'autonomie et l'indépendance du Territoire en même temps que la disparition progressive des institutions traditionnelles. Au dire de l'Autorité chargée de l'administration, ces quatre partis réuniraient environ 20.000 membres.

De l'avis de la Mission de visite de 1951, les évaluations de l'Administration sur le nombre des adhérents à ces partis seraient peut-être inférieures à la réalité <sup>251</sup>.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a demandé instamment à l'Autorité chargée de l'administration et aux partis politiques du Territoire de continuer à collaborer dans le cadre de l'Accord de tutelle et a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuerait à favoriser la participation de tous les partis qui représentent valablement l'opinion publique du Territoire aux travaux des divers conseils.

L'Autorité chargée de l'administration a signalé par la suite qu'en vertu des mesures législatives qui modifient la composition des organes de gouvernement, le nombre des sièges du Conseil territorial réservés aux représentants des partis politiques a été porté de sept en 1951 à douze en 1952. Des mesures ont été également prises pour que les représentants des partis politiques siègent aux Conseils de résidence.

La Mission de visite de 1951 a noté qu'un des traits les plus remarquables de la vie en Somalie est l'activité relativement importante des partis politiques. Les événements qui se sont produits au cours des trente dernières années ont eu de profondes répercussions sur les conceptions et le mode de vie traditionnels des autochtones; le premier parti nationaliste a été créé en 1943. Le rétablissement de l'Administration italienne est devenu le problème principal pour les partis politiques. La Mission s'est rendu compte que des questions politiques qui n'offrent plus guère qu'un intérêt historique exercent encore une influence déterminante sur l'attitude politique de beaucoup d'individus et de groupes et que la position adoptée il y a plusieurs années au sujet du retour de l'Administration italienne joue encore un rôle disproportionné dans la ligne de conduite des partis politiques. Elle a fait toutefois observer que l'attitude des partis vis-à-vis des formes traditionnelles de l'organisation tribale est un facteur dont l'importance est de plus en plus grande et pourra même être considérable lorsque la période de tutelle touchera à sa fin.

La Mission de visite a constaté qu'une grande partie de l'activité politique déployée actuellement dans le Territoire, tout en témoignant d'une vitalité et d'un sens politique encourageants, s'exerce cependant sans orientation ni but bien définis. Les tensions politiques ne pourront se relâcher que lorsque les dirigeants auront orienté leur pensée dans une voie positive et s'efforceront, avec autant de zèle qu'ils en mettent actuellement à exercer une activité politique stérile, de résoudre les problèmes sociaux et économiques. La Mission a exprimé l'espoir que les chefs des partis politiques accorderont une importance accrue à l'aspect constructif de leur rôle.

La Mission a estimé également qu'il convenait de mettre en vigueur de nouvelles mesures législatives qui obligeraient chaque parti à faire connaître son existence à l'Administration, à lui donner tous les renseignements nécessaires sur ses statuts et ses règlements, et à présenter à ses membres des rapports financiers périodiques. Chaque parti devrait également fixer la responsabilité de ses dirigeants à l'égard des membres. Parmi les dispositions d'ordre général devraient figurer

des garanties contre les activités qui peuvent être contraires à la sécurité et à l'ordre public.

Dans un certain nombre de pétitions soumises au Conseil à sa onzième session, la Ligue de la jeunesse somalie a affirmé que ses membres étaient persécutés par l'Administration <sup>252</sup>. Toutefois, neuf autres pétitionnaires ont affirmé que l'Autorité chargée de l'administration, soucieuse d'éviter tout favoritisme, soutient indirectement les éléments de l'opposition qui lui sont hostiles. Ils ont demandé que l'on mette fin à ce traitement préférentiel <sup>253</sup>.

Dans ses observations sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration déclare qu'il est absolument faux de prétendre que les autorités arrêtent arbitrairement les membres et les sympathisants de la Ligue de la jeunesse somalie et les soumettent à de mauvais traitements <sup>254</sup>. En ce qui concerne les plaintes selon lesquelles elle accorderait sa préférence aux éléments de l'opposition, l'Autorité chargée de l'administration fait observer que ces plaintes suffisent à réfuter les allégations du parti de l'opposition qui se déclare victime de la prétendue politique discriminatoire de l'Administration. Elle déclare qu'elle utilise avec impartialité tout ce qu'il y a de constructif dans les deux tendances politiques opposées sans autre souci que d'assurer l'application de l'Accord de tutelle <sup>255</sup>.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les conclusions et la recommandation suivantes:

*Le Conseil, prenant acte avec satisfaction des mesures que l'Autorité chargée de l'administration a prises pour confier aux partis politiques un rôle plus important dans les organes politiques du Territoire, exprime l'espoir, comme l'a fait la Mission de visite de 1951, que les chefs des partis politiques accorderont une importance accrue à l'aspect constructif de leur rôle.*

*Le Conseil, prenant acte du fait qu'une loi nouvelle doit prochainement remplacer la loi, promulguée sous l'ancienne administration militaire, qui régit encore actuellement l'activité des partis politiques, demande instamment à l'Autorité chargée de l'administration de mettre cette nouvelle loi en vigueur dans le plus bref délai possible.*

*Le Conseil, constatant que la Mission de visite a exprimé des inquiétudes en ce qui concerne le système adopté par la représentation proportionnelle des partis dans les organes politiques, prenant acte en outre de la déclaration de l'Autorité chargée de l'administration suivant laquelle il s'agit là d'une mesure provisoire qui sera rapportée dès que les élections directes auront été instituées dans les centres urbains, recommande à l'Autorité chargée de l'administration de mettre à exécution les plans qui prévoient l'organisation du suffrage direct dans les villes et les villages pour l'élection des membres des conseils municipaux et du Conseil territorial, car ce système électoral ne marquera pas seulement un important progrès vers une participation pleine et entière des habitants à la vie politique du Territoire mais permettra encore d'éliminer en grande*

<sup>252</sup> T/Pet.11/40, T/Pet.11/120.

<sup>253</sup> T/Pet.11/74, 76, 110, 111, 155, 161, 193, 201, 243.

<sup>254</sup> T/952.

<sup>255</sup> T/978. En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle au sujet de l'une de ces pétitions, voir la résolution 540 (XI).

*partie les difficultés provoquées par le système de représentation proportionnelle actuellement appliqué.*

La composition du Conseil territorial a été modifiée en 1952. Le tableau ci-après indique les principales modifications :

Représentants	1951	1952
Représentation régionale (jadis tribale)	21	21
Partis politiques	7	12
Groupes économiques	2	8
Groupes culturels	—	1
Communauté italienne	2	1
Communauté arabe	2	1
Communauté indienne et pakistanaise	1	1
TOTAL	35	45

En particulier, la représentation des partis politiques et des groupes économiques a été élargie. Dans le rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le principe de la représentation territoriale avait remplacé l'ancien principe de la représentation ethnique et qu'un siège avait été accordé à un représentant des organisations culturelles. En même temps, le système du scrutin secret a été adopté pour le choix des représentants régionaux. Les candidats doivent pouvoir lire et écrire l'italien ou l'arabe. Les membres sont désignés par l'Administrateur sur des listes comportant un nombre de candidats double de celui des sièges à pourvoir. Les membres sont élus pour un an et son rééligibles. Les onze sièges réservés aux partis politiques sont répartis comme suit : Ligue de la jeunesse somalie, cinq ; Hisbia Dighil Mirifle, trois ; Union nationale somalie, deux ; Union des Africains de Somalie et Ligue progressiste somalie, un chacune. Le nombre des sièges à attribuer à chaque parti est directement proportionnel au nombre de ses sections.

L'Autorité chargée de l'administration a demandé l'avis du Conseil consultatif sur les changements apportés à la composition du Conseil territorial. Elle a accepté la plupart des recommandations du Conseil consultatif. Toutefois, elle a rejeté les recommandations suivantes :

- Qu'un nombre égal de sièges soit accordé aux partis "progressistes" et aux partis "progressistes modérés" ;
- Que le Club de la jeunesse hamar reçoive un siège en tant que parti politique
- Que l'on supprime la "double liste" qui permet à l'Administrateur de désigner des membres sur des listes qui contiennent un nombre de candidats double du nombre des sièges à pourvoir ;
- Que l'on prenne des mesures pour que le Conseil territorial puisse se réunir en sessions plénières extraordinaires.

La Mission de visite de 1951 a constaté que le Conseil territorial n'était pas encore une institution véritablement représentative dans toute l'acception du terme et qu'il n'exerçait actuellement aucun pouvoir législatif. En outre, la Mission a considéré que l'organisation interne du Conseil était imparfaite et sa procédure défectueuse et qu'un progrès notable et rapide devait être accompli au cours des neuf prochaines années, pour faire de cet organisme une assemblée législative. Toutefois, elle a estimé que des progrès sensibles avaient été réalisés depuis que le Territoire a été placé sous le régime de tutelle.

La Mission a estimé que le système actuel, qui s'efforce de combiner la représentation proportionnelle des partis et la représentation des groupes fonctionnels, est inutilement compliqué et aboutit à un morcellement politique toujours plus grand puisqu'il accorde une prime à la multiplication des partis et de leurs sections. La Mission a considéré qu'il serait bon, dans l'avenir, d'étendre le principe de la représentation proportionnelle, déjà appliqué dans la représentation régionale ; on pourrait, pour commencer, organiser des élections au Conseil territorial dans les circonscriptions urbaines ; quant aux représentants des régions rurales, ils pourraient être désignés par l'Administration sur une liste de candidats présentés à son agrément ou élus au suffrage indirect. La Mission a noté que la procédure parlementaire au Conseil territorial était encore rudimentaire. Elle a insisté sur la nécessité de créer au sein du Conseil des commissions techniques, ces commissions constituant un rouage indispensable de la procédure législative.

Dans ses observations sur le rapport de la Mission de visite, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la première session de 1952 du Conseil territorial avait été marquée par des débats prolongés et détaillés et que le Comité permanent du Conseil avait été transformé en une commission technique ; cette dernière sera subdivisée aussitôt que possible en une section politique et une section économique. L'Autorité chargée de l'administration a ajouté que le système employé pour choisir les représentants serait simplifié lors des premières élections qui auront lieu dans les villes de la Somalie dès que sera terminé le recensement auquel on doit procéder sous peu.

Le représentant des Philippines au Conseil consultatif a précisé, dans la déclaration qu'il a jointe en annexe au rapport dudit Conseil, qu'il faudrait nommer au Conseil territorial, à la place des chefs de tribus, un plus grand nombre d'hommes jeunes, vigoureux et "progressistes". Il a également estimé qu'il était possible d'améliorer la procédure suivie dans les délibérations du Conseil territorial <sup>256</sup>.

A sa onzième session, le Conseil de tutelle était saisi de six pétitions qui se plaignaient de ce que les véritables chefs et représentants du peuple étaient exclus du Conseil territorial <sup>257</sup>. La Ligue de la jeunesse somalie a demandé que le Conseil territorial soit constitué par voie d'élection et doté de pouvoirs législatifs aussitôt que possible et que, en attendant, le mode de désignation des représentants soit amélioré <sup>258</sup>.

Dans ses observations sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le niveau d'instruction extrêmement bas de la population somalie fait obstacle à l'emploi d'un système électoral moderne : elle a donc été obligée d'instituer, pour choisir les représentants au Conseil territorial, des méthodes qui tiennent compte le plus exactement possible de la structure actuelle de la société somalie, laquelle est plus qu'aux trois quarts traditionaliste et tribale et, pour moins d'un quart "progressiste" <sup>259</sup>.

<sup>256</sup> T/979, annexe I.

<sup>257</sup> T/Pet.11/40, 41, 103, 112 et Add.2, 120, 121.

<sup>258</sup> T/Pet.11/120.

<sup>259</sup> En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle au sujet de trois de ces pétitions, voir les résolutions 497 (XI), 535 (XI) et 540 (XI).



L'Autorité chargée de l'administration a annoncé que des conseils de résidence avaient fonctionné pendant toute l'année 1951 dans chacune des résidences du Territoire. Chaque conseil se compose des chefs de tribus, des notables, des représentants des partis politiques actifs dans le ressort de la résidence et des personnes éminentes ou instruites. Le résident convoque les conseils qui peuvent donner leur avis sur toutes les affaires qui intéressent le district, comme par exemple les questions relatives aux abreuvoirs, aux marchés, à l'assistance sociale, au commerce et à l'agriculture. Les membres des conseils peuvent demander au résident de réunir les conseils de résidence.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a recommandé de prendre de nouvelles mesures pour augmenter la représentation des habitants autochtones aux conseils de résidence et pour étendre constamment les attributions et la compétence de ces organes de façon à permettre aux habitants de développer leur expérience politique, condition nécessaire à l'institution du futur Etat indépendant.

La composition des conseils de résidence pour l'année 1952 a été modifiée; on a prévu une plus forte représentation des sections locales des partis politiques de la Résidence.

La Mission de visite de 1951 a eu l'impression que les conseils de résidence ne fonctionnaient pas à cette époque de la façon voulue par l'Administration. Il était difficile de mener à bonne fin les délibérations ainsi que de dégager une majorité. Beaucoup de Somalis sont peu familiarisés avec le fonctionnement d'une administration moderne et leur horizon politique se limite au domaine local; de l'avis de la Mission, ces deux facteurs entravaient sérieusement le fonctionnement efficace des conseils de résidence, dont les réunions étaient souvent ajournées parce que les membres ne comprenaient pas certaines des questions à l'ordre du jour ou parce qu'ils ne voulaient pas assumer la responsabilité des mesures à prendre. La Mission a exprimé l'espoir de voir se poursuivre et se généraliser dans tout le Territoire les efforts pris par l'Administration pour expliquer aux membres des conseils les méthodes de délibération et d'action et que toutes les autres dispositions nécessaires seraient prises pour permettre à ces organes locaux de se transformer rapidement en des assemblées démocratiques vraiment représentatives.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que si dans certains districts le fonctionnement des conseils était entravé par la méfiance de la population, il était cependant de moins en moins fréquent que des membres des conseils se refusent à examiner les questions inscrites à l'ordre du jour.

A sa onzième session, le Conseil de tutelle a été saisi de sept pétitions qui se plaignaient de ce que les véritables chefs et représentants de la population étaient exclus des conseils de résidence, lesquels se composeraient exclusivement d'éléments pro-italiens et d'illettrés désignés par l'Administrateur <sup>260</sup>.

Dans ses observations sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les conseils de résidence se composent de chefs élus par les assemblées tribales et de représentants choisis par les partis poli-

tiques. Ainsi donc, les Somalis eux-mêmes élisent démocratiquement leurs représentants officiels et l'Administration se borne à sanctionner leur choix en procédant à l'investiture des élus <sup>261</sup>.

L'Autorité chargée de l'administration a signalé que des administrations municipales, dont les conseils municipaux constituent un élément, avaient été instituées en 1951 dans 32 centres répartis sur l'ensemble du Territoire. Un conseil municipal a également été créé à Mogadiscio où une administration municipale existe déjà depuis un certain temps.

L'administration des services municipaux est confiée au Résident compétent qui est assisté d'un conseil municipal composé de six à douze membres, désignés presque tous par le conseil de résidence parmi les notables et les représentants des intérêts économiques, des groupements culturels, et, s'il y a lieu, des groupes de population non autochtone.

Actuellement, les fonctions des conseils municipaux sont purement consultatives. Toutefois, ils sont obligatoirement consultés pour les affaires d'une certaine importance.

Les dépenses des services municipaux sont couvertes par le produit des impôts locaux. Toutefois, onze municipalités seulement se suffisent à elles-mêmes. Lorsqu'une municipalité a un budget déficitaire, l'Administration centrale lui accorde une aide financière directe. On prévoit que, pour l'exercice financier en cours, les subventions ainsi accordées aux municipalités s'élèveront à 200.000 somalos <sup>262</sup> pour les municipalités situées à l'intérieur du Territoire et à 260.000 somalos pour la municipalité de Mogadiscio.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a recommandé de prendre de nouvelles mesures pour augmenter la participation et la représentation des habitants autochtones aux conseils municipaux et pour étendre constamment les attributions et la compétence de ces organes, de façon à permettre aux habitants de développer leur expérience politique, condition nécessaire à l'institution du futur Etat indépendant.

Etant donné que les administrations municipales n'ont été établies que peu de temps avant la visite du Territoire par la Mission, cette dernière n'a pas été en mesure de faire des observations sur leur fonctionnement. Elle a noté que le Résident exerce seul l'autorité et qu'apparemment on n'a pas accordé la personnalité morale aux municipalités. Elle a noté néanmoins que l'Administration prévoyait un progrès continu et rapide dans le domaine de l'administration municipale, et elle a exprimé l'espoir que toutes les mesures nécessaires seront prises pour permettre la constitution prochaine de municipalités jouissant de l'autonomie administrative et financière. Elle a suggéré en outre que des plans précis soient élaborés pour développer les municipalités.

A sa onzième session, le Conseil de tutelle était saisi de sept pétitions qui prétendent que les véritables chefs et représentants du peuple étaient exclus des conseils municipaux et que ceux-ci se composaient exclusivement d'éléments pro-italiens et d'illettrés désignés par

<sup>261</sup> T/978. En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle au sujet de quatre de ces pétitions, voir les résolutions 516 (XI), 535 (XI), 570 (XI) et 599 (XI).

<sup>262</sup> 7,1428 somalos valent un dollar des Etats-Unis.

<sup>263</sup> T/Pet.11/70, 79, 80, 81, 112 et Add.2, 157, 230.

<sup>260</sup> T/Pet.11/70, 79, 80, 81, 112 et Add.2, 157, 230.

l'Administration<sup>203</sup>. Dans ses observations sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les conseils municipaux se composent de personnes désignées par les conseils de résidence<sup>204</sup>.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les conclusions et la recommandation suivantes :

*Le Conseil, notant avec satisfaction la création, au cours de l'année considérée, de conseils municipaux dans les agglomérations urbaines du Territoire et d'une commission technique du Conseil territorial qui sera subdivisée aussitôt que possible en une section politique et une section économique, recommande à l'Autorité chargée de l'administration d'accorder une attention particulière à la possibilité d'utiliser davantage les commissions techniques, non seulement au sein du Conseil territorial, mais également dans les conseils de résidence et les conseils municipaux, afin d'accroître l'expérience politique des représentants siégeant dans ces organes, et exprime l'espoir que la maturité politique croissante des Somalis et le caractère de plus en plus représentatif des organes politiques permettront d'étendre progressivement les pouvoirs de ces organes.*

### Services administratifs

A sa neuvième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de faire tous ses efforts pour constituer aussi rapidement que possible une administration autochtone forte en utilisant les ressources techniques et les moyens de formation disponibles tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Territoire.

Sur les 4.504 personnes employées par l'Administration en 1951, on comptait 3.730 Somalis, 387 Italiens et étrangers recrutés sur place ou ayant occupé des postes sous le régime de l'Administration militaire britannique et 363 Italiens recrutés en Italie. Aucun Somali n'occupe encore de poste supérieur dans l'Administration ; toutefois, l'Autorité administrante a signalé que, dans une circulaire en date du 28 mars 1951, l'Administrateur avait ordonné à tous les services du Territoire d'étudier les méthodes qui permettraient d'augmenter les effectifs du personnel somali et de lui confier des responsabilités plus grandes. Cette circulaire a chargé les chefs de services, les commissaires régionaux et les résidents d'établir un plan en vue d'atteindre progressivement ces buts et leur a demandé de guider constamment leurs subordonnés autochtones de manière à ce qu'ils puissent accroître leurs connaissances, leur expérience et leur compétence.

L'Autorité chargée de l'administration étudie actuellement les rapports adressés en réponse à ces directives ; elle a déclaré qu'elle établirait prochainement un plan général en vue d'augmenter le nombre des autochtones dans les services de l'Administration, conformément à la recommandation du Conseil de tutelle.

Dans certains services : douanes, postes, bureaux de résidences et police, les Somalis sont actuellement nommés à un nombre assez élevé de postes comportant des responsabilités. L'Ecole de préparation politique et administrative qui n'en est qu'à sa deuxième année d'existence et où la durée des cours est de trois ans, n'a pas encore pu fournir d'élèves diplômés à l'Admi-

nistration. Toutefois, on espère que les élèves les plus qualifiés pourront, au cours de leurs vacances de l'année 1952, exercer les fonctions d'assistants auprès des chefs de section des divers ministères.

Au cours de la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que douze étudiants de l'Ecole de préparation politique et administrative ont été nommés à des postes exécutifs assez élevés, en remplacement de fonctionnaires italiens ; deux d'entre eux dirigent des services importants de l'Administration centrale ; un troisième est directeur adjoint d'un Résident et un quatrième assumera bientôt les mêmes fonctions. Quatre inspecteurs somalis ont été nommés commissaires de police ; un grand nombre de Somalis ont été nommés chefs de bureaux de poste ou de douane.

La Mission de visite a exprimé l'avis que si le Territoire doit obtenir son indépendance dans neuf ans, il était indispensable de prendre certaines mesures pour hâter la constitution d'une administration composée principalement de Somalis. Elle a estimé qu'il y avait lieu de féliciter l'Autorité administrante d'avoir créé l'Ecole de préparation politique et administrative destinée à fournir au moins le moyen d'une administration dans le temps limité dont on dispose.

La Mission a également constaté que, dans une même catégorie, le traitement du personnel recruté sur place représente fréquemment le tiers ou le quart du traitement versé au personnel recruté en Italie. La Mission a reconnu que l'écart provenait sans doute des indemnités d'expatriation et de la différence de formation professionnelle, mais elle a estimé que cet écart était trop considérable. La Mission a jugé que l'Administration devrait réviser le barème des traitements afin de faire disparaître ces injustices. La Mission a également proposé que l'on n'épargne aucun effort pour donner au personnel somali une formation en cours d'emploi afin de faciliter l'accès des autochtones aux postes administratifs et d'accroître leur compétence.

La Mission de visite a d'autre part émis l'avis que l'Administration avait grand besoin, non seulement de personnel administratif compétent à tous les échelons, mais encore de personnel technique pour la mise en œuvre des plans de développement qui doivent être entrepris au cours de la période de tutelle. La Mission a considéré qu'en ce qui concerne le personnel technique et le personnel administratif, des mesures spéciales étaient nécessaires pour résoudre le problème.

Dans la déclaration jointe en annexe au rapport du Conseil consultatif, le représentant des Philippines a jugé que les efforts faits pour préparer les Somalis à remplacer les Italiens dans les services publics étaient insuffisants et devraient être intensifiés par l'octroi d'un plus grand nombre de bourses d'études à l'étranger. Il a exprimé l'espoir que toutes les mesures possibles seraient prises pour simplifier l'organisation des services et en réduire le nombre, pour diminuer l'effectif du personnel étranger, et pour remplacer les fonctionnaires des postes subalternes par des Somalis possédant les titres nécessaires<sup>205</sup>.

Les auteurs d'un certain nombre de pétitions dont le Conseil a été saisi à sa onzième session ont déclaré que, depuis le rétablissement de l'autorité italienne, de

<sup>204</sup> T/978. En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle au sujet de quatre de ces pétitions, voir les résolutions 516 (XI), 535 (XI), 570 (XI) et 599 (XI).

<sup>205</sup> T/979, annexe I.

nombreux Somalis avaient été congédiés de divers services administratifs, notamment des forces de police, et que leurs postes avaient été occupés par des Italiens. Ils demandaient un changement de politique à cet égard et un recrutement plus actif de Somalis dans les services publics<sup>268</sup>.

Certains pétitionnaires protestaient également contre la présence dans l'administration d'anciens fonctionnaires fascistes et coloniaux. Sept pétitions, d'autre part, accusaient l'Administration italienne d'avoir conservé, lors de sa mise en place, un personnel anti-italien et nationaliste alors que 5 pour 100 seulement des postes dans les services publics étaient accessibles aux membres de l'Union des Africains de Somalie<sup>267</sup>.

Dans ses observations sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la proportion des Somalis dans tous les services de l'Administration était en voie d'augmentation et qu'elle était en train de placer des Somalis à la tête de bureaux de postes, de douane et de police. Les Somalis occupaient déjà des postes comportant des responsabilités directes, à l'exception des postes exigeant des connaissances techniques ou comportant des responsabilités politiques. Toute inégalité de traitement entre étrangers et Somalis serait éliminée dans les futurs règlements de recrutement de personnel local. A titres égaux et à compétences égales, étrangers et Somalis, recevraient le même traitement de base<sup>268</sup>. L'Autorité chargée de l'administration a fait observer qu'elle n'avait fait venir d'Italie que 363 fonctionnaires et que la plupart des fonctionnaires italiens avaient été recrutés par l'Administration militaire britannique<sup>269</sup>.

En ce qui concerne la plainte de l'Union des Africains de Somalie, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle n'avait tenu compte, lors du recrutement du personnel, que de considérations de moralité et de compétence sans se préoccuper des opinions ou de l'affiliation politiques des intéressés. Elle ne pouvait donc faire droit à une requête relative à une répartition du personnel numériquement équilibrée<sup>270</sup>.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes :

*Le Conseil, notant avec satisfaction les mesures prises par l'Autorité administrante pour augmenter la participation des Somalis dans les services administratifs et notamment la nomination de Somalis à des postes de direction tels que : chef de section à l'Administration centrale, directeur du cabinet du résident, chefs de bureaux de postes, de douane ou de police, exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration étendra ces mesures à tous les services administratifs.*

*Le Conseil prend acte de la décision prise par l'Autorité chargée de l'administration d'envoyer des Somalis de l'armée et de la police suivre à l'étranger des cours spéciaux de formation et recommande qu'un programme analogue soit adopté dans les autres branches de l'Administration.*

<sup>268</sup> T/Pet.11/40, 66, 67, 101, 103, 109, 112 et Add.1 et 2, 116, 117, 120, 121, 157, 176, 209, 216.

<sup>267</sup> T/Pet.11/75, 78, 91, 93, 94, 95, 96.

<sup>268</sup> T/952, p. 17.

<sup>269</sup> T/982, p. 24 (texte anglais).

<sup>270</sup> En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle au sujet de quatre de ces pétitions, voir les résolutions 533 (XI), 535 (XI), 540 (XI) et 570 (XI).

## Droit de vote

L'Autorité chargée de l'administration n'a encore instauré un système de suffrage électoral. Dans son rapport pour 1951, elle a déclaré que le registre de l'état civil qui devait être établi en premier lieu à Mogadiscio puis dans d'autres municipalités, permettrait d'introduire le suffrage électoral dans ces localités.

La Mission de visite a estimé que, si souhaitable que soit, du point de vue social, l'établissement d'un registre d'état civil, cette mesure ne devrait pas être une condition préalable à l'introduction du système électoral. Pour organiser des élections, il suffirait de constituer des listes électorales par un procédé simple d'inscription. La Mission a estimé qu'il serait possible ainsi d'organiser des élections dans les principaux centres du Territoire plus rapidement que si l'on devait attendre l'établissement d'un registre général d'état civil.

Le Conseil consultatif a également recommandé en 1951 que l'on étudie la question de l'institution d'un système électoral qui permettrait d'élire les membres des conseils municipaux<sup>271</sup>.

## Organisation politique indigène

Le *rer*<sup>272</sup> et la tribu sont les éléments de l'organisation politique indigène. Le chef de la tribu est choisi par une assemblée de la tribu (*chir* ou *scir*) et l'Administration ratifie le choix du candidat proposé par ce groupe. Le chef, responsable devant le résident, est chargé de diriger la tribu et de lui faire connaître et respecter toutes les dispositions administratives la concernant. Il collabore avec le Résident au maintien de l'ordre et de la sécurité et le tient au courant des déplacements périodiques de population, qui sont un des traits caractéristiques du Territoire.

Le projet de loi portant modification de la composition des organes de gouvernement, présenté au Conseil territorial en 1951, comportait une disposition aux termes de laquelle les assemblées de tribus devaient se réunir tous les deux ou trois ans afin d'élire les chefs de tribus ou de renouveler leur mandat, permettant ainsi aux Somalis d'exprimer plus fréquemment leur volonté en ce qui concerne la direction de la tribu. La majorité des membres du Conseil territorial s'est opposée à cette disposition. Cependant, l'Administration envisage de la proposer à nouveau, lorsque seront présentés les textes de loi portant modification des pouvoirs et de la composition du Conseil territorial.

La Mission de visite a estimé que l'Administration devrait utiliser tous les moyens possibles pour résoudre les problèmes économiques et sociaux qui se posent sur le plan local. Il lui a paru indispensable d'avoir recours, à l'heure actuelle, à l'organisation politique indigène, bien que le développement des conseils de résidence permette d'entrevoir une meilleure solution à longue échéance. Pour atteindre ce but, la Mission a considéré comme souhaitable le recrutement d'un personnel qualifié, autochtone de préférence, car un personnel autochtone serait mieux à même de comprendre le point de vue et les intérêts de la population autochtone.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes :

<sup>271</sup> T/979, p. 12 et 14.

<sup>272</sup> Le *rer* est un groupe de familles descendant d'un ancêtre commun. La tribu comprend plusieurs *rrers*.

*Le Conseil, notant les efforts déployés par l'Autorité chargée de l'administration pour introduire les méthodes démocratiques dans les assemblées de tribus, notant que ces mesures n'ont pas été entérinées par le Conseil territorial, appelle l'attention du Conseil territorial et des représentants de l'opinion publique sur les avantages que, de l'avis du Conseil de tutelle, le Territoire tirerait de l'adoption de telles mesures, et invite l'Autorité chargée de l'administration à poursuivre ses efforts en ce sens.*

## Organisation judiciaire

L'administration de la justice se fonde sur les codes pénal et civil italiens et sur le règlement judiciaire pour la Somalie. Le droit coranique et le droit coutumier sont reconnus en matière civile et, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux principes généraux du droit, en matière pénale quand les parties sont de religion musulmane. Les tribunaux italiens jugent les affaires dans lesquelles un ou plusieurs intéressés ne sont pas musulmans. La législation ne fait aucune distinction de race ni de sexe; cependant, l'application du droit coranique et du droit coutumier comporte l'observation de certaines règles de procédure et de fond qui placent la femme dans une condition d'infériorité.

En matière civile, les litiges concernant des Italiens et des étrangers relèvent de la compétence des tribunaux des résidents, des tribunaux des commissaires régionaux, du Juge de la Somalie ainsi que de la Cour d'appel de Rome et de la Cour de cassation. Les litiges entre autochtones et étrangers ayant le même statut relèvent des cadis, des tribunaux de cadis et de l'Administrateur.

En matière pénale, les affaires concernant les étrangers relèvent des tribunaux des résidents, des tribunaux des commissaires régionaux, du Juge de la Somalie, de la Cour d'assises, de la Cour d'appel de Rome et de la Cour de cassation. Dans les affaires concernant des autochtones et des étrangers ayant le même statut, la compétence appartient aux cadis, aux tribunaux de cadis, aux tribunaux des commissaires régionaux, à l'Administrateur, au Juge de la Somalie, à la Cour d'assises et à la Cour de cassation.

Le tribunal régional juge les différends entre groupes autochtones dans lesquels la responsabilité individuelle est liée à celle du groupe ethnique ou familial. Il est également compétent pour les crimes ayant un caractère collectif ou se rattachant à la coutume locale, et il inflige des sanctions collectives. L'Administrateur connaît ses décisions en appel.

Un projet de loi relatif à l'Administration de la justice dans le Territoire a été présenté, pour avis, au Conseil territorial et au Conseil consultatif. Cette loi limiterait la compétence des cadis aux affaires touchant des questions telles que le statut personnel et les successions. Toutes les autres questions qui intéressent à la fois des autochtones et des étrangers relèveraient de la compétence des tribunaux italiens ordinaires qui, dans tous les cas, comprendraient des autochtones. Une cour d'appel serait créée dans le Territoire.

La Mission de visite a noté qu'en vertu du système judiciaire actuel, les résidents, les commissaires régionaux et l'Administrateur exercent certaines fonctions

judiciaires. Elle a estimé qu'il était souhaitable que le nouveau règlement séparât nettement le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, conformément à l'article 7 de la Déclaration de principes constitutionnels qui figure en annexe à l'Accord de tutelle.

Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'aux termes du projet de règlement judiciaire, les fonctionnaires investis de fonctions judiciaires seraient placés hors des cadres administratifs pour toute la durée de ces fonctions.

La Mission de visite a reçu un certain nombre de plaintes au sujet de la détention prolongée de personnes qui étaient en attente de jugement ou qui n'avaient pas été informées du motif de leur arrestation. Elle a également entendu dire que des personnes étaient quelquefois condamnées sans avoir comparu devant le tribunal.

La Mission a estimé que l'Autorité chargée de l'administration devrait s'efforcer immédiatement de prendre des mesures permettant aux personnes arrêtées d'être jugées rapidement.

Les auteurs de cinq pétitions présentées au Conseil de tutelle, à sa onzième session, ont affirmé que les lois et règlements fascistes étaient encore en vigueur et ont demandé leur abrogation<sup>273</sup>. Les auteurs de quatre autres pétitions ont déclaré que le pouvoir judiciaire était aux ordres de l'Administration et de la police et ont demandé que la justice soit rendue indépendante de la politique<sup>274</sup>. Deux pétitionnaires se sont plaints de ce que des personnes étaient jugées et condamnées "par décret pénal" sans avoir eu la possibilité de se présenter devant le tribunal pour se défendre<sup>275</sup>. Selon d'autres pétitions, des Somalis auraient été arrêtés et détenus sans que l'on ait relevé de charges contre eux<sup>276</sup>.

Dans les observations sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré n'avoir jamais arrêté que des personnes coupables d'actes criminels tombant sous le coup des lois en vigueur dans le Territoire<sup>277</sup>. Un accusé ne peut être condamné "par décret pénal" sans avoir été entendu, que dans les cas d'infractions punissables de trois mois d'emprisonnement au maximum; il conserve cependant le droit de faire appel devant la même instance. Cette procédure n'est appliquée que dans des cas exceptionnels et le nouveau règlement judiciaire à l'étude en limitera l'application aux délits qui sont punis par de faibles amendes<sup>278</sup>.

Au cours de la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a indiqué qu'un décret législatif venait de limiter la détention préventive, sauf dans le cas de délits très graves, à deux, trois ou cinq mois, selon la compétence des tribunaux. Le représentant spécial a en outre déclaré que la condamnation par "décret pénal" sera bientôt abolie par décret-loi.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes:

<sup>273</sup> T/Pet.11/40, 66, 101, 120, 121.

<sup>274</sup> T/Pet.11/40, 66, 90, 157.

<sup>275</sup> T/Pet.11/66, 112 et Add.2.

<sup>276</sup> T/Pet.11/40, T/Pet.11/120.

<sup>277</sup> T/952, p. 18.

<sup>278</sup> T/982, p. 25 (texte anglais). En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle au sujet de quatre de ces pétitions, voir les résolutions 526 (XI), 535 (XI), 540 (XI) et 570 (XI).

*Le Conseil, au cours de son étude du système judiciaire du Territoire, constatant qu'il résulte de plusieurs pétitions que des prévenus ne sont passés en jugement qu'avec un certain retard, prenant acte en outre de la déclaration du représentant spécial selon laquelle de nouvelles dispositions législatives tendant à limiter la période d'instruction qui précède le jugement et, de ce fait, la période de détention préventive ont été promulguées en avril 1952, et notant que la loi italienne prévoit qu'une personne arrêtée ne peut être détenue que pendant quarante-huit heures, après quoi elle doit être remise en liberté ou inculpée par l'Autorité judiciaire, notant avec inquiétude que beaucoup de temps s'est écoulé, dans certains cas, entre l'arrestation et le jugement, exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration n'épargnera aucun effort pour remédier à cette situation.*

*Le Conseil, tout en notant que l'Autorité chargée de l'administration a pris de nouvelles mesures en vue de séparer entièrement le pouvoir exécutif du pouvoir judiciaire en nommant des magistrats au siège des commissariats régionaux, partage les vues de la Mission de visite de 1951 selon lesquelles la nouvelle réglementation judiciaire devra garantir l'indépendance absolue du pouvoir judiciaire, conformément à l'article 7 de la Déclaration de principes constitutionnels qui figure en annexe à l'Accord de tutelle.*

### **Sanctions collectives**

La Mission de visite de 1951 a constaté que des sanctions collectives avaient été imposées à des tribus et à des subdivisions de tribus. L'Administration lui a fait savoir qu'au cours de l'élaboration du nouveau règlement judiciaire, elle avait étudié la possibilité de supprimer les sanctions de cette nature. Toutefois, elle avait décidé de les maintenir parce que, dans de nombreux cas, il était impossible d'établir la responsabilité individuelle et que, même lorsqu'on pouvait identifier les coupables, on constatait souvent qu'ils avaient agi au nom du groupe tribal. La Mission a été heureuse de constater que l'Administration se rendait compte des injustices qui peuvent résulter du système des sanctions collectives et elle a exprimé l'espoir que l'Administration continuerait à faire tous ses efforts pour abolir ce système.

### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Situation générale**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration n'avait pris aucune mesure, législative ou autre, pour assurer la participation de la population autochtone aux travaux des organes législatifs, exécutifs et judiciaires du Territoire; elle ne se préoccupait pas davantage d'établir des organes de gouvernement autonome aux travaux desquels les autochtones puissent prendre part. Ainsi, l'Autorité chargée de l'administration avait entravé l'évolution du Territoire vers l'indépendance et elle était allée à l'encontre des buts et principes du régime international de tutelle institué par la Charte des Nations Unies.

### **Organisations politiques**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que sa délégation considérait l'apparition rapide des partis politiques comme un témoignage encourageant de la vigueur politique du peuple somali; toutefois, il a jugé regrettable que ces partis soient encore classés comme les partis pro-italiens ou partis de l'opposition. Cette distinction reposait sur une controverse qui, à l'heure actuelle, ne devrait plus avoir de raison d'être. Le Conseil de tutelle pourrait noter avec satisfaction certains signes d'amélioration, notamment le désir croissant de la Ligue de la jeunesse somalie de collaborer avec l'Administration et la dislocation du parti de la *Conferenza*, dont certains éléments, qui ne semblaient pas vraiment soutenus par la population, perdent peu à peu de leur importance.

Le représentant de la Belgique a suggéré au Conseil de noter avec satisfaction que les relations entre les partis politiques s'étaient améliorées. Il a attiré l'attention sur l'observation de la Mission de visite selon laquelle les partis politiques se préoccupaient encore de questions qui n'avaient plus guère qu'un intérêt historique, en particulier de la question de savoir à quelle Puissance devrait être confiée l'administration de la Somalie. Il a exprimé l'espoir que les partis politiques accepteraient la Constitution et collaboreraient avec l'Administration italienne jusqu'à l'expiration de l'Accord de tutelle, et que toute opposition à l'Administration italienne présenterait un caractère constructif. Le Conseil pourrait recommander une telle collaboration et se déclarer satisfait de ce que nombre de questions soulevées dans les pétitions, notamment les conflits entre certains partis politiques et l'Administration, avaient été réglées.

Le représentant de la France a constaté avec satisfaction que les partis de l'opposition commençaient à collaborer de façon constructive avec l'Administration. Il a exprimé l'espoir que les partis politiques du Territoire se familiariseraient avec le jeu des institutions libérales et avec les règles et les limitations de ce jeu. Il a également souhaité que, tout en voyant leur indépendance garantie, ces partis soient aussi garantis eux-mêmes contre les excès ou les abus auxquels ils pourraient se livrer au cours d'une période où le pays est loin d'avoir acquis la maturité politique. Il importerait de ne pas donner à certains partis l'impression qu'ils dominant déjà la vie politique et disposent pour ainsi dire d'un monopole de fait dans l'expression des opinions publiques. C'est pourquoi le représentant de la France a estimé que le milieu le plus propre à développer le sens de l'administration était le milieu local et que les conseils municipaux constituaient la meilleure école pour familiariser les autochtones avec les responsabilités réelles du pays.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les pétitions signalaient de nombreux actes de discrimination et de persécution, principalement des actes de persécution contre les membres de la Ligue de la jeunesse somalie et d'autres organisations. L'Autorité administrante luttait contre les éléments progressistes de la population non seulement au moyen de descentes de police, d'arrestations et de brutalités, mais encore en créant divers partis pro-italiens dont elle finançait les activités et qui s'écroulaient aussitôt que l'aide financière de l'Ad-

ministration italienne leur était retirée. Le représentant de l'URSS a estimé que le Conseil de tutelle devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de mettre fin à sa politique antidémocratique qui violait de façon flagrante les droits et les intérêts de la population autochtone de la Somalie.

### **Conseil territorial, conseils de résidence, conseils municipaux**

Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration avait adopté et exécuté un plan tendant à améliorer l'organisation du Conseil territorial; le nombre des membres somalis était passé de vingt-huit à trente-cinq ou trente-six. Il a été heureux de constater qu'un certain nombre de sièges étaient attribués aux représentants de communautés étrangères autres que la communauté européenne. Il a déclaré qu'il partageait le point de vue de la Mission de visite selon lequel les membres devraient être élus et les pouvoirs du Conseil territorial graduellement élargis. En accordant des pouvoirs plus étendus au Conseil, on permettrait aux Somalis d'acquérir une plus grande expérience pratique, ce qui était indispensable étant donné l'absence générale d'instruction. L'Administration devrait guider les membres autochtones du Conseil dans toute la mesure où la chose était possible et utile. Ces observations étaient également valables en ce qui concerne le fonctionnement des conseils de résidence et des conseils municipaux.

Le représentant de la Chine a ajouté qu'il avait été déçu d'apprendre de la Mission de visite que les conseils de résidence n'avaient pas fonctionné de façon satisfaisante au cours de l'année. Il a estimé qu'il s'agissait là d'une question d'éducation, et qu'en conséquence, il importait au premier chef que l'Autorité chargée de l'administration guide les membres du Conseil dans leurs travaux. Il a noté avec satisfaction que le nombre des conseils municipaux avait été augmenté mais a regretté que ces conseils n'exercent que des fonctions consultatives.

Le représentant de la République Dominicaine s'est déclaré satisfait de la manière dont l'Autorité chargée de l'administration essayait de résoudre le problème du développement des municipalités. Il a souligné la nécessité de poursuivre les efforts dans ce sens, car c'est seulement grâce au développement des municipalités que tous les services administratifs et gouvernementaux du Territoire pourront être coordonnés et, partant, qu'un Etat indépendant pourra être créé. C'est pourquoi le représentant de la République Dominicaine a appuyé les conclusions de la Mission de visite en ce qui concerne les municipalités.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que le Conseil de tutelle devrait attirer l'attention de l'Autorité chargée de l'administration sur la nécessité de revoir certains aspects de sa politique en ce qui concerne le Conseil territorial. Le Conseil pouvait à juste titre exprimer une certaine crainte de voir le système actuel de représentation des partis au Conseil territorial empêcher la réduction du nombre des partis politiques, nombre excessif pour un territoire aussi peu étendu que la Somalie. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de poursuivre ses efforts pour mettre sur pied un sys-

tème vigoureux de partis politiques représentant les principaux courants de l'opinion publique du Territoire, afin d'éviter l'instabilité politique qu'entraîne inévitablement l'existence d'un trop grand nombre de partis. L'Autorité chargée de l'administration ne disposait que de peu de temps pour créer dans le Territoire des conditions favorables à l'indépendance et, dans ces conditions, il semblait indispensable que le Conseil territorial fût investi assez rapidement de certains pouvoirs législatifs. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a reconnu qu'une décision de cette nature comportait des risques, mais il a précisé que le seul moyen pour les Somalis d'acquérir de l'expérience au cours de la période de temps fixée par l'Assemblée générale était de s'acquitter eux-mêmes de certaines tâches; ces risques, il fallait les courir. Il était également souhaitable d'instituer le système des commissions au sein du Conseil territorial; l'Autorité chargée de l'administration devrait en envisager l'application. Enfin, il convenait de féliciter l'Autorité chargée de l'administration des efforts qu'elle déployait pour élargir la base de la représentation au Conseil territorial.

Le représentant de la Belgique a estimé que l'augmentation du nombre des sièges aux conseils de résidence constituait un progrès certain.

Le représentant de la France a déclaré qu'il était vivement intéressé par le système utilisé pour désigner les membres du Conseil territorial; dans les circonstances actuelles, ce système pouvait être valable. Cependant, le représentant de la France a insisté sur le danger qu'il y aurait à favoriser la croissance d'une féodalité politique qui générerait l'expression des opinions individuelles et risquerait de mettre en péril l'autorité centrale. Il devrait être bien précisé que le système actuel n'était que temporaire et constituait une simple expérience tentée sur la base des conditions présentes du Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'il n'existait dans le Territoire aucun organe — fût-ce un organe purement consultatif — au sein duquel la population autochtone pouvait être représentée. Le Conseil territorial, dont les membres sont désignés par les autorités italiennes, ne saurait être considéré comme un organe véritablement représentatif de la population autochtone. La majorité des membres du Conseil étaient des chefs de tribus, c'est-à-dire des fonctionnaires rémunérés par l'Administration. D'autres membres étaient également nommés par l'Administration italienne. Comme l'indiquait le rapport de la Mission de visite, le Conseil territorial n'avait aucun droit réel et l'Administration avait précisé qu'à l'heure actuelle, elle n'envisageait pas d'octroyer des pouvoirs législatifs au Conseil. Dans sa pétition<sup>270</sup>, le Comité central de la Ligue de la jeunesse somalie avait déclaré que la presque totalité des membres du Conseil territorial était des éléments pro-italiens illettrés, désignés par l'Administration italienne en tant que prétendus représentants des tribus. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité administrante de créer des organes législatifs et exécutifs dans le Territoire et de prendre des mesures législatives et autres pour assurer la participation de la population autochtone aux travaux des organes législatifs, exécutifs et judiciaires, ainsi que pour développer

<sup>270</sup> T/Pet.11/40.



les organes locaux de gouvernement autonome. Le représentant de l'URSS a ajouté que les conseils de résidence ne pouvaient en aucune façon être considérés comme des organes démocratiques et représentatifs. En 1951, d'après le rapport de la Mission de visite, ces conseils étaient composés de tous les chefs, chefs de village, chefs de district, chefs de marché et autres notables. Il ressortait du rapport que les conseils municipaux établis dans certaines régions du Territoire n'avaient aucun pouvoir réel. En vertu du système actuel, les pouvoirs réels étaient entièrement aux mains des résidents, qui étaient placés à la tête des conseils municipaux.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que, bien que les fonctions du Conseil territorial soient encore purement consultatives, les pouvoirs qui lui sont conférés par l'administration sont en réalité beaucoup plus étendus. Outre que l'Administration suivait pratiquement tous les avis du Conseil, elle l'avait toujours encouragé à prendre l'initiative dans les domaines législatifs et administratifs. Par ce moyen et par la création de commissions techniques, l'Autorité chargée de l'administration préparait rapidement le principal organe du Territoire à assumer les fonctions auxquelles il était destiné.

Le représentant spécial a ajouté que l'organisation d'élections dans les centres urbains du Territoire simplifierait considérablement le système de sélection des membres du Conseil territorial. A son avis, il était inutile de s'inquiéter outre mesure du danger de multiplication des partis politiques, attendu que, depuis la promulgation de la récente loi relative au Conseil territorial, aucun nouveau parti politique n'avait été fondé et que seuls les cinq partis principaux avaient donné des signes de vitalité réelle.

L'Autorité chargée de l'administration se préoccupait de développer les conseils municipaux afin qu'ils puissent rapidement assumer les fonctions que l'on envisageait de leur conférer. A la suite des élections qui seraient organisées, à titre d'expérience dans le domaine de l'administration municipale, au cours de l'année à venir, des pouvoirs plus grands seraient conférés à ces conseils directement élus par la population.

### **Services administratifs**

Le représentant de la Chine a constaté avec satisfaction les efforts déployés par l'Autorité chargée de l'administration pour accroître le nombre des autochtones dans les services administratifs; ces efforts devraient être intensifiés. Il a estimé qu'il convenait d'élever le niveau des cours de l'Ecole de préparation politique et administrative et d'adopter un certain nombre d'autres mesures importantes prévues dans le plan quinquennal pour le développement de l'instruction. Il conviendrait peut-être que le Conseil de tutelle souligne à nouveau la nécessité de former des fonctionnaires autochtones compétents en recommandant que l'Autorité chargée de l'administration fasse tout son possible pour développer des cours de formation et augmente le nombre des bourses d'étude qui doivent permettre aux étudiants de fréquenter des établissements d'enseignement secondaire et supérieur en Italie et ailleurs.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration poursuivrait ses efforts pour doter le Territoire de fonctionnaires compétents, et notamment de techniciens, et qu'elle organiserait des cours spéciaux consacrés à l'étude des problèmes qui se posent dans le Territoire et des meilleurs moyens d'administrer la population somalienne. Il a également suggéré d'augmenter le nombre des places disponibles à l'Ecole de préparation politique et administrative et d'accélérer la mise en œuvre de programmes tendant à remplacer les Italiens par des Somalis. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé qu'il fallait, de toute urgence, mettre sur pied un appareil gouvernemental efficace dirigé dans toute la mesure du possible par les autochtones et s'appuyant sur une administration solide.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'en réduisant le nombre des Italiens à l'intérieur du corps de sécurité, l'Autorité administrante avait montré qu'elle s'efforçait d'accroître la participation des Somalis à toutes les activités de l'administration. Il a déclaré que l'on pouvait envisager la solution de ce problème très complexe sous deux angles différents: d'une part, l'Autorité chargée de l'administration pouvait calculer le nombre de Somalis nécessaires pour remplacer les Italiens dans l'administration actuelle et établir le degré d'instruction et d'expérience qu'ils devraient posséder, déterminant ainsi la portée du problème de l'instruction et de la formation des autochtones. Il se pourrait fort bien que l'on découvre que l'ampleur du problème dépassait les possibilités de l'Administration. D'autre part, l'Autorité administrante pouvait calculer le nombre et évaluer les aptitudes des Somalis susceptibles de recevoir une instruction et une formation administrative au cours de la période de tutelle et déterminer, en conséquence, l'importance numérique et les responsabilités de l'Administration. Cette deuxième méthode aurait certainement pour résultat de diminuer le nombre et l'efficacité des services publics, mais c'était peut-être la manière la plus réaliste d'aborder le problème.

Le représentant de la France a estimé souhaitable que le Conseil de tutelle encourage l'Autorité chargée de l'administration dans ses efforts pour diminuer le nombre des employés étrangers au profit des autochtones. Cependant, cette disparition progressive des éléments étrangers ne devrait pas s'accomplir au détriment des institutions dont ils avaient jusqu'à présent la charge.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les fonctionnaires italiens employés en Somalie sous le régime fasciste étaient revenus dans le Territoire. Comme le représentant spécial l'avait lui-même admis, la majorité des fonctionnaires italiens actuels avaient appartenu au parti fasciste. Même la structure de l'administration italienne actuelle était analogue à celle qui avait existé sous le régime fasciste. L'ancien système des résidents et des commissaires avait été rétabli. Tous les pouvoirs étaient dévolus à l'Administrateur et, sur le plan local, aux commissaires régionaux et aux résidents qui dirigeaient la vie économique, sociale et politique du Territoire. L'Autorité administrante n'avait fait aucun effort pour amener les autochtones à occuper des fonctions



publiques. Tous les postes importants de l'administration étaient pourvus par des Italiens, les autochtones étant relégués aux postes subalternes. Il ressortait du rapport de la Mission de visite que tous les postes clés étaient occupés par des Italiens. Dans sa pétition<sup>280</sup>, le Comité central de la Ligue de la jeunesse somalie avait déclaré que rien n'indiquait que l'administration fût en voie de "somalisation", que les Somalis ne se voyaient confier aucune responsabilité dans l'administration de leur pays et qu'ils étaient continuellement congédiés et remplacés par des Italiens. Le représentant de l'URSS a ajouté que, selon le représentant des Philippines au Conseil consultatif, l'Administration actuelle avait congédié ou relégué à des postes inférieurs ceux des Somalis qui avaient occupé des postes supérieurs au temps de l'Administration britannique, pour donner ces postes à des fonctionnaires italiens. Environ 750 à 800 employés de l'Administration actuelle étaient Italiens et un grand nombre d'entre eux étaient des membres des familles de fonctionnaires supérieurs. Quelques-uns n'étaient que de simples secrétaires, travaillant sous la surveillance d'employés somalis qui leur servaient parfois d'instructeurs. Pourtant, leurs salaires étaient trois ou quatre fois plus élevés que ceux des employés somalis.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'assertion selon laquelle l'Administration aurait congédié ou déclassé des fonctionnaires somalis qui occupaient des postes importants était dénuée de tout fondement. Bien au contraire, l'Administration, depuis un certain temps déjà, avait promu les meilleurs éléments autochtones à des postes de plus en plus importants, par exemple à ceux de chefs de section dans l'Administration centrale ou d'adjoints aux résidents.

Parlant des salaires versés aux travailleurs somalis, le représentant spécial a rappelé que, selon une déclaration du représentant de l'Égypte au Conseil consultatif, les salaires des Somalis risquaient d'être trop élevés.

Le représentant spécial a donné au Conseil l'assurance que, conformément aux plans établis, un grand nombre de Somalis seraient nommés vice-résidents ou résidents au cours de l'année 1953, ou encore chefs de services importants de l'administration centrale. L'Autorité administrante était en train de créer des écoles secondaires et professionnelles et se proposait d'envoyer des étudiants à l'étranger afin que le Territoire dispose d'éléments qui, après un minimum de préparation, pourraient occuper des postes importants. Ces efforts résolus n'étaient limités que par la nécessité de préserver le bon fonctionnement des différents services.

### **Droit de vote**

Le représentant de la Chine a déclaré qu'il estimait, comme le Conseil consultatif et la Mission de visite de 1951, qu'un système électoral devrait être institué au plus tôt. Comme la Mission, il a été d'avis que, si souhaitable que fût l'établissement d'un registre d'état civil, cette mesure ne devait pas être posée comme une condition préalable à l'introduction du système électoral. Le Conseil de tutelle devrait recommander l'institution prochaine d'un système électoral dans le Territoire.

Le représentant du Royaume-Uni n'a pas jugé satisfaisant un système qui garantit aux partis politiques, du seul fait de leur existence, une représentation aux organes législatifs et consultatifs.

### **Organisation politique indigène**

Le représentant du Salvador a déclaré qu'il comptait que l'Autorité chargée de l'administration ferait tout son possible pour assurer une plus grande unité parmi les tribus, car sans unité il ne saurait y avoir un sentiment national profond.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que les rapports de l'Autorité administrante et de la Mission de visite montraient que l'Autorité administrante favorisait le maintien du régime tribal dans le Territoire. Elle essayait d'adapter ce régime aux buts qu'elle poursuit dans son administration du Territoire. Les pétitions montraient que l'Administration, sous la menace de sanctions, contraignait les autochtones à préciser à quelle tribu ils appartenaient. En fait, les chefs de tribus étaient des fonctionnaires payés par l'Autorité chargée de l'administration et désignés par l'Administrateur italien. Le rapport de la Mission de visite montrait que les chefs, responsables devant leurs résidents, étaient chargés de diriger les tribus et de leur faire connaître et respecter toutes les dispositions administratives les concernant. En même temps qu'elle favorisait ainsi le système tribal, l'Autorité administrante persécutait les éléments progressistes de la population. Le représentant de l'URSS a déclaré que le régime tribal actuel, encouragé par l'Autorité chargée de l'administration, était incompatible avec le progrès politique de la population vers l'indépendance et qu'en conséquence le Conseil de tutelle devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre les mesures propres à assurer le passage du régime tribal à un régime d'autonomie fondé sur des principes démocratiques.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a précisé que l'Administration s'efforçait de hâter l'évolution du régime tribal vers une structure politique territoriale.

### **Organisation judiciaire**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que la question des détentions préventives indûment prolongées constituait un problème extrêmement grave. L'Autorité chargée de l'administration n'ignorait certes pas la nécessité d'assurer une justice rapide et, à cette fin, d'adopter des mesures pratiques plutôt que d'énoncer des principes généraux; le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que ces mesures pratiques permettraient de faire comparaître rapidement les prévenus devant les tribunaux.

Le représentant de la Belgique a estimé que la création d'une cour d'appel dans le Territoire — prévue par le nouveau projet d'organisation judiciaire — représentait une amélioration notable.

Le représentant du Salvador a estimé que le nouveau projet d'organisation judiciaire devrait entrer en vigueur immédiatement, car il permettrait des solutions conformes aux principes du droit pénal moderne, particulièrement pour ce qui est de certains problèmes qui se posent à l'Administration en ce qui concerne les détenus.

<sup>280</sup> T/Pet.11/40.

Le représentant de la France, constatant qu'un grand nombre de pétitions portaient sur les arrestations et la détention préventive, a déclaré que l'exposé du représentant spécial sur les mesures envisagées l'avait rassuré. Certes, les autochtones ont tendance à attribuer des motifs politiques à certaines mesures, mais l'application des nouvelles dispositions relatives à l'arrestation et à la détention préventive constituerait la meilleure réponse aux pétitionnaires.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que les lois promulguées en Somalie au temps du régime colonial fasciste étaient encore en vigueur dans le Territoire. L'Autorité chargée de l'administration avait créé en Somalie un régime militaire et policier et les actes arbitraires des policiers et des carabiniers italiens ne connaissaient aucune limite. Dans de nombreuses pétitions, les autochtones se plaignaient des arrestations arbitraires, des emprisonnements illégaux et des déportations dont les autochtones étaient victimes de la part des autorités italiennes. Le représentant des Philippines au Conseil consultatif avait signalé un cas d'arrestations en masse opérées par les carabiniers après un attentat contre un nommé Osman. L'auteur de l'attentat n'avait pas été arrêté, mais, durant la nuit, 2.000 à 3.000 personnes avaient été arrêtées arbitrairement. La plupart des détenus étaient des membres de la Ligue de la jeunesse somalie. Ayant refusé de préciser à quelle tribu ils appartenaient, ils avaient été battus et certains avaient eu des côtes, des dents ou le nez cassés. Quelque 150 à 200 personnes, établies avec leur famille à Mogadiscio, avaient été déportées dans différentes parties du Territoire sans avoir été jugées par un tribunal.

Le représentant de l'URSS a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration entretenait sur le Territoire un grand nombre de détachements militaires et d'importantes forces de police. Le budget de l'exercice financier 1950-1951 prévoyait environ 81 millions de somalos au titre des dépenses militaires, alors que 55 millions de somalos seulement étaient destinés à couvrir les dépenses civiles: administration, santé, justice, prisons, enseignement, travaux publics, etc.

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait observer que l'Administration italienne ne pouvait que repousser les allégations absurdes selon lesquelles la Somalie serait le théâtre de persécutions politiques, d'arrestations arbitraires et de déportations. Il a fait observer qu'il avait eu l'occasion de prouver, lors de l'examen des pétitions, que nul n'était arrêté et jugé dans le Territoire si ce n'est conformément aux lois existantes et avec les garanties prévues par la loi. Les arrestations et condamnations n'étaient pas anormalement nombreuses dans le Territoire; la preuve en était que l'on comptait actuellement à peu près autant de prisonniers qu'au moment où l'Administration avait assumé ses fonctions, soit 1.000 environ, ce qui représentait une moyenne normale pour le pays. L'Administration espérait que ce nombre irait en décroissant au fur et à mesure de l'évolution sociale et culturelle de la population.

A aucun moment la police du Territoire n'avait procédé à l'arrestation massive de milliers de personnes. Une fois seulement, la police, qui recherchait l'auteur d'une tentative de meurtre, avait interrogé 234 personnes à Mogadiscio; ces personnes avaient été

relâchées après quelques heures, à l'exception de quinze individus soupçonnés d'avoir pris part au crime ou recherchés pour d'autres délits, et d'une cinquantaine de personnes qui n'avaient ni famille ni moyens d'existence à Mogadiscio et qui faisaient partie des bas-fonds de la population; ces quelque cinquante personnes avaient été renvoyées plusieurs jours après — et non déportées — dans leurs villages respectifs.

Le représentant spécial a ajouté que l'Autorité chargée de l'administration avait pris une première mesure pour séparer le pouvoir exécutif du pouvoir judiciaire en nommant des magistrats aux sièges de tous les commissariats régionaux. Ces magistrats étaient des magistrats de carrière italiens ou des avocats, et l'Administration espérait que, dans un avenir rapproché, il serait possible de nommer aussi des magistrats dans les centres moins importants du Territoire.

Le représentant spécial a ajouté qu'il n'y avait que très peu de cas de détention préventive prolongée et qu'il n'avait jamais été question de maintenir une personne en prison sans la faire comparaître devant un tribunal. Les retards étaient dus plutôt à la lenteur excessive de la procédure d'instruction dont il avait déjà exposé les raisons au Conseil. Une loi récente avait fixé un délai raisonnable pour la procédure d'instruction.

### **Sanctions collectives**

Le représentant de la Chine a estimé qu'il fallait supprimer les amendes et les sanctions collectives et que le Conseil de tutelle devrait formuler une recommandation en ce sens.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, tout en étant convaincue qu'il convenait de supprimer ce système traditionnel, l'Autorité chargée de l'administration estimait cependant préférable de transformer graduellement les organes judiciaires chargés d'infliger ces sanctions.

## **3. — PROGRES ECONOMIQUE**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

#### **Généralités**

L'économie indigène du Territoire est pastorale et agricole. La plupart des habitants sont des bergers nomades ou semi-nomades et les agriculteurs sédentaires, qui sont relativement peu nombreux, sont concentrés principalement sur les rives du Ouebi Chebeli et du Djouba. La majeure partie de l'effort productif de la population autochtone est consacrée à la satisfaction de ses besoins immédiats et une partie relativement faible à la production de denrées destinées à des marchés éloignés. Les particuliers peuvent accumuler un cheptel nombreux, mais celui-ci est généralement considéré comme un capital fixe, une source de prestige, et n'est pas destiné à l'échange contre d'autres formes de richesse.

Le rapport annuel signale qu'au cours de l'année considérée la préoccupation principale de l'Autorité chargée de l'administration a été d'encourager et de coordonner tous les efforts entrepris en vue d'assurer le développement industriel, commercial et agricole du Territoire. L'Administration a institué vers la fin de

l'année un Conseil économique, composé des éléments les plus représentatifs des divers secteurs économiques du pays pour encourager le développement agricole et industriel et a décidé que l'outillage agricole et industriel serait exonéré des droits d'importation jusqu'au milieu de 1954; en outre, elle a réduit les droits d'entrepôt et dispensé les nouveaux ateliers, pour une durée de dix ans, du paiement de l'impôt sur le revenu; en outre, les droits d'exportation sur les produits manufacturés ont été réduits.

Dans le domaine de l'agriculture, la récolte a été bonne en ce qui concerne les céréales dont le prix a baissé. Le système de la coparticipation dans la culture du coton a été considérablement développé et on estime la production à plus de 20.000 quintaux. Dans l'ensemble, la production agricole a été très supérieure à celle de l'année précédente. Le rapport signale que les prix des denrées de production locale ont été généralement plus bas que ceux de 1950; en conséquence et par suite également de l'amélioration progressive du niveau des salaires et du paiement des rappels de soldes aux anciens soldats et fonctionnaires de l'administration d'avant-guerre, le pouvoir d'achat de la population a augmenté, ce qui a eu pour effet d'accroître les importations.

Le volume des importations a dépassé de 35 pour 100 celui de 1950 et l'on estime que l'accroissement réel de la valeur des importations a été de 44 pour 100. Cette augmentation est due aux importants achats d'outillage agricole et industriel et de biens d'équipement ainsi que de produits de consommation, surtout alimentaires. En ce qui concerne les exportations, on a enregistré une augmentation en quantité de 8,4 pour 100, et en valeur de 23 pour 100 par rapport à 1950.

L'Autorité chargée de l'administration signale un certain développement industriel; parmi les nouvelles entreprises, il convient de citer un établissement de tissage, une usine mécanique moderne et bien outillée, qui se trouve sur les plantations de la Società Agricola Italo-Somala (S. A. I. S.), ainsi que de nombreuses installations d'égrenage de coton. On a également constaté un développement important des petites industries (savonnerie, tissage à la main et travail de l'ivoire). Des projets sont à l'étude pour la reprise de l'activité des salines de Hafun et pour la construction d'une fabrique de conserves de viande et d'installations frigorifiques.

Une nouvelle entreprise de pêche a été créée au cours de l'année et une mission de l'Administration de coopération économique des Etats-Unis doit arriver pour étudier la question de la pêche. De nouvelles dispositions législatives ont été adoptées en ce qui concerne la pêche et les concessions minières. En 1951, une mission d'assistance technique des Nations Unies, organisée à la demande de l'Autorité chargée de l'administration et comprenant des spécialistes des questions économiques, de l'élevage, de l'agriculture, du développement social, des questions sanitaires et de l'enseignement, a fait un séjour de deux mois dans le Territoire.

L'Autorité chargée de l'administration signale qu'elle cherche à aider les Somalis à adopter des méthodes de culture plus productives en créant des coopératives, en favorisant la culture du coton et d'autres produits marchands et en créant des exploitations agricoles irrigables. L'Administration les encourage également à

placer des capitaux dans l'industrie et à participer plus activement au commerce.

A la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'Administration avait continué à encourager, au cours des trois derniers mois, les initiatives privées tendant à développer les ressources du Territoire. La culture du coton a été intensifiée dans les régions centrale et méridionale. Des expériences ont été tentées, sur une grande échelle, pour la production de sisal dans la région du Djouba; les raffineries de la S. A. I. S. ont été transformées. Deux compagnies, l'une américaine, l'autre italienne, prospectent le Territoire pour y découvrir du pétrole.

Le représentant spécial a fait observer que ce développement progressif de l'économie du Territoire, qui a déjà élevé considérablement le niveau de vie de la population, se trouve confirmé par l'augmentation du volume des importations et des exportations. Le total des recettes du Territoire, qui s'élevait à 3.500.000 dollars pour l'exercice financier 1950-1951, a atteint presque 5 millions pour l'exercice financier 1951-1952. En outre, les recettes provenant des impôts directs ont largement dépassé les recettes provenant des impôts indirects.

Le représentant spécial a ajouté qu'il existait cependant, dans le domaine économique, des problèmes que les ressources actuelles du Territoire et les contributions annuelles considérables de l'Italie ne suffiront pas à résoudre définitivement. La solution de quelques problèmes importants, tels que le goudronnage des routes, la construction d'un port, nécessite l'investissement de sommes qui pourront atteindre plusieurs dizaines de millions de dollars, c'est-à-dire une dépense qui est hors de proportion avec la situation économique actuelle du pays. Par conséquent, il faudrait songer à des investissements à long terme qui ne se justifient que pour des raisons qui ne sont pas strictement économiques. L'aide de certaines organisations financières internationales permettrait probablement à l'Administration d'affronter ces problèmes sans ralentir les progrès effectués dans d'autres domaines. Si le Conseil estimait devoir présenter une recommandation en ce sens, on pourrait, grâce à l'aide de ces organismes internationaux, trouver un moyen de poursuivre l'étude de ces problèmes et d'en arriver au stade des réalisations.

A sa neuvième session, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de dresser un plan de développement économique du Territoire avec l'aide des institutions internationales compétentes et de faire rapport à ce sujet au Conseil de tutelle aussitôt que possible.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'elle avait pris les premières dispositions pour préparer un plan général de développement économique. Dès que le rapport de la mission d'assistance technique des Nations Unies lui sera parvenu, le plan définitif sera élaboré et communiqué au Conseil de tutelle.

Le Conseil avait également invité l'Autorité chargée de l'administration à prendre toutes les mesures appropriées pour encourager les investissements, tant publics que privés, et lui avait recommandé, en outre, d'étudier avec la Mission d'assistance technique tous les

aspects de cette question et notamment les méthodes qu'il conviendrait d'adopter pour offrir des garanties suffisantes à l'épargne privée étrangère. Le Conseil lui avait recommandé en outre, d'étudier, en consultation avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, les mesures que l'on pourrait prendre pour augmenter les ressources destinées aux investissements publics dans le Territoire. La Mission de visite de 1951 a également estimé qu'il était d'un intérêt primordial pour le Territoire d'attirer des capitaux étrangers.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'en attendant l'établissement d'un plan définitif de développement des ressources du Territoire en collaboration avec les organismes économiques internationaux, elle cherchait à encourager les banques italiennes à accroître le montant de leurs prêts. Elle cherchait également à obtenir l'aide technique et financière de l'Administration de coopération économique des Etats-Unis.

Les auteurs de huit pétitions dont le Conseil de tutelle a été saisi à sa onzième session se sont plaints de ce qu'on ne faisait rien ou presque rien pour le développement économique du Territoire. Les prix auraient augmenté de 40 à 50 pour 100 depuis avril 1950, ce qui serait dû aux prix élevés des importations provenant de l'Italie et à l'importance des sommes affectées aux dépenses militaires et aux traitements des fonctionnaires<sup>281</sup>. Douze pétitionnaires demandaient l'aide financière et technique de l'Organisation des Nations Unies<sup>282</sup>.

Dans ses observations sur les pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le développement économique du Territoire avait marqué d'importants progrès au cours de l'année 1951, ainsi qu'on pouvait le constater aisément en parcourant le rapport annuel. Les coopératives agricoles ont bénéficié d'une assistance technique et ont reçu de l'outillage, et les travaux de développement agricole se sont poursuivis. La culture du coton a été intensifiée. Le Territoire a bénéficié d'une certaine assistance technique. L'Autorité chargée de l'administration a fait observer qu'elle fondait surtout son espoir sur les études auxquelles s'était livrée, en 1951, la Mission d'assistance technique des Nations Unies et qu'elle espérait attirer des capitaux privés étrangers et recevoir des fonds publics des organisations internationales; ces fonds étaient indispensables à la mise en œuvre d'un plan organique de développement économique<sup>283</sup>.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

*Le Conseil constate avec satisfaction que la situation économique du Territoire s'est améliorée depuis l'année dernière et espère que cette amélioration se poursuivra au cours des années à venir.*

*Le Conseil, prenant acte de ce que le rapport de la Mission d'assistance technique des Nations Unies sera publié prochainement et de ce que l'Autorité chargée de l'administration a l'intention, après avoir examiné*

*le rapport de la Mission, d'établir un plan général de développement économique qu'elle soumettra au Conseil, félicite l'Autorité chargée de l'administration de collaborer avec les institutions spécialisées des Nations Unies et les autres organismes techniques internationaux; il exprime l'espoir que ce plan sera présenté au Conseil de tutelle en même temps que le prochain rapport annuel et qu'il placera le développement économique sur une base qui encouragera les investissements de capitaux dans le Territoire et incitera les institutions internationales à continuer de venir en aide au Territoire.*

## Finances publiques et impôts

D'après le rapport annuel pour 1951, les recettes et les dépenses globales du Territoire, pour l'exercice financier 1950-1951, ont été respectivement de 32.300.000 somalos et de 65.500.000 somalos<sup>284</sup>, ce qui laisse apparaître un déficit réel de 33.200.000 somalos, soit 50,6 pour 100 du total des dépenses. En termes de pourcentage, ce déficit est inférieur aux prévisions de l'Administration, qui avait compté sur un déficit de 30.500.000 somalos, soit 54,5 pour 100 des 55.900.000 somalos qui représentaient le total des prévisions de dépenses.

L'amélioration de la situation financière est due à l'augmentation des recettes douanières et des droits à la production et à la consommation, ainsi qu'à l'augmentation des recettes diverses. Les principales sources de recettes sont les droits de douane et les droits à la production (17.200.000 somalos), les taxes à la consommation (3.400.000) et les revenus des monopoles du tabac et des allumettes (5.100.000 somalos). Les dépenses afférentes au personnel civil de tous les services ont atteint 30.100.000 somalos et celles des services du Bureau général d'approvisionnement ont été de 3 millions de somalos; la subvention versée à la municipalité de Mogadiscio a été de 400.000 somalos. Le reliquat, soit 32 millions de somalos, a couvert toutes les dépenses de l'Administration qui ne rentrent pas dans les catégories mentionnées ci-dessus.

Pour l'exercice financier 1951-1952, les prévisions de recettes et de dépenses de l'Autorité chargée de l'administration sont de 28.600.000 et de 65.700.000 somalos respectivement. On évalue le déficit à 37.100.000 somalos, soit 56,4 pour 100 des dépenses globales.

Les dépenses militaires, qui ne figurent pas dans le budget, mais qui, en fait, ont été supérieures à toutes les autres dépenses, se sont élevées à 75.400.000 somalos en 1950-1951 (67.400.000 pour les unités italiennes et 8 millions pour les unités somalies). Les prévisions budgétaires pour 1951-1952 comportent une diminution des dépenses militaires, due à la réduction du nombre des Italiens appartenant aux forces de sécurité. Le total des dépenses serait alors de 31.400.000 somalos (18.200.000 pour les unités italiennes et 13.200.000 pour les unités somalies).

L'Autorité chargée de l'administration a comblé le déficit budgétaire de l'exercice 1950-1951 au moyen d'une subvention de 33 millions de somalos et elle envisage d'accorder une subvention de 37.100.000 somalos pour combler le déficit de l'exercice 1951-1952.

<sup>284</sup> 20 somalos = 20 shillings d'Afrique orientale = 1 livre sterling = 2 dollars 80 des Etats-Unis.

<sup>281</sup> T/Pet.11/69, 79, 105, 109, 117, 120, 157, 172.

<sup>282</sup> T/Pet.11/74, 104, 117, 153, 157, 189, 194, 195, 199, 200, 201, 204.

<sup>283</sup> T/978, p. 14 à 16. En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle au sujet de ces pétitions, voir les résolutions 534 (XI), 540 (XI) et 570 (XI).

Les dépenses militaires ne sont pas comprises dans ces totaux. La contribution totale apportée par l'Autorité chargée de l'administration, y compris les dépenses militaires, était estimée à 112 millions de somalos pour 1950-1951. L'Administration envisageait pour 1951-1952 une subvention totale de 68.600.000 somalos.

L'impôt sur le revenu est perçu sur tout revenu imposable qui dépasse 2.400 somalos. Pour les revenus provenant d'une profession ou d'une prestation de travail, le taux d'imposition est de 4 pour 100 sur la tranche comprise entre 2.400 et 9.600 somalos et de 8 pour 100 pour la partie du revenu excédant 9.600 somalos. Pour les autres revenus, le taux augmente progressivement, passant de 6 pour 100 pour la tranche comprise entre 2.400 et 3.600 somalos, à 20 pour 100 pour la tranche excédant 10.800 somalos.

Il existe un impôt sur les huttes qui est dû par tous les autochtones adultes âgés de plus de 18 ans pour chaque habitation qui leur appartient. Il y a trois taux qui sont, suivant les régions, de 5, de 7 1/2 et de 10 somalos par an.

L'exonération de l'impôt sur le revenu des exploitations agricoles a été supprimée. L'Autorité chargée de l'administration cherche également à améliorer le système de perception de l'impôt et se propose d'instituer un impôt sur toutes les terres cultivées, ainsi qu'un impôt sur le bétail.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a proposé que, dans les budgets futurs du Territoire, l'Autorité chargée de l'administration envisage de détailler séparément : a) les dépenses de premier établissement et les dépenses périodiques qu'elle supporte directement et qui ne doivent pas constituer, par la suite, une charge pour les ressources de l'Etat indépendant de Somalie ; b) les dépenses de capital et les dépenses périodiques qui seront finalement supportées par les recettes du futur Etat. Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle partageait l'opinion du Conseil sur ce point.

La Mission de visite de 1951 a considéré comme un problème primordial la création de sources de revenus suffisantes pour remplacer les contributions importantes fournies à l'heure actuelle par le Gouvernement italien. La Mission a estimé que l'Autorité chargée de l'administration devrait s'efforcer, au cours de la période de tutelle, de réduire le déficit budgétaire dans toute la mesure du possible en accroissant la productivité du Territoire, en utilisant au maximum son revenu imposable, en organisant l'Administration d'une façon rationnelle et en préparant des Somalis à succéder aux Italiens qui occupent actuellement des postes de fonctionnaires. La Mission s'est rendu compte que le pays devrait continuer à recevoir une aide de l'extérieur au début de la période d'autonomie et elle a estimé qu'il serait opportun d'étudier prochainement ce problème. La Mission a proposé qu'une enquête préliminaire consacrée, en particulier, à l'étude du niveau des services gouvernementaux que la Somalie pourrait entretenir par ses propres ressources, soit faite au plus tard lors du prochain passage d'une mission de visite dans ce Territoire, vraisemblablement en 1954.

La Mission a suggéré également que l'Autorité chargée de l'administration envisage la possibilité de créer des trésoreries locales afin de développer le sens des responsabilités et l'initiative à l'échelon local ; elle

a constaté avec satisfaction que l'on avait commencé à s'engager dans cette voie en accordant aux municipalités certains pouvoirs de taxation.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

*Le Conseil note que " l'Autorité chargée de l'administration verse des sommes importantes au budget du Territoire et envisage de mettre en œuvre la recommandation formulée par le Conseil au cours de sa neuvième session au sujet de la présentation des futurs budgets. Le Conseil, tenant compte du fait que la Mission de visite de 1951 a déclaré que la seule base solide sur laquelle l'Etat indépendant puisse être établi est l'autonomie financière, et considérant qu'il convient de prendre progressivement des mesures pour atteindre ce but, attire l'attention des habitants du Territoire et de l'Autorité chargée de l'administration sur l'importance que présente l'augmentation de la contribution financière de tous les éléments de la population au budget du Territoire.*

## Commerce

Le commerce intérieur consiste surtout en échanges portant sur les céréales, le beurre, les graines oléagineuses et le bétail. Les principales importations sont les tissus de coton, les épices, le thé, le café, le pétrole et les articles ménagers.

Quelques maisons de commerce arabes, britanniques, indiennes, italiennes et somalies se livrent au commerce d'exportation et d'importation. L'Autorité chargée de l'administration signale que le nombre des commerçants somalis qui font le commerce d'exportation et d'importation augmente, ce qui tient en partie au traitement préférentiel dont ils bénéficient dans l'octroi des licences d'importation. Le nombre des licences qui leur ont été accordées est passé de vingt-neuf le 1er avril 1950 à soixante et une à la fin de 1951.

Le commerce extérieur indique pour 1951 un excédent de 38.100.000 somalos des importations sur les exportations (importations 93.600.000 somalos, exportations, 55.500.000 somalos). Malgré un léger excédent des exportations à destination de l'Italie et de la zone dollar, l'excédent général des importations est dû aux échanges avec la zone sterling qui se sont soldés par un déficit équivalent à 40 millions de somalos.

Vingt et une pétitions soumises au Conseil à sa onzième session protestaient contre les mesures de réglementation imposées au commerce extérieur. En raison des difficultés de change, la délivrance des licences d'importation et d'exportation pour le commerce avec les pays autres que l'Italie a été soumise à de sévères restrictions. Les pétitionnaires se sont plaints notamment des restrictions imposées aux relations commerciales traditionnelles du Territoire avec les pays voisins. Ils ont déclaré que les prix des marchandises que la Somalie importe sont plus élevés en Italie que dans les autres pays ; il en est résulté une hausse des prix sur les marchés locaux et une sérieuse réduction du commerce du Territoire avec les pays d'outre-mer. Les restrictions s'étendent également au troc, ce qui ne peut se justifier par des difficultés de change. En outre, lorsqu'il s'agit d'accorder des licences d'exportation et d'importation, on donne la préférence à des Italiens ou à des commerçants non

somalis, en sorte qu'une grande partie du commerce extérieur du Territoire est passée entre les mains des Italiens; les licences ne sont accordées à des Somalis que par l'intermédiaire des chefs et des notables, qui les distribuent à leurs amis politiques. Les marchandises importées de pays autres que l'Italie sont soumises à de lourdes taxes d'importation; d'autre part, des restrictions sont imposées à l'exportation des produits du Territoire. Enfin, le coût des licences d'importation et d'exportation et les frais d'entrepôt ont augmenté<sup>285</sup>.

Un groupe de pétitionnaires a demandé que l'on accorde aux commerçants Somalis un traitement privilégié par rapport aux commerçants étrangers<sup>286</sup>.

Dans ses observations sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'en accordant des permis d'exportation et d'importation, elle donnait la préférence à des organisations commerciales composées de Somalis ou de Somalis et d'Européens<sup>287</sup>. Les échanges commerciaux entre la partie septentrionale du Territoire et Aden, Zanzibar et autres ports s'effectuent normalement et il n'est pas vrai que les lois et règlements en vigueur aient suscité des difficultés aux commerçants. Au contraire, le commerce maritime a augmenté<sup>288</sup>.

En ce qui concerne les plaintes relatives à l'impossibilité d'obtenir des licences d'importation pour le commerce avec la zone sterling, l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que, d'après les statistiques officielles, les importations en provenance de la zone sterling pour la période du 1er avril 1950 au 31 décembre 1950 représentaient plus de la moitié du total des importations du Territoire; en 1951, ces importations ont représenté plus d'un tiers des importations totales<sup>289</sup>. Enfin, l'Autorité chargée de l'administration a affirmé que le coût des licences d'importation et d'exportation n'a jamais augmenté<sup>290</sup>.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil, tenant compte du fait que certaines pétitions transmises en 1951 contiennent des plaintes au sujet des restrictions imposées en matière de commerce extérieur et tenant compte des vues de la Mission de visite de 1951 à ce sujet, note avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les commerçants peuvent maintenant se procurer des devises étrangères, que l'on donne la préférence aux commerçants somalis en ce qui concerne l'octroi de licences d'exportation et d'importation et que le volume du commerce d'exportation et d'importation a augmenté, améliorant ainsi le niveau de vie de la population.*

## Transports et communications

Le Territoire compte environ 9.000 kilomètres de routes et de pistes. Moins de 700 kilomètres sont ma-

cadamisés ou goudronnés. Les dépenses affectées à la construction de routes ont été de 1.898.000 somalos en 1951. Le cabotage se fait principalement au moyen de petits bateaux à voile et de quelques navires plus importants. L'Autorité chargée de l'administration s'est efforcée, jusqu'à présent sans succès, d'encourager l'établissement de compagnies de cabotage privées. Il existe des services de transports aériens dans le Territoire sous tutelle.

La Mission de visite a constaté que les voyages par route sont difficiles et en de nombreux cas impossibles pendant les deux saisons annuelles de pluie. Elle a estimé que l'état des routes offre un obstacle sérieux au progrès économique du Territoire et elle a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration s'efforcera de les améliorer dans le cadre des plans de développement. La Mission a également suggéré que l'Autorité chargée de l'administration étudie la possibilité de créer entre les différents ports du Territoire un service régulier de caboteurs qui, outre les marchandises, pourraient transporter des passagers sur le pont.

Cinq pétitions soumises au Conseil à sa onzième session formulaient des plaintes au sujet de l'insuffisance des voies de communication: la seule voie ferrée du Territoire a été démantelée par l'Administration militaire britannique et n'a pas été remplacée, les installations portuaires sont en mauvais état et les routes sont souvent impraticables pendant la saison des pluies<sup>291</sup>.

Dans ses observations sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'à la fin de l'année 1951, elle avait dépensé 25.000 somalos pour l'entretien du bassin de Brava et affecté 200.000 somalos pour la réparation et la réfection du débarcadere. Durant l'année 1951, elle a dépensé 240.000 somalos pour réparer la route entre Galcaio, Gardo et Bender Cassim<sup>292</sup>.

## Terres

Selon la délégation d'avant-guerre, qui est toujours en vigueur, l'Autorité chargée de l'administration ne peut pas disposer des terres occupées par des groupes autochtones. En vertu du droit coutumier, les droits individuels sur le sol sont limités; l'individu ne peut en jouir que du fait de son appartenance à une collectivité. Ainsi, une personne qui rompt ses liens avec la collectivité abandonne en même temps ses droits à l'usage de la terre.

Sous le régime colonial qui existait avant la dernière guerre, on avait institué des commissions pour désigner les terres qui n'étaient pas directement occupées ou exploitées et dont l'Administration pouvait disposer. Les conflits relatifs aux terres appartenant à des collectivités relèvent du droit coutumier. Les dispositions législatives qui ont trait à la possession et à l'aliénation des terres par des personnes non autochtones vont être modifiées et rendues conformes à l'article 14 de l'Accord de tutelle.

Aux termes de la législation d'avant-guerre qui est toujours en vigueur, des concessions sont accordées sur des terres disponibles en vue d'une culture intensive. Elles revêtent les trois formes suivantes:

<sup>285</sup> T/Pet.11/40, 79, 80, 81, 87, 89, 90, 92, 101, 103, 105, 109, 110, 112 et Add.1 et 2, 114, 117, 120, 131, 141, 152, 157.

<sup>286</sup> T/Pet.11/110.

<sup>287</sup> T/952.

<sup>288</sup> T/982.

<sup>289</sup> T/982.

<sup>290</sup> T/959/Add.1. En ce qui concerne les décisions prises par le Conseil de tutelle au sujet de neuf de ces pétitions, voir les résolutions 550 (XI), 526 (XI), 527 (XI), 534 (XI), 525 (XI), 535 (XI), 537 (XI), 540 (XI) et 570 (XI).

<sup>291</sup> T/Pet.11/77, 112 et Add.2, 120, 121.

<sup>292</sup> T/982. En ce qui concerne les décisions prises par le Conseil de tutelle au sujet de quatre de ces pétitions, voir les résolutions 526 (XI), 519 (XI), 535 (XI) et 540 (XI).



a) Concession perpétuelle pour valorisation du terrain, contre paiement d'un loyer annuel ou versement d'un capital déterminé. Le terrain doit être effectivement mis en valeur, sous peine de retrait de la concession;

b) Concession avec transfert simultané de propriété, contre paiement d'un prix fixé. Une clause exige la mise en valeur du terrain. Après s'être acquitté de toutes ses obligations, le concessionnaire a la libre et absolue propriété du terrain;

c) Concession temporaire contre paiement d'un loyer annuel. Les modalités de la reprise à l'expiration de la concession et le genre de culture sont stipulés dans le contrat de location.

L'Autorité chargée de l'administration signale qu'aucune concession agricole n'a été accordée en 1951. À la fin de l'année, la situation était la suivante en ce qui concerne la propriété des terres. Toutes les terres occupées ou exploitées par les tribus autochtones sont considérées comme étant leur propriété. La superficie des terres possédées par des personnes non autochtones se répartit comme suit: superficie possédée par des Arabes, 1500 hectares; par des Indiens, 5 hectares; par des Italiens, 72.842 hectares. D'après le rapport annuel, les terres détenues par des non-autochtones représentent environ 2 pour 100 de la totalité des terres cultivables ou cultivées. Toutes ces concessions ont été accordées avant mars 1941.

La Mission de visite a constaté qu'il convient de modifier les principes dont s'inspire la législation foncière et les pratiques suivies en la matière afin de les rendre conformes aux dispositions de l'Article 14 de l'Accord de tutelle. Etant donné la faible superficie des terres arables et le caractère spécial des Accords de tutelle concernant ce Territoire, la Mission a estimé qu'il n'était pas judicieux d'accorder de nouvelles concessions agricoles.

Dans une déclaration jointe en annexe au rapport, le représentant des Philippines au Conseil consultatif a souligné que le restant des terres cultivables devrait être réservé au futur Etat somali et non pas aliéné en faveur d'étrangers. A son avis, ces terres peuvent être cédées à bail à des concessionnaires étrangers dans des conditions qui seraient avantageuses à la fois pour les concessionnaires et pour la population autochtone et qui inciteraient les colons à s'établir sur ces terres. Pour cette raison, il lui a semblé qu'il conviendrait de promulguer le plus tôt possible une législation agraire dans ce sens<sup>293</sup>.

L'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'elle étudiait le problème en vue d'établir une nouvelle réglementation qui serait conforme aux dispositions de l'Accord de tutelle.

Onze pétitions soumises au Conseil de tutelle à sa onzième session protestaient contre les aliénations de terre en faveur des Italiens. D'après ces pétitions, les meilleures terres, celles qui se trouvent au bord des rivières, sont entre les mains des Italiens, tandis que les Somalis sont obligés de cultiver les terres arides de l'intérieur du pays, où l'irrigation est impossible. Les pétitionnaires déclaraient en outre que les terres étaient aliénées de façon arbitraire et que l'Administration faisait souvent droit aux revendications

des colons, même après un intervalle de onze ans, en se fondant sur le fait que les concessions en cause avaient été accordées sous l'ancien régime italien<sup>294</sup>.

Dans les observations qu'elle a formulées au sujet de ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a fait remarquer qu'il ne s'était produit aucune aliénation de terre sous l'administration italienne et que dans cinq des cas cités dans les pétitions, il s'agissait de différences concernant des baux, des délimitations de terrains ou des concessions dont les intéressés étaient propriétaires depuis longtemps. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il était absurde et faux de prétendre que les terres fertiles étaient entièrement aux mains des agriculteurs italiens; dans trois zones agricoles, une grande partie des terrains qui appartiennent à des non-autochtones sont de qualité moyenne. On estime à moins de 2 pour 100 des terres cultivées ou cultivables, les terrains appartenant à des cultivateurs européens<sup>295</sup>. Dans la région du Djouba, les meilleures terres sont restées entre les mains des autochtones<sup>296</sup>.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, ayant vu son attention attirée sur divers aspects des questions foncières, en particulier sur les plaintes contenues dans certaines pétitions relatives aux litiges fonciers, et notant que l'Autorité chargée de l'administration a donné l'assurance qu'elle n'accordera pas de concessions avant que ne soit adoptée une nouvelle législation foncière inspirée des principes de l'Accord de tutelle, prie l'Autorité chargée de l'administration de prendre toutes les mesures nécessaires pour promulguer rapidement cette législation.*

### Agriculture et élevage

Le bétail, essentiellement composé de camélidés (dromadaires), de bovidés et de moutons constitue la principale richesse du Territoire; la plus grande partie de la population en tire ses moyens d'existence. En général, les Somalis n'élèvent pas leur bétail en vue du commerce; leurs troupeaux représentent plutôt un capital dont le propriétaire tire un prestige social considérable. Dans les régions du Territoire où la rareté des pluies ne permet guère l'agriculture, l'élevage constitue la seule forme d'activité économique. En raison du nombre limité des puits et de la rareté des pluies, il est souvent nécessaire de concentrer le bétail dans des zones d'étendue restreinte, ce qui provoque des conflits pour la possession des points d'eau et des pâturages.

D'après les estimations, 40 pour 100 de la superficie du Territoire sont des terrains inutilisables, 50 pour 100 des pâturages en partie utilisables pour certaines cultures, et 10 pour 100 des terrains cultivables ou cultivés. Les principales récoltes sont le sorgho, le maïs, les haricots, les arachides, les bananes, le sésame, la canne à sucre, le coton et le riz. La production du coton a augmenté par suite du développement général des cultures. Les autochtones cultivent le sol à la houe. Les moyens mécaniques de culture ne sont guère employés que dans les plantations européennes.

<sup>294</sup> T/Pet.11/R.1, T/Pet.11/40, 80, 88, 120, 121, 141, 169, 170, 173, 209.

<sup>295</sup> T/952.

<sup>296</sup> T/982. En ce qui concerne les décisions prises par le Conseil de tutelle au sujet de deux de ces pétitions, voir les résolutions 524 (XI) et 540 (XI).



A sa neuvième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre toutes les mesures possibles pour encourager les cultures vivrières essentielles, afin que le Territoire atteigne un degré normal d'indépendance économique. Il lui a également recommandé de poursuivre ses efforts en vue d'étudier la possibilité d'accroître les ressources en eau et de constituer des réserves de produits alimentaires pour réduire au minimum les effets de la sécheresse, et l'a invitée à rendre compte, dans son prochain rapport annuel, des progrès réalisés.

L'Autorité chargée de l'administration a fait savoir qu'à la fin de l'année, elle avait constitué un stock de plus de 15.000 quintaux de maïs à titre de réserve en cas de pénurie éventuelle, et qu'elle envisageait de porter cette quantité à 50.000 quintaux. La production totale de sorgho est passée de 127.000 quintaux en 1950 à 450.000 quintaux en 1951, et celle du maïs de 96.000 quintaux à 280.000 quintaux pendant la même période.

La Mission de visite a estimé que l'on pourrait faire beaucoup pour améliorer la production parmi les cultivateurs autochtones en créant un service de perfectionnement agricole qui, en liaison avec les établissements-pilotes qu'on est en train de fonder, vulgariserait les nouvelles méthodes agricoles et permettrait d'étudier les problèmes propres à différentes régions. La Mission a aussi été d'avis que les efforts de mise en valeur devaient être aussi énergiques dans les zones agricoles arides que le long des rivières.

D'après le rapport annuel, il existait dans le Territoire, en 1951, cinq fermes et stations agricoles expérimentales. L'Administration a apporté son concours aux autochtones pour la création de coopératives agricoles dans le voisinage des deux fleuves; sept coopératives couvrant une superficie totale de 3.250 hectares sont en voie de création. L'Administration a fourni aux coopératives l'assistance technique et l'outillage dont elles avaient besoin pour installer des canaux d'irrigation. Elle a également encouragé, aidé et surveillé le système de coparticipation qui régit dans divers districts la culture du coton, des arachides et du sésame.

La Mission de visite a pensé que l'on devrait insister davantage sur la formation agricole dans les écoles du Territoire; elle a noté avec satisfaction qu'une école d'agriculture et de zootechnique sera fondée vers le milieu de juillet 1952.

La Mission a estimé que le système de la coparticipation agricole avait donné de l'élan à la culture du coton et pourrait servir de base au développement des coopératives agricoles indigènes. Elle a estimé que l'Administration devrait aussi examiner la possibilité de mettre au point un plan coopératif de commercialisation et qu'il faudrait prendre des mesures pour assurer une certaine diversification des cultures, afin d'éviter des difficultés si le prix de vente du coton venait à tomber trop bas.

La Mission a remarqué que les bananes, qui représentent 29,25 pour 100 de la valeur totale des exportations pendant la période comprise entre avril et décembre 1950, se vendent en Italie à un prix supérieur au prix mondial, par suite des frais élevés d'emballage et de transport. La Mission a constaté avec satisfaction que des mesures sont prises pour réduire les frais et pour chercher de nouveaux débouchés. Elle a été d'avis

qu'il faudrait enquêter sur la possibilité de diversifier davantage les cultures des plantations européennes afin que la prospérité de ces plantations cesse de dépendre exclusivement de la culture des bananes et de la canne à sucre. La Mission a estimé que la création d'une bonne industrie de l'élevage, indispensable par ailleurs comme source additionnelle de revenus, aiderait beaucoup à fixer les populations nomades et semi-nomades.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le problème de l'élevage tiendra une place importante dans le plan de développement économique du Territoire et que les recommandations formulées par la Mission de l'Administration de la coopération économique (ECA) au sujet des ressources en eau souterraine feront l'objet d'un examen approfondi, de même que les recommandations de la Mission d'assistance technique des Nations Unies.

Douze pétitions dont le Conseil a été saisi à sa onzième session se plaignent de ce que l'agriculture indigène soit primitive et signalent que l'Administration ne fait pas les efforts nécessaires pour encourager le développement de l'agriculture. Les pétitionnaires soulignent la nécessité d'établir un programme coordonné de développement agricole, qui prévoirait la fourniture d'un outillage moderne, la construction de réseaux d'irrigation, le développement des recherches dans le domaine de l'agriculture et une assistance technique et financière. Plusieurs pétitionnaires ont demandé instamment une amélioration des possibilités de crédit agricole<sup>297</sup>.

Certains pétitionnaires se plaignent de ce que les planteurs de coton somalis ne soient autorisés à vendre leur coton qu'à des compagnies et des commerçants italiens, qui leur paient un prix très faible. Ils demandent que l'on permette aux producteurs de vendre à l'acheteur qui leur convient et que l'Administration crée des coopératives cotonnières régionales dirigées par des Somalis, en vue d'assurer la vente du coton<sup>298</sup>.

Dans les observations qu'elle a formulées au sujet de ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a fait observer qu'elle procède à des expériences dont l'objet est d'aider les fermiers autochtones à appliquer les méthodes modernes d'agriculture; à cet effet, elle a recours aux coopératives agricoles qui permettent aux cultivateurs d'acquiescer des machines. Ces mesures représentent une lourde charge pour le budget. Quatre coopératives ont reçu de l'outillage agricole. En outre, on a créé six dépôts de machines agricoles, pour aider les fermiers autochtones à cultiver leurs terres<sup>299</sup>.

En ce qui concerne la commercialisation du coton, l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir que les contrats de culture du coton conclus entre les fermiers indigènes et les Européens fixent un prix d'achat minimum et prévoient également l'établissement, à l'époque de la récolte, d'un prix en rapport avec celui du coton sur le marché international<sup>300</sup>. Les agriculteurs sont libres de vendre leur coton comme ils l'entendent. L'Autorité chargée de l'administration juge que les plaintes formulées à ce sujet ne sont pas jus-

<sup>297</sup> T/Pet.11/40, 69, 74, 89, 101, 110, 120, 157, 163, 172, 176, 210.

<sup>298</sup> T/Pet.11/40, 88, 109, 159.

<sup>299</sup> T/982.

<sup>300</sup> T/952.

tifiées et elle attire l'attention sur les nouveaux règlements récemment adoptés en ce qui concerne la production et la vente du coton<sup>301</sup>.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes :

*Le Conseil, notant avec satisfaction les mesures prises par l'Autorité chargée de l'administration pour encourager la formation agricole, notamment par l'établissement d'une école d'agriculture, et pour créer des coopératives agricoles, exprime l'espoir de voir étendre ces mesures.*

*Le Conseil prie instamment l'Autorité chargée de l'administration d'intensifier ses efforts en vue de diversifier les récoltes de façon à réduire les difficultés qui pourraient surgir si les prix des principales récoltes venaient à fléchir sur les marchés.*

## Ressources en eau

La Mission de visite a pensé que l'Administration devrait adopter des mesures énergiques pour améliorer les ressources en eau et devrait persévérer dans ses efforts pour s'assurer la collaboration de la population. La Mission a estimé qu'il convenait d'étudier la possibilité d'améliorer les procédés qui permettent de capter des eaux superficielles. Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration fait savoir qu'elle a entrepris une étude des ressources en eaux souterraines, mais que l'ECA n'a pas accordé l'aide que l'on attendait d'elle pour le forage des puits, car, à son avis, il ne s'agissait pas à proprement parler d'un programme d'assistance technique.

Dans quinze des pétitions dont le Conseil était saisi à sa onzième session, il est question du manque d'approvisionnements en eau et des difficultés rencontrées en période de sécheresse. Les pétitionnaires demandent le forage de nouveaux puits et l'aménagement de réseaux d'irrigation<sup>302</sup>.

Dans ses observations sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il y avait pour 70.000 somalos de travaux en cours pour le forage de treize nouveaux puits dans la haute vallée du Djouba<sup>303</sup>. Trois techniciens ont entrepris une étude des ressources en eaux souterraines du Territoire<sup>304</sup>. Dans la région du Mudugh, seize nouveaux puits sont en construction et l'on en répare trente-cinq, ce qui représente une dépense de 140.000 somalos<sup>305</sup>.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes :

*Le Conseil, notant que l'Administration a élaboré des plans en vue du développement des ressources en eau du Territoire, encourage l'Autorité administrante à poursuivre cette tâche et prie instamment tous les groupes de la population somalie de collaborer pleinement à l'exécution de ce programme.*

<sup>301</sup> T/982. En ce qui concerne les décisions prises par le Conseil de tutelle au sujet de six de ces pétitions, voir les résolutions 534 (XI), 571 (XI), 524 (XI), 525 (XI), 540 (XI) et 570 (XI).

<sup>302</sup> T/Pet.11/R.1, T/Pet.11/90, 110, 112 et Add.1 et 2, 157, 163, 169, 170, 172, 176, 184, 205, 210, 212, 213.

<sup>303</sup> T/982.

<sup>304</sup> T/978.

<sup>305</sup> T/991. En ce qui concerne les décisions prises par le Conseil de tutelle au sujet de quatre de ces pétitions, voir les résolutions 568 (XI), 526 (XI), 535 (XI) et 570 (XI).

## Industrie

Le développement de l'industrie dans le Territoire a été très limité. Ce sont surtout des non-autochtones qui s'y sont intéressés. Cependant l'Autorité chargée de l'administration déclare qu'elle encourage les Somalis à investir leurs capitaux à côté des capitaux étrangers dans des entreprises industrielles.

Le principal établissement industriel est la raffinerie de sucre de la Società Agricola Italo-Somala, qui doit être prochainement agrandie. Il existe deux scieries importantes, deux tanneries, trois fabriques de conserves de thon, des usines pour l'extraction des huiles végétales, plusieurs ateliers mécaniques et un certain nombre d'entreprises qui produisent des denrées alimentaires, des boissons et du savon.

L'Autorité chargée de l'administration estime impossible de développer l'industrie de façon appréciable sans l'apport de capitaux étrangers. Pour le moment, elle n'envisage pas d'accorder à l'industrie une assistance financière directe; cependant, un projet de financement des entreprises industrielles et agricoles est à l'étude. Comme elle l'a précédemment indiqué, l'Autorité chargée de l'administration a exempté l'équipement industriel des taxes d'importation; elle a également exempté les nouvelles industries de tout impôt sur le revenu pour une période de dix ans.

## Industrie minière

Des travaux de prospection et des recherches minières effectués avant la dernière guerre ont révélé des gisements d'étain, de plomb, de fer, de lignite et la présence de formations géologiques qui font présumer l'existence de gisements de pétrole. Au cours de l'année 1951, une société minière italienne a obtenu l'autorisation d'effectuer des prospections minières pour rechercher le fer, le plomb, le titane et le lignite. L'année précédente, la même société avait reçu l'autorisation d'effectuer des prospections pour chercher des gisements d'étain, de tungstène, de molybdène et de zirconium.

Une loi relative à l'octroi de concessions et de permis de prospection a été promulguée. L'une des plus importantes dispositions de cette loi pose le principe de l'inaliénabilité des ressources minérales, qui ne peuvent faire l'objet que de concessions. La durée de la concession ne peut dépasser quarante ans. L'Autorité chargée de l'administration n'a accordé aucune concession minière depuis le moment où elle a pris en charge l'administration du Territoire jusqu'à la fin de 1951.

## Pêche

Au cours de l'année étudiée, quatre entreprises de pêche, bénéficiaires d'une concession de neuf ans, étaient en exploitation. Il est interdit de pratiquer la pêche commerciale à moins de 500 mètres de la côte; cette mesure a pour objet de protéger les autochtones qui se livrent à la petite pêche.

L'Autorité chargée de l'administration, en collaboration avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, va étudier la possibilité de développer la pêche dans un proche avenir. En 1951, elle a pris des dispositions en vue de réglementer l'octroi des permis de pêche; la durée maximum des concessions est de neuf ans.

## Forêts

Les maigres ressources forestières du Territoire sont protégées par la loi. Il faut un permis pour abattre des arbres. La récolte de l'encens est d'une importance considérable pour la vie économique de la partie nord du Territoire. Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle s'efforçait d'augmenter la production de l'encens et d'en améliorer la qualité.

## Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle

## Généralités

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a constaté que l'équilibre du budget intérieur et celui de la balance des paiements à l'étranger posent un grave problème; à son avis, ce problème est d'autant plus sérieux que les détenteurs de capitaux qui pourraient investir leurs fonds dans le Territoire éprouvent une répugnance légitime à placer leurs capitaux dans un pays dont les ressources économiques n'ont pas encore été entièrement déterminées et dont l'avenir politique est incertain. Il a estimé qu'il convenait de féliciter l'Autorité chargée de l'administration des mesures qu'elle a prises pour obtenir l'assistance d'institutions étrangères. D'autre part, il a estimé que le Conseil devrait exprimer l'espoir que le rapport de la Mission de l'assistance technique indiquera quels sont, parmi les domaines de la vie économique du Territoire, ceux dont le développement assurerait les plus grands bénéfices; sur la base de ce rapport, l'Administration serait en mesure d'encourager l'entrée de capitaux dans le Territoire.

Tout en se déclarant peu disposé à préjuger les recommandations de la Mission d'assistance technique, le représentant du Royaume-Uni a émis l'avis que les produits et les industries dont la fabrication ou le développement peuvent avoir des chances de succès dans le Territoire sont en nombre limité; aussi, l'Autorité chargée de l'administration agirait-elle sagement en s'efforçant de les améliorer et de les développer plutôt que de consacrer son temps et ses ressources à diversifier davantage l'économie du Territoire, alors que cette diversification ne se justifie guère.

Parlant du problème des placements de capitaux, le représentant de la Belgique a fait observer qu'il serait important que les salines du ras Hafun soient rouvertes le plus tôt possible.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration ne prenait pas les mesures nécessaires pour améliorer la situation économique difficile où se trouvent les autochtones et pour assurer le progrès économique du Territoire sous tutelle.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le revenu du Territoire augmente progressivement, que son commerce avec l'étranger se développe de façon constante, et que, dans le cadre du plan général de développement économique, les diverses initiatives locales seront systématiquement encouragées; il a ajouté que, en faisant appel à l'aide financière et technique d'organisations internationales, l'on peut envisager avec confiance certains grands pro-

blèmes dont la solution pourra sensiblement modifier le potentiel économique du Territoire.

## Finances publiques et impôts

Le représentant de la Chine a constaté que l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre est l'importance considérable du déficit budgétaire. Il est indispensable de donner à ce problème une solution satisfaisante, sinon le futur Etat indépendant ne pourra exister sans une aide substantielle de l'étranger. Certes, les dépenses ont diminué par suite de la réduction des forces militaires italiennes et du personnel de la police. Toutefois, il faudrait dès à présent élaborer des plans préliminaires en vue de résoudre le problème lorsque le Territoire deviendra indépendant. Selon la suggestion de la Mission de visite, il faudrait procéder, au plus tard au moment où le Conseil enverra la prochaine mission de visite dans le Territoire, c'est-à-dire probablement en 1954, à une étude préliminaire en vue, notamment, de déterminer l'importance des services gouvernementaux que le Territoire pourrait financer par ses propres moyens. Le Conseil devrait tenir compte de ce fait en établissant le mandat de la mission. L'Autorité chargée de l'administration devrait peut-être étudier la possibilité de remplacer par une autre taxe l'impôt sur les huttes, que le Conseil a toujours jugé peu satisfaisant.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que la proportion des dépenses budgétaires directement prises en charge par le Gouvernement italien est alarmante. Il conviendrait de faire un effort pour remédier à cette situation.

Le représentant du Royaume-Uni s'est félicité de constater que l'Autorité chargée de l'administration était prête à adopter la suggestion que la délégation du Royaume-Uni avait formulée à la neuvième session du Conseil et qui tendait à ce que le budget fût établi de façon à présenter séparément les dépenses qui incomberont inévitablement au futur Etat somali et celles que supporte l'Autorité chargée de l'administration. Une telle présentation permettra d'évaluer avec plus de précision les perspectives de solvabilité de l'Etat qui succédera à l'Administration actuelle. Le représentant du Royaume-Uni a également constaté avec satisfaction que le déficit budgétaire pendant l'année étudiée n'était pas aussi considérable qu'on l'avait pensé.

Le représentant de la Belgique a estimé que le Conseil devrait constater avec satisfaction que le Gouvernement italien apporte une importante contribution à l'équilibre du budget. Cependant, le Territoire ne devrait pas devenir tributaire de l'Autorité chargée de l'administration. Les dépenses qui ne sont pas régulières et périodiques peuvent être couvertes avec des fonds provenant de l'Autorité chargée de l'administration sans que soit compromis en aucune manière l'équilibre du budget de la Somalie devenue indépendante. Par contre, développer le service médical dans une proportion telle qu'il soit impossible à l'Etat somali de préserver ce qui a été créé pourrait constituer un danger. Il est donc indispensable que l'Autorité chargée de l'administration maintienne un certain équilibre afin d'éviter des difficultés au gouvernement futur de la Somalie.

Le représentant de la Belgique a constaté d'autre part qu'en vertu du système actuel, la présentation du

budget ne permet pas, dans tous les cas, de se rendre exactement compte des dépenses qui ont été effectuées pour les différents postes. Il a toutefois rappelé que l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir qu'au cours du prochain rapport cet inconvénient serait évité.

Le représentant de la Belgique a demandé si les impôts, et notamment les impôts sur les bénéfices professionnels, étaient suffisants, même en tenant compte du souci de l'Administration de favoriser les placements de capitaux.

Le représentant de la France a estimé que l'équilibre du budget posait un problème très important et difficile à résoudre. Si l'avenir économique du pays doit être favorisé des investissements étrangers, l'arrivée de ces capitaux ne peut qu'être facilitée par la stabilité politique, qui dépend en grande partie de la modération et de la compréhension dont feront preuve les partis.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que chaque autochtone âgé de plus de 18 ans doit payer l'impôt sur les huttes pour chaque maison qu'il possède. Aux termes du décret n° 14 de 1944, il est prévu que cet impôt pourra être perçu sur tout autre bien appartenant au contribuable récalcitrant; au cas où il ne posséderait pas d'autres biens, il sera passible d'une peine de trois mois d'emprisonnement pour chaque année pour laquelle l'impôt n'a pas été payé. Le représentant de l'Union soviétique a proposé que le Conseil de tutelle recommande à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures pour remplacer cet impôt par un impôt progressif sur le revenu ou, tout au moins, par un impôt sur le revenu qui tiendrait compte des biens appartenant au contribuable autochtone et de sa capacité de paiement.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la réorganisation et la modernisation du système fiscal qui étaient à l'étude auraient pour effet d'accroître et de stabiliser les recettes du Territoire et contribueraient également à égaliser les revenus, ce qui constituerait une mesure efficace de justice sociale.

## Commerce

Le représentant de la Belgique a dit que le Conseil pouvait noter avec satisfaction que la situation signalée dans un certain nombre de pétitions en ce qui concerne le commerce avec les pays d'Extrême-Orient qui fournissaient au Territoire des marchandises à bas prix avait été réglée et qu'une préférence était accordée aux commerçants somalis pour l'octroi des licences d'importation et d'exportation.

## Terres

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les autorités italiennes avaient enlevé aux autochtones les meilleures terres. Non seulement l'Autorité chargée de l'administration n'avait pas rendu aux autochtones les terres qui leur avaient été enlevées avant l'instauration du régime de tutelle, mais elle continuait à appliquer l'ancienne politique coloniale qui consistait à aliéner sous divers prétextes les terres des autochtones. Il ressort du rapport de l'Autorité chargée de l'administration que 88.342 hectares de terres appartiennent aux Italiens, alors que

la superficie des terres cultivables est évaluée à 10 pour 100 seulement de la superficie totale du Territoire. Le représentant de l'Union soviétique a mentionné plusieurs pétitions qui contiennent des plaintes relatives à de nouvelles aliénations de terres<sup>306</sup>. Il a estimé que le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de restituer aux autochtones les terres aliénées de quelque manière que ce soit et d'interdire à l'avenir toute aliénation des terres des autochtones.

## Agriculture et élevage

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que le Conseil devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de poursuivre ses efforts en vue de réduire les frais dans l'industrie de la banane, afin de rendre inutiles et d'éliminer les arrangements spéciaux conclus avec l'Italie pour l'écoulement de ce produit et de permettre à la Somalie d'exporter des bananes sur le marché mondial et d'y soutenir la concurrence.

Le représentant de la France a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuerait à vouer toute son attention au problème de l'élevage du bétail et qu'elle prendrait notamment des mesures pour augmenter le nombre des puits. Il a félicité l'Autorité chargée de l'administration des progrès accomplis dans le domaine de la production agricole.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'agriculture était primitive; comme l'Autorité chargée de l'administration ne faisait rien pour la perfectionner, la condition des autochtones ne pouvait s'améliorer. Le rapport de la Mission de visite a signalé que la famine avait sévi pendant les trois ou quatre dernières années dans les régions septentrionales de la Somalie. Au lieu de se consacrer à la production des denrées alimentaires, l'Autorité chargée de l'administration s'efforce uniquement d'accroître la production des récoltes destinées à l'exportation, comme le coton et la banane. Une telle politique aggrave la situation de la population autochtone, qui souffre des sécheresses constantes et de l'insuffisance des récoltes. Le système dit de la coparticipation appliqué à la culture du coton ne constitue en réalité qu'une des pires formes d'exploitation de la population autochtone par les Italiens. Les concessionnaires européens, qui fournissent au cultivateur autochtone les graines et avancent les fonds nécessaires, reçoivent en échange le droit d'acheter pour presque rien toute la récolte de coton.

## 4. — PROGRES SOCIAL

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### Généralités

La population somalie est composée en grande partie de pasteurs nomades; ce fait influe directement sur la question du progrès social. A sa neuvième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de se livrer à une étude complète de ce problème et de faire connaître au Conseil les résultats de cette étude dans son prochain rapport annuel.

<sup>306</sup> T/Pet.11/33, 38, 39, 40, 170.

En examinant la situation sociale dans le Territoire à la lumière des dispositions de l'Accord de tutelle, la Mission de visite de 1951 a exprimé l'espoir qu'au cours de l'année, l'Autorité chargée de l'administration serait en mesure de faire connaître au Conseil de tutelle le détail des programmes qu'elle entend réaliser au cours des neuf années à venir dans les domaines du bien-être social, de la législation du travail et des services médicaux. La Mission a constaté que la médiocrité du niveau de vie et les taux élevés de morbidité retardent le développement général. Elle a remarqué que l'intégration des populations nomades et semi-nomades dans la vie politique et économique du territoire pose également un problème. Il est indispensable que de nouvelles conceptions économiques et sociales leur soient inculquées grâce à la création d'organes modernes de gouvernement local, à l'éducation et au développement d'une industrie de l'élevage qui améliorera les niveaux de vie et permettra à cette importante section de la population de contribuer au revenu du Territoire.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle étudiait ces problèmes et qu'elle présenterait les résultats de cette étude au Conseil de tutelle au plus tard dans son rapport annuel suivant. L'Autorité chargée de l'administration a fait remarquer que les conditions physiques qui règnent dans la plus grande partie du Territoire ne permettent aucune autre forme d'organisation autochtone que le nomadisme pastoral. Aussi est-elle d'avis qu'une majorité de la population sera, pendant longtemps encore, composée de nomades. Toutefois, l'Autorité chargée de l'administration estime possible de prendre dans différentes régions du Territoire des mesures pour améliorer la situation sociale et économique d'une grande partie des populations nomades et pour leur assurer une plus grande sécurité. Ainsi, dans les territoires éloignés du nord, le problème principal consiste à éliminer les causes qui provoquent progressivement le dépeuplement de la région. En ce qui concerne les populations en majeure partie pastorales, plus au sud, dans le Mudugh, il faudra résoudre les problèmes que pose l'existence de la frontière administrative provisoire avec l'Éthiopie. Il faudra réaliser un équilibre entre les troupeaux d'une part et les ressources en pâturages et en eau d'autre part, et créer des débouchés commerciaux pour l'utilisation économique des produits de l'élevage.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a adoptées à sa neuvième session au sujet des aspects sociaux du nomadisme en Somalie, notant que l'Autorité chargée de l'administration attend le rapport de la Mission de l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies pour terminer son étude sur ce problème et qu'elle présentera les résultats de son étude dans son prochain rapport annuel, notant aussi que l'Autorité chargée de l'administration traite le problème du nomadisme sous l'angle de l'éducation de base et qu'elle a sollicité, à ce sujet, l'assistance de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration lui fournira des renseignements complets sur tous les aspects des efforts déployés par elle en vue de résoudre le problème du nomadisme et qu'un programme d'ensemble sera mis en œuvre pour ré-*

*soudre les problèmes politiques, sociaux et économiques que pose le nomadisme.*

## Niveau de vie

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration déclare que le niveau de vie des habitants s'est amélioré. C'est ainsi par exemple que le prix du lait et du beurre, aliments de base chez les nomades, a baissé et que les fermiers ont bénéficié de bonnes récoltes et de l'accroissement de la production des cultures commerciales. La situation des salariés semble s'améliorer. De plus, la population a également bénéficié de la baisse du prix des céréales. A Mogadiscio, le coût de la vie pour une famille type ayant un revenu d'environ 150 somalos par mois a augmenté de 6 pour 100 par rapport à l'année précédente en ce qui concerne l'alimentation, le vêtement, le logement, le combustible, l'éclairage et diverses autres dépenses.

Plusieurs des pétitions soumises au Conseil à sa onzième session se plaignaient de la médiocrité du niveau de vie et de l'indigence du peuple somali. Les pétitionnaires déclaraient que le coût de la vie était très élevé et augmentait journellement<sup>307</sup>. Les auteurs d'une pétition ont demandé que l'Administration mette en œuvre des mesures de déflation pour lutter contre la hausse des prix et qu'elle favorise à cet effet la création de coopératives de consommateurs<sup>308</sup>.

Dans ses observations sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a renvoyé aux chapitres pertinents du rapport annuel pour 1951. La réglementation concernant le contrôle des prix est restée inchangée et les prix de gros comme les prix de détail sont contrôlés<sup>309</sup>.

## Immigration

Dans son rapport à la neuvième session du Conseil, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle avait réglementé l'entrée des immigrants, notamment des citoyens italiens, et que seuls étaient admis ceux qui pouvaient contribuer utilement au développement économique du territoire. Pendant la période étudiée, des autorisations d'entrée ont été accordées à 203 Arabes, 83 Indiens, 559 Italiens (au nombre desquels se trouvaient des fonctionnaires de l'Administration et des bataillons de sécurité ainsi que leurs familles), 14 autres Européens et 7 personnes de nationalités diverses.

La Mission de visite de 1951 a été informée que le Gouvernement italien n'avait nullement l'intention d'encourager ou d'approuver une politique d'immigration générale dans le Territoire sous tutelle, mais que l'admission de techniciens et de personnes pourvues de capitaux ne serait pas interdite. La Mission, tout en étant d'avis qu'il est indispensable en certains domaines de faire appel à des spécialistes européens, a exprimé des doutes au sujet de l'opportunité d'encourager l'établissement de nouveaux colons européens en Somalie.

## Droits de l'homme et libertés fondamentales

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité char-

<sup>307</sup> T/Pet.11/40, T/101, 105, 109, 116, 120, 121, 184, 192.

<sup>308</sup> T/Pet.11/192.

<sup>309</sup> T/952, T/959/Add.1 et T/995. En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle au sujet de deux de ces pétitions, voir les résolutions 534 (XI) et 540 (XI).

gée de l'administration a déclaré que, conformément au code de procédure pénale de la République italienne qui est appliqué dans le Territoire, nul ne peut être privé de sa liberté sans mandat régulier des autorités judiciaires, mais que des exceptions sont faites à cette règle dans les cas de délits d'une certaine gravité ou de flagrants délits. Dans ces cas exceptionnels, un officier de police peut arrêter une personne sans mandat d'arrêt, mais il doit la faire comparaître immédiatement devant l'autorité judiciaire compétente.

L'Autorité chargée de l'administration a affirmé qu'elle reconnaît le droit de pétition et assure à tous les habitants, sans aucune distinction la protection de leur personne et de leurs biens. Comme presque tous les autochtones appartiennent à la religion musulmane, l'Autorité chargée de l'administration a fait observer qu'elle n'a pas eu à prendre de mesures pour sauvegarder la religion indigène.

Un certain nombre de pétitions soumises au Conseil à sa onzième session contenaient des plaintes relatives à des cas de discrimination raciale. Certaines d'entre elles faisaient état de cas précis de discrimination en matière d'emploi, de soins médicaux et d'enseignement. Les Somalis et les Italiens qui occupent des postes équivalents dans les services gouvernementaux seraient rémunérés à des taux différents. Les pétitionnaires ont demandé avec insistance que l'on accorde un salaire égal pour un travail égal<sup>310</sup>. Les auteurs de deux pétitions ont félicité l'Administration d'avoir augmenté les salaires des fonctionnaires somalis<sup>311</sup>.

Dans ses observations sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les citoyens italiens recrutés par l'Administration militaire britannique avaient été maintenus en service avec un contrat temporaire de deux ans. Etant donné le caractère temporaire de leur emploi, ils reçoivent un salaire plus élevé que les Somalis qui ont été engagés pour une période indéterminée. L'Autorité chargée de l'administration ajoutait que dans la nouvelle réglementation relative au personnel engagé sur place, l'Administration s'efforcerait de supprimer toutes les différences de traitements entre les étrangers et les Somalis; si les aptitudes et les diplômes universitaires sont équivalents, ils recevront tous la même rémunération de base<sup>312</sup>.

L'auteur d'une des pétitions soumises au Conseil à sa onzième session a prétendu que la liberté de parole n'existe pas en Somalie<sup>313</sup>. Dans ses observations sur cette pétition, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la plus grande liberté de parole était garantie à tous les habitants du Territoire<sup>314</sup>.

### Condition de la femme

La Mission de visite de 1951 a constaté qu'on emploie couramment des femmes dans les entreprises agricoles et industrielles et a recommandé que l'Autorité chargée de l'administration, en rédigeant un code

du travail pour le Territoire, prenne les mesures nécessaires pour protéger les femmes salariées avant et après la grossesse, pour établir des salaires minimums et accorder aux femmes mariées qui travaillent le bénéfice de tel système d'allocations familiales qui sera prévu par la loi, pour alléger les tâches confiées aux femmes et leur permettre d'accéder aux établissements d'apprentissage professionnel sur une base d'égalité avec les hommes.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'amélioration de la condition de la femme sera une entreprise difficile, pour laquelle il faudra beaucoup de temps. Une législation prévoyant la protection des travailleuses est en voie d'adoption. Le nombre des jeunes filles qui fréquentent les écoles a triplé entre 1950 et 1951 et un certain nombre de femmes sont employées par l'Administration, la plupart d'entre elles dans les services médicaux et les services de santé publique.

### Logement

Une pétition présentée au Conseil à sa onzième session signalait l'existence d'une grave pénurie de logements et l'augmentation constante des loyers qui en résultait. Le pétitionnaire suggérait l'établissement d'un programme de construction de logements et proposait que l'Administration prête son assistance aux entreprises du bâtiment et facilite la création de coopératives de construction<sup>315</sup>.

Dans ses observations sur cette pétition, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué qu'un effort considérable avait été accompli pour agrandir les quartiers somalis à Mogadiscio. En 1951, la municipalité a dépensé 160.000 somalos en travaux d'amélioration dans un seul district. En 1952, on consacra 61.000 somalos à la construction d'un village modèle. Toutes ces mesures font partie d'un plan d'urbanisme<sup>316</sup>. Pour atténuer la pénurie de logements, des textes législatifs promulgués en 1950 ont établi un contrôle sur les loyers et les baux et limité le droit d'expulsion des propriétaires. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle avait encouragé la construction en accordant gratuitement des terrains à bâtir et en fournissant une aide financière en vue de la constitution de la première coopérative de construction à Mogadiscio pour les fonctionnaires somalis; cette coopérative a déjà édifié quatre immeubles à appartements<sup>317</sup>.

### Presse et radiodiffusion

L'Administration publie un journal quotidien: *Il Corriere della Somalia*, dont certains articles sont en arabe. Ce journal publie des lettres à l'éditeur et consacre une colonne spéciale à la discussion de certains problèmes par des Italiens et des Somalis.

Un poste émetteur de radiodiffusion a été mis en service à Mogadiscio au cours de l'année étudiée; il émet quatre heures par jour en italien et en somali. Les émissions en somali se composent de bulletins d'information et de musique et chansons indigènes. Une fois par semaine, il y a une causerie éducative sur des questions telles que l'agriculture, l'élevage et l'hygiène.

<sup>310</sup> T/Pet.11/90, 101, 104, 108, 110, 117, 119, 120, 121, 146, 157, 169, 175, 176, 209.

<sup>311</sup> T/Pet.11/163, T/Pet.11/204.

<sup>312</sup> T/952, p. 16-17. En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle, au sujet de quatre de ces pétitions, voir les résolutions 526 (XI), 533 (XI), 540 (XI) et 570 (XI).

<sup>313</sup> T/Pet.11/66.

<sup>314</sup> T/952, T/982.

<sup>315</sup> T/Pet.11/192.

<sup>316</sup> T/982.

<sup>317</sup> T/996.

## Main-d'œuvre

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré dans son rapport annuel pour 1951 qu'en raison de leurs traditions, de leur constitution physique et de leur état de santé, les Somalis ne sont pas habitués à travailler de manière intensive. Il y a toujours eu dans le Territoire pénurie de main-d'œuvre agricole; l'Administration essaie d'y remédier en encourageant l'emploi des machines dans l'agriculture et en instituant des cours de formation technique. D'une manière générale, la main-d'œuvre est suffisante pendant la saison sèche, car les travaux agricoles des autochtones diminuent pendant cette saison. Par contre, pendant la saison des pluies, et dans les années où les pluies sont abondantes, les travailleurs préfèrent cultiver leurs propres terres plutôt que de s'engager comme travailleurs agricoles salariés.

Au cours de l'année étudiée, un représentant de l'Organisation internationale du Travail a étudié les problèmes de la main-d'œuvre dans le Territoire. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle mettait en œuvre les recommandations de l'Organisation internationale du Travail. L'Administration prend actuellement les premières mesures en vue de l'établissement d'un code du travail; à cet effet, elle crée dans chaque Résidence un Bureau de la main-d'œuvre et dans chaque Commissariat régional un Service d'inspection du travail, et elle institue à l'intention des travailleurs industriels un système d'assurances obligatoires contre les accidents du travail. L'Autorité chargée de l'administration a abrogé la proclamation de l'Administration militaire britannique qui prévoyait des sanctions pénales en cas de rupture du contrat de travail et elle a déclaré qu'elle avait l'intention de ratifier la Convention internationale du travail qui régit cette question. Il n'existe pas de réglementation spéciale concernant le travail des femmes et des enfants. Toutefois, ces catégories de travailleurs sont habituellement employées à des travaux peu pénibles et des textes législatifs assurant leur protection sont en voie d'adoption.

Au cours de la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que celle-ci avait envoyé à Genève le chef du Service du travail du Territoire pour établir, avec l'aide de l'Organisation internationale du Travail, les bases du nouveau code du travail.

La Mission de visite de 1951 a approuvé l'idée de l'établissement d'un code général du travail et a considéré que la formation d'une main-d'œuvre stable et efficace était d'une importance particulière pour le progrès économique du Territoire. La Mission a également estimé que la question des stimulants méritait d'être soigneusement étudiée et que pour résoudre ce problème avec succès il fallait rendre le travail plus attrayant en augmentant les primes de rendement et en encourageant chez les travailleurs le désir d'atteindre un niveau de vie plus élevé.

Les auteurs de plusieurs pétitions présentées à la onzième session du Conseil se sont plaints de l'insuffisance de la législation qui régit les conditions d'emploi des travailleurs somalis. Ces pétitions soulignaient qu'il n'existe aucun règlement contrôlant les salaires minimums et les heures de travail, qu'aucune protection n'est prévue en cas d'incapacité de travail et qu'il n'existe pas de système de sécurité sociale ni d'allocations de chômage. Les pétitionnaires se plaignaient

également de l'absence de syndicats dans le Territoire<sup>318</sup>. Un pétitionnaire a affirmé que les planteurs italiens s'efforçaient de rétablir l'ancien système du travail forcé et que l'institution de fermes mixtes était une manière détournée de rétablir ce système<sup>319</sup>.

Dans ses observations sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que toute une législation sociale était en préparation. L'Inspection du travail, qui a des bureaux dans chaque Commissariat régional, et les Bureaux de la main-d'œuvre qui sont en voie de création auprès de chaque Résidence veillent au respect des normes essentielles de travail et de sécurité sociale: salaires suffisants, journée de huit heures, assurance obligatoire contre les accidents du travail, etc. Les Bureaux de la main-d'œuvre sont également chargés de procurer du travail aux chômeurs et de faciliter la solution amiable des conflits du travail<sup>320</sup>.

Un certain nombre de pétitionnaires se sont plaints de l'existence d'un chômage étendu<sup>321</sup>. Dans ses observations sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué qu'en ce qui concerne le chômage la situation générale était satisfaisante dans l'ensemble du Territoire et que l'on pouvait trouver du travail. Récemment, les services des travaux publics ont demandé, sans résultat, de la main-d'œuvre pour les travaux routiers. L'Autorité chargée de l'administration a fait observer que, dans les villes, beaucoup de Somalis marquent une préférence pour les travaux faciles<sup>322</sup>.

A sa onzième session le Conseil a adopté les conclusions suivantes:

*Le Conseil, notant avec satisfaction que, à la suite de l'étude sur les problèmes du travail effectuée par une mission de l'Organisation internationale du Travail, l'Autorité chargée de l'administration a pris des mesures en vue de mettre en œuvre les recommandations contenues dans le rapport de la Mission, notant en particulier que l'Autorité chargée de l'administration a demandé au Bureau international du Travail de l'aider à élaborer un code général du travail qui sera appliqué progressivement, demande que le Conseil soit tenu pleinement au courant des progrès accomplis dans ce domaine.*

*Le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration rédigera et mettra prochainement en vigueur les règlements qu'elle envisage de promulguer en vue de protéger la main-d'œuvre féminine et enfantine, particulièrement dans les exploitations agricoles.*

## Relations professionnelles

Le droit de grève et le droit des travailleurs à s'organiser en syndicats sont reconnus dans la Constitution italienne. Deux associations professionnelles de travailleurs autochtones ont fonctionné pendant l'année étudiée. D'après le rapport annuel pour 1951, il n'y a pas eu de conflit du travail grave au cours de l'année.

<sup>318</sup> T/Pet.11/101, 104, 108, 117, 120, 141.

<sup>319</sup> T/Pet.11/120.

<sup>320</sup> T/978, page 24 du texte anglais. En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle au sujet de deux de ces pétitions, voir les résolutions 533 (XI) et 540 (XI).

<sup>321</sup> T/Pet.11/40, 86, 101, 102, 103, 105, 112 et Add.2, 114, 116, 117, 120, 121, 141, 196.

<sup>322</sup> T/978. En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle au sujet de quatre de ces pétitions, voir les résolutions 535 (XI), 537 (XI), 540 (XI) et 583 (XI).



Aux termes de la nouvelle législation adoptée en 1951, l'arbitrage des conflits du travail incombe aux fonctionnaires des Bureaux de la main-d'œuvre.

### Services médicaux et santé publique

Il existe quatre hôpitaux à Mogadiscio et huit hôpitaux auxiliaires à l'intérieur du pays. Il y a en outre seize infirmeries disposant de six à vingt lits chacune et soixante-douze dispensaires. Au cours de l'année étudiée, l'Administration a créé un Conseil de la santé publique chargé d'étudier les plans de développement des services médicaux et d'hygiène et de conseiller l'Administration dans ce domaine.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre de nouvelles mesures pour étendre les services médicaux et d'hygiène et d'accorder une attention particulière à la formation du personnel médical et à l'augmentation du nombre des médecins. Deux nouveaux hôpitaux ont été créés au cours de l'année étudiée et le nombre des dispensaires est passé de soixante et un à soixante-douze. Le Territoire dispose de quarante-sept médecins, soit dix de plus qu'au cours de l'année précédente, et l'on attend l'arrivée imminente de quatre nouveaux médecins. Le nombre de lits dans les hôpitaux, qui était de 1.408 l'année précédente, est passé à 1.513.

Au cours de la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'aménagement des hôpitaux et l'édification de grandes infirmeries se poursuivent. Le nombre des malades soignés en 1951 a plus que doublé par rapport à l'année précédente. L'augmentation considérable de la valeur des produits pharmaceutiques importés démontre également que les possibilités dans ce domaine sont plus grandes. Le nombre de médecins ne cesse de s'accroître; on compte maintenant plus de cinquante médecins dans le Territoire.

L'Autorité chargée de l'administration a fait observer dans son rapport annuel pour 1951 que le niveau d'instruction dans le Territoire ne permet pas encore de créer une école de médecins. On a inauguré un cours de deux années pour la formation d'assistants médicaux; sur cinquante candidats, dix-neuf ont été admis à ce cours. Un autre cours de douze mois a été ouvert pendant l'année étudiée; on y forme des infirmières et des aides pour la pose des pansements.

Pour l'exercice 1951-1952, une somme de 3.314.270 somalos a été inscrite au budget sous la rubrique: santé publique; en outre, 3.200.200 somalos ont été prévus pour les dépenses relatives au personnel et près d'un million de somalos ont été affectés à la construction, à l'entretien et à la réparation des bâtiments. Les prévisions totales de dépenses pour la santé publique dépassent 8 millions de somalos. Un plan de développement des services médicaux et de la santé publique, qui doit être adopté en 1952, prévoit l'augmentation du nombre des infirmeries et des dispensaires, du personnel employé et de l'équipement médical. Les services hospitaliers seront agrandis. Les hôpitaux de l'intérieur seront dotés d'un nombre d'ambulances suffisant pour les rendre accessibles aux malades des centres les plus éloignés. Des centres de lutte contre les principales maladies, telles que la tuberculose, le paludisme et la syphilis seront également créés.

La Mission de visite de 1951 a été d'avis qu'il convenait de prendre des mesures efficaces dans le domaine de la santé publique. Elle a notamment recommandé que nul effort ne soit épargné pour limiter les dangers de contamination de l'eau potable. Elle a exprimé l'espoir que les mesures prises pour fournir à la population des médicaments antipaludiques et pour lutter contre les moustiques seront renforcées. Elle a estimé qu'on réaliserait des progrès considérables dans la lutte contre les maladies en fournissant à la population des quantités de plus en plus importantes de produits pharmaceutiques et de médicaments. Ayant constaté que le régime alimentaire de la population était très insuffisant dans certaines régions et que la famine sévissait périodiquement dans le nord du pays, la Mission a recommandé qu'une étude du régime alimentaire soit entreprise afin de déterminer les mesures à prendre pour remédier à la situation. Elle a noté que l'inanition progressive pose un problème particulièrement grave dans la partie septentrionale du Territoire et elle a exprimé l'espoir que le plus grand nombre possible des victimes de la sous-alimentation recevront un traitement spécial. Elle a recommandé que l'Autorité chargée de l'administration demande conseil et assistance à l'Organisation mondiale de la santé, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et au Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance.

Trente et une des pétitions présentées au Conseil à sa onzième session contenaient des plaintes concernant l'insuffisance des services médicaux. Les pétitionnaires ont déclaré que le nombre des hôpitaux et des dispensaires ne répondait pas aux besoins, qu'il n'y avait d'hôpitaux que dans certaines régions urbaines, que le nombre des lits était insuffisant, que les médicaments manquaient, qu'ils n'étaient pas délivrés gratuitement (or, les Somalis n'ont souvent pas les moyens de les acheter) et que l'alimentation dans les hôpitaux n'était pas suffisante. Les pétitionnaires demandaient que le gouvernement consacre plus d'argent à la construction d'hôpitaux et de cliniques et à la formation des infirmières<sup>323</sup>. Les auteurs de quatre pétitions ont félicité l'Administration d'avoir amélioré les services médicaux<sup>324</sup>.

Dans les observations qu'elle a présentées au sujet de ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué qu'au cours de l'exercice financier 1950-1951, les dépenses afférentes aux services médicaux avaient atteint un total de plus de 8 millions de somalos, contre 2.229.000 au cours de l'année précédente. Presque tous les hôpitaux et infirmeries ont été mis en état de fonctionner normalement et leur dotation en lits a constamment augmenté. Le nombre des médecins est passé de vingt et un à quarante et il atteindra cinquante-neuf en 1952. L'école de formation d'assistants médicaux a ouvert ses cours<sup>325</sup>.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes:

<sup>323</sup> T/Pet.11/40, 74, 77, 81, 88, 89, 90, 101, 103, 108, 109, 110, 112 et Add.2, 114, 116, 119, 120, 121, 157, 169, 170, 172, 173, 176, 187, 205, 207, 208, 210, 212, 213.

<sup>324</sup> T/Pet.11/163, 192, 193, 199.

<sup>325</sup> T/952. En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle au sujet de dix de ces pétitions, voir les résolutions 526 (XI), 534 (XI), 519 (XI), 524 (XI), 525 (XI), 533 (XI), 535 (XI), 537 (XI), 540 (XI) et 570 (XI).

*Le Conseil, notant que la situation sanitaire pose un problème sérieux qui entrave les progrès sociaux et économiques, notant que l'Autorité chargée de l'administration prépare un programme de développement des services médicaux et d'hygiène, notant que le nombre des médecins a augmenté de dix au cours de l'année considérée, notant que de nouvelles installations ont été aménagées et que celles qui existaient ont été réparées ou agrandies, exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration présentera, dans son prochain rapport annuel, des renseignements détaillés au sujet de ces programmes.*

*Le Conseil, notant qu'il existe de sérieuses carences alimentaires dans certaines régions, particulièrement dans le Nord, recommande à l'Autorité chargée de l'administration de demander l'assistance et les conseils de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance en vue d'étudier ces problèmes et d'y remédier.*

### **Régime pénitentiaire**

Il existe des prisons à Mogadiscio et dans chaque Résidence. La Mission de 1951 a constaté qu'en général les prisons étaient surpeuplées et les détenus désœuvrés. Elle a estimé qu'il convenait d'agrandir les cellules et qu'en général l'emploi du temps devait être organisé de manière à permettre aux détenus de déployer une plus grande activité et à leur donner des possibilités de relèvement grâce à un travail rémunéré et à une formation professionnelle. La Mission a constaté également qu'étant donné les règlements en vigueur, il pouvait arriver que des accusés restent en prison très longtemps avant de passer en jugement. Elle a été d'avis qu'il ne faut épargner aucun effort pour tenir ces personnes à l'écart des condamnés. Elle a fait observer que les installations prévues pour les prisonnières laissaient beaucoup à désirer et a insisté pour que l'on prenne les mesures nécessaires pour créer une institution pénitentiaire réservée aux femmes. D'autre part, la Mission a constaté que l'établissement réservé aux jeunes délinquants à Mogadiscio se trouvait dans l'enceinte de la prison centrale. Elle a estimé que les installations existantes laissaient beaucoup à désirer et a exprimé l'espoir que l'on prendrait les dispositions nécessaires pour avancer la date d'achèvement du centre de redressement des jeunes délinquants, dont l'Autorité chargée de l'administration envisage la création.

L'Autorité chargée de l'administration a indiqué dans son rapport annuel pour 1951 qu'en général les détenus sont employés, dans l'enceinte de la prison, à des travaux, tels que l'entretien et l'agrandissement des bâtiments, la fabrication de meubles et la confection de vêtements. Il existe dans la prison centrale de Mogadiscio un atelier de tissage et un atelier de fabrication de savon. Le nombre des détenus de la prison de Mogadiscio sera réduit aussitôt après la création de la colonie pénitentiaire agricole de Balad.

Au cours de la onzième session du Conseil, le Représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la situation dans les prisons a fait l'objet d'une attention particulière au cours des derniers mois. Une somme appropriée a été inscrite au budget pour la

création d'une colonie pénitentiaire agricole dans la région de Balad et d'un centre de redressement des mineurs et pour l'aménagement de trois prisons.

Les auteurs de trois des pétitions que le Conseil a examinées à sa onzième session se sont plaints des mauvaises conditions qui règnent dans les prisons. Les conditions d'hygiène y sont mauvaises, elles sont surpeuplées, les prisonniers sont traités avec brutalité et la nourriture est impropre à la consommation. Ils ont signalé également qu'on ne faisait aucune distinction entre les prisonniers politiques et les prisonniers de droit commun et que les jeunes délinquants ne sont pas tenus à l'écart des autres prisonniers <sup>326</sup>.

Dans ses observations sur les pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, pendant l'année 1951, 2.864 personnes au total ont été mises en état d'arrestation; sur ce nombre, 1.023 ont été relâchées et 1.841 sont passées en jugement, presque toutes pour des délits contre les biens ou à la suite de rixes, mais aucune pour un délit politique. L'Autorité a déclaré en outre que la prison de Mogadiscio est dotée d'une infirmerie de 50 lits dirigée par un médecin et que, dans les autres prisons, un médecin effectue tous les jours une inspection sanitaire <sup>327</sup>.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil, notant que le régime pénitentiaire n'est pas satisfaisant, en raison principalement de l'insuffisance des locaux, notant les assurances de l'Autorité chargée de l'administration suivant lesquelles il sera remédié à cette situation par la création d'institutions pénales modernes, par exemple de fermes-prisons, notant les mesures prises pour créer de nouveaux établissements réservés aux délinquants juvéniles et pour agrandir ceux qui sont destinés aux femmes, notant que d'autres mesures vont être prises pour assurer le reclassement social des détenus par la formation professionnelle, demande que des renseignements plus précis lui soient fournis sur ces mesures dans le prochain rapport annuel.*

### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Généralités**

Le représentant de la France a déclaré qu'on pouvait constater, dans le domaine social, des progrès certains.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, du tableau général des conditions de vie et de l'état de santé des habitants autochtones, il ressort que l'Autorité chargée de l'administration ne remplit pas les obligations imposées par la Charte et l'Accord de tutelle. Dans son rapport, la Mission de visite a indiqué que la population du Territoire vivait dans des conditions primitives, que son niveau de vie était bas et qu'elle souffrait de diverses maladies. La sous-alimentation, due aux sécheresses périodiques, vient encore augmenter le taux élevé de mortalité. La Mission de visite a également constaté que la population autochtone de la partie septentrionale du Territoire souffrait de sous-alimentation chronique.

<sup>326</sup> T/Pet.11/66, 101 et 103.

<sup>327</sup> T/982.

## **Droits de l'homme et libertés fondamentales**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'en matière de sécurité sociale, l'Autorité chargée de l'administration applique une politique de flagrante discrimination raciale. Le bénéfice des lois relatives à la sécurité sociale est réservé aux seuls Italiens.

## **Main-d'œuvre**

Le représentant de la Chine a déclaré que la main-d'œuvre indigène serait plus abondante si le salaire et les conditions de travail étaient plus intéressants et il a instamment prié l'Autorité chargée de l'administration d'étudier ce problème et de faire tout son possible pour réduire l'écart qui existe entre les salaires des travailleurs autochtones et des travailleurs non autochtones.

Le représentant de la France a jugé que la situation des travailleurs s'était sensiblement améliorée, grâce à un certain nombre de dispositions leur assurant le bénéfice d'une législation moderne, notamment en ce qui concerne les accidents du travail.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'en matière de salaires l'Autorité chargée de l'administration poursuit une politique de flagrante discrimination raciale. Dans son rapport, la Mission de visite a constaté que les salaires des fonctionnaires italiens étaient trois à quatre fois supérieurs à ceux des fonctionnaires autochtones. Les travailleurs autochtones reçoivent des salaires de misère. C'est ainsi, par exemple, que le salaire journalier des ouvriers travaillant dans les plantations est de 4 somalos, soit environ 20 cents des Etats-Unis. Avec cette somme, les travailleurs ne peuvent acheter qu'un kilogramme de pommes de terre ou un demi-kilogramme de riz.

## **Services médicaux et santé publique**

Le représentant de la Chine a déclaré que l'inanition progressive des enfants et des adolescents constitue un phénomène bouleversant et alarmant et que, de l'avis de sa délégation, l'Administration devrait examiner avec une profonde attention les suggestions de la Mission de visite et consulter sans délai les organes et institutions énumérés dans le rapport de la Mission.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a été d'avis qu'en ce qui concerne la population nomade du Territoire il serait judicieux d'envisager la création d'un service médical volant.

Le représentant de la France a constaté qu'un certain nombre de mesures sont venues faciliter l'organisation des services médicaux et d'hygiène. Il a noté avec satisfaction l'augmentation considérable du nombre de malades soignés dans les hôpitaux et de l'effectif du personnel médical, et il a exprimé l'espoir que tous les éléments de la population du Territoire bénéficieraient des progrès accomplis dans ce domaine.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration n'avait pas pris les mesures nécessaires pour créer des services médicaux satisfaisants. Bien que la situation sanitaire laisse beaucoup à désirer, les crédits budgétaires affectés à la santé publique, pour l'exercice 1951-1952, sont inférieurs de 594.065 somalos aux crédits affectés l'année précédente. Or, l'année pré-

cédente, les crédits prévus pour la santé publique représentaient moins de 3 pour 100 du budget total. De plus, pendant l'année 1951, le nombre des services médicaux dans les régions du Mudugh et de la Midjourtine et dans un certain nombre d'autres régions avait diminué. Garoe ne possédait pas de service d'ambulance en 1951, alors que, selon le rapport de l'Autorité chargée de l'administration pour 1950, il y en avait un en 1950. En ce qui concerne la santé publique, la situation laissait beaucoup à désirer; des mesures efficaces devraient être prises d'urgence. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter considérablement le montant des crédits affectés à la santé publique.

## **Régime pénitentiaire**

Le représentant du Salvador s'est déclaré persuadé que les nouvelles institutions pénales et l'établissement de redressement des jeunes délinquants seront créés par l'Autorité administrante, ce qui contribuera dans une mesure appréciable à résoudre le problème des prisons dans le Territoire.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'un plan destiné à doter le Territoire des établissements et de l'équipement nécessaires pendant les huit prochaines années était en voie de préparation. Dans son prochain rapport annuel, l'Autorité chargée de l'administration présentera au Conseil les détails de ce plan.

## **5. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

#### **Généralités**

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration déclare qu'elle a poursuivi la réorganisation et le développement de l'enseignement et qu'un programme quinquennal a été établi et soumis à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et au Conseil consultatif des Nations Unies ainsi qu'au Conseil territorial. Ce programme prévoit un effectif scolaire total de 40.000 élèves en 1955.

Comme l'Autorité chargée de l'administration l'a fait remarquer dans son précédent rapport annuel, il est difficile d'établir des services d'enseignement dans l'ensemble du Territoire par suite de la faible densité de la population et de la prédominance du nomadisme ou du semi-nomadisme. Cependant, au cours de l'année considérée, le nombre des inscriptions et la fréquentation scolaire ont été assez élevés dans les écoles situées dans les régions habitées surtout par des nomades. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle demanderait à l'UNESCO de l'aider dans son étude des problèmes du nomadisme et de l'éducation des masses.

L'enseignement est gratuit dans toutes les écoles somaliennes et dans les écoles primaires italiennes. A sa neuvième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre toutes les mesures possibles pour accroître les moyens d'instruction et élever le niveau de l'enseignement en augmentant les crédits budgétaires consacrés à l'ensei-

gnement, en développant les services de formation pédagogique, en créant de nouvelles écoles et en prenant d'autres mesures appropriées.

La mission de visite de 1951 a estimé que l'enseignement en est encore au tout premier stade de son développement, que les écoles sont peu nombreuses et que les installations sont rudimentaires, sauf à Mogadiscio. La grande majorité des enfants ne peuvent encore fréquenter l'école et la proportion des illettrés est très élevée. Le recrutement du personnel enseignant présente des problèmes d'autant plus sérieux que l'italien et l'arabe sont tous deux langues officielles d'enseignement. La Mission n'a pas eu le temps de porter un jugement sur l'ensemble du plan quinquennal d'enseignement. Elle a pensé que le texte de ce plan serait distribué sans doute aux membres du Conseil de tutelle lors de l'examen du rapport annuel pour 1951.

Au cours de la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il y aurait en 1952 une quantité suffisante de manuels scolaires.

Lors de sa onzième session, le Conseil a été saisi de 46 pétitions contenant des plaintes au sujet de l'insuffisance des établissements d'enseignement destinés aux Somalis. Certaines de ces pétitions déclaraient que les crédits budgétaires étaient consacrés surtout à l'enseignement destiné aux enfants italiens. Les pétitionnaires ont prétendu qu'il y avait ségrégation entre les écoliers somalis et les écoliers italiens, et demandé que l'on crée un système judicieux d'enseignement, que l'on consacre des cours à l'enseignement des principes de la religion musulmane et que les étudiants soient mis en mesure de fréquenter des établissements d'enseignement dans d'autres pays musulmans<sup>328</sup>.

Dans ses observations sur ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la plus grande partie des dépenses afférentes à l'enseignement était consacrée aux traitements du personnel enseignant. Les écoles primaires du type italien comptent 19 instituteurs contre 194 dans les écoles du type somali (77 Italiens, 6 Libyens et 111 Somalis). Il est donc évident que les écoles fréquentées par les Somalis absorbent une grande partie des dépenses consacrées au corps enseignant. Il en est de même en ce qui concerne les dépenses consacrées aux bâtiments et au matériel<sup>329</sup>.

L'Autorité chargée de l'administration a ajouté que les étudiants somalis étaient admis dans les écoles secondaires du type italien, qu'il existait six établissements d'enseignement secondaire dans le Territoire et que le programme quinquennal pour le développement de l'enseignement prévoyait l'ouverture de nouvelles écoles secondaires. A partir de l'année en cours, des étudiants somalis seront envoyés régulièrement en Italie<sup>330</sup>. Il existe des écoles coraniques destinées à l'enseignement de la religion islamique; beaucoup de ces écoles reçoivent, de temps à autre, des subventions de l'Administration; celle-ci encourage aussi l'admission de Somalis dans les universités islamiques. Mais

il n'existe pas encore dans le Territoire d'étudiants qui soient en mesure d'entreprendre ces études<sup>331</sup>.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant la recommandation sur le développement de l'instruction adoptée par lui à sa neuvième session, note avec satisfaction que le nombre des écoles primaires est passé de 70 en 1950-1951 à 113 en 1951-1952 et le chiffre des dépenses de 3 millions de somalos en 1950-1951 à 4.600.000 somalos en 1951-1952, que le nombre des élèves inscrits au cours de l'année scolaire 1952-1953 atteindra, selon les prévisions, 17.000, que l'effectif total des instituteurs des écoles élémentaires a considérablement augmenté, notant aussi qu'on se propose d'accorder à plus de 60 Somalis des bourses de perfectionnement en Italie et en Egypte, recommande que des efforts encore plus grands soient faits pour accélérer le développement de l'enseignement et qu'on examine avec une attention particulière la possibilité d'accroître le nombre des instituteurs somalis.*

### Langue d'enseignement

L'italien et l'arabe sont les langues d'enseignement dans les écoles. Le somali n'est pas employé comme langue écrite. Il est toutefois permis de l'employer dans la conversation. Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration déclare que les Somalis eux-mêmes sont divisés sur la question de savoir s'il convient de développer l'usage de leur langue. Tout en constatant que, pour le moment, il n'y a pas d'autre solution pratique que de continuer d'employer l'italien et l'arabe comme langues d'enseignement dans les écoles, la Mission de visite a estimé qu'il faudrait néanmoins développer progressivement l'usage de la langue somalie. Elle juge inéluctable que la langue indigène finisse par recevoir une forme écrite et soit employée prochainement dans l'enseignement et dans les services administratifs. Il ne lui a pas semblé qu'il était impossible de donner à cette langue une forme écrite. De l'avis de la Mission, le fait qu'un grand nombre de Somalis ont refusé d'adopter leur propre langue comme langue d'enseignement a sérieusement entravé les efforts déployés pour assurer le progrès de l'instruction dans le Territoire. La Mission a estimé que, de concert avec l'UNESCO, l'Autorité chargée de l'administration devrait mettre au point des plans détaillés pour assurer le développement de la langue somalie.

A sa onzième session, le Conseil a été saisi de vingt-six pétitions où il était question de l'emploi de la langue arabe dans l'enseignement. Leurs auteurs prétendent que, malgré le désir exprimé par la population, l'arabe n'est pas employé ou n'est pas enseigné dans les écoles, ou est remplacé par l'italien. Ils demandent que des professeurs d'arabe soient recrutés dans les pays voisins et que les Somalis soient mis en mesure de fréquenter les universités des pays arabes<sup>332</sup>. Dans ses observations sur les pétitions, l'Autorité

<sup>328</sup> T/Pet.11/R.1, T/Pet.11/34, 35, 40, 43, 67, 77, 80, 81, 85, 86, 89, 90, 101, 103, 109, 110, 112 et Add.1 et 2, 114, 116, 118, 119, 120, 121, 141, 157, 169, 170, 173, 175, 176, 180, 184, 187, 190, 191, 196, 205, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 216, 221.

<sup>329</sup> T/952.

<sup>330</sup> T/982.

<sup>331</sup> T/940. En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle sur treize de ces pétitions, voir les résolutions 526 (XI), 534 (XI), 539 (XI), 588 (XI), 519 (XI), 523 (XI), 525 (XI), 535 (XI), 537 (XI), 540 (XI), 570 (XI) et 583 (XI).

<sup>332</sup> T/Pet.11/R.1, T/Pet.11/40, 42, 43, 69, 79, 80, 81, 85, 86, 88, 89, 101, 112 et Add.1 et 2, 116, 141, 157, 169, 170, 171, 173, 176, 187, 209, 212, 213.

chargée de l'administration déclare que dans les écoles primaires, le nombre des heures d'enseignement consacrées à l'arabe dépasse celui des heures consacrées à toutes les autres matières, y compris l'italien<sup>333</sup>, et que, pendant les deux premières années, la langue arabe est la seule langue écrite figurant au programme. Après la deuxième année, l'enseignement écrit de l'italien et de l'arabe se fait concurremment, mais, pendant les deux premières années, l'enseignement de l'italien est uniquement oral<sup>334</sup>.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les conclusions et les recommandations suivantes:

*Le Conseil, notant avec inquiétude qu'il n'existe pas de langue indigène écrite, exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration examinera avec un soin particulier la possibilité de faire du somali une langue écrite, avec la collaboration de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres organisations culturelles. Le Conseil note en outre les mesures prises par l'Administration pour développer l'enseignement de l'arabe, et exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration et les habitants examineront le problème de la langue d'enseignement du point de vue du développement à long terme de la culture propre du peuple somali.*

## Ecoles

On distingue deux types principaux d'écoles: les écoles italiennes et les écoles somaliennes. Les premières ont le même programme d'études que les écoles de la métropole; les élèves somalis y sont admis après un examen d'entrée. Quant aux écoles somaliennes, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elles étaient adaptées aux conditions qui règnent en Somalie; elle a fait remarquer que la différence entre les deux types d'écoles porte, non sur le niveau des études, mais sur les méthodes d'enseignement. Afin de permettre aux élèves autochtones de fréquenter les écoles moyennes du type italien, l'enseignement de l'arabe est prévu aux programmes de ces écoles.

Les écoles somaliennes comprennent: a) des écoles primaires, où la durée des études est de cinq ans; b) des écoles moyennes où la durée des études est de trois ans; et c) diverses écoles techniques, élémentaires et secondaires, qui forment des assistants médicaux, des sages-femmes, des techniciens de l'aéronautique, des artisans, etc.

En 1951-1952, il y avait dans le Territoire 70 écoles primaires diurnes contre 51 en 1950-1951. Le corps enseignant de ces écoles comprenait 79 instituteurs italiens, 95 instituteurs somalis et 6 instituteurs arabes ou libyens, soit 53 instituteurs de plus qu'en 1950-1951. Des cours du soir étaient également organisés dans 43 de ces écoles.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire et technique, on comptait en 1951-1952 quatorze écoles chargées de dispenser cet enseignement. Elles comprenaient des écoles moyennes, le gymnase et le lycée, l'école normale, l'école de préparation politique et administrative, l'école d'aéronautique et les écoles commerciales et de dactylographie. Le corps enseignant

de ces écoles était composé de 73 personnes.

Un programme détaillé destiné aux écoles primaires du type somali a été mis au point au cours de l'année étudiée dans le rapport.

A la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'une école de marine et de pêche, une école ménagère et une école d'agriculture seraient créées au cours de l'année 1952. Grâce à l'ouverture de 34 nouvelles écoles, on prévoit que les effectifs scolaires s'élèveront à plus de 16.000 élèves en juillet 1952. On a ouvert une école ambulante expérimentale destinée à la population nomade; cette école utilise des films éducatifs en somali.

Les effectifs scolaires se répartissaient ainsi en 1951-1952:

## Elèves

### A. Ecoles primaires

Jardins d'enfants du type italien.....	130
Ecoles primaires du type italien.....	354
Ecoles primaires de jour du type somali.....	4.790
Cours du soir pour adultes, du type somali.....	5.451
Ecoles primaires indiennes et pakistanaises.....	160
<b>TOTAL</b>	<b>10.885</b>

### B. Ecoles secondaires

Ecoles moyennes du type italien.....	222
Ecoles moyennes du type somali.....	138
Gymnase du type italien.....	31
Lycée classique du type italien.....	20
Lycée scientifique du type italien.....	55
Ecole normale d'instituteurs.....	71
<b>TOTAL</b>	<b>537</b>

### C. Ecoles techniques et spécialisées

Ecole professionnelle élémentaire.....	53
Ecole de techniciens de l'aéronautique.....	8
Ecole de dactylographie.....	71
Cours commercial.....	28
Ecole de préparation politique et administrative.....	64
<b>TOTAL</b>	<b>224</b>

Les effectifs des élèves autochtones inscrits dans les écoles primaires sont passés de 6.604 pendant l'année scolaire 1950-1951 à 10.321 pendant l'année scolaire 1951-1952.

## Corps enseignant

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le nombre et l'aptitude des instituteurs somalis ne correspondaient pas aux besoins du Territoire et que cette insuffisance constituerait l'un des plus graves problèmes qui se poseraient au cours des années à venir. Au moment où le rapport a été rédigé, un programme de formation d'instituteurs fonctionnait à l'échelon du cycle moyen; il faudra attendre la fin de l'année scolaire 1952-1953, c'est-à-dire le moment où les élèves auront achevé le cycle moyen, pour établir un programme d'enseignement secondaire. Au cours de l'année scolaire 1951-1952, 43 élèves ont suivi les cours à l'école normale. Pendant l'année étudiée dans le rapport, 28 professeurs somalis ont suivi un cours de perfectionnement de trois mois.

La Mission de visite de 1951 a estimé qu'il conviendrait, dans le cadre du programme quinquennal, de se

<sup>333</sup> T/952.

<sup>334</sup> T/982. En ce qui concerne les mesures prises par le Conseil de tutelle sur six de ces pétitions, voir les résolutions 577 (XI), 523 (XI), 524 (XI), 525 (XI), 535 (XI) et 570 (XI).

préoccuper davantage de la formation des instituteurs somalis. En effet, pour que le programme soit efficace, il faut attirer vers l'enseignement un grand nombre de candidats possédant les aptitudes nécessaires, et mettre au point un plan de formation professionnelle destiné à remédier à la sérieuse insuffisance du nombre des instituteurs. La Mission a fait également observer que, jusqu'en 1956-1957, presque tous les instituteurs somalis auront été formés dans le cadre du programme provisoire d'un an.

### **Enseignement supérieur**

Le rapport annuel pour 1951 signale qu'à de très rares exceptions près, les autochtones ne sont pas en mesure d'entreprendre des études avancées. L'Autorité chargée de l'administration estime néanmoins que les élèves les plus doués qui sortiront en 1953 de l'Ecole de préparation politique et administrative pourraient suivre, à titre d'auditeurs tout au moins, des cours de droit, d'économie politique et de sciences politiques dans des universités situées en dehors du Territoire. Dès l'année scolaire 1952-1953, trente élèves seront envoyés en Italie, pour y suivre des cours d'enseignement secondaire et des cours de formation d'instituteurs. Au début de 1952, 22 élèves sont partis pour l'Egypte où ils poursuivront des études à l'université El-Azhar; les dépenses sont à la charge de leurs familles et du Gouvernement égyptien.

### **Instructions des adultes et enseignement des masses**

Jusqu'à présent, les efforts déployés dans le domaine de l'instruction des adultes n'ont pas dépassé le niveau de l'école primaire; pendant l'année scolaire 1951-1952, 5.451 élèves ont fréquenté les cours du soir pour adultes. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'assiduité des élèves et la qualité de leur travail étaient des plus satisfaisantes.

Le plan quinquennal de développement de l'instruction publique ne traite pas en détail le problème de l'enseignement des masses. Ce problème doit faire l'objet d'un programme distinct qui sera établi avec le concours de l'UNESCO. Une station de radiodiffusion a été mise en service au cours de l'année étudiée dans le rapport et l'Autorité chargée de l'administration étudie la possibilité d'utiliser des films documentaires et éducatifs.

### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Généralités**

Le représentant de la Chine a souligné que l'enseignement était d'une importance capitale pour un Territoire qui doit parvenir à l'indépendance dans huit ans et demi. Il a déclaré que sa délégation attendait les commentaires de l'UNESCO sur le plan quinquennal pour l'enseignement et a exprimé l'espoir que ce plan serait mis en œuvre sans délai.

Le représentant de la République Dominicaine a estimé que l'Autorité chargée de l'administration devrait se prévaloir au maximum de l'engagement pris par l'UNESCO d'étudier le plan quinquennal. Il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'adminis-

tration prendrait les dispositions nécessaires pour permettre à un expert de l'UNESCO d'apporter son concours, à titre plus ou moins permanent, à l'exécution de ce plan.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit qu'il convenait d'étudier des techniques d'enseignement à l'usage de la population nomade. Il serait judicieux de créer des écoles ambulantes, installées dans des camions.

Le représentant du Royaume-Uni a fait observer qu'en attendant de pouvoir examiner de près le texte définitif du plan quinquennal, il se contenterait de dire que créer tous ces établissements scolaires et former parmi la population somalie une opinion publique éclairée indispensable et l'établissement d'un Etat indépendant était une tâche qui pouvait décourager l'administrateur le plus optimiste.

Le représentant du Salvador a constaté que l'instruction publique posait un grave problème. Pendant la brève période où le Territoire a été placé sous son administration, l'Autorité administrante a fait tout ce qui était en son pouvoir pour le résoudre. Il conviendrait de prendre des mesures énergiques et de n'épargner aucun effort pour diffuser l'enseignement dans l'ensemble du Territoire, par tous les moyens possibles. Une campagne contre l'analphabétisme, menée en collaboration avec la population, donnerait probablement de bons résultats.

Le représentant de la France a été d'avis que des progrès notables avaient été accomplis à tous les degrés et pour tous les âges. Le nombre des écoles et des élèves a augmenté et un plan quinquennal a été élaboré. D'autre part, la délégation française a noté le programme de l'Ecole de préparation politique et administrative. Le représentant de la France a exprimé sa satisfaction de voir que l'Autorité chargée de l'administration n'en oubliait pas pour autant de faire les efforts nécessaires en ce qui concerne les écoles d'apprentissage technique, qui doivent permettre aux individus de perfectionner leurs dispositions et leur métier, cet enseignement ayant une réaction immédiate sur la vie économique et sociale du Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'il ressortait clairement du rapport que l'Autorité chargée de l'administration ne s'intéresse nullement au progrès de la population autochtone dans le domaine de l'instruction. Elle ne se préoccupe guère de former, parmi les habitants autochtones, un groupe de personnes instruites qui seraient en mesure de participer à l'administration de leur pays. Les crédits affectés en 1950-1951 à l'instruction représentaient seulement 0,7 pour 100 du budget. Les crédits affectés à l'enseignement en 1951-1952 sont de 500.000 somalos inférieurs aux crédits affectés à la police et les crédits inscrits au budget de l'instruction publique pour 1953 sont trois fois inférieurs aux crédits prévus pour la police et les carabiniers.

Or, la population du Territoire est presque complètement analphabète. L'enseignement secondaire en est encore au tout premier stade de développement et le Territoire ne possède aucun établissement d'enseignement supérieur. La Mission de visite a constaté que rien n'avait été fait pour assurer aux habitants un enseignement supérieur dans le Territoire. En ce qui concerne l'instruction publique, la situation laisse beaucoup à désirer et appelle d'urgence des mesures

efficaces. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter considérablement les crédits affectés à l'instruction publique et aux autres besoins culturels de la population autochtone, afin de donner à cette dernière un système d'enseignement satisfaisant.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le succès de l'expérience entreprise en Somalie dépendait, en grande partie, des résultats obtenus dans le domaine de l'instruction publique. L'Administration a consacré une attention toute particulière à l'enseignement; si les effectifs scolaires semblent faibles, il n'en reste pas moins qu'il y a deux ans, on ne comptait que 2.800 élèves. Durant la prochaine année scolaire, qui doit commencer dans quelques semaines, les inscriptions atteindront 17.000. Le manque de personnel enseignant somali empêchera le nombre des élèves d'augmenter très rapidement, mais dans les trois ou quatre prochaines années l'Administration s'efforcera de former, pendant cette période, un nombre suffisant d'instituteurs, ce qui permettra de multiplier les établissements scolaires pendant les quatre ou cinq dernières années de l'Administration italienne et de répondre aux besoins d'une partie importante de la population scolaire en 1960.

### **Langue d'enseignement**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit qu'il importait de donner à la langue somalie une forme écrite. Si le Territoire doit devenir un pays indépendant dans les délais prévus, il faut qu'il dispose d'une langue que l'on puisse employer dans l'enseignement, les communications et la vie politique.

Le représentant de la Belgique a fait observer que, d'après l'Autorité chargée de l'administration, la question d'un alphabet somali était étudiée par une personnalité scientifique d'une valeur reconnue. A cet égard, il a souligné que le problème de l'écriture ne relève pas de la haute science. Il s'agit d'enseigner à écrire le somali à des personnes qui parlent parfaitement cette langue et d'adopter une forme écrite que la population pourra apprendre et qui reproduira avec assez de précision les sons de la langue.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que jusqu'à présent l'Autorité chargée de l'administration n'a rien fait pour créer un alphabet somali. Or, comme l'a constaté la Mission de visite, les perspectives en matière d'instruction des masses sont très décourageantes si l'enseignement n'est pas donné dans la langue somalie.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a dit que des mesures étaient prises pour mettre au point une forme écrite de la langue somalie et qu'aucun effort ne serait épargné pour améliorer l'enseignement de l'arabe. A cet égard, il a rappelé l'aide généreuse de l'Egypte et déclaré que l'Administration avait demandé à d'autres pays de lui envoyer des professeurs d'arabe.

### **Ecoles**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les Italiens, qui représentent un pourcentage négligeable de la population totale du Territoire, ont beaucoup plus de possibilités en matière d'études secondaires que les Somalis. Selon le rapport, il existe sept établissements secondaires avec, pour les Somalis, quinze classes et sept établissements secondaires pour les Italiens.

### **Elèves**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné que les établissements secondaires pour les Somalis comptent seulement 343 élèves et 23 professeurs, alors que les établissements secondaires pour les Italiens comptent 351 élèves et 31 professeurs.

### **Corps enseignant**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que de nombreux instituteurs somalis se sont plaints à la Mission de visite de ce que leurs traitements étaient inférieurs à ceux des instituteurs italiens; il a rappelé que ces instituteurs ont demandé l'égalité en matière de traitements.

### **Diffusion de renseignements relatifs à l'Organisation des Nations Unies**

Le représentant de la Chine a déclaré avoir été favorablement impressionné par les nombreuses mesures prises par l'Autorité chargée de l'administration pour diffuser les renseignements concernant l'Organisation des Nations Unies, le régime de tutelle et les droits de l'homme.

Le représentant de la République Dominicaine a dit qu'il partageait entièrement les conclusions formulées par la Mission de visite en ce qui concerne la diffusion de renseignements relatifs à l'Organisation des Nations Unies. Il a estimé qu'il convenait de féliciter l'Autorité chargée de l'administration de la façon dont elle renseignait la population autochtone sur le régime de tutelle ainsi que sur la signification et la structure de l'Organisation des Nations Unies.



## Chapitre IV

### CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

#### 1. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Géographie et population

Le Cameroun sous administration britannique consiste en deux bandes de terres montagneuses qui longent la frontière orientale de la Nigéria, du lac Tchad à l'océan Atlantique ; un intervalle d'environ 70 kilomètres les sépare de part et d'autre de la Bénoué et aucune route ne les relie l'une à l'autre. La longueur totale du Territoire est d'environ 1.100 kilomètres, sa largeur moyenne de 80 kilomètres et sa superficie totale de 88.270 km<sup>2</sup>.

En 1951, on estimait la population autochtone à 1.083.000 habitants. Dans les parties septentrionale et centrale du Territoire, environ 107.000 non-musulmans qualifiés de "païens" habitent les régions non colonisées, lesquelles occupent une superficie totale de 2.870 km<sup>2</sup>. Ces régions sont administrées de la même manière que les autres, mais seuls peuvent y pénétrer les personnes qui en sont originaires ainsi que les fonctionnaires et les personnes qui ont reçu une autorisation. D'après l'Autorité chargée de l'administration, ce régime spécial tient au fait que, pendant la saison sèche, la guerre entre villages est encore assez fréquente. Afin de permettre aux populations des régions non colonisées de sortir de leur isolement, on a procédé, en 1951, près de Gwoza, à l'exécution d'un programme de réinstallation financé par le Northern Regional Production Development Board (Office pour le développement de la production dans la région nord).

##### Questions de frontière

La Mission de visite de 1949 a reçu, dans le Cameroun sous administration britannique aussi bien que dans le Cameroun sous administration française, des plaintes verbales au sujet des restrictions résultant de la séparation des deux Territoires sous tutelle par une frontière internationale, et a reçu des requêtes relatives à l'unification des Territoires sous une administration unique. Le Conseil a fait sienne la recommandation de la Mission de visite tendant à simplifier et à assouplir, dans toute la mesure du possible, les règlements relatifs au passage de la frontière. L'Autorité chargée de l'administration a répondu qu'elle partageait entièrement l'opinion du Conseil et estimait que les habitants du Cameroun sous administration française devraient pouvoir entrer facilement dans le Territoire et qu'elle consulterait à cette fin l'autre gouvernement toutes les fois que cela serait nécessaire. Elle a signalé qu'il y avait déjà des allées et venues continues entre les parties méridionales des deux Territoires.

A sa neuvième session et, de nouveau, à sa onzième session, au cours de laquelle il avait reçu des renseignements complémentaires, le Conseil a examiné un certain nombre de pétitions relatives à ces questions. Le Kamerun National Congress, organisation créée en 1951 et dont l'objectif principal est une unification rapide des deux Camerouns, a demandé<sup>335</sup> l'adoption de certaines mesures comme conditions préalables à cette unification. Parmi ces mesures figuraient la suppression de tous les obstacles qui entravent actuellement le libre mouvement des personnes et des marchandises à travers la frontière des deux Camerouns ; la révision des accords de tutelle afin d'y introduire des garanties du maintien du statut politique distinct des deux Camerouns ; des possibilités pour les autochtones des deux Camerouns d'établir entre eux des relations libres de toute entrave ; la création d'une Chambre d'assemblée propre au Cameroun sous administration britannique et l'installation d'un Haut-Commissaire responsable devant le Conseil de tutelle par l'intermédiaire du Gouverneur de la Nigéria ; la création, au Cameroun sous administration française, d'une Chambre des représentants distincte et indépendante de l'Assemblée nationale française ; l'enseignement obligatoire du français et de l'anglais dans les écoles des deux Camerouns.

Les Autorités chargées d'administration intéressées ont toutes deux formulé des observations sur ces pétitions. Elles ont, notamment, indiqué que très peu d'autochtones des deux Territoires semblaient se passionner pour l'unification. Elles ont précisé que les règlements relatifs au passage de la frontière avaient été assouplis et que de nouvelles mesures étaient à l'étude et ajouté que les modifications d'ordre constitutionnel proposées par les pétitionnaires préjugeraient l'avenir des deux Territoires après la fin du régime de tutelle. Enfin, tout en exprimant l'avis que l'enseignement obligatoire des deux langues dans les écoles primaires soulèverait certaines difficultés d'ordre pratique, elles ont fait observer que les intéressés pouvaient suivre des cours de français dans les établissements d'enseignement secondaire du Cameroun sous administration britannique et des cours d'anglais dans les établissements d'enseignement secondaire du Cameroun sous administration française.

Dans une résolution<sup>336</sup> consacrée à ces pétitions, le Conseil de tutelle a mentionné ces observations des Autorités chargées de l'administration ; il a rappelé les recommandations qu'il avait formulées en ce qui concerne les arrangements administratifs, la participation des autochtones aux travaux des organes de gouvernement et aux travaux du Conseil et il a appelé l'attention

<sup>335</sup> T/Pet.4/79, T/Pet.5/105 et Add.1, T/Pet.4/83.

<sup>336</sup> Résolution 621 (XI).

des pétitionnaires sur les questions d'ordre général relatives au développement des deux Territoires. Il a exprimé l'espoir que les mesures que les Autorités chargées de l'administration prennent actuellement mettront fin aux difficultés de frontières.

Les auteurs de plusieurs autres pétitions<sup>337</sup>, que le Conseil a examinées à sa onzième session, se sont plaints de ce que les immigrants venus du Cameroun sous administration française n'étaient pas représentés d'une manière adéquate dans les conseils et dans les tribunaux indigènes et se trouvaient ainsi désavantagés, qu'ils étaient exclus de toute activité politique et qu'ils faisaient l'objet de discrimination dans le domaine de l'enseignement et en matière d'accès aux fonctions publiques. En tant que contribuables, ils réclamaient le droit de vote. Au nom de ces immigrants, la French Cameroons Welfare Union a demandé au Conseil d'organiser un référendum en vue de supprimer le contrôle exercé à la frontière et d'unifier le Cameroun. La French Cameroons Welfare Union a fait observer en outre qu'elle savait quelle était la procédure permettant d'acquérir la nationalité britannique, mais que les immigrants venus du Cameroun sous administration française ne désiraient pas acquérir cette nationalité; ils estimaient qu'il conviendrait d'instituer une nationalité camerounaise qui serait attribuée également aux personnes nées dans la zone française et dans la zone britannique. Les pétitionnaires ont déclaré que, le seul immigrant qui ait demandé la naturalisation britannique avait fait sa demande uniquement pour remplir une des conditions exigées en vue d'obtenir du gouvernement une bourse d'études au Royaume-Uni. Les pétitionnaires avaient suggéré à l'Administration qu'elle pourrait répondre à leurs désirs en leur permettant d'être représentés à l'Assemblée législative centrale en vertu de la clause qui autorise le Gouverneur à nommer six personnes pour représenter des intérêts particuliers ou des groupes qui, autrement, ne seraient pas représentés d'une manière satisfaisante, mais ils n'avaient reçu aucune réponse à cette suggestion. Dans une autre pétition<sup>338</sup>, la French Cameroons Welfare Union a affirmé que la population du Cameroun sous administration britannique, comme le prouverait tout référendum, était également désireuse d'obtenir l'unification, mais qu'elle craignait que les tendances politiques du moment n'aboutissent à une fusion complète avec la Nigéria. Une pétition<sup>339</sup> émanant du Président de la section de Kumba de la French Cameroons Welfare Union a confirmé la position de cette organisation.

Dans les observations qu'elle a formulées au sujet de ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a précisé que le statut de sujet britannique ou de protégé britannique était indispensable pour pouvoir voter. L'Autorité chargée de l'administration étudiait la possibilité d'aménager la loi électorale en vue d'octroyer le droit de suffrage aux immigrants en question, mais il était peu probable que les obstacles juridiques puissent être surmontés. Les immigrants jouissaient par ailleurs d'une entière liberté et n'étaient l'objet d'aucune mesure discriminatoire en ce qui concernait les nominations aux postes de fonctionnaires et l'octroi de bourses. L'Autorité chargée de l'administration a également

indiqué les mesures prises pour remédier aux difficultés de frontière.

Dans la résolution<sup>340</sup> qu'il a adoptée au sujet de ces pétitions, le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration et les a informés qu'une mission de visite se rendrait prochainement dans le Territoire. Le Conseil a décidé que, pour le moment, ces pétitions n'appelaient aucune recommandation de sa part.

L'Autorité chargée de l'administration a fourni dans son rapport annuel pour 1951 les renseignements demandés par le Conseil. Elle a déclaré qu'il y a dans la partie septentrionale du Cameroun un mouvement d'immigration de travailleurs temporaires d'une certaine ampleur. Peu d'entre eux s'établissent de façon permanente dans la province de l'Adamaoua où l'on ne s'y oppose pas, alors que dans la division de Dikwa on estime que sur 400 ou 500 personnes environ qui passent la frontière chaque année, 65 pour 100 s'installent définitivement comme agriculteurs. Actuellement, environ 17.000 personnes venues du Cameroun sous administration française habitent la partie méridionale du Cameroun. La plupart d'entre elles résident dans la province du Cameroun. Ces personnes peuvent demander la naturalisation, qui leur confère le droit de vote, à condition de résider dans la Nigéria ou dans le Territoire sous tutelle depuis douze mois et d'avoir passé quatre des sept années précédentes au Royaume-Uni ou dans l'un de ses territoires. En 1951, on a examiné une demande de naturalisation émanant d'un habitant originaire du Cameroun sous administration française.

### Différences entre le Nord et le Sud

A des sessions antérieures, le Conseil, ayant noté que les provinces du Nord du Territoire étaient sensiblement moins développées que celles du Sud, avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre toutes mesures propres à aboutir à un développement rapide des provinces du Nord.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle comprenait parfaitement combien il était souhaitable de relever le niveau de développement du Nord, mais elle a fait observer que les ports et les communications routières et fluviales avaient donné au Sud un avantage économique qui lui avait permis un développement général plus poussé que celui du Nord. On ne pouvait accélérer le rythme de progrès dans le Nord qu'en construisant avant tout un réseau de communications routières. Elle a souligné le progrès accompli en 1949 et en 1950 dans cette tâche, ainsi que l'œuvre importante réalisée dans le domaine de la santé publique, notamment la construction du premier hôpital des provinces du Nord, entreprise depuis peu.

L'Autorité chargée de l'administration a signalé que de nouveaux progrès avaient été réalisés dans ces régions en 1951: elle a cité à ce sujet les plans dressés pour prolonger la route au sud de Bama afin de relier entre elles les régions du Nord et du Sud, la prospérité des cultivateurs du Nord, l'avancement des travaux de construction de l'hôpital de Mubi et le développement progressif de l'école normale de cette région.

<sup>337</sup> T/Pet.4/70, T/Pet.4/71 et Add.1-5.

<sup>338</sup> T/Pet.4/72.

<sup>339</sup> T/Pet.4/70/Add.1.

<sup>340</sup> Résolution 615 (XI).

## Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle

### Considérations générales

Le représentant du Salvador a été d'avis que, sauf en ce qui concernait les communications et l'enseignement, la situation était en général satisfaisante dans le Territoire.

Le représentant de la France a estimé que ceux qui portaient la responsabilité de mener le Territoire vers les fins fixées par la Charte travaillaient dans la confiance et dans la foi.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration ne remplissait pas les obligations prévues dans la Charte et retardait l'acheminement du Territoire vers l'autonomie ou l'indépendance.

## 2. — PROGRES POLITIQUE

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### Politique suivie et considérations générales

Le Cameroun sous administration britannique est administré comme partie intégrante des régions limitrophes qui constituent le protectorat de la Nigéria et sa constitution, son budget et ses services administratifs et techniques se confondent avec ceux de ces régions. L'Autorité chargée de l'administration estime que le Territoire sous tutelle ne saurait être administré comme une unité distincte indépendante de la Nigéria, étant donné qu'il est géographiquement divisé en deux parties, qu'il est généralement montagneux et qu'il comprend des groupes ethniques et linguistiques extrêmement variés. C'est d'ailleurs, déclare-t-elle, ce que reconnaît l'alinéa a de l'article 5 de l'Accord de tutelle, ainsi que l'ordre en conseil (Constitution) de la Nigéria de 1951.

Les différentes parties du Territoire s'intègrent dans la structure constitutionnelle et administrative de l'ensemble de la Nigéria. Cette structure a pour base les administrations indigènes locales, connues sous le nom d'autorités indigènes, qui sont fondées sur les tribus, les clans et autres organisations coutumières et qui fonctionnent sous la surveillance et sous l'égide des administrateurs locaux. Normalement, il y a un administrateur, ou *district officer*, à la tête d'une division ou d'une unité plus petite, le district, qui comprend une ou plusieurs zones administrées par les autorités indigènes. Les divisions et districts sont groupés en provinces, placées chacune sous l'autorité d'un résident. Les provinces sont à leur tour groupées en trois organisations régionales pour l'ensemble de la Nigéria: les régions de l'Est, de l'Ouest et du Nord, qui sont placées chacune sous l'autorité d'un gouverneur adjoint. Les départements techniques du Gouvernement de la Nigéria ont dans chacune de ces régions des services dirigés par des fonctionnaires. Ces services régionaux relèvent du gouvernement central, qui a son siège à Lagos et a, à sa tête, un gouverneur et les chefs des grands services.

Dans cette organisation administrative, le Cameroun ne constitue pas une subdivision unique de la Nigéria, mais est divisé en plusieurs parties. C'est ainsi que la

partie méridionale du Territoire comprend deux provinces distinctes—celle de Bamenda et celle du Cameroun—qui sont rattachées à la circonscription plus étendue connue sous le nom de région de l'Est de la Nigéria. Le reste du Territoire comprend une partie rattachée à l'une des divisions de la province de la Bénoué, deux parties rattachées à l'une des divisions de la province de l'Adamaoua, et une partie constituant une division distincte de la province du Bornou; ces dernières provinces font partie de la circonscription régionale connue sous le nom de région du Nord de la Nigéria.

En raison du statut spécial du Territoire sous tutelle, on a nommé un Commissaire du Cameroun qui est directement responsable devant le Gouverneur pour les questions de tutelle qui intéressent le Territoire dans son ensemble; toutefois, les attributions administratives de ce commissaire ne s'étendent qu'aux provinces du Cameroun et de Bamenda, situées dans le sud et soumises à l'autorité de résidents; il relève, en ce qui les concerne, du gouverneur adjoint de la région de l'Est de la Nigéria. Le reste du Territoire est placé sous l'autorité du gouverneur adjoint de la région du Nord.

Les autochtones participent au gouvernement à l'échelon régional et central aussi bien qu'à l'échelon local. Chacune des trois régions de la Nigéria possède un parlement régional; le gouverneur adjoint d'une région peut, sur l'avis et avec le consentement de l'organe législatif de ladite région, édicter, pour cette région, des lois portant sur un grand nombre de questions; il peut également en édicter sur d'autres questions pourvu que l'assemblée législative centrale lui en ait préalablement délégué le pouvoir. Du fait que les différentes parties du Territoire sont rattachées à deux régions de la Nigéria, elles sont représentées dans les parlements de ces régions. C'est ainsi qu'en ce qui concerne le Parlement de la région du Nord, qui est bicaméral, le Territoire est représenté à la Chambre des chefs par l'émir de Dikwa et à la Chambre d'assemblée par trois membres élus sur un total de quatre-vingt-dix membres. Le Territoire est représenté à la Chambre d'assemblée de la région de l'Est (qui comprend au total quatre-vingts membres) par treize membres élus, c'est-à-dire deux pour chaque division, à l'exception de celle de Bamenda qui en élit trois.

Pour chaque région, il existe également un Conseil exécutif qui est le principal organe politique pour les questions qui relèvent de la compétence de la région. Le Territoire est représenté au Conseil exécutif de la région de l'Est par deux membres, dont l'un est le Commissaire du Cameroun et l'autre un représentant de la Chambre d'assemblée de la région de l'Est. Il n'y a pas, au Conseil exécutif de la région du Nord, de membre représentant le Territoire sous tutelle.

A la Chambre centrale des représentants (assemblée législative centrale), qui a pleine autorité en ce qui concerne les dépenses et les lois de la colonie, du protectorat et du Territoire sous tutelle, siègent 136 membres des chambres régionales. Outre ces 136 représentants, en font partie six membres de droit, six membres spéciaux au plus, qui représentent les intérêts ou les collectivités qui autrement ne seraient pas représentés d'une façon satisfaisante. Son président est actuellement le Gouverneur. L'organe exécutif principal est le Conseil des ministres, composé de six

membres de droit et de douze ministres, et dont le Gouverneur est président.

Le Territoire est représenté directement à la Chambre centrale des représentants par six membres élus par la Chambre d'assemblée de la région de l'Est (la Constitution en garantit quatre) et deux membres élus par la Chambre d'assemblée de la région du Nord. Le Territoire est représenté au Conseil des ministres par un ministre sans portefeuille, qui est également membre de l'assemblée législative centrale.

### Réforme constitutionnelle; élections

Au cours de l'année qui fait l'objet du présent rapport, une nouvelle Constitution est entrée en vigueur. L'Autorité chargée de l'administration fait observer que la population du Territoire sous tutelle a voté pour la première fois en 1951 pour élire les membres des chambres d'assemblée régionales; pour la première fois aussi des membres de ces chambres ont été élus à la Chambre centrale des représentants. Le droit de vote, dans les deux régions du Nord et de l'Est, est reconnu à tout Nigérien adulte qui est assujéti à l'impôt et qui réside dans la circonscription où y est né. Dans la région de l'Est, les représentants sont élus, au premier degré, pour former le collège électoral des divisions; ce collège électoral élit ensuite, parmi ses membres, ceux qui le représenteront à la Chambre d'assemblée de la région de l'Est. Dans la région du Nord, la circonscription est constituée par une province et il existe entre le corps électoral du premier degré et le collège électoral de la province deux collèges électoraux intermédiaires.

En ce qui concerne les élections des membres des Chambres d'assemblée des régions du Nord et de l'Est, l'Autorité chargée de l'administration déclare que dans les provinces de Bamenda et du Cameroun, les électeurs ont fait preuve de peu d'empressement et que très souvent il n'y a eu qu'un candidat. Dans la province du Bornou, dont dépend la division de Dikwa du Territoire sous tutelle, les personnes qui ont voté représentent au total environ 60 pour 100 de la population et dans la province de l'Adamaoua les habitants se sont en général beaucoup intéressés aux élections du premier degré.

Dans le passé, le Conseil s'est tout particulièrement préoccupé de l'instauration de réformes de caractère démocratique ayant pour objet d'accorder aux autochtones le droit de vote et d'augmenter leur participation aux travaux des organes exécutifs, législatifs et judiciaires du gouvernement en vue de les préparer à s'administrer eux-mêmes ou à devenir indépendants, et il a adressé des recommandations à ce sujet à l'Autorité chargée de l'administration.

A sa neuvième session, ayant été informé par l'Autorité chargée de l'administration des réformes constitutionnelles qui allaient entrer en vigueur, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration n'épargnerait aucun effort pour expliquer aux habitants l'importance des élections auxquelles ils pourraient prendre part et la procédure à suivre à cet effet et qu'elle prendrait des précautions spéciales pour s'assurer que les intérêts de la Nigéria ne l'emportent pas sur ceux du Territoire sous tutelle.

En réponse, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le service des relations avec le public, les

administrateurs et le personnel administratif indigène avaient organisé une campagne dans l'ensemble du Territoire pour faire connaître aux habitants la procédure relative aux élections et pour leur en expliquer la portée. L'Autorité chargée de l'administration a estimé que les réformes décrites ci-dessus permettraient au Territoire d'être représenté dans les assemblées législatives centrale et régionales plus largement qu'il ne l'avait été auparavant. Elle a fait observer que si l'on comparait les chiffres de population et les nombres de représentants, on constatait que le Territoire sous tutelle, dont la population masculine adulte représentait 5,6 pour 100 de la population de la Nigéria, avait, au total, une représentation s'élevant à 14,4 pour 100 de cette dernière dans les assemblées régionales. Pour la région du Nord, le rapport était de 3,3 pour la représentation et de 3,6 pour la population; dans la région du Sud, il était de 16,2 pour la représentation et de 10,8 pour la population. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré en outre que la création du Camerouns Development Fund garantissait au Territoire la possibilité de conserver et d'utiliser toutes ses recettes et que les consultations avec ses représentants élus offraient à ces derniers un moyen sûr d'exprimer leur opinion.

Le système électoral envisagé prévoyant que les représentants du Territoire qui siègeront à la Chambre centrale des représentants de la Nigéria ne seront pas élus par les seuls représentants du Cameroun méridional à la Chambre d'assemblée de la région de l'Est de la Nigéria, mais par tous les membres de ladite chambre, le Conseil avait, lors de sa neuvième session, invité l'Autorité chargée de l'administration à s'efforcer de faire en sorte que les membres de la Chambre centrale qui représenteraient le Territoire expriment véritablement les vœux de ses habitants.

En réponse, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les six membres de la Chambre d'assemblée de la région de l'Est élus à l'assemblée législative centrale sont des Camerounais éminents, originaires des deux provinces méridionales du Cameroun.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, prenant acte avec intérêt de l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution de la Nigéria et du Cameroun, se félicite des avantages que cette constitution apporte au Territoire sous tutelle, du fait qu'elle assure sa représentation au sein des organes de gouvernement régionaux et centraux, exécutifs et législatifs, introduit des méthodes de vote modernes, et permet à la population d'acquérir une expérience générale des méthodes démocratiques de gouvernement; constate cependant que, dans certaines parties du Territoire, les habitants autochtones sont demeurés indifférents aux premières élections et invite instamment l'Autorité chargée de l'administration à poursuivre par tous les moyens possibles l'effort qu'elle déploie pour développer l'éducation politique des habitants et à les encourager à jouer pleinement le rôle qui leur incombe dans le fonctionnement du nouveau système de gouvernement.*

### Incorporation administrative à la Nigéria

Lorsqu'il a étudié la question des unions administra-

tives<sup>341</sup>, le Conseil de tutelle a examiné l'incorporation administrative du Territoire sous tutelle à la Nigéria.

### Administration locale

Dans le cadre de l'organisation administrative de la Nigéria et du Cameroun considérés comme un tout, c'est le Commissaire du Cameroun qui administre la partie méridionale du Territoire. Il a sous ses ordres un résident dans chacune des provinces dites du Cameroun et de Bamenda. La province du Cameroun comprend trois divisions, administrées chacune par un administrateur de district et par un administrateur de district adjoint. La province de Bamenda, administrée antérieurement en tant que grande division unique, forme également trois divisions depuis 1950; chacune des divisions est dirigée par un administrateur de district; à Bamenda, il y a de plus un administrateur de district adjoint.

L'une des trois zones qui constituent la partie septentrionale du Cameroun, la zone de Dikwa, a le statut d'une division. Un administrateur de district y est affecté. Les deux autres zones sont rattachées administrativement à des divisions dont le chef-lieu se trouve en Nigéria.

Les bureaux régionaux du Gouvernement de la Nigéria fournissent des services techniques aux différentes parties du Cameroun. Ces bureaux détachent des fonctionnaires pour les opérations à l'échelon local. Les autorités indigènes ont, sous la surveillance et avec l'aide de ces bureaux, la responsabilité de l'administration purement locale. Au Cameroun, ces autorités sont constituées, dans le Nord et dans la province de Bamenda, par plusieurs chefs héréditaires relativement puissants, assistés de conseils d'anciens et d'autres chefs traditionnels; dans le Sud, elles sont constituées par un grand nombre de conseils de clan. La loi leur confère le pouvoir d'édicter et d'appliquer les règlements locaux, et de préparer et de gérer, en se faisant aider et conseiller, les budgets locaux dont les recettes proviennent, dans une large mesure, des impôts indigènes et des subventions de l'administration centrale.

Le caractère inadéquat des autorités indigènes de la partie orientale de la Nigéria a conduit un comité d'enquête de l'assemblée régionale à recommander, en 1948, des réformes tendant à remplacer le système actuel par un système de conseils locaux élus. Prenant acte de ces recommandations, le Conseil avait recommandé, à sa sixième session, que l'Autorité chargée de l'administration, après consultation des habitants du Territoire, introduise des réformes de base dans le système d'administration indigène, afin de hâter la création d'institutions et d'administrations locales de caractère démocratique et évolué.

En 1950, des mesures législatives portant création de conseils constitués suivant des principes plus modernes ont été adoptées pour donner à la population, sur le plan local, des responsabilités plus étendues. Ces dispositions législatives s'étendent à la partie méridionale du Cameroun, mais n'ont pas encore été appli-

quées dans cette région; l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que ces mesures ne seraient couronnées de succès que s'il se constituait une classe instruite assez nombreuse, consciente de ses responsabilités et disposée à se consacrer aux affaires publiques sur le plan local.

L'Autorité chargée de l'administration a estimé que les modifications qu'a entraînées l'adoption de la nouvelle Constitution, en 1951, ont été très importantes, mais qu'il ne s'est pas produit dans l'administration locale d'évolution comparable. Dans la division de Victoria de la province du Cameroun, la constitution d'une administration locale plus démocratique et plus efficace n'a fait aucun progrès. A Kumba, de nombreux autochtones ont demandé que les diverses autorités indigènes locales soient subordonnées à une autorité indigène de division. Les quatre autorités indigènes qui viennent de se fédérer dans la province de Bamenda sont entrées en fonctions en 1949; les nouveaux conseils sont composés de chefs traditionnels, d'éléments instruits et évolués, et de femmes. L'Autorité chargée de l'administration a fait observer que, si les autorités indigènes ont réalisé quelques progrès et sont plus disposées à assumer leurs responsabilités, elles ne semblent pas, cependant, avoir répondu aux espoirs qu'on avait placés en elles; la désignation de femmes n'a donné aucun résultat, surtout parce que ces dernières ne témoignent d'aucune compréhension de l'intérêt public.

Dans les zones du Nord, les autorités indigènes les plus importantes sont celles à la tête desquelles se trouvent les chefs suprêmes de l'Adamaoua et de Dikwa. A la suite des élections de 1951, les populations se sont intéressées davantage aux questions locales qui les concernent. Dans la province de l'Adamaoua, un comité spécial a étudié la question de l'administration locale et a formulé des propositions qu'examine l'autorité indigène de l'Adamaoua; la possibilité d'étendre l'autorité du Conseil du Lamido est à l'étude. A Dikwa, l'émir est entré officiellement en fonctions en 1951; deux hommes instruits ont été nommés aux postes vacants de chefs de district. Parmi les progrès accomplis par les autorités indigènes de cette division, on doit signaler la constitution de cinq nouveaux conseils de district, d'où il résulte que chaque district possède maintenant un conseil, et, d'autre part, la nomination de secrétaires de village, qui permettra d'améliorer l'administration de ces derniers.

En ce qui concerne le programme dit *Man-o'-War Bay Scheme*, destiné à former des dirigeants, le Conseil avait considéré, à sa neuvième session, que ce programme permettrait d'obtenir des progrès plus rapides dans l'administration locale et avait exprimé le désir de savoir notamment si les résultats obtenus provoqueraient la création d'autres centres de formation. Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a signalé que l'application de ce programme avait commencé sous de bons auspices et que deux séries de cours avaient été organisés, avec succès, en 1951. Elle a ajouté qu'il était cependant encore trop tôt pour savoir si des centres de formation analogues pourraient être ouverts dans d'autres localités.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

<sup>341</sup> On trouvera dans le rapport spécial du Conseil de tutelle sur les unions administratives concernant les Territoires sous tutelle (A/2151, *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément n° 12*) les résultats de l'étude que le Conseil a consacrée aux arrangements administratifs établis entre le Cameroun sous administration britannique et la Nigéria.

*Le Conseil, considérant qu'un progrès politique équitable de la population ne peut se réaliser que si la mise en œuvre des nouvelles réformes constitutionnelles dans le Territoire est accompagnée de progrès analogues dans le domaine de l'administration locale, et constatant que l'Autorité chargée de l'administration a pour politique de favoriser l'évolution des institutions tribales et autres l'administration locale qui existent actuellement, et leur transformation en institutions plus modernes et plus démocratiques, se félicite des mesures déjà prises à cet effet et attend avec intérêt de recevoir des renseignements sur toutes nouvelles mesures adoptées et sur les progrès accomplis dans leur mise en œuvre.*

## **Administration publique**

Abstraction faite du personnel de l'administration centrale, chaque autorité indigène a son propre personnel technique et administratif, entièrement composé d'Africains; les titres de ce personnel sont généralement moins élevés et leurs traitements plus bas que ceux des fonctionnaires de l'administration centrale.

L'Autorité chargée de l'administration a pour politique déclarée de nommer des Africains aux postes supérieurs des services publics dès qu'elle trouve des candidats qualifiés et de ne nommer aucun non-Nigérien à une fonction publique s'il est possible de trouver un Nigérien qualifié pour remplir ce poste. Cependant les Africains du Cameroun ne sont pas encore, et ne seront pas avant longtemps, capables d'occuper les postes administratifs et techniques supérieurs, car l'on ne trouve à présent dans le Territoire que quelques individus qui aient l'instruction nécessaire. En 1951, de même qu'en 1950, deux autochtones du Territoire étaient fonctionnaires supérieurs des cadres civils.

A sa sixième session, le Conseil avait recommandé que l'Autorité chargée de l'administration s'efforce d'augmenter le nombre des administrateurs et des fonctionnaires des services techniques chargés de conseiller les autochtones, afin de préparer progressivement ces derniers à assumer des responsabilités croissantes dans l'administration. L'Autorité chargée de l'administration a répondu qu'elle avait pris des dispositions à cette fin, non seulement en recrutant sur place du personnel administratif et technique, mais aussi en accordant des bourses à des autochtones méritants ou en leur permettant de participer à des programmes de formation, en développant l'enseignement technique et en nommant des autochtones à des postes importants, notamment au Conseil d'administration de la Cameroons Development Corporation.

A sa neuvième session, le Conseil avait exprimé l'espoir qu'un programme de bourses permettrait à un nombre de plus en plus grand de fonctionnaires camerounais d'accéder au cadre supérieur. Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que 31 Camerounais, au lieu de 21 comme en 1950, avaient obtenu des bourses qui leur permettraient de poursuivre des études supérieures et que le développement du programme de bourses entraînerait certainement une augmentation du nombre des Africains nommés à des postes du cadre supérieur.

## **Organisations politiques**

En 1949-1950, dans la partie méridionale du Territoire, le nombre des éléments instruits de la population

a augmenté de façon notable, ce qui revêt une importance capitale pour le progrès politique et social. L'impulsion semble être venue principalement des dirigeants du syndicat des travailleurs de la Cameroons Development Corporation qui, en 1949, ont réussi à grouper les nombreuses associations de jeunes gens ayant une instruction élémentaire complète ou partielle au sein d'une organisation appelée Cameroons National Federation. L'Autorité chargée de l'administration estime que les activités de cette fédération joueront probablement un rôle important dans le développement du sens politique de la population.

A sa neuvième session, le Conseil a exprimé l'espoir que la Fédération nationale du Cameroun et des organisations analogues seraient incitées dans toute la mesure du possible à jouer un rôle constructif dans la vie politique de toutes les parties du Territoire. L'Autorité chargée de l'administration a répondu qu'elle partageait cet espoir et qu'elle n'opposait aucun obstacle à la formation de telles organisations.

## **Organisation judiciaire**

Les organes judiciaires du Territoire sont de deux ordres: 1) la Cour suprême et les tribunaux ordinaires nigériens rendent la justice selon les lois du Territoire et selon la loi anglaise; 2) les tribunaux indigènes constituent le pouvoir judiciaire des autorités indigènes et jugent surtout d'après la loi et la coutume indigènes locales; ils s'occupent dans la pratique de la plupart des affaires qui n'intéressent que des Africains.

Les administrateurs peuvent être entendus par les tribunaux indigènes et ont un droit de regard sur leurs décisions. On les nomme souvent magistrats de deuxième ou troisième classe pour rendre la justice dans les régions qui ne sont pas facilement accessibles aux magistrats de carrière.

L'Autorité chargée de l'administration a signalé que le Président de la commission chargée d'une enquête sur le fonctionnement des tribunaux indigènes n'a pu se rendre au Cameroun en 1951 comme il avait été prévu. Il a recommandé, néanmoins, qu'une commission spéciale étudie la situation dans le Territoire.

## **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

### **Réforme constitutionnelle; élections**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a constaté avec satisfaction que la nouvelle Constitution de la Nigéria, qui s'applique également au Territoire sous tutelle, est entrée en vigueur et que le Cameroun est représenté de façon satisfaisante aux organes législatifs de la Nigéria. A son avis, on ne peut que se féliciter de voir un territoire comme le Cameroun participer aux progrès qui sont peu à peu réalisés dans la Nigéria. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est demandé si le rythme du progrès politique n'a pas été trop rapide pour que les habitants du Territoire sous tutelle puissent apprécier à leur juste valeur toutes les mesures qui ont été prises, comme en témoigne le fait que la population de la région méridionale du Territoire a manifesté relativement peu d'enthousiasme pour les nouvelles méthodes électorales. Par ailleurs, il a noté avec satisfaction l'éveil de la conscience politique des populations de la partie septentrionale du Territoire, et notamment

l'intérêt porté aux élections et aux aménagements prévus en ce qui concerne les administrations indigènes. Il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration encouragerait cette évolution dans la région septentrionale. A son avis, le Conseil ne devait pas insister pour que de nouveaux progrès politiques soient accomplis sur le plan territorial. Il lui a semblé qu'au stade actuel il était bon de prévoir une période de stabilisation pendant laquelle des progrès analogues pourraient être accomplis sur le plan local.

Le représentant de la Belgique a estimé que l'élection à la Chambre centrale de six Camerounais de la Chambre d'assemblée de la région de l'Est et de deux Camerounais de la Chambre d'assemblée de la région du Nord avait pleinement confirmé les assurances données par l'Autorité chargée de l'administration en réponse à certains membres du Conseil qui s'étaient inquiétés de savoir dans quelle mesure des Camerounais siègeraient à cet organe; il a constaté en outre que l'un des membres du Conseil des ministres est un Camerounais.

Le représentant de la France a noté avec intérêt la place très large que les Camerounais prennent dès à présent dans les nouveaux organes législatifs et exécutifs; il a estimé que de très bonnes chances leur étaient ainsi offertes de démontrer leurs capacités. Notant les difficultés rencontrées en matière de réforme de l'administration locale et d'organisation des élections, il a déclaré n'être pas certain que l'action des représentants élus aux assemblées soit suffisante pour stimuler l'esprit d'initiative dont le représentant spécial avait déploré la déficience. Il a estimé que tous les moyens, et notamment l'action directe et quasi quotidienne de l'Autorité chargée de l'administration, devaient être mis en œuvre simultanément pour éveiller la compréhension des populations. Il lui a paru que des conférences telles que celles qui avaient été tenues à Bouéa en 1952 pourraient être mises à profit pour faire circuler des courants d'idées favorables et développer l'esprit de progrès parmi l'élite.

Le représentant de la Chine a constaté avec une certaine satisfaction que la nouvelle Constitution de la Nigéria était entrée en vigueur et il a exprimé l'avis que, s'il est vrai que le Cameroun est représenté plus largement qu'on ne l'avait escompté à l'assemblée législative centrale, on ne sait la mesure dans laquelle les membres camerounais seront effectivement capables de protéger les intérêts du Territoire, étant donné qu'ils constituent une minorité. Comme sur un total de 149 membres, huit seulement représentent le Territoire, il est douteux qu'ils puissent exercer une influence sur les délibérations de l'assemblée, ou que l'Autorité chargée de l'administration puisse assurer que "les intérêts de la Nigéria ne l'emporteront pas sur ceux du Territoire sous tutelle", comme le Conseil l'a recommandé à sa neuvième session.

De l'avis du représentant de la République Dominicaine, la promulgation de la nouvelle Constitution était incontestablement la mesure la plus importante qui ait été prise dans le Territoire pendant les dernières années. Cependant, dans certaines régions, la population restait indifférente à la campagne électorale. L'Autorité chargée de l'administration devait donc faire tout son possible pour favoriser l'instruction des habitants, afin de leur permettre de se familiariser avec les

responsabilités que leur impose la nouvelle Constitution et d'être ainsi mieux préparés à exercer leurs droits.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'Administration attachait le plus grand intérêt à l'opinion, exprimée par certains représentants, selon laquelle une période de stabilisation devait suivre les rapides changements constitutionnels qui venaient d'avoir lieu. La réforme de l'administration locale devait être l'objectif fondamental à atteindre pendant cette période. Le représentant spécial a déclaré que les représentants élus du Cameroun semblaient être parfaitement capables de protéger les intérêts du Territoire; il a ajouté que, de toute façon, le Gouverneur de la Nigéria possédait en cette matière un pouvoir de réserve, puisque des obligations avaient été contractées par voie de traité à l'égard du Territoire. L'Autorité chargée de l'administration prendrait note de l'observation selon laquelle il convenait encore de faire de grands efforts pour enseigner à la population le fonctionnement de la nouvelle Constitution.

### **Incorporation administrative du Territoire à la Nigéria**

Le représentant de la Chine a constaté que, dans les passages du rapport qui traitent du droit de vote, les habitants du Territoire sont désignés, comme ceux de la Nigéria, par le terme général de "Nigériens"; il a estimé que, malgré les explications données par le représentant du Royaume-Uni et selon lesquelles ce mot n'était employé que pour des raisons géographiques, le Cameroun ne faisait partie de la Nigéria ni géographiquement ni politiquement. Sans vouloir mettre en doute les intentions de l'Autorité chargée de l'administration, il a jugé que cet exemple montrait combien il était facile de perdre de vue l'identité distincte du Territoire dans le cadre de l'étroite incorporation qui existe actuellement.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les autorités britanniques avaient annexé le Territoire sous tutelle en le divisant en plusieurs parties rattachées à diverses provinces et régions du protectorat britannique de la Nigéria. A tous les égards le Territoire était subordonné au protectorat britannique limitrophe. Le Cameroun n'avait aucune autonomie législative, administrative, judiciaire ou budgétaire et, au dire même du représentant spécial, l'Autorité chargée de l'administration n'envisageait pas de créer dans le Territoire des organes législatifs ou administratifs non subordonnés aux organes analogues du protectorat de la Nigéria. Tous les pouvoirs étaient entre les mains du Gouverneur de la Nigéria qui était en même temps Gouverneur du Cameroun. Les attributions du Commissaire du Cameroun se limitaient aux zones du Territoire qui étaient administrées comme partie intégrante de la région méridionale de la Nigéria. Le Commissaire relevait d'un Gouverneur adjoint de la Nigéria qui, à son tour, était subordonné au Gouverneur. Le Territoire sous tutelle n'était représenté comme entité distincte ni aux organes législatifs ni aux organes exécutifs de la Nigéria, dont l'autorité s'étendait au Cameroun. L'organe législatif central de la Nigéria, qui était composé de 149 membres, ne comptait que huit Africains du Territoire sous tutelle. Le Territoire ne possédait pas de budget qui lui fût propre. La Cour



suprême de la Nigéria était la plus haute autorité judiciaire du Territoire. La police nigérienne assurait le maintien de l'ordre dans le Territoire sous tutelle.

Le représentant de l'URSS a estimé qu'en unifiant le Cameroun et le protectorat britannique voisin de la Nigéria et en subordonnant le Territoire sous tutelle à la Nigéria, l'Autorité chargée de l'administration avait violé de façon flagrante la Charte et la résolution 224 (III) de l'Assemblée générale. Il a estimé que le Conseil devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de créer dans le Territoire sous tutelle des organes législatifs et administratifs qui ne seraient subordonnés à aucune institution ayant pour base une union entre le Territoire sous tutelle et le protectorat britannique voisin de la Nigéria, et d'adopter à cet effet des mesures législatives et autres propres à assurer la représentation de la population autochtone aux organes législatifs, exécutifs et judiciaires du Territoire.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a rappelé que l'Accord de tutelle avait reconnu que les deux bandes de terrain distinctes qui composent le Territoire ne pouvaient être efficacement administrées que dans le cadre d'une association avec le protectorat voisin; chaque année qui s'était écoulée depuis la conclusion de l'accord avait apporté de nouvelles preuves des nombreux avantages qu'un tel arrangement conférerait au Territoire, notamment en ce qui concerne l'éducation politique. Le statut du Territoire avait été maintenu et la population utilisait l'expérience qu'elle avait récemment acquise pour résoudre les problèmes particuliers qui se posaient à elle. En séparant le Territoire de la Nigéria on retarderait de plusieurs générations le progrès de la population du Territoire vers les objectifs fixés par la Charte.

### **Administration locale**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, dans le Territoire sous tutelle, la situation politique était caractérisée par le fait qu'aucun droit n'était accordé aux habitants autochtones. Il n'existait dans le Territoire aucun organe de gouvernement fondé sur des principes démocratiques et auquel les habitants autochtones soient représentés. Comme la Mission de visite de 1949 l'avait indiqué, le Territoire ne possédait aucun organe administratif au-dessus de l'échelon des autorités indigènes. Pour les besoins administratifs et le recouvrement des impôts, l'Administration utilisait les chefs de tribus. Dans son rapport l'Autorité chargée de l'administration avait déclaré que le souci de reconnaître et d'appuyer les autorités indigènes traditionnelles était à la base du système d'impôts directs ou de l'impôt de capitation. Le représentant de l'URSS a estimé que, puisque le système tribal lui subsistait dans le Territoire sous tutelle et était encouragé par l'Autorité chargée de l'administration était incompatible avec l'évolution politique graduelle de la population du Territoire vers l'autonomie et l'indépendance, le Conseil de tutelle devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures propres à assurer le passage du système tribal à un système d'autonomie fondé sur des principes démocratiques.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la proposition recomman-

dant le remplacement du système tribal, sur lequel reposait l'administration locale, par des organisations démocratiques s'inspirait de concepts généraux dont le Conseil savait qu'ils n'étaient pas applicables à l'ensemble du Territoire. En matière d'administration locale, la principale difficulté, dans une grande partie du Territoire, avait tenu au fait qu'il n'existait pas d'organisations tribales efficaces pouvant être élargies. Partout où existait une organisation tribale satisfaisante l'Administration s'efforcerait de la rendre plus démocratique et de la moderniser comme le montraient les mesures qu'elle avait récemment appliquées à cet effet et dont le Conseil avait déjà pris acte; la méthode de l'Administration consisterait en tout cas à stimuler l'évolution du système tribal plutôt qu'à le détruire ou à le révolutionner.

### **Fonction publique**

Le représentant de la Chine a constaté avec satisfaction que le nombre des bourses d'enseignement supérieur avait été augmenté et il a exprimé l'espoir que, par l'augmentation progressive du nombre de ces bourses, un nombre croissant de personnes ayant les aptitudes nécessaires recevraient la formation qui leur permettrait d'occuper des postes du cadre supérieur dans l'administration.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que tous les principaux postes administratifs étaient occupés par des fonctionnaires britanniques. Le cadre supérieur de l'administration ne comptait qu'un seul autochtone. L'Autorité chargée de l'administration avait indiqué que rien n'empêchait les autochtones de devenir juges, magistrats, ou avocats, mais le fait était qu'aucun autochtone du Territoire sous tutelle n'exerçait les fonctions d'avocat, de magistrat, ou de juge et que l'Autorité chargée de l'administration n'avait pris aucune mesure pour donner aux autochtones une formation leur permettant de participer activement à l'administration du Territoire.

## **3. — PROGRES ECONOMIQUE**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

#### **Situation générale**

L'Autorité chargée de l'administration déclare que la politique suivie en matière économique vise à élever le niveau de vie de l'ensemble de la population et à encourager toutes les formes de développement économique parmi les autochtones, à qui on a l'intention de faire jouer un rôle de plus en plus important dans la direction économique du Territoire.

L'Autorité chargée de l'administration cite, comme exemple de l'application de cette politique, la création, en 1947, de la Cameroons Development Corporation. Elle précise que, le moment venu, les représentants élus par le peuple succéderont à cette société et assumeront eux-mêmes les fonctions qui lui incombent. En outre, les opérations des Marketing Boards de la Nigéria, organismes officiels chargés d'écouler le cacao, les produits des palmiers, le coton et les arachides, portent aussi sur les produits du Cameroun. Ces Marketing Boards ont été créés afin d'assurer la commercialisation rationnelle des produits à des prix stables et de fournir

des fonds destinés aux travaux de recherche, au développement des industries protectrices, et à améliorer la situation économique de la population des régions productrices.

La grande majorité de la population, notamment en dehors des régions de plantations situées dans l'extrême sud du Territoire, se compose de cultivateurs et d'éleveurs qui se consacrent surtout à des cultures vivrières suivant des méthodes généralement primitives; la Mission de visite de 1949 a eu l'impression que leur niveau de vie était bas. D'après les déclarations de l'Autorité chargée de l'administration, la prospérité économique du Territoire dépend avant tout des terres à plantation; les bananes, ainsi que le caoutchouc et les produits des palmiers, constituent la majeure partie des exportations du Cameroun. C'est grâce surtout aux recettes croissantes des plantations que, pour la première fois dans le Territoire, l'exercice financier 1949-1950 s'est soldé par un excédent des recettes sur les dépenses. Il en a été de même en 1951.

Cinq sociétés commerciales britanniques exercent leur activité dans le Territoire; elles vendent en gros des marchandises importées à des intermédiaires qui en assurent la distribution aux petits commerçants et elles achètent, en qualité de commissionnaires, divers produits d'exportation.

A part l'artisanat local et les usines qui, dans les régions de plantations, traitent les produits des palmiers et le caoutchouc, il n'existe pas d'industries dans le Territoire. Le Cameroun ne possède pas de ressources minières connues ayant une valeur économique. L'Autorité chargée de l'administration déclare que, d'une manière générale, les possibilités immédiates de création d'artisanat local et d'industries sont très limitées; on manque de personnel pour former la population à l'emploi de méthodes perfectionnées et les débouchés éventuels sont limités.

Pour encourager la population autochtone à participer au commerce et à l'industrie, l'Autorité chargée de l'administration a favorisé la création de sociétés coopératives. Il y en avait trente-quatre en 1951 qui comptaient au total 1.579 membres, dont 1.108 pour les sociétés coopératives de vente du cacao. Il existait aussi trois associations de sociétés coopératives de vente qui groupaient vingt-quatre sociétés et, en 1951, un magasin coopératif de village groupant trente-huit membres s'est ouvert à Gwoza. Au cours de l'année, environ 10 pour 100 de la récolte totale de cacao ont été mis en vente par l'intermédiaire des coopératives. L'Autorité chargée de l'administration déclare que les efforts qu'elle a faits pour créer des sociétés coopératives de village à l'intention des petits planteurs de cacao n'ont pas suscité grand enthousiasme.

En 1951, les coupes de bois d'œuvre et de bois de chauffage dans les forêts du Territoire se sont élevées à plus de 500.000 pieds cubes (14.000 mètres cubes), soit à peu près la même quantité que les deux années précédentes; mais en raison du nouveau barème des prix pour les produits forestiers, la valeur approximative en était plus élevée. Une société française dispose d'un permis d'abattage et exporte du bois en rondins.

Le Territoire ne possède guère qu'une seule ressource naturelle, qui est la terre; l'Autorité chargée de l'administration souligne que l'exploitation des planta-

tions dans le sud et l'agriculture et l'élevage paysans dans les autres régions sont à la base de l'économie du Cameroun. Les cultivateurs autochtones produisent une certaine quantité de denrées d'exportation, telles que le cacao, les produits des palmiers et les arachides dont la vente se fait par l'intermédiaire des organismes officiels de vente de la Nigéria. Les départements techniques du Gouvernement de la Nigéria et les autorités indigènes possèdent des services d'agriculture et d'élevage. Dans le Cameroun septentrional, il existe un corps africain d'assistants agronomes qualifiés. Dans le Cameroun méridional, qui dispose d'un centre expérimental d'agriculture, de cinq fermes modèles plus petites, d'une plantation expérimentale de cacao, de deux plantations de quinquina et d'un centre de recherches en matière d'élevage, il y avait, en 1951, un inspecteur agronome et un fonctionnaire chargé d'une enquête sur le cacao qui exerçait ses fonctions à Bouéa et sous la direction de qui des progrès ont été accomplis pour remettre en état les plantations abandonnées et améliorer la qualité du cacao. Le personnel vétérinaire du Territoire comprenait un inspecteur vétérinaire, deux vétérinaires et deux spécialistes de la mise en valeur, tous employés à temps partiel.

La Mission de visite de 1949 a constaté que les méthodes de culture sont en général simples et primitives. Au cours de sa sixième session, le Conseil a pris acte des efforts qu'a faits l'Autorité chargée de l'administration pour introduire des méthodes modernes et il a souligné la nécessité d'élargir et d'accélérer rapidement ce programme.

On procède dans le Territoire à des démonstrations qui portent sur les méthodes modernes de culture, telles que l'assolement, la fabrication et l'utilisation des engrais, le billonnage suivant les courbes de niveau et autres mesures propres à assurer la conservation des sols. Dans les régions du Nord, le nombre des fermiers cultivateurs et éleveurs a augmenté et l'Autorité chargée de l'administration déclare que la distribution d'engrais qui a eu lieu dans l'émirat de Dikwa a eu pour résultat une augmentation marquée des rendements en 1951. Des essais d'ensemencement et de transplantation de tabac de Virginie à Dikwa ont donné des résultats encourageants. En 1950, on a accordé cinq prêts à des agriculteurs; en 1951, un grand nombre de fermiers du Cameroun ont sollicité des prêts de l'Eastern Regional Development Board, mais l'Autorité chargée de l'administration déclare que quelques-uns seulement ont paru mériter une aide. En 1951, une subvention de 165.000 livres a été accordée aux producteurs de café dans la province de Bamenda par l'Eastern Regional Production Development Board qui accorde de simples subventions et non des prêts. Le Board des régions du Nord étudie une demande de subvention présentée en liaison avec le plan de colonisation agricole de Gwoza, dont le but est d'encourager les non-musulmans qui se réinstallent dans les plaines à employer des méthodes de culture et de production rationnelles.

En ce qui concerne l'élevage, l'Autorité chargée de l'administration déclare que le centre de Jakiri, dans la province de Bamenda, fournit des exemples concrets de reproduction sélectionnée dans des conditions applicables aux troupeaux de propriétaires africains. Alors qu'il n'y a pas pénurie de viande dans la région du

Nord, les approvisionnements en viande dans la province du Cameroun ne sont pas encore suffisants, mais les Bakwéris continuent à s'opposer à l'utilisation des pâturages du mont Cameroun pour le bétail.

A sa neuvième session, le Conseil, tout en notant l'amélioration marquée qui s'est manifestée dans la situation économique, avait attiré l'attention sur le fait que l'économie du Territoire dépend trop de la culture d'une seule denrée et il avait exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration redoublerait d'efforts pour établir une économie plus diversifiée. En particulier, il avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'explorer toutes les possibilités de développement industriel, d'encourager le mouvement coopératif et de faciliter l'emploi de méthodes scientifiques et modernes d'exploitation agricole. L'Autorité chargée de l'administration a répondu que ce serait une erreur de compromettre les cultures de bananiers dont dépend en grande partie la prospérité du Territoire. Elle a fait également observer que des quantités considérables de produits de l'huile de palme et de caoutchouc sont exportées de la région des plantations et que les ressources agricoles du Territoire sont assez variées. Etant donné l'absence de ressources minérales, d'énergie, de matières premières et de main-d'œuvre spécialisée, les possibilités de développement industriel du Territoire lui-même, par opposition à la Nigéria, sont très faibles. Les mesures prises pour encourager le mouvement coopératif et améliorer les méthodes d'exploitation agricole ont été exposées ci-dessus.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, notant avec satisfaction que la situation économique du Territoire sous tutelle continue à être prospère et que les opérations de la Cameroons Development Corporation contribuent pour une part importante à cette prospérité, attire néanmoins l'attention sur le rôle prédominant que la production des bananes joue dans l'économie du Territoire, recommande que l'Autorité chargée de l'administration continue à s'intéresser sérieusement au problème de la diversification de la production agricole, et l'invite à inclure de nouveaux renseignements sur la question dans son prochain rapport annuel.*

## Communications

En 1951, la longueur totale des routes du Territoire utilisables par les automobiles atteignait 1.470 milles (2.367 km), contre 1.366 (2.199 km) en 1950, 1.347 (2.169 km) en 1949 et 1.164 (1.874 km) en 1948. Sur ce total, 950 milles (1.529 km) sont utilisables par tous les temps. Quant aux routes en construction en 1951, elles passent, pour la plupart, hors du Territoire bien qu'elles soient construites pour les besoins du Cameroun.

L'importance que présenterait, pour l'économie du Territoire, un réseau de routes plus nombreuses et meilleures a déjà été soulignée par l'Autorité chargée de l'administration, par la Mission de visite, par le Conseil et par un grand nombre de pétitionnaires. A sa neuvième session, le Conseil avait exprimé l'espoir que le maintien de la prospérité économique permettrait à l'Autorité chargée de l'administration d'accélérer

l'application de son programme tendant à construire un réseau de routes utilisables par tous les temps et, notamment, que la construction d'une route reliant les parties nord et sud du Territoire serait entreprise sans trop de retard.

L'Autorité chargée de l'administration a répondu qu'elle partageait l'avis du Conseil selon lequel il convient d'accélérer le programme de construction de routes. La première partie du programme, que l'excédent des exercices financiers 1949-1951 a permis d'entreprendre, consistera à améliorer la route de Victoria à Bamenda, à construire une route dans la région isolée de Tigon-Ndoro-Kantu (ces plans coûteront à eux seuls 900.000 livres) et à améliorer au sud de Bama la route qui relie le Nord au Sud.

Ces développements ont été rendus possibles non seulement par un accroissement des ressources financières du Territoire même, mais aussi par de généreuses contributions du Gouvernement de la Nigéria (ainsi, le Cameroons Development Fund a reçu un versement de 148.911 livres sterling provenant de l'exploitation de la plantation de Likomba par le Séquestre des biens ennemis pendant la guerre), et par l'assistance généreuse du Gouvernement du Royaume-Uni. Ce gouvernement avait déjà versé à cette fin une subvention spéciale de 150.000 livres sterling, et était disposé à envisager ultérieurement une nouvelle subvention semblable si la nécessité en faisait sentir.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant qu'il a déjà souligné l'importance des communications routières pour le développement économique du Territoire, ainsi que pour son développement social et le progrès de l'enseignement, note avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration continue à mettre en œuvre des projets et consacre de nouveaux efforts à la construction de routes et qu'elle a, en particulier, affecté à cette fin de nouveaux crédits importants, notamment une allocation spéciale de 148.911 livres sterling accordée par le Gouvernement de la Nigéria et une autre de 150.000 livres sterling provenant du Gouvernement du Royaume-Uni, et la prie instamment d'activer la réalisation de ses programmes dans ce domaine.*

## Les terres; le problème bakwéri; la Cameroons Development Corporation

La superficie du Territoire est de 34.081 milles carrés (88.270 km<sup>2</sup>) ; environ 11 milles carrés et demi (29 km<sup>2</sup> 8) appartiennent au gouvernement et environ 460 milles carrés (1.191 km<sup>2</sup>) à la Cameroons Development Corporation, aux entreprises commerciales, aux missions et aux habitants non indigènes. Toutes les autres terres ont été déclarées terres indigènes<sup>842</sup>. Le Gouverneur, en vertu de la loi, les détient et les gère pour l'usage et dans l'intérêt général des habitants du Territoire. Les sociétés missionnaires possédaient en 1951 quelque 4.075 acres (1.650 ha.) de terres, soit 179 acres (72 ha. 5) de plus que l'année précédente. En outre, les autorités ont approuvé en 1951 le don de 12.500 acres (5.060 ha.) de terres indigènes pour l'élevage du bétail et de 1.200 acres (485 ha.) pour

<sup>842</sup> Les terres cédées à la Cameroons Development Corporation sont aussi des terres indigènes.

une colonie de lépreux, en attendant que l'on procède à une délimitation et à un relevé topographique. Elles ont également approuvé le don à l'Eastern Regional Production Board de 1.200 acres (485 ha.) de terres indigènes pour la culture des caféiers et de 5.600 acres (2.260 ha.) pour l'élevage du bétail.

L'Autorité chargée de l'administration déclare que le seul moyen dont disposent maintenant les non-indigènes pour acquérir légalement un droit de propriété sur une terre est d'obtenir une autorisation d'occupation selon des modalités déterminées et moyennant paiement d'un loyer. En fait, les 460 milles carrés indigènes plus haut comprennent surtout des terres qui ont été aliénées dans le Cameroun méridional pendant la domination allemande; d'ailleurs, la plus grande partie de ces terres, soit environ 395 milles carrés (1.023 km<sup>2</sup>), ont été, depuis 1947, reclassées comme terres indigènes et cédées à bail à la Cameroons Development Corporation, société instituée par législation spéciale pour assurer la gestion et le développement de ces terres dans l'intérêt général des habitants du Territoire. On trouvera plus loin des précisions sur la composition et le fonctionnement de la Corporation.

L'aliénation des terres dans le Sud a créé des problèmes qui ont fait l'objet d'un certain nombre de pétitions examinées par le Conseil de tutelle. Dans la première de ces pétitions, présentée en 1946, le Bakweri Land Committee a prétendu que les terres aliénées avaient été illégalement confisquées aux Bakwéris par les Allemands; les pétitionnaires ajoutaient que cette situation s'est perpétuée sous l'Administration britannique et que les plantations ont apporté des bénéfices considérables qui ont été exportés, tandis que les Bakwéris étaient relégués sur des terres pauvres et difficiles à cultiver où il souffrent de la sous-alimentation et d'autres maux. Les pétitionnaires demandaient le retour des terres aux Bakwéris et le versement d'une indemnité de compensation. Dans d'autres communications qui ont été adressées au Conseil après la création de la Cameroons Development Corporation, les pétitionnaires affirmaient de nouveau leur droit de propriété sur les terres et demandaient une participation plus grande à la direction de leurs exploitations que celle que leur attribuait la Corporation.

A sa quatrième session, le Conseil avait chargé la première Mission de visite au Cameroun de procéder à une étude spéciale de ce problème. Dans l'intervalle, l'Autorité chargée de l'administration a entrepris une enquête qui a montré l'étendue des difficultés économiques et sociales auxquelles les Bakwéris doivent faire face et elle a annoncé qu'elle se proposait non seulement de libérer 25.000 acres (10.117 ha.) de plantation pour la réinstallation de la population, mais encore d'entreprendre, de concert avec la Corporation, un programme de relèvement économique et social de la population.

La Mission de visite de 1949 a déclaré que la décision prise par l'Administration d'assurer la mise en valeur des plantations dans l'intérêt de la population par l'intermédiaire de la Corporation était manifestement la mesure la plus importante qu'elle ait prise pour réparer le tort causé au Territoire et à ses habitants par l'aliénation et l'exploitation de jadis et qu'elle constituait un exemple de bonne volonté et de politique

fondière constructive et éclairée. La Mission a également approuvé les autres mesures d'assistance à la population bakwérie et a souligné, en particulier, combien il importait, non seulement de créer une base stable pour le développement économique de la population, mais aussi, ce qui était peut-être plus urgent encore, de régénérer et d'améliorer les conditions sociales du Territoire. La Mission a également proposé un certain nombre de mesures qui tendaient à expliquer plus clairement à la population le rôle de la Corporation et à lui permettre de participer plus rapidement à la gestion et à l'administration de la société.

Le Conseil de tutelle a fait siennes les conclusions et les recommandations de la Mission de visite et, s'appuyant sur ses observations, il a adopté un certain nombre de recommandations où il demandait notamment à l'Autorité administrante d'accorder une attention particulière à la réadaptation des Bakwéris en prélevant des contributions spéciales sur les bénéfices de la Corporation; il lui a recommandé également de mettre en œuvre, aussitôt que possible, sa politique de colonisation contrôlée et subventionnée. Enfin, il a exprimé l'espoir que la population bakwérie coopérerait pleinement à la mise en œuvre de ces plans et que des efforts plus intenses seraient entrepris pour lui expliquer que les terres ex-enemies étaient en fait rendues à la population autochtone à laquelle la propriété de ces terres était maintenant juridiquement dévolue.

En 1950, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les efforts qu'elle a accomplis en vue d'assurer la mise en œuvre des programmes se sont heurtés à l'opposition des éléments les plus réactionnaires des autorités indigènes de la région; après des discussions prolongées, les représentants des Bakwéris ont maintenu que les terres leur appartiennent et qu'ils ne sont pas satisfaits de la partie de la recommandation où le Conseil déclare que les terres ont été rendues à la population du Territoire sous tutelle. Ils ont cependant précisé que leur attitude ne signifiait pas qu'ils se désintéressent des autres programmes de développement et de progrès social. En particulier, ils ont favorablement accueilli le *Man-o'-War Bay Scheme* destiné à former de futurs chefs pour le développement de la collectivité; d'après les déclarations de l'Autorité chargée de l'administration, ce programme a été poussé activement sur des terres et dans des bâtiments fournis par la Corporation.

Dans le rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, pendant l'année 1951, le Bakweri Land Committee a continué de refuser de coopérer à l'application du plan de réinstallation. Cependant, on note heureusement des signes d'intérêt grandissants dans d'autres parties de la population bakwérie et le plan sera donc mis en œuvre avec la coopération des populations appartenant aux divisions de Victoria et de Kumba qui seront disposées à y participer.

Dans une pétition ultérieure<sup>343</sup>, le Bakweri Land Committee a nié que la population bakwérie ait pu modifier son attitude quant au plan de réinstallation et il a déclaré que la mise en œuvre de mesures envisagées devrait être précédée d'une déclaration catégorique du Conseil de tutelle selon laquelle les

<sup>343</sup> T/Pet.4/76 et Add.1.

Bakwéris seraient reconnus comme seuls propriétaires légitimes des plantations qui se trouvent sur les terres de leurs tribus. Il a demandé au Conseil de faire entreprendre une enquête sur ce point par un organe judiciaire international qui accompagnerait la prochaine Mission de visite dans le Territoire.

Commentant cette pétition, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il semblait que le Bakweri Land Committee ne soit plus fondé à prétendre représenter pleinement le peuple bakwéri, que d'autres représentants des Bakwéris s'étaient déjà adressés à l'Administration pour demander la mise en œuvre de ce plan et qu'à cet égard, les perspectives de progrès étaient nettement meilleures.

A la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait part de la constitution de la Bakweri Farmers' Union, société coopérative qui compte soixante-dix membres environ et qui s'est engagée à appuyer le plan de réinstallation des Bakwéris proposé par l'Administration. La Bakweri Farmers' Union a déjà commencé à vendre à la Cameroons Development Corporation des bananes provenant des plantations de ses membres. Son objectif final est de faire exploiter par des cultivateurs bakwéris des terres qui doivent être prélevées sur les biens de la Corporation, conformément au plan de l'Administration. Le représentant spécial a ajouté que si cette Union connaît le succès, on pourra raisonnablement espérer faire des progrès dans la réalisation des projets établis pour le relèvement des Bakwéris.

Dans une résolution adoptée au sujet de la pétition <sup>344</sup>, le Conseil a, notamment, réaffirmé la résolution qu'il avait adoptée à sa sixième session et a prié instamment les pétitionnaires de coopérer avec l'Autorité chargée de l'administration pour mettre en œuvre ses plans de réinstallation et de relèvement des Bakwéris.

Le Conseil avait déjà examiné des pétitions d'autochtones demandant à rentrer en possession de terres aliénées autres que celles que détient la Corporation. A sa onzième session, le Conseil était saisi d'une pétition <sup>345</sup> dans laquelle la Bamenda Improvement Association prétendait que les Balis s'étaient injustement emparés de la terre des pétitionnaires. Leur action ayant été rejetée par la Cour suprême, un certain nombre d'habitants se sont livrés à des manifestations devant le juge et les pétitionnaires "ont déclaré la guerre civile" aux Balis. Les pétitionnaires ont prétendu que les désordres ultérieurs sont imputables à une mauvaise administration et ils ont demandé que des rapports périodiques sur les troubles soient envoyés au Gouverneur et à la presse de la Nigéria.

Dans ses observations sur la pétition, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, comme les Balis occupaient en fait cette région à l'époque où une administration européenne était établie au Cameroun, la validité de leurs titres de propriété par droit de conquête devait être reconnue. A la suite des désordres, au cours desquels 5.000 personnes armées ont brûlé des habitations, saccagé les cultures et pillé des biens en territoire bali, l'ordre a été rétabli sans recours à la force et le Gouverneur de la Nigéria a chargé un juge de la Cour suprême de procéder à une enquête

sur les prétentions des deux parties au différend et de formuler des recommandations concernant l'exercice des pouvoirs conférés au Gouverneur par la *Land and Native Rights Ordinance* (ordonnance relative au régime foncier et aux droits des autochtones).

Dans la résolution qu'il a adoptée au sujet de la pétition <sup>346</sup>, le Conseil a, notamment, invité l'Autorité chargée de l'administration à lui faire connaître les résultats de l'enquête, et a estimé qu'en attendant la communication de ces résultats, la pétition n'appelait aucune mesure de la part du Conseil.

Un autre différend relatif aux terres se trouve cité dans une pétition <sup>347</sup> de la Bwinga Native Community qui se plaint que le gouvernement ait versé une indemnité, pour la terre occupée par la United Africa Company, à l'administration indigène de Victoria plutôt qu'aux pétitionnaires eux-mêmes. Les pétitionnaires demandent au Conseil d'intervenir en leur faveur auprès de l'Autorité chargée de l'administration.

L'Autorité chargée de l'administration lui ayant fait savoir qu'une somme égale au loyer de la terre en question était versée à l'administration indigène de Victoria, qui est la plus petite unité administrative voisine, et que cette somme doit être utilisée au profit de la population autochtone de la région, le Conseil a estimé que la pétition n'appelait aucune recommandation de sa part <sup>348</sup>.

### **L'activité de la Cameroons Development Corporation**

La Cameroons Development Corporation, société créée par acte législatif pour exploiter les anciennes plantations allemandes à titre d'entreprise publique et pour le bien commun de la population du Territoire sous tutelle, est entrée dans sa sixième année d'activité.

Les 250.000 acres qu'elle possède, et dont 78.000 ont été mises en valeur, fournissent principalement des bananes, des produits du palmier à huile et du caoutchouc. Son rendement augmente régulièrement, surtout en ce qui concerne les bananes, qui constituent sa production principale. Les exportations de bananes sont passées de 1.281.330 régimes en 1947 à 5.773.208 régimes en 1951 et elles auraient probablement atteint un chiffre plus élevé en 1950 et 1951 si des ouragans n'avaient causé des dommages sérieux. Sur les quelque 5 millions de régimes exportés en 1950, près de 2 millions provenaient de la plus grande des plantations qu'une société britannique exploite avec une licence de la Corporation. Les bananes sont vendues au Ministère britannique du ravitaillement par l'entremise d'une firme commerciale; le prix est passé de 27 livres sterling par tonne en 1948 à 32 livres en 1951.

Dans ses rapports annuels, la Corporation a indiqué que ses bénéfices généraux, avant déduction des impôts, avaient été de 178.275 livres en 1947, de 343.397 livres en 1948, de 352.378 livres en 1949 et de 317.426 livres en 1950. Comme les compagnies privées, elle verse au Gouvernement nigérien un impôt sur le revenu calculé au taux de 9 shillings par livre et elle a réservé à cet effet 158.000 livres en 1947, 209.000 livres en 1948, 260.000 livres en 1949 (montant prévu pour

<sup>344</sup> Résolution 616 (XI).

<sup>345</sup> T/Pet.4/82.

<sup>346</sup> Résolution 620 (XI).

<sup>347</sup> T/Pet.4/81.

<sup>348</sup> Résolution 619 (XI).

1950-1951) et 280.000 livres en 1950 (pour 1951-1952). Le montant exact de l'impôt payé en 1950-1951 a été de 244.130 livres; la différence a été contre-passée, de même qu'un excédent d'environ 10.000 livres pour l'année 1949-1950. La Corporation a également constitué des réserves, avant déduction des impôts, pour les services sociaux en faveur du personnel, c'est-à-dire pour le logement, les services hospitaliers et scolaires, ainsi que pour l'assurance contre les cyclones; ces réserves ont été de 100.000 livres en 1948, de 80.000 livres en 1949 et de 230.000 livres en 1951; il n'a été prévu aucune réserve pour 1950.

Les comptes pour 1951 ont accusé un bénéfice général de 635.000 livres sterling, dont 230.000 livres ont été versées aux réserves, 350.000 livres retenues pour l'impôt sur le revenu pour 1952-1953, et le reste, soit 55.000 livres, a été affecté à des dépenses pour le Cameroun.

La Corporation est tenue par la loi de mettre ses bénéfices annuels déclarés excédentaires à la disposition du Gouverneur de la Nigéria, qui les utilise dans l'intérêt des habitants du Territoire sous tutelle. Elle a versé à ce titre 54.352 livres pour 1948, 22.544 livres pour 1949 et 53.296 livres pour 1950. Sur les crédits affectés en 1948, 42.000 livres sont allées au Cameroun méridional, la plus grande partie pour les programmes locaux de mise en valeur et le reste pour la création de salles de lecture et de bourses d'études, et 12.352 livres au Cameroun septentrional pour les moyens de transport. Sur les versements de 1949, 16.450 livres sont allées au Cameroun méridional pour des services médicaux et des bourses d'études, et 5.000 livres au Cameroun septentrional pour la création d'un centre sanitaire. La répartition du solde des bénéfices de 1949 et celle des bénéfices de 1950 ont fait l'objet de pourparlers en 1951. Les bénéfices antérieurs ont été répartis après consultation avec les comités locaux de mise en valeur.

A la onzième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir qu'une conférence de personnalités représentatives s'est tenue à Bouéa pour décider des recommandations à soumettre au Gouverneur en ce qui concerne l'utilisation des bénéfices réalisés par la Corporation en 1950. Des représentants des provinces du nord et des provinces du sud du Cameroun y ont participé, notamment l'émir de Dikwa, des représentants du Cameroun méridional membres de la Chambre orientale d'assemblée, et d'autres personnalités. En deux jours de débats, la conférence a adopté un principe de répartition destiné à assurer l'égalité de traitement à toutes les parties du Territoire, et l'unanimité s'est faite sur des recommandations relatives aux projets de développement social et économique que l'on a demandé au Gouverneur d'approuver.

Le Conseil de tutelle s'intéresse avant tout, en ce qui concerne la Corporation, à voir appliquer le principe que son activité doit profiter au Territoire sous tutelle. A sa quatrième session, le Conseil avait porté son attention sur l'arrangement en vertu duquel la valeur convenue des terres, estimée à 850.000 livres environ, avait été déduite de la part des réparations allemandes à laquelle le Royaume-Uni avait droit et la Corporation était tenue de rembourser ce montant

sous forme de loyer à un taux d'intérêt de  $3\frac{1}{4}$  pour 100 sur les soldes débiteurs, la location étant échelonnée sur trente-cinq ans.

La Mission de visite de 1949 a constaté que les bénéfices utilisables au profit du Territoire seraient diminués du montant du loyer, que l'on fixerait probablement à 40.000 livres par an. Le Conseil a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'envisager la possibilité de réduire la période qui doit s'écouler avant que les indigènes bénéficient pleinement des recettes de la Corporation. L'Autorité chargée de l'administration a répondu que toute réduction de la période de remboursement du prix d'achat imposerait une charge financière inutile à la génération actuelle et diminuerait les profits immédiats de la population indigène.

A sa sixième session, le Conseil avait proposé que l'Autorité chargée de l'administration procédât à un examen général de la situation de la Corporation en matière d'impôts, afin d'augmenter la part des bénéfices mis directement à la disposition du Territoire sous tutelle. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que c'est surtout aux impôts payés par la Corporation qu'était due l'amélioration récente de la situation financière du Territoire; ces sommes étaient d'ailleurs dépensées au profit direct du Territoire sous tutelle de même que les bénéfices excédentaires de la Corporation.

Depuis 1950, la Corporation se compose de neuf membres, dont trois sont des Africains originaires du Territoire sous tutelle. Elle fournit ou finance des bourses d'études qui permettent à des Africains de recevoir un enseignement supérieur ou technique et organise des cours de formation pour ses propres fonctionnaires. Le premier Camerounais qui ait été nommé dans les cadres supérieurs de la Corporation a pris ses fonctions en décembre 1951. Le nombre des postes des cadres intermédiaires, établis pour encourager la participation des habitants du Cameroun, est passé en 1950 de huit à trente-quatre.

A sa sixième session, le Conseil avait exprimé l'espoir qu'un comité analogue aux comités locaux de mise en valeur chargés de faire des recommandations sur la répartition des bénéfices de la Corporation serait constitué aussitôt que possible à l'échelon supérieur pour permettre à la direction de se tenir plus étroitement en contact avec les indigènes. L'Autorité chargée de l'administration a fait observer qu'un comité consultatif permanent, représentant la Corporation et ses employés, avait été créé pour étudier les problèmes relatifs à la main-d'œuvre et faire des recommandations à leur sujet.

A sa neuvième session, le Conseil a constaté avec satisfaction que trois autochtones du Territoire ont été admis à devenir membres de la Corporation et a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration augmenterait progressivement la participation des autochtones à l'activité de la Corporation et d'autres organes économiques. L'Autorité chargée de l'administration a fait observer à ce propos que le nombre des habitants autochtones du Territoire possédant les aptitudes nécessaires pour devenir membres de la Corporation est très réduit et que l'activité de la Corporation présente pour le Territoire une importance tellement



vitale que l'on ne peut songer à admettre des personnes qui ne possèdent pas ces aptitudes. Le Conseil a aussi approuvé l'Autorité chargée de l'administration d'établir ses prévisions de dépenses des bénéfices réalisés par la Corporation en consultation étroite avec les comités locaux de mise en valeur et il a prié instamment l'Autorité chargée de l'administration d'avoir plus souvent recours à ces comités dans l'espoir que l'exécution des programmes de développement se poursuivrait à un rythme accéléré. L'Autorité chargée de l'administration a répondu que les comités de mise en valeur du Cameroun méridional avaient fait de nombreuses suggestions; beaucoup d'entre elles ont été prises en considération et d'autres sont à l'étude. Des consultations avec la population ont aussi été établies dans le Cameroun septentrional.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil, notant que la Cameroons Development Corporation continue de contribuer au développement économique et social du Territoire sous tutelle et au progrès de l'enseignement dans ce Territoire en exerçant sa propre activité et en utilisant ses bénéfices excédentaires au profit du Territoire dans un ensemble, constate notamment avec satisfaction qu'une conférence territoriale représentative a été convoquée pour déterminer l'affectation de ces bénéfices aux entreprises publiques, et exprime l'espoir que l'on poursuivra les consultations de cette nature et que l'on élargira la portée des débats au fur et à mesure des besoins.*

*Le Conseil, rappelant que l'Autorité chargée de l'administration se propose de transférer finalement aux habitants autochtones la direction et le contrôle de la Corporation, et reconnaissant qu'une modification trop brutale du régime actuel de direction pourrait compromettre à la fois l'efficacité de la Corporation et l'importance qu'elle présente pour l'économie du Territoire, recommande que l'on continue à appeler à des postes de responsabilité à la Corporation les autochtones qui deviennent qualifiés pour remplir ces fonctions; à ce propos, le Conseil suggère que l'excellent programme de bourses d'études institué par la Corporation soit établi, autant qu'il sera possible, de manière à former les boursiers aux méthodes commerciales et techniques appropriées aux besoins de la direction de la Corporation.*

### Réserves forestières

Les principales régions forestières se trouvent dans le Sud; jusqu'à présent, 13 pour 100 de leur superficie a été constituée en réserves forestières de l'administration indigène.

A sa sixième session, le Conseil avait reconnu qu'il était du devoir de l'Autorité chargée de l'administration de protéger les ressources forestières du Territoire et, tout en approuvant ce qui avait été déjà fait dans ce sens, il avait recommandé que l'Autorité chargée de l'administration prit des mesures plus énergiques. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle était prête à prendre toutes les mesures de contrainte nécessaires si elle échouait dans les efforts qu'elle faisait alors pour décider les autorités autochtones à constituer elles-mêmes des réserves.

Dans son rapport annuel de 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'étant donné l'opposition

qui s'était manifestée, on a pensé que, si les autres méthodes ne permettent pas d'assurer une protection suffisante des domaines forestiers, l'Administration serait moralement tenue d'invoquer les pouvoirs du Gouverneur en vue de constituer des réserves forestières.

### Finances publiques; impôts

L'Autorité chargée de l'administration a signalé que les années 1949, 1950 et 1951 ont été marquées par un progrès continu dans la situation financière du Cameroun; en 1950 et 1951, les recettes ont dépassé les dépenses.

Le Cameroun n'a pas de budget distinct; les chiffres relatifs aux recettes et aux dépenses publiques sont compris dans les budgets régionaux et dans le budget général de la Nigéria. Toutefois, des tableaux des recettes et des dépenses publiques du Cameroun sont établis pour le Territoire sous tutelle et figurent dans les rapports annuels. Le tableau estimatif suivant résume la situation financière du Cameroun pendant les cinq premières années du régime de tutelle:

Exercices	Recettes	Dépenses (En livres sterling)	Déficit
1946-1947....	241.000	471.000	230.000
1947-1948....	301.000	541.000	240.000
1948-1949....	519.000	647.000	128.000
			Excédent
1949-1950....	1.106.000	880.000	226.000
1950-1951....	1.202.000	998.000	204.000

Les principales sources de revenu sont les impôts directs et indirects qui ont représenté jusqu'à 85,7 pour 100 du total des recettes pour 1950-1951. Les impôts directs, à eux seuls, en ont fourni 64,9 pour 100; leur principal élément a été l'impôt sur le revenu versé par les compagnies privées et la Cameroons Development Corporation. L'impôt individuel sur le revenu, que paient les personnes non sujettes à l'impôt indigène, et l'impôt indigène, dont les autorités indigènes retiennent la majeure partie, n'ont représenté qu'une faible partie du total des recettes. Le taux de l'impôt indigène varie considérablement d'une région à l'autre; dans certains cas, il est levé à un taux uniforme; dans d'autres, on le calcule sur la base du revenu annuel des collectivités ou des particuliers, lorsqu'il est possible de le déterminer.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le progrès réalisé en 1949-1951 était dû presque entièrement à la prospérité croissante des plantations de la Cameroons Development Corporation et de la plantation de Likomba exploitée par une compagnie commerciale, la Elders and Fyffes, Ltd. Les recettes de caractère public provenant des plantations se composent du montant de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu, des droits de douane et des droits à l'exportation versés au Gouvernement de la Nigéria et des bénéfices excédentaires déclarés par la Cameroons Development Corporation. Les estimations du montant des recettes de la Nigéria provenant de l'impôt sur le revenu versé au Cameroun indiquent que les compagnies et la Corporation ont payé 750.000 livres en 1950-1951 contre 656.000 livres en 1949-1950. En outre, les droits de douane se sont élevés à environ 229.000 livres en 1950-1951. Le Gouvernement de la Nigéria a décidé que tous les excédents, présents et futurs,



seront versés à un Fonds de développement du Cameroun et consacrés en totalité à l'amélioration et au développement du Territoire. Le Gouverneur est chargé d'administrer ce fonds en prenant l'avis du Commissaire du Cameroun, en consultant les autorités régionales et en conférant avec les représentants de la population du Territoire. Le Fonds a été constitué en mars 1951 au moyen d'une contribution initiale de 350.000 livres. De nouveaux versements au Fonds ont été effectués depuis lors. Le premier, d'un montant de 204.000 livres, a été fait au titre des excédents du Cameroun pour 1950-1951 et le second, de 148.911 livres, représentait un versement du Gouvernement de la Nigéria au titre des bénéfices réalisés par la plantation de Likomba quand cette plantation était administrée par le Séquestre des biens ennemis. Un nouveau versement au titre des excédents escomptés pour le Cameroun en 1951-1952 a été prévu dans le budget de la Nigéria pour 1952-1953, mais le montant exact de la somme à verser ne sera fixé que quand on connaîtra le total de l'excédent. D'après les déclarations de l'Autorité chargée de l'administration, on envisage d'effectuer de nouvelles contributions dans l'avenir lorsque les prévisions de recettes du Cameroun dépasseront les prévisions de dépenses.

Le Cameroun profite également des dépenses effectuées au titre du plan décennal de développement de la Nigéria, qui a été adopté sous sa forme primitive en 1946 et dont le coût, à l'époque, était estimé à plus de 55 millions de livres, sur lesquelles la part du Territoire sous tutelle était estimée à 1.500.000 livres environ. Le plan a été révisé pour les cinq années à venir : au 31 mars 1951, le solde disponible s'élevait à 34 millions de livres environ. Les projets qui seront entrepris au Cameroun au cours des exercices financiers 1951-1952 et 1952-1953 coûteront 380.392 livres, dont 39.060 livres seront dépensées dans le Cameroun septentrional.

Le Cameroun tire également une partie de ses revenus de l'excédent des bénéfices de la Cameroons Development Corporation et des subventions du Nigeria Cocoa Marketing Board, de l'Oil Palm Produce Marketing Board, du Northern Regional Production Development Board et de l'Eastern Regional Production Development Board. Aux termes de la nouvelle Constitution, les diverses régions de la Nigéria, y compris les régions du Territoire sous tutelle, auront pour la première fois leurs propres sources de revenus et décideront de leurs propres dépenses conformément à leurs lois au lieu d'utiliser simplement des fonds accordés par le Gouvernement de la Nigéria. Les projets de mise en valeur du Territoire seront ainsi confiés à l'Eastern Regional Production Development Board et au Northern Regional Development Board qui exercent respectivement leur activité dans le Cameroun méridional et dans le Cameroun septentrional. Ces organismes ont assumé la responsabilité des engagements pris par les Marketing Boards, qui n'administrent plus directement les projets de mise en valeur, mais versent des subventions au Regional Production Development Board compétent. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les Boards comprennent une forte représentation d'Africains et qu'un des neuf membres de l'Eastern Board vient du Cameroun.

Indépendamment de ces ressources financières, les autorités indigènes du Cameroun ont leur budget propre; leurs recettes, estimées à 282.600 livres en 1951-1952, provenaient principalement des impôts indigènes et leurs dépenses, estimées à 260.100 livres en 1951-1952, ont porté sur les travaux et les services publics locaux. A sa sixième session, le Conseil de tutelle avait recommandé que l'Autorité chargée de l'administration, en examinant le budget des autorités indigènes du Nord, ne perdît pas de vue qu'il était souhaitable de maintenir un équilibre approprié entre les frais d'administration et les dépenses relatives aux services sociaux et autres services essentiels. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle tenait constamment compte de ce principe.

Les prévisions budgétaires pour l'année 1951-1952 montrent que, comme les années précédentes, les frais d'administration ont été le principal poste de dépenses. Ils se sont élevés à 36.000 livres pour l'ensemble du Territoire, variant entre 4.900 livres pour les autorités indigènes du Sud et 10.200 à 15.200 livres pour les autorités indigènes du Nord.

### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Situation générale**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait observer que la situation économique florissante qui règne dans le Territoire est due en grande partie aux prix élevés des produits agricoles destinés à l'exportation et à la gestion efficace de la Cameroons Development Corporation.

Le représentant de la Belgique a estimé que la politique de l'Autorité chargée de l'administration en ce qui concerne la sélection des plants de cacao et les conseils donnés aux agriculteurs pour améliorer les anciens plants pourrait, lors du prochain rapport annuel, faire l'objet de renseignements supplémentaires.

Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction que le Territoire a connu une prospérité générale au cours de l'année considérée grâce aux prix élevés atteints par les produits de base. Il a noté avec intérêt les mesures prises pour diversifier la production sans compromettre la place prépondérante qu'occupe la culture du bananier, principale culture marchande. Il a également pris note de la déclaration du représentant spécial selon laquelle il n'avait pas été possible de nommer des autochtones camerounais à des postes aux Marketing Boards parce que la production du Territoire sous tutelle ne représentait qu'une faible fraction de la production totale dont ces organismes devaient assurer l'écoulement. Il a cependant exprimé l'espoir que, lorsque la fraction des produits en question provenant du Cameroun aurait atteint une proportion donnée, on étudierait la question de la représentation des producteurs camerounais.

Le représentant de la République Dominicaine a noté avec satisfaction les efforts déployés par l'Autorité chargée de l'administration dans le domaine économique, mais il a souligné l'importance qu'il y avait à accorder au Territoire une plus grande autorité en

matière financière, notamment en assurant une participation des autochtones aux activités de la Cameroons Development Corporation et des Marketing Boards.

Le représentant de la France a noté que le représentant spécial avait fait, à propos des opérations de la Cameroons Development Corporation, des réserves de prudence concernant l'avenir économique du Territoire, mais il a estimé que les bases de l'économie du Territoire étaient saines, ce qui permettait à l'Autorité chargée de l'administration de pousser hardiment l'exécution de son programme de développement.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration ne témoignait pas du souci de poursuivre le développement économique du Territoire sous tutelle dans l'intérêt des autochtones. L'économie du Cameroun était dominée par la Cameroons Development Corporation, société organisée par le Gouvernement, et par une compagnie connue sous le nom d'Elders and Fyffes. Afin de créer une économie de grandes plantations ne produisant que pour l'exportation, l'Autorité chargée de l'administration avait aliéné de grandes étendues des meilleures terres appartenant aux autochtones. L'exportation des produits du Territoire était entre les mains de plusieurs organisations gouvernementales qui monopolisaient le commerce du cacao, de l'huile de palme, des arachides, etc. Les autochtones n'étaient pas représentés dans ces organisations. Le rôle essentiel, dans l'économie du Territoire, était joué par les plantations de la Cameroons Development Corporation, qui produisaient des bananes, du caoutchouc, de l'huile de palme et autres produits; ces exploitations occupaient les terres les plus fertiles.

### Communications

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que le Conseil pourrait sans doute inviter l'Autorité chargée de l'administration à poursuivre le développement des moyens de communication de tous ordres à l'intérieur du Territoire, notamment les communications aériennes.

Le représentant du Salvador, notant la grande importance que présentait pour le Territoire le développement des moyens de communication, a invité l'Autorité chargée de l'administration à redoubler d'efforts dans ce domaine en utilisant le concours que les institutions spécialisées pouvaient lui apporter.

Le représentant de la France a reconnu que le programme de construction routière était d'importance fondamentale pour tous les aspects du développement du Territoire. Ce n'était cependant pas la seule condition du développement économique; il convenait également de stimuler l'intérêt de la population à l'égard de tout programme positif de développement du Territoire.

### Les terres; le problème bakwéri; la Cameroons Development Corporation

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a exprimé la satisfaction que lui inspirait le plan établi par l'Autorité chargée de l'administration pour réinstaller une partie des Bakwéris sur les 10.000 hectares de terres qui seront rétrocédés par la Cameroons

Development Corporation et pour offrir aux Bakwéris des possibilités de développement sur le plan social, agricole et de l'enseignement, par exemple grâce au programme connu sous le nom de *Man-o'-War Bay Scheme*. Cependant, il a exprimé de l'inquiétude à constater que le Bakweri Land Committee continuait de s'opposer à ce plan de réinstallation et il a insisté auprès de l'Autorité chargée de l'administration pour qu'elle s'efforce, par de patientes consultations, de faire accepter ce plan. Il a déclaré qu'il supposait que ce plan continuerait à être mis en œuvre par libre consentement.

Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction que le programme de réinstallation des Bakwéris avait l'appui des éléments les plus évolués de cette tribu et que l'Administration avait décidé d'accélérer la mise en œuvre de ce plan.

Le représentant de la France, notant l'amorce d'une évolution favorable du problème des Bakwéris vers une solution, a indiqué l'intérêt qu'il avait éprouvé pour les mesures mises en œuvre dans le domaine de l'éducation de base, particulièrement en ce qui concerne l'élément féminin dont le plein concours est indispensable à tout progrès véritable.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les terres les plus fertiles enlevées aux autochtones par les colons allemands n'avaient pas été restituées à leurs propriétaires par l'Autorité chargée de l'administration. La Mission de visite de 1949 avait constaté que l'aliénation de grandes superficies de terres détenues maintenant par la Cameroons Development Corporation et, à un moindre degré, par des sociétés privées et des missions religieuses, avait créé un problème agraire dont les répercussions économiques et sociales étaient très graves pour un grand nombre de tribus indigènes vivant dans le voisinage immédiat des plantations. Selon des renseignements officiels, l'Administration, diverses compagnies privées et des particuliers européens possédaient 1.295 km<sup>2</sup> de terres enlevés aux autochtones (voir p. 83 du rapport de l'Autorité chargée de l'administration). Cela prouvait que l'Autorité chargée de l'administration poursuivait sa politique d'aliénation des terres au détriment des autochtones. En 1951, l'Autorité chargée de l'administration avait décidé d'aliéner 8.200 hectares de plus. Sous prétexte de créer de prétendues réserves forestières, l'Administration avait aliéné 5.825 km<sup>2</sup> de terres.

Privée des terres les plus fertiles, la tribu des Bakwéris et d'autres tribus de moindre importance étaient vouées à l'extinction. La Mission de visite de 1949 avait constaté la grave décadence économique et sociale qui s'est produite parmi les Bakwéris et d'autres groupes habitant la région des plantations. Dans leurs récentes pétitions, les représentants de la tribu des Bakwéris<sup>349</sup> avaient demandé à nouveau que l'Autorité chargée de l'administration reconnaisse la tribu des Bakwéris comme propriétaire légitime des terres qui lui avaient été enlevées. Ces pétitions précisaient également qu'en raison de leur pauvreté, les Bakwéris n'étaient pas en mesure de défendre leur

<sup>349</sup> T/Pet.4/76 et Add.1.

cause devant les tribunaux<sup>350</sup>. Le Conseil de tutelle devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de restituer à la population autochtone les terres qui lui avaient été enlevées par quelque moyen que ce soit et d'interdire à l'avenir aucune aliénation de terres appartenant à la population autochtone.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'en ce qui concernait la proposition recommandant la restitution de toutes les terres aliénées et l'interdiction de toute nouvelle aliénation de terres, il convenait de préciser que la superficie des terres appartenant à des sociétés commerciales ne représentait que 0,17 pour 100 de la superficie totale du Territoire et que la mise en valeur de ces terres était extrêmement utile pour les régions voisines et contribuait beaucoup à la prospérité générale. En outre, la plupart des terres que les rapports signalaient comme aliénées étaient en fait des terres gérées par les pouvoirs publics, ou occupées par le gouvernement ou des missions à des fins administratives, sociales ou éducatives. Le représentant spécial a exprimé l'espoir que le Conseil n'hésiterait pas à déclarer que la proposition recommandant la restitution de ces terres exploitées dans l'intérêt public était déraisonnable, car une telle restitution réduirait des progrès réalisés jusqu'à présent et entraverait tout progrès dans l'avenir. Le représentant spécial a également déclaré que l'Autorité chargée de l'administration continuerait à fournir au Conseil des renseignements complets sur l'exécution du plan de réinstallation des Bakwéris.

#### **L'activité de la Cameroons Development Corporation**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que le Conseil ne devrait pas faire preuve d'une hâte excessive à l'égard des changements à apporter à la gestion de la Cameroons Development Corporation. Cette gestion étant des plus saines, il était souhaitable d'accroître l'influence et la participation des habitants autochtones dans le fonctionnement de la Corporation, mais tout changement radical pourrait être fatal à sa prospérité et par voie de conséquence à celle des habitants du Territoire. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a jugé dignes d'éloges les efforts déployés par le gouvernement et par la Corporation pour améliorer et diversifier la production des produits de base dans le Territoire. Il a également applaudi à la convocation d'une conférence de représentants qui se réunirait à Bouéa et élaborerait des recommandations destinées au Gouverneur sur l'utilisation dans le Territoire d'une partie des bénéfices réalisés en 1950 par la Corporation. Cette discussion des intérêts communs par des représentants africains et des autorités du Territoire peut beaucoup contribuer à éliminer les difficultés qui existent entre les sections nord et sud du Territoire. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a manifesté l'espoir que ces consultations se poursuivraient et que le champ des débats serait élargi, le cas échéant, en raison des résultats obtenus.

Le représentant de la Belgique a exprimé la conviction que les membres de la Mission de visite de

1952 mettront à profit l'occasion qui leur est donnée de pouvoir étudier sur place le fonctionnement de la Cameroons Development Corporation et qu'ils s'intéresseront aux éléments, tant européens qu'autochtones, qui ont concouru à l'activité de cette institution. car, quelque importants que soient les aspects financiers de cette activité, le facteur humain en est la base. Il a fait observer que l'activité de la Corporation avait des répercussions qui s'étendaient à tous les domaines et s'est déclaré certain que le Conseil continuerait à suivre de très près cette expérience. Il a pris note du fait que le représentant spécial avait cru devoir mettre les membres du Conseil en garde contre un optimisme prématuré car les bénéfices de la Corporation ne seraient peut-être pas réguliers, mais a estimé que l'organisation administrative de cet organisme et l'esprit qui l'animait étaient plus importants que ses résultats financiers annuels.

#### **Finances publiques; impôts**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, comme le rapport de la Mission de visite de 1949 l'avait constaté, il n'existait pas de budget séparé et il n'était pas habituellement tenu de comptabilité publique séparée pour le Territoire sous tutelle. Les recettes provenant du Territoire alimentaient, sans qu'aucune distinction soit faite, le Trésor de la Nigéria, et les crédits alloués au Territoire étaient répartis non en fonction de ses besoins propres mais en fonction des besoins des différentes régions de la Nigéria auxquelles il était rattaché. Le représentant de l'URSS a fait observer par ailleurs qu'il existait encore dans le Territoire un impôt de capitation qui ne tenait aucun compte de la situation de fortune et de la capacité de paiement des contribuables. Il a estimé que le Conseil de tutelle devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre toutes mesures utiles pour remplacer l'impôt de capitation par un impôt progressif sur le revenu ou tout au moins par un système d'impôts sur le revenu qui tienne compte de la situation de fortune et de la capacité de paiement des contribuables.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a précisé que la politique fiscale de l'administration, appliquée déjà dans plus de la moitié du Territoire, tendait à transformer le système d'impôts actuel en un système d'impôts progressifs sur le revenu en tenant dûment compte de la situation sociale qui caractérise les diverses régions du Territoire.

#### **4. — PROGRES SOCIAL**

##### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

##### **Situation générale**

L'Autorité chargée de l'administration déclare qu'en majeure partie l'action du gouvernement, des Autorités indigènes et des missions tend directement à améliorer les services sociaux dans le sens le plus large du terme. Elle souligne l'interdépendance des mesures politiques, économiques et scolaires et du progrès social. D'une manière plus précise, l'Autorité chargée de l'administration déclare que les mesures adoptées dans le

<sup>350</sup> T/PV.446, p. 37.

domaine social tendent à améliorer les conditions de vie, de santé et d'instruction de la population du Territoire sous tutelle. Pour elle, la sécurité sociale et les services sociaux signifient l'aide aux vieillards, aux indigents, aux orphelins, aux débiles, aux infirmes et aux délinquants; cette aide, à mon avis, incombe à leur famille et à leurs amis. Comme il n'existe pas de concentrations urbaines importantes, le sens de la solidarité sociale est toujours vivace dans la population et, par conséquent, il n'existe pas et l'on n'envisage pas de créer, par exemple, un système de prestations aux veuves ou de retraites pour la vieillesse.

### Condition de la femme

Plusieurs femmes occupent des postes dans l'administration et dans les affaires; dans la province de Bamenda, des femmes ont été élues aux nouveaux conseils fédéraux. L'Autorité chargée de l'administration signale que la majorité des tribunaux indigènes comptent au moins une femme parmi leurs juges. Dans le Cameroun méridional l'on a créé des centres d'économie ménagère et l'Institut féminin de Bamenda continue à se développer.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil, notant que l'Autorité administrante s'est attachée à améliorer la condition de la femme et a pris des mesures à cet effet, telles que la création de centres d'économie ménagère, l'organisation de cours spéciaux d'hygiène pour les femmes et la nomination de fonctionnaires féminins dans les services de l'enseignement, recommande à l'Autorité administrante de poursuivre les efforts qu'elle fait pour améliorer la condition de la femme et l'invite à fournir dans le prochain rapport annuel des renseignements détaillés sur les mesures prises dans ce domaine.*

*Le Conseil, notant la persistance des mariages d'enfants, recommande à l'Autorité administrante de continuer à faire des efforts pour en amener la suppression progressive.*

### Liberté de la presse

Le Conseil de tutelle avait soulevé précédemment la question de la responsabilité financière des journaux (aucun journal n'est encore publié dans le Territoire.) La *Nigerian Newspaper Ordinance* exige le dépôt, par le propriétaire, l'imprimeur et l'éditeur, d'une caution de 250 livres sterling, comme garantie que toute demande de dommages-intérêts pour diffamation pourra recevoir satisfaction. A sa sixième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de veiller à ce que cette disposition n'ait pas pour effet de restreindre la liberté de la presse et de ne pas perdre de vue qu'il serait souhaitable de modifier cette disposition aussitôt que possible. L'Autorité chargée de l'administration a répondu qu'elle jugeait inopportun de modifier cette disposition, qui garantit un minimum de protection au public et ne restreint aucunement la liberté de la presse. Un nouvel hebdomadaire, l'*Eastern Outlook and Cameroons Star*, est paru en 1951; il a des correspondants dans les provinces du sud du Came-

roun et compte parmi ses rédacteurs un jeune homme d'origine bakwérie.

### Services médicaux et santé publique

Les services médicaux dont dispose le Cameroun relèvent de quatre institutions: le Département médical du Gouvernement de la Nigéria, les autorités indigènes, les missions religieuses et la Cameroons Development Corporation.

En 1951, le Territoire comptait 15 médecins, 18 infirmières diplômées et 50 infirmières africaines qualifiées; l'effectif total du personnel médical s'élevait à 423 personnes, contre 396 en 1950. Le personnel de la Cameroons Development Corporation comprend 6 médecins et 10 infirmières diplômées européennes. L'Autorité chargée de l'administration fait observer que ces chiffres ne donnent pas une idée absolument exacte de la situation, étant donné qu'une partie du personnel médical de la Nigéria, qui travaille en dehors du Territoire, lui consacre cependant une partie de ses services.

Dans le Cameroun septentrional, il n'existe pas d'hôpital dans l'émirat de Dikwa; l'hôpital le plus proche se trouve à 40 milles, mais la région est desservie intérieurement par 7 dispensaires, un dispensaire de mission et un centre missionnaire de traitement de la lèpre. Un médecin de l'administration va être affecté à Bama et, grâce aux crédits prélevés sur les bénéfices de la Cameroons Development Corporation, on va construire à Bama des salles d'hôpital où les malades pourront venir en consultation et recevoir des soins. Il n'existe pas d'hôpital dans la région de l'Adamaoua camerounais, mais on construit en ce moment à Mubi un hôpital de 48 lits. En attendant, l'un des hôpitaux les plus proches est l'hôpital public de Yola, dans la Nigéria, à 127 milles de Mubi et à 62 milles de la plus proche localité importante, dans la partie camerounaise à l'Adamaoua méridional. Un service d'ambulances transporte les malades à l'hôpital et les ramène à domicile; en 1951, 10 pour 100 des malades hospitalisés venaient du Territoire sous tutelle. Il existe également, près de la frontière du Cameroun, un hôpital de mission; la moitié environ des malades traités en 1951 dans cet hôpital venaient du Territoire sous tutelle. Dans la région de l'Adamaoua il y a 6 dispensaires des autorités indigènes et un dispensaire de mission. Il n'existe pas d'hôpital accessible à proximité de la région éloignée et peu étendue de la Bénoué; dans cette région, les services médicaux comprennent un dispensaire de mission.

Dans les provinces méridionales du Cameroun et de Bamenda, il existe un hôpital de mission et 7 hôpitaux publics; selon l'Autorité chargée de l'administration, l'hôpital de Victoria est l'un des hôpitaux les plus grands (140 lits) et les mieux équipés de la Nigéria et du Territoire sous tutelle. La Cameroons Development Corporation possède à Tiko un hôpital principal, qui est en cours d'agrandissement et comportera 260 lits, ainsi que 4 autres hôpitaux. Les autorités indigènes possèdent 20 dispensaires dans les deux provinces et la Corporation en a 30. Un groupe médical mobile fonctionne également dans cette partie du Territoire et des travaux de recherche sur la filarirose du Loa sont en cours.

Au cours de ses précédentes sessions, le Conseil a été préoccupé de constater que le personnel et les services médicaux sont insuffisants pour assurer l'application d'un programme normal de soins médicaux et d'hygiène; il a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre les mesures nécessaires pour pourvoir aux besoins de la population indigène en la matière et d'augmenter les crédits affectés à ces services. La Mission de visite de 1949 a également reçu un certain nombre de plaintes au sujet de l'insuffisance des services médicaux, et le Conseil a reçu dans le passé plusieurs pétitions demandant des améliorations à cet égard. L'Autorité chargée de l'administration a répondu en précisant que les services médicaux et sanitaires ont été considérablement développés au cours de l'année 1950, que les travaux de construction de l'hôpital de Mubi ont été interrompus en raison de la difficulté de l'approvisionnement en eau, que les crédits consacrés par le gouvernement et les autorités indigènes à ces services sont passés, dans le premier cas, de 30.000 livres approximativement en 1946-1947 à 52.000 livres environ en 1949-1950, alors que la Cameroons Development Corporation a consacré, en 1950, 46.000 livres aux services médicaux. En 1950-1951, les crédits inscrits au budget du gouvernement pour les services médicaux se sont élevés à environ 82.300 livres, y compris les crédits du plan de développement économique et social.

A sa neuvième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de faire un effort soutenu en vue d'améliorer les services médicaux et sanitaires, notamment dans la partie septentrionale du Territoire, en augmentant, par exemple, le nombre des groupes médicaux mobiles et des dispensaires locaux et en formant un plus grand nombre d'assistants médicaux africains.

L'Autorité chargée de l'administration a répondu qu'elle partageait le désir exprimé par le Conseil d'améliorer les services médicaux et sanitaires dans le Cameroun septentrional. La construction de l'hôpital de Mubi s'est poursuivie en 1951; les groupes médicaux mobiles ont fait preuve d'activité et l'Autorité chargée de l'administration espère que, grâce à la construction prochaine d'une nouvelle école de formation des assistants médicaux, à Kano, dans la Nigéria, elle pourra former un plus grand nombre d'assistants médicaux originaires de la partie septentrionale du Territoire.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil prie instamment l'Autorité chargée de l'administration de poursuivre activement le développement des services médicaux et sanitaires, particulièrement dans la partie septentrionale du Territoire, ainsi que la mise en œuvre des mesures tendant à moderniser les services de traitement de la lèpre.*

*Le Conseil, constatant l'absence de renseignements appropriés sur l'incidence et les causes de la mortalité infantile dans le Territoire et reconnaissant les difficultés que l'on éprouve à recueillir ces renseignements, invite l'Autorité chargée de l'administration à analyser de façon aussi précise que possible cet aspect de la santé publique dans ses prochains rapports annuels.*

## Nutrition

Les études effectuées par les divers groupes médicaux mobiles ont établi qu'une certaine sous-alimentation règne dans la plus grande partie du Territoire. Au cours de sa septième session, le Conseil de tutelle avait invité les Autorités administrantes à étudier la possibilité d'utiliser et de généraliser les méthodes scientifiques les plus modernes pour améliorer le régime alimentaire des habitants des Territoires sous tutelle.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle approuvait pleinement cette recommandation et étudiait de nouvelles mesures à prendre. Parmi les mesures déjà adoptées figurent l'octroi de prêts destinés à permettre aux paysans d'augmenter leurs cultures vivrières, la fourniture aux employés de la Cameroons Development Corporation, au prix de revient, voire à un prix inférieur, de denrées alimentaires essentielles, l'organisation, dans les écoles, dans les écoles normales et dans les centres d'enseignement ménager, d'une campagne de propagande en faveur d'un régime alimentaire équilibré, la création de jardins potagers dans les écoles, enfin l'amélioration des communications en vue d'assurer une meilleure distribution de la viande et des autres denrées alimentaires.

## Niveau de vie; main-d'œuvre; salaires

La Mission de visite de 1949 a estimé que le niveau de vie au Cameroun était assez bas dans l'ensemble, et en rapport avec le niveau général du développement économique. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'on peut présumer, sans crainte de se tromper, que le niveau de vie dans la région des plantations s'est considérablement amélioré par suite des augmentations de salaires et de la création de magasins de vente dans les plantations. Il n'existe pas d'études sur le niveau de vie et le coût de la vie en ce qui concerne l'ensemble du Territoire. Le Conseil ayant recommandé d'entreprendre aussitôt que possible des études sur le coût de la vie, l'Autorité administrante a répondu qu'elle reconnaissait la nécessité de procéder à des études de cet ordre, mais qu'elle ne pouvait promettre de le faire dans un avenir immédiat, faute de crédits et de personnel. En 1951, une enquête a été entreprise en vue de déterminer le revenu national de la Nigéria; l'un des fonctionnaires qui ont participé à cette enquête s'est rendu dans le Territoire au cours de cette année.

Au Cameroun, seule la région méridionale, et en particulier la zone des plantations, dispose d'une main-d'œuvre salariée nombreuse. En 1951, sur un total d'environ 34.600 salariés, 24.800 approximativement travaillaient dans l'agriculture, plus particulièrement sur les plantations. La plupart des travailleurs de cette dernière catégorie étaient membres du syndicat de la Cameroons Development Corporation et du syndicat des ouvriers de la société Elders and Fyffes, qui comptent respectivement 17.000 et 3.000 membres; un nombre plus faible de salariés appartenait au syndicat des ouvriers des transports et des services publics. Le syndicat, qui venait au troisième rang par ordre d'importance, a cessé de fonctionner

lorsque a été annulé, en décembre 1950, l'ordre de grève générale des travailleurs du commerce.

Il y a eu, en 1951, quatre conflits qui ont entraîné l'arrêt du travail, avec perte de 4.056 journées de travail, contre six conflits avec perte de 14.226 journées de travail en 1950. Dans trois de ces conflits, il s'agissait d'employés de la Corporation. Le conflit le plus grave — 700 ouvriers étaient en cause — a éclaté à propos d'une demande de changement des heures de travail et de réembauchage de cinq travailleurs licenciés, demande à laquelle il a été donné satisfaction. Une autre grève, qui a duré vingt-six jours, a été provoquée par une protestation contre un travail considéré comme excessif. Au cours d'un troisième conflit, causé par une question de salaires, dix-huit travailleurs ont cessé le travail. Un autre conflit a été provoqué par une demande d'augmentation des salaires (ces demandes avaient été la raison principale des conflits du travail en 1950); le travail a repris après l'intervention du représentant des pouvoirs publics.

L'Autorité chargée de l'administration déclare que les comités consultatifs créés dans un grand nombre d'entreprises à personnel nombreux ont permis d'améliorer les conditions de travail. Ces comités représentent l'une des solutions du problème des cadres syndicaux, problème dont l'Autorité chargée de l'administration a souligné l'importance.

Au cours de sessions antérieures, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter les salaires de manière à élever le niveau de vie des autochtones. A sa sixième session, le Conseil avait fait sienne la conclusion de la Mission de visite, qui avait déclaré que le taux des salaires dans le Territoire était peu élevé par rapport au coût des biens de consommation, et il avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'étudier et d'adopter des mesures destinées à permettre à la moyenne des salariés d'acquérir les biens de consommation essentiels à des prix abordables.

L'Autorité chargée de l'administration a répondu en rappelant les augmentations successives de salaires et les autres mesures d'ordre social prises par la Cameroons Development Corporation, qui ont contribué à relever le niveau de vie des travailleurs des plantations. Dans les autres régions du Territoire, l'amélioration du niveau de vie dépend nécessairement, dans une large mesure, des efforts faits pour améliorer la production paysanne et des moyens de transport qui permettront d'apporter les produits au marché plus rapidement et à meilleur compte.

A sa neuvième session, le Conseil a exprimé l'espoir qu'il sera possible de continuer à augmenter les salaires réels et à élever le niveau de vie dans le Territoire. Il a également exprimé l'espoir que l'influence des dirigeants du syndicat des ouvriers de la Cameroons Development Corporation s'étendra de plus en plus aux autres syndicats ouvriers.

L'Autorité chargée de l'administration signale que les relations industrielles ont continué d'être satisfaisantes pendant l'année étudiée. La hausse marquée du prix des produits agricoles a contribué d'une manière générale à rendre plus prospère la situation des

agriculteurs, mais l'augmentation de la productivité ne peut être que lente.

## **Châtiments corporels; déportation**

Les sanctions pénales courantes sont l'amende et la peine de prison; cependant, pour certains délits graves tels que le viol ou le vol accompagné de voies de fait, la Cour suprême et les tribunaux correctionnels peuvent infliger la peine du fouet. La peine du fouet peut être infligée également à la discrétion du tribunal à tout individu mâle âgé de moins de 17 ans. D'après les annales judiciaires, le nombre de cas de ce genre a été respectivement de vingt-cinq adultes et onze mineurs en 1950 et d'un adulte et dix-sept mineurs en 1951. Toutes ces condamnations ont été prononcées par les tribunaux correctionnels des provinces du Cameroun et de Bamenda.

Les tribunaux indigènes peuvent également infliger la peine du fouet en cas de crime ou délit grave; dans le nord du Territoire, des tribunaux musulmans peuvent infliger certains châtiments corporels de pure forme dans certains cas d'homicide, ainsi que pour fornication et pour consommation de vin. Les condamnations de cet ordre infligées par des tribunaux indigènes ont été de soixante et onze en 1951 et de soixante en 1950; soixante-cinq d'entre elles ont été prononcées contre des adolescents.

A plusieurs reprises, l'Assemblée générale et le Conseil ont recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'abolir immédiatement la pratique des châtiments corporels.

L'Autorité chargée de l'administration déclare que les principales difficultés qui l'empêchent d'appliquer aussi rapidement qu'elle le désire la politique d'abolition de ces châtiments sont les suivantes: a) dans plusieurs régions, l'opinion publique locale ne tolérerait pas, pour certaines infractions, d'autre peine que les châtiments corporels et l'on risquerait de voir les particuliers se faire justice à eux-mêmes si les châtiments corporels étaient entièrement abolis; b) si la population est peut-être disposée à accepter que l'amende et la prison remplacent les châtiments corporels pour un certain nombre d'infractions commises par des adultes, il n'existe rien encore qui puisse avantageusement remplacer les châtiments corporels en ce qui concerne les mineurs; l'emprisonnement risque d'avoir un effet dégradant sur la personnalité de l'adolescent, et le régime de la mise à l'épreuve ne peut pas être appliqué parmi des populations dispersées. Néanmoins, l'Autorité chargée de l'administration déclare qu'elle a pris certaines mesures afin de limiter encore le nombre des infractions passibles de châtiments corporels; il s'agit notamment de mesures législatives qui auront pour effet d'abroger les dispositions qui permettent, dans certains cas, de remplacer l'emprisonnement par des châtiments corporels, de limiter le nombre des condamnations à des châtiments corporels que peuvent prononcer les tribunaux indigènes et de supprimer progressivement le pouvoir des tribunaux indigènes d'infliger des châtiments corporels aux adultes dans la région orientale de la Nigéria, qui comprend le Cameroun méridional.

A sa sixième session, l'Assemblée générale a adopté une résolution<sup>351</sup> dans laquelle, tout en constatant que des mesures ont été prises par les Autorités chargées d'administration pour réduire le nombre des délits pour lesquels des châtiments corporels peuvent être infligés, elle déclarait que les arguments présentés pour expliquer pourquoi cette peine n'a pas encore disparu ne devraient pas empêcher son abolition complète. L'Assemblée insistait pour que les châtiments corporels soient complètement abolis comme mesure disciplinaire dans toutes les prisons où ils existent encore et recommandait aux Autorités administrantes de mettre en vigueur immédiatement des mesures législatives qui remplaceraient, dans tous les cas, les châtiments corporels par les méthodes de la pénologie moderne. Rappelant ses recommandations précédentes, l'Assemblée insistait auprès des Autorités administrantes pour qu'elles se conforment sans délai à ses recommandations.

L'Autorité chargée de l'administration a répondu dans son rapport annuel de 1951 qu'elle poursuivra ses efforts en vue de l'abolition complète des châtiments corporels, mais que la réalisation de cet objectif continuera de dépendre du degré de préparation de l'opinion publique et de l'existence de peines qui puissent remplacer les châtiments corporels.

La déportation peut également être infligée dans certains cas. L'Autorité chargée de l'administration explique que, dans le cas des autochtones, il faut entendre par "déportation" la déportation du lieu où le délit a été commis ou du lieu où l'affaire a été jugée vers tout autre lieu situé dans la Nigéria ou dans le Territoire sous tutelle.

A sa quatrième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'abolir la déportation des indigènes hors du Territoire. L'Autorité chargée de l'administration a répondu qu'on ne déportait pas les indigènes hors de la Nigéria ou du Cameroun.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, prenant note des mesures récentes prises par l'Autorité chargée de l'administration pour limiter le nombre des infractions passibles de châtiments corporels et abroger le pouvoir des tribunaux indigènes d'infliger cette peine aux adultes dans le Cameroun méridional, attire à nouveau l'attention de l'Autorité chargée de l'administration sur les recommandations précédentes du Conseil et de l'Assemblée générale à cet égard, et notamment sur la résolution 562 (VI) de l'Assemblée, et insiste auprès de l'Autorité chargée de l'administration pour qu'elle fasse tous ses efforts en vue d'abolir complètement les châtiments corporels.*

#### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

##### **Condition de la femme**

La représentante de la République Dominicaine, constatant que la condition de la femme dans le Terri-

toire est encore très arriérée, a fait observer qu'il incombe à l'Autorité chargée de l'administration de prendre l'initiative d'améliorer cette condition, sans attendre que les femmes elles-mêmes revendiquent leurs droits. On ne doit pas oublier que les États Membres qui ont signé la Charte et la Déclaration des droits de l'homme sont tenus de remplir les obligations qui leur incombent aux termes de ces deux instruments. Constatant que le nombre des femmes qui occupent des emplois rémunérés est très faible, elle a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration ne ménagerait aucun effort pour assurer le respect du principe de l'égalité de rémunération pour un travail égal. Pour ce qui est des mariages d'enfants, qui sont encore autorisés dans le Territoire en raison de la persistance du droit coutumier et de la tradition, l'Autorité chargée de l'administration devrait poursuivre ses efforts en vue de leur abolition progressive.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a promis que l'Administration examinerait ces observations avec toute l'attention qu'elles méritent.

##### **Services médicaux et santé publique**

Le représentant de la Belgique a estimé que les efforts déployés par l'Autorité chargée de l'administration pour développer les services médicaux dans la partie nord du Territoire devraient être encouragés. Il a déclaré qu'il attendait avec un intérêt tout particulier des renseignements sur l'attitude de la population des régions du nord à cet égard et il a exprimé l'espoir que cette attitude se refléterait dans des conférences générales, du genre de celle qui s'est tenue à Bouéa en 1952.

La représentante de la République Dominicaine a pris acte avec satisfaction de la création, dans certaines régions du Territoire, de centres de consultations post-natales. Elle a invité l'Autorité chargée de l'administration à continuer d'encourager l'ouverture de tels centres dans tout le Territoire. Elle a constaté avec intérêt que l'Autorité chargée de l'administration fait des efforts pour moderniser le traitement de la lèpre. En ce qui concerne la mortalité infantile, elle a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration donnerait, dans les prochains rapports annuels, un tableau complet et précis de la situation dans ce domaine.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation dans le domaine de la santé publique était toujours fort peu satisfaisante. Si l'on compare les données contenues dans les rapports des dernières années, on constate que l'Autorité chargée de l'administration n'a pas pris les mesures nécessaires pour créer les services de santé dont la population autochtone a besoin. Le Territoire sous tutelle ne possède pas de services médicaux qui lui soient propres. Il n'y a que quinze hôpitaux pour tout le Territoire, mais les régions du Nord n'en ont pas un seul. Dans le secteur médical de Maiduguri, qui comprend une partie de la Nigéria et une partie du Cameroun et dont la population s'élève à quelque 250.000 habitants, il n'existe pas un seul hôpital. Il n'en existe pas dans le nord de l'Adamaoua, dont la population est de 210.000 habitants, ni dans le

<sup>351</sup> Résolution 562 (VI).



sud de l'Adamaoua dont la population est de 102.000 habitants. Le nombre des lits d'hôpital a diminué. En 1950, il y avait 847 lits, tandis qu'en 1951 il n'y en avait plus que 808. Comme en témoigne l'enquête médicale à laquelle l'Autorité chargée de l'administration s'est livrée dans la province de Bamenda, le fait que les autochtones vivent dans des conditions misérables et que l'écrasante majorité d'entre eux ne dispose pas des services médicaux indispensables entraîne un taux de morbidité extrêmement élevé, particulièrement en ce qui concerne les maladies dues à la sous-alimentation.

La Mission de visite de 1949 a reçu de nombreuses plaintes; la population se plaint de ce qu'il n'y a dans le Territoire qu'un petit nombre de médecins, de ce que les hôpitaux y sont rares et inaccessibles à une grande partie de la population et de ce que les dispensaires à personnel indigène sont trop peu nombreux et souvent mal équipés. Malgré l'état lamentable des services médicaux, l'Autorité chargée de l'administration n'a pas ouvert les crédits nécessaires pour remédier à cette situation. En 1951, on a dépensé pour les tribunaux et les prisons 18.000 livres sterling de plus que pour les services médicaux. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'accroître les crédits budgétaires consacrés aux services médicaux.

A propos de la proposition tendant à augmenter les crédits pour les services médicaux, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le Conseil n'ignore pas qu'il n'est pas nécessaire de stimuler le zèle de l'Administration dans ce domaine. Au cours des trois dernières années, les dépenses du gouvernement seul, sans parler des dépenses de la Cameroons Development Corporation, ont presque doublé pour les services sanitaires, et l'on peut s'attendre à ce qu'elles continuent à augmenter.

### **Niveau de vie; main-d'œuvre; salaires**

Le représentant de la Chine, notant avec intérêt que l'Autorité administrante était en train d'entreprendre une étude sur le niveau national de la Nigéria et du Territoire sous tutelle, a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration prendrait également les mesures nécessaires pour étudier et relever le niveau de la population du Territoire. Il y a eu des augmentations de salaires mais d'autres mesures devraient être prises pour améliorer les conditions de vie des autochtones.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'il ressort des renseignements contenus dans le rapport de l'Autorité chargée de l'administration que le niveau de vie de la population autochtone est extrêmement bas. Par exemple, les salaires perçus par les travailleurs africains ne peuvent même pas leur assurer, à eux et leurs familles, de quoi manger tous les jours, encore moins, naturellement, leur permettre de satisfaire leurs besoins culturels. Selon les statistiques officielles, plus de 20.000 manœuvres non spécialisés dans les provinces de Bamenda et du Cameroun ont reçu en 1951 un salaire mensuel de 62 shillings 8 pence. Dans la région nord du Territoire le salaire du manœuvre non spécialisé travaillant dans les services publics n'est que de 28 shillings par

mois, c'est-à-dire moins d'un shilling par jour. Le caractère misérable de ces salaires apparaît clairement lorsque l'on sait que le salaire quotidien du manœuvre africain ne lui permet même pas d'acheter une demi-livre de viande ou de poisson, si l'on en juge par les prix qui sont indiqués dans le rapport.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'Administration s'efforcerait de fournir, dans les rapports futurs, des renseignements plus détaillés sur les conditions de travail dans le Territoire.

### **Châtiments corporels**

Le représentant de la Chine, tout en regrettant que l'Autorité chargée de l'administration n'ait pas encore pu abolir les châtiments corporels conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil, a relevé avec intérêt les mesures qu'elle est en train de prendre pour régler cette question. Il a répété que la situation peu satisfaisante dans ce domaine lui causait toujours des inquiétudes et il a souligné à nouveau que l'Autorité chargée de l'administration ne devrait épargner aucun effort pour abolir complètement les châtiments corporels.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration n'avait toujours pas mis en œuvre la résolution de l'Assemblée générale qui demandait l'abolition des châtiments corporels. D'après les renseignements contenus dans le rapport, quatre-vingt-neuf autochtones ont été condamnés par les tribunaux à des châtiments corporels au cours de l'année.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a signalé que l'Administration avait récemment retiré aux tribunaux indigènes de la partie méridionale du Territoire le pouvoir d'imposer des châtiments corporels.

## **5. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

#### **Situation générale**

L'enseignement est placé sous l'autorité du Directeur de l'enseignement de la Nigéria, qui est secondé par un conseil consultatif central et des conseils consultatifs régionaux. Aucun représentant du Territoire sous tutelle n'a été nommé membre de ces conseils. L'Autorité chargée de l'administration coopère avec les missions religieuses et les aide activement à développer l'enseignement grâce à une importante aide financière. Les demandes de subventions émanant d'écoles privées ne sont examinées que si lesdites écoles ont reçu le statut d'organisations bénévoles agréées, selon des conditions précises posées par l'Autorité chargée de l'administration. La plupart des écoles de missions ont été agréées; la Cameroons Development Corporation et la compagnie Elder and Fyffes ont également reçu le statut d'organisations agréées. L'aide financière du gouvernement est calculée d'après une formule déterminée, tandis que le montant de la contribution locale est fixé suivant le revenu probable des frais de scolarité, qui dépend de la capacité de paiement de la communauté. En 1950-1951, les subventions, y compris les

sommes allouées au titre du fonds de développement et de bien-être indigène, se sont élevées à 94.200 livres sterling; les sociétés missionnaires ont reçu à elles seules 56.600 livres sterling en 1951.

En 1951, le Territoire comptait 312 écoles, dont soixante administrées par le gouvernement et par les autorités indigènes, et 252 par des institutions bénévoles, contre 304 écoles en 1950 et 295 en 1949. Sur le total des écoles existant en 1951, 302 étaient des écoles primaires et indigènes, deux des écoles secondaires et sept des écoles normales; l'augmentation par rapport à 1950 est due surtout à l'accroissement du nombre des écoles primaires. Sur le total des écoles du Territoire, la partie septentrionale du pays comptait trente-six écoles primaires et une école normale. Le pourcentage d'enfants d'âge scolaire inscrits à l'école était de 24,5 pour 100 environ (contre 23,8 pour 100 en 1950 et 22,2 pour 100 en 1949) dans les provinces du Cameroun et de Bamenda, et de 1,5 pour 100 dans la région septentrionale (contre 1,3 pour 100 en 1950 et 1 pour 100 en 1949). La moyenne pour l'ensemble du Territoire était de 12,1 pour 100, ce qui représente une légère augmentation par rapport à 1950. En 1950-1951, le nombre des élèves inscrits est passé de 30.700 à 32.680, contre 27.735 en 1949. L'Autorité chargée de l'administration déclare que le pourcentage d'illettrés dépasse probablement 90 pour 100 en dehors de la division de Victoria et qu'il est certainement plus élevé encore parmi les femmes et les personnes âgées.

La Mission de visite de 1949 a estimé que le rythme de la demande en matière d'enseignement dépassait largement le rythme d'expansion des services d'enseignement et elle a conclu que le développement de ces services était à la fois nécessaire et réclamé par le public.

L'Autorité chargée de l'administration a répondu en déclarant que le développement de l'enseignement primaire dispensé par les institutions bénévoles subventionnées était certes moins important que ce que l'Administration et les couches éclairées de la population auraient voulu qu'il soit; néanmoins, l'enseignement se répandait plus vite que ne se répandait chez les habitants la volonté de s'instruire. Vu l'importance du déchet scolaire constaté dans les écoles primaires du Cameroun méridional, l'Autorité chargée de l'administration estimait que la demande d'instruction qui a impressionné la Mission de visite ne reflétait en réalité que les aspirations d'une minorité des habitants. Elle comptait toutefois pousser énergiquement les mesures destinées à développer l'enseignement et stimuler la demande réelle dans ce domaine.

A ses précédentes sessions, saisi des conclusions de la Commission de visite et des plaintes qui figuraient dans les pétitions qui lui avaient été présentées, le Conseil avait constaté l'insuffisance générale des établissements d'enseignement et avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'intensifier ses efforts dans un avenir immédiat pour remédier à cette insuffisance, notamment dans le Nord, et de participer au besoin de façon plus directe au développement de l'enseignement. Le Conseil avait également considéré que l'Autorité chargée de l'administration devrait accorder une attention plus grande à la nécessité de multiplier le nombre des écoles publiques, notamment

dans les régions où n'existent pas en ce moment d'établissements privés.

Lorsqu'elle a attiré l'attention sur l'activité des services d'enseignement au cours de l'année 1950, l'Autorité chargée de l'administration a mentionné en particulier l'ouverture de la première école normale dans le Nord, l'octroi de nouvelles bourses d'études, les progrès accomplis dans la construction de nouvelles écoles, la plus grande fréquentation des écoles primaires, les bons résultats que donnaient les cours de lecture et d'écriture pour adultes dans la région des plantations et le succès que continuaient à remporter les centres féminins d'enseignement ménager. Elle a également déclaré que l'effectif des écoles primaires dans le Sud pourrait presque doubler si la fréquentation scolaire était parfaite.

A sa neuvième session, le Conseil a noté avec satisfaction que le nombre des écoliers avait augmenté de 20 pour 100, mais il a estimé que ce nombre était bien petit si on le comparait au total des enfants d'âge scolaire, ceci étant particulièrement vrai en ce qui concerne la partie nord du territoire. Le Conseil a également noté que l'Administration s'attachait de plus en plus à la formation des instituteurs, à la formation technique et à la construction d'écoles et que les dépenses au titre de l'enseignement avaient augmenté de plus de 70 pour 100. Etant donné l'importance des besoins du Territoire en matière de personnel technique autochtone, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'accroître le nombre des établissements d'enseignement.

L'Autorité chargée de l'administration a répondu qu'elle souscrivait entièrement à la recommandation du Conseil et elle a indiqué les nouveaux progrès accomplis pendant l'année, notamment l'augmentation de la fréquentation scolaire. Dans le Nord, l'école normale de Mubi est en voie d'expansion et des mesures analogues sont appliquées dans le Sud. Le centre de formation technique d'Ombé doit s'ouvrir en 1952 et les habitants du Cameroun auront également accès aux établissements techniques de la Nigéria, qui sont en pleine expansion. Les dépenses au titre de l'enseignement ont également augmenté.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil, constatant que, si les crédits alloués au titre de l'enseignement n'ont cessé d'augmenter, le pourcentage présumé des analphabètes reste élevé dans le Territoire, constatant d'autre part que l'Administration peut bénéficier des études de l'UNESCO et d'autres organisations sur les problèmes de l'enseignement, exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration utilisera les connaissances techniques de l'UNESCO et des autres organisations et lui recommande de prendre de nouvelles mesures pour répondre aux besoins du Territoire en matière d'enseignement.*

*Le Conseil attache une importance spéciale à l'accès progressif des femmes à l'enseignement; il demande que, dans ses futurs rapports annuels, l'Autorité chargée de l'administration fournisse des statistiques distinctes concernant les effectifs scolaires masculins et féminins.*

## Enseignement primaire

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle avait pour politique de confier l'enseignement primaire, dans toute la mesure du possible, aux institutions bénévoles (auxquelles elle accorde une assistance financière) et aux autorités indigènes, plutôt que de créer des écoles officielles. En 1951, sur le nombre total des écoles primaires du Territoire, 155 étaient des écoles de missions subventionnées et 90 des écoles de missions non subventionnées alors que 57 étaient des écoles du gouvernement ou des autorités indigènes. La plupart de ces écoles étaient situées dans les provinces du Cameroun et de Bamenda, dans le Sud, et comptaient au total 28.960 élèves (28.333 en 1950); dans le Nord il existait 36 écoles primaires fréquentées par 2.060 élèves (1.818 en 1950).

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration de redoubler d'efforts pour créer des écoles primaires, particulièrement dans la partie nord du Territoire, et invite instamment l'Autorité chargée de l'administration à prendre des mesures pour que les autorités scolaires de la partie nord du Territoire s'acquittent de manière satisfaisante de la mission qui leur est confiée.*

## Enseignement secondaire et supérieur

En 1951, la partie méridionale du Territoire comptait deux écoles secondaires, fréquentées par un total de 317 élèves (contre 262 en 1950); il n'existait aucune école secondaire dans le Nord. Ces deux écoles sont dirigées par des missions. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'à l'heure actuelle ces deux écoles suffisent pour permettre au petit nombre d'élèves possédant les titres requis et sortant des écoles primaires de poursuivre leurs études. Les enfants camerounais peuvent obtenir des bourses pour les écoles secondaires du Territoire et de la Nigéria; ces bourses sont accordées par le gouvernement, les autorités indigènes et la Cameroons Development Corporation. En 1951, la Cameroons Development Corporation a accordé dix-huit bourses, sans compter celles qu'elle attribue exclusivement aux enfants de ses employés.

Il n'existe dans le Territoire aucun établissement d'enseignement supérieur, mais les candidats du Cameroun qui ont les aptitudes voulues peuvent demander des bourses d'études au University College d'Ibadan (Nigéria) et dans les établissements d'enseignement supérieur du Royaume-Uni.

A ses précédentes sessions, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures pour augmenter le nombre des bourses d'études attribuées aux étudiants camerounais. A sa neuvième session le Conseil, constatant avec satisfaction l'expansion donnée au programme de bourses d'enseignement, expansion due en grande partie au succès de la Cameroons Development Corporation, a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de donner au nombre croissant d'élèves originaires du Territoire et possédant les connaissances requises la possibilité de suivre des cours d'enseignement secondaire et supérieur.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'en 1951, 31 Camerounais titulaires de bourses d'études suivaient des cours d'enseignement supérieur dans la Nigéria ou les territoires d'outre-mer. Sur ce nombre, 15 avaient reçu des bourses du gouvernement et du British Council; les autres poursuivaient leurs études grâce aux bourses de la Cameroons Development Corporation, financées par un fonds annuel de 5.000 livres sterling établi à cet effet. Le nombre des élèves des établissements d'enseignement secondaire avait augmenté et, pendant l'année écoulée, un grand nombre de bourses d'enseignement secondaire ont été accordées. En outre, les habitants du Territoire avaient accès aux multiples établissements d'enseignement secondaire et supérieur qui existent dans la Nigéria et dont le nombre va croissant.

## Droits de scolarité

Toutes les écoles, sauf celles qui enseignent dans la langue du pays, sont payantes. En 1951, les frais de scolarité étaient de 12 shillings 6 pence par an dans les écoles primaires élémentaires du gouvernement et de 25 shillings par an dans les écoles primaires supérieures, tandis que, dans les écoles des autorités indigènes et des missions religieuses, ils variaient selon les diverses régions, suivant que la région était "primitive", "pauvre" ou "riche". Dans l'une des écoles secondaires, les frais de scolarité et de pension étaient de 18 livres sterling par an, avec un supplément de 3 livres sterling pour les livres et l'uniforme et, dans l'autre, de 12 livres par an, plus 4 livres sterling pour les livres que doivent acheter les élèves nouvellement inscrits. La Cameroons Development Corporation va instituer un enseignement primaire destiné aux enfants de tous ses employés; elle ouvrira à cet effet ses propres écoles; d'autre part, elle paiera les frais de scolarité des enfants de ses employés qui fréquentent les écoles des institutions bénévoles.

A sa quatrième session, le Conseil avait instamment invité l'Autorité chargée de l'administration à faire le nécessaire pour rendre l'enseignement aussi peu coûteux que possible, de façon à assurer en fin de compte la gratuité de l'enseignement primaire et de faire en sorte que l'enseignement secondaire ne dépende pas des ressources des intéressés. L'Autorité chargée de l'administration a répondu en déclarant que, dans la partie méridionale du Territoire, l'enseignement primaire était très peu coûteux et que le manque de ressources ne constituait nulle part un obstacle à l'instruction; c'est d'ailleurs dans la lointaine région septentrionale, où l'enseignement est gratuit, qu'il est le plus difficile de faire des progrès, car les parents répugnent à envoyer leurs enfants à l'école et à se voir privés de l'aide qu'ils leur apportent dans les travaux agricoles.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, rappelant sa recommandation antérieure relative à l'institution de la gratuité de l'enseignement primaire, et constatant que dans la partie sud du Territoire les écoles primaires continuent à percevoir des droits de scolarité, recommande à l'Autorité chargée de l'administration de renouveler sa politique dans ce domaine en adoptant des mesures telles que l'extension*

*progressive du régime des exemptions, de façon à aboutir en définitive à la gratuité de l'enseignement.*

## Dépenses

On estime les dépenses publiques pour l'enseignement, pendant l'année 1950-1951, à 133.200 livres sterling (sur cette somme les autorités indigènes ont dépensé 24.000 livres et le gouvernement le reste) contre 118.200 livres en 1949-1950. On ne dispose pas de chiffres concernant les dépenses considérables des sociétés missionnaires.

L'Assemblée générale et le Conseil de tutelle ont tous deux recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter les crédits prévus au budget pour les besoins de l'enseignement et les autres besoins culturels. Signalant le nouvel accroissement des dépenses en 1950, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'en ce qui concerne les autres sources d'assistance financière, les seules organisations privées qui aident financièrement le gouvernement et les autorités indigènes dans leur œuvre d'enseignement sont les sociétés missionnaires.

## Corps enseignant

L'Autorité chargée de l'administration déclare que, dans les régions méridionales, les instituteurs titulaires du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles primaires élémentaires sont désormais suffisamment nombreux, mais que le nombre des maîtres titulaires du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles primaires supérieures reste insuffisant. L'Autorité chargée de l'administration a exprimé l'espoir qu'une nouvelle classe primaire supérieure s'ouvrira à l'école normale de la province du Cameroun en 1952, ce qui améliorera la situation en 1954. Dans la région septentrionale du Territoire a été ouverte à Mubi en 1950, ce qui devrait améliorer la situation. On prévoit en outre l'ouverture à Bambui, au mois de janvier 1952, d'un centre de formation de professeurs d'agriculture. En 1951, il existait sept écoles normales, comptant un nombre total de 340 élèves, contre six comptant 284 élèves en 1950.

Le Conseil a exprimé l'intérêt constant qu'il porte aux services de formation des maîtres indigènes, services qu'il est nécessaire d'améliorer et de développer. A sa neuvième session, le Conseil a adopté une recommandation dans laquelle il prenait note avec satisfaction de l'importance que l'Autorité chargée de l'administration accorde au développement des écoles normales et notamment du fait qu'un centre de formation d'instituteurs a été ouvert en 1950 dans la partie nord du Territoire, qui est la moins évoluée. Dans cette recommandation, le Conseil priait l'Autorité chargée de l'administration de donner plus d'ampleur au programme de formation d'instituteurs indigènes.

L'Autorité chargée de l'administration a répondu que l'école normale de Mubi, dans la partie nord du Territoire, continuerait à se développer dans le cadre du plan révisé de développement.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, constatant que le nombre des maîtres a diminué pendant la période considérée, exprime l'espoir que cette diminution n'aura qu'un caractère provisoire et que l'augmentation prévue du nombre des maîtres hautement qualifiés améliorera progressivement cette situation.*

## Formation technique

De l'avis de l'Autorité chargée de l'administration, le développement de l'enseignement technique est le besoin le plus urgent du Territoire en matière d'instruction.

Des habitants du Territoire ont demandé à la Mission de visite de 1949 que l'on élargisse la formation professionnelle pour permettre aux jeunes gens de parvenir à des situations plus élevées et plus spécialisées. A sa sixième session, le Conseil a pris acte des vues exprimées dans ces pétitions et a recommandé que l'Autorité chargée de l'administration élargisse et développe les établissements d'enseignement technique. L'Autorité chargée de l'administration a répondu en déclarant que le centre de formation technique d'Ombé serait ouvert vers le milieu de l'année 1951 et que les habitants du Cameroun auraient accès aux établissements techniques de la Nigéria, qui sont en pleine expansion. Le centre, dont le corps enseignant comprendra dix professeurs européens, offrira des cours d'apprentissage de cinq ans pour menuisiers, maçons, électriciens, etc. On estime qu'il pourra former chaque année trente-cinq artisans pleinement qualifiés.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré en outre que la construction de l'école commerciale était presque terminée et que l'ouverture de l'école était prévue pour le début de 1952.

## Enseignement des adultes et de la communauté

L'Autorité chargée de l'administration fait savoir que les progrès les plus remarquables ont été réalisés dans les camps de travailleurs de la Cameroons Development Corporation, où 2.283 élèves sont régulièrement inscrits aux cours d'adultes. Les élèves assistent trois fois ou cinq fois par semaine à des classes de deux heures; le cours complet dure quinze mois. Cinq organisateurs sont actuellement employés à cette tâche par la Corporation qui s'est aussi assuré les services de six professeurs à temps complet pour vingt-deux classes de couture destinées aux femmes des membres du personnel des plantations. A la plantation de Ndian (division de Kumba) les cours de lecture et d'écriture destinés aux adultes ont suscité un vif intérêt; ces cours sont donnés par quatre professeurs et groupent soixante-quinze élèves.

Dans la région septentrionale, cinq organisateurs de cours d'adultes ont été nommés. En 1951, des manuels ont été rédigés en foulfouldé (langue des Foulanis); ces projets paraissent susciter un grand intérêt dans le district de Mubi. Les centres d'enseignement ménager organisés par le gouvernement, les autorités indigènes et les missions ont continué d'être fréquentés régulièrement, mais, dans le Bamenda, les centres d'enseignement ménager et les cours d'adultes destinés aux femmes n'ont pas été suffisamment suivis de près et trois d'entre eux ont dû être fermés en 1951.

Les quelques bibliothèques du Territoire appartiennent aux écoles, aux autorités indigènes et aux centres de formation professionnelle. A Tiko, on a constitué une petite bibliothèque à l'usage des adultes. La Cameroons Development Corporation a organisé dans ses camps une bibliothèque de prêt qui possède 1.600 livres.

A sa neuvième session, le Conseil a félicité la Cameroons Development Corporation du travail qu'elle a accompli dans le domaine des cours d'adultes et lui a recommandé de prendre toutes les mesures supplémentaires permettant de développer ces cours. Il a aussi pris note avec satisfaction de la proposition de l'Autorité chargée de l'administration tendant à créer un office culturel pour l'Afrique occidentale et a exprimé l'espoir que cet office aiderait les Africains à conserver et à étendre les connaissances acquises à l'école.

L'Autorité chargée de l'administration a fait savoir que de grands progrès ont été réalisés en 1951 dans la région des plantations en ce qui concerne l'éducation des adultes, et que dans d'autres endroits, notamment à Mubi, dans le Nord, les progrès dans ce domaine ont été très encourageants.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, prenant acte des nouveaux progrès réalisés dans le domaine de l'enseignement pour adultes pendant l'année considérée, grâce notamment à l'activité de la Cameroons Development Corporation, exprime l'espoir qu'en raison du pourcentage élevé des analphabètes, l'Autorité chargée de l'administration poursuivra sans relâche ses efforts dans ce domaine.*

#### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

##### **Situation générale**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a invité l'Autorité chargée de l'administration à développer l'enseignement dans tous les domaines et plus particulièrement au stade de l'instruction primaire. Il a estimé que l'Administration devrait participer plus directement au développement des établissements scolaires. Tout en reconnaissant l'excellent travail accompli au Cameroun par les institutions bénévoles et par les compagnies (Cameroons Development Corporation et Elder and Fyffes, Ltd.) il a estimé qu'une tâche gigantesque restait à accomplir pour éliminer l'analphabétisme. L'Autorité chargée de l'administration devrait réexaminer la méthode qu'elle a adoptée pour s'acquitter de cette responsabilité.

Le représentant de la Belgique a déclaré que de grands progrès avaient, sans aucun doute, été faits dans le domaine de l'enseignement, où la tâche de l'Administration était écrasante. Il a estimé que l'établissement de centres de formation technique à Ombé représentait un heureux présage pour l'avenir.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que, pour que les habitants du Territoire puissent tirer tout le profit possible des réformes constitutionnelles, il était plus indispensable que jamais que l'Autorité chargée de l'administration mette en œuvre un

programme hardi de développement de l'enseignement, dans lequel elle assumerait elle-même une responsabilité directe de plus en plus grande.

Le représentant du Salvador a estimé que les efforts déployés jusqu'à présent par l'Autorité chargée de l'administration dans le domaine de l'enseignement étaient dignes d'éloges, mais n'étaient pas encore tout à fait proportionnés aux besoins du Territoire. Il a invité instamment l'Autorité chargée de l'administration à redoubler d'efforts et à utiliser le concours d'organisations telles que l'UNESCO.

La représentante de la République Dominicaine a constaté que l'un des problèmes les plus sérieux du Territoire était celui de l'analphabétisme. Il y a dans certaines régions 95 pour 100 d'analphabétisme, chiffre d'autant plus étonnant que l'Autorité administrante gouverne le Territoire depuis très longtemps. Il y aurait lieu de prendre des mesures plus efficaces pour résoudre ce problème. L'Administration devrait solliciter l'assistance technique d'organisations telles que l'UNESCO, qui a une grande expérience des méthodes modernes d'instruction des masses.

En ce qui concerne les statistiques de la fréquentation scolaire, la représentante de la République Dominicaine a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration indiquerait en détail dans ses prochains rapports annuels le nombre de garçons et de filles qui fréquentent l'école. L'Autorité chargée de l'administration devrait fournir des moyens de transport aux écoliers, afin de faciliter la marche des écoles. La représentante de la République Dominicaine a rendu hommage à l'œuvre réalisée par les missions dans le domaine de l'éducation et dans d'autres domaines.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation de l'enseignement continuait d'être très peu satisfaisante. Si l'on compare les données contenues dans les rapports des dernières années, on constate que l'Autorité chargée de l'administration n'a pas pris les mesures nécessaires pour fournir à la population autochtone, les moyens d'enseignement dont elle a besoin. Le Territoire sous tutelle continue d'être un pays où l'analphabétisme est à peu près total. En 1951, la fréquentation scolaire, dans l'ensemble du Territoire, n'était en moyenne que de 12 pour 100 des enfants d'âge scolaire; dans les régions septentrionales, 1,5 pour 100 seulement des enfants d'âge scolaire allaient à l'école. D'ailleurs très peu d'enfants d'âge scolaire, peut-être 1 ou 2 pour 100 seulement, ont la possibilité d'aller jusqu'au bout des études primaires. En 1951, dans la province du Bornou, sur 60.000 enfants d'âge scolaire, 820 seulement fréquentaient l'école; dans la province de la Bénoué, 60 enfants seulement sur 3.000 enfants d'âge scolaire avaient la possibilité d'aller en classe. En 1949, 1950 et 1951, le nombre des écoles secondaires est demeuré inchangé: il n'y a toujours que deux écoles secondaires. Il n'existe aucun établissement d'enseignement supérieur dans le Territoire. Les renseignements contenus dans le rapport pour 1951 montrent que le nombre total des instituteurs dans le Territoire a diminué par rapport aux années précédentes et que, dans des provinces du Cameroun et de Bamenda, le nombre des instituteurs des écoles publiques a diminué sans cesse depuis 1948. Il y avait, en

effet, 296 instituteurs en 1948, 289 en 1949, 217 en 1950 et 196 en 1951.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a dit que l'Administration estimait, elle aussi, que si la qualité de l'enseignement s'améliorait constamment et si des mesures importantes avaient été prises dans les domaines essentiels de la formation des instituteurs et de l'instruction technique et agricole, le rythme du développement de l'instruction primaire restait décevant.

### **Enseignement primaire**

La représentante de la République Dominicaine a estimé que l'on devrait développer davantage l'enseignement primaire dans le Territoire.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a dit que l'Administration s'inquiète elle aussi de la lenteur des progrès de l'instruction primaire. Elle consacrera toute son attention à la recherche de mesures nouvelles susceptibles de remédier à cette situation. Il a souligné toutefois que l'introduction de l'enseignement primaire pour tous dans l'ensemble du Territoire, même si elle était possible dans les conditions sociales actuelles, entraînerait une dépense de loin supérieure aux dépenses totales du budget actuel du Territoire. Il a également fait observer que les établissements d'enseignement primaire répondent pour le moment aux besoins manifestés par la population.

### **Droits de scolarité**

La représentante de la République Dominicaine a exprimé l'avis que l'on devrait instituer la gratuité de l'enseignement.

Le représentant de la France a déclaré que, quelles que soient les considérations très valables qui pourraient être présentées, la gratuité de l'enseignement primaire lui paraissait être l'objectif à atteindre; il a exprimé l'espoir que les frais d'étude feraient l'objet de larges exonérations.

### **Dépenses**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé que le Conseil devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter les crédits budgétaires consacrés à l'enseignement et aux autres besoins culturels.

En réponse à la suggestion selon laquelle l'Autorité administrante devrait accroître les crédits budgétaires consacrés à l'enseignement, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le Conseil n'ignorait pas qu'il n'était pas nécessaire de stimuler le zèle de l'Administration dans ce domaine. Au cours des trois dernières années, les dépenses du gouvernement à lui seul, sans parler des dépenses de la Cameroons Development Corporation, ont plus que doublé dans ce domaine et l'on peut s'attendre à ce qu'elles continuent à augmenter.

### **Corps enseignant**

Le représentant de la Chine a déclaré que, si le Territoire dispose d'un nombre suffisant d'instituteurs, cette situation favorable n'existe que dans l'enseignement primaire élémentaire. De nouveaux efforts seront nécessaires pour faire face aux besoins de l'enseignement primaire supérieur.

### **Enseignement des adultes et de la communauté**

Le représentant de la Chine a pris acte avec satisfaction des progrès accomplis au cours de l'année considérée dans le domaine de l'enseignement des adultes, notamment dans les camps de travailleurs de la Cameroons Development Corporation. Toutefois, étant donné la forte proportion d'illettrés dans le Territoire, il reste encore une tâche très vaste à accomplir dans le domaine de l'éducation et dans d'autres domaines, étant donné les différences sensibles qui existent entre le nord et le sud du Territoire, aussi conviendrait-il de s'attacher tout particulièrement au développement de la région nord du pays.

## Chapitre V

### CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

#### 1. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Géographie et population

Le Cameroun sous tutelle française s'étend, un peu au nord de l'équateur, sur 432.000 km<sup>2</sup>, offrant à l'ouest une côte longue de 200 kilomètres sur l'océan Atlantique et s'allongeant en pointe jusqu'au lac Tchad. Il comprend la plus grande partie de l'ancien protectorat allemand installé en 1884 et occupé par la France et l'Angleterre en 1916.

C'est une terre de transition, sans réelle unité géographique ni ethnique. Sous le rapport du relief et du climat, on y distingue cependant quatre régions: au sud, une région de plateaux et de forêts, chaude et humide; au centre, le haut plateau de l'Adamaoua, relativement sec et frais; au nord, des plaines couvertes de savane, sèches et chaudes; enfin, à l'ouest, des montagnes, fraîches et brumeuses.

La population africaine du Territoire s'élevait en décembre 1951 à 3.062.835 habitants, et la population européenne à 13.733 habitants, dont 11.482 Français.

Dans le Sud vivent des populations de race et de langue bantoues, généralement christianisées, se livrant à la chasse, à la pêche et à l'agriculture; dans le Nord, les populations sont d'origine et de langues soudanaises, généralement islamisées; elles se livrent à l'élevage, au commerce, à l'artisanat; les populations de l'Adamaoua se situent entre les deux groupes; dans les montagnes du Sud-Ouest, les Bamiléké présentent des traits communs avec les races du Sud.

##### Frontières avec le Cameroun sous tutelle britannique

La Mission de visite de 1949 a exprimé, dans son rapport, l'opinion que les problèmes portés devant elle en ce qui concerne les difficultés créées par l'existence d'une barrière douanière entre les deux Camerouns ne semblaient pas présenter un caractère d'acuité ni préoccuper la population du Cameroun français.

Parmi les pétitions présentées au Conseil lors de la onzième session, deux pétitions de l'Union des populations du Cameroun<sup>352</sup> demandaient l'unification des deux Territoires sous tutelle du Cameroun.

L'Autorité chargée de l'administration, à l'occasion de l'examen de l'une des pétitions de l'Union des populations du Cameroun<sup>353</sup>, a fait valoir qu'il n'y avait pas de lien de culture commun entre les deux territoires

et qu'il était contraire aux faits d'avancer que les populations du Cameroun sous tutelle française désertaient en masse ce pays pour passer dans l'autre territoire; la presque totalité des Bamiléké émigrés il y a quelques années sont revenus dans leur pays d'origine. Quant à l'affirmation que les libertés fondamentales sont méconnues dans le Territoire sous tutelle française, elle constitue une interprétation fantaisiste et arbitraire des faits.

En ce qui concerne l'autre pétition<sup>354</sup>, l'Autorité chargée de l'administration a fait valoir que, contrairement à ce que prétendent les pétitionnaires, il n'y a jamais eu, dans le Territoire, de référendum par lequel le peuple camerounais aurait réclamé à l'unanimité certaines réformes, notamment l'unification des deux Camerouns.

Une autre pétition présentée au Conseil au cours de la onzième session émanait du Kamerun United National Congress<sup>355</sup> et demandait également l'unification des deux territoires. L'Autorité chargée de l'administration, rappelant les observations de la Mission de visite au sujet de cette question et signalant que le KUNC n'apparaissait pas comme représentatif de l'opinion publique camerounaise dans son ensemble, a fait valoir que le Territoire, jadis composé de groupements ethniques disparates n'éprouvant à aucun degré le sentiment d'une appartenance nationale commune, est maintenant conduit vers ce sentiment, et que les résultats obtenus sont déjà encourageants. Elle estime qu'il ne lui appartient pas de préjuger l'avenir en procédant à des modifications de structure que seuls les intéressés devront entreprendre en toute liberté et en pleine connaissance de cause lorsque les objectifs du régime de tutelle auront été atteints. Par ailleurs, dans les zones étroitement localisées où la frontière actuelle constitue une barrière entre des groupes parents, les règlements frontaliers sont assouplis au point de les rendre pratiquement imperceptibles; d'autres mesures encore plus libérales entrèrent incessamment en vigueur<sup>356</sup>.

##### Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle

##### Considérations générales

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait observer que grâce à sa grande superficie et à sa nombreuse population, et malgré le manque d'une véritable unité ethnique et géographique, le Cameroun sous

<sup>352</sup> T/Pet.5/99 et T/Pet.5/97. En ce qui concerne les décisions prises au sujet de ces pétitions, voir les résolutions 622 (XI) et 623 (XI).

<sup>353</sup> T/Pet.5/97.

<sup>354</sup> T/Pet.5/99.

<sup>355</sup> T/Pet.4/79, T/Pet.5/105 et Add.1.

<sup>356</sup> La décision prise par le Conseil au sujet de cette pétition est mentionnée dans le chapitre concernant le Cameroun sous administration britannique.



administration française bénéficie d'avantages naturels favorables à son évolution vers les objectifs du régime de tutelle. Il a estimé que l'Autorité chargée de l'administration prenait des mesures hardies pour créer des organes de gouvernement autonome dans le Territoire.

Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration ne prenait pas les mesures nécessaires pour s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte et de l'Accord de tutelle. Elle ne favorise pas le développement du Territoire vers l'autonomie ou l'indépendance; elle applique, au contraire, une politique tendant à renforcer le régime colonial et à exploiter sans ménagement les ressources naturelles du Territoire et les habitants autochtones.

## **Présentation du rapport**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a félicité l'Autorité chargée de l'administration de l'excellente qualité du rapport annuel quant à la forme et quant au fond; cette qualité se trouvait déjà dans les rapports précédents; il a ajouté que le rapport contenait beaucoup de renseignements précieux et de nombreux tableaux fort utiles.

Le représentant de la République Dominicaine a déclaré qu'il serait bon que l'on dispose de renseignements plus détaillés sur la nature, les caractéristiques et l'importance réelle des relations entre le Territoire et les régions voisines, ce qui permettrait au Conseil de suggérer des mesures concrètes destinées à contrôler et à faciliter les relations interterritoriales et à accroître ainsi la prospérité du Territoire.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le prochain rapport annuel contiendrait des renseignements plus complets sur les relations entre le Territoire et les régions voisines.

## **2. — PROGRES POLITIQUE**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

#### **Généralités**

D'après le rapport annuel pour 1951, l'évolution politique du Cameroun à la suite des réformes de structure opérées en 1946 a été considérable. Il est passé en peu d'années du stade de la sujétion à celui de la collaboration. L'élargissement du corps électoral et les activités de l'Assemblée représentative sont, avec les élections de députés à l'Assemblée nationale, les faits politiques marquants de l'année 1951.

Le rapport pour 1951 signale les difficultés restant à résoudre pour assurer et uniformiser le progrès politique à travers le Territoire, notamment l'élimination, dans le Nord, de l'opposition entre les groupes de population d'origines, de religions et de genres de vie très différents, et, dans le Sud, la fusion de la tradition africaine, représentée par les chefs, et des méthodes européennes représentées par des classes sociales nouvelles.

### **Intégration du Cameroun dans l'Union française**

La question de l'intégration du Territoire dans

l'Union française a fait l'objet d'une étude spéciale de la part du Conseil de tutelle<sup>367</sup>.

### **Représentation dans les organismes parlementaires**

Les habitants autochtones du Cameroun ont reçu le statut de citoyens de l'Union française, en gardant la liberté du choix entre leur statut personnel "d'administrés sous tutelle française" et le statut de citoyens français qu'ils peuvent acquérir par voie de naturalisation. En tant que citoyens de l'Union, ils jouissent des droits et libertés fondamentales prévus par la Constitution de 1946; ils participent à la vie politique dans le Territoire et, sur le plan de l'Union, à la vie politique parlementaire en France.

Le Cameroun élit quatre députés à l'Assemblée nationale (qui est l'organe législatif), un pour le premier collège et trois pour le deuxième collège. Le Cameroun élit également trois représentants, dont deux Africains, au Conseil de la République, cinq représentants, dont trois Africains, à l'Assemblée de l'Union française et deux représentants, l'un et l'autre Africains, au Conseil économique.

### **Evolution vers l'unité territoriale**

Au cours de sa quatrième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de favoriser le développement du sentiment de l'unité territoriale par tous les moyens possibles, notamment par l'extension de l'instruction, l'amélioration des voies de communication et l'encouragement apporté aux activités politiques communes.

D'après le rapport annuel, le caractère artificiel des frontières du Territoire et l'hétérogénéité de ses populations constituent les obstacles essentiels au développement du sentiment de l'unité territoriale. Celui-ci, cependant, se trouve maintenant encouragé par le développement rapide des voies de communication et par le brassage des populations provoqué par des activités économiques et industrielles nouvelles et croissantes, sous l'impulsion du plan décennal. Le rapport pour l'année 1951 signale qu'outre les mesures déjà prises sur le plan social, un nouvel effort va être fait pour la scolarisation; il signale également que les Camerounais prennent en général un intérêt de plus en plus grand à la vie politique du pays.

L'Autorité chargée de l'administration étudie et cherche encore les formes définitives de la structure administrative et politique du pays sur le plan régional; mais elle signale par contre dans son rapport que le caractère et le nombre de candidatures présentées à l'occasion des élections législatives de 1951 démontrent que la participation quotidienne et loyale à la gestion des intérêts locaux est plus recherchée que l'adhésion à une idéologie ou à un programme.

### **Exercice des droits politiques**

Le Conseil de tutelle, au cours de sa neuvième session, constatant que le droit de vote des adultes a été étendu, a recommandé que l'on continue à étendre ce droit parmi la population africaine. Il a également

<sup>367</sup> On trouvera dans le rapport spécial du Conseil sur les unions administratives concernant les Territoires sous tutelle (A/2151) les résultats du dernier examen par le Conseil des arrangements administratifs conclus entre le Cameroun sous administration française et l'Union française.

recommandé que l'on remplace le double collège par un collège unique.

Le rapport pour 1951 rappelle qu'aux termes de la loi du 5 octobre 1946 le droit de vote était reconnu à douze catégories d'électeurs et que la loi du 27 août 1947 y avait ajouté ceux qui justifiaient savoir lire le français ou l'arabe. A l'occasion des élections législatives du 17 juin 1951, une nouvelle loi a permis l'inscription sur les listes électorales des chefs de famille ou de ménage, des mères de deux enfants et des titulaires de pensions. D'autre part, des mesures spéciales ont été prises en vue de faciliter l'exercice du droit de vote et d'inciter les inscrits à prendre part au vote : création de bureaux de vote par groupes de 1.500 électeurs, adoption de bulletins colorés portant des signes représentatifs, prise en charge par l'Etat français de certaines dépenses.

En juin 1951, les listes électorales du collège des citoyens de statut personnel reçurent l'inscription de 532.479 Africains. Sur ce chiffre, 234.611 électeurs prirent part au vote, soit un pourcentage d'abstention de 45 pour 100, qui s'explique, aux termes du rapport, par les difficultés géographiques aussi bien que par le degré d'évolution des populations, notamment la persistance de certaines coutumes défavorables à l'émancipation des femmes. A cette même époque, le collège des citoyens de statut français comptait 6.140 inscrits.

Voici quelle a été l'évolution du corps électoral africain :

<i>Années</i>	<i>Electeurs inscrits</i>
1946.....	15.896
1947.....	30.192
1948.....	40.913
1949.....	46.676
1950.....	70.874
1951 (mars).....	116.566
1951 (juin).....	532.475

Le rapport de l'Autorité administrante pour 1951 signale qu'un grand nombre de candidats ont sollicité les suffrages des électeurs lors des élections de juin 1951. Il signale également que le corps électoral camerounais prend une conscience lente mais certaine de ses droits civiques et que ce fait est dû, en grande partie, au développement constant de l'organisation de l'état civil.

D'après le rapport pour 1951, les partis politiques sont les suivants : l'Union des populations du Cameroun (U. P. C.), qui est en froid avec le Rassemblement démocratique africain (R. D. A.) depuis que celui-ci s'est séparé du parti communiste, et dont le représentant a recueilli 3.077 voix sur 16.950 suffrages exprimés lors de la dernière consultation électorale ; le Kumszé, qui s'est séparé de l'U. P. C. mais reste actif sur le plan local bamiléké ; l'Union des syndicats confédérés (U. S. C. C.), qui s'est scindée en deux groupes, l'un restant fidèle à la Confédération générale du travail de la métropole (C. G. T.) et l'autre formant une union des syndicats autochtones ; l'Union sociale camerounaise (ESOCAM), parti progressiste non révolutionnaire ; la Renaissance camerounaise, parti progressiste du Centre ; le Bloc démocratique camerounais, nouveau parti dirigé par des éléments appartenant à l'intelligentsia du Centre et de l'Ouest ; enfin, des partis purement locaux comme le Solibobi ou l'Union tribale N'Tem-Kribi.

Une des pétitions de l'Union des populations du Cameroun<sup>358</sup>, présentée au Conseil de tutelle au cours de la onzième session, prétendait que l'Administration avait fait établir frauduleusement des listes d'électeurs favorables à ses propres candidats. L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître que les inscriptions sur les listes électorales, lors de leur dernière révision, avaient été faites d'office et que les représentants des divers partis politiques ont assisté à l'établissement de ces listes.

Une autre pétition de l'Union des populations du Cameroun<sup>359</sup>, présentée au Conseil au cours de la onzième session, demandait l'institution d'un collège unique d'électeurs, protestait contre la création de trois circonscriptions électorales et prétendait que M. Louis Aujoulat avait été élu sous la pression de la propagande faite en sa faveur par les fonctionnaires. L'Autorité chargée de l'administration a expliqué que trois députés à l'Assemblée nationale ayant été attribués au Territoire par la loi du 11 mai 1951, il était normal que le pays fût divisé en trois circonscriptions. En ce qui concerne l'élection de M. Aujoulat, celui-ci a recueilli une majorité relative de 28.309 voix sur 114.173 votants, les autres voix s'étant réparties entre 14 autres candidats ; la majorité des électeurs aurait donc été insensible à la pression administrative si elle avait pu exister.

Dans sa résolution<sup>360</sup> relative à cette pétition, le Conseil a noté la déclaration du représentant spécial suivant laquelle l'Autorité chargée de l'administration espère établir un collège électoral unique dans le Territoire lorsque celui-ci aura atteint un degré suffisant de développement et pourvu que l'expérience du collège électoral unique faite au Togo sous administration française soit favorable.

Le Conseil a rappelé sa recommandation, adoptée à la neuvième session, tendant à ce que le système actuel des deux collèges soit remplacé par un collège électoral unique.

Une pétition de ressortissants camerounais de Paris<sup>361</sup>, également présentée au Conseil au cours de la onzième session, protestait contre la loi du 22 novembre 1951 instituant le collège unique pour le Togo et maintenant le double collège au Cameroun pour les élections aux assemblées territoriales. L'Autorité chargée de l'administration a fait valoir que les pétitionnaires, étudiants boursiers ou non, ne peuvent prétendre avoir été expressément mandatés par les populations locales ; les députés, sénateurs et autres parlementaires, ainsi que les membres de l'Assemblée locale, seraient davantage qualifiés pour parler au nom des intérêts supérieurs du pays. Au surplus, l'Assemblée représentative a demandé le maintien du double collège et même le maintien de l'ancienne proportion, non retenue par le Parlement, entre les deux collèges au sein de l'Assemblée. Enfin, les Accords de tutelle ne prévoient pas l'octroi de mesures identiques aux Territoires placés sous ce régime.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

<sup>358</sup> T/Pet.5/97. Pour la décision prise par le Conseil au sujet de cette pétition, voir la résolution 622 (XI).

<sup>359</sup> T/Pet.5/99

<sup>360</sup> Résolution 623 (XI).

<sup>361</sup> T/Pet.5/104.

*Le Conseil de tutelle, rappelant les recommandations qu'il a déjà formulées en la matière à ses quatrième et neuvième sessions, félicite l'Autorité chargée de l'administration d'avoir promulgué en juin 1951 une loi prévoyant l'extension du droit de vote, et constate avec satisfaction l'augmentation marquée du nombre des électeurs inscrits en 1951; il note également que l'Autorité chargée de l'administration considère les mesures déjà prises comme un progrès sensible vers l'objectif du suffrage universel et que les représentants autochtones constituent déjà la grande majorité des membres des organes élus; il exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration envisagera de nouvelles mesures afin d'instituer le suffrage universel et le collège unique aussitôt que possible et s'efforcera, par l'instruction et les encouragements, de convaincre les électeurs inscrits de participer en plus grand nombre aux élections.*

### **Assemblée représentative**

Le Conseil de tutelle avait recommandé, lors de sa quatrième session, que des pouvoirs élargis, notamment dans le domaine législatif, fussent confiés à l'Assemblée représentative. L'Autorité chargée de l'administration avait exposé dans son rapport pour 1949 qu'il serait prématuré d'envisager une réforme avant qu'une première législature n'ait fait ressortir clairement les qualités et insuffisances de la législation en vigueur.

Au cours de sa sixième session, à la suite de l'opinion exprimée par la Mission de visite, le Conseil a renouvelé sa recommandation. Dans son rapport pour 1950, l'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'elle orientait sa politique dans le sens souhaité par le Conseil et qu'elle étudiait l'extension des pouvoirs de l'Assemblée. Au cours de sa neuvième session, le Conseil de tutelle a pris note avec satisfaction de cette déclaration de l'Autorité chargée de l'administration, ainsi que du projet de celle-ci de modifier la répartition des sièges entre les membres européens et autochtones en faveur de ces derniers; il a exprimé l'espoir que le projet de loi portant extension des pouvoirs de l'Assemblée, alors en discussion, serait adopté, et que dans son prochain rapport annuel l'Autorité chargée de l'administration ferait connaître au Conseil les modifications apportées aux pouvoirs et attributions de l'Assemblée représentative.

L'Autorité chargée de l'administration a rappelé dans son rapport pour 1951 que le décret du 29 octobre 1946 créant l'Assemblée représentative du Cameroun prévoyait que des lois seraient publiées pour en fixer le régime définitif. La première de ces lois, celle du 6 février 1952 sur le régime électoral des Assemblées représentatives, a porté le nombre des conseillers de statut français de 16 à 24 et celui des conseillers de statut local, ou personnel, de 18 à 32; la répartition des sièges s'est trouvée ainsi modifiée en faveur des seconds. Cette modification correspond à la recommandation faite par le Conseil de tutelle au cours de sa neuvième session.

Le décret du 29 octobre 1946 fixait également les attributions et pouvoirs de l'Assemblée; le Conseil de tutelle a renouvelé, au cours de sa neuvième session, sa recommandation antérieure qui tendait à élargir ces pouvoirs et a pris note de l'intention de l'Autorité administrante de les étendre considérablement. Le rap-

port pour l'année 1951 explique que parmi les divers textes soumis au Parlement, seule la loi du 6 février 1952 citée plus haut a fait l'objet d'un examen immédiat. Cette loi stipule qu'une loi élargissant les pouvoirs des Assemblées devra intervenir au plus tard en juillet 1952.

L'Assemblée se réunit deux fois par an en session ordinaire et peut se réunir en session extraordinaire; elle discute et vote le budget; elle décide en un certain nombre de matières, notamment en toutes questions touchant les biens meubles et immeubles du Domaine, elle est obligatoirement consultée en d'autres matières et peut, sur toutes questions intéressant le Territoire, donner des avis au gouvernement et adopter des motions, sauf en matière politique. Le rapport annuel pour 1951 explique que l'activité de l'Assemblée s'exerce dans un domaine plus vaste que celui du conseil général d'un département métropolitain, du fait qu'au Cameroun le système communal en est encore à ses débuts et que l'Etat y supporte peu de charges financières; il explique également que l'Administration interprète de plus en plus largement le décret organique de façon à faire intervenir l'Assemblée dans toute affaire relevant de la politique générale du Territoire. Le rapport donne la liste des 182 affaires, autres que le classement des forêts et les nouvelles procédures électorales, au sujet desquelles l'Assemblée a donné des avis en 1951. Le rapport signale enfin que le travail de la "première législature" a contribué très largement au développement du Territoire et que l'Assemblée a été, pour ses membres comme pour leurs mandants, une véritable école de formation politique et civique qui a suscité l'intérêt profond de la masse camerounaise.

Une pétition de ressortissants camerounais de Paris<sup>362</sup> a demandé l'attribution à l'Assemblée de pouvoirs politiques et l'élargissement de ses pouvoirs en matière économique et sociale. Une pétition de l'Union des populations du Cameroun<sup>363</sup> a demandé l'institution d'une Assemblée législative et constituante. Dans une autre pétition<sup>364</sup>, cette association signalait que les membres autochtones de l'Assemblée n'ont pas le pouvoir délibératif.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a formulées à ses quatrième, sixième et neuvième sessions, note avec intérêt que l'Assemblée représentative a été transformée en Assemblée territoriale en vertu de la loi du 6 février 1952 et que l'élargissement des pouvoirs de cette assemblée fait l'objet d'un projet de loi qui est actuellement à l'étude au Parlement français et qui doit être promulgué prochainement.*

*Le Conseil, notant avec satisfaction que le nombre des membres de l'Assemblée territoriale a été augmenté et que la proportion des membres africains par rapport aux membres européens a été modifiée en faveur des premiers, exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration augmentera encore la représentation des Africains et que le projet de loi prévoyant l'élargissement des pouvoirs de l'Assemblée territoriale sera promulgué le plus tôt possible.*

<sup>362</sup> T/Pet.5/104.

<sup>363</sup> T/Pet.5/99.

<sup>364</sup> T/Pet.5/97.

## Etat civil

L'importance numérique du corps électoral dépend particulièrement, aux termes du rapport pour 1951, de l'augmentation du nombre des bureaux d'état civil, de leur organisation et de l'intérêt manifesté par les Camerounais pour cette institution. Dans le sud du Territoire, on constate en effet que les Camerounais apprécient cette institution qui leur apparaît comme une voie d'accès au droit de vote. Seule, ajoute le rapport, l'insuffisance de l'état civil s'oppose à l'établissement du suffrage universel.

L'Autorité chargée de l'administration signale qu'elle continue à ouvrir des bureaux d'état civil partout où la chose est possible. Quatre bureaux importants ont été créés en 1951. L'installation de l'état civil rencontre des difficultés particulières dans les régions de l'Est et du Nord, où les Kirdis, population encore primitive, comprennent difficilement l'intérêt et la nécessité de l'état civil, et parmi les populations où les institutions coutumières sont restées très vivaces, ce qui oblige à confier les fonctions d'officiers d'état civil à des chefs coutumiers presque tous illettrés, auxquels il faut graduellement attacher des adjoints lettrés.

## Administration du Territoire et services administratifs

Au cours de sa quatrième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'intensifier ses efforts en vue de nommer un plus grand nombre d'autochtones aux postes administratifs et judiciaires comportant des responsabilités. Le rapport pour 1950 signalait que, à quatre exceptions près, les agences spéciales sont tenues par des Africains et que les emplois d'inspecteurs et de commissaires de police ont été rendus accessibles à ceux-ci; il signalait également la mise en œuvre de diverses mesures destinées à favoriser le recrutement du personnel africain dans les cadres administratifs et la mise en application de la loi Lamine-Gueye, établissant le principe de l'égalité des traitements et indemnités pour tout le personnel administratif.

Au cours de sa neuvième session, le Conseil de tutelle a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration remplacerait progressivement les Européens par des autochtones, en particulier aux postes supérieurs. Il l'a également invitée à intensifier son programme de formation pour permettre aux Africains d'accéder à des postes administratifs de plus en plus élevés.

Le Haut-Commissaire, dépositaire des pouvoirs de la République française et responsable devant le Ministre de la France d'outre-mer, dirige les services administratifs et veille à l'exécution des décisions de l'Assemblée représentative. Il est assisté d'un secrétaire général et d'un Conseil consultatif comprenant six fonctionnaires, deux notables européens et deux notables africains.

Aux termes du rapport pour 1951, l'organisation administrative du Territoire subit une évolution dont la tendance n'est pas encore nette. La région (le Territoire en compte 18) se décentralise sur le plan financier; quant aux subdivisions à l'intérieur des régions on ne sait encore si elles subsisteront comme simples échelons administratifs ou bien si elles deviendront des collectivités secondaires.

La structure administrative a subi peu de changements en 1951. Toutefois un nouveau service, le Contrôle des régies financières, a été créé, le Service des domaines a été renforcé et divers postes administratifs ont été établis.

L'administration locale, d'après le rapport pour 1951, s'est attachée à mettre à exécution un programme destiné à améliorer la situation des fonctionnaires africains et à leur donner accès à des postes comportant des responsabilités accrues.

Un arrêté du 2 avril 1951 a rétabli le recrutement du personnel du corps des agents régionaux et des services techniques, tout en faisant bénéficier ce personnel d'une situation sensiblement équivalente à celle des fonctionnaires des cadres et en leur facilitant l'accès de ceux-ci. Ce corps comptait 3.138 unités en fin 1951, contre 2.342 en fin 1950. En ce qui concerne le personnel africain des cadres, il se voit maintenant intégralement appliquer le statut de la fonction publique métropolitaine, ce qui lui assure à tous égards une situation égale à celle des fonctionnaires européens ayant des titres équivalents.

Parmi les moyens employés en vue de confier à des Africains des postes importants en même temps que d'assurer leur formation générale et professionnelle, le rapport indique notamment l'ouverture de cours du soir à Yaoundé, Douala et Nkongsamba qui préparent les élèves au brevet élémentaire et au baccalauréat, l'ouverture d'un stage professionnel pour les agents des postes, des télécommunications et des mines, et l'octroi de bourses de perfectionnement en France.

En 1951, plusieurs postes importants ont été confiés à des Africains, notamment un poste d'adjoint au chef de subdivision, un poste de chef de région agricole, plusieurs emplois de chefs de poste agricole. Des expériences se poursuivent, notamment pour les postes d'agents spéciaux et dans le service météorologique, en vue d'attribuer à des Africains des postes occupés antérieurement par des agents européens.

L'Autorité chargée de l'administration mentionne dans son rapport pour 1951 que les cours de formation donnés à Yaoundé et à Douala ne sont suivis que par des fonctionnaires africains; elle mentionne également que la répartition des Africains appartenant aux cadres communs et en service dans l'administration générale est la suivante (cadres techniques non compris):

Agents des cadres supérieurs (niveau du baccalauréat): 52; agents des cadres secondaires (niveau du brevet élémentaire): 277; agents des échelons subalternes (niveau du certificat d'études primaires): 298.

Le tableau suivant donne la répartition du personnel administratif (emplois permanents):

Personnel européen...	660	865	1.044	890	1.375	1.625
Personnel africain...	2.652	5.246	4.223	4.737	7.568	8.509
Pourcentage du personnel européen.....	25	16	24	17	18	19

Le rapport signale que la formation accélérée du personnel africain exige un encadrement européen plus serré, ce qui explique la proportion accrue du personnel européen, lequel, au surplus, est le plus souvent engagé à titre contractuel ou auxiliaire de façon à être remplacé sans difficulté par des autochtones.

Dans une pétition<sup>365</sup> présentée au Conseil à sa onzième session, l'Union des populations du Cameroun

<sup>365</sup> T/Pet.5/97.

s'est plainte de certains fonctionnaires bamilékés. L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître qu'il était exact que des fonctionnaires bamilékés étaient en service dans leur pays d'origine et que leurs parents se livraient à des activités commerciales ou politiques; il est difficile, cependant, sauf en cas d'abus, d'éloigner ces fonctionnaires de leur pays d'origine.

### Administration régionale et municipale

L'Autorité régionale est exercée par les chefs traditionnels agissant sous le contrôle des administrateurs, chefs de région et de subdivision. Dans l'examen des questions d'ordre financier, économique et social, ces administrateurs sont assistés de conseils de notables, dont la réorganisation a fait l'objet de plusieurs discussions devant l'Assemblée représentative en 1950. Des essais ont été faits en 1950 dans deux régions où le Conseil des notables a été remplacé par un Conseil régional possédant des pouvoirs plus étendus et une composition élargie, mais, selon les déclarations de l'Autorité chargée de l'administration au cours de la neuvième session du Conseil, l'Assemblée représentative n'a pas donné son accord à cette réforme.

Au cours de sa quatrième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'appliquer le suffrage universel en premier lieu aux élections des conseils régionaux et des commissions municipales du nouveau type dans les régions les plus évoluées. Dans son rapport pour l'année 1949, l'Autorité chargée de l'administration exposait les difficultés qu'elle avait rencontrées dans un premier essai de suffrage universel pour l'élection des municipalités.

Au cours de sa sixième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'étudier avec la plus grande attention la possibilité de conférer aux conseils de notables, en certaines matières, le pouvoir délibératif aussi bien que le pouvoir consultatif. L'Autorité chargée de l'administration, au cours de la neuvième session du Conseil, a déclaré que son projet de réorganisation des conseils de notables avait été examiné et remanié plusieurs fois par l'Assemblée représentative.

Le Conseil de tutelle, au cours de sa neuvième session, a exprimé l'espoir que la réforme tendant au remplacement des conseils de notables par des conseils régionaux dotés d'attributions plus étendues et d'une composition élargie sera achevée lors de l'examen du prochain rapport annuel.

Selon le rapport pour l'année 1951, le projet d'arrêté organisant les conseils régionaux a été à nouveau examiné en avril-mai 1952 par l'Assemblée représentative, qui a remanié les projets soumis par l'Administration; la discussion a montré que des études étaient encore nécessaires avant sa mise en application.

Les expériences d'administration tentées sur la base des "bureaux de village" se poursuivent et donneraient entière satisfaction; le rapport signale, à l'occasion de l'application de ces réformes dans la région de Yaoundé, qu'il reste à convaincre l'Assemblée représentative de l'intérêt de ces mesures.

Aux termes du rapport annuel, le projet de statut des chefs a été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale après avoir été soumis à l'Assemblée de l'Union française.

Enfin, au cours de la onzième session du Conseil, le représentant spécial a signalé que l'Autorité chargée de l'administration avait mis à l'étude un projet qu'elle considère comme un pas très important vers la décentralisation et vers l'autonomie administrative régionale. Il s'agit de la création de communes rurales possédant des budgets autonomes; le conseil municipal se confondra avec le conseil de circonscription.

Une pétition de l'Union des populations du Cameroun<sup>300</sup>, présentée au Conseil au cours de la onzième session, se plaint de l'attitude de l'Administration à l'égard des autorités autochtones. L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître que certains événements relatés dans la pétition remontent à 1924 et 1931 et ont été exposés en détail dans les rapports du Gouvernement français à la Société des Nations. En ce qui concerne le cas particulier cité dans la pétition, relatif au chef Njikouotou (mai 1951), l'Administration a recherché et adopté une solution de compromis qui puisse donner satisfaction à tous.

Le Conseil de tutelle, au cours de sa neuvième session, a exprimé l'espoir que les institutions municipales seraient étendues dans tout le Territoire, notamment dans le Nord; il a d'autre part exprimé l'espoir que les membres des commissions municipales seraient élus et se verraient octroyer des pouvoirs plus larges.

Deux communes mixtes ont été créées en 1941, à Douala et à Yaoundé. Leurs commissions municipales sont composées de membres désignés par des groupements économiques et par l'Autorité administrante. Cinq nouvelles communes mixtes ont été créées en 1949; leurs commissions municipales sont présidées par l'administrateur-maire et sont composées en majorité d'Africains.

Le rapport pour l'année 1951, se référant aux difficultés exposées dans le rapport pour 1950, signale que la première commune mixte du Nord-Cameroun a été créée à Garoua. Il y a tout lieu de penser, ajoute le rapport, que l'expérience sera étendue dans l'avenir aux autres centres urbains du Nord. D'autre part, l'Administration étudie la transformation des municipalités désignées en municipalités électives.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant la recommandation qu'il a formulée à sa neuvième session, note avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle espérait procéder en 1952 à la réforme des conseils régionaux, réforme que l'Assemblée territoriale étudie depuis plusieurs années, et qu'elle créerait en 1952 des municipalités rurales électives, ce qui constituerait une mesure de décentralisation importante entraînant l'établissement de budgets régionaux; il exprime l'espoir que les efforts de l'Autorité chargée de l'administration pour établir des conseils régionaux seront bientôt couronnés de succès.*

### Organisation judiciaire

Le rapport pour l'année 1951 signale que le Cameroun possède désormais une organisation judiciaire complètement autonome dont le principe directeur est la séparation absolue du pouvoir judiciaire et du pouvoir politique. Le Conseil de tutelle, au cours de sa

<sup>300</sup> T/Pet.5/108. En ce qui concerne les décisions prises par le Conseil au sujet de cette pétition, voir la résolution 628 (XI).

sixième session, avait prié instamment l'Autorité chargée de l'administration de redoubler d'efforts dans ce sens et notamment de nommer un plus grand nombre de magistrats de carrière.

Aux termes du rapport pour 1951, les juridictions de droit français sont pourvues de magistrats nommés par le Président de la République sur présentation du Conseil supérieur de la magistrature.

Les juridictions françaises actuellement en place sont :

La Cour d'appel de Yaoundé, créée par un décret du 11 avril 1951 et installée au début de 1952, par laquelle est assurée l'autonomie judiciaire du Territoire (elle comprend un président, un président de chambre, quatre conseillers, un procureur général, un avocat général et deux substituts généraux); un tribunal de première instance à Douala; treize justices de paix à compétence étendue; douze justices de paix à compétence correctionnelle.

Ces juridictions connaissent obligatoirement de toutes les infractions à la loi pénale, quel qu'en soit l'auteur; elles appliquent alors la procédure et les lois françaises. En matière civile et commerciale, elles connaissent des litiges dans lesquels un Européen est partie ou des litiges entre Africains lorsque leur compétence est demandée d'un commun accord; dans ce cas, à moins de déclaration de volonté contraire, les usages et coutumes sont appliqués.

Les juridictions autochtones ne sont compétentes qu'en matière civile et pour des litiges entre Africains. Les tribunaux de conciliation et les tribunaux coutumiers sont composés uniquement d'Africains, les tribunaux du premier et du deuxième degré (correspondant à la subdivision et à la région) sont présidés par des fonctionnaires assistés d'assesseurs africains ayant voix délibérative. L'appel des jugements et le recours en annulation sont exercés par une chambre d'homologation de la Cour d'appel de Yaoundé.

Le Conseil de tutelle, à sa sixième session, constatant, d'après le rapport de la Mission de visite, que l'Autorité chargée de l'administration désirait confier à des magistrats de carrière les postes judiciaires actuellement occupés par des fonctionnaires, constatant d'autre part, d'après les pétitions émanant du Territoire, que le maintien de quelques fonctionnaires dans des postes judiciaires pouvait laisser subsister l'impression que l'ancien système de l'indigénat n'avait pas en pratique été aboli, avait prié instamment l'Autorité chargée de l'administration de redoubler d'efforts en vue de nommer un plus grand nombre de magistrats de carrière.

L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître, au cours de la neuvième session, que la mise en place de la nouvelle organisation judiciaire se poursuivait au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux magistrats de carrière destinés à remplacer les fonctionnaires exerçant des fonctions judiciaires. Elle a déclaré également que le nombre des juges autochtones dépasse 60 pour 100 du nombre total des magistrats du Cameroun, et que ce pourcentage sera encore augmenté lorsque les étudiants boursiers du Territoire auront terminé leurs études en France.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

*Le Conseil, rappelant la recommandation qu'il a formulée à sa sixième session, constate avec satisfaction*

*que les pouvoirs judiciaire et exécutif ont été séparés et que le Territoire a acquis une entière autonomie judiciaire grâce à la création d'une Cour d'appel à Yaoundé.*

## **Maintien de l'ordre public**

Aucun cas de désordre collectif n'a été observé en 1951.

La Garde camerounaise maintient ses effectifs à 1.200 hommes; elle est chargée du maintien de l'ordre dans les centres ruraux. Les frais de son entretien, qui sont à la charge du budget territorial, indiquent une augmentation de 50 millions de francs C. F. A., due à l'amélioration des soldes.

La gendarmerie nationale, entretenue sur le budget de l'Etat français, est chargée de la police administrative et judiciaire. Elle comprend 5 officiers et 99 sous-officiers et dispose de 138 auxiliaires qui, après leur formation, pourront accéder aux fonctions de gendarmes auxiliaires. Les services de la sûreté et de la police comprennent un personnel varié, commissaires et inspecteurs de police, officiers de paix, gardiens de la paix, agents de police, commis, etc., la plupart recrutés sur place. Une école de police, créée à Yaoundé, permettra de donner dans le Territoire une formation professionnelle aux éléments autochtones, qui peuvent accéder à tous les emplois.

## **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

### **Intégration du Cameroun dans l'Union française**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, contrairement aux dispositions de la Charte et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, l'Autorité chargée de l'administration avait incorporé le Territoire sous tutelle du Cameroun dans ce qu'il est convenu d'appeler "l'Union française". Ainsi, en dépit de son statut international particulier, le Territoire est réduit à la condition d'une colonie française. Le rattachement du Territoire à l'Union porte atteinte aux droits et aux intérêts de la population, notamment dans le domaine politique. Dans ce domaine, les organes du Territoire se sont vu enlever tout pouvoir, l'autorité étant tout entière réservée aux organes centraux de l'Union française. Les populations autochtones sont écartées de la gestion des affaires de leur propre pays.

Le représentant de la France a déclaré que toutes les précautions ont été prises pour préserver le statut international du Territoire. Il a fait remarquer en outre que l'importante représentation du Territoire dans les organes législatifs permet aux habitants du Cameroun de défendre efficacement leurs intérêts.

### **Représentation dans les organes parlementaires**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté que le Territoire continue d'être représenté dans les organes gouvernementaux de la métropole, en particulier par l'élection en 1951 de trois représentants à l'Assemblée législative par le second collège et d'un représentant par le premier collège. Il a estimé qu'aussi longtemps que l'Assemblée territoriale ne posséderait pas de pouvoir législatif complet, la représentation du Territoire dans les organes politiques de la métropole

constituera pour le Territoire un bon moyen de faire entendre sa voix dans l'administration de ses propres affaires.

### Evolution vers l'unité territoriale

Le représentant de la République Dominicaine a souligné l'importance des mesures que l'Autorité chargée de l'administration pourrait adopter afin de favoriser, en dépit des grands obstacles qui subsistent encore, le développement du sens de l'unité territoriale, condition fondamentale de l'évolution du Territoire. Il a reconnu la nécessité d'intensifier l'activité politique et les relations économiques, d'améliorer le réseau de communications et de développer l'enseignement.

### Droit de vote

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a constaté que la réforme effectuée par la loi du 23 mai 1951 a porté le nombre des électeurs de 116.000 à 532.000. L'Autorité chargée de l'administration devrait être félicitée de cette augmentation importante. Certes, il est souhaitable que le suffrage universel soit institué aussitôt que possible, mais d'après l'exposé préliminaire du représentant spécial il n'en résultera pas, en fait, une augmentation sensible des chiffres actuels. Il n'en est pas moins vrai que le principe du suffrage universel doit être considéré par le Conseil de tutelle comme l'objectif final dans tous les Territoires sous tutelle. Deux cent quatre-vingt mille électeurs seulement ont participé aux élections qui se sont déroulées au Cameroun sous administration française en 1951; la situation a été à peu près analogue lors des élections de mars 1952. Ce chiffre augmentera certainement lorsque les habitants du Territoire auront surmonté les obstacles d'ordre géographique et social qui les empêchent de se rendre tous aux urnes; l'Autorité chargée de l'administration peut aider à atteindre ce but (et elle le fait) en rendant la population consciente de ses droits, mais elle ne peut aller jusqu'à forcer les électeurs à voter. Il conviendrait de féliciter l'Autorité chargée de l'administration de n'être pas intervenue dans le libre développement des partis politiques et d'avoir laissé les électeurs libres de voter comme ils l'entendaient. D'autre part, ni les représentants des autochtones, ni les citoyens de statut français ne sont convaincus de la nécessité de remplacer les deux collèges d'électeurs par un collège unique. Dans ces conditions, s'il est souhaitable d'instituer en définitive le collège unique, il faut laisser aux habitants le soin de choisir le moment propice pour une telle réforme.

Le représentant de la République Dominicaine a noté que le corps électoral est toujours divisé en deux collèges électoraux distincts élus par deux catégories de citoyens, ceux qui ont et ceux qui n'ont pas conservé le statut personnel. L'Autorité chargée de l'administration devrait réunir bientôt ces deux collèges en un seul.

Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction les progrès accomplis en ce qui concerne l'accroissement du corps électoral. Si le nombre des électeurs est passé de 116.000 à 532.000, ce qui est satisfaisant, il n'en reste pas moins vrai que le suffrage universel est un élément indispensable de toute démocratie réelle et que son institution doit être une des premières réformes à accomplir. Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir qu'un collège unique remplacerait bientôt le

collège double, comme au Togo sous administration française. Le pourcentage d'abstentions lors des dernières élections, où 280.000 électeurs seulement sur 532.000 ont pris part au vote, est un peu décevant; si on éduquait le public, la situation pourrait sans doute changer.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le mode d'élection à l'Assemblée et la composition de cet organe prouvait que la population autochtone était victime d'une politique de discrimination raciale. Les élections à l'Assemblée représentative reposent toujours sur le système du double collège électoral; le premier collège est constitué par les citoyens français, qui jouissent du droit de suffrage universel; le second est constitué par un nombre limité d'autochtones. Cela prouve que, même dans le cas d'organes sans aucun pouvoir effectif, l'Autorité chargée de l'administration a assuré la suprématie des citoyens français et appliqué une politique de grossière discrimination raciale à l'égard de la population autochtone. Les autochtones ont protesté<sup>307</sup> contre le maintien du système des deux collèges électoraux dans le Territoire et ont déclaré que ce système avait pour seul but de protéger et de défendre les intérêts économiques de la France et les intérêts des colons français. Les pétitionnaires demandaient l'institution d'un collège unique comprenant tous les électeurs, l'attribution de pouvoirs politiques à l'Assemblée représentative du Cameroun et l'élargissement des pouvoirs de l'Assemblée en matière politique et sociale.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la constitution d'un corps électoral de capacitaires n'était que l'amorce du suffrage universel, qui reste l'objectif final de l'Autorité chargée de l'administration. L'institution du suffrage universel entraînera, *ipso facto*, la suppression de la distinction entre les deux collèges électoraux. Il a ajouté que, contrairement aux affirmations du représentant de l'Union soviétique, l'Autorité chargée de l'administration ne cherche pas à assurer la suprématie des citoyens français dans les organismes représentatifs élus puisque, au contraire, les représentants des autochtones sont toujours assurés d'une très forte majorité dans ces organismes.

### Assemblée territoriale

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration étudiait et élaborait des mesures visant à transformer l'Assemblée territoriale en un organe législatif, et a exprimé l'espoir que les pouvoirs de cette Assemblée seront étendus progressivement et que le Territoire finira par se gouverner entièrement lui-même. Il a également noté avec satisfaction que le nombre des représentants était passé de 40 à 50 aux élections de mars 1952 et qu'il y avait 18 représentants choisis par le collège des personnes de statut de droit commun et 32 représentants choisis par le collège d'électeurs de statut personnel, alors que la proportion était auparavant de 24 contre 16. Constatant que la langue officielle à l'Assemblée est le français, il a exprimé l'espoir qu'il sera possible d'utiliser certaines langues indigènes et qu'il y aura un jour des interprètes à l'Assemblée territoriale.

<sup>307</sup> T/Pet.5/97, T/Pet.5/99 et T/Pet.5/104.



Le représentant de la Chine a constaté avec satisfaction les progrès accomplis dans la réorganisation de l'Assemblée territoriale. Certes, le nombre des membres africains de l'Assemblée est passé de 24 à 32, ce qui représente une augmentation fort appréciable, mais cette augmentation pourrait être plus forte encore. Le pourcentage de la représentation africaine devrait se rapprocher du pourcentage de la population autochtone par rapport à la population européenne, le but ultime étant, bien entendu, de confier les affaires législatives entièrement aux autochtones. Il a exprimé l'espoir que toute réorganisation future de l'Assemblée tiendrait compte de ce fait et que l'Assemblée serait dotée de pouvoirs plus étendus, conformément à la résolution adoptée par le Conseil à sa neuvième session.

Le représentant du Salvador a noté avec satisfaction que le nombre des représentants à l'Assemblée territoriale avait été accru. Il a exprimé l'espoir que les pouvoirs de l'Assemblée seraient élargis.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Assemblée ne possédait aucun pouvoir réel et n'était qu'un organe consultatif auprès du Haut-Commissaire. La Mission de visite de 1949 a indiqué que la compétence de l'Assemblée représentative était essentiellement restreinte et que cette Assemblée demeurerait privée de pouvoirs législatifs en vertu de la Constitution. Malgré les quelques réformes qui ont été apportées dans ce domaine, la situation n'a pas changé. Le Conseil de tutelle devrait inviter l'Autorité chargée de l'administration à créer des organes législatifs et administratifs indépendants de tous organes établis sur la base d'une union du Territoire sous tutelle avec les colonies françaises et à adopter à cette fin des mesures, législatives et autres, propres à assurer la participation de la population autochtone aux travaux des organes législatifs, exécutifs et judiciaires du Territoire sous tutelle.

Le représentant de la France a indiqué que l'extension des pouvoirs de l'Assemblée territoriale faisait actuellement l'objet d'une étude minutieuse et approfondie. Les pouvoirs actuels de l'Assemblée sont en fait plus étendus qu'ils ne paraissent. L'accroissement du nombre des représentants africains à l'Assemblée territoriale, qui est passé de 24 à 32, a renforcé la majorité dont jouissaient déjà les éléments autochtones.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'augmentation de la représentation africaine à l'Assemblée territoriale était un nouveau palier vers la représentation égalitaire de tous les citoyens.

### **Etat civil**

Le représentant de la Belgique a estimé que l'extension de l'état civil était une mesure très heureuse qui se révélera certainement pertinente dans l'avenir.

### **Administration du Territoire et services administratifs**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que tous les pouvoirs étaient concentrés entre les mains du Haut-Commissaire français, qui administre le pays avec le concours de fonctionnaires français. Comme l'indique le rapport annuel, le pouvoir exécutif appartient à des fonctionnaires français. Tous les postes essentiels de l'Administration sont occupés par des Français.

### **Administration régionale et municipale**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que la nouvelle Assemblée territoriale prendrait des mesures en vue de surmonter les difficultés que pose le choix des représentants aux conseils de circonscription et que l'Autorité chargée de l'administration pourrait faire état, dans un an, de progrès plus intéressants en ce qui concerne la création de ces conseils.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'au lieu de créer des organes démocratiques de gouvernement autonome, l'Autorité chargée de l'administration continuait de favoriser le système tribal. Les chefs de tribus ne sont autre chose que des fonctionnaires rétribués au service de l'Administration. La Mission de visite de 1949 a signalé que les chefs sont entièrement soumis aux fonctionnaires de l'Administration, qui ont le droit de leur imposer des peines disciplinaires et même de les révoquer. Les autorités françaises protègent les autorités tribales, qui s'emparent des terres des autochtones et prennent d'autres mesures préjudiciables aux intérêts de ces habitants. Dans certaines pétitions<sup>308</sup>, la population autochtone s'est plainte des excès commis par les chefs autochtones soutenus par l'Administration française. Les pétitionnaires ont indiqué que l'Administration protège les chefs de tribus et refuse de faire droit aux plaintes des autochtones. La pétition du Comité régional de l'Union des populations du Cameroun à Foumban<sup>309</sup> a signalé que l'Autorité chargée de l'administration appuie les chefs de tribus qui procèdent à la confiscation des terres des autochtones et qu'elle impose les chefs par la force. C'est ainsi que pour imposer un chef autochtone à Foumban, les autorités françaises ont envoyé un détachement de troupes et ont fait arrêter tous les habitants du village. Etant donné que le régime tribal qui existe actuellement dans le Territoire sous tutelle et qui est encouragé par l'Autorité administrante est incompatible avec le progrès politique de la population autochtone vers la capacité à s'administrer elle-même et vers l'indépendance, le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité administrante de prendre des mesures pour assurer le passage du régime tribal à un régime d'autonomie fondé sur des principes démocratiques.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il espérait que la réforme des conseils de circonscription, qui est à l'étude depuis plusieurs années, serait effectuée en 1952. En réponse au représentant de l'Union soviétique, il a dit que l'examen des pétitions mentionnées par ce dernier a prouvé que l'Autorité chargée de l'administration s'efforçait de rendre justice aux individus, même si l'autorité des chefs avait à souffrir de ses décisions. Il a rappelé qu'au cours de sa sixième session, le Conseil de tutelle avait félicité l'Autorité chargée de l'administration d'avoir empêché que les autorités coutumières ne fassent obstacle au développement démocratique du Territoire.

### **Organisation judiciaire**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction que l'autonomie judiciaire du Territoire a

<sup>308</sup> T/Pet.5/97, T/Pet.5/101.

<sup>309</sup> T/Pet.5/108.

été réalisée par l'institution d'une Cour d'appel à Yaoundé.

Le représentant de la Belgique a constaté avec plaisir que la séparation des pouvoirs judiciaire et exécutif et la réorganisation des services judiciaires ont été achevées en 1951, et, notamment, que le nombre des tribunaux coutumiers a été augmenté.

### 3. — PROGRES ECONOMIQUE

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Généralités

Aux termes du rapport pour l'année 1951, le Territoire est maintenant engagé dans une période de transition entre, d'une part, une économie encore essentiellement agricole basée sur un équipement léger et, d'autre part, une économie qui, sous l'impulsion vigoureuse d'investissements gouvernementaux et privés, transforme complètement ses ressources et ses méthodes traditionnelles.

Les conséquences de cette transition sont apparues en 1951. La balance commerciale a marqué un déficit des exportations par rapport aux importations, résultat obligatoire des investissements effectués en vue de l'équipement général et de l'industrialisation.

Sur le plan agricole, l'année 1951 a été marquée par la tendance à rechercher les produits riches en vue de l'exportation et aussi les produits de qualité afin de conquérir les marchés difficiles; elle a été marquée aussi par la tendance à rechercher les cultures à fort rendement afin de réduire les dépenses de main-d'œuvre et d'économiser la terre.

Le rapport de l'Autorité chargée de l'administration conclut qu'à travers les changements profonds qu'elle subit, l'économie camerounaise montre sa vitalité dans les divers domaines de l'activité économique.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil de tutelle estime que le développement économique du Territoire s'effectue selon des principes sains. Il constate notamment l'extension du commerce, la mise à exécution du plan décennal de développement, l'industrialisation croissante du Territoire, l'augmentation de la production d'énergie hydro-électrique et l'accroissement du volume des investissements effectués par l'Autorité chargée de l'administration et par les particuliers. Etant donné le nombre relativement élevé des Européens qui vivent dans le Territoire, et tout en reconnaissant que l'Autorité chargée de l'administration se trouve en présence de la tâche délicate qui consiste à concilier les intérêts économiques des Européens et ceux des autochtones, le Conseil ne doute pas que les intérêts économiques de ces derniers continueront d'être soigneusement protégés et, notamment, que leurs droits sur les terres et les forêts seront pleinement sauvegardés.*

##### Cultures vivrières et cultures d'exportation

Dans l'ensemble, la production vivrière continue à répondre aux besoins. Si un certain fléchissement est constaté, il s'explique par l'attrait exercé par les cultures riches d'exportation. Ce mouvement est freiné par le Service de l'agriculture qui oriente les exploitants vers

des cultures à gros rendement comme le manioc et les arbres fruitiers.

L'exportation du cacao, qui est en tête des produits riches vendus à l'extérieur, a atteint 47.000 tonnes en 1951 et a été entièrement assurée par des planteurs autochtones; le Service de l'agriculture poursuit ses efforts en vue de maintenir et d'améliorer encore la qualité de ce produit. La culture du café continue à se développer; 10.300 tonnes ont été exportées; on constate l'extension des superficies cultivées par les autochtones et on encourage la mécanisation comme l'amélioration des méthodes de culture. L'exportation de bananes a dépassé 55.000 tonnes; la part produite par les Africains augmente régulièrement. La culture du tabac, à laquelle on a réussi à intéresser le planteur africain, continue à progresser; 26.650 tonnes de palmistes, produit de la cueillette autochtone, ont été récoltées.

La station de Dschang poursuit la création d'une plantation sélectionnée devant servir à la vulgarisation, chez les autochtones, de la production du quinquina. Les diverses stations agricoles poursuivent des travaux du même ordre pour la sélection et la défense des cultures comme le cacaoyer, les mils locaux, les arachides, etc.

Parmi les réalisations agricoles les plus importantes du plan décennal figurent les centres et stations déjà créés ou en cours de création. A Yaoundé, le centre agronomique doit être ouvert incessamment, ainsi que l'école d'agriculture qui comporte un internat; les centres d'apprentissage agricoles de Maroua et d'Ebolowa sont en voie d'achèvement, ainsi que la station expérimentale et la ferme pilote de Maroua et la station de motoculture de Guétalé. Le plan envisage également de larges expériences de culture mécanisée du coton, la modernisation de 7.500 hectares de palmeraies, des essais étendus de culture mécanisée du riz et l'aménagement, à la station de quinquina de Dschang, d'une plantation de 300 nouveaux hectares et d'une usine d'une capacité annuelle de 90 tonnes de quinine.

Le rapport pour 1951 signale que la production agricole a suivi durant l'année en cours sa progression normale, légèrement favorisée par les cours de vente. Les trois ports camerounais ont manipulé un total de 307.902 tonnes d'exportation, chiffre jamais encore atteint, soit 51,91 pour 100 d'augmentation sur 1938; ce chiffre représente les premiers résultats de l'effort de production agricole entrepris dans le cadre du plan décennal.

##### Elevage

La nécessité d'améliorer la qualité du troupeau camerounais, qui compte 600.000 têtes de bétail, a conduit à la création d'une seconde station d'élevage et de sélection à Kounden, où recherches et expériences seront conduites de front avec un enseignement pratique donné aux éleveurs locaux. Dans le Nord, en raison des demandes accrues des éleveurs de chevaux, la jumenterie-haras de Missingléou a été déplacée et ses installations ont été améliorées.

Les laboratoires du Service agricole ont été réaménagés; également dans le cadre du plan décennal, l'aménagement d'une station d'insémination artificielle à Wakwa-Ngaoundéré et les aménagements de plusieurs centres d'immunisation et de traitement ainsi que d'une ferme d'élevage de porcs sont terminés ou sont sur le

point de l'être. Les premiers travaux des abattoirs de Yaoundé et Douala ont été mis en route et l'achat de matériel spécialisé, tracteurs, machines agricoles, wagons frigorifiques, se poursuit. Les efforts entrepris pour améliorer les pâturages doivent s'étendre à toutes les régions d'élevage; dans le Nord, les forages de puits et la construction d'abreuvoirs se poursuivent.

L'organisation du ravitaillement en viande du Territoire par l'établissement d'une chaîne de froid entre les régions d'élevage et les gros centres consommateurs du Sud est entrée dans sa phase active; un certain nombre d'installations frigorifiques sont déjà en place et la voie aérienne est déjà utilisée sur certains parcours.

### **Pêche**

Ce service, créé grâce aux fonds du plan, comporte un laboratoire spécial et des bassins de recherches. Egalement sur ces fonds se poursuivent l'organisation de centres d'alevinage et la construction d'étangs dans la zone forestière, en vue de la pisciculture.

La pêche industrielle en est encore à ses débuts. L'installation de frigorifiques à Douala et à Yaoundé ainsi que l'organisation en 1952-1953 d'un service spécial de recherches permettront de la développer.

### **Coopératives et sociétés de prévoyance**

Au cours de sa sixième session, le Conseil de tutelle avait félicité l'Autorité chargée de l'administration d'avoir créé des coopératives parmi la population autochtone et avait exprimé l'espoir qu'elle ferait en sorte que les autochtones puissent occuper le plus rapidement possible, dans ces organisations, des postes comportant une part croissante de responsabilité. Le rapport pour 1949 signalait que la direction des coopératives était encore assez souvent entre les mains d'éléments insuffisamment éduqués, ne possédant ni la capacité ni la volonté d'exercer une gestion régulière et que, depuis 1948, des stages de techniciens avaient été organisés à l'Ecole coloniale du Havre.

Au cours de l'année 1951, la Commission centrale de surveillance des sociétés de prévoyance, qui compte deux membres de l'Assemblée représentative, a demandé que les sections les plus importantes jouissent de l'autonomie financière. Aux termes du rapport pour l'année 1951, les sociétés de prévoyance, qui sont des coopératives d'Etat, doivent voir disparaître les derniers vestiges de l'intervention administrative directe; il est nécessaire toutefois, avant de les transformer en sociétés coopératives autonomes, que ces dernières sociétés aient elles-mêmes acquis la stabilité qui leur fait encore défaut.

Le rapport signale que le mouvement coopératif, qui continue à traverser une période de mise au point, est solidement implanté au Cameroun; quant à la participation des sociétés de prévoyance au développement de la production, elle s'est révélée pleinement efficace. La modification des statuts des sociétés de prévoyance est examinée en vue d'inclure dans leurs buts l'amélioration de l'habitat africain.

L'Autorité chargée de l'administration a publié, dans son rapport pour 1951, des informations et des statistiques sur les coopératives et les sociétés de prévoyance, ainsi que des renseignements détaillés sur la composition, les moyens et les activités des plus importantes d'entre elles. En 1951, il y avait 84 coopératives

groupant un total d'environ 40.800 adhérents connus; 57 d'entre elles sont des organismes de production agricole et 16 des organismes de consommation. Les sociétés de prévoyance groupaient de leur côté 791.971 adhérents; elles avaient reçu, en fin 1951, des prêts d'un montant total de 147 millions de francs C. F. A.

L'Union des populations du Cameroun, dans une pétition présentée au Conseil au cours de la onzième session<sup>370</sup>, affirme que les Européens sont les seuls bénéficiaires des sociétés de prévoyance. L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître qu'en ce qui concerne la société de prévoyance de Nango, en particulier, celle-ci a créé avec ses ressources une scierie au seul bénéfice de ses membres, et qu'au surplus le contrôle des sociétés par l'Administration doit assurer que l'intérêt général prime les intérêts particuliers.

### **Forêts et mines**

Au cours de sa sixième session, le Conseil de tutelle avait invité l'Autorité chargée de l'administration à tenir compte, en matière de concessions forestières, de l'avantage économique qu'en retirerait le Territoire, sans négliger les droits traditionnels des collectivités. La Mission de visite de 1949 avait en effet noté l'énergie avec laquelle les Africains s'opposaient à la réalisation du programme de classement des forêts par l'Administration; le Conseil a examiné diverses pétitions protestant contre certains classements et exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration s'efforcerait de concilier les exigences de la législation et le désir des autochtones de disposer de la plus grande étendue possible de terres arables.

Le Conseil de tutelle, au cours de sa neuvième session, considérant l'importance du maintien d'une forêt permanente et suffisante, et notant que la population et ses représentants à l'Assemblée n'avaient pas compris l'importance capitale de ce maintien, a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre toutes mesures utiles pour résoudre ce problème avec l'appui des autochtones.

Le rapport pour 1951, qui mentionne la place très importante que les produits de la forêt tiennent dans l'économie du pays (642 millions de francs C. F. A. à l'exportation, plus une consommation locale croissante pour la construction et le chauffage) signale l'effort poursuivi par le Bureau des sols et le Service forestier dans leur action auprès des populations en vue de la conservation et de la restauration de la forêt camerounaise, problème auquel est intimement lié celui de la protection du sol. Des résultats satisfaisants auraient été acquis notamment parmi les agriculteurs bamikélés, dont les terres posent des problèmes particulièrement graves. En outre, la réglementation actuelle tient le plus grand compte des intérêts des populations. Jusqu'à l'intervention de la nouvelle législation, il n'est procédé à aucun classement nouveau de forêt dans le domaine du Territoire.

Le rapport signale par contre qu'en ce qui concerne le classement de certaines zones, classement qui doit être effectué dans le cadre des travaux du plan, ces opérations n'ont pu être entreprises parce qu'elles se sont heurtées à l'incompréhension des populations détentrices de droits coutumiers sur ces zones et parce

<sup>370</sup> T/Pet.5/97.

que l'Assemblée représentative en a demandé la suspension. C'est également au titre du plan que l'on effectue des études et recherches forestières, l'équipement du service, le classement de 500.000 hectares de forêts, l'enrichissement et le reboisement de larges zones forestières.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a adoptées à ses sixième et neuvième sessions, regrette que la population autochtone s'oppose au classement des forêts et exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration poursuivra ses efforts en vue de conserver une superficie suffisante de forêts de couverture et parviendra à vaincre les hésitations des autochtones dans ce domaine.*

Au cours de sa quatrième session, le Conseil de tutelle avait exprimé l'espoir que le développement progressif de l'activité du Bureau minier, créé en 1948 pour aider la prospection et l'exploitation des ressources du Territoire, aurait pour conséquence une plus grande participation des autochtones à l'exploitation des richesses minérales du pays.

La production minière du Territoire, particulièrement en or et minéral de titane, a subi en 1931 une crise grave du fait de la baisse des prix de vente. Des mesures ont été prises par l'Administration et l'Assemblée pour favoriser la production; d'autres mesures sont envisagées pour assurer au Territoire une industrie extractive stable.

Le rapport pour 1951 signale qu'au cours de l'année on a entrepris une vigoureuse campagne de sondages en vue de rechercher des gisements de pétrole dans la région de Douala; ces recherches sont poursuivies par une société fondée en septembre, à laquelle participent le Territoire (dans une proportion de 33 pour 100), le Bureau de recherches (51 pour 100) et la Caisse centrale de F. O. M. (16 pour 100). Aux termes du rapport, le Bureau minier se propose de faire régulièrement appel aux capitaux camerounais dans toute constitution de société qu'il créerait pour l'exploitation de mines au Cameroun.

### Régime foncier

Au cours de sa sixième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de recruter un nombre suffisant de géomètres afin d'accélérer les procédures introduites par des autochtones en vue de la reconnaissance de leurs droits fonciers; l'Autorité chargée de l'administration avait fait connaître que les dispositions nécessaires pour expédier ces procédures avaient été prises. Le Conseil avait également invité cette Autorité à donner en principe la préférence aux projets de colonisation d'initiative africaine.

Il avait aussi invité l'Autorité administrante à définir d'une manière plus précise la notion de "terres vacantes et sans maître", et lui avait demandé de tenir compte, dans la nouvelle législation en préparation, d'une part, des droits traditionnels des collectivités autochtones et, d'autre part, des besoins économiques futurs du Territoire.

Le Conseil de tutelle, au cours de sa neuvième session, a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration, à l'occasion de l'étude d'un projet de loi

relatif à la propriété foncière, de prendre toutes mesures utiles pour sauvegarder les intérêts autochtones lors de l'octroi de concessions à des habitants non autochtones.

Le rapport pour 1951 mentionne à ce sujet que l'octroi de ces concessions est soumis à l'agrément préalable de l'Assemblée représentative, où les autochtones ont la majorité.

Le rapport pour 1951, rappelant qu'une Commission mixte locale avait adressé ses recommandations à ce sujet au Ministère de la France d'outre-mer, signale que le plan à l'étude est basé sur la décentralisation et se propose de constituer un domaine régional; ce plan coïncide avec la réorganisation régionale en cours, qui tend à donner l'autonomie financière aux futurs conseils régionaux. En attendant, l'Administration met tout en œuvre pour tirer le plus grand parti des textes actuels et faire reconnaître les droits fonciers des autochtones.

Aux termes du rapport pour 1951, la répartition approximative des terres du Cameroun (superficie totale: 432.000 km<sup>2</sup>) est la suivante:

	Km <sup>2</sup>
a) Terres actuellement inutilisables: (à moins de travaux onéreux).....	80.000
b) Zones désertiques.....	95.000
c) Terres à pâturages.....	80.000
d) Régions de forêts accessibles à l'exploitation.....	82.000
e) Régions minéralisées reconnues.....	25.000
f) Terres arables:	
Terres riches.....	60.000
Terres à coton et arachides.....	10.000

Le rapport pour l'année 1951 donne également la répartition suivante des terres:

a) Terres de domaine public ou privé, à l'exception des terres "vacantes et sans maître": 12.757 hectares;

b) Terres détenues suivant les coutumes locales: impossibles à évaluer (ce sont toutes les terres faisant l'objet de droits réels mais non reconnus par la procédure foncière et qui n'ont pas été classées, concédées, etc.);

c) Terres appartenant à des autochtones et ayant fait l'objet de reconnaissance de droits fonciers: terrains urbains, 411 hectares; terrains ruraux, 6.351 hectares.

Les terres accordées en concession à des autochtones représentent d'autre part 80 hectares de terrains urbains et 2.726 hectares de terrains ruraux.

La superficie totale des terrains concédés par l'Administration, tant à titre provisoire qu'à titre définitif, représente au 31 décembre 1951, d'après le rapport annuel, 740 hectares pour 2.501 concessions urbaines et 102.876 hectares pour 898 concessions rurales.

En 1951, on a accordé 22 concessions rurales à titre provisoire portant sur 521 hectares, et 22 concessions rurales à titre définitif portant sur 458 hectares.

Le rapport signale que le désir des autochtones de voir affirmer leurs droits sur les terres qu'ils détiennent selon la coutume détermine un afflux de demandes en vue de la reconnaissance de droits fonciers. Le nombre total des livrets fonciers établis en fin 1951 s'élève à 1.224; le Service des domaines, en constante augmentation, fait face désormais aux demandes.

Dans une des pétitions de l'Union des populations du Cameroun<sup>871</sup>, présentée au Conseil au cours de la

<sup>871</sup> T/Pet.5/108. En ce qui concerne la décision prise au sujet de cette pétition, voir la résolution 628 (XI).

onzième session, les pétitionnaires se sont plaints de l'usurpation de terres réalisée soit par l'Administration soit sous son couvert. L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître qu'elle n'a jamais disposé des terres. L'individualisation des terres a lieu progressivement et non par évolution brutale; de vieux chefs cherchent à freiner l'évolution à leur profit; enfin les tribunaux coutumiers sont compétents pour statuer dans ces affaires. En ce qui concerne les terres cédées à des Européens, elles l'ont été après tenue de palabres réglementaires; les terres visées par la pétition sont situées dans une contrée jadis déserte et personne n'a été frustré; leur mise en valeur a stimulé l'économie locale et accru la population.

## **Commerce**

L'année 1951 a été marquée, d'une part, par une augmentation considérable du volume des importations, qui sont passées de 226.442 tonnes en 1950 (58.773 en 1938) à 413.137 tonnes et, d'autre part, par des exportations également en hausse régulière, d'un total de 307.902 tonnes (236.000 tonnes, si l'on exclut les transits et réexportations).

L'accroissement exceptionnel des importations provient de la mise en route du plan et de l'augmentation du pouvoir d'achat de la population africaine; 59,5 pour 100 du tonnage importé représente du matériel d'équipement; on enregistre également l'augmentation du pourcentage des produits d'alimentation importés. Les ventes saisonnières traditionnelles ont dû en effet faire place, devant l'enrichissement général, à une activité commerciale qui s'étend maintenant sans arrêt sur toute l'année. La masse paysanne bénéficie en outre de ressources accrues du fait de l'augmentation de la production et des cours rémunérateurs.

L'année 1951 a été également marquée par la montée des prix des matières premières qui a entraîné celle des prix de gros et des salaires. L'accroissement moyen des prix de gros chez les fournisseurs du Cameroun s'établit à 30 pour 100; néanmoins, par suite des conditions particulières du marché local, l'indice moyen des prix de détail n'a subi qu'un accroissement de 13,8 pour 100.

## **Finances publiques et impôts**

Le Conseil de tutelle, au cours de sa neuvième session, a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration du Territoire d'étendre les mesures déjà prises en vue de remplacer l'impôt personnel par un impôt progressif sur le revenu, afin d'aboutir dès que possible à l'établissement d'un impôt général sur le revenu.

Le rapport pour 1951 expose que déjà une large partie de la population est soumise à cet impôt, dont l'application sera étendue au fur et à mesure que s'accroîtra le nombre des agents des services compétents. Toutefois, l'impôt du minimum restera longtemps encore pour la masse moins évoluée la forme la plus pratique et la plus équitable. Parmi les mesures envisagées figure notamment la suppression de tout impôt cédulaire pour les salariés.

Les impôts directs ont produit en 1951 un total de 1 milliard 114 millions de francs C. F. A. dont 310 millions seulement pour l'impôt personnel forfaitaire, soit 20,41 pour 100 des recettes contre 30,50 pour 100 en 1950. Le rapport indique les taux de base déterminés

par l'Assemblée représentative pour l'établissement de l'impôt général forfaitaire en 1952. Ces taux de base varient de 900 francs pour la subdivision de Yaoundé à 80 francs pour certaines régions de la subdivision de Rey-Bouba. Les prévisions budgétaires pour 1952 s'équilibrent à 10.021.378.000 francs C. F. A. contre 6.471.457.000 francs pour le budget de 1951 et 1.151.061.000 francs pour le budget de 1947.

Aux termes du rapport pour 1951, les logements construits sur les fonds du budget ont classés en catégories répondant aux hiérarchies administratives; il n'est pas fait de distinction entre Européens et Africains pour leur attribution. En outre, les dépenses portées sous la rubrique "dépenses extraordinaires" sont les dépenses d'équipement non financées par les recettes ordinaires du budget (chapitres G et H du budget annuel).

## **Transports et communications**

Le Conseil de tutelle, à sa sixième session, avait félicité l'Autorité chargée de l'administration du zèle qu'elle apportait à améliorer le réseau routier et avait exprimé l'espoir que les routes seraient encore améliorées à l'avenir.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle, renouvelant sa satisfaction, a exprimé l'espoir que le plan d'équipement routier sera développé et accéléré.

Le programme d'équipement routier actuellement en cours d'exécution a été voté à l'unanimité par l'Assemblée représentative; son exécution, en plusieurs tranches, doit fournir au Cameroun le réseau de routes et les ponts que requiert le développement économique rapide du pays. Trois grands axes sont prévus: Douala-Fort-Lamy, Douala-Yaoundé-Garoua-Boulai, Kribi-Ebolowa, soit 2.760 kilomètres de routes principales, auxquelles s'ajoutent 1.730 kilomètres de routes secondaires desservant l'intérieur des axes.

Les travaux déjà réalisés au titre du plan s'élevaient en fin 1951 à plus de 3 milliards de francs C. F. A.

Le renouvellement et la modernisation des voies et du matériel du réseau ferré arrivent à leur terme; plus de 2 milliards de francs C. F. A. y ont été consacrés. L'étude d'un important projet de prolongement du chemin de fer en direction du Tchad va être reprise. Le trafic du réseau (538.000 tonnes) a augmenté durant 1951 de 29,3 pour 100 par rapport à 1950.

Le trafic du port de Douala est passé de 250.000 tonnes en 1938 à 633.000 tonnes en 1951 (contre 500.000 tonnes en 1950). Les travaux d'extension des quais, chenaux et installations diverses, prévus pour un trafic d'un million de tonnes, se poursuivent ainsi que l'équipement du port secondaire de Kribi.

L'année 1951 a enregistré un développement considérable du trafic aérien, particulièrement du fret; matériaux de construction, viande, légumes, etc., commencent à emprunter l'avion. On étudie l'évacuation par air sur Douala du coton du Tchad. Ce développement rapide a rendu nécessaire le lancement d'un plan d'équipement aéronautique dont la dépense totale sera de 1 milliard 500 millions de francs C. F. A. Les travaux d'infrastructure et les aménagements des aérodromes centraux en vue de l'utilisation des avions gros porteurs sont déjà en cours d'exécution.

Le rapport pour 1951 signale en outre que des travaux de cartographie aérienne très importants ont été exécutés durant l'année.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a formulées à ses sixième et neuvième sessions, estime que le développement des transports et des communications est indispensable au progrès du Territoire. Il constate avec satisfaction l'extension et l'amélioration des communications et des facilités de transports aériens et terrestres et recommande à l'Autorité chargée de l'administration de continuer à développer ces facilités dans le Territoire et, en particulier, de développer le réseau des routes secondaires.*

## Industrie

Au cours de sa quatrième session, le Conseil de tutelle, constatant le développement d'industries nouvelles dans le Territoire, avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de faire tout en son pouvoir pour encourager les autochtones à prendre une large part au développement industriel et pour les mettre en mesure de le faire.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a exprimé l'espoir que la politique d'industrialisation sera intensifiée et liée au programme de formation élargi de la population autochtone en matière de technique et de gestion industrielle.

D'une façon générale, aux termes du rapport annuel, l'industrialisation du Territoire fait des progrès constants. Elle n'atteindra son plein développement que lorsque l'aménagement du barrage d'Edéa, qui doit fournir d'abord une puissance de 20.000 kW, puis une puissance de 80.000 kW, aura mis à la disposition de l'industrie lourde l'importante source d'énergie à bon marché dont elle a besoin. Parmi les réalisations envisagées et déjà à l'étude figurent notamment une usine de pâte à papier d'une capacité de 30.000 tonnes par an, une usine de mécanique générale, une usine d'emballages métalliques et une usine de produits moulés en ciment.

En réponse à la recommandation du Conseil, le rapport signale qu'en général c'est sous la forme coopérative que, dans les conditions actuelles de l'évolution économique de la population, il apparaît le plus opportun d'assurer la contribution de la population autochtone à la mise en valeur du Territoire. Certains organismes de crédit accordent à cet effet des facilités intéressantes aux coopératives donnant des garanties de bon fonctionnement.

A propos du démarrage en 1951 de l'usine de filature et tissage de Douala, le rapport mentionne que l'installation, pour la première fois au Cameroun, d'une industrie aussi spécialisée pose le problème de la formation d'une main-d'œuvre autochtone qualifiée, qui ne peut être résolu que progressivement; une fois ce problème résolu, la société envisage d'étendre ses fabrications.

Le rapport pour 1951 fait connaître que le personnel de l'usine de Dibombari se compose d'un Européen et de 25 Africains. Une huilerie, qui fonctionne dans les mêmes conditions que l'usine de Dibombari et qui doit être également remise au Territoire à titre gratuit, est en voie d'achèvement à Edéa. Le rapport signale

également que le nombre connu jusqu'à présent des travailleurs employés en 1951 par les coopératives et les sociétés de prévoyance est de 298 Africains et un Européen.

## Postes et télécommunications

La structure du Service des postes et télécommunications a subi en 1951 une refonte complète destinée à assurer la coordination, la rapidité et l'efficacité de fonctionnement des divers secteurs d'activité. En outre deux centres d'instruction professionnelle ont été créés en août 1951 à Douala et Yaoundé; 134 stagiaires avaient été admis à la première année des cours, donnés à titre bénévole par des agents européens et africains des cadres. De nombreux agents ont demandé à suivre ces cours, dont les textes ont été édités et distribués dans le Territoire.

Le rapport pour 1951 signale que de nouvelles facilités ont été apportées pour les usagers par la création et la transformation d'établissements postaux. Plusieurs lignes télégraphiques ont été refaites et la réfection d'autres réseaux est en cours. De nouveaux bâtiments ont été également construits pour le service des réseaux téléphoniques et de la télégraphie sans fil, tandis que le matériel d'équipement était renforcé. La plupart de ces opérations ont été effectuées sur les fonds du plan décennal.

## Plan décennal et investissements

La réalisation du plan décennal a deux fins essentielles: faciliter au maximum les échanges extérieurs et intérieurs, notamment en ouvrant les régions jusqu'alors difficiles d'accès, et faciliter les investissements privés qui développeront l'industrie naissante du Territoire.

Le rapport pour 1951 signale notamment, parmi les effets du plan sur la vie des populations, la fixation de la main-d'œuvre industrielle dans de meilleures conditions de vie matérielle, et l'amélioration de la qualité de cette main-d'œuvre au contact des spécialistes et ouvriers européens.

Dans le secteur privé, les investissements des industries nouvelles lancées entre 1948 et 1950 et en cours d'achèvement dépassent les investissements des sociétés déjà existantes. Ils s'élèvent à environ 3 milliards 620 millions de francs C. F. A., dont 605 millions pour l'agriculture, 1 milliard 550 millions pour les forêts et 1 milliard 465 millions pour l'industrie. Il faut y ajouter 1 milliard 250 millions de réinvestissements. Sur l'ensemble, 1 milliard 800 millions représente des avances de la Caisse centrale de la France d'outre-mer et du Crédit du Cameroun.

Un nouveau programme quadriennal doit être lancé en 1952, portant principalement sur les travaux du port de Douala, le déblocage économique du Nord (routes et chaînes de froid, évacuation des produits du Tchad) et l'assainissement de Douala et Yaoundé.

L'ensemble des programmes en cours, qui constitue une première série d'opérations allant de juillet 1947 à juin 1952, représente, compte tenu de la réévaluation opérée en décembre 1951, un total d'investissements de fonds publics financés par la France de l'ordre de 16 milliards 400 millions de francs C. F. A. La charge financière du Territoire a été réduite à moins de 50 pour 100 et les dépenses scientifiques sont entièrement subventionnées.

Les opérations réalisées ou en cours d'achèvement au titre du premier programme quadriennal du plan décennal à la fin de l'année 1951 se résument ainsi :

Agriculture (notamment création de stations-écoles et de centres) : 347 millions de francs C. F. A. alloués, dont 222.800.000 francs utilisés et 167.600.000 francs payés.

Elevage et pêche (notamment laboratoires, puits, étangs) : 142 millions de francs C. F. A. alloués, dont 105.900.000 francs utilisés et 35.800.000 francs payés.

Mines et forêts (notamment laboratoires et conservation des sols et des forêts) : 82 millions de francs C. F. A. alloués, dont 80.600.000 francs utilisés et 62.700.000 francs payés.

Electrification et industrialisation (notamment ateliers de Yaoundé et électrification de cinq centres) : 1.050 millions de francs C. F. A. alloués, dont 1.015.400.000 francs utilisés et 887.600.000 francs payés.

Routes, bacs et ponts (grands axes, routes secondaires et pont du Wouri) : 4.454 millions de francs C. F. A. alloués dont 4.504 millions utilisés et 3.064 millions payés.

Ports maritimes (quais, matériel flottant et terrestre, voies d'accès, balisage, éclairage) : 2.276 millions de francs C. F. A. alloués, dont 2.117 millions utilisés et 1.495 millions payés.

Voies navigables et ports fluviaux (notamment aménagement du Wouri et port de Garoua) : 61 millions de francs C. F. A. alloués, dont 26.500.000 francs utilisés et 17.100.000 francs payés.

Aviation civile : aménagement des aéroports de Douala (classe B) et six autres (classe C) : 274 millions de francs C. F. A. alloués, dont 188.600.000 francs utilisés et 102.400.000 francs payés.

Santé publique (construction d'hôpitaux, institut de recherches, achat de matériel et équipement) : 429.500.000 francs C. F. A. alloués, dont 309 millions utilisés et 224 millions payés.

Enseignement (construction d'écoles et collèges, achat de matériel) : 405.900.000 francs C. F. A. alloués, dont 292.600.000 francs utilisés et 227.700.000 francs payés.

Urbanisme et habitat (plans, construction de logements pour le personnel du plan, logements modèles) : 154 millions de francs C. F. A. alloués, dont 132.800.000 francs utilisés et 114 millions payés.

Travaux urbains et ruraux (adduction d'eau, assainissement, puits dans le Nord) : 553 millions de francs C. F. A. alloués, dont 557 millions utilisés et 498.300.000 francs payés.

Transmissions (amélioration et extension des réseaux du téléphone, du télégraphe et de la T. S. F.) : 273 millions de francs C. F. A. alloués, dont 130.500.000 francs utilisés et 87.700.000 francs payés.

Cartographie (levé aérien, carte géologique) : 170.400.000 francs C. F. A. alloués, dont 156.900.000 francs utilisés et 118.400.000 francs payés.

**Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

### Généralités

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que le développement économique du Territoire se pour-

suirait avec vigueur et sur des bases solides. Il a été particulièrement impressionné par la production croissante d'énergie hydro-électrique, par l'amélioration des routes et par les plans de développement de l'industrie. La production agricole ainsi que le revenu du Territoire et de sa population se sont maintenus favorablement.

Le représentant de la République Dominicaine a exprimé l'espoir que les mesures prises dans le domaine économique se multiplieraient et encourageraient la population autochtone à jouer un rôle croissant dans le développement industriel du Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné que l'Autorité chargée de l'administration ne prenait pas les mesures propres à assurer le progrès économique des autochtones. L'Autorité chargée de l'administration considère le Territoire sous tutelle comme une source de matières premières et de main-d'œuvre à bon marché pour la France métropolitaine. L'économie du Territoire sous tutelle a un caractère typiquement colonial.

En réponse à la déclaration du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui accusait l'Autorité chargée de l'administration d'exploiter le Territoire au profit de l'économie métropolitaine, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer qu'il était exact de dire que l'Autorité chargée de l'administration s'efforce de favoriser la richesse du Territoire par l'exploitation de ses produits exportables, mais, ce faisant, elle n'empêche pas le développement des industries locales.

### Cultures vivrières et cultures d'exportation

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration consacrait tous ses efforts au développement des cultures d'exportation. On a enregistré une croissance continue des exportations de produits tels que le cacao, les bananes et le café. La superficie des terres consacrées aux cultures d'exportation n'a cessé d'augmenter. En 1948, cette superficie était de 163.786 hectares; elle atteignit 401.995 hectares en 1951. D'autre part, la superficie des terres consacrées aux cultures vivrières n'a cessé de diminuer depuis 1949; elle était, cette année-là, de 1.196.268 hectares; en 1951, elle n'était plus que de 1.551.650 hectares, ce qui représente une diminution de plus de 44.000 hectares. La production de cultures vivrières a diminué également: en 1949, elle s'élevait à 2.172.750 tonnes; en 1951, elle n'était plus que de 1.936.590 tonnes, soit environ 236.000 tonnes de moins. Le représentant de l'URSS a également fait remarquer que les plantations de cultures d'exportation, qui sont aux mains des Européens, étaient exploitées selon les techniques modernes de l'agriculture tropicale, tandis que les agriculteurs et éleveurs africains continuaient d'employer des méthodes particulièrement primitives. Les autochtones ne parviennent pas à s'élever au-dessus du niveau de subsistance, ni à assurer à leur famille et à eux-mêmes des conditions de vie humaines.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait remarquer que la superficie des terres consacrées aux cultures industrielles n'avait pas subi une augmentation considérable au détriment de l'agriculture vivrière. Il a expliqué qu'il n'avait pas



été fait mention en 1948 de la palmeraie naturelle et artificielle, alors qu'elle apparaissait dans le rapport pour 1951, avec 208.000 hectares environ. Ainsi, l'augmentation de la superficie consacrée aux cultures d'exportation n'a pas dépassé 32.000 hectares, soit 9 pour 100. Quant à la diminution de la superficie consacrée à la production vivrière, elle n'est pas inquiétante, étant donné qu'elle a été largement compensée par les importations, sans cesse croissantes, de produits alimentaires. La question n'en retient pas moins l'attention de l'Autorité chargée de l'administration.

### Forêts

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que l'Assemblée territoriale vaincrait ses hésitations au sujet du classement des forêts et collaborerait avec l'Administration dans ce domaine.

Le représentant de la Belgique a déploré l'opposition manifestée contre le classement des forêts. Il a estimé que ce classement, qui est loin d'être une aliénation ou une spoliation, était une des conditions essentielles d'un avenir prospère et a exprimé l'espoir que les efforts persuasifs de l'Autorité chargée de l'administration seraient couronnés de succès.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que, dans sa pétition<sup>372</sup>, la communauté indigène de M'Balmayo avait protesté contre le fait que des terres lui appartenant avaient été classées réserves forestières. Malgré les protestations des autochtones, l'Autorité chargée de l'administration a poursuivi sa politique d'aliénation des terres, sous le prétexte de créer ce qu'elle appelle des "forêts classées". Les terres qui ont été remises dès 1949 à des Européens, sous la forme de concessions, représentent 2.300.000 hectares.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que les concessions forestières ne constituaient nullement une aliénation de terres. Loin de détruire la richesse du pays, les concessions forestières contribuent au renouvellement d'une des principales ressources du Territoire.

### Régime foncier

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration continuait d'appliquer dans le Territoire la politique coloniale qui consiste à aliéner les terres des autochtones au profit des Européens. La Mission de visite qui s'est rendue au Cameroun en 1949 a été saisie d'une série de pétitions dans lesquelles les autochtones protestaient contre cette politique. Ces plaintes restent valables. Dans la région des Bamilékés, les chefs et les membres de l'Assemblée représentative ont exprimé leur mécontentement au sujet des concessions que l'Autorité chargée de l'administration avait attribuées à des Européens. L'une des pétitions caractéristiques reçues par la Mission<sup>373</sup> déclarait notamment que les ressources immenses du Territoire ont été cédées, de façon définitive et exclusive, aux grosses sociétés et entreprises européennes. Bien que les terres et les forêts du Territoire appartiennent aux autochtones, le Camerounais appréhende de passer un jour de l'état

de propriétaire à celui de mendiant. Quelques sociétés agricoles et forestières et une vingtaine de gros planteurs se partagent les quatre cinquièmes des forêts et des terres cultivables du Territoire. Selon le représentant de l'URSS, cette pétition révèle de façon frappante l'état d'esprit et l'inquiétude des autochtones à l'égard de la politique poursuivie par l'Autorité chargée de l'administration. Des pétitions plus récentes, telles que la pétition T/Pet.5/111, se plaignent également des aliénations de terres auxquelles procèdent les chefs autochtones, avec l'appui de l'Administration, ou l'Autorité chargée de l'administration elle-même. Le Conseil de tutelle devrait inviter l'Autorité chargée de l'administration à restituer à la population autochtone les terres qui lui ont été enlevées, de quelque manière que ce soit, et interdire à l'avenir l'aliénation des terres appartenant aux autochtones.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'accusation d'aliénation des terres autochtones au profit des Européens était tout simplement absurde. Le rapport annuel signale, en effet, que la superficie totale des terrains cédés par l'Administration représente environ 103.000 hectares, soit 0,8 pour 100 de la superficie totale du Territoire.

### Commerce

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a constaté que l'Autorité chargée de l'administration ne s'alarmait pas de l'excédent des importations par rapport aux exportations et il a exprimé sa conviction que cette attitude était justifiée. Mais, tout en reconnaissant que la grande quantité de matériel importée doit permettre d'augmenter la production, il s'est déclaré quelque peu préoccupé par cette situation.

Le représentant de la République Dominicaine a noté que le déséquilibre de la balance commerciale en 1951 a été dû à l'importance croissante des investissements de capitaux destinés à l'industrialisation et à l'achat de biens d'équipement. Tout en estimant que le Territoire s'enrichira à mesure qu'il développera son équipement et sa mécanisation, il a fait observer qu'il faudrait éviter que cette transformation ne pèse trop sur les finances publiques, car cela risquerait de provoquer un déficit qu'il serait peut-être difficile de combler avec les seules ressources du Territoire.

Le représentant de la Belgique a souligné que l'accroissement des importations et leur nature révélaient la foi de l'Autorité chargée de l'administration dans l'avenir du Territoire. A son avis, la supériorité momentanée des importations sur les exportations, due à la réalisation du plan d'équipement du Territoire, devrait susciter plus de satisfaction que d'inquiétude, étant donné par ailleurs que rien n'est négligé pour développer le volume des exportations.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le gouvernement local faisait tous ses efforts pour favoriser l'augmentation de la production d'exportation tant en quantité qu'en valeur.

### Finances publiques et impôts

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a signalé qu'il existe toujours au Cameroun un impôt de capitation, qui est prélevé sur les autochtones sans qu'il soit tenu compte de leur

<sup>372</sup> T/Pet.5/98.

<sup>373</sup> T/Pet.5/56-4/31.

situation de fortune ou de leur capacité de paiement. Le Conseil de tutelle devrait inviter l'Autorité chargée de l'administration à prendre des mesures pour remplacer la capitation par un impôt progressif sur le revenu ou, tout au moins, par un système d'impôt sur le revenu qui tienne compte de la situation de fortune et de la capacité de paiement de la population.

#### Plan décennal et investissements

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé qu'il convenait de féliciter l'Autorité chargée de l'administration d'avoir fourni la moitié des crédits prévus pour la réalisation du plan décennal. A son avis, le fait qu'une partie des capitaux placés dans le Territoire sont des capitaux privés prouve que les particuliers qui cherchent à faire des placements ont confiance dans l'avenir économique du Territoire.

### 4. — PROGRES SOCIAL

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Du fait de la rapide évolution que connaît le Cameroun, les problèmes sociaux prennent une acuité grandissante. La multiplication des chantiers de travaux publics et privés provoque à la fois des déplacements de population et la naissance d'un prolétariat qu'il s'agit d'adapter à des conditions de vie nouvelles. Dans les campagnes, un paysannat aisé, partiellement lettré et ouvert aux réformes a également pris naissance, éprouvant lui aussi de nouveaux besoins.

Les progrès réalisés par les services sociaux, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la condition du travailleur et de son rendement, sont considérés par l'Autorité chargée de l'administration comme encourageants et font bien augurer de l'avenir.

Le pourcentage des dépenses d'intérêt social est passé, au budget local, de 24,92 pour 100 en 1950 à 29,47 pour 100 en 1951, soit 1.578.408.000 francs C. F. A.

#### Population

En janvier 1951, la population africaine du Territoire s'élevait à 3.062.835 habitants et la population européenne à 13.733, dont 11.482 Français.

Aux termes du rapport de 1951, l'augmentation de la population européenne, qui était de 3.875 en 1946, s'explique par la nécessité de fournir au Territoire les cadres de son progrès rapide, particulièrement sur le plan économique. Selon ce rapport, cet afflux d'Européens a bien provoqué, au début, un peu d'inquiétude chez les Africains, mais ce sentiment a disparu devant la rapide évolution du pays sous l'impulsion des professeurs, financiers, techniciens, industriels et commerçants européens. En outre, l'Assemblée représentative ne s'oppose pas, d'une façon générale, à cette immigration; elle demande cependant que l'on veille à ce que soit rigoureusement écarté tout immigrant de moralité douteuse.

En ce qui concerne la population africaine, l'attraction des villes continue à s'exercer sur les habitants des régions relativement pauvres; l'ouverture de ces régions par l'extension des voies de communication facilite encore l'exode des jeunes gens vers la ville. Par contre, dans les régions aux cultures riches, sous l'impulsion

de conditions de vie qui s'améliorent rapidement, les villages connaissent une existence nouvelle et s'étendent.

#### Statistiques générales, niveaux de vie

Au cours de sa quatrième session, le Conseil de tutelle, notant que les taux des salaires des autochtones sont souvent faibles et quelquefois ne dépassent pas le minimum vital, avait tout particulièrement recommandé à l'Autorité chargée de l'administration la question des salaires et du niveau de vie de la population autochtone et l'avait priée instamment de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour augmenter le taux des salaires et relever le niveau de vie. Au cours de sa sixième session, le Conseil avait renouvelé ses recommandations et exprimé l'espoir que les résultats de l'étude sur le niveau de vie, entreprise dans le Territoire en 1949 par l'Administration, seraient communiqués au Conseil en 1951.

Au cours de sa neuvième session, le Conseil de tutelle a invité l'Autorité chargée de l'administration à poursuivre son étude des niveaux de vie, à examiner fréquemment le taux des salaires minimums et à faire tout en son pouvoir pour que l'augmentation des salaires compense celle des prix.

Le rapport pour 1951 signale que l'on a procédé au cours de l'année à des enquêtes préliminaires qui doivent permettre de mettre au point des méthodes d'investigation sur les niveaux de vie; après leur conclusion, l'enquête sera étendue à toutes les subdivisions. Le rapport signale également que le revenu national, considéré comme le total annuel du revenu versé aux facteurs de la production, a été calculé pour l'année 1950. Les éléments du calcul sont les suivants:

	Millions de Francs C. F. A.	Pourcentage
Revenus de l'agriculture et de l'élevage .....	21.240	68,3
Salaires et traitements.....	6.167	19,9
Sociétés industrielles et commerciales .....	2.505	8,1
Autres revenus .....	1.155	3,7
Revenu national net.....	31.067	100
Revenu moyen par an et par tête .....	10.117	

Le revenu national net aurait atteint 32 milliards 500 millions de francs C. F. A. en 1951, et serait ainsi en augmentation de 5 pour 100.

En ce qui concerne le coût de la vie, le Service de la statistique a établi un indice des prix de détail dont l'étude fait ressortir une augmentation de 13,8 pour 100 entre novembre 1950 et novembre 1951. Cette étude montre également que, grâce à un véritable écrasement des marges bénéficiaires, l'augmentation du prix des articles importés n'a été que de 9 pour 100 seulement, tandis que l'augmentation moyenne annuelle était de 28 pour 100. D'autre part, alors que l'indice des prix de détail pour les Européens à Douala augmentait de 14 pour 100, l'indice des prix à la consommation pour le manœuvre africain n'augmentait que de 8,9 pour 100.

Aux termes du rapport pour 1951, la hausse du coût de la vie s'est trouvée largement compensée par d'autres facteurs et, en définitive, on enregistre en 1951 un relèvement sensible du pouvoir d'achat de l'autochtone. Le tableau suivant donne les indices des salaires et des prix de détail pour les produits locaux:

1938 1945 1946 1947 1948 1949 1950

Indice du salaire nominal	100	250	334	1.000	1.250	2.000	2.667
Indice des prix.....	100	266	361	475	806	1.118	1.383
Indice du pouvoir d'achat	100	94	92	210	155	178	193

L'augmentation du pouvoir d'achat s'est manifestée également par l'appel croissant que l'autochtone fait aux denrées d'importation, notamment la farine, le riz, le sucre, les conserves, et à d'autres articles d'habillement et d'équipement ménager jusqu'à présent achetés par la clientèle européenne.

Au cours de l'année 1951, les restaurants municipaux de Douala, organisés pour les travailleurs, ont servi une moyenne de 1.000 repas par jour, à 20 francs, et 1.760 petits déjeuners (depuis juin). Des magasins témoins, ouverts aux ouvriers chargés de famille, vendent aux prix les plus bas les produits de consommation de base, notamment le poisson frais.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil note avec satisfaction que les services de statistique ont été développés et modernisés de telle sorte que l'on peut procéder, selon des méthodes scientifiques, à des études sur les niveaux de vie des diverses catégories sociales de la population autochtone; il prend acte avec intérêt des chiffres fournis dans le rapport annuel pour 1951; il exprime sa conviction que l'Autorité chargée de l'administration donnera des renseignements plus détaillés dans son prochain rapport annuel.*

## Travail et main-d'œuvre

Au cours de sa quatrième session, le Conseil de tutelle, prenant acte avec satisfaction de la déclaration du représentant spécial suivant laquelle le Parlement français étudiait une législation destinée à combler les lacunes résultant de l'absence d'un code approprié du travail, avait exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration établirait cette législation et prendrait les mesures nécessaires pour qu'elle soit mise en vigueur à une date rapprochée. A sa sixième session, le Conseil, reconnaissant que l'aide de la main-d'œuvre européenne qualifiée pouvait être avantageuse pour le Territoire au stade actuel de son développement, avait demandé à l'Autorité chargée de l'administration d'accélérer la formation des autochtones en vue de leur faire acquérir les mêmes connaissances techniques.

Le nombre des salariés du Territoire est d'environ 120.000, soit 3,8 pour 100 de la population. Les plus fortes concentrations, soit 34 pour 100, se trouvent dans la région de Douala, les plus faibles proportions, 0,6 pour 100, dans le Nord. Le tableau suivant donne la répartition des salariés par branche d'activité :

	Pourcentage
<b>Secteur public</b>	
Administration générale.....	2,5
Services techniques.....	26,3
<b>Secteur privé</b>	
Agriculture.....	17,8
Forêts.....	6,8
Mines et industries.....	8,5
Bâtiments et transports.....	17,7
Commerce et banque.....	10,2
Gens de maison.....	10,2

Aux termes du rapport pour 1951, le problème essentiel que pose la main-d'œuvre au Cameroun est celui

de l'amélioration du rendement et de la qualification professionnelle, facteurs qui conditionnent les salaires.

Le Service de l'instruction publique s'emploie à donner un enseignement professionnel solide au plus grand nombre possible de jeunes gens; c'est là cependant une œuvre d'assez longue haleine. Pour gagner du temps, un Centre de formation professionnelle d'adultes a été créé à Douala. Son organisation a été achevée en 1951.

Au cours de l'année, l'offre d'emploi s'est maintenue supérieure à la demande. Le principe de l'égalité des salaires à égalité de rendement n'a soulevé que de très rares contestations, étant appliqué spontanément par les employeurs. En général, les contraventions aux règlements du travail, peu nombreuses, ont été réglées par voie de conciliation. On a constaté, en 1951, cinq grèves de moins d'un jour, deux grèves de un à trois jours, toutes réglées par l'Inspection du travail.

Le nombre des syndicats était en 1951 de 128 contre 139 en 1950; le nombre des travailleurs syndiqués est resté le même, soit environ 20.355. Le rapport annuel pour 1951 signale la tendance qu'a le mouvement syndicaliste camerounais à devenir indépendant des centrales métropolitaines et à prendre des formes qui lui sont propres. Il signale également la réticence du travailleur africain à verser des cotisations, qui lui apparaissent comme des versements sans contrepartie immédiate et concrète, ainsi que l'absence de cadres syndicalistes conscients et instruits.

Un accord, complémentaire à celui passé en 1950, a été conclu en janvier 1951 entre employeurs et employés, pour déterminer les taux d'emplois dans les villes et régions de l'intérieur du Territoire.

Aucun élément nouveau n'est à signaler pour 1951 en matière de législation du travail. Par la loi du 11 avril 1946, le travail a été placé sous le régime de la liberté en ce qui concerne l'embauchage, la circulation, le recrutement, etc.

Le code du travail, qui est soumis en deuxième lecture à l'Assemblée nationale, entrera vraisemblablement en application dans le courant de l'année 1952.

## Droits de l'homme et libertés fondamentales

Le rapport pour 1951 n'a signalé aucune modification au régime des droits et libertés en vigueur dans le Territoire.

Une pétition<sup>374</sup> de l'Union des populations du Cameroun s'est plainte de l'absence de liberté d'expression. Dans sa résolution<sup>375</sup> relative à cette pétition, le Conseil a appelé l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration suivant lesquelles cette plainte n'est pas fondée.

## Condition de la femme

Une des plus importantes questions posées par l'émancipation des femmes est celle de la dot; on considère, en général, que la polygamie et le maintien de l'institution de la dot versée aux parents de la femme sont peut-être responsables de la situation inférieure de la femme africaine. Un décret du 14 septembre 1951 réglemente maintenant le mariage monogamique et

<sup>374</sup> T/Pet.5/97.

<sup>375</sup> Résolution 622 (XI).

donne à la fille majeure le droit de se marier malgré l'opposition des parents.

Selon le rapport annuel, par l'octroi de bourses, la formation d'infirmières, de monitrices, de dactylographes, d'étudiantes, par l'envoi de professeurs d'enseignement ménager et d'assistantes sociales dans les villages, on espère accélérer l'émancipation des femmes. La solution du problème n'en réside pas moins, aux termes du rapport, dans un changement profond des habitudes traditionnelles, ce qui nécessite un large mouvement d'opinion.

Au cours de sa neuvième session, le Conseil de tutelle a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre toutes les mesures possibles pour améliorer la condition de la femme.

En outre, il a demandé des renseignements sur le nombre de femmes autochtones qui possèdent le droit de vote et le nombre de celles qui ont exercé ce droit. Le rapport annuel signale que ce nombre n'est pas connu, car les électeurs sont inscrits sans distinction de sexe. La proportion des électeurs et des électrices est d'environ 60 et 40 pour 100. Les femmes ont voté dans la même proportion que les hommes; un peu moins de la moitié des électrices se sont abstenues.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant la recommandation qu'il a adoptée à sa neuvième session, accueille avec satisfaction l'adoption du décret du 14 septembre 1951, qui réglemente le mariage monogamique et donne à la fille majeure le droit de se marier malgré l'opposition de ses parents; tout en notant avec satisfaction l'amélioration de la condition de la femme, il exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration poursuivra ses efforts pour améliorer encore la condition de la femme dans le Territoire.*

### Discrimination raciale

Au cours de ses quatrième et sixième sessions, le Conseil de tutelle avait félicité l'Autorité chargée de l'administration des mesures prises pour mettre fin aux pratiques de caractère discriminatoire (qui seraient le fait de particuliers), et l'avait invitée à poursuivre ses efforts pour faire disparaître du Territoire toutes les formes de discrimination raciale. Au cours de la neuvième session du Conseil, le représentant spécial a déclaré que l'Administration s'efforçait de faire disparaître les derniers vestiges de ce qui pourrait être interprété comme de la discrimination raciale.

Le rapport pour 1951 expose que la législation française n'admet pas la discrimination fondée sur la race, le sexe ou la religion. Sur le plan local, le gouvernement poursuit l'application stricte de ce principe dans tous les domaines et avec tous les moyens en son pouvoir.

Une des pétitions de l'Union des populations du Cameroun<sup>376</sup> a affirmé qu'il existe encore au Cameroun des exemples de discrimination à l'égard des Africains.

L'Autorité chargée de l'administration a expliqué que les deux établissements incriminés, qui sont situés à Nkongsamba, sont l'un un club privé qui a le droit de ne recevoir que ses membres, et l'autre un hôtel qui reçoit indistinctement des clients africains et européens,

à la seule condition que leur tenue soit correcte; quant au centre climatique de Dschang, c'est un centre de repos qui ne peut satisfaire aux nombreuses demandes d'hébergement.

### Santé publique

Au cours de sa quatrième session, le Conseil de tutelle s'était félicité de la déclaration faite par l'Autorité chargée de l'administration, selon laquelle cette dernière était résolue à prendre les mesures nécessaires pour accroître les effectifs des médecins et des infirmières de façon que le Territoire fût, dans ce domaine, rapidement pourvu des moyens correspondant à ses besoins. A sa sixième session, constatant d'après la Mission de visite que la population africaine témoignait d'une grande confiance dans les services médicaux du Territoire, et constatant aussi que certaines lacunes subsistaient, le Conseil avait exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration mettrait tout en œuvre pour accroître l'effectif du personnel médical africain, et avait recommandé des efforts plus intenses pour mettre à la portée de tous des soins médicaux suffisants.

A sa neuvième session, notant avec satisfaction que les services médicaux avaient été encore améliorés, le Conseil de tutelle a invité l'Autorité chargée de l'administration à continuer de prendre toutes les mesures utiles pour fournir au Territoire les meilleurs services médicaux possible et, à cette fin, à intensifier encore la formation du personnel médical africain.

Au cours de l'année 1951, le Service de santé a disposé de 652.500.000 francs C. F. A. sur les fonds du budget local, soit 12,9 pour 100, contre 12 pour 100 en 1950, et, en outre, de 435.500.000 francs sur le budget spécial du plan décennal, pour des constructions et des achats de matériel technique et de véhicules.

En fin 1951, l'effectif médical s'élevait à 3.216 personnes, dont 150 Européens.

Le rapport pour 1951 indique que la situation du personnel médical supérieur en fin 1951 était la suivante:

	Services de santé publique	Praticiens libres	Secteur privé		Total
			Entreprises	Missions	
Médecins .....	53	8	2	16	137
Médecins africains	58	—	—	—	
Pharmaciens ....	5	12	—	1	18
Dentistes .....	2	3	—	1	6
Sages-femmes et infirmières ....	34	—	1	27	62

En cours d'année, la progression a été de neuf médecins, deux dentistes, six infirmières d'Etat et vingt et une infirmières locales; de nouvelles augmentations étaient prévues pour 1952. Parmi ce personnel figuraient, d'une part, des Africains ayant obtenu les diplômes métropolitains d'Etat (trois docteurs en médecine, trois sages-femmes) et, d'autre part, les effectifs du cadre général des médecins, pharmaciens africains, diplômés locaux (soixante-six unités). Parmi ces derniers, plusieurs (trois médecins notamment) poursuivaient en France l'obtention du diplôme d'Etat; quatre autres médecins du cadre africain poursuivaient leurs études sur place, avec l'aide du Service de santé. En outre, sur les 260 boursiers qui faisaient leurs études secondaires et supérieures en France, un certain nombre se destinaient aux carrières médicales.

<sup>376</sup> T/Pet.5/97.

Aux termes du rapport pour 1951, le Service de santé poursuit un effort obstiné qui, assez souvent, se heurte encore au non-vouloir et à une aimable passivité, dans le secteur — considéré comme essentiel — de la protection maternelle et infantile (P. M. I.).

Les centres de la P. M. I. de Douala et de Yaoundé ont été réorganisés en 1951 et placés sous la direction de techniciennes docteurs en médecine; huit pavillons de consultation ont été notamment construits dans les différents quartiers de Douala. Des fonds spéciaux (7 millions de francs en 1951) ont permis la distribution de savon, sel, viande, lait, objets de layette, couvertures.

Sur le plan plus spécial de la protection de l'enfance à l'école, le rapport a indiqué que, en dehors des consultations réservées aux enfants dans les formations sanitaires, cette protection a été confiée au service spécial de l'inspection médicale scolaire, service autonome placé sous la direction d'une technicienne docteur en médecine.

Des fiches sont soigneusement établies pour tous les écoliers. A Douala, pour les trois derniers mois de 1951, sur 5.250 écoliers inscrits, 4.784, dont 538 Européens, ont été examinés et enregistrés sur des fichiers. Quatre-vingt-sept instituteurs et moniteurs ont été soumis à un examen complet clinique et sanguin. Dans l'ensemble du Territoire, 70.808 enfants ont été examinés en 1951; ils ont fait l'objet de 213.242 consultations.

Aux termes du rapport pour 1951, la situation des formations sanitaires était la suivante en fin 1951:

#### a) Service de santé

Formations	Nombre	Capacité hospitalière (lits)
Hôpitaux centraux .....	4	1.165 à 1.290
Formations de chef-lieux de région .....	17	1.700
Formations de chef-lieux de subdivision .....	19	1.111
Dispensaires .....	18	120
Grands dispensaires .....	61	-
Petits dispensaires ruraux ..	126	-
Hypnoseries .....	2	130
Léproseries .....	32	4.120
Pavillons pour mentaux ....	3	31
<b>TOTAUX</b>	<b>134</b>	<b>8.377 à 8.462 a</b>

#### b) Secteur médical privé

Formations	Nombre	Capacité hospitalière (lits)
Hôpitaux .....	11	1.598
Dispensaires .....	5	234
Dispensaires ruraux .....	36	-
Léproseries .....	9	2.470
<b>TOTAUX</b>	<b>61</b>	<b>4.302</b>

a Dont 134 places de première catégorie.

Le rapport pour 1951 signale que, pris d'une façon globale, le chiffre des hospitalisés va en diminuant d'année en année (2.123.905 en 1951 contre 2.443.834 hospitalisés africains en 1947), aussi bien dans les hôpitaux que dans les hypnoseries et léproseries (1.128.742 en 1951 contre 1.553.790 en 1947). Cette diminution provient du fait que, d'une part, les foyers de maladie du sommeil sont désormais bien circonscrits et moins actifs, les malades graves devenant de plus en plus rares grâce à l'emploi de méthodes thérapeutiques nou-

velles, et d'autre part, la création de nouvelles équipes mobiles légères permet de donner des soins à domicile aux malades exigeant des cures prolongées.

Le chiffre des consultations est passé en 1951 à 5.136.447, pour 1.594.465 consultants africains (contre 3.915.570 consultations pour 1.227.549 Africains en 1947). Il faut ajouter à ce chiffre les consultations des équipes du service d'hygiène mobile et de prophylaxie. Au cours de l'année 1951, les 8 groupes mobiles de dépistage ont prospecté environ 50.000 km<sup>2</sup> et recensé 380.578 habitants dont 298.222 ont été examinés, traités ou vaccinés.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil note avec satisfaction que les crédits des services de santé publique ont été portés à 12,9 pour 100 de l'ensemble du budget ordinaire du Territoire et qu'en plus de ces crédits, 435.500.000 francs C. F. A. prélevés sur le budget spécial du plan décennal ont été affectés à des constructions et à l'achat d'équipement technique pour les services de santé publique; il note également que l'Autorité chargée de l'administration a coopéré en matière de santé publique avec l'Organisation mondiale de la santé; il rappelle les recommandations qu'il a adoptées à ses quatrième et neuvième sessions, et il recommande en particulier à l'Autorité chargée de l'administration de continuer à fournir le plus de facilités médicales possible au Territoire et, à cette fin, d'intensifier encore la formation du personnel médical africain.*

#### Nutrition

Le Conseil de tutelle, dans sa résolution 300 (VII), invitait les Autorités administrantes à continuer à étudier, en collaboration avec les institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies et les organismes scientifiques compétents, la possibilité d'utiliser les plus récentes méthodes scientifiques pour améliorer le régime alimentaire des habitants des Territoires sous tutelle.

Le rapport pour 1951 signale qu'un gros effort a été fait pour accroître l'apport en protides dans l'alimentation: transport des viandes du Nord vers les régions peuplées du Sud, fabrication de viande salée et séchée entreprise en 1951 avec l'aide du Territoire, encouragement à la pisciculture par la fourniture gratuite d'alevins. Si la population rurale mange à sa faim, son alimentation accuse néanmoins un déséquilibre du rapport glucido-protidique.

Les travaux entrepris pour l'adduction d'eau vers les grandes agglomérations sont terminés à Yaoundé et en cours d'exécution à Douala, qui doit recevoir incessamment 9.500 m<sup>3</sup> d'eau par jour, au lieu de 4.500 (première tranche du programme envisagé). A Nkongsamba et Edéa, les travaux sont terminés. En outre, le forage de puits dans les régions du Nord va être entrepris au moyen de gros engins mécaniques.

#### Service social

Des moyens financiers notablement accrus mis à la disposition du Service social par l'Assemblée représentative ont permis d'étendre l'action de ce service. En 1951, des "centres sociaux familiaux et éducatifs", organisés d'après les réalisations pilotes de Douala, ont

été créés dans six nouvelles régions. L'action du service a été menée principalement par neuf assistantes sociales, secondées par une cinquantaine d'aides africaines; le rapport a signalé que la plupart d'entre elles avaient acquis l'esprit social militant indispensable à l'efficacité de leur activité.

En novembre 1951, avec le concours de l'Administration, les missions catholiques ont fondé à Douala un centre social préparant au brevet social et familial, premier et deuxième degrés; le centre est destiné aux jeunes filles africaines qui veulent poursuivre leurs études tout en s'orientant vers les carrières sociales et médico-sociales publiques et privées.

Grâce à la création de jardins d'enfants, le service a pu organiser des cours populaires très suivis où sont enseignés, deux fois par semaine, les arts ménagers, la puériculture, le secourisme, l'hygiène. Sept jardins d'enfants fonctionnent, dont cinq à Douala. Déjà les demandes d'admission dépassent les possibilités.

Le Service social, doté d'un budget de près de 40 millions de francs C. F. A., a organisé également des visites à domicile et des consultations, entretenu des centres d'accueil et de petits dispensaires et procédé à de nombreuses enquêtes, notamment sur les accidents du travail. Les œuvres sociales organisées par les missions catholiques et protestantes ont reçu l'aide du Territoire; parmi ces œuvres, le rapport a signalé l'action intéressante menée par le "secrétariat social" dont le but est d'éveiller aux problèmes sociaux une élite européenne et africaine et de rapprocher ces élites par l'examen en commun de ces problèmes.

### Organisation pénitentiaire

Au cours de sa quatrième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de donner toute son attention à la question du redressement des mineurs délinquants. Il lui avait également recommandé d'étudier la question du régime dans les prisons, afin que ce régime ne soit pas plus défavorable pour les détenus autochtones que pour les détenus européens.

Le rapport pour 1951 signale qu'en ce qui concerne la délinquance juvénile, pratiquement limitée au centre de Douala, l'Autorité chargée de l'administration a poursuivi ses efforts en vue du redressement des mineurs délinquants, et que le développement du service social a permis d'accroître l'action préventive; ce n'est cependant qu'en fin 1951 qu'on a pu envisager le recrutement du personnel spécialisé nécessaire. L'Assemblée représentative a en effet voté les crédits nécessaires à la création d'une institution camerounaise de l'enfance malheureuse ou moralement abandonnée. Le rapport ajoute qu'au début de 1952 on devait entièrement reprendre les méthodes d'amendement des jeunes délinquants, qui seront groupés dans plusieurs centres spécialisés.

Un arrêté du 15 septembre 1951 a créé un camp pénal à Edéa, à proximité des chantiers de construction du barrage; la compagnie constructrice a accepté de se charger de la formation professionnelle des détenus, sous la surveillance d'une commission composée d'autorités administratives, judiciaires, médicales et techniques, et de deux délégués de l'Assemblée représentative.

L'Union des populations du Cameroun a déclaré, dans une pétition<sup>377</sup> présentée au Conseil au cours de la onzième session, que les détenus européens jouissent en prison d'un régime privilégié par rapport à celui qui est réservé aux détenus africains. L'Autorité chargée de l'administration a expliqué que les allégations de cette pétition n'étaient pas conformes aux termes des derniers rapports des commissions de contrôle des prisons de Dschang et de Nkongsamba, présidées par le juge de paix et composées de membres étrangers à l'administration. Les détenus disposent tous d'un lit, de couvertures et de vêtements, de gamelles individuelles et de cuillers; la corvée d'eau n'a rien d'excessif et doit du reste disparaître lorsque l'installation hydraulique en cours sera achevée. Dans sa résolution<sup>378</sup> relative à cette pétition, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuerait à améliorer les conditions dans les prisons du Territoire.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, notant avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration entend améliorer le régime pénitentiaire dans le Territoire, exprime l'espoir que les réformes prévues entreront en vigueur dans un avenir prochain et invite l'Autorité chargée de l'administration à fournir des renseignements détaillés en la matière dans son prochain rapport annuel.*

### Logement et urbanisme

Le surpeuplement des villes continue à rendre les conditions de logement difficiles pour les Africains comme pour les Européens. Cent vingt-neuf maisons ont été construites en 1951 pour les fonctionnaires africains; une société immobilière a été fondée sur les crédits du plan décennal pour aider les Africains à acquérir des logements confortables; les sociétés de prévoyance sont orientées vers la construction.

Dans le secteur privé, on a évalué à 3.652 millions de francs C. F. A. les investissements immobiliers faits à Douala et Yaoundé depuis 1945. Le rapport annuel a signalé que, à Edéa et à Eséka notamment, des cités aux logements confortables ont été édifiées par les entreprises de travaux pour leur main-d'œuvre.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil note que le surpeuplement des principaux centres urbains continue de rendre les conditions de logement difficiles pour les Africains comme pour les Européens; il note d'autre part que l'Autorité chargée de l'administration, non seulement a construit de nouveaux logements, mais encore a pris de nombreuses mesures pour pallier la crise du logement et pour mettre au point des plans d'amélioration des conditions de logement dans tout le Territoire; il estime néanmoins que les nombreux problèmes que soulève la question du logement demandent à être étudiés et résolus et il exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration poursuivra sans relâche la réalisation de son programme en la matière.*

*Le Conseil invite l'Autorité chargée de l'administration à lui fournir des renseignements complets sur cette question dans son prochain rapport annuel.*

<sup>377</sup> T/Pet.5/97.

<sup>378</sup> Résolution 622 (XI).

## Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle

### Généralités

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a noté les résultats importants obtenus en 1951 dans le domaine social, notamment les améliorations intervenues dans les services sanitaires et sociaux, et les efforts tentés pour résoudre les problèmes que pose l'urbanisation croissante de la population. Tout en reconnaissant la valeur de ces progrès et en se rendant compte des grandes difficultés auxquelles l'Administration doit faire face dans ses efforts pour améliorer les services sociaux, le représentant des Etats-Unis a exprimé l'espoir que l'Administration sera en mesure d'accorder encore plus d'attention à des questions comme celles de l'habitat rural et de l'extension des services sociaux en général.

### Niveaux de vie

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que, selon une pétition <sup>379</sup>, le niveau de vie du travailleur camerounais est extrêmement bas; ce fait est dû à une politique basée sur le principe que l'homme noir n'a pas les mêmes besoins que l'homme blanc, principe dont on a poussé la logique jusqu'à méconnaître, chez le noir, le désir invincible de s'élever et d'améliorer son niveau de vie.

### Travail et main-d'œuvre

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné que les ouvriers autochtones recevaient un salaire de misère dans le Territoire. Par exemple, le salaire d'un ouvrier non qualifié, à Douala, est en 1951 de 44 cents américains par jour.

### Condition de la femme

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a été heureux de constater l'amélioration de la situation des femmes, grâce au décret de 1951.

Le représentant de la République Dominicaine a manifesté l'inquiétude que lui cause la condition de la femme dans le Territoire. Tout en prenant note des progrès accomplis en 1951, il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuerait de s'occuper de la question et ferait tous ses efforts pour améliorer sensiblement la condition de la femme.

### Discrimination raciale

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration poursuivait dans le Territoire sous tutelle une politique antidémocratique et permettait des pratiques discriminatoires fondées sur des considérations d'ordre racial, ainsi que des atteintes flagrantes aux intérêts de la population autochtone. Selon une pétition <sup>380</sup>, la discrimination raciale continue d'exister en matière de salaires et dans les domaines économique et social, à tel point qu'à Douala, qui passe pour le centre où l'évolution semble la plus avancée, on trouve

encore, dans les bureaux et les maisons de commerce, des écriteaux indiquant que certains guichets ou rayons sont réservés aux Européens et d'autres aux Africains. La Mission de visite de 1949 avait reçu des plaintes d'après lesquelles la discrimination raciale existait toujours dans les services médicaux, où les Européens jouissaient de certains privilèges que n'avaient pas les Africains. La Mission de visite avait également constaté l'existence de pratiques discriminatoires dans les prisons du Territoire. Selon une autre pétition <sup>381</sup>, il existe encore dans le Territoire sous tutelle des hôtels et des clubs où les Africains ne sont pas admis; la discrimination raciale est également pratiquée dans les prisons où les autochtones sont beaucoup plus mal nourris que les prisonniers européens et sont astreints à des travaux au-dessus de leurs forces. D'autre part, d'après la même pétition, les organes administratifs et judiciaires ne donnent aucune suite aux plaintes présentées par les Africains contre les Européens. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de mettre fin à la politique antidémocratique qu'elle pratique à l'égard de la population autochtone, politique qui permet des mesures discriminatoires d'ordre racial et des atteintes flagrantes aux droits et aux intérêts de cette population.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a répondu que l'accusation de discrimination raciale était absolument dénuée de fondement; il a rappelé que le Président du Conseil de la République, second magistrat de la République française, est un homme de couleur.

### Santé publique

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté que les crédits consacrés à la santé publique avaient été augmentés et portés à 12,9 pour 100 du budget total; de grands progrès ont été accomplis dans ce domaine. Il s'est félicité de la coopération de l'Autorité chargée de l'administration avec l'Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé que la situation dans le domaine de la santé publique laissait toujours à désirer et que l'Administration ne prenait pas les mesures propres à l'améliorer. L'absence de services médicaux satisfaisants et la pauvreté et l'ignorance des autochtones expliquent le taux élevé de la mortalité, qui a pour conséquence d'amener la disparition de tribus entières. Dans son rapport, l'Autorité chargée de l'administration a signalé elle-même que la tribu des Foulbé est sur le point de s'éteindre et que la mortalité est extrêmement élevée dans les "tribus païennes". L'effectif du personnel médical qualifié est insuffisant pour répondre aux besoins du Territoire. En 1951, on comptait cinquante-trois médecins dans le Territoire, alors qu'il y en avait cinquante-six en 1933. Par conséquent, en dix-huit ans, le nombre de médecins a diminué de trois unités, au lieu d'augmenter; or, il s'agit d'un Territoire qui a une population de plus de 3 millions d'âmes. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter les crédits de la santé publique.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que le chiffre de

<sup>379</sup> T/Pet.5/71.

<sup>380</sup> T/Pet.5/89 et T/Pet.5/89/Add.1.

<sup>381</sup> T/Pet.5/97 et T/Pet.5/97/Add.1.



cinquante-six médecins en 1933 représentait tous les médecins exerçant à cette époque dans le Territoire, alors que le chiffre de cinquante-trois médecins en 1951 est celui des médecins de l'Administration seulement. Il faut ajouter à ce nombre seize médecins exerçant à titre privé et cinquante-huit médecins africains, ce qui porte à cent vingt-sept le nombre total des médecins exerçant dans le Territoire en 1951. En ce qui concerne l'allégation relative à l'extinction de tribus entières, le représentant spécial a fait observer que le rapport signalait simplement que la race peule était en voie de disparition par absorption et métissage, ce qui est très différent du génocide dont le représentant de l'URSS accuse l'Autorité chargée de l'administration.

### Organisation pénitentiaire

Le représentant du Salvador a constaté que l'Autorité chargée de l'administration se proposait d'améliorer l'organisation pénitentiaire. Il a exprimé l'espoir que les visites de prison seraient plus fréquentes et que la réforme pénitentiaire serait accomplie dans un proche avenir.

## 5. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### Généralités

Au cours de sa sixième session, le Conseil, notant d'après le rapport de la Mission de visite que les services d'enseignement secondaire normal et technique étaient plutôt limités dans le Territoire, avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'intensifier ses efforts pour les développer.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle, considérant que le progrès dans les domaines politique, économique et social dépend dans une large mesure des moyens d'enseignement, a constaté avec satisfaction que l'enseignement public dans le Territoire était gratuit et que le nombre des élèves et les crédits consacrés à l'enseignement avaient augmenté; il a constaté cependant avec regret qu'un nombre considérable d'enfants et d'adultes ignoraient encore les premiers rudiments et a exprimé l'espoir que les mesures nécessaires seraient prises pour fournir des moyens d'enseignement à tous les degrés, notamment pour instituer l'enseignement primaire obligatoire.

Aux termes du rapport pour 1951, les objectifs généraux de la politique scolaire suivie par l'Autorité chargée de l'administration sont restés les mêmes: extension graduelle de l'instruction primaire à tous les enfants du pays, et orientation des adolescents les mieux doués, sortis des écoles du premier degré, vers les études secondaires, vers les professions manuelles ou vers l'enseignement technique. Toutefois, au cours de l'année 1951, la nécessité de s'attaquer à certains aspects du problème scolaire a conduit à la nécessité d'efforts prochains sur trois points précis: d'une part, l'intensification de l'enseignement du premier cycle du second degré, qui doit fournir rapidement au pays les cadres dont il a un besoin croissant (agents administratifs, instituteurs, cadres techniques); d'autre part, une progression plus rapide de l'extension de l'enseignement féminin; enfin — décision prise en juillet 1951

— l'adoption d'un programme qui doit doubler en cinq ans le nombre actuel des effectifs scolarisés; ce dernier objectif est devenu un des soucis majeurs de la politique scolaire du Territoire.

Pour appuyer cette politique d'intensification de l'enseignement, un Bureau d'études pédagogiques a été créé en octobre 1951; parmi ses activités figurent l'étude et la rédaction de manuels adaptés au Cameroun et l'étude d'un système d'éducation de base. En outre, un cinquième poste d'inspecteur de l'enseignement du premier degré doit être créé.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil note avec satisfaction les nouveaux progrès qui ont été accomplis dans le domaine de l'enseignement, notamment l'augmentation des crédits de l'enseignement et les efforts continus qui ont été faits pour accroître le nombre des maîtres et améliorer la qualité du personnel enseignant; il estime néanmoins que les efforts dans ce domaine devraient être intensifiés. Le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration de favoriser le progrès du Territoire dans le domaine de l'instruction, plus particulièrement en développant l'enseignement féminin et l'enseignement technique, en assurant la réalisation du programme de formation du personnel enseignant et en développant l'éducation professionnelle et l'enseignement des adultes.*

### Budget de l'instruction publique

Quatre cent quatre-vingts millions de francs C. F. A. ont été inscrits au budget local au titre des dépenses de l'enseignement pour l'année 1951, soit 12 pour 100 de ce budget, contre 332 millions en 1950. Cette somme a été consacrée en grande partie au fonctionnement des services; 80 millions ont été affectés à la construction de bâtiments destinés à l'enseignement primaire. Près du quart du budget scolaire, soit 117 millions, a été alloué à l'enseignement privé sous forme de subventions, notamment pour l'achat de matériel, la construction de bâtiments et le paiement d'une indemnité versée à tous les maîtres titulaires d'un diplôme officiel. Deux milliards 500 millions de francs C.F.A. ont été prévus, sur les fonds du premier programme quadriennal du plan décennal, pour la construction et l'équipement de bâtiments scolaires neufs. Sur ces crédits, 372.900.000 francs seulement avaient été alloués en fin 1951. Le rapport pour 1951 explique que la lenteur de la mise en route du programme prévu provient du problème qu'a posé à son début la réalisation d'un volume énorme de travaux pour lesquels le Territoire a dû rechercher des entrepreneurs. Le rapport signale que cette situation s'est maintenant considérablement améliorée et que la réalisation du programme de constructions scolaires prévu ne présentera plus les mêmes difficultés.

### Enseignement du premier degré

Selon le rapport pour 1951, l'enseignement public du premier degré est donné dans les écoles principales à cycle d'études complet; l'échelle des classes est la suivante:

Section d'initiation au langage.....	6 à 10 ans
Section préparatoire .....	8 à 11 ans
Cours élémentaire 1.....	9 à 13 ans

Cours élémentaire 2.....	10 à 13 ans
Cours moyen 1.....	11 à 14 ans
Cours moyen 2.....	12 à 16 ans

Le nombre total des enfants admis dans les écoles du premier degré des enseignements public et privé s'est élevé en 1951 à 140.582, contre 128.914 en 1950.

Le tableau suivant en donne la répartition, comparée à celle de 1950:

	Enseignement public		Enseignement privé	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
1950.....	21.776	4.906	87.308	14.923
1951.....	22.185	6.409	94.646	17.342

Le nombre des écoles publiques est passé de 181 en 1950 à 203 en 1951, soit 66 classes nouvelles. L'aide du budget local aux missions a permis à celles-ci d'améliorer de nombreuses petites écoles qui auparavant ne pouvaient être subventionnées et qui ne dispensaient que l'instruction religieuse dans les langues locales.

Les trois problèmes essentiels que pose encore l'enseignement primaire sont les suivants: équilibrer la répartition scolaire, le Nord étant en retard par rapport aux régions du Sud; développer l'enseignement féminin, moyen le plus efficace pour la promotion sociale de la femme; et améliorer la qualité de l'enseignement donné dans les écoles des missions.

Si l'enseignement primaire est entièrement gratuit dans les écoles publiques, par contre l'enseignement privé perçoit des droits variables, mais dans tous les cas extrêmement modiques. Pour ceux des élèves des écoles publiques ou privées qui sont appelés à vivre en internat, un système de bourses est prévu; plus de 600 bourses ont été allouées en 1951.

### Enseignement du second degré

Selon le rapport pour 1951, il y a deux types d'enseignement du second degré: un enseignement classique et moderne long, absolument identique à celui de la métropole, donné au lycée Leclerc à Yaoundé et au collège classique de Douala, et un enseignement moderne court, conduisant au brevet élémentaire et au brevet du premier cycle, donné dans les autres établissements du second degré.

Le rapport pour 1951 donne la liste des établissements du second degré et leurs effectifs scolaires en 1951:

<i>Enseignement secondaire public</i>	
Lycée Leclerc à Yaoundé.....	581
Collège de Nkongsamba.....	274
Collège moderne de jeunes filles de Douala...	92
Cours complémentaire de Garoua.....	70
Cours complémentaire de Bertoua.....	25
Ecole professionnelle nationale de Douala.....	162
	<hr/>
	1.204
<i>Enseignement secondaire privé</i>	
Ecole normale de Foulasi.....	64
Ecole primaire supérieure de Foulasi.....	61
Mission protestante américaine (Lilamba)....	190
Mission protestante française (Allégret).....	50
	<hr/>
	365
	<hr/>
<b>TOTAL</b>	<b>1.569</b>

A ce total, il faut ajouter les élèves de cinq collèges et écoles secondaires relevant des missions catholiques, qui n'ont pas indiqué le chiffre de leurs effectifs.

Au cours de l'année 1951, 58 candidats aux examens du baccalauréat ont été admis, 43 aux épreuves de la première partie et 15 à celles de la seconde; 568 bourses ont été allouées au cours de la même année à des élèves de l'enseignement secondaire devant vivre en dehors de leurs familles.

Le lycée Leclerc, à Douala, installé dans les locaux de l'ancienne école supérieure transformée, a vu une première fois ses installations améliorées et agrandies. Toutefois, il est apparu qu'il était nécessaire de transporter ailleurs un établissement appelé à doubler d'importance. Le lycée, qui compte près de 600 élèves dont 450 internes africains, va faire face, au cours des années prochaines, à l'afflux d'élèves provoqué par l'abaissement de l'âge moyen d'entrée au cours préparatoire. On comptait qu'en juillet 1952 le nombre des candidats pour la classe de sixième s'élèverait à 1.200 ou 1.400. Un programme d'extension des constructions, à réaliser sur trois ans, a été établi et des crédits sont prévus sur le prochain programme de travaux.

Un cours complémentaire a été ouvert à Bertoua en 1951; au cours de cette même année, trois cours complémentaires ont été organisés à Fouban, Dschang et Ebolowa, pour être ouverts en 1952.

### Enseignement supérieur

Le rapport pour 1951 expose que le nombre de Camerounais ayant reçu une formation secondaire n'est pas encore suffisant pour pouvoir alimenter des facultés d'enseignement supérieur dans le Territoire. A présent, tous les bacheliers camerounais qui veulent poursuivre des études supérieures sont envoyés en France.

En décembre 1951, le Territoire entretenait en France un total de 260 boursiers dont 239 se répartissaient ainsi: enseignement secondaire: 102; enseignement technique: 80; enseignement supérieur: 57.

Avec le développement des établissements d'enseignement secondaire et technique dans le Territoire, le nombre des boursiers de ces enseignements doit diminuer de façon à permettre l'augmentation des bourses d'enseignement dans les facultés, les instituts techniques supérieurs et les grandes écoles. En octobre 1951, l'Assemblée représentative a demandé qu'à l'avenir les boursiers soient dirigés vers les spécialisations qui répondent aux besoins du pays.

En outre, vingt et une bourses continuent à être allouées à de jeunes fonctionnaires particulièrement doués qui ont été envoyés en France pour y accomplir des stages de perfectionnement dans de grandes administrations ou des établissements techniques. Enfin, un certain nombre de bourses d'enseignement par correspondance sont allouées à de jeunes fonctionnaires locaux qui désirent se perfectionner sur place; cet enseignement est placé sous le contrôle de l'Etat.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a adoptées à ses cinquième et sixième sessions et constatant que l'Autorité chargée de l'administration ne juge pas opportun de créer dès maintenant une université dans le Territoire, recommande à l'Autorité*

*chargée de l'administration d'entreprendre une étude préliminaire sur la possibilité de créer, dès que cela sera possible, des institutions d'enseignement supérieur dans le Territoire; il invite l'Autorité chargée de l'administration à lui fournir des renseignements complets en la matière dans son prochain rapport annuel.*

## Enseignement technique et professionnel

Au cours de sa neuvième session, le Conseil de tutelle a noté avec satisfaction que des écoles professionnelles avaient été ouvertes à Yaoundé, Douala et Garoua et a recommandé que cette œuvre soit énergiquement poursuivie.

Le rapport pour 1951 signale que le programme établi antérieurement pour le développement de l'enseignement technique a reçu en 1951 un sérieux commencement d'exécution de la part des pouvoirs publics et de l'initiative privée.

En ce qui concerne l'enseignement technique du second degré, la mise en service d'une partie des nouveaux ateliers de l'école professionnelle de Douala a permis de porter l'effectif scolaire de 117 à 162. A la fin de l'année scolaire, 12 élèves ont été présentés, pour la première fois dans le Territoire, à l'examen du brevet d'enseignement industriel, diplôme correspondant à celui délivré par les collèges techniques métropolitains. Cinq candidats, dont un Européen, ont été admis. Un nouvel agrandissement des locaux de l'école permettra d'admettre 200 élèves en 1952.

En ce qui concerne l'enseignement professionnel public, un premier centre d'apprentissage a été ouvert en octobre 1951 à Nkongsamba; une première promotion de vingt-cinq apprentis a été recrutée dans les sections de préapprentissage annexées à certaines écoles primaires. L'ouverture de trois centres d'apprentissage était prévue courant 1952 à Bafoussam, Edéa et Garoua; à Garoua, Yaoundé et Abong-Mbang, trois sections de préapprentissage, comptant 107 élèves, ont fonctionné en 1951 et trois autres sections étaient en voie de création durant la même année.

L'enseignement professionnel privé est donné par les deux écoles d'Etat et Ndongué qui relèvent des missions protestantes, auxquelles sont venus s'ajouter en 1951 trois centres d'apprentissage catholique à Douala, Neiganga et Maroua. En outre, un entrepreneur africain de Douala se consacre à la formation, en trois ans d'études, d'ouvriers du bâtiment. Ces établissements bénéficient de larges subventions du budget local.

Enfin, le centre d'éducation professionnelle de Douala, organisé par la Chambre de commerce et subventionné par le Territoire, forme, par des cours du soir, des sténodactylos, des secrétaires et des comptables.

## Enseignement féminin

La nécessité de développer l'enseignement féminin a amené à concevoir un enseignement plus actif et plus concret, inspiré de méthodes nouvelles, complété par des cours d'enseignement ménager et la création d'écoles réservées aux filles et tenues par du personnel féminin. L'effectif des filles dans les écoles primaires est passé de 19.000 en 1950 à 24.000 en 1951; l'élite des écolières est vivement poussée à faire des études secondaires.

Le collège de jeunes filles de Douala, dont les installations ont été améliorées, va pouvoir recevoir 150 internes.

En 1951, une vingtaine de boursières ont été envoyées en France pour y poursuivre leurs études.

## Corps enseignant

Au cours de sa quatrième session, le Conseil de tutelle avait suggéré aux Autorités chargées de l'administration d'améliorer et de développer les services destinés à la formation du corps enseignant africain.

A sa neuvième session, il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration intensifierait ses efforts dans le domaine primordial de la formation des maîtres.

Le rapport pour 1951 signale que c'est en vue de former rapidement des maîtres nombreux, titulaires de diplômes suffisants, que le lycée de Douala a été transformé et va être encore considérablement agrandi. C'est également en vue de la formation des maîtres que les missions catholiques ont créé les collèges de Yaoundé et d'Epok, et les missions protestantes l'institut de Lilamba-Makak.

Les effectifs du personnel de l'enseignement du premier degré en service durant l'année 1951, comparés à ceux de 1950, étaient les suivants:

	Hommes		Femmes		Européens	
	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Enseignement public.....	493	627	27	76	129	97
Enseignement privé.....	2.101	2.516	63	87	120	79
	2.594	3.143	142	163	249	176

L'effectif total était donc de 3.306 professeurs et maîtres, dont 176 Européens, contre 2.736, dont 249 Européens, en 1950. A cet effectif total s'ajoutaient 17 membres de l'enseignement, dont 14 Européens, affectés aux services administratifs de l'instruction publique. Sur ce total de 3.323 membres de l'enseignement, 179 appartenant à l'enseignement privé ne possédaient pas de diplômes.

Les effectifs du personnel de l'enseignement du deuxième degré et de l'enseignement technique, pour l'année 1951, étaient les suivants:

	Hommes	Femmes
Enseignement du 2ème degré, public....	28	22
Enseignement du 2ème degré, privé....	24	10
Enseignement technique.....	36	6

A ce total de 126 professeurs, il convient d'ajouter 15 membres de l'enseignement affectés aux services administratifs. L'effectif était de 123 en 1950.

Le rapport pour 1951 signale qu'en novembre 1951, le personnel africain a créé une association des membres de l'enseignement dont le but est de compléter la formation morale, intellectuelle, sociale et professionnelle du corps enseignant.

## Educations populaire

Le rapport pour 1951 indique que le nombre des personnes âgées de moins de 21 ans sachant lire et écrire était de 122.864.

L'effort commencé en 1950 en faveur de l'éducation de base, fondée essentiellement sur la dissémination des idées nouvelles, les principes d'hygiène et le désir d'apprendre, s'est amplifié durant l'année 1952. Cette

action a été entreprise dans deux directions: lutte contre l'analphabétisme par la création de cours d'adultes, suivis en 1951 par environ 10.000 personnes, et diffusion des notions d'hygiène élémentaire au moyen du cinéma.

L'action postscolaire est entreprise par le moyen de groupes d'études qui s'organisent près des bibliothèques (celles-ci distribuent environ 10.000 volumes à travers le Territoire) et par l'enseignement par correspondance et les cours du soir. Ces derniers, qui permettent aux fonctionnaires de se perfectionner, sont très suivis; le cours de Yaoundé a réuni en 1951 près de 250 inscrits qui l'ont suivi avec une parfaite régularité.

### **Enseignement relatif à l'Organisation des Nations Unies**

Des leçons sur l'Organisation des Nations Unies et plus particulièrement sur le fonctionnement du régime de tutelle sont données dans les écoles du Territoire. Le rapport pour 1951 signale qu'à plusieurs reprises l'Administration locale a demandé au siège de l'Organisation que lui soit envoyé une documentation susceptible d'être diffusée dans les établissements scolaires.

### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Généralités**

Le représentant de la République Dominicaine a constaté que les objectifs que se propose d'atteindre l'Autorité chargée de l'administration sont fondés, d'une part, sur la nécessité reconnue de donner l'instruction primaire à tous les enfants du Territoire et, d'autre part, sur la volonté manifeste d'orienter les jeunes gens les mieux qualifiés vers la formation professionnelle. L'accent a été mis également sur la nécessité de faire bénéficier les femmes de l'instruction dans toute la mesure du possible. Cependant, le représentant de la République Dominicaine a estimé que, vu le nombre apparemment peu élevé des enfants qui fréquentent l'école et le pourcentage important des analphabètes, l'Autorité chargée de l'administration devrait poursuivre ses efforts et même les intensifier; elle devrait s'efforcer d'obtenir une plus grande fréquentation scolaire et poursuivre la lutte contre l'analphabétisme.

Le représentant de la Chine a complimenté l'Autorité chargée de l'administration sur les progrès généraux accomplis en 1951 dans le domaine de l'enseignement. Il l'a invitée à poursuivre ses efforts dans ce domaine essentiel et notamment à développer le programme de formation d'instituteurs, qui reste le principal problème à résoudre. Tout en reconnaissant ce qui a été fait par l'Administration pour accroître le nombre de maîtres, il a exprimé sa conviction que les besoins du

Territoire sont loin d'être satisfaits et qu'un effort accru s'impose encore.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que l'immense majorité de la population autochtone du Territoire est toujours analphabète et que 18 pour 100 seulement des enfants d'âge scolaire fréquentent l'école. De plus, la plupart de ces enfants ne reçoivent qu'un enseignement de deux ou trois ans dans des écoles rurales. On ne saurait dire que cela suffit à en faire des hommes instruits, surtout si l'on connaît le niveau de l'enseignement que l'on dispense dans ces écoles rurales. L'Autorité chargée de l'administration ne s'est pas souciée de développer les langues indigènes ni la culture camerounaise. La Mission de visite de 1949 a signalé dans son rapport que l'enseignement est donné exclusivement en langue française et que, dans les écoles gouvernementales, il n'est fait aucune place aux langues indigènes dont on n'encourage pas l'emploi. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter les crédits consacrés à l'enseignement et aux autres activités culturelles.

### **Budget de l'instruction publique**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté que le budget de l'enseignement avait été augmenté et représentait 12 pour 100 de l'ensemble du budget; il a constaté avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration se rend parfaitement compte de la tâche qui reste à accomplir dans ce domaine. Il a exprimé l'espoir qu'elle s'efforcerait de maintenir le progrès constant de ces dernières années.

### **Enseignement supérieur**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a pris note des remarques du représentant de la France qui a déclaré que, s'il n'était pas désirable de créer immédiatement une université dans le Territoire, il pourrait être utile d'établir certaines écoles, telles que des écoles de droit et de médecine. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a invité l'Autorité chargée de l'administration à étudier, le plus tôt possible, la possibilité de créer dans le Territoire une école de médecine et une école vétérinaire.

Le représentant du Salvador a constaté avec plaisir les progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement. Tout en appréciant à leur valeur les observations du représentant de la France touchant l'impossibilité de créer une université, il a néanmoins exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration envisagerait la création d'une université.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la question de la création d'un enseignement supérieur dans le Territoire serait étudiée en fonction des besoins et des possibilités financières du Territoire.

## Chapitre VI

### TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

#### 1. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Géographie et population

Le Togo sous administration britannique est une étroite bande de terre limitée au nord et à l'est par le Togo sous administration française, et au sud et à l'ouest par la Côte-de-l'Or, dont il est considéré comme partie intégrante du point de vue administratif.

La population africaine comptait 383.563 habitants au dernier recensement (1948); elle se compose de nombreuses tribus que l'on peut ranger en deux groupes principaux: Soudanais dans le Nord et Négroïdes dans le Sud, dont les ramifications tribales et culturelles s'étendent en direction de l'est et de l'ouest à l'intérieur des territoires voisins.

La lenteur relative des progrès politiques, économiques et sociaux de la population du Nord, par comparaison avec celle du Sud, a fait l'objet de recommandations antérieures de la part du Conseil de tutelle (quatrième et septième sessions). L'Autorité chargée de l'administration a répondu à ces recommandations en indiquant en détail les mesures prises pour améliorer la situation en ce qui concerne l'enseignement et l'économie dans la zone nord du Togo et pour introduire dans cette région des réformes politiques, comme le droit de vote.

##### La question de l'unification

Les demandes présentées à l'Organisation des Nations Unies depuis 1946 au nom des populations du Togo sous administration britannique, du Togo sous administration française et de la Côte-de-l'Or, en vue de la réunion sous une seule administration du peuple éwé, groupe tribal le plus important du Territoire, et de l'unification des deux zones du Togo, ont amené les deux Autorités administrantes à prendre en commun certaines mesures concernant ces territoires et en particulier à adopter un plan portant création d'une organisation administrative destinée à harmoniser certaines phases du développement des deux territoires.

Toutefois, comme la question des Ewés et de l'unification du Togo faisait à cette époque l'objet d'une étude spéciale<sup>382</sup>, le Conseil, à sa onzième session, n'a pas étudié cette question lors de l'examen du rapport annuel sur l'administration du Togo pour l'année 1951.

<sup>382</sup> Ayant examiné la résolution 555 (VI) de l'Assemblée générale, le Conseil a décidé, lors de sa dixième session, que sa Mission de visite de 1952 soumettrait un rapport sur la question de l'unification en temps voulu pour que le Conseil puisse l'examiner à la deuxième partie de sa onzième session, qui s'ouvrira le 7 novembre 1952 au plus tard [résolution 424 (X)].

##### Maintien de l'ordre public

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il n'existe pas de forces militaires dans le Territoire et que c'est à la police de la Côte-de-l'Or qu'incombe le soin de veiller au maintien de l'ordre public. Un officier supérieur, 4 inspecteurs et 92 sous-officiers et gardiens de la paix étaient en service dans le Territoire en 1951. En outre, les forces de police des autorités indigènes comptaient 18 sous-officiers et 69 gardiens de la paix dans le Togo méridional, et 9 sous-officiers et 46 gardiens de la paix dans le Togo septentrional.

L'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'il ne s'est produit aucun désordre au cours de l'année écoulée. Au mois de juillet 1951, on craignait des désordres mineurs dans la zone frontière du Togo méridional. Aux termes de l'ordonnance sur la police, l'organisation de réunions publiques et de cortèges dans cette région a été soumise au régime de l'autorisation préalable; aucune demande d'autorisation de réunion n'a d'ailleurs été rejetée.

##### Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle

##### Considérations générales

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que des progrès importants avaient visiblement été réalisés dans tous les domaines. Ces progrès sont encourageants et la délégation néo-zélandaise estime que l'Autorité chargée de l'administration mérite d'être félicitée de l'œuvre accomplie en 1951. Les données statistiques sont devenues plus précises et plus nombreuses. En ce qui concerne toutes les questions auxquelles le Conseil de tutelle s'est particulièrement intéressé l'année précédente, il est encourageant de constater à quel point l'Autorité chargée de l'administration a été en mesure de mettre en œuvre les recommandations formulées.

Le représentant de la France a estimé que l'année considérée a été une période d'activité intense dans tous les domaines.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le rapport ne contenait pas d'informations suffisantes et précises sur la situation véritable dans le Territoire. En particulier, le rapport ne contient pas de données relatives au niveau de vie de la population indigène, au revenu national du Territoire, à la répartition de ce revenu entre les divers groupements de population, au degré d'instruction des habitants, au pourcentage des enfants qui fréquentent les écoles, etc. Cependant, même les renseignements insuffisants qui y figurent permettent

de conclure que l'Autorité chargée de l'administration ne remplit pas les engagements qu'elle a contractés aux termes de la Charte et de l'Accord de tutelle.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a exposé les efforts actuellement accomplis pour améliorer les services statistiques (voir plus loin) et a expliqué qu'au stade actuel de développement du Territoire l'Administration ne pouvait pas se permettre d'affecter une grande partie de son personnel, de ses énergies et de ses ressources à l'élaboration de la masse énorme de données statistiques que le représentant de l'URSS voudrait recevoir.

## 2. — PROGRES POLITIQUE

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### Politique suivie et considérations générales

Au cours de la période considérée, le Togo a continué d'être administré en tant que partie intégrante de la Côte-de-l'Or, avec une constitution commune et un budget et des services administratifs et techniques communs.

L'introduction de la nouvelle Constitution de la Côte-de-l'Or<sup>383</sup> en 1951 et son application au Togo ont été exposées en détail dans le précédent rapport du Conseil à l'Assemblée générale<sup>384</sup>. Les caractéristiques de cette constitution sont, d'une part, le transfert de nouveaux pouvoirs exécutifs et législatifs, pour l'ensemble de la Côte-de-l'Or et du Togo, à des organes de gouvernements territoriaux et, d'autre part, les changements intervenus dans la composition de ces organes qui, dans la pratique, permettent aux populations autochtones de la Côte-de-l'Or et du Togo de disposer de majorités fondées en grande partie sur le suffrage populaire.

Ces organes déterminent la politique gouvernementale et sont habilités à légiférer pour le Togo comme s'il faisait partie de la Côte-de-l'Or. Le Togo n'est pas représenté dans ces organes en tant que territoire distinct, mais certaines parties du Togo constituent des circonscriptions électorales (Togo méridional) ou sont représentées dans le collège électoral (Togo septentrional) des deux territoires réunis. En même temps, l'Autorité chargée de l'administration conserve en dernier ressort certains pouvoirs exécutifs et législatifs qui lui sont réservés et qu'elle a dévolus dans la plupart des cas au Gouverneur de la Côte-de-l'Or; la Constitution renferme en outre une clause aux termes de laquelle les dispositions législatives incompatibles avec l'Accord de tutelle sont frappées de nullité.

L'organe exécutif est le Gold Coast Executive Council (Conseil exécutif de la Côte-de-l'Or), composé dans la pratique de huit ministres africains choisis parmi les membres de l'Assemblée législative, qui doit approuver leur nomination, et de trois ministres *ès qualités* (actuellement ce sont de hauts fonctionnaires du ser-

vice colonial) qui détiennent le portefeuille de la défense et des affaires extérieures (y compris l'administration politique), le portefeuille des finances et le portefeuille de la justice. Si, aux termes de la loi, les pouvoirs du Conseil exécutif sont limités par ceux qui sont réservés à l'Autorité chargée de l'administration, celle-ci déclare cependant qu'aux termes de la Constitution le Gouverneur est tenu d'agir, dans la plupart des cas, sur avis du Conseil, ce qui permet au Conseil d'exercer un contrôle réel sur la politique gouvernementale.

L'Autorité chargée de l'administration considère donc le Conseil comme l'organe politique principal pour la Côte-de-l'Or et le Togo. Les propositions gouvernementales de caractère législatif sont présentées au Conseil, puis à l'Assemblée législative. Celle-ci se compose d'un président et de 84 membres; 75 de ces membres sont élus suivant différents modes de scrutin; à l'heure actuelle, cinq membres sont des Togolais. L'Assemblée exerce le pouvoir législatif pour l'ensemble de la Côte-de-l'Or et du Togo, sous réserve, dans tous les cas, de l'approbation du Gouverneur et, dans certains cas déterminés, de l'approbation du Gouvernement du Royaume-Uni.

Certaines considérations d'ordre politique ont influé sur le fonctionnement pratique de ces organes. Les premières élections générales à l'Assemblée législative, qui ont eu lieu en 1951, ont consacré la victoire d'une organisation connue sous le nom de Convention People's Party. Alors que la plupart des membres de l'Assemblée législative de la région septentrionale de la Côte-de-l'Or et du Togo ont été élus en tant qu'indépendants et en dehors de toute affiliation à un parti politique, le Convention People's Party a obtenu 34 des 38 sièges ruraux, y compris l'un des deux sièges réservés au Togo méridional. Son chef, M. Kwame Nkrumah, est devenu chef des affaires gouvernementales (titre qu'un amendement constitutionnel a remplacé plus tard par celui de Premier Ministre) et il est devenu ministre de Conseil exécutif avec cinq autres membres du parti. L'objectif de ce parti est de faire accorder le plus tôt possible à la Côte-de-l'Or le statut de dominion au sein du Commonwealth des nations britanniques.

L'organisation administrative de l'ensemble des deux territoires, à la suite de la nouvelle Constitution, est restée la même quant au fond en ce qui concerne le Territoire sous tutelle. La partie septentrionale du Togo, dont la frontière ne correspond pas aux divisions tribales et administratives, est intégrée aux territoires du Nord de la Côte-de-l'Or avec lesquels elle forme des districts administratifs s'étendant sur les deux territoires. La partie méridionale, qui s'étend de la région de Krachi à la frontière méridionale, est administrée en tant que district de la colonie de la Côte-de-l'Or. Les décisions de 1951 portant réorganisation de l'administration régionale (voir ci-dessous) n'ont pas modifié la politique générale aux termes de laquelle le Togo est administré comme partie intégrante de la Côte-de-l'Or.

La place occupée par le Territoire sous tutelle dans le cadre constitutionnel et administratif de la Côte-de-l'Or a déjà fait l'objet d'une étude et de recommandations de la part du Conseil de tutelle. A sa quatrième session, le Conseil, préoccupé des difficultés qu'il rencontrait dans l'exercice de ses fonctions de contrôle par

<sup>383</sup> Les textes constitutionnels sont les suivants: *Gold Coast (Constitution) Order-in-Council* de 1950; *Letters Patent and Royal Instructions* envoyées au Gouverneur par l'Autorité chargée de l'administration; *Northern Territories of the Gold Coast Order-in-Council* de 1950; *Togoland under United Kingdom Trusteeship Orders-in-Council* de 1949 et 1950.

<sup>384</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément n° 4 (A/1856).

suite de l'incorporation administrative du Territoire à la Côte-de-l'Or, avait demandé — et cette demande a été réitérée par le Conseil à sa septième session — des informations précises et distinctes concernant le Togo, et avait recommandé d'instituer, pour l'instant, des mesures telles que l'autonomie budgétaire. L'Autorité chargée de l'administration a tenu compte de ces recommandations et s'est efforcée de fournir dans chaque rapport annuel des renseignements et des statistiques séparées plus complètes, mais elle a continué à soutenir que l'intégration du Togo à la Côte-de-l'Or, qui est d'ailleurs prévue dans l'Accord de tutelle, offre, pour des raisons économiques, ethnographiques et autres, de grands avantages pour les habitants, tout en étant très pratique du point de vue administratif.

La situation au Togo, compte tenu de l'introduction de la nouvelle Constitution de la Côte-de-l'Or, a été examinée, à la neuvième session du Conseil de tutelle, à la fois par le Conseil et par son Comité permanent des unions administratives. A la suite de cet examen, le Conseil a adopté deux séries de conclusions et de recommandations. D'une part, il a félicité l'Autorité chargée de l'administration de la promulgation de la nouvelle Constitution, qu'il estime représenter un progrès important dans la voie de l'autonomie complète du Territoire sous tutelle; il a noté avec satisfaction que cette constitution donnerait aux habitants du Territoire l'occasion d'acquérir une plus grande expérience politique; il a noté et approuvé les garanties ci-après données par la Constitution: a) toute loi promulguée dans la Côte-de-l'Or qui serait incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'Accord de tutelle sera, dans toute la mesure de cette incompatibilité, de nul effet dans le Territoire sous tutelle; b) le Gouverneur peut faire usage de ses pouvoirs réservés pour empêcher la violation des obligations résultant du régime de tutelle; c) le Territoire sous tutelle sera représenté à l'Assemblée législative de la Côte-de-l'Or. A ce sujet, cependant, le Conseil, dans une deuxième série de conclusions, a exprimé l'opinion qu'étant donné le statut spécial du Territoire sous tutelle du point de vue international, il conviendrait que le Conseil de tutelle soumette à un examen constant la mise en œuvre des nouvelles dispositions.

Le Conseil a également pris acte de l'assurance donnée par l'Autorité chargée de l'administration que non seulement elle préserve le statut du Territoire sous tutelle mais qu'elle prend aussi des mesures particulières pour que les intérêts des habitants continuent à recevoir toute l'attention souhaitable. Il a noté que les dépenses relatives à l'administration, à la protection sociale et au développement du Territoire sous tutelle, pour les deux derniers exercices financiers, n'ont pas été inférieures au montant total des recettes publiques provenant du Territoire, et il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration prendra toutes les mesures possibles pour assurer la pleine reconnaissance des intérêts du Togo dans les décisions et les programmes élaborés par le Gouvernement de la Côte-de-l'Or et la pleine participation du Togo à toutes les phases du développement de la Côte-de-l'Or.

Le Conseil a été saisi de pétitions de la Togoland Union et de la Togoland Youth Association qui protestaient contre la nouvelle organisation constitutionnelle et demandaient que le Territoire sous tutelle

jouisse d'une autonomie budgétaire et administrative en attendant son unification avec le Togo sous administration française. Le Conseil a attiré l'attention des pétitionnaires sur les recommandations mentionnées ci-dessus ainsi que sur d'autres recommandations qu'il a adoptées.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les intérêts du Togo avaient continué à recevoir toute l'attention souhaitable dans les décisions et les programmes élaborés par le Gouvernement de la Côte-de-l'Or et que le Territoire sous tutelle continuerait à participer à toutes les phases du développement de la Côte-de-l'Or.

Après avoir examiné ce rapport à sa onzième session, le Conseil a adopté la résolution suivante<sup>385</sup>:

*Rappelant l'intérêt avec lequel il avait accueilli, à sa neuvième session, les réformes politiques alors entreprises dans la Côte-de-l'Or et le Togo considérés ensemble, le Conseil félicite l'Autorité chargée de l'administration des nouveaux progrès accomplis pendant la période étudiée en ce qui concerne la mise en œuvre de ces réformes et note avec un intérêt tout particulier le fonctionnement satisfaisant des nouveaux organes exécutifs et législatifs, la réorganisation de la structure administrative régionale et la réforme de tout le système d'administration locale.*

*Prenant acte des nouveaux efforts que l'Autorité chargée de l'administration déploie en vue de fournir des renseignements spéciaux sur lesquels le Conseil puisse se fonder lors de l'examen de la situation dans le Territoire sous tutelle, le Conseil exprime l'espoir que, dans les prochains rapports annuels, les données statistiques distinctes relatives au Territoire sous tutelle seront encore plus détaillées et que l'Autorité chargée de l'administration fera nettement le départ entre les renseignements relatifs au Territoire d'une part, et à la Côte-de-l'Or d'autre part, afin d'éviter toute possibilité de méprise.*

### **Représentation au sein des organes gouvernementaux**

Comme il a été indiqué plus haut, le Territoire sous tutelle n'est pas représenté en tant qu'unité politique distincte dans les organes exécutifs et législatifs de la Côte-de-l'Or, dont il dépend. En pratique, toutefois, cinq des quatre-vingt-quatre membres de la première Assemblée législative créée en vertu de la nouvelle Constitution sont Togolais, et un sixième membre réside habituellement au Togo.

Les sièges sont pourvus en vertu d'un mode de représentation qui est différent dans la zone nord et la zone sud. La partie méridionale du Togo comprend deux des vingt et un districts électoraux ruraux de la zone rurale de la colonie de la Côte-de-l'Or, à laquelle cette partie du Territoire sous tutelle est administrativement intégrée. Chacun de ces deux districts est représenté à l'Assemblée législative par un membre, et un troisième membre est désigné par le Southern Togoland Council, conseil consultatif provisoire procédant des autorités indigènes.

<sup>385</sup> Les résultats de l'enquête du Conseil sur les arrangements administratifs intervenus entre le Togo et la Côte-de-l'Or sont exposés dans le rapport spécial du Conseil relatif aux unions administratives intéressant les Territoires sous tutelle, A/2151, Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément n° 12.



La zone nord du Togo n'a pas la même assurance de recevoir des sièges à l'Assemblée. Elle est considérée, du point de vue électoral, comme faisant partie des territoires du Nord de la Côte-de-l'Or, auxquels s'applique un régime électoral différent. Les représentants à l'Assemblée législative pour l'ensemble de cette région sont choisis par un collège électoral qui procède des conseils de district, lesquels, à leur tour, procèdent des autorités tribales; la juridiction, de toute façon, s'étend de part et d'autre des frontières du Togo. En fait, trois des vingt-quatre candidats des territoires du Nord aux élections de 1951, et deux des dix-neuf représentants qui ont été élus sont Togolais de naissance. Un troisième membre réside habituellement au Togo, et cinq autres appartiennent à des tribus dont le territoire se trouve à cheval sur la frontière du Togo.

Les textes constitutionnels ne prévoient pas davantage la représentation du Togo, en tant que territoire distinct, au Conseil exécutif de la Côte-de-l'Or. Les huit représentants qui siègent au Conseil sont choisis par le Gouverneur avec l'approbation de l'Assemblée législative. A la suite du succès du Convention People's Party aux élections de 1951, le chef de ce parti a été consulté pour la désignation des membres du premier Conseil créé en vertu de la Constitution. Aucun membre de l'Assemblée législative du Togo n'a été choisi, mais l'un des secrétaires d'Etat désigné par la suite parmi les autres membres de l'Assemblée législative était Togolais, et un autre a vécu très longtemps dans la zone nord du Togo.

Le Togo possède des représentants (mais non pas en tant que territoire distinct) dans un certain nombre de conseils et de comités centraux de la zone sud de la Côte-de-l'Or; le Territoire sous tutelle est représenté au Conseil des territoires du nord de la Côte-de-l'Or — qui est un organe consultatif — et dans certains conseils de district de la zone nord. Les représentants de la zone sud sont choisis principalement par le Southern Togoland Council; en 1951, il y avait un représentant pour chacun des organismes suivants de la Côte-de-l'Or: Agricultural Produce Marketing Board, Agricultural Development Corporation, Library Advisory Board, Vernacular Literature Board, Scholarships Selection Board et Central Advisory Committees on Education, Students, Health Services and Social Development. En 1950, le Southern Togoland Council avait été habilité aussi à désigner l'un de ses membres pour le représenter au Gold Coast Cocoa Marketing Board, mais en 1951 cette désignation a été faite en consultation avec les planteurs de cacao.

Dans le Territoire sous tutelle, le seul organisme représentatif qui se situe à un niveau supérieur à celui des autorités indigènes est le Southern Togoland Council. Organe provisoire créé en 1949 à des fins consultatives et électorales, il est appelé à disparaître en vertu de nouvelles dispositions administratives régionales rattachant le Togo méridional aux districts voisins de la Côte-de-l'Or (voir plus loin, *Administration régionale et locale*).

Le Conseil de tutelle a examiné à plusieurs sessions la question de la représentation des Togolais dans les organismes gouvernementaux. A sa quatrième session, il avait recommandé que l'on augmentât la représentation des Togolais dans les organes exécutifs, administratifs et judiciaires, en vue de les préparer à l'auto-

nomie ou à l'indépendance de leur Territoire. A sa septième session, étant donné les propositions de réforme constitutionnelle, il avait demandé que la représentation du Togo dans les organes législatifs et consultatifs de la Côte-de-l'Or fût proportionnelle au chiffre de la population du Territoire sous tutelle et à ses intérêts.

### Administration régionale et locale

Comme le Conseil l'avait noté à sa quatrième session, l'incorporation administrative du Territoire sous tutelle aux régions voisines de la Côte-de-l'Or s'étend à tous les échelons de l'administration.

La Côte-de-l'Or est divisée en un certain nombre de zones ou de régions administratives principales; à la tête de chacune se trouve un commissaire principal représentant le gouvernement. Le Togo fait partie intégrante de deux de ces régions; la partie méridionale du Territoire comprend un des districts administratifs qui jusqu'en 1952 relevaient du Commissaire principal de la colonie de la Côte-de-l'Or; le Togo septentrional fait partie de trois districts relevant du Commissaire principal des territoires du Nord.

Chaque district administratif est dirigé par un ou plusieurs administrateurs (commissaires de district) responsables devant le Commissaire principal de la région; les services techniques sont assurés par les départements compétents du Gouvernement de la Côte-de-l'Or. Il n'y a pas eu de modification sensible du nombre des fonctionnaires supérieurs qui ont résidé, en 1951, dans le Territoire du Togo. Dans le Nord, où la plupart des services administratifs et techniques sont établis en dehors du Territoire sous tutelle, on compte un administrateur, un officier de santé et un fonctionnaire du service forestier. Dans le Sud, en raison de la pénurie de personnel, il n'y a eu, pendant la plus grande partie de l'année, que quatre administrateurs au lieu de cinq, ainsi que deux officiers de santé, un inspecteur de l'enseignement, un officier de police, un fonctionnaire des services agricoles, quatre inspecteurs des plantations de cacao, un fonctionnaire du service des douanes, un fonctionnaire du service forestier, un magistrat, un inspecteur des produits agricoles et un inspecteur des travaux d'hydraulique rurale.

Les administrateurs, entre autres fonctions, sont chargés de surveiller la ou les autorités indigènes de chaque district. Les autorités indigènes procèdent, en général, des institutions tribales et se composent de chefs ou d'anciens à l'échelon des villages, des groupes de villages ou des tribus. On leur a accordé des pouvoirs et des responsabilités légales et, dans le Nord notamment, elles ont assumé une grande partie de l'administration locale.

En 1951, d'importantes modifications ont été apportées à l'organisation régionale ainsi qu'au système d'administration locale. Ce dernier en particulier a fait l'objet d'une réorganisation complète; le régime des autorités indigènes a été remplacé par un système d'administration locale plus moderne et plus démocratique, dotée de pouvoirs plus étendus et davantage libérée de l'influence des institutions traditionnelles (voir ci-après, *Réforme de l'administration locale*).

En ce qui concerne la réorganisation de l'administration régionale, les propositions de réforme constitution-

nelle formulées par le Comité Coussey (composé uniquement d'Africains) prévoyaient la décentralisation, non seulement des services gouvernementaux, mais encore des pouvoirs exécutif et législatif locaux dans quatre régions, à savoir les territoires du Nord, la région des Achantis, une partie de la région de la colonie et une nouvelle région unissant le Togo méridional aux districts éwés de la colonie de la Côte-de-l'Or. A la suite de cette proposition, l'Autorité chargée de l'administration avait aussitôt déclaré que, vu l'opposition manifestée au Togo et vu le statut spécial du Territoire, la décision devait nécessairement être subordonnée à l'intérêt de la population intéressée.

Les débats que le Southern Togoland Council a consacrés à cette question en 1950 n'ont donné aucun résultat. Par la suite, après avoir étudié l'incidence des propositions de réforme régionale sur l'ensemble de la Côte-de-l'Or et du Togo, le gouvernement a décidé de ne pas entreprendre la création d'un système d'organes représentatifs régionaux, en raison de sa complexité. Le gouvernement a estimé que les organes régionaux devraient avoir un caractère purement officiel mais il a reconnu que, dans certains cas, des conseils consultatifs pourraient être nécessaires. Dans ces conditions, l'Autorité chargée de l'administration a décidé d'accepter les recommandations du Comité Coussey relatives à la création d'une nouvelle région dans laquelle le Togo méridional serait uni aux régions éwées d'Anlo, de Peki et de Tongu, qui sont situées dans la partie orientale de la colonie de la Côte-de-l'Or.

La région, qui sera connue sous le nom de région Transvolta-Togo, disposera d'un conseil de représentants élus par les conseils locaux et les conseils de district; le siège du conseil sera situé à Ho, dans le Territoire sous tutelle. Il exercera, en ce qui concerne le Togo méridional, les fonctions consultatives qui incombait au Southern Togoland Council. Pour exercer les fonctions électorales de ce conseil (c'est-à-dire l'élection d'un membre de l'Assemblée législative), un deuxième organe sera institué qui se composera principalement de représentants des chefs traditionnels, soit du Togo méridional seulement, soit de l'ensemble de la nouvelle région; ce dernier point sera décidé ultérieurement.

Le représentant spécial a informé le Conseil de tutelle à sa onzième session qu'un administrateur régional, fonctionnaire des cadres supérieurs, a été nommé à Ho, le 1er juin 1952, pour y établir la capitale administrative de la nouvelle région. Il est directement responsable envers le Gouverneur et le gouvernement central d'Accra.

Le Togo septentrional continuera de faire partie des territoires du Nord. L'Autorité administrante a déclaré que le Conseil actuel des territoires du Nord — qui comprend les représentants des districts où sont situées les diverses parties du Togo septentrional — sera réorganisé en ce sens que ses membres seront élus non plus par les autorités indigènes actuelles mais par les nouveaux conseils de district.

Au cours de sessions antérieures, le Conseil de tutelle a suivi les progrès de cette réorganisation régionale. A sa septième session, il a noté avec satisfaction la création du Southern Togoland Council et exprimé l'espoir que ce conseil offrirait de très larges possibilités de préparer la population à l'autonomie. Il a également

noté avec satisfaction l'assurance selon laquelle l'Autorité administrante tiendrait pleinement compte des vœux de tous les habitants du Togo sous administration britannique avant de prendre aucune décision relative à des arrangements régionaux concernant ce Territoire. A sa neuvième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'examiner la possibilité de créer une région comprenant uniquement le Togo méridional.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a exprimé l'opinion que le Togo méridional est trop exigu pour constituer une région distincte. Elle a donné deux autres raisons pour expliquer la décision d'unir le Togo méridional aux districts éwés de la Côte-de-l'Or: dans une partie du rapport, elle déclare que cette décision a été prise pour donner satisfaction aux Ewés qui désirent que leurs populations soient plus étroitement associées; dans une autre partie du rapport, elle explique, au sujet de la recommandation du Conseil, que la division de la colonie et de la région du Togo en deux entités régionales présente des avantages et permet, notamment, d'assurer une surveillance plus efficace des nouveaux conseils de district et conseils locaux.

L'Autorité chargée de l'administration déclare également qu'elle a pris cette décision après avoir consulté le Southern Togoland Council et les autorités indigènes éwées des districts intéressés de la Côte-de-l'Or. En marquant leur accord, ces organes ont formulé certaines recommandations de détail et l'on examine la possibilité d'en tenir compte dans les dispositions législatives concernant le conseil de la nouvelle région.

Pour ce qui est de l'incorporation du Togo septentrional dans les territoires du Nord, l'Autorité chargée de l'administration a déjà informé le Conseil que cette mesure répondait au désir de la population. Dans son rapport pour 1951, elle déclare, à propos du problème de l'unification, que les populations du Togo septentrional demandent avec une insistance toujours plus grande que leur région soit complètement incorporée aux territoires du Nord de la Côte-de-l'Or.

A sa onzième session, le Conseil a adopté à ce sujet les observations suivantes:

*Prenant acte de la réorganisation de la structure administrative régionale, le Conseil attache une importance particulière à la création de la nouvelle région administrative Transvolta-Togo méridional et félicite l'Autorité chargée de l'administration des mesures qu'elle est en train de prendre pour constituer un Conseil régional pour cette région; il la félicite aussi d'avoir nommé un administrateur régional à Ho, dans le Territoire sous tutelle, cette ville devant devenir le chef-lieu de la nouvelle région administrative.*

### **Réforme de l'administration locale**

Au cours de la période examinée, une réorganisation de tout le système d'administration locale a été entreprise dans la Côte-de-l'Or et au Togo. Cette administration locale, qui jusqu'alors avait été fondée sur l'organisation tribale ou sur d'autres institutions traditionnelles, exerçait un pouvoir dit indirect.

Après une série d'enquêtes faites à la suite des premières propositions de réforme constitutionnelle présentées en 1948, l'Assemblée législative de la Côte-de-l'Or a voté, en 1951, une *Local Government*

*Ordonnance* (ordonnance sur l'administration locale). D'après l'Autorité chargée de l'administration, cette ordonnance prévoit l'institution d'organes locaux de gouvernement modernes et démocratiques dans l'ensemble de la Côte-de-l'Or et du Territoire sous tutelle. Des conseils locaux représentatifs sont en voie de création dans des régions qui correspondront en général à celles qui dépendent actuellement des autorités indigènes. Chacun de ces conseils comprendra, d'une part, des membres élus directement par tous les habitants adultes et, d'autre part, des représentants des autorités traditionnelles; il y aura normalement deux tiers de membres élus pour un tiers de représentants des autorités indigènes.

Les conseils locaux assumeront tous les pouvoirs exercés actuellement par les autorités indigènes; le Ministre de l'administration locale pourra, en outre, leur confier nombre d'autres fonctions dans des domaines très divers: maintien de l'ordre public, agriculture, forêts, réglementation du commerce et de l'industrie, fonctionnement et réglementation des marchés, conservation du sol, construction et urbanisme, enseignement et santé publique. Les ressources financières nécessaires au fonctionnement de chaque conseil proviendront d'un impôt local de base qui sera obligatoire, de taxes et de contributions, de subventions du gouvernement et d'emprunts.

Les conseils locaux (ainsi que les conseils municipaux qui seront, pour le moment, institués uniquement dans la Côte-de-l'Or), désigneront des représentants à des conseils de district dont l'autorité s'exercera sur des régions plus étendues. Les conseils de district auront la même proportion de représentants des autorités traditionnelles et de membres élus que les conseils locaux; leurs ressources financières viendront de contributions perçues sur les conseils locaux, de subventions du gouvernement et d'emprunts.

L'Autorité chargée de l'administration déclare qu'aucun des nouveaux conseils ne comptera parmi ses membres ou parmi les membres de ses bureaux des représentants désignés par elle. Les présidents de tous les conseils seront les chefs locaux, mais ils n'assisteront qu'aux cérémonies et ne voteront pas; dans les régions du Nord cependant, les conseils pourront inviter les chefs à présider à leurs délibérations. Les "conseils d'Etat" traditionnels (assemblées de chefs, d'anciens et de notables) seront tout à fait distincts des nouvelles autorités locales et, en vertu des dispositions législatives que l'on envisage de prendre, seront chargés de fonctions purement représentatives et traditionnelles. D'après l'Autorité chargée de l'administration, l'une des caractéristiques importantes de ces réformes est la suppression presque complète des distinctions entre les systèmes proposés à l'origine pour la région du Nord et pour la région du Sud.

L'Autorité chargée de l'administration a procédé à des consultations de la population intéressée avant d'établir les nouveaux conseils. Dans la région nord du Togo, la réorganisation a été terminée le 1er juillet 1952 et cette région est désormais divisée entre quatre conseils de district, dont trois empiètent sur les territoires du Nord de la Côte-de-l'Or. Il existe dix-sept conseils locaux, dont la grande majorité est entièrement située dans le Territoire sous tutelle. Dans le Togo méridional, les discussions entamées avec les popula-

tions intéressées ont eu pour effet de retarder la mise au point définitive des propositions et d'augmenter le nombre des conseils locaux envisagés. Il y aura quinze conseils locaux, dont neuf fonctionneront au mois d'août et le reste avant la fin de l'année. Deux conseils de district seront créés pour cette région méridionale.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a été informé de ces projets de réformes et a exprimé l'espoir que les mesures législatives nécessaires seraient prises en 1951 et que ces réformes seraient mises aussitôt que possible en vigueur dans le Territoire sous tutelle.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les observations suivantes:

*Rappelant l'importance qu'il a attachée dans le passé à la création d'organes d'administration locale efficaces considérés comme un moyen de faire progresser la population dans la voie de l'autonomie, le Conseil félicite l'Autorité chargée de l'administration d'avoir entrepris l'institution, dans l'ensemble du Territoire sous tutelle, de nouveaux organes d'administration locale, fondés sur le suffrage universel des adultes et jouissant de pouvoirs plus étendus que ceux des autorités indigènes qu'ils sont appelés à remplacer; il prend acte avec satisfaction des consultations qui ont eu lieu avec les populations intéressées afin que la structure des nouvelles autorités locales corresponde le plus exactement possible aux vœux de la population et il approuve la création de services de formation professionnelle à l'intention du personnel administratif local; il constate avec satisfaction que, par suite de l'institution des nouveaux conseils, le droit de vote a été étendu à la région septentrionale du Territoire sous tutelle; il exprime l'espoir que l'institution de ces nouveaux organes sera menée à bonne fin sans retard excessif et que les pouvoirs et les bases de représentation de ces organes seront progressivement élargis.*

### **Droit de vote**

Des méthodes électorales modernes ont été utilisées pour la première fois dans le Territoire sous tutelle en 1951, aux élections générales à l'Assemblée législative de la Côte-de-l'Or; au cours de ces élections, les deux circonscriptions rurales du Togo méridional ont élu chacune un membre de l'Assemblée.

Selon la loi, ces élections législatives sont à deux degrés. Chaque sous-district d'environ 1.000 personnes élit d'abord un représentant au collège électoral établi pour l'ensemble de la circonscription, et c'est ce collège qui procède aux élections du deuxième degré. En 1951, les deux circonscriptions du Togo méridional ont été divisées en 205 sous-districts. Dans 48 d'entre eux, le nombre des électeurs inscrits n'a pas été suffisant pour permettre de procéder à une élection; dans 12 sous-districts, il n'y a pas eu de candidats; dans 91, le candidat élu était seul à se présenter; dans 54 sous-districts, l'élection a été contestée. L'Autorité chargée de l'administration déclare que le grand nombre d'élections non contestées ne signifie pas nécessairement que la population ne s'est pas intéressée à l'élection; dans la plupart des cas, le représentant au collège électoral a été choisi selon la coutume au cours d'une réunion de village et non par voie d'élection; très souvent, c'est le porte-parole traditionnel du village qui a été choisi.

Au deuxième degré, 72 électeurs sur 73 dans l'un des deux collèges électoraux, et 71 sur 72 dans l'autre,

ont eu à choisir parmi 3 candidats dans le premier cas et 4 candidats dans le second cas.

Conformément à la loi, le troisième représentant du Togo méridional à l'Assemblée législative a été élu par le Southern Togoland Council.

Dans le Togo septentrional, qui est considéré comme faisant partie des territoires du Nord, le système est différent. Il existe pour l'ensemble de la région un collège électoral unique composé des membres du Conseil des territoires du Nord, ainsi que d'un délégué pour chaque tranche de 10.000 personnes, désigné par les conseils de district actuels. En 1951, au cours des premières élections, le collège du Togo septentrional a élu 19 représentants, choisis parmi 34 candidats.

Le plan de réforme de l'administration locale (voir plus haut) prévoit une extension du droit de vote; les nouveaux conseils locaux comprendront une majorité de membres élus directement par tous les habitants adultes, sans considération de nationalité.

Au cours de ses quatrième, septième et neuvième sessions, le Conseil a formulé des recommandations favorables à l'octroi du droit de vote aux habitants du Togo. A sa neuvième session, il a noté avec satisfaction que le droit de vote et le scrutin secret ont été étendus au Togo méridional et il a recommandé que l'Autorité chargée de l'administration les étende aussi rapidement que possible au Togo septentrional.

Dans des résolutions concernant cinq pétitions dont les auteurs s'étaient élevés contre la participation aux élections de 1951 dans le Togo méridional, le Conseil a insisté sur l'importance que présente la coopération des habitants et a invité l'Autorité chargée de l'administration à préparer les indigènes à prendre part à ces élections.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'élection des membres représentatifs des nouveaux organes d'administration locale marquerait un progrès important vers l'objectif final, qui est l'organisation au Togo septentrional d'élections fondées sur un droit de vote aussi étendu que dans la région méridionale.

### **Personnel de l'administration publique**

Le personnel de l'administration publique, qui comprend les agents techniques et administratifs du gouvernement central, est commun à la Côte-de-l'Or et au Togo. Il est placé sous l'autorité du Gouverneur, qui reçoit désormais les avis d'une Public Service Commission de trois membres, dont l'un est un Africain.

L'Autorité chargée de l'administration a signalé que les principes qui régissent la nomination aux postes administratifs ont été réaffirmés par l'Administration en 1951. En pratique, ils ont pour objet de donner la préférence aux Africains de la Côte-de-l'Or (y compris également le Togo) à condition qu'ils possèdent les qualités et les aptitudes requises, que leur nomination soit dans l'intérêt public et qu'elle n'entraîne pas le licenciement d'expatriés (par exemple d'Européens) en faveur de candidats locaux.

Un Commissaire à l'africanisation, qui est lui-même un Africain, nommé en 1950, est chargé de veiller à ce que les Africains qualifiés susceptibles d'être nommés aux postes supérieurs de l'administration soient aussi nombreux que possible.

L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître au Conseil que, d'une manière générale, le nombre des Africains qualifiés et instruits qui pourraient être nommés immédiatement aux postes de direction est nettement insuffisant. L'Administration s'efforce de faire connaître les postes vacants aux candidats éventuels et elle a remanié les programmes de l'enseignement secondaire, technique et supérieur en vue d'augmenter aussi rapidement que possible le nombre des personnes qualifiées.

Les nouveaux organes d'administration locale exigent également, d'une manière pressante, la création rapide d'un corps de fonctionnaires supérieurs compétents. On a ouvert dans la Côte-de-l'Or une école de formation en matière d'administration locale, qui est organisée en internat et dont les cours durent douze semaines; cette école reçoit actuellement vingt-six élèves; ce chiffre sera doublé en août 1952. Chaque année, des bourses d'études seront offertes à dix des meilleurs élèves, qui seront détachés dans des administrations locales du Royaume-Uni.

A sa neuvième session, le Conseil a noté avec satisfaction qu'un Africain avait été nommé Commissaire à l'africanisation. Il a pris note de ce que l'Administration de la Côte-de-l'Or comptait 940 Togolais en 1948 et il a prié instamment l'Autorité administrante de continuer à prendre les mesures nécessaires pour que le nombre des fonctionnaires togolais qualifiés s'accroisse dans toutes les branches de l'administration publique et, particulièrement, dans les cadres supérieurs.

A ce sujet, l'Autorité administrante a déclaré qu'à la fin de 1951, sur 470 Africains titulaires de postes supérieurs dans l'administration publique, 9 étaient citoyens du Territoire sous tutelle. Cette proportion est certes très faible, mais grâce à l'amélioration de l'enseignement on peut espérer qu'elle augmentera considérablement à l'avenir. L'un des Togolais en question est un agent de l'administration qui aurait été affecté au Territoire sous tutelle s'il n'était pas tombé gravement malade; parmi les autres se trouvaient un médecin, deux professeurs d'école secondaire et un ingénieur civil. Le Commissaire à l'africanisation s'est rendu au Togo au cours de l'année et a examiné, avec des groupements représentatifs, la question du recrutement. Le nombre total de Togolais qui faisaient des études en vue d'occuper des postes supérieurs — en dehors de ceux qui recevaient une formation professionnelle dans les services mêmes de l'administration — était de 263; sur ce nombre 206 se destinaient à l'enseignement.

Deux des 26 étudiants qui suivaient le premier cours de la nouvelle école de formation en matière d'administration locale étaient des Togolais.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil prend acte avec satisfaction des nouveaux progrès accomplis dans le domaine de l'administration publique dans la Côte-de-l'Or et au Togo, notamment grâce à la création de la Commission de la fonction publique, aux modifications apportées dans l'organisation de la fonction publique et au barème des traitements ainsi qu'à l'application continue de la politique d'africanisation; il exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuera de développer les services de formation professionnelle et d'appliquer d'autres*

*mesures qui permettront aux autochtones du Territoire sous tutelle d'acquiescer les titres requis pour occuper, dans l'administration, des postes de plus en plus importants.*

### **Organisation judiciaire**

Le Togo partage avec la Côte-de-l'Or un système judiciaire double qui comprend, d'une part, la Cour suprême de la Côte-de-l'Or et les *Magistrates' Courts*, qui appliquent le droit anglais et, d'autre part, les tribunaux indigènes qui appliquent le droit et les coutumes indigènes.

Les administrateurs continuent à jouer un rôle en matière judiciaire: ils exercent certains pouvoirs de magistrats, bien qu'à un degré moindre que les magistrats de carrière, et ils possèdent également des pouvoirs de revision et de renvoi dans les tribunaux indigènes. Un magistrat de carrière, dont le Conseil a noté la nomination avec satisfaction, lors de sa septième session, a été de nouveau affecté en 1951 au Togo méridional.

### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

### **Politique suivie et considérations générales**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que nul ne saurait nier l'importance du développement politique du Territoire, et que l'Autorité chargée de l'administration pouvait à juste titre être fière du courage et du discernement dont elle a fait preuve en créant des institutions parlementaires dans la Côte-de-l'Or. Le Territoire sous tutelle est représenté à l'Assemblée législative et participe ainsi avec profit à ces institutions qui, selon les termes du rapport annuel, "ont fonctionné avec une souplesse remarquable". L'Autorité chargée de l'administration et les membres de l'Assemblée méritent d'être félicités de ce succès. Indépendamment même de ses besoins économiques, la situation géographique du Territoire sous tutelle rendra inévitable pendant longtemps encore son association avec les institutions politiques de la Côte-de-l'Or.

Le représentant de la Belgique a pensé que le Conseil reconnaîtrait que le Togo tire des avantages évidents de son union administrative avec la Côte-de-l'Or, qui est un Territoire beaucoup plus riche et plus avancé. Le Togo participe notamment aux facilités accordées dans la Côte-de-l'Or en ce qui concerne l'enseignement supérieur, la formation du personnel médical, les léproseries et les institutions économiques importantes, comme les *marketing boards* de la Côte-de-l'Or. Ces avantages compensent les inconvénients possibles d'une union administrative avec un Territoire ayant un autre statut.

A propos de l'union administrative en général, le représentant du Salvador a déclaré que sa délégation ne désirait pas contester à l'Autorité chargée de l'administration le droit d'administrer le Territoire sous tutelle comme elle le fait, puisque l'Accord de tutelle le lui permet, mais la délégation du Salvador était obligée de s'inquiéter du lien extrêmement étroit qui a ainsi été établi entre les deux régions. De ce fait, il est bien plus difficile au Territoire sous tutelle de devenir un pays distinct, de constituer une nation et d'avoir une conscience nationale, toutes conditions qui

lui sont nécessaires pour accéder finalement à l'indépendance. Le représentant du Salvador a exprimé l'espoir de voir l'Autorité chargée de l'administration faire tout son possible pour instituer dans le Territoire des organes qui dépendraient moins des organes centraux de la Côte-de-l'Or.

Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration s'était efforcée de donner des chiffres distincts pour le commerce du Territoire, conformément au vœu exprimé par le Conseil de tutelle, mais il a fait remarquer que ces chiffres étaient encore approximatifs et il exprimé l'espoir que l'Administration continuerait à s'occuper de ce problème et améliorerait ses méthodes en vue de fournir des statistiques plus exactes.

Le représentant de l'Union des républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'en violation des dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle, les autorités britanniques avaient annexé le Territoire, l'avaient divisé en deux parties, la partie septentrionale et la partie méridionale, qu'elles avaient ensuite incorporées aux régions correspondantes de la Côte-de-l'Or, rendant ainsi impossible l'évolution progressive du Territoire, en tant qu'unité politique distincte, vers l'autonomie ou l'indépendance. Pour justifier cette politique, les autorités britanniques invoquent l'Accord de tutelle; or, cet instrument ne contient aucune clause qui autorise une telle division du Territoire et l'annexion de ses parties à la colonie britannique voisine. Le Territoire sous tutelle a été à tous égards placé sous la dépendance de la Côte-de-l'Or. Le Togo ne possède pas d'organes législatifs, exécutifs ou judiciaires qui lui soient propres et l'Autorité chargée de l'administration ne propose pas d'instituer de tels organes. Toute l'autorité est détenue par le Gouverneur britannique de la Côte-de-l'Or, lequel administre la partie septentrionale par l'intermédiaire du Haut-Commissaire des territoires du Nord de la Côte-de-l'Or et la partie méridionale par l'intermédiaire du Haut-Commissaire de la colonie de la Côte-de-l'Or. La Mission de visite de 1949 avait déclaré que le Togo faisait partie intégrante de la Côte-de-l'Or, qu'il y avait un budget commun, des services administratifs et techniques communs et des organes législatifs communs, que les revenus gouvernementaux du Territoire sous tutelle étaient inscrits sans mention spéciale dans le budget de l'ensemble de la Côte-de-l'Or, et que les dépenses imputées au Togo l'étaient, non pas en fonction de ses besoins globaux, mais des besoins des parties de la Côte-de-l'Or auxquelles il était intégré administrativement. Ces indications ont été confirmées par le rapport annuel de 1951. L'Assemblée législative de la Côte-de-l'Or, au sein de laquelle le Togo n'est pas représenté en tant qu'entité politique distincte, détient le pouvoir de légiférer pour le Territoire sous tutelle. Le Conseil exécutif de la Côte-de-l'Or — au sein duquel ne siège aucun représentant du Territoire sous tutelle — est "l'organe politique principal" pour l'ensemble de la Côte-de-l'Or et du Territoire. Le Territoire sous tutelle et la Côte-de-l'Or constituent une seule entité financière et administrative. La situation politique qui règne dans le Territoire est caractérisée par l'absence totale de droits pour les indigènes, lesquels ne sont pas admis à participer à l'administration du Territoire. Il n'existe pas d'organes administratifs locaux fondés sur des principes démocratiques, à l'activité desquels les indigènes puissent participer. Le Conseil de tutelle devrait

recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'instituer dans le Territoire sous tutelle des organes législatifs et administratifs qui ne soient subordonnés à aucun des organes créés sur la base d'une incorporation du Territoire sous tutelle à la colonie britannique voisine de la Côte-de-l'Or, et d'adopter à cette fin des mesures, législatives et autres, pour assurer la participation de la population autochtone à l'activité des organes législatifs, exécutifs et judiciaires du Territoire sous tutelle.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a assuré que rien n'était négligé pour améliorer les services statistiques, tant dans la Côte-de-l'Or que dans le Territoire. De grands progrès ont été accomplis au cours des dernières années dans les services statistiques, et les renseignements sur la Côte-de-l'Or communiqués en 1951 en vertu de l'article 73, e, de la Charte montrent à quel point les renseignements statistiques en général sont plus détaillés. Mais les services de statistique sont communs au Togo et à la Côte-de-l'Or et c'est pourquoi leur amélioration n'a pas été particulièrement marquée en ce qui concerne le Territoire. Toutefois, l'Autorité administrante a cherché par tous les moyens à améliorer tout ce qui a trait au domaine des statistiques, tant en ce qui concerne les services communs au Togo et à la Côte-de-l'Or qu'en ce qui concerne les évaluations spéciales qu'elle présente pour le commerce et les finances du Territoire; avec les années ces renseignements deviendront donc de plus en plus exacts et précieux. Pour ce qui est de la question de l'union administrative, l'Autorité administrante a été parfaitement franche, dans ses relations avec l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de tutelle, sur la façon dont elle entendait administrer le Togo. Elle a accédé aux vœux de la population qui avait manifesté, après la première guerre mondiale, le désir de faire partie de la Côte-de-l'Or. Les méthodes employées pour administrer le Territoire en l'associant à la Côte-de-l'Or sont fondées sur l'article 5 a, de l'Accord de tutelle. Les nouveaux organes législatifs pour les deux zones comptent des membres togolais. Si le Togo n'a pas son budget propre, le budget commun à la Côte-de-l'Or et au Territoire est discuté au sein de l'Assemblée législative, et les représentants du Togo qui y siègent prennent une part active à la discussion du budget et à la répartition des crédits du plan de développement.

La partie méridionale du Togo est à présent administrée par un haut fonctionnaire régional dont les services sont établis à Ho, dans le Territoire sous tutelle. Ainsi, la moitié du Territoire est administrée par un fonctionnaire qui réside dans le Territoire et l'autre moitié l'est par un fonctionnaire qui réside hors du Territoire. Au sujet de la suggestion tendant à créer de nouveaux organes dans le Territoire, le représentant spécial a déclaré qu'à ses yeux l'Administration devait d'abord faire en sorte que les nouveaux organes démocratiques d'administration locale fonctionnent avec succès. Selon lui, l'introduction de méthodes modernes de suffrage dans la partie septentrionale marque une étape importante du développement du Territoire. Si ce système continue à donner satisfaction, il pourra sans doute être étendu aux élections à l'Assemblée législative centrale.

## **Représentation au sein des organes gouvernementaux**

Le représentant du Salvador, faisant allusion à la composition du Conseil exécutif de la Côte-de-l'Or, a noté avec satisfaction que l'un au moins des postes de Secrétaire d'Etat avait été assigné à un représentant du Territoire sous tutelle.

## **Administration régionale et locale**

Le représentant de la Chine a déclaré qu'à ses yeux l'Autorité chargée de l'administration avait fait un pas important dans la voie de la réorganisation de l'administration régionale. La désignation d'un haut fonctionnaire régional dans le Togo méridional et l'institution de conseils régionaux sont des mesures louables. Mais ces organes devraient être investis de pouvoirs effectifs pour qu'ils puissent faire acquérir à la population autochtone l'expérience pratique qui la préparera à accéder, finalement, à l'autonomie ou à l'indépendance.

Le représentant du Salvador a considéré comme particulièrement importante la création de la nouvelle région administrative Transvolta-Togo méridional; cette mesure marque une étape importante dans la voie de la satisfaction des aspirations de la population éeée.

## **Réforme de l'administration locale**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé qu'un autre fait remarquable survenu dans le domaine politique et pour lequel le Conseil de tutelle voudra sans doute féliciter l'Autorité chargée de l'administration est la réorganisation de l'administration locale. Le fait que l'Autorité chargée de l'administration a pu constituer de nouveaux organes d'administration locale sur la base du suffrage universel pour les adultes, sans distinction de nationalité, est en soi un succès digne d'éloges. Après avoir noté avec approbation les consultations auxquelles la population a été associée, notamment dans le Togo méridional, l'introduction du système électoral, fût-ce avec certaines limitations, dans la région septentrionale, les pouvoirs accrus conférés aux nouvelles autorités locales et les dispositions prises en vue de la formation du personnel de ces autorités locales, le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que sa délégation attachait une extrême importance au développement de l'administration locale dans le Territoire sous tutelle. Le fonctionnement harmonieux des organes d'administration locale selon des principes démocratiques est la garantie la meilleure de la naissance heureuse d'une organisation politique saine à l'échelon national. Il conviendrait de féliciter l'Autorité chargée de l'administration pour le soin avec lequel elle a préparé la mise en place des organes d'administration locale et pour le succès qui a couronné cette opération. La délégation néo-zélandaise a déclaré être convaincue que les organes nouvellement créés seraient aidés et encouragés par l'Autorité administrante et qu'ils bénéficieraient de l'appui sans réserve de la population du Territoire.

Le représentant de la France a loué la patience, la prudence, l'exacte connaissance des données locales qui avaient présidé à la réforme de l'administration locale. Sans doute est-il trop tôt pour juger des résultats pratiques. Mais il semble qu'on puisse, dès à présent, constater un remarquable développement de l'esprit public chez les Togolais.



Le représentant de la République Dominicaine a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuerait à rechercher la solution des divers problèmes qui s'étaient posés, de manière à améliorer le fonctionnement de l'administration locale, et s'efforcerait d'éliminer les causes de dissensions entre les divers groupes de l'administration politique indigène.

Le représentant du Salvador a jugé très importantes les réformes réalisées et a émis le vœu que les conseils locaux soient institués sans tarder puisque, comme l'Autorité administrante l'avait déclaré, le nouveau système d'administration locale contribuerait puissamment à atténuer et à supprimer les différences entre les parties septentrionale et méridionale du Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration continuait à encourager le système tribal dans le Territoire sous tutelle, qu'elle utilisait comme un moyen de prélever des impôts sur la population autochtone. Il a estimé que le système tribal qui existe actuellement dans le Territoire sous tutelle, et qui est encouragé par l'Autorité administrante, est incompatible avec le progrès politique de la population et son évolution vers l'autonomie ou l'indépendance. Le Conseil de tutelle devait dès lors recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures pour assurer le passage du régime tribal à un régime d'autonomie fondé sur des principes démocratiques.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que son gouvernement avait l'intention d'encourager par tous les moyens les nouvelles autorités locales et d'étendre leurs pouvoirs à mesure que se développeraient leur aptitude à les exercer et la compétence de leur personnel ainsi que celle des membres de leurs conseils. Si jamais une mesure a été prise pour remplacer le système tribal par des méthodes démocratiques modernes, c'est bien la nouvelle législation relative à l'administration locale.

### **Personnel de l'administration publique**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction les modifications récentes apportées à la structure et aux échelles de traitement de la fonction publique, l'institution d'une Commission de la fonction publique et l'application systématique de la politique d'africanisation qui, a-t-il dit, commence à porter ses fruits. Il a fait observer que, dans toutes ces réformes, des dispositions avaient été prises pour sauvegarder les intérêts des fonctionnaires venus d'outre-mer. Certes, il convient de nommer de préférence, dans toute la mesure du possible, un personnel africain, mais il faut, dans le cadre de la nouvelle politique, sauvegarder la situation des fonctionnaires venus d'outre-mer, auxquels le Territoire doit tant.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que son gouvernement ne perdait pas de vue la nécessité de donner à des Africains en général et à des Togolais en particulier la formation requise pour qu'ils puissent accéder aux postes supérieurs de la fonction publique.

### **Organisation judiciaire**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'instance judiciaire supérieure

du Territoire sous tutelle était la Cour suprême de la Côte-de-l'Or.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que l'association du Territoire et de la Côte-de-l'Or faisait bénéficier la population du Togo des services éminents, non seulement des magistrats qui siègent à la Cour suprême de la Côte-de-l'Or (laquelle comporte un service spécialisé dans le droit foncier), mais également des magistrats de la Cour d'appel de l'Ouest-Africain. Le Territoire ne pourrait jouir d'aucun de ces avantages s'il avait une organisation judiciaire indépendante.

## **3. — PROGRES ECONOMIQUE**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

#### **Généralités**

Le Togo est un pays essentiellement agricole; les cultivateurs sont tous Africains et les méthodes de production sont généralement primitives. L'occupation normale de la population adulte est la culture de produits alimentaires en quantités suffisantes pour satisfaire les besoins des familles et, quand c'est possible, pour permettre la vente de l'excédent sur les marchés locaux ou dans la Côte-de-l'Or.

Le cacao, cultivé dans la partie centrale du Territoire, est le seul produit marchand important que l'on cultive pour l'exportation; en fait, il constitue la principale source de revenu du Territoire et joue un grand rôle dans l'économie du pays. Les industries sont peu nombreuses et assez rudimentaires. Le seul autre secteur important de l'économie du pays est la revente au détail des produits manufacturés d'importation.

Il y a un certain nombre de non-Africains dans le Territoire. Cependant, les entreprises européennes jouent un rôle déterminant dans le domaine du négoce et du commerce; six sociétés britanniques et françaises importent, par la Côte-de-l'Or, la majeure partie des marchandises importées vendues dans le Territoire et remplissent les fonctions d'acheteurs, en particulier pour le cacao. Les Africains non originaires du Togo, dont le nombre s'élevait en 1948 à 65.000, soit un sixième de la population totale, se livrent à des activités diverses telles que les transports, le commerce de pacotille, la pêche commerciale et la culture du cacao. L'Autorité chargée de l'administration fait observer que les lois sur l'immigration qui sont en vigueur dans la Côte-de-l'Or et le Togo ont pour objet de défendre les intérêts économiques des habitants de ces deux territoires contre les personnes venues d'autres régions; ces lois interdisent l'entrée à toute personne dont l'occupation risquerait, de l'avis de l'Administration, de nuire au développement économique des autochtones. Les seuls immigrants dont l'entrée est jusqu'ici interdite sont ceux qui ont l'intention d'ouvrir un commerce de détail et ceux qui, désirant établir d'autres affaires ou pratiquer une profession libérale, ne peuvent justifier de la possession d'une somme de 5.000 ou de 1.500 livres sterling respectivement.

L'économie du Togo est étroitement intégrée à celle de la Côte-de-l'Or; cette intégration se manifeste dans le courant des échanges privés d'un pays à l'autre, dans la structure budgétaire et monétaire unifiée des deux territoires et dans le contrôle de la vente du cacao et



des autres produits. Le Togo est représenté au Gold Coast Cocoa Marketing Board et au Gold Coast Agricultural Produce Marketing Board, de même qu'à l'Agricultural Development Corporation, qui a été créée pour encourager la mise en œuvre de grands projets ou pour y participer. Sur la demande du Conseil de tutelle, l'Autorité chargée de l'administration s'est efforcée, en 1951, de fournir des statistiques distinctes pour le commerce du Territoire; elle a fait figurer dans son rapport certaines statistiques établies par des méthodes qu'elle a jugées elle-même assez rudimentaires. Les chiffres des importations, en particulier, sont des estimations approximatives; en outre, ces statistiques ne tiennent pas compte des quantités considérables, notamment de cacao ou de café, qui passent en contrebande du Togo sous administration française au Togo sous administration britannique, ou vice versa, selon les prix du moment dans chacun de ces Territoires. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'en général, la situation apparemment favorable de la balance commerciale du Territoire qu'indiquent les estimations, reflète la situation favorable qui ressort des chiffres du commerce pour la Côte-de-l'Or et le Togo considérés ensemble. A son avis, cette situation favorable est due surtout au prix élevé du cacao sur le marché mondial et au fait qu'il est difficile de se procurer les matériaux de construction, les biens de consommation et le personnel nécessaire pour mettre en œuvre les projets de développement.

A propos de la situation économique en 1951, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que, dans le nord du Territoire, la récolte a été inférieure au niveau de l'année précédente, en raison de conditions climatiques. Dans l'ensemble, l'augmentation du prix du cacao, qui a atteint un chiffre record, a mis plus d'argent en circulation dans le Territoire; les importations, dans la Côte-de-l'Or et le Togo, de certains biens de consommation importants ont été plus élevées que jamais.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle, en félicitant l'Autorité chargée de l'administration de sa politique tendant à encourager les habitants autochtones à participer au développement du Territoire, a insisté notamment sur la représentation des habitants à tous les Boards dont l'activité touche leurs intérêts, et sur la création de comités locaux de développement agricole et rural; il a formulé l'espoir que des comités analogues seraient institués dans d'autres domaines économiques. L'Autorité chargée de l'administration a exprimé son complet accord sur ces points.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Constatant avec satisfaction que, dans l'ensemble, la situation économique du Territoire sous tutelle a continué d'être florissante et que le plan de développement de la Côte-de-l'Or et du Togo a maintenant pris sa forme définitive, le Conseil appelle néanmoins l'attention de l'Autorité chargée de l'administration sur le fait que l'économie du Territoire continue de dépendre largement d'un seul produit — le cacao — et souligne qu'il importe tant de diversifier la production de base que d'améliorer les techniques agricoles; il accueille avec satisfaction les assurances de l'Autorité chargée de l'administration selon lesquelles ces questions sont suivies de très près.*

## Finances publiques; impôts

Les revenus du Territoire sous tutelle figurent dans le budget de la Côte-de-l'Or, et les dépenses qui lui sont imputées le sont en raison de ses besoins considérés par rapport à l'ensemble des deux territoires.

Les chiffres relatifs au Togo seul indiquent, tant pour les recettes que pour les dépenses, une augmentation progressive depuis 1947, ainsi qu'une diminution régulière, voire même une disparition du déficit habituel. Les chiffres pour 1950-1951 indiquent, pour la deuxième année de suite, un excédent des recettes sur les dépenses. D'après l'Autorité chargée de l'administration, ce fait ne signifie pas que le Territoire sous tutelle "aide à financer les dépenses de la Côte-de-l'Or"; il signifie seulement qu'à l'heure actuelle la situation financière des deux territoires est florissante.

Les totaux des quatre dernières années, d'après les estimations, sont les suivants:

Années	Recettes (Livres sterling)	Dépenses (Livres sterling)
1947-1948.....	363.900	625.450
1948-1949.....	489.569	614.443
1949-1950.....	812.971	799.753
1950-1951.....	1.039.886	1.036.804

Les postes de recettes les plus importants sont les droits d'importation, estimés à plus de 430.000 livres (41,5 pour 100) et les droits d'exportation, estimés à plus de 408.000 livres (39 pour 100) en 1951. Ces derniers, qui portent en grande partie sur le cacao, ne représentaient qu'environ 70.000 livres en 1948-1949.

Le nouveau droit, très élevé, qui est perçu sur le cacao depuis 1950 en vue de créer un fonds spécial de développement, constitue une importante source de revenus supplémentaires dont il n'est pas tenu compte dans les chiffres ci-dessus. Au cours de la première année agricole, le produit de ce droit spécial s'est élevé à 8 millions de livres pour l'ensemble de la Côte-de-l'Or et du Togo. Le Territoire sous tutelle produit un peu moins du dixième de la récolte totale.

Les principaux postes de dépenses pour 1950-1951 ont été les suivants:

	Montant (Livres sterling)	Pourcentage du total (Livres sterling)
Enseignement .....	201.846	19,46
Travaux publics .....	198.444	19,14
Dépenses militaires <sup>a</sup> .....	70.000	6,75
Subventions aux autorités autochtones	59.336	5,72

<sup>a</sup> L'Autorité chargée de l'administration déclare qu'aucune partie des dépenses militaires n'est affectée spécialement au Territoire. La somme indiquée représente la part qui, selon les estimations, incombe au Territoire dans les dépenses militaires du Gouvernement de la Côte-de-l'Or.

Les autres postes comprenaient environ 51.000 livres pour des indemnités temporaires de vie chère, 50.000 livres pour les besoins médicaux et 48.000 livres pour l'agriculture.

Les autorités indigènes ont chacune leur propre trésorerie. En 1950-1951, le revenu total des six autorités indigènes du Sud a été de 79.359 livres environ; les subventions du gouvernement ont constitué 37 pour 100 de ce total et le produit des impôts, des frais de justice et autres, et des droits de péage, 54 pour 100. Sur le montant total des dépenses, les dépenses extra-

ordinaires représentaient 17 pour 100, les dépenses afférentes à l'enseignement 16 pour 100, les travaux et services, 15,5 pour 100 et les frais d'administration 11 pour 100.

On continue à appliquer au Togo le système de l'imposition de la Côte-de-l'Or, qui a un caractère double en ce sens que les impôts directs et indirects sont payables tant au gouvernement qu'aux autorités indigènes. En pratique, peu d'Africains du Togo paient au gouvernement un impôt direct sur le revenu. Les impôts perçus par les autorités indigènes ont généralement un taux uniforme. Dans le Sud, les hommes paient de 6 à 12 shillings par an et les femmes de 2 à 4 shillings dans la plupart des régions. Ces taux ont légèrement augmenté depuis 1950. Dans le Nord, les hommes paient de 5 à 8 shillings et les femmes ne sont pas assujetties à l'impôt.

A sa neuvième session, le Conseil a exprimé l'espoir que l'amélioration de la situation financière se maintiendrait et se traduirait par un accroissement des sommes consacrées au développement du Territoire dans tous les domaines. Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration, après avoir indiqué que les recettes estimées étaient de nouveau supérieures aux dépenses, a déclaré que ces excédents allaient jouer un rôle important dans le financement du plan de développement.

### Plans de développement

Le Togo participe au plan de développement général de la Côte-de-l'Or, qui, sous sa forme révisée, a été approuvé par l'Assemblée législative en 1951. Comme l'a signalé l'Autorité chargée de l'administration, le plan définitif diffère surtout du projet initial en ce qu'il prévoit une dépense de 75 millions de livres au lieu de 62 millions, et que son achèvement n'est plus lié à une période fixe de dix ans.

Suivant des évaluations approximatives, le capital se répartirait de la manière suivante : 13 millions de livres pour les services économiques et les services de production, 26 millions de livres pour les communications, 24 millions de livres pour les services sociaux et 11 millions de livres pour les charges communes et l'administration générale.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il n'était pas possible de prévoir exactement dans quelle proportion les dépenses envisagées seraient effectuées dans le Territoire sous tutelle. Elle a cependant établi une liste très complète de programmes qui se rapportent au Togo. Parmi les principaux projets intéressant directement le Territoire qui sont déjà en voie de réalisation, on peut citer le développement d'une station agricole, l'adduction d'eau dans deux villes, la création d'un centre de formation rurale et la construction des bâtiments de l'école secondaire de Ho. Les projets encore à l'étude sont les suivants : transformation et amélioration de certaines routes, construction de deux écoles normales d'instituteurs et d'une école secondaire, construction d'habitations rurales, adduction d'eau dans quatre villes et agrandissement de certains hôpitaux.

Indépendamment de ce plan, un autre vaste programme de développement est actuellement à l'étude : il s'agit de construire, sur la Volta, un barrage destiné principalement à fournir de l'énergie hydro-électrique à une usine d'aluminium ; mais le plan prévoit, en même

temps, l'exécution de travaux d'irrigation et l'accroissement de la distribution d'électricité, la construction d'un nouveau port maritime dans la Côte-de-l'Or et l'amélioration des communications. Les experts du gouvernement ont publié leur rapport final en 1951. Selon l'Autorité chargée de l'administration, la réalisation de ce projet, sur lequel elle a soumis un rapport détaillé, doit présenter des avantages considérables pour les habitants de la Côte-de-l'Or et du Togo sous administration britannique. Même si le plan d'aménagement de la Volta n'est pas mis à exécution, l'augmentation probable du trafic justifiera la construction d'un port à l'est d'Accra ; on a donc décidé de commencer la réalisation de ce projet. L'Autorité chargée de l'administration déclare que le Territoire ne peut que bénéficier de la création de ce nouveau port qui permettra d'acheminer dans de meilleures conditions et plus rapidement la plupart de ses importations et certaines de ses exportations.

L'Autorité chargée de l'administration a continué à favoriser le développement local en créant quatre comités de développement chargés d'appuyer les initiatives locales en vue d'améliorer la situation des collectivités indigènes. En 1951, ces comités, qui fonctionnent dans la partie méridionale aussi bien que dans la partie septentrionale du Territoire, ont accordé des subventions s'élevant au total à plus de 10.000 livres pour des projets de développement intéressant les villages ; le même montant leur avait été alloué, dans le cadre du plan de développement, au cours de chacun des exercices financiers précédents.

En 1951, le Territoire a reçu une somme de 18.000 livres sur le fonds de réserve créé par le Gold Coast Cocoa Marketing Board. Ce montant a été mis à la disposition du Comité du développement rural du Togo du Sud, qui devait l'utiliser dans l'intérêt des planteurs de cacao : construction de routes, de puits et d'infirmeries.

A sa neuvième session, le Conseil a exprimé l'espoir que le plan décennal, approuvé sous sa forme définitive, serait promptement mis en œuvre. L'Autorité chargée de l'administration a répondu que le gouvernement actuel de la Côte-de-l'Or était fermement résolu à mettre ce plan à exécution dans le plus bref délai possible.

A sa onzième session, le Conseil a adopté l'observation suivante :

*Prenant acte du fait que l'exécution du plan de développement a commencé et que l'élaboration des plans concernant la construction du barrage sur la Volta a atteint un stade avancé, le Conseil remercie l'Autorité chargée de l'administration de lui avoir communiqué, aux fins d'information, un exposé détaillé de ces plans et attend avec intérêt les prochains rapports concernant leur mise en œuvre.*

### Agriculture, terres et forêts

Les problèmes auxquels l'Autorité chargée de l'administration doit faire face pour améliorer l'agriculture, qui constitue la base essentielle de l'économie du Territoire, ne sont pas les mêmes pour la région septentrionale et pour la région méridionale.

Dans la partie septentrionale, l'objectif à atteindre est la production d'une culture marchande sûre. Il semble que les arachides offrent à cet égard les meil-

leurs possibilités; la production est déjà considérable, mais insuffisante pour l'exportation. L'Autorité chargée de l'administration estime cependant qu'il faut tout d'abord assurer la production de denrées alimentaires et le gouvernement s'est surtout attaché à améliorer les mesures de conservation du sol et les méthodes générales d'agriculture. En 1951, comme les années précédentes, aucun agronome ni assistant agronome n'a résidé effectivement dans le Togo septentrional; l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir que le personnel des territoires du Nord de la Côte-de-l'Or est chargé de contrôler les exploitations agricoles et de donner des conseils, tandis que des agronomes itinérants, appartenant à l'administration indigène, surveillent les centres de démonstration agricole de l'administration indigène. L'Autorité administrante a également attaché une grande importance aux travaux entrepris dans le district de Kusasi par un Comité local d'encouragement à l'agriculture. Ce Comité subventionné par l'Administration et par les autorités indigènes, consent des prêts aux agriculteurs pour permettre à chacun d'eux d'acheter une charrue et deux boeufs, et organise des démonstrations sur les méthodes de culture mixte, l'emploi des engrais, le labourage parallèle aux courbes de niveaux et la manutention des produits. Il achète également à ses membres leurs récoltes d'arachides; ses bénéfices servent à rembourser les prêts consentis aux agriculteurs. Deux autorités indigènes du Nord ont également institué des systèmes analogues de prêts pour l'achat de matériel.

L'Autorité administrante a constaté que les agriculteurs du Nord sont d'esprit très conservateur et peu enclins à adopter les méthodes et les cultures nouvelles. Elle a cependant signalé le développement continu des cultures de maïs, de manioc, de riz et de légumes en 1951, et, dans le district de Kusasi, l'accroissement du nombre des membres togolais au Comité d'encouragement à l'agriculture; ce nombre est passé de 73 à 157. Elle a été d'avis que le principal obstacle à un développement de grande envergure de la culture mixte est actuellement le manque des capitaux nécessaires pour permettre à une population pauvre de se procurer des boeufs et des charrues.

En ce qui concerne le Togo méridional, on estime que l'amélioration des méthodes d'agriculture constitue également l'un des problèmes généraux fondamentaux; mais comme la culture du cacao y est déjà très développée, on s'est attaché particulièrement à améliorer cette culture. Sur les sept hauts fonctionnaires de l'agriculture employés dans le Togo méridional ou dans les régions avoisinantes en 1951, quatre étaient des inspecteurs qui s'occupaient plus spécialement de l'élimination de l'œdème des pousses, qui, par le passé, a ravagé de vastes étendues de la Côte-de-l'Or. On lutte contre cette maladie en abattant les arbres atteints; ces opérations avaient auparavant un caractère obligatoire et rencontraient une certaine opposition de la part des cultivateurs mais elles sont devenues facultatives en 1951; aux termes d'une nouvelle réglementation sur la culture du cacao, promulguée vers la fin de l'année, les taux d'indemnité ont été doublés (passant de 2 à 4 shillings par arbre) et les subventions pour la replantation ont été portées de 6 pence à 6 shillings par arbre. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'à la fin de l'année, cinq foyers principaux de maladie n'avaient pas

encore été traités et qu'une campagne de propagande intensive serait lancée en 1952.

La station agricole gouvernementale de Kapeve, à la frontière sud, dessert la partie méridionale du Togo en ce qui concerne la démonstration des méthodes générales d'agriculture. Deux comités locaux d'agriculture fonctionnent également dans cette partie du Territoire.

L'élevage des bovins, des moutons, des porcs, des chevaux et d'autres animaux, est pratiqué dans le Territoire, plus particulièrement dans la région nord. En général, la qualité du bétail est très médiocre. Les services vétérinaires de la Côte-de-l'Or, dont certains assistants africains ont été détachés au Togo, se sont consacrés à la lutte contre les maladies du bétail et à l'amélioration de sa qualité.

Le Territoire est composé en grande partie de terres arables, mais le manque d'eau dans certaines régions en limite l'utilisation. Les terres ne peuvent être aliénées sans l'autorisation du Gouverneur et les groupes non autochtones, à savoir l'Administration elle-même, les missions religieuses, les compagnies commerciales et les Africains non originaires du Togo, ne possèdent ou n'ont en location que des terres d'étendue relativement restreinte.

Au cours de ses septième et neuvième sessions, le Conseil de tutelle a adopté des recommandations en faveur d'une augmentation de la production agricole et d'une plus grande variété dans les cultures; lors de sa neuvième session, il a félicité l'Autorité chargée de l'administration d'avoir créé des comités agricoles locaux. Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle poursuivait ses efforts pour accroître la production et introduire des cultures plus variées. Le rapport signalait également qu'une campagne avait été menée en vue d'encourager une production plus grande des denrées alimentaires et que l'on avait créé une organisation d'achat en gros pour l'achat et l'entreposage, à des prix garantis, de toutes les quantités disponibles de certains produits alimentaires déterminés. Un projet témoin d'agriculture mécanisée, lancé dans la Côte-de-l'Or septentrionale, mais que l'on a jugé important du point de vue expérimental pour le Togo septentrional, a été considérablement développé en 1951. Dans le Togo méridional, le plan envisagé pour la culture du riz a fait peu de progrès; il faudra disposer de nouveaux renseignements hydrologiques avant de mener ce projet à bien.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante au sujet de l'œdème des pousses du cacao:

*Prenant acte de la réorganisation de la campagne en vue de faire disparaître l'œdème des pousses dans les régions de culture du cacaoier et constatant que, dans le Territoire lui-même, cette maladie n'a affecté que des superficies relativement peu étendues, le Conseil insiste sur le fait que, dans l'intérêt de l'économie du Territoire et de ses habitants, il importe d'empêcher la maladie de se propager et invite instamment l'Autorité chargée de l'administration à prendre toutes les mesures d'ordre pratique qui puissent lui assurer dans cette tâche, la coopération des producteurs de cacao.*

Depuis qu'il fonctionne, le Board a presque toujours fixé le prix à payer aux agriculteurs à un niveau beaucoup plus bas que celui auquel il vendait le produit;

il a pu ainsi accumuler des bénéfices nets ou des excédents importants. Ainsi, pendant la saison 1950-1951, bien que le prix payé aux fermiers ait atteint le chiffre record d'environ 130 livres la tonne, le prix de vente moyen a été de 270 livres f.o.b.; après déduction des frais et des droits de douane, qui ont considérablement augmenté (plus de 13 millions de livres, contre 3.500.000 livres l'année précédente), les opérations du Board se sont soldées par un excédent de plus de 20 millions de livres.

Le montant du fonds de stabilisation avait été primitivement fixé à 30 millions de livres, mais son plafond a été progressivement porté à 60 millions de livres; à la fin de 1951, il était de 51 millions de livres. Un autre fonds, destiné à la réorganisation de l'industrie, se chiffrait à 7.500.000 livres, et le fonds de transactions générales commerciales à 9 millions de livres; le montant du fonds d'assurance contre les émeutes et les troubles publics s'élevait à 1.500.000 livres, soit 50 pour 100 de plus que l'année précédente.

Ces chiffres s'appliquent à l'ensemble des territoires de la Côte-de-l'Or et du Togo. Normalement, la part du Togo dans la production totale est d'un peu moins de 10 pour 100; en 1950-1951, cette production a atteint le chiffre record de 23.421 tonnes. Le Conseil a acheté ce cacao par l'intermédiaire d'agents à la commission, pour une somme évaluée à 4.500.000 livres, dont un peu plus de 3 millions ont été versés aux producteurs; il l'a vendu pour 6.300.000 livres.

Aux termes de la loi, les excédents résultant des opérations du Board, après défalcation des sommes affectées aux réserves, doivent être consacrés à des fins susceptibles de servir les intérêts des producteurs de cacao, sous réserve de l'approbation du gouvernement. En 1950, le Board a mis en réserve un million de livres qu'il a placées en valeurs à 3 pour 100 dont les intérêts devaient servir à financer un programme de bourses d'études en faveur des régions de la Côte-de-l'Or et du Togo, productrices de cacao. Il a également consenti un prêt de 2.300.000 livres au gouvernement pour l'agrandissement du port de Takoradi dans la Côte-de-l'Or. En 1950 et 1951, il a offert une somme totale de 375.000 livres pour la réalisation de projets locaux de développement des régions productrices de cacao; sur les 40.000 livres effectivement versées, le Togo a reçu 18.000 livres.

### **Cacao; projets de commercialisation**

La commercialisation de la principale culture marchande d'exportation, le cacao, et des cultures moins importantes de graines et d'huile de palme, de copra, de café et de noix de karité, envisagée par les Gold Coast Marketing Boards, constitue l'un des facteurs caractéristiques de l'économie du Togo méridional. Le Togo a un représentant dans chacun de ces deux boards, qui fonctionnent de façon analogue.

Le plus important des deux, le Cocoa Marketing Board, a été réorganisé en 1951 en vue d'assurer aux producteurs de cacao une représentation plus directe et de permettre au gouvernement d'exercer un contrôle plus étroit sur sa politique et ses opérations. Il achète tout le cacao de la Côte-de-l'Or et du Togo, à un prix garanti fixé avant l'époque des récoltes. Les prix sont établis de façon à laisser une marge de bénéfice qui permette de constituer des réserves suffisantes pour le

fonctionnement du Board et, en particulier, pour stabiliser les prix payés aux agriculteurs au cas où des tendances défavorables se manifesteraient sur le marché mondial.

Au cours de ses précédentes sessions, le Conseil de tutelle a insisté surtout pour que l'on assure aux producteurs du Togo une représentation suffisante au Board et pour que le Territoire reçoive une part équitable des bénéfices provenant de la vente de ses produits. A ses quatrième et septième sessions, le Conseil a adopté des recommandations à ce sujet et, à sa neuvième session, il a approuvé la politique du Board, l'a félicité de sa nouvelle organisation et a exprimé l'espoir que les producteurs du Togo seraient représentés d'une manière adéquate. A ces deux dernières sessions, le Conseil avait été saisi de pétitions émanant d'une organisation de producteurs de cacao du Togo, qui exprimaient leur mécontentement au sujet des mesures prises pour le Territoire sous tutelle et demandaient un système de commercialisation distinct pour le Togo.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que le Togo, qui produit un peu moins d'un dixième de la récolte de cacao, dispose au Board d'un des trois sièges réservés aux producteurs; or, le Board compte au total huit membres. Le représentant du Togo est un cultivateur établi au centre de la principale région productrice de cacao du Territoire sous tutelle.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante au sujet des prix de vente du cacao:

*Constatant que, grâce au produit de la vente sur le marché mondial de la production de cacao de la Côte-de-l'Or et du Togo, le Gold Coast Cocoa Marketing Board a maintenant constitué d'appréciables réserves destinées à stabiliser les prix, prenant acte de l'existence de fonds de réserves supplémentaires constitués en vue du développement économique et de la mise en valeur des régions de culture du cacaoyer, reconnaissant que, par suite des nouveaux droits à l'exportation imposés sur le cacao en vue d'assurer le financement de plans généraux de développement, le Cocoa Marketing Board recevra à l'avenir un moindre pourcentage des sommes représentant la différence entre les prix pratiqués sur le marché mondial et les prix payés aux producteurs, le Conseil recommande que, tenant compte de ces considérations et de la nécessité d'éviter des pressions inflationnistes excessives, l'Autorité chargée de l'administration invite le Cocoa Marketing Board à réviser les prix qu'il paie aux producteurs, de manière à les mettre en harmonie avec les prix pratiqués sur le marché mondial et avec les prix payés aux producteurs de cacao dans les territoires voisins.*

### **Industrie**

Le Togo ne possède pas d'industries manufacturières importantes. Il existe seulement un petit nombre d'entreprises modestes. Une fabrique de briques et de tuiles, exploitée à Ho par des lépreux, a été abandonnée en 1951 par suite de fissures dans le four; une autre entreprise fabrique des briques et des tuiles à Kpandui; et la production de poteries vernissées a commencé à Ve Koloenu.

L'industrie villageoise du tissage se poursuit dans plusieurs centres avec l'aide du Southern Togoland Rural Development Committee. La Industrial Development Corporation, société officielle de la Côte-de-l'Or habilitée à aider les entreprises, a continué de prêter son concours technique et financier aux tisserands d'Awatime; en outre, elle achète et vend les articles fabriqués par les sculpteurs sur bois et sur ivoire.

Dans le Togo septentrional, l'activité industrielle est restée limitée à l'artisanat local et aux métiers pratiques à domicile.

### **Coopératives**

L'Autorité chargée de l'administration déclare qu'elle a pris une part active au développement des formes multiples de la coopération, qui constitue, à son avis, un moyen sûr de développer les ressources et l'économie du Territoire dans l'intérêt de ses habitants.

A sa neuvième session, le Conseil a encouragé l'Autorité chargée de l'administration à poursuivre cette politique. Au cours de sa onzième session, il a été informé que le nombre des sociétés coopératives était passé de 10 en 1947 à 26 en 1951; la plupart de ces sociétés étaient des coopératives primaires constituées pour la vente du cacao, avec un effectif total de 3.866 membres. Une coopérative de consommation a été créée à l'intérieur du Territoire sous tutelle à Jasikan. Un fonctionnaire adjoint du service des coopératives et trois inspecteurs des coopératives qui avaient tous reçu une formation spécialisée, ont été affectés au Territoire.

A la même session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Rappelant l'intérêt qu'il a précédemment porté au progrès du mouvement coopératif et constatant les nouveaux progrès accomplis pendant la période étudiée, le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuera d'encourager le développement de ce mouvement.*

### **Approvisionnement en eau**

L'adduction d'eau et le développement des travaux destinés à l'améliorer est un problème sur l'urgence duquel la Mission de visite de 1949 avait particulièrement insisté. A sa septième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'examiner avec un soin particulier la possibilité d'assurer le plus rapidement possible un ravitaillement suffisant en eau. A sa neuvième session, le Conseil a noté avec satisfaction les progrès réalisés et les plans établis en vue d'accroître considérablement ces progrès et il a recommandé que les travaux d'adduction d'eau soient développés, notamment dans la zone aride du Nord.

Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a signalé les progrès récemment accomplis et a déclaré qu'elle avait pour politique de poursuivre les travaux d'amélioration de l'adduction d'eau aussi rapidement que possible dans les deux parties du Territoire. Il est toutefois inévitable que dans la partie méridionale, où la population est plus concentrée, les plans soient plus importants et les progrès plus rapides. Néanmoins, la réalisation du programme d'installation de puits, d'abreuvoir, etc., dans les villages du nord sera poussée activement grâce

aux fonds substantiels que le plan de développement prévoit pour les éléments accessoires de l'équipement rural.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Rappelant l'importance qu'il a précédemment attachée au programme destiné à assurer l'approvisionnement en eau du Territoire, le Conseil constate avec satisfaction que, l'Autorité chargée de l'administration a reconnu qu'il était particulièrement urgent, dans le cadre du plan de développement, de hâter la mise en œuvre du programme d'approvisionnement en eau des régions rurales.*

### **Communications**

En 1951, l'Administration a pourvu à l'entretien d'une longueur totale de 302 milles de routes. De leur côté, les autorités indigènes ont entretenu en bon état, aux frais de l'Administration, 292 milles de routes praticables par tous les temps, sans compter 120 milles qu'elles ont entretenus à leurs propres frais. En comparant ces chiffres à ceux de 1950, on constate que la responsabilité de l'entretien de sections considérables du réseau routier a été remise aux autorités indigènes, tandis que l'Administration continuait à fournir les fonds.

Au cours de ses septième et neuvième sessions, le Conseil a invité l'Autorité chargée de l'administration à intensifier son programme de construction de routes et recommandé à ladite Autorité d'examiner en particulier la possibilité de construire des routes praticables par tous les temps et d'accélérer l'amélioration du revêtement des routes existantes.

Dans son rapport pour 1951, l'Administration a déclaré que le programme de développement prévoit une extension considérable du réseau routier, dont le premier objectif doit consister à créer une artère principale praticable en tous temps entre Accra (Côte-de-l'Or) et Papase; le coût de la section de cette route située dans les limites du Territoire est évalué à 360.000 livres. Elle a fait savoir qu'elle pourra envisager le prolongement de cette route principale vers le nord du Territoire lorsqu'une décision aura été prise au sujet du projet de barrage sur la Volta et que l'on connaîtra toutes les incidences de ce projet.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Rappelant qu'il s'est déjà préoccupé de la nécessité d'améliorer et de développer le réseau routier du Territoire, le Conseil prend acte des progrès accomplis pendant la période étudiée et appelle instamment l'attention de l'Autorité chargée de l'administration sur la nécessité de construire une route praticable en toutes saisons, reliant les régions septentrionale et méridionale du Territoire, et d'améliorer encore l'accès aux diverses régions, notamment aux régions productrices de cacao.*

### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Généralités**

Le représentant du Salvador a jugé satisfaisante la situation économique générale du Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration avait subordonné économiquement le Territoire sous tutelle à la Côte-de-l'Or, et ne se souciait pas de développer l'économie du Togo. Elle ne faisait rien pour sauvegarder les intérêts du Togo en tant que Territoire sous tutelle; elle le considérait simplement comme une partie de la colonie de la Côte-de-l'Or. L'Autorité chargée de l'administration avait contrarié le développement économique du Togo et avait fait du Territoire un réservoir de matières premières pour la région métropolitaine. Six pour cent de la superficie totale des terres arables sont occupées par des plantations de cacao et une superficie de 800 hectares est consacrée à la production de café; or ces deux denrées sont destinées à l'exportation. Toute la production de cacao du Territoire est achetée par une organisation gouvernementale de la Côte-de-l'Or, à caractère de monopole.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a relevé que l'Union des Républiques socialistes soviétiques figurait en très bon rang sur la liste des pays vers lesquels le cacao était exporté; elle est en effet au quatrième rang des pays importateurs de cacao en provenance du Territoire. En conséquence, si l'Autorité chargée de l'administration exploite le Territoire dans son propre intérêt, elle l'exploite également dans l'intérêt de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, laquelle achète une fraction importante de la production de cacao du Territoire au même prix que les acheteurs britanniques et américains.

### **Finances publiques; impôts**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, dans le domaine fiscal, l'Autorité chargée de l'administration maintient la capitation, système qui ne tient pas compte du revenu et des possibilités financières des autochtones. Tout le poids de l'impôt repose ainsi sur les éléments les plus pauvres de la population, qui sont l'énorme majorité. A cet égard, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé que le Conseil se devait de recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures pour remplacer l'impôt de capitation par un impôt progressif sur le revenu ou, tout au moins, par un système d'impôt sur le revenu qui tienne compte de la situation de fortune et de la capacité fiscale des habitants.

### **Plans de développement**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait observer que le plan de développement révisé mettait fortement l'accent sur le développement de l'instruction, tout en accordant la place prépondérante au développement économique. Rappelant que le financement du plan devait être assuré surtout par une surtaxe à l'exportation du cacao, il a fait remarquer qu'il était heureux pour la Côte-de-l'Or et pour le Territoire sous tutelle que le prix du cacao se soit maintenu à un niveau si élevé et que cette denrée soit ainsi devenue une source de prospérité pour les producteurs et de revenus considérables pour le Gold Coast Cocoa Marketing Board et pour le gouvernement; ces revenus ont permis en effet le financement de ces projets ambitieux. Le représentant a également déclaré que sa délégation était reconnaissante pour les renseignements,

consignés dans l'additif au rapport, sur l'état d'avancement du projet de la Volta.

Le représentant de la France a dit que sa délégation s'était particulièrement intéressée au plan de développement qui s'appuie sur les collectivités locales et fait appel à l'initiative de la population. L'enthousiasme manifesté pour cette forme de développement varie selon les lieux, mais on peut estimer comme tout à fait satisfaisant qu'il y ait déjà, aux termes du rapport, dans la partie sud du Territoire, une très bonne réponse à cette idée de développement villageois par les moyens propres du village.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, d'après la Mission de visite de 1949, les besoins propres du Territoire sous tutelle ne faisaient pas l'objet d'évaluations distinctes lors de l'élaboration des plans de développement; ils étaient appréciés en fonction des besoins et des ressources de l'ensemble de la Côte-de-l'Or.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a donné au Conseil l'assurance que l'Autorité administrante le tiendrait au courant de toutes les étapes importantes du plan de développement et de l'état d'avancement du projet d'aménagement de la Volta.

### **Agriculture, terres et forêts**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que sa délégation persistait à penser qu'il y aurait grand intérêt à diversifier davantage la production des produits de base et à améliorer les méthodes agricoles. L'action des comités locaux de développement agricole semble utile et encourageante à cet égard et il convient de noter avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration a, dans son rapport annuel, donné l'assurance que des efforts continueront d'être faits dans ce sens. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a souligné qu'il importait de combattre et d'extirper l'œdème des pousses qui attaque le cacaoyer et il a déploré que les mesures prises n'aient pas été, semble-t-il, pleinement appréciées par les cultivateurs. Le Conseil de tutelle devrait inviter les planteurs à coopérer sans réserve avec l'Administration dans ce domaine, faute de quoi les plantations qui font toute la richesse du Territoire se trouveraient menacées.

Aux yeux du représentant de la France, la décision prise par l'Administration qui a rendu volontaire, et non pas obligatoire, la destruction des plants de cacao atteints par la maladie est caractéristique du développement de l'esprit public.

Plus significatif encore est le fait que les Autorités autochtones soient devenues conscientes de l'importance que présente la conservation des forêts, et que certaines de ces autorités aient elles-mêmes édicté des règles pour contrôler ou interdire les feux de brousse.

Le représentant du Salvador a noté avec satisfaction que les recommandations formulées par le Conseil au cours de ses septième et neuvième sessions, tendant à ce que l'Autorité chargée de l'administration accroisse et diversifie la production agricole, avaient déjà été mises à exécution et que l'Autorité chargée de l'administration avait l'intention de poursuivre ses efforts pour améliorer les méthodes agricoles et aider les cultivateurs indigènes. Il s'est déclaré convaincu qu'en dépit des difficultés dues au fait que la population de

la région septentrionale montrait peu d'empressement à s'initier aux nouvelles méthodes de culture, ce problème serait résolu et que l'Autorité chargée de l'administration prendrait toutes les mesures utiles pour que toute la population se familiarise avec les techniques modernes afin que la région septentrionale atteigne le même degré de prospérité que la région méridionale.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la question de la diversification de la production agricole préoccupait sérieusement les autorités responsables tant au Royaume-Uni que dans la Côte-de-l'Or et que celles-ci continueraient à accorder à ce problème toute leur attention. Elles se proposaient également de poursuivre avec ténacité la lutte contre l'œdème des pousses.

### **Aliénation des terres**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration continuait à aliéner des terres appartenant à la population autochtone du Territoire sous tutelle et ne faisait rien pour restituer à cette population les terres aliénées. En 1950, elle a aliéné 1 ha. 50 de terres indigènes; en 1951, elle en a aliéné encore autant. A l'heure actuelle, l'Administration possède plus de 13 km<sup>2</sup> de terres. L'Autorité chargée de l'administration procède également à des aliénations de terres sous le couvert d'un programme de planification et sous prétexte de constituer des réserves forestières.

Le plan de développement prévoit la constitution de réserves forestières s'étendant sur 650 km<sup>2</sup> environ; la superficie consacrée au plan d'utilisation des terres doit porter sur 200 km<sup>2</sup> rien que dans la région septentrionale. Dans le district de Bawku, on a constitué une réserve de 106 km<sup>2</sup>. Dans la région méridionale, une superficie de 577 km<sup>2</sup> a été constituée en réserve forestière. Le Conseil de tutelle devrait recommander que l'Autorité chargée de l'administration restitue à la population autochtone les terres qui lui ont été enlevées de quelque manière que ce soit et interdise à l'avenir l'aliénation de terres appartenant à cette population.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait ressortir que les aliénations ne portaient que sur des superficies minimes et que sans ces aliénations mineures il serait impossible de maintenir l'activité économique du pays. Cette année, par exemple, une banque s'est établie dans le Territoire; elle n'aurait pu le faire si la société intéressée n'avait été autorisée à acquérir une parcelle de terrain pour construire ses bâtiments. Il est impossible d'interdire entièrement toute aliénation mais le contrôle le plus strict est exercé sur les opérations impliquant un transfert de propriété foncière. La constitution de réserves forestières et le plan d'utilisation des terres n'entraînent aucun transfert de propriété; elles ne sont qu'un moyen d'exercer un certain contrôle sur les cultures. Le représentant d'un pays très riche en forêts intactes a peut-être de la peine à comprendre à quel point il importe, dans un pays tropical, de conserver les ressources forestières.

### **Cacao; projets de commercialisation**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a approuvé sans réserve la réforme de structure qui a fait du

Gold Coast Cocoa Marketing Board un organe plus conforme à la conception moderne des sociétés publiques et qui l'a assujéti plus étroitement au contrôle de l'Assemblée législative.

Le représentant de la Chine s'est plu à constater que l'essor des exportations de cacao, stimulé par la hausse du prix de cette denrée sur le marché mondial avait eu des effets bienfaisants et avait notamment permis un relèvement du niveau de vie. Cependant, étant donné que l'écart existant entre le prix du cacao sur le marché mondial et celui qui est réellement payé aux producteurs devrait être aussi faible que possible, il a estimé que l'Administration devrait procéder à une étude attentive de cette question de manière à assurer aux producteurs de cacao le traitement le plus équitable.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a affirmé que le gouvernement avait institué le Cocoa Marketing Board sans consulter les producteurs autochtones, dont les intérêts ne sont pas représentés au sein de cet organe. C'est ce qui ressort des pétitions T/Pet.6/15 et Add.1 et T/Pet.6/204. Selon une pétition présentée par la Togoland National Farmers' Union<sup>386</sup>, les bénéfices réalisés par le Cocoa Marketing Board ont dépassé 63 millions de livres sterling; or cette somme n'a pas été utilisée pour développer le Territoire ni pour assurer le bien-être de sa population misérable.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la seule assurance qu'il pouvait donner au sujet des prix du cacao était que les réserves futures du Cocoa Marketing Board seraient sensiblement inférieures à celles des années qui ont suivi la création du fonds de stabilisation. Cependant, le prix payé au planteur ne sera sans doute pas sensiblement augmenté, en raison surtout du fait que le gouvernement a maintenant pour politique d'imposer un droit très élevé à l'exportation du cacao; le produit de ce droit servira à financer le développement du Territoire. Autrement dit, le gouvernement prendra un pourcentage plus important de la différence entre le prix payé au producteur et le prix de vente du cacao, tandis que la part du Cocoa Marketing Board sera moindre. Il est possible que le prix du cacao, fixé en 1952 pour la récolte suivante, soit plus élevé, mais cette augmentation ne sera sans doute pas très appréciable, parce qu'il est nécessaire notamment de lutter contre l'inflation.

### **Coopératives**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que le Conseil devrait noter avec satisfaction le développement des sociétés coopératives dans ce territoire essentiellement agricole.

### **Communications**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a pensé que le Conseil souhaiterait peut-être marquer comme par le passé l'intérêt qu'il prend à la construction de nouvelles routes et à l'amélioration du réseau routier actuel. La construction, entre Accra et Papase, d'une route praticable en toutes saisons, et son prolongement éventuel jusqu'à la région septentrionale du Territoire sous tutelle enrichira le réseau de communications du Territoire.

<sup>386</sup> T/Pet.6/305.



#### 4. — PROGRES SOCIAL

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Politique suivie et considérations générales

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que toutes les institutions, qu'elles soient privées, officielles, commerciales ou locales, contribuent au progrès social du Territoire. Les principales institutions gouvernementales sont le Département médical de la Côte-de-l'Or et le Département de la protection sociale, qui détachent des fonctionnaires dans le Territoire sous tutelle, et le Département du travail, qui n'y envoie pas de fonctionnaires supérieurs. Le Département de la protection sociale a continué à déployer une grande activité au Togo, dans les domaines de l'éducation des masses et du développement des collectivités (voir plus bas, *Progrès de l'enseignement*). Afin de pouvoir mettre en œuvre les programmes qu'il a établis dans ces deux domaines, le Département de la protection sociale a considérablement augmenté en 1951 le nombre de ses fonctionnaires qui résident dans le Territoire ou qui y sont détachés.

##### Condition de la femme; coutumes sociales

Les femmes, par le commerce qu'elles font sur les marchés locaux, jouent un rôle important dans la vie économique du Territoire. La coutume indigène ne leur reconnaît pas l'exercice de droits politiques. Toutefois, l'Autorité chargée de l'administration signale que, dans la zone sud, les femmes expriment de plus en plus énergiquement la volonté de se voir reconnaître ces droits.

A sa quatrième session, le Conseil avait recommandé que les pratiques barbares, d'ailleurs en voie de disparition, telles que le mariage d'enfants, fussent expressément interdites par la loi. L'Autorité chargée de l'administration a fait remarquer, à la suite de cette recommandation, que les mariages d'enfants ne sont pas coutumiers dans le Territoire. Elle a fait également observer qu'en général une interdiction légale ne hâte guère la disparition de coutumes sociales auxquelles une fraction importante de la collectivité n'est pas disposée à renoncer; le moyen le plus efficace de faire disparaître des pratiques que la pensée civilisée juge odieuses est de développer l'instruction et l'éducation chrétienne.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a invité instamment l'Autorité chargée de l'administration à continuer à réserver une attention spéciale aux mesures tendant à améliorer la condition de la femme. L'Autorité chargée de l'administration a reconnu que, seule, l'instruction permettrait aux femmes de se prévaloir des possibilités qui leur sont offertes; en conséquence, l'Autorité est résolue à prendre les mesures nécessaires pour que le nombre des filles qui fréquentent les écoles soit aussi élevé que le nombre des garçons. Le programme d'éducation des masses a donné des résultats remarquables en ce qui concerne les femmes. L'Autorité chargée de l'administration souligne que la condition de la femme n'est à aucun égard inférieure à celle de l'homme; les nouvelles lois électorales donnent aux femmes le droit de vote dans les mêmes conditions qu'aux hommes; en outre, les femmes peuvent recevoir une formation qui les met à

même de travailler dans les divers services de l'administration. Les femmes font partie de plusieurs autorités indigènes.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Constatant avec satisfaction qu'aux termes des nouvelles lois électorales applicables au Territoire, les hommes et les femmes jouissent de droits égaux, le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuera d'encourager les femmes à prendre une part active à la vie civique et politique du Territoire.*

##### Statistiques démographiques

Tous les décès et naissances qui se produisent dans la ville de Ho sont obligatoirement inscrits sur le registre de l'état civil. Bien que trois autorités indigènes du Togo méridional aient adopté des règlements tendant à l'enregistrement obligatoire des naissances et des décès africains dans 62 villes et villages, l'Autorité chargée de l'administration déclare que, d'une manière générale, ces règlements ne sont pas observés et qu'elle a décidé de restreindre leur application à 11 grands centres. On prévoit que lorsque l'on aura obtenu l'enregistrement effectif des naissances et des décès dans ces localités, les nouvelles autorités locales désireront étendre progressivement l'état civil à toutes les régions du Territoire.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Prenant acte des difficultés suscitées par l'enregistrement des naissances et des décès et par l'établissement des autres statistiques démographiques concernant les autochtones du Territoire, le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration prendra de nouvelles mesures en vue de rendre applicables à l'ensemble du Territoire les dispositions prévoyant l'établissement de ces statistiques.*

##### Châtiments corporels

Jusqu'en 1951, les lois en vigueur dans le Territoire permettaient d'infliger des châtimens corporels aux adultes pour vol, vol accompagné de violence et infractions du même ordre, et aux garçons de moins de 16 ans pour toute infraction grave. Aucune condamnation de ce genre n'a été prononcée contre des adultes au cours des quatre dernières années; en ce qui concerne les adolescents, le nombre de cas où des châtimens corporels ont été infligés a diminué, passant de 15 en 1949 à 3 en 1951. La nouvelle législation promulguée en 1951 ne permet aux tribunaux d'infliger des châtimens corporels aux adultes que pour effraction à main armée. Les peines corporelles sont également maintenues pour deux délits graves entraînant une peine d'emprisonnement.

A sa quatrième session, le Conseil avait recommandé l'abolition des châtimens corporels. A sa septième session, il a pris acte de la diminution du nombre des condamnations à des châtimens corporels au Togo, ainsi que de la déclaration de l'Autorité chargée de l'administration selon laquelle elle entendait réduire progressivement les châtimens corporels et les abolir complètement dès que la chose serait possible. Le Conseil a également renouvelé sa précédente recommandation à cet égard. A sa cinquième, puis à sa

sixième session, l'Assemblée générale avait recommandé que des mesures fussent prises immédiatement en vue d'abolir complètement les châtiments corporels dans tous les Territoires où ils existaient encore. A sa neuvième session, le Conseil, notant que l'Autorité chargée de l'administration avait entrepris un nouvel examen de sa position en la matière, compte tenu des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil, notant en outre que le Conseil exécutif de la Côte-de-l'Or avait décidé de supprimer les châtiments corporels en tant que peines pouvant être infligées à des adultes par les tribunaux, a insisté pour que des mesures soient prises immédiatement en vue de la suppression complète des châtiments corporels.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré, dans son rapport annuel pour 1951, que l'Assemblée législative avait modifié la proposition du Conseil exécutif de la Côte-de-l'Or visant à supprimer les châtiments corporels en tant que peines pouvant être infligées aux adultes par les tribunaux et avait décidé de maintenir les châtiments corporels pour le délit d'effraction à main armée. L'Assemblée législative a, en effet, estimé que l'opinion publique de la Côte-de-l'Or et du Territoire sous tutelle n'avait pas atteint un degré d'évolution qui lui permit d'accepter l'abolition des châtiments corporels pour ce délit. L'Autorité chargée de l'administration considère que, étant donné le stade actuel de l'évolution organique de la Côte-de-l'Or et du Territoire, la persuasion est le seul moyen dont elle dispose pour atteindre le résultat voulu; elle reconnaît toutefois que l'instruction contribuera puissamment à amener l'opinion publique à accepter l'abolition totale des châtiments corporels. Il convient de noter que le maintien des peines corporelles — infligées tant à la suite d'un jugement des tribunaux que dans les prisons — a un but préventif plutôt que répressif. En ce qui concerne les adolescents, l'Autorité chargée de l'administration déclare que, lorsqu'il y aura un service de la liberté surveillée dans le Territoire, on pourra réduire davantage encore les châtiments corporels et envoyer les jeunes délinquants à la maison de redressement (*Borstal Institution*); toutefois, la délinquance juvénile dans le Territoire est si peu importante qu'il n'y a pas lieu de détacher au Togo des fonctionnaires du Service de la liberté surveillée; les effectifs de ce service sont en effet restreints et les centres urbains de la Côte-de-l'Or en ont un besoin beaucoup plus urgent.

### Services médicaux et santé publique

Le Gold Coast Medical Department, les autorités indigènes et, dans une mesure moindre, les missions assurent les services médicaux du Togo. A la fin de 1951, il a été annoncé qu'une commission d'enquête serait constituée au début de 1952 en vue de déterminer les besoins de la Côte-de-l'Or et du Territoire dans le domaine médical; cette commission d'enquête devait étudier les mesures prises ou prévues en matière de soins médicaux et de santé publique et formuler les recommandations qu'elle jugerait utiles.

La partie méridionale du Territoire est desservie par l'hôpital central d'Accra, dans la Côte-de-l'Or, et par les hôpitaux de districts du Territoire, situés à Ho (38 lits et une ambulance), et à Hohoe (cet hôpital ne compte que 12 lits, mais on construit un nouvel hôpital de 40 lits qui doit être prêt en 1952); il faut

ajouter l'hôpital de la mission de Worawora (18 lits). La zone nord est desservie par l'hôpital de Yendi (36 lits; on projette de porter ce nombre à 60), et par 2 hôpitaux situés à Bawku et à Salaga, à proximité immédiate du Territoire sous tutelle.

Il existe d'autre part 21 dispensaires, dont 2 sont situés immédiatement de l'autre côté de la frontière du Territoire. Ils sont gérés pour la plupart par les autorités indigènes. On compte en outre 8 services de consultations prénatales et de protection infantile, situés dans le Territoire, ainsi qu'une maternité gérée par les autorités indigènes et un dispensaire mobile de protection de la mère et de l'enfant; ces deux derniers services sont situés dans la partie méridionale du Territoire. Le Territoire possède également une léproserie et un dispensaire pour les lépreux. Un centre médical a été achevé en 1951 à Kpandu; il comprendra au début un dispensaire et une maternité.

De 1947 à 1951, deux médecins de l'Administration étaient installés dans le Togo méridional; depuis 1950, un autre est affecté à Yendi, dans le Nord. En 1951, 2 médecins privés enregistrés sont venus s'ajouter au personnel médical du Territoire. L'effectif total du personnel médical est passé de 78 en 1950 à 89 en 1951; le personnel de l'Administration comprend 3 médecins, 4 sages-femmes et 23 infirmières diplômées. Douze missionnaires donnent des soins médicaux. Les principales maladies traitées sont le pian, les dermatoses, le paludisme et la pneumonie.

Les sommes dépensées par l'Administration au titre de la santé publique se sont élevées au total à 59.860 livres pour l'exercice 1947-1948, à 46.141 livres pour l'exercice 1948-1949, à 47.330 livres pour l'exercice 1949-1950 et à 50.266 livres pour l'exercice 1950-1951, soit 4,85 pour 100 du montant total des dépenses prévues.

Le Conseil de tutelle avait déjà attiré précédemment l'attention de l'Autorité chargée de l'administration sur l'insuffisance des services de santé dans le Territoire; à ses quatrième, septième et neuvième sessions, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de développer ces services. A sa neuvième session, le Conseil, tout en appréciant les progrès réalisés dans le domaine de la santé, a noté le nombre assez restreint de médecins et d'hôpitaux, surtout dans la zone nord, ainsi que la pénurie actuelle de personnel médical autochtone ayant reçu une formation professionnelle, et a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de continuer à développer les services médicaux et à former des autochtones aux diverses activités du domaine de la santé publique, et de continuer à demander l'assistance des institutions spécialisées des Nations Unies.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'une amélioration sensible des services médicaux avait commencé à se manifester avec l'augmentation du nombre de médecins — porté à cinq — du Territoire, l'ouverture d'un hôpital supplémentaire à Worawora, l'achèvement du nouvel hôpital de Hohoe, la construction du centre de santé publique de Kpandu et l'accroissement du nombre des dispensaires. L'achèvement d'autres travaux permettra sous peu de porter le nombre des lits d'hôpital du chiffre de 100 à peine à l'heure actuelle à environ 180. L'Autorité chargée de l'administration a

déclaré que s'il n'existe aucun service de formation, public ou privé, dans le Territoire, il existe néanmoins dans des institutions de la Côte-de-l'Or des services spéciaux auxquels les candidats qualifiés ont accès; en 1951, 13 femmes du Territoire étaient employées au Medical Department et 33 autres poursuivaient leur formation professionnelle. En outre, on prévoit qu'il sera prochainement possible d'obtenir l'aide et les conseils du Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé, à Brazzaville.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Tout en jugeant satisfaisants les progrès accomplis pendant la période étudiée, le Conseil exprime l'avis qu'il reste beaucoup à faire dans le domaine des services médicaux et de la santé publique et recommande notamment à l'Autorité chargée de l'administration de poursuivre ses efforts pour appeler de nouveaux médecins à exercer leurs fonctions dans le Territoire, pour développer les services de formation du personnel médical, pour fournir aux mères et aux nouveau-nés les soins appropriés et pour intensifier les mesures propres à faire disparaître le pian.*

### Nutrition

L'Autorité chargée de l'administration déclare que les facteurs alimentaires dont on constate la pénurie dans le Territoire sont principalement les protéines, le calcium et la riboflavine. On a également constaté une pénurie de légumes verts et de fruits, mais on espère qu'il sera possible d'y parer en apprenant aux indigènes à composer des régimes alimentaires équilibrés et à employer de meilleures méthodes de culture. Les services du spécialiste de la nutrition de la Côte-de-l'Or sont à la disposition du Territoire sous tutelle.

A sa septième session, le Conseil avait invité les Autorités chargées de l'administration de tous les Territoires sous tutelle à continuer d'étudier, en collaboration avec les institutions spécialisées et avec les organismes scientifiques compétents, la possibilité d'utiliser et de généraliser les méthodes scientifiques les plus modernes pour améliorer le régime alimentaire des populations.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle avait fourni toute l'aide en son pouvoir aux auteurs de l'enquête entreprise par l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sur le *kwashiorkor* (sous-alimentation maligne), qui est peut-être la maladie de carence la plus répandue en Afrique tropicale. A la suite des recommandations des experts qui ont effectué cette enquête, le Medical Department fait consommer davantage de lait écrémé dans les hôpitaux en général, particulièrement pour le traitement du *kwashiorkor*; en outre, il invite la population à faire une plus grande consommation de lait.

### Revenus et niveau de vie

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le niveau de vie général de la zone sud avait continué à s'élever en 1951, comme en 1950, en raison du maintien de la hausse du prix payé aux producteurs de cacao et d'autres produits agricoles, et malgré une augmentation simultanée des prix des marchandises importées. Dans la zone nord, moins favorisée dans

ce domaine, on constate un intérêt croissant pour les cultures commerciales; les exploitants qui pratiquent à la fois l'agriculture et l'élevage y deviennent une classe riche et importante.

La Mission de visite de 1949 a noté qu'aucune évaluation exacte des revenus n'a été faite dans le Territoire; de son côté, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que très peu d'Africains avaient un revenu suffisant pour être assujettis à l'impôt sur le revenu. Pour ce qui est des prix de revient et des niveaux de vie, à l'exception d'un indice pondéré provisoire des prix courants locaux établi pour la zone sud du Togo, il n'existe ni études ni statistiques.

Les salariés employés régulièrement ne forment qu'une petite minorité de la population. Exception faite de l'embauchage saisonnier dans les plantations de cacao, qui porte sur 20.000 à 25.000 personnes environ, les employeurs principaux sont l'Administration et les autorités indigènes. Les échelles de salaires sont fixées par l'Administration. En 1951 comme en 1950, les salaires mensuels payés par l'Administration variaient entre 3 livres 18 shillings par mois pour les travailleurs non spécialisés et 11 livres 17 shillings 1 penny par mois pour les menuisiers les mieux payés. Depuis 1949, on accorde une indemnité temporaire de vie chère, qui est actuellement de 20 pour 100. Plusieurs systèmes sont en vigueur pour l'emploi de la main-d'œuvre dans les plantations de cacao: soit un genre de métayage qui donne aux travailleurs un tiers des produits qu'ils récoltent; soit un régime de rétribution à la tâche (c'est le régime le plus populaire); soit une rétribution forfaitaire annuelle fixée par contrat à une somme de 12 à 20 livres; soit encore, plus rarement, l'embauchage intermittent à raison d'environ 2 shillings 6 pence par jour. Ces conditions sont les mêmes que celles qui étaient en vigueur en 1950. Les trois premiers systèmes comportent la fourniture, par les propriétaires des plantations, de la nourriture, du logement, des outils et des vêtements de travail.

A sa quatrième session, le Conseil de tutelle avait recommandé que l'Autorité chargée de l'administration prenne toutes mesures appropriées pour porter les salaires à un niveau tel que non seulement les travailleurs puissent faire face aux dépenses de la vie quotidienne, mais aussi que leur niveau de vie s'élève progressivement. Le Conseil avait recommandé en outre que l'Autorité chargée de l'administration entreprenne, le plus tôt possible, des études sur le coût de la vie qui pourraient servir de base à une politique réaliste propre à assurer le bien-être de la population indigène.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré par la suite que les salaires actuels étaient considérés comme équitables et raisonnables, étant donné les besoins des travailleurs et la situation économique du Territoire. Elle a reconnu qu'il serait souhaitable de recueillir des renseignements détaillés sur le coût de la vie et a déclaré qu'elle avait l'intention d'effectuer ces études au cours des prochaines années, mais elle n'a pas été d'avis que ces renseignements constitueraient la base indispensable d'une politique réaliste visant à assurer le bien-être de la population.

A sa neuvième session, notant la nécessité d'améliorer encore les salaires et le niveau de vie, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'adminis-

tration poursuivrait ses efforts en vue d'améliorer les conditions de vie des habitants autochtones, et lui a recommandé de nouveau d'entreprendre des études sur les niveaux de vie et de reviser sa politique des salaires en tenant compte de ces études.

Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a confirmé que, pour une large part, les niveaux des salaires dans tout le Territoire étaient déterminés par les salaires payés par l'Administration; elle a déclaré que l'Assemblée législative de la Côte-de-l'Or devait, au début de 1952, étudier la possibilité d'adopter de nouveaux taux unifiés de salaires. Dans le cas des travailleurs non spécialisés, le barème correspondrait à une augmentation du salaire de base (majoré de l'allocation temporaire) de près de 45 pour 100 pour la zone nord et de près de 17 pour 100 pour la zone sud, amenant ainsi à parité les salaires payés dans les deux zones.

On étudie actuellement la possibilité d'accorder des augmentations analogues aux travailleurs semi-spécialisés et aux artisans. Le représentant spécial a ultérieurement informé le Conseil que les augmentations de salaires envisagées sont mises en vigueur aussi rapidement que le permet l'appareil administratif, en commençant par les salaires les plus bas, qui ont été relevés effectivement comme indiqué ci-dessus.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration de procéder à une étude approfondie des mouvements saisonniers de la main-d'œuvre, notamment dans l'industrie du cacao, et des conditions de vie de la main-d'œuvre saisonnière.*

#### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

##### **Condition de la femme**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que l'année précédente sa délégation avait demandé à l'Autorité chargée de l'administration d'accorder une attention toute particulière aux mesures tendant à améliorer la condition de la femme. Il a estimé que tous les membres du Conseil seraient d'accord pour reconnaître que l'Autorité chargée de l'administration a donné suite à cette demande. D'après l'Autorité administrante, la campagne d'éducation des masses et la campagne de lutte contre l'analphabétisme ont été couronnées de succès, particulièrement en ce qui concerne les femmes.

La représentante de la République Dominicaine a constaté avec satisfaction que les droits de la femme ont été reconnus. Elle a toutefois estimé que les femmes togolaises font preuve d'une certaine indifférence à l'égard de la participation aux diverses activités de la communauté. L'Autorité chargée de l'administration devrait s'efforcer de stimuler l'intérêt des femmes autochtones pour la vie civique et politique du Territoire. De même, l'Autorité chargée de l'administration devrait chercher à assurer une meilleure protection de la maternité et de l'enfance et mettre en pratique le principe de l'égalité de salaire pour un même travail. La représentante de la République Dominicaine a enfin exprimé l'espoir qu'on donnera aux femmes de

plus grandes possibilités d'éducation, de sorte qu'elles puissent participer d'une façon constructive à la vie de la communauté.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la participation plus active des femmes à la vie politique doit résulter de l'amélioration de l'éducation féminine. L'Autorité administrante encourage au maximum les parents à envoyer leurs filles à l'école. La politique du gouvernement est de donner un salaire égal pour un travail égal aux hommes et aux femmes; les services gouvernementaux emploient une proportion si considérable du total de la main-d'œuvre que les autres employeurs suivent de très près l'exemple du gouvernement.

##### **Statistiques démographiques**

Le représentant du Salvador a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration fera tout son possible pour généraliser dans le Territoire l'enregistrement des naissances et des décès.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que son gouvernement avait l'intention d'insister vivement auprès des nouveaux organes d'administration locale sur la nécessité d'améliorer les services de statistiques démographiques.

##### **Châtiments corporels**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que l'attention accordée par l'Assemblée législative au projet de loi destiné à abolir les châtiments corporels en tant que pénalité pour les adultes, ainsi que l'amendement apporté ensuite par l'Assemblée à ce projet en vue de maintenir les châtiments corporels dans les cas de vol par effraction et à main armée, témoignent des difficultés qu'éprouvent toutes les Autorités administrantes à persuader l'opinion publique d'accepter d'emblée cette mesure radicale, quelque souhaitable que la juge le Conseil. La délégation néo-zélandaise se rend compte qu'il est impossible pour l'Autorité chargée de l'administration de faire davantage que de s'efforcer, par la persuasion et par l'éducation, d'amener la population au stade où ses représentants élus seront prêts à reconnaître que les châtiments corporels doivent être complètement abolis. La nouvelle démocratie peut être guidée, mais non pas forcée. La délégation de la Nouvelle-Zélande a d'ailleurs noté qu'en 1951 le nombre des condamnations à des châtiments corporels a été négligeable.

Le représentant de la Chine a noté avec regret que l'Autorité chargée de l'administration n'a pas pu, parce que le Togo se trouve intégré à la Côte-de-l'Or, prendre, au sujet des châtiments corporels, les mesures qu'elle se proposait apparemment d'adopter; en effet, le projet de loi présenté par le gouvernement en vue de l'abolition des châtiments corporels pour les adultes a été amendé par l'Assemblée législative qui a maintenu cette pénalité pour les cas de vol par effraction et à main armée. De l'avis du représentant de la Chine, ce fait montre nettement que l'intention du gouvernement de se conformer aux vœux de l'Assemblée générale et du Conseil a été déjouée par la décision d'un organe dans lequel la représentation du Territoire est en minorité et sur lequel les représentants peu nombreux du Togo ne peuvent manifestement exercer d'influence. Cette situation se passe de commentaires.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a répondu que la position du Territoire par rapport à la Côte-de-l'Or n'était pour rien dans le maintien des châtiments corporels en tant que pénalité pour les adultes. Au Togo et dans la Côte-de-l'Or, l'opinion est la même en ce qui concerne la condamnation à un châtiment corporel pour le seul crime de vol par effraction et à main armée. Les populations des deux Territoires répugnent à voir disparaître pour ce crime grave l'effet préventif qu'exercent les châtiments corporels, et c'est parce que le gouvernement hésite à agir contre le vœu de la population qu'il n'a pas insisté pour le moment.

### Services médicaux et santé publique

Le représentant de la Belgique a déclaré qu'il était nécessaire de développer davantage les services médicaux. Sa délégation voudrait en particulier trouver dans le prochain rapport annuel des renseignements sur le personnel médical auxiliaire formé dans les hôpitaux et dans les autres centres de formation médicale installés en Côte-de-l'Or.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a remarqué que, bien qu'il y ait eu une amélioration marquée dans les services sanitaires du Territoire, et que le nombre des médecins ait été porté de trois à cinq, il faut reconnaître qu'il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine. La délégation néo-zélandaise espère que le développement actuel des moyens de formation médicale se poursuivra et qu'une augmentation sensible se manifestera l'an prochain dans le nombre des hommes et des femmes africains employés dans les services médicaux. Pour être réaliste, il faut accepter le fait que l'Autorité chargée de l'administration a rencontré des difficultés à persuader des médecins de venir dans la région. Si les médecins ne viennent pas de l'extérieur, il faudra vraisemblablement en former à l'intérieur du Territoire. Cela suppose la création d'une école de médecine; une telle création ne saurait être réalisée d'un trait de plume et exige en outre beaucoup d'argent. Il est évident, en revanche, que le Territoire tirera des avantages considérables de son association avec la Côte-de-l'Or, en raison des projets qui figurent dans la section médicale du plan de développement.

Le représentant de la France a déclaré que d'importants progrès avaient été réalisés en matière de santé publique.

Le représentant de la Chine a dit que les progrès accomplis dans le domaine de la santé au cours de l'année considérée étaient satisfaisants. Il a estimé toutefois que les besoins importants du Territoire n'étaient pas pleinement satisfaits et qu'en conséquence de nouveaux efforts étaient encore nécessaires de la part de l'Administration. Il a déclaré qu'il attendait avec intérêt les résultats des travaux de la Commission d'enquête chargée d'étudier les besoins de la Côte-de-l'Or et du Territoire en matière d'hygiène.

La représentante de la République Dominicaine a noté que la maladie endémique la plus répandue dans le Territoire est le pian; elle a exprimé l'espoir que le prochain rapport annuel accusera une diminution du nombre de cas signalés. Elle s'est déclarée préoccupée de l'augmentation sensible de la mortalité infantile au cours des six dernières années. Elle a souligné l'import-

tance de la Commission d'enquête, qui a une mission capitale à remplir.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation sanitaire du Togo n'avait pas changé depuis plus de vingt ans. On peut s'en rendre compte en comparant entre elles les données officielles fournies par les autorités britanniques, et, en particulier, celles qui concernent 1929, 1931 et 1951. En 1929, d'après le rapport du Royaume-Uni sur le Territoire sous mandat du Togo, on comptait cinq médecins qualifiés dans le Territoire. En 1931, d'après le rapport pour cette année, on comptait deux hôpitaux dans le Territoire. Aujourd'hui — après plus de vingt ans — il y a au Togo, d'après le rapport annuel pour 1951, cinq médecins et quatre hôpitaux. L'Autorité chargée de l'administration n'envisage aucune mesure destinée à améliorer la situation des services sanitaires du Territoire. Le prétendu plan décennal de développement ne prévoit la construction d'aucun hôpital dans le Territoire. Il n'y a actuellement qu'un lit d'hôpital pour 4.000 habitants environ. En dépit de la pénurie de personnel médical, il n'existe pas de moyens de formation de personnel qualifié. Les renseignements fournis par le rapport montrent que les services médicaux sont insuffisants et les conditions d'existence de la population misérables. Dans la ville de Ho, la seule où soient tenues des statistiques, le taux de la mortalité infantile a été de 208 pour 1.000 en 1951 contre 146 pour 1.000 en 1949. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'affecter des crédits plus importants aux besoins de la population dans le domaine de la santé.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le rapport de la Commission d'enquête sur les besoins sanitaires du Togo, rapport qui sera sans doute publié dans quelques mois, permettra à l'Administration de mieux évaluer l'ordre de priorité à accorder aux diverses mesures qui seront sans aucun doute nécessaires pour améliorer les services sanitaires. Il est possible qu'il y ait eu un malentendu quant au montant des sommes consacrées actuellement par le gouvernement aux services sanitaires. Le nouvel hôpital de Hohoe, le centre sanitaire de Kpandu et les améliorations apportées ailleurs ont été réalisés avec des crédits du Ministère des travaux publics et, en conséquence, c'est sous le chapitre "travaux publics" que l'on trouve les chiffres correspondants dans le rapport financier. Si l'on ajoute aux 50.000 livres sterling mentionnées comme dépenses médicales dans le rapport annuel les dépenses afférentes aux constructions à des fins médicales, on arrive à près de 98.000 livres sterling. En outre, les organes d'administration locale ont consacré aux services sanitaires des dépenses qui atteignent environ 18.000 livres sterling, à ajouter aux chiffres précédents. Si, peut-être, du point de vue quantitatif, l'amélioration des services sanitaires n'a pas été aussi importante qu'elle aurait pu l'être, du point de vue qualitatif il y a eu une amélioration sensible. L'amélioration des communications, l'augmentation du nombre des employés subalternes et l'amélioration des services en général permettent au même nombre de médecins de soigner beaucoup plus de malades aujourd'hui qu'il n'était possible voici une vingtaine d'années. En ce qui concerne la possibilité d'une diminution, dans les rapports

à venir, du nombre des cas de pian, les chiffres indiqués ne donnent pas le nombre total de personnes atteintes de cette maladie, mais le nombre des malades effectivement soignés. On accueillerait avec plaisir une diminution de ces chiffres si elle correspondait à une diminution du nombre de personnes atteintes de la maladie, mais non si cela signifiait simplement que, le nombre de malades restant le même, le nombre des personnes effectivement soignées a été moins grand. Traitant de l'insuffisance des moyens de formation du personnel médical auxiliaire dans le Territoire, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a attiré l'attention du Conseil sur le très grand nombre de centres de formation qui existent en Côte-de-l'Or. Tous ces centres et institutions de formation sont également accessibles aux habitants du Territoire et à ceux de la Côte-de-l'Or; les distances entre les deux Territoires ne sont pas telles que les habitants du Togo ne puissent pas facilement se rendre de chez eux dans ces centres, situés principalement à Accra et Kumasi.

## Nutrition

Le représentant de la Belgique a déclaré que le Conseil prendra certainement connaissance avec satisfaction des résultats des études qui se poursuivent sur les problèmes de nutrition dans le Territoire. Ce travail présente un intérêt particulier pour tous les territoires qui ont le même climat; grâce à ces études, il sera sans doute possible d'améliorer le sort de beaucoup d'autres populations africaines.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que sa délégation avait noté avec intérêt l'attention accordée aux pêcheries et à la formation donnée aux autochtones dans ce domaine. Il s'agit là d'une question pour laquelle le Conseil pourrait manifester quelque intérêt, car il semble que la valeur alimentaire du poisson pour les habitants du Territoire sous tutelle ne soit pas suffisamment appréciée.

Le représentant de la France a estimé que les études entreprises sur la nutrition étaient spécialement dignes d'attention en raison de leur valeur pratique et générale.

## Travail, revenus et niveaux de vie

Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction l'augmentation générale des traitements et salaires. Il a estimé toutefois qu'en raison de la hausse du coût de la vie qui a suivi l'augmentation des prix du cacao et des autres denrées, il est indispensable que l'Administration poursuive l'étude du problème des traitements et salaires. On ne saurait attacher trop d'importance à la continuation des études relatives aux niveaux de vie.

## 5. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### Politique suivie et considérations générales; enseignement primaire

L'enseignement, dont les services sont communs au Territoire et à la Côte-de-l'Or, s'est développé conformément à un plan décennal mis en œuvre il y a six ans. L'Autorité chargée de l'administration a fait savoir que ce plan serait remplacé par un plan de développe-

ment accéléré; ce dernier a été mis en application en janvier 1952.

Avant la mise en vigueur du nouveau plan, la politique suivie visait à donner un enseignement primaire fondamental (cours préparatoire et cours élémentaire) aux enfants de 6 à 12 ans, suivi d'un cours d'enseignement primaire supérieur d'une durée de 4 ans, l'entrée dans les écoles secondaires s'effectuant à la fin de la deuxième année de l'enseignement primaire supérieur. Selon le plan de développement accéléré, un cours d'enseignement primaire fondamental (correspondant aux cours préparatoire et élémentaire actuels) sera donné gratuitement à tous les enfants et sera suivi soit du cours "moyen", qui correspondra à l'enseignement primaire supérieur, soit, pour les élèves qualifiés, du passage direct à une école secondaire. L'Autorité chargée de l'administration a toutefois déclaré que, devant l'insuffisance numérique du personnel enseignant nécessaire pour améliorer le niveau de l'enseignement primaire, il n'était guère possible d'accélérer sensiblement la mise en œuvre de l'ancien plan décennal révisé. Il faut tenir compte, en outre, de considérations financières; il se passera en effet un certain temps avant que le Territoire puisse entretenir un nombre suffisant d'écoles moyennes pour recevoir les trois quarts du nombre total des élèves qui, selon les prévisions, seront les plus qualifiés pour suivre le cours moyen, lequel a un caractère moins théorique et plus pratique que l'enseignement donné dans les écoles secondaires.

Le Togo possédait, en 1951, 287 écoles primaires élémentaires, 51 écoles primaires supérieures, une école secondaire et deux écoles normales d'instituteurs. La plupart des écoles (330 sur 341) sont situées dans la zone sud du Territoire et la grande majorité d'entre elles sont des écoles confessionnelles. Toutes les écoles de la zone nord relèvent des autorités indigènes.

Il n'existe pas, dans le Territoire, d'école relevant de l'Administration et l'Autorité administrante a déclaré qu'elle n'a pas l'intention d'en établir. L'Administration exerce toutefois son contrôle sur l'enseignement par l'intermédiaire du Département de l'Éducation, que des comités centraux et de district assistent de leurs avis, et par l'application d'un système de subventions dont l'octroi est régi par des dispositions expresses. Les écoles primaires ont été classées en 1951 dans la catégorie des écoles subventionnées (106 écoles), des écoles "agrées" (79 écoles) et des écoles "non agrées" (153 écoles); les premières reçoivent de l'Administration une assistance financière directe si elles remplissent certaines conditions; les écoles de la seconde catégorie, d'un niveau inférieur, sont aidées de toutes les manières par l'Administration, mais ne reçoivent pas d'aide financière directe; les écoles de la troisième catégorie, enfin, sont d'un niveau très bas et ne reçoivent que de minimes subventions des autorités indigènes, ce qui est également le cas pour certaines écoles agrées. Le nombre de ces catégories sera ramené à deux dans le cadre du plan accéléré de développement; la catégorie des écoles subventionnées comprendra toutes les écoles subventionnées et agrées ainsi que quelques écoles non agrées; la seconde catégorie comprendra les écoles non subventionnées. Conformément à ce plan, aucune nouvelle école primaire ne pourra être ouverte par un organisme religieux ou par des individus à l'aide de fonds publics sans avoir



obtenu au préalable l'approbation de l'autorité locale compétente. Les autorités locales assumeront dans l'avenir la responsabilité principale de l'enseignement primaire et moyen.

Voici quel a été le développement de l'enseignement primaire de 1949 à 1951 :

Années	Zones	Nombre d'écoles	Nombre d'élèves inscrits	Maitres
1949	Nord.....	296	25.057	935
	Sud.....	15	877	29
1950	Nord.....	312	27.509	985
	Sud.....	8 <sup>a</sup>	428 <sup>a</sup>	15 <sup>a</sup>
1951	Nord.....	327	28.298	1.001
	Sud.....	11	577	24

<sup>a</sup> La diminution s'explique par le fait que la région de Krachi a été détachée de la zone nord et rattachée administrativement à la zone sud.

Sur les 28.875 enfants qui fréquentaient l'école en 1951, 22.889 suivaient les cours préparatoire et élémentaire (de 5 à 11 ans) et 5.986 (de 12 à 15 ans) le cours moyen, situés tous, à l'exception de 68, dans la zone sud.

A partir de janvier 1952, les frais de scolarité pour l'enseignement primaire devaient être supprimés, mais les parents devaient continuer à payer les livres, le papier et les uniformes. Dans la zone sud, des frais de scolarité ont été exigés en 1951; ils ont atteint en général de 15 à 18 shillings par an pour les classes préparatoires, 30 shillings pour les classes élémentaires et 42 shillings pour les classes moyennes. L'enseignement est gratuit dans les externats de la zone nord relevant des autorités indigènes; le pensionnat que les autorités indigènes ont établi à Yendi est payant et les frais de scolarité sont fonction de l'origine de l'enfant et du revenu des parents.

Les principaux problèmes qui ont attiré l'attention du Conseil de tutelle dans le passé et de la Mission de visite en 1949 ont été, outre la nécessité de développer les moyens d'enseignement général, le fait que, dans la plupart des cas, l'enseignement n'est pas gratuit, le retard de la zone nord par rapport à la zone sud et l'importance du rôle que jouent les missions religieuses en matière d'enseignement dans la zone sud et les autorités indigènes dans la zone nord. A ses quatrième et septième sessions (à cette dernière session le Conseil avait été saisi de plusieurs pétitions à ce sujet), le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre un certain nombre de mesures, notamment pour développer la gratuité de l'enseignement primaire; il avait demandé à l'Administration d'intervenir plus directement dans le domaine de l'enseignement et de faire des efforts plus énergiques en vue de développer l'enseignement dans la zone nord du Togo.

En ce qui concerne les frais de scolarité, l'Autorité chargée de l'administration a estimé qu'il serait injuste que l'enseignement que reçoivent ceux des enfants qui fréquentent l'école soit intégralement à la charge de la collectivité tant que le budget ne permettra pas de mettre l'enseignement primaire à la portée de tous; elle a déclaré que la longueur des listes d'attente pour l'admission aux écoles indiquait que les parents ne considéraient pas que les frais de scolarité fussent au-dessus de leurs moyens. En ce qui concerne le rôle prédo-

minant que les missions jouent dans les écoles de la zone sud, l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que toutes les écoles étaient inspectées par les fonctionnaires de l'Administration, que les principes éducatifs qu'elles appliquaient étaient approuvés par l'Administration, que les écoles n'avaient pas de but lucratif et qu'elles étaient en grande partie financées sur les fonds publics. En ce qui concerne la situation dans la région nord, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les moyens d'enseignement limités qui existent dans cette zone seraient énergiquement développés.

A sa neuvième session, l'Autorité chargée de l'administration a rendu compte au Conseil que le nouveau Gouvernement de la Côte-de-l'Or avait décidé de rendre gratuit l'enseignement primaire du premier degré; cette décision avait été prise dans le cadre d'une politique visant à rendre gratuits à la fois l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire. On a vu plus haut que le mois de janvier 1952 avait été fixé pour l'institution du système d'enseignement primaire gratuit. Le transfert, également mentionné plus haut, de la gestion des écoles primaires religieuses aux nouvelles autorités locales faisait alors l'objet de discussions amiables.

A la même session, le Conseil a noté avec satisfaction ces progrès réalisés dans le domaine de l'enseignement; en outre, il a noté l'accroissement du nombre des élèves des écoles primaires et les mesures prises pour développer les moyens d'enseignement dans la zone Nord. Le Conseil a noté à nouveau qu'il existait dans ce domaine une grande différence entre la zone nord et la zone sud et il a reconnu qu'il restait encore beaucoup à faire pour atteindre, dans l'ensemble du Territoire, un niveau d'éducation satisfaisant. Le Conseil a recommandé que d'autres mesures soient prises pour faire face aux besoins du Territoire en matière d'enseignement, notamment dans le Nord, et qu'à ce sujet l'Autorité chargée de l'administration étudie la possibilité de créer des écoles relevant du gouvernement ou des autorités locales.

Dans sa réponse, l'Autorité chargée de l'administration a mentionné les plans de développement prévus dans le cadre du plan de développement accéléré (voir ci-dessus); elle a répété qu'elle avait l'intention de transférer graduellement la responsabilité de l'enseignement primaire aux autorités locales. Elle a déclaré que le financement des écoles autres que les écoles primaires n'incomberait pas aux missions.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil constate avec satisfaction que la décision d'instituer la gratuité de l'enseignement primaire dans la Côte-de-l'Or et le Territoire sous tutelle est entrée en vigueur au mois de janvier 1952; il exprime l'espoir que, dans les délais les plus brefs possible, la gratuité de l'enseignement primaire sera générale; il constate cependant qu'il reste beaucoup à faire dans le domaine de l'enseignement en général et accueille avec satisfaction l'adoption du plan de développement accéléré; il constate avec une inquiétude particulière la disparité persistante entre la région sud et la région nord, où 1,5 pour 100 seulement des enfants d'âge scolaire ont fréquenté l'école en 1951, et il invite de nouveau instamment l'Autorité chargée de l'administration à prendre des mesures pour que les autorités scolaires*



de cette région s'acquittent comme il convient de la tâche qui leur a été confiée.

*Considérant que l'agriculture joue un rôle prépondérant dans la vie économique du Territoire, le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration d'examiner s'il ne conviendrait pas, dans les programmes scolaires, de mettre l'accent sur l'enseignement agricole.*

### Enseignement secondaire

En 1951, un an après son ouverture, l'école secondaire de Ho, la seule que possède le Togo, comptait 198 élèves, dont 72 d'origine togolaise. Il existe deux écoles normales qui, en 1951, comptaient respectivement 73 et 29 élèves originaires du Togo, contre 110 et 52 en 1950. Ces trois écoles sont dirigées par les missions.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les élèves togolais ont également accès aux écoles secondaires et normales de la Côte-de-l'Or; en 1951, le nombre des Togolais inscrits dans les écoles secondaires subventionnées de la Côte-de-l'Or s'élevait à 166, contre 146 en 1950. En outre, 104 étudiants originaires du Togo étaient inscrits dans les écoles normales de la Côte-de-l'Or (100 en 1950), et 37 autres dans des écoles d'enseignement technique.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'avec l'établissement de l'enseignement primaire gratuit et l'accroissement du nombre d'élèves inscrits qui en résultera, il deviendra urgent d'augmenter le nombre des maîtres. Elle prend des mesures pour recruter des maîtres sans formation pédagogique, afin d'assurer le fonctionnement des écoles jusqu'au moment où l'on disposera d'un personnel diplômé; pour attirer les meilleurs éléments possible, l'Administration a décidé qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1952 le traitement annuel de l'élève-maître non diplômé sera relevé de 42 à 60 livres par an.

A l'école secondaire de Ho, les frais de scolarité sont de 43 livres par an, pension comprise. Etant donné que les revenus de cette école n'ont pas encore atteint leur maximum, ladite école reçoit une aide financière, basée sur la différence entre le chiffre des dépenses approuvées et les revenus de l'école. En 1951, dans les internats d'enseignement secondaire de la Côte-de-l'Or, les frais de scolarité étaient de 35 à 45 livres; un externat demandait 12 livres par an. Dans l'école d'enseignement technique, les frais de scolarité étaient de 18 livres; au centre de formation professionnelle, ils étaient de 9 livres. Dans les écoles normales, les frais de scolarité variaient entre 10 et 25 livres. En 1951, 75 Togolais ont reçu des bourses publiques d'enseignement secondaire et de préparation aux études universitaires, et cinq autres des bourses d'école normale.

A sa quatrième session, le Conseil de tutelle avait invité instamment l'Autorité chargée de l'administration à faire le nécessaire pour dispenser en temps voulu un enseignement secondaire qui ne dépendit pas des ressources des intéressés; l'Autorité chargée de l'administration avait répondu qu'étant donné que les Togolais pouvaient bénéficier de bourses ainsi que d'une aide financière, la possibilité de recevoir un enseignement secondaire ne dépendait pas entièrement de leurs ressources. A sa septième session, le Conseil avait exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuerait de développer l'enseignement supé-

rieur — question dont l'Assemblée générale avait également souligné l'importance à sa troisième session. A sa neuvième session, le Conseil, notant avec satisfaction l'ouverture de l'école secondaire de Ho, a recommandé que des établissements du même genre, sur lesquels l'Autorité chargée de l'administration exercerait une surveillance adéquate, soient ouverts et agrandis le plus rapidement possible. En outre, le Conseil a pris note du projet de création d'une école normale à Pusiga, dans la partie septentrionale du Territoire, et a exprimé l'espoir que cet établissement serait ouvert le plus tôt possible.

Dans son rapport pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle envisageait d'ouvrir une autre école secondaire à Kpandu, dans la partie méridionale du Togo. L'Administration pense entreprendre la construction de l'école de Pusiga le plus rapidement possible, mais l'éloignement de la région ajoute aux difficultés de construction.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil fait sienne l'opinion de l'UNESCO<sup>387</sup> selon laquelle, pendant la période étudiée, le développement de l'enseignement secondaire dans le Territoire peut être considéré comme ayant été rapide.*

### Enseignement supérieur

Il n'y a pas d'établissement d'enseignement supérieur dans le Territoire. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les étudiants togolais possédant les titres requis peuvent bénéficier de bourses d'études dans les établissements d'enseignement supérieur de l'Afrique occidentale et du Royaume-Uni, sur un pied d'égalité avec les étudiants originaires de la Côte-de-l'Or. En 1951, 25 Togolais suivaient des cours d'enseignement supérieur à titre de boursiers; parmi les 340 étudiants du collège universitaire de la Côte-de-l'Or, il y avait 18 Togolais. En outre, trois étudiants originaires du Territoire poursuivaient leurs études dans des universités des États-Unis d'Amérique, grâce à des subventions de l'Administration.

Le Conseil de tutelle avait loué les efforts entrepris par l'Autorité administrante en faveur de l'enseignement supérieur; à ses quatrième, septième et neuvième sessions, il avait recommandé qu'en l'absence d'établissements d'enseignement supérieur dans le Territoire, on accordât aux étudiants togolais un nombre suffisant de bourses d'études à l'étranger.

L'Autorité chargée de l'administration a souligné que, dans le cadre de plusieurs programmes mis en œuvre par l'Administration, les étudiants togolais peuvent bénéficier d'un très grand nombre de bourses dans les mêmes conditions que les étudiants originaires de la Côte-de-l'Or.

### Instruction des adultes et de la communauté

L'Autorité chargée de l'administration a attaché une grande importance au programme d'éducation des masses inauguré à titre expérimental dans la région sud du Territoire en 1948.

Cette expérience, qui s'est poursuivie en 1949, 1950 et 1951, avait pour objet de montrer que le service social est une des fonctions importantes et intéressantes

<sup>387</sup> Voir T/1012.

qui doivent incomber aux éléments éclairés de la communauté; on a mis davantage l'accent sur l'aspect social de l'instruction que sur l'enseignement considéré comme une fin en soi. Dans les régions rurales éloignées, des équipes mobiles ont organisé une série de cours de brève durée et ont dispensé aux masses un enseignement sur la langue indigène, le secourisme, l'hygiène, la discussion collective, la musique, l'éducation civique, etc. On a formé et envoyé dans le Territoire plusieurs assistants du Service de l'éducation des masses, chargés de continuer le travail des équipes mobiles et de visiter les centres d'enseignement; ces derniers, à la fin de l'année 1951, étaient au nombre de 120 et comptaient chacun une quarantaine d'élèves en moyenne, en majorité des femmes.

Au mois d'août 1951, l'Assemblée législative de la Côte-de-l'Or a été saisie d'un programme d'éducation des masses destiné à la Côte-de-l'Or et au Togo; ce programme a immédiatement été incorporé dans le plan de développement général. Cette campagne s'inspire de l'idée que l'instruction fait comprendre à la population la nécessité d'une amélioration sociale et économique et a un effet stimulant sur le développement des villages et sur le niveau de vie des populations rurales. En outre, étant donné la situation de la Côte-de-l'Or et du Togo au point de vue politique et constitutionnel, il est de plus en plus important que le corps électoral sache lire et écrire. L'instruction tend aussi à réduire la distinction sociale peu souhaitable entre "gens instruits" et "illettrés".

En ce qui concerne le Territoire sous tutelle, le programme — qui est décrit comme "une expérience nationale de service social" — prévoit un effectif de 80 personnes et la création d'un centre de formation rurale. Le programme consiste à travailler intensivement une région, puis une autre, de façon à aboutir à un degré d'instruction élémentaire; viendra ensuite un deuxième effort et une période de développement rural; ce processus sera repris l'année suivante. Au cours de la deuxième phase, où l'on mettra l'accent sur l'aménagement des villages par les habitants eux-mêmes, les comités de développement local, l'administration locale et le centre de formation rurale auront tous un rôle à jouer.

Dans la partie nord du Territoire, la campagne d'éducation des masses n'était pas encore lancée en 1951, mais les autorités avaient pris des dispositions préliminaires. Au cours d'une conférence tenue en 1950 à Tamale à laquelle assistaient les représentants de la zone nord, les participants avaient examiné la façon d'adapter la campagne d'éducation des masses aux besoins des territoires du Nord; des propositions avaient été discutées et approuvées. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'en 1951 elle s'est attachée à mettre en œuvre les propositions adoptées à la conférence.

Les cours du soir à l'intention des adultes sachant lire et écrire ont continué de fonctionner en 1951 dans la zone nord du Territoire. Le Département des cours extra-muros du Collège universitaire de la Côte-de-l'Or a poursuivi et développé son œuvre d'instruction des adultes dans le Territoire sous tutelle. On a continué d'organiser des tournées cinématographiques pour l'information des masses et la première station de relais d'émissions radiophoniques du Togo a été inau-

gurée à Ho, avec 140 postes récepteurs; l'installation de deux autres stations est envisagée à bref délai.

Les progrès accomplis dans ce domaine ont été suivis avec intérêt par le Conseil de tutelle, qui, à sa quatrième session avait invité l'Autorité chargée de l'administration à établir un programme d'instruction des masses et des adultes et qui, à ses septième et neuvième sessions, l'avait félicitée de la réussite du programme expérimental. A cette dernière session, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de continuer à développer ce programme dans la zone sud et de l'étendre à la zone nord, où la nécessité de l'éducation des masses se faisait particulièrement sentir.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Exprimant à nouveau l'intérêt particulier qu'il porte à l'œuvre accomplie dans le Territoire en vue de l'instruction des adultes, le Conseil prend acte du développement du programme d'éducation des masses entrepris par l'Autorité chargée de l'administration ainsi que du programme d'éducation des masses du Collège universitaire de la Côte-de-l'Or et invite instamment l'Autorité chargée de l'administration à continuer d'encourager par tous les moyens le développement de ce genre d'activités.*

#### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Politique suivie et considérations générales; enseignement primaire**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que l'Autorité chargée de l'administration se rendait parfaitement compte que la situation de l'enseignement dans le Territoire sous tutelle ne lui permet nullement de se déclarer satisfaite. Le nombre des maîtres et des écoles est encore insuffisant. La délégation néo-zélandaise a été heureuse de noter que l'enseignement primaire gratuit est devenu une réalité, bien qu'évidemment il ne soit pas encore universel, et elle a exprimé l'espoir que le gouvernement ferait tout ce qui était en son pouvoir pour dispenser l'enseignement primaire gratuit à tous aussitôt que possible.

La représentante de la République Dominicaine a estimé qu'il était nécessaire de s'occuper toujours davantage de l'éducation des autochtones.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, dans le domaine de l'enseignement, la situation restait toujours aussi peu satisfaisante. Les données relatives aux cinq dernières années fournies par l'Autorité chargée de l'administration montrent que celle-ci n'a pas pris et n'a pas l'intention de prendre les mesures nécessaires pour améliorer la situation dans ce domaine. Le rapport annuel ne contient pas d'informations relatives au degré d'instruction de la population et au nombre des enfants qui fréquentent l'école. La Mission de visite a toutefois indiqué dans son rapport qu'un tiers seulement des enfants d'âge scolaire fréquentent effectivement les écoles, cette proportion n'étant que de 1,8 pour 100 dans le Nord. Les données relatives à l'enseignement primaire témoignent d'une absence totale de progrès dans ce domaine, et même d'une certaine régression.

Dans le sud du Togo, le nombre des écoles primaires était inférieur en 1951 à ce qu'il était en 1948, bien qu'en 1950 le district de Krachi ait été inclus dans la région méridionale. L'enseignement a été entièrement laissé aux missions. L'Administration elle-même n'assume au Togo la direction d'aucune école et elle n'a pas l'intention d'assurer ou de contrôler elle-même la gestion des écoles du Territoire. Elle ne s'acquitte donc pas de son obligation de favoriser le développement de l'instruction dans le Territoire sous tutelle. La Mission de visite a noté que les autochtones avaient à maintes reprises demandé que tout l'enseignement soit repris par l'Etat. La pétition du Nkonya State Council (T/Pet.6/212) a signalé qu'en matière d'enseignement la région de Nkonya ne bénéficie d'aucune subvention gouvernementale, que l'Autorité chargée de l'administration n'a pas construit d'écoles dans cette région et que la population a été forcée d'en construire à ses frais, sans aucun secours de l'Etat. Tout cela, déclarent les pétitionnaires, montre clairement qu'en l'espace de vingt-trois ans l'Autorité chargée de l'administration n'a rien fait pour le bien-être de la population dans la région de Nkonya. Dans son rapport annuel, l'Autorité chargée de l'administration a été contrainte d'avouer que la seule école secondaire qui existe au Togo est tout à fait insuffisante pour satisfaire les besoins de la population autochtone. Pour l'exercice financier 1950-1951, l'ensemble des crédits affectés à l'enseignement s'est élevé à 201.846 livres sterling. Le fait que la construction d'une seule école secondaire ait coûté plus de 200.000 livres sterling montre l'insuffisance de ces crédits. Il conviendrait d'instituer dans le Territoire un système d'enseignement primaire gratuit, obligatoire et laïque et le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter le montant des crédits budgétaires consacrés à l'enseignement et aux autres activités culturelles essentielles.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration s'est déclaré pleinement d'accord sur la nécessité de développer l'enseignement dans le Togo septentrional et a indiqué que son gouvernement entendait ne négliger aucun effort en ce sens. Il a cité un passage du plan de développement accéléré de l'enseignement : il ressort de ce passage que l'un des problèmes particuliers auquel on est obligé de faire face est le peu d'empressement des instituteurs originaires du Togo méridional à aller enseigner dans le Nord et le nombre considérable de ceux d'entre eux qui démissionnent et qui sont ainsi perdus pour l'enseignement. La seule solution possible à ce problème immédiat semble être de continuer à recruter des instituteurs dans d'autres régions mais de rendre les conditions de travail dans le Nord assez intéressantes pour que les instituteurs en soient satisfaits. En réponse à d'autres questions posées, le représentant spécial a fait remarquer que la réduction apparente du nombre total des écoles entre 1948 et 1951 provenait de leur reclassement ; on a groupé les écoles maternelles et les écoles élémentaires d'une même localité. On peut se rendre compte par l'augmentation constante des effectifs scolaires, augmentation accompagnée d'une très réelle amélioration de la qualité du travail, que l'enseignement s'est en réalité régulièrement développé. Il est exagéré de dire que l'enseignement tout entier est entre les mains des missions : dans la partie septentrionale du Togo, il n'y a pas une seule

école de mission et, en vérité, l'enseignement y aurait peut-être fait bien plus de progrès si les missions avaient décidé de poursuivre leur activité dans ce domaine. Le représentant spécial a ajouté que la pétition des habitants de la région de Nkonya, à laquelle il a été fait allusion, a été réglée depuis fort longtemps. Il a également fait remarquer que l'UNESCO, dans ses observations relatives à l'année 1951<sup>388</sup>, avait estimé que les crédits de l'instruction, indépendamment de ceux prévus par les autorités autochtones, étaient de 201.846 livres sterling ou 19,5 pour 100 du budget total du Territoire, ce qui représentait un chiffre considérable. L'enseignement primaire a déjà été rendu gratuit ; l'Administration a l'intention de le rendre universel, mais non pas de le séculariser.

### **Enseignement secondaire, supérieur et technique**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que différents programmes de bourses scolaires, en particulier le programme de bourses destinées à former des artisans, étaient remarquables. L'enseignement agricole est du plus haut intérêt pour le Territoire et il serait bon d'avoir plus de précisions sur l'importance de cet enseignement. Il conviendrait aussi, d'une manière générale, d'accorder plus d'attention à l'enseignement secondaire et supérieur.

La représentante de la République Dominicaine a estimé qu'il importait de créer un plus grand nombre d'écoles secondaires dans le Territoire. Elle a également exprimé l'espoir que l'on augmenterait le nombre de bourses permettant aux autochtones d'aller faire des études hors du Territoire.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a donné lecture d'un passage du plan de développement accéléré de l'enseignement, d'où il ressort que la plupart des élèves qui vont jusqu'au bout des études primaires — soit peut-être 75 pour 100 — seraient plus à même de suivre un enseignement de nature moins théorique dans une école moyenne qui les préparerait à faire face aux problèmes pratiques de la vie. L'enseignement doit être en rapport avec les intérêts des élèves et avec le milieu dans lequel ils vivent. Sauf les quelques élèves qui se destinent à des situations exigeant une formation très spécialisée, tous les autres retireraient plus d'avantages d'une éducation plus libérale, qui, sans négliger l'aspect littéraire de l'enseignement, s'attacherait davantage aux aspects pratiques de la vie qu'à un enseignement classique purement livresque. Le représentant spécial a estimé que cette politique permettrait d'accorder à l'enseignement agricole une place importante dans le programme des nouvelles écoles moyennes. En ce qui concerne l'éducation secondaire, le représentant spécial a cité une observation faite par l'UNESCO, selon laquelle le développement de l'enseignement du second degré pouvait être considéré comme assez rapide au Togo.

### **Instruction des adultes et de la communauté**

Le représentant de la France a pris acte du plan d'éducation des masses lancé dans la partie sud du Territoire ; il a noté avec intérêt que la majorité du public qui suit ces cours a été constituée par des femmes, ce qui prouve que cette entreprise a toutes les chances d'atteindre ses objectifs, lesquels, a-t-il fait observer,

<sup>388</sup> T/1012.

sont des objectifs sociaux avant d'être des objectifs culturels.

La représentante de la République Dominicaine a estimé qu'il conviendrait de créer une station de radiodiffusion dans le Territoire pour permettre aux habitants d'être mieux renseignés sur le monde extérieur, ainsi que sur les activités de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de tutelle.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'étant donné la proximité de la Côte-de-l'Or, il ne voyait pas la nécessité d'établir

une station de radiodiffusion au Togo. La station d'émissions du gouvernement à Accra peut être entendue de toutes les régions du Territoire; quant à la nécessité d'assurer la diffusion, dans tout le Territoire, des renseignements sur l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de tutelle, elle ne sera pas perdue de vue. Le représentant spécial lui-même a été invité à faire une causerie à la radio sur les débats qui ont eu lieu à la onzième session du Conseil de tutelle. Ce qui est nécessaire en vérité, c'est de créer une nouvelle station de relais; cette création est prévue dans le plan de développement.

## Chapitre VII

### TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

#### 1. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Géographie et population

Le Togo sous administration française a pour limites, à l'est le Dahomey, au nord la Haute-Volta, territoires de l'Afrique-Occidentale française, à l'ouest la colonie britannique de la Côte-de-l'Or et le Territoire sous tutelle du Togo sous administration britannique.

L'Autorité chargée de l'administration a défini le Territoire comme constituant non une unité géographique, mais une création artificielle. Par endroits ses frontières coupent les lignes de démarcation naturelles, ainsi que des limites tribales traditionnelles. Les populations autochtones, que l'on évaluait en 1951 à 1.013.204 habitants, peuvent être divisées sommairement en deux groupes principaux: d'une part celles du Nord, composées d'un certain nombre de tribus différentes (dont quelques-unes sont partiellement islamisées) qui ont toutes gardé une organisation sociale traditionnelle particulièrement forte, à la tête de laquelle se trouvent des chefs; d'autre part celles du Sud, comprenant des tribus moins nombreuses et ethniquement plus homogènes, sur lesquelles l'influence de la civilisation européenne a été plus grande. L'Autorité chargée de l'administration considère que, malgré l'absence d'une unité naturelle, l'unification administrative du Territoire a créé entre le Nord et le Sud des rapports politiques et économiques qui constituent le premier élément d'une conscience collective togolaise.

Le Togo est presque exclusivement agricole; la population s'adonne surtout à l'agriculture, qu'elle pratique avec des moyens rudimentaires. La colonie européenne est peu nombreuse; en 1951, les 1.465 Européens et personnes "assimilées" étaient en majeure partie des fonctionnaires, des missionnaires, des employés de commerce et des personnes exerçant des professions analogues.

##### Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle

##### Considérations générales

Le représentant du Royaume-Uni a félicité l'Autorité chargée de l'administration des progrès accomplis en 1951.

Le représentant du Salvador a estimé que, vu la rareté des ressources naturelles du Territoire et la médiocrité de son sol, l'Administration devrait faire

des efforts soutenus pour aider le Territoire et ses habitants à réaliser des progrès.

##### Présentation du rapport; statistiques

Le représentant de la Belgique a proposé que certains tableaux et graphiques qui figurent dans l'annexe du rapport soient insérés dans le corps même du rapport.

Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que les graphiques et les tableaux présenteraient plus d'utilité si on les insérait dans le texte même du rapport.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a félicité l'Autorité chargée de l'administration de son rapport. Il s'est déclaré en faveur de rapports présentés sous la forme narrative et s'est associé aux observations des représentants de la Belgique et du Royaume-Uni.

Le représentant de la République Dominicaine a exprimé l'espoir qu'à l'avenir on rédigerait les rapports de manière à serrer le Questionnaire de plus près et à donner à chacune des questions particulières la réponse précise qu'elle comporte.

Le représentant du Salvador a estimé qu'il convenait de prendre les mesures nécessaires pour améliorer les services de statistique, afin que les décisions du Conseil soient fondées sur la situation réelle.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration tiendrait le plus grand compte des suggestions relatives à la présentation des rapports.

#### 2. — PROGRES POLITIQUE

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Statut du Territoire

Dans son rapport annuel, l'Autorité chargée de l'administration indique qu'en 1951 le Togo a continué d'être administré conformément aux termes de l'Accord de tutelle de 1946 et de faire partie de l'Union française à titre de "territoire associé".

Du fait de cette association, le Togo connaît le régime parlementaire. Le pouvoir législatif est confié aux organes de l'Union française, dans lesquels le Territoire est représenté par un représentant à l'Assemblée nationale, deux représentants au Conseil de la République et un représentant à l'Assemblée de l'Union française.

L'association du Togo à l'Union a également eu pour effet de le faire bénéficier d'autres dispositions de la Constitution française de 1946, notamment de la création d'une Assemblée représentative qui dispose

de pouvoirs précis lui permettant de prendre des décisions ou de donner des avis au sujet des questions budgétaires et administratives d'intérêt local. Grâce à cette association, les autochtones ont reçu la qualité de citoyens de l'Union française, avec les droits et libertés garantis par la Constitution. L'Autorité chargée de l'administration déclare également que le Territoire sous tutelle jouit de l'autonomie financière et budgétaire.

Le Conseil de tutelle a eu l'occasion d'examiner les relations entre le Togo et l'Union française, en particulier en ce qui concerne le statut du Territoire et sa mise en valeur dans le cadre du régime international de tutelle, à la fois lorsqu'il a examiné les rapports annuels et lorsqu'il a étudié les problèmes touchant les unions administratives et autres qui pouvaient intéresser le Territoire. Le Conseil a notamment, lors de sa quatrième session, pris acte de l'assurance donnée par l'Autorité chargée de l'Administration, selon laquelle les habitants auraient le droit, le moment venu, de décider de leur plein gré s'ils souhaitent continuer à faire partie de l'Union française ou devenir indépendants. Au cours de sa neuvième session, le Conseil a exprimé l'avis que l'Autorité chargée de l'administration devrait continuer à maintenir le statut distinct du Territoire afin de l'amener à l'autonomie ou à l'indépendance.

Au cours de sa dixième session, le Conseil, à la demande de l'Assemblée générale<sup>389</sup>, a repris l'examen de la question et invité le Comité permanent des unions administratives à rédiger un rapport spécial contenant notamment une étude complète sur le statut du Togo, tel qu'il résulte de son appartenance à l'Union française<sup>390, 391</sup>.

### Le problème de l'unification

Les revendications présentées devant les Nations Unies depuis 1946 au nom des populations du Togo sous administration britannique, du Togo sous administration française et de la Côte-de-l'Or, demandant l'unification sous une même administration du peuple éwé (groupe tribal le plus important du Territoire) et des deux Togos, ont amené les deux Autorités administrantes intéressées à adopter de concert certaines mesures relatives aux deux Territoires sous tutelle, et notamment un plan prévoyant la création d'organismes qui assureraient l'harmonie entre certaines phases de leur mise en valeur.

Cependant, étant donné que la question de l'unification du peuple éwé et du Togo faisait encore l'objet d'une étude spéciale<sup>392</sup>, le Conseil, lors de sa onzième session, a décidé de ne pas l'examiner en

même temps que le rapport annuel sur l'administration du Togo pendant l'année 1951.

### Sécurité; maintien de l'ordre public

L'Autorité chargée de l'administration déclare que, depuis 1950, les Togolais ne sont plus autorisés à faire leur service militaire hors de l'A. O. F. Toutefois, un certain nombre d'engagés volontaires, qui avaient contracté un engagement avant cette date, ont fait ou font encore campagne en Indochine.

Les forces militaires comprenaient en 1951 une compagnie (147 officiers, sous-officiers et hommes de troupe) du bataillon du Dahomey, dont l'effectif africain, d'après les déclarations de l'Autorité chargée de l'administration, est recruté exclusivement par voie d'engagement volontaire parmi les autochtones du Togo, et un corps des gardes de cercle autochtones, qui sont recrutés parmi les anciens tirailleurs de la compagnie.

Les gardes de cercle ont pour mission d'assurer le maintien de l'ordre public et la surveillance de la frontière. Un service de gendarmerie, qui comprenait en 1951 un officier, quinze sous-officiers, ou gendarmes européens et trente-cinq auxiliaires africains, à lui aussi pour fonctions d'assurer le maintien de l'ordre, de veiller à la sûreté publique et à l'exécution des lois. Le service de police et de sûreté se compose de 148 officiers et agents.

Parmi les pétitions présentées au Conseil lors de sa onzième session, il s'en trouvait un certain nombre qui donnaient des versions différentes d'un incident survenu entre des indigènes et le service d'ordre du village de Vogan (cercle d'Anécho), le 23 août 1951; au cours de cet incident, sept personnes avaient été tuées et d'autres blessées<sup>393</sup>. Les principaux pétitionnaires appartenaient aux deux partis politiques rivaux du Togo méridional, le parti togolais du progrès et le Comité de l'unité togolaise. Le premier accusait le deuxième d'être à l'origine de l'incident, tandis que, selon le deuxième, l'incident aurait été provoqué par l'Administration, laquelle persistait à reconnaître un chef qui n'avait pas été choisi selon la coutume. Dans son rapport annuel pour 1951, l'Autorité chargée de l'administration indique qu'il s'agissait d'un accident grave au cours duquel une bande d'émeutiers avait attaqué la police, qui avait dû faire usage de ses armes; dans un compte rendu ultérieur et détaillé de cette affaire et des événements qui y ont conduit, l'Autorité chargée de l'administration en a rendu responsables les chefs du Comité de l'unité togolaise et de la All Ewe Conference.

Dans sa résolution<sup>394</sup> relative aux pétitions concernant l'incident de Vogan, le Conseil a demandé à l'Autorité chargée de l'administration de tenir le Conseil au courant des poursuites judiciaires dont sont l'objet quarante-quatre personnes impliquées dans cette affaire, et a fait observer que la Mission de visite examinerait en septembre 1952 tous les aspects du problème de l'unification des Ewés et du Togo.

<sup>389</sup> Résolution 563 (VI) de l'Assemblée générale.

<sup>390</sup> Résolution 420 (X).

<sup>391</sup> Voir le rapport spécial du Conseil de tutelle sur les unions administratives concernant les Territoires sous tutelle, A/2151, *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément n° 12*.

<sup>392</sup> Compte tenu de la résolution 555 (VI) de l'Assemblée générale, le Conseil, lors de sa dixième session, a décidé que la Mission de visite de 1952 soumettrait un rapport sur la question de l'unification en temps voulu pour que le Conseil puisse l'examiner à la deuxième partie de sa onzième session, qui se tiendra le 7 novembre 1952 au plus tard [résolution 424 (X)].

<sup>393</sup> T/Pet.7/264, 265 et Add.1, 266, 267 et Add.1, 268, 269, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 287.

<sup>394</sup> Résolution 639 (XI).

Les pétitions présentées au Conseil donnaient également des versions différentes d'un incident antérieur, survenu dans le village d'Agbétiko (également cercle d'Anécho); le 10 août, un homme avait été tué lors de rixes provoquées par une contestation touchant le choix d'un chef<sup>395</sup>. Dans ses observations relatives à ces pétitions, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que cet incident avait lui aussi été délibérément provoqué par le Comité de l'unité togolaise.

Dans deux autres pétitions<sup>396</sup>, le Président du Comité de l'unité togolaise a affirmé que soixante-deux ou soixante-cinq habitants du cercle de Mango, dans le Togo du Nord, ont été incarcérés en octobre 1951 pour s'être révoltés contre les abus et exactions qu'aurait commis le chef suprême des Tchokossis.

### Administration du Territoire

La responsabilité d'appliquer au Togo les lois de l'Union française qui le concernent incombe au chef de l'administration du Territoire, le Commissaire de la République, qui représente le Gouvernement français et relève directement du Ministre de la France d'outre-mer.

Le Commissaire de la République est investi du pouvoir réglementaire et prend des arrêtés, soit de sa propre initiative, soit, dans certains domaines, après consultation du Conseil privé, composé de hauts fonctionnaires et de notables autochtones désignés, soit enfin pour exécuter les décisions de l'Assemblée représentative<sup>397</sup>.

L'administration du Territoire est assurée par la division du pays en sept cercles, eux-mêmes composés d'une ou de deux subdivisions. La plupart des cercles comptent de 100.000 à 200.000 habitants. Au chef-lieu de chaque circonscription se trouve un administrateur pourvu de certains pouvoirs de décision, et des services techniques dépendant des services centraux.

A l'échelon inférieur, une partie des responsabilités administratives incombe aux chefs autochtones, qu'ils soient de villages ou d'agglomérations plus importantes (quartiers, cantons ou divisions tribales), assistés par des conseils coutumiers. Les attributions administratives des chefs, par opposition à leurs fonctions coutumières, comprennent le maintien de l'ordre public, l'entretien des routes, l'hygiène, l'état civil et la perception des impôts; ils peuvent également être appelés à présider des tribunaux coutumiers siégeant au civil. Selon des plaintes, reçues notamment de l'Assemblée représentative avant 1949, les chefs avaient perdu de leur autorité en devenant des agents de l'Administration; mais leur situation administrative a été modifiée par un arrêté du 2 décembre de cette année. Par cette mesure, dont le Conseil, à sa neuvième session, a pris acte avec satisfaction, l'Autorité chargée de l'administration a cherché à renforcer l'autorité des chefs et les garanties traditionnelles de leurs charges. Certaines plaintes selon lesquelles les chefs continueraient d'être en fait des fonctionnaires ont encore été formulées à propos de l'unification. Bien que le Conseil

<sup>395</sup> T/Pet.7/265/Add.1, T/Pet.7/269.

<sup>396</sup> T/Pet.6/312, T/Pet.7/290, T/Pet.7/302. En ce qui concerne les décisions prises par le Conseil au sujet de la pétition T/Pet.7/302, voir la résolution 640 (XI).

<sup>397</sup> Au début de l'année 1952, l'Assemblée représentative a été transformée en Assemblée territoriale.

ait, pour sa part, à sa neuvième session, exprimé l'espoir qu'il serait possible d'intégrer les chefs dans les cadres administratifs, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré, dans son rapport annuel pour 1951, que leur fonctionnarisation ne paraît ni possible ni souhaitable, en raison de la place même que les chefs occupent dans la société et parce qu'ils perdraient leur autorité morale en devenant des fonctionnaires.

L'Autorité chargée de l'administration considère que l'évolution des chefferies paraît devoir se faire beaucoup plus grâce à la création des assemblées locales (conseils de circonscription et conseils municipaux, voir ci-après). Les chefs ayant une réelle personnalité trouvent leur place au sein de ces assemblées et les autres sont éliminés progressivement et sans heurt.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant qu'à sa neuvième session l'Autorité chargée de l'administration lui a donné l'assurance que le Conseil privé faisait l'objet d'une étude tendant à transformer cette assemblée en un organe constitué de façon plus représentative, invite l'Autorité chargée de l'administration à hâter la réforme du Conseil privé et exprime l'espoir que cet organe sera transformé progressivement en un Conseil exécutif organiquement lié à l'Assemblée territoriale.*

### Personnel des services administratifs

Le nombre des fonctionnaires européens est passé de 176 en 1950 à 188 en 1951, tous sauf sept occupant des emplois supérieurs, tandis que le nombre des fonctionnaires autochtones occupant des emplois supérieurs passait de 185 à 223 et diminuait, pour les emplois subalternes, de 5.052 à 4.627.

Au sujet de la participation des autochtones à l'administration, le Conseil avait recommandé, lors de ses quatrième et neuvième sessions, d'augmenter le nombre des autochtones occupant des fonctions publiques, en particulier dans les emplois supérieurs. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré sur ce point que l'intégration des agents des cadres locaux dans les cadres supérieurs était entrée dans la voie des réalisations. Elle a cité une série d'arrêtés pris ou mis à l'étude en 1951 à cette fin et a donné la liste des 128 postes de fonctionnaires autochtones qui à la fin de l'année 1951 appartenaient aux cadres supérieurs de l'administration (trois commissaires de police, trente-quatre sages-femmes et infirmières, vingt-trois médecins africains, seize surveillants et comptables, vingt-trois instituteurs et institutrices). Elle a également énuméré vingt-trois postes qui étaient alors pourvus par des fonctionnaires autochtones et avaient été précédemment occupés par des fonctionnaires européens; il s'agit de postes de chefs de bureau et de section, d'agents spéciaux et de chefs de subdivisions.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant qu'à sa neuvième session il avait recommandé d'augmenter encore le nombre des autochtones occupant des emplois supérieurs, note que des progrès en ce sens ont été accomplis dans l'administration et que les autochtones ayant les diplômes requis ont accès à tous les postes administratifs; il constate néanmoins qu'un petit nombre d'autochtones*



*seulement appartiennent aux cadres supérieurs de l'administration; il invite l'Autorité chargée de l'administration à intensifier la formation de candidats qualifiés pour occuper des fonctions dans l'administration et la magistrature et à étudier les mesures propres à encourager les autochtones à choisir la carrière administrative; enfin il lui demande de fournir des renseignements complets sur cette question dans son prochain rapport annuel.*

## Assemblées locales

### ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE

Dans le cadre des lois de l'Union française, l'Assemblée représentative du Togo donne des avis et prend des décisions concernant les affaires qui intéressent l'administration du Territoire. Ces attributions restent en 1951 celles qui sont définies par le décret du 25 octobre 1946; elles sont, comme le Conseil l'avait noté à sa quatrième session, limitées aux questions financières et administratives; en particulier, l'Assemblée n'a pas l'initiative en matière législative.

L'Autorité chargée de l'administration a étudié les recommandations faites par le Conseil lors de sa quatrième et de sa septième session, selon lesquelles il conviendrait d'étendre progressivement les pouvoirs de l'Assemblée représentative, en particulier dans le domaine législatif — question qui a fait aussi l'objet de deux pétitions présentées par l'Assemblée elle-même.

A la neuvième session du Conseil, l'Administration a confirmé que l'Assemblée possède en fait le pouvoir de légiférer en dernier ressort pour un grand nombre de matières d'intérêt local et elle a annoncé qu'un projet de loi, qui ferait passer dans la catégorie des matières soumises à la décision de l'Assemblée un nombre maximum de questions sur lesquelles jusqu'alors elle était seulement consultée, avait été déposé devant le Parlement français.

Le Conseil a pris acte avec satisfaction de cette déclaration et a exprimé l'espoir que le rapport annuel pour 1951 indiquerait que des pouvoirs législatifs accrus ont été accordés à l'Assemblée. Dans son rapport, l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir au Conseil, à sa onzième session, qu'un projet de loi beaucoup plus libéral que celui dont il était question dans le rapport précédent était à l'étude.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a adoptées au cours de ses quatrième, septième et neuvième sessions, note avec intérêt que la loi du 6 février 1952 a transformé l'Assemblée représentative en une Assemblée territoriale élue par un collège unique et que les autorités françaises ont mis à l'étude un projet de loi encore plus libéral touchant l'Assemblée territoriale; il exprime l'espoir que ce texte législatif sera adopté prochainement et qu'il accordera des pouvoirs plus étendus à l'Assemblée territoriale, et il invite l'Autorité chargée de l'administration à lui fournir des renseignements plus détaillés sur cette question dans son prochain rapport annuel.*

### CONSEILS DE CIRCONSCRIPTION ET COMMISSIONS MUNICIPALES

L'institution en 1951 d'un système nouveau de

conseils de circonscription élus est considérée par l'Autorité chargée de l'administration comme une étape extrêmement importante dans l'évolution du Togo vers l'autonomie. Lors de ses quatrième, septième et neuvième sessions, le Conseil de tutelle avait pris acte des projets et des mesures adoptés à cette fin et les avait encouragés. Après que l'Assemblée représentative eut émis un avis favorable au principe en cause, un arrêté créant les nouveaux conseils a été promulgué en 1951, des élections à deux degrés ont eu lieu en août et en septembre et les conseils ont tenu leur première session en octobre.

Les conseils de circonscription sont destinés à remplacer les conseils de notables composés de fonctionnaires, de chefs et de notables autochtones, organisés en 1924. Il y a un conseil pour chaque cercle ou subdivision, comprenant de huit à vingt-six membres, selon le chiffre de la population. L'Autorité chargée de l'administration déclare que, pour la première fois, des organismes désignés par les électeurs de tous les villages participent effectivement à l'administration régionale. Elle répond aux critiques selon lesquelles les nouveaux conseils ne sont que la résurrection, sous un autre nom, des anciens conseils de notables, en soulignant les différences qui existent entre ces deux types d'organismes: par exemple, alors que les anciens conseils étaient entièrement désignés par l'Administration et comprenaient exclusivement des chefs et des notables, les conseils de circonscription sont intégralement élus au suffrage universel et toute personne originaire de la circonscription est éligible; alors que les conseils de notables délibéraient sous la présidence de fonctionnaires, les conseils de circonscription élisent leur président et leurs bureaux et ont des attributions importantes.

Le texte de l'arrêté du 16 juillet 1951 communiqué par l'Autorité chargée de l'administration indique que les conseils se réunissent obligatoirement deux fois par an sur convocation de l'Administration. Le chef de circonscription ou son représentant assiste à toutes les séances et est entendu dès qu'il le demande; il approuve également le règlement intérieur du conseil de sa circonscription. Le conseil est obligatoirement consulté sur neuf catégories de questions: assiette, taux de perception de emploi du produit de la taxe de circonscription; droits de place et de marché; assiette, taux et mode de perception des taxes et contributions diverses; taux de la taxe vicinale; plan de campagne et exécution des travaux publics; mesures d'hygiène et d'assainissement; établissement du projet de budget de la circonscription; création d'écoles, de dispensaires et de maternités; modifications des limites des cantons et villages. Le conseil peut également être consulté sur toutes les questions que l'Administration juge utile et lui soumettre et il peut émettre ses vœux en matière sociale, économique et d'administration générale.

Lorsque le conseil de circonscription émet un avis défavorable sur une proposition de l'Administration, il peut être appelé à examiner une deuxième fois la question; lorsque la proposition est à nouveau rejetée, l'Administrateur a la faculté de statuer, réserve faite des attributions de l'Assemblée représentative en ce qui concerne la question en cause.

L'Autorité chargée de l'administration signale que les conseils de circonscription ont fait preuve, au cours de leurs premières sessions, d'un sens évident de l'intérêt général et que l'Assemblée représentative a entériné la plupart de leurs propositions au cours de la session budgétaire qu'elle a tenu à la fin de l'année. Elle ajoute qu'un projet de loi est en préparation, qui dotera les conseils de circonscription d'attributions beaucoup plus larges et instituera des budgets de circonscription; les conseils deviendront ainsi de véritables "assemblées représentatives régionales" dotées de la personnalité financière et chargées de la gestion des intérêts locaux.

A la fin de l'année 1951, cinq centres urbains du Territoire ont été érigés en communes mixtes, (trois avaient été créées au cours de l'année). Chacune possède une commission municipale élue au suffrage universel direct et ayant des pouvoirs propres en matière budgétaire et en matière d'administration municipale; en pratique, ces commissions sont entièrement composées d'autochtones, sauf à Sokodé où un missionnaire européen fait partie de la commission. Il est probable qu'en 1952 un sixième centre urbain sera érigé en commune mixte. L'adoption d'un projet de loi déposé en 1950 et tendant à ériger la ville de Lomé en commune de plein exercice, c'est-à-dire en commune dont le maire est élu par le conseil municipal, a été retardée, comme l'indique l'Autorité chargée de l'administration, par la nécessité d'adopter auparavant certaines mesures s'appliquant à l'ensemble des territoires français d'outre-mer.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil est heureux de constater que l'Autorité administrante a créé des conseils de circonscription et augmenté le nombre des conseils municipaux; il note avec satisfaction les attributions importantes confiées aux conseils de circonscription par l'arrêté du 16 juillet 1951, qui prévoit une participation plus grande des autochtones à l'activité des organes de gouvernement local; il note également qu'un projet de loi est en préparation, qui dotera les conseils d'attributions encore plus larges; il exprime l'espoir que ce texte législatif sera promulgué prochainement, de manière à accroître encore les possibilités offertes aux autochtones de participer à l'administration locale et invite l'Autorité administrante à le tenir pleinement au courant de ces questions.*

## **Droit de vote; organisations politiques; élections**

Les Togolais sont représentés par la voie du suffrage universel, bien que selon des procédures diverses, au sein de quatre organes distincts de gouvernement: l'Assemblée nationale française, l'Assemblée représentative du Togo, les nouveaux conseils de circonscription et les commissions municipales. Les renseignements qui figurent dans le rapport annuel pour 1951 indiquent que des partis politiques ont pris part aux diverses élections qui viennent d'avoir lieu. Les représentants du Territoire au sein de deux autres organes de l'Union française, le Conseil de la République (deux membres) et l'Assemblée de l'Union française (un membre), sont choisis par l'Assemblée représentative.

Parlant en termes généraux du progrès politique et social accompli par les populations du Territoire, l'Autorité chargée de l'administration fait observer que la population se compose essentiellement de masses paysannes jalousement attachées à leurs traditions. Bien que cette majorité possède maintenant, grâce aux réformes politiques et à l'extension du système coopératif et de l'instruction, les moyens de se libérer de l'état d'infériorité où la tenaient les "castes privilégiées", les populations paysannes tombent souvent sous la dépendance d'une classe d'intermédiaire (acheteurs de récoltes, employés de sociétés de commerce et autres). Dans le Sud, une classe de propriétaires fonciers, dont quelques-uns sont les descendants des négriers de couleur implantés par la colonisation européenne à ses débuts, exerce une forte influence. Le renforcement de la classe moyenne des Africains "évolués" (boutiquiers, commis d'administration, conducteurs de travaux, médecins, etc.) a abouti à la formation d'une sorte d'"aristocratie de fonctionnaires".

Tandis que, comme on l'a indiqué ci-dessus, les chefs et autres institutions tribales continuent à jouer un rôle fondé sur la tradition, il existe, à l'heure actuelle, trois partis politiques au Togo. Le Parti togolais du progrès est partisan du maintien du régime actuel et, selon l'Autorité chargée de l'administration, il demande que le Togo soit acheminé vers l'autonomie dans le cadre de l'Union française. Le Comité de l'unité togolaise, qui a été le principal défenseur de l'unification, demande également l'autonomie ou l'indépendance à brève échéance, et considère ces dernières comme un moyen d'aboutir à l'unification. Le troisième parti, dont il n'est pas question dans les rapports annuels antérieurs à celui de 1951, est l'Union des chefs du Nord, qui s'est ralliée aux opinions exprimées par le Parti togolais du progrès.

L'Autorité chargée de l'administration estime que les nombreuses consultations électorales qui ont eu lieu en 1951 indiquent que l'état d'esprit des populations a considérablement évolué en ce qui concerne la question des Ewés. Elle déclare que, quel que soit le mode de scrutin employé (suffrage universel à deux degrés pour les conseils de circonscription, suffrage universel direct pour les élections générales à l'Assemblée représentative, suffrage universel direct dans les nouvelles communes mixtes), la position du Comité de l'unité togolaise a été minoritaire, même dans le Sud et dans les régions à peuplement éwé.

Les élections à l'Assemblée nationale et à l'Assemblée représentative du Togo qui ont eu lieu en 1951 se sont déroulées conformément aux lois du 5 octobre 1946 et du 23 mai 1951. La loi de 1951 apportait certaines modifications au régime électoral appliqué pour la première fois en 1946. Tout en maintenant les deux collèges électoraux (l'un composé de citoyens français, l'autre d'autochtones), elle augmente le nombre des catégories d'électeurs du deuxième collège, dont les plus nombreux sont ceux qui peuvent lire le français ou l'arabe, en y ajoutant les chefs de collectivités familiales et les mères de deux enfants. Par ailleurs, selon l'Autorité chargée de l'administration, la nouvelle loi a permis d'augmenter le nombre des commissions de revision des listes électorales et de multiplier les bureaux de vote; elle a facilité le vote des illettrés par l'impression des bulletins de vote sur du papier de

couleur différente suivant les candidats; elle a prévu que les commissions de revision de listes électorales et les bureaux de vote comprendraient des représentants des candidats ou des partis politiques et a accordé un mois supplémentaire pour la revision annuelle des listes.

L'Autorité chargée de l'administration donne des chiffres provisoires indiquant que le corps électoral qui, en 1946, était de 7.963 inscrits, est passé à 28.580 au début de 1951 et à plus de 50.000 en janvier 1952; elle voit dans cette augmentation rapide une étape de plus vers le suffrage véritablement universel.

Lors des élections à l'Assemblée nationale, qui ont eu lieu en juin 1951 et où le Togo élut un député par l'intermédiaire d'un collège unique réunissant les deux collèges, les listes électorales comptaient 32.496 électeurs. Sur ce nombre, 26.840 ont pris part au vote et le candidat du Parti togolais du progrès (qui avait recueilli 51,5 pour 100 des voix dans le Sud et 74,8 pour 100 des voix dans le Nord) l'a emporté sur celui du Comité de l'unité togolaise (48,5 et 28,2 pour 100 des voix) qui avait été élu en 1946.

L'Autorité chargée de l'administration signale que le Comité de l'unité togolaise a demandé que l'élection soit annulée, mais l'Assemblée nationale a validé l'élection du nouveau député.

Les mêmes listes électorales ont servi pour le renouvellement de l'Assemblée représentative, le 9 et le 30 décembre, pour le cercle de Lomé, la seule différence étant que les deux collèges ont voté séparément. Les six sièges du premier collège, celui des citoyens français, sont allés à une liste de "défense des intérêts locaux". Dans le second collège, dix des sièges du Sud sont allés au Parti togolais du progrès, un au Comité de l'unité togolaise, qui détenait auparavant la majorité à l'Assemblée, et un à un candidat indépendant. Les douze sièges du Nord sont allés à l'Union des chefs. Le rapport annuel ne donne pas de détails sur le nombre des électeurs inscrits et votants, et n'indique pas le nombre de candidatures à chaque siège.

Le régime électoral appliqué à l'occasion de ces élections a subi un nouveau remaniement au début de l'année 1952, quand le Parlement français a adopté la loi du 6 février dont les principales dispositions, selon l'Autorité chargée de l'administration, sont l'institution du collège unique, l'élargissement du corps électoral (qui comprendra tous les chefs de collectivités familiales) et la détermination des circonscriptions électorales. Comme les pouvoirs de l'Assemblée représentative élue en décembre 1951 expiraient le 30 mars 1952, de nouvelles élections ont eu lieu à cette date conformément aux dispositions de la nouvelle loi. Le système des deux collèges étant supprimé, c'est une formation électorale unique qui a désigné, le 18 mai, les deux conseillers de la République, naguère élus séparément par les deux sections française et autochtone de l'Assemblée représentative.

Tandis que cette évolution s'accomplissait, le Conseil de tutelle a été saisi, à sa onzième session, de pétitions qui prétendaient que les listes électorales n'avaient pas été révisées convenablement et que les élections de décembre s'étaient déroulées de façon irrégulière. Le Mouvement de la jeunesse togolaise<sup>399</sup> et le Comité

de l'unité togolaise<sup>399</sup> accusaient l'Administration de n'avoir pas accordé le droit de vote à tous ceux à qui la loi le donnait et faisaient observer que, pour les élections du mois de juin, les listes ne comptaient que 33.000 inscrits sur une population de près d'un million de Togolais, tandis que, dans la colonie voisine du Dahomey, les listes électorales comptaient 335.000 inscrits sur une population d'environ 1.500.000 habitants. Les pétitionnaires accusaient l'Administration de fausser le système électoral et protestaient contre toute élection au mois de décembre, s'il n'y avait pas eu, d'ici là, une revision complète des listes électorales et si la loi instituant un collège unique électoral n'avait pas été mise en vigueur.

Dans ses observations relatives à ces pétitions, ainsi qu'à certaines autres pétitions, l'Autorité chargée de l'administration déclare que les élections de décembre se sont déroulées normalement. Elle fait remarquer que le Mouvement de la jeunesse du Togo est une branche du Comité de l'unité togolaise et n'a qu'une activité limitée.

Dans sa résolution concernant la première de ces pétitions<sup>400</sup>, le Conseil a noté que les demandes relatives à des élections régies par la nouvelle loi électorale semblaient avoir été satisfaites par les nouvelles élections du mois de mars 1952.

Les élections aux commissions municipales des cinq communes mixtes et aux nouveaux conseils de circonscription ont eu lieu selon des principes différents. Dans le cas des commissions municipales, l'élection se fait au suffrage universel direct. Lors des élections qui ont eu lieu en novembre 1951, dans les trois nouvelles communes, les partis politiques ne se sont affrontés qu'à Atakpamé, où la liste du Parti togolais du progrès a été élue par 381 voix contre 341 à la liste du Comité de l'unité togolaise. A Palimé et à Sokodé, une liste unique de candidats défendant les intérêts locaux a été élue.

En ce qui concerne les conseils de circonscription, l'Autorité chargée de l'administration déclare qu'il est impossible d'appliquer le principe du suffrage universel direct, comme dans les communes mixtes, plus évoluées, et que le suffrage universel à deux degrés est celui qui permet le mieux à la population de faire entendre sa voix. L'arrêté du 16 juillet 1951, dans ses grandes lignes, prévoit qu'au premier degré chaque village désigne, suivant les règles et coutumes en usage pour la désignation des chefs de village, un électeur secondaire par village et par tranche de 100 habitants. Au deuxième degré, les électeurs secondaires ainsi désignés au collège électoral sont appelés à élire les membres du conseil de la circonscription.

En commentant les résultats des élections secondaires qui se sont tenues en août et septembre dans le Territoire, l'Autorité chargée de l'administration déclare que ces élections, strictement locales, ont été moins marquées que les autres par des considérations politiques. Cependant, les quatre-vingt-deux sièges des conseils du Togo du Nord sont allés à l'Union des chefs, tandis que, dans les conseils du Sud, le Parti

<sup>399</sup> T/Pet.7/292 et Add.1.

<sup>399</sup> T/Pet.6/312-7/290.

<sup>400</sup> Résolution 634 (XI).

togolais du progrès a remporté quarante-huit sièges et le Comité de l'unité togolaise vingt-deux.

A sa session précédente, le Conseil de tutelle s'était surtout intéressé, en ce qui concerne le droit de vote, à l'institution progressive d'un suffrage vraiment universel et à la création d'un collège électoral unique pour l'Assemblée représentative. Au cours de ses quatrième, septième et neuvième sessions, il avait fait des recommandations en ce sens.

A propos de ces recommandations, l'Autorité chargée de l'administration, dans son rapport annuel pour 1951, signale les nouvelles modifications apportées par la loi électorale du 6 février 1952 et déclare que l'application de la mesure prévoyant l'extension du droit de vote à tous les "chefs de ménage" et non seulement à un certain nombre d'entre eux, aura pour conséquence d'augmenter considérablement le nombre des électeurs inscrits sur les listes électorales. Elle fait également observer que la même loi a institué le collège électoral unique pour le Togo.

A sa onzième session le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a adoptées au cours de ses cinquième, septième et neuvième sessions, félicite l'Autorité chargée de l'administration d'avoir institué le collège unique pour toutes les élections et d'avoir élargi le corps électoral; il invite l'Autorité chargée de l'administration à redoubler d'efforts pour que toutes les personnes susceptibles de participer aux élections puissent s'inscrire sur les listes électorales et à encourager tous les électeurs inscrits à exercer leur droit de vote, de manière à instituer progressivement dans le Territoire un suffrage véritablement universel.*

### Organisation judiciaire

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle notant avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration a pris des mesures pour décharger les fonctionnaires administratifs des fonctions judiciaires, notant l'augmentation du nombre de tribunaux composés de juges autochtones, ainsi que l'extension par décret de la compétence des juges de paix et l'augmentation projetée du nombre de magistrats de carrière, a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de former des magistrats de carrière autochtones en nombre suffisant pour occuper tous les postes judiciaires.

L'organisation de la justice au Togo, comme les systèmes de législation qui y sont applicables, reposent sur une distinction fondamentale entre le droit privé et le droit public.

En ce qui concerne le droit privé, c'est-à-dire les dispositions législatives qui régissent les rapports entre les particuliers, il est, soit coutumier, pour la grande majorité des Togolais qui ont conservé leur statut personnel et avec lui leurs coutumes, soit réglementaire, pour les Européens ou ceux des Togolais qui se sont volontairement soumis aux lois françaises ou déclarent les accepter. Les juridictions civiles, ou de droit privé, sont les suivantes :

Juridictions françaises : Tribunal de première instance de Lomé, qui n'applique que la loi française.

Juridictions autochtones : Tribunaux du premier et du deuxième degré, qui appliquent le droit civil coutumier. L'appel des jugements rendus par ces instances va devant le Tribunal colonial d'appel siégeant à Lomé, et les pouvoirs contre les décisions de ce tribunal viennent devant la Cour d'appel de Dakar.

En ce qui concerne le droit public, c'est-à-dire les dispositions législatives qui régissent les rapports des particuliers avec la puissance publique, la dualité en matière de législation et de juridiction n'existe pas : un seul code pénal s'applique à tous les habitants du Territoire sans distinction et il n'y a qu'une seule espèce de juridiction, les tribunaux français, qui sont les suivants :

Le Tribunal correctionnel de Lomé;

Trois justices de paix, siégeant à Anécho, Atakpamé et Sokodé. Un décret du 10 mai 1951 les a transformées en justices de paix à compétence étendue, présidées par des magistrats de carrière;

La Cour d'appel, siégeant à Dakar;

La Cour d'assises du Togo, siégeant à Lomé, qui juge les infractions qualifiées crimes par la loi pénale; la Cour est assistée d'un jury composé de Togolais aussi bien que d'Européens; le recours contre ses arrêts ne peut s'effectuer que par le pouvoir en cassation à Paris.

Le rapport pour l'année 1951 signale que les résultats satisfaisants que l'on a enregistrés à la suite de la création des tribunaux coutumiers — qui sont entièrement composés d'autochtones — ont amené l'Administration à créer en 1951 quatre nouveaux tribunaux de ce genre, et à envisager d'en créer six autres en 1952, ce qui portera à vingt-cinq le nombre total de ces instances; pratiquement, tous les cercles du Territoire seront ainsi pourvus de tribunaux autochtones.

Le rapport indique également que l'extension de la justice pénale française à toute la population du Territoire requiert un effort continu d'adaptation des textes à l'état des mœurs togolaises, adaptation à laquelle il est procédé dans l'application de la loi par les magistrats, en attendant que l'on procède aux modifications nécessaires ou souhaitables.

Le rapport signale aussi que dans l'état actuel de la législation, seuls les citoyens français de statut civil français peuvent être nommés dans le cadre des magistrats de carrière. Cependant, ainsi que l'a expliqué le représentant spécial au cours de la onzième session, les Togolais, du fait de l'appartenance du Territoire sous tutelle à l'Union française, jouissent d'un statut similaire à celui des citoyens de cette Union; ce statut leur confère sans aucune restriction les droits et libertés garantis par la Constitution de 1946, notamment l'égal accès aux fonctions publiques, tel qu'il est défini dans le préambule de la Constitution.

Le rapport indique enfin que quatre boursiers togolais poursuivent en France leurs études de droit et qu'un Togolais vient d'être admis en qualité d'attaché auprès de la Cour de cassation à Paris pour y effectuer un stage à la suite duquel il pourra éventuellement obtenir un poste de magistrat au Togo.

## Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle

### Considérations générales

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait remarquer que, vu la multiplicité des tribus et la diversité des conditions géographiques, on pouvait noter avec satisfaction la déclaration de l'Autorité chargée de l'administration suivant laquelle l'unification administrative du Territoire a créé des relations qui ont dépassé le stade du simple voisinage et sont en voie de devenir le premier élément d'une conscience nationale collective. Il est indispensable que cette communauté d'intérêts se développe si l'on veut que le Territoire s'achemine vers la réalisation des objectifs du régime de tutelle. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a indiqué que ses observations ne signifiaient pas nécessairement qu'il n'est pas possible d'arriver à l'union entre le Togo français et un autre territoire. Il a souvent constaté au sein du Conseil une tendance à encourager l'indépendance du Territoire; or, un tel mouvement risquerait de créer un Etat artificiel qui aurait du mal à se maintenir dans le monde moderne.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration, violant les dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle, avait uni le Territoire sous tutelle aux colonies françaises dans le cadre de ce que l'on est convenu d'appeler l'Union française et avait ainsi porté atteinte au statut spécial du Togo en tant que Territoire sous tutelle. Cette façon de procéder entrave — et rend même impossible — le développement politique indépendant du Territoire sous tutelle, en tant qu'entité distincte, vers l'autonomie ou l'indépendance. Des décisions d'une importance capitale pour le Territoire échappent à la compétence des institutions du Territoire et sont confiées à des organes de la métropole. Les lois du Territoire sous tutelle sont adoptées à Paris. La Mission de visite qui s'est rendue au Togo en 1949 avait relevé les déclarations de certains membres de l'Assemblée représentative selon lesquelles 90 pour 100 des lois adoptées par l'Assemblée nationale française ne tenaient aucun compte des intérêts réels des habitants du Territoire. Par le rattachement du Togo à l'Union française on porte atteinte aux droits et aux intérêts des autochtones.

Le représentant de l'Union soviétique a estimé que le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de créer dans le Togo sous administration française des organes législatifs et administratifs indépendants de tout organe établi dans le cadre d'une union entre le Territoire sous tutelle et les colonies françaises, et de prendre à cet effet les dispositions, législatives et autres, propres à garantir la participation de la population autochtone à ces organes.

Le représentant de la France a déclaré que la Constitution de 1946 avait simplement qualifié les territoires associés dans son article 60, sans définir leur statut étant donné que l'article 26 proclame la supériorité des traités internationaux sur les lois nationales. Il n'existe aucune espèce d'union administrative entre

le Togo et la Fédération de l'Afrique-Occidentale française. On a souvent relevé au sein du Conseil de tutelle que, malgré le caractère artificiel que le Territoire avait à l'origine, on pouvait y noter aujourd'hui l'amorce d'une conscience nationale. Le représentant de la France a répété les assurances données à maintes reprises selon lesquelles la France respectera la volonté des populations, en conformité des clauses de l'Accord de tutelle.

### Arrangements douaniers

Le représentant de la Belgique a relevé l'existence de tolérances douanières aux deux frontières du Territoire, l'une presque officielle dans la région de Dahomey, l'autre moins officielle, mais réelle cependant, le long de la frontière qui sépare le Territoire du Togo britannique. Il a demandé si les Autorités administrantes ne pourraient pas aller plus loin et organiser un régime mixte nouveau, qui mettrait fin à beaucoup de difficultés dues à l'existence d'une frontière entre les deux Togos.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique s'est associé aux observations du représentant de la Belgique au sujet de l'opportunité de supprimer, dans toute la mesure du possible, les obstacles à la libre circulation des marchandises et des personnes à la frontière qui sépare le Togo français du Togo britannique.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les arrangements douaniers entre les deux Territoires étaient très simples. Les tolérances douanières sont presque absolues sur toute l'étendue frontalière et les postes douaniers n'existent plus que sur un petit nombre de routes à grande circulation. Il a souligné que l'Autorité chargée de l'administration supprimerait volontiers ce qui n'était plus guère qu'un symbole d'une frontière douanière, mais le problème mondial des changes lui interdit malheureusement de franchir cette ultime étape.

### Maintien de l'ordre public

Le représentant du Salvador a fait observer que l'Autorité chargée de l'administration devrait prendre des mesures pour prévenir la répétition d'incidents du genre de celui au cours duquel plusieurs Togolais avaient perdu la vie. De semblables événements laissent toujours des traces indélébiles, qui risquent de susciter des troubles sérieux d'ordre politique et social; la répétition de tels incidents constituerait un obstacle sérieux à la paix politique du Territoire et nuirait à l'avenir du Togo.

Le représentant de la France, parlant de l'incident de Vogan, a souligné que les agents mis en cause avaient été exonérés de toute culpabilité après une enquête administrative et une enquête judiciaire. Il n'y a pas eu d'intervention du service d'ordre pour disperser un attroupement ou réprimer une manifestation; il s'agissait d'une réaction naturelle de défense d'une garnison peu nombreuse acculée à une situation dangereuse.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'il n'avait pas fait état de l'incident qui s'était produit dans le village de Vogan le 23 août 1951, mais, puisque le représentant

de la France l'avait mentionné, il tenait à indiquer que, ce jour-là, des policiers avaient ouvert le feu sur les habitants autochtones de ce village et en avaient tué un certain nombre. D'après les indications officielles, il y a eu sept morts et quinze blessés, peut-être davantage; d'après les renseignements non officiels donnés dans les pétitions, le nombre des morts s'est élevé à dix. Depuis la date de l'incident, près de onze mois se sont écoulés et les responsables de la fusillade n'ont toujours pas été châtiés. La délégation de l'Union soviétique avait déjà demandé au Comité des pétitions — et elles réitérait cette demande au sein du Conseil — que l'Autorité chargée de l'administration effectue une enquête rigoureuse sur cet incident et châtie les fonctionnaires et les agents de l'Administration responsables d'avoir ouvert le feu sur les autochtones. Les faits rapportés sont signalés dans les renseignements officiels fournis par l'Autorité chargée de l'administration. Le représentant de l'Union soviétique s'inquiétait particulièrement de la situation dans le Territoire sous tutelle et des conditions faites aux autochtones; le Conseil de tutelle devrait adopter des recommandations tendant à améliorer le sort de la population autochtone. C'est dans cet esprit que la délégation de l'Union soviétique avait soumis un certain nombre de propositions au Comité des pétitions.

### **Progrès politique**

Le représentant du Salvador a félicité l'Administration des efforts qu'elle a déployés dans le domaine judiciaire et des progrès réalisés dans la lutte contre les coutumes et des traditions fortement enracinées.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la politique du Gouvernement français au Togo ne facilitait pas l'évolution progressive de ce Territoire vers l'autonomie ou l'indépendance, ainsi que le requiert la Charte. Tous les pouvoirs sont exercés par le Commissaire de la République, qui est français.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, si le Territoire ne possédait pas d'unité marquée à l'origine, l'Autorité chargée de l'administration avait réussi à créer un sentiment d'unité tangible et un début de conscience collective, que les membres du Conseil avaient noté avec satisfaction. Cette conscience collective s'est trouvée concrétisée au cours de divers scrutins qui ont reflété les vœux réels de la majorité de la population; celle-ci n'a cessé d'exprimer sa volonté de rester sous tutelle française jusqu'à son émancipation.

### **Système tribal**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, d'après le rapport de l'Autorité administrante et les réponses du représentant spécial, l'Autorité administrante continuait à encourager le système tribal, voire à le renforcer par des mesures législatives. L'arrêté 951-49/APA du 2 décembre 1949, relatif à la réorganisation de l'administration locale au Togo, n'a subi aucune modification. Les dispositions de cet arrêté, notamment ses articles premier, 3 et 25, montrent que la politique de l'Autorité administrante tend à encourager dans le Territoire un système tribal arriéré, qui est incom-

patible avec le développement progressif du Territoire vers l'autonomie et l'indépendance.

Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures pour assurer le passage du régime tribal à un régime d'autonomie fondé sur des principes démocratiques.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que la politique de la France ne tend pas à renforcer la coutume en matière de chefferies; elle ne fait que la définir et la limiter. La "détribalisation" a déjà fait de grands progrès, notamment dans le Sud. L'accroissement progressif des organes représentatifs locaux — conseils de circonscription, communes mixtes — est un indice de cette détribalisation, qu'il accélère en substituant aux normes traditionnelles des institutions démocratiques.

### **Représentation du Territoire dans les assemblées nationales de l'Union française**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait remarquer que le Territoire continue de maintenir sa représentation dans les institutions politiques métropolitaines: un député est élu à l'Assemblée nationale, deux représentants sont envoyés au Conseil de la République et un représentant au Conseil de l'Union française. Il voudrait savoir: 1) dans quelle mesure les représentants du Territoire sous tutelle s'identifient aux différents partis de l'Assemblée nationale; 2) s'ils ont tendance à agir ensemble; et 3) s'ils agissent de concert avec des représentants d'autres territoires de l'Afrique équatoriale française.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les parlementaires togolais participent activement aux travaux des assemblées parisiennes. Cela ne les empêche nullement de rester en liaison avec les populations du Territoire; leur tendance générale est de ne pas s'affilier à des partis strictement métropolitains, mais au parti des indépendants d'outre-mer.

### **Conseil privé**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration prendrait des mesures pour moderniser le Conseil privé et le transformer progressivement en un conseil exécutif, organiquement lié à l'Assemblée territoriale.

### **Assemblée territoriale**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a jugé que l'heure était venue d'accorder aux organes représentatifs du Territoire plus de responsabilité politique. Il a noté qu'un projet de loi visant à étendre les pouvoirs de l'Assemblée territoriale était actuellement étudié par les autorités françaises. La question est évidemment complexe, mais le représentant de la Nouvelle-Zélande compte que le vote de ce texte législatif ne tardera pas trop longtemps.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Assemblée territoriale, dépourvue de toute autorité et de tout pouvoir réels, n'était en fait qu'un organe consultatif et ne différait que de nom de l'ancienne "Assemblée représentative". La Mission de visite de 1949 avait indiqué que l'Assemblée représentative n'avait aucun pouvoir législatif et

ne pouvait pas discuter de questions politiques. Il en est de même de l'Assemblée territoriale. Elle n'a pas le choix en ce qui concerne les postes du budget, qui est établi et exécuté par le Commissaire de la République. L'Assemblée n'a aucun droit de regard sur l'utilisation des crédits.

Le représentant de la France a fait observer qu'il ressort du texte du décret organique que les attributions délibératives de l'Assemblée sont nombreuses. L'Assemblée possède notamment le droit fondamental de voter les impôts et les taxes, droit qui a marqué les débuts de toutes les démocraties et de tous les Parlements. L'Assemblée suit l'exécution du budget par sa commission permanente et elle est appelée à en approuver les comptes définitifs.

### **Conseils de circonscription et municipalités**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé qu'un fait important dans l'évolution politique du Territoire était la création de conseils de circonscription siégeant aux chefs-lieux de chacun des sept cercles ou de leurs subdivisions. Il a noté avec satisfaction que ces conseils avaient été élus au suffrage universel exercé par l'intermédiaire d'un collège d'électeurs. Il a relevé que d'après le décret du 16 juillet 1951 les conseils jouent un rôle important en matière de budget, de travaux publics et d'impôts locaux, et qu'un projet de loi actuellement en voie d'élaboration doit conférer aux conseils de plus larges attributions et créer des budgets régionaux. Il a estimé que le Conseil devrait exprimer le vœu d'être tenu au courant de cette évolution encourageante. Il a aussi signalé que de nouveaux progrès avaient été accomplis en matière d'administration municipale.

Le représentant de la République Dominicaine a exprimé l'espoir que les mesures législatives tendant à élargir les attributions des conseils de circonscription prendraient effet à brève échéance.

### **Accès des autochtones aux fonctions administratives et judiciaires**

Le représentant de la Chine a déclaré que très peu d'autochtones occupaient des postes importants dans les services administratifs et judiciaires. Cette question devrait continuer de recevoir toute l'attention de l'Autorité administrante.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait observer qu'un certain progrès semblait avoir été accompli en ce qui concerne l'augmentation du nombre des Togolais dans les postes administratifs supérieurs. L'Autorité chargée de l'administration devrait continuer de s'intéresser à cette question.

Le représentant du Salvador a déclaré que l'Administration devrait prendre des mesures en vue d'abolir les lois et règlements qui empêchent les autochtones qui ne sont pas citoyens français d'accéder à la magistrature. L'Autorité chargée de l'administration devrait permettre à un plus grand nombre d'autochtones d'occuper des postes élevés.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, d'après les renseignements donnés dans le rapport annuel, tous les postes importants de l'Administration sont occupés par des

Européens, les autochtones n'étant admis qu'aux postes subalternes et purement techniques.

Le représentant de la France a fait observer qu'il ressortait des statistiques que la part que les autochtones prennent dans l'administration du Territoire ne cesse de s'accroître. Ils ont accès à toutes les fonctions, sans aucune discrimination, à la seule condition qu'ils possèdent les diplômes requis. Toutefois, les premiers Togolais diplômés des facultés métropolitaines se sont tournés plutôt vers les carrières libérales que vers les affaires ou la politique. L'Administration n'a pas ménagé les efforts pour donner de l'attrait à la fonction publique. Ainsi, la loi Lamine-Gueye du 30 juin 1950 a établi la stricte égalité de rémunération pour tous les fonctionnaires, quelle que soit leur origine.

### **Droit de vote**

Le représentant de la Chine a déclaré que le Conseil devrait exprimer l'espoir que l'Administration examinera avec toute l'attention voulue la possibilité de supprimer progressivement le système des catégories électorales et d'instaurer pour tous les adultes le suffrage universel, sans aucune restriction.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration avait donné suite à la recommandation du Conseil relative à l'institution du collège unique; il a constaté que de nouvelles élections ont eu lieu en 1952 sur la base du collège unique d'électeurs.

Il a aussi noté d'autres faits encourageants touchant l'Assemblée territoriale, par exemple la faible proportion des abstentions aux élections et la présence à l'Assemblée de tous les grands partis politiques. L'accroissement régulier du corps électoral constitue également un facteur favorable. La loi du 6 février 1952, qui a donné le droit de vote aux chefs de famille, représente une autre étape dans la voie du progrès. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que ce progrès se poursuivra et que le droit de vote finira par être accordé à tous les adultes du Territoire. Il a qualifié de judicieuse la loi du 23 mai 1951 qui a prévu la présence de représentants des partis et des candidats dans les commissions de revision des listes électorales et dans les bureaux de vote, et qui a augmenté le nombre des commissions et des bureaux de vote.

Le représentant du Salvador a noté avec satisfaction que, grâce aux deux nouvelles catégories d'électeurs créées par les lois de 1951 et 1952, le nombre des électeurs du Territoire a presque doublé.

### **Organisation judiciaire**

Le représentant du Salvador a dit que la création de nouveaux tribunaux autochtones constituait un grand progrès.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que la formation de candidats qualifiés pour occuper des postes supérieurs dans la magistrature et la création de conditions d'emploi suffisamment satisfaisantes pour attirer et retenir ces fonctionnaires, sont des questions qui méritent de retenir — et qui retiendront certainement — l'attention de l'Autorité chargée de l'administration.



### 3. — PROGRES ECONOMIQUE

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Généralités

Le fait le plus marquant de la vie économique du Territoire pendant l'année 1951 a été le caractère excédentaire de la balance commerciale; en outre, importations et exportations ont accusé un progrès sensible par rapport à l'année précédente.

Aux termes du rapport annuel, l'effort fait pour l'équipement du pays s'est poursuivi à un rythme satisfaisant; grâce aux travaux entrepris sur les fonds du plan décennal, les voies de communication (routes, ports, chemins de fer) et les services d'utilité publique ont été améliorés.

La continuation du travail de prospection et de l'étude des techniques agricoles les plus conformes aux contingences locales a permis de faire le bilan des possibilités du pays. La tâche essentielle des services techniques sera dans l'avenir de vulgariser des méthodes susceptibles d'accroître les rendements sans compromettre la fertilité des sols. On compte que, par le moyen de prêts sur le fonds commun des sociétés de prévoyance, les cultivateurs autochtones trouveront les moyens de réaliser les améliorations que nécessitent cultures et cheptel.

Il est en effet indispensable, estime l'Autorité chargée de l'administration, que l'augmentation de la production agricole dans un pays où les possibilités minières apparaissent très limitées puisse procurer au Territoire un supplément de ressources nécessaires pour couvrir les dépenses de fonctionnement des nouveaux équipements et leur amortissement.

Par sa résolution 322 (IV) du 15 novembre 1949, l'Assemblée générale a donné son appui aux recommandations du Conseil de tutelle relatives à une plus grande participation des autochtones aux profits et à la direction des entreprises publiques ou privées qui s'occupent de l'exploitation des ressources naturelles ou de la production et du commerce de matières premières et de produits d'une importance primordiale pour l'économie des Territoires sous tutelle.

Au cours de sa neuvième session, le Conseil de tutelle, notant les efforts de l'Autorité chargée de l'administration en vue d'accroître la production, ainsi que les résultats satisfaisants déjà obtenus grâce au plan décennal pour le développement économique, a recommandé à cette Autorité d'encourager une participation énergique des autochtones à l'activité de toutes les branches de la vie économique du Territoire, en particulier à l'élaboration des programmes et à la conduite des entreprises.

Le rapport pour l'année 1951 signale que l'Assemblée représentative est obligatoirement consultée sur l'utilisation des crédits du plan décennal. Cette participation à l'élaboration des programmes est appelée à croître. En ce qui concerne la participation des autochtones à la conduite des entreprises, elle n'est commandée que par la compétence individuelle des intéressés. Il y avait au Togo, en 1951, 800 commerçants autochtones et l'une des firmes d'importation-exportation les plus importantes était gérée par un Togolais.

Le Conseil de tutelle, au cours de la neuvième session, a recommandé également à l'Autorité chargée de l'administration d'étudier la possibilité de rendre les postes de président et de trésorier de la Chambre de commerce accessibles aux autochtones.

Un arrêté du 3 décembre 1951 dispose que désormais ces postes peuvent être attribués à des Togolais.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil félicite l'Autorité chargée de l'administration d'avoir rendu les fonctions de président et de trésorier de la Chambre de commerce accessibles aux autochtones, donnant suite ainsi à la recommandation adoptée par le Conseil à sa neuvième session.*

##### Agriculture

A sa septième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de mettre en œuvre des programmes intensifs d'amélioration et de protection des terres et avait pris note des programmes déjà en application, tout en exprimant l'espoir que leur exécution progresserait aussi rapidement que possible.

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle, félicitant l'Autorité chargée de l'administration des mesures prises en vue du développement économique et particulièrement en vue de la diminution des risques de disette, a suggéré que la politique d'encouragement à une plus grande production de produits alimentaires soit réaffirmée, et a recommandé qu'une attention soutenue soit portée à la question des services agricoles destinés aux fermiers autochtones.

Le rapport pour l'année 1951 expose que, d'une façon générale, la production vivrière a été très bonne pour l'ensemble du Territoire, malgré une diminution pour certains produits, soit 642.698 tonnes en 1950 contre 665.516 en 1951. En ce qui concerne les produits agricoles industriels, l'année 1951 a marqué au total une légère diminution par rapport à l'année précédente: 79.480 tonnes contre 82.238.

Cultures vivrières	1950 (Tonnes)	1951 (Tonnes)
Maïs .....	42.215	38.740
Ignames .....	259.150	270.250
Haricots .....	4.500	5.300
Mil et sorgho .....	83.750	84.000
Manioc .....	229.700	245.000
Riz .....	6.730	6.300
Fonio .....	2.180	2.600
Voandzou .....	9.320	9.600
Taro .....	220	240
Patates .....	4.900	4.450
Sésame .....	33	36

En 1950 et en 1951, de violentes attaques de rouille sur le maïs ont provoqué une diminution importante des récoltes; ces attaques ont été attribuées partiellement à l'épuisement progressif des sols; on s'est efforcé d'en combattre les conséquences, notamment par l'introduction de plantes de remplacement. Le rapport signale que les cultivateurs se sont vivement intéressés à ces efforts, qui ont pleinement réussi. On a noté également une augmentation sensible de la production du manioc, des ignames, du mil et du sorgho, et une diminution de la culture du riz, diminution heureuse étant

donné l'effet désastreux de la culture du riz de montagne sur la conservation des sols.

Cultures industrielles	1950 (Tonnes)	1951 (Tonnes)
Cacao .....	4.600	4.500
Café .....	1.555	3.500
Huile de palme .....	3.000	2.500
Palmistes .....	12.800	10.000
Arachides (décortiquées) ..	10.570	12.000
Amandes de karité .....	42.000	35.000
Coprah .....	4.950	7.000
Ricin .....	188	180
Kapok en graines .....	275	1.000
Coton en graines .....	1.600	3.750
Tapioca .....	700	50

L'augmentation de la production des arachides a été due à la fois au plus grand intérêt qu'y ont porté les cultivateurs et à la progression du rendement à l'hectare. Les prix élevés pratiqués pour le coprah sont à la base de l'intérêt marqué pour cette culture, tandis qu'une commercialisation moins active explique la diminution indiquée pour les palmistes et le karité. Par contre, grâce à la campagne menée contre le scolyte, la production du café a presque triplé par rapport à 1950.

Aux termes du rapport annuel, le programme agricole que les services compétents s'attachent à réaliser porte sur les principaux points suivants: recherche des moyens propres à régénérer et conserver les sols, étude des engrais artificiels, améliorations à apporter aux assolements, aux méthodes de culture, à l'élevage et à l'utilisation du bétail, fourniture de plants et semences de qualité, lutte contre les ennemis des cultures. L'examen des divers procédés de culture mentionnés dans le rapport annuel montre que dans la plupart des régions, on en est encore au stade de la culture extensive et souvent itinérante; l'action des services intéressés doit tendre à préparer le passage des méthodes ancestrales à la culture intensive et à l'utilisation rationnelle du bétail en vue de la régénération des terres. Il s'agit d'un véritable bouleversement auquel on espère aboutir par la propagande et la persuasion.

C'est là un des objectifs essentiels poursuivis par la création et le fonctionnement de fermes-écoles et de petits centres pilotes, qu'on s'efforce de multiplier dans le cadre des travaux du plan décennal. Le rapport annuel indique que les travaux d'aménagement et d'agrandissement des grandes fermes du Service de l'agriculture ont été soit achevés, soit poursuivis durant l'année 1951. La ferme de Glidji est spécialisée dans la recherche des meilleures méthodes de lutte contre l'érosion du sol dans les "terres de barre"; celle de Tové est orientée vers l'amélioration des cultures vivrières, du caféier et du palmier à huile; celle de Sotouboua, installée au milieu du pays cabrais (Lama-Kara) où une population dense vit sur un sol très appauvri par les cultures abusives, étudie la régénération des sols et la lutte contre l'érosion, notamment par l'utilisation du bétail. Le centre pilote de Bar-koissi a pour but de montrer aux cultivateurs autochtones locaux comment faire une agriculture conservatoire du sol avec les moyens dont ils disposent, notamment le bétail. La station d'Atilakoutsé poursuit ses études sur les meilleures variétés de quinquina. Enfin, il a fallu réorganiser complètement les fermes-écoles

et grouper les élèves à Tové. Le rapport signale que le manque complet d'enthousiasme des jeunes Togolais pour les métiers de la terre a obligé à fermer les écoles de Glidji et Sotouboua.

A l'action de ces centres d'expérimentation et d'enseignement pratique spécialisés, appuyée par la distribution de plants, semences, engrais et par les essais multipliés sur des petites parcelles mises à la disposition des cultivateurs, s'ajoute une action de protection phytosanitaire, lutte contre les maladies du cocotier, les parasites du palmier, la rouille du maïs, le scolyte du café, poursuivie par la destruction des larves, la visite des plantations, les soins, etc.

La production agricole est encouragée et soutenue grâce au "Compte de soutien et d'équipement de la production agricole locale", alimenté par des redevances versées par les exportateurs, auxquelles s'ajoutent les prêts consentis aux cultivateurs par le Fonds commun des sociétés de prévoyance.

Les crédits prévus au plan décennal pour l'agriculture s'élèvent à 637.100.000 francs C.F.A., dont 142.700.000 francs ont été utilisés et 127.260.000 francs ont été payés.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil note, d'une part, la pauvreté des ressources naturelles et la faible qualité des sols et, d'autre part, le fait que les méthodes de culture mécanisée ne sont pas les mieux adaptées aux conditions des sols du Territoire; il note également que l'Autorité chargée de l'administration étudie de façon approfondie la question du progrès de l'agriculture, notamment par voie de recherche et d'expérimentation; il exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration intensifiera ses efforts pour diffuser les connaissances agricoles parmi les fermiers autochtones, pour assurer la conservation et la régénération des sols et pour combattre les maladies des plantes; il invite l'Autorité chargée de l'administration à le tenir au courant des mesures prises ou prévues pour améliorer la fertilité des sols et pour assurer le progrès de l'agriculture.*

## Elevage

Le centre d'élevage de Lomé est entré en service au début de l'année 1951; il comporte un laboratoire, une salle de clinique et des installations sanitaires. Le centre de Dapango, très endommagé par une tornade en 1950, a été réparé en 1951. Au cours de l'année, un programme de protection sanitaire du bétail et d'hydraulique pastorale a été mis sur pied, pour débiter en 1952.

Sur les 47 millions de francs prévus au plan décennal, 22 millions ont été utilisés et 17.500.000 francs ont été payés.

Le rapport annuel signale que de gros progrès ont été réalisés dans l'équipement du Service de l'élevage, maintenant doté d'un important matériel technique.

La qualité du bétail pose un problème beaucoup plus important que sa quantité, qui a atteint, aux termes du rapport, son effectif maximum. Outre la prévention des épizooties, le service de l'élevage poursuit un

programme systématique de sélection et de métissage qui, malgré l'intérêt rencontré, se heurte à des obstacles d'ordre psychologique et social; en effet, les troupes constituent au Togo un placement d'argent confié en général à la garde des Foulbé; sous-alimentées dans leur jeune âge, les bêtes vivent périodiquement dans des milieux défavorables.

## Pêche

Aux termes du rapport pour 1951, la pêche maritime du type côtier est pratiquée sur toute l'étendue du littoral durant toute l'année; dans les rivières, elle n'est pas pratiquée à l'époque des basses eaux; on ne peut, pour le moment, envisager aucun développement de cette industrie.

Les poissons secs et fumés font l'objet d'un commerce actif; 1.477 tonnes ont été exportées vers la Côte-de-l'Or en 1951. Des expéditions en sont également faites vers l'intérieur du Territoire, ajoutant un intéressant apport azoté à l'alimentation de la population.

## Terres et régime foncier

Selon le rapport pour l'année 1951, la généralisation de l'immatriculation des terres présente un intérêt capital pour le développement économique d'un Territoire comme le Togo, qui est essentiellement agricole. L'amélioration des conditions d'exploitation du sol est, en effet, subordonnée à la possibilité d'obtenir du crédit, ce qui n'est possible que sur présentation de garanties réelles, devant permettre l'inscription d'hypothèques. Or, cette inscription ne peut être faite qu'en faveur d'immeubles immatriculés au Livre foncier. L'utilité de posséder un titre foncier garantissant la propriété selon le code civil et après procédure d'immatriculation, apparaît de plus en plus aux autochtones, même nantis d'un titre de possession coutumière. Le nombre des immatriculations a suivi une progression ininterrompue, atteignant en 1951 un chiffre record :

1945 .....	27
1946 .....	37
1947 .....	48
1949 .....	173
1950 .....	201
1951 .....	225

Un des obstacles à la généralisation de l'immatriculation est son coût assez élevé, dans lequel les honoraires des géomètres privés entrent pour une large part. Un projet de réglementation est à l'étude pour fixer une échelle d'honoraires; en attendant, un arrêté du 23 mai 1951 permet de requérir les offices d'un géomètre de l'Administration, aux tarifs officiels.

La seule statistique sur l'occupation des terres en 1951 qui puisse être établie avec précision est celle qui concerne les terres immatriculées :

Autochtones		Non autochtones		Domaine privé du Territoire	
Nombre	Superficie en ha.	Nombre	Superficie en ha.	Nombre	Superficie en ha.
2.276	7.006	271	565	2.268	10.973

En ce qui concerne les concessions attribuées par adjudications publiques sur des terres du Domaine qui ne servent plus à des fins d'intérêt public, elles se répartissaient ainsi en fin 1951 :

### a) Terrains urbains

Concessions provisoires			Concessions définitives	
Nationalité	Nombre	Superficie en ha.	Nombre	Superficie en ha.
Français .....	39	14,42	41	19,39
Anglais .....	14	5,18	15	2,88
Allemands ...	1 <sup>a</sup>	0,22	3 (Libanais)	0,35
Autochtones ...	285	27,19	157	17,88

### b) Terrains ruraux

Concessions provisoires			Concessions définitives	
Nationalité	Nombre	Superficie en ha.	Nombre	Superficie en ha.
Français .....	1	1,67 <sup>a</sup>	4	324,75 <sup>a</sup>
Belges .....	1	34,50		
Autochtones ...	2	14	3	12

<sup>a</sup> Y compris les concessions accordées aux missions religieuses.

## Forêts

Au cours de sa neuvième session, le Conseil de tutelle, notant qu'il restait encore à faire comprendre à la population locale l'importance du classement des forêts et des réserves forestières, a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuerait à prendre les mesures propres à éduquer la population sur l'importance de la conservation des forêts dans l'intérêt même du Territoire, de façon que l'opposition locale puisse être bientôt surmontée.

Aux termes du rapport pour l'année 1951, le domaine forestier du Territoire occupe une surface de 105.000 hectares. Si ce chiffre est en nette progression sur 1950 (38.450 ha.), il n'en est pas moins considéré comme encore faible, puisqu'il ne représente que 1,9 pour 100 de la superficie du pays et 4,66 pour 100 de la surface boisée. Les raisons de la faiblesse de ce chiffre sont pour une certaine part le peu d'ancienneté du Service forestier et la répugnance montrée naguère par les populations locales, propriétaires coutumiers du sol, à laisser classer les terres incultes. Le rapport signale un revirement très net de ces populations au cours de l'année 1951, à la suite de la campagne de propagande entreprise par le Service des eaux et forêts pour mettre en valeur le rôle éminent de la forêt en matière de conservation des sols et de régularisation des cours d'eau. Les classements réalisés en 1951, soit 66.500 hectares, ont toujours été faits avec l'entière approbation des populations.

Des avant-projets pour le classement de 80.000 hectares ont été étudiés en 1951, portant surtout sur des zones montagneuses inhabitées, ainsi que d'autres mesures visant à la régénération des sols.

En 1951, pour la première fois, un nombre important de parcelles de peuplement artificiel de teck sont passées en éclaircie, une partie des bois abattus allant aux collectivités autochtones et l'autre partie allant au Territoire.

## Industrie et mines

Dépourvu de richesses minérales et de sources d'énergie, le Togo est un pays à vocation essentiellement agricole. A part les ateliers du chemin de fer, divers ateliers de réparation d'automobiles et la centrale électrique de Lomé, seule usine de ce genre dans le Territoire, les autres installations — usines d'égrenage de coton et de kapok, savonnerie, usine de préparation de coco râpé et usine d'extraction d'huile d'Alokouegbé

— traitent tous les produits agricoles en vue de l'exportation ou de la consommation locale.

Les producteurs agricoles utilisent 36 motoconcas-seurs à palmistes, 26 motodécortiqueurs à café, 257 moulins à maïs et plusieurs motorâpes à tapioca. L'usine d'Alokouegbé a effectué ses premiers essais en 1951 et devait entrer en fonctionnement en 1952.

En ce qui concerne l'industrie minière, le Conseil de tutelle, au cours de sa neuvième session, a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration fournirait des renseignements sur les mesures prises pour reconnaître l'importance et la valeur des dépôts miniers dans le Territoire, plus particulièrement en ce qui concerne l'exploitation des dépôts de chromite et de bauxite.

Le rapport pour l'année 1951 indique que le dossier du titulaire d'un permis d'exploitation des chromites du mont Ahito a été soumis au Comité des mines de la France d'outre-mer, pour approbation. Les dernières prospections préluant à une exploitation ont été effectuées : l'élargissement de la route et la construction de ponts définitifs sur la route menant au mont Ahito vont commencer. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré, au cours de la onzième session du Conseil, que le permis d'exploitation des chromites du mont Ahito avait été accordé par un récent décret. Quant aux bauxites, la société Bauxites du Midi, titulaire d'une autorisation personnelle de recherches minières, n'a pas encore procédé à des recherches.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil note avec satisfaction qu'il y a eu un progrès en ce qui concerne les industries secondaires dans le Territoire, et exprime l'espoir que la tendance actuelle sera maintenue et que l'économie du Territoire se développera en se diversifiant.*

## Commerce extérieur

Au cours de l'année 1951, les exportations et importations ont atteint les chiffres suivants, comparés à ceux des trois années précédentes :

### a) Exportations

	Tonnage (Tonnes)	Valeur (Millions de francs C.F.A.)
1948.....	23.284	877,56
1949.....	38.431	1.454,42
1950.....	45.105	1.624,02
1951.....	57.115	2.331,24

### b) Importations

	Tonnage (Tonnes)	Valeur (Millions de francs C.F.A.)
1948.....	39.314	1.168,53
1949.....	27.322	844,71
1950.....	44.488	1.528,14
1951.....	43.960	2.698,84

Le rapport annuel indique que si le tonnage exporté en 1951 reste encore inférieur à celui des années précédant la guerre, c'est que le maïs a cessé d'être un produit d'exportation ; la production de maïs en 1951 s'est élevée à 38.740 tonnes.

Les produits suivants, qui représentent les produits de base de l'économie du Togo, ont totalisé 80 pour 100 de la valeur totale des exportations :

Produits	Tonnage (Tonnes)		Valeur (1951) (Millions de francs C.F.A.)
	1950	1951	
Cacao .....	4.249	5.250	640,783
Café .....	1.117	3.432	555,204
Coton (égrené).....	498	2.187	369,603
Coprah .....	4.460	6.212	288,524
Palmistes .....	12.717	7.526	266,346
Arachides (décortiquées)	2.145	3.473	145,230

Soixante-trois pour cent des exportations ont été dirigées sur la France et les pays de l'Union française ; venaient ensuite la Côte-de-l'Or, l'Allemagne et les Pays-Bas ; ces pays ont reçu 98 pour 100 du tonnage exporté.

Aux importations, qui ont marqué en 1951 une forte augmentation sur celles de 1950, les produits alimentaires, les tissus de coton, les carburants et les camions ont accusé des progrès ; les fers et aciers, le ciment, la sacherie de jute ont accusé un recul. Comparées à celles des années précédentes, les importations pour 1951 ont été les suivantes :

	Tonnage (Tonnes)	Valeur (Francs C.F.A.)
1948.....	23.284	877.560.936
1949.....	38.341	1.454.429.577
1950.....	45.105	1.624.020.366
1951.....	57.115	2.331.246.395

Les principaux fournisseurs du Togo ont été la France et les pays de l'Union française, la Côte-de-l'Or, les territoires néerlandais d'Amérique, l'Espagne, le Danemark, les Etats-Unis, la Norvège et le Royaume-Uni.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil note avec satisfaction que la balance commerciale du Territoire a été favorable et exprime l'espoir qu'elle le restera.*

## Sociétés indigènes de prévoyance et coopératives

A sa sixième session, le Conseil de tutelle avait félicité l'Autorité chargée de l'administration d'avoir créé des coopératives parmi la population autochtone, et avait exprimé l'espoir qu'elle ferait en sorte que les autochtones puissent occuper le plus rapidement possible, dans ces organisations, des postes comportant une part croissante de responsabilités.

Le rapport pour l'année 1949 signalait que depuis 1948 des stages de formation de techniciens qualifiés, destinés à gérer et à diriger les coopératives d'outre-mer, étaient organisés par l'Ecole coloniale du Havre.

Au cours de sa neuvième session, le Conseil de tutelle, notant avec regret que les efforts de l'Autorité chargée de l'administration en vue d'encourager le mouvement coopératif n'ont pas remporté de succès, a exprimé l'espoir qu'elle continuerait ses efforts dans ce sens, et lui a recommandé d'éduquer les autochtones dans ce domaine, notamment en stimulant leur intérêt pour le mouvement coopératif et en leur expliquant les institutions coopératives.

Le rapport pour 1951 signale que l'Administration continue à encourager la création de coopératives. Deux nouvelles coopératives de production ont déposé leurs statuts en 1951, et une nouvelle coopérative de consommateurs, organisée par l'Union des syndicats du Togo, devait entrer en activité dans le courant de

1952. Des dispositions ont été prises pour que deux agents autochtones des coopératives suivent en 1952 un stage de perfectionnement en France.

Au cours de l'année 1951, le Fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance a développé son rôle de dispensateur de crédit; 25 demandes de prêt ont été examinées et 16 acceptées; il s'agissait de huit prêts agricoles totalisant 2.985.000 francs C.F.A., d'un prêt artisanal de 400.000 francs et de sept prêts divers totalisant 4.300.000 francs.

La transformation du Fonds commun en un véritable organisme de crédit agricole, artisanal et immobilier a été étudiée; elle a fait l'objet d'un décret qui a été soumis à l'examen du Conseil des ministres.

Le rapport ajoute que si la constitution légale de coopératives n'est pas encore très répandue, pratiquement, des groupements coopératifs sont formés par les chefs, à la demande des producteurs, au moment de la vente des produits. Par l'organisation et le contrôle des ventes, ces groupements permettent aux producteurs d'éviter de passer par des intermédiaires onéreux.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a adoptées en la matière à ses septième et neuvième sessions, note avec regret que le développement des coopératives est encore un peu lent. Toutefois, le Conseil prend acte des assurances données par l'Autorité chargée de l'administration, selon lesquelles elle fera tout son possible pour développer le mouvement coopératif et pour augmenter le nombre des personnes capables d'organiser et de diriger des coopératives.*

### Finances publiques et impôts

A sa neuvième session, le Conseil de tutelle a félicité l'Autorité chargée de l'administration des mesures prises pour remplacer l'impôt personnel par un impôt progressif sur le revenu et a recommandé l'établissement prochain d'un système général d'impôts sur le revenu.

Le rapport signale que le budget de 1951 s'est élevé à 1.024.500.000 francs C.F.A., soit une augmentation de 158.399.000 francs par rapport à celui de 1950, due à la revalorisation générale des traitements, au développement des services de santé et de l'enseignement, au volume des travaux publics et à la hausse générale des prix. Le budget a été équilibré par un prélèvement de 120 millions sur la caisse de réserve.

Au cours de l'année 1951, peu de changements sont intervenus dans l'organisation du système fiscal du Territoire; le budget local a reçu, au titre des impôts directs et taxes assimilées, 144.500.000 francs C.F.A., et au titre des contributions perçues sur liquidations, 557 millions de francs.

Les principaux impôts perçus sont les impôts cédulaires (industriels, commerciaux, etc.) et l'impôt général sur le revenu; l'impôt personnel, appelé "impôt du minimum fiscal" car il s'applique à tous ceux qui échappent aux impôts sur les revenus; les impôts fonciers, les patentes et licences; les taxes diverses, vicinales et autres.

A sa session de novembre 1951, l'Assemblée représentative a considérablement relevé le taux des licences de vente d'alcool en gros et des débits de boisson. Ces mesures entrent dans le cadre de la lutte entreprise contre le développement de la consommation de l'alcool.

Le rapport signale également qu'un gros effort a été tenté en 1951 pour transformer dans la commune mixte de Lomé les rôles numériques servant à la perception de l'impôt personnel en rôles nominatifs. Le recensement opéré devait être utilisé pour la première fois dans le Territoire en vue de l'établissement des rôles d'impôts pour l'année 1952.

### Plan de développement économique

Au total, les paiements effectués au cours de l'exercice 1950-1951 sur les fonds du plan décennal se sont élevés à 425.789.828 francs C.F.A. Aux termes du rapport annuel, ce n'est qu'en 1952 que les opérations importantes qui étaient en cours devaient approcher de leur terme, notamment la route Lomé-Anécho et l'hôpital général de Tokoin.

Les investissements d'ordre économique prévus et ceux déjà effectués présentaient, en fin 1951, la situation suivante:

	Crédits totaux	Crédits engagés	Paiements
	(Millions de francs C.F.A.)		
Production agricole.....	637,100	142,700	127,260
Forêts .....	47,250	11,970	11,970
Élevage .....	47,275	22,000	17,500
Chemin de fer.....	1.291,800	509,700	402,700
Routes et ponts.....	1.223,700	599,000	399,200
Ports .....	51,500	151,000	61,000
Transmissions .....	168,850	117,250	44,400

L'avant-projet du programme quadriennal, qui doit succéder aux programmes nos 0, 1, 2 et 3, en cours d'exécution, devait être mis au point au début de l'année 1952.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil prend acte avec intérêt de l'adoption du plan décennal de développement et prie instamment l'Autorité chargée de l'administration d'accélérer son exécution; il invite l'Autorité chargée de l'administration à prendre les mesures nécessaires pour améliorer les services de statistique, afin d'avoir des éléments concrets de plus en plus détaillés pour l'établissement des plans futurs.*

### Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle

#### Généralités

Le représentant de la Belgique a constaté que le Territoire connaît une période de prospérité qui se manifeste notamment par l'augmentation très sensible des importations de cotonnades, de sucre et de sel, produits utilisés par la population autochtone.

Le représentant de la Chine a voté avec satisfaction la prospérité générale qui a régné dans le Territoire pendant la période étudiée.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré qu'à son avis les ressources du Territoire ont été gérées avec prudence. L'Autorité chargée de l'administration mérite d'être félicitée pour les efforts qu'elle a faits en vue de protéger contre les fluctuations des prix d'outre-mer les revenus des producteurs dont les récoltes vont à l'exportation.

Le représentant de la République Dominicaine a noté avec intérêt le progrès économique accompli dans le

Territoire. Il a également noté que la hausse des salaires a été supérieure à l'augmentation du coût de la vie.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration se souciait uniquement d'intensifier la culture des produits agricoles destinés à l'exportation, tels que le cacao, le café, l'huile de palme, le coton et l'arachide. Le rapport annuel mentionne une très forte augmentation de la production d'arachides, produit agricole essentiellement destiné à l'exportation, mais il indique aussi que la superficie des cultures de maïs et de riz a été considérablement réduite en 1951.

La situation économique du Territoire est caractérisée par l'absence totale d'industrie et par l'emploi de procédés agricoles extrêmement primitifs. L'Autorité chargée de l'administration ne se préoccupe nullement d'assurer le développement économique du Territoire dans l'intérêt des autochtones. Elle cherche simplement à accroître la production des produits agricoles exportables qui ont représenté, en 1951, 84 pour 100 de la valeur des exportations. En 1951, les exportations du Togo ont dépassé de plus d'un milliard de francs celles de 1950.

Jusqu'à présent, l'Autorité chargée de l'administration n'a pris aucune mesure pour créer des industries de transformation dans le Territoire. Le coton est exporté du Togo à l'état brut. Comme il manque d'industries locales, le Togo est dans l'obligation d'importer la plupart des cotonnades dont il a besoin. En 1951, on a exporté du Togo pour 369.603.850 francs de coton brut; on a importé dans le Territoire pour 264.459.559 francs C.F.A. de cotonnades. Ces faits prouvent que l'Autorité chargée de l'administration utilise le Territoire sous tutelle comme une source de matières premières, et ne favorise pas son développement économique, ainsi que l'exige la Charte des Nations Unies.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a jugé injustifié l'argument selon lequel les cultures vivrières et le cheptel seraient systématiquement sacrifiés au profit des cultures d'exportation. La situation vivrière du Territoire a été excellente en 1951. Il a ajouté que si le Territoire n'était vraiment qu'une source auxiliaire de matières premières, il aurait été bien mal choisi.

### **Plan décennal**

Le représentant de la Chine a invité l'Autorité chargée de l'administration à hâter la mise en application du plan décennal et à accorder un soin particulier à l'agriculture.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le système d'imposition en vigueur dans le Territoire était toujours la capitation. Ce système fait retomber la plus grande partie du fardeau de l'impôt sur la classe la plus pauvre de la population, c'est-à-dire sur l'immense majorité des autochtones. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'adopter des mesures tendant à remplacer la capitation par un impôt progressif sur le revenu ou, tout au moins, par un système d'impôt sur le revenu qui tiendrait compte de la situation de fortune et de la capacité de paiement de la population.

## **Agriculture**

### *i) Considérations générales*

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le Conseil ne devrait jamais oublier que la base de l'économie du Togo doit être l'agriculture. De plus il ne devrait pas sous-estimer les difficultés qui existent. Le représentant spécial a expliqué que le sol du Togo est pauvre et que les méthodes modernes d'agriculture peuvent ne pas être appropriées aux conditions qui règnent dans le Territoire. C'est là un fait dont il faut toujours tenir compte lorsque l'on discute des questions de sol ou d'agriculture.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration fournirait des renseignements complémentaires sur les sols du Territoire et sur les mesures qu'elle se propose de prendre à l'avenir pour conserver et régénérer le sol, lutter contre les maladies des plantes, etc.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les services agricoles s'efforcent constamment d'améliorer l'agriculture. Leurs recherches et expérimentations, les travaux des pédologues et, d'une manière générale, la propagande agricole, s'efforceront d'assurer la conservation, la régénération des terres cultivables et le développement de la richesse du Territoire.

### *ii) Mécanisation de l'agriculture*

Le représentant de la Chine a déclaré qu'il était particulièrement satisfait de voir que la mécanisation avait donné de bons résultats à certains égards. Il a exprimé l'espoir que cette méthode serait progressivement généralisée, de façon à augmenter la production.

### *iii) Maladies des plantes*

Le représentant du Salvador a constaté que des mesures avaient été prises contre diverses maladies des plantes. Il a estimé que ces mesures devraient être renforcées.

## **Aliénation des terres; classement des forêts**

Le représentant de la Belgique a noté avec satisfaction que l'opposition manifestée par la population en ce qui concerne le classement des forêts avait été vaincue et que plusieurs zones forestières avaient été classées avec le plein accord des autochtones.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que non seulement l'Autorité chargée de l'administration n'avait pas rendu à la population autochtone les terres aliénées, mais encore qu'elle continuait de procéder à l'aliénation des terres appartenant à cette population. La superficie totale des terres aliénées actuellement aux mains des Européens et de l'Administration est d'environ 4.000 hectares; il faut préciser que ce chiffre ne comprend que les terres qui ont été immatriculées officiellement. L'Autorité chargée de l'administration procède également à l'aliénation des terres sous prétexte de classement des forêts. La superficie des forêts classées est passée de 38.450 hectares en 1950 à 105.000 hectares en 1951 (T/PV.440, p. 26).

Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de restituer à la population autochtone les terres qui lui ont été enlevées

de quelque manière que ce soit et d'interdire à l'avenir l'aliénation de terres appartenant à cette population.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a estimé que le chiffre de 4.000 hectares avait probablement été obtenu en ajoutant les 565 hectares appartenant à des non-autochtones, dont il est fait mention à la page 88 du rapport, aux 3.402 hectares du domaine privé du Territoire. Il a dit qu'il n'y avait pas de domaine de l'Etat français dans le Territoire sous tutelle. En vertu du décret du 13 mars 1926, l'ensemble domanial public et privé appartient au Territoire. Sur les 565 hectares qui appartiennent à des non-autochtones et qui ont été acquis régulièrement et non frauduleusement, 403 hectares appartiennent au domaine privé. Or, la superficie du Territoire est de 55.000 km<sup>2</sup>. Il semble que ces chiffres soient suffisamment éloquentes par eux-mêmes.

En ce qui concerne le classement des forêts, le représentant spécial a déclaré qu'il n'a pas été fait au détriment de la population autochtone; ni les terres, ni les produits de leur travail n'ont été enlevés aux autochtones, même pas par le système fiscal, qui n'exige des Togolais qu'une modique participation aux dépenses publiques.

### **Elevage**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration ferait connaître au Conseil les mesures qu'elle se propose de prendre à l'avenir pour encourager l'emploi des bêtes de trait. Il a estimé que des efforts soutenus semblaient nécessaires pour combattre l'attitude traditionnelle de la population à l'égard du bétail.

Le représentant du Salvador a noté que des mesures avaient été prises pour lutter contre les diverses maladies du bétail.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a signalé que le rapport annuel faisait état d'une diminution sensible du cheptel en 1951.

### **Balance commerciale**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a constaté que la balance commerciale du Territoire était favorable. L'Autorité chargée de l'administration doit en être félicitée. Il a ajouté que le Conseil voudrait certainement en prendre note et exprimer l'espoir que cette amélioration de la balance commerciale se maintiendrait.

### **Commerce**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté que dans ses transactions commerciales avec les pays étrangers, le Territoire semblait être débiteur pour une somme d'environ 3 millions de dollars; ce déficit a sans doute été comblé grâce aux ressources de la métropole.

Au sujet du déficit de la balance des opérations de change, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il n'y avait là aucun péril pour le Territoire, ni pour son équipement, puisque l'Autorité chargée de l'administration couvrirait tous les besoins en devises. Quoi qu'il en soit, cette question sera signalée aux services compétents pour que des renseignements plus amples soient donnés dans le prochain rapport.

### **Chambre de commerce**

Le représentant du Salvador a félicité l'Autorité chargée de l'administration d'avoir supprimé les restrictions qui empêchaient les autochtones d'exercer les fonctions de président et de trésorier des chambres de commerce du Territoire.

### **Industrie**

Le représentant du Salvador a noté avec satisfaction que l'on s'efforçait de stimuler dans le Territoire toutes les industries dérivées de l'agriculture, et que ces industries ne faisaient pas l'objet de monopoles.

## **4. — PROGRES SOCIAL**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

#### **Libertés fondamentales**

La jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales est, aux termes du rapport pour l'année 1951, légalement garantie à toutes les sections de la population, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, ainsi qu'il est stipulé à l'Article 76, c, de la Charte des Nations Unies.

Le rapport signale qu'un arrêté du 8 octobre 1951, pris après consultation du Conseil privé, interdit dans le Territoire l'introduction, la circulation et la distribution du *Ghana Daily Express* édité à Accra; l'interdiction est intervenue à la suite de publications dans ce journal d'appels à la violence et de fausses nouvelles tendancieuses susceptibles de provoquer des troubles au Togo sous administration française.

Le rapport annuel indique également que les régimes de liberté d'association, de réunion, de pensée, de conscience et du culte, et les régimes des diverses autres libertés individuelles garanties par la Constitution de 1946 et par d'autres lois antérieures, n'ont subi aucun changement et n'ont donné lieu à aucune intervention spéciale de la part de l'Autorité chargée de l'administration.

#### **Condition de la femme**

Le Conseil de tutelle, au cours de sa septième session, avait exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration prendrait les mesures propres à améliorer la condition de la femme dans le Territoire.

Aux termes du rapport annuel, la femme togolaise, qui a acquis la même capacité civique que la femme française, reste en général encore soumise aux règles coutumières qui limitent cette capacité. Des études sur la condition juridique de la femme ont été entreprises en 1951 dans les différentes régions du Territoire.

Le rapport annuel indique qu'un décret du 9 septembre 1951 est intervenu en vue de limiter les abus auxquels est susceptible de donner lieu la pratique de la dot qui est versée aux parents de la femme; le décret donne à la jeune fille majeure le droit de se marier contre le gré de ses parents.

Les emplois administratifs, comme les professions commerciales, sont ouverts aux femmes togolaises; dans les premiers, elles jouissent des mêmes avantages que les hommes. Elles n'ont pratiquement pas accès aux tribunaux coutumiers. Elles sont électrices et éligibles; une femme a été élue en 1950 au Conseil municipal de



Lomé; deux autres ont été élues en 1951 à Palimé et Atakpamé.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, rappelant la recommandation qu'il a adoptée à sa septième session, prend acte avec satisfaction de la mise en vigueur du décret du 9 septembre 1951, qui limite notamment les abus auxquels peut donner lieu la pratique de la dot payée aux parents de l'épouse; il prend note du fait qu'il n'y a pas eu de mariage d'enfants en 1951 et il exprime sa satisfaction devant l'amélioration de la condition de la femme.*

## Conditions de travail

Le Conseil de tutelle, au cours de sa neuvième session, rappelant la recommandation adoptée au cours de sa septième session, a noté la déclaration de l'Autorité chargée de l'administration relative au code du travail, et lui a demandé de communiquer ce document au Conseil aussitôt que possible; il a exprimé l'espoir que, lorsque ce code sera promulgué, il constituera une base adéquate pour la protection des droits et des intérêts des travailleurs autochtones.

Le rapport annuel indique que le code du travail outre-mer est actuellement soumis en deuxième lecture à l'Assemblée nationale et qu'il sera vraisemblablement promulgué dans le courant de 1952.

Au cours de l'année 1951, aucun procès-verbal n'a été dressé par l'inspection du travail pour contravention à la réglementation en vigueur. Le contrôle a été facilité par l'existence de délégués du personnel dans toutes les entreprises occupant au moins dix salariés, et par la vigilance des syndicats. Aux termes du rapport annuel, quelques différends sont en instance entre des travailleurs africains et des employeurs africains et syriens; on espère sauvegarder les droits des travailleurs sans avoir à recourir à des sanctions.

Un Office territorial de placement a été créé par un arrêté du 27 juin 1951; il centralise les offres et les demandes et aide les travailleurs à trouver de l'emploi. Aucune restriction n'est apportée aux mouvements des travailleurs à l'intérieur du Territoire. Un certain nombre de travailleurs continuent à se déplacer, notamment vers la Nigéria, le Niger et le Gabon; ce ne sont là que des déplacements individuels et temporaires.

Le rapport annuel signale qu'en 1951 les relations entre employeurs et salariés ont été normales. En mai, juin et juillet, des discussions entre les divers représentants syndicaux sur la question de l'augmentation des salaires se sont terminées à la satisfaction des travailleurs. Grâce aux travaux d'une commission paritaire composée de représentants de l'Administration et des syndicats de fonctionnaires, commission chargée d'étudier le nouveau statut des cadres administratifs locaux, il a été possible de régler un certain nombre de difficultés soulevées par l'application de ce statut.

Les organisations syndicales ont continué à se développer au cours de l'année 1951. Il existe actuellement au Togo six syndicats d'employeurs, trente-cinq syndicats de travailleurs et cinq associations professionnelles déclarées; vingt syndicats sont groupés dans l'Union des syndicats confédérés du Togo, neuf syndicats sont rattachés à la Confédération générale des travailleurs chrétiens et six syndicats sont autonomes.

Les syndicats de travailleurs groupent 6.425 adhérents, mais le nombre des cotisants n'atteint pas la moitié de celui des inscrits.

Il n'y a pas eu de grève sérieuse au cours de l'année; un seul arrêt du travail a eu lieu, pendant deux heures, à la centrale électrique de Lomé; il a pris fin sur l'intervention de l'Inspection du travail.

En 1951, le potentiel de la main-d'œuvre togolaise se présentait ainsi :

	Total	Services	administratifs
Employés .....	2.800	dont	404
Ouvriers spécialisés ....	3.000	dont	906
Ouvriers semi-spécialisés.	4.000	dont	1.043
Manceuvres .....	34.000	dont	1.420
Divers .....	800		

Une pétition du Mouvement de la jeunesse togolaise<sup>401</sup> condamnait tout régime de travail forcé destiné à associer les chefs analphabètes ou tyrans à l'exploitation ou à l'asservissement de tout le pays. L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître qu'il n'existe au Togo sous tutelle française aucun régime de travail forcé.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il a adoptées à ses cinquième, septième et neuvième sessions, regrette que le Parlement français n'ait pas encore approuvé définitivement la législation portant création d'un code du travail pour le Territoire; il exprime l'espoir que cette législation sera promulguée prochainement et invite l'Autorité chargée de l'administration à donner tous renseignements utiles en la matière dans son prochain rapport annuel.*

*Le Conseil prie l'Autorité chargée de l'administration d'étudier avec soin les problèmes des travailleurs migrants, notamment de ceux qui se rendent dans les territoires avoisinants pour la récolte et le transport du cacao, et d'examiner en particulier la possibilité de surveiller de près ces mouvements migratoires; il invite l'Autorité chargée de l'administration à donner tous renseignements utiles en la matière dans son prochain rapport annuel.*

## Salaires et niveau de vie

Le Conseil de tutelle, à sa neuvième session, notant la tendance ascendante du coût de la vie, a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de surveiller de façon permanente la relation entre les salaires et le coût de la vie et de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'amélioration constante du niveau de vie des autochtones.

Le rapport pour l'année 1951 indique que les salaires de base, en partant du minimum vital, sont établis par la Commission consultative du travail d'après les relevés et les études faits par l'Inspection du travail au sujet des prix des denrées de base à Lomé et dans les divers centres, et d'après les études effectuées par les syndicats de travailleurs et d'employeurs. Sur avis de la Commission consultative, des réévaluations successives des salaires minimums sont intervenues, tendant ainsi à compenser l'élévation du coût de la vie.

La dernière réévaluation a porté le salaire minimum de 82 francs par jour au 1er janvier 1950 à 114 francs

<sup>401</sup> T/Pet.7/292/Add.

par jour au 1er juillet 1951, soit une majoration indiciaire de 2.280 si l'on prend l'année 1938 comme base (indice 100) et de 380 si l'on se réfère à 1947.

Depuis 1947, les salaires minimums des manœuvres non spécialisés ont progressé selon l'échelle suivante :

	1ère zone (Franç. C.F.A. par jour)	2ème zone	3ème zone
1947.....	30	25	20
1948..... {	35	25	20
	45	33	26
	53	38	30
1949.....	72	52	40
1950..... {	82	60	45
	95	72	52
1951.....	114	80	57

Les taux minimums des salaires des journaliers des services administratifs ont suivi la progression suivante :

	1ère catégorie	2ème catégorie (Franç. C.F.A. par jour)	3ème catégorie	4ème catégorie	Hors catégorie
1947.....	53	66	88	110	220
1951.....	158	188	232	269	463

En ce qui concerne le rapport des salaires et du coût de la vie, le rapport indique que les modalités d'établissement du minimum vital servant de base à la détermination du salaire minimum permettent d'affirmer que la satisfaction des besoins essentiels du travailleur autochtone est assurée. Il ajoute que la dernière révision des salaires est intervenue au moment où une baisse des produits vivriers aboutissait à conférer aux salaires une légère avance sur l'augmentation du coût de la vie intervenue depuis la dernière réévaluation; en dehors de Lomé, cette dernière augmentation de salaire a été très supérieure à celle du coût de la vie.

## Santé publique

Au cours de sa septième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'intensifier ses efforts en vue de combattre la propagation des épidémies de méningite cérébro-spinale; il l'avait félicitée des mesures prises dans le domaine de la santé publique et avait estimé qu'elle devrait particulièrement veiller à assurer la formation d'un personnel médical africain plus nombreux.

Au cours de sa neuvième session, notant les progrès importants accomplis dans les services médicaux, spécialement ceux réalisés grâce aux fonds affectés aux constructions, à l'équipement et au recrutement du personnel, le tout représentant 20 pour 100 du budget total pour 1950, et notant avec satisfaction l'extension donnée aux services médicaux grâce à l'organisation de groupes mobiles, le Conseil de tutelle a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration serait en mesure d'augmenter encore davantage le nombre des hôpitaux et des autres services médicaux. Le Conseil a également noté avec satisfaction l'accroissement des moyens mis en œuvre pour la formation du personnel médical à Dakar et pour l'acquisition par les autochtones de diplômes d'Etat en France, et il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration augmentera encore les moyens de perfectionnement professionnel offerts aux autochtones, en leur accordant notamment des bourses et d'autres formes d'aide financière.

L'Assistance médical indigène (A. M. I.), qui maintient une organisation fixe d'hôpitaux, dispensaires,

etc., a développé, au cours de 1951, ses services de médecine curative et modernisé ses formations sanitaires. Les principaux travaux suivants ont été entrepris en 1951: trois nouveaux pavillons d'hospitalisation à Sokodé; deux polycliniques, à Lama-Kara et Mango; trois centres médicaux, à Dapango, Niamtougou et Vogan; six nouveaux dispensaires; la mise en route du chantier de construction d'un hôpital de 120 lits à Anécho; la continuation des travaux de l'hôpital général de Lomé, dont une partie est déjà en service.

Le Service d'hygiène mobile et de prophylaxie (S. H. M. P.), organisation mobile de médecine prophylactique et de lutte contre les grandes endémies, a poursuivi ses efforts, au cours de l'année 1951, en vue d'éduquer la population en matière d'hygiène tout en assurant ses fonctions essentielles de médecine itinérante.

Le budget du Service de santé s'est élevé en 1951 à 205.920.000 francs, soit 20 pour 100 du budget local, contre 186.686.000 francs en 1950 et 108.994.000 francs en 1949. Sur les 716.625.000 francs prévus au F. I. D. E. S. pour les services médicaux, la situation en fin 1951 était la suivante: engagements de crédits, 471.900.000 francs C. F. A.; paiements, 418.336.000 francs C. F. A.

En 1951, le nombre des consultations générales a atteint 4.700.000. Le nombre des hospitalisations annuelles a été de 16.149 et celui des journées de traitement de 523.134.

Le rapport annuel indique que le Service de la protection maternelle et infantile étend progressivement son action à des centres de plus en plus nombreux, par une plus grande fréquentation des maternités et par l'éducation des matrones. Le nombre des accouchements pratiqués sous contrôle médical s'est élevé à 7.236 en 1951, contre 4.412 en 1947; celui des consultations s'est établi comme suit: consultations prénatales, 46.641; consultations postnatales, 66.513; enfants de 0 à 2 ans, 413.875; enfants de 2 à 5 ans, 599.775.

Le Service compte 27 sages-femmes et 59 matrones.

Quant à l'inspection médicale des écoles, elle opère en liaison étroite entre l'autorité médicale et le Service de l'enseignement. Chaque enfant possède son livret médical; les visites périodiques trimestrielles permettent de le tenir à jour.

Le personnel médical en service se décomptait comme suit :

Docteurs en médecine (2 Africains).....	11
Médecins africains .....	16
Sage-femme contractuelle .....	1
Sages-femmes africaines .....	27
Infirmières visiteuses .....	3
Agents sanitaires .....	25
Infirmiers et infirmières.....	343
Docteur en pharmacie.....	1
Chirurgien dentiste .....	1
Pharmaciens africains.....	2

Le rapport annuel indique que vingt étudiants poursuivent leurs études en France, dont douze étudiants en médecine, sept étudiants en pharmacie et un en chirurgie dentaire. Le personnel des cadres médicaux africains, après un concours spécial, peut poursuivre en France des études qui aboutissent au diplôme d'Etat. En outre, les étudiants peuvent, après le baccalauréat, poursuivre leurs études de médecine à l'Ecole de Dakar,

qui, depuis octobre 1950, est organisée pour préparer au diplôme d'Etat.

A sa onzième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil, notant que les services médicaux et sanitaires ont continué à s'accroître que le nombre total des consultations s'est élevé à 4.700.000 en 1951 et que le pourcentage des habitants atteints de la maladie du sommeil a été réduit en vingt ans de 17 pour 100 à 0,2 pour 100, estime néanmoins que beaucoup reste à faire dans le domaine de la santé publique; il exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration poursuivra ses efforts pour améliorer encore les services de santé publique, et en particulier, pour faciliter la formation médicale complète des étudiants en médecine autochtones.*

*Le Conseil, constatant que l'Autorité chargée de l'administration s'est préoccupée du problème de la mortalité infantile, invite cette Autorité à continuer à étudier ce problème et à donner au Conseil tous renseignements utiles en la matière dans son prochain rapport annuel.*

### Alcools et spiritueux

Ainsi qu'il est signalé plus haut sous la rubrique "Finances publiques et impôts" l'Assemblée représentative, dont l'attention avait été appelée par le Conseil de tutelle, à sa septième session, sur la nécessité de lutter avec l'Administration contre l'augmentation de la consommation de l'alcool, a relevé en novembre 1951 le taux des licences de vente d'alcool. Le rapport annuel signale que l'Administration avait envisagé de faire passer de 3.000 à 10.000 francs le taux de la licence de vente au détail d'alcools à emporter; mais l'Assemblée a jugé l'augmentation trop importante et contraire aux intérêts des tenanciers des nombreux petits débits dont on se proposait de réduire le nombre.

Le rapport annuel ajoute que le projet adopté par l'Assemblée se heurte à l'opposition du commerce local, qui craint la concurrence de l'A. O. F. où des mesures analogues ont été adoptées, mais avec des taux légèrement moins élevés.

### Urbanisme et logement

Aux termes du rapport annuel, la réalisation du plan d'urbanisme de Lomé se poursuit; en outre, de nombreuses villas modernes ont été construites par des africains. L'installation de l'éclairage est en cours et le nouvel abattoir a été achevé.

Cet effort de construction et d'urbanisme s'est également manifesté à l'intérieur du pays, notamment à Sokodé, à Palimé et à Tsévié.

La situation des crédits alloués sur les fonds du plan décennal pour les travaux urbains et ruraux était, fin 1951, la suivante :

	Millions de francs C.F.A.
Crédits totaux prévus.....	359
Crédits engagés.....	257
Crédits payés .....	166

Les travaux les plus importants en cours sont ceux d'adduction d'eau dans les centres, le forage de puits et l'assèchement de la lagune de Lomé.

### Etat civil

Aux termes du rapport annuel, l'organisation de l'état civil des autochtones tend vers la simplification et en même temps la généralisation. Le Conseil de tutelle avait recommandé, au cours de sa septième session, que l'enregistrement soit rendu obligatoire dans les collectivités déjà pourvues de bureaux d'état civil, et l'Autorité chargée de l'administration avait signalé que certaines mesures avaient été prises à cet effet.

Le rapport pour l'année 1951 signale que le fonctionnement des centres de l'état civil a été satisfaisant pendant cette année; leur nombre, qui était de 246 en 1950, est passé à 256. On espère que, prochainement, chaque village des régions du Sud, constituera un centre d'état civil, notamment dans les cercles de Lomé, Klouto et Anécho; dans le Nord, par contre, on a de la difficulté à trouver des secrétaires instruits et présentant assez de garanties pour qu'on puisse leur confier la tenue des registres.

### Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle

#### Mariage d'enfants

Le représentant du Salvador a noté qu'il n'y avait eu aucun mariage d'enfants en 1951.

#### Condition de la femme

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a constaté l'amélioration de la condition de la femme, et a relevé plus particulièrement que les aspects les plus fâcheux du système de la "dot" avaient été supprimés.

#### Code du travail

Le représentant de la République Dominicaine a noté que le Parlement de la métropole étudiait des projets de loi en vue d'élaborer un code du travail; il a exprimé l'espoir que ces mesures législatives seront appliquées à brève échéance.

#### Travailleurs migrants

Le représentant de la Belgique a déclaré qu'il désirerait voir étudier de plus près la question des travailleurs migrants qui se rendent en assez grand nombre dans le territoire voisin pour la récolte et le transport du cacao. Il n'est pas certain que les travailleurs migrants fassent l'objet d'une surveillance suffisante, car la plupart d'entre eux exercent leur activité chez des employeurs autochtones qui n'appliquent pas toujours intégralement la législation en vigueur en matière de protection du travail.

#### Formation technique des travailleurs

Le représentant de la République Dominicaine a estimé que le Conseil devrait encourager l'Autorité chargée de l'administration dans ses efforts pour inciter les autochtones à s'intéresser davantage à la formation technique et professionnelle. Avec de meilleurs artisans et de meilleurs ouvriers, la condition des travailleurs et le niveau de vie de la population seraient améliorés.

#### Niveau de vie

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré qu'il semblait y avoir eu une amélioration du niveau

de vie. Les importations ont augmenté et il n'y a pas eu de pénurie de produits alimentaires destinés à la consommation locale. Les salaires semblent s'être maintenus au-dessus du niveau des prix.

### **Santé publique**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction que 20 pour 100 du budget de 1952 étaient consacrés à la santé publique. Il a estimé que le nombre des médecins était encore trop faible et que le Conseil devait inviter l'Autorité chargée de l'administration à continuer d'aider, dans toute la mesure du possible, les étudiants en médecine méritants pour qu'ils puissent aller jusqu'au bout de leurs études. Il a ajouté qu'il se rendait parfaitement compte que l'Autorité chargée de l'administration accordait la plus grande attention au problème de la mortalité infantile, et il a exprimé l'espoir qu'elle poursuivrait et élargirait son œuvre.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'effort de l'Administration dans le domaine de la santé publique serait poursuivi dans les années à venir. Tout n'est pas encore parfait et le nombre des médecins, par exemple, peut paraître faible, mais de nombreux boursiers poursuivent actuellement des études médicales en France.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation du Territoire dans le domaine de la santé publique laissait extrêmement à désirer. L'Autorité chargée de l'administration ne prend pas les mesures nécessaires pour l'améliorer. On peut en trouver le témoignage dans ce seul fait qu'il n'existait qu'un seul hôpital dans le Territoire en 1951, tout comme en 1931. En 1932, il y avait au Togo douze médecins européens, il n'y en avait que onze en 1951.

Le rapport pour 1951 montre que le taux de mortalité infantile est l'une des causes principales de la diminution de la population du Territoire. Le rapport montre également que dans la région de Lomé, où vivent environ 15.000 autochtones et un millier d'Européens, il y a un lit d'hôpital pour cinquante-cinq Européens et un lit d'hôpital pour 524 autochtones. Alors que le nombre des lits pour les Européens a augmenté entre 1949 et 1951, le nombre des lits pour les autochtones a diminué. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter sensiblement les crédits budgétaires affectés à la santé publique.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a précisé qu'en plus des médecins de l'Administration, il y a trois praticiens privés dans le Territoire. Il a souligné, à titre d'exemple, que l'Autorité chargée de l'administration a ramené, en vingt ans, de 17 pour 100 à 2 pour 1.000 l'incidence de la maladie du sommeil.

### **Organisation pénitentiaire**

Le représentant du Salvador a noté avec satisfaction que le décret du 12 novembre 1950 a annulé le règlement selon lequel les prisonniers pouvaient être mis à la disposition des entreprises privées.

## **5. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

#### **Généralités**

Telle qu'elle est définie dans le rapport pour l'année 1951, la politique scolaire de l'Autorité chargée de l'administration consiste à amener le plus rapidement possible les élèves togolais au niveau des examens et concours de type métropolitain, de façon à leur donner des droits égaux à ceux de leurs camarades de l'Union française qui postulent des emplois ouverts par voie de concours. D'une façon générale, les moyens employés sont, d'une part, la gratuité totale de l'enseignement officiel primaire, secondaire ou supérieur, et d'autre part, l'extension progressive de la scolarisation, qui doit être achevée en ce qui concerne l'enseignement primaire, dans les cinq ans, ainsi que le Conseil de tutelle l'a noté à sa neuvième session.

En ce qui concerne plus particulièrement les activités du Service de l'enseignement durant l'année 1951, le rapport annuel indique qu'elles ont été plus spécialement consacrées à une réorganisation et à des mises au point pédagogiques, afin d'améliorer les résultats du travail scolaire. En effet, au cours des années précédentes, le recrutement a été opéré à une cadence telle que les maîtres se sont trouvés en présence de classes à effectifs considérables, allant parfois jusqu'à 150 élèves. De plus les bâtiments, rapidement construits, ne possédaient qu'un matériel sommaire. L'effort a donc porté, en 1951, sur les points suivants : multiplier le nombre de classes et répartir les effectifs de façon à atteindre un chiffre maximum de cinquante-cinq élèves par classe ; améliorer la qualité pédagogique des maîtres ; répartir le matériel scolaire.

Au cours de sa quatrième session, le Conseil de tutelle, félicitant l'Autorité chargée de l'administration d'avoir institué l'instruction gratuite dans l'enseignement public, et prenant note du plan décennal établi pour le développement de l'instruction, avait considéré qu'il conviendrait d'intensifier encore ce développement et avait recommandé qu'une attention particulière fût apportée à la formation d'instituteurs autochtones. Le Conseil avait renouvelé cette dernière recommandation à sa septième session ; il avait recommandé également que des efforts fussent faits pour développer l'enseignement féminin et qu'un programme intensif de lutte contre l'analphabétisme fût mis en œuvre.

Au cours de sa neuvième session, le Conseil de tutelle, notant que les deux principaux obstacles à une plus grande extension de l'enseignement primaire étaient la difficulté de se procurer des matériaux pour la construction des écoles et le manque d'instituteurs, a exprimé l'espoir que l'important programme de construction d'écoles prévu par le plan décennal ne serait pas retardé, et que l'Autorité chargée de l'administration continuerait à développer la formation du personnel enseignant à l'école de Lomé et ailleurs.

#### **Budget et travaux**

Les prévisions budgétaires pour les dépenses du Service de l'enseignement se sont élevées, pour l'année 1951, à 156.800.000 francs C. F. A., soit 15 pour 100 du budget total, contre 142.516.000 francs de dépenses

en 1950, année pour laquelle les prévisions budgétaires ne s'étaient élevées qu'à 113 millions.

Le mobilier scolaire a pu être rapidement confectionné par des ateliers ouverts au chef-lieu de chaque cercle dans le Sud; il a été confectionné avec plus de difficultés dans le Nord, à cause du manque de bois de menuiserie; dans certains cas, du mobilier scolaire métallique a dû être commandé à l'extérieur. On espérait qu'en 1952 chaque classe serait pourvue du matériel suffisant.

En ce qui concerne la construction de bâtiments scolaires, le rapport annuel indique que la situation des crédits du plan décennal était la suivante en fin 1951:

	Francs C.F.A.
Crédit total prévu .....	686.000.000
Crédit engagé .....	233.500.000
Crédit payé .....	116.140.000

Les deux grands bâtiments neufs du collège de Lomé ont été achevés; l'école normale d'Atakpamé et l'école primaire de Nyékouakpoé ont été ouvertes à la rentrée de 1951, et les travaux d'agrandissement de l'école des filles de cette dernière localité ont été entrepris.

### Enseignement des premier et deuxième degrés

Les effectifs scolaires des enseignements public et privé du premier degré ont été les suivants au cours de l'année 1951, comparés à ceux de 1950:

	Classes		Garçons		Filles	
	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Enseignement public	345	399	17.703	18.253	3.801	4.046
Enseignement privé	353	391	15.282	16.427	4.047	4.425
	698	790	32.985	34.680	7.848	8.471

Ces chiffres donnent un total de 43.151 élèves dans l'enseignement primaire pour l'année 1951, contre 40.833 en 1950.

Quant à l'enseignement du deuxième degré, les effectifs ont été les suivants:

	Classes		Garçons		Filles	
	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Enseignement public	20	21	399	460	38	56
Enseignement privé	16	15	298	331	100	108
	36	36	697	791	138	164

Ces chiffres donnent un effectif total de 955 élèves en 1951, contre 835 en 1950.

En cours d'année, deux élèves de l'enseignement public ont été reçus aux épreuves de la deuxième partie du baccalauréat, et neuf élèves, également de l'enseignement public, ont été reçus aux épreuves de la 1ère partie. Un total de 55 élèves a été admis aux examens du B. E. et du B. E. P. C., et 1.252 élèves ont été admis à ceux du certificat d'études primaires, 827 pour l'enseignement public et 305 pour l'enseignement privé.

Les écoles des missions religieuses se répartissent ainsi les effectifs scolaires de l'enseignement privé:

	Premier degré		Deuxième degré	
	Elèves	Classes	Elèves	Classes
Missions catholiques	318	17.574	12	262
Missions évangélistes	73	3.278	3	69

Aux termes du rapport annuel, l'enseignement donné par les missions catholiques et protestantes a reçu, au cours de l'année 1951, un total de subventions sur les fonds du budget local se montant à 37.123.850 francs C. F. A. Outre les écoles qui sont reconnues et subventionnées, les missions entretiennent de nombreux

groupes scolaires qui donnent l'instruction religieuse et les premiers éléments d'enseignement; le rapport annuel indique, pour ces groupes scolaires, le chiffre de 8.592 élèves pour les missions catholiques et 4.162 pour les missions protestantes.

La grande majorité des élèves de l'enseignement secondaire et technique reçoit des bourses d'entretien; en 1951, 343 bourses avaient été accordées; ces bourses sont accordées aux élèves de l'enseignement public, comme à ceux de l'enseignement privé.

### Enseignement supérieur

Les étudiants sortant de l'enseignement secondaire reçoivent des bourses d'études pour les facultés ou les écoles techniques supérieures de France. Un seul étudiant avait opté pour l'Université de Dakar.

La répartition des bourses d'études supérieures était la suivante en 1951: lettres, 7; sciences, 16; médecine, 15; pharmacie, 7; droit, 5; chirurgie dentaire, 3; enseignement technique, 29; soit 82 boursiers, auxquels s'ajoutaient 15 boursiers d'enseignement secondaire.

Le taux annuel de la bourse a été porté à 300.000 francs en 1951.

### Enseignement technique

Les effectifs et les formations de l'enseignement technique (deuxième degré) étaient les suivants en 1951:

Section commerciale du collège de Lomé, première année: 36 élèves; deuxième année: 27 élèves.

Section technique du collège de Sokodé, première année: 22 élèves; deuxième année: 14 élèves; troisième année: 33 élèves.

Section ménagère de l'école de filles de Lomé, première année: 16 élèves; deuxième année: 12 élèves; stagiaires: 4 élèves.

Les services de l'agriculture et les divers services administratifs techniques forment également des apprentis.

Enfin, plusieurs centaines d'apprentis sont aussi formés à l'école professionnelle de la mission catholique, dans les entreprises privées et surtout chez de nombreux artisans africains.

Treize jeunes Togolais se trouvent en France, aux frais du budget local; ils poursuivent leurs études dans des centres de perfectionnement technique.

### Personnel enseignant

Le personnel enseignant du deuxième degré comprend, pour l'enseignement public, un inspecteur d'académie, 15 professeurs licenciés, un adjoint et 6 chargés d'enseignement.

Le personnel enseignant du premier degré comprend, pour l'enseignement public, 42 instituteurs (dont 9 femmes) du cadre dit métropolitain (titulaires du baccalauréat ou du B. E., et du certificat d'aptitudes pédagogiques), 82 instituteurs et 11 institutrices du cadre local supérieur et 292 moniteurs (dont 43 femmes) titulaires du C. E. P., qui sont spécialisés pour l'enseignement des cours élémentaires et préparatoires, et qui, tout en enseignant, poursuivent leurs études en vue de l'obtention du B. E. Ce personnel est formé soit dans les écoles et collèges de France ou d'A.-O. F., soit au collège secondaire de Lomé ou à

l'école normale d'Atakpamé; le collège de Lomé, en voie d'agrandissement, a ouvert deux nouveaux bâtiments en 1951, et l'école normale d'Atakpamé, composée de six classes, a été ouverte à la rentrée de 1951.

Le rapport pour l'année 1951 indique que dès 1952 une première promotion de maîtres ayant reçu une formation appropriée sortira de l'école d'Atakpamé. En 1951, on s'est efforcé d'améliorer, par des cours de vacances, des conférences, etc., la formation professionnelle des jeunes maîtres; 20 d'entre eux ont été proposés pour la titularisation.

Le rapport signale également que la situation du personnel enseignant s'est considérablement améliorée au cours des dernières années, par la construction d'écoles normales et par celle de logements confortables.

Le personnel enseignant de l'enseignement privé comprend 7 professeurs licenciés, 11 professeurs adjoints, 29 instituteurs, 131 moniteurs et 243 moniteurs auxiliaires.

### **Enseignement féminin**

Aux termes du rapport annuel, un effort important a été fait en 1951 pour l'enseignement des filles; l'enseignement primaire comptait 8.471 élèves, l'enseignement secondaire 164 et l'enseignement technique 38. De nouvelles classes ont été ouvertes dans plusieurs cercles; la mission catholique a organisé, avec l'appui du F. I. D. S., une nouvelle formation d'enseignement ménager, et l'Assemblée représentative a voté la construction d'un collège de jeunes filles qui sera mis en chantier en 1952.

Au cours de l'année 1951, 350 filles ont pris part aux épreuves du C. E. P., 3 à celles du B. E., 11 à celles du B. E. P. C., 2 à celles du baccalauréat; 2 jeunes filles ont été admises à l'école normale.

### **Education des adultes**

Au cours de sa neuvième session, le Conseil de tutelle, notant l'importance du développement à donner à l'enseignement des masses et à la lutte contre l'analphabétisme, a recommandé une plus grande utilisation du cinéma et des bibliothèques automobiles.

Aux termes du rapport annuel, la forme la plus prise d'éducation populaire est le cours pour adultes. En 1951, 135 cours ont fonctionné; ils étaient dirigés par des moniteurs pour les cours élémentaires, et par des instituteurs pour les cours supérieurs; 489 candidats provenant de ces cours se sont présentés au certificat d'études; 60 ont été reçus.

Le cinébibliobus a continué ses tournées au cours de l'année; il s'est enrichi de quinze films. A Tsévié, une Maison de jeunes a été organisée; elle comporte bibliothèque, tennis, etc.

Les bibliothèques publiques existant au Togo sont celles de l'I. F. A. N. (Institut français d'Afrique noire), groupant 6.000 volumes, et la bibliothèque de la Direction du Service de l'enseignement, qui en possède 2.170; en outre, de nombreuses bibliothèques sont ouvertes dans les établissements scolaires du premier et du deuxième degré. En 1951, une maison d'édition a parcouru le Territoire avec un bibliobus et a vendu un grand nombre d'ouvrages classiques, grammaires, etc.; cette expérience et celle qui a été faite par le

bibliobus du Service de l'enseignement ont montré le goût des habitants pour la lecture, à défaut d'autres distractions. Le Service de l'enseignement a décidé d'organiser un système de prêt de livres à domicile, par le moyen d'une bibliothèque circulante.

Le rapport annuel signale en outre qu'au cours de l'année 1951, l'Assemblée représentative a accordé, à la demande de l'Administration, les crédits nécessaires pour tenter une expérience d'éducation de base analogue aux expériences faites par l'UNESCO. Cette expérience comportera: école, dispensaire, atelier artisanal, jardin modèle, point d'eau, organisation d'une foire régionale, le tout accompagné de conférences, discussions, films, fêtes sportives, etc.

### **Langues locales**

Au cours de sa neuvième session, le Conseil de tutelle a noté avec intérêt les renseignements fournis par l'Autorité chargée de l'administration au sujet des efforts qu'elle avait entrepris, à la demande du Conseil, en matière d'enseignement dans les langues locales, et a invité cette Autorité à continuer à fournir dans ses rapports futurs autant de détails que possible sur cette question.

Aux termes du rapport pour l'année 1951, la Direction du Service de l'enseignement a organisé en juin 1951 une large consultation des représentants les plus qualifiés des divers dialectes locaux. Il a été impossible de déterminer, parmi les vingt-deux dialectes importants, quelles étaient les langues dominantes; éwé, mina, cabrais ou dialectes mobas. Il a donc été décidé que, dans toute la mesure du possible, les instituteurs débuteraient dans leur pays d'origine et y enseigneraient, en dialecte local, la morale, les travaux pratiques, le chant; qu'ils enseigneraient en outre dans les cours d'adultes et que des syllabaires en dialectes locaux seraient préparés; enfin, que ces dialectes continueraient à être employés dans les classes élémentaires.

Une pétition du Mouvement de la jeunesse togolaise<sup>402</sup> a affirmé la volonté de ce groupement de lutter légalement pour la création d'échanges culturels entre la jeunesse du sud et celle du centre et du nord du pays. L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître qu'elle ne voyait que des avantages au développement des échanges culturels envisagés, et n'avait jamais mis d'obstacle, au contraire, à leur création.

A sa onzième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil note avec satisfaction que de nouveaux progrès ont été accomplis dans le domaine de l'enseignement et, en particulier, que 15 pour 100 du budget sont affectés à l'enseignement, que de nouvelles écoles ont été construites et que le nombre des écoles a augmenté; il estime, néanmoins, qu'il conviendrait d'intensifier les efforts dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la formation du personnel enseignant, la formation technique et professionnelle des ouvriers, et l'éducation des adultes. Le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration de donner priorité à la question de l'enseignement dans le Nord, en vue d'équilibrer le progrès du Territoire dans ce domaine. Le Conseil note également avec intérêt les observations de l'UNESCO sur le progrès de l'enseignement dans*

<sup>402</sup> T/Pet.7/292/Add.1.

*le Territoire; il invite l'Autorité chargée de l'administration à étudier ces observations avec soin.*

### **Informations relatives à l'Organisation des Nations Unies**

Aux termes du rapport annuel, des brochures d'information sur l'activité, les buts, les principes de l'Organisation des Nations Unies ont été distribuées dans tous les établissements scolaires. Des leçons ont été consacrées à ce sujet dans toutes les écoles publiques, et la Journée des Nations Unies a été marquée dans tous les établissements scolaires par des causeries sur le fonctionnement de l'Organisation du Conseil de tutelle.

### **Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Généralités**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté que les efforts de l'Autorité chargée de l'administration ont été maintenus dans le domaine de l'enseignement et que 15,4 pour 100 du budget ont été consacrés à l'enseignement. Il a estimé néanmoins qu'un nombre considérable d'enfants d'âge scolaire n'allaient pas à l'école et que des efforts considérables seraient nécessaires pour résoudre ce problème difficile. Il a invité l'Autorité chargée de l'administration à étudier les observations de l'UNESCO, qui expose les principales caractéristiques et les principaux problèmes du Territoire en la matière.

Le représentant du Salvador a noté que le nombre des écoles avait augmenté et que le collège de Lomé avait été agrandi. Il a exprimé l'espoir que le prochain rapport annuel de l'Autorité chargée de l'administration ferait connaître au Conseil les mesures prises pour résoudre le problème de l'unification de l'enseignement.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration ne prenait pas les mesures nécessaires pour améliorer la situation dans le domaine de l'enseignement; l'immense majorité de la population continue d'être illettrée. Les enfants d'âge scolaire qui reçoivent une instruction sont une infime minorité. Les crédits budgétaires affectés à l'enseignement en 1951 ont été réduits de plus de 5 millions de francs par rapport à 1950. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter sensiblement les crédits budgétaires affectés à l'enseignement et aux autres activités culturelles.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a affirmé que les efforts de l'Autorité

chargée de l'administration seraient poursuivis dans les années à venir. Bien que la scolarisation ne soit pas encore satisfaisante, le rythme actuel de son accroissement permet d'espérer des résultats appréciables dans un proche avenir. Le but de la politique suivie en matière d'enseignement est de donner aux enfants un enseignement de qualité et de les mener progressivement au niveau des examens et concours français, de façon que la population autochtone cesse de se trouver en état d'infériorité et ait la possibilité d'accéder à des emplois supérieurs.

Au sujet de l'affirmation selon laquelle le budget de l'enseignement aurait diminué de 5 millions en 1951, le représentant spécial a précisé qu'il avait cité, reprenant en cela le rapport de l'UNESCO, un chiffre total de 156 millions de francs pour l'année 1951, et il s'est étonné qu'on insiste sur ce point, qu'il croyait en toute bonne foi, n'être qu'une faute vénielle.

En réponse, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'il avait cité des faits montrant que l'enseignement primaire n'était dispensé qu'à un nombre très réduit d'enfants d'âge scolaire, environ 43.000. Les chiffres fournis par l'Autorité chargée de l'administration, en ce qui concerne l'enseignement primaire, ne montrent pas la situation sous son vrai jour. D'après ces chiffres, on aurait pu supposer, en effet, que 43.151 élèves fréquentent les écoles primaires et reçoivent des diplômes, bénéficiant par conséquent d'une instruction primaire. Mais ce n'est pas ce qui se passe dans le Territoire sous tutelle; la majorité des élèves ne reçoit pas, en fait, une instruction primaire complète. Voici ce que dit le rapport de l'UNESCO à ce sujet:

"Il convient de signaler que le pourcentage des élèves qui passent les examens avec succès est extrêmement bas. Sur 43.151 élèves de l'enseignement primaire, 1.252 — c'est-à-dire 3 pour 100 seulement — ont obtenu le certificat d'études primaires".

D'après les faits et les chiffres indiqués dans le rapport de l'Autorité chargée de l'administration, les crédits affectés à l'enseignement pour 1951 ont été de 5 millions de francs inférieurs à ceux de 1950. On ne peut nier ces chiffres, puisqu'ils sont extraits du rapport annuel.

### **Education des masses**

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a noté avec plaisir les efforts qui avaient été faits en vue de développer les cours d'adultes dans diverses régions du Territoire.



## Chapitre VIII

### SAMOA-OCCIDENTAL

#### 1. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Le rapport présenté par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande sur l'administration du Samoa-Occidental, rapport que le Conseil de tutelle a examiné à sa dixième session, ne concerne que la période de neuf mois allant du 1er avril au 31 décembre 1950. L'Autorité chargée de l'administration a indiqué que cette mesure avait été prise pour permettre au gouvernement de faire coïncider l'exercice financier avec l'année civile et que les rapports annuels ultérieurs concerneraient la période de l'exercice financier, qui commence le 1er janvier.

A sa dixième session, le Conseil a examiné assez longuement la situation du Samoa-Occidental. Les observations et recommandations que le Conseil a jugé nécessaire de formuler se trouvent reproduites dans les sections auxquelles elles se rapportent.

##### Géographie et population

Le Samoa-Occidental est situé entre le 13ème et le 15ème degré de latitude sud et entre le 171ème et le 173ème degré de longitude ouest. Il se compose de deux grandes îles, Upolu et Savai'i, et de plusieurs petites îles et îlots; il a une superficie totale d'environ 2.930 km<sup>2</sup>. Les îles sont de formation volcanique, accidentées et montagneuses. Dans l'ensemble, le Territoire est couvert d'une végétation tropicale dense, mais la couche de sol arable est généralement mince et le terrain est rocheux. Les précipitations sont abondantes.

Au 31 décembre 1950, la population se composait de 74.663 Samoans, 5.866 personnes ayant une ascendance en partie samoane et jouissant du statut d'Européens, 327 Européens, 171 Chinois et 63 Mélanésien; ces chiffres indiquent un accroissement net de 2.399 personnes, soit 3,75 pour 100, pendant la période de neuf mois considérée dans le rapport. La capitale, qui est en même temps le port principal, est Apia, dans l'île d'Upolu; sa population est d'environ 10.000 habitants.

D'après les résultats provisoires du recensement du 25 septembre 1951, 78.372 personnes possédaient le statut samoan et 4.756 personnes le statut européen, soit au total une population de 83.128 personnes.

A sa huitième session, le Conseil de tutelle a félicité l'Autorité chargée de l'administration des progrès accomplis dans l'administration du Territoire pendant la période qui fait l'objet du rapport et il a estimé qu'elle avait réussi à garder les éléments satisfaisants de l'organisation sociale autochtone, tout en faisant profiter les habitants des bienfaits de la civilisation moderne.

##### Observations formulées par des membres du Conseil de tutelle et ne représentant que leur opinion individuelle

Le représentant de la Belgique a estimé que l'Autorité chargée de l'administration s'acquittait de façon satisfaisante des obligations qu'elle a contractées en assumant la tutelle du Territoire et qu'il convenait de la féliciter des progrès accomplis.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il était persuadé que l'Autorité chargée de l'administration poursuivait sincèrement et vigoureusement ses efforts pour atteindre les objectifs du régime de tutelle.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a félicité l'Autorité chargée de l'administration des renseignements qu'elle a fournis concernant la suite donnée aux conclusions et recommandations du Conseil; il a exprimé l'espoir que toutes les Autorités chargées d'administrer des Territoires sous tutelle reconnaîtront l'utilité de cette pratique.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la lecture du rapport présenté par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande sur l'administration du Territoire sous tutelle du Samoa pour la période allant du 1er avril au 31 décembre 1950 montrait que ce rapport négligeait complètement certains aspects assez importants de la vie dans le Territoire ou présentait les renseignements d'une façon très générale. Il a noté que le rapport ne disait rien ou presque rien sur certains points comme ceux visés aux questions 23 et 25 du Questionnaire provisoire concernant la mesure dans laquelle les autochtones participent à l'administration du Territoire et les modifications apportées à la composition du personnel administratif; qu'il ne donnait aucune information sur le revenu national ou la répartition de ce revenu entre les différents groupes de la population; que les renseignements sur le niveau de vie des autochtones étaient insuffisants; enfin, que le rapport négligeait des questions importantes telles que les mesures prises pour empêcher toute discrimination d'ordre racial ou autre dans l'embauche de la main-d'œuvre. Il a estimé que l'Autorité chargée de l'administration devrait prendre les mesures nécessaires pour qu'à l'avenir le rapport fournisse des renseignements détaillés et exacts en réponse à toutes questions qui figurent dans le Questionnaire provisoire.

Le même représentant a souligné que pendant la période qui fait l'objet du présent rapport, comme pour les années antérieures, l'Autorité chargée de l'administration n'a pris aucune mesure positive pour se conformer aux stipulations de la Charte concernant le progrès politique, économique et social des autochtones

du Territoire, ainsi que le développement de leur instruction et leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance.

## 2. — PROGRES POLITIQUE

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### Généralités

Le *Samoa Act* de 1921 et les *Samoa Amendment Acts* de 1947 et de 1949 constituent le fondement de l'organisation juridique et politique du Territoire. Le Parlement néo-zélandais conserve toujours le pouvoir de légiférer pour le Samoa-Occidental et le Gouverneur général, siégeant en son Conseil, a le pouvoir d'édicter tous règlements utiles à la paix, à l'ordre et à la bonne administration du Territoire. L'Autorité chargée de l'administration précise cependant que ces pouvoirs sont destinés à sauvegarder la position de la Nouvelle-Zélande, en tant que Puissance chargée de la tutelle, et non à assurer l'exercice normal du pouvoir législatif.

L'Autorité chargée de l'administration a indiqué que, du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 1950, il n'a été promulgué aucune disposition législative tendant expressément à favoriser le progrès politique du Territoire; elle a fait néanmoins observer que les problèmes que pose l'administration des villages et des districts — problèmes qu'il fallait absolument, à son avis, résoudre dans le cadre du programme destiné à assurer l'évolution du Territoire vers la capacité à s'administrer lui-même — ont été étudiés par la Commission d'enquête chargée d'examiner la question de l'administration locale dans tout le Samoa-Occidental.

A deux reprises, les chefs et les représentants de la population du Territoire ont fait connaître au Conseil de tutelle leur désir d'obtenir immédiatement l'autonomie, d'abord en 1946-1947, et le Conseil a donné suite à leur demande en envoyant une mission spéciale au Samoa-Occidental; puis en 1950, lorsque la première Mission de visite périodique s'est rendue dans le Territoire. Comme l'indique le précédent rapport du Conseil, les deux Missions ont exprimé l'avis que la population du Samoa-Occidental n'était pas encore prête pour l'autonomie intégrale.

Conformément aux aspirations des Samoans, des réformes constitutionnelles ont été proposées, puis incorporées dans le *Samoa Amendment Act* de 1947, qui est entré en vigueur le 10 mars 1948. On trouve dans le rapport précédent du Conseil <sup>403</sup> un exposé plus détaillé de ces réformes. Lorsqu'elle a examiné ces changements d'ordre constitutionnel, la Mission de 1950 a reconnu qu'il fallait s'efforcer avant tout d'assurer le bon fonctionnement des institutions existantes, mais que le développement ultérieur des institutions ne devait pas être négligé et qu'en particulier, il convenait de trouver le moyen d'accroître la participation des Samoans aux travaux des organes exécutifs du gouvernement. A sa huitième session, le Conseil de tutelle a exprimé l'avis que les réformes politiques adoptées donnaient des résultats satisfaisants et a attiré l'attention de l'Autorité chargée de l'administration sur les observations que la Mission de visite a formulées au

sujet du développement politique général du Territoire et de ses habitants.

A sa dixième session, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir au Conseil qu'à la suite de l'élection de l'Assemblée législative, il s'était constitué un parti, le parti démocratique samoan, qui revendique environ 300 membres samoans et demande surtout des modifications de la loi électorale qui permettraient de faire élire les membres samoans de l'Assemblée législative, choisis parmi les *matais*, par tous les Samoans de plus de vingt et un ans; il demande aussi que le nombre des membres samoans soit porté à quarante et un, ce qui rendrait inutile le *Fono des Faipoulés*.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil exprime l'espoir qu'en ce qui concerne la création du Conseil exécutif et les autres réformes constitutionnelles, l'Autorité chargée de l'administration continuera à se souvenir qu'il importe de fournir aux Samoans de larges possibilités pour leur permettre d'adapter leurs conceptions traditionnelles aux exigences d'un régime de gouvernement représentatif autonome.*

#### Pouvoir exécutif

Le pouvoir exécutif est confié au Haut-Commissaire, qui est le Président du Conseil d'Etat et de l'Assemblée législative et qui assiste, en tant que Président, aux réunions du *Fono des Faipoulés*. Les arrêtés financiers relatifs aux dépenses imputées sur les recettes publiques ne peuvent être approuvés par l'Assemblée que sur recommandation du Haut-Commissaire, et les ordonnances approuvées par l'Assemblée doivent obtenir son assentiment pour avoir force de loi. En vertu de diverses ordonnances, le Haut-Commissaire a le pouvoir d'édicter des règlements sur des questions de détail et plusieurs *Orders-in-Council* du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande l'habilitent à donner certains ordres de caractère exécutif.

Le Conseil d'Etat, composé du Haut-Commissaire et des deux *Fautuas* (conseillers qui sont des chefs du plus haut rang), n'est pas un organe exécutif, mais le Haut-Commissaire est tenu de le consulter sur toutes les propositions d'ordre législatif à soumettre à l'Assemblée législative concernant toutes les questions qui touchent de près à la coutume samoane et sur toutes autres questions relatives au bien-être du Territoire qu'il jugera utiles.

A sa huitième session, prenant acte des observations de la Mission de visite sur l'opportunité de créer un conseil exécutif pour le Territoire, et considérant que l'existence d'un tel organe faciliterait l'éducation politique des habitants, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'envisager la création d'un conseil exécutif à l'activité duquel les Samoans pussent participer.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande et l'Administration du Samoa-Occidental ont étudié la question de la création d'un conseil exécutif de ce genre, qui serait composé de fonctionnaires et de représentants d'organes nommés et élus. Au cours de la discussion de ce rapport, le représentant spécial de l'Autorité

<sup>403</sup> Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale*, sixième session, Supplément n° 4, p. 224 à 226.

chargée de l'administration a fait savoir au Conseil de tutelle que l'Autorité chargée de l'administration se proposait de prendre, en 1952, des dispositions législatives concernant la création d'un conseil exécutif.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

*Le Conseil prend acte de l'intention de l'Autorité chargée de l'administration de prendre, en 1952, des dispositions législatives en vue de créer un conseil exécutif; il examinera avec intérêt les renseignements qui lui seront communiqués sur cette mesure ainsi que sur la composition et les pouvoirs du conseil.*

### Administration publique

Le *Samoa Amendment Act* de 1949, portant création d'une Administration des services publics spéciale pour le Samoa-Occidental, est entré en vigueur le 1er avril 1950. Cette loi prévoit la nomination par le Gouverneur général de la Nouvelle-Zélande d'un Commissaire à la fonction publique pour le Samoa-Occidental qui dépend du Ministre néo-zélandais des territoires insulaires pour l'approbation des règlements relatifs à la gestion des services publics et pour toutes les questions qui, de l'avis du Ministre, intéressent la politique de l'Autorité chargée de l'administration.

Cette loi dispose également que le Commissaire à la fonction publique devra, "compte tenu de la bonne gestion des services gouvernementaux du Samoa-Occidental, ne pas perdre de vue l'obligation qui incombe à l'Autorité chargée de l'administration, aux termes de l'Accord de tutelle, d'assurer une participation croissante des habitants du Samoa-Occidental aux services administratifs et autres du Territoire".

A la dixième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le premier reclassement des postes de l'administration venait d'être achevé et qu'en conséquence, les traitements afférents à la plupart de ces postes avaient été sensiblement augmentés. D'après le rapport examiné à cette session, l'Autorité chargée de l'administration a estimé que cette révision était quelque peu arbitraire puisque l'on n'a jamais calculé un indice du coût de la vie pour le Territoire. Les services compétents ont commencé à rassembler des données préliminaires en vue de l'établissement de cet indice.

A la fin de l'année 1950, les services publics comprenaient au total 1.164 personnes, soit une augmentation de 98 personnes depuis le mois de mars 1950. Cette augmentation est due en partie au fait que tous les employés des New Zealand Reparation Estates, à l'exception du Directeur général, soit soixante-sept personnes, appartiennent maintenant aux services publics et relèvent du Commissaire à la fonction publique. L'effectif a été recruté comme suit: 76 personnes outre-mer et 1.088 sur place.

Les Missions des Nations Unies en 1947 et en 1950, comme le Conseil à sa septième session, ont jugé qu'il y avait lieu de permettre aux Samoans d'occuper des postes plus importants dans l'administration. A sa huitième session, le Conseil a invité instamment l'Autorité chargée de l'administration à activer l'exécution de ses programmes de formation professionnelle afin qu'un nombre croissant de Samoans puisse acquérir la compétence nécessaire pour occuper des postes de ce genre.

Dans son rapport pour 1950, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué qu'à la fin de l'année, les fonctionnaires supérieurs de trois départements étaient soit des Samoans, soit des personnes ayant une ascendance en partie samoane; elle a signalé que quatre jeunes boursiers samoans, qui avaient achevé leurs études en Nouvelle-Zélande, étaient revenus dans le Territoire pour y occuper des postes dans l'administration.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil note et approuve la réorganisation de l'administration publique et le reclassement des fonctionnaires; il prie instamment l'Autorité chargée de l'administration de poursuivre ses efforts en vue d'assurer, tant sur place qu'en Nouvelle-Zélande, la formation du personnel administratif.*

### Pouvoir législatif

#### a) ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

L'Assemblée législative, telle qu'elle est actuellement constituée à la suite des réformes de 1948, se compose du Conseil d'Etat, de douze membres samoans élus par le *Fono* des *Faipoulés*, de cinq membres européens élus et de six membres fonctionnaires. Elle a tenu deux sessions en 1950. Au cours de sa première session, elle a examiné, amendé et approuvé les prévisions budgétaires pour l'exercice financier. Au cours de sa deuxième session, elle a adopté treize ordonnances qui ont toutes été approuvées par le Haut-Commissaire. Une Commission permanente de la radiodiffusion est venue s'ajouter, en 1950, aux quatre commissions permanentes de l'Assemblée législative, qui s'occupent des finances, de l'instruction publique, des travaux publics et de la santé.

L'Autorité chargée de l'administration a indiqué dans son rapport pour 1950 que l'Assemblée avait manifesté, comme l'année précédente, une attitude prudente en matière de dépenses publiques et qu'elle avait procédé à un examen minutieux des comptes publics. Elle a également constaté le rôle important que les membres élus ont joué au cours des débats généraux et elle a ajouté que, si certains d'entre eux n'étaient pas encore tout à fait rompus à la discussion des questions générales de droit, tous commençaient à se rendre compte des responsabilités que comportent leurs fonctions.

A sa huitième session, le Conseil de tutelle, constatant que l'Assemblée législative fonctionnait de façon satisfaisante, avait invité l'Autorité chargée de l'administration à ne pas perdre de vue la possibilité de procéder à de nouvelles réformes dans l'intérêt des habitants.

A la dixième session, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir au Conseil que des élections à l'Assemblée législative avaient eu lieu en avril 1951 et que, pour la première fois, les élections au *Fono* des *Faipoulés* avaient eu lieu au scrutin secret dans le cas des sièges contestés. Il a ajouté qu'à la suite des élections, la proportion d'hommes jeunes à l'Assemblée avait augmenté.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

*Le Conseil note avec satisfaction que le Fono des Faipoulés a, pour la première fois, institué le vote au*

*scrutin secret lors des élections à l'Assemblée législative, en 1951, dans les cas d'élection contestée et que les hommes jeunes occupent une place accrue dans l'Assemblée législative.*

#### b) LE FONO DES FAÏPOULÉS

Le *Fono* des *Faïpoulés*, composé de quarante et un membres samoans représentant des circonscriptions établies d'après une division traditionnelle samoane du Territoire en districts et en arrondissements, est un organe investi de pouvoirs consultatifs. La loi confère à ses membres le droit d'exprimer leurs opinions et de présenter leurs recommandations au Haut-Commissaire sur les affaires relatives au bien-être du peuple samoan. Le *Fono* propose également des candidats aux fonctions de juges samoans de district, d'inspecteurs samoans des plantations et de juges associés samoans au Tribunal des propriétés foncières; il élit en outre les membres samoans de l'Assemblée législative.

D'après le rapport de la Mission de visite de 1950, les Samoans souhaitaient que les décisions prises par le *Fono* sur des questions concernant le bien-être de la population soient sanctionnées par la loi. A sa huitième session, le Conseil avait constaté que le Haut-Commissaire était disposé à soumettre à l'Assemblée législative toutes questions concernant le bien-être de toutes les classes de la collectivité au sujet desquelles le *Fono* des *Faïpoulés* aurait pris une décision après les avoir discutées avec lui. Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration s'est engagée à tenir le Conseil au courant de toute action tendant à assurer une coordination plus étroite des travaux du *Fono* et de l'Assemblée.

A cette même session, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré au Conseil que le *Fono* des *Faïpoulés* et l'Assemblée législative travaillaient en bonne intelligence.

#### Administration locale

La réorganisation du système actuel d'administration locale est à l'étude. Dans le passé, l'administration locale était confiée aux fonctionnaires samoans des districts et des villages, dont l'activité était soumise au contrôle du Département des affaires samoanes. Ces fonctionnaires ont tous été élus ou désignés par des représentants samoans, mais ils sont payés par le Gouvernement du Samoa-Occidental. Parmi eux, on compte normalement les juges de districts, les inspecteurs de plantations, les policiers-messagers et les maires de villages. L'Autorité chargée de l'administration reconnaît que depuis longtemps elle s'est rendu compte qu'il faudrait instituer un système plus satisfaisant d'administration locale avant que le Territoire ne puisse faire de réels progrès en matière de responsabilité politique.

Une Commission d'enquête, créée en mars 1950 en vue d'étudier l'organisation de l'administration des districts et des villages dans l'ensemble du Samoa-Occidental et de rendre compte de ses travaux, a présenté son rapport le 30 novembre 1950<sup>404</sup>.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué

qu'elle étudiait actuellement le document de la Commission d'enquête qui, en raison de la complexité des recommandations qu'il contient et des difficultés administratives que soulève la création de l'organisme envisagé, demandera un examen approfondi.

A cette même session, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'accepter ces recommandations dans leur ensemble reviendrait à fixer la coutume samoane et à la consacrer dans un texte législatif, alors que rien ne devrait en réduire la souplesse naturelle ni en empêcher l'évolution.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, notant que l'Autorité chargée de l'administration continue d'étudier le rapport de la Commission d'enquête sur l'administration des districts et des villages et que le Conseil pour l'administration des districts et des villages poursuit son enquête sur la situation de l'administration locale, appelle l'attention sur les conclusions qu'il a formulées dans le présent rapport au sujet du progrès politique en général, demande qu'on le tienne au courant de toute décision et de tout événement intéressant les questions d'administration locale et exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration réalisera notamment des progrès en ce qui concerne l'élaboration d'un système d'administration locale pour la région urbaine d'Apia.*

#### Droit de vote

Chez les Samoans, le droit de vote continue d'être réservé aux *mataï*, qui constituent environ un quart de la population adulte mâle. Les *mataï* sont les chefs de chaque famille qui, conformément à la tradition, représentent la famille dans ses relations avec tous ceux qui n'en font pas partie. Ils élisent les membres du *Fono* des *Faïpoulés*, lesquels élisent à leur tour les membres samoans de l'Assemblée législative. Dans la pratique, l'élection des premiers membres de l'Assemblée s'est effectuée selon les méthodes de suffrage traditionnelles et non au scrutin secret; toutefois, durant les dernières élections, le *Fono* a adopté le scrutin secret et l'Autorité chargée de l'administration estime que les Samoans peuvent s'attacher assez fermement à ce mode d'élection pour qu'on puisse en envisager l'adoption dans presque tous les cas.

Les personnes ayant le statut d'Européens et qui résident dans le Territoire depuis un an à la date des élections ont le droit de voter quelle que soit leur nationalité. Elles élisent au scrutin secret les membres européens de l'Assemblée.

A sa quatrième session, le Conseil de tutelle avait recommandé que l'on étudiat la possibilité d'instituer un système de suffrage universel applicable à tous les habitants du Samoa-Occidental; à sa septième session, il avait exprimé l'espoir que de nouvelles réformes seraient introduites afin de mettre en vigueur, le moment venu, un système de suffrage universel pour l'élection du *Fono* des *Faïpoulés*. Par contre, la Mission de visite de 1950 a estimé qu'il y avait peu d'espoir que les Samoans acceptent d'élargir les catégories d'électeurs dans l'avenir immédiat.

L'Autorité chargée de l'administration a indiqué dans son rapport pour 1950 que, tout en reconnaissant l'avantage que pouvait présenter l'établissement d'une forme quelconque de suffrage universel pour l'élection des

<sup>404</sup> Ce rapport a été distribué aux membres du Conseil sous la cote T/941; on en trouvera le résumé dans le document T/L.121.

membres du *Fono* des *Faïpoulés* et de l'Assemblée législative, elle estimait néanmoins devoir tenir compte de la coutume samoane et ne voulait donc pas imposer prématurément aux Samoans un régime étranger à leurs mœurs et à leurs traditions. Elle pensait que le principe du suffrage universel ne pourrait être accepté que grâce à l'éducation politique, ce qui demanderait peut-être beaucoup de temps. Elle constatait cependant un changement d'opinion dans un groupe de la population qui, ayant remarqué que les membres européens de l'Assemblée législative étaient élus au scrutin secret et au suffrage universel, exprimait le désir que l'on procédât de manière analogue pour les élections des membres samoans.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil prend note de l'attitude des Samoans au sujet du suffrage universel et recommande à l'Autorité chargée de l'administration de ne négliger à aucun moment l'éducation des Samoans afin que le suffrage universel occupe la place qui lui revient dans un régime démocratique de gouvernement autonome.*

### Organisation judiciaire

La Haute Cour du Samoa-Occidental est compétente sans réserve en matière civile et pénale. Elle se compose d'un premier juge, de cinq magistrats de la Haute Cour, de quatorze juges samoans de district et de trois juges associés samoans. Le premier juge et les magistrats de la Haute Cour sont nommés par le Ministre des territoires insulaires. Les candidatures des juges de district et des juges associés sont proposées par le *Fono* des *Faïpoulés*; ces magistrats sont nommés par le Haut-Commissaire pour une durée de trois ans. Normalement, le *Fono* ne les propose pas pour deux mandats consécutifs.

Pour les affaires criminelles graves, la Haute Cour s'adjoint quatre assesseurs qui siègent à titre consultatif avec le premier juge; celui-ci peut accepter un avis majoritaire de trois de ces assesseurs. En 1950, les Samoans ont demandé que le nombre des assesseurs samoans soit augmenté aux audiences de la Cour; l'Autorité chargée de l'administration a précisé que c'était au premier juge qu'il appartenait de trancher cette question et que, d'ailleurs, ce magistrat avait déjà coutume de s'adjoindre un nombre égal d'assesseurs samoans et non samoans dans toutes les affaires où l'inculpé était un Samoan.

Dans son rapport pour 1950, l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir au Conseil que l'on avait attiré l'attention du *Fono* des *Faïpoulés* sur l'avantage qu'il y aurait à permettre aux juges samoans de rester en fonctions pendant une période plus longue. Elle a indiqué aussi que le statut et la compétence de ces juges avaient été élargis par une ordonnance adoptée en 1950.

Le seul autre organe judiciaire légalement constitué est le Tribunal des propriétés foncières et des titres indigènes (Native Land and Titles Court) qui est compétent pour trancher les différends concernant les terres "indigènes" et le droit d'hériter de titres samoans. Ce tribunal est présidé par le premier juge (de la Haute Cour), qui est assisté de deux ou trois assesseurs européens et de deux ou trois juges samoans; ces derniers sont ceux qui font fonction de juges associés à la Haute Cour. Les Samoans ont demandé à la Mission de visite

de 1950 que l'on modifie la composition du Tribunal des propriétés foncières en excluant les assesseurs européens, mais la Mission et l'Autorité chargée de l'administration ont estimé que, pour le moment, la meilleure méthode serait d'accorder aux juges samoans un statut officiel égal à celui des assesseurs européens.

A sa huitième session, le Conseil avait approuvé l'Assemblée législative d'avoir adopté une législation à cet effet.

### Statut des habitants

En ce qui concerne les droits des habitants à l'extérieur du Territoire, leur statut national est, soit celui de protégés néo-zélandais, soit celui de ressortissants d'un Etat souverain, soit celui d'apatrides. Auparavant, la grande majorité des Samoans appartenait à la catégorie des protégés britanniques, mais, conformément au désir des représentants samoans, ce statut a été remplacé par celui de protégé néo-zélandais en vertu du décret relatif aux protégés néo-zélandais du Samoa-Occidental (*Western Samoa New Zealand Protected Persons Order*) de 1950.

La législation locale divise, dans certains cas, les habitants du Territoire en "Samoans" et en "Européens". On entend par Samoan "toute personne appartenant à une ou plusieurs races polynésiennes"; la loi considère également comme Samoan toute personne qui, par ses liens de parenté naturels, est pour les trois quarts au moins d'origine polynésienne, à moins qu'il ne soit expressément établi, en vertu d'un règlement ou d'une ordonnance, que cette personne a un statut autre que celui de Samoan. Toute personne peut, sous certaines conditions, demander par voie de pétition à la Haute Cour de changer de statut. Au 31 décembre 1950, la Cour avait reconnu le statut d'Européen à 553 personnes précédemment samoanes et celui de Samoan à 43 personnes précédemment européennes.

Cette différence de statut entraîne certaines conséquences juridiques; ainsi, un Samoan ne peut, en général, être poursuivi pour dettes commerciales (pour les autres catégories de dettes, c'est à la Haute Cour qu'il appartient de trancher la question), ni participer à une société de capitaux ou à une société de personnes sans la sanction du Haut-Commissaire, ni être inscrit comme électeur européen; d'autre part, un Européen n'a aucun droit sur les terres du Samoa et, en particulier, ne peut bénéficier des loyers ou profits qui en proviennent, ni hériter de terres au Samoa, ni accepter un titre samoan sans autorisation, ni, en aucun cas, exercer les droits que confère un titre de ce genre. On trouvera à la section 4 (Progrès social) une étude sur les aspects sociaux de cet état de choses.

A ses septième et huitième sessions, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de redoubler d'efforts pour résoudre le problème que pose la différence de statut et de donner aux habitants toute l'aide et tous les encouragements possibles en vue de parvenir rapidement à une solution.

Dans son rapport pour 1950, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué qu'elle n'avait pas encore réussi à élaborer pour les habitants du Territoire un statut commun, qui lui aurait permis de créer, dans tous les éléments de la population, une solidarité fondée sur le fait de leur résidence au Samoa-Occidental; elle a cependant assuré qu'elle poursuivrait ses efforts dans

ce sens, conformément au droit et aux usages internationaux.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, rappelant les recommandations formulées au cours de ses septième et huitième sessions au sujet du statut des habitants, prend note avec satisfaction des modifications intervenues dans le statut international des habitants à la suite du Western Samoa New Zealand Protected Persons Order de 1950. En ce qui concerne le statut interne, le Conseil note que les efforts qu'a faits l'Autorité chargée de l'administration en vue d'élaborer un statut commun se sont jusqu'à présent révélés infructueux; il insiste pour que l'Autorité chargée de l'administration continue à étudier le problème et lui soumette un rapport sur les résultats de cette étude.*

**Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle**

### **Généralités**

Le représentant du Salvador a exprimé l'opinion que les réformes constitutionnelles qui ont été effectuées constituent des mesures très importantes destinées à améliorer les institutions politiques, économiques, sociales et scolaires.

Le représentant de la Thaïlande a noté que le développement politique des Samoans s'était accéléré au cours des deux dernières années et il a estimé que la formation du parti démocratique samoan était un signe encourageant de progrès politique. Il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration ferait tout son possible pour orienter et encourager la formation de partis politiques stables et il l'a invitée instamment à envisager la promulgation de lois concernant la formation de ces partis pour fixer leur responsabilité vis-à-vis de leurs membres.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration n'avait pris aucune mesure pour assurer le progrès politique des autochtones du Territoire. Elle n'avait pas encore donné satisfaction au légitime désir d'autonomie exprimé par la population du Samoa, bien qu'il se soit écoulé plus de cinq ans depuis que les autochtones ont adressé une pétition demandant l'octroi immédiat de l'autonomie au Samoa-Occidental, et que la Mission de visite des Nations Unies ait formulé des conclusions précises à cet effet. Il n'existe actuellement dans le Territoire sous tutelle aucun organe législatif, exécutif ou judiciaire qui soit constitué selon des règles démocratiques et auquel participent les autochtones.

Il a exprimé l'avis que le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures d'ordre législatif et autres pour assurer la participation des autochtones aux organes législatifs, exécutifs et judiciaires du Territoire.

### **Pouvoir exécutif**

Le représentant de l'Irak a estimé que le Conseil devrait féliciter l'Autorité chargée de l'administration d'avoir proposé la création d'un conseil exécutif.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a noté que le pouvoir exécutif dans le

Territoire était entièrement entre les mains du Haut-Commissaire et des fonctionnaires européens placés sous ses ordres. Les autochtones sont exclus de l'administration de leur propre pays bien que, comme l'a déclaré la Mission de visite de 1950, "les Samoans désirent vivement participer dans une mesure beaucoup plus grande à l'exercice du pouvoir exécutif dans leur Territoire".

### **Administration publique**

Le représentant de la Thaïlande a félicité l'Autorité chargée de l'administration d'autoriser quelques fonctionnaires autochtones à se rendre, pendant leurs congés, en Nouvelle-Zélande pour se perfectionner en travaillant dans les services compétents de l'administration néo-zélandaise et il a exprimé l'espoir qu'elle s'efforcerait de développer cette pratique.

Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction que la fonction publique avait été réorganisée; il a formé le vœu que le nombre des autochtones exerçant des fonctions de direction dans les différents services augmente constamment à mesure que le programme de formation professionnelle serait mis en œuvre.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration encouragerait moralement et financièrement les fonctionnaires recrutés sur place à améliorer leurs connaissances et redoublerait d'efforts pour assurer la formation de fonctionnaires.

Le représentant de la Chine a demandé des détails sur la situation et l'emploi des jeunes gens qui ont été formés à l'étranger et reviennent au Samoa pour y être fonctionnaires.

### **Pouvoir législatif**

Le représentant du Salvador a déclaré qu'il serait bon que les éléments purement samoans puissent participer davantage aux travaux des organes législatifs, judiciaires et politiques du gouvernement.

Le représentant de la Thaïlande a félicité l'Autorité chargée de l'administration de ce que les comptes rendus des séances de l'Assemblée législative sont maintenant radiodiffusés en deux langues; il a demandé s'il n'y aurait pas intérêt à publier également en deux langues et à distribuer gratuitement les procès-verbaux de l'Assemblée.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a précisé que le Gouvernement du Samoa faisait distribuer dans tout le Territoire le texte imprimé en anglais des débats et des décisions de l'Assemblée législative.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Assemblée dite "législative" était en fait un organe consultatif dépourvu de tout pouvoir législatif. Son fonctionnement reposait sur une flagrante discrimination raciale contre les autochtones et l'on ne pouvait pas prétendre que cette assemblée donnait à ces autochtones la possibilité de s'administrer eux-mêmes. Il a ajouté que les représentants des autochtones à l'Assemblée législative n'avaient pas la majorité qui leur permettrait de jouer un rôle décisif.

Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer qu'ignorer délibérément l'évolution récente des institutions constitutionnelles et démo-

cratiques du Samoa-Occidental revenait à ne faire aucun cas des efforts du Gouvernement néo-zélandais et des mesures qu'il a prises progressivement en vue d'instituer au Samoa-Occidental un régime d'autonomie conforme aux vœux exprimés par le Conseil de tutelle. Il a ajouté qu'une telle attitude semblait avoir pour but de fausser l'opinion publique en général, et plus particulièrement en Nouvelle-Zélande et au Samoa-Occidental, en ce qui concerne la politique et l'activité de l'Autorité chargée de l'administration.

### Administration locale

Le représentant de la France a exprimé l'avis que le Conseil devait approuver et encourager les efforts persévérants et apparemment fructueux qu'a faits l'Autorité chargée de l'administration pour amener les populations à s'intéresser aux affaires publiques à l'échelon du village comme à celui du Territoire.

Le représentant du Royaume-Uni a émis l'opinion que la constitution d'une sorte d'administration municipale selon des principes moins traditionnels dans la ville d'Apia pourrait peut-être constituer un exemple qui inciterait à instaurer plus rapidement un régime d'autonomie dans les régions rurales plus conservatrices du Samoa-Occidental.

Le représentant de la République Dominicaine a indiqué qu'il attendait avec impatience le résultat des enquêtes qui vont être effectuées ainsi que les conclusions de la Commission d'enquête créée en mars 1950. Il serait bon, à son avis, que l'on institue une administration locale et que l'on prenne des mesures pour assurer l'évolution progressive du régime municipal dans le Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration n'avait rien fait pour créer, dans le Territoire, des organes d'autonomie fondés sur des principes démocratiques, mais qu'elle avait au contraire encouragé par tous les moyens le maintien d'un régime tribal antidémocratique. Le rapport de la Commission d'enquête créée par l'Autorité chargée de l'administration pour étudier les problèmes de l'autonomie au Samoa-Occidental a montré clairement que l'Autorité chargée de l'administration désirait maintenir le système tribal qui est périmé, et qu'elle n'avait aucunement l'intention d'assurer le passage de ce régime à un régime d'autonomie fondé sur les principes démocratiques. Le Conseil de tutelle, constatant que le système tribal actuel, encouragé par l'Autorité chargée de l'administration, est incompatible avec l'évolution progressive des habitants du Territoire sous tutelle vers l'autonomie et l'indépendance, devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le passage du système tribal à un régime d'autonomie fondé sur les principes démocratiques.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que des mesures avaient été prises pour mettre en œuvre les parties des recommandations de la Commission d'enquête concernant la constitution d'un Conseil pour l'administration des districts et des villages et que les autres recommandations étaient toujours à l'étude; il a ajouté que la création du Conseil en question faciliterait cette étude. Les recommandations de la Commission auxquelles on n'a pas encore

donné suite ont trait à la grave et importante question de la structure politique à donner au Samoa-Occidental qui, de l'avis de l'Autorité chargée de l'administration, demande un examen plus approfondi.

### Droit de vote

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que, s'il y avait peut-être intérêt à favoriser l'évolution vers un système de suffrage universel, il importait de ne pas agir avec précipitation et de ne prendre aucune mesure qui serait contraire aux vues exprimées par les Samoans.

Le représentant de l'Irak a estimé que le Conseil devrait inviter l'Autorité chargée de l'administration à ne pas perdre de vue la question du système électoral.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a noté qu'il existait toujours au Samoa-Occidental un système électoral non démocratique selon lequel les chefs de famille (*matai*), représentant environ un quart de la population adulte mâle, avaient seuls le droit de vote. Le reste de la population masculine et la totalité de la population féminine n'avaient aucun droit électoral. Le point de vue de l'Autorité chargée de l'administration d'après lequel il serait "prématuré" d'instaurer un système électoral universel pour les autochtones se trouvait démenti par le fait que les autochtones du Samoa-Occidental eux-mêmes avaient demandé à avoir le droit de voter, comme l'Autorité chargée de l'administration avait été obligée de le reconnaître dans son rapport annuel.

Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a signalé qu'il avait demandé au Conseil de donner son opinion sur la question que l'Autorité chargée de l'administration est en train d'étudier, à savoir s'il faut considérer l'instauration du suffrage universel et du scrutin secret comme une condition préalable à l'octroi aux habitants du droit de s'administrer eux-mêmes. Il a constaté qu'il s'agissait là d'une question délicate à laquelle le Conseil ne pouvait pas accorder pour le moment son attention.

### Statut des habitants

Le représentant de la République Dominicaine a fait observer que le Gouvernement néo-zélandais devrait examiner avec beaucoup de soin la question du statut des habitants du Samoa et toutes les conséquences juridiques d'une différence de statuts.

Le représentant du Salvador a exprimé l'avis qu'il conviendrait de préciser ou, mieux encore, de supprimer complètement le genre de classification politique appliquée aux Européens et aux Samoans.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a noté qu'en 1951 le Conseil avait été informé par le représentant spécial que les conseillers juridiques de l'Autorité chargée de l'administration estimaient qu'en l'état actuel de la coutume et du droit internationaux, aucune reconnaissance internationale ne pouvait être ni ne serait donnée à un statut commun et national de "citoyen du Samoa-Occidental", puisque ce pays était un Territoire sous tutelle et non un Etat souverain. Il a ajouté que, si les lois régissant le statut des habitants étaient assez complexes, la législation actuelle contenait cependant une disposition qui donnait à chaque habitant du Territoire un statut défini et reconnu aussi bien pour les activités quotidiennes dans



le Territoire que pour les voyages à l'étranger. L'Autorité chargée de l'administration poursuivra ses efforts dans le cadre de la coutume et du droit internationaux, en vue d'unir les habitants par des liens communs de citoyenneté.

### 3. — PROGRES ECONOMIQUE

#### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Situation générale de l'économie

Le Samoa est un territoire essentiellement agricole dont la population pratique surtout une agriculture de subsistance. Les Samoans élèvent également des porcs et des volailles pour la consommation locale. Outre cette production de subsistance, ils cultivent le coprah, le cacao et la banane pour l'exportation. Le caractère presque exclusivement agricole de la production oblige le Territoire à compter sur les sources extérieures d'approvisionnement pour toutes sortes de produits manufacturés et pour les denrées alimentaires et les matières premières qui ne peuvent être produites sur place.

Le développement industriel est minime. Le New Zealand Reparation Estates, organisme du Gouvernement néo-zélandais qui exploite des plantations et d'autres terres reprises aux Allemands, possède une scierie et une usine de dessiccation des noix de coco qu'il se propose de développer. Il existe une autre scierie exploitée par un Européen et une petite industrie artisanale à Apia. A la suite d'une enquête sur les forêts menée récemment par des experts, l'Autorité chargée de l'administration pense qu'il faudra continuer d'importer une grande partie du bois de construction dont le Territoire a besoin chaque année. Il n'existe aucune ressource minérale connue ayant une valeur commerciale. L'Autorité chargée de l'administration déclare que la pêche commerciale est peu importante et ne saurait guère se développer, car les sources d'approvisionnement actuelles sont limitées.

Les prix en hausse pratiqués sur les marchés des produits de base et les prix toujours élevés des marchandises importées n'ont pas diminué les tendances à l'inflation qui se manifestent dans l'économie du Territoire. Pendant l'année civile 1950, les exportations ont atteint une valeur de 1.303.761 livres, en légère diminution sur 1949, par suite d'une baisse de la production et de difficultés de transport. Les importations se sont élevées à 1.095.121 livres en augmentation de plus de 200.000 livres sur l'année précédente. Les échanges ont porté sur un total de 2.398.882 livres. Ce chiffre a été dépassé en 1951; selon les renseignements fournis par le représentant spécial au Conseil lors de sa sixième session, la valeur totale des échanges a atteint cette année-là 3 millions de livres.

A sa quatrième session, le Conseil de tutelle avait recommandé que l'Autorité chargée de l'administration continuât à faire tout en son pouvoir pour diversifier la production, en introduisant des industries secondaires et en prenant toutes autres mesures possibles, et qu'elle redoublât d'efforts pour développer et utiliser les ressources du Territoire afin d'élever le niveau de vie des autochtones; il avait également invité l'Autorité chargée de l'administration à élaborer un plan général de développement économique.

L'Assemblée générale, lors de sa quatrième session, a fait siennes les recommandations du Conseil qui soulignent la nécessité d'élaborer des plans pour donner au Territoire une base économique solide.

L'Autorité chargée de l'administration a fait savoir qu'à la suite de certaines enquêtes, des mesures avaient été prises pour accélérer le rythme du développement économique du Territoire. Parmi ces mesures, on peut citer: un recensement agricole du Territoire, une étude de ses ressources forestières, la mise en service d'une nouvelle centrale hydro-électrique, la rédaction d'un rapport sur le développement des installations portuaires et les travaux du Département de l'agriculture qui a été rétabli récemment. D'autre part, au cours de l'année 1950, la Commission du Pacifique sud et le Gouvernement du Samoa-Occidental ont travaillé en étroite collaboration, échangé des renseignements et étudié en commun certains problèmes techniques. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les travaux de la Commission dans le domaine économique favoriseraient grandement le progrès économique du Territoire.

A sa cinquième session, l'Assemblée générale a adopté une résolution (439 (V)) dans laquelle elle a attiré l'attention sur l'aide qui peut être fournie en vertu du programme élargi d'assistance technique pour le développement économique des pays insuffisamment développés, ainsi que sur les programmes réguliers de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées; elle a invité les Autorités chargées d'administration à utiliser ces possibilités d'assistance technique au nom des Territoires sous tutelle dont elles ont la charge et à présenter des demandes en ce sens aux organisations intéressées; elle a, en outre, recommandé à ces Autorités de communiquer au Conseil de tutelle un rapport sur ces demandes et sur la manière dont l'assistance technique fournie a été intégrée dans les programmes à long terme pour le développement des Territoires sous tutelle.

A la dixième session du Conseil, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle avait envisagé de demander à l'Organisation des Nations Unies une assistance technique pour une enquête générale sur l'économie du Territoire sous tutelle, mais que cette enquête n'en était qu'au stade préparatoire et qu'aucune demande d'assistance n'avait encore été officiellement adressée à l'Organisation. L'Autorité chargée de l'administration s'efforçait, dans toute la mesure possible, de répondre elle-même aux demandes d'assistance technique provenant du Territoire sous tutelle mais, au cas où elle ne pourrait le faire, elle envisagerait de s'adresser à d'autres sources, et notamment à l'Organisation des Nations Unies.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, notant le progrès accompli dans le développement économique du Territoire et considérant que l'accroissement continu de la population fait apparaître la nécessité d'étendre et de diversifier les bases de la vie économique, insiste pour que l'Autorité chargée de l'administration donne suite au projet d'une étude économique générale comportant une enquête sur la situation foncière et la nature des sols.*

## Production et commerce d'exportation

Le commerce des cultures destinées à l'exportation s'effectue, soit en vertu de contrats passés avec le gouvernement, soit sur le marché libre. Les planteurs samoans produisent plus de 90 pour 100 du coprah, qui est la principale culture d'exportation. Les exportations de coprah sont tombées de 16.455 tonnes en 1949 à 13.917 en 1950; l'Autorité chargée de l'administration attribue cette diminution, non pas à un ralentissement de la production, mais plutôt aux variations annuelles normales du tonnage disponible. Le contrat de neuf ans pour la fourniture du coprah que le Territoire a passé avec le Ministère du ravitaillement du Royaume-Uni en 1949, et qui est décrit dans le précédent rapport du Conseil de tutelle, est demeuré en vigueur au cours de l'année étudiée. En 1950, le prix du coprah avait été fixé à 48 livres 10 shillings par tonne f.o.b. Apia, dont 2 livres 5 shillings étaient versés au Fonds de stabilisation. En 1951, le prix du coprah par tonne f.o.b. a été porté à 53 livres 15 shillings.

A la dixième session, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'à la suite de négociations le prix de la tonne f.o.b. Apia avait été fixé pour 1952 à 65 livres, soit une augmentation de plus de 10 pour 100 par rapport au prix de 1951.

Les exportations de cacao, deuxième récolte d'exportation par ordre d'importance, ont été de 1.880 tonnes au cours de l'année. Par suite de mauvaises conditions atmosphériques, la récolte et les exportations de cacao ont accusé une baisse d'environ 1.000 tonnes par rapport à l'année précédente. En 1945, on avait estimé que les Samoans produisaient 41 pour 100 de la récolte de cacao. L'Autorité chargée de l'administration a signalé que le matériel moderne de transformation installé dans les plantations des Reparation Estates était mis à la disposition des planteurs privés et avait accru la valeur du cacao samoan. De l'avis de cette Autorité, l'augmentation appréciable des surfaces plantées était due aux cours toujours élevés du cacao. Selon les renseignements fournis par le représentant spécial au Conseil lors de sa dixième session, le Territoire a exporté, en 1951, 3.212 tonnes de cacao, évaluées à 801.000 livres.

Les planteurs samoans produisent 95 pour 100 des bananes exportées. En 1950, le Territoire a exporté 97.357 caisses de bananes, soit une augmentation de plus de 10.000 caisses par rapport à l'année précédente. Les bananes étaient auparavant exportées sous le contrôle de l'Autorité chargée de l'administration et vendues f.o.b. Apia au New Zealand Marketing Department à un prix fixé périodiquement. Mais, depuis le 1er janvier 1951, c'est une nouvelle société, Fruit Distributors Ltd., qui se charge d'importer les bananes en Nouvelle-Zélande; selon l'Autorité chargée de l'administration, cette société a donné l'assurance qu'elle protégerait les intérêts des planteurs. Comme le Samoa espère avoir l'année prochaine un cargo supplémentaire pour le transport des fruits, on développe les plantations de bananes. Des pourparlers ont eu lieu en vue de confier au Gouvernement du Samoa la responsabilité de l'industrie bananière; le contrôle serait exercé par le Département de l'agriculture ou par un office spécial.

Comme le Territoire continue à écouler facilement ses principales cultures d'exportation, l'Autorité char-

gée de l'administration a jugé inutile que le gouvernement favorise le commerce extérieur en cherchant de nouveaux débouchés. A son avis, il importe à l'heure actuelle, et le Département de l'agriculture s'y emploie activement, de consolider les marchés établis, en n'exportant que des produits de première qualité.

## Régime foncier: réparation Estates

Les New Zealand Reparation Estates représentent la plus importante des entreprises de plantations du Territoire et l'une de celles qui paient les impôts les plus élevés. Il s'agit de terres détenues autrefois par des ressortissants allemands et qui sont devenues, au titre des réparations, la propriété du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande après la première guerre mondiale. Ces terres, qui sont maintenant utilisées à des fins diverses (plantations, industrie laitière, recherches, etc.), sont gérées par un organisme qui relève du Gouvernement néo-zélandais. Certaines de ces terres ont été cédées aux Samoans, notamment dans les régions les plus peuplées du Territoire, afin de remédier au surpeuplement. D'après l'Autorité chargée de l'administration, une grande partie de ces terres, dont la superficie était de 30.500 hectares en 1948, sont trop pauvres pour être mises en valeur commercialement. Les bénéfices provenant de leur exploitation sont versés au New Zealand Consolidated Fund; mais l'Autorité chargée de l'administration précise qu'en pratique, des subsides d'un montant équivalent à ces bénéfices sont accordés au Gouvernement du Samoa pour des programmes de développement économique et social.

A sa septième session, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'envisager la possibilité de légaliser la pratique qui consistait à utiliser tous les excédents des New Zealand Reparation Estates au profit de la population du Samoa-Occidental.

Dans son rapport pour 1950, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle continuerait à employer ces bénéfices pour améliorer la situation sociale et économique du Samoa-Occidental, mais qu'étant donné les circonstances dans lesquelles elle avait acquis les Reparation Estates, elle n'était nullement tenue, juridiquement ou moralement, de le faire.

En 1950, la Mission de visite a félicité l'Autorité chargée de l'administration d'utiliser les bénéfices de l'exploitation de ces domaines dans l'intérêt exclusif du Samoa-Occidental; à sa huitième session, le Conseil s'est associé à ces félicitations et a exprimé l'espoir que l'on continuerait à mettre les domaines non exploités à la disposition des villages qui manquent de terres.

Dans son rapport pour 1950, l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir à ce propos que, vers la fin de la période considérée, elle avait décidé de mettre à la disposition du Gouvernement du Samoa environ 17.200 hectares de terres des Reparation Estates qu'elle n'exploitait pas elle-même. Elle a laissé au Gouvernement du Samoa le soin de décider de l'utilisation de ces terres, mais elle croit que la plus grande partie servira de réserves.

A la dixième session, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que 16.850 hectares avaient été transférés en 1951 et qu'il existe un programme à long terme qui aura pour effet de transférer progressivement les terres de la région

d'Apia, de telle sorte que la ville puisse s'étendre de manière ordonnée.

### Régime foncier: surpeuplement

L'Autorité chargée de l'administration a soumis au Comité du développement de l'économie rurale dans les Territoires sous tutelle un mémoire<sup>405</sup> dans lequel elle fournit les renseignements suivants sur l'utilisation des terres au Samoa-Occidental. Le Territoire s'étend sur 293.400 hectares; 55 pour 100 de la superficie totale sont considérés comme impropres à la culture; il s'agit de flancs de montagnes abrupts, de champs de lave et autres régions stériles. Les terres incultes comprennent environ 9.700 hectares de champs de lave et 234.000 hectares de forêt tropicale humide. A l'exception d'environ un huitième de cette forêt, ces terres appartiennent à des Samoans. D'après l'Autorité chargée de l'administration, les 49.700 hectares restants, consacrés à la culture ou à l'élevage, se répartissent comme suit:

	Hectares
New Zealand Reparation Estates (pleine propriété)....	5.120
New Zealand Reparation Estates (bail).....	800
Samoans .....	32.560
Européens (bail) .....	1.020
Européens et missions (pleine propriété).....	10.200

Les Samoans occupent environ 228.900 hectares, les Européens et les missions environ 16.200 hectares; 48.300 hectares (y compris les Reparation Estates) constituent les terres de la Couronne.

Le long de la côte nord de l'île d'Upolu, l'accroissement de la population a provoqué une certaine pénurie de terres. L'Autorité chargée de l'administration fait observer que la construction de routes a permis de mettre en culture de nouvelles terres, et que la pratique qui consiste à céder des terres de la Couronne aux villages qui en manquent a également contribué à améliorer la situation. Le problème n'est pas pour autant résolu, car la population ne cesse d'augmenter (près de 4 pour 100 d'augmentation annuelle). Comme, par tradition, les Samoans habitent les régions côtières et que la mer et ses ressources jouent dans leur vie un rôle d'une importance primordiale, l'Autorité chargée de l'administration estime que, si l'on veut avec quelque chance de succès fonder des villages à l'intérieur des terres, il faudra procéder de façon méthodique et faire preuve de patience; une colonisation bien organisée exigera une préparation minutieuse.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, notant avec satisfaction que 16.850 hectares de terrain ont été transférés par les New Zealand Reparation Estates au Gouvernement du Samoa-Occidental, et prenant note du plan à long terme de l'Administration suivant lequel les terres situées dans la région d'Apia seront progressivement transférées en vue du développement méthodique d'Apia, exprime l'espoir que d'autres transferts de terres seront effectués pour satisfaire les besoins du peuple samoan partout où l'accroissement de la population l'exigera.*

### Commerce intérieur

L'Autorité chargée de l'administration constate que l'organisation commerciale du Territoire est très déve-

loppée par rapport à sa population et à ses ressources. Un pourcentage important du commerce des produits de base importés est enire les mains de sociétés dirigées par des métiers d'ascendance européenne appartenant à diverses nationalités. Quatre grandes firmes se partagent une partie considérable des affaires (distribution et vente de marchandises de toutes sortes, transports, assurances, etc.). Le chiffre d'affaires de ces firmes, ainsi que de plusieurs autres, provient principalement du commerce du coprah et du cacao.

Deux de ces firmes sont locales; les deux autres sont des entreprises étrangères ayant leur siège respectivement en Australie et aux îles Fidji. Parmi les autres entreprises commerciales sises à Apia, il convient de signaler une succursale de la Banque de la Nouvelle-Zélande, une filiale d'une entreprise néo-zélandaise de construction, des sociétés de transports, une société d'exploitation cinématographique et une entreprise d'imprimerie et de publication.

### Traitement préférentiel

Depuis 1920, les marchandises britanniques importées dans le Territoire ont bénéficié d'un traitement préférentiel de 11 pour 100 *ad valorem*.

A ses quatrième et septième sessions, le Conseil de tutelle avait noté qu'une étude avait été entreprise au sujet de ce traitement préférentiel, et il avait exprimé le désir d'être tenu au courant de ses résultats. Le Comité chargé d'étudier la question a estimé que le tarif douanier en vigueur, comprenant divers taux de droits et de surtaxes, devrait être révisé et uniformisé de manière à abolir le tarif dit préférentiel et à assurer un tarif uniforme pour les produits de base courants; ayant pris connaissance de ces conclusions, le Conseil de tutelle, à sa huitième session, a demandé à l'Autorité chargée de l'administration de l'informer des mesures qu'elle prendrait à la suite des recommandations formulées par le Comité en ce qui concerne l'abolition du traitement préférentiel des importations d'après le pays d'origine.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré à propos de ces recommandations qu'elle avait constaté, dans son rapport pour 1950, que la suppression du tarif préférentiel en vigueur ne bouleverserait vraisemblablement ni l'économie, ni le commerce du Samoa-Occidental, mais qu'elle croyait maintenant nécessaire d'étudier avec soin les conséquences pratiques que cette mesure pourrait avoir sur les obligations contractées par le Territoire envers d'autres pays.

A la dixième session, le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le maintien du régime préférentiel, qui n'est nullement interdit par la Charte ni par l'Accord de tutelle, ne pouvait être contraire aux dispositions d'aucun de ces deux instruments. Il a également déclaré qu'il faudra sans doute que l'Autorité chargée de l'administration se mette en rapport avec d'autres gouvernements avant de pouvoir effectuer la moindre modification et que de plus amples renseignements à ce sujet seraient communiqués lorsque le Conseil examinerait le prochain rapport annuel.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil prend note des déclarations de l'Autorité chargée de l'administration relatives au tarif préféren-*

<sup>405</sup> T/AC.36/L.32, p. 2 à 4 du texte anglais.

tiel et attend que l'Autorité chargée de l'administration lui soumette un rapport sur les mesures qu'elle compte prendre à ce sujet.

## Finances publiques et régime fiscal

Le budget du Territoire est établi suivant les prévisions élaborées par les divers départements ministériels. Les prévisions de dépenses pour les services de santé, les travaux publics et l'instruction publique sont examinées par les commissions compétentes de l'Assemblée législative, après quoi, l'Administration peut les mettre au point en fonction de la situation financière générale; ensuite, les prévisions de tous les départements sont étudiées en détail par la Commission des finances de l'Assemblée; enfin, l'Administration soumet l'ensemble des prévisions à l'Assemblée pour examen, amendements éventuels et approbation.

Comme l'exercice financier vient d'être modifié de façon à coïncider avec l'année civile, les renseignements statistiques et autres fournis dans le rapport annuel ne portent que sur les neuf mois qui ont pris fin le 31 décembre 1950. Pendant cette période, les recettes ont été de 471.087 livres et les dépenses de 444.202 livres.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a informé le Conseil qu'il y avait pour l'année 1951 un excédent de 48 000 livres. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré dans son rapport qu'elle continuait à accorder des subsides au Territoire, conformément à sa politique qui consiste à utiliser les bénéfices réalisés par les New Zealand Reparation Estates au profit de la population du Samoa-Occidental.

Le total des excédents de recettes publiques est passé de plus de 300.000 livres en 1946 à 733.624 livres à la fin de 1950; la plus grande partie de ces fonds est investie en Nouvelle-Zélande. L'Administration a décidé de constituer une réserve générale de 500.000 livres et de consacrer l'excédent au développement du Territoire.

Les principaux postes de dépenses du budget du Territoire et le montant des sommes dépensées au cours de la période étudiée sont les suivants: travaux publics, 160.628 livres; santé publique, 93.667 livres; instruction publique 74.197 livres.

Les droits sur les importations et les exportations constituant la source la plus importante de recettes publiques du Territoire. En 1950, les droits à l'importation ont été de 196.681 livres et les droits à l'exportation de 94.683 livres. Depuis, en ce qui concerne le cacao, le droit à l'exportation a été relevé de 3 à 10 pour cent, taux égal à celui des droits prélevés sur le coprah et les autres produits exportés. Le principal impôt direct est l'impôt sur le prix de vente brut des marchandises, dont le produit s'est élevé pour l'année à 65.789 livres. Un impôt sur les salaires, qui frappe les revenus dépassant 200 livres, a produit 4.960 livres. Les autres impôts directs comprennent les patentes et les droits, l'impôt sur la construction, la taxe de consommation d'eau, l'impôt sur les jeux et les droits de timbre.

En 1950, la Mission de visite a déclaré que si l'on voulait atteindre les objectifs du service de santé et des services de l'instruction publique, il fallait accroître sensiblement les recettes du Territoire et il pourrait être nécessaire de lever, sous une forme ou sous une autre, des impôts directs sur les Samoans qui vivent

dans les villages, afin de subvenir au fonctionnement des écoles et autres services publics. La Mission a appris que l'on n'avait pas encore élaboré de projets visant à modifier le régime des impôts.

A ses septième et huitième sessions, le Conseil de tutelle avait noté que l'Autorité chargée de l'administration avait entrepris une étude relative à l'impôt; il a exprimé le désir d'être tenu au courant de toutes réformes fiscales qui pourraient en résulter.

A la dixième session, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait connaître au Conseil que la Commission des finances de l'Assemblée législative appuyait en principe les recommandations de l'Inspecteur principal du New Zealand Land and Income Tax Department, tendant à remplacer l'impôt sur les traitements et salaires et l'impôt sur la vente en gros par un impôt sur le revenu. On attend de plus amples renseignements sur un certain nombre de points de détail avant de commencer à rédiger les dispositions qui apporteront à la législature fiscale du Territoire les modifications souhaitées.

A cette même session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, considérant que la politique en matière d'impôt doit être fondée sur une appréciation d'ensemble du revenu national, des possibilités économiques futures et des mouvements de la population, et prenant note du fait que le Gouvernement samoan procède à une enquête au sujet de la question des impôts, exprime l'espoir que les propositions en vue d'une révision du système fiscal ne subiront pas un retard excessif.*

## Travaux publics

Dans le rapport examiné par le Conseil à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a signalé que les nouvelles installations de production d'énergie hydro-électrique étaient toutes en service depuis le mois de décembre 1950, que la construction des routes se poursuivait, que l'on avait entrepris l'aménagement d'installations portuaires à Apia, que l'on élaborait des plans pour le développement des ports en général, et que l'on s'occupait activement d'améliorer le système d'adduction d'eau.

A la même session, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait connaître au Conseil que, pour augmenter les ressources actuelles en énergie, on avait commandé l'équipement nécessaire pour un nouveau groupe qui commencera vraisemblablement à fonctionner à partir du mois de mai 1953. Le Directeur des travaux publics a également fait des recommandations touchant la construction d'une nouvelle centrale hydro-électrique. Les routes de toutes catégories dont la construction est maintenant achevée constituent un réseau de 395 kilomètres de longueur, et deux ponts ont été mis en chantier. Des réseaux d'adduction d'eau ont été installés dans deux villages et le service des eaux a été amélioré dans deux autres villages. En outre, on a commandé des canalisations pour dix nouveaux chantiers.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil prend note des progrès accomplis en ce qui concerne l'utilisation des ressources en eau pour l'exploitation hydro-électrique et exprime l'espoir que*

*des progrès semblables seront réalisés dans les travaux d'adduction d'eau sous conduites pour l'approvisionnement des agglomérations rurales.*

### **Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Situation générale de l'économie**

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a exprimé l'espoir que le Conseil serait tenu pleinement au courant des projets qui comportent une assistance technique de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées.

Le représentant de l'Irak a estimé que le Conseil pourrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de poursuivre avec célérité les travaux d'arpentage. Il a félicité l'Autorité chargée de l'administration de l'augmentation de la production agricole et de son programme de lutte contre les insectes nuisibles; il a déclaré que le Conseil devrait inviter l'Autorité chargée de l'administration à poursuivre avec la plus grande énergie l'exécution de ce dernier programme.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait remarquer que, dans le domaine économique, le trait le plus frappant a été la prédominance de l'économie de subsistance. L'Autorité chargée de l'administration n'a pris aucune mesure effective pour faire participer activement les autochtones à la vie économique du Territoire; il en est résulté que la plupart des autochtones sont restés dans l'état semi-primitif où ils se trouvaient auparavant.

#### **Production et commerce d'exportation**

Le représentant de la Belgique a insisté sur la nécessité de contrôler de près la structure des prix dans l'industrie du coprah et de reviser éventuellement, d'un commun accord, les contrats ou les ententes au cas où ils s'écarteraient trop du prix du marché mondial.

#### **Commerce intérieur**

Le représentant de la Chine a demandé que l'Autorité chargée de l'administration donne dans ses prochains rapports des renseignements détaillés sur les capitaux extérieurs investis dans le Territoire.

#### **Traitement préférentiel**

Le représentant de la Belgique a attiré l'attention de l'Autorité chargée de l'administration sur les tarifs préférentiels et il a noté qu'aux termes de la Charte l'Autorité chargée de l'administration avait des obligations vis-à-vis des Nations Unies et devait notamment assurer dans le Territoire l'égalité en matière commerciale pour tous les Etats Membres de l'Organisation.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que le maintien du régime préférentiel ne constituait en aucune façon une infraction aux dispositions de la Charte ou de l'Accord de tutelle puisque ces deux instruments le prévoient expressément.

#### **Régime foncier: surpeuplement**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a noté que, jusqu'à présent, l'Autorité chargée de l'administration n'a pas rendu aux autochtones les meilleures terres qui leur avaient été arra-

chées par les colons allemands et qui étaient encore aux mains du Gouvernement néo-zélandais sous le couvert des New Zealand Reparation Estates. Aucun autochtone du Samoa-Occidental n'a été admis à participer à la gestion de ces biens. Privés de leurs meilleures terres, les autochtones sont contraints de végéter misérablement sur des terres dont les deux tiers sont impropres à la culture.

De l'avis de la délégation soviétique, le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de rendre aux autochtones du Territoire toutes les terres qui leur ont été prises d'une façon ou d'une autre et de ne plus tolérer à l'avenir des aliénations de terres appartenant aux autochtones.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'un transfert portant sur 16.840 hectares de terres des New Zealand Reparation Estates appartenant au Gouvernement néo-zélandais venait d'être effectué et qu'en vertu d'un plan à long terme certains terrains en bordure de la ville d'Apia seraient transférés peu à peu pour faciliter un développement ordonné de la ville. Il a ajouté qu'entre-temps l'Autorité chargée de l'administration, qui possédait ce que la Mission de 1947 avait appelé un titre inattaquable sur les terres des Reparation Estates, avait affirmé de nouveau son intention de consacrer tous les bénéfices tirés de ces terres au développement des ressources du Territoire.

### **4. — PROGRES SOCIAL**

#### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle**

##### **Politique générale**

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'en ce qui concerne le progrès social, les buts qu'elle se propose d'atteindre actuellement concernent avant tout la nutrition, la santé publique et l'amélioration des soins donnés aux enfants en bas âge. Pour atteindre ces objectifs, elle s'efforce d'augmenter le personnel qualifié, d'étudier les régimes alimentaires, de continuer à aider les comités féminins dans les villages et d'améliorer l'enseignement.

L'Autorité chargée de l'administration pense qu'il n'est ni sage ni de l'intérêt du Territoire de créer une organisation de service social gigantesque, dont le coût dépasserait les possibilités du Territoire lorsqu'il deviendra autonome; les Samoans eux-mêmes se rendent compte des dangers inhérents à cette solution et ils se sont constamment élevés contre le principe de subventions néo-zélandaises accordées à des fins autres que le développement des ressources.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil, tout en observant que la population samoane fait preuve de prudence en voulant fixer les dépenses du gouvernement relatives aux services sociaux à un niveau qui puisse toujours être maintenu, considère néanmoins souhaitable de l'encourager à s'écarter d'une conception statique des dépenses publiques et à veiller à ce que l'importance des crédits affectés à ces services corresponde au développement constant de la prospérité du Territoire.*

## Conditions sociales

L'Autorité chargée de l'administration n'a cessé d'insister sur l'importance considérable de la tradition dans la société samoane et sur le fait que, bien que les Samoans se soient adaptés aux conditions de la vie moderne, le code des valeurs transmis de génération en génération reste immuable dans ses principes essentiels.

La structure sociale du Samoa est fondée sur la cohésion de l'unité familiale, qui n'est pas simplement une unité biologique, au sens où l'entendent les Européens, mais un groupe familial plus large de personnes liées par le sang, le mariage ou même l'adoption, et qui toutes reconnaissent une même personne comme *matai* ou chef de cette famille particulière. Le *matai* exerce les fonctions de chef, ou de porte-parole de la famille, et doit notamment diriger et prendre soin de la famille placée sous son autorité; en retour, il a droit aux services et à l'appui de tous les membres de sa famille. La Mission de visite a remarqué que si tous les membres de la famille sont dans une certaine mesure soumis au contrôle du *matai*, celui-ci doit tenir compte de leurs désirs. Il détient en son nom le titre de propriété des terres familiales, et il a seul le droit de voter pour élire les fonctionnaires de villages. Son successeur est choisi par tous les membres adultes de la famille; le titre de *matai* n'est donc pas nécessairement héréditaire.

Après les Samoans, le groupe le plus important est celui des habitants de statut européen, soit 327 Européens et 5.866 métis. La plupart de ces derniers appartiennent à des familles fondées par des ancêtres européens il y a trois ou quatre générations. Ils habitent généralement la région d'Apia où ils occupent des postes de commande comme commerçants, spécialistes et artisans. Beaucoup d'entre eux ont également des plantations ou de petites propriétés, mais ils sont, par rapport aux Samoans, dans une position désavantageuse du fait qu'ils ne peuvent pas acquérir de terres indigènes sauf s'ils sont mariés à une femme samoane ou s'ils ont quelque autre parenté avec des personnes de statut samoan.

## Niveau de vie

On n'a jamais encore étudié les conditions de vie des familles dans le Territoire. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, comme l'économie du Territoire ne repose pas entièrement sur un système monétaire, elle ne voit pas bien l'utilité de déterminer les indices du coût de la vie; elle veille à ce que le prix des articles qu'achètent les Samoans ne soit pas soumis à d'importantes fluctuations et c'est pour cette raison qu'elle applique depuis 1940 un système de contrôle des prix.

A sa quatrième session, le Conseil avait invité l'Autorité chargée de l'administration à examiner la possibilité d'effectuer par sondage des études sur le niveau de vie des habitants et, à sa septième session, il l'avait invitée à préparer aussitôt que possible une étude sur le niveau de vie. Lors de sa huitième session, ayant été informé qu'une enquête qui pourrait donner quelques renseignements à ce sujet avait été menée à l'occasion du recensement mondial de l'agriculture organisé par la FAO, le Conseil a prié l'Auto-

rité chargée de l'administration d'inclure des renseignements sur cette question dans son prochain rapport annuel, et d'entreprendre telles autres études qui pourraient être nécessaires pour permettre au Conseil d'évaluer le niveau de vie des habitants.

Le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session signale que l'on analyse actuellement les résultats du recensement agricole mentionné ci-dessus et que les conclusions du recensement devraient permettre de déterminer avec une précision suffisante le niveau de vie de la population. L'Autorité chargée de l'administration a également déclaré que le Commissaire à la fonction publique poursuit une étude sur le coût de la vie dans le Territoire; les résultats de cette étude, qui vise principalement à aider le Commissaire à fixer les salaires et les allocations du personnel de l'administration publique, seront utiles pour déterminer les fluctuations du coût de la vie en général.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil prend note du fait que le recensement rural et les enquêtes sur le coût de la vie que poursuit actuellement le Commissaire à la fonction publique pourront fournir des renseignements supplémentaires sur la question des niveaux de vie et demande qu'un rapport sur le résultat de ces enquêtes soit inclus dans le prochain rapport annuel.*

## Condition de la femme

Les femmes et les hommes sont égaux devant la loi. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les uns et les autres ont légalement le même droit à participer à la vie politique du Territoire, mais que, si les femmes peuvent devenir membres de l'Assemblée législative, en réalité les coutumes du Samoa font obstacle à l'exercice de ces droits. Les postes vacants dans l'administration sont ouverts aux femmes. On signale également que les comités féminins de village accomplissent une œuvre excellente dans le domaine de la protection de l'enfance et de la santé publique au village; ils donnent en outre à leurs membres une certaine expérience de l'administration locale.

A sa septième session, le Conseil a félicité l'Autorité chargée de l'administration des efforts qu'elle a faits pour supprimer les différences entre les droits des hommes et ceux des femmes, et a recommandé qu'elle continue à prendre toutes mesures propres à assurer aux femmes samoanes une large participation à la vie politique du Territoire.

Dans son rapport annuel suivant, que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a reconnu que l'influence actuelle que les femmes exercent sur les aspects sociaux de la vie du village par l'intermédiaire de leurs comités devrait être énergiquement soutenue et développée, mais elle a ajouté que le Conseil doit comprendre que les mesures prises à ces fins doivent reposer sur l'opinion samoane, qui a montré une répugnance marquée à abandonner la tradition.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a insisté aussi sur le fait qu'au Samoa-Occidental les femmes étaient loin de constituer une catégorie défavorisée de la population.

## Droits de l'homme et libertés fondamentales

### a) LOIS DE CARACTÈRE DISCRIMINATOIRE

L'Autorité chargée de l'administration déclare que tous les éléments de la population jouissent pleinement des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, comme il est prévu à l'alinéa c de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies.

A sa quatrième session, l'Assemblée générale avait recommandé l'abolition de toutes lois et pratiques de caractère discriminatoire, contrairement aux principes de la Charte et à l'Accord de tutelle.

A ce sujet, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué par la suite au Conseil qu'on trouve peu d'exemples de pratiques discriminatoires dans le Territoire, et celles qui existent résultent de la différence de statut entre Samoans et Européens. L'Autorité chargée de l'administration estime qu'il faudra quelque temps pour faire disparaître complètement ces cas de discrimination et que l'on ne pourra vraisemblablement régler cette question qu'après avoir résolu d'autres problèmes.

### b) DROITS DES IMMIGRANTS CHINOIS

La population du Territoire comprend 171 Chinois, seuls éléments subsistant de la main-d'œuvre importée sous le régime allemand. Le Haut-Commissaire a indiqué à l'Assemblée législative qu'en vertu des lois actuelles, ces Chinois semblent avoir, du point de vue juridique, le statut de citoyens libres.

Dans la résolution 312 (VIII) qu'il a adoptée à sa huitième session, touchant une pétition présentée par la Chinese Association in Samoa, le Conseil de tutelle a demandé que les requêtes formulées par les Chinois qui désirent retourner au Samoa soient renvoyées sans délai au Conseil d'Etat du Territoire et que l'Autorité chargée de l'administration fournisse des renseignements complémentaires sur le nombre, le statut et la situation des enfants nés de parents chinois, ainsi que sur l'immigration chinoise et la situation des Chinois qui résident dans le Territoire.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le Gouvernement samoan a pris note de la recommandation du Conseil concernant les demandes présentées par les Chinois qui désirent retourner au Samoa. Elle a ajouté qu'il n'a pas été possible d'inclure, dans le rapport annuel étudié, les renseignements complémentaires relatifs à la population chinoise du Territoire, mais elle espère que les rapports suivants pourront fournir les données statistiques voulues.

### Travail

Il n'existe dans le Territoire aucun service organisé d'inspection du travail; le *Crown Solicitor* remplit également les fonctions de Commissaire au travail. L'Autorité chargée de l'administration estime que, faute de services administratifs qui permettraient de faire appliquer une législation du travail, le Territoire n'est pas en mesure de commencer l'exécution d'un programme de législation du travail de quelque ampleur,

et qu'étant donné la faible proportion de la population qui occupe un emploi salarié, il est inutile d'organiser des services spéciaux et de promulguer des lois précises sur le travail. L'Autorité chargée de l'administration a expliqué qu'une grande partie des travaux effectués contre rémunération directe en argent sont faits par des groupes familiaux sous l'autorité de leur *matāi*, que les membres de ces groupes ne travaillent pour des employeurs que pendant de courtes périodes et que le fait qu'ils peuvent se passer de ces emplois garantit qu'ils ne seront pas exploités lorsqu'ils entreprendront un travail de ce genre. Le recensement de 1945 a montré que 3 pour 100 seulement de la population du Samoa occupaient un emploi salarié régulier.

L'Autorité chargée de l'administration pense cependant qu'avec le développement de l'économie, il sera de plus en plus nécessaire d'assurer l'inspection du travail. Une Commission créée à cet effet a étudié les taux de salaires et la durée de la journée de travail pour les emplois temporaires et des ajustements ont été effectués.

Le 30 octobre 1950, la durée de la semaine de travail pour les emplois temporaires dans les services publics a été ramenée de quarante-quatre à quarante-deux heures et demie, et l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle se proposait de la ramener à quarante heures en 1951 et de relever de 10 à 12 pences le salaire horaire minimum.

A sa septième session, le Conseil de tutelle avait recommandé que l'Autorité chargée de l'administration établisse aussitôt que possible une législation sociale élémentaire, et notamment une législation du travail.

Dans le rapport examiné par le Conseil à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré de nouveau qu'à son avis il était inutile, dans les conditions actuelles, de promulguer des lois précises sur le travail. Elle a signalé que les conditions de travail ont fait l'objet d'une enquête en 1950 et qu'à la suite de cette enquête, on devrait prochainement mettre en œuvre un système complet d'assurances contre les accidents du travail.

A la même session, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir au Conseil que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande étudiait un projet d'ordonnance sur les assurances contre les accidents du travail.

### Santé publique

La plupart des maladies qui posent les plus graves problèmes dans d'autres régions tropicales sont inconnues au Samoa-Occidental. Le climat est sain, même pour les Européens qui ne sont pas habitués à la chaleur et à l'humidité et, de l'avis de l'Autorité chargée de l'administration, le niveau général de l'alimentation est plus satisfaisant que dans un grand nombre de régions tropicales. Les maladies les plus répandues sont l'ankylostomiase, le pian et la filariose, et celles qui sont dues à de mauvaises conditions d'hygiène telles que la typhoïde, la dysenterie et la diarrhée infantile. La tuberculose pose également un problème très grave et les maladies pulmonaires telles que la pneumonie sont courantes. L'Autorité chargée de l'ad-



ministration déclare que les taux de mortalité générale et infantile, qui sont élevés selon les normes "occidentales", peuvent soutenir avantageusement la comparaison avec ceux que l'on relève dans la plupart des autres régions du Pacifique.

Un hôpital à Apia, la capitale, constitue le centre médical du Territoire. Il dispose des principaux services de consultation et des moyens chirurgicaux les plus complets. Tous les médecins européens sont attachés à l'hôpital et tout le personnel samoan, à l'exception des médecins traitants, est formé à l'hôpital même. Les travaux de reconstruction de l'hôpital se poursuivent selon les plans prévus; en 1950, on a ouvert une salle de trente lits pour les malades du sexe féminin et une salle de soixante lits pour tuberculeux était sur sur le point d'être terminée.

Treize "dispensaires de district", qui disposent chacun d'une salle de douze lits et donnent des consultations, fonctionnent depuis quelque temps. Pour développer les services médicaux, il faudra créer dans chacun des cinq districts médicaux un hôpital principal de district (comptant deux salles de douze lits) et les dispensaires de moindre importance serviront alors d'installations auxiliaires. On procède actuellement à la construction de ces établissements sur l'emplacement des dispensaires existants, et le gouvernement et les districts prennent à leur charge une part égale des frais. Des dispensaires mobiles comprenant un ou deux médecins samoans, un dentiste samoan, une infirmière samoane et un chauffeur, généralement accompagnés d'une équipe d'inspection sanitaire, visitent les villages les plus accessibles. Deux dispensaires mobiles fonctionnent déjà, et l'on est en train d'en créer un troisième. La plupart des services sont gratuits; cependant les malades de l'hôpital d'Apia doivent payer des frais de pension et l'on demande une somme minime pour les produits pharmaceutiques; de toute façon, l'Autorité chargée de l'administration déclare qu'on ne refuse jamais des remèdes ou des soins aux malades qui ne sont pas en mesure de payer.

L'Autorité chargée de l'administration a signalé au Conseil, à sa dixième session, que, pendant la période considérée, il y a eu 4.261 hospitalisés et 149.323 consultants qui ont reçus des soins dans les hôpitaux et les dispensaires, ce qui donne, pour ces neuf mois, un total supérieur au total des douze mois précédents. Comme cette augmentation est due surtout au nombre croissant de consultants, qui se font soigner dans les hôpitaux et les dispensaires de district, l'Autorité chargée de l'administration y voit la preuve que la population a de plus en plus confiance dans la médecine moderne et désire en bénéficier.

L'effectif total du personnel médical était passé de 121 à 134 à la fin de 1950. Trois médecins samoans ont complété leur formation à l'Ecole centrale de médecine des îles Fidji et quatre autres ont commencé leurs études. On est en train de former trois infirmières qualifiées et des boursiers particulièrement doués qui se trouvent en ce moment en Nouvelle-Zélande sont encouragés à poursuivre leurs études pour recevoir des diplômes néo-zélandais de médecine et d'odontologie.

A sa septième session, le Conseil de tutelle, tout en félicitant l'Autorité chargée de l'administration des progrès accomplis dans le domaine de la santé publique,

l'avait instamment priée de donner plus d'ampleur à la lutte contre la tuberculose et au recrutement du personnel médical. A sa huitième session, le Conseil avait félicité l'Autorité chargée de l'administration des progrès accomplis dans les services de médecine et d'hygiène préventive et curative, en particulier dans le domaine de la tuberculose où le nombre des cas connus avait diminué de moitié. Prenant acte de l'augmentation du nombre des étudiants samoans à l'Ecole centrale de médecine des îles Fidji, le Conseil avait instamment prié l'Autorité chargée de l'administration de redoubler d'efforts pour améliorer les services médicaux et d'hygiène en continuant notamment à utiliser au maximum les établissements de formation professionnelle des Fidji et à collaborer avec le South Pacific Medical Service en vue de former un nombre suffisant de médecins qualifiés.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle se rendait parfaitement compte de la nécessité de donner plus d'ampleur à la lutte antituberculeuse et que la construction d'un sanatorium pour tuberculeux offert au Territoire était terminée. En outre, une équipe de recherches de la Commission du Pacifique sud avait visité le Territoire et étudié les méthodes de traitements et les problèmes que pose la fréquence de la maladie. Une équipe de recherches médicales avait été également envoyée dans le Territoire pour effectuer des études sur le pian et l'ankylostomiase. Le South Pacific Health Service, avec lequel l'Autorité chargée de l'administration collabore, a maintenant constitué une réserve de médecins parmi lesquels on choisit des médecins pour le Territoire.

En 1951, le *Samoa Act* a fait l'objet d'un amendement aux termes duquel un médecin qui n'est pas autorisé à exercer en Nouvelle-Zélande ou au Royaume-Uni peut être nommé médecin dans le Territoire si le Medical Council of New Zealand atteste que l'intéressé possède des titres équivalant à ceux qui sont exigés en Nouvelle-Zélande pour l'exercice de la médecine.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil constate avec satisfaction que l'effectif total du personnel médical s'est accru et que le Territoire a adopté une législation relative à la nomination des médecins qui lui donne la possibilité de recruter d'autres médecins. Le Conseil prend note également des progrès réalisés dans les installations destinées au traitement de la tuberculose; il estime que l'Autorité chargée de l'administration devrait sérieusement envisager l'organisation d'une campagne éducative en vue de faire comprendre à la population des Samoans la gravité de cette maladie.*

**Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle**

### **Politique générale**

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a estimé qu'il convenait d'inviter les Samoans à profiter de la prospérité actuelle du Territoire pour entreprendre un développement soigneusement préparé des services administratifs afin de faire face aux besoins nouveaux d'une population en augmentation rapide.

## Conditions sociales

Le représentant du Royaume-Uni, après avoir pris note de la valeur particulière que présente l'organisation familiale traditionnelle, a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration devrait construire sur cette base et ne pas affaiblir ou détruire l'efficacité de cette tradition, tout en évitant ce qui pourrait empêcher la population de tendre vers un mode d'existence tout à fait démocratique.

## Niveau de vie

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique, après avoir noté certaines tendances inflationnistes dans le Territoire, a exprimé l'espoir que les autorités prendraient des mesures, le cas échéant, pour permettre aux salariés et aux employés de maintenir leur niveau de vie relatif et pour leur donner la possibilité de l'améliorer.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté les difficiles conditions de vie des autochtones du Territoire. Les travailleurs autochtones recevaient un salaire de misère; d'après le rapport de la Mission de visite des Nations Unies, le salaire payé à un manœuvre de plantation équivalait à 3 shillings par jour, ce qui lui permettait d'acheter seulement 4 livres de pommes de terre. Ces pénibles conditions de vie des autochtones sont la cause de l'augmentation de la criminalité que l'Autorité chargée de l'administration a signalée à la page 16 de son rapport.

## Condition de la femme

Le représentant de la République Dominicaine a estimé que l'Autorité chargée de l'administration devrait préparer un plan d'ensemble pour permettre aux femmes du Samoa de participer à la vie sociale et éducative du Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a signalé que les femmes du Samoa-Occidental n'avaient aucun droit politique.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a souligné que les femmes du Samoa-Occidental, comme l'indique le rapport, étaient loin de constituer une catégorie défavorisée de la communauté.

## Droits de l'homme et libertés fondamentales

A propos du retour des Chinois qui résidaient autrefois au Samoa, le représentant de la Chine a attiré l'attention du représentant spécial sur l'observation que l'Autorité chargée de l'administration a faite à la Mission de visite et qui a été confirmée ultérieurement devant le Conseil, selon laquelle les "Samoans étaient opposés à toute nouvelle immigration d'où qu'elle vienne, mais que l'on pourrait peut-être les persuader d'accepter le retour d'un petit nombre de Chinois". Il a fait remarquer également que, selon toute apparence, les perspectives de retour de ces Chinois n'étaient pas très brillantes, contrairement à l'observation faite à deux reprises par l'Autorité chargée de l'administration.

## Travail

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la politique de l'Auto-

rité chargée de l'administration visait à maintenir la région en tant que source de produits agricoles à bon marché pour le Royaume-Uni, qui se procurait ces marchandises à un bas prix fixé par monopole.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer qu'il était inexact de dire qu'il n'y avait pas eu d'augmentation de salaires depuis 1947 jusqu'au mois de janvier de cette année. Des augmentations ont été accordées le 1er avril 1950 et le 1er janvier 1951.

## Santé publique

Le représentant de la Chine a constaté avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration continuait à s'occuper activement de la santé publique et il a noté, en particulier, l'augmentation du personnel du service de santé et les progrès effectués dans la construction d'hôpitaux. Il a estimé cependant que l'Autorité chargée de l'administration ne devait pas ralentir ses efforts dans ces domaines.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration n'avait pas donné suite aux recommandations du Conseil de tutelle qui, à sa quatrième session, lui avait demandé de redoubler d'efforts pour améliorer les services médicaux ainsi que les services sociaux. Il a ajouté que le personnel médical et le nombre de dispensaires et d'hôpitaux était insuffisant et que, malgré ces déficiences, l'Autorité chargée de l'administration n'avait rien fait pour assurer la formation du personnel médical qualifié. L'insuffisance des services de santé et les conditions de vie difficiles se trouvaient confirmées par l'augmentation du taux de la mortalité, en particulier de la mortalité infantile. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter les crédits des services de santé.

## 5. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

#### Règles et principes

L'Autorité chargée de l'administration a rappelé que pour atteindre son objectif final, qui est de préparer les Samoans à participer pleinement à la vie publique de leur pays, il faut d'abord améliorer le niveau de l'instruction à tous les degrés et développer le système scolaire jusqu'au moment où l'instruction sera gratuite et obligatoire pour tous les enfants.

L'enseignement est entre les mains du gouvernement et des cinq missions religieuses installées dans le Territoire. De nombreux enfants fréquentent à la fois les écoles des missions et les écoles du gouvernement.

Pendant la période considérée, les établissements scolaires publics étaient au nombre de 114 et comptaient 399 professeurs et 13.899 élèves. La plupart des élèves inscrits (12.637) fréquentaient les 105 écoles primaires de villages. Quarante élèves fréquentaient l'école primaire supérieure, 119 suivaient les cours de l'école normale d'instituteurs et 43 étaient inscrits aux cours du soir pour adultes. Les 1.060 autres élèves, y compris 620 élèves inscrits dans les écoles de type européen, fréquentaient des écoles primaires d'un niveau

plus élevé que les écoles primaires de villages. Pendant cette même période, le personnel enseignant des écoles primaires publiques est passé de 358, dont 304 Samoans, à 399, dont 340 Samoans.

Dans le rapport que le Conseil a examiné au cours de sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que même des mesures comme celles qu'elle a prises pour accroître les nouvelles inscriptions d'élèves-maîtres et pour doubler prochainement le nombre des diplômés ne permettront pas de faire face aux besoins d'une population croissante, et que cette situation sera aggravée par des difficultés financières et par l'accroissement continu du nombre des enfants dans un Territoire dont le revenu national n'augmente pas au même rythme que sa population.

L'Autorité chargée de l'administration signale que le programme de développement de l'enseignement a continué de progresser régulièrement et a suscité un enthousiasme croissant chez les élèves, les professeurs et les Samoans en général; les chefs locaux ont contribué au programme de construction d'écoles. Seize écoles de villages ont été construites ou sont sur le point d'être terminées; les crédits pour l'achat des matériaux nécessaires à la construction de plusieurs autres écoles ont été mis à la disposition du Département de l'instruction publique. Conformément à son programme de construction scolaire, l'école normale d'instituteurs a été agrandie; de nouveaux travaux de reconstruction de l'école de Vaipouli, comprenant l'installation d'un groupe électrogène, ont été effectués; la construction d'un bâtiment en béton pour des salles de classe a été presque achevée à l'école Avélé; un pavillon d'hygiène à l'école intermédiaire, un studio d'émission radiophonique et une bibliothèque à Malifa ont été construits tandis que l'on poursuit les travaux préparatoires pour le *Samoa College* situé près d'Apia. Les crédits nécessaires à la construction de ce collège ont été accordés et les travaux ont commençé sur un terrain de 52 hectares.

Pendant la période considérée, l'Autorité chargée de l'administration a consacré 74.000 livres à l'enseignement dans le Territoire, dont un peu plus de 20.000 pour les travaux de construction et 45.500 pour le paiement des traitements.

A sa huitième session, le Conseil a félicité l'Autorité chargée de l'administration des progrès accomplis en matière d'enseignement (en particulier, la construction du *Samoa College* et l'ouverture d'une nouvelle école du type "accélééré"); mais elle a fait observer que, vu l'accroissement de la population du Territoire, l'Autorité chargée de l'administration devrait redoubler d'efforts pour développer l'enseignement.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a traité de ce problème (voir plus haut) et a attiré l'attention sur les diverses mesures qui ont été prises pour accroître les moyens d'enseignement dont dispose le Département de l'instruction publique.

A la dixième session, le représentant de l'UNESCO a fait connaître au Conseil qu'une conférence régionale intéressante l'Asie du Sud-Est et la région du Pacifique et portant sur le développement de l'instruction gratuite et obligatoire se tiendrait au mois de décembre 1952.

A cette même session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil invite l'Autorité chargée de l'administration à envisager un programme d'instruction à long terme qui tienne compte du montant des dépenses permanentes que le Territoire peut supporter, eu égard à l'accroissement de la population scolaire et à l'ensemble des revenus futurs du Territoire. Le Conseil propose également que l'Autorité chargée de l'administration envisage l'organisation d'un système scolaire mieux coordonné, et invite l'Autorité chargée de l'administration à faire rapport au Conseil à ce sujet.*

### Ecoles des missions

En 1950, il y avait au total 23.331 élèves inscrits dans les écoles des missions, dont 14.937 enfants ne fréquentaient pas d'autres écoles. La plupart des écoles des missions (345) sont du type élémentaire et sont dirigées par des pasteurs et des catéchistes; les autres comprennent 5 écoles de théologie, 40 écoles primaires et 4 écoles secondaires. Ces écoles comptaient 1.002 instituteurs, dont 86 Européens, 369 pasteurs samoans et 557 instituteurs laïques samoans.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'à l'échelon de l'école de village, le gouvernement et les missions religieuses tendaient vers un système unifié et un programme d'études commun. Un petit nombre d'écoles missionnaires de villages sont placées sous le contrôle direct du Département de l'instruction publique et leur personnel est payé par le gouvernement.

A sa septième session, le Conseil avait recommandé que l'on prit les mesures nécessaires pour assurer une meilleure coordination entre les écoles publiques et celles des missions en ce qui concerne l'organisation, la composition du personnel et les programmes; à sa huitième session, il a demandé à être tenu au courant des mesures qui pourraient être prises à cet effet.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, jusqu'à ce que le Gouvernement du Samoa soit lui-même en mesure d'établir un système général d'instruction, il ne ferait appel à la collaboration des missions que pour les questions d'organisation, de personnel et des programmes. Elle a ajouté que, dans ce domaine, le gouvernement et les cinq missions travaillaient en étroite collaboration et que le Département de l'instruction publique aidait les écoles missionnaires en leur fournissant des manuels scolaires, et en organisant des émissions éducatives, ainsi que des cours de perfectionnement pour les instituteurs.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a également fait connaître au Conseil qu'une Commission composée de représentants des missions et du Département de l'instruction publique a commencé, vers la fin de 1951, à élaborer un programme scolaire qui permettrait aux élèves de toutes les écoles d'avoir le même degré d'instruction lorsqu'ils finissent la classe II.

### Enseignement primaire supérieur, secondaire et supérieur

L'Autorité chargée de l'administration déclare qu'à l'exception de l'école postprimaire, les classes supé-

rieures des écoles de la région d'Apia sont consacrées surtout à la formation professionnelle. Le programme de l'école postprimaire, calqué sur celui des écoles secondaires rurales de Nouvelle-Zélande, permet aux élèves d'acquérir une formation académique ou commerciale jusqu'au niveau du diplôme néo-zélandais de fin d'études secondaires. En 1950, cette école comptait 40 élèves inscrits et le personnel enseignant se composait de deux professeurs néo-zélandais.

En dehors de l'école normale d'instituteurs, il n'existe pas, à l'intérieur du Territoire, d'établissement d'un niveau supérieur à celui de l'école postprimaire; toutefois, de 1945 à la fin de 1950, le programme de bourses du Gouvernement néo-zélandais (environ dix bourses chaque année) a permis à un total de soixante-neuf élèves samoans ou métis, sortis des établissements du gouvernement ou des écoles des missions, de poursuivre leurs études en Nouvelle-Zélande. A la fin de 1950, cinq étaient revenus au Samoa-Occidental (l'un pour raison de santé et les autres pour occuper des postes de commis dans l'Administration samoane) et quarante et un étaient encore inscrits dans des écoles préparatoires ou secondaires. Les autres étudiants avaient achevé leur instruction secondaire et tous, sauf deux, faisaient des études spécialisées dans les domaines suivants: un étudiant en médecine, un en odontologie, un en pharmacie; cinq étudiants faisaient leur apprentissage de peintre, d'électricien, de technicien de la radio et de mécanicien; cinq autres fréquentaient l'école normale d'instituteurs; cinq suivaient des cours de secrétariat et trois se préparaient à la profession d'infirmière. Quand ils auront achevé leurs études, ces étudiants pourront exercer leur profession dans le Territoire. Cinq boursiers samoans sont entrés à l'Ecole centrale de médecine des Fidji en 1950, ce qui porte à dix-sept le nombre des étudiants inscrits à cette école, dont quatre en sont à leur dernière année d'études.

A sa huitième session, le Conseil a demandé à être tenu au courant des progrès accomplis en matière d'enseignement professionnel et technique destiné à permettre aux Samoans de prendre une part de plus en plus active au fonctionnement des services administratifs, judiciaires et techniques du Territoire.

Outre les divers renseignements qu'elle a fournis au sujet de l'enseignement supérieur (voir plus haut), l'Autorité chargée de l'administration a déclaré, dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, qu'elle était en train d'étudier les recommandations que la Commission du Pacifique sud a faites à la suite d'une longue enquête sur les services de formation professionnelle existant dans cette région, les besoins futurs de chacun des Territoires et les moyens par lesquels on pourrait y faire face.

A la même session, le représentant spécial a précisé que, jusqu'à la fin de 1951, les bourses prévues au programme du Gouvernement néo-zélandais et financées sur les recettes des New Zealand Reparation Estates avaient été accordées à soixante-quinze étudiants, dont huit étaient rentrés au Samoa et étaient employés par le gouvernement, alors que dix-sept autres avaient terminé leurs études et recevaient une formation spécialisée en Nouvelle-Zélande. Le représentant spécial a également signalé que le bâtiment principal du nouveau *Samoa College* était presqu'

achevé et que l'on pensait qu'une des ailes pourrait être utilisée à partir du milieu du mois de mars 1952.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil prend note des progrès accomplis dans la construction du Samoa College et estime que l'Autorité chargée, de l'administration, en organisant un système scolaire mieux coordonné et plus développé, doit redoubler d'efforts en vue de développer l'enseignement secondaire et de distribuer un plus grand nombre de bourses d'études à l'étranger.*

### **Instruction des adultes et de la communauté**

Des cours sur des sujets généraux et commerciaux continuent d'être donnés à l'école du soir pour adultes qui, à la fin de 1950, avait quarante-trois hommes inscrits, soit une diminution de trente-trois pendant la période de neuf mois considérée. Sept élèves de l'école ont réussi à passer l'examen d'entrée dans l'administration publique du Samoa.

A sa septième session, le Conseil, en félicitant l'Autorité chargée de l'administration d'utiliser la radio-diffusion pour l'éducation civique, avait exprimé l'espoir qu'elle continuerait à lui faire connaître les résultats de son expérience dans ce domaine. Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a exposé son activité et les nouvelles mesures qu'elle a prises dans ce domaine.

Il a été décidé en principe d'augmenter l'effectif du service de la radiodiffusion, de façon que les programmes aient une plus grande valeur éducative pour les adultes; les débats de l'Assemblée législative sont radiodiffusés en samoan et en anglais, et selon l'Autorité chargée de l'administration, les services de radiodiffusion ont poursuivi avec beaucoup de succès les émissions scolaires.

Le premier numéro de l'hebdomadaire *Samoa Bulletin* a été publié en novembre. Cette nouvelle publication contient des articles en anglais et en samoan, dont certains sont rédigés par des Samoans.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil exprime l'intérêt qu'il porte au développement de l'instruction des adultes et de la communauté; il remarque toutefois une diminution du nombre des inscriptions aux écoles du soir pour adultes et invite instamment l'Autorité chargée de l'administration à faire tous ses efforts en vue de stimuler l'intérêt des adultes pour les moyens d'instruction qui sont mis à leur disposition.*

### **Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Règles et principes**

Le représentant de la Chine a déclaré qu'afin de faire face aux besoins du Territoire, l'Autorité chargée de l'administration devrait redoubler d'efforts pour élaborer et mettre en œuvre un programme bien conçu de formation du personnel enseignant.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a estimé qu'il était indispensable de continuer à développer les

moyens de l'école normale d'instituteurs et que, tant que cette école ne serait pas en mesure de répondre aux besoins en personnel enseignant, il serait nécessaire d'appliquer un programme élargi de bourses d'études à l'étranger.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration n'avait pas pris les mesures nécessaires pour améliorer la situation de l'enseignement, en particulier de l'enseignement secondaire et supérieur. Elle n'a pas accordé assez de crédits pour le développement des moyens d'enseignement. Le Conseil de tutelle devrait donc recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter les crédits prévus pour les besoins scolaires et sociaux et les autres besoins culturels et, en particulier, d'aider financièrement les écoles dites rurales, qui ne reçoivent aucune aide de l'Autorité chargée de l'administration et qui se trouvent dans une situation lamentable.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer que la question du financement des services d'enseignement ne se présentait plus de la même façon qu'auparavant. Les chiffres montrent en effet que les crédits affectés à l'enseignement au Samoa-Occidental, qui représentaient 10,3 pour 100 du budget de 1946-1947, étaient passés en 1950 à 16,7 pour 100; en 1951, 113.000 livres, soit 18 pour 100 du budget total, ont été consacrées à l'enseignement; en 1952, par suite de l'augmentation des traitements des instituteurs, ce chiffre sera sans doute encore plus élevé. La Commission des finances de l'Assemblée législative a estimé que l'on pourrait affecter à l'enseignement près de 20 pour 100 du budget. Le représentant spécial a fait également observer que l'Autorité chargée de l'administration, l'Assemblée législative et l'organe exécutif du Territoire étaient d'accord sur les principes généraux à suivre pour financer l'enseignement. Toutes ces autorités reconnaissent que l'enseignement est indispensable, mais que, si l'on veut assurer une évolution réelle vers l'autonomie, la politique en matière d'enseignement

devrait être établie en fonction de l'économie du Territoire.

### **Ecoles des missions**

Le représentant de la Belgique a déclaré qu'une collaboration plus étroite avec les organisations bénévoles qui sont prêtes à consacrer leurs ressources à l'instruction publique favoriserait sans doute les progrès de l'enseignement, sans qu'il soit nécessaire de faire appel à d'importants moyens financiers qui seraient hors de proportion avec les ressources du Territoire.

### **Enseignement postprimaire et enseignement supérieur**

Le représentant de la Thaïlande a fait observer que les facilités offertes en matière d'enseignement secondaire étaient encore très restreintes, et que l'on devrait pouvoir envoyer un plus grand nombre de boursiers en Nouvelle-Zélande. Il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration envisagerait favorablement cet aspect de la question.

Le représentant de l'Irak a estimé que les droits de scolarité imposés aux élèves des écoles qui reçoivent des pensionnaires devraient être supprimés.

Le représentant de la Chine a suggéré que le Conseil pourrait peut-être demander à l'Autorité chargée de l'administration de réexaminer la question des droits de scolarité.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la politique de l'Autorité chargée de l'administration était d'assurer l'enseignement gratuit dans le Territoire. Les droits perçus dans les écoles qui reçoivent des pensionnaires étaient minimes et tout Samoan du Territoire pouvait les payer. Ils n'étaient pas versés au Trésor, mais constituaient ce que l'on appelait les fonds scolaires destinés à l'acquisition de fournitures de sport pour les élèves et d'autres frais accessoires qui, autrement, seraient à la charge des parents.

## Chapitre IX

### NAURU

#### 1. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

##### Territoire et population

Le Territoire sous tutelle de Nauru est une petite île isolée, de formation corallienne, située à 0° 32' de latitude sud par 166° 55' de longitude est. Il a une superficie de 2.100 hectares, une circonférence de 16 kilomètres environ et il est entouré d'un récif de corail.

Le Territoire a un climat subtropical, malgré la proximité de l'équateur. Les précipitations sont incertaines et irrégulières et atteignent une moyenne annuelle de 2 mètres. Le Territoire ne possède aucun bassin hydrographique et le sol est extrêmement poreux.

Les gisements de phosphates que l'on trouve sur un plateau central constituent la principale ressource naturelle du Territoire. Le sol est impropre à l'agriculture ou ne s'y prête que dans une mesure très réduite.

Le tableau suivant donne la population de Nauru par communautés :

	Nauruans	Gilbertais	Européens	Chinois	Total
30 juin 1950.....	1.582	81	278	1.491	3.432
30 juin 1951.....	1.618	131	274	1.411	3.434

Les Gilbertais et les Nauruans ont la même origine ethnique. La présence dans l'île des Gilbertais, comme celle des autres communautés d'immigrants, est due principalement à l'industrie du phosphate.

A sa cinquième session, le Conseil de tutelle avait exprimé l'avis qu'étant donné la faible superficie du Territoire, la richesse de ses ressources naturelles et le nombre restreint de ses habitants, l'Autorité chargée de l'administration devait pouvoir mettre ce Territoire en valeur beaucoup plus vite que ne le permettait la situation dans certains autres territoires. Il avait ensuite recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de s'efforcer de faire progresser les habitants dans tous les domaines à un rythme beaucoup plus rapide que par le passé et de satisfaire les besoins des habitants avant ceux de l'industrie du phosphate. Etant donné les effets de la guerre sur le Territoire et sur les Nauruans, le Conseil estimait dignes d'éloges les efforts déployés par l'Autorité chargée de l'administration en vue d'assurer le relèvement du Territoire.

A sa septième session, le Conseil avait reconnu que les renseignements fournis par le représentant spécial montraient que l'Autorité chargée de l'administration s'efforçait sincèrement de mettre en œuvre ces recommandations.

Pour expliquer les conclusions auxquelles elle était parvenue sur certaines questions déterminées, la Mission de visite qui s'est rendue à Nauru en mai 1950 a fait observer que l'Administration consacrait encore

beaucoup d'efforts à la réparation des installations détruites pendant la guerre. La Mission a constaté que le moral de la population de Nauru était rétabli dans une grande mesure, mais que les Nauruans s'inquiétaient devant le lent enpiétement de l'industrie du phosphate sur leur île qui est petite mais belle.

A sa huitième session, le Conseil avait constaté que les efforts consciencieux de l'Autorité chargée de l'administration avaient permis de réaliser des progrès continus au cours de l'année considérée.

A sa dixième session, le Conseil de tutelle a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil de tutelle exprime l'espoir que les prochains rapports contiendront des renseignements plus détaillés sur tous les aspects de l'administration du Territoire.*

##### Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle

Le représentant de la République Dominicaine a félicité l'Autorité chargée de l'administration de ses efforts dans tous les domaines et a déclaré qu'à son avis, la question de l'exploitation des phosphates devrait retenir l'attention du Conseil.

Le représentant du Salvador a loué l'Autorité chargée de l'administration des efforts qu'elle a déployés au cours des années difficiles d'après-guerre.

Le représentant de la France a félicité l'Autorité chargée de l'administration des progrès réalisés dans le Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration ne cherchait pas à atteindre les objectifs fondamentaux de la Charte et qu'elle ne prenait pas les mesures nécessaires pour encourager l'évolution de la population autochtone du Territoire sous tutelle dans les domaines politique, économique, social et de l'enseignement.

#### 2. — PROGRES POLITIQUE

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil

##### Généralités

Conformément aux dispositions de l'Accord de tutelle, le Territoire de Nauru est administré par le Commonwealth d'Australie au nom des Gouvernements de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ; il en était de même lorsque le Territoire était administré en vertu d'un Mandat de la Société des Nations.

Le 2 juillet 1919, les trois gouvernements ont conclu un accord aux termes duquel l'administration du Terri-

toire de Nauru était confiée à un Administrateur nommé par le Gouvernement de l'Australie; le même accord établissait le Conseil des *British Phosphate Commissioners*, composé de trois membres nommés respectivement par chacun des trois gouvernements et chargé de gérer l'industrie du phosphate du Territoire. Un accord complémentaire en date du 30 mai 1923 renfermait d'autres dispositions concernant l'administration de l'île.

En vertu de ces accords, l'Administrateur est investi de l'ensemble des pouvoirs législatif, administratif et judiciaire; toutefois, il est tenu de se conformer aux instructions qu'il peut recevoir du Gouvernement de l'Australie, et ses ordonnances peuvent être abrogées par ce gouvernement. Pour toutes les affaires indigènes, le Nauru Local Government Council (Conseil administratif local), nouvel organisme de neuf membres qui remplace l'ancien Conseil des chefs qui comptait douze membres, donne des avis à l'Administrateur.

L'Administrateur est assisté d'un personnel organisé en six services et comptant, au 30 juin 1951, 302 employés, dont 14 Européens, 30 Chinois et 258 Nauruans et Gilbertais.

La Cour d'appel est constituée par l'Administrateur lui-même; ce dernier a le pouvoir de nommer et de révoquer les membres des tribunaux inférieurs qui comprennent un tribunal central, un tribunal de district et 14 tribunaux indigènes. Deux juges européens non résidents et deux magistrats européens siègent au tribunal central; deux magistrats, dont l'un est un Européen et l'autre le chef supérieur nauruan, siègent au tribunal de district; 14 chefs de district siègent chacun au tribunal indigène de sa circonscription. Deux des magistrats sont membres du personnel de l'Administration; l'un siège au tribunal central, l'autre au tribunal de district. L'un d'eux exerce les fonctions de *Coroner*. Le tribunal central et les tribunaux de district jugent chacun au civil et au criminel, tandis que les tribunaux indigènes connaissent des infractions légères commises par des Nauruans.

La Mission de visite a estimé que les *British Phosphate Commissioners* occupaient une place si importante dans l'économie de l'île que leur indépendance administrative était presque totale et que les rapports de l'Administrateur avec eux semblaient difficiles.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration avait déclaré au Conseil de tutelle, à sa huitième session, que les *British Phosphate Commissioners* ne jouaient un rôle administratif que dans les limites de leurs activités industrielles, ainsi qu'en leur qualité d'employeurs. Bien que l'Administration demande leur avis aux *Commissioners*, tout comme au Conseil des chefs, sur toute question administrative ou politique, elle a pleins pouvoirs dans les domaines législatif et administratif.

A la même session, le Conseil avait invité l'Autorité chargée de l'administration à veiller à ce que la position économique dominante de l'industrie des phosphates ne porte pas préjudice aux intérêts généraux de la population autochtone.

En présentant, dans le rapport examiné, ses observations sur cette recommandation, l'Autorité chargée

de l'administration a déclaré, à la dixième session du Conseil, que les Nauruans tiraient profit de cette industrie étant donné, d'une part, qu'ils percevaient des droits sur les phosphates exportés et, d'autre part, que cette industrie leur procurait des emplois.

## Participation autochtone

L'existence du Conseil des chefs, maintenant appelé le Conseil administratif local de Nauru, les fonctions attribuées aux chefs (devenus maintenant conseillers) dans les districts traditionnels, le fait que le chef supérieur est magistrat du tribunal de district et administrateur des affaires indigènes et que 250 Nauruans sont employés dans l'administration, montrent dans quelle mesure les autochtones participent à l'administration du Territoire.

A sa cinquième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures afin d'accorder aux habitants une autonomie plus large en les faisant participer à l'activité des organes législatifs, exécutifs et judiciaires du Territoire. Il avait également recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'assurer aux Nauruans des facilités plus larges pour les préparer à l'exercice de diverses fonctions administratives, ainsi que pour leur permettre d'acquérir de l'expérience en matière de fonctions publiques.

L'Autorité chargée de l'administration avait fait savoir au Conseil, à sa septième session, qu'elle était parvenue à un accord avec les Nauruans sur un plan de réorganisation du Conseil des chefs. Le nouvel organisme serait élu pour quatre ans et serait doté de pouvoirs administratifs et financiers. Le Conseil a félicité l'Autorité chargée de l'administration de son intention de réorganiser le Conseil des chefs; il l'a invitée à transformer cet organe en un organe effectif de gouvernement autonome et à lui accorder, en plus de ses fonctions consultatives, des pouvoirs législatifs.

La Mission de visite a estimé qu'il y aurait lieu de conférer des pouvoirs plus étendus au Conseil des chefs et d'envisager la possibilité de donner au nouvel organe, en s'entourant des garanties nécessaires, des pouvoirs législatifs sur toutes les questions purement nauruanes, et en particulier le pouvoir d'ouvrir des crédits imputables sur le budget et sur le Nauru Royalty Trust Fund.

Le représentant spécial avait fait connaître au Conseil de tutelle, à sa huitième session, que le Conseil des chefs avait convenu que le nouvel organe devrait, au stade actuel, se limiter à un rôle consultatif en matière législative. Il exercerait toutefois un pouvoir d'exécution et de contrôle en ce qui concerne le maintien de la paix et de l'ordre public parmi la population nauruane et aurait des pouvoirs de gestion sur le Nauru Royalty Trust Fund.

A cette même session, le Conseil avait pris acte avec satisfaction du projet de réorganisation du Conseil des chefs, premier pas vers l'octroi du pouvoir législatif véritable, et avait recommandé à l'Administration d'envisager, en consultation avec le peuple nauruan, l'augmentation progressive des pouvoirs et des responsa-



bilités du nouvel organe. Le Conseil avait également recommandé d'établir un programme plus complet visant à préparer les Nauruans aux postes administratifs élevés afin de poursuivre la mise en œuvre des recommandations du Conseil à ce sujet.

Dans le rapport que le Conseil de tutelle a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que les conversations qui avaient eu lieu entre l'Administrateur et le Conseil des chefs en vue de réorganiser ledit Conseil avaient pris fin et que l'Administrateur avait édicté le 20 août 1951 la *Nauru Local Government Council Ordinance, 1951* (ordonnance sur l'administration locale de Nauru, 1951). A la même session, le représentant spécial a fait connaître au Conseil que les premières élections avaient eu lieu le 15 décembre 1951.

Cette ordonnance établit un Conseil administratif local (Nauru Local Government Council) composé de neuf membres élus au scrutin secret dans les districts, par les adultes, pour quatre ans au maximum. Le Conseil élit ensuite l'un de ses membres aux fonctions de chef supérieur. Le Conseil peut donner des avis à l'Administrateur sur toutes les questions intéressant les Nauruans, y compris l'élaboration de nouvelles ordonnances; il peut également édicter, sous réserve de l'approbation de l'Administrateur et à condition qu'ils soient compatibles avec la législation du Territoire, des règlements régissant ses travaux ou destinés à assurer l'ordre public et la paix dans le Territoire ainsi que le bien-être de ses habitants. Le Conseil peut également financer ou exploiter une entreprise ou une affaire quelconque et organiser, de sa seule initiative ou de concert avec l'Administrateur, des services publics ou sociaux. Avec l'approbation écrite de l'Administrateur, le Conseil peut se faire rémunérer pour les services qu'il fournit directement ou par l'intermédiaire de personnes qu'il emploie. Il existe un fonds du Conseil administratif local; ce dernier établit des prévisions budgétaires qu'il soumet à l'approbation de l'Administrateur. Lorsque des dépenses imputables sur le Fonds ne sont pas couvertes par des recettes du Conseil, elles sont financées par virement du Nauru Royalty Trust Fund.

A la suite de la recommandation formulée par le Conseil de tutelle au sujet de la préparation des Nauruans à des postes plus élevés, l'Autorité chargée de l'administration a fait connaître dans le même rapport qu'au 30 juin 1951, 250 des 302 employés de l'Administration étaient Nauruans. Des étudiants nauruans reçoivent un enseignement à l'étranger; leurs programmes d'études ont été choisis de manière qu'ils puissent occuper des postes importants à leur retour dans l'île.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil de tutelle félicite l'Autorité chargée de l'administration d'avoir remplacé le Conseil des chefs par un nouvel organe et exprime l'espoir que des renseignements complets touchant le fonctionnement de cet organe figureront dans le prochain rapport annuel.*

## **Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle**

### **Généralités**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'une analyse du rapport soumis au Conseil ainsi que des précédents rapports montrait que l'Autorité chargée de l'administration n'avait pas pris les mesures nécessaires pour encourager l'évolution des autochtones du Territoire sous tutelle dans les domaines politique, économique, social et de l'enseignement.

### **Participation autochtone**

Le représentant de la Chine a félicité l'Autorité chargée de l'administration d'avoir institué le Conseil administratif local (Nauru Local Government Council) et d'avoir élaboré un programme visant à préparer les Nauruans aux postes administratifs élevés.

Le représentant de l'Irak a accueilli avec satisfaction la décision de réorganiser le Conseil des chefs et de lui conférer des pouvoirs plus étendus.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'il n'existait aucun organe législatif, exécutif ou judiciaire à l'activité duquel les autochtones puissent participer et que, dans l'administration, seules les tâches purement techniques ou secondaires étaient confiées à des Nauruans. Il a ajouté que la réorganisation du Conseil des chefs revenait à changer le nom de cet organe dont les fonctions demeuraient purement consultatives. Dans ces conditions, le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre les mesures législatives et autres qui sont nécessaires pour assurer la participation des autochtones à l'activité des organes législatifs, exécutifs et judiciaires du Territoire.

Le représentant de l'Australie a fait observer qu'un nombre croissant de Nauruans était employé dans l'administration et qu'un système d'élections avait été introduit pour désigner les membres d'un conseil administratif local.

## **3. — PROGRES ECONOMIQUE**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil**

#### **Généralités**

L'économie du Territoire repose presque entièrement sur l'exploitation des phosphates qui, directement ou indirectement, fournit des emplois lucratifs à la population indigène et à une importante colonie d'immigrants. L'Autorité chargée de l'administration estime que les gisements de phosphates seront épuisés dans soixante-dix ans environ.

Il n'y a pratiquement pas d'autres ressources naturelles. La production du coprah a repris au début de 1950, après de nombreuses années d'interruption, et 7 t. 3 avaient été exportées au 30 juin 1951. Quelques parcelles de faible étendue sont cultivées dans le district de Buada et dans certaines parties de la zone côtière,

les légumes et les fruits récoltés étant consommés par les producteurs eux-mêmes. Quelques Nauruans se livrent à la pêche dont le produit est vendu sur place.

Le Nauru Cooperative Society, qui est exploitée par des Nauruans sous la direction du Conseil des chefs, s'occupe de commerce en général, pratique l'élevage des porcs et des volailles, gère une boulangerie, etc.

L'Autorité chargée de l'administration avait fait savoir au Conseil, à sa cinquième session, qu'elle n'oubliait pas qu'après l'épuisement des gisements de phosphates, les ressources de l'île ne suffiraient peut-être plus aux besoins des habitants autochtones, et qu'il pourrait être nécessaire de mettre les Nauruans en mesure de s'installer dans une autre île. Le Conseil avait manifesté son inquiétude à ce sujet en recommandant à l'Autorité chargée de l'administration d'élaborer des plans pour assurer une base économique saine pour l'avenir et de préparer les habitants autochtones à participer à toutes les activités publiques relatives à l'industrie des phosphates. Dans la résolution 332 (IV) qu'elle avait adoptée à sa quatrième session, l'Assemblée générale avait appuyé sans réserve ces recommandations.

Dans sa réponse, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, bien que le problème ne fût pas urgent, elle avait jugé prudent d'en tenir compte dans ses plans de développement pour Nauru. Elle a ajouté que toutes les activités publiques touchent indirectement l'industrie des phosphates et elle a signalé ses efforts pour augmenter la participation des Nauruans aux activités publiques en général.

A sa septième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'entreprendre des études qui lui permettent de déterminer si la population pourrait continuer à habiter l'île après l'épuisement des gisements de phosphates et d'étudier notamment la possibilité de développer la production du coprah, de créer une industrie indigène de la pêche, et de développer la production des denrées alimentaires. Le Conseil avait aussi exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuerait à accorder toutes facilités à la Nauru Cooperative Society pour qu'elle puisse développer son activité.

La Mission de visite pendant son séjour à Nauru est arrivée à la conclusion que la seule solution satisfaisante et durable serait de réinstaller plus tard les Nauruans dans une autre île ou sur un autre territoire, à moins que l'on ne découvre une autre source de revenus pour la population.

A la huitième session, le représentant spécial a fait savoir au Conseil que l'on procédait à des recherches pour déterminer s'il était possible de produire du kapok et de la fibre de coco et que l'on plantait depuis peu, à titre d'essai, de nouvelles espèces de cocotiers et des cœlletons d'ananas. Il a ajouté cependant que le développement de l'agriculture se heurtait à des obstacles sérieux. Le Conseil avait alors recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de continuer à étudier les possibilités économiques du Territoire afin d'établir l'avenir de ses habitants sur des bases sûres.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration

déclare que le problème de l'avenir de la population, après l'épuisement des gisements de phosphates, demeure à l'étude.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil de tutelle, préoccupé de l'épuisement inévitable des gisements de phosphates, recommande de nouveau à l'Autorité chargée de l'administration de rechercher tous les moyens d'assurer aux habitants d'autres sources de revenu afin d'établir leur avenir économique sur une base solide.*

## Industrie des phosphates

L'exploitation des gisements de phosphates de Nauru est contrôlée par les Gouvernements du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande depuis 1920, époque à laquelle ces pays se sont, aux termes d'un accord commercial, rendus acquéreurs de la Pacific Phosphate Co., Ltd., pour la somme de 3.500.000 livres. Les trois gouvernements ont, d'un commun accord, confié l'exploitation des gisements à un conseil de trois commissaires nommés à raison d'un par gouvernement. L'accord prévoit, en outre, que les phosphates seront exploités et vendus, sous la direction et la surveillance des commissaires, à un prix f.o.b. qui est fixé par les commissaires de manière à couvrir les dépenses d'exploitation et d'amortissement du prix d'achat.

Le personnel employé par l'industrie des phosphates à Nauru comprenait, au 30 juin 1951, 111 Européens, 1.381 Chinois et 105 Nauruans. Le relèvement de l'industrie, commencé après la guerre, est terminé et la production atteint actuellement un million de tonnes par an environ, c'est-à-dire un peu plus qu'avant la guerre. Le tableau suivant indique les exportations du Territoire au cours des dernières années :

Année prenant fin le 30 juin	Quantité en tonnes	Valeur en livres <sup>100</sup>
1947.....	96.473	192.946
1948.....	263.507	527.014
1949.....	680.746	1.174.287
1950.....	1.009.266	1.589.594
1951.....	950.744	1.378.579

Toutes ces exportations étaient destinées à l'Australie ou à la Nouvelle-Zélande.

A sa cinquième session, le Conseil avait invité l'Autorité chargée de l'administration à lui fournir, dans le rapport annuel suivant, des renseignements complets sur toutes les opérations des *British Phosphate Commissioners* et notamment sur les comptes financiers.

A sa septième session, le Conseil avait estimé que le rétablissement complet de la production de phosphates avait été généralement avantageux pour le Territoire, mais il avait relevé qu'il n'était toujours pas en mesure de faire le point de la situation économique parce qu'il ne disposait d'aucun renseignement sur les opérations des *British Phosphate Commissioners* intéressant uniquement Nauru, non plus que sur les prix effectivement payés pour les phosphates de Nauru, comparés aux prix du marché mondial.

<sup>100</sup> Les sommes indiquées dans le présent chapitre sont exprimées en livres australiennes; 125 livres australiennes = 100 livres sterling = 280 dollars des Etats-Unis.

Lorsqu'elle a cherché à obtenir des renseignements sur le prix des phosphates importés des différents pays par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, la Mission de visite a été informée par le Directeur général de l'industrie qu'il ne fallait guère s'attendre à ce que les *Commissioners* puissent fournir les renseignements demandés.

A sa huitième session, le Conseil avait répété qu'il n'était toujours pas en mesure de faire le point de la situation économique, parce qu'il ne disposait pas de renseignements sur les opérations financières des *British Phosphate Commissioners* intéressant uniquement Nauru, non plus que sur les prix effectivement payés pour les phosphates de Nauru, comparés aux prix du marché mondial.

Le rapport annuel pour 1950-1951 contient, comme le rapport précédent, le chiffre total des exportations de phosphates, en volume et en valeur, ainsi que les derniers comptes de la *British Phosphate Commissioners* pour Nauru et l'île Océan.

### Redevances sur les phosphates

Le barème des redevances par tonne de phosphates exportée au cours des années 1949-1950 et 1950-1951, est le suivant :

<i>Redevances payées à l'Administration ou pour son compte</i>	1949-1950	1950-1951
Pour couvrir les dépenses ordinaires de l'Administration .....	6d.	1s.
Pour rembourser l'avance pour la reconstruction .....	6d.	9d.
Pour rembourser l'avance pour le programme de logement des autochtones..	6d.	6d.
	1s. 6d.	2s. 3d.
<i>Redevances payées aux Nauruans ou pour leur compte</i>	1950-1951	1949-1950
Au propriétaire du terrain d'où la tonne de phosphates a été extraite.....	6d.	6d.
Au Nauru Royalty Trust Fund, pour le bénéfice exclusif des Nauruans.....	3d.	3d.
Au Nauruan Landowners' Royalty Trust Fund, pour être investies au profit des propriétaires de terrains.....	2d.	2d.
Au Nauruan Community Long-Term Investment Fund, pour être investies au profit des Nauruans.....	2d.	5d.
	1s. 1d.	1s. 4d.
<b>TOTAL DES REDEVANCES</b>	<b>2s. 7d.</b>	<b>3s. 7d.</b>

En outre, les *British Phosphate Commissioners* versent chaque année une somme forfaitaire de 12.000 livres au titre des droits de douane et d'autres taxes administratives. En 1950-1951, cette somme a été portée à 24.000 livres.

Le montant total perçu par l'Administration et les Nauruans sur les recettes provenant des phosphates s'est élevé en 1950-1951 à 194.342 livres, contre 142.364 livres en 1949-1950. Les montants effectivement versés au titre des redevances aux Nauruans et aux divers fonds ont atteint 55.268 livres contre 44.045 livres l'année précédente. Le solde créditeur du Landowners' Royalty Trust Fund a augmenté de 11.924 livres pour atteindre 124.005 livres et celui du Nauruan Community Long-Term Investment Fund, qui est de création plus récente, s'élève à 32.506 livres

grâce à une augmentation de 18.316 livres (pour plus de renseignements sur le Nauru Royalty Trust Fund, voir ci-dessous la section relative aux finances publiques).

Le nombre des déposants nauruans à la caisse d'épargne s'est accru de 42 pendant la même période, et le montant net des dépôts effectués par les Nauruans a augmenté de 874 livres, les chiffres correspondants pour l'année précédente étant 91 déposants et 6.949 livres.

A sa cinquième session, le Conseil avait relevé que les redevances payées sur les phosphates n'étaient pas réparties également entre les Nauruans, et il avait accueilli avec satisfaction les assurances données par l'Autorité chargée de l'administration, selon lesquelles elle s'efforçait de répartir plus largement lesdites sommes.

A sa huitième session, le Conseil avait constaté avec satisfaction la récente augmentation des redevances sur les phosphates versées au Nauruan Community Long-Term Investment Fund et avait prié l'Autorité chargée de l'administration d'examiner la possibilité d'augmenter encore les redevances versées au bénéfice des habitants. Le Conseil avait, en même temps, constaté avec satisfaction que les dépôts effectués par les Nauruans dans les caisses d'épargne avaient considérablement augmenté, ce qui reflétait l'amélioration de la situation économique des habitants due aux augmentations antérieures des redevances.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration déclare que lorsque les gisements ont été achetés à la Pacific Phosphate Co., Ltd., le taux des redevances dues aux propriétaires nauruans était de un demi-penny par tonne. Les redevances payables le 30 juin 1951 aux Nauruans ou à leur compte s'élevaient au total à 1 shilling 4 pence par tonne. Le taux des redevances payables aux Nauruans est revu de temps à autre, compte tenu des besoins actuels et futurs de la population nauruane.

Le représentant spécial a fait savoir au Conseil de tutelle, à sa dixième session, que le taux des redevances était fixé, non pas en fonction du prix des phosphates exportés, mais en fonction des besoins financiers actuels et futurs de la population du Nauru.

### Finances publiques

Le tableau suivant indique la situation financière du Territoire :

	1948-1949 (Livres)	1949-1950 (Livres)	1950-1951 (Livres)	1951-1952 (estimations) (Livres)
Solde reporté .....	4.175	5.706	-3.759	10.769
Recettes .....	34.204	42.103	85.019	95.000
	38.379	47.809	81.260	105.769
Dépenses .....	105.673	68.568	130.491	161.000
	-67.294	-20.759	-49.231	55.231
Avance pour la reconstruction .....	73.000	17.000	60.000	60.000
<b>SOLDE EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>5.706</b>	<b>-3.759</b>	<b>10.769</b>	<b>4.769</b>

Sur les 145.019 livres que le Territoire a reçues pendant l'année considérée, 137.138 livres ont été versées directement par les *British Phosphate Com-*

missioners (53.138 livres au titre des redevances, 24.000 livres représentant un versement forfaitaire et 60.000 livres au titre d'avance pour la reconstruction).

Les dépenses faites sur le budget général au profit des habitants autochtones se sont élevées à 23.160 livres, contre 13.359 livres l'année précédente.

Les dépenses afférentes à l'enseignement indigène et à un certain nombre d'autres activités sociales sont financées par le Nauru Royalty Trust Fund. Les débours de ce fonds se sont élevés à 8.048 livres au cours de l'année considérée contre 6.365 livres l'année précédente.

A sa cinquième session, le Conseil de tutelle avait pris note du fait que ces dépenses étaient imputées au Trust Fund, et il avait recommandé de couvrir ces dépenses au moyen de crédits du budget proprement dit et non par prélèvements sur le Trust Fund. Il avait en outre recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'étudier la possibilité de remplacer la capitation actuelle par un impôt sur le revenu.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré, dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, qu'elle avait décidé en 1950-1951 d'abolir la capitation. A la même session, le représentant spécial a fait savoir au Conseil qu'une ordonnance intitulée *Capitation Tax Repeal Ordinance* avait été adoptée après la fin de l'année; cette ordonnance abolit l'impôt de capitation; l'Administration n'a proposé aucun impôt de remplacement.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante:

*Le Conseil de tutelle se déclare satisfait de l'abolition de l'impôt de capitation.*

### Régime foncier

Sur une superficie totale de 2.100 hectares, les plantations de cocotier, le lagon ou les terres qui ne contiennent pas de phosphates couvrent 460 hectares et les terres dont on ne peut exploiter les phosphates couvrent 240 hectares. Les 1.400 hectares restants qui se trouvent sur le plateau central sont des terres contenant des gisements de phosphates exploitables; au 30 juin 1951, 235 hectares étaient exploités en totalité ou en partie, contre 220 hectares au 30 juin 1950.

Les Nauruans possèdent le sol, sauf une faible partie qui appartient à l'Administration et aux missions. Aux termes de l'accord conclu le 23 mai 1947 entre les propriétaires nauruans, l'Administrateur et les *British Phosphate Commissioners*, les *Commissioners* ont le droit de louer tout terrain de l'île contenant des phosphates ainsi que d'en extraire et d'en exporter les phosphates. Pour les terres prises à bail, les *British Phosphate Commissioners* versent, en plus des redevances, une somme forfaitaire de 45 livres par acre (112 livres 10 shillings par hectare). Les terrains non phosphatés peuvent être loués par les *British Phosphate Commissioners*, avec l'accord de l'Administrateur, pour un loyer annuel de 3 livres par acre (7 livres 10 shillings par hectare). Aucune loi ne prévoit l'expropriation pour cause d'utilité publique. A la date du 30 juin 1951, 75 hectares de terrains non phosphatés et environ 470 hectares de terres à phosphates étaient tenus à bail.

A sa huitième session, le Conseil avait jugé souhaitable que l'on entreprenne des études techniques afin de rechercher s'il était possible d'utiliser les terrains dont on aurait extrait le phosphate, et avait déclaré qu'il serait heureux de recevoir de l'Autorité chargée de l'administration des renseignements sur le résultat de ces études, dans les prochains rapports annuels.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration déclare que les enquêtes effectuées jusqu'à présent indiquent qu'en général, il ne serait pas possible d'utiliser les terres dont on a extrait le phosphate.

Au sujet de la pétition de la population des districts attenants de Yarren et de Boe, qui se plaint que le Gouvernement australien ait acquis à titre permanent et utilise une piste d'envol construite par les Japonais et située sur quelques-unes des meilleures terres de leur région, la Mission a considéré que des mesures devraient être prises de toute urgence pour arriver à un accord, lequel devrait assurer notamment le versement d'une compensation adéquate et le paiement des arriérés des loyers<sup>407</sup>.

Dans ses observations sur cette pétition, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que la question du versement d'une indemnité avait fait l'objet de négociations entre le Conseil des chefs et l'Administrateur, et que ce dernier avait soumis, en décembre 1950, des propositions relatives au paiement des arriérés des loyers.

A sa huitième session, le Conseil avait noté que l'Autorité chargée de l'administration faisait le nécessaire pour conclure un accord sur cette question avec le Conseil des chefs de Nauru et avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de mettre sans retard cet accord en application et de faire rapport à ce sujet au Conseil de tutelle, lors de sa prochaine session<sup>408</sup>.

A la dixième session, le représentant spécial a fait savoir au Conseil que dans l'affaire de la piste d'atterrissage se posait la question de l'agrandissement de cette piste que l'on envisage de porter de 4.000 à 5.000 pieds; il était convenu que l'Administrateur aurait pleins pouvoirs en ce qui concerne tant les expropriations nécessaires que le montant de l'indemnité à verser aux propriétaires nauruans.

### Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle

#### Généralités

Le représentant de l'Irak a exprimé l'espoir que l'Administration continuerait à étudier des plans destinés à assurer l'avenir du Territoire, en prévision de l'épuisement des gisements de phosphates.

Le représentant de la République Dominicaine a déclaré qu'en l'absence d'une coordination véritable de la production économique et à moins que l'Autorité chargée de l'administration n'étudie, comme il convient, les besoins de la population, le projet de faire de Nauru un Etat autonome demeurerait une pure utopie.

Le représentant du Salvador a félicité l'Autorité chargée de l'administration de son attitude à l'égard du

<sup>407</sup> T/Pet.9/7.

<sup>408</sup> Résolution 325 (VIII).

problème que constitue l'épuisement éventuel des gisements de phosphates.

Le représentant de la Belgique, tout en manifestant son inquiétude à propos de l'épuisement futur des gisements de phosphates, a exprimé des doutes quant à la possibilité de formuler, à l'heure actuelle, un plan précis pour faire face à une situation qui se présentera dans soixante-dix ans.

Le représentant de l'Australie a précisé qu'il partageait les doutes exprimés par le représentant de la Belgique et il a fait observer que les études et enquêtes entreprises en ce qui concerne les moyens de diversifier la production permettraient peut-être de trouver des possibilités autres que l'évacuation et l'installation des Nauruans dans un autre territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait remarquer que l'Autorité chargée de l'administration n'avait pas pris les mesures nécessaires au développement économique du Territoire et propres à servir les intérêts des autochtones et qu'elle avait, en fait, réduit l'île de Nauru à l'état de pays dépendant de ses ressources en matières premières.

### **Industrie des phosphates**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que la vie économique du Territoire avait été entièrement subordonnée aux activités des *British Phosphate Commissioners* qui détiennent un monopole de fait et qui se consacrent, avec rapidité, à l'exploitation des gisements de phosphates du Territoire dont ils tirent d'énormes bénéfices.

Le représentant de l'Australie a estimé qu'un contrôle trop rigoureux risquerait d'avoir des conséquences néfastes pour les entreprises industrielles qui sont nécessaires au développement économique de la région.

### **Redevances sur les phosphates**

Le représentant de la Chine a félicité l'Autorité chargée de l'administration d'avoir augmenté les redevances versées à l'Administration et aux Nauruans.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que l'Autorité chargée de l'administration n'avait pris aucune mesure pour assurer la sécurité future des autochtones du Territoire, non plus que pour garantir le versement de redevances convenables sur les phosphates exploités afin d'aider les autochtones à s'assurer des moyens d'existence dans le présent et dans l'avenir.

Le représentant de l'Australie a fait observer que les propriétaires nauruans tiraient un bénéfice direct des redevances sur les phosphates et qu'en outre, un *trust fund* avait été constitué pour faire face aux besoins économiques futurs des Nauruans.

### **Finances publiques**

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a exprimé l'espoir que les rapports futurs contiendraient des renseignements plus détaillés quant à l'utilisation précise des crédits figurant sous les diverses rubriques indiquées dans l'annexe statistique.

### **Régime foncier**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration poursuivait une politique d'aliénation des terres appartenant aux autochtones ; il a estimé que

le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de rendre à la population autochtone les terres qu'elle a aliénées d'une manière ou d'une autre et de ne plus permettre à l'avenir l'aliénation des terres appartenant aux autochtones.

## **4. — PROGRES SOCIAL**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil**

#### **Généralités**

Si la communauté nauruane a conservé, à certains égards, sa structure traditionnelle, l'industrie des phosphates n'en a pas moins modifié sa façon de vivre. Une partie de la communauté reçoit des redevances directes ; presque tous les hommes valides ont un emploi salarié, de sorte qu'ils ont renoncé à presque toutes leurs occupations antérieures. Bien que les Nauruans consomment une certaine quantité de produits locaux tels que le porc, la volaille, la noix de coco, les fruits et légumes tropicaux et le poisson, la plupart de leurs aliments sont actuellement importés.

La communauté européenne se compose de fonctionnaires de l'Administration, d'employés et de techniciens au service des *British Phosphate Commissioners*, de leurs familles et de quelques missionnaires.

La communauté gilbertaise se compose de manœuvres employés par les *British Phosphate Commissioners* et par l'Administration.

La communauté chinoise comprend des ouvriers qualifiés ou manœuvres employés par les *British Phosphate Commissioners*, et, dans une faible mesure, par l'Administration. Les ouvriers chinois n'ont pas le droit d'amener leur famille avec eux. Ils sont rapatriés à l'expiration de leur contrat d'un an, à moins qu'ils ne soient réembauchés.

Les communautés d'immigrants n'ont pas le droit de s'établir dans les régions autres que celles qui ont été prévues pour elles. Une disposition légale (*Movement of Natives Ordinance*) qui, au dire de l'Autorité chargée de l'administration, est interprétée d'une manière très libérale, limite les déplacements des autochtones à l'extérieur de leurs propres districts entre 22 heures et le lever du soleil et, à toute heure, les déplacements des Chinois à l'extérieur de leur zone d'habitation. Au cours de la période considérée, vingt-six Chinois et six Nauruans ont été condamnés pour infraction à cette ordonnance.

A sa cinquième session, le Conseil de tutelle, prenant note du fait que certaines lois et ordonnances, en particulier la *Chinese and Native Labour Ordinance* contenaient des dispositions de caractère discriminatoire, avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de réviser la législation en vigueur afin de supprimer toute disposition de caractère discriminatoire incompatible avec la Charte et l'accord de tutelle.

Dans son rapport pour l'année 1948-1949, l'Autorité chargée de l'administration avait fait savoir au Conseil qu'elle avait entrepris cette révision. Le Conseil avait alors demandé à l'Autorité chargée de l'administration de lui faire connaître où en était ladite révision ; il avait demandé en outre que soit également révisé à cette occasion le règlement qui prévoit une double censure des films.

La Mission de visite a constaté que les trois communautés qui habitent l'île vivaient à peu près complète-

ment séparées et qu'il existait des différences sensibles dans la manière dont elles étaient traitées par l'Administration et par les *British Phosphate Commissioners*. Elle a reconnu que l'application stricte de la doctrine de non-ségrégation et de non-discrimination dans une petite île comme Nauru, où les immigrants temporaires chinois sont tout aussi nombreux que la population autochtone, pourrait créer certaines difficultés; elle a estimé néanmoins que les restrictions actuellement appliquées étaient beaucoup trop sévères et qu'il conviendrait de rendre plus libérales les dispositions de la *Movement of Natives Ordinance*.

Dans ses observations présentées à la huitième session du Conseil, l'Autorité chargée de l'administration avait déclaré que les restrictions apportées aux déplacements des autochtones avaient été imposées dans l'intérêt général de la collectivité. Elle avait assuré à nouveau que l'Administration appliquait cette ordonnance dans un esprit libéral et délivrait sans difficulté l'autorisation de sortir des districts ou zones d'habitation pour des motifs valables.

À sa huitième session, le Conseil, rappelant ses précédentes recommandations concernant la *Chinese and Native Labour Ordinance* et la *Movement of Natives Ordinance*, avait invité l'Autorité chargée de l'administration à procéder sans délai à un nouvel examen de la situation en vue de modifier les dispositions de ces ordonnances et à informer le Conseil du résultat de ses efforts. Le Conseil avait recommandé notamment que cette ordonnance soit rendue plus libérale de façon à éliminer les restrictions imposées aux déplacements des Chinois.

Dans le rapport annuel que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la révision de ces ordonnances n'était pas encore terminée.

À la même session, le représentant spécial a fait savoir au Conseil que l'Administrateur ne croyait pas qu'il fût possible actuellement de rendre plus libérale l'interprétation donnée à la *Movement of Natives Ordinance*, ou de modifier l'ordonnance elle-même.

À sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil de tutelle prie l'Autorité chargée de l'administration de continuer à étudier la possibilité de modifier les dispositions de la Chinese and Native Labour Ordinance et de la Movement of Natives Ordinance en vue d'abolir les restrictions imposées aux déplacements des Nauruans et des Chinois.*

### Conditions sociales des travailleurs chinois

Les conditions sociales des travailleurs chinois de Nauru ont fait l'objet de recommandations adoptées par le Conseil à ses cinquième et septième sessions. Le Conseil a alors exprimé l'opinion que la pratique consistant à amener les travailleurs chinois à Nauru sans leur famille pouvait avoir des conséquences graves, et a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de s'efforcer de trouver à ce problème une solution humaine.

La communauté chinoise de Nauru, dans une pétition adressée à la Mission de visite en 1950, protestait contre les restrictions indiquées ci-dessus et, de plus, demandait instamment que les travailleurs chinois fussent autorisés à faire venir leur famille à Nauru.

La Mission de visite a rappelé le rôle important que joue la main-d'œuvre chinoise dans l'économie de l'île et elle a estimé qu'il convenait de donner satisfaction à cette requête sous certaines conditions précises, les plus importantes étant que les travailleurs soient engagés pour une durée plus longue et soient rapatriés avec leurs familles, à l'expiration de leur dernier contrat. D'une manière générale, la vie sociale de la communauté chinoise a paru à la Mission assez peu attrayante; elle a constaté aussi que les jeux de hasard étaient très répandus dans le quartier chinois. Elle a appris cependant qu'il n'était pas rare qu'environ 65 pour 100 des Chinois dont les contrats arrivent à expiration signent un nouvel engagement.

Dans son rapport pour 1949-1950, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué qu'elle avait examiné sous tous ses aspects la question de l'admission des familles des travailleurs chinois à Nauru, mais qu'elle n'avait pu encore trouver de solution pratique. Le principal obstacle est que, pour loger les ouvriers et leurs familles, il faudrait élargir la zone de résidence des Chinois, alors que le chef suprême déclare, au nom des Nauruans, qu'il ne doit pas y avoir de nouvel empiètement sur la superficie déjà restreinte dont disposent les Nauruans.

À sa huitième session, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de s'efforcer de résoudre le problème que pose l'admission des familles des travailleurs chinois en s'inspirant des suggestions faites par la Mission de visite.

De plus, le Conseil s'était inquiété de l'importance prise par les jeux de hasard dans la communauté chinoise et avait fait sienne l'opinion de la Mission de visite suivant laquelle il convenait de ne négliger aucun effort pour faire abandonner aux Chinois la pratique du jeu, en leur fournissant d'autres distractions et en leur permettant d'avoir une vie de famille normale.

L'Autorité chargée de l'administration, commentant cette dernière recommandation dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, a indiqué que des mesures pratiques avaient été prises en vue de faire abandonner la pratique du jeu en fournissant à la communauté chinoise d'autres distractions, notamment une nouvelle séance hebdomadaire de cinéma gratuit et de plus nombreuses facilités de sport et de divertissements.

À propos de la question des familles des travailleurs chinois, le représentant spécial, à la même session, a déclaré que l'attitude de l'Autorité chargée de l'administration, telle qu'elle était définie dans son rapport pour 1949-1950, restait inchangée.

À sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil de tutelle prie l'Autorité chargée de l'administration de s'attacher particulièrement à améliorer encore les conditions sociales des travailleurs chinois et notamment d'envisager la possibilité de permettre aux travailleurs chinois de se faire accompagner par leur famille.*

### Main-d'œuvre

La *Chinese and Native Labour Ordinance* constitue la législation de base du Territoire en matière de main-d'œuvre. Cette ordonnance stipule qu'à Nauru tout contrat de travail intéressant des Chinois, des Nauruans ou d'autres autochtones des îles du Pacifique doit être

signé en présence de l'Administrateur et approuvé par lui. Les travailleurs contractuels sont passibles de sanctions pénales; au cours de la période considérée, vingt Chinois ont été condamnés en vertu de cette ordonnance. Il n'existe pas d'associations d'employeurs ou d'employés officiellement constituées; la Mission de visite a cependant signalé que le Conseil des chefs défendait les intérêts des Nauruans en matière de salaires et de conditions de travail.

Au cours de la période qui fait l'objet du rapport pour l'année 1950-1951, le salaire de base des Nauruans employés par l'Administration était de 100 livres par an, ce qui représente une augmentation de 27 livres par rapport à l'année précédente. A ce salaire s'ajoute pour chaque personne à charge une allocation de 7 shillings 6 pence par mois. Le rapport ne contient aucune indication sur le salaire de base des travailleurs nauruans employés par les *British Phosphate Commissioners*, mais la Mission a été avisée qu'à dater du 1er juillet 1950, le salaire horaire serait porté à 10 pence, l'allocation familiale restant la même. La semaine de travail est de quarante-quatre heures, sauf en ce qui concerne les employés de bureau et les travailleurs d'équipe employés par l'Administration, pour lesquels elle est respectivement de trente-six et de quarante heures. Les Nauruans régulièrement employés bénéficient de deux semaines de congé par an, plus dix jours fériés.

Le rapport en question ne contenait aucune indication en ce qui concerne le salaire des employés chinois, mais la Mission de visite a été avisée qu'à partir du 1er juillet 1950, les salaires des manœuvres chinois passeraient de 6 livres 10 shillings à 8 livres par mois, et ceux des ouvriers qualifiés et des mécaniciens, de 14 à 16 livres par mois. Les Chinois sont nourris et logés gratuitement. Leur semaine de travail est de quarante-quatre heures, avec six fêtes chinoises chômées par an.

Les Européens employés dans l'île sont soit des fonctionnaires, soit des ouvriers spécialisés. Dans l'un et l'autre cas, leurs traitements ou salaires sont supérieurs à ceux que reçoivent généralement les Nauruans ou les Chinois. Les employés européens des *British Phosphate Commissioners* travaillent 40 heures par semaine et, après vingt et un mois de service, ils ont droit à un congé de trois mois.

A sa cinquième session, le Conseil, prenant note des inégalités entre les salaires payés respectivement aux travailleurs autochtones, aux travailleurs chinois et aux travailleurs européens, avait recommandé à l'Autorité chargée de l'Administration d'examiner à nouveau cette question afin de faire reposer le système des salaires sur le principe "à travail égal, salaire égal" et de permettre aux travailleurs de participer au règlement des questions de salaires et d'améliorer leur niveau de vie, grâce au relèvement des salaires.

Dans son rapport pour 1948-1949, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué qu'en matière d'emploi, il n'existait pas de discrimination fondée sur la nationalité. Les Nauruans sont employés à tous les travaux qu'ils sont capables de faire et on n'a recours à des immigrants que pour les tâches pour lesquelles la main-d'œuvre autochtone est insuffisante ou ne dispose pas des aptitudes nécessaires.

A sa septième session, le Conseil de tutelle avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration

de prendre les mesures nécessaires pour augmenter les salaires et assurer aux travailleurs chinois, gilbertais et nauruans un système de congés plus satisfaisant.

La Mission de visite qui s'est rendue dans le Territoire en 1950 a été saisie de pétitions de Nauruans qui demandaient un relèvement des salaires et une amélioration des conditions de travail et se plaignaient du traitement différent réservé aux travailleurs européens et aux travailleurs nauruans. La Mission, tout en considérant que d'une manière générale les Nauruans n'effectuaient pas le même genre de travail que les Européens ou les Chinois, a cependant estimé qu'on supprimerait chez les Nauruans le sentiment d'une injustice si l'on appliquait la semaine de quarante heures à tous.

Dans ses observations sur cette pétition, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la semaine de quarante-quatre heures semblait convenir à l'industrie des phosphates de Nauru. Cependant, afin de se procurer le personnel européen indispensable, il s'était révélé nécessaire d'embaucher les Européens sur la base de la semaine de quarante heures, conformément aux conditions d'emploi du pays où ils avaient été recrutés.

La pétition, déjà mentionnée, de la communauté chinoise de Nauru contenait également un certain nombre de demandes concernant le relèvement des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Dans les observations qu'elle a présentées à la huitième session du Conseil à ce sujet, l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir au Conseil que les salaires avaient été augmentés le 1er juillet 1950, ainsi qu'il a été mentionné plus haut.

Le Conseil avait alors noté avec satisfaction que les salaires des travailleurs nauruans et chinois venaient d'être augmentés; il avait cependant exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration et les *British Phosphate Commissioners* continueraient à s'intéresser au problème du barème des salaires des travailleurs nauruans et avait invité instamment l'Autorité chargée de l'administration et, par son intermédiaire, les *British Phosphate Commissioners*, à continuer d'étudier de façon permanente la question des salaires des travailleurs chinois en vue de les relever et de les fixer à un niveau aussi élevé que le permettraient les ressources de l'industrie.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a confirmé qu'une nouvelle augmentation de 26 livres par an avait été accordée aux employés nauruans à partir du 1er juillet 1951. Des augmentations ont également été accordées aux employés des *British Phosphate Commissioners* à la même date.

## Logement

En avril 1949, l'Administration a pris des dispositions pour la construction de 250 maisons de type européen qui devaient être louées aux Nauruans. Les frais de construction étaient estimés à environ 200.000 livres. Le loyer de ces maisons a été fixé à 5 shillings par semaine ce qui, de l'avis de l'Autorité chargée de l'administration et de la Mission, est un prix très modique. Il était néanmoins difficile pour les Nauruans de payer l'ameublement nécessaire, et des négociations avec le Conseil des chefs au sujet des dommages de



guerre, subis du fait de l'occupation japonaise de Nauru, ont abouti à un accord aux termes duquel l'Autorité chargée de l'administration fournira une somme de 15.000 livres pour la création d'une caisse destinée aux achats de mobilier. La Nauru Cooperative Society a créé une menuiserie qui fabrique des meubles pour les nouvelles maisons.

A sa huitième session, le Conseil s'était félicité des nouveaux progrès du programme de construction d'habitations pour les Nauruans et de l'initiative dont avait fait preuve la Nauru Cooperative Society, en fabriquant le mobilier nécessaire aux nouvelles maisons.

Dans le rapport annuel que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a signalé que le programme initial avait été entièrement exécuté et qu'on avait commencé la construction de cent nouvelles maisons d'habitation.

A la dixième session, le représentant spécial a fait connaître au Conseil que 244 des 250 maisons terminées étaient occupées. La question de l'ameublement présentait des difficultés, et l'Administration s'efforçait de déterminer les mesures à prendre pour procurer le mobilier nécessaire aux occupants de toutes les nouvelles maisons.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

*Le Conseil de tutelle prend acte avec satisfaction de l'achèvement du premier programme de logement pour les Nauruans.*

### **Santé publique**

Le Département de la santé est chargé d'assurer à la population autochtone les soins médicaux et chirurgicaux ainsi que les possibilités d'hospitalisation nécessaires et de développer l'assistance médicale à tous les groupes de la population. Les *British Phosphate Commissioners* sont chargés des services médicaux destinés aux Européens et aux Chinois.

Au cours de l'année considérée, l'Administration a consacré 19.712 livres à la santé publique, contre 10.841 livres l'année précédente. L'Administration entretient un petit hôpital général pour les Nauruans ; 521 malades hospitalisés et 2.658 malades consultants y ont été soignés en 1950-1951, contre 363 malades hospitalisés et 3.057 malades consultants l'année précédente. De plus, il existe trois dispensaires pour malades consultants, une léproserie et un dispensaire qui s'occupe des questions de médecine préventive, un sanatorium pour tuberculeux, un établissement de quarantaine, une clinique dentaire et un service de consultation pour nourrissons. Du matériel de radiologie et d'autres appareils ont été mis en service, en 1950-1951. L'effectif total du Département de la santé est passé de 25 à 27 personnes.

L'hôpital européen et l'hôpital chinois des *British Phosphate Commissioners* ont traité 685 malades hospitalisés et 3.940 malades consultants.

Parmi les malades en traitement à l'hôpital de l'Administration, on a surtout constaté des cas de lèpre (71), de bronchite et de broncho-pneumonie (71), de grippe (69) et de tuberculose (29). Sur les quinze décès enregistrés à l'hôpital de l'Administration, cinq étaient dus à la tuberculose, trois à des broncho-pneumonies et trois à des crises cardiaques.

A sa huitième session, le Conseil avait félicité l'Autorité chargée de l'administration de l'extension qu'elle avait donnée aux services de santé publique et l'avait invitée à développer la formation de médecins nauruans.

A la dixième session du Conseil, le représentant de l'Australie a déclaré que le Dr Austin, Directeur de la léproserie de Makogai, aux îles Fidji, avait récemment visité Nauru et fait un rapport sur le traitement de la lèpre dans le Territoire.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil de tutelle, considérant le nombre élevé des cas de lèpre et l'étude qui vient d'être faite du traitement de cette maladie, exprime l'espoir que les résultats de cette étude seront communiqués au Conseil dans le prochain rapport annuel.*

### **Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Généralités**

Le représentant de la Chine a rappelé que les mesures discriminatoires dont les Chinois et les autochtones font l'objet aux termes de la *Chinese and Native Labour Ordinance* et de la *Movement of Natives Ordinance* avaient déjà donné lieu à de nombreux commentaires. Il a instamment prié l'Autorité chargée de l'administration de ne négliger aucun effort pour remédier à cette situation et pour communiquer au Conseil des renseignements plus encourageants que ceux qu'elle lui a communiqués jusqu'à présent.

Le représentant de l'Irak a exprimé son inquiétude au sujet de l'existence d'un couvre-feu.

Le représentant de l'Australie a déclaré qu'il pouvait être nécessaire d'imposer certaines restrictions aux travailleurs chinois pour protéger le mode de vie des Nauruans.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que l'Autorité chargée de l'administration poursuivait une politique antidémocratique à l'égard des autochtones du Territoire sous tutelle et des travailleurs chinois en établissant une discrimination fondée sur la race, en violant de façon flagrante les droits des autochtones et en portant atteinte à leurs intérêts. Le fait que les autochtones ne peuvent se déplacer librement et reçoivent un salaire inférieur à celui des Européens qui accomplissent le même travail illustre cette politique de discrimination raciale. Le Conseil de tutelle devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de mettre fin à cette politique de discrimination raciale et de cesser de porter atteinte aux droits et aux intérêts de la population autochtone du Territoire sous tutelle.

#### **Conditions sociales des travailleurs chinois**

Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration éliminerait les pratiques discriminatoires dont les travailleurs chinois font l'objet en ce qui concerne les salaires et les heures de travail, et qu'elle trouverait bientôt une solution humaine au problème déjà ancien des familles de travailleurs chinois.

Le représentant de l'Irak a déclaré que le problème qui consiste à réunir les travailleurs chinois à leurs

familles mérite la plus grande attention de la part de l'Autorité chargée de l'administration; il a exprimé l'espoir que le Conseil adopterait une recommandation en ce sens.

### **Main-d'œuvre**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le fait que les autochtones reçoivent un salaire inférieur à celui des Européens qui accomplissent le même travail indique qu'il existe, dans le Territoire, une discrimination fondée sur la race. Il a fait remarquer que les travailleurs autochtones recevaient des salaires dérisoires.

## **5. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil**

Les crédits nécessaires à l'instruction des Nauruans sont fournis par le Nauru Royalty Trust Fund, tandis que les dépenses afférentes à l'instruction des Européens ainsi que le traitement du Directeur de l'enseignement et les autres dépenses d'ordre général sont imputées au budget ordinaire de l'Administration. Au cours de l'année considérée, les dépenses afférentes à l'instruction des Nauruans se sont élevées à 5.936 livres contre 4.470 livres l'année précédente. Les dépenses afférentes à l'instruction des Européens et les dépenses d'ordre général ont atteint 4.119 livres, ce qui représente une augmentation de 1.361 livres.

Les enfants nauruans de six à seize ans sont tenus de fréquenter l'école. L'enseignement est gratuit. Lorsque des élèves sont désignés pour continuer leurs études à l'étranger, les fonds nécessaires sont également fournis par le Nauru Royalty Trust Fund. L'ensemble du système scolaire est placé sous la direction d'un Directeur des écoles européen, assisté de trois instituteurs européens (dont l'un vient d'être rommé et chargé d'une classe maternelle) et de vingt-sept instituteurs nauruans.

On compte actuellement six écoles primaires publiques, une école secondaire qui vient d'être créée, une école dite spéciale rattachée à la léproserie et une école primaire pour les enfants européens. La seule école privée du Territoire est l'Arubo Mission School, dirigée par trois sœurs de la mission de l'Ordre du Sacré Cœur.

Au 30 juin 1951, le nombre des élèves nauruans fréquentant les écoles publiques était de 287 (donc cinq fréquentaient l'école spéciale), ce qui représente une augmentation de vingt-deux élèves par rapport à l'année précédente. Quatre-vingt-treize Nauruans fréquentaient l'école de mission privée. Le nombre des élèves européens inscrits à l'école européenne était de quarante-cinq (y compris un Chinois).

Actuellement, dix-huit étudiants se trouvent à l'étranger, dont trois jeunes filles et onze jeunes gens qui font leurs études secondaires en Australie, ce qui représente, pour cette année, une augmentation de huit étudiants. Deux étudiants en sont à leur dernière année d'études à l'Ecole centrale de médecine de Suva, aux îles Fidji, et deux autres font des études de théologie dans des universités d'Australie.

L'éducation des adultes et de la collectivité se fait surtout par des moyens visuels (films et bandes fixes). On signale cependant que de nombreux Nauruans fréquentent les cours du soir pour adultes. Il existe deux

bibliothèques dans le Territoire et l'on encourage les festivals de chant et les concerts.

A ses cinquième et septième sessions, le Conseil avait instamment prié l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures appropriées pour développer l'enseignement dans le Territoire et pour rouvrir le plus tôt possible les établissements d'enseignement secondaire.

L'Administration a fait savoir à la Mission de visite qu'elle se proposait de créer une école primaire centrale, un cours ménager pour les filles et une école primaire complémentaire donnant plus particulièrement un enseignement technique pour les garçons. La Mission a estimé que ce programme, s'il était complété par l'octroi de bourses d'études en Australie et aux îles Fidji, était suffisant, mais elle a fait observer qu'aucune mesure effective n'était prise actuellement pour le mettre à exécution.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir au Conseil que le Directeur de l'enseignement avait, dans le cadre du programme visant à introduire l'enseignement secondaire dans l'île, créé un cours de formation d'instituteurs nauruans. Deux fois par semaine il y a des cours pour adultes et des cours hebdomadaires permettant aux apprentis d'améliorer leur instruction générale.

A sa huitième session, le Conseil, tout en notant l'augmentation du nombre des étudiants qui suivaient des cours à l'étranger, avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'exécuter d'urgence les programmes de développement de l'enseignement à Nauru et, en particulier, d'instituer l'enseignement secondaire. Le Conseil avait également recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de développer les cours spéciaux destinés à former des instituteurs et l'avait priée de donner dans son prochain rapport annuel un compte rendu plus détaillé du développement de l'enseignement secondaire.

Dans le rapport qu'il a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a signalé que des cours d'enseignement secondaire avaient repris à Nauru dans un local provisoire, et qu'ils étaient suivis par trente élèves.

A la même session, le Représentant spécial a fait connaître au Conseil que neuf des dix-huit étudiants Nauruans qui étudiaient en Australie suivaient des cours pour devenir instituteurs.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil de tutelle exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration accordera une attention plus grande encore à la question de la formation des instituteurs et il lui demande d'inclure dans son prochain rapport annuel un exposé complet sur l'enseignement secondaire dans le Territoire.*

### **Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle**

Le représentant de la Chine a estimé qu'il était souhaitable de disposer de renseignements plus détaillés en ce qui concerne l'enseignement secondaire; avec le représentant de l'Irak, il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration accorderait une atten-

tion plus grande encore à la question de la formation des instituteurs.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique s'est déclaré heureux que les dépenses effectuées au titre de l'enseignement aient augmenté par rapport à l'année précédente; il a exprimé l'espoir que le prochain rapport annuel contiendrait un exposé plus détaillé des mesures prises et des résultats atteints dans le domaine de l'enseignement secondaire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que l'Autorité chargée de l'administration ne se préoccupait pas comme il con-

vient de l'instruction de la population autochtone et que la Mission de visite avait déjà indiqué dans son rapport que les facilités mises à la disposition des Nauruans dans le domaine de l'enseignement étaient inférieures à celles dont ils disposaient avant la guerre. Il a fait remarquer que l'Autorité chargée de l'administration poursuivait une politique de discrimination raciale à l'égard des autochtones dans le domaine de l'enseignement et que, comme on peut le constater dans le rapport, les crédits consacrés à l'instruction d'un écolier européen sont quatre fois supérieurs aux crédits consacrés à l'instruction d'un écolier nauruan.

## Chapitre X

### NOUVELLE-GUINEE

#### 1. — GENERALITES

##### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil

##### Géographie et population

Le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée est situé près de l'équateur; il est formé de six cents îles environ. Les régions les plus importantes sont constituées par la partie de l'île de la Nouvelle-Guinée que bordent, à l'ouest, la Nouvelle-Guinée néerlandaise et, au sud, le Papua, et par les îles voisines de la Nouvelle-Bretagne et de la Nouvelle-Irlande et l'île Bougainville. La majeure partie de Territoire, dont la superficie est d'environ 93.000 milles carrés, consiste en montagnes escarpées, couvertes d'une épaisse végétation tropicale. Le sol convient généralement à des cultures tropicales très diverses. Le climat est tropical, avec des différences locales importantes de pluviosité, de température et d'humidité.

Les statistiques de la population du Territoire pour les années 1949-1950 et 1950-1951 s'établissent comme suit :

	1949-1950	1950-1951
<b>Population autochtone</b>		
Dénombrée .....	770.055	811.714
Évaluée .....	301.050	282.300
<b>TOTAL</b>	<b>1.071.105</b>	<b>1.094.014</b>
<b>Population non autochtone</b>		
Européenne .....	6.201	6.429
Non européenne .....	2.479	2.527
<b>TOTAL</b>	<b>8.680</b>	<b>8.956</b>

D'après leurs caractéristiques physiques et linguistiques, on classe sommairement les autochtones en Papous, Papouo-Mélanésien, Négritos, Micronésien et Polynésien. On ignore le nombre des dialectes papous parlés dans le Territoire, mais on estime qu'il doit être supérieur à celui des dialectes mélanésien, dont cinquante-trois sont connus. Un mélange de dialectes mélanésien est en train de devenir la *lingua franca* de l'ensemble du Territoire.

##### Considérations générales

Tout en félicitant l'Autorité chargée de l'administration de l'œuvre qu'elle avait accomplie jusque-là dans le Territoire, notamment en ce qui concerne la reconstruction, le Conseil, à sa cinquième session, avait exprimé l'avis que l'Autorité chargée de l'administration devait néanmoins déployer des efforts plus énergiques si elle voulait atteindre, dans un avenir prochain, l'objectif qu'elle s'est fixé dans l'intérêt des habitants.

La Mission de visite de 1950 a constaté que le Territoire offrait de grandes possibilités, mais en était

encore au tout premier stade de son développement. Le réseau routier restait presque tout entier à construire et le pays avait un besoin immense de capitaux.

A sa huitième session le Conseil, prenant acte des grandes difficultés que rencontre l'Autorité chargée de l'administration en ce qui concerne le progrès politique, économique et social du Territoire ainsi que le développement de l'instruction, avait félicité l'Autorité chargée de l'administration des progrès réalisés et exprimé l'espoir qu'elle continuerait et intensifierait ses efforts en vue du développement du Territoire.

##### Forme et teneur du rapport

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil attire l'attention de l'Autorité chargée de l'administration sur la nécessité de donner dans ses rapports annuels des renseignements plus complets. En particulier, il constate que les renseignements que l'Autorité chargée de l'administration a communiqués au sujet de la mise en œuvre des précédentes recommandations du Conseil et de l'Assemblée générale n'ont pas toujours présenté un caractère suffisamment précis; il invite l'Autorité chargée de l'administration à faire figurer dans les prochains rapports annuels des renseignements plus détaillés sur les mesures qu'elle aura prises.*

##### Pénétration pacifique

La politique dite de pénétration pacifique a permis, au cours de la période considérée, de continuer à réduire la superficie considérable du Territoire qui échappe au contrôle de l'Administration.

Au 30 juin 1951, la superficie soumise à son autorité était de 65.570 milles carrés, contre 60.820 milles carrés au 30 juin 1950. Dans les régions non encore contrôlées, 9.252 milles carrés étaient sous l'influence de l'Administration, 3.530 milles carrés étaient partiellement soumis à son influence et 14.648 milles carrés avaient fait l'objet d'une pénétration par des groupes d'exploration. L'Autorité chargée de l'administration estime que le Territoire tout entier sera soumis à son autorité à la fin de 1954.

A sa cinquième session, le Conseil avait recommandé que l'Autorité chargée de l'administration : a) revoie les modalités d'application de sa politique de pénétration pacifique; b) recrute des chefs de groupes d'exploration d'une plus grande maturité d'esprit, formés d'une façon plus adéquate, et leur enseigne les principes de cette politique et la façon dont il convient de l'appliquer; c) prenne toutes les mesures possibles en vue de créer, dans les régions soumises à son autorité, des conditions telles que les habitants de celles qui ne sont pas soumises à son autorité puissent se rendre

compte des avantages que peut leur apporter une administration moderne.

A la huitième session, le représentant spécial a fait connaître au Conseil que les groupes d'exploration recevaient, avant leur départ, des instructions très détaillées concernant la région dans laquelle ils devaient pénétrer et les mesures qu'ils devaient prendre, et qu'ils avaient à leur tête des chefs expérimentés.

A la même session, le Conseil, prenant acte avec satisfaction du fait que de nouvelles régions du Territoire avaient été placées sous le contrôle de l'administration et du fait que l'Autorité chargée de l'administration avait l'intention de placer la totalité du Territoire sous sa complète autorité administrative avant la fin de 1954, avait exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration s'attacherait par tous les moyens possibles à l'accomplissement de cette tâche.

Dans le rapport soumis au Conseil à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que, pendant la période considérée, des groupes d'exploration se sont rendus dans tous les districts et qu'à la suite de ces visites, la superficie des régions non contrôlées a sensiblement diminué. Toutefois, la réduction de la superficie dite non contrôlée n'était pas encore officiellement sanctionnée à la fin de la période considérée.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Constatant que l'une des tâches essentielles de l'Autorité chargée de l'administration consiste à placer la totalité du Territoire sous son autorité, le Conseil a pris note avec intérêt des mesures que l'Autorité chargée de l'administration a prises dans ce domaine, au cours de l'année considérée; il exprime l'espoir que cette tâche sera terminée à la fin de l'année 1954.*

#### **Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Considérations générales**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré qu'il fallait, selon lui, féliciter l'Autorité chargée de l'administration de l'énergie et de l'enthousiasme dont elle avait fait preuve au cours de la période considérée dans l'administration d'un territoire vaste, primitif et difficile.

Le représentant de la France a estimé que l'Autorité chargée de l'administration poursuivait le développement du Territoire selon des principes satisfaisants, mais il a exprimé l'espoir qu'elle appliquerait une politique plus hardie qui permettrait d'associer les autochtones aux divers aspects de la vie du Territoire.

Le représentant de la Thaïlande a jugé que l'Autorité chargée de l'administration avait réalisé des progrès incontestables dans l'administration du Territoire.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique s'est déclaré persuadé que l'Autorité chargée de l'administration ne négligerait aucun effort pour assurer un équilibre entre les intérêts des habitants autochtones et ceux des immigrants, équilibre qui favoriserait le progrès des autochtones et les préparerait graduellement à l'autonomie.

Le représentant de l'Irak a déclaré que l'état arriéré du Territoire ne devait pas être, pour l'Autorité chargée

de l'administration, une raison de ne pas prendre les mesures nécessaires pour assurer le progrès de la population autochtone. Les déclarations de principe et les renseignements récents montraient que le développement du Territoire s'effectuait selon les méthodes coloniales. Le représentant de l'Irak a constaté avec regret que, à maintes reprises, l'Autorité chargée de l'administration n'avait pas tenu compte des recommandations du Conseil et il a estimé que ce dernier devait inviter l'Autorité chargée de l'administration à faire figurer dans son prochain rapport annuel un relevé complet de toutes les précédentes recommandations avec l'indication détaillée des mesures prises ou des raisons pour lesquelles aucune mesure n'a été prise.

Le représentant de la République Dominicaine a déclaré que sa délégation était satisfaite de la manière dont l'Autorité chargée de l'administration s'acquittait des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte et assurait l'évolution progressive du Territoire. Il a exprimé l'espoir que le prochain rapport annuel contiendrait des renseignements détaillés sur les programmes de développement à long terme.

Selon le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, les renseignements incomplets fournis par l'Autorité chargée de l'administration montraient que l'Autorité chargée de l'administration ne s'acquittait pas des obligations que lui impose la Charte et ne prenait pas les mesures nécessaires pour atteindre les buts essentiels de la Charte.

Le représentant du Salvador s'est déclaré satisfait, d'une façon générale, des efforts qu'avait déployés l'Autorité chargée de l'administration. Si l'on n'avait pas enregistré de progrès marqués au cours de l'année considérée, cela était dû, en grande partie, à certaines caractéristiques des autochtones.

Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'en dépit du caractère primitif de la population et du pays, du temps nécessaire à une pénétration pacifique et de l'impossibilité d'une évolution rapide, de très grands progrès avaient été réalisés au prix d'un dur labeur en l'espace de quelques années. On était fondé à formuler des critiques, mais certaines de celles qui avaient été formulées étaient exagérées et peu utiles. Dans la grande majorité des cas, l'Autorité chargée de l'administration prendrait des mesures s'inspirant des recommandations du Conseil, mais la Charte ne lui en faisait pas une obligation automatique dans tous les cas.

## **2. — PROGRES POLITIQUE**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil**

#### **Union administrative du Papua et de la Nouvelle-Guinée**

En vertu de la loi de 1949-1950 relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée, entrée en vigueur le 1er juillet 1949 et amendée en 1950, le Territoire sous tutelle constitue, avec le territoire voisin du Papua, une union administrative.

On trouvera les résultats de l'étude que le Conseil a faite de cette union administrative dans le rapport spécial sur la question des unions administratives concernant les Territoires sous tutelle <sup>409</sup>.

<sup>409</sup> A/2151, voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément n° 12*.

## Administration générale

Aux termes de la loi relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée (*Papua and New Guinea Act*), l'Administrateur a pour tâche de diriger le gouvernement du Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée réunis. Un conseil exécutif, nommé par le Gouverneur général, est chargé de conseiller et de seconder l'Administrateur. En 1951, ce conseil se composait de onze fonctionnaires de l'administration commune. Le Conseil législatif commun prévu par la loi a été officiellement installé le 26 novembre 1951. Jusqu'à sa création, c'est au Gouverneur général qu'il appartenait d'exercer ses attributions, c'est-à-dire de promulguer des ordonnances intéressant la paix, l'ordre public et la bonne administration du Territoire.

Sous l'autorité de l'Administrateur, onze bureaux assurent les services administratifs et techniques communs aux territoires du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Le Territoire sous tutelle lui-même est divisé en huit districts administratifs ayant chacun à sa tête un fonctionnaire désigné maintenant sous le nom de commissaire de district, qui est assisté par des adjoints et des chefs de groupes d'exploration.

A sa cinquième session, le Conseil avait estimé que la pénurie de personnel dans le Territoire sous tutelle constituait un obstacle sérieux au développement du Territoire et avait suggéré que l'Autorité chargée de l'administration examine la question de savoir si les conditions de service étaient assez intéressantes pour attirer en nombre suffisant les candidats les plus qualifiés.

A sa huitième session, le Conseil avait pris acte de l'augmentation du nombre des fonctionnaires de l'administration ainsi que du relèvement des traitements et indemnités. Il avait également pris acte des observations de la Mission de visite, suivant lesquelles il convenait d'augmenter les traitements et les indemnités pour charges de famille des fonctionnaires et d'améliorer leurs conditions de logement et avait exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuerait d'améliorer les conditions de service de ces fonctionnaires et s'attacherait notamment à améliorer leurs conditions de logement.

D'après le rapport soumis au Conseil à sa dixième session, les services administratifs du territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée comprenaient, au 30 juin 1951, 1.581 postes classés (Européens), dont 1.280 étaient pourvus, tandis que, l'année précédente, on comptait 1.573 postes dont 1.314 étaient pourvus<sup>410</sup>. Sur ces 1.581 postes classés, 413 étaient communs au Territoire sous tutelle et au territoire du Papua, 774 relevaient en propre du Territoire sous tutelle et 394 du territoire du Papua.

L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître qu'un nouveau tableau des postes avait été mis en vigueur au cours de la période considérée. Un amendement à ce tableau, approuvé au cours de l'exercice 1950-1951, a relevé les plafonds des traitements pour la majorité des postes avec effet rétroactif à compter du 29 décembre 1949. En outre, 8 postes

<sup>410</sup> Non compris le Service des travaux publics qui est dirigé par le Département des travaux publics et du logement du Commonwealth d'Australie. Vingt-six postes classés sont prévus au Service des travaux publics, mais ce service est fictif, ses attributions relevant maintenant du Département central.

ont été créés au cours de l'année et le taux des indemnités de cherté de vie a été relevé. L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître aussi que la formation du personnel à l'Ecole australienne d'administration pour les territoires du Pacifique s'était poursuivie pendant toute l'année suivant les principes indiqués dans le rapport annuel pour l'année 1949-1950.

## Participation des autochtones à l'administration

Les autochtones du Territoire de la Nouvelle-Guinée qui, en 1950 et en 1951, étaient au service de l'Administration se répartissaient comme suit :

	1950	1951
Police .....	1.544	1.246
Manceuvres .....	7.172	5.757
Travailleurs agricoles.....	444	114
Infirmiers, ambulanciers, auxiliaires de laboratoires .....	735	1.145
Employés de bureau et assimilés....	135	397
Artisans, marins et cuisiniers.....	848	859
Instituteurs et stagiaires.....	101	137
TOTAL	10.979	9.655

En outre, 11.490 autochtones ont été investis par l'Administration de fonctions officielles dans les villages et nommés *luluais*, *tultuls* et *tultuls* médicaux.

La Mission de visite de 1950 a indiqué dans son rapport que seuls les chefs supérieurs recevaient une rémunération (3 livres par an) et que les *luluais* ordinaires ne recevaient aucune rétribution. L'Administration l'a informée que la question d'une rétribution pour les fonctionnaires de villages était à l'étude. A sa septième session, le Conseil a attiré l'attention de l'Autorité chargée de l'administration sur l'avantage qu'il y aurait à donner à un nombre sans cesse croissant d'autochtones une formation qui leur permettrait d'occuper des postes de plus en plus élevés et de participer ainsi dans une plus grande mesure à l'administration du Territoire.

A la huitième session, le représentant spécial avait informé le Conseil que l'Administration et les missions avaient offert par le passé et continuaient à offrir à des travailleurs la possibilité de recevoir une formation technique et d'autres formes de préparation spécialisée, et il avait attiré l'attention du Conseil sur la formation professionnelle et médicale dont il est question dans les chapitres du rapport annuel consacrés à la santé publique et à l'enseignement.

A la même session, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre toutes les mesures nécessaires pour donner à la population autochtone du Territoire une formation qui lui permette d'occuper dans le plus court délai possible des postes comportant de plus grandes responsabilités dans l'administration du Territoire.

Se référant à cette recommandation dans le rapport présenté au Conseil à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué qu'elle fournissait, dans diverses sections du rapport, des renseignements sur les mesures qu'elle était en train de prendre pour donner aux autochtones une formation générale et technique. (Voir également ci-après, section 5, *Progrès de l'enseignement*.)

D'après le tableau du personnel de l'administration du Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée qui

figure dans le rapport, tous les postes classés peuvent être occupés par des Européens.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, rappelant les recommandations qu'il avait adoptées à sa huitième session, prend acte des progrès que l'Autorité chargée de l'administration a réalisés au cours de l'année considérée, en ce qui concerne l'emploi des autochtones dans certains services administratifs du Territoire. Il exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration redoublera d'efforts pour donner aux autochtones la formation qui leur permettra d'occuper des postes comportant de plus grandes responsabilités dans l'administration et qu'elle adoptera une politique plus énergique en vue de faire participer les autochtones aux diverses phases de la vie politique du Territoire.*

### **Conseil législatif**

La loi de 1949-1950 relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée prévoyait la création d'un Conseil législatif des territoires combinés du Papua et de la Nouvelle-Guinée, qui se composera de vingt-neuf membres, dont trois membres autochtones non fonctionnaires.

A sa cinquième session, le Conseil de tutelle avait recommandé que l'Autorité chargée de l'Administration : a) étudie la possibilité d'augmenter le nombre des membres autochtones de ce Conseil ; b) étudie la possibilité de créer un organe législatif distinct pour le Territoire sous tutelle ; et c) accroisse la participation des autochtones aux travaux du Conseil législatif, en vue d'y créer en fin de compte une majorité autochtone.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la composition du Conseil serait étudiée de nouveau avant la création de cet organe, qu'aucune décision n'avait été prise au sujet de la création d'une assemblée législative distincte pour le Territoire sous tutelle, et que la représentation des autochtones augmenterait à mesure que se développerait leur capacité à assumer des responsabilités de ce genre.

A sa septième session, le Conseil de tutelle avait exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration, lorsqu'elle examinerait de nouveau cette question, tiendrait compte des recommandations qu'il lui avait faites à ce sujet à sa cinquième session et l'avait invitée à lui faire connaître les résultats de ce nouvel examen.

A la huitième session, le représentant spécial a fait connaître au Conseil de tutelle que la création du Conseil législatif était toujours à l'étude.

A la même session, le Conseil de tutelle avait prié instamment l'Autorité chargée de l'administration de créer ce conseil sans plus tarder et de prendre sans délai les mesures voulues pour accroître la participation des autochtones au Conseil législatif, conformément à la recommandation que le Conseil avait formulée à sa cinquième session.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a informé le Conseil de tutelle, à sa dixième session, que le Conseil législatif prévu par la loi de 1949-1950 relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée avait été officiellement installé au mois de novembre 1951. Ce conseil se compose de vingt-neuf membres, à savoir l'Administrateur, seize membres

fonctionnaires et douze membres non fonctionnaires ; parmi ces derniers, trois sont européens et élus, les neuf autres sont nommés et se répartissent de la façon suivante : trois représentent les missions chrétiennes, trois autres la population non autochtone, et les trois derniers, la population autochtone. Deux des membres autochtones habitent le Territoire sous tutelle. Sur les vingt-neuf membres, dix résident en Nouvelle-Guinée. Le mandat des membres du Conseil législatif est de trois ans.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil prend acte de la création du Conseil législatif, qui comprend deux membres autochtones du Territoire sous tutelle, constate que c'est la première fois que les autochtones font partie d'un organe qui vote des lois pour le Territoire sous tutelle et exprime l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration s'efforcera d'étendre la participation des représentants autochtones en ce qui concerne le système législatif du Territoire.*

### **Administration locale**

Dirigée par les commissaires qui se trouvent à la tête de chacun des neuf districts, l'administration locale a pour base le village ou le groupe de villages, où l'autorité exercée par les *luluais* (chefs), désignés par l'Administration et agissant en son nom.

A ses cinquième et septième sessions, le Conseil avait recommandé que l'Autorité chargée de l'administration prenne les mesures nécessaires pour assurer la transition graduelle du système tribal à un système moderne de gouvernement autonome.

L'autorité chargée de l'administration a déclaré par la suite que le maintien du système tribal faisait partie de sa politique générale, qu'elle ne faisait aucun effort pour transformer ce système sauf lorsqu'il donnait lieu à des pratiques contraires à l'humanité et que son objectif était plutôt de lui donner, si possible, une orientation qui en permette le développement.

La Mission de visite de 1950 a été informée que le système actuel des chefferies ne serait maintenu que jusqu'à ce qu'il puisse être remplacé par des conseils de villages. Aux termes de l'ordonnance de 1949 relative aux conseils indigènes de village, l'Administrateur est autorisé à établir des conseils chargés, sous réserve de l'approbation de l'Administration, de maintenir la paix, l'ordre public et une bonne administration, d'organiser les services publics et les services sociaux et de lever les impôts, taxes et autres redevances. A un échelon plus élevé, la loi de 1949-1950 relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée, prévoit l'établissement de conseils consultatifs, pour les affaires indigènes, chargés d'"examiner toute question affectant d'une manière quelconque le bien-être des autochtones dans la région pour laquelle ils ont été créés et de conseiller l'Administrateur à ce sujet".

Après avoir examiné, à sa troisième session, la proposition de l'Autorité chargée de l'administration tendant à établir "des conseils consultatifs indigènes et des conseils de village", le Conseil de tutelle a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de procéder à un examen de la constitution et des pouvoirs des conseils indigènes consultatifs et des conseils de village envisagés, en vue de leur accorder une plus



grande initiative dans la conduite de leurs propres affaires et de préparer les habitants à prendre progressivement une part plus importante à l'activité des organes législatifs et des organes administratifs supérieurs du Territoire.

A sa cinquième session, le Conseil avait recommandé que, lorsqu'elle élaborerait l'ordonnance qui doit définir les pouvoirs et les fonctions des conseils de village, l'Autorité chargée de l'administration tienne compte des recommandations antérieures du Conseil. Il avait recommandé qu'elle fasse figurer dans l'ordonnance des dispositions qui assurent aux membres des conseils de village une formation élémentaire leur permettant de s'initier à la gestion des finances publiques et qu'elle leur confie certaines responsabilités en matière de finances.

Il a été question plus haut de l'ordonnance de 1949 qui autorise la création de conseils de village et qui définit leurs attributions. A sa septième session, le Conseil, prenant acte du fait que les premiers conseils devaient être créés et entrer en fonction avant le mois de juin 1950, avait invité instamment l'Autorité chargée de l'administration à augmenter dans la mesure du possible le nombre des conseils de village pendant l'année suivante, afin qu'il s'en établisse progressivement sur l'ensemble du Territoire, et à leur donner peu à peu des responsabilités accrues.

A sa huitième session, le Conseil avait pris acte avec satisfaction du fait que trois conseils de village indigènes avaient déjà été créés. Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, dans le cadre de l'évolution progressive de la population, tant dans le domaine exécutif qu'en matière de représentation, l'Autorité chargée de l'administration se proposait d'instituer un système de conseils à l'échelon du village, du secteur, du district et de la région, chaque conseil élisant les membres du conseil qui lui serait immédiatement supérieur et chaque conseil de région élisant à son tour les membres du Conseil législatif, de manière à former ce que l'on pourrait appeler une pyramide administrative.

A cette même session, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de faire tout ce qui était en son pouvoir pour créer de nouveaux conseils de village et, dès que cela se révélerait possible, des conseils de secteur dans les régions les plus avancées du Territoire.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'à la date du 30 juin 1951, on avait institué au total quatre conseils de village indigènes. Elle a ajouté que, dans les autres régions, des conseils de village non officiels continuaient d'exercer des fonctions purement consultatives. Bien que le rapport ne fit pas mention de conseils indigènes d'une autre catégorie, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'au cours de l'année, elle avait approuvé la création de conseils consultatifs de district et de conseils consultatifs municipaux, au sein desquels ne peuvent siéger que des non-autochtones. Elle a annoncé la création prochaine, dans chacun des huit districts, d'un conseil consultatif de district chargé de fournir au commissaire, qui en serait Président, des avis sur l'administration du district. Les autres membres, dont le nombre ne dépasserait pas huit, seraient choisis par

l'Administrateur sur une liste de candidats présentée par le commissaire de district. Des conseils consultatifs municipaux ont été créés dans les cinq villes les plus importantes; ils sont chargés de conseiller l'administration sur les questions relatives aux circonscriptions municipales et sont composés de citoyens représentatifs et de fonctionnaires.

A sa dixième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil constate avec satisfaction que, depuis l'examen du dernier rapport annuel, un quatrième conseil indigène de village a été créé et que deux nouveaux conseils seront prochainement constitués; il recommande à l'Autorité chargée de l'administration de poursuivre activement la création de conseils de village.*

*Le Conseil prie l'Autorité chargée de l'administration de donner dans son prochain rapport annuel des renseignements sur les mesures qu'elle aura prises, dans l'intérêt des autochtones, pour créer des conseils consultatifs distincts pour les autochtones et les non-autochtones; il recommande à l'Autorité chargée de l'administration d'envisager la nomination de membres autochtones aux divers conseils de districts et conseils consultatifs municipaux.*

### **Droit de vote**

Jusqu'au moment de l'adoption de la loi de 1949 relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée, il n'existait aucun organe élu dans le Territoire et, par conséquent, il n'y avait ni lois ni règlements électoraux. Le Conseil, à sa septième session, a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de commencer à instituer des méthodes de suffrage qui permettent d'aboutir à l'établissement d'un système électoral moderne fondé sur le suffrage universel.

La loi relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée dispose que le Conseil législatif doit compter trois membres non fonctionnaires et "élus, dans les conditions fixées par une ordonnance, par les électeurs du Territoire". Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a informé le Conseil, à sa dixième session, que l'ordonnance à ce sujet (*Legislative Council Ordinance, 1951*) a été promulguée en septembre 1951. Aux termes de cette ordonnance, "peut être inscrite sur les listes électorales toute personne qui a sa résidence dans le Territoire, qui n'est ni autochtone, ni étrangère au sens de l'article 5 du *Nationality and Citizenship Act, 1948-1950* qui est majeure et qui a eu une résidence permanente dans le Territoire pendant les douze mois au moins qui ont précédé sa demande d'inscription sur les listes". Un étranger est défini comme n'étant ni sujet britannique, ni citoyen irlandais, ni protégé australien (personne née en Nouvelle-Guinée ou à Nauru).

En ce qui concerne le mode d'élection des membres des conseils indigènes de village, le rapport annuel que le Conseil a examiné à sa dixième session, a exposé la méthode utilisée dans un cas précis et indiqué que les membres du Conseil devaient être élus soit au scrutin public, soit au scrutin secret.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait connaître au Conseil de tutelle, à sa dixième session, que dans un village tous les hommes adultes qui paient des impôts peuvent voter; si une femme désire voter, il suffit qu'elle s'inscrive

comme contribuable. Le Conseil de village de Rabaul a perçu une taxe de 4 livres pour les hommes et d'une livre pour les femmes qui s'étaient inscrites comme contribuables.

### **Juridictions autochtones**

Aucun tribunal judiciaire exclusivement composé d'autochtones n'est reconnu comme faisant partie de l'organisation judiciaire du Territoire. Il existe des tribunaux de village, dont le fonctionnement est entièrement déterminé par la coutume.

A sa cinquième session, le Conseil avait recommandé que l'Autorité chargée de l'administration prenne les mesures nécessaires en vue de donner, dans les cas opportuns, un statut légal aux tribunaux coutumiers et autres institutions indigènes traditionnelles et de les rattacher au système judiciaire existant.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'article 63 de la loi de 1949 relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée prévoyait l'établissement de tribunaux autochtones. Composés exclusivement d'autochtones, ces tribunaux s'ajouteraient aux tribunaux indigènes qui existent déjà dans le Territoire.

A sa septième session, le Conseil avait noté avec satisfaction que l'Autorité chargée de l'administration avait l'intention de reconnaître officiellement les juridictions traditionnelles autochtones et de les placer sous le contrôle effectif de l'Administration.

A sa huitième session, le Conseil, prenant acte de la déclaration de l'Autorité chargée de l'administration selon laquelle l'ordonnance créant les tribunaux indigènes n'avait pas encore été promulguée, avait prié instamment l'Autorité chargée de l'administration de mettre en application les dispositions pertinentes de la loi de 1949 relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée et lui a demandé de faire rapport au Conseil.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'à la fin de la période considérée, elle procédait à une étude des dispositions qui figureraient dans une ordonnance et dans des règlements autorisant la création de ces tribunaux de villages indigènes.

A sa dixième session le Conseil a adopté la recommandation suivante :

*Le Conseil, constatant qu'à la fin de la période considérée, l'Autorité chargée de l'administration envisageait la publication d'une ordonnance et de règlements concernant la création de tribunaux indigènes de village, prie instamment l'Autorité chargée de l'administration d'agir dans ce sens dans l'avenir immédiat.*

### **Statut des habitants**

Le statut national des autochtones du Territoire n'est encore défini par aucune loi. Les habitants non autochtones conservent leur nationalité et leur citoyenneté propres.

A sa septième session, le Conseil avait invité instamment l'Autorité chargée de l'administration à envisager l'adoption de mesures destinées à accorder aux habitants du Territoire un statut national distinct.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le statut national des autochtones du Territoire n'était encore défini par aucune loi.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a informé le Conseil, à cette même session, qu'aux termes d'un amendement apporté, au mois d'octobre 1951, aux règlements relatifs à la citoyenneté (*Citizenship Regulations*), le statut de "protégé australien" a été conféré, en vertu du *Nationality and Citizenship Act, 1948-1950*, aux habitants autochtones du Territoire, ainsi qu'à tous les Chinois et autres personnes nés en Nouvelle-Guinée et qui ne sont pas sujets britanniques.

### **Etat civil**

Il n'y a pas de registres de l'état civil dans le Territoire. A l'heure actuelle, l'enregistrement des naissances et des décès n'est obligatoire que pour les habitants non autochtones. L'Administration estime qu'au stade actuel de développement du Territoire, il est impossible de rendre obligatoire l'enregistrement des naissances et des décès parmi les habitants autochtones.

A sa septième session, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de préparer l'établissement de registres de l'état civil.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a informé le Conseil, à sa dixième session, que l'Autorité chargée de l'administration envisageait de commencer l'établissement d'un registre de l'état civil pour la population autochtone en demandant aux conseils indigènes de village d'enregistrer les naissances et les décès des habitants de leur circonscription.

### **Maintien de l'ordre public**

La Mission de visite a appelé l'attention du Conseil sur l'agitation constatée dans le district de Manus et connue sous le nom de "mouvement Paliau"<sup>411</sup>. La Mission a estimé que ce mouvement pouvait être plus qu'une agitation locale et temporaire résultant des bouleversements causés par la guerre. La Mission a appris qu'il existait des mouvements analogues dans le district de Madang et elle a pris note du mouvement connu sous le nom de "culte du cargo" qui s'est répandu dans diverses îles du Pacifique. Étant donné que le mouvement Paliau et les autres mouvements anti-sociaux ont de profondes répercussions spirituelles, politiques, sociales et économiques, la Mission a estimé qu'il conviendrait de les observer de très près afin d'en découvrir toutes les causes et d'y apporter les remèdes qui s'imposent.

A sa huitième session, le Conseil avait prié l'Autorité chargée de l'administration de faire figurer dans son prochain rapport annuel des renseignements détaillés sur le mouvement Paliau, le mouvement dit "culte du cargo" et les mouvements de même nature constatés dans le Territoire ; il avait demandé également des renseignements sur les rapports qui pourraient exister entre ces divers mouvements.

L'Autorité chargée de l'administration a fait figurer ces renseignements dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session.

En ce qui concerne les "cultes du cargo", l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il s'agit de va-

<sup>411</sup> Les principales observations de la Mission figurent dans le rapport du Conseil de tutelle sur sa troisième session extraordinaire et ses huitième et neuvième sessions (voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément n° 4*, p. 271). Voir aussi le rapport de la Mission de visite, *Documents officiels du Conseil de tutelle, huitième session, Supplément n° 4* (T/899).

riantes modernes d'une tradition indigène qui semble avoir existé avant l'arrivée des Européens et avant que les autochtones n'aient pas contact avec le mode de vie occidental. En général, le culte prend naissance de la manière suivante : un ou plusieurs habitants d'un village prétendent avoir été en rapport avec leurs ancêtres, et avoir ainsi appris que de grandes quantités de marchandises allaient arriver par bateau ; en attendant le "cargo", il arrive que les habitants saccagent leurs jardins et tuent leurs porcs et leurs volailles. Lorsqu'ils se rendent compte que le bateau n'arrive pas, ils cessent de faire confiance à leurs chefs et le mouvement s'effrite.

Il ne semble pas y avoir de rapport bien défini entre le mouvement Paliau et les mouvements inspirés du "culte du cargo" qui ont eu lieu dans d'autres parties du Territoire ; il est vrai qu'il y a eu une manifestation peu violente dans l'île de Manus à l'époque même où le mouvement Paliau y a fait son apparition.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le mouvement ou culte Paliau a touché près du tiers des 13.000 autochtones du district de Manus. Paliau, le chef du mouvement, qui est un ancien sergent de la police de la Nouvelle-Guinée, avait vécu à Rabaul pendant l'occupation japonaise ; après son retour dans son village natal, à Baluan, il a réussi, entre 1946 et 1950, à créer un culte politique et religieux qui s'est répandu sur presque toute la partie méridionale du district de Manus.

La doctrine de Paliau n'avait pas seulement des répercussions dues à son caractère religieux ; ses adeptes souffraient de voir leur mode de vie et leurs techniques en retard par rapport à ceux des Européens. Paliau a emprunté au dogme chrétien certains éléments qu'il a fondus avec des principes éprouvés d'administration indigène pour en faire tout un système politique et religieux. C'est un homme plein d'énergie, un bon organisateur, qui connaît le pidgin mélanésien, et qui a de remarquables dons d'orateur ; enfin, il s'adresse à des esprits impatients et mécontents, à des hommes avides de progrès.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'en 1946, il y avait eu à Baluan et dans les îles voisines, des manifestations du "culte du cargo" sans rapport direct avec le mouvement Paliau, bien que certains des adeptes de Paliau y aient participé. Un petit groupe d'autochtones, dont Paliau lui-même, ont été conduits à Port-Moresby, où on leur a expliqué les plans de l'Administration pour le progrès économique, social et politique de la population autochtone.

En mai 1949, Paliau a été nommé *luluai* de Baluan. En novembre 1949, les récoltes étaient devenues, grâce à lui, excédentaires et il avait amélioré de façon sensible les conditions de logement de la population.

En avril 1950, à la suite de certains bruits selon lesquels plusieurs chefs autochtones avaient tenté de s'arroger des pouvoirs judiciaires et après une enquête menée dans un village de l'île de Baluan, Paliau a été reconnu coupable d'avoir, en décembre 1949, répandu de fausses nouvelles tendant à provoquer des désordres et d'avoir dit à un nommé Malai, de Pam, que lui, Paliau, avait toute autorité pour donner à Malai le pouvoir de nommer les membres d'un tribunal et que par conséquent aucune affaire judiciaire ne devait plus être soumise au juge du gouvernement. Paliau a été

condamné à six mois de prison. Après avoir été remis en liberté, il a de nouveau été conduit à Port-Moresby, où des fonctionnaires lui ont expliqué le rôle très utile qu'il pouvait jouer en contribuant à l'évolution graduelle de la population ; il a assisté à divers conseils de village ainsi qu'à des réunions éducatives, et à d'autres réunions organisées par des sociétés coopératives.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, depuis son retour à Baluan, Paliau a fait preuve de circonspection : il a parlé de la nécessité de développer l'instruction primaire. Le nombre des enfants qui désirent être admis à l'école de l'Administration a augmenté et les habitants se montrent tout disposés à collaborer avec les autorités.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait savoir au Conseil, à sa dixième session, qu'après la fin de l'année considérée, Paliau a été élu membre du Conseil de village de Baluan, dont il a été ensuite nommé président ; Paliau s'est acquitté de ses fonctions avec intelligence et zèle. Toutefois, en octobre 1951, il a été reconnu coupable d'une infraction au paragraphe 2 de l'article 84 des *Native Administration Regulations* et condamné à trois mois de prison. Le délit en question concernait uniquement sa moralité personnelle et n'avait aucun rapport avec son activité publique. Au moment de son emprisonnement, l'Administration a décidé de n'imposer à Paliau, après sa mise en liberté, aucune restriction touchant l'exercice de son mandat de président du Conseil de Baluan ou sa participation aux affaires publiques de la région.

### **Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle**

### **Union administrative du Papua et de la Nouvelle-Guinée**

Le représentant de l'Union des républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration cherchait à renforcer le régime colonial dans le Territoire par la prétendue union administrative entre le Territoire sous tutelle et la colonie voisine du Papua et qu'il s'agissait en réalité d'une étroite union politique et économique. Par cette union, qui constituait une violation flagrante de la Charte, l'Autorité chargée de l'administration empêchait le Territoire d'évoluer, en tant qu'entité distincte, vers l'autonomie ou l'indépendance, buts énoncés dans la Charte. La délégation de l'Union des républiques socialistes soviétiques a renouvelé la proposition qu'elle avait déjà faite lors des cinquième et huitième sessions du Conseil, et qui tendait à ce que ce dernier recommande à l'Autorité chargée de l'administration de créer, dans le Territoire sous tutelle des organes législatifs et administratifs qui ne soient pas subordonnés à ceux qui pourraient être établis dans le cadre de l'union entre le Territoire sous tutelle et la colonie du Papua, et de prendre, à cet effet, des mesures législatives et autres pour assurer la représentation des autochtones dans les organes législatifs, exécutifs et judiciaires du Territoire sous tutelle.

### **Administration générale**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a été heureux de constater l'augmentation des traitements et

indemnités perçus par les fonctionnaires des services publics.

### **Participation des autochtones à l'administration**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté que pas un seul autochtone ne participait à l'administration du Territoire et que l'Autorité chargée de l'administration ne prenait aucune mesure afin d'assurer cette participation.

Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'administration devait actuellement continuer à être en majeure partie assurée par des Australiens car seul un peuple d'une culture avancée pouvait donner exemples et préceptes. Touchant la formation intellectuelle de la population autochtone, il a déclaré que l'instruction intensive d'un groupe restreint permettrait de créer une élite, mais que cette élite serait isolée d'un immense prolétariat et que le meilleur moyen de réaliser des progrès dans la voie de l'autonomie démocratique était d'assurer la formation civique de tous les habitants. Des autochtones occupaient déjà dans l'administration des postes correspondant à leurs aptitudes actuelles et occuperaient progressivement des postes plus élevés.

### **Conseil législatif**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est félicité de la création du Conseil législatif et des divers conseils locaux, et a jugé que le progrès politique du Territoire était bien préparé.

Le représentant de la Thaïlande a regretté que l'Autorité chargée de l'administration n'ait pas institué un conseil législatif distinct pour le Territoire sous tutelle, mais a estimé que la création du Conseil législatif mixte, dans lequel siégeaient des autochtones, constituait un progrès indéniable. Il a instamment invité l'Autorité chargée de l'administration à étudier la possibilité d'augmenter le nombre des membres autochtones du Conseil, la participation aux travaux de ce conseil présentant une grande valeur éducative.

Selon le représentant de la Chine, l'Autorité chargée de l'administration devait être félicitée d'avoir créé le Conseil législatif mixte, mais le fait était que les recommandations du Conseil relatives à la création d'un conseil législatif distinct et à une plus grande participation des autochtones à l'administration étaient restées lettre morte. Le Conseil devait donc renouveler ses recommandations à ce sujet.

Ce même représentant a estimé que l'élément asiatique de la population non autochtone était suffisamment important pour avoir droit à une représentation distincte parmi les membres non fonctionnaires du Conseil législatif élus et nommés. Il a proposé que le Conseil adopte une recommandation à cet effet.

Le représentant de l'Irak s'est déclaré préoccupé par la politique que l'Administrateur du Commonwealth avait exposée lors de la cérémonie d'installation du Conseil législatif. Dans la déclaration, l'Administrateur avait fait état, en premier lieu, des aspirations à l'autonomie des habitants du Territoire d'origine australienne et n'avait parlé qu'ensuite des obligations imposées par la Charte à l'égard des habitants autochtones, bien plus nombreux et qui, disait-on, étaient encouragés à rechercher une participation croissante à l'administration du Territoire. Le représentant

de l'Irak a estimé que, par suite de l'augmentation continue de la population européenne due à la politique déclarée de colonisation, une pression accrue serait exercée pour que les intérêts européens jouent un rôle prépondérant au Conseil.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les autochtones étaient tenus à l'écart de toute participation à l'exercice du pouvoir législatif, administratif et judiciaire.

Le représentant du Salvador a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration ne tarderait pas à mettre en œuvre les recommandations du Conseil de tutelle visant à assurer une participation plus grande de la population autochtone aux travaux du Conseil législatif.

### **Administration locale**

Le représentant de la Belgique a déclaré que, sur certains points, les méthodes d'administration locale ne donnaient pas entière satisfaction à sa délégation. En particulier, on n'avait pas clairement expliqué si les *luluais* étaient des autorités traditionnelles capables d'assumer certaines responsabilités ou s'il s'agissait d'autorités imposées par l'Autorité chargée de l'administration et incapables, par conséquent, d'assumer des responsabilités.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les *luluais* étaient généralement les chefs reconnus des villages et étaient par conséquent, en mesure d'assumer des responsabilités.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est déclaré satisfait de la création de plusieurs conseils de villages indigènes élus et habilités à lever des impôts.

Le représentant de la France a estimé qu'il y aurait avantage à ce qu'un certain nombre d'autochtones soient nommés immédiatement membres des divers conseils consultatifs de district et municipaux.

Le représentant de la Thaïlande a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration ne perdrait pas de vue l'opportunité de créer des conseils indigènes de district et de secteur le plus tôt possible.

Le représentant de l'Irak a constaté avec regret que les conseils consultatifs municipaux et de district ne s'occupaient que des intérêts des Européens et que les autochtones étaient relégués sur le plan politique au rang de fonctionnaires subalternes de village, agissant strictement sous le contrôle du personnel européen.

Selon le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, c'était dans un esprit manifeste de discrimination raciale que les conseils consultatifs municipaux et de district avaient été institués. Les autochtones n'étaient même pas représentés à ces conseils consultatifs.

Le représentant du Salvador a estimé qu'il y avait lieu de féliciter l'Autorité chargée de l'administration de la création de conseils de village.

Selon le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le système tribal actuellement en vigueur dans le Territoire sous tutelle et encouragé par l'Autorité chargée de l'administration étant incompatible avec les progrès politiques que doit réaliser la population du Territoire sous tutelle pour atteindre l'autonomie et l'indépendance, le Conseil devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de

prendre des mesures pour assurer le passage du système tribal à un régime d'autonomie reposant sur des principes démocratiques.

Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, bien que l'organisation tribale ne fût pas très développée, le Gouvernement australien avait l'intention d'utiliser les éléments de cette organisation comme base de l'évolution progressive vers un gouvernement démocratique.

Le représentant du Salvador a fait observer que la participation des autochtones à l'administration de la justice ne s'exerçait que dans les tribunaux de village.

### **Statut des habitants**

Le représentant de la République Dominicaine a manifesté son intérêt pour les mesures prises par l'Autorité chargée de l'administration afin de définir la citoyenneté et la nationalité des habitants du Territoire.

### **Maintien de l'ordre public**

Le représentant du Royaume-Uni a félicité l'Autorité chargée de l'administration de son exposé complet du mouvement Paliau et du "culte du cargo".

## **3. — PROGRES ECONOMIQUE**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil**

#### **Situation générale de l'économie**

L'agriculture, une transformation limitée des produits agricoles et l'exploitation minière sont les principales activités économiques du Territoire. Il n'existe aucune industrie secondaire importante et le traitement des produits agricoles se limite presque entièrement au concassage et au séchage du coprah, à la fermentation et au séchage des fèves de cacao et à la dessiccation d'assez faibles quantités de noix de coco. Les mines d'or jouent un rôle important dans la vie économique; elles sont exploitées surtout par des sociétés non autochtones. Le Territoire est tributaire de l'étranger pour l'ensemble de ses approvisionnements en produits manufacturés et pour une grande partie des denrées alimentaires nécessaires aux non-autochtones. Les directeurs et une grande partie du personnel de la plupart des entreprises de commerce, des compagnies de transports maritimes et aériens et des exploitations agricoles et minières sont des non-autochtones d'origine européenne. Le petit commerce, les métiers du vêtement et la menuiserie sont entre les mains des Chinois.

La population autochtone ne connaît guère que l'économie dite de subsistance. Toutefois, d'après l'Autorité chargée de l'administration, elle témoigne un intérêt croissant pour les cultures marchandes et constitue des coopératives de plus en plus nombreuses. En 1951, les autochtones ont produit environ un sixième du coprah exporté et, avec l'aide du Département de l'agriculture, ils ont commencé à planter des cacaoyers et des caféiers. Les rizières d'Amele, exploitées collectivement, s'étendent maintenant sur une superficie de 150 acres. Du riz a déjà été vendu et les autochtones achètent actuellement, avec les fonds de la collectivité, l'équipement nécessaire au traitement du riz. Beau-

coup d'autochtones sont employés dans les plantations et les mines ou comme domestiques.

Au cours de sa quatrième session, l'Assemblée générale avait exprimé son approbation sans réserve de toutes les mesures prises en vue d'une plus grande participation des autochtones aux bénéfices et à la direction des entreprises publiques ou privées qui s'occupent de l'exploitation des ressources naturelles, minières ou autres, ou de la production et du commerce des matières premières et des produits qui présentent une importance primordiale pour l'économie des Territoires sous tutelle.

A sa septième session, le Conseil avait noté que l'Autorité chargée de l'administration avait donné l'assurance qu'elle se rendait pleinement compte de l'importance du développement économique du pays. Le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'encourager l'exploitation des nombreuses ressources du Territoire par la création d'industries locales, de rassembler et tenir à jour une statistique des investissements et d'assurer l'abrogation formelle de la *Nativity Administration Ordinance, 1921-1938*, qui rend obligatoires certaines cultures vivrières.

La Mission de visite de 1950 a constaté que les ravages de la guerre n'avaient pas encore été complètement effacés dans le Territoire. Elle a estimé que le pays avait besoin d'un grand réseau routier, qu'il fallait inciter les entreprises privées à exploiter les ressources de la Nouvelle-Guinée et qu'il y avait lieu aussi de former des techniciens, des mécaniciens, des menuisiers et d'autres ouvriers spécialisés.

A sa huitième session, le Conseil de tutelle avait exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration poursuivrait l'exécution de ses plans de développement et que ces derniers permettraient aux autochtones de jouer un rôle de plus en plus important dans les activités productives.

Dans le rapport soumis au Conseil à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les efforts déployés par les autochtones, soit à titre individuel, soit dans des groupes comme les sociétés coopératives, contribueraient au développement de l'agriculture et à l'exploitation des ressources naturelles, mais que, pendant assez longtemps encore, le principal moyen de développement resterait l'entreprise dirigée par des Européens possédant les capitaux, les connaissances techniques et les talents d'organiseurs qui sont nécessaires. La politique de l'Autorité chargée de l'administration est d'encourager l'entreprise privée, pourvu que les droits et les intérêts des autochtones soient respectés et protégés.

L'Autorité chargée de l'administration a également déclaré que, grâce à leur emploi dans les entreprises privées non autochtones, les travailleurs autochtones peuvent acquérir l'expérience et les aptitudes techniques qui leur manquent et que, dans l'économie du Territoire, les groupes non autochtones ne jouissent pas d'avantages particuliers autres que ceux qu'ils doivent à leurs connaissances et capacités techniques et à la possession de moyens financiers plus importants. De l'avis de l'Autorité chargée de l'administration, l'étendue et le rythme du développement économique dépendront dans une grande mesure des ressources en main-d'œuvre autochtone. Elle a déclaré, en outre,

qu'on organisait une enquête sur les ressources naturelles des régions qui semblaient offrir les plus grandes possibilités de développement économique.

A sa dixième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

*Le Conseil exprime l'espoir que la politique de l'Autorité chargée de l'administration qui tend à encourager le développement économique en faisant appel à l'initiative privée n'amènera pas l'Administration à renoncer à une partie de la responsabilité directe qu'elle assume en ce qui concerne le développement du Territoire.*

*Le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration de transformer l'étude des ressources naturelles qu'elle envisage en une étude économique générale qui puisse servir de base à un vaste programme de développement. Le Conseil estime que, lors de l'élaboration de ses plans de développement du Territoire, l'Autorité chargée de l'administration devrait insister particulièrement sur la participation de la population autochtone à l'activité économique dans le Territoire.*

*Le Conseil félicite l'Autorité chargée de l'administration des efforts qu'elle a déployés pour introduire dans le Territoire de nouvelles cultures qui pourront être assurées par la population autochtone; il la prie instamment de poursuivre une politique cohérente fondée sur ces principes, en encourageant, dans la mesure du possible, la création d'entreprises coopératives indigènes.*

*Le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures pour permettre aux autochtones de bénéficier des diverses formes de crédit qui sont nécessaires à leur développement économique.*

## Production pour l'exportation et commerce extérieur<sup>412</sup>

Pour les deux dernières années sur lesquelles portent les statistiques disponibles, la valeur des importations et des exportations s'établit comme suit :

	1949-1950 (Livres)	1950-1951 (Livres)
Importations .....	4.791.799	6.186.669
Exportations .....	4.234.979	5.436.617
Excédent d'importations..	556.821	750.052

La valeur des exportations de produits du pays a augmenté de 1.398.387 livres par rapport à l'année précédente. Cette augmentation résulte principalement de l'augmentation de la valeur des exportations des produits suivants : coprah (936.601 livres), or (145.393 livres), noix de coco desséchées (95.024 livres), troques (95.709 livres) et fèves de cacao (60.934 livres).

Les exportations de produits agricoles se sont réparties de la façon suivante :

	1949-1950 (Tonnes)	1950-1951 (Tonnes)
Coprah .....	47.094	64.301
Café .....	15	32
Cacao .....	20	317

<sup>412</sup> Dans le présent chapitre, tous les montants sont exprimés en livres australiennes; 125 livres australiennes valent 100 livres sterling, ou 280 dollars des Etats-Unis.

Exception faite du coprah indigène exporté, tous les produits agricoles exportés proviennent de plantations dirigées par des non-autochtones.

A sa troisième session, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'encourager les autochtones à cultiver des produits pour l'exportation, de façon à leur permettre de participer au commerce extérieur du Territoire.

Le représentant spécial a informé le Conseil, à sa dixième session, qu'environ 10.000 tonnes du coprah exporté en 1950-1951 avaient été produites par les autochtones et que le nombre des autochtones qui produisaient du coprah s'accroissait rapidement. Dans la région de Rabaul, les autochtones avaient commencé la culture du cacaoyer, mais, comme il fallait cinq ou six ans pour qu'un cacaoyer commence à produire, la production indigène ne pourrait être exportée avant plusieurs années. Il en était de même pour le café.

## Commerce intérieur et industries

Au 30 juin 1951, le Territoire comptait 64 entreprises et firmes "locales" (soit 16 de plus qu'en 1949-1950), totalisant un capital nominal de 4.215.850 livres. Au cours de la période considérée, deux nouvelles sociétés "étrangères" se sont fait enregistrer, ce qui porte à 47 le nombre des sociétés étrangères qui exercent leur activité dans le Territoire; leur capital nominal s'élève respectivement à 66.036.388 livres et 6 millions de livres, mais l'Autorité chargée de l'administration ignore le montant exact des investissements de ces sociétés dans le Territoire.

La principale industrie de transformation du Territoire est la dessiccation des noix de coco. En 1950-1951, la production de cette denrée est passée de 652 à 939 tonnes.

## Tarifs douaniers

L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître que toutes les recettes provenant des importations et exportations du Territoire sont comptabilisées séparément et qu'il n'existe d'union douanière ni avec la métropole ni avec le Papua. Les deux territoires ne sont liés par aucun accord douanier et les tarifs douaniers du Territoire n'accordeant de traitement préférentiel à aucune marchandise importée.

La Mission de visite a pris acte du fait que l'Autorité chargée de l'administration se propose d'établir un tarif douanier uniforme pour la Nouvelle-Guinée et le Papua et, en même temps, de reviser le barème des tarifs douaniers de façon à réduire les droits grevant les produits qui présentent une grande importance pour le développement du Territoire et d'augmenter les droits dont sont passibles les produits moins nécessaires. Le nouveau barème est entré en vigueur le 1er juillet 1950.

## Finances publiques; impôts

Les recettes de l'Administration pour l'exercice 1950-1951 provenaient des sources suivantes :

	Livres
Subvention directe du Gouvernement du Commonwealth d'Australie.....	2.356.310
Recettes intérieures du Territoire.....	1.219.411
TOTAL	3.575.721

La subvention directe du Gouvernement australien n'est ni remboursable ni sujette à intérêts. En 1949-1950, elle s'élevait à 2.281.140 livres. Au cours de la période considérée, les dépenses se sont élevées à 3.575.721 livres contre 3.223.217 livres pour l'année précédente.

L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître qu'il n'est pas perçu d'impôts sur le revenu ou sur le chiffre d'affaires; de plus, le représentant spécial a déclaré au Conseil, à sa dixième session, que l'impôt de capitation n'a plus été perçu depuis le rétablissement de l'administration civile en 1945-1946. Cependant, les conseils de village qui viennent d'être créés ont perçu des impôts individuels à des fins locales.

A sa troisième session, le Conseil a recommandé que l'Administration examine sérieusement les moyens propres à augmenter les recettes du Territoire.

Au cours de ses troisième et cinquième sessions, le Conseil avait recommandé que l'Administration examine l'ensemble du régime fiscal en vigueur dans le système d'impôts directs reposant sur la capacité de paiement de l'individu et d'abolir l'impôt de capitation indigène. A sa septième session, le Conseil avait accueilli avec satisfaction la déclaration de l'Autorité chargée de l'administration selon laquelle cette dernière avait l'intention d'appliquer dans le Territoire de nouvelles formes d'impôts. Il a exprimé le désir d'être informé des mesures prises à cet égard.

La Mission de visite de 1950 s'est enquis de la politique que l'Autorité chargée de l'administration entendait suivre au sujet de la perception d'un impôt et de l'abrogation de la capitation; elle a appris que ces questions étaient encore à l'étude.

A sa huitième session, le Conseil avait prié l'Autorité chargée de l'administration de le tenir au courant de la politique fiscale.

Dans le rapport soumis au Conseil à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'examen de tous les aspects de la politique fiscale appliquée dans le Territoire se poursuivait depuis un certain temps, mais qu'il n'était pas encore achevé.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la conclusion et la recommandation suivantes :

*Le Conseil constate la part que, par ses subventions importantes, l'Autorité chargée de l'administration prend au règlement des frais d'administration du Territoire.*

*Le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration d'achever, dans les plus brefs délais possible, l'étude de tous les aspects de la politique fiscale; il attend avec intérêt le compte rendu détaillé que, dans le prochain rapport annuel, l'Autorité chargée de l'administration donnera des décisions qu'elle aura prises.*

### **Monnaie**

La monnaie australienne et la monnaie du pays ont cours légal dans tout le Territoire. L'émission et la circulation de la monnaie sont régies par l'ordonnance de 1922-1938 sur la monnaie métallique, la monnaie de papier et les jetons (*Currency, Coinage and Tokens Ordinance, 1922-1938*). On ne dispose pas de renseignements concernant le montant de la monnaie en circulation, ni celui de l'épargne et des dépôts en banque.

La population autochtone est encouragée à déposer les économies réalisées sur son salaire ou autres gains dans des caisses d'épargne. Le 30 juin 1951, il existait dans le Territoire, le district de Morobé exclu, 25.681 dépôts de ce genre, représentant au total un montant de 481.942 livres.

### **Régime foncier**

La superficie totale du Territoire est évaluée à 93.000 milles carrés (59.520.000 acres), dont 940.262 acres proviennent d'aliénations de terres. Sur la superficie des terres aliénées, 519.380 acres sont cédées en toute propriété, 170.222 acres sont louées à bail, 224.049 acres appartiennent à l'Administration et 26.611 acres sont administrées au nom des indigènes par le Director of District Services and Natives Affairs. Par rapport à l'exercice 1949-1950, la superficie des terres aliénées a augmenté de 24.458 acres, dont 9.649 ont été louées à bail et 14.809 sont propriété de l'Administration.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, d'une manière générale, la terre appartient aux autochtones et que seule l'Administration peut l'acheter au propriétaire indigène, après s'être assurée que ce dernier n'en a pas besoin pour son propre usage. La possibilité d'octroyer des concessions joue un rôle important dans le développement du Territoire et l'on cherche à déterminer les terres qui appartiennent effectivement aux autochtones et les nouvelles zones qu'il serait possible de mettre sans risque à la disposition des colons. La *Native Lands Registration Ordinance* de 1951 prévoit la création d'une commission des terres indigènes, chargée de déterminer qu'elles sont les terres qui sont propriété héréditaire et légitime des autochtones ou des communautés autochtones en vertu du droit coutumier indigène, ainsi que l'identité des propriétaires.

A sa huitième session, le Conseil avait exprimé le désir d'être tenu au courant des travaux accomplis par cette commission.

D'après le rapport examiné par le Conseil à sa dixième session, la Commission n'était pas encore constituée à la fin de la période considérée.

A sa dixième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes :

*Le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration de procéder avec prudence à l'achat et à l'aliénation de terres indigènes, afin de sauvegarder les intérêts de la population autochtone.*

*Le Conseil reconnaît qu'il importe de bien préciser les droits de propriété des habitants sur les terres et de faire enregistrer ces droits; en conséquence, il recommande à l'Autorité chargée de l'administration de constituer sans délai la Commission des terres indigènes que prévoit l'ordonnance de 1951.*

### **Forêts**

La Mission de visite de 1950 a constaté que, malgré l'étendue des forêts du Territoire, la nécessité d'une politique de conservation rigoureuse se faisait déjà sentir. La reconstruction ayant exigé une grande quantité de bois pendant et après la guerre, les scieries s'étaient multipliées. On s'attendait à voir augmenter considérablement la demande de bois de sciage.



La Mission a noté que la politique que se proposait de suivre l'Administration, selon une déclaration du Ministre des territoires extérieurs, devait consister notamment dans la "création méthodique d'une industrie forestière fondée sur des principes éprouvés de sylviculture et sur le reboisement", le principe de la délivrance des permis d'exploitation forestière par voie d'adjudication publique et le versement de redevances sur tout le bois abattu.

## Mines

L'or et l'argent mélangé d'or sont les seules ressources minérales qui ont été exploitées à des fins commerciales.

Les droits aux ressources du sol et du sous-sol sont régis par les dispositions de la *Mining Ordinance*, qui prévoit notamment le paiement de taxes pour les droits d'exploitation, licences et baux, ainsi que le versement d'une redevance de 5 pour 100 sur toutes les qualités d'or extraites. Les taxes et redevances sont payables à l'Administration qui les utilise au profit du Territoire.

L'or est exporté uniquement en Australie. Pendant l'année 1950-1951, la production d'or s'est élevée à 87.593 onces de fin d'une valeur de 1.356.962 livres. Le produit des redevances sur l'or s'est élevé à 67.844 livres. Au cours de l'année, le prix de l'or est resté de 15 livres 9 shillings 10 pence l'once de fin.

A sa septième session, le Conseil de tutelle, notant que, pour l'année 1948-1949, l'or avait représenté plus d'un tiers de la valeur totale des exportations du Territoire, avait prié instamment l'Autorité chargée de l'administration d'examiner attentivement la possibilité d'accroître les revenus retirés par le Territoire de la production de l'or, soit en fixant à plus de 5 pour 100 le taux des redevances, soit en frappant l'industrie de l'or de nouveaux impôts sur le revenu, sur les entreprises commerciales ou autres taxes. A sa huitième session, le Conseil avait renouvelé cette recommandation et avait invité l'Autorité chargée de l'administration à fournir des renseignements aussi détaillés que possible sur l'extraction de l'or.

Dans le rapport examiné par le Conseil à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle avait mis à l'étude la possibilité d'augmenter le taux des redevances sur l'or, mais que ce taux demeurerait inchangé; la question des revenus provenant des redevances et impôts sur l'extraction de l'or devait être étudiée au cours de l'examen d'ensemble de la politique fiscale du Territoire que l'Administration avait entrepris. Le rapport de l'Autorité chargée de l'administration fournit des renseignements sur la production des divers champs aurifères, sur les accidents du travail dans les mines et sur l'extraction par les autochtones.

A sa dixième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil, rappelant qu'il avait déjà demandé des renseignements à ce sujet à l'Autorité chargée de l'administration, prie celle-ci de fournir, dans son prochain rapport annuel, des renseignements détaillés sur le coût de production de l'or et sur les bénéfices réalisés par les mines d'or; le Conseil pourra ainsi juger si ces mines contribuent de façon suffisante aux recettes du Territoire.*

*A titre de mesure provisoire, le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration d'envisager*

*d'instituer une échelle mobile des redevances établie en fonction de la rentabilité.*

## Coprah

Le volume des exportations de coprah est passé de 47.094 tonnes en 1949-1950 à 64.301 tonnes en 1950-1951; leur valeur, de 2.264.114 livres à 3.200.715 livres. Le coprah est vendu par le Production Control Board d'Australie et de Nouvelle-Guinée, organisation gouvernementale qui comprend parmi ses membres deux représentants des planteurs. Aux termes d'un accord conclu entre le Ministre de l'alimentation du Royaume-Uni et le Gouvernement du Commonwealth, qui a été mis en vigueur le 1er mars 1949 pour une période de neuf ans, le Ministère de l'alimentation achète l'excédent du coprah qui reste disponible après que le Territoire et l'Australie ont pourvu à leurs besoins. Pour la première année, le prix de vente franco à bord, dans les ports du Territoire, du coprah de bonne qualité séché au soleil, en état d'être livré au commerce, a été fixé à 48 livres sterling (60 livres australiennes) la tonne. L'accord prévoyait que le prix de vente du coprah serait fixé à la fin de chaque année pour l'année suivante et qu'il ne serait pas majoré ou abaissé de plus de 10 pour 100. Pour la troisième année, qui a commencé le 1er mars 1951, le prix du coprah a été fixé à 53 livres sterling 15 shillings (67 livres 3 shillings 9 pence en monnaie australienne).

Le représentant spécial a informé le Conseil, à sa dixième session, que, pour l'année 1952, le prix avait été fixé à 65 livres sterling (81 livres 5 shillings en monnaie australienne). Le coprah destiné à la consommation intérieure du Territoire et de l'Australie est vendu au prix fixé par l'accord. Pour fixer le prix à payer aux producteurs, on déduit les droits de douane, les frais de manutention et autres, et le montant d'une taxe versé à un fonds de stabilisation. Ce fonds, créé en 1946-1947, est alimenté par une taxe sur les exportations de coprah, qui s'élève à 5 livres australiennes par tonne; au 30 juin 1951, le montant de ce fonds s'élevait à 1.202.409 livres.

La Mission de visite de 1950 a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration, lorsqu'elle conclurait de nouveaux arrangements avec des entreprises privées, ferait en sorte que les petits producteurs puissent vendre leur coprah à un prix raisonnable.

## Transports et communications

Il y a 1.980 milles de routes carrossables et 19.704 milles de pistes cavalières dans le Territoire. L'abondance des pluies et la fréquence des glissements de terrain rendent difficile l'entretien des routes, et les ponts sont souvent endommagés par les débordements de ruisseaux et de rivières.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les communications aériennes à l'intérieur du pays, comme les services de liaison avec l'Australie, ont été encore améliorées. En 1951, on comptait 61 aérodrômes dans l'ensemble du Territoire contre 75 l'année précédente.

Il existe entre l'Australie et le Territoire un service régulier de navigation pour le transport des voyageurs et des marchandises.

En étudiant les grands projets établis par le Gouvernement australien, la Mission de visite a remarqué

l'absence d'un vaste programme de construction de routes. Elle a exprimé la conviction qu'il était nécessaire d'accorder une priorité élevée à la construction des routes; à son avis, l'Autorité chargée de l'administration pourrait étudier la possibilité de lancer des emprunts et de faire appel à des entrepreneurs privés pour l'exécution d'un vaste programme de construction routière.

A sa huitième session, le Conseil avait pris note des opinions exprimées par la Mission de visite; il avait constaté avec satisfaction que les transports aériens s'étaient considérablement développés; toutefois, prenant note du fait que la construction de routes était encore insuffisante et estimant que le Territoire devait disposer d'un réseau routier étendu pour assurer son développement économique et pour maintenir les services sociaux et scolaires indispensables, il avait invité l'Autorité chargée de l'administration à poursuivre le développement des voies de communication, et, en particulier, à améliorer et à développer le réseau routier du Territoire.

Dans le rapport examiné par le Conseil à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle reconnaît l'importance du rôle qu'un réseau routier étendu jouerait dans le développement du Territoire, mais qu'elle se rend compte également qu'en raison de la nature du sol, il est difficile et coûteux de construire et d'entretenir des routes; le rapport ajoute qu'un programme de construction routière se poursuit régulièrement et que la longueur des routes de toutes catégories a augmenté de 49 milles pendant l'année. En 1950-1951, le montant des fonds consacrés à la construction de routes et de ponts s'est élevé à 75.333 livres.

A sa dixième session, le Conseil a adopté la recommandation suivante:

*Le Conseil, notant que 49 milles seulement de routes ont été construits au cours de l'année considérée, recommande à l'Autorité chargée de l'administration de redoubler d'efforts en vue de développer le réseau routier du Territoire.*

### **Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Situation générale de l'économie**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a attiré l'attention du Conseil sur les louables efforts que fait l'Administration pour développer et diversifier l'économie agricole du Territoire et sur le rôle joué par les autochtones dans la production du riz. Il a suggéré que l'Autorité chargée de l'administration étudie la question de savoir si la production du riz et d'autres denrées de base nouvelles peuvent être le fait d'entreprises coopératives autochtones et qu'elle envisage de créer un centre d'enseignement des méthodes coopératives.

Le représentant de la France a estimé que les efforts en vue de créer des coopératives parmi la population autochtone avaient remporté un certain succès et devaient être intensifiés.

Le représentant de la Thaïlande a souligné la nécessité d'élaborer des plans de développement de longue haleine. Il a exprimé l'espoir que l'Autorité

chargée de l'administration désignerait des fonctionnaires ayant reçu une formation spéciale pour l'élaboration des programmes de développement locaux exécutés par les autochtones et il s'est prononcé en faveur de la création de centres d'enseignement des méthodes coopératives.

Le représentant des Etats-Unis a félicité l'Autorité chargée de l'administration de l'extension du programme de culture du riz et l'a instamment invitée à appliquer une politique méthodique d'encouragement des entreprises économiques autochtones du même ordre.

Le représentant de l'Irak a estimé que le Conseil devait prendre acte du fait que les Européens et les autochtones ne jouissent pas de possibilités égales et recommander de procéder, avec une assistance extérieure, à une étude complète de la situation économique; cette étude servirait de base à une nouvelle politique de développement dans laquelle un rôle raisonnable serait réservé aux autochtones. Le Conseil devait recommander qu'un programme complet de développement lui soit présenté dans le prochain rapport annuel.

Le représentant de la République Dominicaine a exprimé l'intérêt de sa délégation pour toutes les mesures qui pourraient être prises en vue du développement du Territoire et notamment pour celles qui auraient pour effet d'accroître la participation des autochtones à l'activité économique dans le Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté que l'Autorité chargée de l'administration ne prenait aucune mesure pour favoriser le progrès économique des autochtones, qui étaient obligés de se contenter d'une économie domestique des plus primitives. Bien au contraire, l'Autorité chargée de l'administration avait fait du Territoire une source de matières premières pour elle-même et n'encourageait, pour l'exploitation des ressources du Territoire, que le développement des entreprises privées.

Selon le représentant du Salvador, la politique de l'Autorité chargée de l'administration qui tend à encourager l'établissement de l'industrie européenne et le développement industriel par l'entreprise privée ne constituait pas une façon convenable de donner effet aux dispositions de l'accord de tutelle.

Avec un tel système, les autochtones demeureraient dans une situation inférieure. Le représentant du Salvador a estimé en conséquence que des crédits suffisants devaient être mis à la disposition des autochtones pour favoriser leurs opérations commerciales et les aider à créer des sociétés coopératives.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la politique de l'Administration tendait à favoriser la collaboration des Européens et des autochtones dans le développement économique, les droits et les intérêts des autochtones demeurant la considération primordiale.

Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a précisé qu'il n'était pas tout à fait exact de dire que l'Autorité chargée de l'administration laissait aux entreprises privées le soin de réaliser le développement de l'industrie et du commerce. Le gouvernement fournit une part importante des capitaux nécessaires au développement de l'industrie et est associé à d'autres entreprises commerciales, puisqu'il fournit, par exemple, les moyens de transport maritimes nécessaires.

## Finances publiques

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a félicité l'Autorité chargée de l'administration d'avoir accordé des subventions généreuses pour compléter les recettes intérieures du Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté que l'Autorité chargée de l'administration n'avait pas aboli l'impôt de capitation et n'avait pas institué d'impôt sur le revenu, comme l'avait recommandé le Conseil. Le Conseil devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures pour remplacer l'impôt de capitation par un impôt progressif sur le revenu ou, tout au moins, par une forme d'impôt sur le revenu qui tienne compte des ressources de la population et de sa capacité de payer des impôts.

## Régime foncier

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que les travaux futurs de la Commission des terres indigènes intéresseraient le Conseil et a loué l'Autorité chargée de l'administration d'accorder de l'importance à la sauvegarde des droits des autochtones sur les terres.

Le représentant de l'Irak a exprimé l'inquiétude que lui inspirait une politique visant à réserver les terres dont les autochtones ne pouvaient revendiquer la propriété et à les affecter à la colonisation et à l'exploitation européennes.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration intensifiait sa politique d'aliénation des terres appartenant à la population autochtone et que la superficie totale des terres aliénées avait atteint 940.262 acres en 1950-1951. La délégation de l'URSS proposait que le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration de restituer à la population autochtone les terres qui lui avaient été enlevées sous une forme ou sous une autre et d'interdire à l'avenir l'aliénation de terres appartenant aux autochtones.

Le représentant du Salvador a fait observer qu'il semblait que l'Autorité chargée de l'administration enlevât des terres aux autochtones pour les vendre ensuite à des particuliers ou à des sociétés non autochtones. Les autochtones ne conservaient que les régions les plus pauvres qui n'offraient aucun intérêt pour l'exploitation minière ou l'agriculture. Il a estimé que le Conseil devait faire des recommandations pour mettre un terme à cette déplorable situation et s'est déclaré convaincu que la Commission des terres indigènes devait être créée le plus tôt possible pour déterminer et garantir les droits de propriété.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la *Land Registration Ordinance* ne modifiait en rien la politique fondamentale de l'Administration, en vertu de laquelle seules les terres qui ne sont pas nécessaires aux autochtones peuvent être acquises et ne peuvent l'être que par l'Administration.

## Forêts

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration étudierait soigneusement le problème de la protection et de la reconstruction des forêts et il a demandé qu'un exposé plus complet sur la conservation des ressources forestières figure dans les rapports ultérieurs.

Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que cette dernière avait conscience de la nécessité du reboisement et que, lorsque l'abattage des arbres était autorisé, cette autorisation s'accompagnait de clauses imposant le reboisement de la région considérée.

## Mines

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé que la décision de l'Autorité chargée de l'administration de ne pas modifier le taux des redevances perçues sur l'or en attendant une révision générale du système fiscal semblait justifiée, eu égard au prix peu élevé de l'or sur le marché mondial et à l'augmentation du coût de production.

Le représentant de la Chine s'est déclaré déçu par le fait que l'Autorité chargée de l'administration n'avait pas expliqué de façon satisfaisante les raisons pour lesquelles elle n'avait pas tenu compte des recommandations réitérées du Conseil en faveur d'une augmentation de la redevance sur l'or et il a proposé que le Conseil demande à l'Autorité chargée de l'administration d'étudier de nouveau la question et de fournir des renseignements plus complets dans le rapport annuel suivant.

D'après le représentant de l'Irak, l'attitude de l'Autorité chargée de l'administration, qui n'avait pas augmenté le taux de la redevance sur l'or malgré les recommandations réitérées du Conseil, était absolument injustifiée, étant donné que 95 pour 100 de la valeur de l'or produit est enlevée au Territoire et que ce dernier a besoin de nouveaux services sociaux. Le Conseil devait recommander que la redevance soit au moins doublée.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'industrie de l'extraction de l'or se trouvait entièrement entre les mains d'entreprises européennes qui tiraient des bénéfices considérables de l'exploitation de la population autochtone et des ressources naturelles du Territoire.

Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration, répondant à la déclaration du représentant de l'Irak selon laquelle 95 pour 100 de la valeur de l'or extrait exportée du Territoire, a fait observer que cette affirmation ne tenait pas compte du coût très élevé de la production et de la contribution aux recettes du Territoire que représentaient les impôts indirects.

## Coprah

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait remarquer que l'Autorité chargée de l'administration avait conclu avec le Royaume-Uni un accord aux termes duquel ce dernier achetait toute la production de coprah de la Nouvelle-Guinée à un prix de monopole très bas et que l'exploration de ce produit sur un autre marché était interdite. Le prix du coprah fixé par le Royaume-Uni était de 20 à 30 livres inférieur aux prix mondiaux.

## 4. — PROGRES SOCIAL

### Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil

#### Politique générale

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que presque toutes les activités de l'Administration

visent dans une certaine mesure à favoriser, directement ou indirectement, le bien-être social des autochtones et qu'elle a pour politique d'améliorer leur état sanitaire et leur degré d'instruction. Elle ajoute que la structure sociale de la population autochtone du Territoire est telle qu'il est moins urgent d'y organiser des services sociaux que dans certains autres pays.

### Déplacement des habitants

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle n'impose en général aucune restriction aux déplacements de la population, mais que, à l'exception des travailleurs qui se rendent à leur lieu de travail ou qui en reviennent, les autochtones franchissent rarement, sauf pour se livrer au commerce intertribal, les limites de la région où se parle leur dialecte. Afin de protéger l'économie indigène et de ne pas désorganiser la vie dans les villages, l'Administration contrôle le nombre de travailleurs autochtones que l'on peut recruter dans chaque village. Certaines restrictions sont imposées à l'entrée de la population non autochtone dans les zones visées par l'ordonnance sur les régions non contrôlées (*Uncontrolled Areas Ordinance*).

### Immigration

L'immigration en Nouvelle-Guinée est régie par l'ordonnance sur l'immigration de 1932-1940 et par les règlements administratifs qui la complètent.

A sa septième session, le Conseil, notant que l'ordonnance sur l'immigration de 1932-1940 contenait une disposition interdisant l'entrée du Territoire à toute personne qui ne passait pas avec succès un examen de dictée dans une langue quelconque, avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'envisager la possibilité de supprimer cette disposition et d'informer le Conseil des mesures prises assez tôt pour qu'il puisse examiner ces mesures à sa session de juin 1951.

Au cours de sa visite dans le Territoire, la Mission de 1950 a reçu à Rabaul une pétition<sup>413</sup> émanant des résidents chinois et traitant d'un certain nombre de questions, notamment de l'immigration. A la suite de ses entretiens avec des résidents chinois à Rabaul, Kavieng et Laé, la Mission a pris note des diverses catégories de problèmes qui se posent en matière de restrictions à l'immigration<sup>414</sup>. Outre les observations qu'elle a formulées sur ces catégories particulières, la Mission a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration procéderait, dans un esprit de compréhension, à une révision de l'ensemble de la question de l'immigration.

Dans les observations écrites<sup>415</sup> qu'elle a présentées sur cette pétition, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que cette question faisait l'objet d'un examen de l'Administration territoriale et du Gouvernement australien, mais qu'aucune décision n'avait encore été prise à son sujet.

Le Comité *ad hoc* pour les pétitions a exprimé l'espoir, dans son rapport sur cette pétition<sup>416</sup>, que l'Autorité chargée de l'administration tiendrait compte, dans son examen, des suggestions et des recomman-

dations que la Mission de visite avait formulées à son sujet, et il a suggéré d'inviter l'Autorité chargée de l'administration à faire figurer dans son prochain rapport annuel tous les renseignements nécessaires concernant les conclusions auxquelles elle aurait abouti.

A sa huitième session, le Conseil avait décidé de renvoyer l'examen de cette pétition.

A la suite de cette décision, les pétitionnaires ont envoyé une nouvelle communication<sup>417</sup> dans laquelle ils réclament à nouveau que l'on autorise certains Chinois à résider de façon permanente dans le Territoire et que l'on précise le statut national des Chinois nés dans le Territoire.

Dans les observations écrites<sup>418</sup> qu'elle a formulées au sujet de cette pétition, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que le droit de résidence permanente intéresse environ 200 Chinois qui sont entrés dans le Territoire au moyen de permis de séjour et qui y ont de dix à dix-huit ans de résidence. Ces Chinois n'ont pu rentrer dans leur pays à l'expiration de leur permis de séjour en raison de la situation qui existait alors et de celle qui résulte actuellement des événements de guerre. Les permis de séjour en question ont été prolongés périodiquement et sont actuellement valables jusqu'en juin 1952. L'Autorité chargée de l'administration examine à nouveau l'ensemble de la question en tenant compte de tous les facteurs en cause et notamment des représentations des pétitionnaires.

Pour ce qui est du statut des Chinois nés dans le Territoire, un amendement aux *Citizenship Regulations* promulgué en octobre 1951 en application du *Nationality and Citizenship Act, 1948-1950*, accorde à tout enfant né de parents étrangers le statut de "protégé australien".

Par la résolution relative à cette pétition<sup>419</sup> qu'il a adoptée à sa dixième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'accorder de nouveaux permis de séjour aux 200 Chinois en question en attendant qu'il soit statué sur leur demande de permis de séjour permanent, a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration terminerait sans délai l'examen des questions soulevées par les pétitionnaires et a prié l'Autorité chargée de l'administration de porter à la connaissance du Conseil, dans son prochain rapport annuel, les résultats de l'examen auquel elle aurait procédé touchant les questions dont traite la pétition, ainsi que les mesures prises ou envisagées à ce sujet.

### Niveau de vie

A ses cinquième et septième sessions, le Conseil avait prié l'Autorité chargée de l'administration de procéder, le plus tôt possible, à des enquêtes sur le coût de la vie, en commençant d'abord par certaines collectivités caractéristiques, rurales, urbaines ou minières, et de communiquer les résultats de ces enquêtes au Conseil. A sa septième session, le Conseil avait pris note de ce que l'Autorité chargée de l'administration avait promis d'effectuer une enquête sur le coût de la vie dans quelques grandes agglomérations, et il avait demandé que le résultat lui en soit communiqué

<sup>413</sup> T/Pet.8/4 et T/Pet.8/4/Add.1.

<sup>414</sup> Pour plus de détails, voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément n° 4*, p. 282.

<sup>415</sup> T/859.

<sup>416</sup> T/L.152, p. 6.

<sup>417</sup> T/Pet.8/4/Add.2.

<sup>418</sup> T/965.

<sup>419</sup> Résolution 428 (X).

à temps pour qu'il puisse l'examiner en même temps que le rapport annuel suivant sur le Territoire.

La Mission de visite de 1950 a recommandé, elle aussi, d'effectuer aussitôt que possible une enquête sur le coût de la vie et de comparer le coût de la vie avec les salaires.

A sa huitième session, le Conseil avait pris acte de ce que l'enquête sur le coût de la vie dans quelques grandes agglomérations figurerait dans le rapport annuel suivant.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que l'économie indigène étant, pour la majeure partie de la population, une économie de subsistance où les autochtones échangent ou troquent tout excédent d'un produit agricole, il n'est pas possible, pratiquement, d'effectuer des enquêtes sur le coût de la vie. Sauf dans une ou deux agglomérations situées au voisinage immédiat des grands centres, la population autochtone vit dans ses villages et n'utilise pour ainsi dire pas de produits manufacturés ou de biens de consommation, car elle n'en a pratiquement aucun besoin. En effet, même dans les régions les plus urbanisées, les autochtones possèdent toujours des biens fonciers et retirent de l'exploitation de leurs terres et de leurs eaux la plus grande partie de leur nourriture, de leurs matériaux de construction et de leurs ustensiles de ménage; ils n'achètent des objets dans des magasins que pour compléter, à des degrés divers, leurs propres ressources. En ce qui concerne les salariés, l'employeur est tenu, en application de l'ordonnance sur la main-d'œuvre indigène de 1950 (*Native Labour Ordinance, 1950*), de fournir à chacun de ses employés la nourriture nécessaire, le logement, l'habillement et l'éclairage. L'Administration assure gratuitement, aux enfants comme aux adultes, l'instruction et les soins médicaux. La loi exige que la femme et les enfants du salarié, s'ils résident avec lui au lieu de son travail, soient logés et nourris par l'employeur.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré également que, près des grandes agglomérations, la majorité des travailleurs autochtones se répartissent en cinq grandes catégories: a) les ouvriers—c'est là le groupe le plus important, il est composé d'hommes jeunes et qui veulent gagner de l'argent; b) les artisans et les employés de bureau; ils sont plus spécialisés et généralement plus âgés que les membres du groupe précédent et sont venus résider à la ville avec leur famille; c) les hommes qui ont abandonné leurs terres pour s'établir de façon permanente dans les villes; ce sont souvent de vieux employés de l'Administration ou des firmes établies de longue date; d) les producteurs de cultures marchandes; ils produisent d'abord pour leurs propres besoins, mais cultivent des superficies supplémentaires et vendent l'excédent des récoltes; e) les patrons qui ont fondé une entreprise privée; c'est le groupe le moins important.

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle n'a, jusqu'à présent, effectué aucune enquête scientifique sur le coût de la vie des familles appartenant à la catégorie e; ces familles ont droit gratuitement à l'assistance médicale, à l'hospitalisation et à l'instruction.

## Droits de l'homme et libertés fondamentales

L'Autorité chargée de l'administration a déclaré que tous les éléments de la population jouissent pleinement des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

A sa cinquième session, le Conseil avait recommandé que l'Autorité chargée de l'administration revise l'ordonnance sur les délits de police (*Police Offences Ordinance*) et les autres lois, règlements et pratiques concernant le pouvoir d'arrestation et le couvre-feu, et qu'elle procède à un nouvel examen de toutes les dispositions législatives en vue d'abolir les mesures discriminatoires contraires aux dispositions de la Charte ou de l'Accord de tutelle.

A sa quatrième session, l'Assemblée générale avait recommandé l'abolition des lois et pratiques de caractère discriminatoire contraires aux principes de la Charte et à l'Accord de tutelle dans tous les Territoires sous tutelle où subsistent ces lois et pratiques.

A sa huitième session, le Conseil avait prié instamment l'Autorité chargée de l'administration de terminer son nouvel examen du code pénal et de l'ordonnance sur les délits de police.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle procédait à une révision générale des dispositions du code pénal et de l'ordonnance sur les délits de police, mais qu'elle n'avait pas encore terminé cette révision.

## Main-d'œuvre

L'ordonnance de 1950 sur la main-d'œuvre indigène (*Native Labour Ordinance, 1950*), qui abroge l'ordonnance de 1946 (*Native Labour Ordinance, 1946*), est entrée en vigueur le 1er janvier 1951. L'ordonnance de 1950 remplace le régime strict des contrats, précédemment en vigueur, par un régime de simples accords. Le dernier contrat doit expirer le 31 décembre 1951 au plus tard. L'application de la nouvelle ordonnance a déjà eu pour effet de réduire de 4.723, au 30 juin 1951, le nombre de travailleurs ayant un contrat à long terme alors qu'à la même date, le nombre total des travailleurs autochtones s'était accru de 2.168. L'ordonnance régit également l'emploi des travailleurs temporaires, les déplacements des autochtones en dehors des limites du Territoire et les conditions générales d'emploi.

Au 30 juin 1951, 34.419 travailleurs autochtones étaient employés dans le Territoire. L'évolution générale de l'emploi se traduit par les chiffres suivants:

	1949-1950	1950-1951
Travailleurs ayant un contrat à long terme .....	11.236	6.513
Travailleurs louant leurs services en vertu d'un simple accord .....	—	—
Travailleurs temporaires .....	11.580	12.115
Employés de l'Administration ..	9.435	8.409
TOTAL	32.251	34.419

Depuis que le recrutement de la main-d'œuvre est autorisé dans les Hautes Terres centrales, un nombre croissant d'habitants de cette région cherchent du tra-

vail. Au 30 juin 1951, 5.363 autochtones de ce district étaient employés dans le Territoire sous tutelle, et 1.784 dans le Papua.

La Mission de visite de 1950 a constaté que les travaux de reconstruction nécessités par les dommages dus à la guerre étaient terminés en grande partie, mais que, pour les achever et exécuter tous les programmes de mise en valeur qu'envisageait l'Administration, sans parler du développement souhaité de l'entreprise privée, il fallait beaucoup plus de main-d'œuvre indigène que l'on ne pouvait s'en procurer à l'heure actuelle.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que les ressources en main-d'œuvre ne permettaient pas encore de répondre aux besoins, mais que l'amélioration qui s'était manifestée au cours des années précédentes s'était maintenue. On estimait qu'en 1950-1951, il manquait encore 2.100 travailleurs, contre 8.000 en 1948-1949.

### **Abolition du régime des contrats de travail à long terme**

A la huitième session du Conseil, le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration avait déclaré que l'ordonnance de 1946 sur la main-d'œuvre indigène avait été remplacée par l'ordonnance de 1950. Cette dernière prévoit de simples accords de droit civil et régit également les emplois temporaires. La nouvelle ordonnance ne contient, pour le cas de rupture d'accord, aucune disposition pénale du genre de celle qui figurait dans l'ordonnance abrogée.

Tout contrat de travail, conclu sous le régime de l'ordonnance abrogée et qui était en vigueur immédiatement avant la mise en application de la nouvelle ordonnance demeurera valide, mais il n'y aura aucun nouveau contrat de travail à partir du 31 décembre 1951.

### **Salaires et coût de la vie**

L'article 58 de l'ordonnance de 1946 sur la main-d'œuvre indigène prévoit un salaire mensuel minimum de 15 shillings. L'Autorité chargée de l'administration a déclaré dans son rapport pour l'année 1948-1949 que le salaire moyen était d'environ 17 shillings 6 pence par mois (plus les rations, le logement, etc.). Un nouveau barème de traitements pour les fonctionnaires a été institué dans le Territoire au 1er janvier 1950; le salaire des travailleurs non spécialisés a été fixé à une livre par mois pour la première année d'emploi.

A sa troisième session, le Conseil avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'établir à l'avenir des taux de salaires qui, non seulement soient en rapport avec le coût de la vie au niveau de vie actuel des autochtones, mais encore leur permettent d'élever ce niveau de vie; le Conseil a recommandé en outre que, lorsqu'elle fixera le taux des salaires des travailleurs indigènes et non indigènes, l'Autorité chargée de l'administration soit guidée constamment par le principe du salaire égal pour un travail égal. A sa cinquième session, le Conseil avait renouvelé sa recommandation relative au principe du salaire égal pour un travail égal; il avait recommandé, en outre, que l'on prenne toutes les dispositions nécessaires pour rajuster les taux des traitements et des

salaires de manière qu'il n'existe d'autre différence que pour des motifs de compétence et que l'on étudie la possibilité d'augmenter le salaire minimum, actuellement de 15 shillings par mois.

A sa septième session, le Conseil avait noté qu'un nouveau barème de traitements pour les fonctionnaires avait été institué dans le Territoire au 1er janvier 1950, et a invité instamment l'Autorité chargée de l'administration à continuer d'étudier la possibilité d'augmenter le salaire minimum des travailleurs autochtones.

A sa huitième session, le Conseil, ayant eu des difficultés à évaluer le rapport entre le salaire réel et le coût de la vie, avait prié l'Autorité chargée de l'administration de mettre à la disposition du Conseil des données détaillées sur ce rapport. Le Conseil avait, entre temps, prié l'Autorité chargée de l'administration d'envisager sérieusement la possibilité d'augmenter encore le salaire minimum en espèces.

Le rapport examiné par le Conseil à sa dixième session contient des tableaux indiquant les salaires des ouvriers autochtones. Les travailleurs non spécialisés employés par les entreprises privées en vertu d'accords reçoivent en moyenne 16 shillings 3 pence par mois (ils reçoivent en plus des rations, des vêtements, de l'équipement et ont droit à l'hospitalisation et à d'autres services gratuits). L'Autorité chargée de l'administration a déclaré, dans le même rapport, qu'elle avait pris bonne note des demandes du Conseil de tutelle et qu'elle ferait parvenir au Conseil les renseignements nécessaires dès qu'ils seraient en sa possession.

### **Relations entre employeurs et employés**

Dans son rapport pour l'année 1947-1948, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'il n'existait aucune législation sur la liberté d'association, la conciliation et l'arbitrage.

A ses troisième et cinquième sessions, le Conseil avait recommandé d'encourager les autochtones et d'organiser leur formation afin que des conventions collectives même rudimentaires puissent être négociées et que des syndicats puissent être constitués toutes les fois que ce sera possible.

### **Conventions internationales du travail**

Les trois conventions internationales du travail appliquées dans le Territoire concernent l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage, l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau, le travail forcé ou obligatoire.

A sa septième session, le Conseil avait invité instamment l'Autorité chargée de l'administration à accélérer, dans toute la mesure du possible, les procédures de ratification et d'application au Territoire des conventions internationales, notamment de celles qui intéressent la main-d'œuvre ou qui ont trait à d'autres questions sociales, et auxquelles l'Autorité chargée de l'administration est partie.

Dans le rapport que le Conseil a examiné à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que la loi de 1949-1950 relative au Papua et à la Nouvelle-Guinée interdit le travail forcé dans le Territoire, sauf dans les cas prévus dans la convention. Les règlements qui définissent ces cas ont été amendés au cours de la période considérée dans le rapport, afin de permettre à l'Administrateur de re-

quérir des travailleurs pour faire mettre en culture des terres dans des zones que menacent, à son avis, la famine ou la pénurie de produits alimentaires. L'ordonnance de 1937 sur la marine marchande (*Shipping [Maritime Convention] Ordinance, 1937*) a été également amendée afin d'étendre aux marins autochtones le bénéfice du versement d'une indemnité en cas de perte du navire par naufrage.

### Santé publique

L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître au Conseil, qui avait précédemment attiré son attention sur l'insuffisance des moyens existants, que de nouveaux progrès ont été réalisés en 1950-1951 dans la plupart des domaines de la santé publique.

A ses troisième et cinquième sessions, le Conseil avait formulé un certain nombre de recommandations visant à améliorer les services de santé et d'hygiène.

A sa septième session, le Conseil avait noté avec satisfaction l'augmentation des dépenses afférentes aux services de santé et d'hygiène du Territoire; il avait félicité l'Autorité chargée de l'administration des mesures qu'elle avait prises pour accélérer le recrutement du personnel médical et avait noté en particulier que 38 médecins avaient été recrutés parmi les personnes déplacées originaires d'Europe et que 24 d'entre eux exerçaient dans le Territoire depuis le 31 mai 1950. Le Conseil, reconnaissant toutefois que les services médicaux du Territoire étaient encore inadéquats, avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre de nouvelles mesures pour remédier à leur insuffisance.

A la huitième session du Conseil, le représentant spécial avait déclaré que l'on venait d'approuver un programme de construction d'hôpitaux comprenant deux hôpitaux centraux, quatre hôpitaux de district, quatre petits hôpitaux de district, 34 hôpitaux de sous-district, quatre hôpitaux pour tuberculeux et quatre léproseries, ainsi que deux entrepôts médicaux. Les dépenses ont été estimées à 4.500.000 livres australiennes environ, plus 500.000 livres pour l'équipement. L'exécution du programme doit être menée à bien dans un délai de cinq ans.

A la même session, le Conseil, ayant noté que les services de santé et d'hygiène s'étaient développés, que l'effectif du personnel médical et des groupes médicaux mobiles s'était accru et que l'on avait établi un programme quinquennal de construction d'hôpitaux, avait félicité l'Autorité chargée de l'administration des progrès accomplis dans le domaine de la santé publique; il avait exprimé l'espoir qu'elle poursuivrait son œuvre et qu'elle terminerait son programme de construction d'hôpitaux dans le délai prévu, sinon plus tôt.

Dans le rapport examiné par le Conseil à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a déclaré qu'elle avait pris note des observations du Conseil sur le programme de construction d'hôpitaux. L'Autorité chargée de l'administration a également fait connaître que, d'une manière générale, les services médicaux ont été accrus de 25 pour 100 environ au cours de l'année considérée. Elle a signalé en particulier les efforts qu'elle a déployés pour prévenir les maladies, en entreprenant notamment une campagne antituberculeuse, des vaccinations contre la coqueluche, la recherche de méthodes appropriées pour organiser

une campagne contre le paludisme, l'étude du traitement le plus efficace des ulcères des tropiques, l'extension des services d'hygiène infantile et l'aménagement de services sanitaires dans les îles Ninigo.

Le montant total des dépenses afférentes à la santé publique est passé de 608.674 livres en 1949-1950 à 868.972 livres (non compris les dépenses afférentes à la construction d'hôpitaux) en 1950-1951.

Au cours de la période considérée, le nombre des autochtones hospitalisés a augmenté de 21,6 pour 100 et 69.781 malades ont été admis dans les hôpitaux en 1950-1951, contre 57.366 en 1949-1950.

Le nombre total des hôpitaux et des centres de consultation est passé de 424 en 1949-1950 à 599 en 1950-1951; l'Administration gère également six centres permanents de consultation pour l'hygiène maternelle et infantile et un certain nombre de centres non permanents.

Dans les villages, on compte 211 postes de secours dotés d'un personnel de 240 auxiliaires des services médicaux ou d'hygiène. Jusqu'à présent, les conseils indigènes de village ont pris à leur charge les dépenses afférentes aux salaires de ces auxiliaires. De l'avis de l'Autorité chargée de l'administration, ce système incitera la population autochtone à tirer de la fierté de ses services sociaux et à recourir à leur aide plus volontiers et plus rapidement.

L'assistance financière fournie aux services médicaux des missions a augmenté de 20 pour 100 par rapport à la période de 1949-1950; elle est passée de 25.746 livres à 31.107 livres.

Parmi les programmes spéciaux entrepris dans le domaine de la santé publique, on peut citer une étude de la dépopulation en Nouvelle-Irlande, une enquête médicale dans les îles occidentales (district de Manus) et des recherches sur la lutte contre la tuberculose par le dépistage et la vaccination en masse.

Des démissions ont ramené le nombre des médecins du Service de la santé publique de 35 à 30, et celui des auxiliaires médicaux de 71 à 58, d'une façon générale pour les mêmes raisons. Le nombre des infirmières diplômées est passé de 31 à 41.

A sa dixième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes:

*Le Conseil, tout en notant que, dans l'ensemble, les services médicaux se sont développés au cours de l'année considérée, constate néanmoins avec inquiétude que la démission de plusieurs médecins et de plusieurs auxiliaires médicaux européens a entraîné une diminution du personnel médical. Le Conseil invite instamment l'Autorité chargée de l'administration à faire tout ce qui est en son pouvoir pour accroître sensiblement l'effectif de ce personnel et lui recommande de redoubler d'efforts pour former du personnel médical autochtone. Le Conseil invite en outre l'Autorité chargée de l'administration à entreprendre une campagne de vulgarisation d'hygiène maternelle et infantile.*

### Groupes médicaux mobiles

A sa septième session, le Conseil ayant noté l'emploi dans le Territoire de groupes médicaux mobiles dont les déplacements s'effectuent par air, par mer ou par terre, avait suggéré à l'Autorité chargée de l'administration



d'étudier la possibilité de développer ce genre de services.

D'après le rapport examiné à la dixième session, le nombre des autochtones qui ont reçu les soins de médecins européens des groupes mobiles a augmenté de 46 pour 100; il a atteint 31.461 en 1950-1951 contre 21.453 en 1949-1950. En outre, les groupes mobiles composés de personnel médical autochtone ont effectué 297 déplacements. Un navire de 65 tonnes a été aménagé en centre médical mobile et des véhicules ont été utilisés pour les services mobiles de consultation chaque fois que l'état des routes le permettait. Un médecin pilotant son propre avion a amélioré le service assuré dans le district de Sépik.

### **Code pénal**

Aux termes du Code pénal du Territoire, une personne condamnée peut, dans certains cas, être déclarée récidiviste et, à l'expiration de sa détention pour un certain délit, rester détenue jusqu'au moment où l'Administrateur du Territoire la considère comme pouvant être mise en liberté. Le code pénal renferme également des dispositions prévoyant les châtiments corporels.

A sa cinquième session, le Conseil avait recommandé d'abolir les châtiments corporels et de reviser la législation, de façon qu'il appartienne au tribunal de déclarer qu'une personne condamnée est récidiviste, et de fixer le minimum et le maximum de la détention supplémentaire. L'Assemblée générale avait recommandé, à sa cinquième session, de prendre immédiatement des mesures pour abolir les châtiments corporels.

A sa huitième session, le Conseil, ayant noté que l'Autorité chargée de l'administration avait déclaré que les châtiments corporels n'étaient pas, en fait, infligés dans le Territoire, mais que le code pénal prévoyait toujours leur application, avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'abolir officiellement les châtiments corporels.

Dans le rapport présenté à la dixième session du Conseil, l'Autorité chargée de l'administration a fait connaître que les dispositions de la loi relative aux récidivistes ont été examinées au cours de la période considérée et que l'insertion d'une clause additionnelle prévoyant une révision semestrielle des affaires de cette nature par la Cour suprême ou par l'un de ses membres a été approuvée. L'amendement rendu nécessaire par cette décision n'avait pas encore été apporté à la loi à la fin de la période considérée. On ne connaît pas de cas, dans le Territoire, où un détenu ait été déclaré récidiviste. En ce qui concerne les châtiments corporels, l'Autorité chargée de l'administration a fait connaître qu'elle a promulgué le 13 novembre 1951 des ordonnances portant modification des dispositions relatives aux châtiments corporels (ordonnances nos 42 et 44 de 1951).

Ces ordonnances ont pour effet de réduire le nombre des infractions passibles de châtiments corporels et, dans certains cas, de réduire le nombre des coups.

A sa dixième session, le Conseil a adopté les conclusions et la recommandation suivantes:

*Le Conseil note que le nombre des infractions passibles de châtiments corporels aux termes du code pénal a été réduit; il note en outre que, selon le représentant*

*spécial, aucun châtiment corporel n'a été infligé dans le Territoire depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Néanmoins, il affirme de nouveau l'opinion exprimée dans les résolutions 440 (V) et 512 (VI) de l'Assemblée générale, comme dans les recommandations qu'il a lui-même présentées à ses cinquième et huitième sessions, à savoir que les châtiments corporels devraient être officiellement abolis.*

### **Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle**

#### **Droits de l'homme et libertés fondamentales**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration appliquait une politique de discrimination raciale en violation flagrante des droits et des intérêts des habitants autochtones qui étaient même privés des droits et libertés élémentaires, notamment de la liberté de circulation à l'intérieur de leur propre pays. Le Conseil de tutelle devrait recommander l'abrogation de toutes les ordonnances qui édictent des mesures discriminatoires et l'interdiction de toute discrimination raciale contre la population autochtone.

Le représentant du Salvador a jugé que le fait que les femmes qui voulaient voter dans les élections aux conseils de village devaient payer un impôt, constituait une discrimination dans l'exercice du droit de suffrage.

#### **Main-d'œuvre**

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a estimé que la question de la main-d'œuvre indigène et notamment de la main-d'œuvre qui émigre des Hautes Terres centrales était d'une importance primordiale et qu'il serait bon que le Conseil reçoive à ce sujet des renseignements plus détaillés à l'avenir. Il ne faisait pas de doute cependant que l'Administration ne négligeait aucun effort pour ne pas subordonner les intérêts permanents des autochtones aux intérêts immédiats des entreprises non indigènes.

#### **Salaires et coût de la vie**

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait remarquer que les autochtones continuaient à vivre dans une pauvreté sordide. Les salariés ne recevaient que des salaires de misère.

Le revenu d'une famille de travailleurs autochtones se composant de quatre personnes équivalait à un penny et demi par jour et par personne, somme qui ne permettait pas d'acheter une boîte d'allumettes dont le prix est de 2 pence. Un salaire aussi infime et des conditions de vie généralement misérables condamnaient la population autochtone à la famine et à l'extinction.

Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration a fait observer qu'en plus de leur salaire en espèces les travailleurs autochtones bénéficient de prestations en nature: logement, vêtements, soins médicaux.

#### **Santé publique**

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction l'augmentation de 25 pour 100 intervenue dans l'ensemble des services médicaux ainsi que l'attention accordée aux mesures intéressant la santé publique.

Il a estimé qu'il fallait redoubler d'efforts pour assurer une formation professionnelle au personnel autochtone et a suggéré que l'Autorité chargée de l'administration entreprenne une campagne d'instruction et d'éducation en matière d'hygiène maternelle et infantile.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a exprimé de l'intérêt pour la campagne de vaccination contre la tuberculose, qui avait, semblait-il, donné des résultats satisfaisants, et pour le programme de création, dans les villages, de postes de secours tenus par des auxiliaires des services médicaux. Il s'est préoccupé de la diminution du nombre des médecins et auxiliaires des services médicaux et a suggéré que l'Autorité chargée de l'administration étudie les motifs de cette diminution.

Le représentant du Royaume-Uni a attiré l'attention du Conseil sur l'enquête sanitaire et le programme de développement communautaire exécutés dans les îles occidentales et a estimé qu'il y avait lieu d'encourager le recours à ces méthodes pour améliorer la nutrition et l'hygiène.

Selon le représentant de l'Irak, le Conseil devait recommander l'élaboration d'un programme sanitaire pour le Territoire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'Autorité chargée de l'administration ne se souciait pas de la santé de la population autochtone du Territoire ni de son besoin de services médicaux. Il a souligné que le taux moyen de la mortalité infantile dans le Territoire était de 250 à 300 pour 1.000 naissances vivantes et que, dans la région du cours moyen du Sépik, il atteignait le chiffre énorme de 454 pour 1.000. Le taux de mortalité due à la malnutrition était passé de 9,1 pour 100 à 13,27 pour 100. Le représentant de l'URSS a mentionné l'étude démographique menée par l'anthropologiste Chinnery en Nouvelle-Irlande, d'où il ressort que la population de cette région a diminué de 27,1 pour 100 depuis 1929-1930. Malgré la diminution du nombre des médecins européens et la grave insuffisance du personnel médical, l'Autorité chargée de l'administration n'avait pris aucune mesure pour permettre aux autochtones de recevoir une formation médicale. Le représentant de l'URSS a ajouté que, la situation n'étant en aucune façon satisfaisante en matière d'hygiène, le Conseil devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter les crédits prévus au budget pour les services médicaux.

Le représentant du Salvador s'est alarmé de la diminution du nombre des médecins dans le Territoire. Il a estimé que l'Autorité chargée de l'administration devait prendre immédiatement des mesures pour remédier à la situation.

### **Code pénal**

Le représentant du Salvador a estimé que, conformément aux recommandations du Conseil, les châtiements corporels devraient être totalement abolis.

## **5. — PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT**

### **Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil**

#### **Politique suivie et considérations générales**

L'Autorité chargée de l'administration a fait connai-

tre que les programmes d'enseignement en vigueur en Nouvelle-Guinée ont six objectifs que l'on peut brièvement définir de la manière suivante:

- a) Supprimer l'analphabétisme et assurer un niveau d'instruction générale aussi élevé que possible;
- b) Former du personnel spécialisé;
- c) Mettre l'accent sur l'enseignement se rattachant aux projets de développement méthodique de la collectivité;
- d) Faire des établissements d'enseignement de véritables centres pour la collectivité;
- e) Encourager certaines activités telles que celles des boy-scouts et guides et les mouvements coopératifs autochtones.

L'instruction est gratuite, mais non obligatoire. Au sujet des programmes des écoles indigènes, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué qu'il existe quatre types d'écoles. Au niveau le plus bas, on trouve les écoles de village où les études durent quatre ans, et où l'enseignement est donné dans la langue du pays; toutefois, on se sert du pidgin-english dans certaines écoles, notamment au début de la période de scolarité et lorsque les élèves appartiennent à différents groupes linguistiques. Pendant la quatrième année, les élèves des écoles de village apprennent à lire et à écrire l'anglais.

Viennent ensuite les écoles de village du degré supérieur ou les écoles de district qui desservent plusieurs villages. Les études y durent quatre ans et l'enseignement complet celui des écoles de village. Les cours sont donnés dans la langue du pays ou en anglais; les élèves y apprennent aussi à lire et à écrire l'anglais.

Au stade suivant, on trouve les écoles centrales où l'enseignement, d'une durée de deux ans, est donné en anglais. L'Administration se propose d'adjoindre à chaque école centrale un atelier de travail manuel.

Le niveau le plus élevé est représenté par les centres de formation professionnelle du degré supérieur dont les cours durent trois ans. Dans chacun de ces centres, un groupe d'élèves suit pendant une année des cours préparatoires de formation professionnelle pédagogique, médicale ou autre.

Indépendamment des centres de formation professionnelle du degré supérieur, il n'existe pas d'écoles secondaires dans le Territoire. En ce qui concerne les enfants européens, l'Autorité chargée de l'administration, en 1951, a accordé une aide financière à des parents d'élèves pour permettre à certains étudiants de fréquenter des établissements d'enseignement secondaire en Australie.

Les établissements d'enseignement sont de deux genres: les uns sont gérés par l'Administration elle-même; les autres sont gérés par les missions religieuses, mais sont subventionnés par l'Administration et inspectés par des fonctionnaires publics.

Les écoles de l'Administration sont surtout chargées, d'une part, de l'instruction primaire des enfants européens, et, d'autre part, de l'enseignement élémentaire du degré supérieur, de la formation aux métiers manuels, de la formation technique et de la formation pédagogique des autochtones. En 1951, il existait 65 écoles de l'Administration appartenant aux principales catégories suivantes: écoles primaires pour enfants européens (10 écoles fréquentées par 203 élèves), écoles de village du degré supérieur et autres écoles classées

comme écoles élémentaires (34 écoles fréquentées par 2.034 élèves), écoles élémentaires du degré supérieur (7 écoles fréquentées par 670 élèves), écoles préparatoires de formation professionnelle classées comme écoles secondaires (8 écoles fréquentées par 367 élèves). Le nombre total des élèves inscrits dans les 65 écoles de l'Administration s'élevait à 3.675.

La grande majorité des élèves inscrits dans les écoles du Territoire fréquentent les écoles des missions; parmi ces dernières, les plus nombreuses sont les écoles de village. En 1951, 77.718 élèves fréquentaient au total 2.284 écoles de village dirigées par les missions. Au deuxième rang, viennent les écoles du degré intermédiaire; elles étaient, en 1951, au nombre de 93 et groupaient 8.187 élèves. Vingt-quatre écoles professionnelles du degré supérieur étaient d'autre part fréquentées par 1.219 élèves. Pour l'année 1951, le nombre total des écoles dirigées par les missions s'établit à 2.407 et le nombre total des élèves à 87.134.

Lors des différents examens antérieurs de la situation dans le Territoire sous tutelle, le Conseil a formulé un certain nombre de recommandations de caractère général visant à accroître les moyens d'enseignement. A sa troisième session, le Conseil a exprimé sa préoccupation devant l'insuffisance des installations scolaires et le degré élevé d'analphabétisme qui en résulte; il a accueilli avec satisfaction l'assurance donnée par l'Autorité chargée de l'administration selon laquelle l'enseignement constitue un des points principaux des plans établis en vue du développement futur du Territoire et il l'a invitée instamment à hâter la mise en œuvre de ces plans. A la même session, le Conseil a également recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de veiller tout particulièrement à assurer une instruction qui aille au-delà des premiers rudiments, notamment par l'octroi de bourses ou par des moyens analogues ouvrant accès aux études d'un niveau supérieur en dehors du Territoire.

A sa cinquième session, le Conseil avait reconnu que de grands efforts avaient été accomplis dans le domaine de l'enseignement. A sa huitième session, il avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre les mesures nécessaires pour développer l'enseignement élémentaire et donner à la population autochtone de plus grandes possibilités de recevoir une instruction secondaire ou supérieure. Le Conseil avait également recommandé que l'Autorité chargée de l'administration attache une attention particulière notamment à l'octroi d'un nombre raisonnable de bourses d'études donnant accès à des écoles en Nouvelle-Guinée et à l'étranger.

Il est fait état, plus avant dans le présent chapitre, des recommandations que le Conseil a faites au sujet de questions particulières relatives à l'enseignement.

Dans le rapport soumis au Conseil à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que le nombre des écoles de l'Administration s'est accru de quinze unités au cours de l'année considérée et qu'il atteint maintenant 65; celui des écoles des missions, qui a augmenté de 97, est maintenant de 2.407. Par rapport à la situation générale des années précédentes, les statistiques font ressortir que le nombre des élèves fréquentant les écoles de tous genres est passé de 67.385 en 1948-1949 à 88.726 en 1949-1950 et à 90.809 en 1950-1951. Parmi les faits

nouveaux survenus au cours de la période considérée, il y a lieu de signaler la construction de huit bâtiments scolaires et la création, à Dregerhafen, d'un établissement d'enseignement à fins multiples qui comprend une école de village du degré supérieur, une école centrale, une école professionnelle du degré supérieur pour la formation de maîtres, une section d'instruction générale pour la formation de personnel de bureau et de techniciens, une classe ouverte aux femmes autochtones et une école à temps partiel pour les enfants européens.

A sa dixième session, le Conseil a adopté les recommandations suivantes:

*Le Conseil invite instamment l'Autorité chargée de l'administration à redoubler d'efforts en vue d'établir un programme d'enseignement adéquat, d'accroître le nombre des écoles primaires, de créer le plus tôt possible des écoles secondaires et d'instituer un système de bourses qui permette à des autochtones de recevoir un enseignement secondaire et supérieur à l'étranger.*

*En raison de la grave pénurie d'instituteurs, le Conseil recommande à l'Autorité chargée de l'administration de s'efforcer de développer les moyens de formation pédagogique et d'avoir recours à cet égard aux facilités offertes par les missions religieuses.*

### Ecoles des missions

Parmi les aspects de la politique et de la situation générale en matière d'enseignement qui ont retenu l'attention du Conseil dans le passé, il faut mentionner aussi le rôle que jouent les missions religieuses dans l'instruction des autochtones.

A sa troisième session, le Conseil ayant constaté le rôle prépondérant que jouent les missions, avait recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre à l'avenir une plus large part de responsabilité et d'initiative dans ce domaine, et il l'avait invitée à lui fournir des renseignements complémentaires. A sa cinquième session, le Conseil avait félicité l'Autorité chargée de l'administration des dispositions actuelles qui lui permettent d'exercer un contrôle sur l'ensemble du programme d'enseignement. A sa huitième session, le Conseil avait exprimé l'espoir que la nouvelle ordonnance sur l'enseignement contiendra des dispositions permettant de contrôler l'activité de tous les établissements scolaires; il avait également recommandé que l'Administration ouvre de nouvelles écoles.

A ce sujet, l'Autorité chargée de l'administration a fait connaître dans le rapport examiné par le Conseil à sa dixième session, que l'ordonnance sur l'enseignement était en préparation. Le rapport indique en outre qu'en 1950-1951 l'Administration a ouvert 15 nouvelles écoles, dont 14 sont réservées aux autochtones.

### Personnel enseignant

Dans le passé, le Conseil et l'Autorité chargée de l'administration ont reconnu que la pénurie de maîtres qualifiés dans le Territoire est un des éléments importants de la situation dans le domaine de l'enseignement; de l'avis de la Mission de visite de 1950, c'est là le facteur qui limite à la fois le nombre des écoles et le niveau de l'instruction qu'elles dispensent.

A ses troisième, quatrième et huitième sessions, le Conseil avait formulé des recommandations en vue du développement des moyens existants pour la formation de personnel enseignant autochtone. A sa huitième session, il avait pris acte avec satisfaction du programme actuel de formation de personnel enseignant, mais en même temps, ainsi qu'en deux autres occasions, il avait invité l'Autorité chargée de l'administration à s'efforcer tout particulièrement d'assurer la formation de maîtres autochtones. Le Conseil avait exprimé en particulier l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration mènerait rapidement à bonne fin le projet de création d'une école normale d'instituteurs à Finschhafen et qu'elle développerait les moyens existants.

Le rapport examiné par le Conseil à sa dixième session indique notamment qu'entre 1948 et 1951 le nombre des instituteurs de l'Administration est passé de 119 à 191, et que celui des instituteurs des écoles des missions de 2.421 à 2.948, non compris les 300 autochtones qui sont chargés de certains cours mais qui, de l'avis de la mission intéressée, "ne remplissent pas les conditions requises des instituteurs".

L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître que les instituteurs européens qui enseignent dans les écoles de l'Administration sont des maîtres qualifiés; en 1951, ces instituteurs étaient au nombre de 49; 14 d'entre eux enseignaient dans des écoles primaires pour enfants européens, les autres dans des écoles de l'Administration pour enfants autochtones et asiatiques. Les écoles des missions employaient également 197 instituteurs européens.

En ce qui concerne les instituteurs autochtones, l'Autorité chargée de l'administration a précisé qu'un certain nombre de ceux qui sont employés dans les écoles de l'Administration ont été formés avant la guerre dans des écoles de l'Administration ou des missions. Lorsqu'il est possible de le faire, l'Administration organise des cours de perfectionnement pour ces instituteurs.

Les traitements des instituteurs européens employés par l'Administration s'échelonnent entre 354 livres pour les institutrices du rang le moins élevé et 860 livres pour les instituteurs de la catégorie la plus élevée; à ces traitements s'ajoutent l'indemnité de cherté de vie et l'indemnité de résidence dans le Territoire. En ce qui concerne les instituteurs autochtones, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que leur rémunération peut atteindre 16 livres par mois, non compris les prestations en nature; le traitement maximum d'un instituteur principal peut s'élever à 20 livres, non compris les prestations en nature pour lui-même et pour sa famille.

Deux établissements sont chargés de la formation des instituteurs autochtones: l'école normale d'instituteurs de Keravat, qui reçoit 90 élèves et où 34 étudiants ont reçu leur diplôme d'instituteur au cours de la période considérée avant d'être affectés à des écoles de l'Administration; la nouvelle école normale de Dregerhafen, près de Finschhafen, où 26 étudiants suivaient les cours de première année. L'Autorité chargée de l'administration a fait connaître aussi qu'elle organise des cours à l'intention des épouses

d'instituteurs, en vue d'employer certaines d'entre elles comme instructeurs auxiliaires en matière de service social féminin.

### **Dépenses consacrées à l'enseignement**

A sa cinquième session, le Conseil, ayant constaté que les dépenses effectuées au titre de l'enseignement, bien qu'elles se soient sensiblement accrues de 1946-1947 à 1947-1948, restaient peu élevées, avait recommandé que l'Autorité chargée de l'administration consacre à l'enseignement des sommes plus importantes, en vue de combattre l'analphabétisme si répandu chez les autochtones, d'assurer l'enseignement secondaire et supérieur et de satisfaire à d'autres besoins culturels.

A sa septième session, le Conseil, après avoir pris acte avec satisfaction de l'accroissement des dépenses effectuées au titre de l'enseignement en 1948-1949, avait exprimé l'avis que les installations scolaires fournies n'étaient pas suffisantes pour satisfaire aux besoins du Territoire.

Pendant la période considérée, l'Administration et les missions ont consacré à l'enseignement (non compris les dépenses afférentes à la construction de bâtiments scolaires), une somme de 334.100 livres contre 348.592 livres en 1949-1950. Les dépenses du Service de l'instruction publique se sont élevées à 245.270 livres contre 242.031 livres en 1949-1950, et l'aide fournie aux missions au titre de l'enseignement s'est élevée à 63.650 livres contre 82.310 livres en 1949-1950. Pour leur part, les missions ont consacré à l'enseignement une somme de 127.255 livres contre 148.233 livres en 1949-1950.

### **Enseignement pour les adultes et instruction des masses**

D'après l'Autorité chargée de l'administration, les plans relatifs à l'enseignement pour les adultes et à l'instruction des masses prévoient une action concertée qui sera entreprise par plusieurs services ainsi que l'utilisation de la radio, de films, de publications et d'autres moyens de diffusion. Les travaux se sont poursuivis dans la circonscription scolaire de Maprik et une école de district a été ouverte. La division de l'enseignement féminin a créé de nouveaux centres pour femmes à Dregerhafen et à Madang.

A sa huitième session, le Conseil a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'intensifier les efforts qu'elle a entrepris pour amplifier sa campagne de grande envergure contre l'analphabétisme.

### **Art et culture indigènes**

A sa huitième session, le Conseil avait exprimé son approbation des mesures que l'Autorité chargée de l'administration avait prises pour favoriser le développement de l'art et de la culture indigènes, et il avait exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration poursuivrait ses efforts dans ce sens.

Dans le rapport examiné par le Conseil à sa dixième session, l'Autorité chargée de l'administration a indiqué que l'on peut trouver tous les renseignements utiles sur ces activités dans le rapport de l'année précédente.

## **Observations formulées par des membres du Conseil et ne représentant que leur opinion individuelle**

### **Politique suivie et considérations générales**

Le représentant de la Chine a été heureux de constater que le nombre des écoles publiques et des écoles des missions avait augmenté, mais a été déçu de relever une diminution des crédits affectés à l'enseignement pendant l'année considérée. Bien qu'il ne soit pas possible pour le moment de rendre l'instruction obligatoire, il a estimé que l'Autorité chargée de l'administration devrait d'ores et déjà préparer des études sur cette question. Il a souligné la nécessité pour l'Autorité chargée de l'administration de se conformer à la recommandation du Conseil au sujet de l'octroi de bourses à l'étranger et a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration accorderait le plus grand nombre possible de bourses aux étudiants autochtones pour leur permettre de recevoir un enseignement secondaire et supérieur.

En outre, il a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration se préoccuperait davantage de donner au Territoire les instituteurs dont il a besoin. Il a déploré que les instituteurs européens et autochtones ne perçoivent pas le même traitement et a demandé des renseignements sur les traitements perçus par les instituteurs asiatiques et métis.

Le représentant de la Thaïlande a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration redoublerait d'efforts pour améliorer la situation de l'enseignement, notamment en augmentant le nombre des écoles primaires, en créant des écoles secondaires le plus tôt possible et en accordant des bourses d'études à l'étranger.

Le représentant du Royaume-Uni a estimé qu'en l'état actuel des choses l'Administration devrait aider et encourager les missions religieuses.

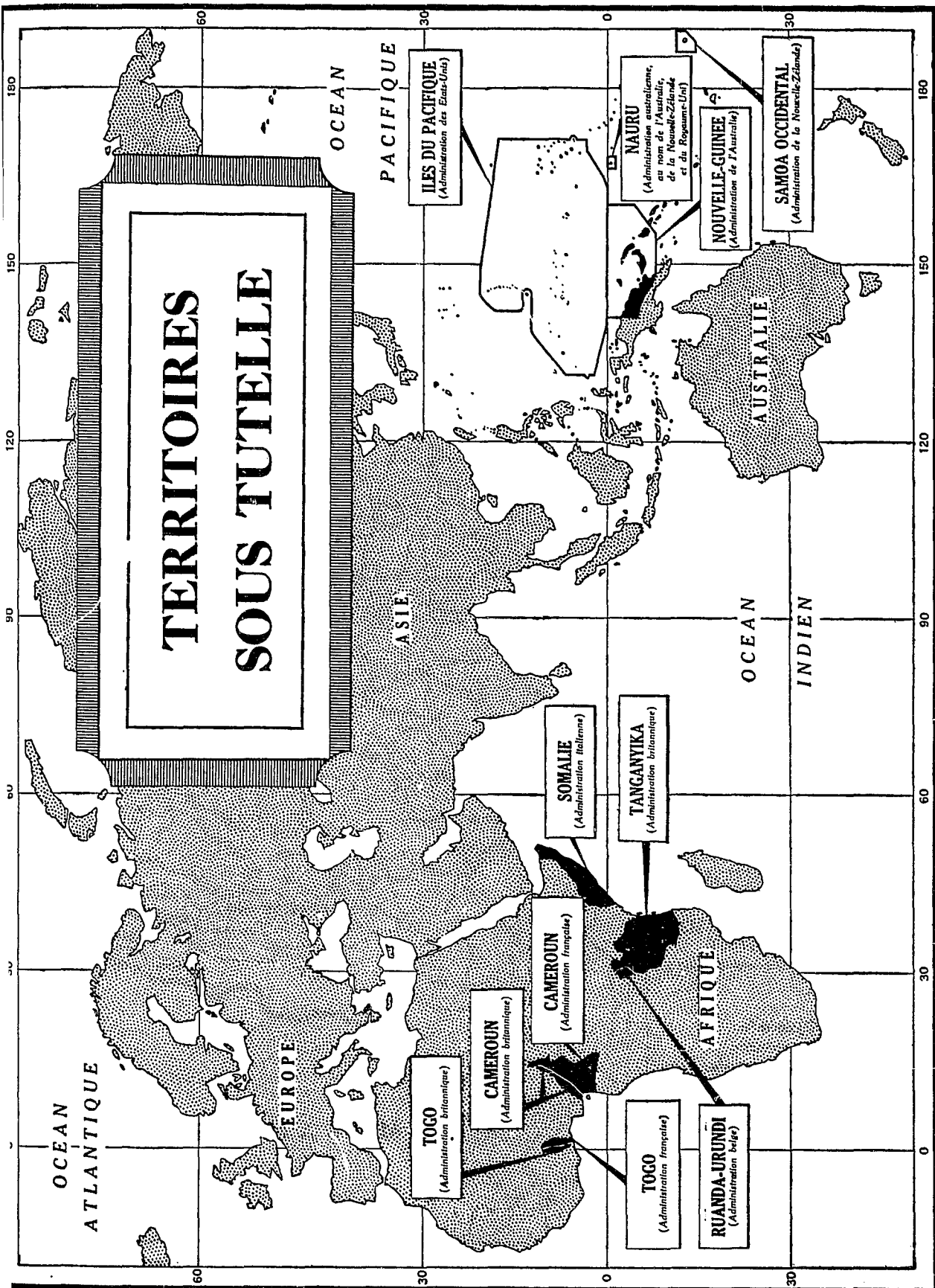
Le représentant de l'Irak a estimé que les moyens d'instruction dont disposaient les habitants autoch-

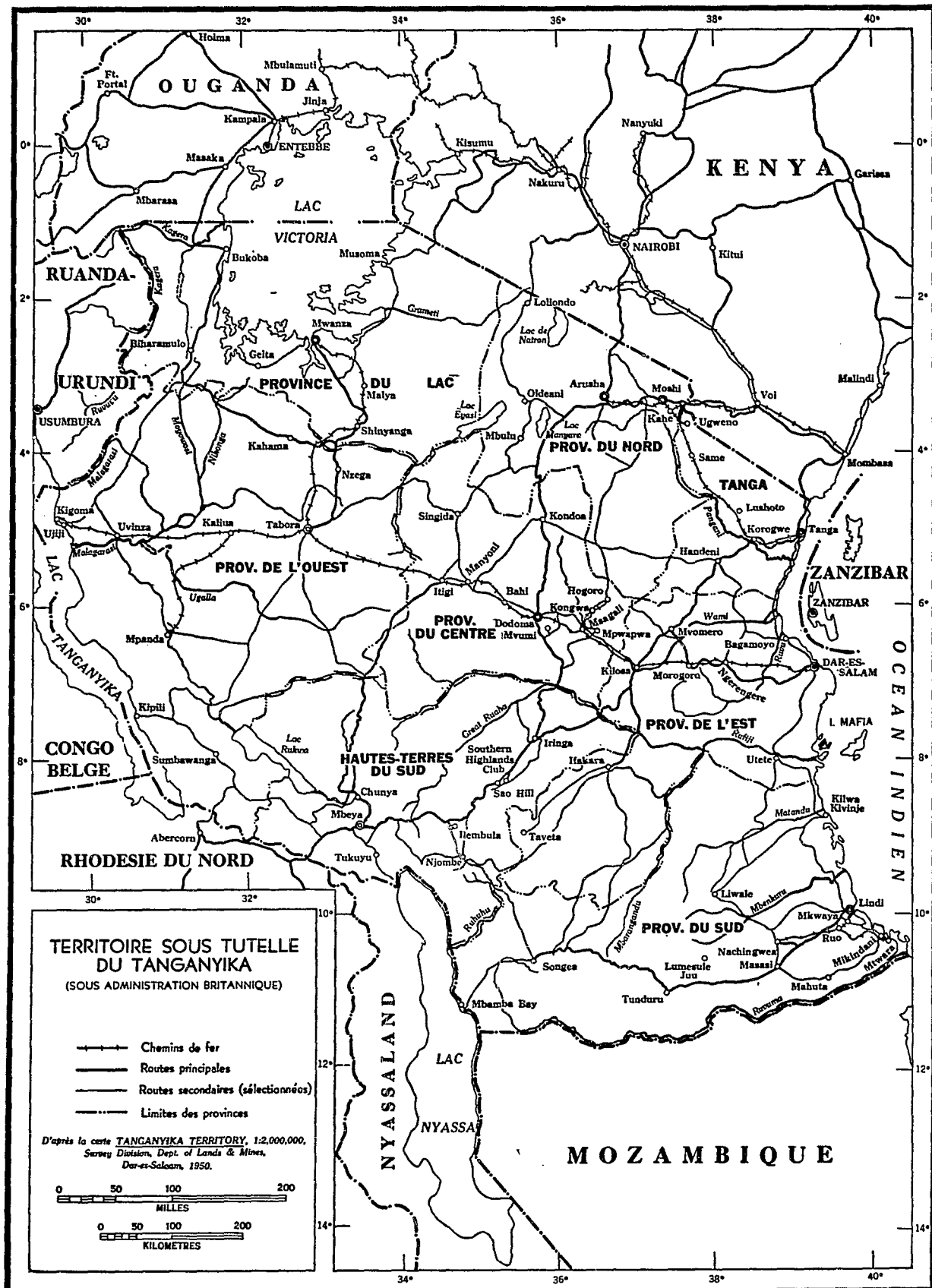
tones étaient d'ordre inférieur et ne leur permettaient d'accéder qu'à des emplois de domestiques ou à d'autres fonctions subalternes. Il a proposé au Conseil de recommander à l'Autorité chargée de l'administration de mettre immédiatement en œuvre un programme d'expansion scolaire.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a relevé que la situation, dans le domaine de l'instruction, n'était nullement satisfaisante et que les autochtones étaient victimes de mesures discriminatoires en matière d'instruction. Le nombre des instituteurs avait considérablement diminué au cours de la période considérée. Le total des dépenses consacrées à l'enseignement pour 1950-1951 avait diminué de 14.492 livres par rapport à la période qui avait fait l'objet du rapport précédent. Il a estimé que le Conseil devait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'enseignement primaire universel aux enfants du Territoire et pour permettre aux autochtones de recevoir un enseignement secondaire et supérieur. Le Conseil devait également recommander l'Autorité chargée de l'administration d'augmenter les crédits affectés à l'enseignement et à la culture en général.

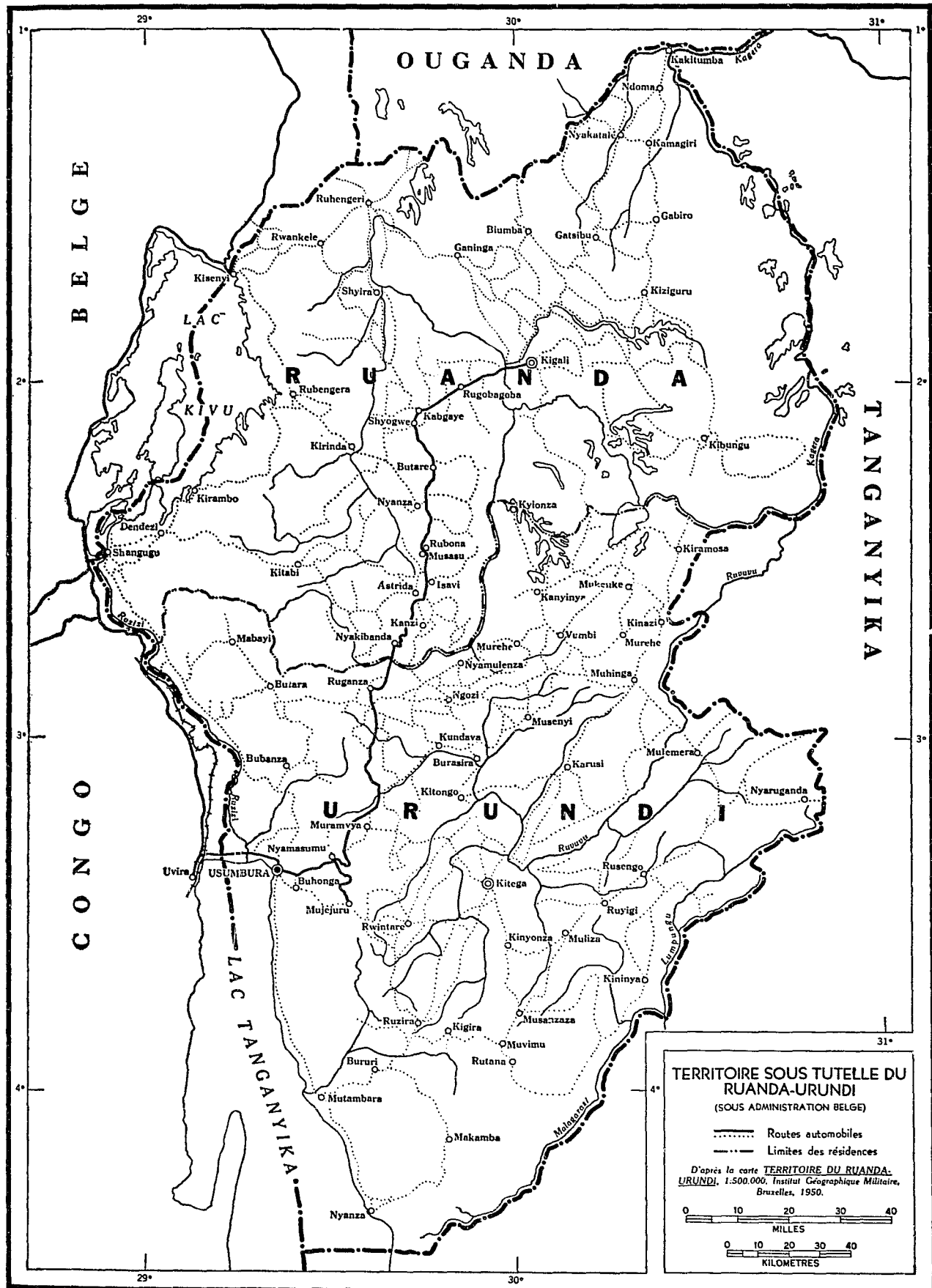
Le représentant du Salvador a demandé à l'Autorité chargée de l'administration de s'efforcer d'accroître le nombre des écoles et des instituteurs et de relever le traitement des instituteurs autochtones. Il a estimé également qu'il convenait de généraliser l'emploi de la radiodiffusion et du cinéma.

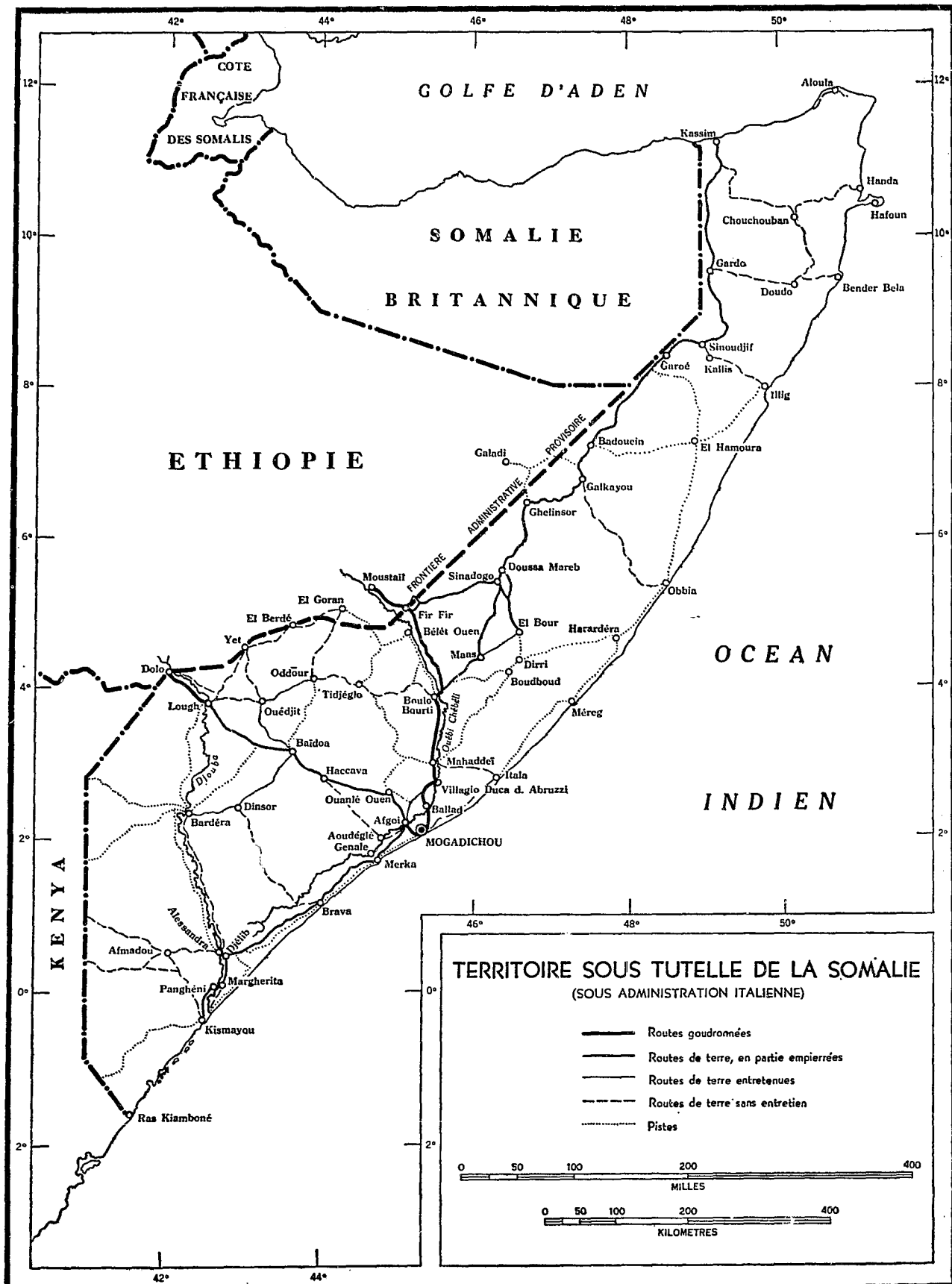
Le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a déclaré que, bien qu'actuellement un important pourcentage d'enfants d'âge scolaire ne fréquentât pas l'école, l'Administration s'efforçait de développer le système scolaire dans tout le Territoire. Les facteurs auxquels est due la situation du moment étaient tout d'abord l'éloignement et la difficulté d'accès de nombreuses régions, ensuite le fait qu'une grande partie de la population ne participe pas encore au développement de la vie économique du Territoire.














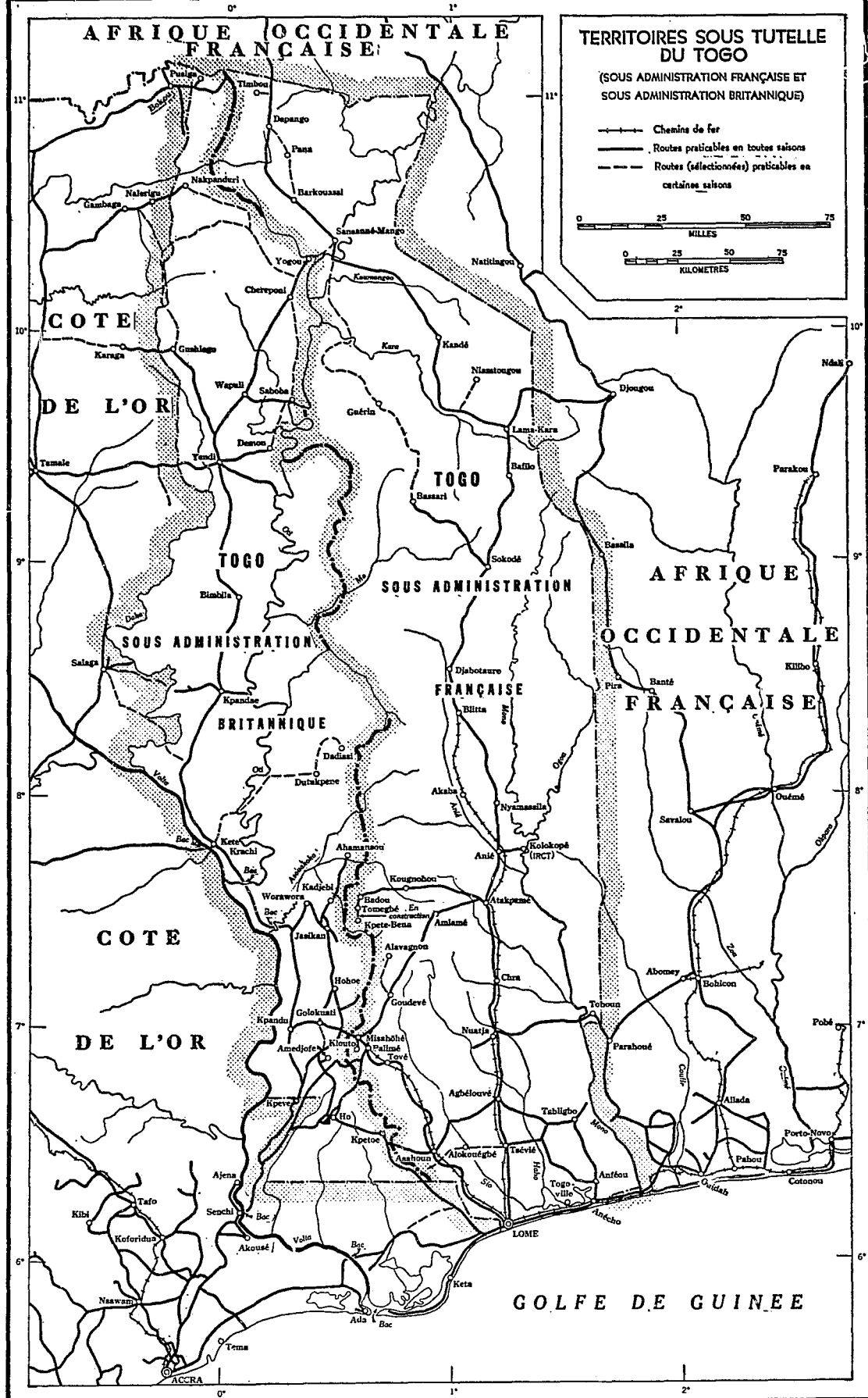
(SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE  
ET  
SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE)

 Chemins de fer  
 Routes praticables en toutes saisons  
 Routes (sélectionnées) praticables en certaines saisons



A scale bar showing distances in kilometres. It is marked with 0, 50, 100, and 150. The word 'KILOMETRES' is written below the bar.



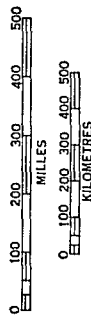


# **TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE** (SOUS ADMINISTRATION DES ETATS-UNIS)

- Limites du territoire
- - - Limites des districts

(Ces lignes délimitent la zone du territoire et les districts administratifs. On ne doit pas les considérer comme des frontières.)

Source: Report on the Administration of the Trust Territory of the Pacific Islands, U.S. Navy Department, Washington, D.C., July 1949.



OCEAN PACIFIQUE NORD

MARIANES  
DU NORD

I. AGRIHAN  
I. ALAMAGAN  
I. SAIPAN  
I. TINIAN  
I. ROTA  
GUAM

DISTRICT DE SAIPAN

DISTRICT DES ILES MARSHALL

UTERIK  
AILUK  
WOTHO  
KWAJALEIN  
UJAE  
LAE  
LIB.  
NAMU  
AILINGLAPALAP  
MAJURO  
KILILE  
JALUIT  
NAMORIK  
EBON  
KILI  
ARNO

UJELANG  
PONGELAP  
WOTJAP  
MALOGLAP  
AUR Q  
I. KUSAIE  
I. PONAPE  
MOKIL  
PINGELAP  
NGATIK  
HUKUORO  
KAPINGMARANGI

DISTRICT DE PONAPE

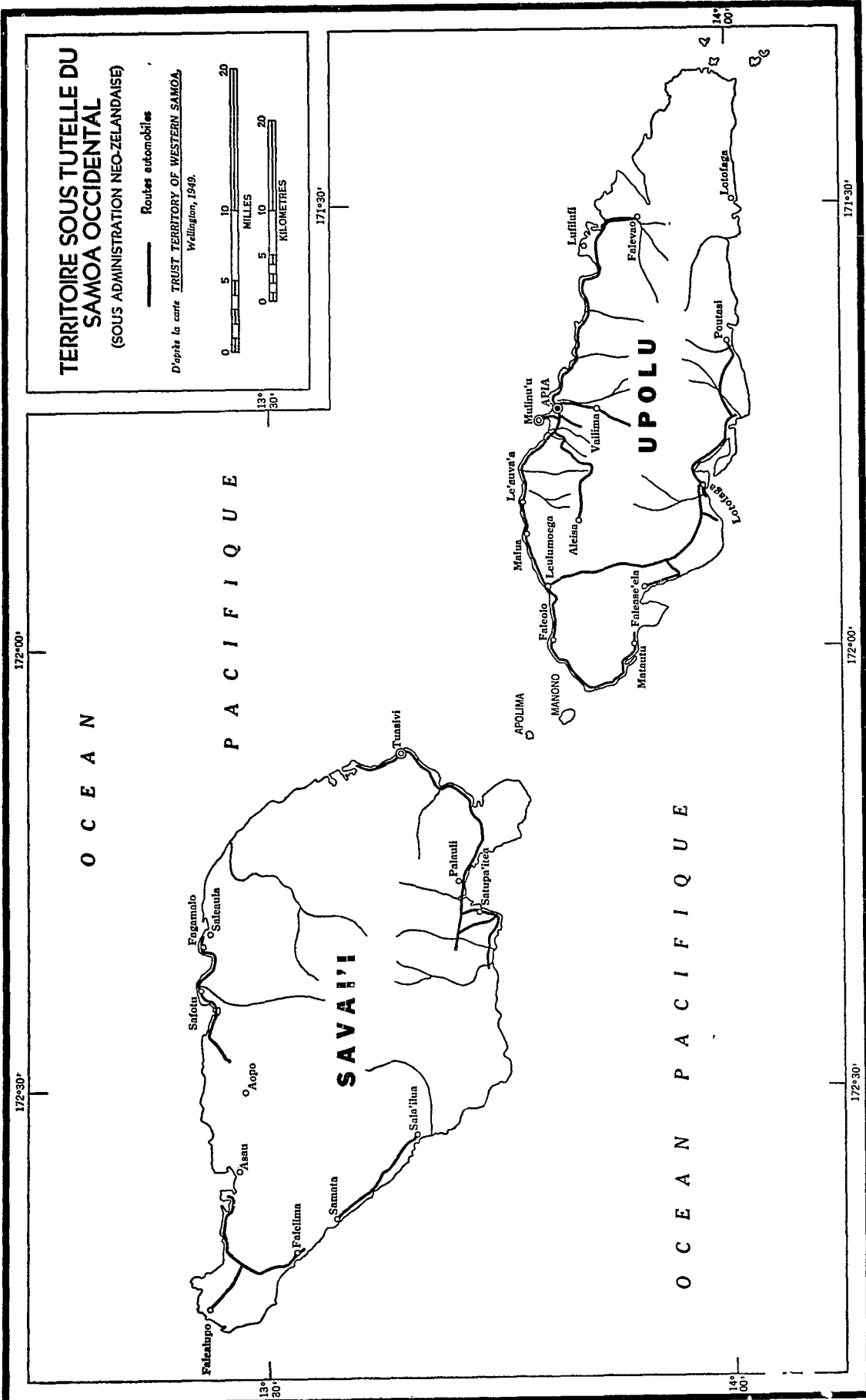
DISTRICT DE TRUK

NAMONUTO  
MURLO  
TRUK  
NORWIN  
PULAP  
PULUNAT  
LOSAP  
NANGLUK ETAL  
SATAWAN  
I. NAMA  
I. SATAWAN  
ELATO  
IFALIK  
LANOTREK  
WOLEAI  
EABURPIK

CAROLINES OCCIDENTALES

DISTRICT DE PALAU

ULITHI  
IS. YAP  
SOROL  
NGULU  
IS. PALAU  
POULO ANNA  
MERIR  
TODI



# TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU

(SOUS ADMINISTRATION AUSTRALIENNE,  
AU NOM DE L'Australie, DE LA NOUVELLE-ZELANDE ET  
DU ROYAUME-UNI)

Routes

